



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**21<sup>e</sup> Législature — 5<sup>e</sup> session**

**Vol. 1 - Séances du 18 janvier au 31 mars 1944**

**1944**

**Texte établi par Geneviève Barry et Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Cyrille Dumaine**









**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**21e Législature - 5e session**

**Vol. 1 - Séances du 18 janvier au 31 mars 1944**

**1944**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**21<sup>e</sup> Législature — 5<sup>e</sup> session**

**Vol. 1 - Séances du 18 janvier au 31 mars 1944**

**1944**

**Texte établi par Geneviève Barry et Josée Levasseur**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

### Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre. V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Geneviève Barry Josée Levasseur
<b>Introduction:</b>	Stéphane Savard
<b>Traduction:</b>	Mathieu Boily Marcelle Tardif
<b>Révision et édition:</b>	Marie Auger Donald Chouinard Michel Rhéaume
<b>Indexation:</b>	Monique Fortier
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Buissière Rénald Buteau Gilles Galichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 2010  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23901-6  
ISSN 0847-4273  
15 \$

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le Québec, le Canada et le monde en guerre en 1944

Entre les mois de juillet 1943 et juin 1944, la Deuxième Guerre mondiale afflige les pays de tous les continents. Après avoir remporté d'importantes batailles en Russie, en Afrique du Nord et en Asie, les forces alliées ouvrent un second front en Europe. Le 10 juillet 1943, le débarquement de la Sicile permet de préparer le terrain en vue d'une attaque continentale. Réunis à Québec du 18 au 24 août 1943<sup>1</sup>, le président américain, Franklin D. Roosevelt, et le premier ministre britannique, Winston Churchill, approuvent les plans du débarquement de l'Italie du Sud, qui a lieu au début du mois de septembre 1943. Plus important encore, leurs discussions au Château Frontenac et à la Citadelle de Québec abordent la planification d'un débarquement dans le nord de la France. Alors que la victoire contre le régime nazi apparaît sur les écrans radars, les pays alliés n'hésitent pas à préparer l'avènement du nouvel ordre mondial, comme le prouve la conférence de Téhéran en novembre 1943. Après quelques retards, le débarquement de Normandie aura finalement lieu le 6 juin 1944. Le succès de cette opération permettra aux troupes alliées d'entreprendre une série de batailles menant à la capitulation de l'Allemagne, en avril 1945.

Dans une perspective canadienne, le pays dirigé par le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King participe activement au conflit mondial. L'effort de guerre est colossal. La force industrielle destinée à fournir l'approvisionnement militaire et alimentaire des forces alliées oblige la mobilisation de la main-d'œuvre à un niveau sans précédent. La propagande sollicite les femmes, voire les adolescents, à travailler dans les usines et les manufactures. Afin d'assurer un approvisionnement nécessaire à cette industrialisation intensive, le rationnement des ressources est de mise; non seulement le rationnement de la nourriture pour les citoyens, mais aussi et surtout celui des ressources naturelles et énergétiques – entre autres l'électricité<sup>2</sup> – pour les industries non rattachées à la guerre.

Sur le front, le Canada déploie une armée de plus en plus moderne et efficace grâce à des dépenses budgétaires jusqu'alors inégalées<sup>3</sup>. L'armée canadienne a besoin de soldats pour se battre sous le commandement général de la Grande-Bretagne. Alors qu'elle mobilise tous les jeunes hommes pour la défense du territoire national, elle s'en tient, jusqu'à la fin de l'année 1944, au recrutement de « volontaires<sup>4</sup> » pour le service outre-mer.

Après avoir participé à la libération de la Sicile, des troupes canadiennes, dont le Royal 22<sup>e</sup> Régiment de Québec, débarquent en Italie à l'automne 1943 et remontent vers le nord. D'autres encore, dont les Fusiliers Mont-Royal où s'active le commandant en second Paul Sauvé, député de l'Union nationale, participent au débarquement de Normandie et à la vaste opération militaire menant à la libération de la France, de la Belgique et des Pays-Bas. Parmi les correspondants de guerre canadiens, mentionnons la présence de René Lévesque qui agit à titre d'agent de liaison pour le compte de l'armée américaine<sup>5</sup>.

Le conflit mondial et la mobilisation intensive qu'il engendre permettent à l'État fédéral de poursuivre la consolidation des premiers jalons de l'État-providence en construction depuis la fin des années 1930. En jouant la carte de la sécurité sociale, le gouvernement King continue de centraliser certains pouvoirs à Ottawa. Dans la foulée du rapport de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois, 1940) et de la création du premier programme d'assurance-chômage (1940), il met sur pied le programme d'allocations familiales destiné, entre autres, à maintenir un niveau respectable de consommation et à prévenir les contractions de l'économie dans l'après-guerre. Avec l'aide des provinces, le gouvernement fédéral souhaite également établir un système pancanadien d'assurance-maladie, comme le montre la conférence fédérale-provinciale du 10 au 12 mai 1944<sup>6</sup>. Ces politiques keynésiennes sont rendues possibles grâce à une entente avec les provinces sur le partage des revenus de taxation (1941) et à une mesure budgétaire modifiant l'impôt sur le revenu<sup>7</sup>.

Ce faisant, le Parti libéral du Canada tente de couper l'herbe sous les pieds de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF), une formation politique socialiste de plus en plus populaire à l'ouest du Québec. En 1943, la CCF devient le parti d'opposition en Ontario, alors qu'en Saskatchewan, elle gagne les élections du 15 juin 1944 et devient ainsi le premier parti

socialiste à exercer le pouvoir en Amérique du Nord. Ces victoires électorales laissent présager un avenir intéressant pour les instances fédérales de la CCF, qui obtiennent l'appui d'un nombre grandissant d'électeurs<sup>8</sup>.

Au Québec, si la guerre sur le front occupe l'attention des responsables politiques<sup>9</sup>, des médias et des citoyens en général, elle occasionne aussi plusieurs sources de tensions ou de contestations difficilement gérables pour le gouvernement : les « anticonscriptionnistes », qui regroupent, entre autres, les sympathisants du Bloc populaire, s'agitent depuis le plébiscite du mois d'avril 1942; les autonomistes accusent le gouvernement Godbout de céder certains droits provinciaux à Ottawa; les syndicats contestent et des grèves éclatent; les citoyens dénoncent l'insalubrité de certains logements urbains, surtout à Montréal et à Québec. De juin à décembre 1943, les ténors de l'Union nationale participent à plusieurs assemblées régionales où ils préparent la prochaine campagne électorale en dénonçant notamment l'inaction du Parti libéral à l'égard de la conscription, du rationnement et de l'autonomie provinciale<sup>10</sup>.

Devant ces contestations, le premier ministre Godbout lance un appel au calme aux députés de l'opposition, mais aussi à tous les citoyens en ce début d'année 1944 :

On est, il est vrai, un peu nerveux. Nous sommes dans une période de guerre, une période difficile. Les difficultés que l'on connaît sont peut-être dues au fait que certains ont oublié qu'en temps de guerre et dans des périodes difficiles, il est important de rester calme. Il n'est pas étonnant que dans une période de guerre, où tout le monde qui réalise son devoir s'emploie à prêcher le calme, il y ait un peu de nervosité. Au lieu d'agiter le peuple, on ferait mieux de le calmer. On s'est rendu compte que le gouvernement n'a pas perdu la tête. Il garde ses nerfs. [...]

Nous de ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que la meilleure façon de gouverner, c'est de poser des actes réfléchis, bien ordonnés. Nous voulons et désirons l'expression des opinions libres en cette Chambre, les opinions de tous, de quelque parti qu'ils appartiennent. C'est la meilleure façon et la plus rapide de régler les problèmes nationaux en pays démocratique. (18 janvier)

Malgré un contexte national et international difficile, le Québec connaît d'importantes avancées culturelles et éducationnelles. La transformation de l'École des sciences sociales, politiques et économiques de l'Université Laval en une faculté des sciences sociales (7 décembre 1943) s'avère primordiale. Sous la direction du père Georges-Henri Lévesque, qui la dirige de 1943 à 1955, une génération de jeunes diplômés de cette Faculté deviendra des experts capables de critiquer la société québécoise des années 1950 et d'œuvrer dans la fonction publique au moment de la Révolution tranquille. En février 1944, à la même université, Luc Lacourcière voit son travail de longue haleine récompensé alors que les Archives de folklore de l'Université Laval sont créées. La discipline de l'ethnologie s'enracine au Québec grâce à cette collection composée majoritairement d'enregistrements sonores.

Sur le plan musical, les premières émissions du Trio lyrique font leur apparition à Radio-Canada. Formé d'Anna Malenfant, de Lionel Daunais et de Jules Jacob, le petit groupe de musiciens classiques interprète à la fois le folklore canadien, les œuvres classiques et leurs propres compositions. Dans le champ littéraire, l'année 1944 foisonne d'activités. Alors que Victor Barbeau fonde l'Académie canadienne-française, trois œuvres retiennent l'attention. *Au pied de la pente douce*, de Roger Lemelin, fait entrer pour une des premières fois le milieu urbain dans les sujets de prédilection de ce que l'on appellera le « nouveau roman québécois d'après-guerre ». À l'opposé, le premier recueil d'Yves Thériault, *Contes pour un homme seul*, oppose « à l'idéalisme agraire une vision de la nature plus païenne et plus sauvage » en dépeignant la vie et ses traces dans un village maritime du Québec. Enfin, le recueil de poésie *Les îles de la nuit*, d'Alain Grandbois, ouvre la poésie québécoise à la « modernité » et à la « littérature universelle contemporaine »<sup>11</sup>. Du côté cinématographique, le réalisateur Fyodor Otsep tourne *Le père Chopin*, « premier long métrage professionnel [de fiction] tourné au Québec ». Ce dernier remporte un succès populaire auprès des cinéphiles de la province<sup>12</sup>.

C'est dans ce contexte qu'ont lieu les débats parlementaires de l'Assemblée législative du Québec de 1944. Reflétant les préoccupations des membres de la société<sup>13</sup>, ces débats où s'opposent différentes visions politiques, économiques, sociales, culturelles et identitaires sont



de fructueuses sources d'information pour comprendre les forces définissant la société québécoise de l'époque.

### Les parlementaires

La session parlementaire qui s'ouvre le 18 janvier 1944 est la cinquième et la dernière de la 21<sup>e</sup> Législature. Dans l'histoire politique du Québec, très peu de gouvernements ont prolongé leur mandat au-delà de quatre ans. Quelques journaux, dont la *Gazette*, relèvent d'ailleurs le fait que jamais un gouvernement libéral n'a utilisé le droit de compléter un mandat de cinq ans. En rappelant l'histoire du Parti conservateur qui, après un tel mandat, entre 1892 et 1897, a perdu les élections subséquentes, le journal anglophone souligne le risque que prend le Parti libéral dirigé par Adélard Godbout<sup>14</sup>. D'autant plus que depuis 1942, le gouvernement Godbout refuse de faire des élections partielles, laissant ainsi plusieurs banquettes vides à l'Assemblée.

Au début de la session 1944, comme tout au long de la session précédente, sept sièges vacants parsèment les rangs libéraux. Du côté de l'opposition, celui de Camillien Houde, député indépendant de Montréal-Sainte-Marie, demeure toujours libre en raison de son emprisonnement par la police militaire. Pendant le débat sur le budget, cette politique de la chaise vide est dénoncée par Jean-Paul Beaulieu, député de Saint-Jean-Napierville, pour qui les ministériels ont tort de justifier l'absence d'élections partielles par le climat incertain de la guerre. Selon le député unioniste, le gouvernement Godbout « s'est rendu coupable d'une des pires banqueroutes possibles : la banqueroute des principes démocratiques ». (29 février)

Depuis les dernières élections générales de 1939, où il avait fait élire 70 députés, le Parti libéral a vu son poids diminuer en Chambre. La situation s'est toutefois stabilisée et le rapport de force en Chambre demeure inchangé entre la session de 1943 et celle de 1944 où s'opposent 60 libéraux, 17 unionistes et un député sans affiliation, René Chaloult, qui affirme représenter les électeurs du Bloc populaire au début de la session, mais qui devient indépendant quelques semaines après le début des travaux parlementaires.

Le Conseil exécutif dirigé par le premier ministre demeure inchangé. Seule exception au tableau : le ministre du Travail et ministre des Mines et des Pêcheries maritimes, Edgar Rochette, s'absente de la Chambre pendant la quasi-totalité de la session, pour cause de maladie. Il est remplacé par Hector Perrier, secrétaire de la province, qui intervient dans les débats relevant du ministère du Travail<sup>15</sup>. Rochette démissionnera le 21 juin après avoir été nommé juge à la Cour du district de Québec. Quelques semaines après le début de la session parlementaire, soit le 6 mars, la démission du ministre de la Voirie, Téléphore-Damien Bouchard, retient l'attention. Ce dernier accepte un poste de sénateur à Ottawa et devient, le 21 avril, le président de la nouvelle Hydro-Québec. Le 15 mars, le ministère qu'il dirigeait est transmis à l'honorable Georges-Étienne Dansereau, déjà ministre des Travaux publics.

Au Conseil législatif, à l'ouverture de la session, Hector Laferté occupe toujours le poste de président et dirige un conseil composé de 19 libéraux, quatre unionistes et un conservateur – Thomas Chapais. Mais, pendant la session, le libéral Cyrille Vaillancourt démissionne le 3 mars et devient sénateur. Un nouveau conseiller législatif prend sa place le 22 juin : il s'agit de Charles Delagrave, député de Québec-Ouest depuis 1935 et vice-président de l'Assemblée législative depuis 1943.

### Trois chefs et leur parti

Dans cette Chambre basse que plusieurs échanges houleux transforment en une véritable arène pré-électorale, trois principaux joueurs cherchent à attirer l'attention et la sympathie des électeurs : Adélard Godbout et le Parti libéral, Maurice Duplessis et l'Union nationale et, enfin, René Chaloult, député « indépendant ». Peaufinant leurs arguments électoraux dans des joutes oratoires parfois répétitives, les trois figures de proue tentent tour à tour d'enfiler l'habit du leader patriote qui respecte le mieux les intérêts de la province.

### **Adélard Godbout, la quête du patriotisme**

Chef du Parti libéral depuis 1936, l'agronome Adélard Godbout est reconnu pour son attachement envers les valeurs libérales. Dans l'adresse en réponse au discours du trône, Claude Jodoin, député de Montréal-Saint-Jacques, clame sa fierté d'être un « libéral », dans la foulée d'un tel premier ministre :

Libéral, dans le vrai sens du mot, je le suis et le proclame fièrement. Un libéral de l'école de l'honorable premier ministre de cette province (M. Godbout), dont Ernest Lapointe disait qu'il est « l'expression même de la gentilhommie canadienne-française », un homme franc et loyal qui dit la vérité à ses compatriotes et regarde l'avenir avec confiance. Je suis un libéral comme le fut l'ancien député de mon comté à Ottawa, l'honorable Fernand Rinfret, parce que le Parti libéral continue d'être le parti de l'ordre, de la modération et du progrès. (19 janvier)

Ce libéralisme fait de Godbout un ardent pourfendeur du nationalisme « exacerbé » qui rejette l'appartenance au Canada. Pour le premier ministre, le Parti libéral doit promouvoir l'unité canadienne<sup>16</sup> au détriment des valeurs et représentations qui contribuent à enflammer l'animosité entre les groupes ethniques.

À la suite de la Deuxième Guerre mondiale, Godbout est inspiré par le courant néo-libéral qui favorise une plus grande intervention de l'État québécois en matière de sécurité sociale, d'éducation et d'économie<sup>17</sup>. En alliant cette nouvelle philosophie progressiste avec un fédéralisme d'ouverture, le chef du Parti libéral considère engager la province de Québec sur la voie de l'avenir. À cet effet, lors d'un débat entourant les conférences interprovinciales, Godbout rappelle :

Les Pères de la Confédération ont fait preuve d'un patriotisme admirable. Ils ont passé vaillamment à travers la situation qui leur était faite il y a 75 ans, mais ils ne pouvaient pas prévoir toutes les situations qui se présentent aujourd'hui. Nous voulons coopérer dans l'amélioration de la situation actuelle en tâchant de rendre plus efficace le système d'administration publique de notre pays. C'est notre devoir de libéraux. Le progrès, c'est l'essence même du Parti libéral. (1<sup>er</sup> mars)

Ce patriotisme progressiste lui permet, malgré ce qu'en pensent les autonomistes, de se considérer seul maître à bord en ce qui concerne la définition et l'orientation données aux intérêts du Québec.

La session de 1944 et la campagne électorale qui suivra ne manquent pas d'exemples où les ténors du Parti libéral louangent Godbout, véritable héros libéral, progressiste, fédéraliste et patriotique qui défend l'autonomie de la province, dit-on. Commentant la position à prendre dans les relations fédérales-provinciales, le ministre sans portefeuille Perreault Casgrain considère d'ailleurs l'importance de Godbout pour protéger les intérêts de la province :

Après la guerre, le Canada sera l'un des plus grands pays du monde; les provinces auront une nouvelle Conférence à Ottawa tôt ou tard, où elles réclameront de nouveaux pouvoirs pour accroître nos moyens d'action et notre vitalité ethnique et développer leurs ressources. Certains articles du rapport Rowell-Sirois seront utilisés pour resserrer les liens entre les provinces. C'est alors qu'il faudra un homme de la trempe du premier ministre pour régler l'avenir de notre petite patrie<sup>18</sup>. (22 mars)

Outre le chef, les libéraux peuvent compter sur plusieurs parlementaires d'expérience au début de la session parlementaire. Trois retiennent particulièrement l'attention parce qu'ils démissionnent pendant ou peu de temps après la session : Télesphore-Damien Bouchard, Oscar Drouin et Edgar Rochette. T.-D. Bouchard est député libéral de Saint-Hyacinthe depuis 1912, à l'exception de la période entre 1919 et 1923. Maire de Saint-Hyacinthe de 1917 à 1930 et de 1932 à 1944, il occupe plusieurs postes au cours de sa carrière politique, dont celui d'Orateur de la Chambre (1930-1935) et de chef de l'opposition officielle (1936-1939). Membre de l'aile réformiste du Parti libéral, sa réputation de franc-maçon et d'anticlérical l'empêche de briguer la

direction de son parti en 1938<sup>19</sup>. Avec la réélection des libéraux de Godbout, il devient ministre des Travaux publics (1939-1942) et ministre de la Voirie (1939-1944).

Probablement « le plus nationaliste des membres du cabinet provincial<sup>20</sup> », Oscar Drouin, député de Québec-Est, est de ceux qui laissent parler leurs convictions politiques. Élu député libéral en 1928, il se tourne vers l'Action libérale nationale en 1935 avant de se présenter sous la bannière de l'Union nationale en 1936. Organisateur en chef du parti de Maurice Duplessis et ministre des Terres et Forêts, il démissionne en 1937 et joint les rangs du Parti national. Aux élections de 1939, son allégeance va de nouveau aux libéraux. Il occupe alors le ministère des Affaires municipales et celui de l'Industrie et du Commerce (1939-1944). Au sein du cabinet Godbout, il milite notamment pour le « Non » au plébiscite fédéral de 1942 et appuie fortement la création d'une hydro provinciale. Drouin quitte la politique le 29 juin 1944 pour devenir président de la Commission municipale de Québec (1944-1945).

Pour finir, Edgar Rochette, élu député libéral depuis 1927, sauf en 1936, occupe plusieurs ministères dans l'administration Godbout. Il cumule la fonction de ministre des Mines et des Pêcheries (1939-1942), de ministre des Mines (1942-1944) et de ministre du Travail (1939-1944). Malade durant la session 1944, il démissionne le 21 juin alors qu'il est nommé juge à la Cour du district de Québec.

### **Maurice Duplessis et l'autonomie provinciale**

De l'autre côté de la Chambre, les députés oppositionnistes se disent fiers d'appartenir à une formation politique indépendante des partis fédéraux. Las des gouvernements « rouge à Québec, rouge à Ottawa », Duplessis s'efforce de positionner l'Union nationale en dehors des influences politiques visibles : « Quant à moi, les libéraux, lorsque ça fait leur affaire, disent que j'ai tué le Parti conservateur », rappelle le chef de l'opposition dans un débat entourant le projet de loi des palais de justice et prisons. « J'ai fondé l'Union nationale, parce que j'ai été élevé à Trois-Rivières, une ville libérale, où l'on m'a élu. Et l'Union nationale est formée des éléments de la politique provinciale qui placent la patrie au-dessus des partis; je suis indépendant des bleus, des rouges, des bloqués, des archi-bloqués, des contre-bloqués, des débloqués et des C.C.F. ». (9 février)

L'idée de refuser l'affiliation à un parti fédéral permet à Duplessis de se positionner comme le véritable défenseur des droits de la province, comme le champion de l'autonomie provinciale. Depuis plusieurs années, le principe de « l'autonomie » du Québec se veut le fer de lance pour le chef de l'Union nationale<sup>21</sup>. En cette session de l'année 1944, les oppositionnistes l'utilisent à toutes les sauces. Onésime Gagnon, un des ténors du parti, accuse le gouvernement Godbout de « quatrepattisme à outrance » (1<sup>er</sup> février) devant Ottawa. Il ne cesse de rappeler le « serment par oubli ou distraction », afin de montrer à quel point le premier ministre ne défend pas l'intérêt des Canadiens français du Québec<sup>22</sup>.

Le 8 février, dans un débat sur l'embellissement de la ville de Québec, Duplessis fustige le « panaméricanisme » proposé par Godbout. Il affirme que ce concept s'avère inutile dans un contexte où les Canadiens français ne contrôlent pas les droits qui leur reviennent dans la province de Québec : « Je veux bien que les Canadiens français exercent une influence à l'extérieur, mais il faut pour cela que nous soyons maîtres chez nous et que nous récupérions les droits que le gouvernement a abandonnés à Ottawa. La condition essentielle de toute influence à l'extérieur, c'est la maîtrise chez soi<sup>23</sup>. » Quelques semaines plus tard, précisant davantage la position de son parti, le député de Trois-Rivières clame haut et fort qu'autonomisme ne rime surtout pas avec séparatisme :

Les Pères de la Confédération, composés de gens de différents partis, dans un temps de calme, ont jugé qu'une union législative serait injuste. Ils ont constaté qu'il nous fallait une union fédérative, avec des provinces autonomes. Quand nous défendons ces droits acquis, on nous accuse de songer au séparatisme. Le séparatisme est peut-être la politique d'un petit nombre qui, de bonne foi, ne voit pas loin dans l'horizon national. Quant à nous de l'Union nationale, nous sommes contre le séparatisme. Nous revendiquons fermement le respect de l'autonomie de notre province et le respect de la parole donnée.

La majorité du peuple québécois est contre le séparatisme; il n'y a qu'un petit nombre parmi nos gens qui en veulent, mais elle veut le respect de l'autonomie de la province de Québec selon les termes qui lui ont été garantis par contrat en 1867. L'autonomie n'a rien à faire avec le séparatisme. Il serait temps de veiller à l'autonomie des provinces. La province de Québec ne veut pas simplement l'autonomie pour elle-même, elle la veut, toujours selon les termes de la Constitution, pour toutes les autres provinces de la Confédération. (23 février)

Dans un souci de déstabiliser l'adversaire, certains députés ministériels évoquent une grogne croissante parmi les rangs oppositionnistes. À ce sujet, en plein cœur du débat sur le budget, le libéral Lucien Plamondon laisse entrevoir la possibilité que les conservateurs fédéraux, avec John Bracken à leur tête, souhaiteraient remplacer Duplessis par Onésime Gagnon, celui qui est considéré comme le numéro deux de l'Union nationale (21 mars). Pour contrer ces allusions, les responsables politiques unionistes s'efforcent de présenter un parti uni. De la même façon que leurs vis-à-vis libéraux, ils ne ratent pas l'occasion de soutenir leur chef, de lui rendre hommage, de convaincre les électeurs qu'il représente la meilleure candidature possible pour le poste de premier ministre.

Afin de présenter les députés de l'Union nationale comme des « hommes de cœur » qui protègent l'autonomie provinciale et les droits inclus dans la Constitution de 1867, Duplessis et ses collègues n'ont pas peur d'entretenir des débats sur l'assurance-chômage et sur la représentation des provinces du Canada au Parlement fédéral<sup>24</sup>. Ils profitent également d'une motion du député libéral François-Joseph Leduc, sur l'amélioration du système de pension de vieillesse – visant à réduire de 70 à 65 ans l'âge des pensionnaires – pour ramener les discussions dans le giron du respect de l'autonomie provinciale. (3 mai)

Selon l'historien Robert Rumilly, la popularité de Duplessis devient de plus en plus dangereuse pour le Parti libéral à partir de l'été et de l'automne 1943. Le député de Trois-Rivières remporte un succès aux assemblées de comté grâce à ses allusions à l'autonomie provinciale, mais aussi grâce à sa capacité de récupérer les événements d'actualité, qu'il juge parfois scandaleux, et de les retourner contre le gouvernement Godbout<sup>25</sup>. Toujours mordant dans ses remarques pendant la session parlementaire, Duplessis demande souvent au gouvernement Godbout de déclencher les élections. En plus de l'accuser d'être un gouvernement « croupion<sup>26</sup> », Duplessis considère que cette longue législature permet au Parti libéral d'engraisser ses amis.

### **René Chaloult, indépendant mais seul**

René Chaloult s'avère un homme politique difficile à saisir. Il ne donne jamais sa place lorsque vient le temps de débattre des questions de l'heure. Ancien député de l'Union nationale en 1936, puis député du Parti national en 1937 avant de devenir indépendant, il se présente comme un sympathisant libéral aux élections de 1939<sup>27</sup>.

Fidèle à lui-même, Chaloult garde son indépendance d'esprit, comme le prouvent les nombreuses critiques qu'il assène et qui lui font rapidement perdre sa place dans les cercles du gouvernement Godbout. En 1942, le député de Lotbinière se tourne vers le Bloc populaire, un parti politique créé la même année en réaction au plébiscite sur la conscription organisé par le premier ministre libéral, Mackenzie King. En janvier 1944, si les instances du parti fédéral sont dirigées par Maxime Raymond, sous l'influence d'Édouard Lacroix, la situation est beaucoup moins claire quant à l'aile provinciale. René Chaloult et ses collègues de Québec, l'ancien chef de l'Action libérale nationale, Paul Gouin, et l'ennemi des trusts de l'électricité, le docteur Philippe Hamel, souhaitent ardemment en assurer la direction. Or, Raymond ne l'entend pas ainsi, et les trois hommes sont écartés du congrès du parti, les 3 et 4 février 1944, au cours duquel André Laurendeau est nommé chef du Bloc populaire au Québec. Le député de Lotbinière redevient alors indépendant<sup>28</sup>.

En Chambre, Chaloult a ses sujets de prédilection, dont le nationalisme canadien-français et la lutte contre les trusts afin d'assurer la libération économique de ses concitoyens de langue française. C'est sur ce dernier point que les discussions sur la formation d'une section provinciale du Bloc populaire achoppent entre, d'un côté, Maxime Raymond et Édouard

Lacroix – « industriel millionnaire » selon Chaloult (29 février) – et le groupe Chaloult-Hamel-Gouin. Pour le député de Lotbinière, l'importance d'Édouard Lacroix au sein du Bloc est la preuve que « les forces occultes de la dictature économique » (29 février) tirent désormais les ficelles de la jeune formation politique. Cette nouvelle orientation, dit-il, va entièrement à l'encontre de son désir de voir le peuple canadien-français s'affranchir du contrôle des trusts, notamment grâce à l'outil que constitue la nationalisation. Chaloult endosse cependant les grandes orientations du Bloc qui exprime un sentiment anti-impérialiste, anti-participationniste et autonomiste – en réaction à la centralisation d'Ottawa dans le domaine de la « sécurité sociale »<sup>29</sup>.

Seul de son camp à l'ouverture de la session, Chaloult sent le besoin de justifier sa présence et de préciser son action à l'Assemblée :

Je suis mon parti à moi seul, mais j'ai le devoir de parler, ici, non seulement au nom de mes électeurs du comté de Lotbinière, mais aussi d'exposer les idées de tous les nationalistes de cette province que je prétends représenter. Être seul en Chambre pour représenter un parti, ce n'est pas une position facile. [...]

J'expliquerai d'abord mes votes. Au cours de la présente session, je voterai, comme dans le passé, tantôt avec le gouvernement, tantôt avec l'opposition, selon que je le jugerai à propos. Il est même possible qu'il m'arrive de m'abstenir de voter. Il n'y a pas que deux couleurs, dit-il. Dans l'arc-en-ciel, on en trouve une multiplicité. Quand on est seul de son parti et qu'on ne peut trouver personne pour seconder, il ne reste souvent qu'à se retirer. (20 janvier)

La position solitaire qu'il occupe l'oblige à demander la collaboration des autres députés afin que ses motions puissent être secondées et débattues en Chambre. (20 janvier)

Bref, Chaloult se plaît à se présenter comme un indépendant de parti, comme un député qui vote toujours selon ses propres convictions. Il tire profit des critiques qu'il reçoit de la part des ministériels et de la part des oppositionnistes :

Ainsi, le chef de l'opposition prétend que nous faisons le jeu du Parti libéral, et le Parti libéral prétend toujours que nous faisons le jeu de l'opposition. C'est la meilleure preuve que nous sommes indépendants. J'ai fait la lutte aux deux partis et je peux me réclamer indépendant vis-à-vis du gouvernement et de l'opposition. Pour ma part, j'ai été élu dans Lotbinière comme libéral nationaliste indépendant et j'ai toujours dit que je garderais mon indépendance. (2 mai)

### Le discours du trône

À 15 heures, le 18 janvier, le lieutenant-gouverneur Eugène Fiset convoque au Salon rouge les députés, les conseillers législatifs et les notables du Québec pour le discours du trône inaugurant la session parlementaire de 1944. Par la voix du représentant du roi, les priorités et les principales orientations législatives du gouvernement Godbout sont énoncées. Le discours du trône traite, entre autres, de la modernisation de l'agriculture et de la colonisation, de la poursuite des réformes entreprises dans le domaine de l'éducation, de la nécessité de « résoudre les problèmes de sécurité sociale », dont la crise du logement et l'hygiène publique, du problème ouvrier qui paralyse l'industrie ou les services publics offerts à la population, de la protection et de la consolidation de l'industrie des pêcheries maritimes, du développement minier du Québec et, aussi, du programme de voirie qui « accélérera le développement de notre réseau routier » et de celui des travaux publics qui « demandera d'approuver la construction de nouveaux ponts et l'exécution d'autres travaux importants ». En tout, selon l'appréciation du journal *Le Canada*, pas moins de 21 « points importants » méritent de retenir l'attention des citoyens québécois<sup>30</sup>.

Parmi tous les sujets abordés par le lieutenant-gouverneur, le projet de loi visant à exproprier la Montreal Light, Heat and Power (MLHP) est un de ceux qui obtiennent la plus grande visibilité médiatique. Dans leur édition du 19 janvier, les journaux tels que *L'Action catholique*, *The Gazette*, *Le Canada* et *L'Événement* s'empressent tous d'ébruiter la nouvelle grâce à des titres d'articles plutôt évocateurs<sup>31</sup>.

En temps normal, le retour des députés dans la Chambre basse à la suite du discours du trône permet de compléter quelques considérations techniques avant l'ajournement de la séance. Suivant cette tradition, Godbout présente deux motions : la première proposant que l'adresse en réponse au discours du trône « soit faite à la prochaine séance » et la seconde proposant l'ajournement de la séance au lendemain. Or, pour une des premières fois depuis fort longtemps, possiblement depuis la Confédération<sup>32</sup>, ces motions suscitent un acrimonieux débat politique. Passant rapidement à l'offensive, Duplessis souhaite « suspendre le débat sur l'adresse [en réponse au discours du trône] et les règlements de la Chambre ». Il souhaite que les parlementaires se concentrent immédiatement à l'étude et au règlement des « problèmes angoissants à résoudre : la question des relations entre les ouvriers et leurs patrons et la question angoissante de la carence de logements dans les grands centres ». En plus de reprocher au gouvernement d'avoir commencé trop tard la présente session, ce qui retardera selon lui le vote sur le budget, il fustige l'inaction d'un gouvernement qui « pérore » :

La prise en considération du discours du trône peut attendre. Le gouvernement fait lire un discours du trône qui n'engage à rien, qui ne comporte aucune sanction. Le premier ministre dit que, dans le discours du trône, il est question de logements. Eh bien, qu'il envoie des milliers de copies du discours du trône aux gens qui sont dans les écuries, dans les garages ou dans les taudis et l'on verra si cela aura pour effet de remédier à la situation et ne rendra pas les logements salubres. Cela ne leur sera pas d'un grand secours et cela n'empêchera pas ceux qui sont forcés d'y vivre de souffrir. (18 janvier)

Répondant à ces critiques, le premier ministre rappelle l'importance pour la Chambre de procéder à un débat sur l'adresse, quitte à réduire sa longueur au minimum en se limitant aux interventions du chef de l'opposition. Il en va de l'intérêt à « suivre les règlements démocratiques d'une Chambre démocratique », clame Godbout.

L'adresse en réponse au discours du trône se déroule, comme prévu, le 19 janvier. Claude Jodoin, le « benjamin » de la Chambre, secondé par Charles M. Bullock, présente la motion et félicite le gouvernement pour ses interventions compétentes de même que pour ses préoccupations bienveillantes envers le peuple. Fait remarquable, malgré la volonté du premier ministre d'entendre l'opinion du chef de l'opposition avant de suspendre le débat, ni Duplessis ni aucun des députés de son parti ne se lèvent en Chambre pour débattre des grandes orientations sélectionnées par le gouvernement.

De son côté, René Chaloult ne se gêne pas pour exposer ses vues dans un long discours où il en profite pour écorcher au passage l'impérialisme de la Grande-Bretagne et le zèle de ceux qui veulent entretenir un sentiment britannique au Canada. Il tente d'ailleurs d'amender la motion de l'adresse en y ajoutant les mots suivants : « Nous vous soumettons respectueusement que la contribution du Canada à la guerre est excessive et qu'il y a lieu de prier le gouvernement fédéral de la limiter à nos intérêts et à nos moyens. » (20 janvier) Cette motion ne peut être prise en considération, faute de second. Cet incident clôt le débat et l'adresse en réponse au discours du trône est adoptée deux jours seulement après l'ouverture de la session.

### **Les finances publiques**

Trésorier de la province de Québec depuis 1939, James Arthur Mathewson présente son cinquième budget le 24 février. Rompant avec la tradition, le gouvernement Godbout préfère ouvrir la séance par l'étude et le vote du bill 5 relatif au crédit accordé aux colons. Lorsque le ministre prend enfin la parole, peu après 17 heures, des parties de son discours se retrouvent déjà dans les journaux de l'après-midi<sup>33</sup>.

Signe que les élections approchent à grands pas, ce discours sur le budget est l'occasion pour le trésorier de critiquer les finances de l'État sous le précédent gouvernement Duplessis (1936-1939). Une présentation de la situation budgétaire de cette période permet à Mathewson de braquer les projecteurs sur les réalisations accomplies par le Parti libéral depuis 1939. Rappelant le devoir du gouvernement libéral « d'équilibrer le budget graduellement, et ceci, dans les limites d'une période de trois ou quatre années » et « d'imposer des taxes pour acquitter les dettes dont il avait hérité du régime précédent et pour faire face aux besoins accrus du service

public », ce n'est pas sans fierté qu'il annonce pour la troisième année d'affilée un budget équilibré. Ainsi, sur un budget de 92 559 129 \$ de revenus, les dépenses atteignent 92 283 181 \$, laissant alors la place à un léger surplus de 275 000 \$.

Dans son discours, Mathewson insiste sur deux importantes réalisations : la diminution de taxes et l'augmentation des fonds pour l'éducation<sup>34</sup>. Puisque de « saines finances constituent le fondement d'une économie prospère », l'argentier se targue « d'éviter le gaspillage » afin de faciliter « un développement progressif ». Il annonce donc une diminution de taxes de l'ordre de 1 458 000 \$ grâce à une exemption de plusieurs « articles d'usage courant ». Quant à l'éducation, le trésorier rappelle « que l'instruction constitue le bien le plus précieux qu'il puisse offrir à la génération qui monte. L'éducation représente une forme de richesse qui ne perd jamais sa valeur ». (24 février) Cette orientation force le gouvernement Godbout à augmenter de 8 500 000 \$, entre l'année fiscale 1939-1940 et 1944-1945, le budget de l'Instruction publique et du Secrétariat de la province.

Dans une approche plus statistique, le gouvernement prévoit allouer 23,8 % du budget global pour le Trésor public, le département qui demande toujours, année après année, les plus grosses sommes allouées. Symbole par excellence du patronage et des promesses électorales visant à attirer les électeurs dans le giron du parti ministériel, la Voirie et les Travaux publics, deux ministères visés par le discours du trône, accaparent respectivement 16,1 % et 5 % du budget total, soit une faible diminution des sommes allouées dans le cas de la Voirie et une augmentation dans celui des Travaux publics (respectivement 18 % et 3,5 % du budget provincial 1943-1944). Les autres départements les plus importants financièrement sont ceux de l'Instruction publique (10,4 %), du Travail (8,6 %), de l'Agriculture (7,4 %) et de la Santé et du Bien-être social (6,3 %).

Le débat entourant l'adoption du budget 1944-1945 commence dès le 29 février et se poursuit jusqu'au 13 avril. Prenant exemple sur l'attitude du gouvernement Godbout, l'opposition unioniste utilise son temps de parole pour critiquer les finances publiques sous les gouvernements libéraux avant 1936 et entre 1939 et 1944. Le critique oppositionniste en matière fiscale est Jean-Paul Beaulieu, député de Saint-Jean-Napierville. Dans un bilan du régime libéral, il critique à la fois « l'augmentation formidable des revenus de la province soutirés dans une proportion de 50 % des goussets du contribuable en taxes nouvelles », depuis 1939, et l'augmentation de la dette provinciale qui, selon lui, atteint « des proportions considérables ». (29 février) Il reproche au gouvernement d'avoir augmenté de plus de 79 millions de dollars la dette de la province entre 1940 et 1943. Il fustige le trésorier Mathewson pour ne pas avoir inclus, à l'intérieur du budget de l'année 1944-1945, les sommes qui seront requises pour l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power (MLHP).

Enfin, mentionnons que le changement apporté à l'année fiscale par l'administration Godbout, en 1940, qui remplace le 1<sup>er</sup> juillet par le 1<sup>er</sup> avril en ce qui a trait au début de l'exercice financier, agace sérieusement le chef de l'opposition. Si cette mesure est prise afin de « faciliter les comparaisons avec les gouvernements du Canada et de l'Ontario », comme le souligne le politologue Louis Massicotte, elle oblige l'adoption d'une « guillotine réglementaire permettant à l'Assemblée d'accorder au gouvernement, avant le début de l'année financière, des crédits provisoires en attendant que soit complétée, parfois huit ou dix semaines plus tard, l'étude du budget principal<sup>35</sup> ». La confusion qui règne autour du montant réel de ces subsides se voit donc dénoncée par Duplessis lors d'une discussion sur les subsides pour les crédits provisoires 1944-1945. Selon lui :

[Le] gouvernement a changé l'année fiscale pour la faire débiter le 1<sup>er</sup> avril, le jour du poisson d'avril. Il ne remet pas en question la sagesse du changement comme telle, mais le gouvernement n'a pas harmonisé l'ouverture de la session avec le changement, et donc afin de pouvoir considérer les crédits, les députés doivent consulter les *Comptes publics* de l'année finissant le 31 mars 1943, et non ceux de la dernière année fiscale, pour fins de comparaison. (24 mai)

## Les faits marquants de la session

Marquante, la session parlementaire de 1944 l'est à tous points de vue. Avant même que les députés ne pénètrent dans le Salon vert, elle se veut, à coup sûr, « préélectorale », note Louis Robillard du journal *Le Devoir*<sup>36</sup>. Cette cinquième session étant obligatoirement la dernière de la 21<sup>e</sup> Législature, les députés ministériels et oppositionnels fourbissent leurs armes en vue de la prochaine campagne électorale. Durant les débats entourant des projets de loi ou des motions de demandes de documents, les attaques parfois surnoises visent à discréditer le parti adverse en démolissant l'image de ses réalisations antérieures et en rappelant sans cesse les erreurs passées.

La session réussit à combler les attentes des commentateurs et analystes politiques qui la considéraient comme prometteuse avant même son ouverture, entre autres avec l'annonce, à l'automne 1943 ou au tout début de l'hiver 1944, de la création d'une hydro provinciale et de la réglementation des conflits ouvriers<sup>37</sup>. « Fructueuse », « mémorable »<sup>38</sup>, la session qui se termine le 3 juin, quatre mois et demi après le discours du trône, présente des statistiques impressionnantes : 107 séances en 67 jours de travail; 103 projets de loi présentés à l'Assemblée législative, dont 99 reçoivent la sanction royale; 205 avis de questions ou de motions, où plusieurs débats politiques et idéologiques ont lieu; 30 séances où le Conseil législatif s'est réuni pour évaluer les législations proposées. En bref, le correspondant parlementaire Maurice Bernier soutient que la session « aura été l'une des plus longues depuis la Confédération [...]. Chose certaine, écrit-il, c'est qu'elle a de beaucoup dépassé la durée des sessions parlementaires de toutes les autres provinces du Canada, qui sont l'affaire de quelques semaines ordinairement »<sup>39</sup>.

Des grandes mesures législatives aux luttes idéologiques sur les problèmes d'actualité, les éléments retenus ont tous le mérite d'avoir contribué à rendre unique la session parlementaire de 1944. Très utiles pour comprendre la société québécoise de l'époque, ses aspirations, ses valeurs et ses intérêts, plusieurs d'entre eux sont toujours d'actualité au XXI<sup>e</sup> siècle.

## Paix sociale et conflits ouvriers

Les conflits ouvriers marquent fortement l'année 1943. Avec l'effort de guerre qui bat son plein, la stabilité ouvrière s'avère nécessaire afin d'assurer une productivité maximale et le maintien de l'ordre public. La situation n'est pas particulière à la province de Québec, alors que « depuis un an et même deux ans, comme le précise le ministre Hector Perrier, on entend parler de grèves et de difficultés entre patrons et ouvriers partout en Amérique du Nord, comme en Amérique du Sud » (25 janvier). Toutefois, au Québec, il semble qu'elle atteigne un point culminant en 1943. Comme le raconte l'historien Robert Rumilly, trois grandes fédérations ouvrières s'arrachent littéralement l'adhésion des travailleurs, soit la Committee of Industrial Organization (CIO), la Fédération américaine du travail (FAT) et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC).

De nombreux conflits ouvriers paralysent les grandes villes, dont Montréal, ainsi que la production militaire : la grève des tramways à Montréal au printemps 1943, la grève des usines Price au Lac-Saint-Jean, le conflit des usines Cherrier dans les chantiers maritimes de Québec, celle des usines Angus où 17 000 employés ont déclenché la grève de l'avionnerie, de même que la grève dans les usines de l'Alcoa à Shawinigan<sup>40</sup>. Nombreux et virulents, les conflits forcent le gouvernement Godbout à intervenir : à l'été 1943, il crée la Commission chargée de faire enquête sur la grève des papeteries du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Commission Prévost) qui, par ses recommandations, influence l'élaboration des projets de loi grandement attendus<sup>41</sup>. Le 14 décembre 1943, la situation s'aggrave encore lorsque les pompiers et policiers de Montréal déclenchent une grève. Rapidement réglée par arbitrage, où les grévistes obtiennent le droit de s'affilier à la CTCC, la situation redevient catastrophique lorsque 2000 fonctionnaires municipaux débraient pendant 23 jours à partir du 21 décembre 1943<sup>42</sup>.

En l'absence du ministre du Travail, Edgar Rochette, le secrétaire de la province, Hector Perrier, présente les deux mesures législatives qui permettront de maintenir la « paix sociale » à l'intérieur de la province. Le 25 janvier, il présente le bill 3 visant la création d'une Commission de relations ouvrières. Le projet de loi « a pour objet la sécurité et la protection de la société tout entière », s'empresse de spécifier le ministre qui présente les cinq principes de sa législation : « reconnaître le droit naturel d'association, non seulement aux ouvriers, mais aussi aux patrons »; assurer « la protection du salarié » en obligeant l'employeur à reconnaître le syndicat;



« multiplier les moyens de persuasion, d'arbitrage et de conciliation possibles pour empêcher les conflits inutiles et toujours coûteux »; respecter le « droit des ouvriers à la grève » lorsque les moyens persuasifs ont échoué; et, enfin, créer une commission des relations ouvrières « chargée de l'administration de la nouvelle loi ».

Deux jours plus tard, le gouvernement présente le bill 2 concernant l'arbitrage des relations de travail dans les services publics. Dans la foulée de la grève de la fonction publique municipale de Montréal, le ministre Perrier juge utile d'enlever le droit de grève aux employés des services publics, « c'est-à-dire les pompiers et les policiers et tous les employés des corporations municipales et scolaires, les employés des hôpitaux et des asiles d'aliénés, des compagnies de téléphone, de télégraphe, des usines d'électricité et de gaz, de chemins de fer, de tramway, de navigation et les fonctionnaires de la province ». « Dans tous ces cas de service public », poursuit le ministre, « le projet rend la sentence arbitrale obligatoire et, en conséquence, interdit complètement tout recours à la grève ou à la contre-grève. » Enfin, si le projet de loi permet aux policiers et aux fonctionnaires provinciaux et municipaux le droit d'association, il leur refuse le droit de s'affilier avec une autre organisation. Fini l'époque où ils pouvaient « servir deux maîtres », comme le soulignent Perrier et Godbout, tour à tour, en utilisant l'exemple des policiers qui ont le devoir de servir l'État et non pas une organisation extérieure (27 janvier).

Alors qu'à Ottawa le ministre du Travail Humphrey Mitchell ouvre les négociations avec les provinces dans le but d'établir un véritable Code du travail<sup>43</sup>, Godbout présente les deux lois comme une preuve que son gouvernement respecte l'autonomie du Québec. Ses interventions outrepassent même les initiatives d'Ottawa. Godbout s'en montre fier. Quant à Perrier, il reconnaît que les deux bills visent à anéantir le fléau de la grève. Il a bon espoir que ces conflits improductifs deviennent hors d'usage. (25 janvier)

Dans le secteur public, où l'État – le peuple – est patron, les libéraux tiennent à éviter le chaos et à maintenir « la bonne renommée de la province au point de vue de l'ordre, de l'égalité, de la justice et de la paix » (27 janvier). Perrier explique l'importance de bannir la grève : « L'employé qui s'est engagé, par la prestation de son serment d'office, à bien servir le peuple, à maintenir l'ordre et à sauvegarder la vie humaine n'a pas le droit de se révolter contre le peuple lui-même, qui se trouve son employeur, lorsqu'il s'agit d'un service public. C'est une raison de plus pour qu'il lui soit interdit de faire la grève. » (27 janvier)

De l'autre côté de la Chambre, Duplessis et l'opposition vantent les vertus du « seul gouvernement qui ait apporté à notre législation ouvrière une orientation nouvelle, progressive » (25 janvier) : celui de l'Union nationale entre 1936 et 1939. Antonio Barrette, le critique unioniste du Travail, dénonce la mollesse socialiste du gouvernement qui laisse se multiplier les grèves. Celles-ci remettent d'ailleurs en question « le principe d'autorité » et « [l']équilibre entre les classes » (27 janvier). Dans le cas des employés des services publics, il accuse même le gouvernement Godbout « de ne pas suivre ses promesses et de ne pas honorer ses engagements ». Sur ce point, il fait référence aux policiers de Montréal qui ont reçu l'autorisation de s'affilier à une union avant de se voir interdire le même droit par le bill 2 (25 et 27 janvier).

Malgré la position critique de l'opposition, Duplessis reconnaît la nécessité et l'urgence d'agir « pour réparer l'imprévoyance, l'incurie et l'incompétence du gouvernement actuel et pour remédier aux abus provoqués par la faiblesse de l'administration » (26 janvier). L'Union nationale vote alors pour le principe du bill en deuxième lecture, mais contre le bill en troisième lecture. Les bills 2 et 3 obtiennent la sanction royale le 3 février. Malgré ces nouvelles lois du travail, plusieurs grèves continuent de surgir durant la session parlementaire, dont celle des tramways, à Montréal, dans la fin de semaine du 19 et 20 février<sup>44</sup>.

### **Logement salubre**

La crise du logement attire l'attention des parlementaires qui soulignent le problème majeur des grandes villes, surtout Montréal, et qui débattent sur la façon d'y remédier. Brièvement abordée par Duplessis dans le débat sur l'ajournement de la première séance, la question refait surface le 2 février dans une motion de demande de documents au sujet de l'insalubrité et de l'insuffisance des logements ou des habitations.

Jouant la corde sensible des députés et des électeurs, le chef de l'opposition parle de ce « problème d'une extrême gravité » qui « est intimement lié à la survie de la nation ». Duplessis rappelle que plusieurs familles « sont plus mal logées que bien des animaux ». Il affirme que « [c]'est un devoir social de résoudre ce problème, car les enfants des familles pauvres ont droit à l'air et à la lumière, au soleil et à la santé comme les riches. Les pauvres ont le droit comme les autres au soleil du bon Dieu ». Demandant au gouvernement d'entreprendre des mesures pour contrer cette crise, il recommande de mettre sur pied un « système coopératif pour permettre l'achat des maisons ».

Godbout réplique que « le gouvernement est parfaitement conscient de la gravité du problème du logement ». Deux objectifs gouvernent les actions de son administration : « donner des logements salubres aux familles en supprimant les taudis et faire en sorte que le nombre de petits propriétaires augmente dans la province de Québec ». Sur ce dernier point, le premier ministre annonce que le système coopératif est présentement à l'étude pour une implantation au Québec. « Les propriétaires sont les meilleurs conservateurs de l'ordre. Nous voulons avoir des propriétaires nombreux », souligne Godbout qui laisse présager l'orientation des mesures législatives.

Voté le 2 juin et entériné par le lieutenant-gouverneur le 3 juin, le bill 53 répond à cette préoccupation en favorisant les prêts aux corporations ou syndicats coopératifs afin que ces derniers prêtent à leur tour aux futurs propriétaires pour la construction de maisons d'habitation.

### **Protection de l'enfance**

En décembre 1943, après plusieurs morts d'enfants dans les garderies clandestines de la région de Montréal, le gouvernement Godbout demande à la Commission d'assurance-maladie (commission Garneau)<sup>45</sup> d'enquêter non seulement sur ces milieux de gardes, mais aussi sur le problème général de la protection de l'enfance<sup>46</sup>. Le 2 février, la situation ne s'étant guère améliorée dans les garderies clandestines, le sujet refait surface devant l'Assemblée législative.

Avec une motion de demande de document touchant les garderies montréalaises, le Dr Albiny Paquette, député unioniste dans Labelle, dénonce l'utilisation des garderies par les familles qui voient le père s'enrôler de gré ou de force dans l'armée et la mère travailler dans les usines. Ce travail de la femme hors du foyer, dit-il, s'avère grandement néfaste pour la famille, « cellule de la nation ». Il considère que l'envoi des enfants en garderies officielles, dont les premières ouvrent leur porte en mars 1943, ne permet pas de contrer le fléau des garderies clandestines et des enfants laissés dans la rue lorsque la mère travaille. Si Paquette n'est pas fermé à l'idée d'établir des garderies d'État, il préfère que la société encourage les femmes à rester au foyer : « La meilleure garderie ne peut remplacer les soins de la mère au foyer. Même les garderies de l'État ne sont qu'un moindre mal. Elles ne peuvent empêcher la dislocation de la famille et mettent en danger l'une de nos institutions ancestrales, la vie au foyer, animée de l'esprit de famille, un des bastions les plus solides de notre survivance. »

La réaction des parlementaires évoque les valeurs hégémoniques – mais qui seront de plus en plus contestées par la suite – des années 1940. Henri Groulx, ministre de la Santé et du Bien-être social, partage les opinions du critique unioniste : « Tous les députés de cette Chambre sont opposés au travail féminin dans les usines et, tous, nous déplorons ce qui s'est produit dans certaines garderies de la métropole. » Ce problème des garderies oblige le gouvernement Godbout à légiférer en matière de protection de l'enfance, où subsistent des lacunes législatives. Les bills 39 et 38 sont proposés à l'Assemblée législative, en l'occurrence la loi concernant la protection de l'enfance et la loi relative aux écoles de protection de l'enfance.

Avec le bill 39 suivent les recommandations de la commission Garneau. Henri Groulx reconnaît d'emblée que son gouvernement cherche à « sauver notre capital humain et ce qui en est le plus précieux, nos enfants ». (16 mai) Les dispositions de la loi, qui créent un conseil supérieur de la protection de l'enfance, visent les enfants abandonnés ou dont les parents ont commis des crimes.

Pour Duplessis et l'opposition, la législation contrevient d'une manière flagrante à la tradition canadienne-française. « Dans la province de Québec, dit le chef de l'opposition, les enfants appartiennent d'abord à la famille et non à l'État. » (16 mai) Reprenant les arguments

évoqués dans les débats antérieurs, le député de Trois-Rivières considère que la protection de l'enfance doit passer par « le retour de la mère au foyer ». (16 mai)

Outré par les propos de Duplessis, Godbout entreprend un plaidoyer en faveur de l'intervention de l'État. Tous les enfants, croit-il, ont le droit de devenir de bons citoyens :

Rien dans le projet de loi n'est contre la famille. Le chef de l'opposition ne s'est pas encore rendu compte que le devoir de la société, ce n'est pas seulement de se protéger elle-même contre certains enfants dévoyés qui peuvent être un danger parce qu'ils n'ont pas de parents ou qu'ils n'ont pas eu la chance d'avoir de bons parents ou des tuteurs dignes de ce nom, c'est encore et surtout de prendre ces petits malheureux, ces jeunes déshérités de la vie qui ne sont pas du tout responsables de cet accident de naissance, de cet accident d'éducation, et d'en faire de bons citoyens utiles à leur pays et qui rendront des services à leur société. Lorsque la famille faillit à sa tâche pour quelque raison que ce soit, l'État a l'obligation de veiller à leur bien-être. (16 mai)

Le bill 38 complète la première loi en remplaçant les « écoles d'industrie » ou « écoles de réforme », par des « écoles de protection de l'enfance », beaucoup plus adaptées à la réhabilitation des enfants admis. Une disposition particulière permet alors au secrétaire de la province d'inspecter les écoles avant de donner son aval à l'ouverture de ces dernières. (16 et 23 mai) Là encore, Duplessis peste contre cette « loi tyrannique et bolchevique » qui « viole les droits des commissions scolaires et des parents ».

Recevant la sanction royale le 3 juin, dernier jour de la session, la loi instituant des cours juridiques familiales (bill 41) vient compléter les deux bills sur la protection de l'enfance entérinés le même jour. Cette nouvelle responsabilité de l'État n'est pas étrangère à la création d'un département du Bien-être social (bill 37) afin de s'occuper, selon Godbout, de « la santé du peuple » et de soulager la « misère » qu'on appréhende dans l'après-guerre. (19 mai)

### **La création d'une hydro provinciale**

Imaginée depuis 1929 par les pourfendeurs des trusts de l'électricité tels que le Dr Philippe Hamel, propulsée sur la scène politique avec le *Programme de restauration sociale* en 1933<sup>47</sup> et la mise sur pied, par Louis-Alexandre Taschereau, de la Commission de l'Électricité (Commission Lapointe) en 1934<sup>48</sup>, l'idée de créer une commission hydroélectrique provinciale se concrétise peu à peu dans les années subséquentes. Proposée par le programme électoral de l'Union nationale en 1936, elle se voit rapidement abandonnée dès 1937<sup>49</sup>. Telle l'épée de Damoclès, elle pend au-dessus du Parti libéral qui en a fait une promesse électorale en 1939. Le 8 octobre 1943, le premier ministre annonce enfin le projet de nationalisation de la Montreal Light, Heat and Power (MLHP).

Le 23 mars 1944, sous des applaudissements nourris, le ministre des Terres et Forêts, Wilfrid Hamel, présente la motion de première lecture du bill 17 créant la Commission hydroélectrique de la province de Québec<sup>50</sup>. Subissant déjà les attaques d'une opposition pointilleuse sur les questions de règlement, Godbout met immédiatement cartes sur table :

La présentation de ce projet de loi marque une date importante dans l'histoire de notre province. Lorsque le projet sera étudié, le gouvernement espère avoir l'assentiment complet de la Chambre sur cette question. Voici un bill qui va transformer la vie économique et sociale de la province. Il s'agit d'une chose qui va tellement changer la situation économique de la province que j'espère que nous aurons la coopération de toute la Chambre.

Le débat qui s'anime renferme certainement les plus belles envolées oratoires de la session.

Intensives, les discussions entourant la deuxième lecture en Chambre et en comité plénier s'étirent du 28 au 31 mars. Hamel présente les trois dispositions majeures du bill, toutes aussi importantes les unes que les autres sur les plans économique et social : nationalisation de la MLHP et de la Beauharnois Light, Heat and Power (BLHP), création d'une hydro provinciale

chargée de fournir l'électricité et le gaz aux citoyens de l'île de Montréal, et adoption d'une politique d'électrification rurale de 10 000 000 \$ par année.

Au sujet de la nationalisation, Hamel et Godbout justifient l'intervention de l'État dans le domaine de l'électricité par la présence d'« un monopole nuisible à l'intérêt public », en l'occurrence la MLHP. Ses taux d'électricité trop élevés incommode les citoyens montréalais. Avec la création d'une hydro provinciale, les taux d'électricité seront contrôlés « vigoureusement ». La « dictature économique crapuleuse et vicieuse », comme l'affirme Godbout un peu plus tard dans le débat, se voit sacrifiée sur l'autel de la liberté du peuple, et les « bandits », « qui ont exploité nos ressources à leur profit », seront punis à souhait. (28 mars)

En contrôlant une partie des ressources hydroélectriques de la province, le Québec peut enfin mettre la main sur un important « facteur d'industrialisation et de progrès économique », comme le souligne le ministre des Terres et Forêts. L'hydro québécoise devient alors un symbole de rattrapage, servant à mettre le Québec « sur un pied d'égalité avec ses voisins ». Ce faisant, Godbout compte bien éviter que les « industries aillent s'établir en Ontario comme par le passé pour transformer des matériaux et des matières premières venant du Québec et à l'aide d'énergie électrique importée du Québec ». (28 mars)

Quant aux dispositions assurant l'électrification rurale, Hamel espère qu'elles permettent de sortir la province de « la position de second plan qu'occupe[nt] [...] dans un domaine si intimement apparenté à deux des plus grandes sources de richesses du Québec, l'agriculture et les forces hydrauliques ». Dans une envolée oratoire grandiloquente, le ministre associe étroitement cette politique à la volonté du gouvernement Godbout de moderniser les campagnes afin de freiner l'exode rural :

De nos jours, l'électricité est presque une nécessité de la vie. Elle rendra plus agréable et plus humaine la vie des cultivateurs et colons qui en bénéficieront. Le rendement des fermes sera accru, les labeurs du paysan deviendront moins pénibles, les travaux domestiques plus faciles aux mères de famille nombreuse. Ils pourront jouir des avantages de la radio, par exemple, qui est devenue un journal parlé et une distraction à la portée de tous.

**Des voix ministérielles:** Très bien, très bien!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Par conséquent, certaines régions paraîtront moins éloignées du fait que leur population aura à tout instant du jour un lien avec les centres urbains. Non seulement l'électricité rurale aura un effet moral excellent chez nos cultivateurs, mais en plus elle amènera sans doute avec elle des industries qui en ont besoin pour s'installer à certains endroits reculés. (28 mars)

Fortement opposés au bill 17, les députés de l'Union nationale formulent plusieurs critiques envers le « capitalisme d'État », une « forme de bolchevisme ». Ils dénoncent les dispositions financières de la loi dont on ne trouve aucune mesure dans le budget provincial dévoilé le mois dernier<sup>51</sup>. Selon Duplessis, la somme d'argent imprécise servant à racheter les actions de la MLHP et de la BLHP ne sert qu'à engraisser les amis libéraux, les grands propriétaires de ces compagnies ayant bénéficié par le passé des largesses du Parti libéral :

Si la Montreal Power combat le gouvernement, comme le prétend le ministre, je lui réponds que ce n'est pas la première fois qu'un serpent jette du venin sur son père. La Montreal Light, Heat & Power, c'est un serpent qui est venu au monde dans le berceau de l'iniquité, et la Beauharnois est née dans la vallée de l'humiliation dont parlait M. Mackenzie King, à la suite d'une enquête faite par Ottawa dans les affaires de cette compagnie. Et c'est avec ces deux enfants cancéreux et grevés de toutes les tares que le gouvernement dit, aujourd'hui, vouloir pratiquer le droit et la justice. (28 mars)

Pour le chef de l'opposition, la nouvelle hydro provinciale doit recevoir le qualificatif d'« hydro électorale ». L'indépendance de la Commission n'est pas assurée par ce type de loi.

Pour lui, « l'électricité, c'est très important, mais il y a d'autres problèmes qui le sont tout autant, sinon davantage, comme donner du travail et du pain à la population, ou comme la question des logements salubres. Le gouvernement pourrait en effet employer les \$150,000,000, coût approximatif de l'expropriation, pour construire des logements salubres ». (28 mars) Ou encore, poursuit-il un peu plus loin en utilisant les mêmes arguments qu'en 1937, « [i]l serait préférable d'abolir la taxe de vente plutôt que d'adopter ce bill. Il vaut mieux manger son pain à la lumière de la lampe à l'huile que de mourir de faim sous l'éclairage éclatant d'une ampoule électrique ». Il suggère même aux députés d'en face de faire des élections avant l'adoption de ce bill, ce qui donnerait au gouvernement le mandat clair pour faire l'expropriation.

Enfin, les députés unionistes critiquent vertement l'orientation donnée aux mesures d'électrification rurale. Duplessis estime que la seule manière de concevoir efficacement l'électrification des campagnes, « c'est en établissant des coopératives de cultivateurs » et non en donnant de l'argent à la Commission hydroélectrique qui, de toute façon, ne peut rayonner qu'à partir de Montréal. (28 mars) Quelques mois plus tard, de retour au pouvoir, Duplessis réalisera cet objectif en amputant la nouvelle hydro provinciale de cette tâche promise par les libéraux.

Seul de son camp, René Chaloult joue gros. Militant de longue date pour la nationalisation de l'électricité et la lutte contre les trusts, il se voit dans l'obligation d'adopter une position ambiguë qui lui vaut d'ailleurs des remarques ironiques de la part des deux côtés de la Chambre. S'il vote pour le principe du bill en deuxième lecture, il se positionne contre le texte de la loi en troisième lecture. De ce fait, il affirme recevoir l'appui de ses fidèles collaborateurs, dont le D<sup>r</sup> Philippe Hamel<sup>52</sup>, lorsqu'il juge inconcevable, inacceptable et scandaleux que les « bandits » du trust de la MLHP reçoivent un dédommagement – l'achat d'actions – de la part de l'État québécois. (29 mars)

Un autre point sur lequel Chaloult a maille à partir avec le gouvernement Godbout touche la question des commissaires et du personnel de l'hydro provinciale. Pour ce nationaliste, il est grand temps que « les Canadiens français obtiennent justice » en donnant à la majorité du Québec les moyens et le pouvoir de diriger la province. (29 mars) Pour lui, l'hydro provinciale doit devenir un symbole de cette libération; ce qui lui fait dire que les quatre cinquièmes (80 %) des commissaires (4 sur 5) et du personnel doivent être francophones. (30 mars)

Le 14 avril, le Conseil législatif soumet aux députés plusieurs amendements du bill 17, dont celui d'utiliser l'appellation « Hydro-Québec » pour nommer la Commission hydroélectrique de Québec et celui d'autoriser la compagnie publique à acquérir d'autres compagnies d'électricité. La panoplie de modifications proposées soulève l'ire des députés oppositionnistes qui n'ont pas le temps de bien étudier les nouvelles dispositions, la loi devant entrer en vigueur le jour même pour que l'expropriation ait lieu le lendemain.

Malgré la sanction royale du 14 avril, la loi d'Hydro-Québec continue de susciter la controverse. Le 18 avril, Duplessis s'indigne devant la nomination de T.-D. Bouchard – ancien ministre et défenseur de longue date de la municipalisation de l'électricité – comme commissaire et président d'Hydro-Québec : « C'est évident que le gouvernement veut donner des jobs à ses amis, à la veille des élections. C'est la troisième commission qu'il crée et chaque fois il assure des salaires plantureux à des amis politiques. » De son côté, Chaloult attaque le gouvernement pour avoir refusé sa demande au sujet de la représentation des Canadiens français à Hydro-Québec, notamment à la direction où deux commissaires anglophones sont nommés. Chaloult propose une motion qui critique le gouvernement pour ne pas donner la place qui revient aux Canadiens français, alors que Godbout se défend en expliquant que les candidats choisis le sont en fonction de « leur compétence seulement ». (10 mai)

### **Colonisation et progrès**

Annoncé dans le discours du trône, le gouvernement cherche à rendre plus moderne et plus efficace le travail de colonisation. Le bill 5 accorde les crédits nécessaires à l'exploitation des lots et permet aux colons d'emprunter l'argent nécessaire pour l'acquisition d'outils technologiques de défrichage et d'instruments aratoires modernes. L'argent est emprunté auprès des syndicats coopératifs et des caisses populaires qui offrent de faibles taux d'intérêt grâce à l'aide gouvernementale. Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, Godbout exprime ainsi son enthousiasme : « Si une loi a jamais été destinée à permettre à la colonisation de se

développer normalement, au colon de progresser, de conquérir son indépendance et de devenir rapidement un bon cultivateur, c'est bien cette loi-ci. » (9 février)

Dans la foulée d'une agriculture qui entreprend les premiers pas vers la mécanisation et la modernisation<sup>53</sup>, Godbout saisit l'occasion qui se présente avec la planification d'après-guerre pour encourager un processus similaire pour les terres de défrichement. Débordant du strict cadre de la loi, il rappelle les négociations qui se sont déroulées avec Ottawa pour « que des usines spéciales soient organisées afin de transformer l'outillage des usines de guerre, qui pourra être utilisé à des œuvres de paix, et afin qu'on puisse le mettre à la disposition des colons et des cultivateurs dans la province de Québec ». (9 février) Au-delà de l'outillage technique, il précise les grands projets d'après-guerre que son ministère veut entreprendre afin de donner un second souffle au mouvement de colonisation :

Mon ministère veut préparer des terres colonisables et mettre à la disposition des soldats démobilisés ou des employés d'industries de guerre qui voudront s'établir sur la terre des lots sur lesquels on aura déjà fait, au moyen d'un outillage puissant, un certain défrichement et sur lesquels ils pourront gagner leur vie. On donnera à chacun des lots convenablement ouverts et préparés. Nous voulons qu'après la guerre tous ceux qui sortiront des usines ou reviendront des champs de bataille aient l'avantage de venir prendre part au grand mouvement de colonisation que nous préparons dans la province de Québec et qui ne pourrait réussir sans la loi que nous demandons au comité d'adopter. (9 février)

Du côté de l'opposition, les unionistes critiquent durement le projet de loi et la politique générale de colonisation des libéraux. Ils reprochent au gouvernement Godbout d'autoriser les prêts aux colons par le biais des caisses populaires. Selon Joseph-Damase Bégin, député unioniste dans Dorchester, le projet de loi n'est qu'un « bill de camouflage pré-électoral [sic] » qui n'est d'aucune utilité pour les colons installés dans les nouvelles paroisses sans caisse populaire.

Voté en troisième lecture avant la présentation du budget provincial, le projet de loi reçoit la sanction royale le 9 mars. Son application sera de courte durée, Duplessis et son nouveau gouvernement réorientant les politiques de colonisation dès 1945.

### **Impérialisme et nationalisme**

La bureaucratie fédérale en croissance s'avère discriminatoire à l'égard des Canadiens français. Ceux-ci trouvent très peu de place dans l'armée, dans l'industrie de guerre et dans l'administration fédérale en général<sup>54</sup>. Parfois à l'unanimité, d'autres fois très divisés, les parlementaires interviennent en Chambre pour réagir sur ce sujet.

Dans une motion de demande de documents, René Chaloult dénonce ce « traitement d'infériorité » dirigé à l'égard des Canadiens français. Selon lui, deux causes peuvent expliquer ce comportement : « on n'accepte pas le fait français au Canada et nous avons une mentalité de vaincus, ce que les Anglais ne peuvent tolérer ». (11 avril) Appuyées par Oscar Drouin, ministre libéral de l'Industrie et du Commerce, les dénonciations de Chaloult sont toutefois rejetées par le libéral François-Joseph Leduc pour qui les Canadiens français sont bien traités depuis la guerre. Selon ce dernier, ses compatriotes doivent cesser de « pleurnicher » au sujet des supposées inégalités dont ils seraient victimes et doivent plutôt « travailler davantage » pour faire leur place. (11 avril)

Deux autres sujets connexes retiennent l'attention des députés : l'impérialisme britannique de Lord Halifax et des manuels d'histoire, ainsi que les projets d'immigration massive pour l'après-guerre. D'autant qu'à cette époque le symbolisme canadien est encore tourné vers la Grande-Bretagne<sup>55</sup>.

Le nationalisme canadien de Chaloult lui dicte de mettre un frein aux velléités impérialistes encore en vigueur durant la Deuxième Guerre mondiale. Le 2 février, il dénonce vertement les propos de Lord Halifax qui évoquent la mise en place d'une politique en faveur de la Grande-Bretagne<sup>56</sup>. Pour le député de Lotbinière, la déclaration du lord ne fait que confirmer

sa théorie voulant que « le Canada [soit] entré en guerre parce que l'Angleterre est en guerre; que le Canada doit participer aux guerres de l'Angleterre, étant donné que nous l'avons fait au cours des dernières guerres ». Chaloult craint surtout que le gouvernement King, qui renferme plusieurs « impérialistes forcés » dans son cabinet, revienne sur sa déclaration condamnant la position de Lord Halifax.

Le 3 mai, Chaloult revient à la charge sur le même sujet alors qu'il critique un manuel d'histoire québécois dans lequel il est écrit que le Canada appartient à la Grande-Bretagne. Ces « traces de colonialisme », de « servilisme » sont la preuve, une fois de plus, qu'« il faudrait rompre définitivement tout lien qui nous rattache à l'Empire », argumente-t-il. Insinuant que Chaloult fait partie de ces gens « qui prêchent la haine, la désunion et qui essaient de répandre la fausse prétention que nous appartenons à l'Angleterre », le secrétaire de la province, Hector Perrier, reconnaît toutefois qu'une erreur de la sorte est déplorable. Il en profite pour exposer son projet personnel concernant l'éducation de l'histoire et la rédaction de manuels scolaires en histoire : l'uniformisation de l'histoire du Canada où les « deux grandes cultures » y trouveraient leur place (3 et 11 mai). Ce à quoi sont totalement opposés René Chaloult et Onésime Gagnon, pour qui une histoire uniforme sera sous la tutelle de la majorité. « L'histoire n'est pas un compromis, elle est la narration des faits » (11 mai), rappelle Gagnon pour souligner l'incongruité de ce projet<sup>57</sup>.

Au sujet de l'immigration, Duplessis fait une motion de demande de documents le 16 février. Dans un contexte où le Canada participe à des conférences d'après-guerre où il est question pour le pays d'accueillir des réfugiés, ce qui pourrait relancer l'immigration massive au pays, la motion de Duplessis déchaîne les passions. Liant l'immigration à la question de l'autonomie provinciale et de l'influence du Québec au sein du Canada, le chef de l'opposition expose son point de vue :

Notre province est opposée à une immigration massive, parce que notre représentation au Parlement fédéral est basée sur le nombre des habitants de la province du Québec. Or, si nous avons une politique d'immigration mal mûrie, intempestive et mal organisée, qui augmenterait la population des autres provinces, se figure-t-on la diminution d'influence pour la province de Québec? Une politique d'immigration qui augmenterait la population des autres provinces voudrait dire pour nous une diminution de notre représentation et, en conséquence, de notre influence au sein de la Confédération.

Les immigrants, selon le député de Trois-Rivières, n'ont pas les mêmes « aspirations patriotiques » que ceux qui font partie du peuple fondateur. Ils peuvent avoir, poursuit-il, une « mentalité anti-canadienne ». Parmi tous les immigrants potentiels, les réfugiés de guerre en provenance de l'Europe centrale et les Juifs occupent l'attention de Duplessis. Il rappelle le projet d'immigration massive de Juifs, projet qu'il a lui-même dénoncé dans un « cri d'alarme » lors d'une assemblée publique à Sainte-Claire, le 7 novembre 1943<sup>58</sup>. Appuyant les dires du chef de l'opposition, Chaloult dénonce les politiques d'immigration massive qui s'activent, selon lui, à « tenir le Canada britannique » pour « faire échec à la menace canadienne-française »<sup>59</sup>. (16 février)

Du côté des ministériels, la motion du chef de l'opposition donne lieu à des interventions contradictoires, preuve que les députés parlent selon leurs propres convictions et non pas uniquement en fonction d'une quelconque ligne de parti. Trois exemples montrent bien la multiplicité des prises de position. Indigné par les propos du chef de l'opposition, Maurice Hartt, seul député juif de l'Assemblée législative, réfute les allégations concernant un projet d'immigration juive de 100 000 colons. Il fustige cette discrimination envers les Juifs, eux qui « ont le droit de demander d'être traités équitablement par leurs compatriotes » (16 février). S'il se positionne contre les projets d'immigration massive, François-Joseph Leduc plaide plutôt en faveur d'une « immigration saine, réfléchie » qui favoriserait l'expansion du Canada français par l'assimilation des immigrants. (16 février) Quant à Jacques Dumoulin, il est « catégoriquement opposé à tout projet tendant à diriger une immigration intensive vers notre pays ». (9 mars)

### De choses et d'autres...

Outre les grandes mesures législatives qui apportent des éléments nouveaux au visage politique québécois, le gouvernement Godbout présente d'autres projets de loi qui méritent quelques mots. L'augmentation du budget de la Commission d'embellissement de Québec – créée en 1942 – devient l'occasion pour les parlementaires de s'entendre sur la nécessité, comme le rappelle Duplessis, « de faire de la ville de Québec la plus belle du continent », confirmant ainsi son caractère touristique. (3 février) Or, les différents partis ont chacun leurs idées précises pour l'embellissement. Godbout cherche à endosser la Commission et à lui donner davantage de moyens pour la réalisation de son plan d'ensemble. Duplessis et Gagnon veulent moins de boulevards et d'édifices laids et plus d'experts pour limiter le patronage des libéraux. Chaloult réclame la conservation des « caractéristiques proprement françaises » de Québec, dont l'architecture et la présence de la langue française<sup>60</sup>. (3 et 8 février)

La ville de Montréal reprend son « autonomie la plus complète » grâce au bill 16 qui approuve la réorganisation des finances de la ville et qui redonne aux conseillers leur « liberté d'action ». En fait, depuis 1940, la métropole avait été mise en tutelle par la Commission municipale de Québec en raison de ses dettes. Débattue en Chambre les 2, 7 et 8 mars, sanctionnée par le lieutenant-gouverneur le 9 mars, cette loi suscite l'indignation des députés de l'Union nationale pour qui l'intervention du gouvernement dans les affaires municipales se poursuit.

Le bill 29 concernant les districts électoraux de la province vient modifier une loi similaire de 1939 qui a amputé la carte électorale de quatre circonscriptions, dont le nombre est passé de 90 à 86<sup>61</sup>. Le 26 avril, en première lecture, le premier ministre propose un projet de loi avec 90 districts. Or, le 9 mai, il demande à la Chambre la permission de révoquer ce projet de loi et d'en étudier un nouveau avec 91 districts. Proposées par le gouvernement et adoptées par le lieutenant-gouverneur le 26 mai, les cinq nouvelles circonscriptions permettent, entre autres, de doubler la représentation de l'Abitibi-Témiscamingue, d'augmenter celle de la grande région de Montréal et de recouvrer le district de Kamouraska<sup>62</sup>.

Dans le domaine de l'éducation, le gouvernement Godbout poursuit ses réformes de deux façons. Il vote d'abord le bill 44 modifiant la loi de l'Instruction publique, adoptée un an auparavant, lequel obligeait les enfants de cinq ans et plus à fréquenter les établissements scolaires. La loi de 1944 rectifie le tir et cible désormais les enfants de six ans et plus. Il présente ensuite le bill 43 concernant la gratuité de l'enseignement et des livres de classe pour « les écoles sous contrôle du Conseil de l'Instruction publique », comme le précise Hector Perrier en tentant de rassurer les institutions scolaires – qu'elles soient religieuses et privées. Le ministre plaide d'ailleurs pour une « uniformité relative » des manuels grâce à la gratuité :

Il faut en effet tenir compte de nos conditions sociales et économiques et de nos traditions. Il y a aussi des différences à établir entre les milieux urbains et ruraux; il est évident qu'on ne peut se servir des mêmes manuels à la ville qu'à la campagne. Si on veut ruraliser l'enseignement, chose désirable, il faut donner aux écoles rurales des manuels différents, dans lesquels les exemples se rapporteront à la campagne. (2 juin)

Les parlementaires traitent aussi de l'enquête sur la police provinciale, à Montréal, et de son inefficacité à faire la lutte aux institutions illégales, telles les maisons de jeux et les maisons de prostitution<sup>63</sup>. Le respect de la loi du dimanche est un sujet brièvement abordé, d'autant plus qu'il touche une faute commise par une nouvelle entreprise d'État, Hydro-Québec, sous la responsabilité de l'ancien ministre de la Voirie, T.-D. Bouchard.

Tout au long de la session, quelques hommages sont rendus à des personnalités jugées dignes de ces honneurs, ce qui permet de détendre l'atmosphère en réunissant la classe politique autour de coquetteries ou d'éloge funèbres. Le 8 février, on souligne le décès d'Arthur Sauvé, père de Paul Sauvé et ancien chef du Parti conservateur devenu sénateur. Le 7 mars, le major Paul Triquet, héros de la bataille de Casa Berardi (campagne d'Italie) et détenteur de la croix de Victoria, reçoit les honneurs de l'Assemblée législative. Le même jour, les députés soulignent la carrière de T.-D. Bouchard, ministre démissionnaire du gouvernement Godbout. Enfin, le 23 mars, la Chambre célèbre le 86<sup>e</sup> anniversaire de Thomas Chapais, doyen du Salon rouge.



## Faits divers, faits cocasses

Des scènes font sourire durant les travaux de la session. La prise en considération du discours du trône suscite, par exemple, un fou rire général lorsque le premier ministre échappe ce lapsus :

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je propose que le discours de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine session...  
(Rire général)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut se lever pour soulever un point d'ordre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** ... pardon, que la discussion en soit faite à la prochaine séance. (18 janvier)

D'autres fois, des débats houleux opposent les députés de la droite et de la gauche. Une des scènes les plus orageuses de la session a lieu le 22 février, en comité plénier pour l'étude de la loi assurant aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot. Alors que Tancrede Labbé accuse le gérant général des caisses populaires et membre du Conseil législatif, Cyrille Vaillancourt, d'être un « organisateur libéral d'élection » qui fait « de la petite politique rouge », Perreault Casgrain soulève un point d'ordre à l'égard du fait qu'« un député n'a pas le droit de faire des attaques directement ou indirectement contre aucun membre de l'une ou l'autre Chambre ». Duplessis se lève alors pour défendre son collègue unioniste. Il affirme que Vaillancourt « est un petit politicien, un cabaleur politique » qui cumule à lui seul « 25 positions ».

Ces remarques font sursauter T.-D. Bouchard qui se rappelle l'ambiance qui régnait à l'Assemblée législative lorsque Duplessis était au pouvoir et que lui-même était chef intérimaire de l'opposition : « Nous sommes revenus à la période malheureuse de 1936 à 1939. Le chef de l'opposition est en train de répéter les scènes disgracieuses dont nous avons été témoins en Chambre sous le règne de l'Union nationale, quand il disait que la Chambre était le salon de la race; c'est plutôt le salon de la crasse. »

Stéphane Savard

## Critique des sources

### Les membres de la Tribune de la presse à Québec<sup>64</sup>

Reconstitué et non retranscrit intégralement par des sténographes, le travail de recherche et d'édition des débats de l'Assemblée législative est tributaire des journalistes de la Tribune de la presse. Ces derniers assistent à chacun des débats parlementaires et citent ou résument les interventions en Chambre. En 1944, les membres de la Tribune, formée cette année-là des 18 correspondants parlementaires, choisissent Henri St-Pierre, du journal *The Montreal Daily Star*, comme président. Ce dernier est secondé par le vice-président Henri Dutil, pour *Le Soleil*, et par le secrétaire Damase Potvin, de *La Presse*.

Les autres membres travaillent pour les plus grands quotidiens de la province : Maurice Bernier de *L'Événement-Journal*, Jean-Marc Denault, Ewart E. Donovan et Jack Dunn du *Quebec Chronicle Telegraph*, Raymond Dubé du *Soleil*, Calixte Dumas et Jacques Verrault de *L'Action Catholique*, Guy Gagnon de la *Presse canadienne*, Arthur-W. Langlais de *La Presse*, Joseph Lavergne de *La Patrie*, Lévis Lorrain de *L'Écho du Nord*, Charles-Eugène Pelletier du *Droit*, Louis Robillard du *Devoir*, Abel Vineberg de la *Gazette* et P.-E. Samson<sup>65</sup>.

La reconstitution des débats de 1944 a également nécessité la consultation de chroniques ou d'articles publiés dans ces quotidiens ou hebdomadaires : *L'Action Populaire*, *L'Autorité*, *L'Avenir du Nord*, *Le Bien Public*, *Le Bloc*, *La Bonne Parole*, *La Boussole*, *Le Bulletin des agriculteurs*, *Le Canada*, *Le Canada français*, le *Canadian Labor Press*, *Le Canadien* (Thetford Mines), *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Colon*, *Le Courrier de Berthierville*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Courrier de Montmagny-L'Islet*, *Le Dorchester*, *Le Droit*, *L'Écho de Frontenac*, *L'Écho de Saint-Justin*, *L'Éclaireur*, *L'Étoile du Nord*, *La Frontière*, *La Gazette du Nord*, *Le Guide*, *Le Jour*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Monde ouvrier*, *The Montreal Daily Herald*, le *Montréal-Matin*, *Le Nicolétain*, *Le Nouvelliste*, *La Parole* (janv., fév., mars.), *Le Petit Journal*, *Le Peuple*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Progrès de Valleyfield*, le *Rouyn-Noranda Press*, *Le Saint-Laurent*, *Le Salaberry*, *The Sherbrooke Daily Record*, *Le Temps*, *La Terre de chez nous*, *La Tribune*, *L'Union des Cantons de l'Est*, *Vers demain*, *La Voix des Bois Francs*, *La voix de l'Est*, *La Voix des Mille-Îles*.

### Une source reconstituée

Même s'il est connu des députés et des lecteurs que certains journaux affichent ouvertement leur couleur politique, les courriéristes parlementaires tendent vers l'objectivité et la neutralité dans leur travail. Bien que la division des tâches en pools de journalistes permette déjà d'atténuer les sympathies politiques<sup>66</sup>, les motivations personnelles et institutionnelles qui tendent vers le professionnalisme montrent aussi cette recherche de l'exactitude. Peu avant l'ouverture de la session, *Le Devoir* présente aux lecteurs le correspondant parlementaire qu'il a délégué et rappelle le rôle objectif du journal : « *Le Devoir*, il va de soi, donnera de ces débats le compte rendu le plus exact possible. Il sera représenté à Québec, pendant cette session, par M. Louis Robillard, journaliste d'expérience et qui connaît bien le milieu<sup>67</sup>. »

Cet effort d'impartialité se reflète dans l'attitude des députés vis-à-vis des membres de la Tribune. En 1944, il existe deux cas où les hommes politiques se permettent de souligner l'exactitude d'un compte rendu rédigé par un courriériste, et ce, afin de justifier une erreur commise par un éditorialiste et de mieux illustrer l'impartialité du membre de la Tribune.

Ainsi, le 15 février, Onésime Gagnon revient sur une émission de Radio-Canada dans laquelle ses propos du 10 février auraient été mal rapportés. Traitant le reportage de la radio d'État d'« insidieux », de « tronqué », de « fallacieux », il défend le compte rendu de *La Presse canadienne* (Guy Gagnon) qui aurait supposément influencé celui de Radio-Canada :

**M. Gagnon (Matane)** soulève une question de privilège à propos d'un débat qui eut lieu jeudi dernier et qui a été rapporté le même soir par les postes de Radio-Canada. Jeudi soir dernier, le poste de Radio-Canada a donné de cette discussion un compte rendu insidieux et contraire aux faits du débat soulevé l'après-midi, avec sa motion sur le développement et les communications de la Gaspésie.

Il déclare que sa motion concernant la déposition de la correspondance sur les facilités de transport dans le Bas-du-Fleuve a été bien accueillie à la Législature et appuyée par tous les députés.

Il cite le texte d'une émission de Radio-Canada, jeudi soir, comme disant: « L'honorable Onésime Gagnon a dit à l'Assemblée législative, hier, que le fleuve Saint-Laurent avait été mieux protégé et qu'aucun navire n'avait été torpillé. D'un autre côté, l'honorable Perreault Casgrain, député de Gaspé-Nord, a demandé que le chemin de fer du golfe et de la péninsule soit acheté par le Canadien National. »

Les rapporteurs de Radio-Canada ont mis dans la bouche du député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain), ministre sans portefeuille dans le cabinet Godbout, des paroles qu'il avait lui-même prononcées et des idées qui se trouvaient dans sa motion.

Il s'est informé de la cause de ces inexactitudes et Radio-Canada a jeté le blâme sur la *Presse canadienne*. Mais, après avoir parcouru le compte rendu de cette agence de presse, il a constaté qu'il était parfaitement exact.

Conséquemment, il impute aux employés de Radio-Canada toute la responsabilité de ce compte rendu tronqué et fallacieux. Je veux protester contre le fait que Radio-Canada a dénaturé les faits.

Le 30 mars, c'est au tour d'Adélard Godbout de vouloir rectifier les propos d'un éditorialiste qui cite faussement le premier ministre sans consulter le compte rendu des débats publié dans le même journal :

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Question de privilège, M. l'Orateur. On vient de me signaler un article éditorial de la *Gazette* de Montréal de ce matin, qui me prête des expressions que je n'ai pas tenues lors de mon discours sur le bill de la Montreal Power, à l'endroit des administrateurs actuels de cette compagnie; on a mis dans ma bouche des expressions dont je ne me suis jamais servi. D'après ce journal, j'aurais traité de bandits les directeurs actuels de la Montreal Light, Heat & Power. D'ailleurs, le compte rendu de la séance donné par le même journal ne dit pas la même chose que l'article éditorial.

Tout le monde sait, et la *Gazette* le sait aussi parce qu'elle a rapporté mes paroles, que je n'ai parlé que des anciennes administrations de la compagnie. J'ai bien spécifié que je ne voulais pas parler de l'administration actuelle dans laquelle il y a de parfaits gentilshommes.

Je suis prêt à croire qu'ils le sont tous, mais il s'est commis des actes de banditisme dans l'administration de la Montreal Power. On ne peut les qualifier autrement. Ceux qui en sont responsables se connaissent.

C'est tout ce que j'ai dit. Je n'ai jamais prononcé en Chambre ces propos que rapporte aujourd'hui le journal *The Gazette* au sujet des directeurs actuels de la Montreal Power, et dont les noms ont été mentionnés en éditorial. Je veux donc faire cette mise au point.

Malgré ces bonnes volontés, il arrive parfois que des courriéristes soient critiqués. Témoignages de simples erreurs involontaires? Choix partiels et subjectifs qui visent à influencer l'opinion du lecteur? S'agit-il plutôt de cas où certains parlementaires tentent ainsi de se rétracter parce qu'ils ne veulent plus endosser leurs propos? Quoi qu'il en soit, une seule de ces erreurs est relevée pendant la session. Le 22 mars, le chef de l'opposition se lève en Chambre pour critiquer les informations contenues dans un journal montréalais; cela lui permet de rectifier le tir et de réitérer son point de vue mal interprété :

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève à son tour sur une question de privilège, et déclare qu'un journal de Montréal a publié un compte rendu inexact de ce qu'il a dit en Chambre au sujet de la falsification des *Comptes publics* et de l'incident Lamarche, la semaine dernière. Il soutient qu'il avait parfaitement raison de critiquer et de démontrer les erreurs des *Comptes publics*. Je répète la même accusation aujourd'hui, dit-il. J'ai dit que les *Comptes publics* de la province comportaient depuis 1940 le nom de M. J.-P. Lamarche, inscrit en toutes lettres, comme shérif, à Montréal et que l'on dit que ce M. Lamarche a reçu à cette fin une somme considérable d'argent pendant quatre années consécutives, \$330,000 qui, de fait, ne lui ont jamais été payés. Il n'est pas honnête de faire figurer dans les *Comptes publics*, comme ayant reçu \$330,000, le nom d'un homme qui n'a rien reçu.

### Les particularités de la source

La très grande majorité des interventions rapportées par les courriéristes se présentent sous la forme de citations. Les propos des députés sont alors rapportés à la première personne du singulier ou du pluriel. Or, il arrive parfois que le travail de reconstitution présente des passages où les débats et les interventions s'avèrent plutôt résumés par l'ensemble des correspondants parlementaires qui traitent du sujet. C'est le cas, par exemple, du passage où Duplessis critique, en comité plénier, la loi sur la réorganisation financière de Montréal : « M. Duplessis (Trois-Rivières) fait un discours sur l'ensemble des 13 articles du projet de loi. » (8 mars).

Il peut aussi arriver que les correspondants parlementaires n'entendent pas toujours bien, perchés qu'ils sont dans les tribunes d'une Assemblée législative qui ne possède aucun micro<sup>68</sup>. Est-ce le cas de cette phrase plutôt laconique, « [d]es députés discutent », insérée entre la lecture en comité plénier des articles 4 et 5 de la loi sur la division territoriale de la Gaspésie et la relecture de ces mêmes articles amendés grâce à cette discussion dont nous ne savons rien? Ou encore est-ce plutôt un exemple de cas où les quotidiens des grands centres se désintéressent des enjeux régionaux?

Il est enfin plausible d'interpréter ces résumés comme un jugement de valeur sur le contenu des débats. De ce fait, les courriéristes peuvent parfois décider de ne pas relever tel ou tel passage qui n'apporte rien de nouveau au débat, qui est jugé interminable ou inutile pour une meilleure compréhension des débats. Par exemple, le 30 mars, lors de l'étude en comité plénier du projet de loi sur la Commission hydroélectrique de Québec, une intervention de Duplessis est présentée comme suit : « M. Duplessis (Trois-Rivières) résume ses arguments contre le projet et pose bon nombre de questions au ministre des Terres et Forêts. Combien d'obligations il y a pour la Beauharnois et pour la Montreal Power ? », demande-t-il.

Bref, même si les courriéristes effectuent leur travail avec rigueur, il leur arrive parfois de passer au « filtre journalistique » certains discours jugés trop longs, redondants ou de peu d'intérêt pour les lecteurs. N'empêche, les débats parlementaires de 1934 couvrent l'essentiel des travaux de la session.

Stéphane Savard

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

- <sup>1</sup>. À ce sujet, il est intéressant de constater que le discours du trône revient sur cette conférence, plus particulièrement sur les déclarations de Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill au sujet de l'égalité et de la liberté des peuples au Canada : « Depuis la dernière session, notre Vieille Capitale a été le siège d'une conférence qui marquera dans l'histoire une des importantes étapes du conflit mondial dont nous avons lieu d'espérer la fin prochaine. Des témoignages significatifs ont été rendus à notre province. Pendant que le président des États-Unis citait en exemple aux autres pays les relations harmonieuses que deux grandes races s'appliquent à entretenir en les faisant découler d'un principe d'égalité, le premier ministre de Grande-Bretagne retrouvait sur nos rives le fondement des libertés qui doivent rester à jamais, dans notre pays, à l'abri des mouvements totalitaires. » (18 janvier)
- <sup>2</sup>. Matthew Evenden, « La mobilisation des rivières et du fleuve pendant la Seconde Guerre mondiale : Québec et l'hydroélectricité, 1939-1945 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, n° 1-2 (2006), p. 125-162.
- <sup>3</sup>. Pour plus de renseignements concernant la mobilisation de la main-d'œuvre industrielle et les dépenses militaires pour les années 1943-1944, voir : Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Tome II : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 142 (tableau 1).
- <sup>4</sup>. Alors que le plébiscite sur la conscription a lieu le 27 avril 1942, dont les résultats garantissent à King de pouvoir appeler la conscription au moment opportun, le premier ministre utilise ce pouvoir deux ans et demi plus tard. Entre temps, il oblige la mobilisation des hommes pour un service militaire obligatoire, à l'exception théorique des fils de cultivateurs. C'est pendant ce service militaire que les hommes subissent de grandes pressions pour qu'ils acceptent de servir l'armée hors des frontières canadiennes. Le 23 novembre 1944, le gouvernement King entérine la loi de la mobilisation des conscrits, franchissant ainsi la dernière étape menant à la conscription totale. Voir : Ramsay Cook, « Triomphe et revers du matérialisme, 1900-1945 », dans Craig Brown (dir.), *Histoire générale du Canada*, Montréal, Boréal, 1990, p. 560-561; Jacques Paul Couturier, *Un passé composé : le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1996, p. 257.
- <sup>5</sup>. Pierre Godin, *René Lévesque, un enfant du siècle, tome 1*, Montréal, Boréal, 1994, p. 155-177.
- <sup>6</sup>. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec. Tome 41 : La guerre de 1939-1945. Duplessis reprend les rênes*, Montréal, Fides, 1969, p. 22, 57-58 et 73; John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Québec, Septentrion, 1995, p. 302-303.
- <sup>7</sup>. J.P. Couturier, *Un passé composé*..., p. 252.
- <sup>8</sup>. R. Cook, « Triomphe et revers du matérialisme... », p. 563-564; Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 92.
- <sup>9</sup>. Comme le souligne Claude Jodoin, député de Montréal-Saint-Jacques, dans l'Adresse en réponse au discours du trône, « 1944 sera une année grave. On annonce l'invasion prochaine du continent européen. Nous avons tous des parents et des amis dans nos forces actives. J'ai confiance que leurs sacrifices ne seront pas vains. 1944 verra le triomphe des Nations unies sur le front international et la victoire du gouvernement Godbout sur le front provincial. » (19 janvier)
- <sup>10</sup>. Jean-Guy GENEST, *Godbout*, Québec, Septentrion, 1996, p. 256-257.
- <sup>11</sup>. Pour les informations en lien avec les trois œuvres littéraires, voir : P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 189-190.
- <sup>12</sup>. *Ibid.*, p. 178.
- <sup>13</sup>. Voir : Jérôme Ouellet et Frédéric Roussel-Beaulieu, « Les débats parlementaires au service de l'histoire politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, n° 3 (2003), p. 23-24.
- <sup>14</sup>. Voir : Abel Vineberg, « Next Session Last of 21st Assembly » *The Gazette*, mardi 11 janvier 1944, p. 11.
- <sup>15</sup>. Dans les discussions entourant la législation ouvrière, le chef de l'opposition laisse entrevoir la possibilité que le ministre Rochette, sous pression populaire à la suite des conflits ouvriers, feigne une maladie pour ne pas venir en Chambre défendre ses projets (25 janvier).
- <sup>16</sup>. En pleine campagne électorale, à l'été 1944, il appelle d'ailleurs au respect de « la grandeur du Canada », considérant que « [n]ous ne sommes pas simplement des Québécois, mais aussi des Canadiens. ». Ces interventions de Godbout, en juillet 1944, sont citées par Réjean Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire : À quelle enseigne logent-ils? », dans : Robert Comeau et Lucille Beaudry (dir.), *André Laurendeau : Un intellectuel d'ici*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 70. Voir aussi : J.-G. Genest, *Godbout*..., p. 168.
- <sup>17</sup>. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 124-125.
- <sup>18</sup>. Voir aussi : R. Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale... », p. 71.
- <sup>19</sup>. J.-G. Genest, *Godbout*..., p. 47.
- <sup>20</sup>. *Ibid.*, p. 210. Voir aussi p. 216, 264 et 281.
- <sup>21</sup>. En 1939 et 1944, l'autonomie occupe une place de choix dans les programmes politiques de l'Union nationale et le demeurera jusqu'à la fin des années 1950. R. Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale... », p. 74-75; Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec. Un siècle de programmes politiques québécois. Tome II : 1931-1966*, Ottawa, Éditions Leméac, 1971, p. 300-303 et 314-317.
- <sup>22</sup>. Ces allusions font référence à deux éléments. Dans la campagne électorale de 1939, Adélard Godbout s'engage à défendre l'autonomie provinciale et à lutter contre toute conscription. « [S]ur l'honneur », il promet de quitter et de combattre son parti « si un seul Canadien français, d'ici la fin des hostilités en Europe, est mobilisé contre son gré sous un régime libéral ». Or, en juin 1940, le gouvernement King entérine la loi permettant la mobilisation des ressources humaines pour la défense du pays. À la suite d'une motion de René Chaloult condamnant ce qu'il appelle la conscription, Godbout revient sur son engagement : « Quand bien même j'aurais fait par oubli ou distraction le serment de ne pas défendre ma famille contre tout agresseur, mon devoir serait là quand même. Et si, au moment où le Canada lui-même est menacé, le gouvernement canadien ne réclamait pas de chacun des fils du Canada le devoir de

participer jusqu'à la dernière goutte de son sang à la défense du pays, il manquerait à son devoir. » Cité dans J.-G. Genest, *Godbout...*, p. 168-169.

23. Jean-Paul Beaulieu (29 février) et Joseph-Damase Bégin (18 avril) utilisent aussi le slogan « maîtres chez nous ». Pour de plus amples informations sur la paternité du slogan attribuée à Maurice Duplessis, et non à Jean Lesage, voir : R. Pelletier, « Le Parti libéral et l'Union nationale... », p. 74.

24. Vers la fin de la session parlementaire fédérale de 1943, qui s'est terminée le 24 juillet, le gouvernement King adopte une résolution visant à remettre à plus tard le remaniement – redistribution des comtés selon les réalités démographiques – de la carte électorale qui, normalement, se fait à tous les recensements. Depuis ce temps, Duplessis accuse Godbout de servilité envers King, le pourfendeur de l'autonomie provinciale. Le Bloc populaire aussi critique cette résolution. Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec. Tome 40 : La guerre de 1939-1945. Le Bloc Populaire*, Montréal, Fides, 1969, p. 194-209.

25. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis. Tome 1 (1890-1944)*, Montréal, Fides, 1973, p. 646.

26. Repris couramment par Duplessis et les membres de l'Union nationale, le qualificatif de « croupion » accolé au gouvernement aurait été utilisé par Ernest Lapointe, selon les dires de Joseph-Damase Bégin (18 avril). Dans la séance du 30 mars, Duplessis compare le « Parlement croupion » dirigé par Godbout à celui d'Oliver Cromwell, despote britannique du XVII<sup>e</sup> siècle.

27. Dans ses mémoires, Chaloult précise les motivations qui l'animaient pendant sa campagne électorale de 1939 où il jongle avec l'étiquette de « libéral indépendant » : « Sous quelle étiquette devais-je me présenter? Nationaliste libéral? Libéral indépendant? C'était un peu confus, à dessein peut-être. À mon avis, cela ne comportait aucune signification, mais il fallait tout de même afficher un peu de sens pratique et glisser le mot libéral quelque part. J'y répugnais d'autant moins que plusieurs de mes idées politiques, comme le droit de vote aux femmes, l'instruction obligatoire, la nationalisation de certaines ressources naturelles étaient des mesures libérales au sens large du terme. ». Voir : René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 114. Voir aussi R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 40*, p. 170-171.

28. En ce qui a trait à l'histoire du Bloc populaire et les demandes de René Chaloult, voir : Paul-André Comeau, *Le Bloc populaire, 1942-1948*, Montréal, Boréal, 1998, p. 237-251; R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 11, 26 et 41.

29. P.-A. Comeau, *Le Bloc populaire.*, p. 212; P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, p. 125; R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 26.

30. « Vingt et un points importants du discours du trône prononcé hier par le lieutenant-gouverneur », *Le Canada*, mercredi 19 janvier 1944, p. 1-2.

31. Calixte Dumas, « Le discours du Trône a annoncé un projet d'hydro », *L'Action catholique*, 19 janvier 1944, p. 2; Maurice Bernier, « La session provinciale : En plus du projet d'organisation d'une hydro provinciale, le discours du Trône parle de plusieurs mesures importantes », *L'Événement-Journal*, 19 janvier 1944, p. 3 et 9; « Vingt et un points importants du discours du Trône prononcé hier par le lieutenant-gouverneur. Remède à la crise du logement et création d'une hydro-provinciale – Une commission des relations ouvrières – Prévention de certains conflits ouvriers », *Le Canada*, mercredi 19 janvier 1944, p. 1-2; « M.L.H. & P. Bill also to Cover a State Hydro. Both Linked Together in Throne Speech as Quebec Legislature Session Opens », *The Gazette*, mercredi le 19 janvier 1944, p. 1 et 6.

32. Plusieurs journaux soulignent cette particularité. Calixte Dumas, dans *L'Action catholique*, commente l'inattendu débat en cette première journée normalement très protocolaire : « La session de 1944 s'est ouverte de façon exceptionnelle. D'ordinaire, dans les deux Chambres, les premières séances sont pour la forme seulement. Elles durent quelques minutes tout au plus. Le Conseil législatif est resté fidèle à la coutume parlementaire, mais l'Assemblée législative s'est payé le luxe d'un débat sur la motion d'ajournement. Les premiers points d'ordre ont été soulevés et les députés ont quitté la salle dans une atmosphère de bataille. Un pareil début ne fait pas présager une session brève, calme et dépourvue d'incidents. » Voir : Calixte Dumas, « On suspendra le débat sur l'adresse pour étudier une nouvelle loi ouvrière dès la semaine prochaine », *L'Action catholique*, 19 janvier 1944, p. 3. Quant au *Quebec Chronicle-Telegraph*, il souligne le fait exceptionnel de cette escarmouche : « For the first time in a great many years, and maybe for the first time since Confederation, the motion made in the Legislative Assembly [sic] by the Premier in office, to propose that the Throne Speech be considered at the next sitting of the House, gave rise to warm debate in the Green Chamber here yesterday afternoon. ». Voir « Duplessis fails to get housing studied at once », *Quebec Chronicle-Telegraph*, 19 janvier 1944, p. 6.

33. À ce sujet, *L'Événement-Journal* explique le caractère inédit entourant la présentation du budget : Il était 5 heures et 5 minutes exactement lorsque le Trésorier de la province s'est levé, hier après-midi, pour prononcer son discours du budget. C'est probablement un fait sans précédent. D'habitude, le ministre des Finances provincial se lève au début de la séance afin de soumettre son exposé budgétaire.

Mais, hier, il avait été convenu que la Chambre serait invitée d'abord à voter le projet de loi relatif aux colons. Le gouvernement, il va sans dire, ne s'attendait pas à ce que le débat durât une heure et demie. M. Mathewson attendit patiemment, jetant de temps à autre un regard vers l'horloge.

Lorsque le trésorier se leva, les dernières éditions des journaux de l'après-midi circulaient sur la rue depuis quelque temps avec le texte ou, du moins, les parties essentielles du discours du budget.

Voir : « Sur la colline parlementaire », *L'Événement-Journal*, 25 février 1944, p. 3; « Budget to Public Before Delivery : Mathewson Speech at Quebec Published Before It Is Given House », *The Gazette*, 25 février 1944, p. 11; Joseph LaVergne, « À Québec : Le projet de crédit aux colons, adopté. Un journal publie le discours du budget avant M. Mathewson », *La Patrie*, 25 février 1944, p. 12.

34. Également relevé par R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 38.

35. Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 103.

36. Louis Robillard, « Ouverture de la session provinciale cet après-midi », *Le Devoir*, 18 janvier 1944, p. 3.

37. « La prochaine session », *Le Devoir*, 8 janvier 1944, p. 3; « La session de la Législature de Québec commence demain », *Le Soleil*, 17 janvier 1944, p. 1.
38. « La session provinciale qui a été prorogée samedi aura connu une grande œuvre », *Le Canada*, lundi 5 juin 1944, p. 2; Louis Robillard, « La session de Québec : Cent septième et dernière séance et cent bills », *Le Devoir*, lundi 5 juin 1944, p. 1; Maurice Bernier, « Prorogation de la session provinciale », *L'Événement-Journal*, 5 juin 1944, p. 3.
39. Maurice Bernier, « Prorogation de la session provinciale », *L'Événement-Journal*, 5 juin 1944, p. 3. Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*, va plus loin en affirmant que la session est la plus longue depuis la Confédération, alors que le *Quebec Chronicle-Telegraph* de Québec, demeurant vague, préfère la présenter comme « one of the longest in many years ». Voir : « Fiset prorogues last session of legislature », *Quebec Chronicle-Telegraph*, 5 juin 1944, p. 3; Henri St-Pierre, « Longest Quebec Session Since Confederation Ends », *The Montreal Daily Star*, 5 juin 1944, p. 2. Par contre, comme le précisent *La Presse* et la *Gazette* avant le discours du trône, il ne faut pas oublier que le gouvernement Godbout a l'habitude des longues sessions qui s'étirent entre trois et quatre mois, voire quatre mois et plus. Voir : *The Gazette*, 11 janvier 1944, p. 11; « L'ouverture officielle de la session à Québec », *La Presse*, 18 janvier 1944, p. 15.
40. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 7-8.
41. Selon Robert Rumilly, dans la deuxième moitié de l'année 1943 : « La société tout entière subit les contrecoups des grands conflits du travail. La Commission Prévost souhaite qu'une législation réglemente la conclusion et l'application des contrats collectifs. Elle recommande l'institution d'un tribunal permanent, dont les membres inspireraient confiance aux patrons et aux ouvriers, et qui trancherait les difficultés surgies dans la conclusion ou dans le renouvellement des contrats collectifs. [...] Le mémoire de la Commission Prévost préconise l'arbitrage obligatoire dans tous les cas. Le tribunal permanent recevrait pouvoir « de prononcer une sentence finale et sans appel ». La confédération des Travailleurs Catholiques prie le gouvernement provincial de convoquer une session d'automne, pour adopter les recommandations des trois juges. » Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 40*, p. 238. Voir aussi : J.-G. Genest, *Godbout...*, p. 251-252 et 254.
42. Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 19; « Les fonctionnaires municipaux acceptent le projet d'entente suggéré par le gouvernement », *Le Canada*, 13 janvier 1944, p. 1-2; « Le travail reprend ce matin, à Montréal », *L'Événement-Journal*, 13 janvier 1944, p. 1 et 9. Voir aussi *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke. <http://www.bilan.usherb.ca/>
43. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 40*, p. 238-239 et 267.
44. Cette grève est perçue par Duplessis comme la manifestation du caractère très imparfait des bills 2 et 3. Pour Godbout, l'interprétation est à l'inverse. Avec une durée de 30 heures, la grève a été écourtée grâce aux lois 2 et 3 qui ont prouvé leur efficacité (22 février).
45. Créée en 1943 afin de réfléchir sur la mise en place d'un plan universel d'assurance-maladie, la Commission d'assurance-maladie réunit Antonio Garneau, avocat, le Dr Roméo Blanchet et P.E. Durnford, courtier. Voir R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 40*, p. 268.
46. Comme l'expliquent Renée Joyal et Carole Chatillon, « [c]e mandat spécial s'explique par la nécessité de faire la lumière sur les nombreux décès survenus parmi les jeunes enfants fréquentant des garderies privées de la région de Montréal. En effet, en cinq semaines, 16 bébés meurent des suites d'otites, de bronchites, et de gastroentérites. » Renée Joyal et Carole Chatillon, « Chapitre 5 : La loi québécoise de protection de l'enfance de 1944 », dans Renée Joyal (dir.), *L'évolution de la protection de l'enfance au Québec : des origines à nos jours*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 133.
47. Rédigé par de nombreuses personnalités publiques et politiques, dont Esdras Minville, le Dr Philippe Hamel et René Chalout, des figures de proue dans la lutte contre les trusts, ce manifeste préconise une intervention de l'État sous le signe d'un « corporatisme davantage social que politique ». Il souligne d'ailleurs la nécessité urgente de « [l]utter tout spécialement contre le trust de l'électricité » et d'« [o]rganiser la concurrence [dans le domaine de l'électricité] par la création d'une commission provinciale hydro-électrique [sic] qui aménagerait, au fur et à mesure des besoins, les chutes non encore concédées ainsi que les chutes concédées mais non exploitées ». Voir : Esdras Minville et al., « Le Programme de restauration sociale (Novembre 1933) », dans Yvan Lamonde et Claude Corbo, *Le rouge et le bleu : une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 400-406.
48. Devant les pressions de la coalition du « Programme de restauration sociale » et devant les critiques et exacerbatons d'une partie non négligeable de la population de l'île de Montréal, le gouvernement Taschereau met sur pied la Commission de l'électricité. Dirigée par Ernest Lapointe, Augustin Frigon et George C. McDonald, cette commission a le devoir de se pencher sur les questions entourant la nationalisation et la municipalisation de l'électricité, les tarifs adéquats ainsi que l'électrification en milieu rural. Le rapport de la commission souligne que les tarifs d'électricité sont trop élevés dans la province et recommande la création d'un organisme de contrôle : la Commission de l'électricité, qui deviendra dès 1936, sous l'Union nationale, la Régie provinciale de l'électricité. Contrairement aux attentes du mouvement anti-trust, la commission Lapointe ne recommande pas la nationalisation des compagnies d'électricité, dont la *MLHP*, ce qui permet certainement aux responsables politiques du gouvernement Taschereau de justifier leur inaction en ce domaine. Voir : Ernest Lapointe, Augustin Frigon et George C. McDonald, *Rapport de la Commission de l'Électricité (Commission Lapointe) de la province de Québec au Premier ministre de la province, 21 janvier 1935*, Québec, s.é., 1935. Voir aussi : Clarence Hogue, André Bolduc et Daniel Larouche, *Québec, un siècle d'électricité*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 112-115; Gilles Gallichan, « De la Montreal Light, Heat and Power à Hydro-Québec », dans Yves Bélanger et Robert Comeau, *Hydro-Québec : Autres temps, autres défis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 63-70.
49. En 1937, quelque temps après sa victoire électorale, M. Duplessis propose la création du Syndicat national de l'électricité, une compagnie publique chargée de construire des centrales électriques en Abitibi. Les interventions du Syndicat national de l'électricité se limitant à l'Abitibi et au Témiscamingue, plusieurs

observateurs estiment que M. Duplessis a abandonné sa promesse électorale et qu'il a ainsi relégué aux oubliettes la création d'une commission hydroélectrique provinciale faisant directement concurrence aux trusts de l'électricité. Voir : Archives de l'Université Laval (AUL), Fonds de Philippe Hamel (P160), H.12 : C. L'H., « Au jour le jour : le discours du Trône à Québec », *Le Droit*, 27 février 1937; AUL, P160, H.12 : « M. Layton et la question de l'Hydro », *L'Action catholique*, 3 mars 1937; AUL, P160, H.12 : « Cette initiative d'étatisation », *L'Événement*, 8 mars 1937.

50. Selon *La Patrie* du 24 mars, tous les libéraux applaudissent, à l'exception de Georges Carlyle Marler et de Thomas Guerin. Si Guerin appuie par la suite le projet de loi (30 mars), Marler se prononce contre la loi qui favorise « la propriété publique » (29 mars). Joseph LaVergne, « Le bill de l'hydro est adopté en 1ère lecture », *La Patrie*, 24 mars 1944, p. 12.

51. L'estimation préliminaire du ministre Hamel est la suivante : 150 000 000 \$ pour l'expropriation et 10 000 000 \$ pour l'électrification rurale. (28 mars)

52. Le 14 avril, le Dr Philippe Hamel dénonce la loi d'Hydro-Québec sur les ondes radiophoniques. Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 57. Voir aussi J.-G. Genest, *Godbout...*, p. 266.

53. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain...*, p. 38-39.

54. Robert Rumilly commente en ces termes la situation discriminatoire qui représente en fait un terreau fertile à la contestation de cette situation : « La situation entretenue dans l'armée – malgré les belles promesses de feu Ernest Lapointe –, dans l'administration fédérale et dans l'industrie de guerre était proprement révoltante. Les Canadiens français comptaient 10 hauts fonctionnaires sur 204 au ministère des Munitions et des Approvisionnements, 0 sur 10 au bureau de l'auditeur général, 0 sur 10 à la Commission du blé, 0 sur 12 au ministère des Finances. Les postes élevés leur paraissaient fermés, dans toutes les entreprises fédérales, jusque dans la province de Québec. Le dépôt de Longueuil, où défilaient 80 pour cent de Canadiens français parmi les conscrits, comptait plusieurs Juifs, dont le colonel, mais ne comptait pas de Canadiens français parmi ses officiers. Les immenses usines Bouchard, exploitées par la *Défense Industries*, avec contrats et mise de fonds de l'État, près de Sainte-Thérèse, offraient une part dérisoire aux Canadiens français dans les postes supérieurs. Cette part fut encore réduite, au profit d'Ontariens et de Manitobains mis à pied dans des usines fermées. Des Canadiens français furent congédiés. Le Bloc populaire dénonça ce scandale, dans une assemblée tenue à Saint-Jérôme, puis dans plusieurs causeries radiodiffusées. » Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 46.

55. Voir José E. Igartua, *The Other Quiet Revolution : National Identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, UBC Press, 2006.

56. En janvier 1944, Lord Halifax, ambassadeur britannique aux États-Unis, se rend à Toronto et fait des déclarations dans le but, entre autres, d'influencer la politique extérieure canadienne. Souhaitant un rapprochement entre tous les dominions de l'Empire britannique, il propose que ces derniers s'engagent à poursuivre l'application d'une politique internationale qui viserait à aider l'Empire britannique à demeurer, dans l'après-guerre, sur un même pied d'égalité avec les États-Unis et l'U.R.S.S. Voir, entre autres, Henri St-Pierre, « Jewish Refugee Charge Renewed by Duplessis », *The Montreal Daily Star*, 17 février 1944, p. 6; « Assembly Hits "Imperialism" », *The Gazette*, 17 février 1944, p. 1.

57. Robert Rumilly établit le lien entre ce débat québécois sur les manuels d'histoire et celui similaire qui fait rage à Ottawa où le sénateur Athanase David présente « une motion souhaitant la rédaction d'un manuel d'histoire uniforme pour tout le pays ». Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 68-69. Un débat semblable a également lieu le 29 avril 1943 à l'Assemblée législative du Québec. Dans ses mémoires, T.-D. Bouchard traite de ce débat sénatorial où, en guise d'appui à David, il a livré un discours enflammé teinté d'anti-cléricalisme. Ce discours lui a valu les critiques des nationalistes canadiens-français et du clergé catholique. Il a été la cause principale de sa destitution comme président d'Hydro-Québec, en juin 1944. Voir : Téléphore-Damien Bouchard, *Mémoires, vol. III*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1960, p. 171-178.

58. À Sainte-Claire de Dorchester, Duplessis « lit un document, d'après lequel une association juive internationale projette de financer la prochaine campagne fédérale des libéraux, moyennant la promesse d'établir cent mille réfugiés juifs sur des fermes de la province de Québec ». Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 40*, p. 269. Par la suite, Duplessis s'est souvent fait demander le document en question, sans jamais le fournir à qui que ce soit. Tout au long du débat sur l'immigration, Duplessis soutient que le document en question est authentique, ce qui s'avère finalement faux. Rumilly relate cette bêtise, planifiée ou non : « C'est un obscur organisateur qui avait remis à Duplessis le document accusateur. Duplessis n'est pas facile à tromper, mais le texte était si bien forgé et cadrait si bien avec la situation d'ensemble – avec la propagande de la sénatrice Wilson en particulier – que le Trifluvien s'est laissé prendre. Il sera doublement circonspect à l'avenir. Le projet précis dénoncé par Duplessis n'existe pas, mais l'intention d'attirer des immigrants juifs et britanniques au Canada n'est pas imaginaire. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, où le notaire Fréchette cède la présidence à Roger Duhamel, réitère, à son congrès du 25 novembre (1943), son opposition à l'immigration des réfugiés politiques. » R. Rumilly, *Maurice Duplessis, tome 1*, p. 658.

59. R. Chaloult fait notamment référence à Stephen Leacock, l'humoriste le plus connu du monde anglophone entre 1915 et 1925, devenu historien et spécialiste d'économie politique. Selon Chaloult, Leacock travaille à « conserver un Canada "britannique" ».

60. Pour de plus amples informations sur la Commission d'embellissement et sur son abolition par le gouvernement Duplessis quelques mois plus tard, en 1944, voir : Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Les publications du Québec, 2008, p. 443-445.

61. Voir bill 83, débats de l'Assemblée législative de 1939.

62. Selon Robert Rumilly, « [I]es comtés du Témiscamingue et de l'Abitibi, remaniés, forment désormais quatre circonscriptions : Témiscamingue, Rouyn-Noranda, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest. Le district électoral de Châteauguay renaît dans ces anciennes limites. Richelieu et Verchères, Kamouraska et Rivière-du-Loup, sont de nouveau séparés. » Voir : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome 41*, p. 69.



- 
- <sup>63</sup>. L'ancien chef de la police provinciale, Louis Jargailles, devient d'ailleurs l'objet de railleries alors que Duplessis s'amuse à utiliser son nom dans un contexte plutôt péjoratif : il emploie l'expression « tout s'est fait à la Jargailles » (14 mars) pour dire que tout s'est fait d'une façon malhonnête.
- <sup>64</sup>. Pour de plus amples informations sur la Tribune de la presse, voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 319 p.
- <sup>65</sup>. Concernant les membres de la Tribune de la presse en 1944, voir *Les membres de la Tribune de la presse : liste chronologique (1871-1989)*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.
- <sup>66</sup>. En ce qui a trait aux pools de journalistes, voir : J. Saint-Pierre, *Les membres de la Tribune...*, p. 95-101.
- <sup>67</sup>. « La session provinciale », *Le Devoir*, 14 janvier 1944, p. 1.
- <sup>68</sup>. Voir J. Saint-Pierre qui aborde ce problème de l'acoustique déficiente dans *Les membres de la Tribune...*, p. 7.



## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement-Journal, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Herald, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle-Telegraph, The*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Berthelais, Le*  
*Bien Public, Le*  
*Bloc, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Boussole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien/Le Canadien liberal, Le*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Chronique de Magog, La*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Clarté, La*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Bellechasse, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de Laviolette, Le*  
*Courrier de Montmagny, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Drummondville Spokesman, The*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Lotbinière, L'*  
*Écho de Portneuf-Presse, L'*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Écho du Nord, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Frontière, La*  
*Gazette de Valleyfield, La*

*Gazette des campagnes, La*  
*Gazette du Nord, La*  
*Guide, Le*  
*Homme libre, L'*  
*Jour, Le*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Mégantic, Le*  
*Messenger de Verdun, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Montréal-Matin, Le*  
*Nicolétain, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Ordre, L'*  
*Opinion de Hull, L'*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de L'Islet, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Régional, Le*  
*Revue de Granby, La*  
*Rouyn-Noranda Press, The*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Salaberry, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Temps, Le*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Unité, L'*  
*Voix de l'Est, La*  
*Voix des Bois-Francs, La*  
*Voix des Mille-Isles, La*  
*Voix du peuple, La*

#### **Autres sources**

Mathewson, James Arthur. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. A. Mathewson, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 24 février 1944.* [s.l.]: 1944. 16 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1944, Québec 1944.*

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1944, Québec 1944.*

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1944.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1944, Vol. LXXIX*, Québec, 1944, vi, 571, liii, lvi p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 8 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1944, xxi, 554 p.

*Rapports des comités généraux, 5<sup>e</sup> session, 1944.*



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources .....	xxvi
Bibliographie.....	xxxv
Table des matières.....	xxxix
L'Exécutif en 1944 .....	xliii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xliv
Par ordre de circonscription .....	xlvi
Débats	
1 Séance du mardi 18 janvier 1944 .....	1
2 Séance du mercredi 19 janvier 1944 .....	11
3 Séance du jeudi 20 janvier 1944 .....	17
4 Séance du mardi 25 janvier 1944 .....	33
5 Séance du mercredi 26 janvier 1944 .....	45
6 Séance du jeudi 27 janvier 1944 .....	59
7 Séance du mardi 1 <sup>er</sup> février 1944 .....	75
8 Séance du mercredi 2 février 1944.....	91
9 Séance du jeudi 3 février 1944.....	111
10 Séance du mardi 8 février 1944.....	123
11 Séance du mercredi 9 février 1944.....	143
12 Séance du jeudi 10 février 1944.....	163
13 Séance du mardi 15 février 1944.....	175
14 Séance du mercredi 16 février 1944.....	195
15 Séance du jeudi 17 février 1944.....	215
16 Séance du mardi 22 février 1944.....	229
17 Séance du mercredi 23 février 1944.....	247

18	Séance du jeudi 24 février 1944.....	265
19	Séance du mardi 29 février 1944.....	287
20	Séance du mercredi 1 <sup>er</sup> mars 1944 .....	311
21	Séance du jeudi 2 mars 1944.....	329
22	Séance du mardi 7 mars 1944 .....	341
23	Séance du mercredi 8 mars 1944.....	355
24	Séance du jeudi 9 mars 1944.....	369
25	Séance du mardi 14 mars 1944 .....	379
26	Séance du mercredi 15 mars 1944.....	401
27	Séance du jeudi 16 mars 1944.....	417
28	Séance du mardi 21 mars 1944 .....	429
29	Séance du mercredi 22 mars 1944.....	447
30	Séance du jeudi 23 mars 1944.....	465
31	Séance du mardi 28 mars 1944 .....	483
32	Séance du mercredi 29 mars 1944.....	515
33	Séance du jeudi 30 mars 1944.....	541
34	Séance du vendredi 31 mars 1944.....	573
35	Séance du mardi 11 avril 1944.....	601
36	Séance du mercredi 12 avril 1944.....	621
37	Séance du jeudi 13 avril 1944 .....	647
38	Séance du vendredi 14 avril 1944 .....	669
39	Séance du mardi 18 avril 1944.....	679
40	Séance du mercredi 19 avril 1944.....	707
41	Séance du jeudi 20 avril 1944 .....	731
42	Séance du vendredi 21 avril 1944.....	743
43	Séance du mardi 25 avril 1944.....	749
44	Séance du mercredi 26 avril 1944.....	771
45	Séance du jeudi 27 avril 1944 .....	789



46 Séance du vendredi 28 avril 1944 .....	805
47 Séance du mardi 2 mai 1944 .....	813
48 Séance du mercredi 3 mai 1944 .....	833
49 Séance du jeudi 4 mai 1944.....	853
50 Séance du vendredi 5 mai 1944.....	869
51 Séance du mardi 9 mai 1944 .....	873
52 Séance du mercredi 10 mai 1944 .....	891
53 Séance du jeudi 11 mai 1944.....	911
54 Séance du vendredi 12 mai 1944.....	925
55 Séance du mardi 16 mai 1944 .....	937
56 Séance du mercredi 17 mai 1944 .....	955
57 Séance du vendredi 19 mai 1944.....	967
58 Séance du samedi 20 mai 1944 .....	985
59 Séance du mardi 23 mai 1944 .....	993
60 Séance du mercredi 24 mai 1944 .....	1011
61 Séance du jeudi 25 mai 1944.....	1031
62 Séance du vendredi 26 mai 1944.....	1055
63 Séance du mardi 30 mai 1944 .....	1067
64 Séance du mercredi 31 mai 1944 .....	1083
65 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> juin 1944 .....	1103
66 Séance du vendredi 2 juin 1944 .....	1121
67 Séance du samedi 3 juin 1944.....	1149
 Index des participants .....	 1163
Index des sujets.....	1197
Index des bills publics et privés .....	1223



**L'HONORABLE EUGÈNE FISET**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1944**

L'honorable Joseph-Adélar Godbout, premier ministre, ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation

L'honorable Oscar Drouin, ministre des Affaires municipales et ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail et ministre des Mines et des Pêcheries maritimes

L'honorable Léon Casgrain, procureur général

L'honorable Henri Groulx, ministre de la Santé et du Bien-être social

L'honorable Hector Perrier, secrétaire de la province

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Valmore Bienvenue, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard, ministre de la Voirie

L'honorable Georges-Étienne Dansereau, ministre des Travaux publics et ministre de la Voirie (à partir du 15 mars 1944 pour la Voirie)

L'honorable James Arthur Mathewson, trésorier de la province

L'honorable Frank Lawrence Connors, ministre sans portefeuille

L'honorable Perreault Casgrain, ministre sans portefeuille

L'honorable Henri-René Renault, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Cyrille Dumaine



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
ALLARD, Félix	L	Abitibi
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULAC, Polydore	L	Saint-Maurice
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean-Napierville
BEAULIEU, Joseph-Alphonse	L	Témiscouata
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BIENVENUE, Valmore	L	Bellechasse
BIRON, Henri-Napoléon	L	Nicolet
BONVOULOIR, Émile	L	Iberville
BOUCHARD, François-Xavier	L	Québec
BOUCHARD, Téléphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUCHER, Émile	L	Montréal-Saint-Henri
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BULLOCK, Charles Munson	L	Shefford
CARON Alexis	L	Hull
CARON, Joseph-Georges	L	Maisonneuve
CASGRAIN, Léon	L	Kamouraska-Rivière-du-Loup
CASGRAIN, Perreault	L	Gaspé-Nord
CHALOULT, René	L	Lotbinière
CHOQUETTE, Fernand	L	Montmagny
COMEAU, Joseph-Jean-Léopold	L	Montréal-Verdun
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELAGRAVE, Charles	L	Québec-Ouest
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUBREUIL, Joseph-Émile	L	Montréal-Jeanne-Mance
DUFFY, William James	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUMAINE, Cyrille	L	Bagot
DUMOULIN, Jacques	L	Montmorency
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUVAL, Joseph-Odilon	L	Montcalm
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FORTIN, Roméo	L	Châteauguay-Laprairie
FRANCOEUR, Joseph-Achille	L	Montréal-Mercier
FRANCOEUR, Joseph-Georges	L	Lévis
FRÉGEAU, Raymond-François	L	Stanstead
GAGNON, Henri-Louis	L	Frontenac
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GAUTHIER, Paul	L	Montréal-Laurier
GODBOUT, Joseph-Adélar	L	L'Islet
GOSSELIN, Henri-A.	L	Missisquoi
GOULET, Paul-Oliva	L	Témiscamingue
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUERIN, Thomas	L	Montréal-Sainte-Anne
GUIBORD, Edmond	L	Laviolette
HAMEL, Wilfrid	L	Saint-Sauveur
HARTT, Maurice	L	Montréal-Saint-Louis
HOUDE, Camillien	I	Montréal-Sainte-Marie

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
JODOIN, Claude	L	Montréal-Saint-Jacques
JOYAL, Dorvina-Évariste	L	Chambly
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPOINTE, Thomas	L	Wolfe
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LEDUC, François-Joseph	L	Laval
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARLER, Georges Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MATHEWSON, James Arthur	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
MORIN, Joseph-Philias	UN	Champlain
MORIN, Joseph-William	L	Québec-Centre
NADON, Joseph-Célestin	L	Gatineau
O'CONNOR, Dennis James	L	Huntingdon
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PERRIER, Hector	L	Terrebonne
PLAMONDON, Lucien	L	Portneuf
POTVIN, Georges	L	Roberval
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
RAJOTTE, Arthur	L	Drummond
RENAULT, Henri-René	L	Beauce
ROBIDOUX, Joseph-Willie	L	Richelieu-Verchères
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
SABOURIN, Alphide	L	Vaudreuil-Soulanges
SAUVÉ, Delpha	UN	Beauharnois
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ABITIBI	L	Allard, Félix
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
BAGOT	L	Dumaine, Cyrille
BEAUCE	L	Renault, Henri-René
BEAUHARNOIS	UN	Sauvé, Delpha
BELLECHASSE	L	Bienvenue, Valmore
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	L	Joyal, Dorvina-Évariste
CHAMPLAIN	UN	Morin, Joseph-Philias
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY-LAPRAIRIE	L	Fortin, Roméo
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	L	Rajotte, Arthur
FRONTENAC	L	Gagnon, Henri-Louis
GASPÉ-NORD	L	Casgrain, Perreault
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	L	Nadon, Joseph-Célestin
HULL	L	Caron, Alexis
HUNTINGDON	L	O'Connor, Dennis James
IBERVILLE	L	Bonvouloir, Émile
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	L	Guibord, Edmond
LÉVIS	L	Francoeur, Joseph-Georges
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Chaloult, René
MAISONNEUVE	L	Caron, Joseph-Georges
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrède
MISSISQUOI	L	Gosselin, Henri-A.
MONTCALM	L	Duval, Joseph-Odilon
MONTMAGNY	L	Choquette, Fernand
MONTMORENCY	L	Dumoulin, Jacques
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Dubreuil, Joseph-Émile
MONTRÉAL-LAURIER	L	Gauthier, Paul
MONTRÉAL-MERCIER	L	Francoeur, Joseph-Achille
MONTRÉAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Mathewson, James Arthur
MONTRÉAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Guerin, Thomas
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	I	Houde, Camillien

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
MONTREAL-SAINT-HENRI	L	Boucher, Émile
MONTREAL-SAINT-JACQUES	L	Jodoin, Claude
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Hartt, Maurice
MONTREAL-VERDUN	L	Comeau, Joseph-Jean-Léopold
NICOLET	L	Biron, Henri-Napoléon
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	L	Plamondon, Lucien
QUEBEC	L	Bouchard, François-Xavier
QUEBEC-CENTRE	L	Morin, Joseph-William
QUEBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUEBEC-OUEST	L	Delagrave, Charles
RICHELIEU-VERCHÈRES	L	Robidoux, Joseph-Willie
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
ROBERVAL	L	Potvin, Georges
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Téléphore-Damien
SAINT-JEAN-NAPIERVILLE	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Beaulac, Polydore
SAINT-SAUVEUR	L	Hamel, Wilfrid
SHEFFORD	L	Bullock, Charles Munson
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	L	Frégeau, Raymond-François
TÉMISCAMINGUE	L	Goulet, Paul-Oliva
TÉMISCOUATA	L	Beaulieu, Joseph-Alphonse
TERREBONNE	L	Perrier, Hector
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	L	Sabourin, Alphide
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	L	Lapointe, Thomas
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale







Séance du mardi 18 janvier 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été prorogée le 22 juin 1943, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la cinquième session de la vingt et unième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée<sup>1</sup>.

**Projets de loi:**

**Prestation  
des serments d'office**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Discours  
du trône**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, dans la salle du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur

de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Depuis la dernière session, notre Vieille Capitale a été le siège d'une conférence qui marquera dans l'histoire une des importantes étapes du conflit mondial dont nous avons lieu d'espérer la fin prochaine. Des témoignages significatifs ont été rendus à notre province. Pendant que le président des États-Unis citait en exemple aux autres pays les relations harmonieuses que deux grandes races s'appliquent à entretenir en les faisant découler d'un principe d'égalité, le premier ministre de Grande-Bretagne retrouvait sur nos rives le fondement des libertés qui doivent rester à jamais, dans notre pays, à l'abri des mouvements totalitaires.

La province a aussi eu l'honneur de recevoir le président de la république d'Haïti et plusieurs délégations de l'Amérique du Sud.

Malgré les difficultés d'exploitation que cause la pénurie de main-d'œuvre, nos agriculteurs, dans un remarquable esprit de solidarité et d'assistance mutuelle, ont donné un effort généreux et admirablement servi les intérêts de la collectivité. Le gouvernement s'est employé à les aider en leur facilitant les travaux de drainage et l'usage de tracteurs. Nos éléments ruraux sont une source de bien-être moral et matériel. Ce motif porte mon gouvernement à amplifier la politique déjà élaborée pour améliorer le sort du paysan, lui procurer un enseignement adapté à ses besoins, effectuer une meilleure répartition régionale des cultures, créer de nouvelles industries agricoles et agrandir le domaine qui enracinera notre peuple au sol.

La mécanisation du défrichement permet à nos colons d'obtenir un prompt rendement de leurs terres. Dès que la désaffectation de nos usines de guerre lui assurera la machinerie voulue, le gouvernement se propose de fournir aux colons, en des centres de rayonnement, un outillage assez considérable pour qu'ils l'utilisent à tour de rôle sans avoir à subir de retards. Au point de vue éducatif, religieux et social, aussi bien qu'économique, le gouvernement s'emploie, dans un plan d'ensemble, à mieux relier nos établissements dans les régions neuves.

Des services médicaux bien agencés et la proximité d'hôpitaux aideront à maintenir la glorieuse tradition des familles nombreuses. Pour que tous puissent franchir rapidement le stade qui sépare le colon du cultivateur, des crédits seront placés à leur disposition en vertu d'une loi qui sera soumise à votre approbation. Par ailleurs, le ministre de la Colonisation, qui vient déjà au secours des chefs de famille rendus inaptes au travail par suite d'accident ou de maladie, augmentera les allocations mensuelles, tant que dureront les conditions actuelles de vie, en tenant compte du nombre d'enfants dont l'invalidé nécessiteux est le soutien.

En rendant la fréquentation scolaire obligatoire, le gouvernement a inauguré une ère de réformes qui répondront aux vœux de tous les esprits soucieux de perfectionner notre enseignement. Déjà, les parents s'intéressent davantage à l'éducation de leurs enfants. Ils ambitionnent de les diriger vers nos écoles d'enseignement spécialisé. Une vingtaine de nouvelles écoles du soir ont été organisées, de même que plusieurs nouveaux centres d'orientation artisanale.

Le gouvernement s'est attribué la tâche de généraliser l'enseignement de l'hygiène et de le rendre plus pratique. Plusieurs organismes ont été coordonnés à cette fin. Le service d'hygiène étendra ses activités dans nos régions de colonisation.

La Commission d'assurance-maladie sera d'un précieux concours pour résoudre les problèmes de sécurité sociale. Afin de remédier à la crise du logement, le gouvernement s'occupe de donner suite à divers projets de nature à activer la construction d'habitations. La multiplicité des petits propriétaires est un élément de stabilité et un facteur de progrès social.

Mon gouvernement se propose de continuer à promouvoir les intérêts de l'industrie et du commerce. Dès que les circonstances s'y prêteront, il augmentera le nombre de nos agences commerciales, qui prennent de plus en plus d'importance. Notre vie économique bénéficiera, en même temps que le tourisme, de l'impulsion qu'a reçue notre service de publicité.

Nos pêcheries maritimes, dont l'exploitation a été intensifiée pour répondre aux besoins des Nations unies, jouissent d'une prospérité inconnue jusqu'ici. L'inspection rigoureuse que nous avons instituée a rehaussé la réputation de nos produits. Ne se bornant pas à faciliter l'entreposage, la congélation, la salaison et la mise en conserve, mon gouvernement désire protéger les pêcheurs contre les pertes onéreuses auxquelles les exposent le vent et les tempêtes. Mon gouvernement se propose également d'établir une école moyenne de pêcheries dans la Gaspésie.

Les activités minières, qui justifient les initiatives du gouvernement dans ce domaine, procureront de l'emploi dans la période d'après-guerre.

Une étude approfondie de la distribution de l'électricité a démontré la nécessité d'opérer des réformes pour assurer aux citoyens de cette province le service de l'électricité aux conditions avantageuses qu'offrent ailleurs les entreprises étatisées. L'organisation d'une hydro provinciale est le seul moyen de résoudre le problème de l'abaissement des tarifs et celui de l'électrification rurale. Vous serez appelés à voter une loi à cet effet. Le projet comportera notamment la nationalisation de l'entreprise de production et de distribution d'électricité qui dessert la métropole.

Des travaux considérables de voirie ont été exécutés dans toutes les régions de la province au cours de cette dernière année. Sur une longueur totale de 3,000 milles, des chemins ont été construits, refaits ou améliorés. Le programme de 1944 accélérera le développement de notre réseau routier.

Faute de main-d'œuvre et de matériaux, certains travaux publics ont été forcément retardés. Le gouvernement a procédé toutefois à l'érection de plusieurs ponts indispensables. Mû par l'intérêt public, il vous demandera d'approuver la construction de nouveaux ponts et l'exécution d'autres travaux importants. Pour parer aux dangers de l'incendie, le gouvernement a fourni à 70 municipalités les moyens d'installer ou d'améliorer leur système de protection.

La législation sociale faisant l'objet de son premier souci, mon gouvernement se propose de créer une commission de relations ouvrières. Pour que notre population ne soit pas à la merci de dangereux conflits, vous serez priés d'étudier l'opportunité d'apporter des modifications à notre législation ouvrière. Souhaitant rendre l'administration de la justice plus expéditive et en diminuer les frais, mon gouvernement a l'intention de procéder à la refonte du Code de procédure civile.

L'amélioration remarquable et constante des finances provinciales suscite les commentaires les plus favorables en notre pays et à l'étranger. Mon gouvernement en fera bénéficier les contribuables en réduisant certaines taxes et, en particulier, la taxe de vente.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes du dernier exercice seront déposés devant vous. Vous serez priés de voter les crédits requis pour la prochaine année fiscale.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'ordre public.

Je demande à la divine Providence de guider vos délibérations et de vous aider à faire régner la justice et le bien-être parmi notre population.

#### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je propose que le discours de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine session...

(Rire général)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut se lever pour soulever un point d'ordre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** ... pardon, que la discussion en soit faite à la prochaine séance.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La discussion sur l'adresse en réponse au discours du trône dure généralement deux ou trois semaines. Mais il y a actuellement, dans la province, des questions de la plus haute importance et de la plus grande urgence à régler et à étudier tout de suite. Elles sont plus importantes que le débat sur le discours du trône, qui ne se limite qu'à des généralités. Ces questions doivent être considérées immédiatement par les représentants du peuple et on doit les résoudre sans aucun délai.

Il y en a surtout deux qui posent des problèmes angoissants à résoudre: la question des relations entre les ouvriers et leurs patrons et la question angoissante de la carence de logements dans les grands centres, et tout particulièrement à Montréal, la ville de Québec et plusieurs autres villes de la province.

Le gouvernement aurait dû prendre les moyens pour remédier à ces questions. Elles requièrent l'attention immédiate du gouvernement qui avait promis des solutions rapides. La question ouvrière, le gouvernement s'était engagé à la régler, mais il n'en a rien fait. Le gouvernement aurait dû prendre les moyens pour y remédier.

Parce qu'il y a pénurie de logements et, parce que le gouvernement n'a rien fait pour résoudre cette question, il y a beaucoup de personnes, des pères et des mères de famille qui, avec leurs enfants, vivent dans des conditions qui sont indignes de l'être humain. Dans une ville comme Montréal, il se trouve actuellement certaines familles, plusieurs familles parfois, qui sont obligées de chercher refuge dans des taudis, des écuries, des garages, des magasins et des hangars.

Je crois que nous devrions considérer ce problème tout de suite, avant la prise en considération du discours du trône. Je suggère donc au gouvernement de suspendre le débat sur l'adresse et les règlements de la Chambre. La gauche est prête à collaborer avec le gouvernement et à retarder la discussion sur l'adresse en réponse au discours du trône pour procéder le plus tôt possible à l'étude et au règlement de ces questions émouvantes, de ces problèmes angoissants et effarants par des mesures appropriées, et à étudier les lois urgentes que le gouvernement voudra proposer.

Il y a que ces personnes sont obligées de vivre dans des conditions et dans des endroits que l'on ne tolérerait même pas s'il s'agissait de loger des animaux. Les journaux nous apportent chaque jour, sur la situation des locataires, des faits lamentables. La même situation existe à Québec et ailleurs. C'est inhumain. C'est une situation malsaine. C'est déjà terrible, mais il y a de plus le danger constant pour l'hygiène, pour la santé et l'ordre public.

C'est le devoir du gouvernement d'intervenir et d'apporter un remède immédiat à cet état de choses. Je voudrais que le problème ouvrier et celui du logement soient abordés avant de laisser les députés se lancer dans un débat sur l'adresse. Ils sont plus importants que le débat sur le discours du trône.

Dans le cas des logements comme dans le cas des conflits ouvriers, le gouvernement doit avoir préparé une législation. Cette législation, qu'il la soumette tout de suite à l'étude de la Chambre. L'opposition est prête à coopérer avec le gouvernement et à voter ces lois le plus tôt possible, après les avoir étudiées à leur mérite. Cela vaudra mieux que de considérer le discours du trône maintenant, car le discours du trône n'engage le gouvernement à rien, ce n'est qu'une déclaration des intentions du gouvernement qui peut bien changer d'idée et qui n'est pas tenu de traduire en actes les considérations de cette pièce officielle.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est toujours agréable d'écouter les discours du chef de l'opposition, même si les opinions qu'il exprime

vont à l'encontre de ses propres vues et de celles de la Chambre. Tout semble annoncer que nous aurons évidemment une session harmonieuse, puisque le gouvernement et le chef de l'opposition semblent être du même avis sur ces questions. Le chef de l'opposition vient au-devant des désirs du gouvernement. Nous nous sommes rendu compte par nous-mêmes de la situation que vient de décrire le chef de l'opposition, et le discours du trône qu'on vient d'écouter à la Chambre haute renferme d'ailleurs des solutions à tous ces problèmes.

Nous savons donc qu'il existe des questions urgentes à Montréal, qui demandent des solutions immédiates. Aussi, sans vouloir enlever au chef de l'opposition son droit de parler, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'ajourner le débat, car, dès qu'on en aura fini sur cette question, nous avons l'intention de demander à la Chambre de suspendre la discussion sur le discours du trône et d'étudier tout de suite un projet de loi concernant les problèmes ouvriers, qui est prêt et que nous distribuerons dès la semaine prochaine aux députés, et un projet pour remédier au problème des logements par la construction d'habitations.

Si le chef de l'opposition a eu des échos du discours du trône, il est au courant que le gouvernement annonce qu'il va présenter des lois concernant la construction de logements pour venir en aide aux locataires. Nous croyons que donner aux locataires des logements convenables dont ils seront propriétaires, c'est assurer un élément de stabilité dans la province.

De plus, il y a des questions plus urgentes à régler que celles des logements et du travail. Il y a l'urgence d'écouter le discours du chef de l'opposition. Le débat sur le discours du trône permet aux députés d'exprimer leur point de vue sur les projets du gouvernement.

Pour ma part, j'ai hâte d'entendre les aperçus du chef de l'opposition et je suis certain que toute la Chambre et toute la province ont hâte comme moi de l'entendre et de connaître ses opinions. Pourquoi suspendre la discussion sur l'adresse? Il a coutume d'apporter au débat des idées bien personnelles et des considérations neuves, et de les exprimer d'une façon qui intéresse la province.

Il est important que la Chambre connaisse les opinions des chefs de parti avant de se prononcer sur les graves questions de l'heure. Je ne pense pas que l'on puisse priver la Chambre et la province tout entière du discours que le chef de l'opposition prononcera sur l'adresse, lequel ne manquera pas de donner sur ces problèmes des aperçus nouveaux. Le

chef de l'opposition apportera une contribution pour guider le gouvernement dans les divers domaines de l'administration, et ce, peut-être pas tant par la teneur de son discours que par la façon dont il le prononcera, qui est le principal attrait des discours de mon honorable ami. Je ne vois donc pas l'utilité de suspendre la discussion sur l'adresse.

La motion est adoptée.

### **Institution des comités permanents**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives;

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

### **Comité spécial**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités, et que les honorables MM. Godbout, Bouchard, Mathewson, Duplessis, Gagnon, Bourque, et MM. Delagrave, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Lawn et Lecluc forment ledit comité spécial.

Adopté.

### **Composition des comités permanents**

Et, du consentement unanime de la Chambre, les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation sont immédiatement choisis et leur quorum est fixé. Ces membres sont les mêmes que ceux qui formaient les comités identiques qui existaient lors de la dernière session, avec, en plus, l'honorable Perrier comme membre du comité des bills publics en général, dont le nombre est porté de 41 à 42. Le quorum de tous ces comités doit être le même que celui qui avait été fixé pour ces comités lors de la dernière session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se déclare être prêt à collaborer et qu'on mette les formalités de côté, et qu'on décide d'un commun accord que les comités permanents seront composés des mêmes membres que l'an dernier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** accepte la proposition du chef de l'opposition, mais demande que le nom de l'honorable Hector Perrier soit ajouté à la liste des membres du comité des bills publics.

La motion ainsi amendée est adoptée.

Ces comités sont donc constitués ainsi qu'il suit:

#### *Comité permanent des règlements:*

Président: L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord).

Les honorables MM. Bienvenue, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Perrier, Gagnon; MM. Bullock, Boucher, Chaloult, Choquette, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Joyal, Langlais, Lorrain, Potvin, Robinson, Talbot.

Nombre des membres: 18.

Quorum: 4.

#### *Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:*

Président: L'honorable M. Leduc.

Les honorables MM. Bienvenue, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Groulx, Hamel, Mathewson, Duplessis, Bourque, Paquette; MM. Barrette, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bullock, Caron (Hull), Desmarais, Francoeur (Lévis), Gosselin, Guibord, Hartt, Jodoin, Kirkland, Lorrain, Morin (Québec-Centre), Rajotte, Robinson.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 5.

#### *Comité permanent des privilèges et élections:*

Président: M. Boucher.

Les honorables MM. Bienvenue, Drouin, Duplessis, Gagnon; MM. Allard, Beaulac, Biron, Caron (Maisonnette), Comeau, Duffy, Dufour, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon, Goulet, Joyal, Lawn, Lorrain, O'Connor, Pouliot, Sauvé, Talbot.

Nombre des membres: 23.

Quorum: 5.

#### *Comité permanent des bills privés en général:*

Président: M. Dumoulin.

Les honorables MM. Godbout, Bienvenue, Bouchard, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Dansereau, Drouin, Groulx, Hamel, Mathewson, Perrier, Renault, Rochette, Leduc, Duplessis, Bourque, Élie, Gagnon, Paquette, Sauvé; MM. Allard, Barrette, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Beaulieu (Saint-Jean), Bégin, Biron, Bonvouloir, Bouchard, Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon, Gauthier, Guerin, Gosselin, Goulet, Guibord, Hartt, Houde, Jodoin, Joyal, Kirkland, Labbé, Langlais, Lapointe, Lawn, Lorrain, Marler, Morin (Champlain), Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Robidoux, Robinson, Sabourin, Sauvé, Talbot.

Nombre des membres: 78.

Quorum: 10.

#### *Comité permanent du Code municipal:*

Président: M. Beaulieu (Témiscouata).

Les honorables MM. Bienvenue, Bouchard, Casgrain (Gaspé-Nord), Drouin, Perrier, Renault, Élie, Gagnon, MM. Beaulieu (Saint-Jean), Biron, Bouchard, Chaloult, Delagrave, Dubreuil, Duval, Fillion, Gagnon, Joyal, Kirkland, Lapointe, Marler, Nadon, Plamondon, Rajotte, Talbot.

Nombre des membres: 26.

Quorum: 6.

#### *Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:*

Président: L'honorable M. Godbout.

Les honorables MM. Bienvenue, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Hamel, Renault, Duplessis, Élie, Gagnon, Paquette, Sauvé; MM. Allard, Barrette, Beaulieu (Saint-Jean), Beaulieu (Témiscouata), Bégin, Bonvouloir, Bullock, Choquette, Desmarais, Duffy,

Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon, Gosselin, Goulet, Jodoin, Joyal, Labbé, Langlais, Lapointe, Lawn, Lorrain, Marler, Morin (Champlain), Nadon, O'Connor, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Robidoux, Robinson, Sabourin, Sauvé, Talbot.

Nombre des membres: 51.

Quorum: 5

*Comité permanent des comptes publics:*

Président: M. Choquette.

Les honorables MM. Bienvenue, Bouchard, Mathewson, Rochette, Leduc, Duplessis, Bourque; MM. Beaulieu (Saint-Jean), Bégin, Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Guerin, Lorrain, Marler, Talbot.

Nombre des membres: 22.

Quorum: 7.

*Comité permanent des bills publics en général:*

Président: L'honorable M Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup).

Les honorables MM. Bienvenue, Bouchard, Casgrain (Gaspé-Nord), Dansereau, Drouin, Groulx, Hamel, Mathewson, Perrier, Renault, Rochette, Leduc, Duplessis, Bourque, Gagnon, Paquette; MM. Allard, Barrette, Beaulieu (Saint-Jean), Beaulieu (Témiscouata), Biron, Boucher, Caron (Hull), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Hartt, Jodoin, Kirkland, Labbé, Marler, Morin (Québec-Centre), Plamondon, Potvin, Pouliot, Robinson, Talbot.

Nombre des membres: 42.

Quorum: 7.

*Comité permanent des industries et du commerce:*

Président: M. Dubreuil.

Les honorables MM. Dansereau, Drouin, Groulx, Renault, Leduc, Bourque, Gagnon; MM. Barrette, Beaulac, Bégin, Biron, Bouchard, Caron (Maisonnette), Choquette, Comeau, Desmarais, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gosselin, Goulet, Guerin, Hartt, Langlais, Lawn, Lorrain, Morin (Champlain), Sauvé.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 7.

*Comité permanent des impressions législatives:*

Les honorables MM. Bienvenue, Bouchard, Mathewson, Renault, Bourque; MM. Bégin, Gosselin, Lawn, Lorrain, Morin (Québec-Centre), Robidoux.

*Comité permanent de la Bibliothèque:*

Les honorables MM. Bienvenue, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Groulx, Perrier, Paquette; MM. Beaulieu (Saint-Jean), Choquette, Comeau, Duffy, Dumoulin, Gauthier, Lawn, Potvin, Talbot.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur les messages suivants de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

**Nominations  
dans le service civil**

**M. l'Orateur** lit comme suit le premier message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative une copie des arrêtés en conseil concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 18 janvier 1944  
(Document de la session no 3)

**Imprimeur du Roi**

**M. l'Orateur** lit comme suit le second message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 18 janvier 1944  
(Document de la session no 4)



### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je propose donc l'ajournement de la Chambre à demain après-midi, 3 heures, pour entendre le proposeur et le secondeur sur l'adresse en réponse au discours du trône.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes au début de l'année 1944, au 18 janvier. La session commence encore plus tard que c'était la coutume de la commencer, et pourtant le gouvernement n'est pas prêt à procéder. Pourtant, autrefois, l'année fiscale de la province ne commençait que le 1<sup>er</sup> juillet. Le gouvernement a changé la date de l'année fiscale. Aujourd'hui, l'exercice financier ne prend plus fin à la fin de juin, mais bien à la fin mars de chaque année. Puisque l'année financière se termine maintenant trois mois plus tôt, les Chambres eussent dû être réunies avant aujourd'hui.

Conséquemment, la session a été convoquée trop tard; elle devrait commencer plus tôt et non pas au début de janvier, si le gouvernement est conscient de ses responsabilités. Il est donc urgent que le gouvernement soumette son budget aux représentants du peuple pour que les crédits nécessaires à l'administration de la province soient votés avant cette date. Les représentants du peuple auraient donc dû être convoqués plus tôt, mais le gouvernement les a convoqués en retard. De plus, le peuple ne veut pas attendre plus longtemps le règlement des problèmes dont je parlais tantôt et qui se posent avec acuité.

Il se dit surpris qu'en cette période difficile le gouvernement n'ait aucun projet de loi à soumettre à la considération de la Chambre, des projets que les députés pourraient étudier et adopter immédiatement, si possible, ou demain. Dans les circonstances actuelles, alors que les conditions de logement sont intolérables et que des centaines de personnes envisagent l'éventualité prochaine d'être condamnées à errer dans les rues, un gouvernement prévoyant aurait même fait parvenir des copies de bills à tous les députés avant l'ouverture de la session, afin qu'ils puissent les étudier et que des mesures soient prises dès le premier ou le deuxième jour de la session. J'espère que le gouvernement sortira de son sommeil. Les ajournements coûtent cher. S'il y avait des projets de loi devant la Chambre, nous pourrions les étudier sans retard.

Si le ministère a des mesures à proposer, comme il l'a vaguement laissé entendre dans le discours du trône, il est pressant de les soumettre. L'opposition est prête à les discuter et à collaborer dans la mesure où elles seront justes et équitables.

Des problèmes graves auraient dû recevoir depuis longtemps une solution efficace de la part du gouvernement. Actuellement, rien n'est encore fait pour les logements et cette situation est contraire à la santé physique et morale.

L'acuité des problèmes, avec les grèves et les réclamations qui se multiplient, devient très sérieuse. Mon devoir est d'attirer l'attention de la Chambre sur ce triste état de choses dont le gouvernement ne s'est pas occupé. Le gouvernement n'a rien de prêt pour voir à cette chose. Il n'y a rien qui empêche le gouvernement de suspendre la discussion sur l'adresse en réponse au discours du trône pour étudier cette question. Il y a des choses qui ne peuvent attendre.

Au lieu de travailler et de présenter des lois, le gouvernement pérore. Il devrait faire autre chose. L'opposition n'a pas le pouvoir de poser des actes et de faire adopter des lois. Ceci relève des ministres et du gouvernement. Si les lois du gouvernement au sujet de ces deux questions en particulier sont prêtes, que le gouvernement les fasse imprimer, qu'il les soumette à la Chambre et l'opposition s'empressera de les étudier et de les approuver, s'il y a lieu, le plus tôt possible. Nous coopérerons à l'adoption de toute mesure bonne et efficace. L'opposition est prête à passer rapidement des projets de loi pour les ouvriers et pour ceux qui manquent de logements, après étude naturellement, pourvu que ces projets de loi soient bons. Pour ma part, je suis prêt à commencer l'étude de ces lois dès demain.

Je suggère au gouvernement de retarder le débat sur l'adresse et de présenter des lois pour régler ces divers problèmes. Au lieu de nous payer de paroles, qu'il accepte tout simplement la proposition que nous faisons. Ce que le peuple veut, à l'heure actuelle, ce ne sont pas des paroles, mais des actes. Le gouvernement a bien trouvé des milliards de dollars pour donner en cadeau à des pays plus riches que nous, depuis quelques années, il est temps qu'il trouve le moyen de résoudre le problème des logements dans la province. C'est déchirant de voir la situation qui existe particulièrement à Montréal.

Dans un pays qui fait des cadeaux par milliards, il se trouve des gens à Montréal qui n'ont pas une pierre pour reposer leur tête, qui doivent demeurer dans des écuries, dans des garages, des magasins, des taudis et des logements de fortune. On manque de logements et de pain pour le peuple. Ce sont des choses à déchirer le cœur. La situation est navrante, elle pourrait toucher même le cœur le plus endurci! Cette situation est inhumaine et intolérable.

Et ce n'est pas par des discours qu'on peut y remédier. C'est une question humanitaire, d'ailleurs, et l'opposition fait son devoir en protestant contre un tel état de choses.

Si le gouvernement pose des actes de nature à régler ces problèmes angoissants, l'opposition l'aidera de toutes ses forces. En passant des lois pour venir en aide aux travailleurs et à ceux qui n'ont pas de logement, le premier ministre se rendrait peut-être un peu moins impopulaire. Mais ceci n'empêchera pas quand même le gouvernement actuel d'être écrasé aux prochaines élections. La prise en considération du discours du trône peut attendre. Le gouvernement fait lire un discours du trône qui n'engage à rien, qui ne comporte aucune sanction. Le premier ministre dit que, dans le discours du trône, il est question de logements. Eh bien, qu'il envoie des milliers de copies du discours du trône aux gens qui sont dans les écuries, dans les garages ou dans les taudis et l'on verra si cela aura pour effet de remédier à la situation et ne rendra pas les logements salubres. Cela ne leur sera pas d'un grand secours et cela n'empêchera pas ceux qui sont forcés d'y vivre de souffrir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je suis heureux que le chef de l'opposition ait cru bon de se répondre à lui-même, quand il a parlé de ceux qui pérorant en Chambre. Depuis quatre ans, à lui seul, le chef de l'opposition prend généralement les trois quarts du temps de la Chambre par ses discours fréquemment réédités à répéter les mêmes choses, et il trouve moyen d'en faire encore à une séance où il n'y a généralement pas de discours. Les députés entendent au moins 70 fois d'ici quelques semaines le discours que le chef de l'Union nationale vient de prononcer.

La session a été convoquée à une date aussi hâtive que celle de n'importe quelle autre législature. Quant au discours du trône, il est très substantiel, excessivement modeste, rapide et calme, comme le gouvernement lui-même. C'est un reflet de la présente administration, qui administre sans bruit, sans se déchirer le cœur à tout propos, mais qui voit les souffrances du peuple quand il y en a et les corrige pour les faire cesser par des mesures qu'il ne défait pas à la session suivante, parce qu'elles sont mûries.

Par ailleurs, il n'est pas exact de dire et de laisser croire, comme le prétend le chef de l'Union nationale, que le feu est à la maison dans le monde du travail, qu'il existe des troubles ouvriers en ce moment à Montréal, même si certains hommes politiques travaillent à brouiller les cartes. On est, il

est vrai, un peu nerveux. Nous sommes dans une période de guerre, une période difficile. Les difficultés que l'on connaît sont peut-être dues au fait que certains ont oublié qu'en temps de guerre et dans des périodes difficiles, il est important de rester calme. Il n'est pas étonnant que dans une période de guerre, où tout le monde qui réalise son devoir s'emploie à prêcher le calme, il y ait un peu de nervosité. Au lieu d'agiter le peuple, on ferait mieux de le calmer. On s'est rendu compte que le gouvernement n'a pas perdu la tête. Il garde ses nerfs.

Nous y allons sûrement, nous, quand il s'agit de préparer des lois sociales, et nous corrigerons les maux du peuple par des mesures que nous ne changerons pas à chaque session, comme sous le régime précédent. Celui qui pérore actuellement et qui nous reproche de ne pas aller assez vite est celui qui a passé son temps à défaire au cours d'une session ce qu'il avait présenté précédemment. Celui qui réclame plus de rapidité, et des actes, est celui-là même qui, durant les trois ans qu'il a été au pouvoir, a passé son temps à faire des législations qu'il se voyait forcé de rappeler aux sessions suivantes.

Le chef de l'opposition a essayé toutes les méthodes qu'il vient de nous décrire lorsqu'il était au pouvoir sans se soucier des conséquences, et le peuple lui a dit ce qu'il en pensait de ces méthodes, sur cette façon d'agir et de brusquer les choses. Nous ne voulons pas passer de législations rapides comme au temps de l'Union nationale. Nous ne ferons pas la même chose. Nous allons maintenant essayer notre méthode. La meilleure méthode d'aller vite et de régler les problèmes, c'est de ne pas mettre de côté les règlements de cette Chambre et de donner aux députés l'occasion de discuter les lois que nous présentons.

Nous de ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que la meilleure façon de gouverner, c'est de poser des actes réfléchis, bien ordonnés. Nous voulons et désirons l'expression des opinions libres en cette Chambre, les opinions de tous, de quelque parti qu'ils appartiennent. C'est la meilleure façon et la plus rapide de régler les problèmes nationaux en pays démocratique.

Il serait inopportun et antidémocratique de suspendre pour le moment les règlements de la Chambre. Nous allons suivre les règlements démocratiques d'une Chambre démocratique, permettant ainsi à tous les députés d'étudier, de se faire entendre et d'exposer leurs points de vue sur les législations proposées.

Le gouvernement ne se permettrait pas d'adopter des lois à la hâte, à toute vitesse, pour

quelque raison que ce soit. Personne ne se plaint que nous respectons les règlements d'une Chambre démocratique, alors que l'on se bat pour la démocratie. Demain, nous entendrons le proposeur et le secondeur de l'adresse, puis le premier à exposer ses vues sur l'administration du gouvernement est le chef de l'opposition, au début d'une session. Nous sommes désireux de l'écouter avec beaucoup d'attention dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône, car il sait intéresser la province et il m'intéresse, moi aussi.

En ces temps troublés que nous traversons, malgré les difficultés de l'heure présente, nous avons maintenu la paix sociale et l'harmonie parmi la population, l'ordre, et le bon renom de la province, comme nous avons rétabli l'état des finances. D'ailleurs, tout le monde le sait. Nous avons accompli des réformes dans le calme, mais avec acharnement au travail. Nous avons une pensée sincère et constante pour ceux qui souffrent et nous voulons travailler avec acharnement chaque jour pour chacun des nôtres. Nous préparons l'avenir de notre province que nous voulons prospère et heureuse.

**M. Lorrain (Papineau):** Le premier ministre ne s'est pas amélioré...

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Nous sommes en dehors des règlements depuis le début de la séance. Il n'y a rien sur l'ordre du jour. Et, en vertu de l'article 274 des règlements de la Chambre, il ne peut y avoir de discussion sur une motion d'ajournement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais le procureur général (l'honorable M. Casgrain) n'a pas du tout lu l'article sur lequel il fonde son point d'ordre en entier, et c'est lui qui est procureur général et qui a le plus souci de l'administration de la justice. Il ne sait pas que l'article du règlement qu'il vient de citer contient plusieurs paragraphes. Lorsqu'on lit un article, on le lit au complet. Au paragraphe 2 de cet article, il est dit "que, sur une motion d'ajournement, on peut discuter toutes questions de l'administration".

La démocratie, ce n'est pour permettre seulement à deux personnes de parler en cette Chambre, au premier ministre et au chef de l'opposition, mais aussi à tous les députés. Il regrette que l'on veuille empêcher un député de parler alors qu'on se bat actuellement pour la liberté de parole et la démocratie.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Lorsqu'un orateur a profité de son droit de réplique comme l'a fait le premier ministre, un autre député n'a plus le droit de parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a pas demandé si quelqu'un voulait parler, avant de profiter de son droit de réplique. C'est pourtant ce qu'il aurait dû faire.

**M. l'Orateur** met fin à ce débat en prononçant l'ajournement<sup>2</sup>.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 4 h 15.

## NOTES

1. *La Patrie* du 19 janvier 1944, à la page 12, souligne que tous les sièges des députés sont occupés, en faisant exception évidemment pour ceux de Bonaventure, de Rimouski, d'Arthabaska, de Rouville, de L'Assomption, de Berthier et de Maskinongé, les députés étant morts ou rendus en des positions plus stables que celle de la politique. On constate aussi l'absence de l'honorable Jean-Paul Sauvé, député de l'Union nationale pour le comté de Deux-Montagnes, qui est de l'autre côté des mers en service actif, et de M. Camillien Houde, député de Montréal-Sainte-Marie, qui n'est pas apparu en Chambre depuis la session de 1940. *Le Soleil* du 19 janvier 1944, à la page 8, précise qu'il est 3 h 45 lorsque les députés reviennent à l'Assemblée.

2. *Le Soleil* du 19 janvier 1944, à la page 8, mentionne que le chef de l'opposition a fait un signe au président pour dire que l'opposition n'insiste pas.



Séance du mercredi 19 janvier 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boucher);

- de la Société d'Entreprise du Canada, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir une extension de délais (M. Jodoin);

- de la municipalité d'Hébertville-Station, demandant l'adoption d'une loi pour imposer une taxe de vente (M. Fillion);

- de Robert-Jean-François de Plaen, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de chirurgien dentiste, après avoir subi les examens prévus par le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec (M. Joyal);

- de Canadian Kaolin Silica Products Limited, demandant l'adoption d'une loi afin de confirmer un jugement rendu par la Cour supérieure (M. Marler);

- de Reginald Gordon Grandville, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Mary Everett, veuve de feu Charles King (M. Marler);

- de demoiselle Harriett Duff Reid, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de son père, feu Sir Robert Gillespie Reid (M. Marler);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant une résolution (M. Guibord);

- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Potvin);

- de Georges-Henri Lavoie et de son épouse Marie-Jeanne Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc-Lavoie (M. Potvin);

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Allard);

- de Joseph Robert Henery, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Henery Logan (M. Guerin);

- de Charles-Godfroy de Tonnancour et autres, demandant l'adoption d'une loi affectant la seigneurie de LaVallière ou Yamaska (M. Boucher);

- de ville Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Rajotte);

- de Apostolic Church of Pentecost, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant ladite église comme corporation ecclésiastique (M. Robinson);

- de James Alexander Dunlop et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant Associated Gospel Churches et reconnaissant ladite association comme corporation ecclésiastique (M. Boucher);

- d'Augustin-J. Lacoursière, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de chirurgien dentiste, après avoir subi les examens prévus par le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec (M. Gauthier);

- de William J. Hyde, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens (M. Gauthier);

- de la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Robidoux).

**Bills inscrits au  
Feuilleton de la Chambre**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais bien savoir si le bill 2 concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi, ainsi que le bill 3 instituant une commission de relations ouvrières sont prêts, afin d'en hâter l'étude.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les deux projets de loi seront imprimés incessamment et l'honorable chef de l'opposition en recevra peut-être une copie dès ce soir, comme tous les députés.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

**M. l'Orateur** donne la parole au représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin).

**M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques)**<sup>1</sup> propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bullock), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Il (M. Jodoin) demande l'indulgence de l'Orateur de la Chambre et présente ses remerciements au lieutenant-gouverneur d'avoir fait connaître à la population de la province les intentions du gouvernement. Le grand honneur que le premier ministre m'a fait, dit-il, rejaillit sur le comté de Saint-Jacques, que je représente depuis quelques années, et sur la jeunesse de la province de Québec. Mon titre de benjamin de la Chambre m'autorise à parler au nom de la jeunesse et à dire au gouvernement combien est apprécié, dans la province, le fait que les réformes qu'il nous propose concernent particulièrement les jeunes gens. Ne fût-ce que pour l'intérêt qu'il a porté à la jeunesse, il mériterait la confiance du peuple.

Je félicite le gouvernement d'avoir donné aux écoliers de cette province une loi de fréquentation scolaire obligatoire. Le gouvernement est désireux de bien préparer notre jeunesse pour l'avenir; il prépare actuellement une réforme qui répondra aux attentes de ceux qui souhaitent une amélioration de notre système d'éducation. Cette jeunesse est pondérée, affirme-t-il, et ne demande qu'à trouver les moyens de s'instruire et de se développer. Le gouvernement l'y aidera en la dirigeant vers des carrières spécialisées. Notre jeunesse est d'ailleurs apte, comme on le sait, aux grandes réalisations. Elle a confiance dans notre système et nos institutions démocratiques et constituera un solide rempart à tout mouvement révolutionnaire ou réactionnaire. C'est le devoir des gouvernants de voir à ce qu'elle soit bien dirigée.

Je me réjouis, dit-il, aussi du rôle bienfaisant qu'est appelée à jouer la Commission d'assurance-maladie. Excellent moyen de résoudre les problèmes de sécurité sociale, elle s'est avérée des plus utiles. Cette Commission est d'une grande nécessité, dit-il, non seulement pour tous ceux qui n'ont pas les

moyens pécuniaires suffisants au traitement de leurs maladies, plus spécialement, mais pour toute la population en général.

J'attache une grande importance au problème du logement, car je représente un comté ouvrier où cette question se pose dans toute son acuité. C'est un problème social, né de la guerre, qu'il faut régler au plus tôt. Je félicite le gouvernement de son heureuse initiative au sujet de la construction d'habitations. Protagoniste depuis longtemps des logements salubres, je préconise la création de cités ouvrières dans les grands centres, où les travailleurs auront de l'air et de la lumière et pourront vivre dans des conditions normales. J'espère voir bientôt le jour, dans les grands centres, des cités ouvrières où l'ouvrier, après un certain nombre d'années, pourra devenir propriétaire de sa petite maison ou, du moins, bénéficier de taux raisonnables pour son logement et qui feront disparaître pour toujours les taudis.

Il félicite le premier ministre et les membres du gouvernement de se préoccuper des intérêts de l'industrie et du commerce et suggère qu'on augmente le nombre de nos agences commerciales dès que les circonstances s'y prêteront. Notre vie économique bénéficiera de l'ouverture de nouveaux marchés, poursuit-il, par l'augmentation de ces agences commerciales et de l'impulsion donnée au tourisme.

Je suis heureux de la nationalisation de la Montreal Light, Heat and Power et de l'établissement d'une hydro provinciale. Le projet comportera la nationalisation de l'entreprise de production et de distribution de l'électricité qui dessert la métropole. Cette initiative du gouvernement est une réalisation nécessaire qui aidera les citoyens de Montréal et, en définitive, de toute la province. L'organisation d'une hydro est le seul moyen de résoudre le problème de l'abaissement des tarifs et celui de l'électrification rurale. L'étatisation d'utilités publiques n'entrave nullement l'initiative privée, mais nous permet d'avoir des taux similaires à ceux de l'Ontario. Et, dans le cas de la Montreal Power, le gouvernement n'a pas l'intention de spolier qui que ce soit.

Je suis certain qu'ils trouveront une solution juste et équitable pour tous les abonnés de cette compagnie, ses obligataires et actionnaires. Les actionnaires seront certainement protégés et indemnisés selon la valeur équitable de leurs actions. C'est la première fois qu'un gouvernement n'hésite pas et a le courage, dans la province, d'étatiser une corporation très puissante d'utilité publique. Il est

absolument faux de prétendre que l'achat d'un tel actif soit une dépense élevée. Cet actif, que le gouvernement va acquérir, au contraire, sera une source de revenus pour la province, suffisants pour prendre soin des intérêts et de l'amortissement. Je vous parlerai davantage d'électricité quand l'honorable Wilfrid Hamel, ministre des Terres et Forêts, aura déposé son projet d'hydro devant la Chambre.

Je suis en faveur de la coopération entre tous les groupes ethniques, toutes les races du pays et avec nos voisins des États-Unis, mais sans perdre notre caractère. Coopération ne signifie aucunement assimilation. Le Canadien français, fier de son passé et de ses traditions et ayant foi en l'avenir, ne s'assimilera jamais, mais coopérera avec les autres d'une façon intelligente, tout en protégeant ses propres intérêts. Les Canadiens français veulent rester ce qu'ils sont, mais améliorer leur sort dans le domaine économique. Le gouvernement leur en fournit les moyens.

Je recommande aux jeunes gens, dit-il, de devenir des compétences dans la carrière de leur choix, que ce soit dans le domaine agricole, commercial, industriel ou ouvrier. De cette façon, ajoute-t-il, notre jeunesse, modérée dans ses aspirations, pourra regarder l'avenir avec confiance; elle ne se laissera pas emporter par toutes sortes de théories nouvelles ou anciennes, qui reviennent de temps à autre à la surface sous divers qualificatifs.

Il s'élève contre le nationalisme étroit et avancé qui tend à créer la division non seulement chez nous, mais partout ailleurs, ce qui est à l'encontre de l'esprit chrétien et de la charité chrétienne.

On a dit que la province de Québec contribuait à donner le Canada aux États-Unis. À cela quelqu'un a répondu que c'était chose impossible, puisque nombreuses semblent les personnes qui croient que notre province ne fait plus partie du Canada. Ne soyons pas fanatiques, car nous contribuerons à la désunion dans le pays. Après la guerre, le Canadien français ne vivra plus de discours patriotiques.

Libéral, dans le vrai sens du mot, je le suis et le proclame fièrement. Un libéral de l'école de l'honorable premier ministre de cette province (M. Godbout), dont Ernest Lapointe disait qu'il est "l'expression même de la gentillesse canadienne-française", un homme franc et loyal qui dit la vérité à ses compatriotes et regarde l'avenir avec confiance. Je suis un libéral comme le fut l'ancien député de mon comté à Ottawa, l'honorable

Fernand Rinfret, parce que le Parti libéral continue d'être le parti de l'ordre, de la modération et du progrès.

L'avenir de la province, je l'envisage avec confiance parce que nous avons un gouvernement ferme et modéré à la tête des affaires de la province de Québec, un gouvernement conduit ni par la haute finance ni par les mouvements extrémistes, un gouvernement qui ne veut pas de luttes de classes, ni qui soulève les cultivateurs contre les ouvriers. Il demande aux partis oppositionnistes de prendre garde et de ne pas soulever les passions populaires ou de susciter des luttes de classes.

Il se réjouit également de la refonte du Code de procédure civile et félicite le gouvernement de prendre des mesures pour rendre l'administration de la justice plus expéditive et moins dispendieuse. Le petit, comme le plus gros, pourra, affirme-t-il, se défendre quand cela sera nécessaire.

Les modifications aux lois ouvrières que le gouvernement annonce causeront une vive satisfaction parmi les travailleurs. La création de la commission des relations ouvrières, que l'administration veut instituer, est une très bonne mesure. Pour que notre population ne soit pas à la merci des dangereux conflits qui s'annoncent, le gouvernement étudiera l'opportunité d'apporter des amendements à notre législation ouvrière. Il annonce qu'il en discutera au moment opportun.

Il désire une prospérité de paix après une prospérité de guerre. Dans le domaine commercial et industriel, dit-il, aucun patron ou manufacturier n'a de raisons valables pour ne pas payer un salaire raisonnable à ses employés, s'il a l'assurance que son compétiteur paie des salaires identiques. De 1931 à 1939, l'employeur a peut-être été trop dictateur; aujourd'hui, il y a peut-être exagération quelquefois de l'autre côté. En conséquence, de tous les remous dans les centres ouvriers, le gouvernement se doit de rechercher une formule pour empêcher la réapparition des jours sombres de la dépression de 1931 à 1939. C'est d'ailleurs ce que le gouvernement a compris et fait.

L'amélioration de nos finances permet au gouvernement d'annoncer des diminutions de taxes. Je l'en félicite sincèrement.

En ce qui concerne l'administration de Montréal, qui est, dans la mentalité de certaines personnes, un petit village situé en face de Saint-Lambert comme New York en face du New Jersey, je n'étais pas en cette Chambre lorsque le gouvernement a décidé de tirer la métropole de ses embarras financiers, avec le concours de la

Commission municipale. Mais j'espère que, dans un avenir rapproché, la situation financière de Montréal s'étant considérablement améliorée, on donnera à la métropole un autre genre d'administration et que l'on permettra l'établissement d'un système d'arrondissements, similaire au Burrow System de la cité de New York, incluant les cités et villes de l'Île de Montréal, pour créer un grand Montréal.

1944 sera une année grave. On annonce l'invasion prochaine du continent européen. Nous avons tous des parents et des amis dans nos forces actives. J'ai confiance que leurs sacrifices ne seront pas vains. 1944 verra le triomphe des Nations unies sur le front international et la victoire du gouvernement Godbout sur le front provincial. La victoire du gouvernement est assurée, lorsque viendront les élections, grâce à l'excellente administration financière qu'il a donnée à la province, faite de pondération et de justice, car j'ai confiance au premier ministre, et mes électeurs et électrices du comté de Montréal-Saint-Jacques partagent cette confiance.

(Applaudissements)<sup>2</sup>

**M. Bullock (Shefford)**<sup>3</sup>, après avoir remercié le gouvernement de l'honneur qui lui a été conféré d'appuyer l'adresse en réponse au discours du trône, se dit heureux de proclamer que cela est dû, dans une large mesure, au magnifique esprit de coopération qui existe chez les Canadiens d'origine française. Il affirme que les nombreuses mesures législatives mentionnées dans le discours du trône imposeront un lourd travail aux députés. Mais il croit qu'avec la direction du gouvernement, la députation pourra accomplir de grands progrès.

Malgré les heures troublées que nous vivons, dit-il, le gouvernement a fait beaucoup, depuis quatre ans, même si quelques erreurs ont pu être commises. Au cours de ces quatre années difficiles, le gouvernement a fait l'impossible; il a réalisé de grandes choses dans l'intérêt des citoyens et afin de progresser. Le premier ministre lui-même a donné l'exemple du travail en assumant la direction de l'Agriculture et de la Colonisation, et il a exercé ces absorbantes fonctions d'une façon qui lui a mérité des félicitations et l'appréciation de la classe agricole.

Il félicite le gouvernement d'avoir préparé un plan de colonisation susceptible de développer les régions nouvelles de la province. Les nouvelles mesures prises par le gouvernement sont bien appropriées aux circonstances, car le colon jouit de soins médicaux partout où il veut s'établir. Il en

remercie le premier ministre et souhaite pour les colons une augmentation substantielle des montants qui leur sont alloués.

Si l'agriculture a fait de grands progrès, dit-il, le gouvernement s'est également montré progressif dans plusieurs autres domaines, notamment celui de l'enseignement dans la province. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a accompli une grande chose en instituant la loi de la fréquentation scolaire obligatoire, que l'on aurait dû adopter il y a plusieurs années. Et à ce propos, il suggère que l'on amende cette loi votée l'an dernier, de façon à porter de 14 à 16 ans l'âge qu'un enfant devra avoir pour quitter l'école sans violer la loi. Si cette réforme ne peut être adoptée immédiatement à cause de la guerre, poursuit-il, qu'on l'effectue au moins lorsque les circonstances le permettront, après la victoire, lorsque la guerre sera finie.

L'enfant qui quitte l'école à l'âge de 14 ans n'est pas suffisamment outillé, selon lui, pour se lancer dans la lutte pour la vie. Les enfants d'aujourd'hui, qui seront les hommes de demain, doivent avoir toutes les chances d'acquérir les connaissances nécessaires pour faire face aux problèmes et aux conditions d'après-guerre. Nous vivons à une époque de grande spécialisation, ajoute-t-il, et deux ans de plus à l'école peuvent signifier beaucoup pour l'avenir de nos jeunes gens. Il espère donc que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) étudiera sérieusement cette suggestion.

Je suis heureux de la création de la Commission de l'assurance-maladie et des grands progrès accomplis en ce qui concerne la santé publique, l'hygiène, et des mesures que le gouvernement annonce dans ce domaine. Il mentionne la campagne entreprise par le gouvernement et par plusieurs agences sous son contrôle pour améliorer la santé publique, par des conférences, la radio, etc. Mais il ne faut pas s'arrêter en si bonne voie, poursuit-il, car il y a encore beaucoup à faire en ce qui concerne l'amélioration de la santé.

Enfin, la question financière mérite notre attention. Je félicite le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) de la façon avec laquelle il a administré les finances de cette province et jusqu'à quel point elles se sont améliorées. Le crédit de la province, au plus bas à la fin de l'ancien régime, est maintenant à son meilleur, grâce à la sage administration du gouvernement. On peut trouver une autre preuve de la sagesse de son administration dans le succès qu'il vient de remporter, la semaine dernière, alors que le trésorier a pu financer à



nouveau, en moins d'une heure, un emprunt provincial de \$12,000,000 à 3 % et en vendant les obligations de la province au prix de \$99.25. Cette heureuse transaction illustre le bon crédit de la province sous le gouvernement Godbout et démontre pleinement la confiance du public dans l'administration du trésor.

À cause des bonnes finances de la province, le ministre de la Voirie a pu entreprendre de grands travaux de voirie dans toutes les parties de la province. C'est d'ailleurs d'une grande importance si l'on considère que le tourisme constitue un revenu considérable dans la province.

Des améliorations et des changements doivent être apportés à nos lois ouvrières afin d'empêcher les conflits ouvriers et les grèves. Il félicite le gouvernement de son intention d'instituer une commission des relations ouvrières susceptible d'améliorer les relations entre employeurs et employés, commission qui assurera la tranquillité dans la province.

Le gouvernement, affirme-t-il, a fait de son mieux pour aider la classe agricole de cette province. L'agriculture est essentielle dans cette province et on doit la favoriser de toute manière. Je félicite les cultivateurs de la province qui, en dépit des difficultés nombreuses qu'ils rencontrent présentement par suite du manque de main-d'œuvre, ne les a pas empêchés toutefois, grâce à leur énergie et à leur travail, d'augmenter la production en temps de guerre. Les cultivateurs ont maintenu leurs efforts dans l'intérêt de la communauté et ils ont, de cette façon, contribué à l'effort de guerre du Canada. Ils ont fait autant que ceux des autres provinces et de n'importe quel pays allié.

Il mentionne le travail accompli par le ministre du Commerce et félicite le gouvernement de vouloir établir des relations commerciales avec différents pays. Il est satisfait d'autre part par des mesures prises pour augmenter le tourisme chez nous. Il termine son discours en mentionnant le succès de la Conférence de Québec et en faisant des vœux pour que la victoire sourie à nos armées cette année.

Il seconde donc la motion pour que l'adresse de remerciements au lieutenant-gouverneur soit votée.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Adopté!

**M. l'Orateur:** La motion est adoptée.

**M. Chaloult (Lotbinière):** M. l'Orateur, si personne d'autre ne parle, j'aimerais bien me prévaloir de mon droit de parole et je propose l'ajournement du débat. J'ai le droit de parler sur l'adresse, même si l'opposition et les ministériels n'ont pas l'intention de faire la même chose.

**M. l'Orateur:** L'honorable député a-t-il un secondateur?

**M. Chaloult (Lotbinière)** demande à son voisin de gauche, le député de Montmagny (M. Choquette) de secondar sa motion.

**M. Choquette (Montmagny)** acquiesce et seconde la motion.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** suggère au député de Lotbinière (M. Chaloult) de parler immédiatement.

**M. Chaloult (Lotbinière)** préfère s'en tenir à sa motion d'ajournement.

**M. l'Orateur** accorde la permission demandée par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult).

La motion est adoptée<sup>4</sup>.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 4 h 30.

### NOTES

1. Une délégation libérale du comté de Saint-Jacques assiste à la séance, selon *Le Devoir* du 20 janvier 1944, à la page 10. Ces électeurs ont participé en soirée à une réception en l'honneur de M. Jodoin, au Café du Parlement précise *La Patrie* 20 janvier 1944, à la page 4.

2. *Le Canada* du 20 janvier 1944, à la page 2, rapporte que le discours de M. Jodoin, souvent interrompu par des applaudissements, est souligné par une longue ovation.

3. Selon le journaliste Louis Robillard, dans *Le Devoir* du 20 janvier 1944, à la page 1, le député Bullock a fait un discours dans une élocution totalement inaudible aux oreilles les mieux exercées à l'audition de l'anglais.

4. Selon *L'Événement* 20 janvier 1944, à la page 8, après la séance, les députés discutent la question de savoir si la motion pour l'adoption de l'adresse était techniquement adoptée lorsque M. Chaloult s'est levé.

Séance du jeudi 20 janvier 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Comeau);
- de la Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron, Hull).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Boucher);
- de la Société d'Entreprise du Canada, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir une extension de délais (M. Jodoin);
- de la municipalité d'Hébertville-Station, demandant l'adoption d'une loi pour imposer une taxe de vente (M. Fillion);
- de Robert-Jean-François de Plaen, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de chirurgien dentiste, après avoir subi les examens prévus par le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec (M. Joyal);
- de Canadian Kaolin Silica Products Limited, demandant l'adoption d'une loi afin de confirmer un jugement rendu par la Cour supérieure (M. Marler);
- de Reginald Gordon Grandville, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Mary Everett, veuve de feu Charles King (M. Marler);
- de demoiselle Harriett Duff Reid, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de son père, feu Sir Robert Gillespie Reid (M. Marler);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, demandant

l'adoption d'une loi confirmant une résolution (M. Guibord);

- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Potvin);
- de Georges-Henri Lavoie et de son épouse Marie-Jeanne Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc-Lavoie (M. Potvin);
- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Allard);
- de Joseph Robert Henery, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Henery Logan (M. Guerin);
- de Charles-Godfroy de Tonnancour et autres, demandant l'adoption d'une loi affectant la seigneurie de La Vallière ou Yamaska (M. Boucher);
- de ville Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Rajotte);
- de Apostolic Church of Pentecost, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant ladite église comme corporation ecclésiastique (M. Robinson);
- de James Alexander Dunlop et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant Associated Gospel Churches et reconnaissant ladite association comme corporation ecclésiastique (M. Boucher);
- d'Augustin-J. Lacoursière, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de chirurgien dentiste, après avoir subi les examens prévus par le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec (M. Gauthier);
- de William J. Hyde, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens (M. Gauthier);
- de la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Robidoux).

### Projets de loi:

#### Arbitrage entre les services publics et les salariés

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette<sup>1</sup> (Charlevoix-Saguenay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le projet de loi a pour but d'empêcher les grèves inutiles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai reçu seulement à trois heures et quart le projet de loi et je l'ai lu rapidement. Le projet de loi aurait dû être précédé d'une résolution, car je constate que les trois arbitres qui formeront la nouvelle commission de relations ouvrières, fonctionnaires nommés par le gouvernement, seront payés par la commission des salaires raisonnables.

En second lieu, déclare-t-il, la loi comporte la création d'un tribunal et investit les membres de la commission de certains pouvoirs judiciaires. La province ne peut nommer les trois membres de la commission, puisque ce pouvoir est de juridiction fédérale. En effet, aux termes de notre Constitution, on ne peut nommer des juges ou un organisme investi de pouvoirs judiciaires, pour entendre des litiges dépassant la somme de \$100.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement a prévu toutes les objections soulevées et les règlements seront observés, comme toujours. Le chef de l'opposition le réalisera lorsqu'il aura eu le loisir de lire attentivement les deux projets de loi présentés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission de relations ouvrières**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 instituant une commission de relations ouvrières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il s'agit de privilèges pour mettre en pratique tous les moyens d'arbitrage possibles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les explications sont plutôt brèves.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Chômage**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a lieu de faire remarquer que, par suite de la cessation des

travaux dans les usines de guerre, nombre de pères de famille sont sans emploi. Le nombre de chômeurs augmente un peu partout, de façon énorme dans plusieurs grands centres ouvriers de la province, et tout particulièrement dans les villes de Québec, Lévis et Montréal. Conséquemment, de nombreuses familles se trouvent sur le pavé et réduites à la misère.

Il cite le cas de la municipalité de Bagotville, au Lac-Saint-Jean, où des centaines d'hommes mariés ou pères d'enfants sont sans ouvrage. Cette situation touche des centaines de familles. À son avis, affirme-t-il, le problème est sérieux et appelle l'intervention immédiate du gouvernement, pour faire face à ce ralentissement dans le travail, qui peut compter sur l'entière collaboration de l'opposition pour le résoudre. C'est du devoir du gouvernement de remédier à cet état de choses.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Actuellement, le pourcentage des gens au travail dans la province est à son plus haut niveau jamais connu. Il est étonné que des situations de chômage telles que celle à Bagotville puissent exister. Il admet que des changements ont été apportés. Il est donc possible que localement des gens soient temporairement sans ouvrage, par suite de la fermeture d'une usine en particulier, mais c'est l'exception.

Le chef de l'opposition peut être assuré que le gouvernement a préparé des plans depuis longtemps pour prévenir le chômage, qu'il est en mesure de faire face à la situation et que nous allons coopérer avec Ottawa et les municipalités pour donner à ces gens du travail.

D'une part, si certaines personnes peuvent manquer d'emploi, on souffre par ailleurs du manque de main-d'œuvre et de gens qualifiés. Des milliers d'emplois intéressants sont présentement disponibles; ils sont même plus nombreux qu'il n'y a de main-d'œuvre qualifiée pour les occuper. Les citoyens désireux de travailler ne devraient certainement pas avoir trop de difficultés à obtenir un emploi. Il se peut donc que des groupes de travailleurs soient forcés de changer d'emploi.

D'autre part, on réclame de la main-d'œuvre dans plusieurs industries de la province. Il est facile de placer tous ces sans-travail dans les bois, par exemple. Présentement, les États-Unis demandent du bois totalement ou partiellement ouvré et, pour le préparer, l'industrie forestière a besoin de quelques milliers d'ouvriers et de bûcherons que l'on ne peut trouver. S'il y a des catégories de travailleurs qui cherchent de l'emploi, ceux-ci n'ont qu'à communiquer avec le gouvernement, ou avec les

autorités compétentes, qui leur fournira tous les renseignements nécessaires qu'il possède. Et, si le conseil de Bagotville entre en communication avec nous, il y aura certainement possibilité de trouver de l'emploi à leurs gens et de régler la situation dont parle le chef de l'opposition.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 19 janvier dernier sur la motion proposée par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. l'Orateur** donne la parole au représentant de Lotbinière (M. Chaloult).

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne pensais pas prendre la parole immédiatement après le proposeur et le seconder de l'adresse. Je les félicite tout de même d'avoir exposé le point de vue du gouvernement.

(Tous les ministériels applaudissent)

Il précise qu'il n'est pas obligé de penser exactement comme eux sur les éloges faits au gouvernement et sur ce qu'ils ont dit du Bloc populaire. Cela ne l'empêche pas de louer leur équité et leur éloquence. Il présente ensuite ses hommages à l'Orateur, l'honorable Cyrille Dumaine, pour la façon dont il préside les séances de la Chambre et il souhaite qu'il soit longtemps en poste.

(Applaudissements)

Il profite de l'occasion pour rappeler le rôle de l'Orateur de l'Assemblée législative. En vertu du droit constitutionnel dans les Parlements britanniques, déclare-t-il, votre rôle, et l'un des premiers devoirs de l'Orateur, est de protéger les minorités de cette Chambre. Je comprends que les règles doivent être respectées. Je représente ici une

minorité, j'ai droit à des égards particuliers. Il demande donc au président de lui faciliter la tâche.

Je suis mon parti à moi seul, déclare-t-il, mais j'ai le devoir de parler, ici, non seulement au nom de mes électeurs du comté de Lotbinière, mais aussi d'exposer les idées de tous les nationalistes de cette province que je prétends représenter. Être seul en Chambre pour représenter un parti, ce n'est pas une position facile. Il demande donc la clémence du Président, tout comme il fait appel à la collaboration de ses collègues pour lui permettre de jouer son rôle en acceptant, à l'occasion, de seconder ses motions, pour qu'il puisse les présenter et les discuter, même si ces derniers n'appartiennent pas au même groupe que lui ou ne partagent pas du tout ses idées. Ce serait un simple acte de courtoisie. Seconder une motion, dit-il, n'engage aucunement les idées du seconder. Le député de Montmagny (M. Choquette) a fait preuve, hier, de largeur d'esprit en seconquant ma demande d'ajournement du débat sur l'adresse, et je lui en suis fort reconnaissant.

J'expliquerai d'abord mes votes. Au cours de la présente session, je voterai, comme dans le passé, tantôt avec le gouvernement, tantôt avec l'opposition, selon que je le jugerai à propos. Il est même possible qu'il m'arrive de m'abstenir de voter. Il n'y a pas que deux couleurs, dit-il. Dans l'arc-en-ciel, on en trouve une multiplicité. Quand on est seul de son parti et qu'on ne peut trouver personne pour seconder, il ne reste souvent qu'à se retirer. Il fait remarquer qu'en vertu des règlements de la Chambre un député qui ne veut pas voter doit se retirer. C'est aujourd'hui une anomalie; quand on est n'est ni noir, ni blanc, ni rouge, ni bleu, on devrait avoir le droit de s'abstenir de voter sans être obligé de quitter la Chambre. Il réclame donc un amendement aux règlements, afin que soit reconnu à un député le droit de rester sur le parquet de la Chambre même s'il croit devoir se dispenser de voter pour ou contre une mesure.

Il poursuit en disant que la vie est faite de contrastes et d'imprévus. L'ouverture des Chambres se fait généralement dans le calme et le chef de l'opposition a parlé. Aujourd'hui, dit-il, c'est son tour de parler; nous étions en état de penser que la parole lui serait donnée, mais nous ne l'avons pas entendu. Pourquoi? Est-ce parce qu'il trouve le discours du trône tellement parfait qu'il n'a rien à redire?

(Applaudissements à droite)

Qui ne dit mot consent. A-t-il voulu éviter la réplique du premier ministre?

(Rires)

C'est peut-être moi qui l'aurai. À moins qu'il n'ait cru que les lois n'étaient pas prêtes et qu'il n'ait

voulu embarrasser le gouvernement! Je comprends que le chef de l'opposition a voulu probablement jouer un tour au premier ministre et au gouvernement. En ce faisant, il a probablement obtenu le but qu'il voulait. Mais, franchement, je regrette que le chef de l'opposition officielle ne parle pas cet après-midi. J'espère que nous aurons l'occasion de l'entendre au moins une fois avant la fin de la session.

(Nouveaux rires)

Je parlerai tout d'abord de l'organisation d'une hydro provinciale et de la nationalisation de la Montreal Power. Le gouvernement nous annonce cette année une législation en vue de nationaliser une partie du trust de l'électricité. À la bonne heure! Ici, je tiens à le préciser, je ne parle pas pour mon compte seulement. Il y a plus de 15 ans que nous réclamons cette réforme. Nous n'en exigeons pas le droit d'auteur ou le brevet d'invention. Il convient de dire que le Dr Philippe Hamel a été l'un des précurseurs du mouvement pour la nationalisation et que le ministre actuel de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) en a été l'un des initiateurs, à Saint-Hyacinthe. Nous serions heureux, en cette circonstance, de voir tous les citoyens de cette province s'unir pour mettre fin à la domination de ce monopole dans Québec.

Nous voulons une expropriation honnête, suivant le coût réel des entreprises nationalisées, sans tenir compte de toutes les manipulations financières odieuses des monopoleurs. Nous voulons la fin rapide de l'exploitation du peuple et de la corruption des administrations publiques par ce monopole, cette organisation de brigandage qu'est le trust de l'électricité. Et nous souhaitons ardemment que le gouvernement réalise cette réforme avec toute la détermination voulue pour en finir avec le règne de cette dictature. Nous attendons la législation ministérielle pour la juger à son mérite. Aussi va-t-il sans dire que nous nous réservons le droit de discuter ces projets de loi, et surtout de leur application, quand ils seront présentés devant l'Assemblée.

Si, d'une part, nous croyons les projets de loi du gouvernement conformes à l'intérêt du peuple, nous approuverons cette législation et nous n'hésiterons pas un instant à le proclamer, car les heures présentes sont trop critiques pour ne pas accorder notre appui à toute mesure législative qui tend à libérer les nôtres de la servitude dans laquelle les tiennent certains monopoles. Nous ne sommes pas de ceux qui refusent à un adversaire politique le crédit d'un geste courageux et bienfaisant par crainte qu'à leur détriment il améliore sa situation électorale.

Mais si, d'autre part, cette législation n'offre pas les garanties voulues et ne nous semble pas devoir servir le bien commun, on peut être certain que nous la dénoncerons avec fermeté. Pour l'instant, nous attendons avec impatience les projets du gouvernement avant de nous prononcer sur cette très grave question.

Depuis plus de quatre ans, le Canada est en guerre. En dépit des engagements les plus solennels de nos politiciens, on nous a lancés à fond dans cette aventure impériale; on a décrété et on a appliqué une loi de conscription; on a grevé notre budget pour plusieurs générations à venir; on a poussé la folie jusqu'à prodiguer des milliards aux pays étrangers; bref, on a désorganisé toute l'économie de la nation.

Ne serait-ce pas le temps de nous arrêter pour réfléchir un peu? Pourquoi avons-nous allumé la guerre? De la réponse à cette question dépendent la justification et l'étendue de notre participation.

Comme d'habitude, je m'exprime sans détour, sans ménagement inutile. Je revendique la liberté de parole, car je siége dans un de ces Parlements britanniques qui se proclament les défenseurs du droit à la liberté de parole et je ne vois pas pourquoi, dans la Législature de Québec, moins de liberté serait accordée que dans le Parlement royal à Londres. Au Parlement de Londres, à Westminster, des députés montrent parfois une audace extraordinaire. Or, l'hommage le plus éloquent, le plus significatif que l'on puisse rendre aux libertés britanniques, n'est-ce pas de s'en servir, d'en user et de démontrer par des actes qu'elles ne sont pas de vains mots à l'usage de la propagande impérialiste?

On a justement affirmé que la première victime de la guerre, c'est la vérité. Tous les belligérants, des deux côtés de la barricade, dans tous les pays du monde, et au cours de tous les siècles, ont toujours prétendu combattre au nom de la religion et de la civilisation. Que de mensonges on a accumulés pour étayer cette thèse et justifier les pires iniquités! Je vais donc m'efforcer de servir d'abord la vérité en disant tout haut ce que pense tout bas la majorité du peuple québécois, sans intention de blesser aucun de mes collègues dans mes convictions. Mon dessein ne consiste pas à passionner le débat, mais à m'exprimer avec franchise.

Pourquoi donc, M. l'Orateur, sommes-nous en guerre? Pourquoi le Canada est-il en guerre à l'heure actuelle? Évidemment, parce que l'Angleterre est en guerre et uniquement pour cela. Si, le 3 septembre 1939, l'Angleterre n'avait pas déclaré la guerre à l'Allemagne, il est bien évident que le Canada non plus ne l'aurait pas déclarée; et si,

en septembre 1938, lors de Munich, l'Angleterre avait pris les armes, le Canada aurait immédiatement suivi, il était tout prêt et n'attendait que le signal de Londres.

Bien ingénus ceux qui s'imaginent que notre pays guerroyait depuis quatre ans pour la défense des frontières de la Pologne. Pourquoi les aurait-il défendues? Nous ne sommes pas le gendarme de l'Europe. C'est la France et l'Angleterre qui avaient garanti ces frontières, et non pas le Canada. Et puis un peu de logique. Donc, nous n'étions pas obligés de voler au secours de la Pologne, pas plus que nous ne l'étions d'aider la Tchécoslovaquie et l'Autriche, précédemment.

Pourquoi le Canada n'a-t-il pas combattu pour les frontières de l'Autriche, en mars 1938? Pour celles de la Tchécoslovaquie, en octobre de la même année? Pour celles de la Pologne, violées par la Russie en même temps que par l'Allemagne, à l'automne de 1939? Et, si le Canada se battait pour les frontières de la Pologne, ne serait-il pas en guerre contre la Russie? Une violation de frontières par la Russie soviétique serait-elle moins criminelle que par l'Allemagne? Pourquoi le Canada n'est-il pas intervenu au moment de l'agression du Japon contre la Chine? C'est parce que l'Angleterre elle-même n'a pas jugé utile d'ouvrir les hostilités.

Il faut donc en convenir, le Canada est en guerre uniquement parce que l'Angleterre est en guerre. En moins de 40 ans, le Canada, entraîné par l'impérialisme anglais, a participé à trois conflits ruineux. Serait-ce bientôt la fin?

Mais pourquoi l'Angleterre a-t-elle déclaré la guerre? Est-ce pour la défense de la chrétienté? Un député israélite s'est levé, au Parlement de Londres, pour ridiculiser cette absurde prétention. Personne n'a osé le contredire, car là-bas on semble cultiver plus qu'ici le sens de la mesure et du ridicule. S' imagine-t-on par exemple que nos puissants alliés communistes, dont la mystique tendait à effacer le souvenir même de Dieu, combattent pour la chrétienté? Et nos orangistes de Toronto, combattaient-ils pour la chrétienté? Non, non. Ce motif de guerre est bon tout au plus à risquer dans notre bonne et pieuse province.

Il est faux que l'Angleterre soit en guerre pour la défense de la chrétienté. Croit-on sérieusement que, si les intérêts de la chrétienté étaient le moins en cause dans le conflit actuel, le chef de la chrétienté, le pape, ne se prononcerait pas pour l'un ou pour l'autre des belligérants, lui qui a préféré l'apostasie de nations entières au sacrifice d'un principe? Or, loin de

prendre parti pour une des coalitions en présence, Sa Sainteté Pie XII ne perd jamais l'occasion de proclamer sa neutralité intégrale. Il n'hésite pas à attribuer des torts aux deux parties en cause! "Personne n'a le droit de se considérer sans péché", insiste-t-il dans sa dernière allocution du 24 décembre. Il aime visiblement à répéter que la guerre n'a jamais rien réglé.

Voici comment il s'exprimait devant le Sacré Collège, le 2 juin 1943: "Maintenant, quand tout le monde voit et éprouve à quelles effroyables tragédies a conduit la guerre, beaucoup d'intelligences et d'esprits qui avaient conçu et considéré l'appel aux armes comme plus prometteur d'avantages et plus honorable que la sage entente et la coopération - moyennant loyales et mutuelles concessions - à une noble concorde, s'ouvrent peut-être à de nouvelles pensées et à de bien autres sentiments." Ne trouvons-nous pas dans nos journaux le même raisonnement, au lendemain de Munich?

On soutiendra peut-être que le pape n'est pas infailible dans le domaine de la politique internationale, mais je maintiens, avec tous les chrétiens dépourvus de préjugés, qu'il est plus éclairé, mieux renseigné, plus objectif et beaucoup plus désintéressé que tous les pontifes laïques de notre très catholique province de Québec.

Le pape veut la paix, mais une paix fondée sur la justice et non sur la vengeance; une paix qui accordera à tous les peuples une égale distribution des biens et non une paix qui réservera toutes les richesses de ce monde aux seuls grands empires; une paix enfin qui permettra à toutes les nations de la terre de vivre et de prospérer, y compris la Pologne et... le Canada français. Je souhaite que même dans le Québec, au milieu du fracas des batailles, on écoute enfin la grande voix de Rome.

L'argument de choix dans le monde, c'est que cette guerre est pour défendre la civilisation. Mais l'Angleterre n'est pas davantage en guerre pour défendre la civilisation. Rien de plus vague, d'ailleurs, que notre notion de civilisation. Qu'est-ce donc que la civilisation? Tout le monde en parle, mais combien en connaissent le sens? Il y a peu de mots dont la signification soit plus difficile à saisir parce que sa conception est fort variable et toute subjective. Risquons toutefois une définition: l'état de progrès continuel vers lequel tend le genre humain. Mais comment s'entendre sur la valeur morale de cette révolution? Ce qu'on appelle progrès, l'autre le qualifie de retour à la barbarie; cela dépend souvent du point de vue auquel on se place.

Les Américains estiment leur manière de vivre bien supérieure à celle des Japonais ou des Chinois, pendant que ceux-ci méprisent profondément les mœurs américaines. Qui a raison? Chose certaine, c'est que les civilisations chinoise et japonaise méritent notre respect. Presque tous les peuples se proclament les plus civilisés de la terre et croient posséder une civilisation supérieure; c'est le cas en particulier des Allemands et des Anglais, issus de même origine, des Japonais et des autres pays. Les pays où règne la dictature, comme l'Allemagne ou la Russie, prétendent avoir réalisé la forme idéale de gouvernement, pendant que les pseudo démocraties, comme l'Angleterre et les États-Unis, affirment le contraire.

Le malheur, c'est que chacun veut imposer aux autres son mode de vie qu'il surestime, et c'est pourquoi tous les peuples, excités par la propagande de leur gouvernement, s'imaginent toujours se battre au nom de la civilisation. Certes, ils ne manquent pas de sincérité, mais cela ne les empêche pas d'errer lourdement. "Aucune nation, dit un Anglais bien authentique, Lord Bryce, n'a le droit d'imposer aux autres son type de civilisation." "Aucune n'a plus tenté de le faire que l'Angleterre impériale", réplique Henri Bourassa, dans *Hier, Aujourd'hui, Demain*.

Pour juger, par exemple, de la morgue des Anglais à l'égard des autres peuples, je citerai un passage du catéchisme qu'on a distribué aux soldats alliés à leur entrée en Italie, il y a quelques mois: "Ne cherchez pas querelle, y lit-on, et ne laissez pas voir que vous méprisez ceux qui n'ont pas eu la chance d'être Britanniques ou Américains." Quel détestable racisme! Je ne connais pas forme de racisme plus odieuse que celle-là, pas même celle exercée en Allemagne. Je veux bien qu'on soit fier d'être Britannique, mais à la condition de comprendre que les autres peuples sont également fiers de leur nationalité et que leurs sentiments sont tout aussi justifiables que ceux des Britanniques.

Par ailleurs, toutes les guerres ont été conduites au nom de la civilisation. Les Allemands et les Japonais prétendent se battre pour la civilisation, comme nous. L'Angleterre et le Canada se flattaient de combattre pour la civilisation, en 1899, lorsqu'ils ont exterminé des milliers de Boers dans l'unique but de s'emparer injustement de leurs mines d'or et de diamant. Voici le cynique langage que tenait un Anglais du temps: "Les institutions britanniques sont si belles, si bienfaisantes que c'est pour l'Angleterre un devoir d'humanité que de tuer, s'il le faut, 50,000 Boers afin de doter le reste de la population de nos glorieuses libertés." Écoutons maintenant M. Wilfrid

Laurier, s'adressant aux troupes qui doivent s'embarquer pour le Transvaal, le 30 octobre 1899: "Vous allez combattre pour la cause de la justice, de l'humanité, des droits civils et de la liberté religieuse." C'est au nom de la civilisation que Sir Wilfrid Laurier nous demandait de combattre les Boers, en 1899. Tout le monde admet aujourd'hui le caractère odieux de cette expédition militaire que l'histoire stigmatise justement.

En 1854, lors de la guerre de Crimée, la France et l'Angleterre étaient contre la Russie au nom de la civilisation; en 1914, nous avons livré bataille avec la France et l'Angleterre sous le signe de la civilisation; en 1939, nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne encore pour la défense de la civilisation; enfin, vers 1960 ou en 1980, nous serons invités, au nom de la solidarité impériale, à sauver définitivement la civilisation, menacée cette fois, cherchera-t-on à nous convaincre, par la Russie ou... les États-Unis, à moins que d'ici là nous ne déclarions courageusement notre indépendance et nous n'affranchissions des liens impériaux. Rien ne change sur notre monotone planète! Quant à l'Allemagne, elle aussi, nous assure quotidiennement Goebbels, elle se bat pour la civilisation! Pauvre civilisation, que de crimes on commet en ton nom!

Mais nous combattons, on nous assure, pour la démocratie, le meilleur système qui soit. N'est-ce pas que c'est touchant, M. l'Orateur? Encore conviendrait-il peut-être de commencer par la maintenir au Canada d'abord.

Si on entend par démocratie le système parlementaire canadien tel qu'il fonctionne à Ottawa et à Québec, avouons que ça ne vaut guère la peine de se faire trouer la peau pour une telle mystique. À ce compte, n'importe quelle forme de gouvernement vaut bien la nôtre. Je veux une démocratie, mais une véritable démocratie, non comme celle que nous avons maintenant avec sa partisanerie politique, sa caisse électorale, son patronage, l'achat direct ou indirect des consciences et des votes.

Avant d'aller combattre pour rétablir la liberté à l'Europe et en Allemagne, pourquoi ne pas la restaurer au Canada<sup>2</sup>? Qu'en pense, dans son camp de concentration, mon voisin de pupitre dans cette assemblée législative, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) et ex-maire de la deuxième ville française du monde, Montréal<sup>3</sup>? Que pense Gandhi, aux Indes, de la liberté dont nous jouissons au sein de l'Empire britannique?

Avant d'abattre la dictature politique de Hitler, pourquoi ne pas nous libérer de notre propre dictature économique? Mettons donc un peu de



conséquence dans notre conduite: balayons notre maison avant de vouloir nettoyer celle des étrangers, à 3,000 milles de distance. Aussi longtemps que nous tolérons que toute la vie économique de la nation soit dominée et contrôlée par une poignée de capitalistes avides et sans entrailles, pour mieux asservir à leurs tyranniques desseins les masses populaires souffrantes, nous n'aurons pas le droit de censurer les autres peuples. Je l'ai déjà dit et je le répète, charité bien ordonnée commence par soi-même. C'est un proverbe britannique.

On nous parle de liberté, d'affranchissement des petits peuples, de protection des minorités. Certes, ce sont là de nobles formules. Mais j'estime intolérable que, pendant ce temps, on piétine les droits naturels, historiques et constitutionnels des Canadiens français. Dans toutes les provinces du Canada, sauf dans le Québec, nos droits scolaires sont méconnus; dans le fonctionnarisme fédéral, bien que les Canadiens français constituent au moins le tiers de la population, ils sont frappés d'ostracisme avec une faible représentation dans les services publics, et on nous refuse obstinément la part d'influence et de traitements qui nous est due; dans l'armée, l'aviation et la marine, nos compatriotes, invités à mourir pour la défense du droit et de la justice - quelle ironie! - sont constamment bafoués et humiliés, ainsi que je le prouverai au cours de la présente session; au cours de la dernière session à Ottawa, on a amendé la Constitution du Canada de façon à empêcher les Canadiens français d'avoir la représentation à laquelle ils ont droit; Ottawa sabote ainsi effrontément notre Constitution afin de mieux ruiner notre influence; enfin, fait unique au monde, je pense, on envoie de force à la guerre les soldats canadiens-français défendre la liberté des autres; ils sont dirigés par des officiers anglais et reçoivent leurs ordres uniquement en anglais, ou ils prennent connaissance des règlements en anglais, une langue étrangère que souvent ils ne comprennent même pas! Et vive la liberté! Vive la charte de l'Atlantique!

L'article 3 de cette charte se lit comme suit: "Ils respectent (les États-Unis et l'Angleterre) le droit de tous les peuples à choisir le régime politique sous lequel ces derniers vivront et ils désirent voir rétablir la souveraineté et l'autonomie de ceux qui en ont été privés par violence."

Toutes les nations alliées ont, paraît-il, adhéré à ces principes. La Russie y a adhéré comme les autres pays alliés. Eh bien, que voyons-nous? La Russie soviétique victorieuse rentre en Pologne comme chez elle et elle ose révéler qu'elle entend s'approprier la moitié du territoire de ce malheureux

pays sans autre droit que celui du plus fort. Aucun signe de protestation officielle ni de Londres, ni, évidemment, du Canada. Pourtant, ne nous a-t-on pas affirmé, en 1939, que nous déclarions la guerre pour la défense des frontières polonaises, pour empêcher l'Allemagne de s'emparer de Dantzig et du corridor polonais? Y aurait-il, par hasard, deux morales internationales, une pour nos ennemis et une autre pour nos amis? Et la Russie n'a atteint les limites de ses frontières que sur un point seulement. Attendons la fin.

Peut-être apprendrons-nous un jour avec stupéfaction qu'un autre de nos alliés cherche à dominer la Belgique, le nord de la France, le Maroc, l'Algérie ou Dakar, à moins que, suivant le plan de cet ineffable Smuts, on ne tente de transformer la France elle-même en dominion britannique, comme récompense de son héroïsme et de ses sacrifices, après l'avoir exclue des conseils alliés, elle qui a subi les plus lourdes pertes pour le triomphe de nos armes. Malheur aux vaincus! Je crains qu'on me dise bientôt de la charte de l'Atlantique ce qu'affirmait cyniquement Guillaume II de son traité avec la Belgique, en 1914: C'est un chiffon de papier. Nous en ramasserons les lambeaux en France, en Pologne<sup>4</sup>, en Serbie et certainement au Canada.

On comprend, devant les iniquités qui se préparent, l'inquiétude croissante des évêques catholiques américains qui affirmaient, le 15 novembre dernier, que les déclarations de la Conférence de Moscou "ne dissipent pas la crainte que des compromis sur les idéals de la Charte de l'Atlantique sont à l'horizon. Certaines choses que ces documents impliquent par déclaration, ou plus significativement encore par omission, laissent une inquiétude dans les esprits qui désirent la paix dans la justice pour tous".

Pauvre Pologne, pauvre France encore une fois, elles vont éprouver ce que vaut la reconnaissance des grands peuples. Il faut des victimes aux puissantes nations, les faibles doivent s'immoler à la gloire des empires. Est-il vrai qu'en politique internationale, plus qu'ailleurs encore, la raison du plus fort est toujours la meilleure?

Que, dans ces heures d'épreuves et d'angoisse, nous manifestations au moins à la France, notre pays d'origine, abandonnée par ceux-là mêmes qu'elle a tant de fois sauvés, notre chaude sympathie et notre indéfectible fidélité. Non, la France ne succombera pas, car, comme l'affirmait Bossuet, elle fut toujours le pays des réveils lumineux et surprenants; elle ne succombera pas, bien que ses voisins, presque tous ses voisins, cherchent à l'affamer et à tuer sa

jeunesse; bientôt elle rebondira, toujours grande et glorieuse. Son passé répond de son avenir, disait le maréchal.

Croyons-nous encore que nous combattons pour la chrétienté, la civilisation, la démocratie ou la chartre de l'Atlantique? Notre ingénuité est alors incurable et sans bornes.

Nous sommes en guerre parce que l'Angleterre est en guerre, et l'Angleterre est en guerre uniquement ou principalement pour défendre son vaste empire, bâti au prix de la violence, pour consolider son empire, comme l'a souligné récemment le général Smuts, ses intérêts, ses colonies et ses comptoirs. Au cours du siècle dernier, l'Angleterre s'est constitué un puissant empire, contrôlant ainsi un cinquième des terres et des populations du globe. L'Allemagne a voulu l'imiter: par la ruse et la violence - c'est ainsi que se forment tous les empires - elle a commencé, sans aucune justification, à conquérir les pays voisins. L'Angleterre a cru ses intérêts menacés par l'impérialisme allemand et elle a voulu les défendre. D'où la déclaration de guerre, et elle nous a entraînés, la France et le Canada, dans le conflit qui ne concernait qu'elle. C'est aussi simple que cela. L'Angleterre défend ses intérêts et elle fait bien. Je ne la blâme pas. Ce que je demande, c'est que nous en fassions autant.

Ce conflit d'intérêts, plutôt qu'un conflit d'idées, ce choc de deux impérialismes, ne concernait nullement notre pays, et c'est la raison pour laquelle, avec tous les nationalistes canadiens, je me suis vigoureusement opposé à notre participation. Nous aurions voulu que le Canada restât neutre comme l'Irlande, membre de l'Empire au même titre que nous et beaucoup plus rapprochée que nous du théâtre des hostilités. Mais nous sommes en présence d'une situation que nous ne pouvons pas changer; le Canada participe à la guerre et, maintenant qu'on nous a lancés dans cette nouvelle guerre impérialiste, nous désirons évidemment la gagner, car cela vaut tout de même mieux que de la perdre, surtout maintenant que la victoire est proche. Mais pourquoi ne pas proportionner notre contribution à nos intérêts et à nos moyens?

Qui niera l'allure excessive de notre participation, à la guerre? Dans bien des domaines, notre effort de guerre a dépassé proportionnellement celui des États-Unis et de l'Angleterre elle-même, pays beaucoup plus riches et beaucoup plus concernés que nous. N'est-ce pas le temps, alors surtout qu'on nous annonce la victoire prochaine, de rétablir l'équilibre et de revenir au bon sens?

Pourquoi ne pas imiter la plupart des pays d'Amérique latine? À cause de leur voisinage avec les États-Unis, ils ont été entraînés dans la guerre, mais ils refusent néanmoins de la faire. C'est le cas en particulier du Mexique qui n'a pas envoyé de soldats outre-mer et qui, au témoignage récent du ministre des Communications, M. Avila Camacho, semble résolu de garder le *statu quo*. C'est le cas du Brésil et des républiques latines, qui n'ont déclaré la guerre qu'à la suite des États-Unis, c'est-à-dire plus de deux ans après nous, et qui évitent autant que possible d'y prendre part. Cet état de guerre est purement symbolique et résulte de relations commerciales. Pour bien comprendre la situation délicate de l'Amérique latine, il faut connaître les libéralités récentes de plus de six milliards dont l'ont comblée par calcul les États-Unis. Quant à l'Argentine, en dépit de tout, elle maintient une stricte neutralité.

Puisque nous n'avons pas eu la sagesse de l'Irlande ou de l'Argentine, pourquoi n'imiterions-nous pas maintenant la prudente réserve de la presque totalité des États qui composent l'Union pan-américaine? Comme eux, nous sommes d'Amérique et nos intérêts sont similaires. Au reste, ces pays ne sont-ils pas aussi intéressés que nous du sort de la chrétienté et de la civilisation?

Notre contribution à la guerre est tellement extravagante que les autorités anglaises elles-mêmes ne peuvent en cacher leur surprise. Le ministre des Munitions, M. Howe, à son retour d'Angleterre, admettait naïvement: "On est étonné à Londres qu'un pays de moins de 12,000,000 d'habitants puisse prendre une part aussi considérable à la guerre." Dans la coulisse, doit-on assez se moquer de ces "bloated colonials"!

Depuis 1939, nous avons mobilisé, au moyen de la conscription, plus d'un demi-million d'hommes; nous avons dépensé plus de 14 milliards; et, pour comble du grotesque, nous payons un tribut annuel d'un milliard à l'Angleterre. Ottawa, nous informe-t-on, nous en prépare un nouveau pour 1944. Dans moins de quatre ans, le Canada a lancé plus de 560 navires de guerre, il a produit 80,000 unités d'artillerie, 1,000,000 de fusils et de mitrailleuses, 600,000 véhicules automobiles, 55,000,000 d'obus, 3,000,000,000 de cartouches, etc. Si tout cet argent dépensé pour la guerre, si toutes ces énergies avaient été prodiguées pour démolir les taudis, construire des hôpitaux, des gymnases et des piscines, stimuler l'enseignement et doter nos universités, vous êtes-vous jamais demandé, M. l'Orateur, quel bonheur et quelle prospérité régneraient aujourd'hui dans notre Canada?

Que devons-nous à l'Angleterre pour nous saigner et nous ruiner tous les 20 ans dans son intérêt? Sir Richard Cartwright répondait que nous ne lui devons que le pardon chrétien des injures. Je n'oserais m'approprier une telle formule, on le pense bien, mais je n'hésite pas à affirmer que l'Angleterre nous doit beaucoup plus que nous ne lui devons.

Quels profits retirerons-nous maintenant de nos incommensurables sacrifices? Comme dans le passé, aucun. Dans cette guerre comme les autres, nous nous serons battus pour la gloire et pour les prunes. Quels avantages avons-nous obtenus de notre contribution à la guerre du Transvaal? L'Angleterre s'est enrichie de mines d'or et de diamant et de vastes territoires. Et nous? Nous avons paru à la fois odieux et ridicules aux yeux du monde et nous avons posé un dangereux et coûteux précédent. Qu'avons-nous gagné à la guerre de 1914? L'Angleterre s'est emparée de la flotte et de colonies allemandes, et elle a écarté pour 20 ans une dangereuse rivale sur mer. Et nous?

Nous avons laissé dans les cimetières des Flandres quelque 60,000 soldats et nous avons contracté une dette dont nous parvenons avec peine à verser les intérêts. Qu'obtiendrons-nous de notre participation au conflit actuel? Des morts, des infirmes, des bouleversements sociaux profonds, la déconfiture et, finalement, la banqueroute. Quant à l'Angleterre, elle projette déjà, suivant l'inspiration du parfait colonial, Smuts, de centraliser et de fortifier son empire pour mieux dominer et continuer son commerce.

Après tant de sacrifices, on croit peut-être que l'Angleterre nous aidera à nous relever de nos ruines, ou qu'elle fera bénéficier le Canada d'avantages commerciaux, en reconnaissance de ce que nous avons fait? Détrompons-nous, elle continuera à soigner ses intérêts dans le monde. Son conseiller agricole à Washington nous en a prévenus récemment, elle compte acheter de nouveau son bacon au Danemark, de préférence au Canada, pour des raisons de prix, et vraisemblablement se procurera-t-elle du bœuf en Argentine<sup>5</sup> pour stimuler son commerce avec ce pays. L'Angleterre ne connaît pas le sentiment dans ses relations commerciales - les affaires sont les affaires. Faut-il l'en blâmer ou l'imiter?

Est-il vrai que, parmi les 500 navires marchands fabriqués au Canada, 250 d'entre eux sont déjà donnés ou vendus à crédit à l'Angleterre et inscrits à son nom au registre des Lloyds? Et, comme pour confirmer cette rumeur, je lis dans les journaux l'annonce que, selon M. Churchill, la Grande-

Bretagne obtiendra du gouvernement canadien après la guerre un certain nombre de navires construits au Canada. Ce qui veut dire qu'après la guerre notre commerce d'exportation, vital pour la prospérité du pays, restera à la remorque de l'Angleterre qui, à notre détriment, contrôlera encore et toujours les marchés. Le commerce suit le pavillon.

On nous dit que l'Angleterre nous manifesterait de la reconnaissance après la guerre. Oui, en nous envoyant peut-être quelques centaines de mille immigrants de la Grande-Bretagne pour s'en débarrasser et diminuer ainsi l'influence des Canadiens français. C'est pour cela qu'on nous propose d'adopter les plans de sécurité sociale présentés à Ottawa, tels que ceux de M. Beveridge ou du Dr Marsh, systèmes de sécurité sociale destinés non pas tant à favoriser nos soldats de retour du front, ni même nos ouvriers canadiens, mais surtout cette multitude d'immigrants exclusivement britanniques qui, avec la garantie de ces protections qu'ils n'ont pas chez eux, se préparent déjà à s'embarquer pour le Canada.

Voilà les désastreuses conséquences de la révolution impérialiste de 1899. Avant cette époque, le Canada s'abstenait de participer aux guerres de l'Angleterre. Sir John Macdonald ne se gênait pas d'opposer un refus catégorique aux sollicitations de Londres, comme dans le cas du Soudan, par exemple. Lorsqu'on lui représentait que sa politique canadienne pouvait nuire aux intérêts britanniques, il répondait hardiment: "Tant pis pour les intérêts britanniques."

Grâce à la complaisance de M. Laurier et malgré la vigoureuse opposition de M. Bourassa, M. Joseph Chamberlain nous a entraînés dans cette guerre néfaste des Boers. Depuis, pour la gloire douteuse d'appartenir à un empire sur lequel le soleil ne se couche jamais, dans moins de 40 ans nous avons participé, pour le profit principal de l'Angleterre, à trois guerres impériales extrêmement coûteuses.

Il faut, nous dit-on, punir l'Allemagne et abattre l'hitlérisme. Comme tout le monde, je condamne les méfaits de l'Allemagne et je réprouve le nazisme, mais, dans cette lutte, est-ce bien à nous, M. l'Orateur, qu'il appartient de supporter de lourds sacrifices? Ne serait-ce pas plutôt à ceux qui ont bâti leur empire grâce aux mêmes méthodes? Ne serait-ce pas à ceux qui ont favorisé le relèvement de l'Allemagne, après 1919, afin de stimuler leur commerce?

Débarrassons-nous un instant de nos préjugés et écoutons cette cruelle dénonciation de

l'impérialisme anglais par Bernard Shaw, publiée dans le quotidien new-yorkais *P. M.*:

"En Angleterre, nous accusons le Reich allemand de crimes parce que nous ne savons pas que notre Empire britannique a tellement commis de ces mêmes crimes qu'il ne nous advient pas de prendre des airs de candeur, à moins que nous ne regrettons sincèrement le passé, et nous n'avons pas encore donné au monde de preuves de ce repentir."

Telle est l'opinion d'un Britannique d'outre-mer. Voici maintenant celle d'un Canadien tout aussi courageux, Henri Bourassa:

"L'impérialisme anglais est un régime d'accaparement et de domination militaires, né de l'expansion exagérée de la puissance anglaise et nourri de cet orgueil stupide, brutal et vantard qu'on nomme jingoïsme. Il s'exprime volontiers par des formules ronflantes: "Britannia rules the waves"; "Britons shall never be slaves"; "Trade follows the flag"; "What we have, we hold", etc. À ce dernier axiome, le premier ministre d'Ontario a ajouté: "and what we don't have, we take", et le bon sens public commence à rajouter: "when we can".

"Ayant embrassé plus qu'elle ne peut étreindre, entourée d'ennemis ou d'indifférents, l'Angleterre de M. Chamberlain a besoin de soldats et de marins pour maintenir les œuvres de son délire. N'en trouvant plus chez elle, elle s'adresse à ses colonies. Sachant qu'elle ne peut atteindre son but sans détours, elle trompe, endort ou corrompt les gouvernants de colonies et grise de chauvinisme leurs populations naïves, elle nous arrache, sous des noms ou des uniformes variés, tout ce qu'elle peut de chair à canon, quitte à nous laisser entretenir quelques bribes de faveurs pour le moment où nous serons fatigués de jouer ce rôle de dupes."

"En un mot, le véritable impérialisme anglais, c'est la contribution des colonies aux guerres de l'Angleterre, en hommes et en deniers, en hommes surtout." (*Grande-Bretagne et Canada 1902*)

Parce que je dénonce l'impérialisme anglais qui nous a fait un tort considérable, cette forme d'action internationale, on m'accusera sans doute d'être anti-britannique ou d'être opposé à la participation du Canada à la guerre...

(Rires à droite)

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, cela n'en a ni l'air ni la chanson.

**M. Chaloult (Lotbinière):** ... mais je veux tout simplement défendre les miens. Je suis Canadien uniquement, je ne possède pas d'autre patrie que le

Canada et je ne connais pas d'autres intérêts que les véritables intérêts canadiens. Être pour soi-même n'implique pas un sentiment d'hostilité envers les autres, c'est simplement respecter l'ordre établi par la Providence et l'instinct de conservation. Ai-je encore besoin de répéter que je ne suis pas anti-anglais?

J'admire les qualités du peuple anglais, mais je ne puis retenir un sentiment de pitié à la vue d'une trop grande partie de ce peuple qui se saigne à blanc, tenu dans une misère imméritée; de constater que notre économie se détériore pour des générations à venir par l'égoïsme de financiers au patriotisme international. J'admire également le sens public d'une élite anglaise inspirée de nobles sentiments, de droiture et d'humanité. J'admire enfin les Anglais quand ils s'occupent de la défense de leurs intérêts et je désirerais que nous, les Canadiens français, les imitions, au lieu d'être des chiens couchants.

L'intérêt du Canada nous commande de mettre un frein à notre excessive participation à cette guerre et il importe que la province de Québec, qui représente les Canadiens les plus anciens et les plus authentiques, fasse savoir au gouvernement fédéral qu'il est grand temps de limiter notre contribution à nos intérêts et à nos moyens.

Pour l'avenir, ne pensez-vous pas, M. l'Orateur, qu'il y aurait lieu de songer dès maintenant à accorder à l'Angleterre son statut d'indépendance? Elle nous coûte vraiment trop cher et elle nous rapporte trop peu. Après lui avoir permis de gagner trois guerres, après lui avoir aidé à établir des comptoirs et des colonies dans le monde entier, il me semble qu'elle pourrait vivre un peu par elle-même, sans le tribut périodique de notre argent et de nos soldats<sup>6</sup>. Nous ne devons plus nous exposer dans 20 ou 25 ans d'ici à participer à une nouvelle guerre impériale pour le salut de la civilisation et la chrétienté; nous les avons sauvés assez souvent. Je partage le sentiment de M. King, lorsqu'il disait, en mars 1939:

"Bien des gens tiennent pour un cauchemar et une pure folie l'idée que notre pays devrait, tous les 20 ans, automatiquement et tout naturellement participer à une guerre outre-mer pour la défense de la démocratie ou pour assurer la souveraineté d'autres petites nations, ou qu'un pays dont toutes les énergies doivent être employées à sa propre administration devrait être tenu de sauver, à certaines époques fixes, un continent qui ne peut se tirer d'affaire lui-même, et cela, au prix de la vie de ses propres habitants, en s'exposant à la faillite et à la désunion politique."

Pour l'instant, nous voulons bien gagner la guerre, mais nous tenons davantage à gagner la paix. Nous voulons une paix juste et durable, c'est-à-dire une paix basée sur le pardon des injures et le respect mutuel, des deux cotés de la barricade; une paix s'il le faut qui ne connaîtra ni vainqueur, ni vaincu, mais une paix qui ne comportera aucun germe de haine ou de vengeance, générateur de nouveaux conflits. La paix, c'est sur la voie de Rome que les peuples la trouveront, armés de justice et de charité et non pas de chars d'assaut, de canons et de mitrailleuses. La paix viendra des cœurs quand nous en aurons banni l'orgueil et la cupidité.

Je propose que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants: "Nous vous soumettons respectueusement que la contribution du Canada à la guerre est excessive et qu'il y a lieu de prier le gouvernement fédéral de la limiter à nos intérêts et à nos moyens."

Un député voudra-t-il seconder mon amendement? Un député de l'opposition peut-être?

(Personne ne répond à la question)

Pas de seconneur? Alors, je retire mon amendement.

**M. l'Orateur:** Cette motion sur l'adresse, présentée par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin) et secondée par le représentant de Shefford (M. Bullock), sera-t-elle adoptée?

**Des voix de l'opposition:** Adopté.

**Des voix ministérielles:** Adopté.

**M. l'Orateur:** La motion portant adoption du message en réponse au discours du trône est adoptée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### CONSEIL LÉGISLATIF

19 janvier 1944

**Résolu:** Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Chapais, Connors, Laferté, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour

représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

#### Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Bienvenue, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Groulx, Perrier et Paquette; MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Choquette, Comeau, Duffy, Dumoulin, Gauthier, Lawn, Potvin et Talbot constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

#### Comité mixte des impressions législatives

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Bienvenue, Bouchard, Mathewson, Renault et Bourque; et MM. Bégin, Gosselin, Lawn, Lorrain, Morin (Québec-Centre) et Robidoux représenteront l'Assemblée audit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Dépôt de documents:

#### Rapport du ministre de la Colonisation

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1943. (Document de la session no 5)

**Remises des  
droits et des peines**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état détaillé des remises des droits et des peines, préparé conformément aux dispositions de l'article 45 du chapitre 73 des Statuts refondus, 1941. (Document de la session no 6)

**État des  
mandats spéciaux**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la Province

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 18 janvier 1944		
		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
1.	Agriculture: Primes sur le fromage ..... (A.C. 1948 du 10 juillet 1943)	\$1,500,000.00	\$690,835.18	\$809,164.82
2.	Secrétaire de la province: Institution royale pour l'avancement des sciences ..... (A.C. 1895 du 10 juillet 1943)	75,000.00	75,000.00	.....
3.	Agriculture: Pour venir en aide aux cultivateurs des comtés d'Abitibi et Témiscamingue qui ont souffert des dommages par suite d'un ouragan ..... (A.C. 1999 du 22 juillet 1943)	15,000.00	15,000.00	.....
4.	Conseil exécutif: Comité de secours des sinistrés du village d'Hébertville-Station, Lac-Saint-Jean..... (A.C. 1998 du 22 juillet 1943)	10,000.00	10,000.00	.....
5.	Pêcheries: Pour venir en aide aux pêcheurs qui ont subi des dommages au cours des tempêtes qui ont récemment sévi sur les côtes de la province .... (A.C. 2753 du 23 septembre 1943)	14,000.00	13,896.61	103.39
6.	Agriculture: Pour venir en aide aux cultivateurs qui ont subi des dommages par suite d'ouragan et d'incendie, dans les comtés suivants: Abitibi, Témiscamingue, Laviolette, Roberval et Vaudreuil-Soulanges ..... (A.C. 2769 du 4 octobre 1943)	15,000.00	14,077.52	922.48
7.	Terres et Forêts: Municipalité de la partie ouest du canton Senneterre, comté d'Abitibi : octroi spécial..... (A.C. 2903 du 7 octobre 1943)	10,000.00	10,000.00	.....
8.	Législation: Assemblée législative: Traitements..... (A.C. 3527 du 25 novembre 1943)	68,000.00	24,779.62	43,220.38

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la Province

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 18 janvier 1944		
		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
9.	Travail: Commission d'enquête sur difficultés d'ordre syndical et unioniste survenues dans les usines de Lake St. John Power & Paper Company Ltd., à Dolbeau ..... (A.C. 3847 du 21 décembre 1943)	20,000.00	14,520.35	5,479.65
10.	Terres et Forêts: Protection des forêts ..... (A.C. 185 du 15 janvier 1944)	65,000.00	.....	65,000.00
		\$1,792,000.00	\$868,109.28	\$923,890.72

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,  
A.-J. Dolbec

Québec, le 19 janvier 1944

(Document de la session no 7)

#### Questions et réponses:

##### Employés de la Commission d'assurance-maladie

**M. Sauvé (Beauharnois):** Depuis le 23 juin 1943 inclusivement jusqu'au 17 janvier inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées par la province en vertu du chapitre 32, 7 George VI, intitulé: "Loi instituant une commission d'assurance-maladie"?

2. Quel est le salaire payé ou payable par la province à chacune de ces personnes?

3. À combien se chiffre, à quelque titre que ce soit, le total des dépenses payées ou payables par la province à ce sujet?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** 1. Me Antonio Garneau, président; Dr Roméo Blanchet, commissaire; M. Michael Guimont, secrétaire.

2. \$10,000 au président et à chaque commissaire et \$5,000 au secrétaire.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé le trésorier de la province à avancer \$20,000 pour défrayer les dépenses de la Commission au cours de la présente année financière.

#### Demandes de documents:

##### Rapport de la Commission Prévost

**M. Gagnon (Matane)** demande au premier ministre de fournir à l'opposition des copies du rapport de la Commission Prévost<sup>7</sup> avant l'étude des projets de loi Rochette.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** promet au député de Matane (M. Gagnon) de faire droit à cette demande sans délai.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.



## NOTES

1. L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail et des Mines, est absent, étant malade.

2. *Le Soleil* du 21 janvier 1944, à la page 3, écrit qu'il conviendrait de l'établir chez nous plutôt que de la restaurer, en parlant de la démocratie au Canada.

3. Camillien Houde a été incarcéré dans un camp en Ontario, du 5 août 1940 jusqu'à sa libération le 16 août 1944, en raison de son opposition à la conscription.

4. *Le Devoir* du 21 janvier 1944, à la page 6, a écrit la Belgique au lieu de la Pologne.

5. *L'Action catholique* du 21 janvier 1944, à la page 1, mentionne du blé d'Argentine au lieu du bœuf.

6. Dans le *Montréal-Matin*, on rapporte: "sans le tribut patriotique de notre argent et de nos ressources."

7. Il s'agit du rapport qu'une commission de trois juges, les honorables juges J. A. Prévost, président, E. McDougall et Garon Pratte, a préparé à la suite d'une enquête sur les différends entre des papeteries du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi et leurs employés, selon *Le Soleil* du 21 janvier 1944, à la page 11.



Séance du mardi 25 janvier 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. L'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Morin, Champlain);
- des frères maristes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Francoeur, Lévis);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Guibord);
- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs (M. Biron);
- de l'Union des cultivateurs catholiques inc., demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation (M. Bonvouloir);
- de la municipalité du village de Montmorency, demandant l'adoption d'une loi annexant certains territoires de ladite municipalité (M. Bouchard, Québec-Comté).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Comeau);
- de la Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron, Hull).

### Projets de loi:

#### Commission de relations ouvrières

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)**<sup>1</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 instituant une commission de relations ouvrières soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements de la droite)

M. l'Orateur qu'il me soit tout d'abord permis d'exprimer mes plus sincères regrets à l'occasion de la maladie du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), que j'ai l'honneur de représenter en ce moment et à qui nous souhaitons tous un prompt et parfait rétablissement.

Il déplore la maladie qui retient le ministre à l'extérieur et le prive du plaisir de présenter lui-même sa loi, fruit de son expérience et de ses études. Il m'a demandé de le remplacer, ajoute-t-il, et je vais tenter de le faire du mieux possible.

Le projet de loi est des plus importants qui seront présentés au cours de la session, parce qu'il a pour objet la sécurité et la protection de la société tout entière. Cette loi a pour but d'intensifier les moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler à l'amiable, autant que faire se peut, les différends qui éclatent entre patrons et ouvriers et éviter les conflits d'intérêts entre les diverses unions ou organisations ouvrières elles-mêmes. Il faut absolument restreindre les conflits qui peuvent survenir entre le capital, le travail et les unions ouvrières. D'autre part, il importe pour la paix sociale que les citoyens qui n'ont aucun intérêt dans les disputes qui s'élèvent entre les diverses unions ouvrières n'aient pas à souffrir de ces différends qui troublent la paix publique. Il ne faut pas laisser ces conflits causer une perturbation sociale ou se régler au détriment de la société elle-même.

Le problème ouvrier n'est pas particulier à la province de Québec. Il est faux de prétendre que la loi nouvelle placera la province dans une singulière posture parce qu'elle veut régler un problème particulier au Québec. Au contraire, depuis un an et même deux ans, on entend parler de grèves et de difficultés entre patrons et ouvriers partout en Amérique du Nord, comme en Amérique du Sud, et pas seulement dans la province de Québec. Partout

sur le continent, dans les autres provinces et dans les autres pays, la question ouvrière se pose de la même façon et les conflits ouvriers se succèdent de façon inquiétante. Nous entendons parler de grèves si souvent en Amérique, et, à moins que nous ne prenions des mesures énergiques pour assurer la paix sociale, nous nous exposons à voir s'implanter un jour, sur ce continent, une situation analogue à celle de la France d'avant-guerre. Les conflits ouvriers ont été l'une des causes de la chute de la France.

Dans notre province, la paix sociale règne, mais il y a eu des conflits de temps à autre, et le projet que j'ai l'honneur de présenter est une mesure généreuse pour la paix sociale. Il est du devoir de nos gouvernants de prévoir ce qui peut arriver et de prévenir, par des législations appropriées, tout ce qui peut causer des troubles dans notre province. Il faut légiférer avant que ces conflits ne nuisent à la société.

Ce n'est pas à cause des conflits ouvriers qui ont pu se produire en certaines parties de la province que la nouvelle législation ouvrière est présentée. Cette loi n'en est pas une d'opportunité et elle n'est pas la conséquence d'événements récents. La législation a été préparée avec soin. Dès le mois de mai 1943, à la demande de l'honorable premier ministre, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) demandait aux divers groupes intéressés, à la Fédération provinciale du travail et aux autres organisations ouvrières, de participer à la création d'une commission d'étude des relations syndicales, chargée d'étudier les questions ouvrières et pour connaître le point de vue des ouvriers. Il nommait subséquemment une commission patronale chargée d'étudier les relations entre patrons et ouvriers. Chaque groupe a nommé un comité d'études, et ces deux comités soumettaient un rapport au Conseil supérieur du travail.

En juin 1943, le gouvernement a nommé une commission, composée des juges McDougall et Pratte et présidée par M. le juge J.-A. Prévoist, qui était chargée de faire enquête sur certaines difficultés survenues aux usines de Price Brothers et de la Lake St. John Power, au Lac-Saint-Jean. Et, dans un rapport soumis au gouvernement le 15 août, la commission Prévoist parlait dans le même sens que la Commission d'étude des relations syndicales; elle signalait les lacunes de notre législation ouvrière qu'il fallait améliorer et faisait des recommandations.

En outre, les diverses organisations ouvrières de la province ont envoyé des délégations au parlement; elles sont venues prier le gouvernement de faire quelque chose pour la protection de l'intérêt public et ce dernier n'a pas voulu procéder sans avoir le point de vue de tout le monde.

Puis, en décembre 1943, après sept mois d'études sérieuses, le Conseil supérieur du travail a fait au gouvernement des recommandations. Presque toutes ces recommandations, adoptées d'ailleurs à l'unanimité, sont contenues dans le projet de loi présentement soumis à la Chambre. Elles ont été faites après avoir entendu le point de vue de toutes les organisations patronales et ouvrières intéressées, d'organismes publics, de sociologues, du gouvernement et d'experts dans les questions de travail et de droit.

Préparée ainsi en collaboration avec toutes les parties intéressées, il résulte que la nouvelle législation est, en substance, le fruit des études approfondies sur les questions sociales et ouvrières du Conseil supérieur du travail, de la commission Prévoist, des organismes patronaux et syndicaux qui ont examiné le problème ouvrier, du ministre du Travail et des officiers de son département. Chaque association, chaque mouvement ouvrier, les représentants des patrons, des ouvriers comme des unions ont eu ample opportunité de présenter leur point de vue, ce qui d'ailleurs a ensuite motivé le nouveau pas que nous faisons en matière de législation ouvrière. Le gouvernement concrétise donc les désirs et les aspirations légitimes des employeurs, des employés et du public.

Cette loi a pour but le maintien de la paix sociale et assurera l'épanouissement des unions de bonne foi, pour le bénéfice de la province de Québec; elle donne aux patrons une assurance de stabilité dans leurs affaires, leurs opérations commerciales et industrielles; elle protège les ouvriers et leur famille et favorise le plein épanouissement des unions ouvrières de bonne foi; elle réduit au strict minimum les grèves, toujours coûteuses et qui, comme la guerre, constituent toujours un mal. Notre loi veut assurer à tous, employeurs et employés, une stabilisation depuis longtemps demandée.

Le premier principe de la loi est de reconnaître le droit naturel d'association, non seulement aux ouvriers, mais aussi aux patrons. Chacun pourra faire partie de l'union ouvrière de son choix. C'est le principe de la liberté syndicale, exempte de toute contrainte et de toute intimidation. Des dispositions permettront de se prémunir contre les manœuvres répréhensibles de menace ou d'intimidation qui pourraient être tentées par des employeurs contre certains ouvriers ou certaines unions ouvrières et qui pourraient porter atteinte à la liberté syndicale. Nous avons une population saine et honnête, mais certains employeurs et même certaines

unions peuvent attenter à ce droit. La loi tente aussi de mettre un peu d'ordre entre les unions; elle prévient les disputes de juridiction qui peuvent surgir entre leurs membres ou entre les unions elles-mêmes, mais ces dernières ne peuvent s'engager dans des luttes aux dépens de la société tout entière.

Le deuxième principe de la loi est la protection du salarié. Lorsqu'une union reconnue par la commission des relations ouvrières ou qu'un cartel d'unions représentera 60 % des salariés, l'employeur sera obligé de la reconnaître et il sera tenu de négocier avec cette union ou ce cartel d'unions. Non seulement la loi consacre l'existence des conventions collectives, mais elle rend celles-ci obligatoires et assure le maintien du principe de leur négociation. Je dois dire que la province de Québec a même été la première à reconnaître et à adopter ce principe des conventions collectives par ses syndicats professionnels, comme elle a été la première à en assurer l'extension juridique.

Dans ce domaine, la province de Québec continue à battre la marche. L'expérience a démontré que la convention collective, en assurant aux petits des conditions raisonnables, est un facteur de paix sociale. La convention collective aura une durée d'un an. Si les ouvriers ne sont pas satisfaits de leur association, ils pourront procéder à un changement. Ainsi, grâce à la nouvelle loi, le patron sera assuré de la stabilité nécessaire et les travailleurs seront assurés du respect de l'union de leur choix, et les unions, du respect de leurs contrats.

La loi reconnaît et respecte aussi le principe du droit des ouvriers à la grève. Mais, avec cette loi, le nombre de grèves devrait diminuer considérablement. La grève est une arme puissante bien qu'elle soit fort onéreuse, qui a souvent des résultats funestes, même à ceux qui remportent des victoires. C'est tout de même une arme et un droit que le gouvernement a voulu laisser entre les mains des ouvriers, mais on entoure ce droit à la grève de formalités préalables et rigoureuses.

Ainsi, un autre principe de cette loi, c'est de multiplier les moyens de persuasion, d'arbitrage et de conciliation possibles pour empêcher les conflits inutiles et toujours coûteux. Lorsqu'une union sera reconnue, elle pourra donner un avis de huit jours au patron et, après cela, l'employeur sera dans l'obligation d'entrer en pourparlers avec les employés. Employeurs et employés disposeront alors de 30 jours pour s'entendre.

Si, après ces 30 jours, toute entente est encore impossible, le ministre du Travail nommera un conciliateur qui sera chargé de régler le différend

dans un délai de 14 jours, puis un conseil d'arbitrage, en cas d'échec du premier moyen; et finalement, il y aura autorisation de cesser le travail, après un intervalle de 15 jours, si les parties ne sont pas satisfaites de la sentence arbitrale.

Dans le cas où la sentence arbitrale n'est pas acceptée, le droit de grève et de contre-grève subsiste, mais la grève ne devra intervenir que lorsque tout effort aura échoué. Il ne peut donc plus y avoir grève sans qu'on ait épuisé toutes les ressources de la loi. Ainsi, avec tous les moyens de conciliation qu'on devra employer, nous avons l'espoir profond qu'avec notre loi le nombre des grèves sera considérablement réduit.

Et espérons que le mot "grève" deviendra hors d'usage. Si les employeurs et les employés utilisaient plus souvent tous les moyens de conciliation avant d'avoir recours à la grève, bien des conflits et de nombreuses difficultés sociales seraient évités.

Enfin, un autre principe de la loi est la création d'une commission des relations ouvrières, composée de trois hommes, qui sera chargée de l'administration de la nouvelle loi. Elle pourra s'enquérir sur les effectifs des unions ouvrières et elle aura tous les pouvoirs qui lui permettront de faire enquête chez les autres unions ouvrières pour décréter quelle est l'union ou le cartel d'unions qui pourra représenter telle ou telle industrie. La loi décrète des sanctions sévères pour ceux qui voudront mettre entrave à la liberté syndicale, faire des grèves illégales, ou qui violeront d'autres dispositions de la loi. Ces sanctions ne pourront donc atteindre que les gens de mauvaise foi, mais elles seront bien accueillies par tous ceux qui croient à la nécessité de prévenir autant que possible les conflits ouvriers et les grèves.

Une fois de plus, la province de Québec est en avant dans le domaine de la législation sociale. Québec a toujours été de l'avant, comme elle a été de l'avant avec la loi des accidents du travail, la loi des syndicats professionnels, la loi des conventions collectives de travail et leur extension juridique. C'est le gouvernement libéral qui a créé toute la législation sociale et ouvrière dans la province, et la présente mesure est le couronnement de ses efforts pour assurer la stabilité et la satisfaction à toutes les classes de la société.

Nous sommes à un tournant de notre histoire. L'après-guerre pourra nous apporter des perturbations dans les domaines sociaux et économiques. La loi les prévoyait. Mais nous irons toujours de l'avant, comme par le passé.

La province de Québec n'est à la remorque de personne. Québec prend ses responsabilités. Et la nouvelle loi, destinée à régler la plupart des difficultés ouvrières qui pourront survenir dans l'avenir, nous la devons en grande partie à l'homme éminent qui dirige les destinées au Parti libéral, à l'honorable premier ministre. Et je suis certain que toute la population de notre province saura gré à l'honorable premier ministre de sa sagesse, de son courage, de sa clairvoyance et de son patriotisme.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Applaudissements à gauche) Je fais des vœux pour le retour à la santé du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). J'espère que sa maladie n'est pas grave. Évidemment, il ne s'agit pas d'une maladie diplomatique. Il est intéressant et surtout étonnant de constater que cette loi est présentée par le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), ce qui va peut-être aggraver la maladie du ministre. Et ce qui est encore plus étonnant, c'est de voir ses lois présentées par l'associé professionnel à Montréal, de Me Roger Brossard. On sait que le rapport Brossard n'est pas d'accord avec la présente loi.

Il est bon aussi de noter que c'est le rapport Brossard qui fut la cause de presque tous les troubles que nous déplorons et qui se sont produits récemment à Montréal, et qui préconisait le recours à la grève pour les pompiers et les policiers. La Chambre a le spectacle d'un ministre qui dit blanc alors que son associé professionnel dit noir. Avec tout cela, j'ai peur que la santé du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) ne s'aggrave. Il existe des tactiques qui ne sont pas à l'honneur de ceux qui les emploient.

Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a fait des déclarations partisans, des vantardises à la fin de son discours et de la politique, au lieu de discuter objectivement de la loi soumise à l'approbation de l'Assemblée législative. Le ministre n'a pas compris toute la portée de la loi. Il a omis de dire que les prétendus exploits des gouvernements provinciaux antérieurs à celui de l'Union nationale sont imaginaires, chimériques et illusoire. C'est sous le règne de l'Union nationale, de 1936 à 1939, que la province a connu le seul gouvernement qui ait apporté à notre législation ouvrière une orientation nouvelle, progressive, et que sont entrées dans nos Statuts de véritables lois ouvrières.

Le ministre dit que la province de Québec est en avant dans sa législation sociale. Or, jamais dans la province nous n'avons eu autant de troubles et de difficultés entre ouvriers et patrons que sous le

gouvernement actuel. Chose curieuse, chaque fois qu'un gouvernement libéral est intervenu dans les affaires de Montréal, c'est fatal, les difficultés et les troubles ouvriers commencent et nous avons des signes de grève. On l'a vu une première fois lorsqu'un gouvernement libéral a voulu imposer M. Ernest Décary à Montréal. C'est à ce moment qu'a eu lieu la première grève des policiers et des pompiers, puis avec le régime Potvin, imposé à la métropole par le ministère Godbout.

Le gouvernement, en interdisant Montréal une deuxième fois, était insatisfait de n'interdire que 35 conseillers municipaux, mais il augmenta leur nombre à 99, afin que l'interdiction soit plus significative. On a voulu humilier Montréal davantage en majorant la représentation municipale de 35 à 99 conseillers et en les interdisant tous ensuite. Et nous le voyons encore parce que c'est le gouvernement actuel qui a placé la ville de Montréal en tutelle, une tutelle humiliante, avec la Commission municipale. Le gouvernement n'aurait pas dû mettre Montréal en tutelle. Si l'on n'avait pas cherché à humilier la ville de Montréal, en l'interdisant, et à enlever tout pouvoir à ses administrateurs, cette grève ne se serait pas produite.

Les grèves récentes chez les policiers et les pompiers de Montréal ont donc été causées par l'intervention et la mainmise injustifiées du gouvernement provincial dans les affaires de la métropole. Actuellement, la ville de Montréal ne peut nommer un seul employé. C'est la Commission municipale, et partant le gouvernement qui se cache en arrière, qui fait toutes les nominations. Le changement d'attitude du gouvernement face aux droits et aux demandes des travailleurs l'empêche de rendre justice aux employés municipaux.

Mais ce qui est plus grave, c'est que le premier ministre, c'est que le gouvernement, passant par-dessus la tête des administrateurs de Montréal et même de la Commission municipale, a réglé lui-même la grève en ayant derrière la tête l'idée de ne pas suivre ses promesses et de ne pas honorer ses engagements.

Aujourd'hui, le premier ministre met de côté, de façon dictatoriale, la décision de la commission Brossard. Il a fait aux employés des promesses qu'il n'avait pas plus l'intention de tenir que son serment, par oubli ou distraction. Se mettre en grève contre la parole donnée, se mettre en grève contre ses engagements, quel beau spectacle! Le gouvernement a fait preuve d'un manque de logique inexcusable. Il s'est abrité derrière la Commission municipale pour mettre de côté les désirs des employés et les tromper.

Les promesses qu'il avait faites, en sachant à l'avance qu'il ne les tiendrait pas, il les a reniées et son attitude, faite de faux-fuyants, a été dans une large mesure la cause des grèves. Ces grèves auraient dû être évitées. Mais la grève des engagements est encore pire que l'autre. A-t-on jamais vu une attitude semblable: tromper sciemment la bonne foi des grévistes montréalais, policiers et pompiers, qui transigeaient avec le gouvernement de la province, en leur interdisant de faire la grève, après leur avoir donné raison?

Si le gouvernement désire vraiment assurer la stabilité dans le monde ouvrier comme dans d'autres domaines, ajoute-t-il, il doit d'abord respecter les lois existantes, puis tenir ses promesses et remplir ses engagements. Il reproche au gouvernement ses politiques ouvrières absurdes, injustes, illogiques, inadéquates et auxquelles il attribue la plupart des problèmes et des conflits ouvriers.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement était alors tenu d'observer la loi qui autorisait les policiers et les pompiers à faire la grève, mais ils ont été avertis que la loi serait modifiée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement aurait pu immédiatement convoquer une session spéciale, afin de régler la situation sans attermoiements.

Le droit d'union que le gouvernement Godbout entend établir, c'est l'Union nationale, en 1937, qui a été le premier gouvernement à décréter et à consacrer dans la loi provinciale la liberté syndicale et le droit des ouvriers d'appartenir à une union de leur choix. Ce qui n'avait jamais été fait auparavant. C'est dans les Statuts de 1936 à 1939 que l'on trouve les lois les plus favorables aux ouvriers et qui rendent en même temps justice aux patrons. On fait grand état de la liberté syndicale, mais la reconnaissance de cette liberté, on la trouve dans les bills 19 et 20 adoptés par l'Union nationale et tant dénoncés par les libéraux depuis 1937.

C'est cette mesure que les libéraux et le premier ministre critiquaient et qu'ils ont combattue et dénoncée pendant sept ans, jusqu'à récemment, dans le but de soulever les ouvriers et de se faire du capital politique en avançant des faussetés stupides. Dans le temps, nos amis d'en face nous combattaient pour des fins partisans, mais aujourd'hui le premier ministre et ses collègues en reconnaissent le bien-fondé et sont obligés d'incorporer le même principe dans l'une de leurs lois.

Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) dit qu'il y a beaucoup de grèves partout ailleurs. Ce n'est pas une raison pour imiter ce qu'il y a de mal ailleurs et qu'il y en ait ici. Une seule grève<sup>2</sup> a éclaté au cours de mes trois années de pouvoir, celle du textile, mais elle a été réglée, à l'avantage des ouvriers, grâce à mon intervention. Du temps de l'Union nationale, il n'y a pas eu de grèves des policiers et des pompiers; on n'a pas vu de troubles au Lac-Saint-Jean; c'est parce que l'Union nationale a tenu parole aux ouvriers.

Lorsque l'Union nationale disait alors quelque chose, de 1936 à 1939, les ouvriers savaient que l'on pouvait s'y fier. Nous sommes en faveur des unions ouvrières légitimes, respectueuses de l'ordre, mais la justice doit prévaloir partout, entre employeurs et ouvriers, et elle exige qu'il y ait respect des droits des employeurs. Il est en faveur d'un texte de loi, continue-t-il, qui consacrerait le principe du respect de l'autorité constituée.

La présente loi a été rédigée à la vapeur. Le gouvernement aurait dû agir avant. Plusieurs de ses dispositions ne sont pas exécutoires et elle sera cause de nouveaux conflits, puisque le gouvernement de Québec n'a rien fait pour régler les différences de salaires entre Ontario et Québec. L'opposition est bien prête à coopérer dans le gouvernement au point de vue de législation ouvrière, mais non dans le mal. Même si le principe de ces lois est bon, les faits qui ont accompagné, entouré et suivi leur présentation et qui placent le gouvernement actuel en mauvaise posture ne doivent pas être oubliés.

Presque à chaque session depuis 1940, l'opposition a averti le gouvernement que les salaires dans notre province étaient généralement inférieurs à ceux des autres provinces. Et, si le gouvernement avait accepté les suggestions que nous lui avons faites à chaque session, depuis cinq ans, en donnant aux ouvriers de la province de Québec des salaires égaux à ceux de l'Ontario, nous n'aurions pas besoin de cette législation, et c'est encore une chose qui aurait empêché la grève. Mais le gouvernement n'a rien fait pour réagir. Il a attendu cinq années avant de penser aux ouvriers. Et aujourd'hui, les grèves, les difficultés ouvrières et les conflits qui éclatent sont dus à sa politique moche, saturée de palinodies, de manque de courage et débordante de reniements.

Il est injuste que les policiers et les pompiers de la province de Québec, qui risquent chaque jour leur vie, ne reçoivent pas des salaires égaux à ceux d'officiers municipaux qui exercent les mêmes fonctions, ailleurs. Les employés actuellement ne reçoivent pas un chèque, mais bien un reçu. Il existe

trop de taxes et trop de retenues de leur paie. Les taxes prennent tout. Cette situation déplorable est connue de tous. Il y a donc beaucoup trop longtemps que les difficultés ouvrières se dessinent à l'horizon et que le régime actuel n'utilise d'aucune prévoyance. Mais non, nous avons un gouvernement incapable et incompetent.

Mais que voyons-nous? L'ouvrier reçoit maintenant beaucoup moins qu'avant, malgré les augmentations de salaires. C'est d'autant plus injuste qu'avec les taxes actuelles le gouvernement rend illusoires les augmentations de salaires. Tous les troubles ouvriers que nous connaissons sont la conséquence de l'incurie du gouvernement, de son imprévoyance, de sa complicité avec ces chefs politiques d'ailleurs, de ses tergiversations et de ses faux-fuyants à l'endroit des ouvriers et des patrons.

Le gouvernement fait montre d'un manque de sincérité et de logique. Malgré qu'il ait totalement perdu la confiance du peuple et particulièrement de la masse des ouvriers, le gouvernement libéral de Québec aggrave plutôt sa situation. Il se cramponne au pouvoir depuis bientôt cinq ans, contre toute tradition en cette province dont il sera à jamais banni.

Il a fallu sept ans au régime actuel pour se rendre compte de l'excellence des principes contenus dans les lois ouvrières de l'Union nationale. Il n'a pas fallu sept mois au peuple pour juger défavorablement le gouvernement Godbout qui veut maintenant, à la veille de mourir, faire parade de repentir. La population voit clair dans ses agissements. Il ne désire pas aider les ouvriers, mais plutôt créer des positions pour d'autres amis, comme les 5,200 employés civils supplémentaires qu'il a pris à son service depuis 1939.

On dit que les syndicats nationaux et les unions internationales ont approuvé en principe la portée sociale des nouvelles lois. Ceci venge hautement l'Union nationale des critiques infâmes faites pendant sept ans par ses adversaires politiques qui doivent reconnaître publiquement aujourd'hui la valeur et l'excellence des principes inscrits dans nos lois par le gouvernement Duplessis.

J'ai parlé pour accomplir mon devoir. Je dois ajouter qu'il y a des doutes quant à la constitutionnalité de la loi, du tribunal créé et du pouvoir exécutif que l'on veut donner à la commission des relations ouvrières. Il sera en effet difficile d'imposer une sentence arbitrale à des villes dont les moyens sont limités par leur budget, d'après la loi municipale. Ainsi, lorsqu'une sentence arbitrale sera rendue, accordant une augmentation de

salaires à des employés municipaux après une grève, qui va payer les augmentations?

Si les lois actuelles ne sont pas amendées, un conseil municipal n'aura pas le droit de modifier son budget, car les municipalités ont un budget fixé d'avance auquel elles ne peuvent déroger. Elles seront en face d'une loi qui leur dit de payer et d'une autre loi qui leur dit de ne pas payer. Rien de cela n'est prévu dans la loi.

C'est le seul discours que l'opposition fera sur la deuxième lecture du bill. Nous ne voulons pas nuire aux ouvriers. L'opposition laissera voter la seconde lecture, se réservant de critiquer certaines clauses lors de l'étude en comité plénier et de la troisième lecture.

**M. Chalout (Lotbinière):** Je ne veux pas justifier la loi du gouvernement, ni rechercher les causes qui ont amené le gouvernement à présenter semblable législation. Je veux tout simplement parler objectivement, en évitant avec soin de faire de la démagogie, à laquelle le bill prête assez, en tentant de soulever les ouvriers contre les patrons. Ce qui importe, c'est de remédier à un grave état de choses et tâcher de régler le problème ouvrier.

J'ai consulté des spécialistes en questions sociales et ouvrières et des chefs ouvriers. Personne ne contestera l'opportunité de faire des lois à la suite des malaises causés par les grèves contre l'ordre public, qui se développent partout et elles devaient venir à cette session-ci.

Les trois juges qui faisaient partie de la commission Prévost ont fait une étude très fouillée, dans un français très élégant, et si on consulte le rapport Prévost, on voit que les commissaires ont préconisé des réformes rapides et radicales. Du reste, la saine opinion publique réclame une législation plus appropriée en matière ouvrière. La presse aussi est unanime à réclamer une législation contre les grèves; *L'Action catholique*, dans deux articles aujourd'hui, approuve les projets de loi du gouvernement. Donc, sur l'utilité de ces lois, pas de doute.

Je constate que, dans le projet de loi, il se trouve plusieurs clauses qui sont de nature à faire éviter les grèves. Il correspond donc à la doctrine générale. Le Code social de Malines approuve les lois prohibant les grèves de fonctionnaires et que toute cessation du travail doit se faire dans un esprit de justice et de charité. Mais, comme le conseille ce même Code, c'est en même temps un droit de l'ouvrier qu'il faut lui conserver, car la grève est un mal, toujours au détriment des ouvriers, mais ce mal



est parfois nécessaire. Je ne crois pas que le gouvernement veuille abolir ce droit ou même le restreindre. Mais je me demande si la loi Rochette, avec les complications de cette législation, le droit à la grève ne sera pas, à toutes fins pratiques, restreint.

Néanmoins, le bill Rochette que l'on débat présentement semble faciliter la liberté syndicale. Et, par cette liberté d'association, la convention collective est certainement favorisée; je m'en réjouis et dois l'approuver. Je voterai pour le principe de la mesure. Nous qui voulons évoluer vers le corporatisme, nous sommes donc en faveur des conventions collectives, car nous croyons que les comités paritaires, qui sont nommés pour en surveiller l'exécution, constituent des noyaux de corporations, qu'ils sont l'acheminement naturel vers le corporatisme. C'est très bien ainsi.

Quant à la création d'un tribunal du travail, je l'ai toujours réclamée et suis en faveur de l'arbitrage pour éviter la grève; c'était un article du programme de l'Action libérale nationale<sup>3</sup>, un des nombreux partis auxquels j'ai participé. (Rires)

Mais la grande question, au point de vue pratique, c'est de savoir qui seront les commissaires nommés de ce tribunal. Le ministre pourrait-il me le dire?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Pas encore, mais est-ce que le député de Lotbinière (M. Chaloult) serait prêt à en faire partie?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je n'en aurais pas la compétence. Mais c'est pourtant la grosse question. La procédure de la loi s'avère très compliquée et, à cause de ce fait, elle sera peut-être préjudiciable aux parties. Il craint que le tribunal soit préjugé si ses membres n'ont pas la compétence requise et suffisante à cette importante fonction. Le choix du président et des autres membres de la commission devra être judicieux. Ainsi, étant donné que la commission des relations ouvrières sera un tribunal du travail d'une extrême importance, il demande au gouvernement de nommer comme commissaires des gens au sens social très large, imbus d'impartialité, à l'esprit ouvert et progressif, qui ne sont pas préjugés.

Des gens qui rempliront leur devoir, comme le juge Prévoist, par exemple, ou encore le juge Garon Pratte, dépourvus de toute partisanerie politique, d'une compétence reconnue et qui seront bien décidés à rendre justice, envers et contre tous. Autrement, à cause des pouvoirs considérables qu'on accorde à ce tribunal, il y a des dangers que ses

membres cherchent à restreindre le droit de grève, déjà rendu quelque peu aléatoire par la loi, à cause des délais et des formalités exigés.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est promis.

**M. Chaloult (Lotbinière):** De plus, si la majorité des commissaires de ce tribunal ne sont pas des hommes de loi, pourquoi ne pas accorder un droit d'appel pour certaines décisions d'arbitrage à un tribunal supérieur, la Cour d'appel, par exemple, afin que leurs jugements soient révisés lorsqu'il s'agira de questions légales?

Je voterai pour le principe du bill parce que je suis satisfait de l'intention du gouvernement et que la législation me paraît nécessaire, tout en me réservant le droit d'en discuter les dispositions clause par clause, lors de l'étude en comité plénier, et de voter contre la loi elle-même plus tard, si je le juge à propos.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je ne devais pas prendre part au débat, mais je dois le faire pour que l'honorable chef de l'opposition ne se scandalise pas de ne pas recevoir de réponse.

Nous étudions en ce moment la loi la plus importante de la session. Le gouvernement a voulu faire une législation qui décidera de la stabilité du progrès de notre vie économique et sociale et qui apportera une orientation nouvelle.

Je félicite le député de Lotbinière (M. Chaloult) de la largeur de vues qu'il montre en cette circonstance. Il a étudié cette législation avec le sérieux qui convient à un législateur qui comprend l'intérêt public et que doivent avoir les représentants du peuple. Mais je regrette de ne pouvoir faire le compliment au chef de l'opposition, qui a fait aiguiller la discussion sur le terrain de la partisanerie politique, qui a parlé de tout, excepté du principe de la loi, et qui a accusé le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) d'avoir fait de la politique en exposant les grandes lignes du bill sans nommer de gouvernements. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a parlé de la province de Québec et non du parti auquel il appartient.

Le chef de l'opposition reproche au gouvernement sa politique du travail. Il a dit au début de son discours qu'il ne voulait pas faire de partisanerie en cette affaire. Cependant, il a passé

son temps à faire de la politique; il n'a même pas touché au principe du bill lui-même. Il a procédé à sa façon habituelle et n'a fait que des digressions politiques. Mon honorable ami reproche au secrétaire de la province d'avoir dit que Québec trace la voie aux autres. Mais pourquoi ne l'aurait-il pas dit, puisque c'est la vérité?

(Applaudissements à droite)

Puis le chef de l'opposition est entré dans d'autres sphères et il a tenté de démontrer que le gouvernement n'a pas tenu la parole qu'il avait donnée aux ouvriers de la province. Il a dit que je n'avais pas tenu mes promesses. Mais ce n'est pas moi qui ai inventé et accouplé ensemble les mots "Duplessité" et "duplicité", qui se ressemblent tellement qu'on les dirait jumeaux; c'est le sentiment populaire qui a fait de ces mots des synonymes en jugeant la politique ouvrière du gouvernement qui nous a précédés. Le chef de l'opposition a mérité cette épithète à cause de son attitude à l'égard des patrons et des ouvriers.

Mon honorable ami a dit: "Il n'y avait pas eu de grève sous notre régime, de 1936 à 1939." Mais, sous l'Union nationale, en dépit de la période de paix sociale qui existait d'une façon générale et de renouvellement partout dans le monde, les conflits ouvriers ont fait leur apparition. De 1936 à 1939, ce n'est que dans la province de Québec qu'il y eut des troubles et que les ouvriers se sont agités. Et, alors qu'ils venaient revendiquer leurs droits, les ouvriers étaient reçus comme des ennemis au parlement, et leurs chefs se sont fait traiter de bolcheviques et de révolutionnaires par celui qui a maintenant des sanglots dans la voix en parlant des travailleurs.

Ils se sont fait dire par mon honorable ami lui-même que les entrepreneurs qui exécutaient des contrats du gouvernement n'étaient pas sujets aux lois de la province et il les soustrayait aux obligations des conventions collectives. Et, de 1936 à 1939, quand les ouvriers amenaient avec eux au parlement leurs aumôniers des syndicats catholiques, pour appuyer leur réclamation, ils voyaient ces derniers se faire insulter et traiter de la façon la plus ignoble.

Non, les électeurs et les ouvriers de la province ont trop bonne mémoire pour avoir oublié cela et accepter des déclarations comme celles que le chef de l'opposition vient de faire aujourd'hui.

Nous, du gouvernement libéral, n'avons jamais fait de promesses à qui que ce soit que nous n'ayons tenues, ni aux patrons, ni aux ouvriers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rit<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mon honorable ami trouve cela drôle. Il rit parce que cela ne se passait pas comme cela dans son temps. Pendant trois ans, sous le règne de l'Union nationale, il a tenu des attitudes contraires à ses promesses; il prenait plaisir à multiplier les promesses pour les renier ensuite, chacune à tour de rôle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et les serments par oubli...?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tout à l'heure, le chef de l'opposition a prétendu que, lors de la grève des pompiers et des policiers à Montréal, j'avais fait des promesses que je n'ai pas tenues. Je lui répondrai ceci: Aux policiers et aux pompiers de Montréal, j'ai promis exactement ce que nous accomplissons aujourd'hui. Quand les policiers et les pompiers de Montréal ont fait la grève, ils étaient en loi et dans leur droit, car ils s'étaient d'abord soumis à un comité d'arbitrage. Ce comité leur avait reconnu leur droit à s'affilier à une organisation ouvrière étrangère au gouvernement et ce dernier s'est soumis à la loi.

La loi est présentée non pas à cause de la grève de Montréal, mais à cause des recommandations faites par la commission Prévost et par le Conseil supérieur du travail. Nous n'avons trompé personne. Nous avons réglé la grève de Montréal suivant la loi. Cette grève n'était pas illégale à ce moment-là. Nous ne sommes pas en Allemagne, ici. Il appartient au gouvernement de donner l'exemple du respect des lois et les organismes qui en dépendent doivent faire de même. Ainsi, avant de faire respecter les lois par les autres, il convient de les respecter soi-même.

(Applaudissements à droite)

En ordonnant le règlement de la grève, nous avons parfaitement bien expliqué à la population que, si nous appliquions les lois existantes, dès la présente session nous présenterions une législation qui défendrait les grèves d'employés municipaux. Voilà ce que nous avons promis et voilà exactement ce que nous faisons aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement étudiait le principe de cette loi depuis plusieurs mois et il a reçu l'appui de tous les bons éléments de la population, des ouvriers comme des patrons. Il y a un an, nous avions deux groupements ouvriers devant nous. Nous leur avons demandé d'étudier leurs problèmes et leurs difficultés et de nous faire des recommandations en vue d'une nouvelle législation. Nous avons demandé

la même chose aux patrons et à tous ceux que préoccupent les questions sociales.

La question des relations entre patrons et ouvriers a donc été soumise aux deux groupes et les représentants des unions nous ont également soumis leurs points de vue. Le Conseil supérieur du travail, après avoir reçu l'avis de tous les groupements, a recommandé au gouvernement, à l'unanimité, de passer la loi actuellement soumise à la Chambre.

(Il montre le texte de loi.)

Voilà le résultat de toutes ces études! C'est donc, en substance, les recommandations unanimes du Conseil supérieur du travail que le gouvernement veut appliquer.

Je ne suis pas surpris que cette loi rencontre l'hostilité du chef de l'opposition, parce qu'elle est l'expression du bon sens et de la mesure.

À propos de Montréal, dont le chef de l'opposition a parlé, le gouvernement n'a pas été cause de la grève. C'est enfantin de le prétendre. Le gouvernement a rendu à la métropole des services qui sont appréciés et que la population reconnaît aujourd'hui. Le chef de l'opposition a dit que nous avons mis la ville de Montréal en tutelle. Le gouvernement est intervenu à cause des troubles financiers où elle se trouvait. Et puis, si la ville métropole était dans des difficultés financières sérieuses, l'ancien premier ministre, chef de l'Union nationale, en est un peu responsable; il les a aggravées pendant qu'il était au pouvoir parce que son gouvernement refusa de payer les comptes de la province à la cité, qui s'élevaient parfois à près de \$4,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout ce que j'ai dit, c'est que le gouvernement actuel a interdit la ville de Montréal. Les déclarations que fait actuellement le premier ministre sont pour le moins contraires aux faits et, de plus, il est hors d'ordre...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition nous a reproché d'être les auteurs de la grève de Montréal, parce que nous avons placé Montréal sous la Commission municipale. Mais nous avons aidé Montréal qui est sortie de ses difficultés. La Commission municipale, chargée par le présent gouvernement d'administrer les affaires de Montréal, a remis de l'ordre dans les affaires de la métropole et elle nous a même donné des surplus au lieu des déficits d'autrefois. La Commission est sur le point d'achever son excellent travail. La ville est sortie de son impasse, ceci grâce au gouvernement actuel, et on nous en félicite chaque jour.

La cité de Montréal a réglé la récente grève des pompiers et policiers avec l'aide du gouvernement, car le gouvernement libéral de Québec n'est ni fasciste ni naziste et il se soumet aux lois de la province.

(Applaudissements à droite)

Sa seule intervention avait pour but de renforcer les lois provinciales existantes, notamment en ce qui concerne la reconnaissance du Conseil supérieur du travail comme organisme représentant les policiers et les pompiers dans les négociations avec la ville.

Les unions ouvrières sont venues nous rencontrer ce matin. L'une d'elles, la Fédération provinciale du travail, qui représente les internationaux, a reconnu devant les membres du cabinet que cette loi, au point de vue ouvrier, était la législation la plus progressive et la plus avancée qui ait été présentée dans le monde entier. C'est déjà quelque chose. Elle n'est pas parfaite, certes, mais elle est acceptable par tous les intéressés. D'ailleurs, le chef de l'opposition n'a pas contredit le principe du bill.

Cette loi a été préparée en vue d'orienter à nouveau toute la vie économique et sociale future de la province. Le gouvernement a pris des précautions toutes spéciales pour que l'autonomie de la province soit entièrement respectée et les droits de la province y sont consacrés de façon formelle. La commission des relations ouvrières aura des pouvoirs administratifs et non judiciaires, et nous n'avons pas peur d'une commission qui aura des pouvoirs administratifs. Depuis quatre ans, aucune province ne s'est montrée plus jalouse pour conserver ses droits constitutionnels que la province de Québec.

Il est vrai qu'Ottawa a créé une foule de commissions fédérales en temps de guerre et que certains fonctionnaires fédéraux de ces commissions ne comprennent rien ou n'ont qu'une vague idée de ce qu'est l'autonomie provinciale et sont tentés plus souvent qu'autrement de l'ignorer. Mais le gouvernement de Québec est au guet et, chaque fois qu'il l'a fallu, nous sommes intervenus. La province de Québec est la plus ancienne et la première de la Confédération. C'est elle qui doit revendiquer l'autonomie provinciale et c'était son devoir de prévenir la législation fédérale, afin que l'autonomie de la province soit respectée.

À un moment, la majorité des provinces de l'Ouest du Canada étaient prêtes à céder tous leurs droits à Ottawa si le gouvernement central voulait accepter en même temps toutes leurs obligations et leurs problèmes. Et c'est le gouvernement de la

province de Québec qui s'est levé pour parler avec fermeté, non pas par égoïsme, mais pour servir les intérêts et sauver les droits des provinces du Canada. Seul, le gouvernement de la province de Québec s'est tenu debout et a sauvé l'autonomie provinciale.

Et, aujourd'hui, j'ai le plaisir de vous dire que le Code fédéral du travail, que l'on prépare, ne sera pas ce qu'il devait être dans l'esprit de ceux qui l'ont rédigé; il contiendra les revendications du Québec en matière de législation ouvrière, et cela grâce à la ferme attitude du gouvernement de Québec.

Les autres provinces sont prêtes à abandonner leurs droits en même temps que leurs difficultés à Ottawa, mais pas la province de Québec. Nous sommes pour l'autonomie complète des provinces et nous l'avons revendiquée. À cause de l'attitude tranchée de Québec, le gouvernement fédéral modifiera son propre code du travail. Nous sommes allés à Ottawa; nous avons fait valoir les vues de la province de Québec et nous avons défendu ces idées en faveur de l'autonomie provinciale dans tout le pays contre tout l'Ouest canadien, et nous avons réclamé le respect des droits de toutes les provinces.

Nous avons fait tout ce que nous avons pu, nous, pour conserver intégralement nos droits et nos prérogatives. Nous avons bien l'intention de conserver l'autorité, l'autonomie, les droits et les prérogatives qui nous sont conférés en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

(Applaudissements à droite)

Voilà ma réponse aux prétentions du chef de l'opposition à propos de notre autonomie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est nullement ici question d'autonomie et de conférence interprovinciale. Le tout ne relève pas de la discussion faite au cours du présent bill. Le premier ministre est hors d'ordre. Je suis prêt à discuter ces questions n'importe quand. Je me réserve le droit de répliquer au premier ministre<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le présent gouvernement n'est le serviteur de personne, de ce temps-ci, sauf du peuple de la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De ce temps-ci?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition fait semblant de ne pas comprendre, car, du temps de mon honorable ami, le gouvernement était le serviteur des gros intérêts contre le peuple.

Les principes de la loi ont été admirablement exposés par le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). Nous mettons cette législation à la base d'un progrès qui doit orienter la vie économique et sociale de notre province. La province de Québec veut être en avant de toutes les autres, après la guerre, et aucun progrès ne pourra être durable s'il ne s'appuie sur un ordre social solide. Pour cela, il faudra établir les réformes sur des bases solides, et la législation ouvrière actuellement devant les Chambres provinciales est un des piliers sur lesquels le gouvernement veut poser l'édifice social d'après-guerre.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition a dit que je n'étais pas qualifié pour présenter cette loi. Je le suis, qualifié. C'est dans ma famille que j'ai appris les questions ouvrières, puisque mon père était un ouvrier. Ce dernier a pu cependant faire instruire ses deux fils. J'ai fait des études spéciales des questions ouvrières. Je suis allé au collège...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Nous ne sommes pas ici pour entendre le ministre faire son propre éloge...

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition a parlé de mon associé professionnel, Me Brossard, qui fut président du tribunal d'arbitrage dans le conflit entre les employés municipaux de Montréal et la ville elle-même. On peut avoir des divergences d'opinions entre nous. La commission Brossard a rendu un jugement suivant la loi et non d'après les idées personnelles des membres de ce tribunal. La commission Brossard, tout comme la commission Prévost, a trouvé des lacunes dans nos lois ouvrières et elle a fait des recommandations en conséquence, que le gouvernement a incorporées dans sa législation. La loi actuelle contient donc plusieurs des recommandations du rapport Brossard.

Quant aux difficultés ouvrières sous le régime de l'Union nationale, que le chef de l'opposition ait donc mémoire de ses bills 19 et 20 et du mal qu'ils ont fait. Le peuple se rappelle encore la grève des textiles, celle d'Acton Vale, et nombre d'autres conflits. Il n'a pas lieu de parler de monument de législation ouvrière sous son règne. Les arguments du chef de l'opposition sont d'ordre démagogique seulement. Aujourd'hui, nous faisons notre devoir et nous avons l'assurance d'avoir l'approbation de l'opinion publique de cette province.

**M. l'Orateur** présente le bill pour deuxième lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** consent à l'adoption du projet de loi en deuxième lecture.

**Des députés ministériels**<sup>6</sup> réclament le vote pour forcer l'opposition à voter<sup>7</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: C'est une perte de temps que de voter. Cependant, je suis prêt à le faire.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulac, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Beaulieu (Témiscouata), Bégin, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bourque, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duplessis, Élie, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Labbé, Langlais, Lawn, Lorrain, Marler, Mathewson, Morin (Champlain), Paquette, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Robinson, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 55.

**Contre:** 0.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**: Vous voyez comme nous avons un bon gouvernement.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)  
(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: M. le député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier), pourquoi présentez-vous cette loi?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)**: Pour trois raisons: parce que le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) est malade, parce que la loi est bonne et parce que je suis compétent pour le faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Ce n'est pas cela que je demande. Je veux savoir les motifs de la loi et le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) ne parle que de lui.

La loi actuelle vient-elle à cause de la grève des pompiers et des policiers?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)**: Non. Les recommandations nous ont été faites avant la grève. Nous y avons pensé dès le mois de mai dernier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le gouvernement aurait dû passer sa loi avant de conclure une entente. Le gouvernement aurait dû convoquer une session spéciale pour passer une loi. Dans les cas d'urgence, une session peut être convoquée en deux jours. Et il y avait urgence pour les pompiers et les policiers. Mais, au lieu de convoquer une session, le gouvernement leur a fait des promesses qu'il savait ne pouvoir tenir.

Le bill empêche l'atelier fermé parce qu'un groupe minoritaire d'employés peut toujours être partie à la convention collective s'il représente 10 % des ouvriers. Puisque les minorités ont voix au chapitre, c'est qu'elles ne peuvent être exclues d'une usine par une entente entre le syndicat majoritaire et le patron. Principe de la liberté d'association et exclusion de l'atelier fermé, voilà l'essence même des bills 19 et 20 que nos amis d'en face ont tant critiqués et condamnés.

Notre loi a été passée en 1937. Nous avons donc vu clair sept ans avant le gouvernement actuel qui est au pouvoir depuis 1939. Il dit qu'il a consulté tous les experts imaginables. Ça a donc pris cinq ans au gouvernement actuel, après toutes consultations, pour se rendre compte que notre loi de 1937 était bonne.

La grève du textile, je l'ai réglée en une seule journée, et ce, à la demande du cardinal. Et les ouvriers ont eu avec moi un règlement plus favorable que celui que préconisait M. Charpentier, président de la C.T.C.C. Avec ce dernier, ils auraient eu un contrat collectif en 12 mois et je l'ai fait accepter pour les prochains six mois. Les ouvriers ne sont pas en faveur de la loi actuelle, puisqu'ils viennent ici au parlement protester.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Dépôt de documents:**

**Rapport du  
ministre des Affaires municipales,  
de l'Industrie et du Commerce**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1942. (Document de la session no 8)

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

---

**NOTES**

1. Selon *Le Soleil*, *L'Événement* et *L'Action catholique*, à la page 3 de leur édition du 26 janvier 1944, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) vient d'être admis à l'hôpital, où ses médecins vont le mettre sous observation.

2. Selon *La Patrie* du 26 janvier 1944, à la page 4, il y aurait eu deux grèves de 1936 à 1939.

3. *L'Action catholique* du 26 janvier 1944, à la page 8, a écrit le parti de l'Union nationale, alors que *The Montreal Daily Star* et *Le Canada* du même jour, respectivement aux pages 5 et 9, ont écrit l'Action libérale nationale.

4. Selon *Le Soleil* du 26 janvier 1944, à la page 5, M. Duplessis souriait.

5. Selon *The Gazette* du 26 janvier 1944, à la page 1, M. Duplessis a fait remarquer à plusieurs reprises que M. Godbout s'éloignait de l'objet du débat et que, s'il continuait ainsi, il insisterait pour avoir un droit de réplique.

6. Selon *La Patrie* du 26 janvier 1944, à la page 4, c'est le premier ministre qui aurait demandé le vote.

7. Selon *Le Soleil* du 26 janvier 1944, à la page 5, les whips, MM. Joseph-Achille Francoeur, Edward Charles Lawn et Joseph Fillion, sont allés chercher les députés et le vote fut pris à 5 h 30.

Séance du mercredi 26 janvier 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- d'André Blaquièrre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Monseigneur J.-A.-H. Blaquièrre (M. Langlais);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Caron, Hull).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Joyal);
- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Morin, Champlain);
- des frères maristes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Francoeur, Lévis);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Guibord);
- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs (M. Biron);
- de l'Union des cultivateurs catholiques inc., demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation (M. Bonvouloir);
- de la municipalité du village de Montmorency, demandant l'adoption d'une loi annexant certains territoires de ladite municipalité (M. Bouchard, Québec-Comté).

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Robert-Jean-François de Plaen, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de chirurgien dentiste, après avoir subi les examens prévus par le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;
- de demoiselle Harriett Duff Reid, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de son père, feu Sir Robert Gillespie Reid;
- de Apostolic Church of Pentecost, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant ladite église comme corporation ecclésiastique;
- de la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi confirmant une résolution;
- de la Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Projets de loi:**

**Mutuelle ecclésiastique  
d'Ottawa**

**M. Caron (Hull)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 modifiant la charte de La Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Apostolic Church  
of Pentecost**

**M. Robinson (Brome)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 reconnaissant Apostolic Church of Pentecost comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Dolbeau**

**M. Potvin (Roberbal)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Succession de Sir Robert Gillespie Reid**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 concernant la succession de feu Sir Robert Gillespie Reid.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Titre de propriété dans le district de Montréal**

**M. Robidoux (Richelieu-Verchères)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 concernant le titre relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé dans le district de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Saint-Maurice Power Corporation**

**M. Guibord (Laviolette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Robert-Jean-François de Plaen**

**M. Joyal (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert-Jean-François de Plaen à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Travaux de la Chambre**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je comprends que c'est aujourd'hui, mercredi, la journée consacrée aux motions des députés. Mais, comme il y a deux projets de loi de la part du gouvernement, qui nous semblent urgents pour régler des questions ouvrières, les députés de l'Union nationale n'ont pas d'objection à donner préséance, pour aujourd'hui, à

la discussion du bill 2 concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi, et du bill 3 instituant une commission de relations ouvrières. C'est une autre preuve de coopération de l'opposition.

### **Demandes de documents:**

#### **Emprunt de 1944**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au récent emprunt contracté par le gouvernement de la province le ou vers le mois de janvier 1944, pour un montant de \$9,680,000.

Adopté.

#### **Canalisation du Saint-Laurent**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 17 mai 1941 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 27, 5 George VI, intitulé: "Loi concernant la canalisation du Saint-Laurent".

Adopté.

#### **Expropriation de la Beauhanois L. H. & P. Co.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 17 mai 1941 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 28, 5 George VI, intitulé "Loi concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company".

Adopté.



### **Service des impressions et service de cinéphotographie**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au service des impressions et au service de cinéphotographie de la province.

Adopté.

### **Correspondance relative à l'emprunt 1944**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1943 jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au récent emprunt contracté par le gouvernement de la province le ou vers le mois de janvier 1944, pour un montant de \$9,680,000.

Adopté.

### **École de laiterie et commission de pasteurisation du lait**

**M. Lorrain (Papineau)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 15 juin 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 57, 7 George VI, intitulé: "Loi concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe".

Adopté.

### **Manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire**

**M. Lorrain (Papineau)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la

Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 23, 7 George VI, intitulé: "Loi concernant l'établissement d'une manufacture de sucre à betterave à Saint-Hilaire".

Adopté.

### **Plaques d'immatriculation des automobiles**

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant aux plaques d'automobile.

Adopté.

### **Siège de la Commission des accidents du travail**

**M. Barrette (Joliette)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement, et se rapportant à la nouvelle bâtisse de la Commission des accidents du travail, située sur la rue Grande Allée, dans la cité de Québec, et connue sous le nom de Bishop Mountain Hall.

Adopté.

### **Biens des sulpiciens**

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 2, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens".

Adopté.

**Dépôt de documents:**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 9)

**Projets de loi:****Embellissement  
de Québec**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération des résolutions concernant le bill 4 modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec.

Adopté.

**Crédit nécessaire  
à l'exploitation des lots**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération des résolutions concernant le bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leurs lots.

Adopté.

**Loi du crédit  
agricole du Québec**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération des résolutions concernant le bill 6 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

Adopté.

**Commission de  
relations ouvrières<sup>1</sup>**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 3 instituant une commission de relations ouvrières.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Hull)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que les Syndicats nationaux ont eu aujourd'hui une entrevue avec les membres du cabinet. Nous n'avons pas été, nous les oppositionnistes, invités au cabinet. Lors même que nous serions invités, nous n'irions pas. Nous aimerions savoir ce qui s'y est dit et produit et quelle est l'opinion exprimée ce matin par les délégués des Syndicats catholiques sur cette nouvelle législation.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous recevons au Conseil des ministres les personnes distinguées, et les représentants des ouvriers qui ont rencontré les membres du gouvernement sont des gens bien. Je dois dire que les Syndicats nationaux approuvent les deux bills. Ils se sont présentés ce matin devant le Conseil des ministres et ont admis, étant de bonne foi, qu'ils sont prêts à proclamer partout que les bills 2 et 3 constituent une mesure importante et la législation ouvrière et sociale la plus progressive et la plus avancée qu'on ait eue en ces dernières années. Ils sont prêts à les accepter sans condition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux de savoir que le gouvernement passe une loi approuvant ce que l'Union nationale a fait par une autre loi, en 1937, et l'attitude des Syndicats catholiques est de nature à me faire oublier toutes les attaques que m'ont values les bills 19 et 20.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) est-il autorisé à parler au nom des Syndicats nationaux?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je donne le résumé de l'entretien des représentants de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada avec les membres du cabinet. Les journalistes étaient présents et en informeront toute la province.

**M. Leduc (Laval)** remercie le gouvernement d'avoir exclu les ingénieurs civils de l'application de la loi.

Le comité étudie l'article 1.

L'article 1 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie le paragraphe *a.* de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est donné ci-après:

"a. "salarié" signifie: tout apprenti, manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société; ce mot ne comprend pas:

"1° les personnes employées à titre de gérant, superintendant, contremaître ou représentant de l'employeur dans ses relations avec ses salariés;

"2° les directeurs et administrateurs d'une corporation;

"3° une personne appartenant à l'une ou l'autre des professions visées aux chapitres 262 à 275, ou admise à l'étude de l'une de ces professions;

"4° les domestiques de maison et les personnes employées dans une exploitation agricole;"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La définition du mot "salarié", affirme-t-il, n'est pas complète.

Le paragraphe a. de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie le paragraphe b. de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est donné ci-après:

"b. "exploitation agricole" signifie: une ferme mise en valeur par l'exploitant lui-même ou par l'entremise d'employés."

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Dans les cas des gentlemen-farmers, l'agriculture peut devenir une véritable industrie.

Le paragraphe b. de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le paragraphe c. de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie le paragraphe d. de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est donné ci-après:

"d. "association" comprend: un syndicat professionnel, une union de tels syndicats, un groupement de salariés ou d'employeurs *bona fide* ayant pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité."

**M. Gagnon (Matane):** Hier, la Chambre a voté unanimement pour la loi du gouvernement, ce qui prouve que, lorsqu'il s'agit d'une législation sociale large et humanitaire, les députés sont capables de mettre de côté les considérations partisans et oublient la politique.

Il existait avant aujourd'hui, soit depuis 1937, au temps de l'Union nationale, une loi pour protéger les ouvriers. Je dois dire que 50 % des dispositions du projet à l'étude, sauf la partie qui explique la composition de la commission d'arbitrage, ont été prises dans les bills 19 et 20 de 1937 et 1938, votés sous l'Union nationale, que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a critiqués hier. Avant la loi actuelle, il n'y avait rien qui protégeait les ouvriers de la province. Certaines clauses de la loi de 1937 passée sous le régime Duplessis sont reproduites mot à mot, comme la définition du mot "association" donnée dans la loi, qui reproduit la définition que l'on trouve dans la loi de 1937. Ces législations constituaient une véritable charte du travail qui consacrait le principe de la liberté syndicale et du droit d'association et qui a été reconnu par toutes les lois de l'Union nationale.

La législation du gouvernement Duplessis l'amplifia et la compléta en 1938. Ces mêmes bills prévoyaient des sanctions sévères contre les employeurs réfractaires qui entravaient l'exercice de cette liberté. Et notre conduite, dans le temps et plus tard, a été critiquée, condamnée, dénoncée et répudiée pendant sept ans par les libéraux qui, aujourd'hui, admettent dans un projet de loi la grande charte des travailleurs, passée par l'Union nationale, pour la liberté syndicale. Mais les libéraux n'ont vu la lumière qu'en 1944 et voudraient faire croire qu'ils ont fait une découverte merveilleuse. Pourtant, dès 1940, le régime Godbout a malheureusement supprimé les sanctions contre les employeurs qui attenteraient au droit de l'ouvrier d'appartenir à l'union de son choix. Il est maintenant forcé de faire machine arrière.

Le gouvernement actuel a rappelé les lois de l'Union nationale dès 1940. La méconnaissance de la liberté syndicale et le rappel de nos lois furent la cause des grèves que nous avons eues dans la province en 1942 et 1943. Si le gouvernement n'avait pas rappelé ces bills, les grèves de Dolbeau, Chicoutimi et Riverbend auraient été évitées. Le rapport de la commission Prévost reconnaît qu'il n'y aurait pas eu de grèves s'il eût existé une réglementation adéquate pour permettre aux ouvriers de faire partie des unions de leur choix. La commission a, en réalité, démontré que les troubles ont éclaté parce qu'il n'y avait pas de loi pour dire à l'ouvrier qu'il pouvait faire partie de l'union qu'il désirait ou bien d'aucune union, cette commission étant due au rappel de la législation de 1937. Nous avons voté le principe de la loi. Mais la loi elle-même comporte de mauvaises dispositions.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dit qu'on lui prête des propos qu'il n'a pas tenus. Je n'ai jamais déclaré que la loi actuelle était quelque chose de révolutionnaire. J'ai simplement fait remarquer, hier, que la province de Québec avait la législation sociale la plus avancée du pays et que le nouveau bill à l'étude était le complément nécessaire à cette législation ouvrière qui existait déjà dans nos Statuts et donnée à notre province par les gouvernements libéraux. Le député de Matane (M. Gagnon) s'ouvre les yeux un peu tard et n'a pas à vanter ses lois de 1937, car ce qu'il y a de bon et de semblable dans le texte de loi à l'étude et le texte des bills 19 et 20 de 1937, condamnés par la classe ouvrière, c'est tout simplement la définition du mot "association".

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que c'est son gouvernement qui fut le premier à établir le principe du droit d'association des ouvriers et à se prononcer contre l'atelier fermé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Or, l'Union nationale ne faisait que reproduire des dispositions de lois votées sous l'ancien régime libéral, notamment la loi des syndicats professionnels, adoptée en 1924 et qui consacrait la liberté syndicale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne peut nier que c'est nous qui avons reconnu et légalisé la liberté syndicale en cette province. Le bill n'est qu'une copie de la législation ouvrière de l'Union nationale de 1937-1938. J'ai dit hier que la liberté syndicale avait été consacrée sous notre

régime, en 1937, dans les bills 19 et 20. Et les libéraux ont alors et plus tard induit en erreur les ouvriers. La preuve que la liberté syndicale a été abolie par la droite, c'est que la commission Prévost désignée pour faire enquête sur les différends ouvriers du Lac-Saint-Jean en recommande le rétablissement. Il n'y a jamais eu de troubles de notre temps, comme il s'en est produit sous le présent régime au Lac-Saint-Jean. Les grèves ont commencé dans la province depuis que le gouvernement actuel a rappelé les lois de l'Union nationale, en 1940; les conflits de Dolbeau, Riverbend et Chicoutimi n'auraient pas été possibles si les bills 19 et 20 n'avaient pas été abolis. C'est l'incurie et l'imprévoyance du régime actuel qui ont été cause, dans une large mesure, des récentes grèves à Montréal.

Nous voulons rétablir les faits, car, après avoir voulu surprendre et tromper la bonne foi des ouvriers et de la population pendant sept ans, le gouvernement actuel se vante de passer une loi qui reproduit celles de l'Union nationale. (Protestations à droite) Les libéraux ont tort de se vanter de leur loi comme d'une trouvaille en matière de législation ouvrière. Mais il n'en a pas pour longtemps. Le régime actuel est un régime de pêcheurs qui essaie de se convertir sur le tard à la lumière des lois passées au temps de l'Union nationale.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement n'en est certainement pas rendu à s'inspirer des législations passées au temps de l'Union nationale. Le principe de la liberté syndicale a été consacré dans la loi des syndicats professionnels, qui date de 1924. Dans ses définitions, le gouvernement s'est inspiré du texte de loi des syndicats professionnels, et même l'Union nationale, dans la préparation de ses propres législations, a été obligée de copier ces textes de loi inscrits dans nos Statuts par une administration libérale.

Il lit les définitions du mot "association" dans les lois de 1944 et 1924:

"Les syndicats professionnels, au nombre de trois et plus, peuvent se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, sociaux et moraux et, à cette fin, être constitués en union ou fédération en suivant les dispositions de l'article 1 de la présente loi." (S. Q., 1924, 14 George V, chapitre 112)  
"association" comprend: un syndicat professionnel, une union de tels syndicats, un groupement de salariés ou d'employeurs *bona fide* ayant pour objet l'étude, la défense et le

développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité." (Article 2d de la section I du projet de loi actuel)

Quant aux bills 19 et 20, nous laissons au chef de l'opposition la paternité de ces bills; le gouvernement de l'Union nationale a déjà été jugé là-dessus. On sait d'ailleurs ce qu'ils évoquent dans l'esprit des ouvriers de cette province, ces fameux bills 19 et 20; il n'y a qu'à les mentionner pour évoquer tout de suite l'indignation qu'ils ont produite dans les milieux ouvriers. Ce fut alors sa condamnation de la part des ouvriers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est mon devoir de démontrer au peuple le manque de sincérité du gouvernement, et le premier ministre n'a pas le droit de parler de ceux qui manquent à leur parole. Ça fait d'ailleurs rire les gens quand ils entendent parler de la parole du premier ministre. Le premier ministre a voulu, hier, faire des farces en parlant de mon nom "Duplessis". C'est moins pire que les serments par oubli ou distraction. Je pourrais dire qu'il n'y a pas longtemps un homme qui était accusé de parjure a voulu présenter comme défense que le premier ministre actuel avait bien fait des serments par oubli et distraction, et il a été quand même condamné, même en tentant de se prévaloir de l'attitude du premier ministre.

Le premier ministre actuel devrait faire une grève contre son manque de parole, les reniements, l'apostasie, les trahisons et l'illogisme. Il existe actuellement sept comtés qui ne sont pas représentés pour la discussion des projets de loi de cette importance, et le gouvernement agit ainsi contre le bon sens et la démocratie, en ne faisant pas d'élections pour remplir les sièges vacants dans ces comtés. C'est une injure que le gouvernement fait aux sept députés qui siègent ici; il semble leur dire que leurs comtés sont aussi bien représentés par des sièges vides.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous sommes loin du projet de loi en discussion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) dit ici noir ce que son associé, M. Brossard, a dit blanc<sup>2</sup>. Le premier ministre devrait avoir le courage de faire des élections. Il est d'ailleurs extraordinaire de voir que cette législation est amenée à la dernière heure, avant les élections. On ferait mieux de faire augmenter les salaires dans Québec. Pour le même travail, avec les

mêmes conditions de travail, les salaires d'une façon générale sont moins élevés pour les ouvriers dans Québec qu'ils ne le sont pour les ouvriers des autres provinces. Pourtant, nos gens valent autant que ceux de l'Ontario. Et pourquoi cela? Je n'y vois qu'une raison: c'est que le gouvernement provincial se laisse conduire par Ottawa, ce qui a pour résultat que les salaires sont inférieurs dans notre province.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'honorable chef de l'opposition ne peut résister à son désir de faire de l'électorisme. Il vaudrait mieux revenir à l'étude du bill proprement dit. En ce qui concerne les salaires, j'attire son attention sur des chiffres compilés par la revue *Canadian Business* et publiés dans le *Montreal Star* du 9 décembre 1943, qui nous révèle quelles ont été les augmentations de salaires des ouvriers des principales villes du Canada, du mois de décembre 1941 au mois de décembre 1943<sup>3</sup>. Voici le pourcentage des augmentations: Québec, 32.8 %; Vancouver, 30 %; Montréal, 21 %; Toronto, 19 %; Hamilton, 13.90 %; Ottawa, 15.30 %; Winnipeg, 9.60 %; Windsor, Ontario, 6.80 %. Ces statistiques suffisent à répondre aux affirmations gratuites du chef de l'opposition à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les salaires sont plus élevés dans notre province, alors?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Dans certaines industries, oui, les salaires des ouvriers de la province de Québec sont plus élevés, mais, dans d'autres industries, les salaires sont plus élevés en Ontario. Mais ce n'est pas une bonne comparaison. Il arrive chez nous ce qui arrive aux États-Unis. Ainsi, à New York, les salaires sont plus élevés qu'à Newark, New Jersey. Ce n'est pas seulement l'enveloppe de paie qu'il faut voir, mais le coût de la vie dans la localité où se trouve le travailleur. Il y a bien des facteurs qui entrent en ligne de compte lorsqu'il faut comparer l'échelle des salaires payés d'une province à l'autre, même d'une ville à l'autre. Ce sont les conditions de vie qui déterminent les taux des salaires.

Lorsque les fonctionnaires de Montréal se sont mis en grève, ils n'ont pas demandé les salaires des fonctionnaires de Toronto, parce que les salaires de ces derniers sont moins élevés que ceux que les fonctionnaires de Montréal recevaient. C'est un exemple, et ce n'est pas le seul. Il faut donc admettre que les conditions de travail et les conditions économiques ne sont pas toujours les mêmes. Mais je

ne veux pas préjuger une question qui doit être le sujet d'un arbitrage. Le chef de l'opposition se place au point de vue électoral. Nous nous plaçons au point de vue de l'intérêt public.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces hausses apparentes de salaires ne sont que trompe-l'œil. Après déduction des retenues et des impôts multiples, l'enveloppe de paie du salarié se trouve considérablement amincie.

Le paragraphe *d.* de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les paragraphes *e.* à *g.* de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *i.* de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est donné ci-après:

"*i.* "commission" désigne la Commission de relations ouvrières de la province de Québec instituée par la présente loi."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au gouvernement de nommer comme membres de la commission des relations ouvrières des hommes impartiaux et compétents, choisis en dehors de la politique. L'influence politique devrait rester étrangère à leur nomination et à leurs fonctions. Même la meilleure loi au monde, dit-il, est vouée à un échec si ceux qui l'administreront ne sont pas compétents ou impartiaux. Or, rien n'est plus important que l'impartialité et l'indépendance de ces commissaires.

De plus, en vertu du projet de loi, les salaires des commissaires ne sont pas fixés. C'est un mauvais principe, car le gouvernement ayant le droit de fixer les salaires qu'il veut, ces nominations peuvent devenir l'objet d'enchères politiques. De cette façon, on pourra les faire chanter, en disant que l'on pourra réduire leurs salaires. La loi devrait donc fixer le traitement qui sera payé aux commissaires et non pas laisser ce pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Lorsque le chef de l'opposition était premier ministre, il ne se souciait pas de fixer par la loi le traitement

des commissaires qu'il nommait. Dans la loi relative à la formation de la Commission du tramway et en créant l'Office du crédit agricole, le chef de l'Union nationale n'a pas, non plus, mentionné les salaires qui seraient payés aux commissaires; il laissait la fixation de salaires des membres au bon vouloir du gouvernement ou il fixait leurs salaires à \$1 par année quand il voulait changer les commissaires.

Le chef de l'opposition agissait ainsi pour permettre à sa "gestapo" de faire les destitutions qu'elle voulait. Aujourd'hui, il réclame autre chose, preuve qu'il n'est conséquent qu'à son poste de chef de l'opposition. Quant à l'impartialité des commissaires et à leur compétence, le fait qu'ils seront nommés par le gouvernement Godbout est la meilleure garantie du public des bonnes nominations que l'on fera et que nous puissions donner à la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la même chose. Les deux organismes cités par le ministre n'ont que des pouvoirs administratifs. Il s'agissait dans ces deux cas de commissions sans pouvoir judiciaire, ce qui est beaucoup moins grave. La Commission du crédit agricole n'était pas un tribunal. À la tête de la Commission des salaires raisonnables, l'Union nationale avait nommé un magistrat de haute compétence et de grande probité, M. le juge Ferdinand Roy.

D'ailleurs, le gouvernement a été élu en 1939 non pas pour copier l'Union nationale, mais sur la promesse qu'il ferait mieux que nous.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** (Souriant) Ce n'est pas difficile.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels seront les salaires des commissaires?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** ne saurait répondre à cette question maintenant.

Le paragraphe *i.* de l'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 2 de la section I du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 3 à 6 de la section II du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 de la section II du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"7. La Commission s'assure du caractère représentatif de l'association et de son droit d'être reconnue et à cette fin procède à la vérification de ses livres et archives."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article consacre la mainmise de la commission sur les affaires internes des unions ouvrières; on va trop loin et on instituera une sorte de police secrète. Pourquoi donner à la commission le droit de faire enquête sur les unions, d'envoyer des employés fouiller dans les livres des syndicats et de se faire la gestapo des organisations ouvrières?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il est important que tout fonctionnaire de la commission soit tenu au secret quand il fera enquête chez les employeurs et les ouvriers. Autrement, il pourrait révéler des faits qui bénéficieraient à des unions ou associations rivales. De plus, le chef de l'opposition sait parfaitement que la loi n'est pas faite pour protéger une seule classe de travailleurs mais toutes les classes, et pour assurer la sécurité sociale, en tenant compte des intérêts de toute la collectivité. Il peut arriver que des ouvriers appartiennent à la fois à deux ou même trois unions différentes, et il faut nécessairement que l'employeur sache à qui il a affaire. La commission doit donc avoir les pouvoirs voulus pour vérifier quels sont les membres en règle d'une association.

C'est la seule façon de s'assurer de la bonne foi des unionistes. Avant de pouvoir dire au patron: "Vous allez négocier avec telle association qui groupe 60 % de vos employés", le gouvernement veut permettre aux enquêteurs de la commission de pouvoir se rendre compte quels sont les membres *bona fide* d'une union, pour la reconnaissance de l'union qui groupera 60 % des salariés. Syndicats et unions nous ont demandé cette garantie. D'ailleurs, pas un seul délégué ouvrier ne s'est objecté à cela, preuve que cette clause est bien vue de la population ouvrière de la province de Québec.

L'article 7 de la section II du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 8 de la section II du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"8. La Commission peut ordonner le vote au scrutin secret d'un groupe désigné de salariés si elle est d'avis qu'une contrainte a été exercée pour empêcher un certain nombre desdits salariés d'adhérer à une association ou pour les forcer à y adhérer ou s'il appert que lesdits salariés sont membres de plus d'une association en nombre suffisant pour influencer la décision.

"Tout employeur est tenu de faciliter la tenue du scrutin et tout salarié faisant partie du groupe désigné par la Commission est tenu de voter, à moins d'une excuse légitime dont la preuve lui incombe."

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** À cet article, je propose un amendement pour supprimer les cinq mots "dont la preuve lui incombe". Il s'agit d'une faute typographique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne sait pas sa langue.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Peut-être, mais j'aime mieux me servir de la mienne que de celle de mon honorable ami.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La commission aura la discrétion de décréter le vote ouvert ou secret, selon ses caprices, si elle juge qu'une contrainte a été exercée pour empêcher des salariés d'appartenir à une association.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** En songeant au bien commun, le gouvernement veut protéger le patron, l'ouvrier et les unions ouvrières.

L'amendement est adopté.

L'article 8 de la section II du CHAPITRE 162A ainsi amendé et introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 9 et 10 de la section II et les articles 11 à 13 de la section III du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14 de la section III du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"14. Le conciliateur fait rapport au ministre dans les quatorze jours de la réception de ses instructions.

"Si le rapport atteste que l'entente n'a pas été possible, le ministre nomme un conseil d'arbitrage

suivant la loi des différends ouvriers du Québec (chapitre 167), le rapport du conciliateur tenant lieu de la demande prévue en ladite loi."

**M. Chaloult (Lotbinière)** se dissocie de cet article 14. Souvent, dit-il, les arbitres nommés pour représenter les patrons et les ouvriers pour siéger dans des commissions d'arbitrage sont incompetents. Le gouvernement n'a-t-il pas songé à nommer un tribunal permanent d'arbitrage, plutôt qu'un conseil d'arbitrage, composé de gens compétents et désintéressés, pour trancher les difficultés dans la négociation d'une convention collective et dont les décisions seraient sujettes à l'appel devant un tribunal supérieur?

**M. Gagnon (Matane):** Au lieu de créer une commission des relations ouvrières, on devrait créer un véritable tribunal du travail, avec des pouvoirs étendus, tribunal qui pourrait assumer plusieurs des fonctions actuellement attribuées au ministre du Travail.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous avons bien étudié cette très importante question. Nous en avons discuté, ce matin même, avec les Syndicats nationaux et le Conseil supérieur du travail. Ce dernier a suggéré la création d'un tribunal du travail, plutôt qu'une commission de relations ouvrières, mais le gouvernement ne peut accepter cette suggestion. Il y a tout d'abord certaines difficultés constitutionnelles à nommer un pareil tribunal, le gouvernement pouvant instituer le tribunal, mais, en matière de nomination de juges à ce tribunal, Québec se verrait dans l'obligation d'avoir à traiter avec le pouvoir central. Les trois commissaires ne seront donc pas revêtus de pouvoirs judiciaires car, en ce dernier cas, les nominations relèveraient d'Ottawa.

Nous reconnaissons que la loi des différends ouvriers, en vertu de laquelle le conseil d'arbitrage est nommé, n'est pas parfaite. Malgré ses lacunes, nous croyons devoir nous en tenir à la loi qui pourvoit à la nomination d'un conseil d'arbitrage dans chaque conflit. Nommer des arbitres permanents peut comporter le risque que ceux qui sont nommés souffrent par la suite de déformation professionnelle, ce qui deviendrait dangereux pour tout le monde. Évidemment, le représentant d'une union ouvrière dans ce tribunal permanent, tout honnête qu'il soit, pourrait se laisser inspirer, parfois, par cette affiliation ou par le désir de plaire à son association, dans son verdict, qu'il se croie tenu de donner raison aux ouvriers.

La même chose pourrait se dire d'un représentant des patrons, qui se croit lié envers le patron. Aussi, le représentant des ouvriers dans ce conseil permanent serait peut-être quelque peu préjugé, du fait de son affiliation antérieure à telle ou telle union. Certaines compagnies seraient peut-être tentées d'exercer des pressions pécuniaires auprès de l'un ou l'autre membre. La nomination d'arbitres permanents pourrait représenter un danger de corruption. C'est pourquoi nous croyons préférable de nommer un conseil d'arbitrage pour chaque cas particulier.

Dans tout tribunal d'arbitrage nommé, si les représentants des employés et des employeurs ne peuvent s'entendre à raison de leurs relations, de leurs amitiés et de leurs groupements professionnels, on s'en rapporte surtout à l'impartialité du troisième membre nommé par les deux groupes ou par le gouvernement et qui ne représente ni les ouvriers, ni les patrons. C'est un fait que le ministre ne fait que constater.

Voilà pourquoi on a souvent des rapports majoritaires et minoritaires avec un tribunal d'arbitrage. Les autres peuvent être tout à fait honnêtes, sans être complètement exempts de préjugés. Mais nous nous objectons à ce que des arbitres permanents soient nommés parce que ce serait dangereux, étant donné que nous sommes en pleine évolution sociale. L'établissement d'un tel tribunal permanent ne serait donc pas pratique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là un aveu tardif de la part du gouvernement de ce qu'il a dit souvent au sujet des tentatives pour assumer des pouvoirs judiciaires appartenant à l'autorité fédérale.

**M. Gagnon (Matane):** Depuis 1939, le gouvernement a souvent nommé des partisans politiques dans ses commissions ou même à la tête de ses commissions. Le gouvernement ne devrait faire aucune nomination politique. Et aussi, les fonctions des arbitres et des conciliateurs devraient être soustraites à l'influence du ministre du Travail.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'honorable député de Matane (M. Gagnon) oublie le régime dont il faisait partie.

**M. Chaloult (Lotbinière):** C'est une vieille tradition chez nous de nommer des amis politiques sur le banc. Chaque gouvernement a toujours nommé les hommes de son choix à des postes de confiance. C'est un état de choses parfois déplorable, mais qui



est bien ancré dans nos mœurs. Cependant, on peut trouver d'excellents candidats à des fonctions importantes parmi des partisans politiques; nos juges sont nommés par le gouvernement d'Ottawa, et ce sont ordinairement des partisans du gouvernement, mais ils sont tous d'excellents juges, car ces derniers oublient leurs opinions politiques.

Pour moi, ce n'est pas une objection fondamentale. En tant que ces hommes puissent s'élever au-dessus de la politique une fois nommés, je crois que l'on pourra trouver d'excellents commissaires, des gens probes, compétents et honnêtes pour former les commissions gouvernementales, même en suivant la tradition.

L'article 14 de la section III du CHAPITRE 162A ainsi amendé et introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 15 et 19 de la section III du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie les articles 20 à 26 de la section IV du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi, lesquels parlent des pratiques interdites.

**Des députés** sont d'accord que l'employeur ou l'employé ne peut user d'intimidation quand il s'agit de liberté syndicale.

Les articles 20 à 26 de la section IV du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Les articles 27 et 28 de la section V du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie les articles 29 à 41 de la section VI du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi qui traitent de la commission de relations ouvrières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est étrange que les trois commissaires qui formeront la nouvelle commission de relations ouvrières ne soient pas astreints à prêter serment.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** donne raison au chef de l'opposition. On insérera cette obligation dans la loi, affirme-t-il.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement forme de nouvelles commissions pour créer des positions pour y caser ses amis avant la débâcle qui s'en vient. C'est une commission *ante mortem* que l'on établit.

Les articles 29 à 41 de la section VI du CHAPITRE 162A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 42 de la section VII du CHAPITRE 162A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"42. Tout employeur ou association d'employeurs qui, ayant reçu l'avis prescrit, fait défaut de reconnaître comme représentants de salariés à son emploi les représentants d'une association reconnue à cette fin par la Commission ou de négocier de bonne foi avec eux une convention collective de travail est passible, pour la première infraction, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars et, pour toute récidive, d'une amende n'excédant pas mille dollars avec, en outre, s'il s'agit d'un individu, un emprisonnement n'excédant pas trois mois."

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je propose un autre amendement à l'article 42 au sujet des amendes qui seront imposées aux violateurs de la loi. Au lieu d'une amende n'excédant pas \$500, cet amendement fixe un minimum, selon lequel l'amende variera de \$100 à \$500, pour la première infraction.

Et dans le même paragraphe, au lieu d'une amende n'excédant pas \$1,000, le nouveau texte sera d'une amende de \$200 à \$1,000, pour toute récidive, dans le cas de tout employeur qui refuse de reconnaître comme représentant des salariés une association reconnue par la Commission.

L'amendement est adopté

L'article 42 de la section VII du CHAPITRE 162A ainsi amendé et introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 43 à 50 de la section VII, les articles 51 et 52 de la section VIII et l'article 53 de la section IX introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait des objections et des suggestions<sup>4</sup>. À plusieurs reprises pendant la discussion, il s'informe auprès du secrétaire de la province de ce que la loi fait de l'atelier fermé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** ne fait pas de déclaration à ce propos<sup>5</sup>.

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons la conviction, nous de l'opposition, que nous avons procédé avec toute la diligence et la célérité compatibles pour l'étude sérieuse et l'approbation d'une loi aussi importante. L'opposition a montré, comme toujours d'ailleurs, son désir sincère de coopération. Considérant que cette nouvelle loi était nécessaire et urgente pour réparer l'imprévoyance, l'incurie et l'incompétence du gouvernement actuel et pour remédier aux abus provoqués par la faiblesse de l'administration, nous avons donc consenti à la seconde lecture presque sans débat, mardi, pour le principe du bill, afin que le projet de loi puisse être transmis rapidement au comité plénier. C'est là que nous étions en mesure de savoir dans quelle direction le gouvernement voulait marcher, dans la bonne ou la mauvaise.

Dans cette loi, il se trouve d'excellentes choses. Mais il y en a aussi des mauvaises. Nous avons constaté que certains articles de la loi présentent de sérieuses lacunes, prêteront à des abus considérables et sont préjudiciables aux employeurs, aux ouvriers et à la paix sociale dans la province. Et nous avons alors clairement exposé notre situation. Nous avons souligné les lacunes de la loi et nous avons suggéré des amendements. Nous avons indiqué ces écueils au gouvernement et nous sommes encore prêts à collaborer pour l'amélioration de la loi, car nous considérons la question trop importante pour nous laisser influencer par des considérations partisans. Mais cette législation est de nécessité urgente et l'opposition croit qu'il est de son devoir de procéder avec toute la diligence compatible avec notre devoir à l'examen sérieux de la législation, tout en dénonçant les malfaiteurs.

Néanmoins, nous croyons que certaines de ses clauses sont inadéquates et devraient être améliorées. Si le gouvernement persiste dans son

attitude et ne veut pas écouter nos revendications, qu'il porte ses responsabilités. Il a la force numérique pour faire adopter son projet tel quel; il peut faire passer les lois qu'il veut. Nous sommes prêts à adopter la loi immédiatement. Mais, comme il y a des lacunes dans la loi, nous proposerons un amendement, à la troisième lecture, que nous présenterons sans discours pour ne pas répéter les mêmes arguments.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
(Applaudissements à droite)

M. le président, je veux souligner que la Chambre, avec la meilleure volonté, vient d'adopter en comité plénier<sup>6</sup> une des plus importantes législations jamais présentées dans une législature canadienne et devant la Législature de Québec. Elle est importante à cause de la situation particulière où nous nous trouvons tous en ce moment, des difficultés ouvrières qui augmentent partout à la faveur des perturbations causées par l'état de guerre, et, dans la mesure où il est humainement possible de prévoir celles que nous apportera l'après-guerre, cette législation est très bonne.

Elle aura pour effet de faire disparaître une grande partie de ces troubles et permettra à ceux qui l'administreront de recourir à tous les moyens possibles pour prévenir les conflits entre patrons et ouvriers. Elle offre une garantie pour la paix sociale. Elle contribuera à assurer, dès maintenant et après la guerre, la stabilité et la bonne entente entre les travailleurs et leurs employeurs. Je remercie donc tous les oppositionnistes de cette Chambre de la collaboration et de la diligence qu'ils nous ont accordées pour l'adoption rapide de cette loi, qui fait époque dans notre province et qui fait honneur à la Législature de Québec.

L'honorable chef de l'opposition a dit que le gouvernement se servait de sa force numérique pour faire voter cette loi. Cette loi n'a pas été adoptée par la force numérique du gouvernement, mais c'est plutôt de la force absolue de toute la Chambre que nous nous sommes servis, puisque les deux oppositions l'ont appuyée et ont voté la deuxième lecture de la loi avec le gouvernement. Je ne lui en fais pas le reproche et je ne dis pas cela pour taquiner l'Union nationale, mais pour la féliciter de son attitude. L'opposition a compris que ce projet était excellent et a cru de son devoir de l'approuver à l'unanimité. Mais il ne pouvait en être autrement, l'opinion publique et toutes les unions ouvrières étant unanimes à vanter l'excellence de cette législation.

Le gouvernement, dit-il, ne veut pas s'attribuer le crédit de cette législation, car elle est basée sur les opinions de toutes les classes de la société. Elle est née d'un appel que le gouvernement faisait à toutes les associations patronales et ouvrières, il y a un an, qu'il engageait à étudier attentivement le problème des relations entre le capital et le travail; elle est née des recommandations soumises au gouvernement des membres de ces comités d'études, des économistes, du Conseil supérieur du travail, de la commission d'enquête Prévost, des unions ouvrières elles-mêmes et d'autres organismes qui comprennent les meilleures têtes et les meilleurs cœurs et qui s'occupent, chez nous, des questions sociales.

Le gouvernement a eu le mérite de consulter le peuple et je ne peux mieux exprimer le sentiment public pour la loi actuelle qu'en citant l'opinion que nous ont donnée, hier et ce matin, les officiers des Syndicats nationaux et de la C.T.C.C. Ils nous ont dit: "C'est une magnifique pièce de législation sociale et ouvrière; c'est la législation la plus avancée et la plus progressive qui existe."

Un gouvernement démocratique et les lois doivent refléter les sentiments et les vues du peuple, et la loi actuelle est sortie des opinions que nous avons reçues. C'est la qualité de celle que la Chambre a votée unanimement, hier, en principe. L'honorable chef de l'opposition a cherché à s'en attribuer le mérite; il en a profité pour trouver, dans le texte, des analogies avec ces bills 19 et 20. A-t-il été habile de les rappeler? Le peuple l'a jugé là-dessus. Ces bills sont tout le contraire des bills 2 et 3, n'y ont jamais ressemblé, et le chef de l'opposition le sait bien. Rien ne ressemble moins à ces lois, qui causèrent tant de malaises dans le monde ouvrier, que le projet qui vient d'être étudié et qui consacre la liberté syndicale dans la province de Québec.

La substance des recommandations qui ont été faites au gouvernement est dans cette loi qui fait honneur à la Législature de Québec. Nous sommes en avant du reste du monde dans la législation sociale, avec cette loi. Nous montrons la voie au reste du monde. Elle a, certes, des lacunes, car rien ne peut être parfait en ce monde, mais elle pourra être amendée, modifiée, au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir, à la lumière de l'expérience et que se produiront les transformations dans le domaine ouvrier et économique de l'après-guerre. Le gouvernement libéral qui a conçu cette loi sera encore là pour l'améliorer et l'amender, si nécessaire<sup>7</sup>.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** La loi créant une commission des relations ouvrières marque un pas en avant considérable; elle est d'ailleurs réclamée par les unions ouvrières elles-mêmes qui y voient des avantages marqués. Il est incontestable que cette loi n'est pas parfaite, mais il est incontestable également qu'elle est un pas dans la bonne voie. Elle a des imperfections, toutefois, et il souhaite qu'on puisse l'amender pour l'adapter au progrès du temps.

Après deux ou trois années d'application, la loi pourrait être revue et bonifiée. Sous réserve des objections qu'il avait formulées précédemment sur l'article 14 du bill, relativement à la nomination des conciliateurs pour la négociation des conventions collectives, il est prêt à voter la troisième lecture. Je voterai donc, affirme-t-il, en faveur de la loi en troisième lecture et contre l'amendement de l'Union nationale.

**M. Gagnon (Matane):** Le député de Lotbinière (M. Chaloult) vote contre l'amendement sans en connaître la teneur. C'est magnanime.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si l'amendement est bon, nous voterons pour!

Le préambule est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 3 après l'avoir amendé<sup>8</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. l'Orateur** lit la motion relative à la troisième lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons soumettre notre amendement.

**M. Barrette (Joliette)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Le bill no 3, intitulé: "Loi instituant une

commission de relations ouvrières", soit retourné au comité plénier avec instruction de l'amender, de façon à garantir l'impartialité et la compétence de ceux qui seront appelés à administrer la loi, à sauvegarder les droits des ouvriers et à accorder pleine et entière justice aux employés et aux employeurs.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix. La Chambre se divise et l'adopte sur le même vote que le vote précédent, mais en sens inverse.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 15.

---

### NOTES

1. Selon *L'Événement* du 27 janvier 1944, à la page 3, l'étude du projet de loi en comité plénier commence à 3 h 30.

2. Cette même phrase de Duplessis a été rapportée par *L'Événement* pour la séance du 25 janvier 1944 et non celle du 26 janvier 1944.

3. *La Presse* du 27 janvier 1944, à la page 6, écrit une période d'août 1941 à août 1943.

4. Selon *L'Action catholique* du 27 janvier 1944, à la page 8, M. Duplessis fait des objections et des suggestions, mais pas d'obstruction.

5. Selon *L'Événement* du 27 janvier 1944, à la page 4, le projet de loi maintient le principe de l'atelier fermé. Le journaliste dit tenir l'information de personnes bien renseignées.

6. Selon *L'Action catholique* du 27 janvier 1944, à la page 8, le premier ministre aurait mentionné "en deuxième lecture" et non "en comité plénier".

7. Selon le *Montreal Daily Star* du 27 janvier 1944, à la page 2, cette remarque fait rire le chef de l'opposition.

8. Selon *Le Devoir* et le *Quebec Chronicle Telegraph*, dans leur édition du 27 janvier 1944, respectivement aux pages 10 et 4, le procureur général (l'honorable M. Casgrain) aurait pris part au débat.

Séance du jeudi 27 janvier 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Joseph-Armand Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Forestville (M. Morin, Québec-Centre);
- de l'Association nationale de bénéfices mutuels, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Gauthier);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs (M. Delagrave);
- de dame M.-Hilda Belleau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Dumas et de Félicitée Tanguay (M. Morin, Québec-Centre);
- de Léonce Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie d'assurances des marchands détaillants - The Retail Merchants Insurance Company (M. Francoeur, Montréal-Mercier).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- d'André Blaquièrre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Monseigneur J.-A.-H. Blaquièrre (M. Langlais);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Caron, Hull).

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Georges-Henri Lavoie et de son épouse Marie-Jeanne Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc-Lavoie;
- de William J. Hyde, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens;
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

**Subsides**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette motion est inutile parce qu'elle n'indique pas la date de la discussion du discours sur le budget. De plus, l'année financière se terminant maintenant trois mois plus tôt qu'autrefois, c'est-à-dire le 31 mars prochain, alors qu'elle se terminait le 30 juin, il serait important que le trésorier dépose au plus tôt le livre des *Comptes publics* pour l'année 1942-1943. D'ailleurs, ils devraient être produits depuis longtemps, puisqu'il y aura bientôt un an que la dernière année fiscale est terminée, soit le 31 mars 1943. À quand donc la présentation du budget?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les *Comptes publics* seront produits d'ici 15 jours, probablement au début de la semaine prochaine, donc dans le délai habituel. Ils n'ont jamais été présentés avec plus de célérité sous l'administration de l'Union nationale et même sous le gouvernement actuel. Mais je crois qu'ils le seront cette année pour la première fois. Pour ce qui est de la date du discours sur le budget, je ne puis la donner, mais je le prononcerai le plus tôt possible.

La motion est adoptée.

**Voies et moyens**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

**Projet de loi:****Val-d'Or**

**M. Allard (Abitibi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption  
de J.-J.-L. Bolduc**

**M. Potvin (Roberval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Shawinigan Falls**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Grand'Mère**

**M. Guibord (Laviolette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****Rapport du  
ministre des Mines**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1943. (Document de la session no 10)

**Questions et réponses:****Revenus de  
la taxe de vente**

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** En vertu du chapitre 14, 4 George VI, et intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province":

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il perçu:

a. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 30 juin 1941 inclusivement?

b. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1941 inclusivement jusqu'au 30 juin 1942 inclusivement?

c. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1942 inclusivement jusqu'au 30 juin 1943 inclusivement?

d. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1943 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

2. À la date du 17 janvier 1944, combien est-il dû au gouvernement de la province à ce sujet?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. a. \$9,158,689.56;

b. \$12,317,422.65;

c. \$12,850,817.10;

d. \$7,471,623.38.

2. \$178,937.14, sujet à vérification.

**Revenus de  
la taxe sur le tabac**

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** En vertu du chapitre 15, 4 George VI, intitulé: "Loi de l'impôt sur le tabac":

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il perçu:

a. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 30 juin 1941 inclusivement?

b. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1941 inclusivement jusqu'au 30 juin 1942 inclusivement?

c. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1942 inclusivement jusqu'au 30 juin 1943 inclusivement?

d. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1943 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

2. À la date du 17 janvier 1944, combien est-il dû au gouvernement de la province à ce sujet?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. a. \$2,022,241.79;

b. \$3,211,168.96;

c. \$3,665,633.99;

- d. \$2,282,922.27.  
2. \$77,923.18, sujet à vérification.

#### Sommes versées à Ottawa pour l'effort de guerre

**M. Talbot (Chicoutimi):** Combien a été payé au gouvernement d'Ottawa par les contribuables de la province, du 13 mai 1942 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement, relativement au chapitre 27, 6 George VI, intitulé: "Loi concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre"?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Rien.

#### Revenus des permis de chasse et de pêche

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Relativement aux permis spéciaux décrétés par l'article 2 du chapitre 30, 4 George VI, intitulé: "Loi modifiant la loi de la pêche", et relativement aux permis spéciaux décrétés par l'article 8 du chapitre 31, 4 George VI, intitulé: "Loi modifiant la loi de la chasse", combien a été payé au gouvernement de la province, depuis le 25 avril 1940 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

	<i>Chasse</i>	<i>Pêche</i>
1939-1940 .....	.....	\$ 5,565.50
1940-1941 .....	\$29,336.67	19,853.70
1941-1942 .....	35,428.98	32,577.08
1942-1943 .....	41,359.10	33,270.30
1943-1944 au 11 janvier ....	32,097.40	32,225.10

#### Revenus de la loi de l'impôt

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** En vertu du chapitre 16, 4 George VI, intitulé: "Loi de l'impôt de Québec sur le revenu":

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 30 juin 1942 inclusivement, combien le gouvernement de la province a-t-il perçu?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** \$4,353,833.76.

#### Nouveaux employés dans les prisons

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement aux prisons de la province et à leur administration, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

En outre des fonctions ou emplois provinciaux qui existaient à la date du 8 novembre 1939, le gouvernement de la province a-t-il établi de nouvelles fonctions à ce sujet et nommé de nouveaux fonctionnaires ou officiers?

Dans l'affirmative:

a. Qui?

b. Depuis quand dans chaque cas?

c. Quel est le salaire payé à chacune de ces personnes?

d. À quelles conditions dans chaque cas?

e. En quoi consistent les fonctions de chacune de ces personnes?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui.

a. Lieutenant-colonel P.-A. Piuze, commissaire des prisons et autres maisons de détention; M. Gérard Lévesque, secrétaire de la sûreté provinciale à Québec, nommé assistant commissaire des prisons dans le district d'appel de Québec.

b. Lieutenant-colonel Piuze, depuis le 1<sup>er</sup> février 1940; M. Gérard Lévesque, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1943.

c. \$6,000 à M. Piuze et \$3,000 à M. Lévesque.

d. Les conditions ordinaires du louage de service d'un fonctionnaire.

e. L'inspection des prisons et maisons de détention et voir à l'application des règlements des prisons.

#### Revenus des taxes imposées par les municipalités

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la taxe de vente municipale imposée par les conseils municipaux des cités de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Chicoutimi et Valleyfield:

1. Le gouvernement de la province perçoit-il ladite taxe pour chacune desdites corporations municipales?

Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

2. À combien se chiffre le total des argents perçus par le gouvernement de la province à ce sujet pour faire partie du trésor de la province?

a. Du 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 30 juin 1942 inclusivement?

b. Du 1<sup>er</sup> juillet 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement?

3. À combien se chiffre le total des argents perçus par le gouvernement de la province à ce sujet, pour faire partie du trésor de la province, relativement à la taxe de vente imposée par le conseil municipal de la cité de Montréal:

a. Du 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 30 juin 1942 inclusivement?

b. Du 1<sup>er</sup> juillet 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Oui.

a. Montréal.....	1 <sup>er</sup> juillet 1940
Québec.....	1 <sup>er</sup> juillet 1940
Trois-Rivières.....	1 <sup>er</sup> juillet 1942
Chicoutimi.....	1 <sup>er</sup> juillet 1942
Valleyfield.....	1 <sup>er</sup> janvier 1941

2. a. \$220,066.79; b. \$231,059.57.

3. a. \$188,437.99; b. \$172,972.94.

#### **Actions détenues par les sulpiciens dans la M. L. H. & P.**

**M. Bourque (Sherbrooke):** 1. Parmi les biens cédés ou donnés en garantie à la province relativement au chapitre 2, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens", est-ce qu'il y avait des parts, actions ou débetures émises par la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou par The Montreal Light, Heat and Power Company?

Dans l'affirmative:

a. Quel est le total de la valeur nominale de cesdites parts, actions ou débetures?

2. Cesdites parts, actions ou débetures ont-elles été vendues pour le bénéfice du trésor de la province?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. À quel prix?

c. À qui?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 1. Oui.

a. 3,756 actions ordinaires sans valeur nominale de Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

2. 2,000 actions ont été vendues sous l'autorité de l'arrêté en conseil no 2504, du 26 juin 1940, par l'entremise de L.-J. Forget & Cie et L.-G. Beaubien & Cie, du 15 avril 1943 au 6 mai 1943, au prix de \$25 chacune, et le produit encaissé par les fiduciaires nommés en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 2.

#### **Actions de la M. L. H. & P. perçues comme droits de succession**

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1902 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement:

1. Le gouvernement de la province a-t-il retiré ou perçu des droits de succession sur des parts, actions ou débetures émises par la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou par The Montreal Light, Heat and Power Company?

2. À combien les officiers et employés du gouvernement de la province ont-ils évalué cesdites parts, actions ou débetures pour fins de taxation provinciale?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Oui.

2. À la cote du marché, le jour du décès.

#### **Projets de loi:**

##### **Arbitrage des relations de travail dans les services publics**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)**<sup>1</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Brandissant une éprouve du projet de loi à l'étude) Je soulève un point d'ordre. En vertu de l'article 536<sup>2</sup> du Règlement de l'Assemblée législative, aucun bill public, partant du gouvernement, ne peut être présenté en blanc, dans une forme incomplète en première lecture et il n'est pas permis d'amender un bill entre la première et la deuxième lecture. Les amendements ne peuvent être apportés qu'à la



deuxième lecture, ceci dans le but d'interdire à un gouvernement, n'importe lequel, de falsifier ou fausser les bills. C'est le privilège des députés en Chambre qui ont seuls le droit de faire des changements s'il y a lieu au moment de la deuxième lecture, pas au gouvernement.

Or, le projet de loi devant la Chambre m'a été remis jeudi, le 20 janvier dernier, et je constate que le texte que l'on nous propose en deuxième lecture, aujourd'hui, diffère de la rédaction qui m'avait été communiquée, qu'il n'est pas conforme à celui qui a été lu la première fois, car des amendements ont été apportés.

Cette modification est contraire aux règlements, contraire aux prérogatives des députés, puisque cette pratique constitue une falsification. En vertu des règlements de l'Assemblée, seuls les députés siégeant en comité plénier ont le droit d'amender un bill. De quel droit le gouvernement a-t-il apporté des amendements au bill entre la première et la deuxième lecture?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'admets que les règlements doivent être observés en cette Chambre, mais les faits affirmés ne sont pas exacts. Le chef de l'opposition sait très bien que la copie qu'on lui a remise la semaine dernière n'était pas le texte officiel du bill. La Chambre doit se souvenir que le chef de l'opposition m'a demandé si je pouvais lui fournir une copie quelconque du bill en préparation, sur laquelle il puisse examiner d'avance les données pour hâter la procédure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais parlé de copie quelconque. Que le premier ministre retire ses paroles. J'ai demandé simplement le bill. On me l'a remis sur mon bureau.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition va-t-il nier que, jeudi dernier, il m'a déclaré qu'il était prêt à prendre ce que je lui donnerais, fût-ce même une copie clavigraphiée ou en galée d'imprimerie de la loi qui peut être lue une première fois avant d'être imprimée?

Nous lui avons donné cette épreuve, car je voulais qu'il soit au courant du bill afin qu'il puisse subir immédiatement sa première lecture, mais le projet de loi que je lui ai fait remettre n'était pas la copie régulière, et il n'y a aucune dérogation aux règlements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** admet que c'est la vérité.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Sous son règne comme premier ministre, les bills arrivaient en Chambre, imprimés, et n'étaient distribués seulement qu'au moment de la deuxième lecture. J'ai voulu être courtois à son égard, lui rendre service en lui donnant une copie qui lui permettrait d'étudier le projet avant qu'il ne soit présenté en Chambre, et non prendre un moyen d'altérer les bills. Ce qu'il désirait connaître avant tout, c'étaient les principes essentiels de la mesure et non sa rédaction définitive. Nous lui avons donné ce que nous avons. Le bill, dans son principe, n'a pas été changé par le gouvernement, entre les stades de la procédure parlementaire, comme le prétend mon honorable ami. Il est tel qu'il était lorsqu'il a été présenté en Chambre.

**M. Gagnon (Matane):** Que le bill soit clavigraphié ou autrement, il ne doit pas être changé. Les bills présentés en première lecture doivent être les mêmes que ceux dont on propose la deuxième lecture, et les bills ont bel et bien subi des transformations, contrairement aux règlements.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition fait une tempête dans un verre d'eau. Il n'y a pas eu de grands changements au bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général (l'honorable M. Casgrain) admet donc que le bill a été changé.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le bill est sensiblement le même que la copie qui fut remise au chef de l'opposition. Il y a eu des changements qui ont été apportés au projet, mais avant la première lecture, ce qui est permis, et ces changements ne modifient en rien le bill lui-même. Le greffier en loi de l'Assemblée législative entretenait des doutes au sujet du fait que les définitions et les pénalités édictées dans le bill 3 n'étaient pas répétées dans le texte du bill 2. Pour éviter toute erreur d'interprétation et tout doute de légalité, il a jugé plus prudent d'insérer de nouveau dans le bill 2 les définitions du bill 3. Les principes et la substance des deux bills sont les mêmes.

**M. Lorrain (Papineau):** Il arrive souvent que le premier ministre serait mieux de se taire. En parlant, il prononce trop de bourdes. Le premier ministre s'emballer toujours. Il a la mémoire courte.

Tantôt il dit une chose, tantôt il en dit une autre. Qu'il se rappelle son serment par oubli ou distraction. On se souvient qu'il a parlé de viande de cheval, en cette Chambre, et aussi de cirage de bottes... La province a maintenant toutes les raisons du monde d'avoir des doutes sur la crédibilité du premier ministre et de ne pas oublier ses changements fréquents de paroles.

**Des députés:** À l'ordre, à l'ordre!

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député de Papineau (M. Lorrain).

**M. Lorrain (Papineau):** Le procureur général vient à sa rescousse et donne raison au chef de l'opposition en admettant qu'on a fait des changements au bill sans aucune permission de la Chambre. Je vais lire les articles du projet de loi qui ont été remis au chef de l'opposition et ceux que l'on trouve dans le bill actuellement devant la Chambre; il y a des changements flagrants dans d'autres sections de la loi, entre les deux copies.

Or, le premier ministre n'a évidemment pas le droit de changer la teneur d'une loi entre sa première et sa deuxième lecture. C'est le premier ministre qui veut que l'on respecte les règlements, qui se lève si souvent pour demander que les règlements de la Législature soient respectés, mais c'est lui qui les viole à sa guise. Il devrait être le dernier à donner l'exemple flagrant d'y manquer.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** admet que des changements ont été apportés au bill, mais que ceux-ci n'en changent pas la teneur et qu'ils ont pu être faits tout simplement parce que le bill était encore en préparation, la semaine dernière.

**M. Lorrain (Papineau):** Je demande au procureur général de ne pas m'interrompre, car il se rend toujours ridicule en agissant de la sorte.

**M. l'Orateur:** Je ne crois pas que le document que vient de montrer le chef de l'opposition puisse être considéré comme le texte officiel du bill 2. La copie du bill que le premier ministre a remise au chef de l'opposition, la semaine dernière, était son document personnel et ne saurait être considérée comme un bill déposé devant la Chambre. Il n'est pas nécessaire, suivant les règlements, qu'un bill soit imprimé pour la première lecture; elle peut avoir lieu sans que le bill ne soit imprimé.

Mais les officiers en loi de la Chambre et le greffier m'ont déclaré qu'il n'y a pas eu de changements dans le bill. Ils m'informent que le bill actuellement proposé en deuxième lecture est dans sa forme définitive et est celui-là même qui a été déposé officiellement sur le bureau de la Chambre pour la première fois. En conséquence, le bill à l'étude est parfaitement dans l'ordre, et je rejette le point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition en vertu de l'article 535 du Règlement de l'Assemblée législative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, j'en appelle donc de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur est-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, 42.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je représente, pour la discussion de ce bill, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) actuellement malade. Je serai court, étant donné que le chef de l'opposition a eu le bill dès jeudi et a eu le temps de le lire. Les notes explicatives reproduisent les principes d'ordre juridique intercalés dans ce projet de loi. Il n'est que le corollaire et le complément du bill 3, qui a été adopté hier et qui a été adopté à l'unanimité par la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas juste de dire que la Chambre a voté le bill 3 à l'unanimité, puisque nous avons voté contre en troisième lecture.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'opposition a voté pour le bill en deuxième lecture

et ce n'est pas ma faute si elle s'est trompée en votant contre, sur la troisième lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) n'a pas le droit de parler d'un débat antérieur.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je retire donc ce que j'ai dit, mais les faits sont là. Ce projet a pour but de rendre obligatoire l'arbitrage de tout différend entre les services publics et les salariés à leur emploi, c'est-à-dire les pompiers et les policiers et tous les employés des corporations municipales et scolaires, les employés des hôpitaux et des asiles d'aliénés, des compagnies de téléphone, de télégraphe, des usines d'électricité et de gaz, de chemins de fer, de tramway, de navigation et les fonctionnaires de la province.

La seule différence entre ces catégories d'employés des services publics, c'est que les policiers et les employés civils ne peuvent faire partie d'unions extérieures. Sous la loi générale, la sentence arbitrale ne lie les parties que si elles se sont engagées d'avance, par écrit, à s'y conformer. Dans tous ces cas de service public, le projet rend la sentence arbitrale obligatoire et, en conséquence, interdit complètement tout recours à la grève ou à la contre-grève.

En second lieu, le droit d'association est reconnu à tous les salariés ci-haut mentionnés et visés par la présente loi. Toutefois, pour les policiers municipaux, provinciaux et des liqueurs, pour les fonctionnaires de la province, l'exercice de ce droit est subordonné à l'interdiction de s'affilier à un autre groupe ou une autre organisation.

La raison d'être et la justification de ce bill, c'est le désir du gouvernement de servir, d'abord et avant tout, le bien commun. Lorsque les conflits ouvriers constituent un danger ou une menace pour la collectivité, le gouvernement a le droit et le devoir d'agir et d'intervenir pour présenter des mesures appropriées pour restaurer l'ordre public. Or, la suspension des services essentiels à la sécurité publique est un sérieux danger pour l'ordre que le gouvernement ne peut sanctionner et nécessite l'adoption de mesures pour éviter qu'elle ne se reproduise. La conséquence de telles grèves est d'exposer la propriété et la vie même des plus modestes citoyens; elles ne doivent donc pas être permises. Tout le monde, d'ailleurs, réalise les dangers actuels.

Les droits supérieurs du peuple doivent être protégés et c'est dans ce but que le gouvernement

soumet ce projet de loi. Il y a eu la grève dans les services publics à Montréal et, dans le cas des serviteurs publics, la grève est toujours une attaque directe et injustifiable contre la communauté et le peuple lui-même. L'employé qui s'est engagé, par la prestation de son serment d'office, à bien servir le peuple, à maintenir l'ordre et à sauvegarder la vie humaine n'a pas le droit de se révolter contre le peuple lui-même, qui se trouve son employeur, lorsqu'il s'agit d'un service public. C'est une raison de plus pour qu'il lui soit interdit de faire la grève.

Cette loi a été demandée par l'opinion publique, suggérée et réclamée par les différents journaux de la province afin de mettre, dans ces cas, le peuple à l'abri des grèves et menaces de grève dans les services publics, recommandée par la commission Prevost...

**M. Gagnon (Matane):** Quelle page du rapport?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'ai pas la page de mémoire. Les représentants des unions internationales et ceux des syndicats catholiques l'ont approuvée. Les ouvriers l'ont demandée avec instance, notamment dans le mémoire de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, en date du 22 décembre 1943; recommandée par la commission d'arbitrage Brossard sur les différends des policiers de cette ville qui, dans une sentence signée par son président, Me Roger Brossard<sup>3</sup>, et M. Paul-Émile Marquette, du Congrès canadien du travail, a réclamé une modification à la loi générale, signalant ses deux faiblesses: elle permet les grèves dans les services publics et ne rend pas la sentence arbitrale obligatoire.

Ainsi, ce tribunal d'arbitrage qui a fait enquête sur le différend des pompiers et des policiers montréalais a présenté un rapport majoritaire, rapport qui suggérait que le droit à la grève, contraire à l'ordre public, soit supprimé pour les employés municipaux de toutes catégories et recommandait la formation d'un organisme chargé de régler les conditions de travail et de salaires. Le gouvernement donne suite aussi à cette recommandation. Il s'agit donc d'un sentiment unanime. Il nie qu'il soit en contradiction avec l'opinion de Me Brossard, son associé légal et président de la Commission d'arbitrage.

Depuis deux jours, le gouvernement a reçu des délégations de chefs ouvriers. La Fédération provinciale du travail, par leur président, M. Elphège Beaudoin, a félicité le gouvernement et nous a dit: "Vos nouvelles lois contribueront au progrès social." La Confédération des travailleurs catholiques du

Canada, par leur président, M. Alfred Charpentier, et leur secrétaire, M. Gérard Picard, nous ont déclaré: "C'est une magnifique pièce de législation sociale; le caractère des bills 2 et 3 est éminemment social et moralisateur; c'est un immense progrès."

Cette loi rend l'arbitrage obligatoire et, désormais, la force du nombre ou la force brutale cessera d'être l'arme finale des parties en cause, en cas de grève. La désorganisation des services municipaux est trop lourde de conséquences et il faut créer un organisme capable de régler de façon équitable et raisonnable les conditions de travail et les salaires des employés. Elle assure que le bon sens et l'équité prévaudront sur les conseils de force et de révolution.

Le projet de loi enlève aussi aux serveurs du gouvernement, aux constables municipaux et provinciaux, de même qu'à la police des liqueurs et aux employés civils le droit de s'affilier à une autre organisation, parce qu'ils tombent directement sous la juridiction de la couronne et qu'il ne doit pas y avoir de grève contre la couronne. Cependant, on leur reconnaît le droit naturel de s'organiser entre eux en association professionnelle, mais ce syndicat ne doit pas faire partie d'un autre groupe. Cette disposition est amplement justifiée en raison des fonctions spéciales et des postes de confiance qui sont confiés à ces catégories d'employés.

Tout le monde admet que les fonctions délicates et confidentielles des policiers, qui se sont engagés librement, par leur serment d'office, à être les gardiens de la paix sociale et de la sécurité publique, exigent que leurs associations ne soient pas affiliées, parce qu'ils ne doivent être soumis à une double obéissance, à l'État et à une organisation extérieure. Il leur est interdit de servir deux maîtres: la municipalité qui les paie et l'union dont ils pourraient être membres.

Pour bien remplir leur devoir envers le public qui les emploie, ils ne doivent pas être placés dans une situation telle qu'ils doivent obéir en même temps à des mots d'ordre venus de l'extérieur; il faut leur éviter la tentation d'obéir plutôt aux instructions de leur union qu'aux ordres de l'État, c'est-à-dire du peuple qu'ils se sont engagés à servir.

Toutefois, ils conservent le droit d'association et le privilège de soumettre leurs réclamations à l'arbitrage, mais, dans leur cas, la sentence arbitrale sera obligatoire. Comme pour d'autres serveurs publics, il leur est permis d'être membres d'une organisation extérieure, mais il leur est défendu de faire la grève et de suspendre les services essentiels à la sécurité publique.

La loi maintiendra la bonne renommée de la province au point de vue de l'ordre, de l'égalité, de la justice et de la paix. Nous devons avoir en vue le bien public quand nous légiférons. La nouvelle législation s'impose et répond pleinement aux exigences de l'heure. J'ai l'honneur de la présenter au nom du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). Je suis convaincu que cette loi est excellente, qu'elle sera accueillie par les députés avec autant de faveur que la première; elle devrait rencontrer l'unanimité de la Chambre. Je remercie les membres de l'Assemblée de leur attention et de l'ardeur qu'ils ne manqueront pas d'apporter à l'étude de ce bill.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit ici d'étudier le bill 2 en deuxième lecture seulement quant à son principe. Jamais il n'y a eu autant de grèves que sous le gouvernement actuel. Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu que des troubles ouvriers qui constituent un danger pour la sécurité publique éclatent avant d'adopter une loi? Il ne faut pas oublier qu'il n'y eut jamais de grève de pompiers et de policiers au temps de l'Union nationale. Cependant, il y a eu deux grèves de pompiers et de policiers à Montréal au temps des libéraux: une fois vers 1920, sous le régime Décary, et la seconde fois en décembre dernier, sous le gouvernement Godbout, alors que la ville de Montréal était sous interdiction de mener elle-même ses propres affaires. Cette dernière aurait pu être évitée. Si les représentants de la ville de Montréal avaient conservé les pouvoirs que le gouvernement leur a enlevés et s'ils avaient été appelés à régler le problème, il n'y aurait pas eu de grève de policiers et de pompiers.

Avant de prendre des engagements envers les grévistes, sachant qu'ils ne les tiendraient pas, le gouvernement aurait dû convoquer une session d'urgence, ce qu'il pouvait faire à deux jours d'avis, pour adopter la législation nécessaire et non pas placer les policiers dans une union et attendre jusqu'à aujourd'hui pour voter une loi les forçant d'en sortir. D'ailleurs, la situation à Montréal et dans la province de Québec, au point de vue ouvrier, était connue depuis longtemps et le gouvernement n'a pas tenu compte des avertissements. Elle aurait dû être réglée depuis longtemps. Les faits sont là et il faut les établir. L'Union nationale agissait, et elle sut éviter ces cessations de travail et régler les différends ouvriers.

D'ailleurs, la conduite du gouvernement dans cette affaire est de nature à ébranler la confiance qu'a le public dans ses gouvernants. Le devoir du gouvernement est de faire et d'améliorer les lois,

mais jamais de donner le triste spectacle d'un gouvernement et d'un premier ministre de s'engager à accepter certaines conditions à l'endroit des policiers et pompiers, en sachant qu'ils renieraient et violeraient leur promesse dès le lendemain et qui ne sont pas du tout celles de la loi à l'étude. Ce spectacle contribue à faire croire que l'autorité mérite le mépris populaire. C'est là contraire à la stabilité et à la bonne renommée de la province de Québec.

Depuis quatre ans au moins, l'Union nationale a signalé un tel danger aux membres de la Chambre et préconisait des mesures appropriées pour que les ouvriers du Québec aient les mêmes salaires et les mêmes conditions de travail que ceux des autres provinces. Et cependant, le gouvernement n'a rien fait dans ce sens-là. Il était du devoir du gouvernement de convoquer une session spéciale de la Législature. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas remédié à la situation plus tôt? Ce sont les tergiversations, les palinodies, l'incurie, l'ingérence néfaste dans les affaires de la métropole et le manque de parole du premier ministre et de ses collègues qui ont rendu le conflit inévitable. À cause de cela, le gouvernement n'a pas su inspirer confiance et a détruit la réputation de stabilité de la province de Québec, qui a besoin de conserver son respect de l'autorité constituée. Voilà.

Comment le premier ministre a-t-il pu se retrouver tout à coup confronté à cette situation? Les lois existantes permettaient le recours à la grève et ne lui permettaient pas de la régler autrement dans le cas des pompiers et des policiers. Le devoir du gouvernement, qui devait prévoir ces difficultés, était de convoquer une session d'urgence de la Législature provinciale et de faire amender ces lois pour mettre fin à la grève, au lieu de prendre des engagements envers les grévistes, sachant qu'il ne les tiendrait pas, et de tromper les pompiers et policiers. Pourquoi a-t-il attendu jusqu'à maintenant? Les règlements lui donnaient le droit de convoquer la session à deux jours d'avis.

L'attitude du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) et celle de son associé, Me Roger Brossard, qui a présidé un comité d'arbitrage, sont contradictoires. Le premier proclame que les policiers n'ont pas le droit de faire partie d'une union, quand le second a dit aux ouvriers qu'il leur serait permis de le faire. Puisque le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) est d'accord avec Me Brossard, il doit partager la responsabilité d'avoir fait naître une situation qui a fait tort à la réputation de stabilité de la province et qui constitue une attaque contre le gouvernement même.

Nous sommes à la deuxième lecture de la loi et il ne nous est pas permis d'apporter des amendements. En vertu de l'article 536 du Règlement de la Chambre, le bill présentement soumis à la députation ne peut être amendé avant de passer au stade de l'étude en comité plénier qui suit la deuxième lecture, de sorte qu'il est inutile, à cette étape de la procédure, de prolonger le débat. Les modifications à proposer au bill doivent attendre l'examen en comité plénier. Il faut le voter pour que le projet passe au stade de l'étude en comité plénier. À cause des circonstances actuelles et des problèmes qu'elles soulèvent, il est nécessaire que nous ayons une loi pour sauvegarder l'intérêt public, assurer la protection des faibles et protéger la réputation et la stabilité de la province.

Dans cette loi que nous présente le gouvernement, il y a des clauses qui sont bonnes, d'autres qui sont moins bonnes, et d'autres qui sont dangereuses, mauvaises, injustes, néfastes, d'autres encore qui sont douteuses et inacceptables, mais la discussion sur ce sujet ne peut être effective qu'au stade suivant du bill. Nous pourrions prolonger le débat, si nous voulions. Mais, comme nous n'avons pas actuellement le pouvoir d'élargir ce qu'il y a de défectueux dans le bill, et pour procéder avec diligence pour avoir le privilège d'obtenir en comité plénier tous les renseignements nécessaires que nous désirons avoir du gouvernement, présenter nos suggestions et apporter des amendements et des modifications opportunes, s'il y a lieu, l'opposition est prête à apporter sa collaboration au gouvernement et à ne pas faire de débat sur la deuxième lecture du bill. Nous acceptons d'en approuver le principe, car il est nécessaire d'adopter des lois pour donner justice à l'ouvrier et à l'employeur. Nous l'adopterons donc unanimement à la deuxième lecture.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je crois que, d'une façon générale, même s'il n'est peut-être pas parfait et qu'il sera possible d'y apporter des amendements en comité, nous sommes en face d'un bon projet de loi et je voterai pour. Certains de mes amis penseront peut-être que j'appuie toutes les mesures qu'adopte le gouvernement. Ils penseront bien ce qu'ils voudront. Je ne suis pas de ceux qui refusent d'approuver toutes les mesures, bonnes ou mauvaises. Aussi longtemps que le gouvernement se conduira de cette façon et nous présentera de bonnes lois, je l'appuierai. Honni soit qui mal y pense. Il y a deux façons de critiquer les lois: soit tout simplement pour empêcher le gouvernement de progresser avec sa législation, soit autrement, d'une manière

constructive comme le faisait l'ancien chef de l'opposition, M. Tellier, Sir Mathias Tellier, qui ne passait pas son temps à critiquer le gouvernement. Il collaborait. J'adopte sa méthode.

Il souligne trois grands principes de la loi. En premier lieu: l'interdiction du recours à la grève pour les employés des services publics. Dans le cas des pompiers et policiers, dit-il, il est absolument urgent d'interdire le droit à la grève, car ces employés sont chargés de maintenir l'ordre et de protéger la vie humaine. Le droit de grève des policiers et des pompiers est tout à fait immoral et contraire au bien commun. Même chose pour les employés d'hôpitaux. Pour ce qui est des fonctionnaires civils, les avis des sociologues sont partagés. Dans leur cas, les raisons qui s'opposent à la grève sont moins impérieuses ou absolues; ne peut-on les considérer comme appartenant à une classe privilégiée? Le gouvernement va peut-être un peu loin en interdisant la grève pour les employés d'utilités publiques. Mais, puisque les ouvriers eux-mêmes n'y voient pas d'objection et que les diverses unions approuvent le projet, on aurait mauvaise grâce d'entrer en discussion à cette partie de la loi. Il ne faut pas être plus catholique que le pape.

Au sujet de l'arbitrage obligatoire, je suis d'avis que l'institution d'un tribunal d'arbitrage permanent du travail serait préférable. Il faudra porter attention au choix des arbitres, car ce tribunal devrait être formé de trois personnes versées dans les questions sociales, mais impartiales. Il n'est pas nécessaire d'y inclure un représentant des patrons et un représentant des ouvriers. De la façon que les conseils d'arbitrage sont constitués actuellement, il n'y a en somme que le membre nommé par les deux autres qui soit impartial.

Il se demande si on ne pose pas un précédent dangereux en interdisant uniformément toute affiliation aux constables et à des organisations de l'extérieur. Pourquoi l'interdire quand la grève elle-même est interdite? L'impossibilité de faire la grève ne résout-elle pas les inconvénients de l'affiliation? Le danger de telles affiliations, c'était qu'un ordre de grève soit transmis à un moment donné à des employés occupant des fonctions essentielles. Mais, quand on interdit la grève, le danger subsiste-t-il? Je serais disposé à permettre aux pompiers et policiers le droit d'association à des unions extérieures, du moment qu'elles soient canadiennes et qu'elles ne prennent pas leurs ordres d'un autre pays, pas d'autres. Dans l'ensemble, le projet de loi paraît excellent et opportun. Je voterai donc pour la deuxième et la troisième lectures du bill sous les réserves que j'ai faites.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
(Applaudissements à droite)

Toute la Chambre se prononçant en faveur de ces législations ouvrières que le gouvernement présente depuis quelques jours et appuyant le projet, on trouvera peut-être étrange que je me lève pour prolonger le débat, mais je serai bref. Certaines remarques du chef de l'opposition m'obligent à rétablir les faits.

Je veux féliciter le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) de son exposé clair et lumineux. Je félicite également le député de Lotbinière (M. Chaloult) de sa collaboration et de sa discussion. Avec beaucoup moins de mots que le chef de l'opposition mais avec beaucoup plus d'idées, il a exprimé une opinion sincère, dans un but constructif.

Cependant, s'il réfléchit sérieusement à la question, le député de Lotbinière en viendra à penser comme le gouvernement sur l'opportunité d'interdire aux policiers l'affiliation à une union de l'extérieur, car, pour ce qui est du droit d'association, les fonctions des policiers sont extrêmement délicates, ayant fait serment de respecter la loi, et sont d'une nature particulière. Ils doivent avoir une discrétion absolue. Ils ont pour mission de faire respecter l'ordre public. Il faut absolument les protéger et protéger le public. Les représentants des unions ouvrières sont venus nous voir et ils ont convenu avec nous que les policiers et les fonctionnaires ne doivent pas être placés dans l'alternative d'avoir à choisir entre deux maîtres: prêter allégeance à la municipalité qui les emploie et défendre les intérêts de l'organisation à laquelle ils sont affiliés, car, dans le cas où cette organisation déclarerait une grève, leur situation deviendrait très délicate, torturante même.

C'est à ces officiers surtout que s'applique le proverbe, qu'on ne peut servir deux maîtres à la fois. Ce n'est pas contre les policiers que nous légiférons; nous ne leur en voulons pas, mais nous voulons respecter et protéger leurs fonctions. Il est du devoir du gouvernement de leur donner pleine liberté de conscience. On a même demandé au gouvernement que la même interdiction d'affiliation soit faite pour les pompiers. Le gouvernement a refusé car je ne crois pas que ce soit nécessaire. Les pompiers, tout en étant plus difficiles à remplacer, ne sont pas dans le même cas et n'ont pas les mêmes responsabilités que les policiers. Maintenant qu'ils n'ont pas le droit de faire la grève, ce qui protège amplement le public, on ne peut leur refuser le droit de s'affilier. Ce n'est pas la même chose pour les policiers qu'il ne faut pas mettre en face d'un dilemme.

Il est urgent, par exemple, de les placer à l'abri de toute tentation de manquer à leur devoir primordial: protéger la vie humaine et maintenir l'ordre. Les délégués ouvriers ont semblé comprendre le point de vue du gouvernement et ils ont compris la différence lorsqu'on le leur a expliqué. Il cite les opinions des unions ouvrières, le Congrès canadien du travail, la Fédération provinciale, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, qui, toutes trois, ont félicité le gouvernement de passer des législations si opportunes.

Il y a beaucoup d'arguments en faveur du tribunal d'arbitrage permanent, mais je crois que, pour le moment, il vaut mieux que les tribunaux d'arbitrage restent temporaires et qu'il y ait de nouveaux arbitres dans chaque cas. Cela ne veut pas dire que, plus tard, il n'y aura pas lieu de considérer de nouveau s'il n'est pas opportun de leur donner un caractère permanent. Et c'est même par souci d'atteindre à la perfection dans ce domaine que le gouvernement n'a pas voulu donner maintenant aux membres de la Commission des relations ouvrières un caractère de permanence. Le gouvernement est bien prêt à nommer une commission permanente, mais il faut s'assurer d'abord de la qualité des commissaires et de la largeur de leurs vues.

Ce seront des hommes faillibles. Le gouvernement, certes, a l'intention de nommer les meilleurs hommes dans sa commission de relations ouvrières, compétents et expérimentés, sans s'occuper de question de parti et de leur affiliation politique, mais il n'a pas la garantie que ces commissaires étudieront toujours les problèmes avec la compréhension nécessaire. On pourrait se tromper dans les nominations; les problèmes du travail sont compliqués, et l'honorable chef de l'opposition nous l'a rappelé. Cela ne veut pas dire que plus tard il n'y aura pas lieu de considérer de nouveau s'il n'est pas opportun de leur donner un caractère permanent et que les commissaires soient nommés à vie.

J'aurais aimé que le chef de l'opposition, qui a dû étudier le projet quelques minutes, nous dise ce qu'il en pense et l'entendre exprimer une opinion sur le projet de loi en discussion. Le chef de l'opposition est le seul à ne pas reconnaître l'excellence de ces nouvelles législations; il est incapable de voir du bon dans aucune des législations du gouvernement. Il n'a pas dit un mot du projet de loi et s'est contenté, comme d'habitude, de faire de la critique et d'attaquer le gouvernement. Il a préféré sortir de son sujet pour faire de la politique, et pour dire des faussetés sur mon attitude et celle du gouvernement

au sujet de la grève des pompiers et des policiers de Montréal. Il sait cependant que ce qu'il dit n'est pas exact, que ses déclarations contredisent la déclaration officielle du premier ministre qui est dans les journaux. Il est inexact de dire que j'ai changé d'attitude. Si la loi du mois de décembre n'était pas correcte, pourquoi l'Union nationale ne l'a-t-elle pas changée de 1936 à 1939?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y avait pas de grève de police, de notre temps.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quand les policiers et les pompiers de Montréal se sont mis en grève, ils se sont appuyés sur les lois de la province. Ces derniers avaient le droit, en vertu d'un jugement de l'arbitrage, de s'affilier à une union de l'extérieur; leur grève était légale. Le gouvernement n'avait pas le droit de casser une grève légale. Comme premier ministre, mon devoir est de respecter les lois, dont j'ai la charge de faire observer aux autres. Si le chef de l'opposition est d'avis contraire, qu'il garde son opinion, car ce n'est pas la mienne. Nous ne pourrions jamais nous entendre.

(Applaudissements à droite)

Aujourd'hui, les gens sont plus nerveux. J'ai dit en décembre dernier, dans ma déclaration aux policiers, aux pompiers et à la population en général: "Si nous reconnaissons votre droit légal à la grève, cela ne veut pas dire que la question est réglée. La Législature se réunira bientôt et nous étudierons l'opportunité de modifier les lois pour empêcher la répétition de tels conflits." C'est ce que nous faisons et c'est la raison du bill actuellement devant la Législature. Nous tenons notre promesse, ainsi que je l'ai dit en parlant de la première loi que nous avons adoptée.

Toutes les organisations ouvrières qui sont venues devant le cabinet, à la suite de l'impression des deux bills, s'en sont déclarées satisfaites; la seule réserve qu'on a faite a été au sujet de l'affiliation des policiers. Nous n'avons pas deux attitudes, et ce que nous promettons, nous le tenons. Un gouvernement qui tient ses promesses, cela fait sourire le chef de l'opposition, mais cela fait plaisir au peuple. Il a été accordé une commission d'arbitrage, et ce, à la demande de la Commission municipale et des employés. Notre législation est imparfaite, mais je crois qu'elle est bonne. On réserve à ces fonctionnaires le droit d'arbitrage. Et, par cette loi, il s'agit du respect des policiers eux-mêmes. La loi est logique dans son ensemble et le peuple le comprendra.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans ce cas, comment il se fait que le premier ministre croie si fermement que le gouvernement n'avait pas le droit d'empêcher les policiers de Montréal d'entrer dans une union extérieure et qu'il a même ordonné à la Commission municipale de consentir à leur affiliation au Congrès canadien du travail, que son ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), le 24 novembre 1943, interdit aux policiers des Trois-Rivières de s'affilier à une organisation de l'extérieur, si le gouvernement prétendait que c'était alors légal?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Jamais l'affiliation n'a été défendue aux policiers des Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'affirme. Ce droit a été refusé par le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette).

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il sait ce qui se passe dans la province. Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) n'a pas défendu aux policiers des Trois-Rivières, le 24 novembre, de se joindre à une union extérieure parce qu'il n'en avait pas le droit avant la présentation de cette loi et pour la bonne raison qu'à ce moment-là les policiers pouvaient légalement se joindre à toute union qu'ils désiraient. Il a pu donner son avis aux policiers, et le chef de l'opposition devrait savoir ce qui se passe à Trois-Rivières. La loi actuelle, étant donné qu'elle représente l'opinion publique, ne peut faire tort au gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, parce qu'il est mort. Que le premier ministre fasse donc des élections et nous verrons cela.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si la loi ne fonctionne pas bien, le gouvernement l'amendera l'année prochaine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement qui va être apporté, ce sont les électeurs qui y verront.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ça ne sera pas long maintenant; les élections provinciales auront lieu très prochainement. Et, lorsque nous aurons des élections, nous irons devant le peuple avec confiance. Le chef de l'opposition se rendra compte bientôt que le gouvernement n'est pas mort. Il se rendra compte combien le gouvernement est

vivant dans l'esprit et le cœur de la population. Le chef de l'opposition rit, mais il s'en apercevra bientôt. Il verra que le peuple saura reconnaître, avec son esprit de justice, la façon dont il est traité par le gouvernement actuel. La population sait qu'elle a à sa tête un gouvernement qui tient ses promesses, qui dit la vérité, qui a mis de l'ordre dans les finances, dans la vie sociale, dans la chose publique.

Le gouvernement actuel a administré les affaires de la province dans la période la plus difficile, et cependant nous avons maintenu l'ordre. La population sait qu'elle a un gouvernement qui est capable de mettre à la raison les grosses compagnies qui travaillent contre l'intérêt public. Le gouvernement ne s'occupe pas de protéger les gros intérêts, comme celui qui faisait au peuple, en 1936, des promesses que nous rappellerons ici; le chef de l'opposition semble combattre les trusts, mais il est à genoux lorsque ça fait l'affaire des trusts. Le gouvernement - c'est son devoir - assure la protection de la société par des lois de la qualité de celle que toute la Chambre va tout à l'heure voter unanimement.

(Applaudissements à droite)

**M. Barrette (Joliette):** M. l'Orateur, tout d'abord, l'honorable premier ministre est vraiment d'une inconséquence extraordinaire et il a mauvaise grâce de reprocher au chef de l'opposition de parler à côté du sujet, alors que lui-même, en aucun moment de son discours, n'a parlé du principe du bill qui est soumis à l'attention de la Chambre. Il a lui-même parlé constamment en dehors du sujet.

L'honorable chef de l'opposition, au contraire, a dit d'une façon précise, sans équivoque, qu'il voterait pour le bill 2 en deuxième lecture. Le chef de l'opposition a donné les raisons qui motivaient son vote et celui des députés de l'Union nationale. Il a ajouté qu'on ne pouvait étudier le bill en comité plénier, article par article, avant le vote sur la deuxième lecture, et que, par conséquent, il était prêt à voter de suite afin de pouvoir, le plus tôt possible, faire des suggestions destinées à assurer la bonne application de la loi et à donner justice aux employeurs et aux employés. La discussion que nous aurons à faire, nous de l'opposition, nous la ferons contre le projet de loi en comité plénier.

Tout le monde a compris cela, sauf le premier ministre. M. l'Orateur, ça ne m'étonne pas. Le premier ministre ne vient-il pas d'affirmer que jamais ni lui, ni aucun de ses ministres n'a refusé aux pompiers et policiers de la ville des Trois-Rivières le droit de s'affilier à une union ouvrière? Par deux



fois, il a fait cette affirmation de son siège de premier ministre. Or, M. l'Orateur, dans un article éditorial de la revue *Relations*, livraison de janvier 1944, je lis ceci:

"2. Et que de contradictions! Le 24 novembre, le ministre du Travail, l'honorable Edgar Rochette, s'adressant aux autorités municipales de Trois-Rivières, reconnaît aux employés de la ville le droit de faire partie d'un corps ouvrier supérieur, sauf pour les policiers et les pompiers."

Il est bien exact que la défense de s'affilier a été donnée aux policiers de Trois-Rivières par le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), le 24 novembre 1943.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Jamais.

C'est une expression d'opinion; c'est l'opinion d'un particulier exprimée dans un article. Ce n'est pas un fait. Le droit d'affiliation ne leur a jamais été défendu.

**M. Barrette (Joliette):** Ça n'a jamais été démenti et, quoi qu'en dise le premier ministre, le peuple sait à quoi s'en tenir; tout le monde sait que c'est vrai. Le premier ministre, comme c'est son habitude, a affirmé une chose qu'il sait et qui lui semble le contraire de la vérité. D'ailleurs, le gouvernement a aussi refusé le droit d'association à la police provinciale. Il n'est pas étonnant que devant ses contradictions multipliées, devant ses hésitations et l'inertie de son gouvernement, nous ayons en notre province des grèves malheureuses qui auraient pu être évitées par un peu de prévoyance.

Aujourd'hui, le gouvernement est pris de peur, il nous apporte cette législation tant annoncée à la radio et ailleurs depuis des semaines par les employés de sa propagande. Le gouvernement, qui est responsable de cette épidémie de conflits ouvriers qui sévit partout, tente d'apporter des remèdes à une situation qu'il a lui-même créée, il tente de corriger un état de choses et un état d'esprit qui sont nés de son imprévoyance.

Il aurait été facile, en donnant une direction sage et éclairée, de prévenir ces conflits chez les employés municipaux et chez les préposés au maintien des services publics; il aurait fallu pour cela que le gouvernement prenne des décisions en temps opportun en face de ses responsabilités. Mais il n'a jamais pris de décision, il n'a jamais donné de direction éclairée. Pour avoir trop attendu et trop hésité, et devant la critique générale justifiée qui s'élève de partout, le gouvernement est maintenant forcé de soumettre à l'attention des députés de cette

Chambre ce projet de loi qui est devant nous; il tente d'apporter un remède à une maladie dont il est lui-même la cause.

Pris de panique devant le mécontentement qui règne chez les patrons et ouvriers, dans les conseils municipaux et parmi les employés, le gouvernement se déclare prêt à tout faire pour corriger ses erreurs passées. Mais il est trop tard; la confiance que doit avoir le peuple envers ses gouvernants est disparue. Cette confiance est disparue parce que l'administration a manqué à sa parole, le gouvernement a montré son manque de fermeté, son manque de compréhension de la question ouvrière et qu'il a cru que sa vieille politique de laisser-faire suffirait et que le temps solutionnerait tous ces problèmes.

Or, M. l'Orateur, avec le temps, la situation s'est aggravée. Le gouvernement n'a pas compris ses devoirs, ni envers les employeurs, ni envers les employés; à cause de son incapacité de comprendre la question ouvrière et de comprendre les embarras des conseils municipaux et des patrons, il s'est rendu responsable d'une situation que tout le monde déplore.

Parce qu'il n'a pas su définir à temps quels étaient les droits et les devoirs de chacun, les employés ne savaient plus où devaient s'arrêter leurs revendications et où commençaient leurs obligations, et les employeurs, conseils municipaux ou patrons, étaient dans la même position.

Cette situation, que nous n'avions jamais vue dans Québec même durant les jours les plus sombres de la dernière crise du chômage, nous sera léguée par un régime qui aura pourtant bénéficié de la prospérité factice de la guerre. Nous avons eu depuis trois ans plus d'ouvrage que jamais auparavant à cause des centaines de millions de dollars de munitions de guerre et de produits de toutes sortes que nous avons fabriqués et donnés à nos alliés anglais, russes et chinois, et malgré cette activité industrielle et commerciale née de la guerre, nous avons eu plus de grèves en trois ans que durant les 15 années précédentes.

Et cela, M. l'Orateur, parce qu'à chaque fois qu'une question fut soumise au gouvernement par des unions ou syndicats ouvriers ou par des employeurs, il a été impossible d'obtenir une réponse précise. Nous avons, depuis un an, grève sur grève dans la province de Québec, et le gouvernement n'a rien fait. Ces grèves sont dues parce que le gouvernement a trop attendu et trop hésité.

Comme résultat, bien que l'emploi soit à son plus haut niveau, le principe d'autorité est attaqué de

partout, des conflits entre patrons et ouvriers se sont multipliés depuis un an, conflits entre les conseils municipaux et leurs employés, grèves de constables et pompiers, comme à Montréal et à Joliette, conflits de juridiction entre les unions, désaccord entre les préposés au maintien des services publics et leurs employeurs, conflits de toutes sortes. Il y a eu une grève d'employés municipaux à Joliette; elle aurait pu être évitée, tout comme la grève de Montréal aurait pu être évitée, si le gouvernement n'avait pas fait preuve d'incurie.

L'équilibre entre les classes semble rompu parce que le gouvernement n'a pas su adopter assez tôt une politique nettement définie et parce que, dans les rares cas où il a pris une décision, elle fut contredite quelques jours plus tard, augmentant ainsi les causes de troubles. Aux policiers provinciaux, on a refusé catégoriquement le droit de faire partie d'une certaine union; aux pompiers et policiers de la cité des Trois-Rivières, même refus; aux constables et pompiers de Montréal, c'est le contraire qui s'est fait: on accorde à ces employés le droit de s'affilier à une union.

Dans la ville de Joliette, il y a quelques jours, c'est encore une autre décision qui a été prise; le gouvernement, cette fois, n'a pas voulu se compromettre et a confié le règlement du litige à trois arbitres. À cause des retards apportés parce que les pourparlers duraient depuis des mois, les employés se sont mis en grève et, par un froid sibérien, au début du mois de janvier, la ville a été privée d'électricité et de lumière et, dans certains quartiers, privée d'eau. Les préposés au service de l'aqueduc et de l'électricité étaient en grève, de même que les constables et les pompiers. Les manufactures durent renvoyer leurs employés, et bientôt les rues furent remplies de gens protestant contre l'inertie du gouvernement.

Le conseil municipal, après quatre heures de grève, s'est rendu aux demandes des grévistes. Je ne blâme ni le conseil municipal de ma ville ni les employés municipaux, parce que je sais qu'à Montréal comme à Joliette les pourparlers et démarches ont duré des mois et que le gouvernement, par sa politique de laisser-faire, est responsable de ces grèves, et parce qu'il aurait pu, par une décision ferme, donner justice à tous les intéressés et prendre les moyens d'éviter ces grèves regrettables.

D'ailleurs, le régime Godbout a passé quatre sessions à défaire les bonnes lois ouvrières de l'Union nationale à l'essence desquelles il revient maintenant. N'ayant pas adopté de législation

convenable, l'inertie et le laisser-faire du gouvernement ont provoqué la crise que nous traversons présentement dans cette province et ils sont la cause des difficultés et de l'inquiétude qui grandissent dans les villes et chez tous ceux qui désirent le maintien de l'ordre et de la paix sociale.

Employeurs et employés ne peuvent plus compter, pour régler leurs différends, sur des hommes qui se sont contredits dans leurs décisions sur des questions de principe et qui ont fui devant leurs responsabilités. La population ne peut plus compter sur un gouvernement qui n'a pu donner de direction ou même exprimer d'opinion sur des questions de première importance. La population ne veut pas d'un gouvernement qui n'a pas d'opinions. Le gouvernement n'a plus la confiance d'aucune des classes qui composent notre société, il est incapable d'harmoniser ces classes entre elles. Il a fait de cette question un problème politique alors qu'il devrait savoir que c'était un problème d'accord social et que le principe de conciliation n'est pas dans la politique, mais repose sur la justice et est dans la morale.

Le libéralisme du gouvernement et le socialisme chrétien du premier ministre sont anti-chrétiens dans leur essence. Je ne crois pas au libéralisme du gouvernement et au socialisme chrétien du premier ministre. Le laisser-faire inconcevable du gouvernement est devenu une calamité publique qui atteint toute la population, risque de mettre les classes en lutte les unes contre les autres. Si le régime actuel qui nous administre restait au pouvoir encore quelques mois, nous verrions bientôt des grèves et des luttes de classes pour assurer le triomphe d'une classe sur l'autre, parce que l'équilibre est rompu chez nous, parce que les principes d'autorité et de conciliation sont disparus, parce que le gouvernement n'a aucune attitude logique et ferme, parce que le gouvernement, feignant d'évoluer vers le socialisme, a tout simplement glissé vers un abîme d'où il ne pourra sortir.

Quand on songe, M. l'Orateur, qu'à cause des attitudes équivoques du régime Godbout, depuis quatre ans, il s'est produit un mécontentement qui s'est extériorisé dans plus de 100 grèves importantes dans la province de Québec, alors que, sous l'administration de l'Union nationale, il n'y a eu que deux ou trois grèves, vite réglées, on se rend compte de la différence qui existe entre la politique de l'Union nationale et la politique du présent gouvernement. On se rend compte de la valeur de la législation ouvrière passée sous l'Union nationale. Les ouvriers savent aujourd'hui que le chef de

l'Union nationale avait une compréhension parfaite de la question ouvrière, ils conçoivent aujourd'hui que la campagne qui s'est faite il y a sept ans, contre la législation ouvrière progressive de l'Union nationale, était injustifiée et ridicule.

D'ailleurs, le président des États-Unis, M. Roosevelt, parlant il y a deux ans sur les questions de droit à l'association et de la liberté du travail, pour les ouvriers, a énoncé, à peu près mot à mot, les principes et les idées émises et exprimées par le chef de l'Union nationale il y a sept ans. Plus récemment encore, le rapport de la commission Prévost donnait aussi raison à la largeur de vues du chef de l'opposition, en répétant des paroles qu'il prononça naguère.

Dans sa hâte de tout saboter tout ce qui s'est fait de 1935 à 1939, le régime actuel a abrogé ou rendu inefficaces des lois qui assuraient le maintien de l'ordre, qui donnaient justice à tous, employeurs et employés, et qui rendaient à peu près impossibles les conflits de juridiction entre les unions. Nous constatons aujourd'hui les conséquences de cette frénésie à tout détruire ce qui portait le sceau de l'Union nationale; aussi, c'est le chaos qui a remplacé l'ordre, et le gouvernement se voit forcé de reconnaître, par des lois, que l'Union nationale avait indiqué la route à suivre en matière de législation ouvrière, comme pour le reste d'ailleurs.

M. l'Orateur, les lois ouvrières passées par le gouvernement libéral seront corrigées par l'Union nationale, heureusement, car nos amis d'en face vont bientôt partir pour un long voyage dont ils ne reviendront pas.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le président Roosevelt aurait-il copié le chef de l'opposition? (Rires à droite)

**M. Gagnon (Matane):** J'aurai certaines choses à dire sur le projet de loi, déclare-t-il, mais je le ferai au cours de l'étude du bill en comité plénier, et ce, pour ne pas empêcher l'adoption en deuxième lecture avant que la Chambre ne s'ajourne.

Et la motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Dansereau,

Drouin, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duplessis, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Labbé, Langlais, Lapointe, Lorrain, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Talbot, 44.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Le bill est renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude à la prochaine séance.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures<sup>4</sup>.

### NOTES

1. Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a été hospitalisé le 25 janvier 1944.

2. Article 536: 1. Tout bill doit être lu deux fois avant d'être amendé ou renvoyé à un comité.

3. Me Roger Brossard est l'associé professionnel, à Montréal, du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier).

4. Selon *La Patrie* du 28 janvier 1944, à la page 12, la Chambre s'ajourne à 5 h 30.



Séance du mardi 1<sup>er</sup> février 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. L'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Joseph-Armand Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Forestville (M. Morin, Québec-Centre);
- de l'Association nationale de bénéfices mutuels, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Gauthier);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs (M. Delagrave);
- de dame M.-Hilda Belleau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Dumas et de Félicitée Tanguay (M. Morin, Québec-Centre);
- de Léonce Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie d'assurances des marchands détaillants - The Retail Merchants Insurance Company (M. Francoeur, Montréal-Mercier).

## Projets de loi:

**Succession de  
Marguerite Claire Stephens**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Dépôt de documents:

**Canalisation  
du Saint-Laurent**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse,

en date du 26 janvier 1944, pour la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 17 mai 1941 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 27, 5 George VI, intitulé: "Loi concernant la canalisation du Saint-Laurent". (Document de la session no 11)

**Expropriation de la  
Beauharnois L. H. & P. Co.**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1944, pour copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 17 mai 1941 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 28, 5 George VI, intitulé: "Loi concernant l'expropriation de Beauharnois Light, Heat and Power Company". (Document de la session no 12)

*Comptes publics*

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics* de la province de Québec 1943, exercice clos le 31 mars. (Document de la session no 13)

## Questions et réponses:

**Emprunts de la province**

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement, combien le gouvernement de la province a-t-il payé relativement aux emprunts contractés par la province:

- a. Pour frais légaux, consultations légales ou autres?
- b. Pour frais de publicité?
- c. Pour impression des débetures intérimaires ou autres?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** a. et c. (Voir la liste à la page suivante)

Date de l'emprunt	Montant de l'émission	Impressions	Opinions Légales	Signature, manipulations et frais de poste	Préparation du prospectus	Total
2 janvier 1940	12,000,000	4,028.00	.....	98.43	.....	4,126.43
15 février 1940	65,000,000	19,184.84	1,001.59	18,922.28	1,200.00	40,308.71
15 novembre 1940	21,600,000	9,910.70	.....	6,055.92	1,150.81	17,117.43
1 <sup>er</sup> février 1941	15,000,000	7,293.56	.....	257.95	.....	7,551.51
15 avril 1941	2,400,000	2,450.00	802.76	.....	.....	3,252.76
1 <sup>er</sup> octobre 1941	14,725,000	6,219.35	.....	3,641.88	.....	9,861.23
1 <sup>er</sup> juillet 1942	9,800,000	5,189.25	.....	162.64	.....	5,351.89
1 <sup>er</sup> septembre 1942	9,725,000	4,869.95	.....	159.80	.....	5,029.75
1 <sup>er</sup> février 1943	18,000,000	8,785.00	.....	287.92	.....	9,072.92
1 <sup>er</sup> février 1943	5,000,000	300.00	381.43	1.99	.....	683.42
15 février 1943	15,000,000	.....	1,144.30	.....	.....	1,144.30
15 juin 1943	15,000,000	6,995.58	.....	234.63	.....	7,230.21
15 janvier 1944	<u>9,680,000</u>	<u>435.00</u>	<u>.....</u>	<u>77.42</u>	<u>.....</u>	<u>512.42</u>
	212,930,000	75,661.23	3,330.08	29,900.86	2,350.81	111,242.98

b. Nil.

#### Poursuites contre le théâtre Gayety

**M. Chaloult (Lotbinière):** 1. Combien de fois, en 1942 et 1943, le théâtre Gayety, de Montréal, a-t-il été poursuivi pour avoir donné des représentations théâtrales le dimanche?

2. Combien de fois a-t-il été condamné? À quelles dates? Quelle a été, dans chaque cas, l'amende imposée?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 1. En 1942, trois poursuites prises par le procureur général en Cour des sessions de la paix; trois poursuites prises par la cité de Montréal en Cour du recorder, sur autorisation du procureur général. En 1943, 39 poursuites prises par le procureur général en Cour des sessions de la paix.

2. En 1942, deux fois en Cour des sessions de la paix; aucun rapport au sujet des poursuites en Cour du recorder.

En 1943, 34 condamnations et six causes non encore terminées.

Condamnations en 1942: 3 juillet 1942, \$10 et frais; 15 juillet 1942, \$10 et frais.

Condamnations en 1943: 27 janvier 1943, \$25 et frais; 9 mars 1943, \$40 et frais. Même amende, \$40 et frais, imposée aux dates suivantes: 12 mars, 17 mars, 24 mars, 7 avril, 2 avril, 9 avril, 21 avril, 21 avril, 14 mai, 14 mai, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> juin, 22 mai, 22 mai, 22 mai, 23 juillet, 10 août, 10 août, 10 août, 23 septembre, 30 septembre, 14 octobre, 14 octobre, 28 octobre, 28 octobre,

4 novembre, 16 novembre, 26 novembre, 26 novembre, 7 décembre, 14 décembre, 22 décembre.

La pénalité de \$40 est le maximum prévu par la loi.

#### Projets de loi:

##### Arbitrage entre les services publics et les salariés

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 2 concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) est encore malade?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, il est encore malade.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est curieux de constater qu'en l'absence du ministre du Travail ce projet de loi soit piloté par le secrétaire provincial.

Pourquoi, dit-il, le gouvernement n'a pas choisi un représentant de la classe ouvrière comme ministre du Travail, comme il l'a fait, lui, lorsqu'il a formé son ministère en 1936? On aurait dû faire piloter ce bill par une personne compétente. Plutôt que de nommer un représentant des travailleurs comme ministre du Travail, le premier ministre a nommé un avocat.

Il (M. Duplessis) reproche au gouvernement de n'avoir pas fait appel aux lumières du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel), qualifié par le premier ministre de grand expert en matière ouvrière. Ce projet, dit-il, devrait être piloté par l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) dont le premier ministre disait le jour de l'assermentation de son cabinet, en 1939: "L'honorable député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) est l'ami des ouvriers."

Le premier ministre déclarait aussi, dans un grand discours au lendemain de son assermentation, que le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) s'était spécialisé dans ces questions et que sa place était toute désignée comme représentant de la classe ouvrière pour occuper le ministère du Travail et piloter les mesures ouvrières du gouvernement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** se lève et s'apprête à quitter la Chambre mais revient à son bureau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais comment se fait-il que ce grand savant, ce grand expert en questions ouvrières, non seulement n'ait pas été nommé ministre du Travail, mais qu'il ne soit pas aujourd'hui le ministre désigné pour remplacer en cette Chambre, au cours de sa maladie, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), puisque c'est un expert?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** sourit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais non, le premier ministre a choisi pour piloter les lois ouvrières le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). Il ne pouvait faire un pire choix pour défendre ces lois et celui-ci a le triste courage de s'attaquer à un absent de cette Chambre, ce qui est loin d'être de la bravoure.

Nous avons présentement deux lois très importantes et qui concernent tout spécialement la classe ouvrière. Or, le député de Saint-Sauveur, ce grand expert en questions ouvrières, est resté assis à son siège et il n'a pas ouvert la bouche et, il y a un

moment, il partait pour s'en aller. Il me semble que ces projets de loi auraient dû être présentés par lui. J'admets qu'il n'est pas une lumière, mais il ne pouvait pas toujours faire pire que le secrétaire provincial. Je trouve que le premier ministre n'a pas été aimable envers les ouvriers.

Je me demande aussi pourquoi, lors de la grève de Montréal, on a choisi Me Roger Brossard, l'associé professionnel du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), qui est la cause de tous les troubles municipaux à Montréal, comme arbitre? Il ne connaît pas plus la loi que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) eût été beaucoup plus qualifié que ce dernier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai fait des études sur les questions ouvrières. J'admets mes déficiences, mais je peux les suppléer par mon dévouement. Je me considère tout de même assez compétent et amplement qualifié pour discuter les questions ouvrières avec n'importe quel représentant de l'opposition. Tous les membres du Conseil exécutif ont coopéré à la préparation de ce projet, et je bénéficie largement au cours des présents débats et dans les circonstances actuelles de la grande expérience des problèmes ouvriers et des conseils de mon collègue le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel). L'honorable député de Saint-Sauveur me donne de bons conseils.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça me surprend, puisqu'il n'a pas ouvert la bouche.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il est vrai qu'il est un expert en matière de législation ouvrière. De plus, les ouvriers de la province ont été beaucoup plus protégés par l'actuel ministre du Travail, qui est avocat, que par l'ancien ministre du Travail du chef de l'opposition, même s'il était un ouvrier. Tout le monde se souvient du ministre du Travail, l'ineffable William Tremblay, au temps de l'Union nationale. Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) est bien plus l'ami de l'ouvrier que M. Tremblay ne l'a jamais été.

Dans le cabinet actuel, il existe la plus parfaite collaboration et la plus parfaite unité. Les choses ne se passent pas comme au temps où le chef de l'opposition était premier ministre et se croyait non seulement tout le cabinet, mais toute la province! Tandis que, sous le régime actuel, les ministres unissent leurs connaissances particulières pour le plus grand bien de la province. Chacun des membres

du cabinet provincial a le droit d'exprimer et d'appuyer ses propres vues et opinions. Il n'y a pas qu'un seul homme qui mène.

La loi actuelle a été recommandée par MM. Brossard et Marquette. Les grèves des fonctionnaires municipaux sont dangereuses à cause de leurs répercussions. En prononçant la sentence arbitrale, ils ont fait remarquer que nos lois ouvrières pouvaient être amendées et ils ont suggéré des amendements. C'est précisément parce que nos lois ouvrières sont incomplètes que nous présentons la présente législation. Je suis parfaitement d'accord avec Me Brossard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ni le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), ni son associé, Me Brossard, ne connaissent notre législation ouvrière qu'ils s'étaient chargés de faire respecter, puisque la nomination des membres de la commission Brossard, qui a arbitré le différend entre la ville de Montréal, à la mi-décembre, et ses employés des départements de police et de pompiers, a été faite en violation de l'article 8 de la loi des différends ouvriers, dans les Statuts de 1941, chapitre 169, qui prescrit que le conseil d'arbitrage doit être composé de trois membres absolument désintéressés à la cause en litige.

La nomination de M. Roger Brossard comme arbitre était illégale puisque la ville, qui est sous la tutelle du gouvernement, était représentée et M. Brossard représente le gouvernement; cela voulait dire que le gouvernement était représenté deux fois. Le conseil d'arbitrage nommé pour régler les conflits entre les policiers et les pompiers était illégal parce que les membres qui le composaient étaient des parties intéressées à la cause en litige. Tous les conseils d'arbitrage nommés dans le passé n'étaient pas conformes aux dispositions de la loi, puisqu'ils étaient formés de la même façon. Ils ont violé la loi et continuent de la violer.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Comme d'habitude, le chef de l'opposition joue sur les mots et s'éloigne de l'esprit de la loi. La loi concernant l'arbitrage des différends ouvriers stipule que le conseil d'arbitrage doit être formé de membres indépendants, choisis par les parties intéressées. Si les membres du conseil ne s'entendent pas sur le choix du président, la loi fournit une protection supplémentaire en stipulant que c'est alors le ministre du Travail qui le nommera. La question des arbitres s'est donc posée dès la première séance du conseil d'arbitrage, du fait que le tribunal doit être

composé de trois membres désintéressés. Me Roger Brossard a été choisi par le gouvernement; la ville de Montréal a choisi Me C.-A. Sylvestre comme son représentant, et les employés, M. Paul-Émile Marquette; et les deux parties, d'un commun accord, ont donné leur consentement pour choisir M. Brossard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette explication signifie que tout le tribunal alors a été complice dans la violation de la loi. Le gouvernement a fait des promesses aux pompiers et aux policiers de Montréal, des promesses qu'il savait devoir plus tard violer. Je serais bien prêt à entendre le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel). Si le député de Saint-Sauveur veut parler, je suis prêt à l'écouter. (Le député de Saint-Sauveur reste rivié à son siège et ne répond pas.) Mais, s'il n'a rien à dire, je vais continuer.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Vous pouvez continuer. Je n'ai rien à dire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre avoue qu'il n'a rien à dire, lui qui représente un comté ouvrier et lui que j'ai retenu tout à l'heure de quitter la Chambre. Il existe actuellement des protestations nombreuses que le projet de loi est contre celui qui a été adopté en cette Chambre la semaine dernière. Il y a eu des troubles sérieux, des grèves très graves dans notre province. Et le député de Saint-Sauveur, qui est le représentant des ouvriers dans le gouvernement, n'a rien à dire. C'est extraordinaire! Aussi, je suis sûr que, lors des élections, les ouvriers sauront manifester leurs sentiments à l'égard d'une attitude aussi étrange. Contrairement à ce qu'a affirmé le premier ministre, les chefs ouvriers sont loin d'être unanimes à approuver les bills 3 et 2. Le gouvernement a induit la Chambre en erreur.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les représentants des unions ouvrières ont accepté notre projet de loi à 100 %. Depuis, cependant, il s'est formé des courants d'opinion contraire...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il parle du règlement par le premier ministre de la grève des pompiers et policiers de Montréal. Le premier ministre leur a donné l'autorisation de s'affilier à une union étrangère et, du même souffle, il a dit qu'il allait leur retirer cette autorisation. Drôle de façon de régler un conflit. Il a reconnu que la loi était mal faite. Mais il avait eu le temps de l'amender, sa loi.



Ce bill 2 que nous étudions en ce moment contient de bonnes et de mauvaises choses. Nous ne pouvions pas l'amender en deuxième lecture. Nous ne pouvions pas non plus et nous ne voulions pas non plus le rejeter en bloc, parce qu'il contient du bon. Mais, avant de le voter en troisième lecture et maintenant que nous sommes en comité plénier, nous allons faire des suggestions au gouvernement.

Je ferai d'abord remarquer que le bill fait disparaître le chapitre 169 des Statuts refondus, mais qu'il ne touche pas aux chapitres 167 et 168. Or, le chapitre 169 contient des garanties quant à l'autonomie provinciale. Ces garanties étaient contenues dans le préambule de la loi. Malheureusement, lors de la révision, le gouvernement a fait disparaître le préambule. De plus, le présent bill contient des clauses qui contredisent les chapitres 167 et 168, lesquels ne sont pas abrogés ni changés. Ce sera une source de difficultés. Dans la loi Rochette présentement en discussion, il se trouve des dispositions qui constituent, comme on dit, des nids à chicanes et à difficultés entre Ottawa et Québec, aussi bien qu'entre les patrons et les ouvriers, au lieu d'amener la paix et la concorde.

Pour notre part, nous prétendons que ceux qui ont droit à des augmentations de salaires doivent les avoir. Je l'ai dit et je le répète, nous, de l'Union nationale, nous sommes prêts à adopter toutes les lois justes, raisonnables et équitables que le gouvernement présentera, mais nous ne voulons pas que ces lois contiennent des injustices. Et la présente loi en contient. On enlève à plusieurs catégories de travailleurs, aux parties intéressées, employeurs et employés publics, les moyens de faire valoir leurs droits qu'ils avaient, et on ne leur donne rien à la place pour les protéger. En retour de la perte de ces droits, il faudrait leur donner des compensations équitables et des moyens de protection équivalents. La loi ne donne pas justice ni aux patrons, ni aux employés.

Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas seulement des bouts de papier et une loi qui ne pourra pas être exécutoire. En un mot, la méthode proposée par le gouvernement sera une source de misères, de mécontentements et de conflits entre la province de Québec et Ottawa, parce qu'elle contredit des clauses de lois provinciales restées inchangées; elle n'atteindra pas le but du gouvernement qu'on prétend lui attribuer: préserver la paix sociale entre ouvriers et patrons. La loi a été mal faite, mal mûrie. Elle est aussi tardive, mal conçue et inexécutoire, conséquence des atermoiements et de l'incurie du

gouvernement. Elle devrait donner des moyens d'action efficaces. Bref, cette loi est un recul en ce qui concerne nos droits, parce qu'on laisse subsister des lois qui consacrent l'empiétement du fédéral. Toutefois, l'opposition offre sa coopération vers l'adoption des correctifs appropriés.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La présente loi est le meilleur moyen, selon le gouvernement, de faire régner la paix et l'harmonie entre employeurs et employés.

Le comité étudie l'article 1.

L'article 1 du chapitre 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie le paragraphe *a.* de l'article 2 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est donné ci-après:

"*a.* "salarié" signifie: tout apprenti, manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société; cependant, ce mot ne comprend pas:

"1<sup>o</sup> les personnes employées à titre de gérant, surintendant, contremaître ou représentant de l'employeur dans ses relations avec ses salariés;

"2<sup>o</sup> les directeurs et administrateurs d'une corporation;

"3<sup>o</sup> une personne appartenant à l'une des professions visées aux chapitres 262 à 275, ou admise à l'étude de l'une de ces professions;

"4<sup>o</sup> les domestiques de maison et les personnes employées dans une exploitation agricole".

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme que les termes sont imprécis et demande que les définitions soient plus étendues pour éviter des causes de conflits entre le pouvoir central et la province et entre patrons et employés. Il déclare que la définition du mot "salarié" n'est pas correcte.

Le paragraphe *a.* de l'article 2 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les paragraphes *b.* et *c.* de l'article 2 du CHAPITRE 169 introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *d.* de l'article 2 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"*d.* "services publics" désigne:

"1° les corporations municipales et scolaires;

"2° les institutions d'assistance publique au sens de la loi de l'assistance publique de Québec (chapitre 187);

"3° les asiles d'aliénés;

"4° les entreprises de transmission de messages téléphoniques ou télégraphiques, de transport, de chemins de fer, tramway ou navigation, de production, de transmission, de distribution ou de vente de gaz, d'eau ou d'électricité, à l'exception des chemins de fer sous la juridiction du Parlement du Canada;

"5° les services du gouvernement de la province, mais à l'égard seulement des fonctionnaires et ouvriers visés par la loi du service civil (chapitre 11) et subordonnés aux dispositions de ladite loi."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate que, dans cette loi, on fait entrer les asiles d'aliénés. Pourquoi cela?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**  
Vous le saurez plus tard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas l'intention d'aller voir le ministre. Dans les explications du bill, il est aussi question de l'arbitrage obligatoire pour les compagnies d'utilité publique. Il est dit que les mots "services publics" comprennent les services de chemins de fer, les compagnies de distribution de gaz, d'électricité et l'aqueduc. Pourquoi intercale-t-on dans la loi les employés de ces services publics? Pourquoi mettre sur le même pied les corporations publiques et les corporations municipales? Le gouvernement, qui passera prochainement une législation au sujet de la Montreal Light, Heat and Power, place les employés de la Montreal Light, Heat and Power sur le même pied que ceux du gouvernement. Veut-il protéger dès maintenant la Montreal Light?

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Est-ce que le chef de l'opposition est pour la Montreal Light...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends maintenant pourquoi les ministres doivent seuls faire tout ce qu'il y a à faire...

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

Pour le gouvernement, la raison d'être de la loi est de protéger le public contre les grèves qui peuvent originer chez ceux mêmes qui sont chargés de la protection du public, qui peuvent désorganiser toute notre vie économique. Nous ne voulons pas de luttes entre les unions. Nous voulons éviter les conflits ouvriers qui ne doivent pas s'exercer aux dépens du public.

Les services publics doivent donc être protégés, qu'il s'agisse de l'électricité, de l'eau, car les dangers sont les mêmes pour le public si un conflit éclate entre la Montreal Power ou toute autre compagnie publique et ses employés qu'entre une municipalité et ses employés.

Quand on se trouve privé d'un service public, par suite d'un conflit, l'important n'est pas que ce service soit administré par une entreprise publique ou une entreprise privée. Le public ne doit donc pas souffrir des différends qui peuvent survenir entre une compagnie d'utilité publique et ses employés.

C'est pourquoi les clauses de grève ont été étendues aux services publics exploités par des entreprises privées. C'est le seul moyen de donner au peuple une protection adéquate. Quant à la Montreal Light, Heat and Power, il n'est nullement ici question de la protéger en particulier. Et c'est probablement dans les rangs de l'opposition que la Montreal Power trouvera ses protecteurs et ses seuls défenseurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous verrons en temps et lieu, car très prochainement nous démontrerons quels sont ceux qui ont favorisé les trusts, les profiteurs de la Montreal Light et des autres trusts; nous verrons quels sont ceux qui leur ont donné à manger quand ils sont venus au monde et quels ont été ceux qui ont gavé la Montreal Power et les autres trusts.

Le paragraphe *d.* de l'article 2 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les paragraphes *e.* à *i.* de l'article 2 du CHAPITRE 169 introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 2 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 3 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"3. Nonobstant les dispositions de toute loi générale ou spéciale, les dispositions de la loi des relations ouvrières (CHAPITRE 162A) s'appliquent aux services publics et aux salariés à leur emploi, mais avec les modifications ci-après qui sont réputées en faire partie intégrante".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quant aux fonctionnaires à qui le présent bill interdit le droit de grève, est-ce que le gouvernement a peur qu'ils fassent la grève?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non pas, mais c'est par principe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, c'est parce que le ministre sait qu'il n'est pas prévoyant qu'il prend tant de précautions. L'honorable secrétaire de la province (M. Perrier) a-t-il lu la loi Wagner concernant les différends ouvriers?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai étudié cette loi américaine, en effet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi actuelle s'inspire-t-elle de la loi Wagner<sup>1</sup> en force aux États-Unis?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Oui, j'admets que le gouvernement s'est inspiré, dans certaines parties, de la loi Wagner des États-Unis en préparant le présent projet de loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, le projet du gouvernement serait copié sur le Wagner Act? Pouvez-vous l'expliquer?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition ne voudra pas admettre mon interprétation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais vous aider. Quelles sont les dispositions de la loi Wagner américaine que l'on a incorporées intégralement dans la loi actuelle?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** ne répond pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelles sont les clauses de la loi Wagner qui ne sont pas

incorporées dans la loi actuelle? Ces clauses peuvent être importantes.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** ne répond pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le principe de la loi Wagner que vous avez incorporé et quel est celui qui ne l'est pas?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La Chambre admettra que, de mémoire, c'est un peu difficile pour moi de répondre. La présente loi est basée sur les recommandations du rapport Prévost et sur celles du Conseil supérieur du travail. Il n'y a aucun doute que ces légistes se sont inspirés de la loi Wagner. Mais il est difficile de dire quelles sont les clauses de la loi Wagner, du rapport de la commission Prévost, du rapport de la commission Brossard, des recommandations des unions ouvrières, du Conseil supérieur du travail et de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada que nous avons incorporées dans le bill. Cette loi est la résultante de tout cela.

**M. Gagnon (Matane):** Le ministre admet donc que le gouvernement s'est inspiré de la loi Wagner. Or, la semaine dernière, le premier ministre a vanté les mérites de sa loi en disant qu'elle était la plus avancée et la plus progressive qu'il y avait dans le monde. Il se vantait que sa loi était la première du genre au monde, depuis que le monde est monde.

Et voilà qu'aujourd'hui le secrétaire de la province nous dit que le gouvernement s'est contenté de plagier en grande partie une loi américaine, la loi Wagner, qu'il ne connaît pas. Elle existait donc déjà aux États-Unis. Quand le premier ministre s'est ainsi vanté, le nationaliste député de Lotbinière a été tellement pâmé qu'il a déclaré qu'il allait voter en faveur de la loi en troisième lecture, sans même savoir si elle ne serait pas amendée après la deuxième lecture.

Le ministre nous demande de voter pour la loi sans savoir ce qu'il y a dedans. Il nous dit que cette loi a aussi été recommandée par le rapport de la commission Prévost. C'est absolument inexact. Ce qui a été recommandé concerne le bill 3. Il n'y a pas une virgule de la loi qu'on ait prise dans le rapport de la commission Prévost. Où peut-on voir, dans ce rapport Prévost, que les pompiers et policiers n'ont pas le droit de déclarer la grève? Je défie le ministre de trouver dans sa loi un seul article qui s'inspire du rapport Prévost.

Les membres de la commission Prévost ne voulaient nullement mettre sur le même pied les employés des municipalités et ceux des compagnies d'électricité. On s'est inspiré des bills 19 et 20 de l'Union nationale et on y a pris ce qu'il s'y trouvait de mieux. En laissant dans les Statuts les chapitres 167 et 168, le gouvernement ne protège pas l'autonomie provinciale. En vertu de ces chapitres, le fédéral peut venir n'importe quand dans notre province faire des arbitrages et des enquêtes.

Le premier ministre, la semaine dernière, a voulu faire des farces sur le nom du chef de l'opposition en parlant de "Duplessité". Mais il existe aussi le "Godboutisme", ce qui ne veut pas dire les gens qui se tiennent debout, parce que le "Godboutisme" représente le "quatrepattisme" à outrance.

Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), qui était à Montréal à surveiller la grève des "collets blancs", et qui sort souvent de cette Chambre pour "prendre l'air", a été presque cause d'un désastre national. Il n'a pu aller à Haïti, où une fanfare l'attendait.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est),** (ministre des Affaires municipales) entre en Chambre.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis heureux de revoir le ministre. Je le pensais parti pour Haïti.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** On s'est inspiré de la loi Wagner, pour certaines clauses, tout comme on s'est inspiré, pour d'autres clauses, du rapport Prévost, du rapport des commissions d'arbitrage, des recommandations du Conseil supérieur du travail, afin de faire une loi excellente.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les remarques de mon distingué collègue de Matane sont très justes. Le gouvernement ne rappelle pas le chapitre 168 qui confère des pouvoirs au fédéral. C'est une erreur législative. Ça ne coûterait pas cher d'inscrire dans la loi que le chapitre 168 des Statuts est abrogé. En 1932, il y avait dans la loi un préambule qui protégeait les prérogatives de la province, mais on a supprimé ce préambule lors de la codification des lois de 1941<sup>3</sup>.

Les réviseurs ont laissé tomber sans aucune autorisation ce préambule dans lequel il était stipulé que la province, tout en appuyant la législation fédérale, conservait son autonomie.

Nous avons risqué notre vie politique pour sauver la vie provinciale. Plus logiques avec nous-

mêmes que certains patriotes à retardement ou certains hypocrites du régime actuel, nous continuons à défendre l'autonomie provinciale, les droits du Québec.

**Une voix à droite:** Adopté!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ministres ne répondent pas. Est-ce que le gouvernement de Québec a peur des gens d'Ottawa? On nous demande d'adopter une loi pour prévenir des difficultés, mais on laisse une autre loi qui permet au fédéral d'intervenir. D'ailleurs, si ces derniers s'étaient occupés un peu plus de leurs affaires et si les gens de Québec ne les avaient pas laissés faire, il y aurait eu moins de grèves dans la province de Québec et ça irait beaucoup mieux.

C'est le devoir de ceux qui ont du cœur, dans notre province, de protéger nos droits et d'empêcher Ottawa d'intervenir dans nos conflits. Nous voulons empêcher l'ingérence du gouvernement fédéral dans notre législation ouvrière, et quel que soit le parti au pouvoir au fédéral: bleu, rouge, caille, C.C.F., Bloc, peu importe.

Il est plus temps que jamais que les partis politiques du Québec soient indépendants des partis politiques du fédéral quels qu'ils soient. C'est d'autant plus nécessaire que le fédéral traite de façon injuste les ouvriers de notre province, par comparaison avec ceux des autres provinces. C'est le seul moyen d'administrer Québec pour Québec. On n'a pas pris les moyens de protéger les prérogatives des provinces, on a sacrifié l'autonomie des provinces.

Il propose alors, secondé par M. Gagnon (Matane), le rappel des chapitres 167 et 168 des Statuts de 1941, qui consacrent les droits d'Ottawa en permettant au gouvernement fédéral de faire des enquêtes sur les différends ouvriers de la province de Québec.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Sous l'administration actuelle, aucun iota de notre autonomie n'a été cédé à Ottawa.

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre se vantait la semaine dernière que sa loi garantit l'autonomie de la province et qu'il l'avait défendue contre le fédéral, au sujet du code fédéral du travail. Alors, comment peut-il laisser dans nos Statuts une loi telle que le chapitre 168? Nous demandons au gouvernement de nous donner ses raisons<sup>4</sup>. (Aucun ministre ne répond.)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne répond pas. Alors, nous amenderons nous-mêmes cette loi quand nous prendrons le pouvoir, ce qui heureusement ne tardera pas.

**M. Gagnon (Matane):** Quand il laisse dans nos Statuts le chapitre 168 qui donne au fédéral le droit de venir faire des enquêtes sur des différends ouvriers dans la province, il détruit l'effet de la présente législation. Le gouvernement aurait donc dû faire disparaître l'article 168 de la loi générale qui permet au gouvernement fédéral de s'immiscer dans le domaine provincial en matière ouvrière. Cette loi fédérale, adoptée par la Législature en 1926 et 1932, permet d'appliquer à notre province la loi fédérale Lemieux de 1907, que le Conseil privé avait jugée inconstitutionnelle parce qu'elle outrepassait la juridiction d'Ottawa.

Elle permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'appliquer par proclamation, à tout différend industriel au sens de la loi, les dispositions de toute modification qui pourrait être faite à la loi du Parlement du Canada après le 12 février 1932. Par cette mesure, le gouvernement fédéral peut, n'importe quand, s'ingérer dans les différends ouvriers, faire des enquêtes et organiser de temps à autre des arbitrages sur les grèves dans la province de Québec. Et je ne veux pas que le pouvoir central vienne se mêler de nos affaires.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous sommes habitués aux pétarades habituelles du chef de l'opposition à propos du sacrifice de notre autonomie. Mais l'autonomie de la province de Québec n'est pas en danger car, dans tous les domaines, le gouvernement actuel a protégé les droits de la province. D'ailleurs, jamais le chef de l'opposition n'a été capable d'accuser le gouvernement d'avoir sacrifié un iota de nos droits et de citer un seul cas en particulier. L'autonomie de la province est largement protégée dans la nouvelle législation. Ce que nous ont reproché certains éléments d'extrême gauche des unions ouvrières, c'est de n'avoir pas attendu le code fédéral du travail; ils prétendent que nous sommes allés trop loin.

Il rappelle au chef de l'opposition qu'en 1932, alors qu'il siégeait à l'Assemblée législative, il avait voté pour l'adoption du même chapitre 168, que le Parlement du temps avait inséré dans sa loi ouvrière d'alors, pour mettre en vigueur une loi provinciale conformément à un jugement du Conseil privé<sup>5</sup>, confirmant lui-même un jugement rendu par la Cour Suprême<sup>6</sup>. Cette loi avait été adoptée à l'unanimité de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a pas été adopté à l'unanimité. Celui qui parle a été l'un de ceux qui ont proposé un préambule à la loi Lemieux pour que l'on protège l'autonomie du Québec. Ce préambule a été enlevé de la loi.

**M. le président:** La proposition du chef de l'opposition ne peut être prise en considération par le comité.

L'article 3 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie le quatrième alinéa de l'article 4 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux fonctionnaires visés par la loi du service civil (chapitre 11), la Commission du service civil devant jouer envers eux le rôle d'un conseil d'arbitrage."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En somme, le ministre nous demande de changer des conventions qui sont actuellement en vigueur. Ce serait bien du moins qu'il produise ces conventions. Maintenant, quant au rôle de la Commission du service civil, je dois faire remarquer ceci: c'est elle qui détermine les salaires et les conditions de travail. Advenant un conflit, comment peut-elle à la fois être partie et être juge? Le gouvernement, par le truchement de la Commission du service civil, qui est sa créature, sera dans la situation d'un juge qui se trouve patron dans la cause à départager avec ses employés. Ces deux fonctions sont incompatibles. Elle exécute le travail que le gouvernement n'a pas le courage de faire. Je signale au gouvernement qu'elle ne vivra pas longtemps. D'ailleurs, je l'ai déjà dit, cette Commission est née dans l'injustice et l'iniquité pour assurer la permanence aux amis du régime et elle ne vivra pas longtemps et périra dans l'iniquité<sup>7</sup>. Nous allons l'abolir.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La Commission du service civil servira d'arbitre entre le fonctionnaire et le patron. Et le patron, ce sera encore le gouvernement et le peuple, et non pas la Commission. Elle a été créée pour donner à la province et pour assurer au public des employés compétents; elle assurera la stabilité dans leurs fonctions aux bons employés qui font leur devoir et assurera aux fonctionnaires la protection à laquelle ils ont droit, contre des régimes comme au temps de

l'Union nationale et qui ne seront pas, comme de 1936 à 1939, fauchés à la mitrailleuse ou à la hache, suivant l'expression d'un ministre, afin de les sortir du gouvernement. Il ne faut pas que se répètent les mises à pied en bloc, comme cela s'est produit en 1936. La Commission constitue donc la protection des fonctionnaires.

Le chef de l'opposition ne réalisera pas ses menaces contre la Commission; nous savons qu'il ne pourra jamais l'abolir et qu'il n'y a pas de danger, d'abord parce que le peuple ne répétera pas l'erreur de 1936 en vous renvoyant au pouvoir, et ensuite parce que cet organisme répond à l'attente de l'opinion publique et a été créé à sa demande.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous êtes si sûr que ça, pourquoi ne tenez-vous pas d'élection? Vous n'avez pas peur? Le ministre parle du peuple? Que le gouvernement ait donc le courage d'aller devant le peuple. Jamais le gouvernement ne s'est montré aussi peu courageux. Il y a sept sièges vacants à l'Assemblée législative et le gouvernement n'a pas le courage de faire des élections, sachant bien ce qui l'attend.

Aux prochaines élections, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) va être battu dans son propre comté. Que l'on cesse donc de donner le spectacle de la peur, de la couardise et de la lâcheté.

Le gouvernement qui interdit la grève en fait une contre la démocratie en ne faisant pas d'élections, du moins partielles, dans les sept comtés actuellement sans titulaires. Que l'on commence donc par régler cette grève-là.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Que le chef de l'opposition vienne dans mon comté et je suis certain d'être élu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission du service civil est une commission de camouflage derrière laquelle le gouvernement se cache pour faire des choses qu'il n'a pas le courage d'accomplir en face et que je ne veux pas qualifier.

Cette Commission, nous allons l'abolir et le secrétaire provincial ne sera même pas en Chambre et le ministre, après cela, va être obligé de venir nous demander une position. Si nous le plaçons conformément à sa compétence, et si on le paie à sa juste valeur, ça ne coûtera pas cher à la province.

L'article 4 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 169 introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"5. Toute grève ou contre-grève est interdite en toute circonstance."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article s'applique à qui?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Tous ceux qui sont visés par la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel moyen donne-t-on aux ouvriers pour remplacer leur droit à la grève?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'arbitrage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et s'ils font la grève quand même?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il y aura alors des sanctions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amende? S'il survenait, malgré la présente loi, une grève de pompiers ou de policiers à Montréal, que ferait-on contre eux en vertu de la loi actuelle? Le gouvernement va tous les poursuivre?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous imposerons des sanctions, des amendes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais, si on poursuivait les pompiers et les policiers les uns les autres, cela ne réglerait pas la grève. Le maire de Montréal n'a même pas les pouvoirs de la plus petite municipalité de la province. La ville est en tutelle: les conseillers ne peuvent même pas engager le moindre petit employé. Si les employés visés par la loi n'ont pas le droit de faire la grève, quel moyen leur donne-t-on à la place pour se protéger, et pour prévenir la grève?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Dans leur cas, il y a l'arbitrage obligatoire. Le chef de l'opposition se contredit. Il a voté pour le bill en deuxième lecture, pour le principe du bill, et c'est justement là le principe du bill: il faut empêcher les policiers de faire la grève, parce qu'ils ont, en s'engageant, prêté serment de servir le peuple et non de le mettre en danger. Le principe de la loi, c'est

l'arbitrage obligatoire. Et c'est pour cela que le chef de l'opposition a voté en deuxième lecture pour le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'offre mes sympathies au premier ministre d'être allé chercher un secrétaire provincial en dehors de la Chambre, pour n'avoir pas trouvé mieux que ça. Je vais expliquer encore une fois la chose au secrétaire provincial et je lui demande de faire tout son possible pour comprendre au moins un peu. Voici. Le but que le gouvernement veut atteindre, c'est d'assurer la paix entre les patrons et les employés. Seul le gouvernement peut présenter une loi, lorsqu'il s'agit de dépense des deniers publics. Les députés de l'opposition n'ont pas le droit. La présente loi comporte des dépenses d'argent, puisqu'elle prévoit des nominations de gens qui seront nécessairement payés.

L'opposition ne pouvait donc prendre l'initiative de présenter une loi pour prévenir les troubles sociaux. Le gouvernement a présenté une loi. La première lecture est une simple formalité: il n'y a pas de débat.

Sur la deuxième lecture, nous ne pouvons présenter d'amendements, ni faire de suggestions. Il faut accepter le principe de la loi ou le rejeter. La semaine dernière, nous avons approuvé le principe du bill en votant avec le gouvernement pour la deuxième lecture. Nous n'avons pas voulu la tuer parce qu'elle contient du bon et du mauvais, et nous ne voulions pas tuer ce qu'elle contenait de bon. Quant au mauvais, nous voulons justement le faire disparaître et nous faisons des suggestions au gouvernement. Est-ce que le secrétaire provincial a compris une bonne fois? Un homme de la plus petite paroisse de son comté qui a été à l'école deux jours comprendrait.

Donc, je dis que cette loi, qui veut prévenir les conflits et nous avons voté pour le principe de prévenir ces conflits, cette loi, dis-je, va provoquer des conflits au lieu de les faire disparaître. Mais nous avons aussi déclaré que c'est en comité plénier que nous discuterions le projet de loi lui-même, quant à ses modalités et pour discuter les moyens que prend le gouvernement pour prévenir les différends. Le gouvernement ne protège pas les employés à qui il enlève des droits, parce qu'il ne remplace pas ces droits pas des moyens équivalents. Nous ne sommes pas prêts à accepter ces moyens car j'ai des doutes sur leur efficacité. Il faut protéger tous les intéressés; on enlève aux employés le droit à la grève, mais on ne leur donne rien en échange. Ça ne remédiera pas à

la situation. Il faudrait le remplacer par un droit aussi efficace.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je vais calmer les craintes et dissiper les doutes de l'honorable chef de l'opposition en lui démontrant clairement, aussi clairement que possible, que nous avons adopté la meilleure ligne de conduite pour arriver à prévenir les grèves, à protéger les employés en leur assurant une large mesure de justice; ils ont l'arbitrage obligatoire pour les deux parties. Et la présente mesure est la suite logique des recommandations de la commission Brossard. M. Paul-Émile Marquette, représentant des ouvriers, a signé lui-même cette recommandation, à l'effet que la législation du temps n'était pas complète et qu'il fallait que le gouvernement légiférât pour rendre impossible une situation analogue à celle qui existait alors.

La sentence arbitrale signée par Me Roger Brossard, président, et P.-E. Marquette, représentant des employés de Montréal, dit que "nous n'avons pas cru avoir le droit de substituer les opinions d'ordre social, que nous aurions pu partager avec d'autres, à la volonté du législateur ou des gouvernants. Les lois, cependant, sont susceptibles d'être modifiées quand de nouvelles circonstances les rendent incomplètes et insuffisantes. Aussi bien, nous permettrons-nous d'ajouter avec infiniment de respect à nos recommandations aux parties des suggestions à l'adresse du ministre du travail".

Dans ces suggestions, nous pouvions lire: "Plus encore que toute autre grève, les grèves d'employés municipaux sont indésirables et dangereuses par leurs répercussions. Il convient donc de tenter de les rendre impossibles. Malheureusement, notre législation actuelle, visant à les retarder ou à les régler par la conciliation, est impuissante à les prévenir totalement.

"La loi des grèves et contre-grèves est dans son principe excellente, mais elle a, à notre avis, deux faiblesses: elle ne rend pas les grèves d'employés municipaux illégales dans tous les cas et la sentence arbitrale qu'elle prévoit n'est pas obligatoire, à moins que les parties ne se soient déclarées liées d'avance.

"Nous croyons que l'intérêt public exige, dans le cas des municipalités plus que dans celui de toute autre institution, que le droit de grève soit supprimé pour les employés municipaux de toutes catégories; la désorganisation de la vie municipale qu'elles entraînent peut être trop lourde de conséquences.

"Pour compenser, cependant, la perte de ce droit de grève, arme la plus efficace des salariés dans l'exercice de leurs justes revendications contre l'employeur, il faudrait créer un organisme capable par sa constitution de leur inspirer entière confiance et dont ce seraient les fonctions et le devoir de réglementer de façon équitable et raisonnable les conditions de travail des salariés et d'apporter des solutions d'autorité aux divers problèmes que ces conditions de travail peuvent occasionner."

Voilà la recommandation faite par la majorité de la Commission d'arbitrage qui a mis fin à la grève des employés des services publics, des policiers et des pompiers de la ville de Montréal, majorité composée de MM. Brossard et Marquette. Cette question du droit de grève constitue le fond même du bill et, pour compenser le droit de grève, cette arme efficace des salariés, le projet de loi décrète que l'arbitrage et la sentence seront obligatoires. C'est le principe du bill no 2; il est excellent. L'honorable chef de l'opposition l'a approuvé en deuxième lecture. Maintenant, il se contredit et se combat lui-même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit et je répète que le seul moment d'apporter des amendements à un bill, c'est en comité plénier. Voilà pourquoi nous avons voté le principe de la législation en deuxième lecture, parce que, à cette phase de la procédure parlementaire, je ne pouvais apporter aucun amendement sur des articles du bill. Il y a de bonnes clauses dans le bill et il y en a des mauvaises; tout n'est pas bon. Nous acceptons le bon, dans la loi, mais nous demandons au gouvernement d'en enlever ce qu'il y a de mauvais.

Nous avons donc été obligés, pour suivre la coutume et afin d'avoir l'opportunité de présenter nos suggestions et proposer des amendements en comité plénier, de voter en faveur de la mesure en deuxième lecture, tout en nous réservant la critique, une fois en comité plénier, comme c'est le cas actuellement. Nous faisons au gouvernement des suggestions, qu'il refuse. Il y aura des clauses qui seront inopérantes, d'autres qui seront causes de troubles sérieux. Nous demandons au gouvernement d'empêcher des conflits malheureux entre le fédéral et le provincial.

Il est prêt, affirme-t-il, à passer des législations justes et équitables. Il a démontré depuis le début de la session sa volonté d'accélérer les débats et d'appuyer les mesures du gouvernement, lorsqu'elles sont à l'avantage de la population. Mais plusieurs clauses de la présente loi ne donneront pas justice aux ouvriers et aux patrons, et c'est pourquoi l'opposition a le devoir de les critiquer et de

demander au gouvernement de les modifier. Ce qu'il faut surtout protéger, ce sont les droits des ouvriers. La loi actuelle ne permet aucune poursuite sans en avoir obtenu la permission de la Commission des relations ouvrières. Est-ce là vouloir donner de la protection à l'ouvrier?

L'article 5 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 6 du chapitre 169 introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"6. Aucune personne faisant partie de l'une des catégories suivantes, savoir:

"1° les constables à l'emploi de corporations municipales en cette province,

"2° les membres de la Sûreté provinciale de Québec et de la police des liqueurs,

"3° les autres fonctionnaires au sens de la loi du service civil (chapitre 11),

"ne doit demeurer ou devenir membre d'une association qui n'est pas formée exclusivement de personnes de la même catégorie ou qui est affiliée à une autre association ou organisation."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'article parle par lui-même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'admets que l'article parle mieux que le ministre, mais que veulent dire les derniers mots?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les pompiers pourront appartenir à une association de pompiers, mais pas à une association dont feraient partie les employés de l'aqueduc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les pompiers de Québec peuvent s'associer avec ceux de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils ne peuvent pas s'associer avec les policiers?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les policiers ne peuvent pas avoir une association affiliée?



**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non, mais, je le répète, l'arbitrage de leurs différends est obligatoire et la sentence du conseil d'arbitrage est obligatoire même si les employeurs ne sont pas liés d'avance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les pompiers peuvent-ils avoir une association affiliée?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Rien n'empêche les constables municipaux de différentes villes de la province de faire partie d'une même union. Il est d'ailleurs permis à des pompiers de s'affilier à d'autres pompiers. Ainsi, les policiers municipaux de Montréal pourront former une association qui comprendra des policiers municipaux de Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke ou autres villes. Mais ils ne pourront s'affilier à une union extérieure. Les policiers provinciaux pourront former une association entre eux seulement, aussi. De même, rien n'empêche les fonctionnaires provinciaux de Montréal et de Québec de faire partie de la même union. Mais les constables ne peuvent s'affilier aux fonctionnaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que les pompiers pourront faire la grève, mais que les policiers ne pourront la faire<sup>8</sup>. Alors, qu'advient-il des municipalités où il y a des hommes qui sont à la fois policiers et pompiers, comme c'est le cas pour les policiers trifluviens? Vous voyez la cause de conflit. Que feront-ils, eux? Vont-ils se diviser en deux?

(Rires dans toute la Chambre)

Comme pompiers, ils auront droit de faire telle chose, par exemple de s'affilier à une organisation de pompiers, mais, comme policiers, non! Ils n'en auront pas le droit. Encore une fois, comment vont-ils se diviser?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ils feront comme l'opposition, ils se diviseront.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On voit que le ministre est fort embarrassé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Si des pompiers sont en même temps constables, ils seront assujettis aux dispositions de la loi parce qu'ils sont armés pour protéger le public et seront considérés avant tout comme policiers. Les policiers pompiers n'auront donc pas le droit de s'affilier à un organisme extérieur parce qu'ils sont les gardiens de

la paix et sont responsables de l'ordre. On doit les considérer d'abord en qualité de policier, tandis qu'un pompier montréalais peut s'affilier à une autre association ou organisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est injuste. Les constables pompiers de certaines villes ne pourront pas faire partie de la même union de pompiers que les autres municipalités. Et les fonctionnaires provinciaux ont-ils le droit d'association?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le contraire que dit la loi. Ils ne font pas tous partie de la même catégorie.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les policiers provinciaux et ceux de la Commission des liqueurs ne pourront s'associer aux autres fonctionnaires.

**M. Gagnon (Matane):** Quel mal y a-t-il pour les pompiers et les policiers de s'adjoindre aux autres employés de leurs municipalités?

L'article 6 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 7 à 11 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"12. Aucune poursuite ne peut être intentée en vertu de la présente loi sans l'autorisation écrite de la Commission."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi enlève un droit fondamental qui appartient à tout sujet britannique: celui de comparaître devant les tribunaux. Supposons qu'un patron viole la loi, son employé n'aura pas le droit de poursuivre sans demander la permission à la Commission. C'est donc cette Commission qui se trouve à rendre jugement, puisqu'elle peut lui refuser le droit de poursuivre.

L'article 12 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 13 du CHAPITRE 169 introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie le préambule du projet de loi no 2 qui se lit ainsi:

"Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition ne croit pas que le gouvernement apporte un remède efficace à la situation. Cette loi provoquera des conflits et constituera un recul au point de vue de nos droits parce qu'on ne fait pas disparaître le chapitre 168. Nous voulons un arbitrage juste et équitable. L'opposition ne fait pas de vaines critiques; lui-même accomplit son devoir en demandant au gouvernement de modifier les clauses de sa législation qui lui paraissent sujettes à caution et susceptibles de créer des difficultés plutôt que d'améliorer les conditions ouvrières.

Je comprends qu'il s'agit d'une question urgente à laquelle il faut apporter un remède sans retard; l'opposition a donc voulu procéder avec diligence dans l'étude de cette loi. Le remède n'est peut-être pas suffisant, car il y a du bon et du mauvais dans cette législation. Et, puisque le gouvernement ne veut pas accepter les suggestions de l'opposition, l'Union nationale votera pour un amendement à la motion de la troisième lecture, sans lequel nous voterons contre la troisième lecture du bill.

Le préambule est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 2 sans l'amender.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** pour **l'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Barrette (Joliette)** propose, par voie d'amendement, secondé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Le bill no 2, intitulé: "Loi concernant l'arbitrage des

différends entre les services publics et les salariés à leur emploi" soit retourné au comité plénier avec instruction de l'amender de manière à assurer un système de protection efficace et juste pour sauvegarder les droits des employés et des ouvriers et de façon à rendre justice à tous les intéressés et à sauvegarder les droits de la province."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lapointe, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 44.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Questions et réponses:

##### Achat d'immeubles à des fins administratives

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement, à combien se chiffre le total des dépenses payées ou payables par le gouvernement de la province relativement à l'achat, par le gouvernement de la province, d'immeubles, bâtisses ou édifices servant ou devant servir à l'administration de la province?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):**

En autant que le ministère des Travaux publics est concerné: 1. \$760,915.67.

**Location d'immeubles  
à des fins administratives**

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

1. Le gouvernement de la province a-t-il loué des immeubles? Dans l'affirmative: *a.* Quel est le montant payé par le gouvernement de la province à ce sujet? *b.* Quel est le montant dû par le gouvernement de la province à ce sujet?

2. Le gouvernement de la province a-t-il loué des bureaux dans l'édifice Thémis, rue Saint-Jacques, à Montréal? Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* Combien? *c.* À quel prix?

3. Le gouvernement de la province a-t-il loué des immeubles dans la cité de Québec? Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* Combien? *c.* À quel prix?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):**

En autant que le ministère des Travaux publics est concerné:

1. Oui. *a.* \$83,567; *b.* Aucun.

2. Oui. *a.* Le 1<sup>er</sup> novembre 1940 à date; le 1<sup>er</sup> mai 1943 à date; le 1<sup>er</sup> septembre 1943 à date. *b.* 16 bureaux, 1 antichambre, 2 passages; *c.* \$504.34 par mois.

Du 8 novembre 1939 au 1<sup>er</sup> juillet 1940 :

8 immeubles.....	\$ 6,475
1940-1941 : 10 immeubles.....	19,860

1941-1942 : 8 immeubles.....	20,160
------------------------------	--------

1942-1943 : 6 immeubles.....	13,820
------------------------------	--------

Du 1<sup>er</sup> avril 1943 au 1<sup>er</sup> janvier 1944:

6 immeubles.....	\$10,665
------------------	----------

**Dépôt de documents:**

**État des  
cautionnements**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics (y compris les huissiers) du gouvernement de la province de Québec, tel que requis par le chapitre 10, article 42, S.R.Q., 1941. (Document de la session no 14)

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 5 h 30<sup>9</sup>.

**NOTES**

1. *Le Canada* du 29 janvier 1944, à la page 4, compare la législation ouvrière et sociale du gouvernement Godbout au "Wagner Act", tout en jugeant la première supérieure à la deuxième. L'appellation officielle du "Wagner Act" aux États-Unis est le *National Labor Relations Act, Chapitre 372, Stat. 449*.

2. Dans *L'Action catholique* du 2 février 1944, à la page 7, ces propos ont été dits par le chef de l'opposition et non par le représentant de Matane (M. Gagnon).

3. *Le Devoir* du 2 février 1944, à la page 10, indique l'année 1942, mais les Statuts refondus ont été faits en 1941. À cet effet, voir les Statuts refondus, 1941, chapitre 168.

4. *Le Dorchester* du 16 février 1944 indique que personne ne répond à la question.

5. *Toronto Electric Commissioners c. Snider and Others*, (1925) A.C. 396.

6. *Toronto Electric Commissioners c. Snider*, (1924) 55 O.L.R. 454.

7. *Le Soleil* du 2 février 1944, à la page 3, écrit: "Elle a été engendrée dans l'iniquité et elle mourra dans l'ignominie."

8. Avec le bill 2, les pompiers n'ont pas plus le droit que les policiers de faire la grève, car, selon l'article 5 du chapitre 169 des Statuts refondus, 1941: "Toute grève ou contre-grève est interdite en toute circonstance". La différence pour ces deux corps de métier, c'est que les pompiers auront le droit de s'affilier à une organisation extérieure, alors que les policiers n'en auront pas le droit. Il ne s'agit donc

pas d'un droit de grève, mais du droit d'affiliation à une union. Soit que M. Duplessis ait mal compris, soit c'est le journaliste de *La Patrie* qui a mal entendu.

9. Selon *Le Canada* du 2 février 1944, à la page 9, la séance se termine à 6 heures.

Séance du mercredi 2 février 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Société d'Entreprise du Canada, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir une extension de délais;

- des frères maristes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;

- de la municipalité du village de Montmorency, demandant l'adoption d'une loi annexant certains territoires de ladite municipalité;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs;

- de Reginald Gordon Granville, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Mary Everett, veuve de feu Charles King;

- de la municipalité d'Hébertville-Station, demandant l'adoption d'une loi pour imposer une taxe de vente;

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

### Projets de loi:

#### Hébertville-Station

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 concernant la municipalité du village d'Hébertville-Station.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Montmorency

**M. Bouchard (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 annexant certains

territoires à la municipalité du village de Montmorency.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Saint-Lambert

**M. Joyal (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Société d'Entreprise du Canada

**M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la Société d'Entreprise du Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Saint-Colomb de Sillery

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Les frères maristes de Québec

**M. Francoeur (Lévis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 constituant en corporation Les frères maristes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Succession de Mary Everett

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des enquêtes sur les incendies

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose qu'il lui soit permis de

présenter le bill 7 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'entretien des prisonniers**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 abrogeant la loi de l'entretien des prisonniers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'inspection des hôtels**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi de l'inspection des hôtels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des affaires municipales**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi du département des affaires municipales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des palais de justice et prisons**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 modifiant la loi des palais de justice et prisons.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des sociétés coopératives agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport de la Régie des services publics, 1943**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** dépose sur le bureau de la Chambre le troisième rapport annuel de la Régie des

services publics pour l'année se terminant le 31 mars 1943. (Document de la session no 15)

#### **Questions et réponses:**

#### **Prisonniers de guerre allemands**

**M. Élie (Yamaska):** Y a-t-il des prisonniers de guerre allemands qui sont employés aux opérations forestières dans la province? Dans ce cas: *a.* Quel en est le nombre? *b.* Depuis combien de temps?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** L'emploi des prisonniers de guerre est une question ressortissant au gouvernement fédéral et la province ne possède pas de statistique à ce sujet.

#### **Revenus de taxes spéciales**

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Relativement aux taxes spéciales imposées par le chapitre 45, 16 George V:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il perçu: *a.* Du 26 août 1936 inclusivement jusqu'au 8 novembre 1939 exclusivement? *b.* Du 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

2. Combien est-il dû au gouvernement de la province à ce sujet: *a.* Depuis combien de temps?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** 1. *a.* Rien; *b.* \$1,020,420.77.

2. \$9,765.96.

*a.* \$240.20 depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1942; \$9,525.76 depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1943.

#### **Mandat spécial no 1998 du 22 juillet 1943**

**M. Bégin (Dorchester):** Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province en vertu du mandat spécial, ordre en conseil no 1998, en date du 22 juillet 1943:

1. À qui le gouvernement de la province a-t-il payé la somme de \$10,000,000?

2. Quand le gouvernement de la province a-t-il effectué tous et chacun desdits paiements?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Comité de secours des sinistrés du village d'Hébertville-Station.

2. Le 24 juillet 1943. Un seul paiement.

**Demandes de documents:**

**Garderies d'enfants**

**M. Paquette (Labelle)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, et copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant aux endroits ou établissements situés dans le district de Montréal et communément appelés garderies d'enfants<sup>1</sup>.

Il aborde, dit-il, un problème qui intéresse tous ceux qui veulent le maintien de la vie familiale, déclare-t-il, et attribue à la guerre les faits déplorablement révélés par l'enquête du gouvernement sur les garderies clandestines, et principalement de notre immense effort de guerre, de la conscription qui provoqua le remplacement des hommes d'âge militaire par des femmes dans les usines. Lors de l'entrée en guerre du Canada, en 1939, afin d'obtenir le consentement du peuple canadien, dit-il, MM. King et Lapointe nous disaient qu'il ne s'agissait que d'un effort libre, volontaire et proportionné. Il devint rapidement quelque chose de formidable, d'obligatoire et de disproportionné avec nos ressources humaines et financières. Comme il fallait s'y attendre, quelques mois plus tard, la machine de guerre se mit effroyablement en branle, et le Canada était lancé dans le tourbillon de la guerre totale.

Sous prétexte de mobilisation, King, Lapointe et Godbout imposèrent la conscription. On enrôla toujours des volontaires, mais, quand le volontariat ne donna plus ce qu'on attendait et se mit à ralentir, on conscrivit les hommes d'âge militaire. Le gouvernement dut aller chercher les jeunes gens à la campagne et, plus tard, dans les usines de guerre. Les industries commencèrent à manquer de main-d'œuvre et on décida d'y faire entrer les femmes. Le mot d'ordre fut: les hommes aux armées et les femmes aux usines. Alors, en 1942, le gouvernement lança sa grande campagne de propagande inouïe pour l'armée et l'usine de guerre, pour sortir les femmes du foyer et les faire servir à la place des hommes

qu'on voulait libérer de leurs emplois réguliers, campagne à laquelle a participé le premier ministre du Canada.

Le problème intéressa tous ceux qui travaillent pour l'avenir du pays et qui veulent sauvegarder nos traditions familiales. La famille, cellule de la nation, avait été oubliée et on prévoyait les conséquences désastreuses de la politique d'Ottawa sur le noyau familial. Mais la propagande alléchante continua. On fit valoir les salaires élevés et on stimula chez les femmes le désir de liberté. On invita non seulement les jeunes filles, mais les mères de famille à chercher de l'emploi hors du foyer. Tout fut employé pour obtenir ce but, annonces, programmes de radio, sollicitation personnelle. Même le service provincial d'aide à la jeunesse prit part à cette campagne, de concert avec le service sélectif national. La radio y contribua une part bruyante mais non admirable.

Il rappelle à ce sujet une émission au cours de laquelle on faisait valoir que les heures de travail étaient courtes, dans les usines de guerre, que les salaires étaient élevés. On garantissait de l'emploi rémunérateur aux femmes et aux jeunes filles, même le paiement de leurs frais de déplacement, que de multiples divertissements attendaient les femmes qui "ne regretteraient jamais" d'y aller travailler et l'établissement de pouponnières pour les mères qui voudraient y laisser leurs petits. On s'adressait aux femmes mariées, aux mères de famille et aux célibataires et on les invitait à venir goûter à la liberté.

Qui n'a entendu ces appels où l'on racontait la vie agréable dans les bureaux, les usines et les camps, la vie dans les centres récréatifs, les amusements qu'on y trouvait et le bonheur de vivre en liberté, loin de la contrainte du foyer? On faisait ainsi appel aux instincts les moins nobles pour arracher au foyer la main-d'œuvre féminine. Cette campagne réussit. Des centaines et des centaines de femmes et de jeunes filles quittèrent leur famille, prirent le chemin de l'usine et trouvèrent un emploi lucratif dans des entreprises de guerre, de sorte que la mère devint séparée de son enfant.

Quand ce programme fut annoncé à la population, des protestations individuelles montèrent de toutes parts, d'un bout à l'autre du Canada. On entendit de partout les protestations de ceux qui veulent garder la famille dans son intégrité. Elles vinrent de l'Ontario, des milieux sociaux de notre province. Puis des protestations collectives. Puis on entendit la voix sereine et grave de l'épiscopat qui voyait "la dislocation de la famille et un sérieux danger social et moral", énumérant les dangers

multiples auxquels sont exposées femmes et jeunes filles loin du foyer; la désorganisation de la famille; les enfants parfois laissés aux soins d'ainés incapables de remplacer la mère, hausse rapide de la criminalité juvénile et ouverture de garderies pour permettre à la mère de travailler à l'usine. La meilleure garderie ne peut remplacer les soins de la mère au foyer. Même les garderies de l'État ne sont qu'un moindre mal. Elles ne peuvent empêcher la dislocation de la famille et mettent en danger l'une de nos institutions ancestrales, la vie au foyer, animée de l'esprit de famille, un des bastions les plus solides de notre survivance.

Plus tard, une importante conférence sociale fut tenue à Québec. Elle considéra comme suprêmement regrettable le fait de séparer la mère de ses enfants pour l'obliger à aller travailler dans les usines quand il faut, au contraire, jalousement veiller à resserrer les liens de la famille. Mais, pendant ce temps, on continuait à amener les femmes des campagnes dans les villes et à les diriger vers les usines.

À un moment donné, à Montréal seulement, on constata que plus de 5,000 enfants en bas âge étaient laissés à d'autres soins qu'à ceux de leur mère qui travaillait hors de la maison. Les enfants étaient confiés à des voisins, à des petits frères ou à des petites sœurs, laissés sans surveillance, ou encore à des garderies. Il n'y a pas un père de famille, soucieux de ses responsabilités et aimant ses enfants, qui ne soit pas navré d'un tel abandon des mères, dont le gouvernement a été la cause primordiale. On a désorganisé notre système familial. On a vu la criminalité juvénile monter dans des proportions extraordinaires; elle a doublé et triplé en quelques années, dans les grandes villes de notre province, en Ontario et aux États-Unis. Il faut en tenir responsable le démembrement de la famille, alors que les enfants ne peuvent plus recevoir les sages conseils qui les auraient gardés dans le droit chemin.

Il y a quelque temps, le premier ministre de Québec a avoué que le problème des femmes est celui qui cause le plus d'angoisse et qu'il y a actuellement dans les villes 100,000 femmes et jeunes filles de la campagne, sur les 150,000 engagées dans les emplois de guerre, qui travaillent à l'usine et qui ne retourneront pas à la vie rurale. Mais le premier ministre se contente de paroles; il n'a rien fait pour y porter remède. Il n'a fait que déplorer le fait et il mérite d'en être blâmé. Ce n'est pas avec des paroles de regret qu'on règle un problème de cette envergure, mais avec de l'action, et l'action a déplorablement manqué de la part du premier ministre.

Il passera sous silence, dit-il, les pénibles conditions du travail de nuit, surtout pour les femmes, car le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) dormait pendant que les femmes travaillaient.

En 1942, les protestations des journaux s'élevèrent devant le nombre grandissant d'enfants confiés à la rue. C'est à la suite de ces protestations qu'une entente fut conclue entre Québec et Ottawa au sujet de l'établissement de garderies d'enfants. Mais la première garderie installée et ouverte à Montréal en vertu de cette entente ne l'a été qu'à la fin de mars 1943. Il y avait alors des milliers d'enfants laissés sans surveillance dans nos grands centres et des garderies clandestines opéraient librement, tandis que le gouvernement de Québec était à voir à l'organisation des cinq ou six garderies publiques qui existent présentement. La population s'est alarmée, à bon droit, lorsque les journaux lui ont fait connaître que de nombreux petits sont morts à un rythme alarmant, l'automne dernier, dans certaines de ces garderies clandestines, dans des conditions qu'on a jugées criminelles.

Le gouvernement provincial n'a pas su découvrir ces garderies à temps pour empêcher que des enfants n'en soient les victimes. Pourtant, on avait annoncé dans les journaux que les garderies étaient sous la surveillance du ministère provincial de la Santé. Devant les mortalités qui s'étaient produites, le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) déclara que ces garderies fonctionnaient hors de la connaissance du ministère. Je laisse le public juger d'un ministre qui ne sait pas ce qui relève de son ministère. Il ajouta, le 11 novembre 1943, que le gouvernement poursuivrait les tenanciers de ces garderies qui ne se conformeraient pas à la loi.

Mais le procureur général (l'honorable M. Casgrain), interrogé par les journalistes au sujet de la mort de ces petits enfants, se contente de répondre: "Ça ne me regarde pas." Il dit qu'il n'avait pas à y voir et que, si on lui faisait rapport, il agirait. Non, ça ne le regarde pas, mais, pendant ce temps, les petits enfants meurent. Quel fonctionnement admirable d'un ministère de Bien-Être et de Santé publics en temps de guerre, ministère qui n'est même pas au courant de ce qui se passe dans la province!

Par son incurie, sa responsabilité, sa complicité, son mutisme et son inaction, le gouvernement de Québec a facilité et a encouragé des milliers de mères à désertir leur foyer, puis la suite inévitable de pareil état de choses, l'organisation de certaines garderies clandestines.



Son premier devoir n'était pas de saboter ainsi la famille et de détruire l'avenir, puisque la protection de l'enfance est essentielle au bien-être physique et moral d'un peuple. Tous les députés de cette Chambre admettront que le bien le plus précieux, c'est l'avenir de nos enfants. Personne ne peut refuser aux petits le sourire maternel, et nous devons faire de telle sorte que ce qui s'est produit dans ces garderies n'arrive plus.

Après coup, réalisant l'importance de la mère à la maison, c'est le devoir impérieux des gouvernants de mettre tout en œuvre pour établir des garderies convenables et soumises à une surveillance étroite, pour qu'elles vaillent au moins quelque chose. Mais les meilleures garderies ne vaudront jamais le foyer familial pour le bien des enfants qui sont forcés, par les circonstances, d'y aller vivre. Travaillons donc au maintien du foyer canadien, pour la santé et la force morale de la jeunesse de notre province.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**  
(Applaudissements à droite)

J'ai écouté avec attention le discours de l'honorable député de Labelle (M. Paquette). Je partage ses opinions concernant le travail de nuit pour les femmes dans les usines de guerre et quand il dit que les garderies ne remplaceront jamais le foyer familial. Tous les députés de cette Chambre sont opposés au travail féminin dans les usines et, tous, nous déplorons ce qui s'est produit dans certaines garderies de la métropole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**  
Je dois dire que j'ignorais absolument ce qui s'est produit dans les garderies privées d'enfants, avant l'automne dernier. Dès que nous avons découvert leur existence et que j'ai été informé de ce qui s'y produisait, j'ai pris en charge toute l'affaire en prenant personnellement la direction d'une enquête complète.

Je me suis mis immédiatement en communication avec le Dr Gaston Lapierre, surintendant médical de l'hôpital Sainte-Justine, dont la haute compétence en pédiatrie est reconnue, de s'enquérir des faits et de me faire rapport. Le Dr Lapierre s'est rendu le même soir faire une inspection des garderies clandestines mentionnées dans les rapports faits au ministre. Il y a trouvé sept enfants dans les garderies Lemieux et Deguire, les a fait transporter et hospitaliser à Sainte-Justine où les petits malheureux ont reçu les soins les plus attentifs.

On a pris les mesures voulues pour fermer les garderies clandestines qui ont été découvertes; les enfants qui s'y trouvaient ont été envoyés aux hôpitaux pour y recevoir les soins nécessaires et des mesures judiciaires ont été prises par le département du procureur général (l'honorable M. Casgrain) pour régler la chose. Des poursuites ont été intentées contre les propriétaires de ces fausses garderies; plusieurs ont été condamnés, certains autres vont subir sous peu leur procès et la loi suivra son cours. Les conditions dans les garderies qui détiennent un permis sont généralement bonnes; le problème se situe dans les garderies clandestines.

Les enquêtes menées jusqu'à maintenant ont démontré que les cas de mortalité infantile survenus dans le district de Montréal depuis un certain temps se sont produits dans des établissements de ce genre. La Commission de la santé publique mène actuellement une enquête sur tous les hôpitaux et les garderies privés, et le gouvernement appliquera certainement les recommandations qu'elle fera. Mais, en ce qui concerne les garderies clandestines, comme les cas les plus patents ont été soumis aux cours de justice qui rendront jugement, je ne puis me prononcer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le ministre n'a-t-il rien fait auparavant?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**  
Parce que je ne le savais pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre ne devait pas le savoir, grâce aux enquêtes du service d'hygiène sociale?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)**  
ne répond pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre aurait dû le savoir.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**  
Lorsque nous avons été mis en présence des faits révélés, le département a réellement fait tout son devoir. C'est à cause du flot de femmes vers les usines de guerre que des garderies furent établies dans la province avec la coopération du fédéral. Ces garderies ont donc été ouvertes à la demande du ministre du Travail d'Ottawa. La province de Québec a pris peu de temps pour ce faire, et nous avons répondu au désir de la population. Mais il est vrai, comme l'a dit le député de Labelle

(M. Paquette), que les garderies publiques n'ont été ouvertes qu'en mars 1943.

C'est donc Ottawa qui nous a forcés d'établir ces garderies. Toutefois, le gouvernement fédéral ne nous a proposé l'établissement de garderies pour enfants qu'à la fin de 1942 et les négociations ont été longues, parce que nous voulions tenir compte des différents groupes ethniques. J'ai dû parlementer avec le ministre du Travail d'Ottawa, M. Humphrey Mitchell, et nous avons pris toutes les précautions nécessaires afin d'obtenir un système de garderies conforme à la mentalité de la province de Québec et des conditions favorables aux divers éléments ethniques de la population.

**M. Paquette (Labelle):** Toujours à la remorque d'Ottawa.

(Rires à gauche et dans les galeries)

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Il s'agissait de placer les enfants des femmes travaillant dans les usines de guerre; ce résultat a été atteint.

Nous avons nommé un comité de consultation avec quatre comités locaux dans la ville de Montréal. Chaque comité s'occupe d'un groupe "racique" de la population, pour prendre soin des garderies. Celles-ci sont actuellement établies au nombre de six, à Montréal, sous la direction de personnes qualifiées. Elles sont ouvertes de 7 heures du matin à 6 heures du soir et elles ne reçoivent que les enfants âgés de deux à six ans. C'est ce qui prouve que le gouvernement s'est opposé au principe que les femmes mères d'enfants au-dessous de deux ans peuvent travailler dans les usines.

Pendant que leur mère travaille, près de 500 enfants ont été, jusqu'à date, confiés aux garderies. Tout se passe très bien et la santé des petits est constamment protégée; les garderies ont à leur service des experts en nutrition et en médecine. Dès leur entrée, les enfants sont inoculés contre la diphtérie et la variole. J'invite le public à visiter ces établissements pour qu'il se rende compte de quelle façon sont traités les enfants et jusqu'à quel point ils sont entourés des soins requis.

Quant au travail féminin, je dirai ceci: Ce n'est pas le gouvernement provincial qui a créé la situation dont parle le député de Labelle (M. Paquette) et qui demande aux femmes de travailler dans les usines. Mais, devant un fait accompli, nous avons fait diligence pour régler le problème; nous avons pris les moyens de protéger les femmes et nous avons fait tout notre devoir.

Pour ce qui est des garderies clandestines, elles ne sont pas nées durant la guerre; certains de ces établissements existaient depuis 1937.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça fait sept ans.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** En 1937, 1938, 1939, ce n'est pas le gouvernement actuel qui était au pouvoir, mais le gouvernement du chef de l'opposition. Et le procureur du temps, le chef de l'opposition actuel, n'a rien fait. Le ministre du temps<sup>2</sup>, lui-même, n'en avait pas soupçonné l'existence. Lorsque pareille situation est connue de mon département, des ordres sévères sont donnés pour sévir.

Nous avons créé un système spécial de surveillance et d'inspection des garderies de la part d'un département créé à cette fin au ministère de la Santé, pour assurer des conditions d'hygiène parfaites dans les usines, et nous prenons les mesures nécessaires, en toute occasion, pour protéger l'enfance. Nous faisons tout en notre possible pour donner satisfaction à la population.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière)** félicite le député de Labelle (M. Paquette) d'avoir soulevé ce débat, puisqu'il touche à la famille à laquelle il s'intéresse spécialement. Je regrette l'établissement des garderies; leur existence dans la province constitue incontestablement un mal, car les enfants doivent être élevés par leur mère qui a seule les qualités nécessaires pour faire l'éducation qui convient à ses enfants. C'est une situation déplorable et le gouvernement a le devoir de s'opposer à l'établissement de ces garderies. Je crois que ce serait une erreur que de les multiplier.

Quelle est la cause de cet état déplorable dans les garderies et des infractions juvéniles? C'est évidemment le fait qu'on a forcé des femmes, indirectement ou directement, à travailler dans les usines de guerre. Et pourquoi a-t-on fait travailler les femmes aux usines? C'est parce qu'on n'avait pas suffisamment d'hommes; c'est parce que 700,000 hommes ont été enrôlés dans l'armée et, dans un pays comme le nôtre, mobiliser au-delà de 700,000 hommes pour la guerre, c'est disproportionné à nos moyens. L'effort total, c'est beau, mais il vaut mieux encore aider la famille. Il y a également la question de la sauvegarde du foyer canadien. Il est inutile de garder la civilisation à l'étranger, si nous sortons de son royaume la reine du foyer.

Il a lui-même entendu à Radio-Canada un programme de propagande où l'on disait textuellement: "Aujourd'hui, la place de la femme n'est plus au foyer." M. King lui-même a dit que toutes les femmes capables de remplir une tâche de guerre seraient tenues de le faire.

En 1942, le gouvernement fédéral a créé des garderies d'enfants. On a découvert depuis que des garderies clandestines existaient et que des enfants y sont morts. Le gouvernement provincial n'a montré aucune mauvaise volonté dans tout cela et il semble faire tout son devoir pour protéger la vie des petits enfants confiés aux garderies. Mais je l'invite à surveiller les agissements d'Ottawa dans ce domaine. Étant donné que le gouvernement du Québec a de bonnes relations avec Ottawa, il devrait faire des représentations sur ce sujet. J'imagine qu'il doit avoir quelqu'influence auprès d'Ottawa. D'ailleurs, le gouvernement fédéral est le mandataire des provinces. J'espère que l'on fera disparaître le plus tôt possible ces garderies, dans la province de Québec, nullement conformes à notre conception des foyers canadiens, à notre mentalité et à nos traditions et qui sont contraires à l'esprit familial.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** L'honorable député admettra que les députés de l'opposition ont demandé des places pour un grand nombre de femmes dans les usines.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** dit qu'il veut rappeler les faits tels qu'ils se sont passés. Comme le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) et les députés de Labelle et de Lotbinière, je regrette la situation dans laquelle se trouve actuellement la famille par le travail de la femme à l'usine, suite à la guerre. Mais ce n'est pas notre faute; la source du mal, c'est la guerre, la guerre totale que nous ont imposée les Allemands et les Japonais, ne l'oublions pas. Et cette dernière ne dépend pas de nous. Nous ne sommes pas responsables d'avoir déclaré la guerre et nous devons faire la guerre totale quand les ennemis la font.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Mais c'est nous qui avons déclaré la guerre totale.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, mais pourquoi avons-nous fait cela? Est-ce que la Grande-Bretagne, est-ce que la France, est-ce que la Pologne la voulaient, la guerre? Non. Ils ont déclaré la guerre quand

l'Allemagne les a attaqués et ont fait la guerre totale, et nous avons fait la même chose, et mon ami ne peut affirmer maintenant que c'est le gouvernement qui est responsable de cette guerre. Nous n'avons jamais voulu la guerre et nous y avons été entraînés par le désir de l'Allemagne de dominer le monde. Alors, une fois en guerre, il fallait combattre pour remporter la victoire.

Il est à noter que les enfants qui se trouvent dans les garderies ne sont pas tous des enfants des femmes qui travaillent dans les usines de guerre. Et puis il ne faut pas penser que les enfants qui sont dans les garderies clandestines sont tous légitimes. La plupart des enfants morts, faute de soins, dans ces garderies clandestines étaient des enfants illégitimes, qui s'y trouvaient non par suite du travail de leurs parents dans les usines, mais pour d'autres motifs. Est-ce que l'on peut dire que c'est la faute de la guerre? La guerre n'est donc pas l'unique cause de leur abandon.

Il n'a jamais fait les déclarations que lui a prêtées le député de Labelle (M. Paquette), affirme-t-il. Dès que le gouvernement a connu certains faits, en sa qualité de procureur général il est intervenu. Le gouvernement a fait tout son devoir en cette affaire. L'enquête du gouvernement provincial dans les garderies, faite par le département du procureur général, était commencée avant même que les journaux de Montréal soient saisis de ces faits. L'assistant procureur général adjoint de Montréal, M. C.-E. Cantin, avait reçu des instructions de prendre des poursuites. Les enquêtes sur la mort de certains enfants sont délicates, car il y a des opinions différentes sur les causes de mort.

Il y a eu des arrestations; cinq poursuites ont été intentées. Des amendes sévères ont été imposées à ceux qui tiennent des garderies sans permis, dont une dame Deguire ainsi que M. et Mme Lemieux. Mme Deguire a été traduite en justice sous des accusations d'acte criminel, et le cas Lemieux pour les mêmes accusations est présentement en instance. Quelques-uns ont été envoyés en cour criminelle. L'une des prévenues, Mme Deguire, a été condamnée à subir son procès aux assises criminelles. Des enquêtes se poursuivent dans plusieurs autres cas. Voilà la situation.

Le gouvernement n'a certainement pas mérité les foudres de l'opposition dans cette affaire. Comme l'a si bien dit le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx), il y avait en 1937 des garderies autour de Montréal et le procureur général du temps, qui est supposé tout savoir, ne le savait pas.

**M. Paquette (Labelle)** est d'avis que le gouvernement a fait preuve d'imprévoyance: le gouvernement aurait dû prévenir le mal. Gouverner, c'est prévoir. Le gouvernement avoue maintenant avoir négligé de voir clair durant une très longue période. Son imprévoyance le perd. Par incurie, le régime ne faisait rien pour protéger les enfants. Il ne s'en préoccupa que quand Ottawa l'en avisa. Le ministre nous a dit que l'on a attendu après les ordres d'Ottawa pour établir des garderies publiques. Triste preuve nouvelle que c'est Ottawa qui mène dans la province et non le gouvernement actuel. Car même le ministère actuel de la Santé attendait qu'Ottawa donne des ordres avant d'agir. Toutes les garderies publiques devraient à l'avenir être sous la juridiction du gouvernement provincial et être soumises à son contrôle.

J'espère que le ministre donnera dorénavant aux petits enfants autre chose que des cercueils, surtout si la guerre dure. Le procureur général (l'honorable M. Casgrain) nous a dit qu'il y avait eu des condamnations. Mais il y eu aussi des morts. C'eût été plus sage de contrôler ce qui se passait avant que le mal se produise. On parle d'enfants illégitimes, mais ce sont là quand même des êtres vivants et ils ont droit à notre protection. La société a le même devoir à l'égard de tous les êtres humains, illégitimes ou non.

Et les responsabilités de ceux qui n'ont pas su préserver les enfants sont les mêmes. Je n'envie pas les responsabilités de ceux qui ont encouragé l'établissement de garderies dans notre province. Il y en a qui prétendent qu'on doit se battre ailleurs. Le premier ministre et ses amis d'Ottawa disent que nous nous battons pour sauver la Pologne. Je dis, moi, qu'au lieu de nous battre ailleurs dans cette guerre, commençons donc par nous battre pour sauver nos foyers et nos familles d'abord.

La motion est adoptée.

### **Crise du logement**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1941 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant à

l'absence, à l'insalubrité et à l'insuffisance de logements ou d'habitations dans la province.

Je sou mets à cette Chambre l'étude d'un problème d'une extrême gravité dont la solution est urgente: la pénurie, le manque de logements convenables pour des milliers et des milliers de familles dans le Québec. Ensemble, nous constaterons des faits tristes, pénibles. Nous en chercherons les causes et nous nous efforcerons d'en indiquer les remèdes. Je ne veux pas faire de politique; le problème est trop grave et dépasse les mesquineries partisans. Comme c'est une question d'une extrême importance qui concerne le bien-être d'une partie importante de la population, nous nous efforcerons de l'examiner objectivement, sans préoccupation partisane, pensant avant tout à la conservation de la famille, de la famille nombreuse, l'actif le plus précieux d'un peuple. Le gouvernement traite cette question sans aucune allusion politique, tellement que j'évite de définir les responsabilités.

L'insalubrité et l'insuffisance de logements et d'habitations constituent, à l'heure actuelle, un problème angoissant et un état de choses intolérable. Une foule de braves citoyens sont obligés de vivre dans des taudis. Il faut absolument que le gouvernement prenne des mesures appropriées dans les circonstances. Il y a une pénurie, une carence de logements. C'est un problème vital. La question a d'ailleurs un triple aspect: social, familial et national, car il est intimement lié à la survie de la nation. Ainsi, pour assurer la vie et la survie de notre population, il faut absolument remédier à cet état de choses. La salubrité du logement est une condition première et essentielle à la sauvegarde de la santé. Il ne peut y avoir de bonheur dans une maison malsaine, parce que la maladie, la souffrance, la tristesse, la douleur et les deuils y guettent ceux qui l'habitent.

Il est inutile et illogique de dépenser des millions et des millions pour bâtir des hôpitaux, si on ne prend pas les moyens de guérir le mal à sa source, qui réside dans les conditions insalubres d'une multitude de nos habitations, et si des familles entières sont sans toit. Il est inutile de dépenser des millions pour l'hygiène, pour préserver la santé publique si on ne prend pas d'abord les moyens pour prévenir le mal.

Il est élémentaire que les logements salubres sont essentiels à l'épanouissement de la santé publique. Si on n'assure pas à tous les humains des maisons saines, les logements insalubres risquent de

faire perdre au pays et à la race son capital le plus précieux, le capital humain. Ils occasionnent ensuite des dépenses d'argent qui se chiffrent à des millions de dollars, alors que le logement salubre est un préservatif de santé, et la santé assure à notre pays et à notre province le capital humain sur lequel nous comptons. Il faut donc donner aux familles nombreuses des foyers appropriés pour leur confort physique et moral. C'est travailler à la sauvegarde de la famille que d'assurer aux parents et aux enfants des habitations saines.

J'ai ici des renseignements très précis et absolument authentiques. Le gouvernement doit les avoir comme moi, et même il doit encore être mieux renseigné, puisqu'il dispose de moyens d'enquête que l'opposition évidemment n'a pas.

En janvier 1944: Un vieux magasin condamné par la ville et que la ville laisse habiter sans même réclamer de loyer. Au point de vue hygiène, aération et chauffage, c'est ce qu'il y a de plus malsain. Une seule pièce sert à la fois de chambre à coucher, de cuisine et de salle de récréation à une famille de neuf personnes dont sept enfants âgés de un an à neuf ans<sup>3</sup>. *Le Devoir* du jeudi 3 février 1944, page 10, cite neuf et non huit personnes<sup>4</sup>.

Le plafond et les murs se désagrègent petit à petit. Il n'y a d'autre ouverture que la porte d'entrée. Quant à la vitrine, l'été c'est le royaume des mouches et des moustiques, l'hiver Mme D. s'en sert comme glacière. Un vieil évier dont les robinets sont souvent gelés leur donne le service d'eau et, comme cabinet d'aisances, un tuyau d'égout.

En décembre 1943: Le premier plancher d'une maison d'entreposage (un hangar) a été converti en deux logis dont un est tenu complètement fermé. Le Bureau d'hygiène a condamné le tout. Le bas est encore employé comme entreprise. Quatre pièces sont encore habitées par une famille de neuf personnes dont un bébé d'un mois. Depuis les froids, soit six semaines, il n'y a plus de service d'eau. Les planchers sont en pente fendus à mille endroits par où l'air entre. Les murs sont moisiss par l'humidité et répandent une odeur intolérable. On demande \$12 par mois pour ce réduit.

Décembre 1943: Une famille de six personnes occupe une pièce dans une scierie qui fonctionne nuit et jour. On peut s'imaginer le bruit infernal continu. Les nuits sont en délabres. Cette pièce était auparavant employée comme poulailler. Il y a deux ans que cette famille demeure dans ces conditions intolérables. La mère est devenue complètement folle et doit être internée

incessamment. Il y a si peu d'espace que la famille a dû mettre des meubles sur le toit.

Novembre 1943: La femme d'un militaire, avec cinq enfants de deux, quatre, huit, 13 et 14 ans habitent au chalet d'été sans solage à 15 pieds du bord de l'eau à Montréal-Nord. La maison est composée de trois pièces très exiguës. Il n'y a pas d'eau courante dans la maison, ni chambre de toilette. Cela fait deux hivers que cette famille passe dans des chalets d'été. L'autre a passé au feu avec tout son contenu.

Novembre 1943: Douze personnes (quatre adultes et huit enfants) demeurent depuis plusieurs mois dans une pièce (ancien magasin) d'à peu près 6 par 12 pieds de long. Les planchers des murs sont mal emboîtés et l'air y pénètre continuellement. Tous les enfants couchent par terre et les adultes se couchent à tour de rôle dans l'unique lit simple. Situation absolument intolérable. La salle de toilette est employée par les gens habitant le logis contigu qui est une maison de prostitution.

Octobre 1943: Deux familles (21 personnes) habitent un magasin composé d'une seule pièce très longue et étroite avec plancher en ciment. C'est un endroit très humide absolument malsain. C'était un magasin poulailler auparavant. Situé rue Roy.

Janvier 1944: Famille de huit personnes, dont sept enfants demeurent dans trois pièces exiguës et nauséabondes d'un magasin de volailles. La cuisine est bâtie en "allonge".

Rue Coloniale. Un sous-sol divisé en trois petites pièces. L'endroit est humide et sombre. Il n'y a qu'une fenêtre en avant de la maison et la porte d'arrière qui a quelques carreaux vitrés. Chaque fois que Mme B. ou un voisin allume leur poêle, la maison de Mme B. s'emplit de fumée et de suie.

Parc Tétéreauville. Un ancien restaurant de route, rafistolé tant bien que mal par le locataire. Pas d'eau courante, ni d'électricité. Les coins sont mal joints, on voit le jour entre le toit et les murs. Les coquerelles y fourmillent. Il y a le père, la mère et 11 enfants.

Est de la ville. Le logis a l'apparence d'un grenier situé au 3<sup>e</sup> plancher. Un escalier tortueux et à demi pourri y conduit. Le logis a trois petites pièces. Le plafond en est très bas. À la moitié de leur hauteur, les murs sont en pente jusqu'au toit, ce qui diminue beaucoup l'espace; les adultes doivent se tenir au milieu de la pièce, autrement ils seraient obligés de se pencher. La plomberie est souvent en mauvais ordre. Il manque plusieurs vitres aux fenêtres. Elles sont remplacées par des morceaux de cotonnade et de cartons.

Non seulement quelques familles, mais des centaines, des milliers de familles sont plus mal logées que bien des animaux. Il existe de nombreux cas où, à Montréal, des familles entières sont logées dans des taudis, des familles nombreuses logées dans des petits magasins abandonnés, souvent une seule pièce où une dizaine de personnes sont entassées, dans des hangars sans lumière et privés de commodités essentielles, dans des locaux privés de service d'eau, dans des poulaillers, des greniers, des cabanes et autres endroits inhabitables, dans des conditions effarantes et des plus déplorables au point de vue hygiène. Le gouvernement est incapable de leur fournir des habitations décentes et salubres.

Selon un rapport préparé par M. Paul Dansereau, il y a 1,200 familles qui demeurent dans des magasins vacants, comprenant 5,800 personnes; 400 familles vivent dans des garages, des entrepôts et autres endroits du même genre; 5,800 habitations de Montréal actuellement occupées par des familles sont défectueuses au point de vue salubrité et offrent des conditions d'existence contraires à la santé publique et dangereuses pour la survie de la nation.

La situation s'est aggravée au cours des années de guerre et est rendue à un point tel qu'elle menace la survie d'un peuple fort et en santé. Des centaines d'habitations de fortune sont privées des commodités les plus essentielles. La même situation se propage dans la ville de Québec et dans une partie de la province. Ce sont là des conditions révoltantes, qui ne peuvent être tolérées et que personne ne saurait endurer, en plein XX<sup>e</sup> siècle. Comment pouvons-nous nous vanter de notre civilisation, de notre liberté, alors que nous tolérons de pareilles conditions de logement?

Il vaut mieux prévenir le mal que le guérir et le problème doit intéresser même ceux qui ne se laissent influencer que par les questions d'argent. C'est là non seulement un problème d'ordre moral et sanitaire, mais aussi un problème d'ordre économique. Des expériences, en particulier celles qui ont été faites dans la ville de Winnipeg, démontrent que l'emploi des fonds publics pour la démolition des taudis, tout en protégeant le logement, apporte une épargne importante dans les déboursés de police, de protection contre le feu, du service d'hôpital, du service social, d'écoles de réforme et des prisons. Le coût des services municipaux (médicaux et hygiéniques) dans 23 % des logements qui ne sont pas salubres est aussi élevé que dans tout le reste de la ville. À Cleveland, c'est la même chose, l'administration coûte trois fois plus cher là où il y a des logements insalubres.

La salubrité est une épargne d'argent, et le moyen de remédier à la situation chez nous, c'est une action rapide, directe et efficace du gouvernement. Mais, surtout, c'est là une question d'humanité. C'est un devoir social de résoudre ce problème, car les enfants des familles pauvres ont droit à l'air et à la lumière, au soleil et à la santé comme les riches. Les pauvres ont le droit comme les autres au soleil du bon Dieu. Car, dans les taudis, il n'entre pas un rayon de lumière. Les parents et les enfants qui habitent dans ces trous ont droit au soleil du bon Dieu et ils ont le droit de compter sur un gouvernement chrétien pour être secourus. Il conçoit le logement comme un lieu où les enfants des familles défavorisées peuvent, comme les autres, respirer l'air et jouir de la lumière du soleil. Dépenser pour la santé publique, cela constitue un actif pour la population. Il est donc essentiel que le gouvernement provincial voie à ce que les familles canadiennes-françaises, comme les autres, habitent des logements convenables.

Analysant ensuite les causes de cette situation, il (M. Duplessis) explique qu'un grand nombre de familles ont quitté la campagne pour venir s'établir dans les villes où elles ont été attirées par les industries de guerre. Il demande au gouvernement d'entreprendre une action rapide, immédiate et sans délai. Nous ne pouvons, dit-il, nous vanter de notre civilisation si nous laissons ainsi persister un tel état de choses.

Comment régler ce problème urgent? Certains pays européens, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et la Suède, ont fait des expériences de toute première valeur. Ils sont allés loin dans la solution des conditions insalubres et le meilleur système est peut-être celui de la Suède. Ainsi, le plan le plus pratique pour solutionner cette situation lamentable serait l'adoption du système coopératif en vigueur en Suède et qui a des résultats merveilleux, système suivant lequel les gens qui gagnent un salaire fixe entre \$800 et \$1,300 par année peuvent devenir propriétaires d'une maison et se construire des logements salubres.

On a formé un système coopératif pour permettre l'achat des maisons. Un tel système devrait être adopté ici et sans tarder, car la situation est urgente et, de plus, ce système coopératif éviterait toute ingérence politique. Il ajoute qu'il a foi en ce système coopératif et qu'il est de toute nécessité que le gouvernement l'adopte sans tarder, si l'on veut diminuer le nombre des malades et des tuberculeux. On peut essayer ce système, en l'adaptant à nos conditions actuelles, qui semble être en même temps le plus facile à adapter à la province de Québec.

La question intéresse à la fois le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Il suggère donc que les deux gouvernements s'entendent pour mettre à l'essai un système coopératif de construction, système basé sur une véritable coopération, sans danger d'assimilation, où la province conserverait tous ses droits et le fédéral respecterait ses obligations vis-à-vis de la province. Ainsi, il faudrait une politique de coopération entre les pouvoirs fédéral, provincial et municipal, coopération où toute politique partisane serait exclue, afin que, par une action rapide, immédiate et sans délai, on puisse organiser un système de petits prêts permettant à notre population de se loger convenablement; les deux gouvernements devront assumer leurs obligations, tout en conservant leurs droits.

Le fédéral doit faire sa part; c'est lui qui est responsable en grande partie de ce qui se produit actuellement dans les grands centres, car le système établi par Ottawa il y a quelques années n'a pas marché. Les villes ont accumulé des déficits et la population n'a pas été mieux logée. Nous ne devons qu'avoir un but: le bien de la population. Il appartient également au gouvernement provincial de régler ce problème, mais la politique doit être éloignée de toute discussion sur ce sujet. En ce XX<sup>e</sup> siècle, qui est censé être celui du progrès et de la civilisation, où nous entendons parler tous les jours des quatre grandes libertés dans le monde, n'est-il pas urgent de libérer les faibles, les pauvres, de la maladie, de la contamination, en leur donnant la liberté de la misère, la liberté de la tuberculose? Agissons vite et mettons-nous à l'œuvre. Alors, c'est le devoir du gouvernement de donner la liberté aux prisonniers de la misère, des logements salubres, donner la liberté aux familles qui vivent dans des taudis.

Je serais l'homme le plus heureux du monde si le gouvernement décidait de mettre en œuvre un système quelconque pour aider la population à se mieux loger et si l'on créait un organisme en vue du bien-être social. Nous n'avons pas le droit de laisser se propager davantage des conditions aussi inhumaines que celles qui existent actuellement. Le gouvernement doit donc se rendre compte de la situation et y apporter les remèdes appropriés. Il n'y a pas de temps à perdre, car le problème est urgent.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je félicite le chef de l'opposition d'avoir soulevé ce problème important de l'habitation dans la province de Québec et du discours qu'il aurait dû faire lorsque

l'adresse a été votée, car ses demandes en faveur de logements salubres sont exactement contenues dans un paragraphe du discours du trône et qui annonce justement une mesure dont le but est de faire disparaître les logements insalubres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne puis faire allusion à un débat qui n'a pas eu lieu. Il n'y a eu que trois discours sur l'adresse et celle-ci a été adoptée. Revenant au sujet, M. l'Orateur, je veux dire que le gouvernement est parfaitement conscient de la gravité du problème du logement qu'a soulevé devant la Chambre le chef de l'opposition, et de l'urgence de le régler. En s'occupant de la solution de ce problème, le gouvernement poursuit deux objectifs: donner des logements salubres aux familles en supprimant les taudis et faire en sorte que le nombre des petits propriétaires augmente dans la province de Québec.

À ce dernier point de vue, la question est très importante, car nous déplorons tous les jours que le nombre des propriétaires ne soit pas plus grand chez nous, parce que ceux-ci sont des gens responsables, un facteur de stabilité et de progrès de la vie économique de leur pays ou de leur province. Être propriétaire fait d'un citoyen une personne intéressée tout particulièrement dans la prospérité de son pays et de sa province et constitue le meilleur rempart qui soit contre les mouvements d'agitation. C'est la base de la prospérité. Voilà pourquoi nous avons annoncé dans le discours du trône une mesure pour remédier au problème important du logement, l'un des problèmes de l'heure les plus urgents à régler.

Le chef de l'opposition a dit: "Je ne ferai pas de politique." Il n'en fait jamais. Nous n'avons pas attendu ses recommandations pour décider de prendre une action rapide et directe.

Le système suédois que le chef de l'opposition a réclamé et préconisé est à l'étude par le gouvernement; il est déjà en marche dans la province de Québec. À ce propos, le gouvernement de Québec est en pourparlers en ce moment avec Ottawa et aussi avec les grandes villes de la province, et les négociations vont bon train. Le gouvernement a également examiné les conditions de logement qui existent dans les grandes villes de la province et présentera au cours de la session une loi ayant pour but de résoudre le problème, dans la mesure du possible.

Le chef de l'opposition a déploré le fait qu'il y ait 5,000 logements insalubres à Montréal et je sais bien qu'il nous reprochera de ne pas donner, dès demain, des logements au 5,000 familles de Montréal qui habitent ces taudis. Mais, de 1936 à 1939, si le chef de l'opposition avait eu ce zèle dont il fait subitement preuve, peut-être qu'un grand nombre de ces familles bénéficieraient déjà de logements salubres, peut-être y aurait-il moins de familles logées dans des maisons malsaines. Car l'un des premiers et principaux articles du programme de l'Union nationale, c'était la construction de logements salubres, qui aurait pu rendre habitables une partie de ces 5,000 logements.

Or, le chef de l'opposition peut-il nous dire ce qu'il a construit, durant les trois ans qu'il a été au pouvoir, dans le domaine de l'habitation salubre et dans quelle partie de la province? Pas même un tambour! Il a pourtant bien eu le temps de construire de spacieux logements pour les familles nombreuses. Je n'ai pas l'intention de faire de politique moi non plus avec cette question. Je veux tout simplement tempérer son zèle. C'est dommage que le chef de l'opposition n'ait pas montré autant d'empressement en 1937.

Le problème du logement nous préoccupe constamment. Il dépasse cependant la capacité des provinces, car le problème des logements salubres est avant tout une question d'ordre municipal. Lorsqu'il dépasse les possibilités de la municipalité, toutefois, c'est le devoir du gouvernement provincial d'intervenir. Le fédéral a aussi sa part de responsabilités à remplir en dernier ressort, si la grandeur des projets dépasse la capacité.

Le problème ne peut être solutionné par Québec seul. C'est pourquoi nous sommes à étudier avec le gouvernement fédéral, en collaboration avec les autorités municipales de la province, un système vraiment coopératif, à chaque étape, pour la construction d'habitations et l'aménagement de logements, pour aider les familles à se trouver des logements convenables et augmenter le nombre des propriétaires. Il y aura donc coopération entre le fédéral, le provincial et les municipalités, car, au Canada, les conditions varient beaucoup d'une province à l'autre, d'une ville à l'autre. Nous sommes en faveur de ce système coopératif et nous pousserons la coopération jusqu'à inciter les coopératives de constructeurs de logements à participer à la mise en application du système. Il faut l'union de toutes les bonnes volontés pour régler un problème aussi difficile; il ne peut être réglé uniquement par le pouvoir fédéral, les provinces ou les municipalités. Et, tant et aussi longtemps que des familles vivront

dans des taudis, ce sera le devoir des autorités compétentes de mettre fin à cet état de choses.

Le chef de l'opposition s'est ému du problème des logements. Il a raison. Mais il peut être certain que le problème a ému tous les gens sensibles et que nous lui donnons notre meilleure attention. Je regrette la pénible situation dans laquelle se trouvent bien des familles de cette province. Mais il ne s'agit pas de remédier à une situation nouvelle, éclore le matin même ou hier. Elle existe depuis plusieurs années; elle existait même avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, en 1936. Mais elle était beaucoup plus aiguë il y a quatre ou cinq ans qu'elle ne l'est aujourd'hui. Depuis la guerre, le gouvernement fédéral a construit beaucoup de logements ouvriers qui ont aidé à remédier à la crise du logement dans les grandes villes.

Nous allons tenter de solutionner le problème, de façon à donner des logements salubres à tous ceux qui n'en ont pas. Le programme du gouvernement est d'aider les familles mal logées à trouver un logis convenable et salubre. Il ne faut pas qu'une seule famille souffre du manque de logements et il faut augmenter le nombre des propriétaires qui sont toujours les premiers citoyens à réagir contre les théories échevelées et les idées mauvaises qui se répandent partout dans le monde aux époques de crise.

Les propriétaires sont les meilleurs conservateurs de l'ordre. Nous voulons avoir des propriétaires nombreux. Le gouvernement envisage le problème du logement comme il doit l'être, c'est-à-dire bien en face et avec tout le sérieux qu'il convient d'y mettre, et il montrera, comme toujours, qu'il veut sortir d'embarras tous ceux qui souffrent de cette situation. La province peut donc être assurée que le gouvernement travaille à la solution du problème du logement avec la meilleure volonté et le zèle le plus ardent. Il remercie le chef de l'opposition de ses bonnes idées et lui demande de coopérer avec le gouvernement lorsqu'il présentera des mesures appropriées.

Il ne fait pas la promesse que le gouvernement supprimera tous les taudis et ne force pas non plus toutes les familles à vivre dans des logements salubres, car au fil des siècles il y a toujours eu, dans tous les pays, un certain nombre de familles qui préfèrent vivre dans des taudis, soit parce qu'elles sont incapables de s'adapter à de nouvelles conditions ou parce que, pour d'autres raisons, elles ne sont pas disposées à se loger autrement. Ainsi, il y aura toujours, sur terre, des pauvres au point de vue argent et des pauvres d'esprit. Il y aura toujours des gens qui ne voudront



jamais sortir de l'état où ils sont habitués de vivre et qu'on ne pourra sortir de leur taudis. Ceux-là, le gouvernement ne peut pas les aider et ce n'est que par une campagne d'éducation qu'on pourra améliorer leur sort. Mais le gouvernement aidera les autres, ceux qui ont de la bonne volonté et qui veulent s'aider eux-mêmes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est visible, le gouvernement veut faire de la question des logements salubres, question de primordiale importance, une affaire politique. L'Union nationale a accompli un grand travail dans ce domaine, en procurant de l'ouvrage aux chômeurs, en venant en aide aux miséreux et en accordant des octrois pour la création de terrains de jeux et de parcs, en faisant surgir des endroits hygiéniques. L'Union nationale a plus fait en trois ans pour la santé publique que n'importe quel gouvernement passé ou présent.

Le premier ministre est bien mal inspiré quand il dit que le problème est municipal. La question du logement n'est pas un problème municipal, parce que les villes en ont par-dessus la tête. C'est un problème qui dépasse les capacités financières d'une municipalité. C'est une question qui doit être traitée du point de vue social, familial, provincial et national. Et puis, comment voulez-vous que Montréal règle ce problème?

Comment un gouvernement peut-il vouloir placer un tel fardeau sur les épaules d'une ville comme Montréal alors que, d'après lui, la situation financière de Montréal est tellement mauvaise que le gouvernement a dû la mettre en tutelle? Elle est interdite et elle l'a été par le gouvernement actuel. Je suis prêt à collaborer avec le gouvernement si on veut bien présenter une législation appropriée pour les maisons salubres, basée sur les principes mentionnés, et régler ainsi le problème urgent et alarmant qui existe actuellement dans la métropole et dans la province de Québec.

La motion est adoptée.

## Motions des députés:

### Néo-impérialisme

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) que la Chambre croit de son devoir de se prononcer contre le nouvel impérialisme de Lord Halifax et ses tendances dangereuses.

La question posée par les déclarations de Lord Halifax est une question de première importance. Elle intéresse non seulement la province de Québec, mais le Canada et l'Empire tout entier. Des déclarations comme celle de Lord Halifax sont la conséquence d'attitudes politiques prises à Londres et qui sont inspirées par Londres; les opinions de l'ambassadeur anglais aux États-Unis ne sont que la suite logique de celles qui ont déjà été exposées par le premier ministre Churchill, par le général Smuts, M. Duff-Cooper et Lord Bennett.

En 1942, M. Churchill ne déclarait-il pas: "Je ne suis pas devenu premier ministre d'Angleterre pour présider à la liquidation de l'Empire britannique"? En 1943, M. Duff-Cooper, un grand ami de M. Churchill, disait que l'Angleterre et les États-Unis devront se mettre à la tête d'un monde où l'indépendance ne sera pas la formule, mais bien la coopération et l'interdépendance.

De son côté, le général Smuts, premier ministre de l'Union sud-africaine, a proposé de resserrer les liens dans l'Empire et de subordonner certains pays d'Europe à l'autorité anglaise pour contrebalancer l'influence de la Russie.

Enfin, Lord Bennett, ancien premier ministre du Canada, qui a quitté le Canada pour aller finir ses jours dans la capitale de la Grande-Bretagne, a déclaré récemment, à Londres: "L'Empire britannique n'est pas un accident. Nous avons la mission divine de gouverner et de dominer le monde", "*the divine mission to rule the world*". Ce sont les idées impérialistes de toujours.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce le même M. Bennett qui était le chef du député de Matane (M. Gagnon) quand il siégeait à Ottawa?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Certainement, c'est l'ancien chef du député de Matane.

Est-ce qu'il ne faut pas conclure de toutes ces déclarations que nous sommes en présence d'un plan concerté, auquel Lord Halifax vient de mettre le point final?

Lord Halifax est un homme supérieurement intelligent et par surcroît fort sympathique. Il a d'ailleurs travaillé à éviter la guerre. Mais il vient de faire une déclaration extrêmement grave de conséquences pour nous. Il est conscient de ses responsabilités; son rôle d'ambassadeur à Washington le place au premier rang des ambassadeurs. Et il est encore ministre dans le cabinet britannique, bien qu'il soit ambassadeur à

Washington. Un homme de son importance ne parle certainement pas à tort et à travers, et il a trop de tact pour avoir parlé sans qu'on lui dicte sa conduite ou que ses propos aient été approuvés par Londres. Est-il possible que de tels propos n'aient pas au moins l'approbation tacite de Londres? M. Churchill a dit que non, mais c'est inadmissible.

Il fait ensuite allusion à la récente déclaration de M. Jean-Charles Harvey, dans laquelle le directeur du *Jour*, commentant le discours de Lord Halifax, disait: "Pourquoi faut-il que ce soit un Lord Halifax qui vienne donner raison à un René Chaloult contre nous?" Il souligne que précisément, dans son discours sur l'adresse, il a fait une mise en garde contre l'impérialisme britannique.

Lord Halifax vient de dire en somme ce que je dis depuis longtemps: que le Canada est entré en guerre parce que l'Angleterre est en guerre; que le Canada doit participer aux guerres de l'Angleterre, étant donné que nous l'avons fait au cours des dernières guerres. Lord Halifax a déclaré que l'Angleterre a besoin de ses colonies pour faire face aux grands pays du monde comme les États-Unis, la Russie, etc. Sans l'aide des dominions, l'Angleterre ne sera pas capable de dicter ses conditions et ses volontés au traité de paix. Bref, Lord Halifax propose la formation d'une sorte de fédération impériale. Mais ce sera l'Angleterre seule qui dictera ses volontés.

De tout cela, il ressort qu'on se trouve en face d'un plan concerté. Cette poussée impérialiste correspond à la volonté de Londres. Il s'agit là, de la part de Lord Halifax, d'un ballon d'essai que le gouvernement anglais lance de temps à autre et, si ça ne marche pas, on en tentera un autre. On veut actuellement connaître, le plus vite possible, les réactions dans le monde.

Parmi les chefs fédéraux, tous se sont prononcés contre, à l'exception de l'honorable John Bracken, le chef des progressistes-conservateurs, qui n'a pas encore jugé bon de faire connaître sa pensée là-dessus. Ce dernier finira par le faire. Il faut noter les déclarations des chefs comme MM. King, Coldwell et Raymond; le premier ministre King a répudié la déclaration de Lord Halifax, M. Coldwell a fait de même, mais le danger reste grand parce qu'en dépit de toutes ces déclarations il y a toujours des impérialistes forcenés dans le cabinet de M. King. Ils sont à surveiller attentivement, car il ne fait pas de doute que la politique du gouvernement King ou, du moins, de la plupart des ministres fédéraux est impérialiste; ce sont des impérialistes à tout crin et je me demande si Ottawa va maintenir une politique canadienne, ou plutôt entrer dans les vues de l'ambassadeur anglais. Après certains propos

de M. Ilsley, ministre des Finances, on a raison d'être sur ses gardes.

Cette nouvelle forme d'impérialisme, préconisée par Lord Halifax, est très dangereuse pour nous, même au point de vue économique, car les intérêts du Canada ne concordent pas nécessairement avec ceux de l'Empire. Nous ne devons pas subordonner nos intérêts à ceux de l'Angleterre. Il faut s'y opposer de toutes nos forces car, en dépit de l'opposition présente, on reviendra certainement à la charge, sous une autre forme, plus insidieuse encore et plus habilement peut-être, pour nous faire accepter l'impérialisme britannique.

Une autre conséquence de notre acceptation d'une telle politique impériale serait d'entraîner le Canada dans toutes les guerres que l'Empire aura nécessairement à livrer pour sa conservation. Devrons-nous de nouveau être exposés à la participation d'une nouvelle guerre dans 25 ou 10 ans? Je ne l'en blâme pas, mais nous sommes aussi patriotes que les Anglais le sont pour leur pays. Que Lord Halifax s'occupe des intérêts de son pays, c'est son affaire. Notre devoir à nous, c'est de nous occuper de nos propres intérêts. La puissance de l'Angleterre ne doit pas être bâtie sur la faiblesse de ses dominions et tout spécialement du Canada.

Lord Tweedsmuir, ancien gouverneur général du Canada, disait: "Le Canada est une nation souveraine et ne peut avec docilité accepter de la Grande-Bretagne, ou des États-Unis, ou de qui que ce soit d'autre, l'attitude qu'il lui faut prendre envers le monde. Le premier devoir de loyalisme d'un Canadien n'est pas envers le Commonwealth britannique des nations, mais envers leur patrie, le Canada et son roi, et ceux qui contestent ceci rendent, à mon avis, un mauvais service au Commonwealth."

Je souhaite donc que, lorsque la guerre sera finie, le Canada réclamera son indépendance complète et adhèrera à l'Union des nations de toute l'Amérique, l'union panaméricaine. Voilà pourquoi je propose cette motion.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les déclarations de Lord Halifax prennent une importance particulière du fait de la personnalité éminente de celui qui les a prononcées. Lord Halifax n'est pas un ambassadeur ordinaire. C'est un ministre de la couronne que le gouvernement de Grande-Bretagne a envoyé aux États-Unis pour coordonner l'effort de guerre des deux pays. Il a donc été nommé ambassadeur à Washington pour jouer un rôle de premier plan dans l'organisation des alliés, afin d'arriver à la victoire.

Il y a quelques jours, cet ambassadeur faisait une déclaration étonnante, à Toronto, et les paroles de Lord Halifax ont causé un vif émoi dans tout l'Empire. On a cru d'abord qu'il avait été autorisé à parler ainsi. Mais a-t-il vraiment été autorisé à faire les déclarations qu'il a faites? Il faut tenir compte de la mise au point faite hier, à la Chambre des communes à Londres, par le premier ministre Churchill qui a dit que Lord Halifax ne parlait pas au nom du cabinet anglais et qu'il n'a pas été expressément autorisé à le faire. Lord Halifax a exposé ses vues personnelles et non pas celles du gouvernement britannique. Mais il reste que l'ambassadeur était libre de tenir les propos qu'il a tenus.

Je sais que les paroles de Lord Halifax, qui sont venues cependant après celles de Smuts et de Stephen Leacock, viennent à la suite d'une campagne entreprise pour plonger le Canada dans une politique d'immigration intense et exclusivement britannique, après la guerre. Qu'il y ait une action concertée entre des hommes du calibre de Smuts, de Duff-Cooper, de Stephen Leacock et de Bennett pour nous faire accepter certains points de vue de nature à resserrer les liens entre toutes les parties de l'Empire britannique, il faut bien l'admettre. D'ailleurs, pas un de ces diplomates, ni le général Smuts ni Lord Halifax, n'a encore été réprimandé par le gouvernement de Londres.

Lord Halifax dit que tout le Commonwealth devrait avoir une politique étrangère et de défense unique. Ses paroles ont créé au Canada une commotion justifiée. Il est clair que c'est le signal de départ d'une campagne pour nous induire à partager un point de vue auquel nous n'avons pas voulu adhérer jusqu'ici, c'est-à-dire destiné à nous plonger le plus profondément possible dans une politique d'impérialisme. On voudrait que l'on fasse un tout indivisible de l'Empire britannique.

Et tout ceci se passe après que l'on nous a dit que le Statut de Westminster est un acheminement vers l'indépendance du Canada! À mon humble avis, on s'est aperçu que l'interprétation donnée par les dominions, surtout par le Canada, au Statut de Westminster pouvait conduire à l'état de souveraineté complète et absolue. Le Statut de Westminster a été apprécié diversement au début. Certains l'ont accueilli comme une conquête, une évolution vers un statut d'indépendance de plus en plus grande, et il y tient. Sans aller aussi loin, d'autres lui ont donné une interprétation qui tend à rapprocher de plus en plus le Canada de sa souveraineté. Le Canada l'a donc salué comme une grande victoire; on se déclarait satisfait du progrès

fait par ce statut. En somme, le Statut dit que l'Angleterre et les dominions sont des nations égales, liées seulement entre elles par la couronne; on s'approchait petit à petit de la souveraineté complète avec le même roi pour l'Angleterre et le Canada.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le même roi pour toutes les nations du Commonwealth. Mais si, à un moment donné, le roi reçoit des instructions contraires de ses ministres d'Angleterre et de ceux du Canada, s'ils n'expriment pas la même opinion, que va-t-il arriver?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** J'admets que le Statut de Westminster est vague et qu'il y a une foule de questions qui se soulèvent. Mais il a tout de même été interprété comme un acheminement vers l'indépendance. Or, voici qu'on fait demi-tour à droite. Alors, quelle est la cause du changement que l'on veut maintenant donner à cette interprétation? Il est clair que présentement des déclarations comme celles qui viennent d'être faites par Lord Halifax sont une tentative pour détruire l'effet de l'interprétation donnée au Statut de Westminster, privant ainsi les Canadiens des libertés contenues dans ce dernier, nous faire croire que l'on ne peut penser à notre souveraineté, pour nous obliger à faire machine arrière, à mettre de côté ce que nous avons conquis et constituer une fédération impériale. Ces déclarations visent à resserrer les liens impériaux, pour amener les dominions britanniques à unir encore plus étroitement leurs forces pour protéger les intérêts de la Grande-Bretagne, en liant leur politique à celle de l'Angleterre en ce qui concerne les questions de défense, de politique économique et de relations extérieures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre parle-t-il au nom du gouvernement de Québec?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Non. Je parle en mon nom personnel. C'est une motion personnelle qui ne concerne pas la politique du gouvernement provincial. J'émet donc tout simplement mon point de vue sur la motion présentée par un député.

C'est le début d'une campagne savamment amorcée; nous sommes en face d'une campagne savante, intelligente, pour nous faire perdre les libertés que nos ancêtres ont gagnées pour nous et nous faire accepter une doctrine d'impérialisme intégral. Nous ne pouvons accepter cela. Je souhaite que, dans les provinces anglophones du Canada, cette opinion soit partagée et qu'on ne se laisse pas

leurrer par de tels propos, condamnés très souvent par les Canadiens, et qu'on reste de véritables Canadiens. Quant à la province de Québec, il ne peut être question d'accepter cette nouvelle forme d'impérialisme<sup>6</sup>, surtout l'interprétation de Lord Halifax. Ce serait à l'encontre des luttes que nos pères ont livrées, à l'encontre de toute notre histoire, et nous ne pouvons accepter de perdre ce que nos pères ont réclamé avant nous et ce que nous avons obtenu au prix de luttes si persévérantes, si tenaces. On doit la repousser, car les Canadiens français doivent rester fidèles à leurs traditions. Je voterai donc pour la motion du député de Lotbinière (M. Chaloult).

**M. Potvin (Roberval)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Goulet), que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### **Comité mixte des impressions législatives**

##### **CONSEIL LÉGISLATIF**

*Résolu:* Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné, pour faire partie de cette commission mixte, les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Giroux, Grothé, LaFerté, Marchand, Martin, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet, Raymond et Vaillancourt, auxquels avait été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

#### **Demandes de documents:**

##### **Arvida et ville de Racine**

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une

adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 25 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant à la cité d'Arvida et à la ville de Racine, dans le comté de Chicoutimi.

Adopté.

#### **Taxe pour les aveugles**

**M. Bégin (Dorchester)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 44, 4 George VI, particulièrement et sans restrictions en ce qui concerne la taxe de 2 % imposée aux municipalités de la province, relativement à l'assistance aux aveugles.

Adopté.

#### **Taxe pour les mères nécessiteuses**

**M. Bégin (Dorchester)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 43, 4 George VI, particulièrement et sans restrictions en ce qui concerne la taxe de 5 % imposée aux municipalités de la province, relativement à l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté.

#### **Taxe pour les pensions de vieillesse**

**M. Bégin (Dorchester)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 42, 4 George VI, particulièrement et sans restrictions en ce qui concerne la taxe de 2 %

imposée aux municipalités de la province, relativement aux pensions de vieillesse.

Adopté.

#### **Sucre d'érable**

**M. Bégin (Dorchester)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 12 avril 1938 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 55, 2 George VI, intitulé: "Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable".

Adopté.

#### **Crédit agricole**

**M. Élie (Yamaska)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 6, 4 George VI, intitulé: "Loi concernant l'Office du crédit agricole du Québec".

Adopté.

#### **Embellissement de Québec**

**M. Gagnon (Matane)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 17 mai 1941 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 71, 5 George VI, intitulé: "Loi pour l'embellissement de la cité de Québec".

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre lesdites copies. (Document de la session no 16)

#### **Demandes de documents:**

##### **Aménagement de chutes d'eau**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 23, 4 George VI, intitulé: "Loi relative à l'aménagement de certaines chutes d'eau".

Adopté.

#### **Projets de loi:**

##### **Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte de La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Charte de Dolbeau**

**M. Potvin (Roberval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 modifiant la charte de la ville de Dolbeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Saint-Maurice Power Corporation**

**M. Guibord (Lavolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Robert Jean François de Plaen**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 autorisant le Collège des

chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Jean François de Plaen à l'exercice de l'art dentaire, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Val-d'Or**

**M. Allard (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la ville de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

#### **Charte de Shawinigan Falls**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Guibord (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Apostolic Church of Pentecost**

**M. Robinson (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 reconnaissant Apostolic Church of Pentecost comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession de Sir Robert Gillespie Reid**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 concernant la succession de feu Sir Robert Gillespie Reid soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Titre de propriété dans le district de Montréal**

**M. Robidoux (Richelieu-Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant le titre relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé dans le district de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Adoption de J.-J.-L. Bolduc**

**M. Potvin (Roberval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession de Marguerite Claire Stephens**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre de la Chasse et des Pêcheries, 1943**

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries pour l'année finissant le 31 mars 1943. (Document de la session no 17)

#### **Questions et réponses:**

#### **Sucrerie de betterave de Saint-Hilaire**

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la manufacture de sucre à betterave à Saint-Hilaire,

comté de Rouville, combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé, à quel titre et sur quelque cause que ce soit: *a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 16 mai 1941 exclusivement? *b.* Du 16 mai 1941 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** *a.* \$29,150; *b.* \$1,083,905.58 déboursés directement plus \$800,000 avancés conformément à la loi 7 George VI, chapitre 23, article 12, et à l'arrêté en conseil no 1771 du 4 juillet 1943.

Compte tenu des diverses recettes, les dépenses nettes sont inférieures de \$17,248.19 au chiffre précité.

#### **Protestations contre les bills 2 et 3**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il a reçu un télégramme de la part de personnes qui ont assisté à l'assemblée de protestations au Forum, à Montréal, contre les bills 2 et 3. Est-ce que les ministres sont prêts à recevoir des délégués ouvriers à propos de ces bills, lesquels représentent différentes associations ouvrières?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On ne refuse jamais à personne de rencontrer les membres du cabinet. Je comprends que les gens qui ont tenu une assemblée à Montréal, au Forum, ont critiqué le chef de l'opposition, le député de Lotbinière (M. Chaloult) et moi-même. Mais le gouvernement ne changera pas d'attitude concernant les bills ouvriers 2 et 3.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

---

#### **NOTES**

1. Selon *The Chronicle Telegraph* du 3 février 1944, à la page 10, la discussion de cette motion a duré près de deux heures.

2. Le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) fait ici allusion au député de Labelle (M. Paquette), qui a été ministre de la Santé sous le gouvernement Duplessis de 1936 à 1939.

3. Selon *La Patrie* du 3 février 1944 à la page 12, huit personnes.

4. "demeurent dans une seule pièce" et, selon *Le Devoir* du 3 février 1944, à la page 10, il s'agit de neuf personnes.

5. On se souvient des propos de Lord Halifax qui a dit, entre autres choses, que l'Angleterre a besoin de l'aide de ses colonies et de ses dominions pour subir la concurrence des États-Unis, de la Russie et de la Chine, qu'elle veut pouvoir compter sur l'appui de ses dominions pour dicter ses volontés après la guerre, selon *L'Événement* du 3 février 1944, à la page 3.

6. Selon *Le Devoir* du 3 février 1944, à la page 1, M. Drouin aurait dit: "La province de Québec ne doit pas accepter ce retour au vieil impérialisme."





Séance du jeudi 3 février 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Charte de Québec

**M. Chaloult (Lotbinière)** pour **M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Delagrave).

### Commission scolaire des Trois-Rivières

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi la concernant, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières (M. Beaulac).

### Rapports des comités permanents:

#### L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Joseph Robert Henery, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Henery-Logan;

- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs.

### Délai pour la présentation des bills privés

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés au 17 février courant, que les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 2 mars prochain, et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

Adopté.

### Projets de loi:

#### Compagnie d'assurance mutuelle de Nicolet

**M. Rajotte (Drummond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Joseph Robert Henery

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 permettant à Joseph Robert Henery de changer son nom en celui de Joseph Henery-Logan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:****École de laiterie et  
Commission de pasteurisation**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 26 janvier 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 15 juin 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 57, 7 George VI, intitulé: "Loi concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe". (Document de la session no 18)

**Questions de règlement:****Résolutions  
pour abolition de taxes**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre à l'encontre de quatre bills qui sont au *Feuilleton*<sup>1</sup>, qui ont pour but d'abolir des droits, c'est-à-dire des taxes payables par des corporations municipales et des particuliers, à savoir les bills 8, 9, 10 et 11, alléguant qu'une résolution devrait au préalable être recommandée par l'honorable M. le lieutenant-gouverneur, prise en considération en comité plénier et agréée par la Chambre, suivant les dispositions de l'article 548 du Règlement.

Comme ces projets de loi, dit-il, concernent le Trésor public et qu'ils modifient quelque peu le mode de paiement en vigueur parce qu'ils comportent des remises d'impôts, ils ne peuvent être présentés à moins qu'ils ne soient accompagnés de résolutions. Ces projets de loi changent l'assiette financière de la province. Ils sont donc irrégulièrement amenés.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il ne s'agit pas ici d'imposition de nouvelles taxes, mais bien d'abolition de taxes. La disposition de s'applique donc pas, parce qu'il ne s'agit ni d'une charge nouvelle ou additionnelle sur le peuple, non plus que d'une remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il ne s'agit pas ici de prélèvement d'impôt.

**M. Gagnon (Matane):** Les règlements de la Chambre ne font pas de distinction entre la remise totale ou partielle.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les bills en question n'entraînent aucune dépense pour le Trésor public puisqu'ils ne font qu'abolir des droits payables à la province. En conséquence, la résolution réclamée par le chef de l'opposition est inutile.

**M. l'Orateur,** après avoir étudié la question, rejette le point d'ordre (article 548, note f) parce qu'il ne s'agit pas, pour le gouvernement, d'assumer des obligations nouvelles ni de faire remise de sommes actuellement dues.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** compte que la même décision sera rendue dans des cas similaires.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce sera le même jugement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en prends bonne note.

**Questions et réponses:****Dépenses  
pour le réseau routier**

**M. Lorrain (Papineau):** En vertu de la loi, chapitre 51, 2 George VI, intitulée: "Loi pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre", sanctionnée le 12 avril 1938, combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé:

- a. Depuis le 12 avril 1938 inclusivement jusqu'au 7 novembre 1939 inclusivement?
- b. Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 7 novembre 1940 inclusivement?
- c. Depuis le 8 novembre 1940 inclusivement jusqu'au 7 novembre 1941 inclusivement?
- d. Depuis le 8 novembre 1941 inclusivement jusqu'au 7 novembre 1942 inclusivement?
- e. Depuis le 8 novembre 1942 inclusivement jusqu'au 7 novembre 1943 inclusivement?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
a. \$9,350,513.19 (du 1<sup>er</sup> juillet 1939 au 7 novembre 1939);

b. \$17,112,674.12;

c. \$12,960,804.24;

d. \$4,075,986.86 (du 8 novembre 1941 au 31 mars 1942);

e. Rien.

#### **Projets de loi:**

##### **Montmorency**

**M. Bouchard (Québec)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 annexant certains territoires à la municipalité du village de Montmorency soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Hébertville-Station**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la municipalité du village d'Hébertville-Station soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Charte de Saint-Lambert**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Saint-Colomb de Sillery**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Société d'Entreprise du Canada**

**M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la Société d'Entreprise du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Les frères maristes de Québec**

**M. Francoeur (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation Les frères maristes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Succession de Mary Everett**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Embellissement de Québec**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Qu'il soit résolu que l'article 5 de la loi pour l'embellissement de la cité de Québec (5 George VI, chapitre 71), modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 49, soit de nouveau modifié en remplaçant les mots "cent cinquante mille dollars", dans la première ligne du premier alinéa, par les mots "cent soixante-quinze mille dollars".

**M. Gagnon (Matane)** s'informe des montants déjà votés par la Chambre à la Commission d'embellissement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Il y a deux ans, une somme de \$100,000 a été mise à la disposition de la Commission. L'an dernier, un montant additionnel de \$50,000 a été ajouté à la somme initiale. De ce montant de \$150,000, la Commission a dépensé \$98,000 pour l'embellissement de la ville de Québec, laissant une somme de \$52,000<sup>2</sup> en disponibilité pour l'année en cours. Le nouveau bill assurera une somme additionnelle de \$25,000 à la Commission d'embellissement de la cité de Québec, pour ses travaux de 1944. Elle pourra donc encore disposer de \$77,000.

Cette Commission d'embellissement a déjà des œuvres à son crédit, parmi lesquelles je mentionnerai: la restauration et le nettoyage de tous les monuments de la Vieille Capitale; la sauvegarde d'arbres qui menaçaient de périr, en leur donnant des soins; l'ouverture d'artères importantes; la réfection de certaines rues dans la ville de Québec; l'élargissement du boulevard des Capucins; l'agrandissement ou l'amélioration des parcs municipaux de Québec, en y mettant du gazon, des arbres, des arbustes et des haies; d'importants travaux sur la place Jacques-Cartier; le choix de nouveaux parcs; la plantation d'arbres d'ornement et leur entretien; la démolition de ruines qui gâtent l'aspect de certaines parties de la ville, dont les ruines de l'Aréna de Québec qui ont été déblayées pour agrandir le parc Victoria; la préparation de plans, et le reste.

**M. Gagnon (Matane)**: Je constate, d'après les arrêtés ministériels produits et selon le rapport soumis par la Commission, que l'on a dépensé \$27,162.50 pour planter des arbres et des arbustes. Je trouve ce chiffre un peu fort et je me demande si ce n'est pas un peu exagéré. Toujours en s'appuyant sur le rapport des commissaires, il dit que le gouvernement ne devrait pas en faire une affaire de politique provinciale. Qui est président de cette Commission d'embellissement de la ville de Québec?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: C'est M. le lieutenant-colonel Joseph-L. Boulanger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Ce M. Boulanger est l'organisateur du Parti libéral pour le district de Québec?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Que fait-il dans tout cela?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Il travaille avec dévouement à l'embellissement de Québec sans négliger ses autres fonctions, qui sont de veiller sur le sort du Parti libéral. (Rires)

**M. Gagnon (Matane)**: Je le plains de vouloir embellir le Parti libéral dans l'état où il est.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: (Mi-voix) Tout perclus, boiteux...

**M. Gagnon (Matane)**: Il s'agit là d'un ouvrage fort ardu. De plus, il y aurait lieu de choisir un président qui n'a pas un caractère politique si accentué.

Par ailleurs, il existe déjà, à Québec, une commission d'urbanisme composée de six membres dont trois nommés par le conseil municipal de Québec et trois par le cabinet. Cette commission possède des pouvoirs étendus au point de vue de l'architecture et du zonage, tandis que la Commission d'embellissement n'a aucun pouvoir en ce domaine, outre celui de dépenser les deniers du peuple mis à sa disposition, et elle le fait volontiers.

La Commission d'embellissement n'est pas suffisamment revêtue de pouvoirs qui lui permettraient de mettre ses projets à bonne fin; elle dépense de l'argent et c'est tout. Pourquoi ne lui a-t-on pas donné d'autres pouvoirs?

Québec est certainement l'une des plus belles villes de toute l'Amérique du Nord et, lorsque la loi créant cette Commission a été présentée, l'opposition a accueilli avec bienveillance le projet du gouvernement d'embellir Québec. Cependant, nous avions espéré et suggéré que la Commission d'embellissement s'entoure d'experts et fasse un plan d'ensemble des améliorations à exécuter. Mais j'ai beau lire le rapport de la Commission et les arrêtés ministériels, je ne trouve rien à ce sujet. A-t-on préparé un plan d'ensemble? On n'a pas engagé d'expert non plus, sauf M. Deschamps que le président de la Commission regarde comme expert. On se sert de cette Commission uniquement pour faire du patronage municipal.

Toujours selon le rapport, on a dépensé \$20,000 pour déplacer le monument Jacques-Cartier, à Saint-Roch, et améliorer le parc. Je crois que c'est exagéré. L'argent dépensé devrait servir à donner à

Québec un caractère artistique et ancestral. La Commission ne devrait avoir aucun autre pouvoir que celui de dépenser de l'argent.

La semaine dernière, le premier ministre a déclaré que la Commission voulait retenir les services de M. Tudor Hart comme architecte paysagiste pour réviser ses projets d'embellissement et qu'il serait appelé à donner ses lumières à la Commission. Il veut savoir si M. Tudor Hart est compétent, car la Commission devrait être composée de gens qualifiés par leurs connaissances historiques et esthétiques.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. Boulanger fait un excellent président pour une commission d'embellissement. C'est un homme très compétent en la matière. Quant aux pouvoirs que nous avons donnés à la Commission pour poursuivre son œuvre, ils sont, je pense, suffisants; si le gouvernement avait donné plus de pouvoirs à la Commission, il aurait empiété par le fait même sur les prérogatives des autorités municipales. Le gouvernement n'a pas à s'immiscer dans les affaires de la ville. Je ne crois pas que la Législature pouvait donner à une commission gouvernementale le pouvoir de zoner la ville de Québec. Cela appartient à l'autorité municipale.

La Commission a fait un excellent travail et il y a une entente parfaite entre les ingénieurs de la ville, les ingénieurs de la voirie municipale et les commissaires. Depuis qu'elle est en fonction, la Commission d'embellissement a fait préparer un plan d'ensemble en collaboration avec les ingénieurs de la ville, les ingénieurs du ministère provincial des Travaux publics et du ministère provincial de la Voirie. Ce plan améliore tout d'abord les entrées et les routes de sortie de Québec afin que celles-ci soient conformes aux exigences du génie civil et propres à assurer la sécurité des gens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des citoyens de Québec ont protesté contre les plans du ministère de la Voirie pour le tracé des routes de sortie, plans qui étaient contraires au bon sens et à l'esthétique. Le premier ministre n'a-t-il pas reçu des plaintes de citoyens de Québec contre le plan du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) pour relier Québec, par Sillery, à la voie Sir-Wilfrid-Laurier, une route qui coûte cher?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai reçu aucune plainte. Et puis, de quelle sortie voulez-vous parler?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De celle qui coûte \$15,000,000. Du fameux boulevard construit pour Saint-Hyacinthe. À Québec, on a déploré le manque d'esthétique de la nouvelle voie aux alentours de Spencer Wood. Il y a eu des protestations. Ces plans de la voirie n'ont ni queue ni tête. Tous les chemins conduisent à Saint-Hyacinthe. Le gouvernement ne peut donner grand-chose aux municipalités de la province pour leur voirie parce que le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) a tout pris pour la voie Sir-Wilfrid-Laurier; pour cette voie, on a dépensé \$15,000,000. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a tout accaparé pour Saint-Hyacinthe. Le chemin du ministre aboutit à un clos de pacage. Une politique de gaspillage est à l'ordre du jour au ministère que dirige le député maire de Saint-Hyacinthe.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qui a protesté<sup>3</sup>?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) cache des choses au premier ministre. Les plans ont été condamnés même par les ingénieurs du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Je veux rendre service au premier ministre en l'avisant.

M. Jos. Boulanger dépense l'argent du peuple pour faire de la politique. Au lieu de massacrer les beautés naturelles de Québec sous prétexte de faire de l'embellissement, au lieu de dépenser de l'argent de cette façon, on eût été mieux d'employer l'argent à conserver les vies humaines en construisant des logements salubres aux pauvres gens et de faire disparaître les taudis que de planter des arbres. On gaspille actuellement au bénéfice du parti. Et puis combien a été réellement dépensé à date sur les \$150,000 votés par la Législature?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Commission a dépensé \$98,000 à date et il reste environ \$77,000<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne sais qui a renseigné le chef de l'opposition, mais il s'est probablement renseigné lui-même et c'est pour cela qu'il est dans l'erreur. Ou alors il devrait se défier des amis qui le renseignent au sujet de la voie Sir-Wilfrid-Laurier.

Il est vrai que le gouvernement a fait des travaux de voirie dans Québec, mais ce sont les ingénieurs de mon département qui ont préparé le tracé de la route de Québec à Sillery pour relier la

ville à la voie Sir-Wilfrid-Laurier. Je dois cependant dire que je suis intervenu moi-même pour porter à 160 pieds la largeur de l'emprise de la route Sir-Wilfrid-Laurier dans Québec (le chemin Saint-Louis) alors que, suivant les plans, l'emprise devait être de 100 pieds. Est-ce ça qui va déparer la ville de Québec? Je ne crois pas que les citoyens de Québec aient à se plaindre de cela.

Les travaux ont donc été exécutés avec l'approbation des ingénieurs de mon département. Le tracé a été fait suivant les meilleures règles de l'art de la construction, du bon sens et du génie civil. Nous avons choisi un tracé en ligne droite pour cette route de la ville de Québec, à partir du chemin Saint-Louis, pour prévenir les accidents. Nous n'avons pas fait comme au temps de l'Union nationale, prendre la ligne "croche". Car je sais que le chef de l'opposition préfère les lignes croches; il n'a jamais aimé la ligne droite pour les routes, quand il était au pouvoir. Les affaires de son gouvernement étaient si croches que ça paraissait même dans le tracé des routes qu'il construisait. Nous, nous préférons les lignes droites tant pour les chemins que pour l'administration de la province de Québec.

Nous avons amélioré les méthodes, au ministère de la Voirie; actuellement, on construit avec le même argent deux milles de route moderne pour ce qui en coûtait pour faire un mille de chemin au temps de l'Union nationale. La côte Saint-Sacrement<sup>5</sup>, améliorée à la satisfaction générale, constitue une magnifique entrée dans la Vieille Capitale. La voie Sir-Wilfrid-Laurier est admirée par tout le monde et ne nous a coûté que \$35,000 ou \$40,000, ce qui est un succès. Autrefois, sous l'Union nationale, c'était le patronage qui dictait le choix du site des chemins. Aujourd'hui, les travaux que je fais exécuter sont dans l'intérêt public et c'est la science du génie civil qui guide mon département dans ce qu'il entreprend par toute la province en matière de voirie.

Il nie que des protestations aient été formulées au sujet de la nouvelle voie Sir-Wilfrid-Laurier, entre Québec et le pont. Certains auraient voulu la faire croche et la monter sur la côte. On a préféré la faire droite. Lorsque la voie Sir-Wilfrid-Laurier sera terminée, elle n'aura pas coûté cher et nous aurons la plus belle et la plus longue voie du genre sur le continent américain, route de 140 milles libre de péage comme le gouvernement l'avait promis. À Philadelphie, il existe une grande route à peu près semblable et, pour y passer, il faut payer \$1.50. Elle est construite suivant le bon sens, suivant les principes modernes et en tenant compte du

climat. Elle sera ouverte et carrossable 12 mois par année.

Dans le comté de Saint-Hyacinthe, le chemin qui fait partie de la voie Sir-Wilfrid-Laurier a été construit sous l'Union nationale, sauf un mille. À l'heure actuelle et contrairement à ce qu'a laissé entendre le chef de l'opposition, ce n'est pas \$15,000,000 mais \$9,000,000 que le ministère a dépensé en tout pour la nouvelle voie, dont \$2,000,000 en travaux de chômage. Et il n'y a eu que très peu de travaux exécutés dans la ville de Saint-Hyacinthe. Si le chef de l'opposition veut savoir combien le gouvernement a dépensé pour la voie Sir-Wilfrid-Laurier, il n'a qu'à le demander. Ce chemin à Saint-Hyacinthe n'a pas coûté 10 % de ce qu'a dépensé inutilement l'Union nationale dans la ville des Trois-Rivières durant son administration.

Le chef de l'opposition se plaint des taudis, mais il oublie de dire qu'il en existait de son temps aux Trois-Rivières. Au lieu de les faire disparaître, de 1936 à 1939, il a préféré dépenser des millions pour construire de jolies écuries et vacheries.

Nous n'avons pas suivi les méthodes du chef de l'opposition, dont le gouvernement a construit et pavé la route de Matapédia en Gaspésie sous l'Union nationale. Ce n'était pas un pavage; on avait simplement peinturé le gravier avec du goudron pour cacher les défauts de la route. Sous le régime libéral, il nous a fallu dépenser \$150,000 pour la réparer un an après sa construction.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui était ministre de la Voirie quand cette route a été construite?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne le sais pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était le député de Laval (M. Leduc).

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Peut-être, mais ce que je sais bien, c'est que le chef de l'opposition l'avait choisi comme ministre et qu'il l'empêchait probablement de faire à son goût. Si on avait laissé faire le député de Laval (M. Leduc) suivant ses connaissances, la voirie aurait été bien meilleure.

**M. Leduc (Laval):** Je dois faire une mise au point. Le chef de l'opposition raconte bien mal l'histoire, car il la raconte à sa guise. À l'époque dont il vient d'être question, l'œuvre de voirie que le

ministère était en train d'édifier était tellement belle et nous recevions tellement de félicitations qu'elle a fait envie au premier ministre au point que ce dernier s'est substitué pendant six mois à mon humble personne.

Je ne discuterai pas des problèmes de la voirie dans ce débat. Mais je dirai ceci à cette Chambre: Si, aujourd'hui, le gouvernement peut faire une belle voirie à prix raisonnable et de véritables bons chemins, c'est parce que, précédemment, nous avons eu une succession de ministres de la Voirie soucieux de leur devoir, qui ont bien servi leur province et qui se sont contentés de faire avec les moyens dont ils pouvaient disposer. Ils ont essayé de donner à la province le meilleur et le plus complet réseau routier possible.

D'autres, aujourd'hui plus chanceux, bénéficient de l'organisation de base que nous avons mise sur pied. Ainsi, si on peut faire aujourd'hui une excellente voirie, c'est à cause du travail fait lorsque je dirigeais le département. Il n'est pas besoin d'abaisser les autres pour se hausser et je n'ai jamais prononcé un seul mot contre aucun de mes prédécesseurs à la direction de ministère de la Voirie. Quand on voudra discuter de cette question ici, j'en parlerai avec plaisir, car je n'ai pas oublié mon métier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au temps des libéraux, il y avait un Orateur de la Chambre, qui était le député de Saint-Hyacinthe et qui vendait des valises. Ceci ne s'est pas fait de notre temps. Le ministre se trompe quand il dit que c'est l'Union nationale qui a commencé la voie Sir-Wilfrid-Laurier dans Saint-Hyacinthe. Cette route va coûter trop cher, soit \$12,000,000. Elle est construite en partie sur des marais et elle aboutit à un champ de pacage dans l'État de New York. Le département de la Voirie est administré de façon scandaleuse, car tout est allé à Saint-Hyacinthe. Le ministre ne se rappelle-t-il pas avoir construit, au coût de \$25,000, un pont là où il n'y avait pas de route?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'était pour donner du travail aux chômeurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Allons donc! Le ministre de la Voirie avec ses travaux de chômage payait les chômeurs 6 cents de l'heure.

La nomination du colonel Boulanger n'aurait jamais dû être faite parce qu'il est l'organisateur libéral. L'organisateur du Parti Libéral ne peut pas être indépendant, et c'est le devoir de la Commission d'être indépendante de toute partisanerie politique.

Que le gouvernement ait donc le courage de faire des élections. Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) a essayé ça aux élections municipales de Saint-Hyacinthe et il s'est fait pasteuriser. Chacun approuve l'idée de faire de la ville de Québec la plus belle du continent et il importe, pour cela, de lui assurer les revenus suffisants et nécessaires. Les arbres sont toutefois moins importants que les logements salubres.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Lorsque le chef de l'opposition m'a interrompu pour faire une digression, comme c'est son habitude, j'allais dire au député de Matane (M. Gagnon) que la Commission d'embellissement a fait préparer des plans d'ensemble par les ingénieurs des trois départements et, au point de vue du génie civil, le travail est passablement avancé. Elle lui a adjoint un architecte paysagiste du gouvernement dans la personne de M. Deschamps. J'ai demandé à la Commission d'embellissement de Québec de consulter M. Tudor Hart, un grand artiste québécois, qui a visité les plus belles villes du monde entier au sujet de leur embellissement, afin que ces plans soient en tous points conformes à la beauté naturelle de Québec. Il est éminemment qualifié et le député de Matane (M. Gagnon) ne doit pas mettre en doute sa compétence. Il fera profiter la Commission et la ville de Québec de ses grands talents et de son expérience très précieuse. Mais M. Tudor Hart n'a pas encore travaillé pour la Commission et on n'a pas engagé de pourparlers avec lui.

Relativement au monument Jacques-Cartier, la Commission n'a pas dépensé \$20,000 seulement pour déplacer ce monument qui se trouvait sur la rue de la Couronne. Elle a acheté deux propriétés au coût de \$9,000, nivelé le terrain, commencé l'enfouissement d'un tuyau dans le ruisseau Lairet, fait des travaux de drainage, planté des arbres, etc., ce qui justifie amplement la dépense de \$20,000.

Québec a une beauté particulière qu'il faut à tout prix lui conserver et qui en fait une ville unique. Ce que le gouvernement fait en ce moment pour Québec aurait dû être commencé il y a 75 ans, de sorte que le travail de conservation et d'ornement entrepris il y a deux ans serait rendu plus facile. Si on l'avait fait, certaines horreurs n'auraient jamais existé, on aurait empêché des démolitions inutiles et dommageables de choses à conserver et amélioré l'aspect de Québec. La vieille ville de Champlain, de Frontenac, de Murray et de leurs successeurs recèle malheureusement des laideurs; elle a besoin de maquillages et, au surplus, elle doit contrecarrer des novateurs trop zélés et mal inspirés.

Le gouvernement entend continuer l'œuvre d'embellissement de la ville de Québec digne de son rang de capitale. Il y a deux choses que nous voulons maintenir dans les deux principales villes de la province: nous voulons conserver à Québec, capitale de la province, sa beauté, et à Montréal, métropole du Canada, sa puissance économique et son indépendance financière. C'est le seul moyen de conserver à la capitale et à la province son attrait pour les touristes, car au simple point de vue du tourisme, qui laisse des sommes très considérables, c'est déjà un magnifique placement. Mais nous voulons tout particulièrement que Québec garde son titre de plus belle ville d'Amérique.

Nous ne demandons que \$25,000 à la Chambre pour l'embellissement de la Capitale. Si la guerre était finie, ce n'est pas \$25,000 que nous demanderions à la Chambre de voter pour l'embellissement de la ville de Québec, mais bien davantage. L'important pour tout de suite, c'est de gagner la guerre, mais je puis vous assurer qu'après la guerre, et pendant une longue période, nous voterons beaucoup plus que cette somme pour l'embellissement de la ville, pour fournir du travail et pour faire ou améliorer différents aménagements nécessaires, afin de conserver à la Vieille Capitale son caractère historique et toute sa beauté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre croit-il que la guerre va se finir demain?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'espère que la guerre finira prochainement. Lorsqu'elle sera terminée, nous pourrions hâter l'embellissement de Québec parce que le chef de l'opposition sera encore au poste qu'il occupe en ce moment. Mon honorable ami a parlé d'élections depuis le début de la session parce qu'il sait que nous ne ferons pas d'élections pendant la session du Parlement. Il n'y aura donc pas d'appel au peuple pendant la session, mais, lorsque l'électorat sera appelé à juger le gouvernement actuel, il sera reporté au pouvoir.

Car le peuple a pu se rendre compte, depuis quatre ans, de la différence qu'il y a entre les promesses et les réalisations. L'électeur se souviendra de ce que le gouvernement libéral a fait et de ce que l'Union nationale n'a pas accompli. Le chef de l'opposition essaiera en vain, comme en 1936, de soulever beaucoup de poussière pour essayer de cacher la vérité et les œuvres du gouvernement; il aura beau faire beaucoup de promesses, le peuple ne se laissera pas tromper, car personne n'y croit plus.

Je le répète, le gouvernement veut que Québec demeure la plus belle ville d'Amérique et la somme de \$25,000 que nous demandons à la Chambre de voter est bien modeste.

**M. Chaloult (Lotbinière)** approuve le principe du bill et trouve que la Commission fait un excellent travail. Il est d'avis, toutefois, d'augmenter les pouvoirs de la Commission d'embellissement. Elle pourrait alors travailler plus efficacement. Québec est un centre touristique considérable, mais il ne suffit pas d'y aménager des parcs, de planter des arbres et des arbustes et de multiplier les jardins. Il importe donc de prendre les mesures nécessaires pour rendre à Québec son caractère historique, ce qui fait qu'elle diffère des autres villes du continent et qu'elle est en train de perdre. Incidemment, il rend hommage à l'œuvre accomplie par le Club des habitants pour embellir la région de Québec, depuis Trois-Rivières.

Ainsi, la ville de Québec continuera d'attirer des touristes en autant qu'elle sera différente des autres. Les touristes des États-Unis viennent voir ici ce qu'ils ne trouvent pas ailleurs; ils cherchent "something different", quelque chose qu'ils n'ont pas chez eux, qu'ils ne trouvent pas dans leur pays ou dans leur province. Il nous faut revenir à notre caractère français et créer chez nous cette atmosphère qui nous est propre si nous voulons voir le tourisme affluer dans notre province. Nous devons donc accentuer ses caractéristiques en préservant notre aspect français et différent qui constitue le gros appoint de notre tourisme.

Les Américains ne viendront pas visiter, ici, quelque pâle réplique des villes américaines. Ça ne peut les intéresser. Il cite des témoignages en ce sens. Quand on se promène à Québec, on constate que l'atmosphère intellectuelle de notre Vieille Capitale et de la province de Québec est changée; elle tend aussi à être de moins en moins française. On ne sait plus rire, dans notre janséniste ville de Québec<sup>6</sup>; le sourire est pourtant une particularité de notre caractère français.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande que le député de Lotbinière (M. Chaloult) propose l'ajournement du débat.

**M. Chaloult (Lotbinière)** accepte la demande du premier ministre et propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.



**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 2, intitulé: "Loi concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi, avec les amendements suivants qu'il la prie d'accepter:

1. L'article 2 est modifié:

*a.* en insérant dans la quatrième ligne du paragraphe *e*, après le mot "objet", les mots: "l'établissement de relations ordonnées entre employeurs et salariés ainsi que";

*b.* en retranchant, au paragraphe *g*, tous les mots qui suivent les mots: "groupe de salariés", dans la deuxième ligne, jusqu'à la fin de ce paragraphe.

2. L'article 12 est modifié:

*a.* en insérant dans la première ligne, après le mot: "poursuite", le mot: "pénale";

*b.* en insérant à la fin de la troisième ligne, après le mot: "Commission", les mots: "ou le consentement du procureur général".

Aussi le bill 3, intitulé: "Loi instituant une commission de relations ouvrières", avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est modifié:

*a.* en insérant dans la quatrième ligne du paragraphe *d*, après le mot:

"objet", les mots: "l'établissement de relations ordonnées entre employeurs et salariés ainsi que";

*b.* en retranchant, au paragraphe *f*, tous les mots qui suivent les mots: "groupe de salariés", dans la deuxième ligne, jusqu'à la fin de ce paragraphe.

2. L'article 17 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots: "dix pour cent du groupe de salariés" par les mots: "vingt salariés ne constituant pas moins de dix pour cent du groupe".

3. L'article 20 est modifié:

*a.* en retranchant, après les mots: "association d'employeurs", à la troisième ligne, les mots: "n'adhérera à une association de salariés ou d'aucune manière";

*b.* en insérant dans la cinquième ligne, après les mots: "ne cherchera", les mots: "d'aucune manière";

*c.* en retranchant, dans la sixième ligne, le mot: "telle";

*d.* en insérant à la fin de la septième ligne, après le mot: "association", les mots: "de salariés".

4. L'article 21 est modifié en insérant après le mot: "membre", dans les cinquième, dixième et onzième lignes, les mots: "ou officier".

5. L'article 23 est modifié en retranchant, dans la première ligne, le mot: "écrit".

6. L'article 49 est modifié:

*a.* en insérant dans la première ligne, après le mot: "poursuite", le mot: "pénale";

*b.* en insérant à la fin de la troisième ligne, après le mot: "Commission", les mots: "ou le consentement du procureur général".

**Projets de loi:****Arbitrage entre les services publics et les salariés**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 2 concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi.

Les amendements sont lus après division.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** passe en revue les quelques amendements apportés par le Conseil. Il déclare que, dans la plupart des cas, ils ne font qu'améliorer la phraséologie. Cependant, dit-il, je note que, dans le cas de l'article 12 du bill 2, le Conseil s'est rendu aux suggestions de l'opposition, en ajoutant au mot "poursuite" le mot "pénale". Dans la même phrase, la Chambre haute a détruit le bon effet de son amendement en ajoutant les mots "ou du procureur général", ce qui lui donne le droit d'autoriser les poursuites prises en vertu de ces lois. On fait maintenant de l'ingérence politique.

L'opposition, tout en ne concourant pas dans tous les amendements, se rend compte qu'il faut les

laisser passer vite. Ainsi, il avertit le gouvernement que certaines clauses seront inopérantes, mais il dit avoir fait son devoir et qu'il appartient au gouvernement de porter la responsabilité de sa législation.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Commission de relations ouvrières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 3 instituant une commission de relations ouvrières.

**M. l'Orateur** soumet la motion que les amendements soient maintenant lus.

Les amendements sont lus après division.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec ce bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi concernant l'arbitrage des différends entre les services publics et les salariés à leur emploi;

3 Loi instituant une commission de relations ouvrières.

**Le greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Usine de sucre de betterave à Saint-Hilaire**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 juin 1943, pour la production d'une copie de la correspondance échangée entre monsieur Paul Merker et le ministre de l'Agriculture ou tout autre officier ou employé de son département, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1940 au 1<sup>er</sup> juin 1943, relativement à l'établissement d'une usine pour la fabrication du sucre de betterave à Saint-Hilaire, dans le comté de Rouville. (Document de la session no 19)

##### **Sucrerie de betterave à Saint-Hilaire**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 23, 7 George VI, intitulé: "Loi accordant l'établissement d'une manufacture de sucre à betterave à Saint-Hilaire". (Document de la session no 20)

##### **Service des impressions et service de cinéphotographie**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au service des impressions et au service de cinéphotographie de la province. (Document de la session no 21)

### **Rapport du ministre de l'Agriculture**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1943. (Document de la session no 22)

### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

avons retenu la deuxième dénomination car, le 9 novembre 1943, le Comité des noms de rues recommanda de lui donner le nom d'avenue Saint-Sacrement.

6. *L'Événement* du 4 février 1944, à la page 3, a rapporté "dans la province janséniste de Québec".

---

### **NOTES**

1. Il s'agit des bills concernant l'entretien des prisonniers, l'inspection des hôtels, la loi du département des Affaires municipales et la loi des palais de justice et prisons.

2. Dans *La Presse* du 4 février 1944, à la page 14, le montant des dépenses indiqué est de \$100,000 contrairement à \$98,000 dans tous les journaux francophones. Nous avons choisi de garder le montant de \$98,000 cité dans les autres journaux, ce qui modifie la somme en disponibilité, passant de \$50,000 dans *La Presse*, à \$52,000.

3. M. Duplessis ne donne pas de précision, selon *Le Soleil* du 4 février 1944, à la page 6.

4. Ce montant est juste en autant que le premier ministre compte les \$25,000 du bill no 4 en discussion.

5. La plupart des journaux ont écrit "la route Bell" ou "la route des Bell" au lieu de la "côte Saint-Sacrement". La route Bell a été ouverte au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et est nommée ainsi en l'honneur de William et de David Bell, propriétaires de la manufacture W. and D. Bell, située au coin de la rue Saint-Vallier et de la rue Saint-Sacrement. Mais nous



Séance du mardi 8 février 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:**

**Rapports sur la  
Montreal Light, Heat & Power Co.  
entre 1920 et 1932**

**M. Barrette (Joliette):** 1. Relativement à Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou The Montreal Light, Heat and Power Company, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1920 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1932 inclusivement, des rapports ont-ils été faits au gouvernement de la province, entre autres au département du secrétariat, au département du Trésor ou au département du procureur général: *a.* relativement aux directeurs desdites compagnies; *b.* relativement aux profits réalisés par ces compagnies ou corporations?

2. À quelle date tous et chacun desdits rapports ont-ils été faits par lesdites compagnies?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** 1. *a.* Oui; *b.* Non.

2. Rapport pour 1920, reçu le 3 mars 1942; rapport pour 1921, reçu le 3 mars 1942; rapport pour 1922, reçu le 3 mars 1942; rapport pour 1923, reçu le 3 mars 1942; rapport pour 1924, reçu le 3 mars 1942; rapport pour 1925, reçu le 3 mars 1942; rapport pour 1926, reçu le 4 avril 1927; rapport pour 1927, reçu le 27 août 1927; rapport pour 1928, reçu le 19 juillet 1928; rapport pour 1929, reçu le 4 juillet 1929; rapport pour 1930, reçu le 5 août 1930; rapport pour 1931, reçu le 27 août 1931; rapport pour 1932, reçu le 15 août 1932.

**Rapports sur la  
Montreal Light, Heat & Power Co.  
entre 1902 et 1919**

**M. Barrette (Joliette):** 1. Relativement à Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou The Montreal Light, Heat and Power Company, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1902 inclusivement jusqu'au

31 décembre 1919 inclusivement, des rapports ont-ils été faits au gouvernement de la province, entre autres au département du secrétariat, au département du Trésor ou au département du procureur général: *a.* relativement aux directeurs desdites compagnies; *b.* relativement aux profits réalisés par ces compagnies ou corporations?

2. À quelle date tous et chacun desdits rapports ont-ils été faits par lesdites compagnies?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non.

**Rapports sur la  
Montreal Light, Heat & Power Co.  
entre 1933 et 1944**

**M. Barrette (Joliette):** 1. Relativement à Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou The Montreal Light, Heat and Power Company, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, des rapports ont-ils été faits au gouvernement de la province, entre autres au département du secrétariat, au département du Trésor ou au département du procureur général: *a.* relativement aux directeurs desdites compagnies? *b.* relativement aux profits réalisés par ces compagnies ou corporations?

2. À quelle date tous et chacun desdits rapports ont-ils été faits par lesdites compagnies?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** 1. *a.* Oui; *b.* Non.

2. Rapport pour 1933, reçu le 5 juillet 1933; rapport pour 1934, reçu le 27 juillet 1934; rapport pour 1935, reçu le 30 août 1935; rapport pour 1936, reçu le 12 septembre 1936; rapport pour 1937, reçu le 1<sup>er</sup> septembre 1937; rapport pour 1938, reçu le 11 août 1938; rapport pour 1939, reçu le 31 août 1939; rapport pour 1940, reçu le 31 août 1940; rapport pour 1941, reçu le 30 août 1941; rapport pour 1942, reçu le 1<sup>er</sup> septembre 1942; rapport pour 1943, reçu le 1<sup>er</sup> septembre 1943.

**Prix des  
engrais chimiques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les cultivateurs, et je reçois un grand nombre de lettres à cet effet, se plaignent présentement de ce que les prix de leurs produits sont plafonnés, mais qu'il n'y a pas de

plafond quand il s'agit d'acheter des engrais chimiques. Comme cela comporte des difficultés additionnelles pour les agriculteurs, le gouvernement devrait intervenir à Ottawa pour obtenir la disparition du plafonnement des prix des produits agricoles. À cet effet, j'aimerais savoir si le gouvernement va prendre les mesures voulues pour que le trust des engrais chimiques cesse d'exploiter honteusement les cultivateurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement provincial s'intéresse au sort des agriculteurs de cette province et a prévu depuis longtemps cette situation. Moi-même, à titre de ministre de l'Agriculture, j'ai fait des démarches à Ottawa; des correspondances ont été échangées pour que les prix des engrais chimiques ne subissent pas de hausse immodérée et on a fixé des prix raisonnables pour les produits agricoles.

Grâce à l'intervention du gouvernement, la situation du cultivateur est meilleure au cours de cette guerre qu'elle ne l'était dans l'autre guerre. S'il y a un plafond sur les prix des produits agricoles, il y a aussi un plancher qui les empêche de baisser, en sorte que les cultivateurs sont assurés d'un revenu convenable qui leur permet de couvrir la totalité de leurs frais et d'avoir un bon rendement de leur production.

En ce qui regarde les prix des engrais chimiques, on se rend compte qu'ils n'ont pas monté follement ou autant qu'on aurait pu le craindre, car on a bénéficié de l'expérience de la dernière guerre, à cette guerre-ci. Ces prix se sont maintenus à un niveau raisonnable et, avant longtemps, les prix seront meilleurs pour les cultivateurs. Sans vouloir faire de politique, je me permettrai de rappeler que, dans le dernier conflit, les prix des engrais chimiques ont subi une hausse formidable. Aujourd'hui, les prix sont moins élevés.

D'autre part, grâce à la bonne entente entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa et les coopératives agricoles, à qui le gouvernement fait acheter les engrais chimiques et qui les vendent aux cultivateurs, ceux-ci ont pu s'en procurer à des prix abordables et ils sont assurés d'avoir des prix convenables pour la vente de leurs produits. En réalité, les cultivateurs paient leurs engrais chimiques \$2.50 à \$3.50 de moins la tonne dans le Québec que dans la province d'Ontario<sup>1</sup> qui cependant achète plus d'engrais chimiques que les cultivateurs de Québec. C'est en assurant des facilités de transport et en organisant des achats en gros que Québec a pu obtenir des prix plus avantageux.

Avec l'aide du fédéral, le gouvernement de la province a aussi développé les établissements où l'on prépare et distribue les amendements calcaires au bénéfice de nos cultivateurs.

Ces derniers peuvent donc payer leur pierre à chaux au moins 50 % moins cher que ceux de l'Ontario. Cela démontre que le gouvernement coopère avec les cultivateurs.

Actuellement, nous sommes en période de prospérité agricole. Il me fait plaisir de dire à la Chambre qu'aucune classe de la société ne fait davantage son devoir, non seulement pour l'œuvre de guerre mais aussi pour la préparation de l'après-guerre, que la classe agricole du Québec. C'est par millions que les cultivateurs mettent de l'argent de côté dans les caisses populaires ou ailleurs afin d'avoir un capital pour l'avenir, et ils seront prêts à faire face, de façon pratique, à l'après-guerre.

#### **500,000 livres de viande impropre**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aurais maintenant à poser certaines questions au ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx).

On vient de savoir que 500,000 livres de viande ont été condamnées la semaine dernière, à Québec, dans des entrepôts frigorifiques appartenant au fédéral<sup>2</sup> à cause de leur mauvais état. Personne ne veut qu'on mange de la mauvaise viande, mais il est souverainement injuste, inhumain et stupide qu'on maintienne le rationnement de la population et que les gens soient privés de viande quand ils en ont tant besoin, alors qu'on laisse pourrir ainsi des centaines de mille livres de viande. Je voudrais que le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) nous donne des explications et nous dise quelles sont les dispositions qu'il a prises et ce que le gouvernement entend faire pour faire face à cette situation.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Puisque la viande se trouve dans des entrepôts fédéraux, c'est le gouvernement fédéral qui en est entièrement responsable et qui s'en charge. Mais, bien que cette affaire relève du domaine fédéral, nous avons fait, depuis que nous savons cela, nos représentations à Ottawa sur ce sujet. Je puis assurer le chef de l'opposition que nous nous occupons activement de cette question et que nous prendrons les mesures qui s'imposent.

**Projets de loi:****Embellissement  
de Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le premier ministre (l'honorable M. Godbout), et dont le texte se lit comme suit: Que l'article 5 de la loi pour l'embellissement de la cité de Québec (5 George VI, chapitre 71), modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 49, soit de nouveau modifié en remplaçant les mots "cent cinquante mille dollars", dans la première ligne du premier alinéa, par les mots "cent soixante-quinze mille dollars".

**M. Chaloult (Lotbinière):** M. le président, j'espère que mes collègues me pardonneront de leur parler d'une voix un peu éraillée. Ceci est dû au fait que j'ai assisté, en fin de semaine, au congrès du Bloc populaire<sup>3</sup>, à Montréal, et que j'y ai trop parlé.

(Rire général)

L'attrait de la ville de Québec réside dans ses caractéristiques proprement françaises qu'il faut à tout prix lui conserver, si nous voulons continuer d'attirer le tourisme chez nous. Il faut absolument conserver à Québec son visage français, ce que les touristes aiment à voir dans la Vieille Capitale. Outre un motif de fierté, cette préservation nous attirera des milliers de touristes à la recherche de nouveautés et de l'inséité. C'est une industrie qui nous rapporte \$80,000,000 par année et, au lieu de ces \$80,000,000, les touristes laisseraient beaucoup plus qu'en Ontario, qui en retire \$150,000,000, si la province savait les attirer.

J'espère que la Commission d'embellissement s'occupera de conserver l'architecture française qui nous est propre et qui fait l'attrait de Québec. Pourquoi ne s'occuperait-elle pas des vieilles

maisons et ne les entourerait-elle pas de soins jaloux et d'un culte respectueux? Il suggère ensuite que l'on maintienne ou que l'on reconstruise, dans la banlieue de Québec, les anciens moulins à vent qui intéresseraient tant les Américains, et il cite des témoignages à l'appui de cette prétention.

Il voudrait qu'on dépensât de l'argent dans des campagnes radiophoniques afin de faire l'éducation de notre population, qu'il faudra convaincre de conserver ce qui lui reste. Pourquoi la Commission d'embellissement ne consacrerait pas une partie de ses argents pour une telle propagande? Elle pourrait demander à nos gens de conserver leurs vieilles reliques françaises, en vue de la conservation de l'âme française et de l'intérêt pécuniaire de la province entière.

Le touriste désire quelque chose de différent qu'il ne trouve pas chez lui; c'est en conservant notre caractère français, et non en s'américanisant, qu'on attirera chez nous l'étranger et qu'on le gardera en l'y intéressant.

Les Américains, entre autres, veulent voir du nouveau chez nous. Certains coins historiques de la Vieille Capitale et de la province pourraient être reconstitués. Il cite l'exemple des soins jaloux apportés à la conservation du vieux quartier français de la Nouvelle-Orléans.

Accentuons notre caractère français, car il n'y en a pas assez dans notre ville. Il faudrait des menus français dans les grands hôtels, car on n'en trouve presque pas dans nos hôtels et restaurants de la ville de Québec; ils sont exclusivement en anglais. À Londres, les menus sont français dans les grands restaurants.

Pourquoi appeler la résidence du lieutenant-gouverneur Spencer Wood? Il me semble que, dans la capitale française du Canada, on pourrait, pour cette résidence, trouver un nom français. D'ailleurs, quand les membres de la Conférence de Québec ont été invités à Spencer Wood, ils auraient sans doute préféré que le nom de cette hospitalière demeure soit français.

Pourquoi appeler la terrasse du Château terrasse Dufferin? Pourquoi ne pas lui donner le nom de terrasse Frontenac? Les nombreuses rues à nom anglais, les grandes réclames en anglais et souvent dans un mauvais anglais ne donnent pas une idée exacte de Québec.

Henry Bordeaux<sup>4</sup>, au cours d'une visite à Montréal, disait de cette dernière: "J'ai l'impression d'être dans une ville anglaise, au milieu de Français<sup>5</sup>." Ce pauvre Bordeaux, il était à l'hôtel Mont-Royal et il a cherché vainement à se faire

servir en français, car les garçons ne parlent pas français. Et là aussi, pas de menus en français. À l'occasion d'un voyage récent à Montréal, pour un congrès, j'y suis allé, à cet hôtel. On n'y parle pas français et j'ai tenté sans succès d'avoir un menu français. On dit que c'est un peu mieux au Windsor<sup>6</sup>, mais je ne sais pas, je n'y suis pas allé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le député de Lotbinière (M. Chaloult) a été invité à l'hôtel Windsor, au congrès du Bloc populaire, en fin de semaine?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Non, franchement, je n'y ai pas été invité, si cela peut faire plaisir ou intéresser le chef de l'opposition.

**Un député ministériel:** Qui est propriétaire du Windsor?

**M. Chaloult (Lotbinière):** (Souriant) Je ne le sais pas.

Je suis en faveur de la création d'un ministère provincial du tourisme ou de la propagande, qui s'occuperait de notre propagande. Ce ministère pourrait avoir un double objet: la propagande à l'intérieur de la province et la propagande à l'extérieur. La partie extérieure se diviserait elle-même en deux: une section pour le Canada, une section pour l'étranger. Le but général en ce qui concerne la propagande extérieure serait de montrer les Canadiens français sous leur vrai jour, d'exposer leurs attitudes et d'en donner les raisons.

Ce serait aussi d'attirer l'attention des étrangers sur nos beautés naturelles et historiques et afin de développer le tourisme, tant à l'extérieur, c'est-à-dire dans les autres provinces et aux États-Unis, qui servirait à mieux nous faire connaître, qu'à l'intérieur de la province, qui pourrait voir à la conservation de notre esprit français, et de porter à la connaissance des touristes ce qu'ils peuvent trouver d'intéressant et de différent dans la province de Québec. La propagande intérieure aurait pour objet de convaincre les Canadiens français eux-mêmes qu'ils ont intérêt à montrer leur vrai visage, c'est-à-dire un visage français, et à conserver jalousement les reliques du passé.

Ce serait très important, ne serait-ce que pour faire connaître notre point de vue à l'étranger. Très souvent, nous avons l'écho de remarques peu sympathiques à notre endroit parce que, aux États-Unis, on ne connaît pas le point de vue de Québec. Si on se défie de nous en plusieurs milieux, si on ne

nous apprécie pas comme il le faudrait, c'est le plus souvent parce qu'on nous connaît mal. Cette suggestion est aussi celle de l'abbé Tessier. Une propagande intérieure et extérieure nous rendrait d'immenses services. Et, comme chef de ce nouveau ministère, je suggère l'actuel directeur de l'Office du tourisme et de la publicité, M. Maurice Hébert, dont je loue la compétence. Il ferait un excellent ministre de la propagande.

Le travail que la Commission a fait jusqu'ici n'est pas suffisant, dit-il, et il demande que l'on conserve notre esprit national.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** L'opposition a mis en doute les activités de ceux qui font partie de la Commission d'embellissement de la ville de Québec. Pour ma part, en tant que député de Québec, je m'intéresse vivement au travail excellent qu'a accompli, à date, la Commission d'embellissement de Québec. Il convient de rendre justice à ceux qui donnent gratuitement leur temps à la Commission, composée de trois citoyens de bonne volonté, Son Honneur le maire de Québec, Lucien Borne, le lieutenant-colonel J.-L. Boulanger et M. Émile Castonguay, représentant la Chambre de commerce de Québec et administrateur général de *L'Action catholique*, qui ont consenti à se dévouer pour l'embellissement de Québec. Il rend hommage à la valeur, au désintéressement et à la compétence de ces trois membres de la Commission d'embellissement.

Le président, il est vrai, M. Joseph-L. Boulanger, est l'organisateur des forces provinciales libérales dans le district de Québec. Mais il ne l'était pas lorsqu'il a été nommé président; du reste, ce n'est pas parce que l'on est organisateur d'un parti politique que l'on n'a pas le droit de s'intéresser à des travaux visant au bien commun et que l'on ne fait pas son devoir. Le fait d'appartenir au Parti libéral ne lui enlève aucune de ses qualités.

Depuis leur nomination, les trois commissaires n'ont pas retiré un sou de salaire ou de dépenses d'aucune sorte. Ils ont travaillé en collaboration avec les pouvoirs publics, les ingénieurs de la ville et de la province et se sont dépensés sans compter.

La semaine dernière, l'honorable député de Matane (M. Gagnon) a dit qu'il n'existait pas de plan d'ensemble de notre ville. Je dois lui dire qu'il existe un plan du genre, préparé avec la collaboration des ingénieurs et des architectes de la ville de Québec, des ingénieurs provinciaux, des commissaires et du gouvernement. Il a été préparé sans qu'il en coûte un



sou; il est à peu près complété et a été soumis à M. Tudor Hart, l'artiste québécois bien connu.

Le rapport de la Commission démontre que celle-ci n'a pas dépensé avec largesse; on y est plutôt allé avec sagesse, et on a procédé à l'exécution des travaux les plus pressants, là où c'était nécessaire: l'amélioration des parcs et des monuments, l'émondage des arbres, le décongestionnement du trafic par l'ouverture de grandes artères aux entrées de Québec, la transformation de la place du monument Jacques-Cartier, un endroit historique, etc. On a surtout voulu préparer l'avenir alors que des sommes d'argent plus considérables seront mises à la disposition de la Commission. Ainsi, ces dépenses ont été faites avec la plus grande parcimonie à cause de la guerre. Et ce n'est qu'un commencement dans l'embellissement de Québec. Il faut unir tous les efforts pour faire de Québec la plus belle ville du continent et l'une des plus belles villes du monde.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre des Terres est, d'après le premier ministre, un grand expert en questions ouvrières. Mais, chose étonnante, lui qui n'a pas ouvert la bouche la semaine dernière, lorsque nous avons discuté deux lois ouvrières importantes, le voilà rempli de zèle pour défendre l'organisateur politique du Parti libéral. Le triste avenir du Parti libéral, voué partout à la défaite, semble l'intéresser beaucoup plus que l'avenir des ouvriers. Tout le monde, dit-il, est en faveur de conserver à Québec son caractère français et d'en faire, suivant le mot du cardinal Villeneuve, qui a dit que Québec a le devoir d'être une "petite Rome et un petit Paris".

Mais il est également évident pour tout le monde que M. J.-L. Boulanger ne travaille pas contre les intérêts du Parti libéral. On veut faire de la Commission, par l'entremise du colonel Boulanger, une officine de petite politique. Le gouvernement veut s'immiscer dans les affaires de Québec. Ce n'est donc pas avec la Commission que le gouvernement a nommé ce qu'on gardera à Québec son caractère français. Elle servira plutôt à mousser les intérêts du Parti libéral.

La Commission a déjà dépensé \$150,000 pour embellir la cité de Champlain. Mais que fait-on de tout cet argent? Je vois dans le rapport dont l'opposition a demandé copie des choses inouïes. Par exemple, on a dépensé pour planter des arbres sur des propriétés privées appartenant à des citoyens de Québec. Voici en effet ce que dit le rapport, à la page 2, sous le titre *Plantation d'arbres et arbustes*:

La Commission avait prévu une dépense de \$16,000 pour la plantation, la taille et l'émondage des arbres dans la ville de Québec, non seulement sur le domaine public, mais aussi chez les particuliers. Elle a maintenu pendant neuf mois de l'année deux équipes de spécialistes qui ont planté, abattu, taillé des centaines d'arbres sur les propriétés privées, en bordure des rues et sur les terrains publics.

Je ne suis pas contre les arbres sur les propriétés privées, mais il me semble que l'argent du gouvernement pourrait être dépensé pour des fins plus dans l'intérêt public. Il y a un travail qui presse plus que de planter des arbres. Il y a dans la ville de Québec un grand nombre de taudis; on aurait pu travailler à les faire disparaître et à faire disparaître aussi d'autres laideurs qui crèvent les yeux et les endroits disgracieux de Québec dont ceux que salissent certaines annonces. Et il aurait mieux valu employer cet argent à construire des logements salubres dans Québec. Puis il reproche au gouvernement d'avoir privé la ville de Québec de revenus considérables en faisant exempter de taxes municipales qu'ils avaient à payer plusieurs immeubles de la Vieille Capitale. Le gouvernement a fait adopter par le Conseil législatif des exemptions de taxes en faveur du Winter Club dirigé par l'amiral Saint-Laurent. Qu'on commence par laisser à la cité de Québec ses revenus et elle embellira elle-même.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Chicoutimi veut absolument mêler de la politique où on ne devrait pas en trouver; il travaille à faire passer les politiciens pour des gens malhonnêtes. Il s'objecte à la Commission parce qu'elle est présidée par le colonel Boulanger, organisateur du Parti libéral. Je ne sache pas qu'il soit indécent pour un homme de travailler à l'organisation du Parti libéral et on n'est pas nécessairement mauvais citoyen parce que l'on est organisateur de son parti.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une fonction de coroner.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Chicoutimi (M. Talbot) veut donner l'impression que faire de la politique, c'est travailler pour ses intérêts personnels. Il devrait penser qu'il est lui-même un homme de politique. On a tort de mettre le public sous l'impression qu'un homme politique est un homme qui a l'esprit déformé et que faire de la politique, c'est naturellement sale. Et, si c'est là l'opinion du député de Chicoutimi, qu'il la garde.

Nous de ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que ceux qui font de la politique travaillent plutôt à préparer notre avenir. Faire de la politique, c'est s'occuper de l'intérêt de tous, c'est travailler pour le bien de la province dans tous les domaines. Le député de Chicoutimi (M. Talbot) et les autres membres de l'opposition sont des politiciens au même titre que le colonel Boulanger qui est un homme honnête et un homme d'expérience, par suite de son long séjour au ministère de la Voirie. Le colonel Boulanger n'a pas démérité de ses concitoyens parce qu'il fait de la politique. Nous ne voulons pas croire qu'un homme qui s'est occupé de politique doit être mis au ban de la politique. C'est un homme précieux dans la Commission d'embellissement de Québec.

D'ailleurs, le colonel Boulanger n'était pas organisateur libéral lorsqu'il a été nommé président de la Commission. Il occupait le poste occupé actuellement par M. Maurice Hébert qu'un député (M. Chaloult) vient de recommander pour être ministre de la propagande. Le colonel Boulanger a été choisi à ce poste à cause de sa compétence. Après avoir été directeur du tourisme et sous-ministre de la Voirie, il était l'homme tout désigné pour remplir la position que le gouvernement lui a confiée, pour s'occuper particulièrement des travaux préliminaires d'embellissement qui devaient être, surtout, des travaux de voirie. Il était donc qualifié pour s'occuper de la fonction qu'on lui a confiée, et sa nomination a été bien accueillie par tous les milieux qui le connaissaient.

La Commission est composée d'hommes consciencieux et compétents. Les trois commissaires, dont Son Honneur le maire Borne et M. J.-Émile Castonguay, offrent toutes les garanties possibles de clairvoyance, d'élévation et de droiture d'esprit, d'impartialité et de patriotisme véritable.

Faisant allusion aux remarques du député de Lotbinière (M. Chaloult), qu'il félicite du ton élevé sur lequel il place le débat, le député de Lotbinière, dit-il, cherche à avancer la cause de l'embellissement. Il a fait plusieurs suggestions dont je le remercie. Je lui signalerai, cependant, que le gouvernement a déjà commencé à mettre ces suggestions en pratique. Il travaille à l'embellissement non seulement de la capitale, mais de toute la province. Actuellement, les 60 cercles de fermières, les agronomes et les autres employés du gouvernement, de même que le Club des Habitants travaillent, chacun dans leur sphère, à l'embellissement de nos campagnes et ont mission de ne jamais perdre une occasion de travailler à cet

embellissement. Tous les agronomes ont aussi reçu l'ordre de favoriser l'embellissement par tous les moyens à leur disposition. Tous se vouent à la beauté extérieure de notre province; ils veillent à la conservation des vieilles maisons et, dans ces dernières, l'art paysan est à l'honneur.

Mon gouvernement se préoccupe également de conserver à nos campagnes leur caractère historique et français. Il y a deux ans, le gouvernement a organisé un concours d'architecture pour l'embellissement des campagnes, dans le but de conserver ou de recréer le véritable type de maisons canadiennes-françaises, expression même de l'âme française, chez nous. Quinze plans différents de maisons ont été soumis et une brochurette qui contiendra ces plans et leurs spécifications est en préparation pour l'embellissement de nos centres ruraux et urbains. Elle sera prochainement distribuée gratuitement au public.

À l'Agriculture, un département spécial, le service de construction rurale a été créé pour surveiller la construction des bâtisses de ferme et aide à préserver le cachet de la province. L'embellissement préoccupe le gouvernement. Nous considérons qu'il est de souveraine importance.

Les Canadiens français doivent être, en Amérique, l'expression de quelque chose de particulier, qu'on ne trouve pas ailleurs. Notre mission, à nous, doit s'exercer non pas seulement dans la province, dans notre ville ou notre village, mais dans tout le Canada et dans l'Amérique tout entière. Cette mission consiste à faire rayonner notre civilisation et notre culture française et latine dans toute l'Amérique. On veut des menus d'hôtels en français, des ameublements d'hôtels qui soient bien de chez nous. Nous pouvons jouer un rôle large, généreux et qui sera toujours à notre avantage. C'est dans cet esprit que nous avons institué cette Commission et que nous voulons embellir la ville et la province de Québec. Il est du devoir du gouvernement d'embellir la capitale de la province, la ville de Québec.

D'ailleurs, mon collègue le ministre des Affaires municipales, du Commerce et de l'Industrie (l'honorable M. Drouin) fera bientôt part à la Chambre d'un projet relatif à la création, dans la province, d'une commission spéciale d'architecture paysagiste et d'embellissement que toutes les municipalités du Québec, les commissions d'embellissement et autres organismes du genre pourront consulter pour avoir des conseils ou de l'aide. Le député de Chicoutimi souffre de déformation d'esprit parce qu'il ne veut pas voir un

politicien à la tête d'une commission. Et, sur ce, il prend la défense des politiciens.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre ne manque pas d'audace. Je suis surpris que le premier ministre parle de déformation d'esprit, lui, l'homme qui fait des serments par oubli ou par distraction.

(Applaudissements à gauche)

C'est parce que nous respectons le premier ministre de la province et la fonction de politicien que nous ne voulons pas que des politiciens fassent des serments par oubli ou distraction, qu'ils aillent en Angleterre cirer les bottes des soldats, et surtout, quand ils sont premiers ministres, qu'ils ne commandent pas aux concitoyens de manger de la viande de cheval<sup>7</sup>. Si les employés civils ne peuvent faire de la politique, pour n'avoir pas à choisir entre leur intérêt et leur devoir, c'est indécent de voir le colonel Boulanger à la tête de la Commission. Les fonctions du colonel Boulanger comme organisateur politique et comme président d'une commission qui exerce du patronage sont incompatibles.

Le gouvernement ne devrait pas placer ainsi un homme dans l'obligation de choisir entre son devoir et ses intérêts politiques. Les fonctionnaires de la province n'ont pas le droit de faire de la politique. À plus forte raison, le président de la Commission d'embellissement ne devrait pas être l'organisateur du Parti libéral. Il n'est pas convenable que l'organisateur du Parti libéral soit président de la Commission et il ne devrait même pas être membre de cette Commission. Le premier ministre dit que le colonel Boulanger était un grand expert en voirie. Si le colonel Boulanger est qualifié et un si bon homme, pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas nommé sous-ministre de la Voirie? Le but du gouvernement en le nommant président de cette Commission était de se servir de ce petit patronage pour faire de la petite politique, comme il a toujours fait, partout et toujours.

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre a parlé du colonel Boulanger. Avant la guerre, le Parti libéral avait un nombre impressionnant d'amis qui étaient des colonels honoraires. Nous avons vu le colonel Boulanger, le colonel Oscar Gilbert, le colonel Henri Gagnon, le colonel C.-E. Marquis, le colonel Dessureault. Ces colonels étaient des gens très distingués, extraordinairement braves. Mais, quand la guerre a éclaté, on les a vus serrer leurs costumes brillants, leurs épées, leurs fusils et bonnets à poil.

(Rires dans la Chambre et dans les galeries)

Plus que cela, quand le gouvernement a voulu redorer son blason en nommant M. Cyrille Vaillancourt au Conseil législatif, celui-ci s'est empressé de se faire nommer colonel honoraire. Quant au colonel J.-L. Boulanger, je l'apprécie plus comme colonel que comme président de la Commission d'embellissement. Mes électeurs trouvent qu'il néglige ses fonctions. En effet, l'été dernier, on l'a vu régulièrement venir faire de l'embellissement dans le comté de Matane. Le gouvernement a retiré le patronage au Dr Roland Bergeron, mon adversaire de 1939, qui est le fils de l'ancien député du comté, pour confier cette charge au colonel Boulanger. Il reproche au colonel Boulanger de s'occuper du patronage dans le comté de Matane et il lui en veut, vu ses affiliations politiques.

Le député de Lotbinière (M. Chaloult) voudrait faire disparaître de la ville de Québec tous les noms anglais. Il ne faut pas aller au point de vouloir tous les changer. J'aimerais bien savoir ce qu'il penserait si l'on faisait disparaître les noms français qui existent aux États-Unis. Il en est qui ont été donnés pour honorer la mémoire de personnages qui ont bien servi la patrie et qui ont mis en pratique la noble idée de la collaboration entre les deux races. À Québec, la terrasse Dufferin évoque la mémoire de l'un des gouverneurs qui ont fait le plus pour les Canadiens français et qui ont été le plus estimés de la nationalité canadienne française. Il fut l'ami des Canadiens français.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai demandé de refranciser davantage. Il y a une différence.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement devrait au moins donner l'exemple en ce qui concerne l'embellissement de Québec. C'est le gouvernement libéral qui est toujours le plus responsable des pires horreurs et d'enlaidir Québec avec la construction de certains édifices. C'est à lui qu'on doit le Musée provincial, construit de travers et le massacre architectural de l'édifice principal du parlement. Prenez les deux édifices parlementaires de la rue Saint-Augustin; ils déparent l'édifice central qui est très beau; ils ne sont même pas construits en ligne droite. La Commission des accidents du travail a construit une bâtisse qui est une autre horreur.

Il n'y a pas à remonter bien loin dans l'histoire. C'est le gouvernement actuel qui a commencé l'an dernier la construction du nouvel édifice de la Commission des accidents du travail sur la Grande-Allée et qui ne sera pas un ornement pour la ville de Québec: ce sera une horreur! Le

gouvernement devrait donc donner l'exemple de l'embellissement de Québec en construisant de plus belles bâtisses. Le gouvernement devrait prendre tous les moyens efficaces pour donner aux vieux édifices et aux vieilles maisons de Québec leur caractère ancestral.

Selon le rapport devant nous produit, la Commission de l'embellissement a exagérément dépensé \$5,000. Car le rapport de la Commission décrit ainsi les travaux qui ont été exécutés à cet endroit: "La Commission a dépensé plusieurs milliers de dollars (exactement \$5,000, d'après l'arrêté ministériel) pour l'embellissement du boulevard Langelier, parce qu'il possède le quartier Jacques-Cartier. Elle a non seulement payé pour le gazonnement complet du terrain, elle a fait tailler une trentaine d'ormes, planter 44 arbres et 83 touffes de chèvrefeuille<sup>8</sup>. Elle a procédé à l'aménagement des parcelles qui longent le côté du boulevard Langelier, par la plantation de 600 arbustes d'essences variées qui offrent un très joli coup d'œil." Deux bons jardiniers pouvaient tailler ces arbres en deux jours. Les plants d'arbres, le gouvernement pouvait les avoir pour rien à la pépinière Berthier. Quant au chèvrefeuille, il pouvait les prendre dans ses serres. Je me demande comment la Commission a pu dépenser ces \$5,000.

On lit également ceci à la page 3 du rapport: "La Commission a aussi accordé à la ville de Québec un octroi de \$300 qui servira à préparer au cours de l'hiver des plants de fleurs pour l'embellissement des parterres et des propriétés. La ville a bien voulu mettre des serres à la disposition de la Commission pour ce travail." Mais pourquoi cet octroi à la ville quand elle a ses propres serres et que le gouvernement a les siennes? Le député de Chicoutimi a sonné la note juste. Ces petits détails démontrent comment le gouvernement dépense l'argent du peuple. C'est là un scandale. Je m'étonne que la Commission ait pris \$300 dans son budget pour faire préparer des fleurs par la ville, alors qu'on ne sait que faire des serres du parlement et qu'il y travaille à l'année 22 hommes. Le rapport de la Commission est du remplissage.

Quant au plan d'ensemble de la ville de Québec, je doute qu'il existe et les ingénieurs de la ville n'ont jamais été consultés. Ainsi, il n'y a pas de plan d'ensemble, on travaille dans l'à-peu-près et on dépense sans discernement.

Nous sommes pour l'embellissement de Québec et nous n'avons pas d'objection à ce qu'on dépense pour la ville, mais qu'on fasse cela sous la direction de gens compétents, des architectes, des

historiens, des archéologues. On aurait dû consulter les ingénieurs de la ville. On a également négligé de consulter M. Greber<sup>9</sup> en 1941, alors qu'il était de passage à Québec. La Commission ne jouit pas de la confiance du public. D'ailleurs, le gouvernement a reçu un soufflet de la municipalité de Sillery qui demande dans son projet de loi à être soustraite de la juridiction de la Commission d'embellissement, dont trois des membres sont nommés par le gouvernement. Bref, c'est du petit patronage politique que fait la Commission provinciale. Et le rapport est inexact.

Par sa charte, la cité de Québec a obtenu le pouvoir de nommer une commission d'urbanisme et de conservation, qui peut faire quelque chose. Elle possède des pouvoirs; elle a le droit de dépenser \$50,000. Le gouvernement la met de côté pour avoir sa petite commission à lui, présidée par l'une de ses créatures. Or, le gouvernement vote de l'argent à celle de ces deux commissions qui n'a pas de pouvoir: la Commission provinciale. Le seul pouvoir de la Commission d'embellissement est de dépenser de l'argent. Il ne donne rien à la Commission municipale d'urbanisme qui dispose des pouvoirs nécessaires.

La Commission d'urbanisme peut s'opposer à la démobilisation des maisons ayant un cachet historique. D'autant plus que la Commission d'embellissement n'a aucun plan d'ensemble<sup>10</sup>. Nous sommes en faveur, certes, que l'on dépense beaucoup d'argent pour embellir Québec; nous sommes même prêts à voter n'importe quelle somme, mais à la condition que cet argent soit administré par une commission compétente et investie des pouvoirs nécessaires. Il aura donc un amendement à apporter avant la troisième lecture.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ça ne dérange pas le député de Matane (M. Gagnon) qui vient de dire des choses qu'il sait contraires à la vérité sur quatre points, notamment sur le boulevard Langelier; on ne s'est pas contenté de planter des arbres et de mettre du gazon. Les travaux exécutés ont plus d'ampleur que ne veut le faire croire le député de Matane (M. Gagnon). La Commission a fait là des travaux considérables: on a enlevé la chaîne de pierre qui entourait le parc, on a baissé le talus, on a rétréci la largeur de la bande gazonnée, on a créé un terrain de stationnement pour les autos, on a réparé les bancs qui sont là et on a planté de gros arbres. Les sommes dépensées l'ont été à bon escient et d'importants travaux ont été entrepris pour embellir Québec.

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre ne dit pas la vérité, lance-t-il. Je n'ai fait que citer textuellement le rapport de la Commission. Ce n'est pas ma faute si le rapport n'est pas exact.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Matane (M. Gagnon) doute de l'existence du plan d'ensemble? Eh bien, en voici un!

(Applaudissements à droite)

(Il exhibe sur son pupitre un rouleau de plusieurs pieds de longueur, aux proportions gigantesques.) C'est justement l'ébauche du plan qu'on est en train de préparer.

(Applaudissements à droite)

**M. Gagnon (Matane)** le prie de lui faire voir. (Le plan traverse la Chambre dans les bras d'un petit page.)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les ingénieurs de la ville de Québec ont été consultés et ils ont travaillé avec ceux du gouvernement et des architectes. Ils ont tous travaillé en collaboration avec la Commission à la préparation de ce plan. Je ne nie pas qu'il y ait eu des erreurs dans le passé, justement parce qu'on ne procédait pas suivant un plan d'ensemble établi. De plus, ce n'est pas à la Commission d'embellissement que Sillery veut se soustraire, mais à la Commission d'urbanisme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Québec sera embellie lorsque nous serons au pouvoir, le jour où les électeurs de Québec enverront chez eux ceux qui veulent les embellir, ces hommes qui forment le présent gouvernement. Et, si tous les ministres réunis avaient le courage d'un seul homme, ils en appelleraient au peuple et mettraient fin à l'agonie.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ç'a l'air d'un plan très intéressant<sup>11</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un plan d'ensemble, cela?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est du moins une ébauche.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, passez-moi donc cette ébauche. (Examinant à son tour le plan) Ça m'a l'air à bien mal aller dans le cabinet. On a donné au premier ministre un vieux plan qui n'a rien à voir avec l'embellissement de

Québec. Et c'est le ministre des Terres qui lui a fait le coup. Le premier ministre est trompé par ses collègues, car le plan que vient de lui passer le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) date de plusieurs semaines avant la passation de la loi créant la Commission d'embellissement. Voilà qui illustre bien comment les choses se passent dans le cabinet.

D'ailleurs, c'est lui qui fait des discours sur la Commission d'embellissement alors qu'il n'a pas eu le courage de se lever quand nous avons étudié les deux lois ouvrières, lui qui se prétend le représentant des ouvriers dans le cabinet. Même qu'il a voulu se sauver. Et aujourd'hui, c'est lui qui sort ce vieux plan. Quand il s'agit de défendre les ouvriers, le ministre ne se lève pas, il ne fait rien, mais, quand il s'agit de défendre le colonel Jos. Boulanger, il trouve un plan. Quand il s'agit de défendre un organisateur du Parti libéral, le ministre devient ingénieux.

Nous voulons l'embellissement de Québec et de la province, mais non de la façon dont s'y prend le gouvernement. Le premier ministre trouve que la province est trop petite pour lui. Il vogue sur le panaméricanisme. Je veux bien que les Canadiens français exercent une influence à l'extérieur, mais il faut pour cela que nous soyons maîtres chez nous et que nous récupérions les droits que le gouvernement a abandonnés à Ottawa. La condition essentielle de toute influence à l'extérieur, c'est la maîtrise chez soi.

À date, la Commission a gaspillé \$98,000 de l'argent du peuple et, au lieu de parler de mission dans l'Amérique tout entière, le premier ministre, avec son plan de panaméricanisme hors de discussion, devrait plutôt s'occuper de la démolition des taudis, de la construction de logements salubres qui doivent être le premier pas vers l'embellissement. La chose est plus urgente. Il y a dans la ville de Québec des taudis en très grand nombre. Il y a des centaines de familles d'ouvriers qui n'ont pas de logement. Et, pendant ce temps, le gouvernement veut embellir la ville avec un plan qui remonte à Mathusalem.

La condition essentielle pour garantir notre survivance, c'est le respect de nos droits, de notre autonomie, rester maîtres chez nous. Je suis pour l'embellissement de Québec, mais le gouvernement devrait être pour la récupération de nos droits et la conservation de nos prérogatives. Or, le premier ministre actuel doit se rendre compte maintenant de l'abîme de trahisons qu'il a creusé chez nous. Il parle des droits cédés par Québec à Ottawa, qui constituent la pire menace pour la survie de la race. Il devrait donc s'occuper de défendre notre autonomie.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Celui qui travaille le plus et le mieux n'est pas toujours celui qui parle tout le temps. D'ailleurs, le travail en Chambre ne se fait pas par des discours.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) est un expert en questions ouvrières et les bills 2 et 3 portent la marque du travail qu'il y a donné. La province de Québec est la plus avancée en Amérique en fait de législation sociale et il l'a inspirée. C'est un bel hommage à rendre à l'honorable M. Hamel, de l'avis des sociologues.

Pendant toute la campagne électorale de 1936, nous avons entendu le chef de l'Union nationale dire que la première œuvre de son gouvernement serait de faire disparaître les taudis et de construire des habitations ouvrières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit cela et je n'ai jamais fait de promesses que nous n'avons pas réalisées. Le premier ministre doit retirer ses paroles. En trois ans, l'Union nationale a réalisé tout ce qui était humainement possible de faire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il est heureux parfois que les choses s'écrivent, car il y a des écrits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a aussi des serments qui s'oublient.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est pourtant le chef de l'Union nationale qui a écrit de sa main le programme de son parti de 1936. Et le député de Trois-Rivières a placé lui-même, comme premier article de son programme, la disparition des taudis et la construction de logements ouvriers. L'Union nationale s'est empressée d'oublier cette partie du programme de son chef.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais écrit de programme. Le programme de l'Union nationale, il n'est pas écrit, mais il s'est réalisé en le mettant dans les Statuts de la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y fut peut-être un jour, mais, à chaque session de l'Union nationale, une partie disparaissait. De 1936 à 1939, mon honorable ami n'a pas présenté une seule mesure pour faire disparaître les taudis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À ce moment-là, le premier ministre n'était pas en Chambre, il ne le sait pas.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non, je n'étais pas en Chambre, mais j'y suis revenu et c'est pour longtemps.

(Applaudissements à droite)

Et les électeurs du comté de L'Islet ne feront pas la même erreur deux fois.

Le plan d'ensemble des travaux d'embellissement a été tracé sur un vieux plan par des ingénieurs de la ville qui leur a servi de base. On y a intercalé les suggestions des ingénieurs et point n'était besoin de tout refaire le plan pour indiquer dessus les nouvelles entrées de Québec et le percement d'artères nouvelles. C'est ce qui explique que le plan produit porte une date antérieure à la loi de l'embellissement.

Quant à la chère autonomie dont le chef de l'opposition devait naturellement parler, elle n'a jamais été en meilleures mains. Elle est sauvée, car elle est entre les mains d'un gouvernement qui a rendu la province indépendante des autres gouvernements et des puissances d'argent, ces puissances d'argent qui ont contrôlé le gouvernement de l'Union nationale.

On a d'abord voulu assurer notre autonomie en se libérant des puissances d'argent qui contrôlaient le précédent gouvernement, en assainissant le budget provincial et en mettant de l'ordre dans l'administration financière de la province. L'autonomie de la province est donc sauvegardée. Le maître du gouvernement, c'est le peuple de la province de Québec. L'autonomie consiste d'abord à ne pas endetter la province. Nous n'avons pas besoin d'aller aux États-Unis pour emprunter en payant 11 % d'escompte<sup>12</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a fait un emprunt aux États-Unis chez les plus grands banquiers du monde, à des conditions telles que jamais la province n'en avait obtenues. Si c'est là quelque chose de mal, le premier ministre blâme le gouvernement d'Ottawa, qui emprunte aux États-Unis. C'est un beau compliment aussi à faire au gouvernement anglais qui emprunte aux États-Unis.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** En 1939, l'Union nationale ne pouvait pas emprunter 25 cents au Canada. L'indépendance financière est la première condition de notre autonomie.

Aucune puissance d'argent extérieure ne gouverne ni ne nous gouvernera ou ne dirigera l'administration et n'empiètera sur les droits de la province de Québec, aussi longtemps que le gouvernement actuel en aura la responsabilité. Car,

nous, nous n'avons cure des puissances d'argent. Nous sommes maintenant indépendants non seulement des autres provinces et des pays voisins, mais aussi des puissances d'argent qui ont fait jouer le chef de l'opposition et ses amis d'en face comme des marionnettes pendant trois ans. Garder son indépendance, ce n'est pas faire le matamore, mais c'est préserver son autonomie financière; c'est se placer dans une position pour être capable de résister aux pressions, d'où qu'elles viennent.

Cela ne signifie pas qu'il faille se montrer outrancier et ce n'est pas en jetant des injures à tout le monde que l'on réussit quelque chose, mais bien plutôt avoir l'esprit de coopération. Nous n'avons pas besoin, nous, de la caisse électorale que le chef de l'opposition se fait actuellement en courtisant la Montreal Light, Heat and Power.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que dit le premier ministre est absolument faux et injuste de la part d'un homme qui a le sens des responsabilités. Je lui demande d'avoir la loyauté de retirer ses paroles.

**M. le président:** Il s'agit ici d'un conflit personnel entre les deux chefs et dans lequel je n'ai pas à intervenir. De toute façon, selon les règlements de la Chambre, vous êtes tous les deux hors d'ordre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous nous soucions peu d'où peuvent venir les fonds électoraux de l'opposition et nous avons l'intention de rester indépendants des puissances d'argent, sans nous soucier où ils vont. Et la province entière sait que, si jamais un gouvernement s'est tenu à l'écart des puissances d'argent, c'est bien le gouvernement actuel. En quoi l'autonomie a-t-elle été sacrifiée? Aucun gouvernement n'a été plus jaloux de garder à Québec ses prérogatives malgré la guerre et son entière collaboration avec le pouvoir central.

Jamais on n'a prévu de plus loin les empiétements possibles de la part du gouvernement d'Ottawa. C'est vrai que j'ai beaucoup d'admiration pour le chef du gouvernement canadien, M. King, dans le domaine fédéral et pour d'autres ministres fédéraux également, mais le gouvernement libéral de Québec n'a jamais abandonné la responsabilité d'administrer la province pour le plus grand bien de ses habitants.

Et, peu m'importe le nombre de fonctionnaires ou de membres de commissions fédérales qui n'ont pas la même conception que nous de notre Constitution et qui ignorent l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, nous allons

conserver ce qui nous appartient. Et peu importe le nombre de commissions fédérales qui seront créées, le gouvernement n'a rien cédé et nous ne céderons rien de nos droits, de l'autonomie de la province dans les domaines de l'éducation, de la finance, du travail et de ce qui appartient à la province de Québec. Il est d'abord et avant tout du devoir de tous les Canadiens de défendre le pays contre les barbares qui menacent la chrétienté. Québec a fourni sa part d'efforts et en est fier.

Je dois la coopération et la collaboration nécessaires à la gouverne du pays au gouvernement canadien, qui est le gouvernement de mon pays, mais, s'il veut s'immiscer avec certaines commissions fédérales dans le domaine provincial, il trouvera devant lui un gouvernement fort pour faire respecter ses prérogatives, prêt à défendre les droits sacrés de la province de Québec, parce qu'il est complètement indépendant de qui que ce soit.

(Applaudissements à droite)

Étant indépendants des autres, nous pouvons conduire nos propres affaires nous-mêmes; nous n'avons de dictée à recevoir de personne. Ni en matière d'éducation, ni en matière de législation sociale, ni en aucune matière que ce soit, nous n'avons rien cédé aux pressions d'Ottawa et nous ne donnerons rien de ce qui nous appartient. Nous avons coopéré avec le gouvernement d'Ottawa en ces années de crise, et nous continuerons à coopérer parce que c'est le gouvernement de mon pays et parce que c'est notre devoir de le faire dans les circonstances tragiques que nous traversons, comme le doivent les gentilshommes désireux de réaliser le bonheur des leurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Celui qui parle aujourd'hui de marionnettes est celui-là même qui se disait prêt à aller cirer les bottes de l'autre côté, à la demande du premier ministre d'Ottawa. Au cours de la guerre, le gouvernement actuel a abandonné son autonomie et ses droits aux mains du pouvoir central d'Ottawa. Il a livré nos sources de revenus au gouvernement fédéral et n'a rien obtenu en retour.

Les finances? Si le gouvernement veut parler de finances dès aujourd'hui, nous allons en parler. Le gouvernement actuel a imposé pour \$20,000,000 de nouvelles taxes par année aux contribuables de la province. De plus, il retire \$10,000,000 que rapportent indirectement les industries de guerre. Enfin, il n'a pas à s'occuper du chômage, qui coûtait dans notre temps \$25,000,000<sup>13</sup> par année. Cela fait une différence de \$50,000,000 par année. Malgré

tout, le gouvernement actuel n'a pas diminué d'un cent la dette de la province depuis 1940, mais l'a augmentée de plus de \$50,000,000. Et cependant, le gouvernement n'a rien fait, sauf de construire la voie Sir-Wilfrid-Laurier, qui est un exemple effroyable de gaspillage.

Le gouvernement actuel a nommé 6,000 fonctionnaires<sup>14</sup> de plus qu'il n'en avait en 1939, ce qui a pour effet d'augmenter les dépenses de la province de \$8,000,000 par année. Et cependant le travail diminue, puisque Ottawa s'empare de tous nos droits.

Le premier ministre dit que notre autonomie n'a pas été diminuée sous son régime? Nous n'avons pas perdu de droits? Mais est-il donc inconscient? Si le gouvernement ne s'en est pas aperçu, c'est encore pire. Ottawa s'est emparé de tous nos droits, en matière de taxation; avec ses restrictions, il contrôle toute notre vie économique. Il ne s'aperçoit pas que nous n'avons plus le droit de circuler dans les rues et sur les routes sans la permission d'Ottawa, que nous n'avons plus le droit de bâtir des maisons ou quoi que ce soit sans la permission d'Ottawa, que la province n'a plus le droit de taxer les compagnies ni celui d'emprunter?

Avec le gouvernement actuel, comme avec celui d'Ottawa, nous avons la multiplication des rationnements, mais nous avons aussi la soustraction du raisonnement. Il y a crise de logement, des gens ne trouvent pas où se loger et nous ne pouvons construire sans la permission d'Ottawa. Les municipalités et les commissions scolaires ne peuvent plus emprunter sans la permission d'Ottawa. Les cultivateurs ne peuvent plus tuer leurs animaux sans la permission d'Ottawa qui leur dit où, quand et comment faire. Il est défendu d'augmenter les salaires sans la permission d'Ottawa. Les journaux ne peuvent plus sortir au nombre de pages qu'ils veulent, la même chose dans tous les domaines. Rien à faire si le gouvernement d'Ottawa ne donne pas la permission.

Il se demande si ce n'est pas là de l'ingérence pure et simple dans le domaine provincial. Et tout ceci se passe parce que nous avons à Québec, comme premier ministre, une marionnette, un Charlie McCarthy<sup>15</sup>, qui danse quand le premier ministre Mackenzie King tire les ficelles. Et ce dernier ne s'est aperçu de rien de ce qui s'est produit depuis 1940. Le premier ministre a tout laissé faire cela et il ne s'aperçoit même pas de son manque de courage et de ses trahisons nombreuses. Jamais auparavant, à aucune époque de notre histoire, un premier ministre de cette province n'a donné depuis la Confédération

un tel exemple de trahison, de couardise et de reniement. Si le gouvernement actuel ne coûtait à la province que de l'argent, ce serait déjà mal, mais ce serait moins pire que de lui coûter ses prérogatives et nos droits les plus indispensables.

Nous avons, dans la province, un gouvernement qui fait la honte du pays. Le premier ministre ne peut rien faire sans en demander la permission à son maître M. King. C'est M. King qui conduit tout, mais c'est le peuple de notre province qui paie pour King. Le premier ministre King tire les ficelles pendant que Godbout, le premier ministre Godbout, danse, et le peuple de la province de Québec paie. Ottawa prêche la récupération des rebuts; nous, nous prêchons la récupération des droits de la province.

Jamais on n'a vu un tel spectacle, un tel défaitisme. Le premier ministre parle de coopération avec le fédéral. Nous sommes pour la coopération, mais nous ne sommes pas pour la centralisation, l'assimilation et l'abandon de nos droits. Le premier ministre passera à l'histoire comme l'homme qui a le plus sacrifié les siens, qui a le plus abandonné les siens, qui les a le plus reniés. En 1939, il avait reçu un mandat pour se tenir debout, et nous l'avons vu sans cesse à quatre pattes devant Ottawa.

Eux, des experts en finances? Nous établirons plus tard que des officiers du département du Trésor ont faussé les documents publics pour dénaturer les faits. Et puis le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) fausse les chiffres; la province a reculé de 150 ans en arrière sous la présente administration. On entend les mêmes accusations et contre-accusations quant aux finances depuis les dernières élections.

Il déclare qu'il a appris qu'au cours des trois ou quatre derniers mois, et il est en mesure de le prouver, le présent gouvernement, à l'approche des élections, a acheté, pour favoriser ses amis, des tonnes de marchandises, surtout de la papeterie, dont la province n'aura pas besoin avant longtemps dans certains cas. Sentant sa fin, le gouvernement accumule présentement des stocks de marchandises dont la province n'a pas besoin; à la veille des élections prochaines et en prévision de la défaite qui l'attend, il donne des contrats anticipés dans le seul but de favoriser ses amis politiques. Des ordres ont été donnés pour le gaspillage. Mais nous verrons cela en temps et lieu.

J'avertis ceux qui transigent actuellement avec le gouvernement que l'Union nationale, qui sera au pouvoir bien prochainement, ne reconnaîtra pas ces transactions. J'avertis les entrepreneurs en



conséquence qui reçoivent des contrats de \$1,000,000, avec un autre contrat de \$4,000,000 en sous-main, que nous ne reconnaitrons pas ces contrats. Nous avons présentement une orgie de dépenses épouvantables et inutiles. On remplit les magasins, les voitures et les soutes des ministres et des services du gouvernement de marchandises des toutes sortes dont le gouvernement n'a pas actuellement besoin, pour favoriser tout simplement des amis, au détriment de la province.

J'avertis tous les entrepreneurs, les marchands, les intermédiaires que le gouvernement de l'Union nationale, qui sera au pouvoir dans quelques mois, ne reconnaitra que les ventes faites de bonne foi suivant la loi au gouvernement et les achats faits par le gouvernement pour les besoins réels et dans l'intérêt de la province. Les ventes et les achats faits par considération politique seront désavoués et tant pis pour ceux qui profitent des derniers jours d'un gouvernement moribond pour jouer au patronage politique avec les argents du peuple. Et cette situation, nous allons la régler devant le peuple.

Le gouvernement se cramponne au pouvoir. Il n'a même pas le courage de faire des élections partielles. Nous le voyons actuellement tenter de jeter de la poudre aux yeux du peuple avec des mesures qui arrivent à la dernière minute. Le gouvernement sent qu'il est moribond; c'est une conversion *in extremis*. Il y a sept comtés qui sont actuellement sans représentant. Le gouvernement veut embellir la ville de Québec; qu'il ait donc aussi le souci de la démocratie en donnant des représentants à ses comtés. Nous avons jusqu'au rationnement des droits du peuple. Vous êtes ici 16 ministres.

Si vous pouviez mettre tout votre courage ensemble pour faire un seul homme. Appelez-en donc au peuple. Qu'ils fassent des élections. Ils ont peur. Ils ont peur du peuple. Si le gouvernement a encore un reste de courage, qu'il fasse au moins des élections partielles, si on ne veut pas faire tout de suite un appel au peuple.

Et cette fois, la bonne foi des électeurs ne sera pas surprise. Car, en 1939, la population de bonne foi a été trompée. Mais le gouvernement a peur. Il sait que, si le peuple de Québec s'est fait échauder et brûler les doigts en 1939, il ne se laissera pas électrocuter en 1944<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le chef de l'opposition veut se montrer plus tempérant dans ses paroles, il aura bientôt l'occasion de voir ce que les électeurs pensent de notre administration. Les

élections viendront bientôt, trop tôt pour le chef de l'opposition qui restera à son poste.

La province a l'oreille plus attentive qu'en 1936 aux déclarations du chef de l'opposition. Personne n'a oublié que, lorsque le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a pris le pouvoir, la dette totale de la province après 72 ans de Confédération, y compris les engagements, était de \$209,000,000 et, lorsque le peuple l'a renvoyé dans l'opposition, il avait en l'espace de trois ans plus que doublé la dette et engagements qui se chiffraient alors à \$420,000,000.

C'est pourquoi, à l'heure actuelle, le trésorier doit payer \$10,000,000 de plus chaque année pour l'intérêt et l'amortissement des dettes accumulées par l'Union nationale et le chef de l'opposition. Et, malgré cela, le gouvernement libéral a réussi à rembourser \$35,000,000 sur la dette consolidée de la province de Québec.

Le chef de l'opposition dit qu'il ne reconnaitra pas les dettes du gouvernement actuel. Je le défie de prouver que nous avons fait de folles dépenses ou que nous avons acheté une seule feuille de papier ou une seule agrafe de plus que ce dont nous avons besoin dans les ministères.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Attendez et vous verrez.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous avons imposé des taxes, c'est vrai. Mais il faut que le peuple sache que toutes les dépenses inutiles se paient et que nous avons taxé en proportion des dépenses effrénées du régime précédent. D'ailleurs, nous avons averti le peuple qu'il faudrait imposer des taxes pour payer les extravagances de l'Union nationale. Depuis, le trésorier rencontre les dépenses tous les ans. Mais imposer des taxes, c'est bien plus courageux que de contracter des dettes; on montre dans le premier cas au peuple que c'est lui qui solde les dépenses, et il n'est pas juste de faire acquitter nos dettes par les générations futures. Il vaut mieux dire au peuple que les dépenses qui sont faites le sont à ses dépens.

Le chef de l'opposition parle de courage, d'abandon. Nous avons le courage, nous, de montrer ce que nous faisons. Les accusations du chef de l'opposition ne prennent plus. J'aurais eu toutes les lâchetés? Tout le monde sait que, si un gouvernement a eu le courage de prendre en politique provinciale de très lourdes responsabilités devant le peuple et devant Ottawa, c'est le gouvernement actuel.

(Applaudissements à droite)

Ce qui nous intéresse avant tout, c'est l'avenir de notre province. Sans souci de notre popularité, mais ne songeant qu'à l'intérêt public, nous avons parfois heurté les idées du peuple de la province sur certaines questions, mais nous l'avons fait pour mieux le servir.

Le gouvernement a voulu préparer l'avenir de la province en s'attaquant à la base, d'abord, c'est-à-dire le domaine de l'enseignement. Mon gouvernement a eu le courage de s'attaquer à la réforme de l'éducation, au risque de heurter les idées du peuple. Nous n'avons pas cédé les droits de notre province à Ottawa. Si nous avons cédé certains droits de taxation, ce n'est que des arrangements temporaires, et cette entente temporaire avec Ottawa, par laquelle la taxation sur les revenus des particuliers et des compagnies est laissée au fédéral, nous a valu une augmentation des revenus, qui auraient sensiblement baissé, comme la taxe sur l'essence; elle rapporte donc des millions de plus à la province que n'auraient rapportés ces mêmes revenus. Bien plus, la province peut mettre fin à ces arrangements à un mois d'avis.

Comme province du Canada engagée dans la guerre, Québec a non seulement fait sa part, mais il a conclu un accord avec Ottawa qui a rapporté à la province plus de revenus qu'elle n'en aurait eus autrement. Je considère que mes collègues et moi-même sommes non seulement des citoyens du Québec, mais aussi du Canada, et tout ce qui est décidé par Ottawa engage le Québec comme les autres provinces.

Quant aux restrictions et au rationnement sur le beurre, la viande, etc. dont parle le chef de l'opposition, Ottawa les a imposés afin que chacun puisse avoir sa part des produits essentiels à des prix raisonnables. Le chef de l'opposition ne comprend pas encore que ces restrictions sont imposées pour que toutes les familles, pauvres comme riches, aient leur part des nécessités dans la vie. Ces mesures ont eu pour but d'empêcher les vivres de monter à des prix exagérés. Avec le rationnement, tout le monde a pu avoir de ces vivres et on ne voit pas, comme à la dernière guerre, le beurre se payer \$1 la livre. Si le chef de l'opposition ne comprend pas cela, le peuple le comprend. Il demande au chef de l'opposition si cela est si mauvais.

Malgré tout ce que peut dire le chef de l'opposition, les Québécois approuvent la politique du gouvernement à cet égard. Mon gouvernement n'a pas cédé la moindre parcelle d'autonomie provinciale à Ottawa, et il maintient toujours son attitude ferme quant à toutes les mesures proposées

par le gouvernement central. Le chef de l'opposition ne réalise peut-être pas que le pays est engagé dans une guerre meurtrière, mais les citoyens de la province le savent et ils appuient le gouvernement dans sa volonté de collaborer pour remporter la victoire.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Alors, pourquoi céder ces droits à Ottawa?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quand un gouvernement est seul dans le domaine de la taxation, il a le champ libre. Le chef de l'opposition a, au cours de la présente guerre, mis constamment des bois dans les roues du char d'Ottawa. Et mettre du bois dans les roues du char de l'État, à l'heure actuelle, ce n'est pas faire son devoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En tout cas, Québec a cédé à Ottawa le droit d'augmenter ses taxes. Si ces arrangements rapportent des millions de plus à notre province, comment se fait-il que, quand il a présenté sa loi, le bill de notre droit de taxation, le premier ministre a dit que c'était pour donner des millions de plus à Ottawa?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les deux gouvernements étaient dans le même champ de taxation, et une fois qu'Ottawa a été seul, il a pu augmenter les taxes. Le gouvernement d'Ottawa, payant ses redevances à Québec en retour des taxes abandonnées pour la durée de la guerre, nous paie selon notre plus grosse année de revenus. C'est ainsi, par exemple, que le fédéral verse \$2,000,000 de plus pour la taxe sur la gasoline seulement. Ottawa a plus de revenus parce qu'il a accru les taxes. Nous croyons que les taxes ne doivent être augmentées que lorsque c'est nécessaire, mais nous sommes contre toute augmentation de taxe injustifiée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais Québec a perdu son droit de taxation avec tout cela. Le gouvernement provincial a cédé tous nos droits à Ottawa pour accepter, en retour, un dédommagement partiel. Québec pouvait arriver au même résultat sans céder nos droits.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il s'agissait de défendre le pays contre le barbare qui l'attaquait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais, puisque le gouvernement ne veut pas comprendre et qu'il est peine perdue de lui faire entendre raison,

nous allons laisser voter les résolutions et le bill à la même séance, pour hâter le travail de la Chambre. Je suis favorable à ce qu'on embellisse Québec, mais je suis contre le projet actuel dirigé par la Commission telle que constituée.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité plénier:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

**M. Gagnon (Matane)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec se déclare favorable à tout projet raisonnable et juste pour promouvoir l'embellissement de la cité de Québec et la conservation du cachet distinctif de la capitale de la province, mais elle s'oppose à la résolution relative au bill no 4 intitulé: "Loi modifiant la Loi pour l'embellissement de la cité de Québec", parce qu'elle considère que l'organisme nommé par le gouvernement à ce sujet n'offre pas les garanties d'impartialité et de compétence nécessaires et que, dans les circonstances, il serait préférable de faire servir les argents du public à aider, de façon appropriée, à la démolition des taudis et à la construction d'habitations et de logements salubres.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Au nom des nationalistes que je représente, j'estime qu'il y a du bon et du mauvais dans cet amendement. Mais, même s'il y a du bon dans l'amendement de l'opposition, comme il me faudrait approuver ce qu'il contient de mauvais en l'adoptant et que je ne peux me diviser en deux pour le vote, je voterai contre l'amendement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Drouin, Dubreuil, Dumoulin, Duval, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Sabourin, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

La résolution relative au bill 4 modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec est, en conséquence, agréée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Gagnon (Matane)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec se déclare favorable à tout projet raisonnable et juste pour promouvoir l'embellissement de la cité de Québec et la conservation du cachet distinctif de la capitale de la province, mais elle s'oppose à la résolution relative au bill no 4 intitulé: "Loi modifiant la Loi pour l'embellissement de la cité de Québec", parce qu'elle considère que l'organisme nommé par le gouvernement à ce sujet n'offre pas les garanties d'impartialité et de compétence nécessaires et que, dans les circonstances, il serait préférable de faire servir les argents du public à aider, de façon appropriée, à la démolition des taudis et à la construction d'habitations et de logements salubres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie,

Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Drouin, Dubreuil, Dumoulin, Duval, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Sabourin, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Gagnon (Matane)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec se déclare favorable à tout projet raisonnable et juste pour promouvoir l'embellissement de la cité de Québec et la conservation du cachet distinctif de la capitale de la province, mais elle s'oppose à la résolution relative au bill no 4 intitulé: "Loi modifiant la Loi pour l'embellissement de la cité de Québec", parce qu'elle considère que l'organisme nommé par le gouvernement à ce sujet n'offre pas les garanties d'impartialité et de compétence nécessaires et que, dans les circonstances, il serait préférable de faire servir les argents du public à aider, de façon appropriée, à la démolition des taudis et à la construction d'habitations et de logements salubres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir,

Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Drouin, Dubreuil, Dumoulin, Duval, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Sabourin, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Dépôt de documents:

### Édifice de la

#### Commission des accidents du travail

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 26 janvier 1944, pour la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant à la nouvelle bâtisse de la Commission des accidents du travail située sur la rue Grande Allée, dans la cité de Québec, et connue sous le nom de Bishop Mountain Hall. (Document de la session no 23)

### Emprunt de 1944

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 janvier 1944, pour la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au récent emprunt contracté par le gouvernement de la province le ou vers le mois de janvier 1944, pour un montant de \$9,680,000. (Document de la session no 24)

### **Correspondance relative à l'emprunt de 1944**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 janvier 1944, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1943 jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant au récent emprunt contracté par le gouvernement de la province le ou vers le mois de janvier 1944, pour un montant de \$9,680,000. (Document de la session no 25)

### **Plaques d'immatriculation**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 janvier 1944, pour la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant aux plaques d'automobile (automobile markers). (Document de la session no 26)

### **Motions de condoléances:**

#### **Ajournement en signe de deuil Décès de l'honorable Arthur Sauvé**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que la Chambre s'ajourne maintenant par respect pour la mémoire de l'honorable M. Arthur Sauvé, sénateur, ancien député de cette Chambre et père de l'honorable M. Paul Sauvé, député de Deux-Montagnes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La pénible nouvelle de la disparition du sénateur Arthur Sauvé est une cause de deuil profond non seulement pour les membres de sa famille, mais aussi pour son comté, sa province et chez ses compatriotes. Il siégea en cette Chambre durant 22 ans et à Ottawa durant cinq ans. Au cours des quelques sessions où j'ai siégé avec l'honorable M. Sauvé, j'ai appris à le connaître intimement. Le connaître, c'était l'apprécier hautement, l'estimer et l'aimer profondément, pour ses merveilleuses qualités de cœur et d'esprit, qualités que nous voyons revivre en

son fils, notre collègue le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), ancien Orateur de la Chambre, actuellement major de l'armée canadienne, en service actif outre-mer, et qui se bat pour la civilisation.

Le sénateur Sauvé a joué un rôle remarquable à la Législature de Québec avant de porter son activité politique dans le domaine fédéral. Pendant toute sa carrière, il s'est particulièrement préoccupé de la classe agricole, en y consacrant un désintéressement et une attention de tous les jours, sans négliger les autres aspects de la vie québécoise. Il rappelle sa carrière d'Ottawa comme ministre des Postes et dit qu'il avait toujours fait une distinction entre les domaines provinciaux et fédéraux. Son amour de la province a été reconnu par tous, dit-il. M. Sauvé a dirigé l'opposition à une époque difficile, lorsque ses adversaires étaient très puissants, mais il a su faire honneur à son poste. Politicien remarquable, homme de talent, de dévouement et parfait honnête homme, M. Sauvé était aussi, dans toute la force du mot, un croyant.

Sa mort est une perte pour la race, pour sa famille, sa province et pour le pays tout entier. J'offre à tous les membres de sa famille, aux gens de Deux-Montagnes et je transmets en particulier à son fils de grand talent, le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), et qui sera probablement privé de la consolation d'être présent aux funérailles, l'expression de nos plus sincères condoléances<sup>17</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je m'associe au chef de l'opposition pour offrir à la famille de l'honorable Arthur Sauvé et à ses amis mes plus profondes condoléances et celles de toute la Chambre. Je l'ai bien connu en cette Chambre; je n'ai jamais rencontré de ma vie un plus parfait gentilhomme que le sénateur Sauvé, discutant toujours de haut les grandes questions politiques de l'heure. Il fut un bon serviteur de sa province et de ses concitoyens dans la politique et dans sa vie familiale. J'adresse ma plus vive sympathie au fils du sénateur Sauvé, notre estimé collègue, le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qui se bat pour son pays.

Tout en faisant de la politique, il est resté journaliste; il a exercé une profonde influence sur la province de Québec et a joué un grand rôle pour les siens et pour les agriculteurs. Il laisse le souvenir d'un bon citoyen, d'une excellente mentalité, d'une camaraderie facile, qui a toujours eu le souci de voir sa province grandir et son pays se développer. Son esprit large, élevé et éclairé, son excellente mentalité en ont fait l'un des meilleurs serveurs de son pays. Il présente ses condoléances à la famille. Je m'incline respectueusement devant sa tombe.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Au nom des nationalistes que je représente en cette Chambre, je me joins au chef de l'opposition et au premier ministre à l'expression de condoléances à la famille de l'honorable Arthur Sauvé. Il rappelle l'impression profonde qu'avait faite sur lui M. Sauvé quand il était chef de l'opposition. Les hommes politiques sont calomniés de leur vivant et, souvent, il faut qu'ils disparaissent pour que l'unanimité se fasse autour de leur tombe. Le sénateur Sauvé fut incontestablement un homme sincère, un honnête homme et un patriote. Je ne peux pas ne pas l'admirer. Nous devons rendre hommage à sa mémoire.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. *Le Soleil* du 9 février, à la page 13, indique qu'en Ontario les engrais se vendent de \$2 à \$3.50 la tonne de plus que dans la province de Québec.

2. La viande se trouvait dans un entrepôt frigorifique de la Commission du Havre, selon *Le Soleil* du 9 février, à la page 13.

3. M. Chaloult n'avait pas été invité au congrès du Bloc, selon *La Patrie* du 9 février, à la page 12.

4. Henry Bordeaux (1870-1963) était un écrivain français. Il débuta dans les lettres par des études critiques, puis aborda en 1900 le roman, qui allait constituer désormais l'essentiel d'une œuvre très féconde. Se reconnaissant pour maître Paul Bourget, H. Bordeaux s'attacha à exalter l'ordre moral, incarné dans l'esprit de famille et dans une foi traditionnelle.

5. Dans *Le Devoir* du 9 février, à la page 7, la citation d'Henry Bordeaux est plutôt: "Québec est une ville anglaise habitée par des Français."

6. Le Windsor est l'hôtel où avait lieu le congrès du Bloc populaire durant la fin de semaine. *Le Canada* du 9 février, à la page 3, dit "À l'hôtel Windsor, c'est pire."

7. *La Patrie* du 9 février, à la page 12, donne cette version: "C'est parce que nous respectons le premier ministre de la province que nous ne voulons pas qu'il soit un cireur de bottes et qu'il ne conseille pas à nos gens de manger de la viande de cheval."

8. Selon *La Patrie* du 9 février, à la page 12, la Commission aurait dépensé \$55,000 pour poser du gazon, planter 44 arbres et tailler 14 arbres sur le boulevard Langelier.

9. Jacques Greber (1882-1962), architecte français, fils d'Henri Greber sculpteur. Il se voit confier, en France, en Italie, en Belgique, au Portugal et aux États-Unis, les plans d'aménagement de plusieurs villes, notamment celui de Philadelphie (Park Way, 1927), et établit les dessins de jardins et de parcs publics. En 1937, il est nommé architecte en chef de l'Exposition internationale. Il a conçu, après la Seconde guerre mondiale, le plan de reconstruction de Rouen.

10. Selon *Le Temps* du 11 février 1944, à la page 5, le député de Saint-Sauveur, M. Wilfrid Hamel, sort de sous son pupitre un grand rouleau de papier et le passe au premier ministre.

11. *Le Canada* du 9 février, à la page 3, rapporte que toute la Chambre rit de bon cœur, car pendant que le chef de l'opposition parle de "son plan d'embellissement", le député de Matane (M. Gagnon) examine le plan d'ensemble de la Commission.

12. Le premier ministre fait allusion aux emprunts que l'Union nationale a dû contracter à fort taux d'intérêt sur le marché américain en 1939.

13. *L'Action catholique* du 9 février, à la page 1, donne comme chiffre \$20,000,000.

14. *Le Devoir* du 9 février, à la page 7, parle d'une augmentation de 8,000 employés provinciaux, alors que les autres journaux indiquent 6,000, mais avec une augmentation des dépenses de \$8,000,000. De là peut-être viendrait l'erreur du *Devoir*.

15. Edgar Bergen (1903-1978), comédien américain; le plus populaire ventriloquiste dans l'histoire des arts et spectacles; sa marionnette la plus connue est certainement Charlie McCarthy. Ils ont participé à une émission de radio très populaire de 1937-1957 et ont également participé à plusieurs

films. Pour en savoir plus sur Bergen et McCarthy, voir: Bergen, Edgar, dans *Current Biography, Who's News and Why*, New York, The H. W. Wilson Company, 1945, p. 42 à 45.

16. Selon *Le Canada* du 9 février, à la page 3, en réponse à la dernière intervention du premier ministre, le chef de l'opposition dit avoir beaucoup d'estime pour l'honorable M. Godbout et fait une dernière petite sortie contre le gouvernement fédéral.

17. Selon *La Patrie* du 9 février, à la page 12, le chef de l'opposition termine son allocution "avec des larmes dans les yeux".





Séance du mercredi 9 février 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Modification à la charte de  
la ville de Mont-Royal**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus et pour lui permettre de présenter la pétition de ville Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit en conséquence présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de ville Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marler).

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanents des bills publics.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens;

- bill 130 concernant la succession de feu Sir Robert Gillespie Reid.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 101 reconnaissant Apostolic Church of Pentecost comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;

- bill 107 concernant le titre relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé dans le district de Montréal;

- bill 111 constituant en corporation Les frères maristes de Québec;

- bill 132 concernant la Société d'Entreprise du Canada.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Union catholique des cultivateurs incorporée, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation;

- de Léonce Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie d'assurances des marchands détaillants - The Retail Merchants Insurance Company;

- de ville Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- d'Augustin-J. Lacoursière, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la pratique de chirurgien dentiste, après avoir subi les examens prévus par le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;

- de Joseph-Armand Cantin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Forestville;

- de Canadian Kaolin Silica Products Limited, demandant l'adoption d'une loi afin de confirmer un jugement rendu par la Cour supérieure;

- de l'Association nationale de bénéfices mutuels, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation;

- de James Alexander Dunlop et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant ladite association comme corporation ecclésiastique;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Jean François de Plaen à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

- bill 103 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 modifiant la charte de La Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa;

- bill 117 conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery;

- bill 122 concernant la municipalité du village d'Hébertville-Station.

Votre comité désire recommander que le bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère soit imprimé de nouveau et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

#### Projets de loi:

##### **Charte de Hull**

**M. Caron (Hull)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Associated Gospel Churches in the Province of Quebec**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Cap-de-la-Madeleine**

**M. Morin (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Association nationale de bénéfices mutuels**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Augustin J. Lacoursière**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Augustin J. Lacoursière à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Saint-Joseph de Drummond**

**M. Rajotte (Drummond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 concernant la ville Saint-Joseph, comté de Drummond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Société mutuelle d'assurance générale de l'Union catholique des cultivateurs**

**M. Bonvouloir (Iberville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 constituant en corporation la Société mutuelle d'assurance générale de l'Union catholique des cultivateurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Forestville**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 constituant en corporation la ville de Forestville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Canton Amherst dans Papineau**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 concernant une partie du lot no 11 et tout le lot no 12 du sixième rang sud dans le canton d'Amherst dans le comté de Papineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Compagnie d'assurances mutuelles des marchands détaillants**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 constituant en corporation la Compagnie d'assurances mutuelles des marchands détaillants.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Abrogation de l'impôt sur les ventes en détail

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Loi concernant l'École de laiterie et la Commission de pasteurisation

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 abrogeant le chapitre 57, 7 George VI, intitulé: "Loi concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### J.-A.-A. Leclair

**M. Bégin (Dorchester):** Monsieur J.-A.-A. Leclair, organisateur du Parti libéral, a-t-il été nommé, par le gouvernement actuel de la province, comme l'un des fiduciaires prévus au chapitre 2, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens"? Dans l'affirmative: *a.* Depuis quand? *b.* Quelles sont ses fonctions actuelles à ce sujet et depuis quand les exerce-t-il? *c.* Combien a été payé audit J.-A.-A. Leclair, par le gouvernement de la province, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** *a.* Par l'arrêté en conseil no 23 du 13 janvier 1940, M. J.-A.-A. Leclair, de la cité de Montréal, a été nommé l'un des fiduciaires en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 2, au traitement annuel de \$3,000 payé par les fiduciaires à même les recettes;

*b.* Président desdits fiduciaires à compter du 24 décembre 1940, date de l'approbation de l'arrêté en conseil no 4458 le désignant président, au traitement annuel de \$4,000, payé par les fiduciaires à même les recettes;

*c.* \$1,850, payé par le département de la Voirie.

### Mandat spécial no 2903 du 7 octobre 1943

**M. Bourque (Sherbrooke):** Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province en vertu du mandat spécial, ordre en conseil no 2903, en date du 7 octobre 1943:

1. À qui le gouvernement de la province a-t-il payé la somme de \$10,000?

2. Quand le gouvernement de la province a-t-il effectué tous et chacun desdits paiements?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** 1. Municipalité de la partie ouest du canton de Senneterre.

2. 29 octobre 1943, un seul paiement de \$10,000.

### Mandat spécial no 2769 du 4 octobre 1943

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province en vertu du mandat spécial, ordre en conseil no 2769, en date du 4 octobre 1943:

1. À qui le gouvernement de la province a-t-il payé la somme de \$14,077.52?

2. Quand le gouvernement de la province a-t-il effectué tous et chacun desdits paiements?

#### L'honorable M. Godbout (L'Islet):

##### 1. Noms

##### 2. Montants et dates

#### Amos, Abitibi :

J.-D. Trudel .....	\$841.35	14 oct. 1943
--------------------	----------	--------------

#### Rigaud, Vaudreuil :

Jos. Ranger .....	100.00	10 nov. 1943
Aurèle Charrette .....	137.50	10 nov. 1943
Benoît Hurtibise .....	37.50	10 nov. 1943
J.-M. Hurtibise .....	25.00	10 nov. 1943
Isidore Poirier .....	125.00	10 nov. 1943
Oscar Pépin .....	25.00	10 nov. 1943
Albini Séguin .....	25.00	10 nov. 1943
Ludovic Séguin .....	25.00	10 nov. 1943
F.-X. Bertrand .....	75.00	10 nov. 1943
Oscar Dumoulin .....	135.00	10 nov. 1943
Hugh Gauthier .....	25.00	10 nov. 1943
Valmont Lalonde .....	387.50	10 nov. 1943

1. Noms	2. Montants et dates
Émile Hurtubise.....	150.00 10 nov. 1943
Armand Sabourin .....	397.50 10 nov. 1943
Joseph Lefebvre.....	25.00 10 nov. 1943
Mme Eugène Lauzon.....	125.00 10 nov. 1943
Joseph Cadieux.....	169.00 10 nov. 1943
Roger Leduc .....	255.00 10 nov. 1943
François Brasseur .....	100.00 10 nov. 1943
Roméo Séguin .....	50.00 10 nov. 1943
Ernest Chevrier.....	12.50 10 nov. 1943
James Madden .....	170.00 10 nov. 1943
Gustave Lalonde.....	25.00 10 nov. 1943
Ubaldo Leduc .....	25.00 10 nov. 1943
Édouard Ranger .....	100.00 10 nov. 1943
<i>Normandin, Roberval :</i>	
William Savard.....	375.00 10 nov. 1943
<i>Normandin village, Roberval :</i>	
Iréne-Joseph Noël.....	75.00 10 nov. 1943
Joseph Girard (fils de Johnny) .....	425.00 10 nov. 1943
Gérard Rémillard.....	415.00 10 nov. 1943
Alexandre Hébert .....	15.50 10 nov. 1943
Frs-Xavier Fortin.....	250.00 10 nov. 1943
Roland Laliberté.....	75.00 10 nov. 1943
<i>Saint-Edmond-les-Plaines, Roberval :</i>	
Ronaldo Martel.....	167.50 10 nov. 1943
<i>Albanel, Roberval :</i>	
Élisé Martel .....	137.50 10 nov. 1943
Joseph Provencher.....	353.75 10 nov. 1943
Ernest Bergeron.....	225.00 10 nov. 1943
Ernest Dubois .....	87.50 10 nov. 1943
François Therrien .....	332.00 10 nov. 1943
Raoul Guay.....	25.00 10 nov. 1943
<i>Mistassini, Roberval :</i>	
François Turcotte.....	125.00 10 nov. 1943
<i>Albanel, Roberval :</i>	
Emmanuel Boudreault.....	300.00 10 nov. 1943
<i>Notre-Dame-de-la-Doré, Roberval :</i>	
Paul-E. Boulianne.....	125.00 10 nov. 1943
<i>Normandin, Roberval :</i>	
Eugène Larouche.....	46.17 10 nov. 1943
<i>Mistassini, Roberval :</i>	
Denis Beaudet.....	75.00 10 nov. 1943

1. Noms	2. Montants et dates
<i>Normandin, Roberval :</i>	
Hermas Villeneuve.....	12.50 10 nov. 1943
Cyrille Boulianne .....	70.00 10 nov. 1943
<i>La Croche, Laviolette :</i>	
Johnny Beaudin.....	485.00 10 nov. 1943
Albert Beaudin .....	33.00 10 nov. 1943
Thomas Bélanger .....	815.00 10 nov. 1943
M. l'abbé Michi.....	112.50 10 nov. 1943
Joseph Fortin .....	108.00 10 nov. 1943
Arthur Beaudin.....	175.00 10 nov. 1943
Arthur Desbiens .....	675.00 10 nov. 1943
Albert Girard .....	815.00 10 nov. 1943
<i>Sainte-Jeanne-d'Arc, Roberval :</i>	
Herménégilde Boily .....	218.75 16 nov. 1943
<i>Nédelec, Témiscamingue :</i>	
Gédéon Aylwin .....	367.50 30 nov. 1943
Odilon Mayrand .....	140.00 30 nov. 1943
Antonio Huot.....	35.00 30 nov. 1943
<i>Guérin, Témiscamingue :</i>	
Sinaï Aumond .....	175.00 30 nov. 1943
Édouard Beaupré.....	245.00 30 nov. 1943
Oliva Ayotte.....	140.00 30 nov. 1943
<i>Lamotte, Abitibi :</i>	
Roméo Perron .....	70.00 1 <sup>er</sup> déc. 1943
<i>Amos, Abitibi :</i>	
Ludger Cyr .....	210.00 1 <sup>er</sup> déc. 1943
Albert Cossette.....	245.00 7 déc. 1943
Côme Leduc .....	17.50 7 déc. 1943
J.-E. Montambault.....	1,715.00 7 déc. 1943
	\$14,077.52

**Mandat spécial no 1999  
du 22 juillet 1943**

**M. Élie (Yamaska):** Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province en vertu du mandat spécial, ordre en conseil no 1999, en date du 22 juillet 1943:

1. À qui le gouvernement de la province a-t-il payé la somme de \$15,000?

2. Quand le gouvernement de la province a-t-il effectué tous et chacun desdits paiements?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Voir le tableau à la page suivante)

1. Noms	2. Montants et dates
<i>Amos, Abitibi :</i>	
Rosaire Cloutier .....	\$1,015.00 16 août 1943
André Marx .....	70.00 16 août 1943
Charles Fréchette .....	490.00 16 août 1943
René Denault .....	87.50 16 août 1943
J.-Bte Richard .....	70.00 16 août 1943
Ludger Cyr .....	175.00 16 août 1943
Hormidas Trépanier .....	35.00 16 août 1943
G. Trudel .....	70.00 16 août 1943
Mme Vve Marchand .....	560.00 16 août 1943
R. Grenon .....	490.00 16 août 1943
E. Adam .....	490.00 16 août 1943
A. Rompré .....	490.00 16 août 1943
G. Veillette .....	175.00 16 août 1943
Jos. Dudemaine .....	122.50 16 août 1943
J. Fraser .....	17.50 16 août 1943
Olivier Trudel .....	43.75 16 août 1943
D. Caouette .....	1,015.00 16 août 1943
J. Croteau .....	490.00 16 août 1943
D. Trudel .....	35.00 16 août 1943
H. Magny .....	385.00 16 août 1943
G. Thibault .....	140.00 16 août 1943
X. Thibault .....	17.50 16 août 1943
G. Marchildon .....	175.00 16 août 1943
I. Leduc .....	35.00 16 août 1943
I. Massicotte .....	105.00 16 août 1943
H. Veillette .....	1,085.00 16 août 1943
D. Montgrain .....	840.00 16 août 1943
E. Valiquette .....	70.00 16 août 1943
Nap. Bacon .....	140.00 16 août 1943
E. Carreau .....	35.00 16 août 1943
Gérard Allard .....	595.00 16 août 1943
E. Larouche .....	665.00 16 août 1943
D. Cossette .....	175.00 16 août 1943
A. Cossette .....	175.00 16 août 1943
G. Massicotte .....	315.00 16 août 1943
J.-B. Trudel .....	105.00 16 août 1943
P.-O. Gagnon .....	455.00 16 août 1943
O. Denault .....	105.00 16 août 1943
E. Labbé .....	70.00 16 août 1943
L. Cossette .....	35.00 16 août 1943
C. Cossette .....	245.00 16 août 1943
Mme M. Cossette .....	17.50 16 août 1943
E. Turcotte .....	455.00 16 août 1943
V. Gravel .....	17.50 16 août 1943
<i>Saint-Mathieu, Abitibi :</i>	
E. Bolduc .....	490.00 16 août 1943
<i>Sainte-Gertrude, Abitibi :</i>	
A. Authier .....	17.50 16 août 1943
G. Boucher .....	140.00 16 août 1943

1. Noms	2. Montants et dates
<i>Landrienne, Abitibi :</i>	
G. Houde .....	35.00 16 août 1943
A. Gervais .....	175.00 16 août 1943
Achille Richard .....	245.00 16 août 1943
R. Bertrand .....	35.00 16 août 1943
La Fabrique de Landrienne .....	35.00 16 août 1943
J.-B. Gervais .....	140.00 16 août 1943
Jos. Perron .....	52.50 16 août 1943
<i>Lamorandière, Abitibi :</i>	
Honoré Grondines .....	245.00 16 août 1943
<i>Sainte-Rose-de-Poularies, Abitibi :</i>	
Adélar Pouliot .....	318.50 10 sept. 1943
<i>Dupuy, Abitibi :</i>	
Ovila Leblond .....	58.10 10 sept. 1943
<i>Rochebeaucourt, Abitibi :</i>	
Émile St-Pierre .....	175.00 10 sept. 1943
<i>Amos, Abitibi :</i>	
Gérard Trudel .....	91.00 23 sept. 1943
J.-D. Trudel .....	348.65 14 oct. 1943
	\$15,000.00

### Démission annoncée du député de Saint-Hyacinthe

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les journaux nous apprennent que le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) va bientôt quitter la Chambre pour le Sénat ou pour occuper quelque autre haute fonction. Je voudrais que le premier ministre nous dise s'il est vrai que la Législature va bientôt être débarrassée ou privée de sa présence.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Qui vient d'arriver à son pupitre) Je ne pars pas de la Chambre, puisque j'y entre présentement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On se sauve.

### Projets de loi:

#### Loi des enquêtes sur les incendies

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour,

que le bill 7 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 17 de la loi des enquêtes sur les incendies (S. R. Q., 1941, chapitre 150) est remplacé par le suivant:

"17. Ces personnes sont interrogées sous serment devant le commissaire des incendies qui est autorisé à faire prêter ce serment. Les témoignages sont pris au moyen de la sténographie.

"Pour chacune des cités de Québec et de Montréal, le sténographe est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et ses honoraires, au taux fixé par l'arrêté en conseil, sont payés mensuellement par la cité pour laquelle il est nommé. Chacune desdites cités peut recouvrer des compagnies d'assurances visées par les articles 26 et 27 la même proportion des sommes déboursées pour fins de sténographie qu'elle est autorisée à percevoir de ces compagnies pour les dépenses mentionnées dans lesdits articles."

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le bill a pour but de dispenser le commissaire des incendies pour la ville de Québec de prendre à la longue main les témoignages rendus devant lui et de lui permettre de faire prendre les dépositions à la sténographie, comme le commissaire des incendies pour la ville de Montréal est déjà autorisé à le faire. Ce bill parle par lui-même et il ne contient rien de bien contentieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill repose sur un mauvais principe, parce qu'il impose des obligations qui ne sont pas nécessaires et qui sont assumées par d'autres que le gouvernement. De plus, il faudra engager de nouveaux fonctionnaires alors qu'il y en a déjà trop; les sténographes officiels sont devenus maintenant des fonctionnaires provinciaux.

Ce n'est là qu'un autre moyen de créer un emploi de plus. Et nous avons besoin de commissaires des incendies qui ne soient pas des organisateurs libéraux, car, à Montréal, le commissaire des incendies est en même temps un organisateur libéral. La meilleure réforme que l'on pourrait faire, ce serait de nommer des commissaires compétents; il faudra, là comme ailleurs, des commissaires désintéressés de la politique.

À Montréal, il y a quelques mois<sup>2</sup>, une imprimerie qui publiait un journal non sympathique au gouvernement, *Le Moraliste*, et qui faisait la guerre aux "racketeers", a été saccagée et incendiée par une main criminelle. Un des commissaires des incendies, un organisateur libéral, a fait une soi-disant enquête, mais on n'a jamais découvert celui qui avait mis le feu. C'est peut-être parce que ce même journal préconisait aussi la réforme de la police. Car on sait que ce journal ne fait pas l'affaire du gouvernement, et il est évident que la police provinciale était de connivence avec les criminels qui ont perpétré cet attentat, qui sont des gens affiliés à la pègre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce que cette imprimerie imprimait l'un des organes de l'opposition? Ou est-ce là qu'on imprimait l'organe du chef de l'opposition?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Peu m'importe le journal en question. Cela n'a aucune importance. La loi condamne ce crime, quelle que soit l'imprimerie incendiée. Il doit y avoir de la liberté d'opinion dans notre province. Or, la police du procureur général n'a pas trouvé les coupables. C'était pourtant facile, elle n'avait qu'à les chercher dans les milieux qui n'aimaient pas à ce que ce journal soit publié.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition est en dehors de la question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et le gouvernement, lui, devrait être en dehors de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition nous entraîne loin du projet, mais je vais lui répondre. Il s'agit là d'un malheureux accident. Le propriétaire de l'imprimerie en question, M. Alepin, s'est vanté de

connaître les coupables. La Commission des incendies, présidée par le notaire Massicotte, a assigné M. Alepin, l'a interrogé sous serment; ce dernier a refusé de répondre aux questions qu'on lui a posées et a avoué qu'il ne connaissait pas les prétendus coupables. La Commission a poursuivi son enquête, mais, comme dans l'affaire Gagalas, célèbre du temps de l'Union nationale, rien n'a été découvert; celui qui a tué Gagalas n'a pas été trouvé non plus. Mais nous continuons de rechercher les coupables dans cette affaire, de même que dans l'affaire Gagalas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les commissaires des incendies ne devraient pas être des créatures du régime. Lors de cet incendie, les coupables étaient désignés dans un groupe de la police. Peu de temps après les incendies, les mêmes gens ont assommé un citoyen honnête au moment où il s'en allait à la messe un dimanche matin, un journaliste respectable, M. Albert Plouffe<sup>3</sup> qui écrit dans le journal en question. Et ses assaillants sont encore en liberté. Là encore, la police n'a pas trouvé les coupables. C'est que la police reçoit des ordres et qu'elle est intéressée à ne pas trouver ces gens-là. Ce sont eux qui dirigent le crime organisé à Montréal, les bookmakers, avec la protection de la police provinciale. La police est complice de ces gens qui ont mis le feu à l'imprimerie et qui ont tenté d'assassiner l'éditeur du journal<sup>4</sup>. La réforme que l'on devrait faire, ce n'est pas tant d'avoir des sténographes pour prendre des notes que d'avoir des policiers honnêtes pour prendre les coupables.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Loi des palais de justice et prisons

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi des palais de justice et prisons soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Francoeur (Montréal-Mercier)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 13 de la loi des palais de justice et prisons (S. R. Q., 1941, chapitre 13) est modifié en retranchant le paragraphe 2 comprenant les cinq derniers alinéas dudit article."

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il s'agit de supprimer une contribution de \$12 par année exigée de toutes les municipalités de la province pour l'entretien des palais de justice et prisons, ainsi que les contributions plus élevées qui sont exigées de quelques municipalités, comme Québec et Montréal. C'est en somme une réduction de taxes. Les municipalités économiseront ainsi environ \$25,000 par année<sup>5</sup>. C'est une excellente mesure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Coup de vent et camouflage! Que l'on fasse donc d'abord disparaître la taxe de vente. Le gouvernement a imposé 111 taxes nouvelles et ruineuses pour \$20,000,000.

Mais, avant de rendre l'âme à la veille des élections, le gouvernement veut donner l'impression qu'il réduit les taxes, alors qu'il laisse exister des taxes injustes, comme l'odieuse taxe de vente provinciale, qui pèse sur le peuple et rapporte \$13,000,000, pour n'enlever qu'une taxe de \$12 par an aux municipalités.

Voilà la logique du gouvernement. Ce n'est que le commencement d'un commencement dans la bonne direction.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** N'empêche que le gouvernement retire annuellement \$24,000 de cette taxe qu'il propose à la Chambre d'abolir aujourd'hui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que c'est que \$24,000 en comparaison de \$12,000,000 que rapporte la taxe de vente par année?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est tout de même mieux que ce qu'a fait l'Union nationale; le chef de l'opposition prétendait, en 1936, qu'il y avait 112 taxes et qu'il devait toutes les faire disparaître, et il n'en a pas aboli une seule durant son terme d'office de trois ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais fait de telles promesses, mais j'ai promis de diminuer les taxes et j'ai tenu parole. Nous avons réduit de 50 % la taxe<sup>6</sup> du permis de conduire pour les automobilistes, soit de \$5 à \$2.50, ce qui représentait une diminution de \$700,000.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** L'Union nationale a réduit cette taxe, mais vous ne l'avez pas abolie. Mais vous en avez augmenté d'autres. Que le chef de l'opposition nous parle donc de la nouvelle taxe de 2 sous de plus par gallon de gazoline qu'il a imposée du même coup et de la taxe sur les compagnies et sur les corporations qu'il a augmentée. Et pourtant, il devait abolir toutes les vieilles taxes!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est vrai que nous nous avons fait payer \$20,000,000 de plus aux compagnies, parce qu'elles avaient le moyen de payer. Mais nous n'avons imposé aucune taxe au peuple, tandis que le gouvernement actuel, avec sa taxe de vente et ses taxes sur tout, frappe directement les petites gens et les pauvres. Il n'abolit pas la taxe de vente et la taxe de l'assistance publique. S'il veut alléger le fardeau des municipalités, qu'il amende la loi de l'assistance publique. Le rapport Sirois note que les municipalités du Québec supportent des fardeaux qui devraient être assumés par le gouvernement. Qu'il aide donc le public en allégeant le fardeau des municipalités qui contribuent au fonds de l'assistance publique. Voilà la différence. Si encore le régime actuel avait diminué la dette. Mais, au contraire, il l'a augmentée. Ces taxes n'ont servi qu'à lui permettre de gaspiller davantage. C'est pourquoi on a peur du peuple; les ministériels sont pris de panique.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** veut continuer la discussion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le gouvernement ne tient pas d'élection? Je préviens le premier ministre que tous ses hommes se sauvent. Depuis 1940, c'est à qui se sauverait avant l'élection. C'est à qui se ferait nommer juge ou sénateur. À l'heure actuelle, trois ministres veulent être juges; un autre veut se faire caser au Sénat.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est justement parce qu'on a tellement de bons hommes que tout le monde veut nous les enlever.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Laissez faire. Ce sont les électeurs qui vont les enlever aux prochaines élections.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le gouvernement abolit graduellement les taxes. Voici une abolition. D'autres suivront. Le chef de l'opposition ne peut en dire autant de son gouvernement qui n'a jamais allégé le fardeau du contribuable, et pourtant, il l'avait bien juré au peuple. Pourquoi le chef de l'opposition ne les a-t-il pas soulagées de ce fardeau, les municipalités, de 1936 à 1939?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons allégé le fardeau des municipalités mieux que les lois actuelles du gouvernement en donnant du pain aux sans-travail, en empêchant des gens de devenir chômeurs, en payant des pensions aux vieux, aux vieilles, etc.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est le gouvernement Taschereau qui a institué les pensions de vieillesse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non pas, c'est le gouvernement de l'Union nationale qui a commencé à les verser; elles dataient de 1927 à Ottawa et les libéraux de Québec avaient oublié.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** L'Union nationale a versé les premiers chèques en octobre 1936, mais avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> août 1936, alors qu'elle était au pouvoir depuis le 17 août. C'est ce qui prouve que la loi était entrée en vigueur avant l'avènement de l'Union nationale. De plus, le gouvernement libéral a été obligé d'épurer les listes qui avaient été



surchargées des noms des amis du régime Duplessis à la veille des élections de 1939. Il reproche au chef de l'opposition, qui se vantait de n'avoir pas fait de politique, cette orgie de destitutions qui ont marqué son régime.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons essayé de réparer le gâchis d'un gouvernement qui, pendant sept ans, avait refusé de payer des pensions aux vieillards.

**M. Labbé (Mégantic)** se lève vivement pour rétablir les faits.

La majorité des pensions payées sous l'Union nationale, dit-il, avaient été recommandées par des inspecteurs nommés sous le régime Taschereau-Godbout. Mais, fait remarquable, durant l'élection partielle de Mégantic, le même Léon Casgrain, député de Rivière-du-Loup-Kamouraska, avait accepté la charge de l'organisation de cinq paroisses. Il avait à son service un certain M. Rodrigue, inspecteur du crédit agricole, à qui on avait donné instruction de visiter tous les anciens pensionnaires rayés des listes ou les pensionnaires dont on avait diminué les pensions, s'efforçant d'obtenir leur vote pour le candidat du gouvernement, moyennant quoi ils seraient rétablis sur les listes ou leurs pensions seraient augmentées.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord)** demande au président du comité de rappeler le député de Mégantic à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord)** expose son propre point de vue.

**M. Labbé (Mégantic):** S'il y a eu de la partisanerie politique avec les pensions de vieillesse, ce n'est pas de la part de l'Union nationale mais du gouvernement actuel et surtout de son procureur général.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est le gouvernement libéral de M. Taschereau qui a fait voter la loi des pensions de vieillesse. Le chef de l'opposition était contre les pensions aux vieillards. Il était tellement contre que M. Laurent Barré, un de ses partisans, s'insurgeait. Le chef de l'opposition a fait une alliance avec

l'Action libérale nationale et, comme ce groupement, composé de libéraux, favorisait les pensions de vieillesse, le chef de l'opposition a été obligé d'accepter cette réforme libérale à cause de son alliance avec M. Paul Gouin. Cette alliance n'a pas duré. Alors, le chef de l'opposition a rebaptisé son parti du titre d'Union nationale, tout en restant conservateur, comme le député de Matane (M. Gagnon).

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Après la démission de M. Taschereau en 1936, les chefs libéraux et certains ministres actuels se présentaient en disant qu'ils étaient des hommes nouveaux, comme s'ils n'avaient pas reconnu l'ancien premier ministre.

**Des voix de l'opposition:** Honte! Honte<sup>7</sup>!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quant à moi, les libéraux, lorsque ça fait leur affaire, disent que j'ai tué le Parti conservateur. J'ai fondé l'Union nationale, parce que j'ai été élevé à Trois-Rivières, une ville libérale, où l'on m'a élu. Et l'Union nationale est formée des éléments de la politique provinciale qui placent la patrie au-dessus des partis; je suis indépendant des bleus, des rouges, des bloqués, des archi-bloqués, des contre-bloqués, des débloqués, (le député de Lotbinière (M. Chaloult) sourit) et des C.C.F.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si quelqu'un a dit que le député de Trois-Rivières a tué le Parti conservateur, on ne peut faire le même reproche au député de Matane. L'Union nationale est indépendante des bleus, mais cela n'empêche pas le député de Matane, bras droit du chef de l'opposition, de se faire photographier à Québec sur *L'Action catholique* avec le chef du Parti conservateur, M. John Bracken, et qu'il l'a remercié ces jours derniers au Club Canadien, avec un peu de timidité, comme s'il avait eu peur de s'attirer des reproches de son chef à la Chambre. Ça pourrait être utile si un jour M. Bracken arrive au pouvoir. Mais je me demande si le député de Matane avait demandé la permission à son chef avant d'aller recevoir M. Bracken et pour aller se faire photographier avec lui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Rien ne l'empêche d'aller recevoir un citoyen éminent du pays, il en avait le droit. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), lui-même, a aussi reçu M. Bracken à sa résidence princière, à Saint-Hyacinthe, et s'est fait photographier avec lui près de sa piscine privée.

**Le président du comité** ramène le débat au projet.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 11 sans l'amender.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi de l'inspection des hôtels

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi de l'inspection des hôtels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 8 de la loi de l'inspection des hôtels (S. R. Q., 1941, chapitre 251) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le certificat de l'inspecteur est émis gratuitement."

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les hôtels, restaurants et autres petits commerces de ce

genre paient deux dollars par année un permis qui est affiché dans l'établissement. Ce projet a pour but de rendre gratuit le certificat d'inspection des hôtels pour lequel un honoraire de \$2 est actuellement exigé, d'après les règlements faits pour la mise à exécution de la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est ridicule et risible. C'est une autre mesure pré-électorale.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** C'est ridicule d'abolir une taxe?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le jeune ministre...

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord)** sourit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** ... admettra que ce n'est pas une grosse taxe. Le ministre a ordonné des enquêtes politiques et des inspections tracassières immédiatement après l'arrivée du gouvernement au pouvoir, en 1939; beaucoup d'établissements qui avaient été considérés comme n'étant pas couverts par cette législation furent l'objet d'une enquête vigoureuse. Certaines classes de petits hôtels, maisons de pension et restaurants qui avaient été exemptés de la taxe, d'un consentement unanime, ont été dans l'impossibilité de fournir les pièces justifiables exigées et ont été de ce fait obligés de verser de fortes sommes au gouvernement Godbout. Le ministre ou le trésorier provincial pourra-t-il nous dire combien de milliers de dollars furent ainsi extorqués par ces procédés de honteux chantage?

Il est ridicule de faire des législations pour enlever une taxe de \$2 quand la population est si lourdement taxée par le régime actuel et alors qu'on laisse subsister la taxe de vente qui coûte \$13,000,000 aux contribuables.

En 1939, à l'arrivée au pouvoir des libéraux, des inspecteurs du gouvernement ont extorqué à des propriétaires de restaurants et d'hôtels de campagne des montants supposés provenir de la taxe sur les repas, qui n'était pas due, que l'Union nationale n'avait pas perçue, et que les intéressés ne s'attendaient pas de payer. Grâce à cette taxe imposée en 1927, puis tombée dans l'oubli, le gouvernement actuel a perçu ainsi près de \$1,000,000 des comptes qui remontaient jusqu'en 1927 et qui ne devaient pas être payés au sens de la loi. Une autre loi de camouflage.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Au temps de l'Union nationale, des inspecteurs forçaient les gens à payer cette taxe en les menaçant de leur enlever leur licence. Nous avons fait cesser cette pratique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est connu de centaines et de centaines de propriétaires de petits établissements qu'ils ont été l'objet d'un chantage éhonté de la part des inspecteurs du nouveau gouvernement et que des sommes considérables ont été ainsi payées par des gens de bonne foi.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze (7,594) propriétaires d'hôtels ou de restaurants ont payé cet honoraire, l'an dernier. En 1942-1943, ce droit a rapporté \$15,188 à la province. Les hôteliers vont donc bénéficier de cette nouvelle législation. Je ne vois rien de ridicule dans un projet qui les exempte de payer ce montant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On voit là le seul but du gouvernement: préparer les élections au moyen de petites faveurs, quand il ne touche pas aux questions essentielles, aux grandes taxes qui affectent tout le monde.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** parlent de l'incompétence notoire de certains officiers supérieurs du service de l'hôtellerie, sous le contrôle du ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui est à la direction du service d'inspection?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** M. Loie Trudel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a longtemps qu'on fait remarquer au gouvernement que cet employé n'a pas les qualifications requises pour diriger effectivement ce service. L'ancien gérant du Ritz-Carlton, M. Desbaillets, officier spécial au ministère du Commerce et de l'Industrie, est-il à l'emploi du service de l'hôtellerie comme surintendant général des hôtels?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Oui, il est conseiller.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et que fait M. Desbaillets?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Chargé d'orienter l'amélioration des services d'hôtellerie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas compétent, puisqu'on ne l'a pas gardé au Ritz.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Il a été gérant de cet hôtel pendant un grand nombre d'années.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La nomination de M. Desbaillets a été accueillie partout favorablement et les hôteliers bénéficient de son expérience.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai entendu faire une conférence à Trois-Rivières, devant l'Association des hôteliers. Il a conseillé aux hôteliers de mettre des draps propres sur leurs lits.

**Une voix ministérielle:** C'est pas un mauvais conseil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces deux fonctionnaires ne paraissent pas qualifiés mieux qu'il faut et le gouvernement leur confie tout de même la direction de service d'une grande importance. Mais passons, nous ne sommes pas pour perdre notre temps sur des bills de deux piastres.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des affaires municipales

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi

du département des Affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 7 de la loi du département des Affaires municipales (S. R. Q., 1941, chapitre 206), modifié par l'article 3 de la loi 7 George VI, chapitre 39, est abrogé, de même que les tarifs faits en vertu dudit article."

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Ce projet de loi a pour but de supprimer les droits et honoraires payables par les municipalités et commissions scolaires sur l'approbation de leurs règlements d'emprunt, leurs émissions d'obligations par la Commission municipale de Québec, etc. Il y a des municipalités qui doivent payer des droits et honoraires se chiffrant de 50 cents jusqu'à \$500 dans certaines circonstances. En 1942-1943, ces honoraires se sont chiffrés à \$12,683. Depuis cinq ans, ces droits ont rapporté à la province au-delà de \$63,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** affirment encore qu'il est ridicule de vouloir ainsi donner l'impression que l'on réduit les taxes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'est pas contre l'abolition de ces honoraires, mais il dénonce énergiquement l'intervention du département des Affaires municipales dans les activités des conseils municipaux qui ont saboté l'autonomie municipale et scolaire, et ont ainsi engagé les corporations scolaires et municipales à des dépenses exagérées. L'approbation donnée par le gouvernement à des règlements d'emprunt, dit-il, a incité nombre de gens à placer de l'argent dans des débentures sans valeur. Le gouvernement est responsable de l'augmentation des dettes municipales et, d'après le rapport Sirois, c'est dans Québec que la dette municipale est le plus

élevée au Canada. La présente loi, c'est mieux que rien, mais on devrait donner aux municipalités leur autonomie. On devrait respecter l'intelligence du peuple. Cette loi est un cataplasme sur une jambe de bois. Elle ne règle pas la situation.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les municipalités sont satisfaites du département des Affaires municipales qui les aide de ses conseils expérimentés, car nombre de conseils municipaux ne sont pas au courant de la loi, et on leur fait éviter bien des illégalités et des irrégularités. Le crédit des municipalités s'améliore constamment. Plusieurs ne se contentent pas de réduire leur dette, mais font des conversions de dette pour obtenir des taux plus avantageux.

**M. Gagnon (Matane)** demande au député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) s'il apportera plus tard d'autres modifications au Code municipal.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** annonce qu'il présentera des amendements au Code municipal et à la loi des cités et villes.

**M. Gagnon (Matane):** On manque de sérieux, de réflexion. Ainsi, l'an dernier, le Parlement supprima le mot "occupant", mais laissa ce même mot dans plusieurs autres lois. Comme il n'y eut pas concordance, il en résulta une confusion extrême. Par la loi actuelle, le gouvernement va supprimer de petites taxes de 50 sous et plus, mais laisser subsister toutes les lourdes charges qui pèsent sur les municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministère des Affaires municipales fut créé en 1917 rattaché à un autre ministère, et ce n'est que beaucoup plus tard que le gouvernement jugea à propos de nommer un titulaire. Il y avait bien le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) qui aspirait à ce portefeuille. En même temps, il jouait à l'indépendance avec le premier ministre de l'époque qui refusa longtemps de le nommer. Grâce à la création de ce ministère, le gouvernement Taschereau s'ingéra dans les affaires des municipalités, se réservant le droit de contrôler, de modifier, d'abroger les règlements préparés par les conseils municipaux. En moins de 20 ans, la dette des municipalités et des commissions scolaires atteignit presque \$800,000,000.

Il (M. Duplessis) demande au gouvernement de ne pas se rendre plus ridicule qu'il faut en présentant des projets de loi portant sur une infinité

de petites choses sans importance, alors que les municipalités apprécieraient beaucoup plus une législation généreuse, complète, qui les débarrasserait des obligations qu'on leur fait porter et qui reviennent au gouvernement de Québec. Rendez aux conseils municipaux leur autonomie. Nous sommes en faveur de toute législation qui allégera réellement le fardeau des municipalités, comme nous l'avons fait lorsque nous avons pris à notre compte les frais de chômage, que nous avons aidé les travailleurs, que nous avons donné les pensions de vieillesse, les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants en bas âge.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions fiscales**

**Un député de l'opposition** proteste contre le retard, car ces quatre mesures n'entreront en vigueur que le 1<sup>er</sup> avril prochain.

**Un député ministériel** lui fait remarquer qu'au point de vue comptabilité il est plus pratique que ces suppressions de droits deviennent exécutoires avant le début du nouvel exercice financier.

#### **Crédit nécessaire à l'exploitation des lots**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### **En comité<sup>8</sup>:**

Présidence de M. Caron (Hull)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que la loi du département de la Colonisation (S. R. Q., 1941, chapitre 103) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

"16. Un fonds annuel de cinquante mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des syndicats coopératifs à des colons et au paiement de la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts.

"17. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre de la Colonisation à faire, avec des syndicats coopératifs ou des unions ou fédérations de tels syndicats, des conventions à cette fin.

"18. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 16 et 17 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

Il s'agit d'un bill pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot. Ce projet a pour but de permettre au département de la Colonisation de faciliter le crédit aux colons par l'entremise de syndicats coopératifs ou caisses populaires. Un octroi annuel de \$50,000 sera créé à cette fin. Les colons pourront emprunter jusqu'à \$500, pour des termes variant de un an à six ans.

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai examiné le projet de prêts aux colons présenté par le premier ministre. Le premier ministre veut accorder des facilités de crédit aux colons pour s'acheter des instruments aratoires, du bétail et autres choses nécessaires au succès de son établissement et suggère d'utiliser les caisses populaires. S'il veut réellement les aider pour obtenir du crédit pour acheter des instruments

aratoires, des animaux de ferme, se construire une maison et des dépendances, que le gouvernement les aide! Pourquoi imposer cette lourde tâche aux caisses populaires?

Ce bill me semble bien être là un nouveau bill de camouflage pré-électoral, en payant seulement une partie de l'intérêt sans garantir le capital. Avec la loi actuelle, les colons n'auront pas de crédit. Je ne trouve rien là-dedans qui puisse faire avancer la cause des colons; c'est simplement une loi d'élection et rien de plus qui ne résiste pas longtemps à l'analyse.

Le premier ministre sait-il que, dans la province, il n'y a que 700<sup>9</sup> à 750 municipalités sur un total de 1,400 qui possèdent des caisses populaires à l'heure actuelle? De plus, certaines régions de colonisation remontent à 25 ans et même 30 ans. Les caisses populaires n'ont pas encore réussi à s'y installer, à part quelques rares exceptions.

Cette législation est de toute évidence du camouflage. D'abord, les caisses populaires, d'après leurs règlements, ne peuvent faire d'affaires que dans les limites des localités où elles sont situées. La caisse est une banque paroissiale. Voici un extrait des règlements: "Tout actionnaire ou emprunteur doit demeurer dans les limites de la circonscription sociale de la caisse." Alors, comme ces règlements interdisent aux caisses de prêter ailleurs que dans leur localité, un grand nombre de municipalités, surtout en pays neuf, ne pourront bénéficier de la loi, et elle sera loin de bénéficier à tous les colons.

Les colons, cela va de soi, vivent dans les paroisses de colonisation, où le plus souvent il n'y a pas de caisse ou encore, s'il existe une jeune caisse, ses ressources financières ne sont pas très abondantes, parce qu'elles ne sont alimentées que par les modestes épargnes des colons. Le gouvernement actuel pourra bien adopter cette législation, mais dans la plupart des paroisses de colonisation, comme il n'existe pas de caisses populaires, cette loi s'avérera inopérante, selon moi, dans les trois quarts des cas et dangereuse pour le reste. Comment pourrait-il en être autrement?

En second lieu, là où les caisses populaires pourront exister, elles ne seront pas assez puissantes pour prendre les risques de ces prêts; les gérants des caisses populaires trouveront que le risque est trop grand pour avancer de l'argent, parce que les colons emprunteurs ne seront pas, généralement, propriétaires de leur lot, mais de la couronne. Ils voudront exiger des hypothèques ou des cautions qu'on ne pourra leur fournir. Le risque est trop grand pour les caisses et elles ne devraient pas le prendre à

leur charge. Les caisses populaires exigent des garanties et il est douteux qu'elles prêtent aux colons.

Puisqu'il est le propriétaire des lots des colons, il appartient plutôt au gouvernement d'assumer lui-même ce risque. Si le gouvernement actuel avait confiance dans les colons, il aurait présenté un amendement au crédit agricole de manière à l'adapter à la situation des colons et il aurait mis certaines sommes à leur disposition. Le gouvernement devrait donner le crédit lui-même. Pourquoi les caisses devraient-elles s'empresse de remplacer le gouvernement? Qu'il amende la loi du crédit agricole et qu'il la fasse servir au crédit du colon.

Après ce geste de défiance envers les jeunes colons, le gouvernement croit-il que la direction des caisses se montrera plus empressée? Un exemple qui part de si haut n'est pas de nature à inspirer confiance aux gérants des caisses populaires dans le crédit aux colons. En raison de leur manque de garanties, seul le gouvernement peut consentir des prêts aux colons.

Tous les prêts doivent d'abord être soumis au comité de crédit de la caisse. Ils sont faits sur hypothèque ou contre garanties jugées satisfaisantes, sans quoi les membres du comité ne risqueront pas les épargnes de leurs sociétaires, lorsque le gouvernement ne se soucie pas de prêter lui-même au colon. Ce n'est pas nous et notre chef non plus qui manquons de confiance envers les colons. C'est le premier ministre. Lisez bien cette petite confidence du premier ministre, le 28 janvier 1944, qui déclarait au cours d'une conférence de presse: "Comme le colon sous billet de location n'est pas encore propriétaire de son lot, et qu'il ne peut, par conséquent, donner aucune garantie hypothécaire, le gouvernement ne pouvait appliquer, dans son cas, le système du prêt agricole."

Cette déclaration ne surprend pas dans la bouche du premier ministre. Cet état d'esprit n'a rien de nouveau chez le premier ministre. Il a toujours été opposé et n'a pas confiance au crédit agricole provincial. Il se défie de la solvabilité des colons. Il aime mieux le prêt agricole fédéral, inconscient qu'en livrant ainsi par oubli ou par distraction les cultivateurs du Québec aux prêteurs d'Ottawa, il les prive d'une juste part d'indépendance, d'autonomie à laquelle ils ont droit. Opposé au crédit agricole provincial pour les cultivateurs, le premier ministre n'en veut pas non plus pour les colons, mais il voudrait faire porter les responsabilités de son administration par une magnifique institution sociale

et financière, dont nous sommes fiers: la caisse populaire. Le premier ministre et son gouvernement n'ont pas confiance dans les colons parce que cette entreprise comporte des risques.

Veut-il exposer les caisses à subir des pertes? Dans le cas de prêt à perte, ce sont encore les caisses qui devraient prendre les procédures en recouvrement. Et nous aurons le gouvernement qui se mêle de la vie des colons et qui, de surcroît, se mêle de l'administration des caisses populaires qui ont besoin pour bien fonctionner de la plus entière liberté. Au surplus, la présente législation accorde à l'emprunteur une période de six mois pour effectuer son remboursement. Ce n'est pas trop long pour le colon, mais cela dépasse les règlements actuels des caisses populaires.

Il est prêt, dit-il, à tout faire pour les aider à réussir. S'ils ont besoin de crédit, c'est le gouvernement qui devrait l'organiser, comme il a fait du crédit agricole. Après tout, c'est le gouvernement qui est propriétaire du lot de colonisation. Il peut se rendre compte des besoins des colons avec le concours des inspecteurs qui connaissent les besoins réels des colons. Le gouvernement fixe à \$500 le montant des prêts. Il peut fort bien se faire que cette somme soit insuffisante dans le cas de celui qui désire se construire une maison ou encore certaines dépendances.

Le gouvernement se propose de faciliter aux colons des prêts de \$25 à \$500. Pourquoi le gouvernement serait-il si serré envers le colon, lui qui est si généreux, qui gaspille copieusement des taxes des contribuables, qui engloutit plus de 3 millions pour la construction d'une raffinerie de betterave à sucre à Saint-Hilaire; lui dont les amis d'Ottawa ont accordé des crédits de 750 millions à l'Angleterre, sans intérêt; lui qui a consenti à donner des milliards de l'épargne des Canadiens à des gens beaucoup plus riches que nous? Le gouvernement aurait dû prendre cet argent pour aider aux colons. Il aurait pu ainsi faire un prêt de \$200 à chaque colon. Il semble qu'il pourrait se montrer plus généreux envers ceux qui vont ouvrir des terres nouvelles, fonder de nouvelles paroisses, qui vont s'emparer du sol.

L'Union nationale a compris l'œuvre vitale de la colonisation en plaçant dans les régions nouvelles 16,440 colons<sup>10</sup> en trois ans, en bâtissant des églises, 11,000 milles de routes dans les régions nouvelles, en construisant 7,000 maisons, 56 presbytères, 79 chapelles et 344 écoles pour les fils et les filles de nos courageux colons, en donnant des octrois, etc. Le gouvernement Godbout, depuis 1939, n'a rien fait et

ne veut rien faire pour la colonisation véritable. Il n'est pas venu en aide aux colons. Les gérants de caisses populaires ne voient rien qui vaille dans le projet de crédit aux colons.

Au lieu de faire de la magie blanche et de la prestidigitacion, le premier ministre et ses collègues feraient mieux de considérer les problèmes à leur mérite. La situation sera encore plus sérieuse lorsque la guerre sera terminée, que nos soldats rentreront au foyer. Il faudra leur faire de la place. Ils voudront s'établir sur des lots et on devrait faciliter leur établissement. Le gouvernement actuel ne présente qu'une loi de camouflage, laissant croire à la population qu'il prépare la reconstruction d'après-guerre.

Il (M. Bégin) exprime l'espoir qu'à ce moment l'Union nationale sera à la direction des affaires et pourra poursuivre ses initiatives heureuses, même audacieuses, dans l'intérêt des jeunes familles qui désirent s'établir sur des terres neuves. Il n'a pas le moindre doute que la population de Québec permettra avant longtemps au chef de l'opposition et à ses collègues de continuer l'œuvre magnifique temporairement suspendue pour les bouleversements de la guerre et l'administration actuelle.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Dorchester (M. Bégin) n'a certainement pas compris la loi. Si une loi a jamais été destinée à permettre à la colonisation de se développer normalement, au colon de progresser, de conquérir son indépendance et de devenir rapidement un bon cultivateur, c'est bien cette loi-ci.

Les colons ne peuvent emprunter, parce qu'ils n'ont rien pour garantir, étant donné que la terre sur laquelle ils se trouvent n'est pas leur propriété, mais bien celle du gouvernement. Avec notre loi, le colon pourra emprunter l'argent pour lui permettre de vivre et d'aller de l'avant.

On me prête des idées que je n'ai jamais eues. Il n'a jamais été question que je me défiais de la solvabilité du colon. Dans tout prêt, il y a un élément de risque. Un colon établi sur un lot depuis peu, qui n'est pas encore propriétaire, constitue, certes, un risque plus avancé qu'un cultivateur bien organisé. Mais le député de Dorchester a l'air d'ignorer qu'un colon qui commence a besoin de crédit.

Le député de Dorchester (M. Bégin) nous dit qu'il n'y a pas suffisamment de caisses populaires dans nos paroisses et il nous reproche, à tort, de faire assumer le risque par les caisses populaires et de

nous en servir pour ce crédit aux colons. C'est précisément pour augmenter le nombre des caisses populaires, pour les consolider et pour les rendre capables de servir les œuvres paroissiales que nous proposons l'établissement de ce crédit aux colons, qui sera un crédit pour eux seuls. En deux ans, trois ans, cinq ans, une paroisse grandira avec la caisse populaire.

Indirectement, cette loi favorisera la diffusion des caisses populaires en pays de colonisation. Car il faut habituer nos colons à faire servir leur argent aux besoins de la localité. Nous avons voulu fournir à ces syndicats coopératifs l'occasion de s'implanter dans les jeunes paroisses, de grandir avec elles, de contribuer à leur développement, de devenir l'organisation de crédit dont chaque localité a besoin. Si nous avions dans chaque paroisse une caisse populaire bien organisée, chaque paroisse serait indépendante du crédit de l'extérieur comme des banques et des grosses institutions financières. Elles auraient suffisamment d'argent pour soutenir toutes leurs œuvres et ainsi pourvoir elles-mêmes aux besoins de toute la communauté.

Les colons et les cultivateurs auraient l'avantage de placer leur argent dans la caisse, et ces dépôts pourraient ensuite être prêtés à leurs coparoissiens qui en ont besoin. Parce que, dans chaque paroisse, il y a assez d'argent pour tous les besoins de la communauté. S'il n'existe pas une caisse populaire dans toutes nos vieilles paroisses, c'est parce que nous n'avons pas encore eu une loi comme celle-ci, qui va permettre la fondation de caisses populaires dans toutes les paroisses de colonisation. Un grand nombre de paroisses pourraient voir elles-mêmes à toutes leurs entreprises publiques, si on y gardait l'argent au lieu de placer à l'étranger trop souvent. Il est donc bien important d'organiser les caisses populaires, en même temps que survient la naissance des paroisses.

Le gouvernement veut assurer la fondation de caisses populaires avant l'épanouissement complet d'une paroisse. Nous voulons multiplier, soutenir et développer la coopération par les caisses populaires. Les colons pourront ainsi placer leur argent dans leurs propres œuvres et le faire servir à eux-mêmes. Nous ne travaillons contre personne; cette loi n'est pas hostile aux banques, mais je crois que les cultivateurs et les colons devraient avoir leur propre institution bancaire. Nous voulons donc que la caisse populaire s'installe avant la banque.

Dans les plus petites paroisses, il y a des surplus d'argent qui pourraient être placés avec avantage dans les caisses populaires. Pourquoi ne pas

permettre au colon de confier ainsi son argent à ces organismes qui le feront valoir pour lui et pour les organisations paroissiales?

D'ailleurs, la plus grande difficulté chez nous, ce n'est pas de faire de l'argent, mais de conserver l'argent gagné. On veut inciter les colons à placer leur argent dans une caisse locale, plutôt que céder aux sollicitations des placements hypothétiques et risqués au Brésil ou ailleurs. Nos classes rurales perdent de l'argent par millions, chaque année, parce qu'elles l'ont placé dans des puits d'huile du Sud, des entreprises minières qu'elles ne connaissent pas, ou parce qu'elles l'investissent dans des entreprises lointaines et risquées, sur lesquelles il n'y a pas de renseignements et dont elles ne connaissent pas la valeur. C'est par millions que les cultivateurs et les colons ont perdu leur argent et ils n'ont plus le droit de courir ces risques. Pareil argent aurait été beaucoup plus en sûreté dans des caisses populaires, et il aurait été préférable de l'investir dans l'exploitation de leur terre. Notre but est donc d'aider les colons dès le début en leur fournissant une caisse populaire. Et avec leur argent dans les caisses, on pourra répondre aux besoins locaux et aider aux œuvres de la paroisse.

Une fois établi, le colon pourrait offrir des garanties sur les petits emprunts qu'il contracterait de temps en temps. C'est par le travail du colon que la terre prend de la valeur, surtout quand il possède l'outillage que le gouvernement met à sa disposition. À toutes les périodes de l'année, les colons ont besoin de petites sommes, comme d'avances de \$25, \$50 ou \$100 pour remplacer un cheval, une vache, des instruments aratoires ou pour augmenter leur troupeau de moutons. Ces montants paraissent infimes, mais, pour le colon et sa famille, c'est une source de vie et c'est à la caisse populaire qu'ils les trouveront. Et le député de Dorchester (M. Bégin) prétend que nous présentons une loi de camouflage!

Il n'y a aucun danger que la loi soit inopérante, parce que, là où il n'y a pas de caisse, nous disons très clairement que des conventions pourront être faites avec des syndicats coopératifs ou des unions ou fédérations de ces syndicats. On aura donc le droit d'emprunter de l'union des caisses, et tout colon qui en a besoin pourra bénéficier du crédit que nous mettons à sa disposition. Le gouvernement ne veut pas éviter les risques, mais permettre aux caisses populaires de se développer dans les paroisses. Il ne faut pas oublier que nos gens ont le droit d'avoir leur organisation coopérative à eux et qu'ils en ont besoin pour s'entraider. Il arrive qu'actuellement, après qu'une paroisse s'est



développée pendant 15 ans et que le temps de faire de l'argent est arrivé, la banque arrive, s'installe et récolte tous les profits. Le colon doit avoir ces profits pour son propre compte et c'est par la caisse populaire qu'il y arrivera.

C'est la suite de notre politique de colonisation; jamais les colons dans la province et les nécessiteux n'ont été mieux soutenus que par le gouvernement actuel. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons augmenté toutes les primes payables aux colons en multipliant par deux les primes de logement et de défrichement; les octrois aux colons nécessiteux ont été augmentés à deux reprises et, tout récemment, ils ont encore été accrus considérablement.

La période actuelle, du reste, ne se prête guère à l'établissement des colons. Aussi, la politique du gouvernement n'est-elle pas tant d'établir des colons que de les faire vivre sur leurs lots. Nous leur facilitons les travaux les plus durs avec notre politique d'essouchement motorisé et en mettant à leur disposition l'outillage le plus moderne et les plus puissantes machines qui soient pour leur premier labour. Nous avons apporté aux colons une aide précieuse à la partie de leur travail qui paraissait inhumain et nous le rendons plus humain. Nous voulons qu'il ne soit pas plus pénible que celui du cultivateur ordinaire.

Depuis trois ans, un colon qui s'attaque à la forêt pour augmenter le domaine cultivé de la province et servir ainsi toute la population trouve un travail qui n'est pas plus dur que celui du cultivateur sur une terre avancée et établi depuis longtemps. Il est soulagé d'un fardeau inhumain. Il a droit à cette collaboration du gouvernement et c'est un gouvernement libéral qui lui a donné la mécanisation. Voilà l'œuvre du Parti libéral.

On dit que l'on a dépensé ou donné des milliards pour les armements de guerre. Les orateurs du côté de l'opposition auront beau se moquer de la mesure prise en prévision de l'après-guerre, il n'en demeure pas moins que le gouvernement provincial a fait des démarches auprès du gouvernement fédéral, et nous avons obtenu que des usines spéciales soient organisées afin de transformer l'outillage des usines de guerre, qui pourra être utilisé à des œuvres de paix, et afin qu'on puisse le mettre à la disposition des colons et des cultivateurs dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite et étonnement à gauche)<sup>11</sup>

Tout cet équipement de guerre, produit au coût de milliards, peut être transformé et utilisé avec

avantage pour garder les gens au travail et pour servir à l'exploitation de nos fermes et de nos terres par le défrichement, le nivellement, le drainage et autres travaux semblables. Les milliards de dollars qui ont été investis dans les usines de guerre ne seront pas perdus.

C'est une œuvre humanitaire que de faire valoir ces milliards dépensés dans nos arsenaux pour la guerre et qui, demain, vaudront pour la paix, en partie pour l'agriculture de notre province et pour l'avancement de tous, parce que le gouvernement de Québec a pris l'initiative de la suggérer à qui de droit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Étonné) Loin d'ouvrir de nouvelles usines, Ottawa en ferme actuellement. Leurs propriétaires ignorent ce qu'ils feront après la guerre. Le gouvernement de Québec ne fait absolument rien en prévision de l'après-guerre, période difficile, avec ses nombreux problèmes, que devra traverser la province. Il serait temps que le premier ministre voie à trouver de l'emploi pour ces centaines et ces centaines de personnes qui sont par le fait même congédiées de leur travail.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est évident que de grands changements imposent parfois à certains ouvriers un chômage temporaire, mais de grands efforts sont faits pour que ces ouvriers n'aient pas à chômer. Et justement, c'est le temps d'insister pour que des usines restent ouvertes et que ces nouvelles usines embauchent les employés des usines de guerre mis à pied et affectent cette main-d'œuvre à la transformation des engins de guerre en outils de paix. Bien des machineries construites pour la guerre peuvent, avec certaines transformations peu coûteuses, être utilisées pour le drainage, l'empierrement, le nivellement et autres travaux utiles à l'agriculture.

En un mot, nous allons avec ces milliards agrandir le domaine agricole dans notre province, et cela contribuera grandement à la reconstruction d'après-guerre. De cette façon, les milliards investis dans la fabrication de machinerie de guerre ne seront pas perdus. Ainsi, dans trois industries du pays, on a commencé la transformation de l'outillage de guerre en outillage de paix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis quand?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y en a déjà deux ou trois dont une dans Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où est celle de la province de Québec?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** À Sorel, on travaille dans ce sens-là depuis longtemps. On a commencé il y a un an à y transformer son installation de guerre pour la confection de machineries destinées aux travailleurs du sol. Et cette usine travaille depuis déjà six mois, pour que les engins de guerre puissent être utilisés demain pour la colonisation, l'agriculture, la voirie et les travaux publics. On fabrique donc des instruments de paix avec des machines de guerre<sup>12</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyons donc! C'est pas croyable, c'est ridicule<sup>13</sup>. Le premier ministre n'est certainement pas sérieux quand il parle comme ça. Ce qu'il dit à propos de l'outillage de guerre transformé en outillage de paix n'a aucun bon sens.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition dira cela aux cultivateurs et il verra comment il sera reçu. Nous avons pensé à l'avenir en demandant que tout cet immense matériel qui a coûté si cher soit utilisé en partie dans notre province pour l'agriculture.

La colonisation a été placée sur un pied que jamais elle n'a atteint, sous aucun gouvernement précédant celui qui gouverne la province de Québec actuellement. La colonisation est déjà transformée dans la province, et le gouvernement libéral ira plus loin encore. Mon ministère veut préparer des terres colonisables et mettre à la disposition des soldats démobilisés ou des employés d'industries de guerre qui voudront s'établir sur la terre des lots sur lesquels on aura déjà fait, au moyen d'un outillage puissant, un certain défrichement et sur lesquels ils pourront gagner leur vie. On donnera à chacun des lots convenablement ouverts et préparés. Nous voulons qu'après la guerre tous ceux qui sortiront des usines ou reviendront des champs de bataille aient l'avantage de venir prendre part au grand mouvement de colonisation que nous préparons dans la province de Québec et qui ne pourrait réussir sans la loi que nous demandons au comité d'adopter.

Vu que les prêts sont pour des sommes minimes, que chaque prêt ne doit pas dépasser \$500, qu'il y a beaucoup de recherches à faire avant de consentir à ces opérations et que le service de surveillance coûtera plus d'argent aux caisses populaires, le taux de l'intérêt sera de 6 %; seulement, le gouvernement va défrayer 4 % de cet intérêt, le colon emprunteur n'ayant que 2 % à payer

en réalité sur les emprunts qu'il fera. C'est aussi bien qu'une garantie.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement paiera également la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts. On ne saurait demander plus, certainement. La loi est très avantageuse pour les colons. C'est une législation progressive et qui vient à son heure.

**M. Bégin (Dorchester):** Le bill ne favorise pas et n'a pas du tout pour objet de répandre les caisses populaires. Ce n'est pas en empruntant, mais en déposant de l'argent qu'on encourage les caisses. Et c'est contre le règlement des caisses de prêter quand les valeurs offertes en garanties sont nulles, puisque le gouvernement est propriétaire des lots. Les améliorations faites par le colon sur son lot ne valent pas comme garanties, parce que le fonds appartient au gouvernement. Pour cette raison, c'est le gouvernement qui devrait prêter. La caisse populaire de ma paroisse, Sainte-Germaine, serait prête à avancer de l'argent aux colons à 4 % avec la garantie du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement paie 4 % d'intérêt.

**M. Bégin (Dorchester):** Le premier ministre a parlé de la colonisation mécanisée, mais la mécanisation des travaux de défrichement, c'est l'Union nationale qui l'a inaugurée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Sous l'Union nationale, le département de la Colonisation avait quatre grattes avec tracteurs pour la construction des chemins de colonisation. Ces grattes avaient été prêtées gratuitement à des entrepreneurs amis du gouvernement. Quand on nous les a retournées, en 1939, elles étaient hors d'usage.

(Applaudissements à droite)

**M. Bégin (Dorchester)** propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau<sup>14</sup>.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Godbout (L'Islet) et M. Duplessis (Trois-Rivières)** échangent sur ce qui doit être discuté en Chambre à la prochaine séance, étant donné qu'ils seront absents<sup>15</sup>.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. En raison de l'absence annoncée pour le lendemain des deux chefs qui assisteront aux funérailles du sénateur Arthur Sauvé, à Saint-Eustache, on a interverti l'ordre de la semaine. Alors que le mercredi est normalement une journée réservée aux motions des députés, on s'est plutôt consacré aujourd'hui aux bills ministériels. Et, demain jeudi, on engagera la discussion sur les motions de députés précise *Le Devoir* du 10 février 1944, à la page 1.

2. Selon *The Gazette* du 10 février 1944, à la page 7, l'incendie du *Moraliste* a eu lieu en décembre 1942.

3. *Le Devoir* du 10 février 1944, à la page 10 fait référence à un dénommé Adrien Plouffe. Après vérification, il s'avère qu'Albert Plouffe et Adrien Plouffe sont deux journalistes contemporains. Mais il s'agit bien ici d'Albert Plouffe. Pour plus de renseignements sur l'incident, voir *Le Moraliste* du 1<sup>er</sup> mai 1943, à la page 1. Selon *The Gazette* du 10 février 1944, à la page 7, le journaliste qui s'est fait attaquer était alors, et est toujours, agent de publicité pour l'Union nationale, le parti du chef de l'opposition M. Maurice Duplessis.

4. Selon *The Gazette* du 10 février 1944, à la page 7, qui revient sur ces événements, il semble que, quelque temps après l'incendie de l'imprimerie en question, des coups de feu ont été tirés en direction

de la maison d'Alepin, rue Saint-Denis, M. Alepin étant le propriétaire de l'imprimerie. Lorsque *The Montreal Daily Star* du 10 février 1944, à la page 4, parle de la tentative de meurtre commise à l'endroit de l'éditeur du journal, il s'agit probablement d'Alepin et non du journaliste Albert Plouffe.

5. *Le Soleil* du 10 février 1944, à la page 3, ainsi que *La Presse* du 10 février, à la page 14, indiquent une somme de \$24,000.

6. *L'Événement* du 10 février 1944, à la page 10, parle d'une réduction de 50 % du prix du permis de conduire et non de la taxe.

7. Selon *Le Canada* du 10 février 1944, à la page 3, loin de se formaliser de ces cris, la droite a l'air de s'en réjouir... pour M. Taschereau.

8. Selon *L'Événement* du 10 février 1944, à la page 3, la Chambre a commencé l'étude de la résolution à cinq heures et quart.

9. Selon *Le Soleil* du 10 février 1944, à la page 3, il n'y a que 715 caisses environ pour 1,400 municipalités dans la province.

10. *Le Devoir* du 10 février 1944, à la page 10, parle de 5,000 colons établis, sans préciser la période de temps.

11. *Le Devoir* du 10 février 1944, à la page 10, écrit "applaudissements de la droite et rires moqueurs et bruyants de la gauche". *The Gazette* du 10 février 1944, à la page 7, a écrit que le premier ministre a été salué avec des rires ironiques quand il a fait cette annonce.

12. *Le Temps* du 11 février 1944, à la page 8, écrit que "le Dr Robidoux, député du comté, la tête penchée, examinait les jointures de ses mains, l'air apparemment gêné des affirmations du premier ministre".

13. *Le Devoir* du 10 février 1944, à la page 10, rapporte que l'opposition fait des gorges chaudes de cette annonce de Godbout.

14. Selon *Le Soleil* du 10 février 1944, à la page 10, le comité rapporte progrès à 5 h 45.

15. Le premier ministre et le chef de l'opposition n'ayant pu s'entendre, ce sont les députés de Saint-

Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) et de Matane (M. Gagnon) qui en décideront à la séance du lendemain indique *La Patrie* du 10 février 1944, à la page 12.

Séance du jeudi 10 février 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- d'André Blaquièrre, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Monseigneur J.-A.-H. Blaquièrre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 115 concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc.

**Succession de  
Mgr J.-A.-H. Blaquièrre**

**M. Joyal (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 concernant la succession de Mgr J.-A.-H. Blaquièrre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Rapports sur la  
Montreal Light, Heat & Power Co.  
entre 1902 et 1919**

**M. Barrette (Joliette):** 1. Relativement à Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou The Montreal Light, Heat & Power Company, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1902 inclusivement jusqu'au

31 décembre 1919 inclusivement, des rapports ont-ils été faits au gouvernement de la province, entre autres au département du secrétariat, au département du Trésor ou au département du procureur général: *a.* relativement aux directeurs desdites compagnies; *b.* relativement aux profits réalisés par ces compagnies ou corporations?

2. À quelle date tous et chacun desdits rapports ont-ils été faits par lesdites compagnies?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Non.

**Rapports sur la  
Montreal Light, Heat & Power Co.  
entre 1920 et 1932**

**M. Barrette (Joliette):** 1. Relativement à Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou The Montreal Light, Heat & Power Company, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1920 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1932 inclusivement, des rapports ont-ils été faits au gouvernement de la province, entre autres au département du secrétariat, au département du Trésor ou au département du procureur général: *a.* relativement aux directeurs desdites compagnies; *b.* relativement aux profits réalisés par ces compagnies ou corporations?

2. À quelle date tous et chacun desdits rapports ont-ils été faits par lesdites compagnies?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. *a.* Répondu par l'honorable M. Perrier, le 8 février 1944; *b.* Les dossiers de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated contiennent les bilans et les comptes des profits et pertes de cette corporation, pour les années se terminant le 31 décembre 1926, 1927, 1929, 1930, 1931 et 1932.

2. Les dossiers ne démontrent pas quand les rapports ont été faits pour les années se terminant le 31 décembre 1926, 1927, 1929, 1930 et 1931. Le compte profits et pertes et le bilan de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, pour l'année se terminant le 31 décembre 1932, a été reçu le 1<sup>er</sup> mai 1933.

(La réponse à une partie de la question concernant les directeurs de ladite compagnie a été donnée par l'honorable M. Perrier, le 8 février 1944.)

**Rapports sur la  
Montreal Light Heat & Power Co.  
entre 1933 et 1944**

**M. Barrette (Joliette):** 1. Relativement à Montreal Light, Heat and Power Consolidated, ou The Montreal Light, Heat & Power Company, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, des rapports ont-ils été faits au gouvernement de la province, entre autres au département du secrétariat, au département du Trésor ou au département du procureur général:

*a.* relativement aux directeurs desdites compagnies;  
*b.* relativement aux profits réalisés par ces compagnies ou corporations?

2. À quelle date tous et chacun desdits rapports ont-ils été faits par lesdites compagnies?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. *a.* Répondu par l'honorable M. Perrier, le 8 février 1944; *b.* des rapports annuels ont été soumis par la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, de 1933 au 31 décembre 1940.

2. Montreal Light, Heat & Power Consolidated a soumis son bilan et le compte des profits et pertes pour les années et aux dates suivantes:

L'année financière de la compagnie: 1932 - 1<sup>er</sup> mai 1933;

L'année financière de la compagnie: 1933 - 30 avril 1934;

L'année financière de la compagnie: 1934 - 30 avril 1935;

L'année financière de la compagnie: 1935 - 30 avril 1936;

L'année financière de la compagnie: 1936 - Avril 1937;

L'année financière de la compagnie: 1937 - 28 avril 1938;

L'année financière de la compagnie: 1938 - 27 avril 1939;

L'année financière de la compagnie: 1939 - 29 avril 1940;

L'année financière de la compagnie: 1940 - 30 avril 1941.

(La réponse à une partie de la question concernant les directeurs de ladite compagnie a été donnée par l'honorable M. Perrier, le 8 février 1944.)

**Projets de loi:**

**Compagnie d'assurance mutuelle  
de Nicolet**

**M. Rajotte (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Joseph Robert Henery**

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 permettant à Joseph Robert Henery de changer son nom en celui de Joseph Henery-Logan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Hull**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Associated Gospel Churches in  
the Province of Quebec**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Cap-de-la-Madeleine**

**M. Morin (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Association nationale  
de bénéfices mutuels**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Augustin J. Lacoursière**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Augustin J. Lacoursière à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Saint-Joseph  
de Drummond**

**M. Rajotte (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant la ville Saint-Joseph, comté de Drummond, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société mutuelle d'assurances générales de  
l'Union catholique des cultivateurs**

**M. Bonvouloir (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 constituant en corporation la Société mutuelle d'assurances générales de l'Union catholique des cultivateurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Forestville**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 constituant en corporation la ville de Forestville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Canton d'Amherst,  
Papineau**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 concernant une partie du lot numéro 11 et tout le lot numéro 12 du sixième rang sud dans le canton d'Amherst, dans le comté de Papineau, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Compagnie d'assurances mutuelles  
des marchands détaillants**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 constituant en corporation la Compagnie d'assurances des marchands détaillants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Demandes de documents:****Moyens de communication et défense  
de la région de l'estuaire du Saint-Laurent**

**M. Gagnon (Matane)** propose qu'il soit présenté à l'honorable le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, avec le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 jusqu'au 2 février 1944 inclusivement, et se rapportant aux moyens et facilités de communication, ainsi qu'aux moyens de défense et de protection militaire de cette partie de la province comprenant les comtés de Bonaventure, Charlevoix-Saguenay, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Îles-de-la-Madeleine et Matane.

Il dit qu'il veut discuter objectivement cette question du transport par chemin de fer et par route dans la Gaspésie. Il veut présenter des faits devant l'opinion publique, afin que les justes revendications de cette région trouvent un écho favorable auprès des gouvernements et qu'ils interviennent.

Cette motion, affirme-t-il, intéresse au plus au point mon comté de Matane et la Gaspésie en

général. Depuis la Confédération, la Gaspésie n'a pas reçu des gouvernants l'attention que lui méritait le dévouement de ses habitants. Il est vrai que M. Robert Rumilly, historien et économiste, a publié dans *Le Soleil* les résultats d'une enquête intéressante consacrée à la Gaspésie. Mais elle n'est pas complète, puisqu'on n'a pas rendu publics les chapitres se rapportant aux Îles-de-la-Madeleine<sup>2</sup> que l'on a toujours considérées comme partie intégrante de la Gaspésie. Toutefois, il s'en autorise pour appuyer ses affirmations à l'effet que la région de la Gaspésie a été négligée.

Les voies de communication manquent dans notre région, affirme-t-il. Les touristes sont attirés en Gaspésie par la beauté du paysage. C'est la partie la plus belle et la plus pittoresque de la province de Québec. Son paysage est même supérieur à tous ceux que l'on voit dans les pays d'Europe. Son climat est favorable. Mais, comme l'honorable Honoré Mercier disait si bien, elle a trop longtemps été négligée malgré ses vastes possibilités. On s'est trop souvent contenté de souligner les beautés naturelles et la valeur touristique de cette vaste région. On ne s'est pas suffisamment occupé des valeurs économiques qui sont considérables. La population désire que les gouvernements s'attachent à développer cette région non seulement au point de vue touristique, mais également au point de vue économique. Pour cela, il faut des chemins de fer et des routes.

Il y a plus: les lignes téléphoniques ne sont pas complétées en Gaspésie. De bonnes lignes téléphoniques seraient bien importantes pour signaler la présence de sous-marins. Mais les moyens de communication ne sont pas suffisants. La population revendique non seulement le prolongement de la voie ferroviaire de Matane à Mont-Joli, mais la continuation des routes carrossables qui ont été commencées.

Depuis 1941, la Législature a été saisie des demandes de la région, car des instances sont faites à Ottawa et à Québec dans ce sens. La même année, j'ai réclamé une protection militaire plus efficace, après avoir porté plainte en Chambre provinciale sur le pauvre état de défense de la péninsule contre l'ennemi commun, contre les incursions de l'ennemi dans la région de la Gaspésie. En 1941 et 1942, des personnages politiques à Ottawa nous ont reproché nos plaintes énergiques, alors que nous dénoncions les torpillages dans le Bas-Saint-Laurent. On m'a dit que je ne savais pas de quoi je parlais. Les gens ont ri de l'Union nationale, en 1942, quand elle demanda une meilleure protection de la région du Bas-Saint-Laurent contre le coulage de navires, mais les

autorités fédérales ont vu du même oeil que mon parti quand elles ont organisé la défense de la péninsule de Gaspé.

Cette vaste région du Bas-du-Fleuve a été soumise à une rude épreuve lorsque les sous-marins ennemis infestèrent le golfe. Nous fîmes entendre les justes revendications de ces braves populations. M. King et ses ministres d'Ottawa, aussi bien que des personnages officiels du gouvernement de Québec, prétendirent que nous exagérons. Nous élevâmes la voix, malgré les protestations tombant de source officielle. Selon les chiffres publiés par le ministère de la Marine en 1942, 20 vaisseaux, d'après le ministre de la Marine, 40 d'après d'autres personnes, ont été torpillés dans le golfe<sup>3</sup> Saint-Laurent par des sous-marins allemands.

Le gouvernement finit par admettre qu'il y eut 20 navires de torpillés. Peu importe le nombre des navires coulés; acceptons qu'il y en ait eu 20. Nous parlions si peu à travers notre chapeau, dans le temps, qu'en 1943 le fédéral a fini par s'émouvoir; il reconnut enfin le danger d'attaques ennemies. Devant nos protestations répétées, nos revendications énergiques et tenaces, le gouvernement organisa la défense du golfe Saint-Laurent et des côtes et donna à la Gaspésie une protection plus efficace.

Il se réjouit, dit-il, qu'Ottawa ait écouté les réclamations de tous les députés de la Gaspésie en augmentant et en organisant les moyens de défense des côtes nord de cette région. Comme conséquence, aucun navire n'a été torpillé dans les eaux gaspésiennes en 1943, ce qui prouve que ce qui a été fait en 1943 pouvait l'être en 1942 et que la région du Bas-Saint-Laurent est beaucoup mieux protégée qu'auparavant. Toutes les armées de l'air, de terre et des mers ont coordonné un système de défense auquel la population collabore avec plaisir pour assurer sa sécurité et défendre, en tout premier lieu, le territoire canadien contre les dangers de l'invasion ennemie. Nous avons raison d'insister pour protéger et défendre en tout premier lieu cette belle partie du territoire canadien contre l'invasion et les attaques ennemies.

Toujours en 1942, l'Union nationale disait que l'établissement d'une ligne téléphonique était élémentaire pour la défense de la région. L'an dernier également, en 1943, Ottawa a réparé en Gaspésie une partie de cette ligne téléphonique et en a prolongé une autre partie pour permettre des communications militaires plus rapides. Ces revendications étaient donc justes aussi.

Mais les moyens de défense ne sont pas encore suffisants. Il faut aussi s'occuper du sud de la Gaspésie, construire la route transversale de Gaspé



au lac Sainte-Anne. De façon à compléter le réseau routier transversal, le gouvernement devrait aussi terminer la route, commencée au temps de l'Union nationale, qui va de Sainte-Anne-des-Monts à New Richmond, longue de 70 milles et sur laquelle il ne reste que 10 milles à parachever, au coût probable de \$100,000. Cette route, nous l'avons construite. Le gouvernement actuel a arrêté cette construction. L'Union nationale avait construit 36 milles. Grâce au travail de l'Union nationale, il se fait dans cette région un commerce de bois considérable.

Il faut aussi s'occuper de la Côte-Nord. Il importe de parachever la route de Tadoussac au Labrador, commencée en 1937 par l'Union nationale, de même que celle de Havre-Saint-Pierre à Rivière-au-Tonnerre. Il remercie le présent gouvernement d'avoir continué et terminé les travaux sur la route de Portneuf à Baie-Comeau, sur la Côte-Nord. Mais on doit prolonger cette route de Portneuf au Labrador, car elle peut devenir essentielle à notre défense.

Maintenant que nous avons obtenu l'organisation de la défense militaire, nous regardons plus loin. Nous songeons aux jours qui vont suivre la défaite de nos ennemis. On a commencé à préparer la période d'après-guerre. Un programme de vastes travaux est déjà à l'étude par le comité de la reconstruction. Pourquoi ne pas y inscrire tout de suite les grandes voies de communication en Gaspésie et sur la Côte-Nord? Québec est prêt à collaborer avec Ottawa à l'exécution de ces travaux. Pour toutes ces routes, dit-il, le gouvernement de la province devrait solliciter une forte contribution du fédéral pour préparer des travaux pour l'après-guerre dans cette région si prometteuse.

D'ailleurs, le Comité de reconstruction économique a reconnu que les voies du Saguenay devaient être considérées comme des routes nécessaires pour l'après-guerre. Toutes ces routes devraient être construites afin de permettre aux industriels étrangers l'accès aux ressources naturelles de la péninsule gaspésienne. Il espère donc que la Chambre sera unanime à demander l'aide substantielle du gouvernement fédéral pour la complétion de ces travaux qui doivent faire partie des entreprises de l'après-guerre.

Le 28 avril 1943, la Chambre de commerce de Matane adoptait une résolution, contenue dans une brochure que j'ai sous la main, demandant l'amélioration du service sur l'embranchement de chemin de fer de Mont-Joli à Matane. Le service de chemin de fer est insuffisant et je fais mienne la requête de la Chambre de commerce de Matane qui a

demandé au C. N. R. d'acheter la ligne du chemin de fer Canada & Gulf Terminal Railway, qui relie Mont-Joli à Matane, sur une distance de 35.8 milles et de la prolonger jusqu'à Gaspé, dont le port magnifique devrait être outillé. La Chambre de commerce de Matane a adressé sa requête à tous les corps publics et à tous les députés de la région. La plupart de ces derniers l'ont appuyée, et il cite une très longue liste de corps publics, d'associations, d'hommes publics, de citoyens de toutes catégories.

La compagnie qui construit ce chemin de fer fut incorporée par un acte de la Législature sous le nom de "Canada and Gulf Terminal Railway". Elle fut gratifiée par les deux gouvernements fédéral et provincial de subsides considérables, notamment un octroi de \$210,000 du gouvernement fédéral et de 143,200 acres de terrains boisés du gouvernement provincial valant \$1,800,000, et toutes les localités intéressées le long de la ligne ont fait de généreuses souscriptions de \$20,000. Malheureusement, la direction du Canada & Gulf Terminal n'a jamais donné le service que réclament les besoins de la région et que la population était en droit d'obtenir d'elle. À cause de la pauvreté des moyens de transport, la région n'a jamais vu la construction d'une seule industrie de guerre. Il faut prendre des mesures pour remédier à cet état de choses.

Le président du Canadien National se trompe quand il déclare que le Canada & Gulf Terminal donne un service satisfaisant. À l'argument que cette ligne ne serait pas payante, il répond que ce qu'il faut considérer avant tout dans une ligne de chemin de fer, c'est le point de vue de l'utilité publique plutôt que les profits qu'il peut rapporter. Beaucoup de tronçons du Canadien National ne sont pas payants, à commencer par le chemin de la Baie d'Hudson, qui a coûté \$200,000,000, où le service est intermittent et où il ne passe pas une poche de blé.

C'est pourquoi les pouvoirs publics devraient intervenir, afin que le chemin de fer Canada & Gulf Terminal soit amélioré et prolongé jusqu'à Gaspé, où se trouve l'un des plus beaux ports du monde. C'est un havre magnifique qui a été lamentablement négligé. Il est nécessaire d'aménager adéquatement le port de Gaspé; ce serait là un excellent projet pour l'après-guerre. Il demande donc au gouvernement de faire les représentations nécessaires pour que la Gaspésie et la Côte-Nord ne soient pas indéfiniment négligées.

Tous dans cette région sont unanimes à dénoncer ce qui existe dans cette partie de la province au point de vue de service. Le Canada & Gulf Terminal Railway charge des taux de fret

exorbitants pour le transport des marchandises, car, bien que la distance entre Montréal et Mont-Joli soit de plus de 300 milles, il en coûte moins cher, dans nombre de cas, pour transporter des marchandises de Montréal à Mont-Joli, 300 milles, que de Mont-Joli à Matane, 35 milles. Et voici un exemple. Il coûte par exemple pour le transport par fret, pour quatre livres, de Montréal à Mont-Joli, 28 cents, soit sur une distance de près de 400 milles. Et avec le chemin de fer qui existe entre Mont-Joli et Matane, sur une distance de 35 milles, pour quatre livres, l'on doit payer 30 cents. Pour les voyageurs sur cette distance de 35 milles, ils doivent payer aller et retour \$3, alors que de Montréal à Mont-Joli, on paie parfois \$15 aller et retour. D'une façon générale, les taux sont 200 % plus élevés que sur le C. N. R., soit deux fois plus cher pour le transport des marchandises de Mont-Joli à Matane.

L'absence de moyens de communication adéquats a paralysé le développement de la Gaspésie. La ville de Matane, située à l'entrée de la péninsule, aurait sans doute bénéficié d'usines de guerre si les taux de chemins de fer n'avaient pas été aussi élevés et si ces services ferroviaires eussent été plus adéquats.

Les chambres de commerce intéressées demandent que les chemins de fer nationaux achètent cet embranchement et l'incorporent au réseau national afin de donner à cette partie de la province un service égal à celui qui est offert dans le reste du pays. Cette situation est intolérable et il faut lui apporter remède dans le plus bref délai possible. Il demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau) de faire une enquête sur ce chemin de fer et de prendre les mesures qui s'imposent avec l'appui de tous les députés du Bas-Saint-Laurent. Le gouvernement provincial devrait aussi intervenir auprès d'Ottawa pour amener le C. N. R. à acheter le chemin de fer Canada and Gulf Terminal et à continuer cette voie jusqu'à Gaspé. J'espère, dit-il, que le premier ministre va nous aider, avec le concours de tous ses collègues.

Pour faire plaisir au député de Lotbinière (M. Chaloult), je dirai que M. Maxime Raymond a approuvé l'idée. Il y a quelques jours, le dévoué député de Gaspé à la Chambre des communes a exposé les besoins de son comté, de son siège au Parlement. Je suis heureux d'appuyer sa demande et je suis certain que tous nos collègues de cette Chambre seront heureux de l'appuyer. Il a fait valoir les avantages du havre de Gaspé, au point de vue militaire et commercial. Est-ce qu'il n'est pas temps de mettre en valeur ce magnifique port naturel? Je ne

sais si mon honorable ami de Lotbinière parle en cette Chambre au nom de M. Raymond ou est-ce qu'il représente son nouveau chef, l'honorable député de L'Islet (M. Godbout), qu'il servira peut-être prochainement, dit-il (en souriant)?

Il cite une étude récente de M. Robillard, correspondant parlementaire du *Devoir*, qui donne les principaux arguments en faveur de l'amélioration des communications ferroviaires en Gaspésie. Il cite également une résolution de la Chambre de commerce de Sayabec en faveur de la construction d'un chemin de fer en Gaspésie. Est-ce qu'il ne serait pas à propos de mettre le Canada and Gulf Terminal Railway en demeure de construire cette ligne de chemin de fer pour laquelle elle possède une charte exclusive, sans quoi elle devrait remettre une partie des subsides reçus, puisqu'elle ne respecte pas son contrat?

Il (M. Gagnon) cite une communication reçue de R. C. Vaughan, président des chemins de fer de l'Etat, dans laquelle il déclare qu'il ne serait pas avantageux d'acheter cette ligne et que, d'autre part, le service qu'on y donne est satisfaisant. Il ne faut pas se laisser impressionner par ces communications officielles, continue M. Gagnon. D'abord, il ne dit pas la vérité lorsqu'il déclare que le service est satisfaisant. Je viens de le démontrer à cette Chambre en lui faisant part des connaissances que je tiens en mains. Ce que le public demande, ce n'est pas que cette ligne fasse des bénéfices, mais qu'elle donne un bon service au public.

Nous sommes bien à notre aise pour insister, quand on songe que les gouvernements des deux partis ont dépensé plus de \$200,000,000 pour la construction du chemin de fer de la Baie d'Hudson, qu'on peut utiliser pendant quelques mois seulement par année. Ce que les populations de la Gaspésie demandent, c'est une ligne de chemin de fer qui donnera un bon service.

Il (M. Gagnon) espère, par conséquent, que la Législature de Québec fera une pression sérieuse auprès du gouvernement d'Ottawa, afin de doter la Gaspésie d'un système ferroviaire complet, moderne et efficace. Je ne veux pas faire de controverse politique, mais je demande au gouvernement provincial d'inviter le gouvernement fédéral à acheter le chemin de fer de Matane à Mont-Joli.

Comme arguments à l'appui, il rappelle que la Gaspésie est un des endroits les plus pittoresques au monde, le paradis des touristes. Elle possède des forêts d'une très grande richesse. Le sol est très riche en dépôts de cuivre, de zinc, d'amiante, d'huile et d'or. Bref, les gisements minéraux sont d'une valeur

incalculable et il serait urgent de les exploiter. Une compagnie, présidée par M. Joseph Simard, grand industriel de Sorel, en a commencé l'exploitation, mais il faut un chemin de fer pour assurer l'exploitation des mines. Un plan d'ensemble doit être fait, afin que la Gaspésie ait enfin l'essor économique qu'elle attend depuis 200 ans. Il est donc impérieux d'établir des chemins de fer et des routes carrossables pour développer ces richesses.

Que l'on force la compagnie à donner un meilleur service, à continuer sa route jusqu'à Gaspé, ou quelle renonce à sa franchise. L'exploitation de ces riches gisements ne sera possible qu'avec le parachèvement des routes déjà commencées et le prolongement du chemin de fer jusqu'à Gaspé et la construction d'un chemin de fer au Labrador pour l'exploitation des mines de cet immense territoire. Il ne faudrait pas retarder à construire un chemin de fer ou une route de Natashquan aux chutes Hamilton. Il est prouvé que des dépôts de fer d'une grande valeur existent dans cette région considérée éloignée, mais qu'il faudra bientôt commencer à exploiter.

Il (M. Gagnon) déclare en terminant qu'il s'est efforcé de présenter cette question sans considération politique et espère obtenir la collaboration unanime de ses collègues de la Législature.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):**  
(Applaudissements à droite)

J'ai écouté avec extrêmement d'intérêt le discours qui vient d'être prononcé. Je dois d'abord dire que le député de Matane a toujours l'œil sur Ottawa, ce qui ne fait pas l'affaire de son chef d'ici, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Je comprends que le député de Matane aimerait bien à retourner à Ottawa.

Je félicite *Le Soleil* de la série d'interviews sur la Gaspésie recueillis par l'historien contemporain, M. Rumilly. J'espère que ce travail sera complété, mis en brochure et qu'on en assurera la plus large diffusion possible, pour attirer l'attention sur cette intéressante région de notre province et afin de faire mieux connaître encore la Gaspésie.

Pour la motion en discussion, je ne remonterai pas au déluge, mais seulement à la Confédération. Ce n'est pas par méchanceté ni par esprit de persécution qu'on a négligé la Gaspésie. C'est probablement parce que, à l'époque de la Confédération, elle n'était pas représentée par des députés aussi au fait de la question que le député de Matane. Disons qu'avant la signature du pacte confédératif en 1867, les Provinces maritimes ont

exigé comme principale condition pour entrer dans la Confédération, la construction d'un chemin de fer entre les ports de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick et Halifax en Nouvelle-Écosse, à Lévis<sup>4</sup>. Le Haut et le Bas-Canada ont accepté cette condition.

Les gouvernements à date ont donc fait ce qu'il fallait au point de vue de communications pour se rendre de Lévis à Halifax. Ce chemin de fer actuellement construit était une condition essentielle à notre développement économique. Mais il est malheureux que l'on n'ait pas pensé, alors, à exiger aussi la construction d'un chemin de fer jusqu'à Gaspé, car on enlevait par le fait même au trafic sa sortie naturelle par le port le plus rapproché, celui de la Gaspésie, et, dès ce moment, on retarda le progrès du magnifique port de Gaspé. Je me garde de juger cet acte des Pères de la Confédération, mais c'est de l'histoire.

Depuis lors, comme la Gaspésie était peu peuplée, sa population plutôt clairsemée, et que sa voix n'était guère entendue, elle a continué à vivre son existence renfermée, dans une atmosphère de lumière et de poésie dans un isolement complet, les pêcheurs attendant les étrangers qui voulaient bien venir les visiter, sans autre moyen de transport que les petits navires, sans voie de communication, sans chemin de fer, sans route carrossable, sans communication téléphonique et télégraphique jusqu'au jour où on décida de construire une grande route de ceinture. Durant de longues années, les pêcheurs de la Gaspésie ont été ignorés.

Il félicite le député de Matane de ses paroles et d'avoir provoqué ce débat en Chambre, et souhaite qu'elles trouvent un écho durable à Ottawa. Je crois, dit-il, que le sentiment est unanime en cette Chambre en faveur du développement économique de la Gaspésie. Il ne doit pas exister une autre partie de la province envers qui la députation soit mieux disposée, car il n'y a aucun parti qui ne préconise les améliorations demandées.

Mais, il y a 20 ans, le gouvernement provincial s'est ému de l'isolement insupportable de ce beau pays, aussi grand qu'une province de France et privé de toute communication avec l'extérieur. Nous avons décidé de donner, nous les libéraux, une route en Gaspésie. Sur l'initiative du bon ministre de la Voirie d'alors, M. Perrault - le Parti libéral a été assez heureux d'avoir de bons ministres de la Voirie - le gouvernement fit aménager une grande voie de ceinture à laquelle on donna le nom de boulevard Perron, en l'honneur d'un des grands ministres de la Voirie dont j'ai parlé et qui a procuré un vaste essor à toute la région.

Il est assez difficile de faire entendre sa voix à l'extérieur lorsqu'on ne peut sortir de chez soi. À partir de ce moment, possédant un moyen rapide de communication, la Gaspésie a pu enfin avoir la chance de faire entendre sa voix et réclamer justice. Mais ce n'est pas suffisant, car, outre des voies carrossables, les habitants réclament le prolongement du chemin de fer. On réalise également qu'il faut non seulement un chemin de fer pour desservir toute la rive nord de la péninsule, mais que l'existence d'un autre s'impose aussi sur la rive sud.

Je m'accorde parfaitement avec le député de Matane pour dire que le Canada & Gulf Terminal donne un mauvais service et que les gens de la rive nord de la Gaspésie ont droit aux mêmes moyens de communication que ceux des autres parties du Canada. Les taux de fret de Mont-Joli à Matane pour le transport des marchandises sont absolument prohibitifs.

Ce tronçon de 36 milles est greffé sur le Canadien National et la Canada and Gulf Terminal Railway Company prend ce prétexte pour doubler ses taux de transport des marchandises. Ces taux prohibitifs sont la raison de la rareté d'industries dans la région du Bas-Saint-Laurent. Des améliorations doivent être apportées à cette ligne qui dessert plusieurs paroisses du nord gaspésien. Et il n'y a aucune raison pour que cette ligne soit exploitée par une compagnie séparée.

Le député de Matane a souhaité l'achat de cette voie ferrée par Ottawa, dont il parle toujours avec une apparente nostalgie depuis qu'il y a occupé un poste de ministre.

(Rires)

Je suis en faveur de l'achat du chemin de fer de Matane à Mont-Joli. Nous, de cette Législature, nous devons réclamer l'achat et l'exploitation de ce chemin de fer par le C.N.R., ce qui serait une grande amélioration sur l'état de choses qui existe actuellement.

Et, que ce soit avantageux ou non au point de vue financier, il faut que ce chemin de fer soit prolongé jusqu'au port de Gaspé et qu'il passe par le comté de Gaspé-Nord, mais je m'oppose au tracé du prolongement à l'intérieur, sur les terres hautes, tel qu'il apparaît dans la charte de la compagnie.

Le tracé devrait être modifié de façon à ce que le nouveau chemin de fer suive le littoral sur une certaine distance, avant de remonter dans les terres et traverse le beau comté de Gaspé-Nord. Le chemin de fer devrait faire le tour de toute la péninsule pour permettre à ceux qui vivent sur les côtes de Gaspé-Nord de jouir des mêmes moyens de transport que

ceux des autres parties de la province. Il serait ainsi beaucoup plus utile à la population.

(Applaudissements de la droite)

M. l'Orateur, la Gaspésie a réalisé des progrès considérables en ces dernières années, grâce aux initiatives du gouvernement. Le gouvernement libéral a assuré le développement prodigieux de nos pêcheries maritimes, la plus importante source de revenus de toute la région, en couvrant la péninsule gaspésienne d'un grand nombre d'entrepôts frigorifiques qui ont permis aux pêcheurs de diversifier leurs produits et d'en obtenir des prix plus avantageux, et en créant des coopératives de pêcheurs. Si nous pouvons pousser plus loin cette industrie du poisson frais congelé, nous assurerons de façon définitive la prospérité des pêcheurs de la Gaspésie. Il faudra aussi organiser et développer le marché québécois et faire concurrence aux produits des Provinces maritimes. Il ne reste plus qu'à trouver un marché canadien, un marché stable pour le poisson.

Avec la guerre, le port naturel de Gaspé a repris une importance considérable qu'il aurait toujours dû avoir et qu'il devra conserver. D'ailleurs, après la guerre, on devrait notamment établir une base navale permanente et un port commercial, qui seraient le port d'hiver le plus rapproché des centres commerciaux du Canada.

L'histoire de la Gaspésie, c'est le premier chapitre de l'histoire du Canada, que l'on a célébré il y a 10 ans, avec le 400<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier. C'est en 1534 que Cartier est venu commencer la civilisation du continent en plantant la croix, à Gaspé, là où un digne évêque, Son Excellence Mgr Ross, a fait surgir une gerbe d'œuvres spirituelles dont l'épanouissement rappelle l'histoire de la cité de Champlain elle-même. Lorsque la guerre sera terminée, j'espère que la France ressuscitée, pour commémorer cette grande victoire, nous enverra, comme en 1934, une nouvelle mission, sur un nouveau navire *Champlain*. Des milliers de barques, remplies de pêcheurs gaspésiens, iront à sa rencontre et l'acclameront.

(Applaudissements)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne veux pas prendre part au débat; je veux seulement souligner le caractère très constructif et fort documenté du discours que vient de prononcer le député de Matane. Ce discours offre un contraste frappant avec certains discours de critique stérile et d'un caractère purement négatif que l'on entend trop souvent dans cette Chambre; cela repose.

Le député de Matane m'a demandé si j'étais en cette Chambre l'écho de M. Maxime Raymond ou du député de L'Islet (l'honorable M. Godbout). Je tiens à dire que je ne suis ni l'écho de M. Maxime Raymond, pas plus que je ne me fais l'écho de l'honorable premier ministre.

Comme le ministre de la Gaspésie, j'ai lu l'œuvre de M. Robert Rumilly dont l'étude a été très utile aux intérêts de la Gaspésie. J'ai beaucoup de sympathie pour cet historien français, qui a traité des choses canadiennes avec objectivité.

Sans connaître la Gaspésie comme le député de Matane, j'ai causé de la situation de la Gaspésie avec plusieurs personnes renseignées, et leurs revendications sont exactement celles auxquelles le député de Matane a fait écho; les griefs exposés par ce dernier sont bien ceux dont se plaignent les Gaspésiens. Il importe que toute la Chambre unisse ses efforts, afin d'aider les Gaspésiens à obtenir du gouvernement fédéral un chemin de fer convenable et les chemins désirés par toute une population, dont une route du nord au sud. J'approuve les suggestions faites par les orateurs qui m'ont précédé et je suis prêt à collaborer pour assurer l'avenir de la Gaspésie. Il me fait donc plaisir d'appuyer la motion du député de Matane sur la Gaspésie. Il peut compter sur ma modeste et faible coopération.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** appuie la motion du député de Matane et rappelle au député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain) que c'est l'honorable Joseph-Léonide Perron qui a construit le boulevard de la Gaspésie<sup>5</sup>.

Le gouvernement, je le reconnais, a donné une bonne route à la Gaspésie et, bien que l'on ait allongé les lignes téléphoniques et les routes, il est urgent d'en réparer plusieurs ponts. Le ministère de la Défense a fait observer que bien des ponts ne sont pas assez forts pour le transport de pièces de machineries lourdes et de grosses pièces d'artillerie, pour supporter le passage de gros camions militaires et les canons de l'armée qu'il faut transporter. Les routes ne sont pas suffisantes pour assurer complètement la défense de cette région. Il suggère au ministre de la Voirie plus de collaboration, afin d'améliorer le réseau routier du Bas-du-Fleuve, d'abord au point de vue militaire, parce que la guerre n'est pas finie, ensuite pour accueillir comme il convient la multitude des touristes qui ne manqueront pas d'envahir cette région, la guerre terminée.

Puis il insiste sur la nécessité de mieux défendre la Gaspésie. Le Saint-Laurent en ces

dernières années, dit-il, est devenu une route navigable non sûre. Et la guerre n'est pas finie, loin de là. Nous serons en guerre peut-être encore une ou deux années. Des journaux de Toronto viennent de donner raison au député de Matane et à moi-même, en disant que les autorités fédérales ont fait quelque chose pour la défense de la Gaspésie. Et, s'il est vrai que la route du Saint-Laurent a été bien tranquille l'été dernier, tout danger n'est pas disparu. Cependant, cette tranquillité ne semble pas avoir eu pour résultat d'augmenter le trafic, au contraire; un grand nombre de pilotes sont voués au chômage.

Il regrette donc que la route du Saint-Laurent ne soit pas plus achalandée cette année que l'an dernier, malgré la disparition des sous-marins. Il rappelle qu'il y a deux ans il insista avec le député de Matane pour demander, exiger même la défense du golfe Saint-Laurent et des côtes, alors que cette région était infestée de sous-marins ennemis qui venaient couler des vaisseaux sous les yeux des populations sans défense de cette partie du pays. On se souvient que ceux qui demandèrent la défense du Saint-Laurent furent attaqués au Parlement d'Ottawa et par certains journaux. Depuis plus d'un an, le golfe est mieux défendu, il n'y a plus de sous-marins. Cette diminution du trafic sur le Saint-Laurent ne provient-elle pas de la rivalité qui a toujours existé entre les ports de Saint-Jean et d'Halifax et ceux du Saint-Laurent, alors que l'herbe pousse sur les quais de Québec et de Montréal?

Le gouvernement provincial devrait faire des efforts auprès du ministre de la Marine pour que l'on rende à la voie du Saint-Laurent sa popularité d'antan.

Le port de Gaspé n'a bénéficié d'aucune amélioration au point de vue commercial, depuis le début de la guerre. C'est pourtant l'un des plus beaux ports naturels du monde. Ceux qui visitent la péninsule de Gaspé sont dans l'émerveillement devant les beautés jetées sur cette langue de terre. Pour ceux qui, comme moi, passent dans le port de Gaspé plusieurs fois par année, nous n'en revenons jamais des beautés nouvelles que nous y découvrons. Et Gaspé est la ville la mieux protégée du monde. On devrait donc en faire un port véritablement commercial, mais sans tout enlever à Saint-Jean et Halifax.

Il faudrait maintenant aménager ce port, remettre en honneur la navigation sur le Saint-Laurent qui subit en ce moment une concurrence farouche de la part de ceux qui ont toujours favorisé Halifax et Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, de préférence à Québec et à Montréal.

Ce qu'il faut maintenant, c'est d'assurer un meilleur service de transport maritime, pour les passagers, mais surtout pour le transport des marchandises. Les pêcheries et des industries connexes ont pris depuis quelques années un nouvel essor. Ce qu'il faut, c'est un service de bateaux rapides, possédant des compartiments frigorifiques, afin de transporter sur les grands marchés du centre du Canada, de Montréal, les excellents poissons de cette région en 36 heures. D'ailleurs, un service semblable existe déjà entre Bergen, en Norvège, et le marché de Londres. Ce qui se passe ailleurs peut s'organiser dans Québec avec le même succès.

Il félicite à son tour les orateurs du ton de leurs discours, et M. Rumilly, historien et économiste, qui a publié récemment une enquête historico-économique sur la Gaspésie et avait préparé une série de quelques articles sur les Îles; mais elle n'a pas été publiée parce qu'elle était déjà longue. Il espère qu'on lui permettra de publier ces notes du plus haut intérêt. Il parle de son comté, les Îles-de-la-Madeleine, que l'Union nationale a mis sur la carte et qui a besoin de beaucoup de développement au point de vue transport. L'application des mesures prises par le gouvernement de l'Union nationale, afin d'assurer la protection et le développement de sa région, doit se poursuivre et être accélérée. Il veut une amélioration des moyens de communication entre les Îles-de-la-Madeleine et le continent, une meilleure protection des pêcheurs et la construction de nouvelles routes partout dans son comté.

La situation des Îles s'est améliorée par le fait que nous avons maintenant un service de bateau à tous les 15 jours entre l'archipel et Montréal. Mais il faudrait doubler la fréquence du service et donner aux gens des Îles l'occasion d'expédier leur poisson tous les huit jours, dès la fin de la guerre. Il faudrait aussi des navires plus rapides entre Gaspé et Montréal, avec de plus grandes soutes frigorifiques pour le transport du poisson frais, au cours de l'été, sur le marché montréalais; le transport du poisson par bateau, des Îles-de-la-Madeleine jusqu'à Montréal, devrait s'effectuer en moins de 24 heures. Si un navire faisant de 20 à 24 ou de 25 à 30 nœuds à l'heure y était en service, on pourrait mettre sur les grands marchés de Montréal du poisson parfaitement frais. Le transport par camion n'offre pas les avantages nécessaires.

Il y a plusieurs années, continue le député des Îles, le commerce se faisait par voie des Provinces maritimes. Après l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, nous avons obtenu un service de bateaux

avec Québec et Montréal. En 1942, on a transporté des Îles 2,640 tonnes de marchandises et, en 1943, 5,237 tonnes, ce qui prouve la richesse de cette région et la valeur de ce service au point de vue économique. Comme la Gaspésie, les Îles méritent notre sympathique attention. D'ailleurs, elles sont habitées par des populations semblables à celles de la Gaspésie, des descendants des vieilles familles canadiennes où acadiennes, parlant notre langue, gardant les mêmes traditions que nous, nos frères par la foi et les mœurs.

Ce qui manque à ce magnifique petit pays, en plein golfe, ce sont des havres et des vaisseaux ultrarapides. Afin d'assurer la sécurité de la navigation contre les grands vents, il est urgent de construire des brise-lames à Havre Aubert et au Cap aux Meules pour permettre aux vaisseaux de s'approcher de terre, et il conviendrait de les creuser davantage. De 1936 à 1939, nous avions commencé la construction de routes nécessaires pour relier ces langues de terre entre elles. Les travaux furent suspendus depuis 1940. Il y a des travaux commencés qui se détériorent.

Il existe un service de téléphone, mais il n'est pas satisfaisant. Même pour les fins de la défense, il ne répond pas à toutes les exigences. Il est difficile de communiquer d'un endroit à un autre. Il faut s'empressement de réparer ce qui existe et de moderniser complètement ce service pour le rendre efficace et pour la population des Îles, et pour les fins du commerce.

L'avion est encore le moyen le plus rapide de communication. Il n'existe pas de véritable aérodrome sur les Îles. Nous en aurions également besoin. En hiver, les avions atterrissent sur la glace; en été, sur les dunes. Ce système comporte de sérieux dangers. Si, par malheur, la terre est trop humide, il se produit des accidents. Depuis que nos avions font la patrouille dans cette région, il n'y a pas le moindre doute que plusieurs accidents sont survenus, qui auraient pu être évités avec un modeste aérodrome et si les Îles avaient été dotées au moins d'une bonne piste d'atterrissage. On épargnerait aussi des vies; des bombardiers sont tombés dans le voisinage, faute d'un terrain d'atterrissage.

Nous ne suggérons pas une construction dispendieuse, au moins une piste d'atterrissage moderne. L'établissement d'une piste d'atterrissage et d'envol en un endroit très propice des Îles constituerait un avant-poste de notre système de défense; les îles sont des sentinelles avancées dans le golfe Saint-Laurent et, s'il s'y trouvait un aérodrome, les avions auraient plus de facilité à patrouiller le

golfe Saint-Laurent; on pourrait donc faire une meilleure surveillance au point de vue de défense.

Il termine en disant ce qu'a fait l'Union nationale pour développer cette intéressante partie de notre province.

**M. Gagnon (Matane):** Je remercie les députés de cette Chambre, notamment MM. les députés de Matane et de Gaspé-Nord, de leurs éloges, qui ont bien voulu appuyer ma motion pour les Îles-de-la-Madeleine et la Gaspésie et de leurs bienveillantes remarques. Il compte que tous les vœux exprimés seront accomplis, au bénéfice de la Gaspésie et de toute la province. Il se dit heureux que la Gaspésie ait fait disparaître toutes les divergences politiques. Au sujet du chemin de fer, que le député de Gaspé-Nord préférerait voir passer sur le littoral, il dit que peu importe le tracé, pourvu qu'on le construise quelque part.

La motion est adoptée.

### École des mines

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** appelle, selon l'ordre du jour, la motion du député de Matane (M. Gagnon) au sujet de l'École des mines et de métallurgie. Il croit très justement que cette question ne troublera pas la paix.

**M. Gagnon (Matane)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1939 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 15, 2 George VI, intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie".

Il est nécessaire dans notre province d'encourager l'enseignement scientifique. En 1938, alors que j'étais ministre, j'ai fait accorder à l'Université Laval une subvention de \$100,000 par année pour l'École des mines et métallurgie que l'Union nationale avait fondée. Le projet reçut alors le plus bienveillant accueil; notre loi fut votée à l'unanimité de la Chambre. On se souvient que le chef de l'opposition du temps était le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qui disait alors que l'éducation pratique et scientifique s'imposait, pour que les nôtres puissent profiter du développement de nos ressources naturelles. Il

(M. Bouchard) félicita le gouvernement Duplessis de cette initiative.

Je voudrais que l'on s'inspire toujours du bel exemple donné ce jour-là. En cette Chambre, dans le domaine éducationnel, il ne devrait pas y avoir de mésentente; tous les partis devraient collaborer sur ces questions si importantes pour notre race. La Chambre devrait toujours voter sans discussion et à l'unanimité les crédits demandés par les universités et les grandes maisons d'enseignement de la province. Il ne faut pas lésiner en ces matières. Il était admis par toute la députation que le moment était venu de doter le Québec d'un système complet d'enseignement technique et scientifique supérieur. La jeunesse s'est empressée de s'inscrire à ces cours.

Actuellement, nos universités dans la province de Québec ne reçoivent pas assez, comparativement à ce qui se produit dans les autres provinces. L'université de Toronto reçoit plus de \$1,000,000 par an; les universités du Manitoba et de la Saskatchewan sont entièrement subventionnées par le gouvernement, tandis que dans notre province, la part des universités n'est pas large. Il (M. Gagnon) rappelle que le gouvernement Duplessis avait voté un subside annuel de \$100,000.

On m'informe, non sans quelque surprise, que le gouvernement actuel aurait l'intention de réduire de \$100,000 à \$80,000 l'octroi annuel à l'École des mines. J'espère que cette information n'est pas exacte et que l'on n'en viendra pas là. Ce serait là l'un de mes pires chagrins, le travail qu'on y accomplit étant si important. Il s'est réjoui quand le gouvernement Godbout a voté \$50,000, en 1942, pour assurer la fondation de l'École de génie électrique. Il demande donc au gouvernement de faire bon accueil à toutes les demandes qui lui viendront des diverses écoles de la province.

Il insiste ensuite sur les succès remportés par les premiers gradués de l'École des mines, de géologie et de métallurgie de Québec. Les premiers diplômés ont été accueillis dans la grande industrie et les services gouvernementaux. Ils font honneur à l'École des mines. D'autres ont été absorbés dans divers services de l'armée et il est admis qu'ils sont admirablement préparés pour les fonctions qu'on veut bien leur confier. Sauf ceux qui se sont enrôlés dans les forces armées, affirme-t-il, tous occupent présentement des positions très avantageuses.

Des 14 premiers diplômés de l'École des mines, 12 ont été engagés tout de suite par des compagnies anglo-canadiennes et américaines, et ils doivent leur formation scientifique à ce centre de haut savoir. Ce n'est pas en criant contre les Anglais

et les compagnies anglaises que nous aurons des résultats et que nous leur ferons prendre des jeunes ingénieurs canadiens-français à leur emploi s'ils ne sont pas compétents, mais en fournissant à notre jeunesse des compétences dans tous les domaines et plus spécialement dans les domaines du génie électrique et de la métallurgie. Les nôtres peuvent se placer n'importe où, pourvu qu'ils aient la compétence requise.

La semaine dernière, un ingénieur anglo-canadien a visité cette École des mines. Cette très haute personnalité dans le monde des ingénieurs n'a pu s'empêcher de dire: "Si j'avais un garçon, je l'envverrais à l'École des mines, de géologie et de métallurgie ou à l'École de génie électrique de Québec, parce que nulle part en Amérique du Nord il n'y a d'école mieux organisée et mieux outillée pour préparer des ingénieurs."

C'est là, pour nous de l'opposition, un orgueil légitime. Le gouvernement actuel devrait continuer l'œuvre commencée et encourager cette École des mines qui a déjà donné de si beaux résultats. Je demande donc au gouvernement de ne pas diminuer les octrois.

**M. l'Orateur:** La motion sera-t-elle adoptée?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**  
et **M. Gagnon (Matane):** Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**  
propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

---

### NOTES

1. Le premier ministre et le chef de l'opposition ne sont pas présents à cette séance; ils sont allés à Saint-Eustache assister aux funérailles du sénateur Arthur Sauvé.

2. Dans *L'Événement* du 11 février 1944, à la page 3, on dit que M. Gagnon rapporte que l'enquête n'a pas porté sur les Îles-de-la-Madeleine.

3. Selon *Le Canada* du 11 février 1944, à la page 3, le député de Matane a eu, l'an dernier, un débat dans la presse avec l'honorable Angus Macdonald, ministre de la Défense nationale pour le service naval, au sujet du nombre de navires qui furent coulés dans le golfe Saint-Laurent en 1942. Le ministre disait: Il y en a eu 20; le député de Matane prétendait que c'était 30.

4. Dans *Le Temps* du 18 février 1944, à la page 6, on dit plutôt ceci: On prit à cette époque l'obligation de construire l'Intercolonial pour relier les Maritimes à la métropole du Canada.

5. Joseph-Léonide Perron fut ministre de la Voirie dans le cabinet Taschereau du 27 septembre 1921 au 24 avril 1929, alors que Joseph-Édouard Perrault fut également ministre de la Voirie dans le cabinet Taschereau du 24 avril 1929 au 13 mars 1936. L'inauguration de la route circulaire de la Gaspésie eut lieu le 20 juillet 1929.



Séance du mardi 15 février 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Peter Marshall Laing**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Peter Marshall Laing, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, et que cette pétition soit en conséquence présentée, lue et reçue.

Adopté après division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Peter Marshall Laing, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Marler).

**Questions de privilège:**

**Reportage diffusé  
à Radio-Canada**

**M. Gagnon (Matane)** soulève une question de privilège à propos d'un débat qui eut lieu jeudi dernier et qui a été rapporté le même soir par les postes de Radio-Canada. Jeudi soir dernier, le poste de Radio-Canada a donné de cette discussion un compte rendu insidieux et contraire aux faits du débat soulevé l'après-midi, avec sa motion sur le développement et les communications de la Gaspésie.

Il déclare que sa motion concernant la déposition de la correspondance sur les facilités de transport dans le Bas-du-Fleuve a été bien accueillie à la Législature et appuyée par tous les députés.

Il cite le texte d'une émission de Radio-Canada, jeudi soir, comme disant: "L'honorable Onésime Gagnon a dit à l'Assemblée législative, hier, que le fleuve Saint-Laurent avait été mieux protégé et qu'aucun navire n'avait été torpillé. D'un autre côté, l'honorable Perreault Casgrain, député de Gaspé-Nord, a demandé que le chemin de fer du golfe et de la péninsule soit acheté par le Canadien National."

Les rapporteurs de Radio-Canada ont mis dans la bouche du député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain), ministre sans portefeuille dans le cabinet Godbout, des paroles qu'il avait lui-même prononcées et des idées qui se trouvaient dans sa motion.

Il s'est informé de la cause de ces inexactitudes et Radio-Canada a jeté le blâme sur *la Presse canadienne*. Mais, après avoir parcouru le compte rendu de cette agence de presse, il a constaté qu'il était parfaitement exact.

Conséquemment, il impute aux employés de Radio-Canada toute la responsabilité de ce compte rendu tronqué et fallacieux. Je veux protester contre le fait que Radio-Canada a dénaturé les faits.

**Montreal Light, Heat & Power Co.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mardi dernier, affirme-t-il, le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a répondu que le gouvernement n'avait reçu aucun rapport de la Montreal Light, Heat and Power, relativement aux profits réalisés par cette compagnie.

Dans l'après-midi de jeudi dernier, alors que j'étais absent, un autre ministre, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), a corrigé la réponse en disant que le gouvernement avait reçu des rapports. Ce procédé est indigne et il y a eu tentative pour tromper la Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** n'a pas eu connaissance de cela, dit-il, puisqu'il était lui-même absent de la Chambre, jeudi dernier, mais il serait bien surpris qu'une telle erreur se fût produite.

Il promet que, s'il y a eu erreur, personne n'a eu l'intention de tromper la Chambre. Néanmoins, il fera enquête sur les faits soumis et, s'il y a effectivement eu erreur, il verra à ce que le chef de l'opposition reçoive une réponse exacte.

**Questions et réponses:****Substituts de la couronne,  
district de Montréal**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il nommé de substituts de la couronne pour le district de Montréal?

2. Quels sont les noms de chacun desdits substituts de la couronne?

3. Quel est le salaire ou quels sont les émoluments payés par le gouvernement de la province à chacun desdits substituts de la couronne?

4. En outre dudit salaire ou desdits émoluments, quel est le total des montants payés par le gouvernement de la province, à quelque titre que ce soit, à chacun desdits substituts de la couronne?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** (Voir la liste ci-dessous)

<i>District de Montréal</i>	<i>Du 8 novembre 1939 au 17 janvier 1944 inclusivement</i>				
	<i>1939-1940</i>	<i>1940-1941</i>	<i>1941-1942</i>	<i>1942-1943</i>	<i>1943-1944</i>
G. Fauteux :					
Traitement.....	\$3,111.12	\$4,333.32	\$6,000.00	\$6,000.00	\$4,750.00
Honoraires et déboursés .....	176.77	44.39	94.51	402.90	608.26
J. W. Long :					
Traitement.....	3,111.12	3,750.00	5,000.00	4,166.60	3,958.33
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	12.10	41.00	.....
Omer Legrand :					
Traitement.....	3,111.12	3,750.00	5,000.00	4,583.26	.....
Honoraires et déboursés .....	25.00	99.80	.....	.....	.....
(a cessé d'agir le 1 <sup>er</sup> mars 1943)					
Ant. Sénécal :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,166.66	3,125.00	.....
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	.....	.....
(a cessé d'agir le 1 <sup>er</sup> juin 1943)					
Claude Prévost :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,000.00	3,166.66	3,958.33
Honoraires et déboursés .....	241.51	28.50	.....	.....	.....
Jean Tellier :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,000.00	3,166.66	3,958.33
Honoraires et déboursés .....	196.00	30.00	.....	.....	.....
R. Larivée :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,000.00	3,000.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	.....	.....
L. Béliveau :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,000.00	3,000.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	.....	.....
R. Ouimet :					
Traitement.....	1,250.00	2,250.00	3,000.00	3,000.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	35.00	12.12
A. McNaughton :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,000.00	3,000.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	705.95	.....	.....
G. F. Reid :					
Traitement.....	.....	.....	.....	2,000.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	85.76	1,020.83

<i>District de Montréal</i>	<i>Du 8 novembre 1939 au 17 janvier 1944 inclusivement</i>				
	<i>1939-1940</i>	<i>1940-1941</i>	<i>1941-1942</i>	<i>1942-1943</i>	<i>1943-1944</i>
M. Gaboury :					
Traitement.....	616.66	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	.....	.....
(a cessé d'agir le 1 <sup>er</sup> février 1940)					
Jean Hétu :					
Traitement.....	.....	.....	.....	250.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	343.30	72.15

**Substituts de la couronne,  
district de Québec**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il nommé de substituts de la couronne pour le district de Québec?

2. Quels sont les noms de chacun desdits substituts de la couronne?

3. Quel est le salaire ou quels sont les émoluments payés par le gouvernement de la province à chacun desdits substituts de la couronne?

4. En outre dudit salaire ou desdits émoluments, quel est le total des montants payés par le gouvernement de la province, à quelque titre que ce soit, à chacun desdits substituts de la couronne?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** (Voir la liste ci-dessous)

<i>District de Québec</i>	<i>Du 8 novembre 1939 au 17 janvier 1944 inclusivement</i>				
	<i>1939-1940</i>	<i>1940-1941</i>	<i>1941-1942</i>	<i>1942-1943</i>	<i>1943-1944</i>
E. Marquis :					
Traitement.....	\$3,111.12	\$3,750.00	\$5,000.00	\$5,000.00	\$3,958.33
Honoraires et déboursés .....	115.30	.....	.....	.....	84.20
M. Boisvert :					
Traitement.....	3,111.12	3,750.00	5,000.00	5,000.00	3,958.33
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	.....	.....
J. Lesage :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,000.00	3,000.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	35.80	.....	.....	.....
P. Roy :					
Traitement.....	1,866.66	2,250.00	3,000.00	3,000.00	2,375.00
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	.....	.....	.....
G. Roy :					
Traitement.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés comme					
Substitut .....	.....	322.40	957.24	492.40	198.50
Émoluments à autres titres.....	.....	15.00	.....	16.10	25.00

**Substituts de la couronne,  
district de Trois-Rivières**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il nommé de substituts de la couronne pour le district de Trois-Rivières?

2. Quels sont les noms de chacun desdits substituts de la couronne?

3. Quel est le salaire ou quels sont les émoluments payés par le gouvernement de la province à chacun desdits substitués de la couronne?

4. En outre dudit salaire ou desdits émoluments, quel est le total des montants payés par

le gouvernement de la province, à quelque titre que ce soit, à chacun desdits substitués de la couronne?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** (Voir la liste ci-dessous)

<i>District de Trois-Rivières</i>	<i>Du 8 novembre 1939 au 17 janvier 1944 inclusivement</i>				
	<i>1939-1940</i>	<i>1940-1941</i>	<i>1941-1942</i>	<i>1942-1943</i>	<i>1943-1944</i>
F. Lajoie :					
Traitement.....	.....	.....	\$2,833.33	\$3,000.00	\$2,479.15
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	13.78	6.01	1.14
H. Gariépy :					
Traitement.....	.....	.....	1,889.00	2,000.00	1,166.62
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	75.87	190.48	.....
(a cessé d'agir le 30 octobre 1943)					
L. Pinsonnault :					
Traitement.....	.....	.....	1,889.00	2,000.00	1,895.77
Honoraires et déboursés .....	.....	.....	191.31	242.80	133.11
P. Bigué :					
Traitement.....	\$2,411.11	\$3,000.00	166.66	.....	.....
Honoraires et déboursés .....	380.05	150.00	.....	.....	.....
(a cessé d'agir le 16 avril 1941)					
J.-M. Bureau :					
Traitement.....	1,808.33	2,250.00	125.00	.....	.....
Honoraires et déboursés .....	3.50	7.12	.....	.....	.....
(a cessé d'agir le 16 avril 1941)					
A. Bastien :					
Traitement.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés comme					
Substitut.....	.....	.....	450.00	980.00	667.65
Émoluments à autres titres.....	.....	.....	65.00	.....	30.00
M. Lesage					
Traitement.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés comme					
Substitut.....	210.00	40.00	205.00	15.00	30.00
Émoluments à autres titres.....	.....	.....	11.00	3.00	15.00
M. Crête :					
Traitement.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés comme					
Substitut.....	231.00	355.00	637.50	255.00	265.00
Émoluments à autres titres.....	.....	5.00	.....	.....	.....

**Substitués de la couronne,  
district de Saint-François**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il nommé de substitués de la couronne pour le district de Saint-François?

2. Quels sont les noms de chacun desdits substitués de la couronne?

3. Quel est le salaire ou quels sont les émoluments payés par le gouvernement de la province à chacun desdits substituts de la couronne?

4. En outre dudit salaire ou desdits émoluments, quel est le total des montants payés par

le gouvernement de la province, à quelque titre que ce soit, à chacun desdits substituts de la couronne?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** (Voir la liste ci-dessous)

<i>District de Saint-François</i>	<i>Du 8 novembre 1939 au 17 janvier 1944 inclusivement</i>				
	<i>1939-1940</i>	<i>1940-1941</i>	<i>1941-1942</i>	<i>1942-1943</i>	<i>1943-1944</i>
C. Gervais :					
Traitement.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés comme					
Substitut.....	\$3,201.50	\$5,057.50	\$5,034.79	\$4,701.70	\$3,291.15
Émoluments à autres titres.....	.....	304.50	582.50	.....	.....
A.-R. Tobin :					
Traitement.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés comme					
Substitut.....	2,395.00	3,540.00	1,744.00	1,865.00	.....
Émoluments à autres titres.....	.....	.....	.....	.....	.....
J.-A. Drouin :					
Traitement.....	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires et déboursés comme					
Substitut.....	84.95	390.22	1,548.51	496.37	157.30
Émoluments à autres titres.....	.....	147.69	59.51	88.15	.....

#### **Sommes dépensées pour l'édifice de la Commission des accidents du travail**

**M. Barrette (Joliette):** Relativement à la nouvelle bâtisse de la Commission des accidents du travail, située sur la rue Grande-Allée, dans la cité de Québec, et connue sous le nom de Bishop Mountain Hall:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé à ce sujet, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement?

2. Combien la Commission des accidents du travail a-t-elle dépensé à ce sujet, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** 1. Nul.

2. \$838,395.09.

#### **Statuts refondus, 1941**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé à ce sujet, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, relativement aux Statuts refondus de la province de Québec, 1941?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** \$223,528.35.

#### **Projets de loi:**

##### **Crédit nécessaire à l'exploitation des lots**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot.

**En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Godbout), et dont le texte se lit comme suit: Que la loi du département de la Colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 103) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

"16. Un fonds annuel de cinquante mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des syndicats coopératifs à des colons et au paiement de la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts.

"17. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre de la Colonisation à faire, avec des syndicats coopératifs ou des unions ou fédérations de tels syndicats, des conventions à cette fin.

"18. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 16 et 17 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1939, le premier ministre a joué le rôle de Croquemitaine pour surprendre la bonne foi des électeurs, lorsqu'il s'est présenté devant le peuple. La semaine dernière, avec son projet de loi, il nous a plutôt fait penser à Santa Claus, lorsqu'il a parlé. Les images que le premier ministre, l'an dernier et cette année, a présentées aux gens sont magnifiques, surtout la façon dont il a converti les usines de guerre en usines de paix. Il y a une véritable ressemblance entre le premier ministre et Santa Claus; ce dernier est un homme qui fait des cadeaux avec l'argent des autres. La différence entre les deux réside dans le fait que Santa Claus donne quelque chose, alors que le premier ministre ne donne rien d'autre que des images trompeuses.

Nous avons cru voir le premier ministre descendre de la grande cheminée d'une usine de guerre et venir offrir aux colons et aux cultivateurs des cadeaux, pour tenter de tromper le peuple à la veille des élections, par l'outillage qu'ils pouvaient utiliser pour leurs travaux. Je crois que le premier ministre a dû recevoir beaucoup de poussière et de cendres quand il est descendu de la cheminée. Cette

loi n'est rien d'autre qu'une mesure de camouflage électorale visant à jeter de la poudre aux yeux des colons de la province, à la veille des élections. Le premier ministre a tort de prendre tout le monde pour des enfants.

La semaine dernière, il a affirmé que des usines transformeront les engins de guerre en instruments aratoires. Il a voulu nous faire croire que les milliards qui sont dépensés pour la guerre pourraient être utilisés en partie à des œuvres de paix, pour le bénéfice de nos agriculteurs et de nos colons, grâce à ses démarches auprès d'Ottawa. Il s'agit encore une fois de vantardises. Voyez-vous cela, les cultivateurs et les colons utiliser les avions pour le défrichement des terres et les canons pour le drainage de leur terre et le labourage! Le premier ministre croit-il que les colons sont assez naïfs pour penser cela? (Rires)

Le gouvernement provincial actuel, par la politique qu'il a permis à Ottawa de mettre en application dans notre province, a laissé s'établir une situation qui compliquera la solution des problèmes d'après-guerre. C'est ainsi qu'à Saint-Malo, dans la ville de Québec, il y avait une usine de paix pour réparer des locomotives, qui employait des centaines d'ouvriers. On l'a sabotée pour en faire une usine de guerre temporaire, où l'on fait des munitions et qui sera bientôt désaffectée, avec le résultat qu'après la guerre la population ouvrière des grands centres et les milliers de personnes qui ont émigré à Québec se trouveront dans une situation alarmante. On peut dire la même chose des usines de Sorel, où l'on fabrique des canons; les propriétaires d'usines ne savent pas ce qu'ils vont en faire après la guerre, parce qu'on n'a pas eu la précaution de prévoir l'avenir.

Le premier ministre a dit qu'il avait fait des démarches à Ottawa pour obtenir cela. C'est curieux que le premier ministre prétende avoir une grande influence auprès du gouvernement fédéral et que, chaque fois qu'il est allé à Ottawa, il ait cédé un peu de notre autonomie. Car les démarches du premier ministre à Ottawa n'ont jamais été à l'avantage de la province et, comme conséquence de ces démarches, le gouvernement provincial a encouragé la migration de populations dans les villes; des agglomérations se sont formées. Un grand nombre de ventes de terres ont été provoquées et, une fois le conflit terminé, ce sera la désorganisation complète, car ces gens se trouveront sans travail. C'est le pouvoir central qui a compliqué notre situation d'après-guerre. Jamais une province n'a été aussi mal traitée par les rouges à Québec et les rouges à Ottawa que la province de Québec ces quatre dernières années.

La loi créera un fonds de \$50,000 pour payer les primes des polices d'assurance et une partie de l'intérêt, mais il n'y a rien dans le bill pour aider le colon à payer le capital. La loi Godbout ne garantit pas le paiement d'un sou de capital au colon, et pourtant, c'est ce dont il a besoin en ce moment. Cette loi est une insulte à l'intelligence des colons, une tentative de cabale politique, une mesure pré-électorale. C'est l'Union nationale qui a séparé le domaine de la colonisation de celui des marchands de bois. Pour aider les colons, le gouvernement n'avait qu'à se servir du crédit agricole, au lieu de la mauvaise loi actuelle et de placer sur le dos des caisses populaires une responsabilité qui appartient au gouvernement. Le gouvernement veut faire prendre aux caisses populaires des risques qu'il a peur d'assumer lui-même.

Ce projet de loi rejette le fardeau sur les caisses populaires, mais elles n'auront pas l'argent nécessaire pour assumer les risques inhérents à un prêt consenti à un colon qui n'est même pas propriétaire de son lot. Comme les colons ne sont pas propriétaires de leur lot, les caisses seront obligées de refuser de leur prêter, faute de garanties, et ce sont elles qui porteront l'odieux de ce refus. Si le gouvernement veut réellement aider le colon et s'il croit qu'il faut venir en aide aux colons au moyen d'un prêt, qu'il présente une loi réelle, garantissant non pas une partie des intérêts, mais garantissant les emprunts eux-mêmes. C'est son devoir de faire lui-même le prêt et de ne pas se fier uniquement sur les caisses populaires.

Si elles ont rendu des services signalés, c'est l'Union nationale qui les a aidées. Nous leur avons voté annuellement \$60,000 au lieu de \$20,000, comme cela se faisait avant 1936. Mais le présent gouvernement est en voie de les ruiner. Il est important de conserver leur autonomie aux caisses populaires, de voir à ce qu'elles restent une institution québécoise. Le nouveau conseiller législatif, l'honorable Cyrille Vaillancourt, est à la tête d'un mouvement qui travaille à faire perdre l'autonomie des caisses populaires de la province de Québec en tentant de former des fédérations avec les autres provinces, dans un grand tout canadien, et même avec les États-Unis, où elles seraient noyées.

Cela est contre le but que leur avait assigné le fondateur, M. Desjardins. Il y a un risque qu'une source de l'extérieur prenne le contrôle des caisses. On veut les centraliser. Mais nos caisses doivent rester québécoises. Toute tentative de centralisation et d'accaparement doit être évitée et les caisses populaires doivent conserver leur caractère

provincial. Il est très important que les caisses populaires puissent agir en toute liberté dans les paroisses, et cette liberté est menacée actuellement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition, comme c'est son habitude, s'est aventuré dans le domaine fédéral et parle de tout autre chose, au lieu de parler du bill lui-même. Il a parlé de guerre pour dire que c'est ridicule de s'intéresser à la transformation de l'industrie de guerre en industrie de paix. En fait, le gouvernement provincial a eu l'idée de voir à ce que les milliards dépensés pour la guerre servent en partie à la période de paix et à la reconstruction, après la guerre. Est-ce cela que le chef de l'opposition trouve ridicule?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tant mieux si le chef de l'opposition n'a pas voulu le dire, mais c'est ce que la Chambre a compris. De plus, il n'est pas ridicule de convertir des usines de guerre en usines de paix. J'ai discuté cette question avec Ottawa et avec des industriels de Québec qui m'ont approuvé. C'est ma façon de voir, et je m'occupe de la question.

J'ai dit la semaine dernière, et je répète, qu'il y a dans les industries de guerre pour des milliers de dollars de machineries diverses qui peuvent être transformées de façon à être utilisées à des œuvres de paix et à des activités agricoles, pour aider les cultivateurs et les colons à agrandir rapidement leurs domaines. Il s'est construit des engins de guerre pour des milliards et nous voulons qu'ils servent à des œuvres de paix.

À condition de ne pas faire comme le chef de l'opposition, de tronquer mes paroles en parlant de prendre les avions pour défricher et labourer sa terre, les canons dans les travaux agricoles et les bulldozers pour effectuer le transport aérien de la malle, presque tout l'outillage militaire pourra être transformé en œuvre de paix. Et il n'a jamais été question de labourer la terre avec des avions et de faire du labourage avec des canons. Voilà qui est ridicule et qui est le langage de l'opposition.

Mais il y a certainement des millions de machines de toutes sortes qui peuvent, avec des transformations peu coûteuses, être utilisées comme instruments aratoires, propres à assurer l'exécution des travaux ordinaires de culture et à développer

notre domaine agricole. Il y a, par exemple, des pelles mécaniques ou encore de puissantes machines qui peuvent ouvrir n'importe quel chemin; on peut facilement et à peu de frais transformer un camion militaire en voiture de paix; il y a des milliers et des milliers de tracteurs qui ont été fabriqués pour la guerre, qui pourront être transformés en tracteurs pour la ferme. Nous pourrions aider à la colonisation et à l'agriculture parce que nous nous y sommes pris à temps. On pourra fabriquer des machines aratoires pour les fins de labourage, de hersage et de drainage. Sur presque toutes les terres, il y a des parties qui ne sont pas en exploitation. Avec l'outillage moderne, dont nous faisons déjà un usage considérable, il sera facile de développer ces terres et avec avantage pour les cultivateurs.

C'est par ce moyen qu'on doublera l'étendue des terres cultivables de notre province. Mais il faut transformer les usines à temps. Voilà pourquoi nous avons fait des instances à Ottawa. Et l'opposition sait parfaitement bien ce que j'ai voulu dire et elle essaie de jeter du ridicule sur une chose extrêmement sérieuse, comme cela lui arrive souvent. Je ne réclame aucun mérite pour y avoir pensé et pour l'initiative que j'ai prise. Je n'ai fait que mon devoir. Mais c'est la prévoyance du gouvernement qui fait mal à l'opposition. Et c'est vouloir rire des cultivateurs que de dire que les avions serviront au défrichement.

(Applaudissements de la droite)

Si le bill 5 n'intéresse pas le chef de l'opposition, il intéresse les colons. Le bill est soumis pour aider les colons et non pas comme mesure pré-électorale. Les colons ont besoin de petits prêts et la mesure leur viendra en aide. Quant aux caisses populaires, nous ne leur imposons aucun fardeau; elles savent déjà le risque qu'elles peuvent assumer. Elles ont consenti à rendre d'immenses services aux pêcheurs de la Gaspésie, en vertu d'un plan de crédit similaire, et les pêcheurs ont déjà emprunté plus de \$50,000 d'elles.

Les caisses peuvent rendre le même service aux colons, tout en se développant elles-mêmes et sans courir le moindre risque. Si on veut que les caisses populaires soient à la disposition des paroisses rurales, il faut en encourager l'installation dès le début, afin qu'elles aident au développement. Il y a là, pour les caisses populaires, un champ d'action immense et extrêmement fécond.

Avec ce projet, le gouvernement veut favoriser leur organisation et leur développement. Il veut faire naître des caisses populaires dans chaque paroisse avant même que cela ne soit nécessaire, afin

que la caisse populaire contribue au progrès de la paroisse. Quant à l'argument du député de Dorchester, à savoir qu'il n'y a pas de caisses dans toutes les paroisses, il y a les unions régionales qui peuvent les aider. Il y a des unions de caisses qui couvrent tout le territoire. Elles draineront l'épargne populaire et la feront servir aux œuvres paroissiales. Quand il y aura des caisses dans chaque paroisse, dit-il, nous n'aurons pas besoin d'autre organisation pour entretenir les œuvres paroissiales. Bientôt, il y aura une caisse populaire dans chaque district de la province et, le jour où il y aura une caisse populaire dans chaque paroisse de la province, Québec deviendra financièrement la province la plus importante du dominion.

C'est un véritable mouvement patriotique par la coopération avec les caisses populaires pour qu'elles s'établissent à temps dans les paroisses, afin d'aider à leur développement. Nous ne faisons courir aucun risque aux caisses; au contraire, nous les faisons vivre en payant une partie de l'intérêt sur les prêts qui seront consentis aux colons. Nous les aidons en payant 4 % de l'intérêt de 6 % qu'elles vont charger aux colons pour les prêts. Donc, octroi d'un petit prêt au colon à 2 % d'intérêt, tout en lui fournissant l'opportunité de placer ses économies dans un organisme coopératif qu'il connaît, au lieu de les investir dans des entreprises qu'il ne connaît pas.

C'est une bonne loi, mais je ne prétends pas qu'elle révolutionnera la province. Je n'ai pas la prétention de sauver la race chaque fois que je pose un acte. Je ne suis pas comme cet ancien premier ministre qui disait cela de chaque projet de loi qu'il présentait. Il n'y a rien d'extraordinaire dans cette loi, mais elle aidera au développement des caisses populaires. Quant à l'autonomie des caisses populaires, elle est en sûreté avec le gouvernement actuel. Le présent gouvernement a aidé ces institutions plus que tout autre gouvernement ne l'a fait jusqu'à maintenant, et il n'y a aucune inquiétude à avoir quant à leur autonomie, même si le chef de l'opposition craint qu'elles ne la perdent.

De toute façon, le chef de l'opposition parle toujours de l'autonomie; c'est devenu une hantise chez lui et il voit du danger partout. Mais cette hantise de l'autonomie peut devenir dangereuse pour lui. Il y a des gens aussi intelligents que lui qui ont souffert de pareille obsession et qui, avec des idées fixes comme celle-là, sont allés très loin.

La Fédération provinciale des caisses a été réalisée, parce que cette Fédération était nécessaire pour permettre de mieux surveiller l'opération des caisses populaires locales, pour protéger l'argent des



cultivateurs et des ouvriers. Et nous avons favorisé la Fédération provinciale parce que celle-ci voit à l'inspection, de façon à protéger l'œuvre. La Fédération provinciale de ces banques s'est avérée utile. Elle ne s'est pas ingérée dans leur administration, mais elle a fait une inspection, ce qui est une bonne chose parce que, dans le passé, certaines de ces banques ont été mal dirigées et des milliers de dollars ont été perdus.

L'inspection est donc nécessaire, car l'inspection par la caisse centrale permet d'éviter des désastres. Il faut une surveillance étroite. Il ne suffit pas d'avoir un beau nom pour être à l'abri de tout danger. Il ne peut donc être question de toucher à l'autonomie des caisses populaires parce que l'on parle de fédération, nécessaire au progrès de l'œuvre. Les caisses sont absolument autonomes. La loi pourvoit à des conventions avec des unions de caisses populaires.

**M. Choquette (Montmagny):** Dans mon comté, il existe six paroisses de colonisation. L'objet du projet est de permettre au gouvernement de payer une partie de l'intérêt sur les prêts que les caisses populaires voudront bien consentir à nos colons. Le gouvernement paiera 4 % de l'intérêt de 6 %. En d'autres termes, la loi permet au colon d'emprunter de l'argent à 2 %. Se trouve-t-il en cette Chambre un seul député qui puisse lui refuser ou le priver de cet avantage?

À l'encontre de ce projet de loi, on ne peut relever que deux objections, au cours de la discussion, qui méritent d'être examinées. L'une se rapporte aux caisses; l'autre au colon lui-même. Et, après avoir examiné la loi attentivement, il croit que les objections qui ont été soulevées sont futiles et sans fondement.

Premièrement, on dit que la loi permettra l'ingérence du gouvernement dans l'administration des caisses. J'ai lu et relu le texte du projet et je ne vois rien dans la loi qui puisse justifier une pareille assertion.

Il n'y a rien qui permette au gouvernement de s'ingérer dans la gouverne des caisses populaires des paroisses. Le gouvernement aurait fort bien pu dire que ces prêts devront être consentis par les banques au lieu de l'être par les caisses populaires. Dans ce cas, aurait-on alors prétendu qu'il voulait s'ingérer dans l'administration des banques? Au contraire, on aurait crié au scandale, que le gouvernement veut favoriser les banques en leur payant les deux tiers de l'intérêt des prêts. Et on aurait sans doute eu raison.

Car la présente loi va favoriser l'expansion des caisses populaires en augmentant leur volume d'affaires. D'autre part, la législation va contribuer à en faire surgir dans chacune de nos paroisses de colonisation. Une convention ne peut exister sans le consentement des deux parties. Donc, liberté absolue pour la caisse. Et une caisse dans chaque paroisse, cela veut dire, dans une certaine mesure, la libération économique des Canadiens français. Ce que les banques n'ont pu réaliser pour notre petit peuple, les caisses le réaliseront.

La seconde objection se rapporte au colon lui-même et à son pouvoir d'emprunt. On dit que les colons ne pourront bénéficier de la loi, parce qu'ils ne sont pas propriétaires de leur lot et qu'ils ne pourront offrir aucune garantie. Oublie-t-on la loi du nantissement agricole que nous avons votée, il y a trois ans, et qui permet au cultivateur et au colon de donner en gage, sans se déposséder, ses animaux et son roulant? Voilà deux lois qui se compléteront d'une façon admirable. Il s'agit de tout petits prêts de \$25, \$50, \$100 qui peuvent réellement aider le colon. Quel est le colon, même le plus humble, qui n'a pas sur son lot de colonisation pour \$25 ou \$50 d'effets personnels, d'instruments aratoires ou d'animaux pour garantir un prêt de ce montant? Au surplus, le colon n'a-t-il pas le droit d'hypothéquer son lot après six ans d'occupation?

Avec \$25 ou \$50 qu'il pourra facilement rembourser au bout de trois ou six mois, si on lui fait crédit, le colon peut parfois se sauver de la ruine, lui ainsi que sa femme et ses enfants. À l'heure actuelle, le pouvoir d'emprunt de \$25 à \$100, nos colons ne l'ont pas et le gouvernement va le leur donner. La meilleure garantie que puisse donner le colon pour emprunter aux caisses populaires, c'est encore la garantie morale, et cette garantie, à peu près tous les colons peuvent la donner.

Cette mesure est excellente et grandement appropriée, et je ne crois pas qu'un seul député qui a des colons dans son comté aille s'opposer à une semblable législation et voudra leur refuser cet avantage.

Personne ne pourra me reprocher d'avoir été prodigue d'éloges à l'adresse du gouvernement; le servilisme m'a toujours répugné. Il ne s'agit pas de savoir quelle est la couleur du parti qui passe la législation, ni quel gouvernement fait la guerre, mais bien de savoir si la loi est en faveur du colon. Mais c'est la première fois que l'on nous propose un projet de loi de crédit coopératif en faveur des colons de la province et, aujourd'hui, je ne puis m'empêcher de féliciter le gouvernement de cette loi, au nom des

colons de mon comté de Montmagny. Avec les lois ouvrières que le gouvernement nous a demandé de voter, il y a quelques jours, elle forme une gerbe de législations sociales dont la province a raison d'être fière. Voilà pourquoi je lui donne mon entière adhésion et que je voterai pour cette loi.

**M. Gagnon (Matane):** Je voudrais bien rencontrer les colons de Montmagny pour voir s'ils sont si contents de cela du gouvernement. Ce projet de loi en est un de camouflage, à la veille des élections, qui nuira aux caisses populaires et qui ne sera d'aucun effet pratique pour les colons; il pourrait même s'avérer défavorable, surtout aux banques. Il s'agit là d'un monument. Nous, de l'Union nationale, ce que nous voulons que le gouvernement donne aux colons, c'est une loi qui prête le capital complet. Ce que nous voulons, ce n'est pas 2 % de l'intérêt que le gouvernement devrait garantir, mais c'est 100 % du capital. Nous voulons leur donner le capital nécessaire pour acheter animaux et instruments et pour développer leur lot. Nous voulons qu'on leur permette de vivre, de se créer un foyer.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Encore un oubli de 1936 à 1939!

**M. Gagnon (Matane):** En 1940, le gouvernement a présenté aussi une loi qui devait sauver la classe agricole: sa loi du nantissement agricole. Le premier ministre l'a présentée en 1942. Cette loi devait faire fureur et aider le cultivateur. Mais bien peu de gens en ont pris avantage, car, 18 mois après, je me suis renseigné auprès des bureaux d'enregistrement pour savoir si beaucoup de cultivateurs se sont prévalus de cette loi. Or, dans la plupart des comtés, pas un seul cultivateur n'a emprunté en vertu de cette loi. Il y a 90 % des comtés qui n'ont pas fait enregistrer un seul acte, nous avons écrit aux registrateurs pour le leur demander. Ce sont là les lois du gouvernement. C'est donc que la loi est demeurée inopérante. Il en sera ainsi de la loi actuelle.

Nous voyons que nous sommes à la veille des élections. Le député de Montmagny (M. Choquette), qui ne s'est pas levé souvent en Chambre, commence à brûler de l'encens à la face du premier ministre. Or, même dans son comté, cette loi du nantissement agricole a été inopérante. Il (M. Gagnon) donne la liste des autres comtés.

Le premier ministre fait de grandes promesses au sujet des usines de guerre, qui doivent être transformées, après la guerre, en fabriques

d'instruments agricoles. Mais c'est le même homme qui, en 1939, faisait serment que, si jamais un gouvernement libéral d'Ottawa imposait la conscription, il démissionnerait, lui, pour combattre ce gouvernement. Au lieu de cela, en 1941, il recommandait à la population de manger du cheval. À Saint-Malo, actuellement, on fabrique de petites cartouches. Le premier ministre croit-il que les machines qui fabriquent des petites cartouches pourront, après la guerre, fabriquer des charrues?

Croit-il qu'au lendemain de la guerre il suffira de changer quelques tarauds pour transformer en fabriques de herse des usines qui fabriquent actuellement des fusils? Croyez-vous qu'avec les machines dont on se sert l'on va pouvoir transformer cette usine en fabrique d'instruments agricoles? C'est ridicule. Et les canons, en changeant deux écrous, va-t-on les transformer en des charrues? Le premier ministre a voulu cet après-midi rire de l'autonomie. Il me fait songer à cet empereur romain qui chantait pendant que la ville de Rome brûlait. Le premier ministre chante pendant que l'autonomie de la province est détruite.

Le gouvernement, par son projet de loi, ne peut forcer les caisses populaires à prêter aux colons. Du reste, elles ne voudront pas leur prêter, car ils ne sont pas propriétaires de leurs lots et n'offriront pas les garanties nécessaires. Quant aux nouvelles caisses, ça prendra cinq et même 10 ans avant qu'elles soient en mesures de prêter. Je ne conteste pas que les caisses populaires aident aux pêcheurs. Mais c'est parce qu'en Gaspésie il y a d'anciennes caisses qui ont de l'argent. Au surplus, la plupart de nos colonies n'ont pas de caisses populaires. Dans 100 paroisses de colonisation, il n'y en a pas 25 qui ont des caisses populaires. D'ailleurs, je défie le premier ministre de me citer 25 colonies, en pays de colonisation, où l'on peut trouver une caisse populaire.

Dans l'une des paroisses du comté de Matane, au plus 25 colons sont capables de souscrire chacun \$5, ce qui sera assurément insuffisant pour assurer l'établissement d'une caisse populaire. Il n'y aura par conséquent aucun moyen pour les colons de cette paroisse de bénéficier de la loi. Et, dans les colonies où il y a une caisse, il n'y a pas d'argent ou l'argent qui y est accumulé n'est pas suffisant pour répondre aux demandes de prêts des colons. Quant aux vieilles caisses, il y a un règlement qui les oblige à prêter dans les limites seulement de leurs paroisses. Il n'y a pas une seule caisse établie qui va prendre son argent pour le prêter à un colon qui n'est même pas propriétaire de son lot.

Nous savons que les colons sont honnêtes et nous voulons les aider. Nous voulons leur prêter, mais, pour cela, il faut que le gouvernement mette de l'argent à leur disposition. Nous voudrions une loi qui prête, car les colons ont plutôt besoin d'un capital liquide pour se créer un foyer. Si le gouvernement était vraiment soucieux d'aider les colons, il leur prêterait le capital et ne ferait pas une semblable loi de camouflage. Nous sommes en faveur de l'aide aux colons, mais d'une aide véritable. Il devrait mettre à la disposition des caisses une certaine somme, car la loi actuelle n'aidera pas le colon pour les besoins immédiats.

Que le gouvernement vote donc \$1,000,000, \$2,000,000, \$5,000,000 et même \$10,000,000 s'il le faut, dans le genre du prêt agricole, comme le gouvernement de l'Union nationale, en trois ans, a mis \$35,000,000 à la disposition du crédit agricole pour les cultivateurs, et que l'on mette ces millions à la disposition de l'Office du crédit agricole aux fins d'en faire profiter les colons établis sur des lots, pour les aider véritablement, et l'opposition y souscrira des deux mains.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le député de Matane s'était donné la peine de lire le deuxième paragraphe de la loi, il n'aurait pas parlé de camouflage sous prétexte qu'il n'y a pas de caisse populaire dans chacune des paroisses de colonisation. S'il l'avait étudié, il se serait rendu compte qu'en vertu de cette loi le ministre de la Colonisation peut faire des conventions non seulement avec les caisses, mais aussi avec les syndicats coopératifs, les unions régionales et/ou les fédérations de tels syndicats, pour assurer des prêts aux colons, quand il n'y a pas de caisse dans la paroisse où il y a des colons qui ont besoin d'aide, ou pour agir à la place de leurs sœurs plus pauvres, si les nouvelles caisses populaires ne sont pas en mesure au début de satisfaire aux demandes de prêts.

Or, ensemble, les caisses, les unions et les fédérations ont actuellement dans la province un capital investi de \$78,000,000<sup>1</sup> qui se trouve à la disposition des colons. C'est beaucoup plus qu'il n'en faut pour venir en aide à tous les colons de la province, qui n'auront besoin que de petits montants en cas d'urgence, en cas d'accident ou pour se tirer d'embarras temporaires; de petits prêts, de \$100, \$150 ou \$175 et, au maximum, \$500 en attendant l'arrivée du paiement des primes. Les pêcheurs, en vertu d'une loi semblable votée l'an dernier, ont déjà emprunté des caisses populaires \$50,000. Cela a rendu des services énormes comme cette loi en

rendra aux colons qui pourront avoir de l'argent à 2 %, le gouvernement payant 4 % sur les 6 % que chargent les caisses populaires à cause de la difficulté de surveiller ces petits prêts.

Je suis surpris de l'attitude de l'opposition qui, on le dirait, n'a même pas lu la loi et qui veut faire oublier les avantages de cette loi qui permettra aux paroisses de colonisation de se développer plus vite. Le député de Matane a dénaturé les faits, le gouvernement ne s'ingérera pas dans les affaires des caisses. Et nous n'avons pas présenté ce projet pour but des fins électorales. Nous voulons tout simplement aider les colons, et la loi les aidera.

**M. Chaloult (Lotbinière):** La colonisation est un des grands problèmes de la politique du Québec qui s'est posé très à bonne heure. Honoré Mercier l'a compris en nommant ce grand patriote qu'était le curé Labelle à un poste important dans le ministère, soit sous-ministre de la Colonisation. D'ailleurs, ce qui reste de l'œuvre de Mercier surtout, c'est la colonisation. Dans sa brève incursion au Parlement provincial, M. Henri Bourassa a eu, lui aussi, le dessein de promouvoir les intérêts de la colonisation.

Il rappelle également le régime Parent. La question de colonisation est toujours vitale chez nous, particulièrement aujourd'hui où l'on parle beaucoup de l'immigration à outrance qu'on voudrait nous imposer à la faveur de la guerre. Actuellement, il y a moins de colons, parce qu'il y a moins de chômeurs. Mais, après la guerre, il faudra favoriser l'expansion de la colonisation.

Il y a quatre paroisses de colonisation dans mon comté de Lotbinière. Elles portent des noms jolis, clairs et bien français, tels Villeroy, Joly, Val-Alain. Mais leur situation n'est pas très brillante pour tout cela, alors que certains colons de mon comté de Lotbinière sont dans la souffrance et la misère. Nous avons actuellement un système de colonisation absolument irrationnel. On fournit souvent aux colons des terres impropres à l'agriculture, trop pauvres et ils ne peuvent généralement pas faire vivre convenablement leur famille.

Théoriquement, je crois que le projet de loi est bon, mais le gouvernement pourrait faire mieux. Je ne suis toutefois pas aussi pessimiste que le député de Matane. Évidemment, le gouvernement pourrait peut-être offrir \$5,000,000, \$10,000,000, \$30,000,000 aux colons. Mais il doit tout de même y avoir une limite. Je crois que, dans l'ensemble, cette loi a des avantages incontestables et est de nature à favoriser

les petits prêts aux colons, à un intérêt de 2 % puisque le gouvernement paie les deux tiers de l'intérêt. Ça ne réglera évidemment pas tout le problème de la colonisation, mais c'est là un progrès et un pas dans la bonne voie.

Il est incontestable que cette loi est aussi à l'avantage des caisses populaires. Je suis heureux, surtout, que l'on veuille multiplier les caisses populaires, puisque les colons dans les paroisses de colonisation, pour bénéficier de la loi, voudront certainement établir des caisses populaires chez eux et il y a un intérêt primordial à leur développement. J'ai foi dans les caisses populaires, parce que c'est par elles que les Canadiens français vont conquérir leur indépendance et leur relèvement économique, et qu'ils vont se débarrasser de la dictature économique. J'aime mieux le développement des caisses populaires dans les paroisses de colonisation que celui des banques, bien que je n'aie rien contre les banques.

J'éprouve cependant une certaine inquiétude au sujet de l'indépendance des caisses. À l'égard des dangers que fera courir cette loi, il cite le témoignage de M. Émile Benoist, du *Devoir*. Les caisses doivent être absolument indépendantes du gouvernement, qui a tendance à centraliser. Avec le projet de loi, les caisses risquent des pertes et elles seront peut-être dans l'obligation de prendre des poursuites judiciaires, ce qui serait malheureux. De plus, je crains un peu l'ingérence du gouvernement et que le projet de loi n'entrave l'indépendance de ces organismes, car, dans une entrevue que le premier ministre a donnée à Montréal, il a été question d'inspecteurs du gouvernement, chargés de vérifier les prêts faits aux colons et de contrôler les remboursements, qui entreraient dans le fonctionnement de cette loi.

Cependant, cette modalité ne se trouve pas dans la loi. Est-ce que ces inspecteurs vont avoir un contrôle sur les opérations des caisses? Si oui, c'est là une mauvaise affaire. J'aimerais également savoir du premier ministre ce que pensent de cette loi les chefs des caisses populaires qui sont les premiers intéressés. Quel est le sentiment à ce propos de MM. Vaillancourt, Guérin et Poirier? Si eux-mêmes n'ont aucune inquiétude pour l'autonomie de leurs caisses, nous aurions tort d'en avoir davantage.

Je vous avoue que je cherche depuis quelque temps des occasions de voter contre le gouvernement, mais il m'en a fourni bien peu jusqu'ici. Et je vous assure que j'ai beau chercher, je n'en trouve pas; cette loi, dans son ensemble, me paraît bonne. Je n'y puis rien et, quoi qu'en pensent

mes amis qui me reprochent de voter souvent avec le gouvernement, il me faudra bien voter encore une fois avec lui. Toutefois, j'espère qu'il me donnera bientôt la chance de voter contre lui. Alors, si on peut me convaincre que la loi ne menace aucunement l'autonomie des caisses, je voterai, dit-il, pour le projet de loi tel que présenté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le président de la Fédération est en faveur de notre loi. Il n'y aura aucune ingérence gouvernementale, puisque les inspecteurs dont j'ai parlé ne sont autres que les inspecteurs de la colonisation. Je les ai mentionnés pour montrer que les caisses avaient, dans le travail de ces employés du gouvernement, une garantie additionnelle. Les inspecteurs n'auront absolument rien à voir dans les transactions des caisses populaires, et l'inspection que feront nos hommes sera une garantie pour elles. Aucune ingérence du gouvernement n'est donc à craindre.

Les fonctions de l'inspecteur consisteront tout simplement à aider le colon, si ce colon a besoin de plus d'aide, d'intervenir auprès du gouvernement dans leur intérêt et pour s'assurer que le colon remplit bien les conditions de location du lot. La surveillance régulière de l'inspecteur de la colonisation quant au développement des lots s'ajoutera à celle de l'inspecteur des caisses pour la garantie des prêts, mais le gouvernement ne s'ingérera nullement dans les prêts, non plus que dans les remboursements. C'est pourquoi leur travail est une garantie additionnelle pour les caisses.

Le député de Lotbinière me demande ce que disent les chefs des caisses de ce projet de loi. Je ne puis dire ce qu'en pensent tous les directeurs des caisses populaires, mais je sais que le gérant général de la Fédération<sup>2</sup> provinciale est très favorable à ce projet de loi et qu'il le trouve très bon. Le député de Montmagny (M. Choquette) a eu parfaitement raison de dire que, si nous organisions un système de prêts par les banques, nous serions critiqués parce que les banques ne sont pas organisées sur une base de coopération.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon mandat n'est pas de donner des coups d'encensoir au gouvernement comme le fait le député de Lotbinière (M. Chaloult). Le premier ministre n'a pas lu la loi ou, s'il l'a lue, il ne l'a pas comprise. La loi ne change rien aux règlements des caisses populaires. Rien, dans le bill présentement devant la Chambre provinciale, n'autorise les caisses à passer par-dessus leurs règlements pour prêter aux colons. Or, ces

règlements obligent les caisses à prêter que sur garanties raisonnables, à des gens dont le crédit est connu. Et, s'il y a actuellement \$78,000,000 dans les caisses, c'est qu'elles ont observé leurs règlements et qu'elles n'ont prêté qu'aux déposants.

Nous considérons qu'on a souffert trop longtemps, au Canada, dans le passé et encore, avant 1936 et depuis 1939, de la dictature de l'argent et qu'elle doit disparaître. Il y a trop longtemps qu'on accorde trop d'importance à la piastre, une valeur que seul l'être humain devait avoir. C'est pourquoi nous avons, nous de l'Union nationale, adopté des mesures pour mettre fin à cette situation.

Nous avons mis fin à l'usure en abaissant le taux d'intérêt; nous avons tout fait ce qui était permis par la Constitution. Nous avons adopté une loi de l'étalon-or décrétant que, si la piastre était bonne pour le colon et le cultivateur, elle devait être bonne aussi pour le capitaliste, alors qu'auparavant les grosses compagnies pouvaient exiger des paiements en or.

Aujourd'hui, le gouvernement choisit précisément le temps où le loyer de l'argent tend à baisser pour augmenter indirectement le taux d'intérêt sur les prêts aux colons à 6 %. Le premier ministre se laisse emporter dans cette entreprise pour aider les colons. Le taux d'intérêt de 6 % fixé par la loi est trop élevé. C'est rétablir dans notre législation un principe dangereux, rétablir la légitimité d'un intérêt exorbitant.

Ce taux de 6 % est une mesure antisociale et antifamiliale, qui ne profitera pas aux colons et qui sera nuisible aux caisses populaires. L'Union nationale, par la création d'un crédit agricole à faible taux d'intérêt de 2.5 %, afin de faire baisser les taux en général, et par plusieurs autres lois, avait fait abolir l'étalon-or et abaisser le taux de l'intérêt partout dans la province. Aujourd'hui, le gouvernement nous demande de revenir aux abus d'autrefois.

Le premier ministre affirme que sa loi va favoriser l'extension des caisses populaires? Mais les caisses, ça se fonde avec des déposants, non avec des emprunteurs. Au lieu de passer de petits bills ruineux, des petites lois de camouflage pour se remonter dans l'opinion publique, ce qui est peine perdue, que le premier ministre fasse donc des élections; ce sera beaucoup mieux pour la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si mon honorable ami s'abstient de trop longs discours qui retardent le travail de la session, il les aura bientôt, les élections provinciales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne pas aller tout de suite devant le peuple? Pour montrer que je ne veux pas retarder la session, je vais faire une proposition au premier ministre. Suspendons la session et allons tout de suite devant le peuple. Nous, nous sommes prêts. Il annonce qu'il votera contre la mesure du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quand le chef de l'opposition reviendra devant l'électorat, celui-ci se rappellera que, pour faire des promesses, il était incomparable, le champion des prometteurs, mais que, comme réalisateur, il est un des plus petits politiciens que la province ait jamais eus depuis la Confédération. Les électeurs ne manqueront pas non plus de se rappeler qu'ils ont dû retourner aux urnes, en 1939, à cause de la mauvaise administration du gouvernement.

Nous avons encore des lois à passer dans l'intérêt de la province. Nous n'avons aucune raison de nous presser. Les élections ne viendront pas avant le temps normal, toutefois, car le présent gouvernement jouit d'une bonne santé financière, contrairement à ceux qui l'ont précédé, et il a du travail à terminer avant de demander le renouvellement de son mandat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill est une loi d'hypocrisie et de lâcheté. Le gouvernement veut donner l'impression qu'il fait beaucoup pour les colons, alors qu'il ne leur aide pas du tout. Avec sa loi, il va rendre les caisses populaires impopulaires. Nous voterons donc contre la résolution et contre le bill parce que nous les jugeons, en outre, inefficaces et injustes pour les caisses populaires et pour les colons.

Quant aux opinions des chefs des caisses populaires, elles sont partagées sur la question. Le premier ministre était dans l'erreur en affirmant que les officiers des caisses étaient en faveur de la présente loi. Deux des principaux dirigeants des caisses populaires, dont le notaire Eugène Poirier, président de la Fédération des caisses populaires, de même que M. le notaire Wilfrid Guérin, de Montréal, sont contre le présent projet de loi. Et voici une lettre que le notaire Eugène Poirier m'a écrite, que je lis à cette Chambre, dans laquelle il dit: "Cette loi sera inopérante. Le gouvernement veut garantir 4 % d'intérêt et ne parle pas de la garantie du remboursement du capital. Chaque caisse ne peut prêter qu'à ses membres, c'est-à-dire aux gens de la paroisse. Dans les régions de colonisation, il n'y a pas de caisses ou, s'il y a des caisses, elles n'ont pas

d'argent. Il faudrait que les caisses centrales prêtent aux caisses locales, pour que celles-ci, à leur tour, prêtent aux colons. Et, comme le gouvernement ne garantit pas le capital, les caisses refuseront de prêter. Le premier ministre lance une invitation générale aux colons de faire des demandes de prêts aux caisses. Le refus de ces prêts sera une cause de mécontentement."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je demande au chef de l'opposition de me faire voir cette lettre. (Après avoir pris connaissance de la lettre de M. Poirier) J'ignore jusqu'à quel point le notaire Poirier peut être intéressé aux caisses populaires, ni jusqu'à quel point il peut être intéressé à la politique. Je ne sais pas ce que fait M. Poirier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est président de la Fédération des caisses populaires.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai rien à dire sur le caractère de M. Poirier. Mais tout ceci ne concerne pas le bill. D'ailleurs, nous n'avons pas besoin de l'opinion de ces personnes. Dans tous les cas, nous avons l'opinion de l'honorable M. Cyrille Vaillancourt, le gérant des caisses. Si le notaire Poirier est contre, M. Vaillancourt est en faveur. Et j'ai consulté M. Cyrille Vaillancourt, gérant général des caisses populaires, qui a servi le mouvement coopératif depuis plus de 20 ans, qui marche sur les traces du fondateur, M. Alphonse Desjardins. C'est lui qui les a fait vivre en les organisant solidement et qui les a maintenues depuis des années. Il peut, à juste titre, en être appelé le père. Il trouve que le projet est très bon et il s'est montré très favorable.

Les caisses ne sont pas obligées d'accepter cette entente avec le ministère de la Colonisation; rien dans la présente loi ne les y force. Elles seront libres d'accepter ou non de collaborer avec le gouvernement. Toutefois, elles auraient intérêt à en prendre avantage, dans l'intérêt de leur expansion, dans l'intérêt de la coopération et en vue de notre maîtrise économique. Et je crois qu'elles seront heureuses de collaborer.

Si M. Poirier ne veut pas prêter l'argent des caisses aux colons, il le gardera et je suppose que les banques, qui ne sont pas des coopératives, iront prendre la place des caisses populaires. Elles iront dans les centres de colonisation à leur place et c'est là la chose malheureuse qui peut survenir. Et les colons seraient obligés de s'adresser aux banques, mais le gouvernement ne peut faire de convention

avec les banques parce que celles-ci ne sont pas organisées sur une base de coopération. Et, plus tard, les patriotes à retardement, suivant l'expression chère au chef de l'opposition, se plaindront et reprocheront au gouvernement de n'avoir pas su prévoir et de n'avoir pas fait son devoir. Ce ne sera pas de notre faute. Notre devoir, nous le ferons. Les banques doivent prêter dans les villes, les caisses populaires prêteront aux colons. Si on veut faire de la petite politique avec cela, ça ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est de développer la colonisation le plus vite possible.

Le taux d'intérêt à 6 % n'est pas trop élevé pour les caisses populaires, qui ont toutes les responsabilités à assumer dans les procédures relatives à ces petits prêts et les frais de vérification sont nécessairement élevés, mais le taux serait trop élevé pour le colon. Voilà pourquoi le gouvernement en paiera les deux tiers, soit 4 %.

Lorsque nous aurons des caisses populaires dans chaque localité, fondées et entretenues par l'épargne des gens de l'endroit, nous pourrions nous dispenser de l'argent des étrangers et, au surplus, ces caisses canaliseront chez nous les économies des cultivateurs et des colons, au lieu de les gaspiller dans des entreprises risquées en des pays lointains. Pendant des années, les cultivateurs du Québec ont investi des millions de dollars par année dans des entreprises étrangères et ont perdu leur argent, alors que, s'ils avaient investi dans leurs banques locales, la vie économique de la campagne serait complètement différente de ce qu'elle est.

Nous n'imposons rien aux caisses populaires. Nous voulons juste donner le même système aux colons que l'on a accordé aux pêcheurs par l'entremise des caisses, dont le taux d'intérêt à 6 % est le même qui est payé par les pêcheurs. Ces dernières prêtent aux pêcheurs et elles prêteront aux colons. Le chef de l'opposition, en s'opposant à ce projet, vient en conflit avec les meilleurs sociologues.

L'opposition pense le contraire de tous les missionnaires-colonisateurs. Il va voter contre le projet de loi. Libre à lui. Mais, nous, nous allons voter cette loi qui est bonne pour les colons et qui favorise l'expansion des caisses populaires. La loi ne force pas les caisses à prêter, mais je n'ai aucun doute que la législation est bonne, et ceux qui la critiquent pour des raisons politiques l'admettront. Le gouvernement va donc continuer de collaborer avec les caisses populaires, pour le plus grand bien de la province en général, et des colons et des pêcheurs, en particulier.

**M. Lorrain (Papineau):** La loi n'est pas pour sauver les colons, mais bien pour essayer de sauver le gouvernement libéral dans les régions de colonisation. Mais il est trop tard maintenant pour ce faire. Il rend hommage au fondateur des caisses populaires, M. Alphonse Desjardins, puis affirme que, si le premier ministre avait eu la moindre idée du fonctionnement des caisses populaires, il serait allé les consulter avant de présenter son projet de loi. Le premier ministre aurait dû consulter des officiers des caisses au lieu de ne consulter que M. Cyrille Vaillancourt, gérant général de la Fédération des caisses et des unions des caisses populaires qui est une créature du gouvernement. Or, M. Vaillancourt est un conseiller législatif, nommé par le gouvernement actuel pour le récompenser de ses services. Enfin, c'est un lieutenant-colonel honoraire lui aussi, un officier de salon avec un sabre de bois.

Le premier ministre devrait savoir que, dans les caisses populaires, tout le monde travaille pour rien. C'est en particulier le cas du notaire Eugène Poirier. Il y en a un seul qui est rémunéré, et c'est justement M. Vaillancourt. Plus que cela, il retire trois salaires, car il est payé pour ses services alors que les autres dirigeants des caisses populaires donnent leurs services gratuitement. Il est également conseiller de M. Gordon, à la Commission des prix, et il retire un quatrième salaire comme gérant de la Coopérative de sucre d'érable. Et il est en faveur de donner 2 % aux colons. Mais, pour les colons, le gouvernement paie seulement les deux tiers des intérêts qu'ils auront à payer. Voilà la mesure de sa justice.

Nous avons donc trois opinions au sujet de la loi: celle du notaire Poirier, celle du notaire Guérin et celle du parasite M. Vaillancourt<sup>3</sup>. Je préfère l'opinion de M. Poirier qui a accordé gratuitement de son temps à la Fédération des caisses populaires, alors que M. Vaillancourt a touché quatre salaires, en plus de l'indemnité qu'il reçoit comme membre du Conseil législatif. Tout le monde sait que les banques, qui sont des institutions sérieuses, ne prêteront pas aux colons dans une situation comme celle-là. Pourquoi le premier ministre tient-il à forcer les caisses populaires à consentir à de pareils prêts?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Quelle est l'opinion du notaire Guérin? Est-il du même avis que M. Poirier?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui!

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Il est contre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Comme je l'ai déjà mentionné, s'il y a de la mésentente entre les dirigeants des caisses populaires sur les dispositions de la loi, on ne devrait pas mêler cela à l'étude du projet. Si on veut faire de la petite politique avec tout cela, c'est bien regrettable et ça ne m'intéresse pas.

La loi n'encourage pas ou n'impose nullement aux caisses populaires l'obligation de prêter dans aucun cas, les caisses demeurant libres d'accorder ou de refuser de pareils prêts. Elle leur offre tout simplement de signer des conventions avec le gouvernement pour effectuer ces prêts. Nous ne leur imposons rien. Je ne comprends pas comment il se fait que quelqu'un qui s'intéresse aux caisses populaires, et qui doit s'intéresser aussi à la colonisation, puisse signer une lettre comme celle que vient de lire le chef de l'opposition.

Si M. Vaillancourt est payé, c'est qu'il est gérant général de la Fédération des caisses populaires et qu'il donne tout son temps à cette administration; il a rendu bien des services à sa province en organisant les caisses populaires. Il est payé comme le sont les autres employés des caisses. Quant à ce que vient de dire le député de Papineau (M. Lorrain), est-ce que M. Poirier ne recevait pas un salaire lorsqu'il était président de l'Office du crédit agricole, au temps de l'Union nationale? Il l'était et c'était parfaitement légitime.

**M. Lorrain (Papineau):** Évidemment, mais il s'est toujours dévoué pour les caisses populaires sans retirer de salaire, ce qui n'est pas le cas pour M. Vaillancourt.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les employés de bureau? M. Poirier est président tandis que M. Vaillancourt est administrateur. Il n'a rien à dire contre lui; il le sait honnête homme. Mais pourquoi serait-il plus malhonnête pour M. Vaillancourt de recevoir un salaire des caisses, lui qui leur donne tout son temps? Il se dévoue depuis 20 ans pour les caisses populaires et la classe laborieuse lui en garde une reconnaissance éternelle.

**M. Lorrain (Papineau):** Il ne le donne pas, il le vend. Et il le vend cher.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** D'ailleurs, rien de tout cela ne concerne le bill. Le gouvernement fait une offre aux caisses. Il est prêt à payer les deux tiers de l'intérêt. Les caisses ont toute liberté de se prévaloir de cet avantage.

Si les caisses sont favorables à notre loi, elles l'utiliseront. Sinon, elles ne s'en serviront pas. Pourquoi mettre en conflit le notaire Poirier, ancien président de l'Office du crédit agricole, avec d'autres dirigeants des caisses populaires?

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi le gouvernement, avec cette législation, a-t-il engagé le sort des caisses populaires sans les consulter, mais M. Cyrille Vaillancourt seulement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** En quoi le gouvernement a-t-il engagé les caisses populaires, puisqu'elles demeurent libres de prêter ou non?

**M. Gagnon (Matane):** La loi leur impose des obligations, et cela, sans entente préalable. Le premier ministre a dit qu'il avait consulté M. Vaillancourt. Mais M. Vaillancourt n'est que le gérant, il n'est qu'un employé. Si le premier ministre a consulté uniquement M. Vaillancourt et que ce dernier, en se prononçant en faveur du bill, n'a pas pris l'avis d'autres officiers supérieurs au sein de la Fédération, je dis qu'il a posé un geste répréhensible, imprudent et indélicat et qu'il a agi de façon très étrange, car M. Vaillancourt est un employé rémunéré, tandis que la Fédération ne l'est pas. La simple politesse aurait été que le gouvernement consulte les banques, elles qui sont directement concernées par l'application de la loi.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai du respect pour les convictions politiques des notaires Poirier et Guérin; j'ai une égale estime pour M. Poirier et M. Vaillancourt et je ne peux mettre en doute leur sincérité. Cependant, je trouve infiniment regrettables ces divergences d'opinions. La division qui semble exister au sein de la direction des caisses populaires est également regrettable. C'est bien dans le genre canadien-français, cependant. Il aimerait avoir une opinion des dirigeants des caisses populaires sur la nouvelle législation, car cette division le place dans une situation très embarrassante.

La loi, dit-il, me paraît excellente. D'un côté, je ne veux pas voter contre cette loi parce qu'elle a pour but d'aider les colons. D'un autre côté, je ne puis voter pour, après les révélations qui viennent d'être faites et à cause des réserves faites par les officiers des caisses. Elle me semble engager les caisses populaires qui n'ont pas été consultées. Et, comme je suis seul, je ne puis présenter d'amendement.

Ainsi, comme les directeurs généraux des caisses populaires n'ont pas l'air de s'entendre pour trouver la loi efficace, dit-il, je m'abstiendrai de voter sur la troisième lecture des résolutions. Je vais voter pour la loi quand elle viendra en seconde lecture, car c'est le principe qui est en jeu. Toutefois, sur la troisième lecture de la loi, je ne voterai pas du tout.

(Sourires à gauche et à droite)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** (Souriant en raison de ce que vient de dire M. Chaloult.) Comment le chef de l'opposition, demande-t-il, a-t-il pu recevoir une lettre du notaire Poirier?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que je lui avais téléphoné pour avoir son avis; car j'ai pour lui le plus grand respect en raison de son savoir, de son honnêteté et de sa compétence. Je regrette que le premier ministre se soit laissé emporter au point de trouver extraordinaire que le notaire Poirier était payé pour être président de l'Office du crédit agricole. D'ailleurs, sa compétence et son intégrité sont reconnues par tous. Le notaire Poirier, qui est un patriote, a consenti à accepter, à ma demande, sous l'Union nationale, la présidence de l'Office du crédit agricole et a établi un système qui fait honneur à la province de Québec.

En prenant le pouvoir, le premier ministre, qui a toujours été opposé au crédit agricole, a saboté l'œuvre du notaire Poirier; il a rendu intenable sa position et il l'a forcé à s'en aller pour le remplacer par une de ses créatures bien à lui, son ami M. Antonio Grenier, ancien sous-ministre de l'Agriculture.

Depuis, le notaire Poirier a continué à se dévouer et à travailler pour rien pour les caisses populaires, alors que, pour son dévouement, M. Vaillancourt, le gavé par excellence, est grassement payé. Je lui ai donc moi-même demandé, par téléphone, une expression d'opinion sur le projet de loi. Le notaire Poirier s'est rendu à mon désir et m'a écrit la lettre que j'ai lue à la Chambre, où il dit que le bill est injuste pour les caisses.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** réplique qu'il lui a toujours répugné de prendre des attitudes comme vient de le faire le chef de l'opposition et qu'il ne commencera pas. Personnellement, je ne connais pratiquement pas le notaire Poirier. Je n'ai rien à dire contre lui. Je n'essaierai même pas, dit-il, de trouver lequel de M. Poirier ou de M. Vaillancourt a raison dans les démêlés auxquels on a fait allusion. Tout cela est en dehors de la question.



L'opinion du notaire Poirier ou de M. Vaillancourt ne peut changer en rien l'attitude des députés. Le gouvernement n'impose rien aux caisses. Si elles ne veulent pas se prévaloir de la loi, libres à elles. Mais, ajoute-t-il, je n'ai pas besoin d'être prophète pour dire que les caisses populaires vont prêter de l'argent aux colons et que la législation actuelle sera d'une grande utilité pour les colons.

**M. Gagnon (Matane):** Sur quoi le premier ministre se base-t-il pour dire cela?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je me base sur le bon sens. C'est l'avenir des caisses qui est en cause.

De la part de gens qui parlent de patriotisme à tout propos, l'attitude de l'opposition est incroyable. Si nous avions des caisses dans toutes les paroisses, nous serions le peuple le plus indépendant au monde et nous serions libérés.

**Des députés de l'opposition:** C'est vrai!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il ne faut pas remettre indéfiniment ce qu'on peut faire dès maintenant. En étudiant une législation qui peut assurer la libération des nôtres, on fait de la petite politique. Gouverner, c'est prévoir.

Cette législation est nécessaire. Elle est juste. Pourquoi serait-ce toujours le gouvernement qui avancerait tout l'argent? D'ailleurs, il aurait tort de se substituer aux caisses populaires pour assurer le crédit aux colons; il ne peut prêter lui-même aux colons parce qu'il nuirait aux caisses populaires. Pourquoi fermer aux caisses ce champ d'action fécond pour elles? Et puis, je n'ai pas peur de dire les choses telles qu'elles sont.

Avec le gouvernement, il y a toujours danger de partisanerie politique, tandis que seul un organisme comme les caisses populaires peut accomplir une besogne efficace à l'avantage des colons, comme celle d'organiser un système de petits prêts. Avec elles, on a un organisme social tout désigné pour remplir le rôle qu'on lui confie. Je voudrais des caisses partout, parce que c'est le salut de la province. Aussi, nous voulons implanter les caisses populaires dans les centres de colonisation, avant que d'autres organismes de crédit s'y implantent. C'est une amélioration. Nous assurons la libération des colons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une libération<sup>4</sup> à 2 %.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si les colons avaient reçu de l'Union nationale 2 % de l'aide que nous leur donnons aujourd'hui, ils seraient plus avancés aujourd'hui. Le salut des nôtres est dans la coopération et on ne semble pas le comprendre en certains quartiers. Le chef de l'opposition a parlé d'élections, tout à l'heure. S'il veut bien faire des discours pas trop longs, nous en aurons, après, des élections.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais proposer un marché au premier ministre: ajournons la session et allons devant le peuple.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je répète que notre loi ne force aucunement les caisses populaires à prêter. Le gouvernement se fait autoriser par la Chambre à traiter avec elles. C'est aux caisses d'agir.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Très bien, mais n'y aurait-il pas moyen de demander à tous les dirigeants des caisses d'appuyer le présent projet de loi du gouvernement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les caisses ne sont pas liées par notre loi. De plus, l'opinion des caisses, le gouvernement l'a déjà. J'ai consulté des dirigeants des caisses populaires et j'ai la certitude que celles-ci prêteront aux colons. Est-ce que les caisses n'ont pas déjà donné leur approbation au projet en fournissant, depuis deux ans, des crédits aux pêcheurs de la Gaspésie, grâce à une organisation analogue à celle-ci et qui s'est avérée un grand succès? Les caisses populaires ont là l'occasion de s'implanter partout.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le projet intéresse donc les caisses.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, mais je ne puis les mettre toutes d'accord, d'autant plus que nous les laissons parfaitement libres.

On a attaqué des personnalités qui ne peuvent se défendre, mais on trouvera peut-être cela plus dur quand les intéressés pourront répondre eux-mêmes. Il insiste tout particulièrement sur le fait qu'en aucune façon il n'a attaqué le notaire Poirier, dont il reconnaît l'honorabilité, mais dont la personnalité n'est nullement en cause dans le présent bill.

**M. Bégin (Dorchester)** reproche lui aussi au premier ministre de ne pas avoir consulté les caisses

avant de présenter sa loi. Comment le premier ministre, demande-t-il, peut-il prétendre que son projet de loi favorise les caisses populaires? Le premier ministre n'a consulté que M. Vaillancourt. Il ne s'agit dans cette mesure de rien d'autre qu'une promesse du gouvernement de payer les deux tiers des prêts consentis aux colons. La loi actuelle est mauvaise; elle sera inopérante dans les trois quarts des cas et elle sera ruineuse et dangereuse dans l'autre quart. Le premier ministre persiste à dire qu'elle favorise l'extension des caisses populaires. Il n'y a rien de plus faux. Le gouvernement garantit seulement les deux tiers de l'intérêt; il ne garantit pas le capital.

En Abitibi, il y a 30 paroisses qui n'ont pas de caisses populaires; 20 paroisses au Témiscamingue. Dans mon comté de Dorchester, une seule paroisse de colons possède sa caisse, et cette caisse n'est pas assez forte pour prêter. Le premier ministre dit qu'il veut s'entendre avec les caisses. Mais il y a 700 caisses populaires dans la province et, comme il n'y en a pratiquement pas dans les régions de colonisation, le projet ne pourra s'appliquer partout et la législation du gouvernement n'aura donc pas grands effets pour les colons que l'on veut aider. Et, même aux endroits où il y a des caisses, ces dernières ne seront pas toujours prêtes à assumer les risques. Est-ce qu'il a consulté chacune d'entre elles?

Les caisses locales sont autonomes, elles s'administrent elles-mêmes et ne peuvent prêter à d'autres localités. Ni le président ni le gérant ne peuvent les engager. La Fédération et les unions de caisses n'ont pas d'argent par elles-mêmes à prêter. Et puis, la Fédération et les unions des caisses populaires n'ont pas droit de prêter de l'argent en vertu de la loi qui les régit. C'est la caisse centrale qui a l'argent. Elle ne peut prêter des petits montants comme ceux dont les colons ont besoin, et d'ailleurs elle ne prête que sur garanties de 70 % au moins du montant prêté. Les gens des caisses disent qu'ils ne peuvent risquer l'argent de leurs déposants et c'est logique.

De plus, dans les caisses, on s'intéresse surtout aux prêts moyens et, en règle générale, on exige comme garantie 60 % de l'évaluation municipale. Donc, il est impossible que la loi du gouvernement aide les caisses à prêter aux colons. Même sans cette loi, un colon peut emprunter s'il a deux bons-cautions. En somme, toute l'aide du gouvernement consistera, pour un prêt de 100 piastres, à payer 50 sous au colon pour son intérêt. Quelle générosité! Le bill ne vaudra donc rien.

Si le gouvernement veut aider les colons, qu'il leur prête de l'argent. Je ne suis pas favorable à un crédit permanent pour les colons, mais nous devrions organiser un crédit d'urgence aux colons, comme le proposait, il y a quelques années, M. Hector Gauthier, alors député de l'Abitibi. En trois ans, le gouvernement Duplessis a mis 35 millions à la disposition des cultivateurs pour le prêt agricole. En cinq ans, M. Godbout leur a prêté seulement 15 millions. Ainsi, au lieu de cette loi de camouflage, le gouvernement devrait voter une somme de \$2,000,000 ou \$3,000,000<sup>5</sup> pour organiser un véritable crédit aux colons sur le même principe que celui qui existe pour les cultivateurs, le prêt agricole provincial créé par l'Union nationale, et que le présent gouvernement s'efforce de faire mourir.

Il y a deux façons d'éteindre un poêle, disait un vieux cultivateur: jeter de l'eau sur le feu, ou bien ne pas mettre de bois dans le poêle. C'est ce dernier moyen qu'a employé le gouvernement actuel au sujet de crédit agricole. Si le gouvernement veut aider les colons, qu'il leur prête de l'argent, ou qu'il garantisse les prêts. Ce ne devrait pas être plus mal de prêter de l'argent aux colons. Les libéraux font payer aux colons 2 % d'intérêt, alors qu'ils ont déjà payé \$15,000,000 à une banque pour sauver des amis politiques.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)**  
participe au débat<sup>6</sup>.

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** Quand j'entends dire du bien des caisses populaires, auxquelles j'ai travaillé pendant 25 ans à leurs œuvres, je ne puis garder le silence; il est de mon devoir de prendre part au débat. Il félicite les députés qui ont parlé en faveur des caisses populaires; M. Desjardins, leur fondateur et commandeur, serait heureux de voir l'intérêt que porte le gouvernement à son œuvre, qui l'a fait passer pour un illuminé, au début. Il fait également l'éloge de l'honorable Cyrille Vaillancourt.

Les caisses populaires ont leur autonomie absolue et elles la garderont aussi longtemps que le gouvernement ne changera pas la loi qui les régit. Il relève ensuite les inexactitudes qui ont été dites au cours de la discussion au sujet des caisses populaires. Il parle de leur fonctionnement et fait l'historique des réformes qui ont été apportées depuis 1932 à l'organisation intérieure des caisses populaires. Il explique le rôle de la Fédération créée en 1932 et insiste sur la nécessité de l'inspection. Depuis 1932, le gouvernement les aide à maintenir une bonne inspection, et leur succès grandit.

Comme il est 6 heures, il propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### **Dépôt de documents:**

#### **Taxe pour les aveugles**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 février 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 44, 4 George VI, particulièrement et sans restrictions en ce qui concerne la taxe de 2 % imposée aux municipalités de la province, relativement à l'assistance aux aveugles. (Document de la session no 27)

#### **Taxe pour les pensions de vieillesse**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 février 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 42, 4 George VI, particulièrement et sans restrictions en ce qui concerne la taxe de 2 % imposée aux municipalités de la province, relativement aux pensions de vieillesse. (Document de la session no 28)

#### **Taxe pour les mères nécessiteuses**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un

ordre, en date du 2 février 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 43, 4 George VI, particulièrement et sans restrictions en ce qui concerne la taxe de 5 % imposée aux municipalités de la province, relativement à l'assistance aux mères nécessiteuses. (Document de la session no 29)

#### **Arvida et ville de Racine**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 février 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 25 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant à la cité d'Arvida et à la ville de Racine, dans le comté de Chicoutimi. (Document de la session no 30)

#### **Sucre d'érable**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 février 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 12 avril 1938 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 55, 2 George VI, intitulé: "Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable". (Document de la session no 31)

#### **Aménagement des chutes d'eau**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 2 février 1944, pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 23, 4 George VI, intitulé: "Loi relative à l'aménagement de certaines chutes d'eau". (Document de la session no 32)

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

  

---

### NOTES

1. Dans *La Presse* du 16 février 1944, à la page 14, on rapporte que les caisses populaires ont \$70,000,000 à prêter et non \$78,000,000, comme dans d'autres journaux.

2. *L'Action catholique* du 16 février 1944, à la page 5, écrit que c'est le président de la Fédération provinciale des caisses populaires qui est favorable au projet de loi. Cependant, nous pouvons constater plus loin dans le débat que c'est le gérant général des caisses populaires, l'honorable Cyrille Vaillancourt, qui est en faveur du bill, alors que le président de la Fédération provinciale des caisses populaires, le notaire Eugène Poirier, est tout à fait contre. Nous avons donc rectifié la fonction officielle dans le texte.

3. Dans *Le Temps* du 18 février 1944, à la page 8, on dit que c'est le chef de l'opposition qui se serait exprimé ainsi.

4. Dans *Le Temps* du 18 février 1944, à la page 5, on dit plutôt "amélioration".

5. Dans *Le Soleil* du 16 février 1944, à la page 11, on lit la somme de \$4,000,000 à \$5,000,000 au lieu de \$2,000,000 ou \$3,000,000.

6. *The Chronicle Telegraph* du 16 février 1944, à la page 10, écrit que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a participé à ce débat, mais sans mentionner ce qu'il aurait dit. C'est le seul journal qui indique cela.

Séance du mercredi 16 février 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame M.-Hilda Belleau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Dumas et de Félicité Tanguay;
- de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières;
- de Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**M. Joyal (Chambly):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 135 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 113 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Augustin J. Lacoursière à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen;
- bill 131 permettant à Joseph Robert Henery de changer son nom en celui de Joseph Henery-Logan.

Votre comité désire recommander que les bills suivants soient référés, pour étude, au comité permanent des bills publics et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande:

- bill 123 conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet;

- bill 114 constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec;

- bill 116 constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels;

- bill 102 constituant en corporation la Société mutuelle d'assurance générale de l'Union catholique des cultivateurs;

- bill 125 constituant en corporation la ville de Forestville;

- bill 108 concernant une partie du lot numéro 11 et tout le lot numéro 12 du sixième rang sud dans le canton d'Amherst, dans le comté de Papineau;

- bill 110 constituant en corporation la Compagnie d'assurances mutuelles des marchands détaillants.

Le rapport est adopté.

### Projets de loi:

#### Successions de Jean Boucher et de Félicité Tanguay

**M. Morin (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 relatif aux successions de feu Jean Boucher et de feu Félicité Tanguay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Commission scolaire des Trois-Rivières

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Verdun

**M. Comeau (Montréal-Verdun)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Crédit Foncier  
Franco-Canadien**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
de la chasse**

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 modifiant la loi de la chasse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aliments gâtés**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La semaine dernière, j'ai attiré l'attention de la Chambre sur le fait que 500,000 livres de viande avaient pourri dans les entrepôts de la ville de Québec. Mais il y a plus. Je viens de savoir qu'en septembre 1942, 13,000 paniers de pêches, de poires et de prunes, dans les mêmes entrepôts, ont aussi été jetés parce qu'ils étaient pourris et gâtés. Il y a quelque chose qui ne va pas quelque part. Il demande donc au gouvernement de prendre les mesures nécessaires auprès des autorités fédérales pour que de pareilles choses ne se reproduisent pas, alors que ceci se passe lorsque nous sommes en période de plein rationnement. Pareille situation est intolérable.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai déjà déclaré à la Chambre, et le chef de l'opposition ne doit pas perdre cela de vue, que les entrepôts où la viande a été perdue ne relèvent aucunement de la juridiction du gouvernement provincial, mais qu'ils appartiennent au gouvernement fédéral. La province n'a rien à y voir. En second lieu, il est exagéré de prétendre que les 500,000 livres de viande étaient gâtées, car il n'y a qu'une partie qui a été perdue; les inspecteurs fédéraux ont constaté qu'une partie de la viande, seulement, avait été jugée totalement impropre à la consommation.

Des milliers de livres ont donc pu être sauvées, ce qui réduit d'autant les dommages et la gravité de l'affaire. On ne peut reprocher au gouvernement provincial, non plus, le fait que 13,000 paniers de fruits ont été saisis. Tout cela constitue des incidents que l'on doit regretter, et tous déplorent ce fait, mais dont la province n'est nullement responsable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministère de la Santé a certainement quelque chose à voir là-dedans.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Le ministère a été heureux de collaborer et de prêter au département municipal de la Santé les services de ses officiers, en cette affaire. De plus, nous avons fait les représentations nécessaires à Ottawa à ce sujet.

**Explications sur des faits publiés:**

**Information publiée  
dans la Gazette concernant  
la Montreal Light, Heat & Power Co.**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, la *Gazette* de Montréal a publié, hier, un résumé d'une lettre qui m'a été adressée, le 3 courant, par Me Aimé Geoffrion<sup>1</sup>, c.r., en sa qualité de procureur de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Sur une question de privilège, on doit se borner à rectifier les faits. Un député n'a pas le droit d'ouvrir un débat, en vertu de l'article 93.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 93?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je cite de mémoire. (Après avoir consulté le livre des règlements) Je voulais dire 193. Et, si le premier ministre veut ouvrir un débat, je n'ai pas d'objection, mais je me réserve le droit d'y répondre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Vous avez le droit de défendre vos amis de la Montreal Power.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a parfaitement le droit de parler.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** répond qu'il ne veut que mettre les choses au point.

On reproduit de la lettre de M. Geoffrion, entre autres choses, un paragraphe dans lequel on affirme que, dans la première déclaration publique que j'ai faite au sujet de cette expropriation, je me serais servi d'expressions de nature à créer dans le public l'impression que je me reconnais le droit que

j'aurais exercé de donner des directives à la Régie et que, pour cette raison, si je voulais que le public soit convaincu que justice sera rendue, un tribunal spécial devrait être nommé pour juger de cette question.

Ces assertions sont absolument inexactes. Il n'y a pas un mot dans ma déclaration du 8 octobre qui laisse entendre que j'aie dicté à la Régie des services publics la base d'évaluation qu'elle devait adopter, ni les principes d'après lesquels elle devait fixer les taux.

"Je n'ai jamais, en aucune circonstance, directement ou indirectement, donné des directives à la Régie sur le fond de cette affaire et je n'ai fait aucune déclaration de nature à laisser entendre que je l'aurais fait." Voilà ce que j'ai déclaré à M. Geoffrion dès le 7 février. Le public appréciera le procédé de ceux qui, dans de telles circonstances, ont rendu publique la lettre de M. Geoffrion sans faire mention de cette réponse.

Il est facile de voir pourquoi l'on suggère la constitution d'un tribunal spécial. Sachant le nombre d'années qu'il a fallu à la Régie pour préparer les procédures actuelles, on espère obtenir un délai prolongé pendant lequel on croit que les actionnaires de la compagnie continueront à retirer le dividende actuel. En effet, un autre journal de Montréal, le *Daily Star*, a publié un article dans lequel on dit avoir appris que le gouvernement a l'intention de faire en sorte qu'en attendant le jugement final sur l'expropriation, les actionnaires continuent de toucher leur dividende actuel. Cela aussi est absolument inexact. Le gouvernement ne songe pas seulement aux actionnaires; il songe également aux consommateurs, et il a autant de souci de l'intérêt des uns que de celui des autres. A-t-on jamais vu une loi d'expropriation d'après laquelle l'exproprié retirerait, en attendant le jugement final, l'intérêt non pas sur le montant de l'offre, mais sur le montant de sa réclamation?

J'ai déclaré à certains actionnaires que nous tâcherions d'éviter que l'expropriation ne les prive de revenus pendant un temps prolongé, mais jamais il n'a été question de continuer après l'expropriation à payer plus qu'un rendement raisonnable sur la base d'expropriation que la future Hydro demandera à la Régie d'adopter<sup>2</sup>.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport des chemins de fer, 1942

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des

chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1942. (Document de la session no 33)

##### Statistiques des chemins de fer, 1942

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1942. (Document de la session no 34)

#### Questions et réponses:

##### Sommes perçues et dues en vertu de la loi des pensions

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** 1. Depuis le 31 mars 1942 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement, combien le gouvernement de la province a-t-il perçu en vertu de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13, amendée par 6 George VI, chapitre 14, et par 7 George VI, chapitre 10)?

2. À la date du 17 janvier 1944, combien est-il dû au gouvernement de la province à ce sujet?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. \$1,513,522.65 (paiements au titre des arrérages ainsi que déductions courantes sur les traitements).

2. \$2,961,634.66 (au titre des arrérages).

#### Motions des députés:

##### Néo-impérialisme

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 2 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult): Que cette Chambre croit de son devoir de se prononcer contre le nouvel impérialisme de Lord Halifax et ses tendances dangereuses.

**M. Potvin (Roberval)**<sup>3</sup> rappelle d'abord l'importance de la question soulevée par le député de Lotbinière (M. Chaloult). Il fait ensuite un historique de la situation qui existait en Europe, lors de la déclaration de la guerre. Quoi que certains puissent penser, affirme-t-il, nous étions sur les bords de l'abîme, à l'aube d'un retour à la barbarie primitive, en 1939.

Durant les premières années du conflit mondial, le monde international était plus préoccupé des besoins immédiats de faire tourner avantageusement le sort des armes de son côté que de s'occuper des conditions de paix et de vie économique pour l'après-guerre. Alors que la victoire n'est pas encore assurée, les chefs des pays démocratiques ont insisté sur la nécessité de protéger les petits pays et sur l'importance de baser l'ordre international sur le droit et la justice.

Heureusement, dans la cinquième année de la guerre, la Providence se montrant généreuse, l'aube de la victoire se lève enfin; l'humanité commence à respirer et à reprendre espoir; des jours meilleurs s'annoncent. Mais, à mesure que s'affermît l'idée d'une défaite de l'ennemi, grandit en même temps la solution des problèmes qui garantiront le maintien de la paix. Il faut que nous pensions à la paix après avoir gagné la guerre, car que servirait, suivant la formule bien connue, de gagner la guerre si nous perdons la paix?

S'il est exact de prétendre que la victoire devient plus rassurante, il nous faut travailler immédiatement à gagner la paix. Mais par quels moyens le Canada va-t-il gagner la paix? Des ambassadeurs cherchent à sonder l'opinion. On a d'abord posé la question de la renaissance de la France. Heureusement, les réactions ont été immédiates et universelles. Les paroles du maréchal Smuts ont soulevé partout des protestations. La France et son empire se relèveront, quoi qu'en pensent ceux qui, avec le maréchal Smuts, ont vite disposé de cette puissance, car il est nécessaire pour l'Europe et le monde qu'il en soit ainsi.

Il semble étrange qu'après les sacrifices consentis à cette fin certaines personnalités importantes dans la diplomatie internationale étrangère à notre pays se croient illuminés et, de fait, se chargent de donner la note dominante, de donner des directions dans notre vie internationale. Un pays, petit par la population mais se classant parmi les premiers au point de vue production et exportation, ne serait-il vraiment bon qu'à jouer le rôle de "second violon"?

Le maréchal Smuts, premier ministre d'Afrique-Sud, et Lord Halifax<sup>4</sup> ont ensuite soulevé la question d'une union plus étroite parmi les nations du Commonwealth britannique. Non seulement ces déclarations de ces deux hommes d'État ont été accueillies avec froideur à Ottawa, elles ont même soulevé dans tous les milieux la désapprobation générale, comme on a pu s'en rendre compte par les discours des proposeur et secondateur de l'Adresse en réponse au discours du trône, lors de l'ouverture de

la session fédérale. Ils ont donné la réponse adéquate à ces directives qui nous venaient d'ailleurs.

La presse du pays a été également presque unanime à désapprouver les déclarations de ces ambassadeurs et à les combattre. Cette Législature se doit de faire entendre sa voix. Quant à moi, dit-il, je partage l'opinion exprimée par le parrain de la motion, le député de Lotbinière, et le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), et je me joins à eux pour protester contre les déclarations de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, Lord Halifax.

Est-ce que ces déclarations sont acceptables, demande-t-il? Les premiers ministres du Canada ont déclaré, en 1917, 1921, 1923, 1926, 1930 et 1937, que chaque gouvernement autonome de l'Empire est maître de ses destinées. Si le Statut de Westminster confère aux dominions une pleine liberté d'action, comment pourrions-nous accepter et concilier avec nos propres intérêts une politique à direction unique, engageant tout l'Empire, comme le propose Lord Halifax? Il est inadmissible, en principe, que les relations internationales soient basées sur le droit du plus fort d'échafauder sur une théorie de constante rivalité entre les nations.

Que signifieraient alors les principes énoncés dans la charte de l'Atlantique et la déclaration de Moscou? Que signifieraient le Statut de Westminster et les déclarations faites aux conférences impériales depuis 20 ans? Seule est acceptable pour nous, pays d'Amérique, une politique internationale basée sur l'entente et la coopération avec toutes les nations, grandes ou petites, faisant partie du Commonwealth ou non, éprises du même idéal.

Les événements des dernières années nous ont appris que nous sommes adultes sur l'échiquier mondial. À nous maintenant de protéger nos intérêts vitaux et de prendre nos responsabilités

(Applaudissements à droite)

**M. Chalout (Lotbinière):** Je vais me servir de mon droit de réplique. Je dois d'abord remercier le député de Montmorency (M. Dumoulin) d'avoir permis la discussion de cette motion en la secondant, l'autre jour. Je félicite également le député de Roberval pour son exposé si documenté et des idées exprimées. Je ne sais si je dois aussi féliciter et adresser quelque parole au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin). Je ne voudrais pas le compromettre. Mais je pense par ailleurs qu'il y a assez de largeur de vues dans le Parti libéral pour qu'il me soit permis de lui adresser mes compliments pour sa participation au débat, pour l'avoir appuyé de



ses remarques, et ceci, sans lui faire de tort. Le ministre a justement rappelé que la thèse de Lord Halifax fait partie d'un mouvement concerté en vue d'une plus grande solidarité impériale. J'ai fort apprécié sa thèse car elle comporte même l'expression de mes propres idées.

(Applaudissements à droite)

Je crois que le projet de fédération impériale, cher à Lord Halifax et dont le ministre a parlé, n'est qu'ajourné. On a reculé momentanément parce que les réactions ont été trop fortes. On s'est aperçu que ça ne prenait pas au Canada; on a désavoué Lord Halifax, mais il est incontestable que l'on y reviendra, que de nouvelles pressions seront faites en ce sens avant longtemps, en agissant d'une manière plus discrète, partant plus dangereuse et plus efficace. À nous de résister contre cette tendance qu'on a de nous entraîner dans des aventures impérialistes. Il faut rester éveillé et il faut mettre à ce sujet les Canadiens en garde.

À l'exemple de la Russie qui vient de donner à ses 16 républiques qui la constituent l'indépendance et le droit de régler elles-mêmes leurs relations extérieures, est-ce que, pour contrebalancer cette influence, le Canada ne devrait pas accorder l'indépendance politique aux neuf républiques canadiennes, c'est-à-dire les neuf provinces? Aura-t-on, nous aussi, un bon jour notre indépendance? Il me semble que, dans l'esprit de quelques impérialistes, l'idée a dû germer de donner aussi aux provinces canadiennes, pour relancer la Russie, une plus grande indépendance. Si la province de Québec obtenait le droit de diriger sa propre politique extérieure, ce ne serait pas si mal.

Je ne parle pas ici de séparatisme, mais, si on continue à nous forcer à entrer dans la voie de l'impérialisme, il faudra avoir recours à un moyen de nous libérer afin de limiter notre participation ruineuse à une autre guerre impériale. En tous les cas, si la Grande-Bretagne persiste dans sa volonté d'entraîner les dominions dans ses guerres, je ne vois qu'une solution pour empêcher le Canada d'être entraîné dans toutes les guerres de l'Empire: c'est que notre pays obtienne son indépendance complète, ou que les provinces retirent le mandat qu'elles ont confié à Ottawa de diriger leur politique extérieure. Je crois que la conclusion qui s'impose, c'est l'indépendance du Canada.

Je suis en faveur de l'indépendance du Canada après la guerre; il joindra l'Union panaméricaine. On ne peut plus endurer d'être entraînés dans une autre guerre impériale. Mais, si cela arrivait de nouveau, le gouvernement d'Ottawa devra rétrocéder à Québec le pouvoir et les droits que

nous lui avons cédés lors de la Confédération, en 1867, pour que nous ayons le droit de façonner nous-mêmes notre politique étrangère. Et, si Ottawa persiste à nous entraîner dans des guerres impérialistes, à nous de réclamer notre autonomie pour pouvoir contrôler notre politique internationale.

C'est le vœu que je fais en terminant. Cela déborde les cadres de la motion, et je sais qu'en adoptant la motion la Chambre n'endossera pas, par le fait même, les dernières opinions que je viens d'émettre. Il demande à la Chambre de voter sa motion à l'unanimité pour blâmer de façon plus impressionnante le nouvel impérialisme de Lord Halifax.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** approuve la motion d'un signe de tête.

La motion est adoptée.

## Demandes de documents:

### Immigration

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et relativement à l'immigration dans la province de Québec.

De toutes les questions vitales qui agitent actuellement l'opinion publique, il n'y en a pas de plus importante que celle de l'immigration pour la province de Québec, dans ses résultats et ses conséquences. Je fais cette motion pour donner l'occasion à la Chambre de se prononcer. À l'heure actuelle, une politique d'immigration mal faite et mal appliquée serait ruineuse non seulement pour notre province, mais aussi pour notre pays.

Je ne veux pas refaire l'histoire de la politique d'immigration suivie jusqu'ici par le gouvernement central. Je veux plutôt appuyer sur ce point: en vertu de la Constitution, les provinces ont des pouvoirs certains et des droits bien définis. Ceux du fédéral sont plus étendus, mais l'article 95 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique confère à

la province des droits suffisants pour garantir au moins sur l'essentiel, la conservation et la protection de notre autonomie. Ces droits précis ont été confirmés par des décisions du Conseil privé, particulièrement dans une cause de la Colombie canadienne au sujet des Japonais.

Notre province est opposée à une immigration massive, parce que notre représentation au Parlement fédéral est basée sur le nombre des habitants de la province du Québec. Or, si nous avons une politique d'immigration mal mûrie, intempestive et mal organisée, qui augmenterait la population des autres provinces, se figure-t-on la diminution d'influence pour la province de Québec? Une politique d'immigration qui augmenterait la population des autres provinces voudrait dire pour nous une diminution de notre représentation et, en conséquence, de notre influence au sein de la Confédération.

Et cette représentation serait également diminuée par l'arrivée massive d'étrangers en sol québécois. Une immigration intensive et massive serait donc criminelle chez nous. La province de Québec ne demande pas de faveur; elle n'a pas de faveurs à demander à qui que ce soit. Mais, si nous sommes la majorité par le nombre en ce pays, nous sommes la majorité par les droits. Nous avons toutes les prérogatives que nous confère notre titre de premier occupant. Ce sont nos ancêtres qui ont découvert et colonisé le pays.

Ce n'est pas que Québec veuille exercer une hégémonie sur le reste du Canada, aux dépens de la Confédération, mais pas non plus aux dépens de nos droits. Nous avons des droits et des obligations. Nous voulons respecter les uns et les autres. Notre province ne fait que revendiquer ses droits car, dans la Confédération, nous sommes une minorité par le nombre, mais une majorité en regard des droits. Je me demande pourquoi, en certains quartiers, on s'efforce de soulever les préjugés contre nous. On devrait cesser d'ameuter le reste du Canada contre elle chaque fois qu'elle demande le respect de ses droits. Nous ne faisons que réclamer nos droits. À cet égard comme à d'autres, Québec ne fait que revendiquer des droits que lui reconnaît la Constitution.

La province n'est d'ailleurs pas la seule à protester contre cette immigration massive qui s'annonce; les autres provinces ne l'acceptent pas sans mot dire, elles font entendre des protestations. Il nous appartient donc, à beaucoup de titres, de formuler les nôtres. La force d'un pays ne se fait pas avec des immigrés, car, pour progresser, un pays a besoin d'une population saine, animée d'un même

esprit, possédant les mêmes aspirations patriotiques. Il n'y a pas un pays au monde qui puisse subsister et progresser au patriotisme. Tous les partis ont péché en matière d'immigration en permettant l'entrée d'immigrants qui ne deviendront jamais des Canadiens à véritable mentalité canadienne.

Il est très important de reconnaître dans ce pays la suprématie de ceux qui ont fondé, colonisé et développé non seulement le territoire des neuf provinces du Canada, mais aussi une partie des États-Unis. Si l'on veut développer le Canada avec un esprit véritablement canadien, il faut prendre garde de ne pas faire entrer au pays des réfugiés qui nous arriveraient avec une mentalité anti-canadienne et animés d'idées subversives. Nous avons ici une véritable mentalité canadienne. Nous n'avons pas besoin d'immigrés ayant une mentalité anti-canadienne. L'unité canadienne exige la formation lente d'un sentiment canadien, que pourrait compromettre l'arrivée de milliers d'immigrants de mentalités diverses. Nous n'avons donc pas besoin de ces immigrants.

Au moment où il est question d'immigration massive au Canada, il est bon que la Chambre des députés de Québec fasse entendre sa voix et dise bien haut qu'elle n'en veut pas. Nous sommes les héritiers de traditions qui nous sont chères; nous possédons des caractéristiques qui font de nous un peuple distinct et fier, un héritage précieux à conserver. Il faut le conserver en s'opposant fermement à une mauvaise politique d'immigration à base d'assimilation.

Alors, toute politique d'immigration qui en serait une d'assimilation des nôtres doit être dénoncée non seulement par les Législatures des provinces, mais aussi par le gouvernement central lui-même. Nous ne sommes pas pour permettre à des assimilateurs de tenter de noyer notre groupe sous un flot d'immigrants, surtout pas de ceux qu'on menace de faire venir de l'Europe centrale. C'est pourquoi l'immigration massive que l'on souhaite en certains milieux rencontre chez nous une si vive opposition.

Il est actuellement question de cette sorte d'immigration. Les faits le démontrent tous les jours. C'est pourquoi j'ai présenté la présente motion, afin de permettre à la Chambre et au gouvernement de prendre les positions qui s'imposent et de faire les déclarations nécessaires. D'ailleurs, à l'heure actuelle, il est plus que jamais question d'immigration massive au Canada. J'ai en main la preuve qu'il existe une organisation pour faire venir dans le Québec 100,000 réfugiés d'Europe centrale, spécialement des juifs.

Cette campagne, dénoncée lors de l'assemblée publique de Sainte-Claire de Dorchester, le 7 novembre, a soulevé une controverse retentissante. La campagne qui a été lancée a soulevé des protestations de partout non seulement chez nous, mais dans des milieux anglais. Beaucoup d'associations de langue française et de langue anglaise ont protesté contre ce projet d'immigration massive. Il importe donc de prévenir tout de suite le mal. Il vaut mieux prévenir que guérir.

Le premier devoir du gouvernement, c'est de protéger les droits de la population du pays. Le moyen de faire la force du pays n'est pas l'immigration, mais c'est de prendre soin des gens de chez nous. Alors, le premier devoir du gouvernement fédéral, c'est de donner justice aux nôtres avant de faire venir des immigrés; c'est de protéger les citoyens du pays, d'abord, de voir à ce que les centaines de milliers des nôtres qui seront démobilisés, après la guerre, puissent obtenir un emploi.

La fin de la guerre provoquera, au pays, une situation économique propre à faire frémir tous ceux qui s'intéressent à notre avenir économique. Les immigrés en trop grand nombre auraient pour effet de faire augmenter la proportion des sans-travail, après la guerre. Les ouvriers ne sont pas enthousiastes de voir des étrangers chercher à prendre leur emploi. Les gens de la campagne ne voient pas d'un bon œil les offres alléchantes qu'on leur fait de la part de certains étrangers.

Nous avons déjà assez de problèmes angoissants. Celui de la population chez nous est très grave. Sait-on que, depuis le commencement de la guerre, plus de 400,000 hommes et 100,000 femmes au Canada ont quitté la terre et les régions rurales pour venir travailler aux usines de guerre en ville? Que 800,000 hommes et femmes sont dans les cadres de l'armée, qui se battent pour défendre le Canada et qui ont droit, la guerre finie, à leur part de soleil? Y a-t-il un Canadien qui aime son pays qui consentira à laisser entrer un seul étranger avant qu'on ait aidé au rétablissement de ce 1,300,000 mobilisés pour fins de guerre au pays et outre-mer?

(Applaudissements de la gauche et mouvements dans les galeries)

**Des voix:** Duplessis a raison. Faut pas qu'un étranger entre au pays prendre nos places.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faudra s'occuper de ces gens-là après la guerre, les réinstaller dans la vie civile, avant de songer à régler

le sort des immigrants. Commençons par penser à donner du travail aux nôtres.

Je ne veux pas faire de politique, mais dans tous les partis, que ce soient les gouvernements fédéraux bleus ou aussi bien que rouges, il y a des gens favorables à l'immigration massive et pour qui c'est un moyen d'arriver à l'assimilation, à la centralisation, à l'accaparement. Le Canada a déjà payé cher pour une immigration mal faite et pour avoir permis l'entrée d'immigrants qui ne seront jamais des Canadiens avec une vraie mentalité canadienne. Les dangers que nous signalons ne sont pas des dangers chimériques.

Depuis quelques mois, des associations se sont formées à Ottawa, à Montréal et même aux États-Unis pour promouvoir et préparer la voie à cette immigration massive. En certains endroits de Montréal, des hommes d'affaires ont intimidé leurs employés pour leur faire signer des requêtes en faveur de l'immigration massive et de l'admission des réfugiés. Mais il est encore temps de s'opposer fermement à la campagne menée actuellement en faveur d'une immigration massive.

Ces gens sont peut-être sincères. Ils disent que le Canada est un pays bien grand, riche en ressources et que les Canadiens ne pourront peupler seuls. Que l'on se rappelle qu'une grande partie du territoire canadien est stérile et impropre à l'agriculture. Il est faux, d'ailleurs, de prétendre qu'une politique d'immigration doit être fondée sur la grandeur d'un territoire. Ce serait une base dangereuse. On doit également se garder de baser la population sur l'étendue du territoire provincial.

Le premier devoir du gouvernement est de respecter les droits des Canadiens et les besoins de la population. Alors que la compassion pour les malheurs et les souffrances des populations est maintenant limitée par la dictature allemande, charité bien ordonnée commence par soi-même. L'expérience du passé devrait nous guider. Et à ce sujet, je ne crains pas d'affirmer qu'il y a dans tous les partis fédéraux des gens qui sont en faveur d'une immigration massive, chez les bleus, chez les rouges, chez les C.C.F., le Crédit social, etc. Peu importe le parti auquel appartiennent ceux qui veulent noyer notre population, notre devoir est de les dénoncer. Il y a des centaines de mille personnes dont il faudra s'occuper après la guerre.

Nous avons en perspective des problèmes économiques et sociaux qui font trembler ceux qui ont le sens de leurs responsabilités. La gravité et le nombre de ces problèmes sont tellement considérables que ce serait un crime de les

compliquer encore par une telle immigration. Plutôt que d'augmenter le nombre des sans-travail après la guerre, il serait plus opportun, plus juste et plus patriotique de commencer par s'occuper des nôtres. Nous savons tous ce que le Canada a payé dans le passé pour une politique d'immigration mal faite, dont les conservateurs et les libéraux sont responsables. Aussi, cette fois, devons-nous prévenir le danger à temps. L'Union nationale a prévu le danger de l'immigration, et il est de mon devoir de présenter à la province et au pays les détails d'un vaste plan conçu dans le but d'inonder notre pays, particulièrement la province de Québec, de réfugiés en provenance des pays d'Europe conquis, après la guerre.

À mon assemblée à Sainte-Claire, dans le comté de Dorchester, le 7 novembre dernier, j'ai fait une déclaration étayée sur des faits et des documents. J'ai lancé un cri d'alarme contre l'immigration juive dans la province de Québec durant la période d'après-guerre. J'ai dit que, depuis quelques mois, il se poursuivait une campagne pour faire venir ici des immigrés en nombre considérable, afin de noyer l'élément canadien-français. J'ai dit que cette campagne portait atteinte aux droits de la province et qu'elle était préjudiciable aux meilleurs intérêts du Canada. J'ai fait ces déclarations qui étaient basées sur des faits.

J'ai alors cité une lettre d'un nommé H. L. Roscovitz, parlant au nom de la Zionist International Fraternity, au rabbin J. Schwartz, de Montréal. J'ai ici l'original de cette lettre et je vais vous en donner lecture. Il exhibe la photographie de cette fameuse lettre<sup>5</sup> qu'il a lue à Sainte-Claire, et il la lit à la Chambre. Elle porte l'en-tête de la Fraternité internationale sioniste, local 6, numéro 2040, Bleury, Montréal. Elle est adressée au rabbin J. Schwartz, de Montréal, par H. L. Roscovitz, de New York, chambre 5047, hôtel Mont-Royal, et dit<sup>6</sup>:

Mon cher rabbin,

Au nom de la réunion spéciale de notre comité général dans la cité de New York, le 12 du courant, je suis chargé de vous aviser comme suit<sup>7</sup>:

Notre organisation appuiera financièrement tous les candidats libéraux qui accepteront ouvertement ou secrètement d'appuyer à la Chambre des communes le projet du gouvernement concernant... c'est-à-dire l'établissement sur les fermes de la province de Québec de 100,000 réfugiés juifs de l'Europe centrale.

Espérant, mon cher rabbin, que la présente vous permettra de procéder à votre campagne, je désire demeurer,

Vraiment vôtre.

Cette lettre est signée par H. L. Roscovitz<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Allez-vous produire cette lettre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu des règlements de la Chambre, je n'y suis pas obligé. Je tiens à conserver ce document.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de lire cette lettre sans la produire. Le chef de l'opposition est obligé de produire l'original de cette lettre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire provincial devrait savoir que seuls les ministres sont obligés de produire les documents qu'ils citent. J'ai ici l'original de la lettre. Si le premier ministre veut l'examiner avec quelques-uns de ses collègues, je n'ai pas d'objection. Je suis prêt à la montrer au premier ministre et à deux de ses collègues ministres, mais non à la déposer en Chambre. Me départir de l'original, je ne puis le faire et on comprendra pourquoi.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Le chef de l'opposition doit produire cette lettre, comme acte de bonne foi. Nous, les juifs, nous sommes ici chez nous. D'ailleurs, il y a une contre-preuve à cette lettre, et le chef de l'opposition devrait la produire. De toute façon, on ne peut citer un document authentique sans le produire. Je suis convaincu que tous les députés qui lisent un document et veulent établir qu'il est authentique doivent le produire.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Tout ce que le chef de l'opposition veut, c'est de s'emparer du pouvoir.

**M. l'Orateur:** Je rappelle le député de Montréal-Saint-Louis à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout est véridique dans la lettre signée par H. L. Roscovitz. Cette lettre est authentique à sa face même et, de plus, son authenticité est prouvée par les faits. Il tient en main des photos indiquant que cette lettre est signée par H. L. Roscovitz. L'enveloppe porte l'estampille du bureau de poste de Montréal en date du 14 octobre<sup>9</sup> 1943, deux heures. Sur le dos de l'enveloppe, il y a l'étampe indiquant qu'elle a été bien adressée et bien reçue au bureau de l'hôtel Mont-Royal, par le rabbin Schwartz, où il réside. Et le bureau du rabbin existe à l'hôtel Mont-Royal<sup>10</sup>. À preuve, il cite le *Canadian Almanac*.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Non, c'est faux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le rabbin Schwartz existe; c'est le directeur de la Société sioniste du Canada dont j'ai ici l'annuaire pour 1943. Et on trouve son nom dans les documents publics. À Sainte-Claire de Dorchester, lors de ma déclaration sur le projet Roscovitz, et quand j'ai produit cette lettre devant le public, j'ai voulu mettre la population de la province et du Canada en garde contre les dangers d'une immigration massive. Jamais je n'ai soulevé de préjugé de race. Mais, immédiatement après, des autorités juives au pays, dont des rabbins juifs et des communistes, m'ont insulté et injurié pour avoir révélé l'existence de cette lettre.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Est-ce que vous dites que les rabbins sont des communistes?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous voyez que le député de Saint-Louis se reconnaît lorsque je parle des communistes... Peu important les insultes de ces gens-là. Je continuerai. Le contenu de ce document, il est prouvé par les faits et les événements qui sont survenus depuis. Deux jours après l'assemblée de Sainte-Claire, l'honorable M. Crerar, ancien ministre fédéral de l'Immigration et actuel ministre fédéral des Mines et des Ressources, a donné une entrevue dans laquelle il annonçait que le Canada envoyait des représentants à Lisbonne, au Portugal, pour étudier le problème des réfugiés et pour faciliter l'entrée au Canada de réfugiés juifs de l'Europe centrale en visant les passeports. D'autres événements sont venus confirmer la véracité du contenu de la lettre.

Quand j'ai fait cette révélation, je n'ai soulevé aucun préjugé de race. N'empêche que ces gens ont bavé l'insulte sur moi. Je suis au-dessus de ces insultes, mais le fait qu'elles soient lancées montre la réalité du danger dont je préviens la population. Si mes avancés n'étaient pas fondés, ces gens-là ne s'en seraient pas occupé. On ne m'aurait pas insulté<sup>11</sup>.

Il dit encore que des témoignages confirment aussi ce qu'il a avancé. Selon lui, vers le même temps, un rabbin de Toronto, du nom de Schach<sup>12</sup>, a déclaré qu'il fallait placer 3,000,000 de juifs en Amérique. M. Louis Fitch<sup>13</sup> aurait déclaré que 100,000 juifs dans la province, ce n'est pas trop et que l'on pourrait même en installer plus de 100,000 dans la province de Québec. Il cite des articles de journaux et les magazines canadiens et américains qui démontrent qu'il existe un projet pour permettre une vaste immigration après la guerre. La revue *New*

*Republic*, de New York, a publié un article qui confirme le contenu de la lettre au rabbin Schwartz.

Parlant alors des réfugiés, il (M. Duplessis) dit qu'il leur est très sympathique. C'est de valeur, dit-il, mais il faut aussi penser aux nôtres qui se battent actuellement ou qui travaillent dans les industries de guerre et dont il faudra s'occuper après le conflit. Parlant encore des dénonciations dont il a été l'objet, il rappelle la déclaration de M. Louis Fitch, ancien député, lequel disait que 100,000 juifs dans notre province enseigneraient aux Canadiens français à être tolérants.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Dénoncez-vous M. Fitch? S'agit-il de l'ancien candidat de l'Union nationale dans Saint-Louis?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de M. Fitch qui a battu le candidat du gouvernement. Mais, si M. Fitch n'a pas d'autre politique que cela, il ne sera plus jamais candidat de l'Union nationale.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Vous reniez M. Fitch.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous autres, on s'en fiche.  
(Rires)  
On s'en "fitch!"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Celui qui m'interrompt est le ministre de l'Éducation. Il devrait au moins savoir que le premier principe de l'éducation, c'est la politesse.

Depuis son discours à Sainte-Claire, une campagne a été lancée au Canada et aux États-Unis en faveur de cette immigration massive, et une activité fébrile règne chez ceux qui favorisent une telle immigration. Nous avons la preuve positive d'une campagne pour encourager l'immigration massive et que l'organisation a des ramifications internationales.

Pour mieux démontrer que le danger d'immigration existe, le même ministre à Ottawa, M. Crerar, a répondu à une question posée par M. Frédéric Dorion<sup>14</sup>, député de Charlevoix-Saguenay, que, depuis le début de la guerre, est arrivé au Canada environ 37,000 immigrants. Si on ajoute à ce nombre les 16,000 Anglaises qui ont marié des soldats canadiens en Angleterre et qui viendront pour la plupart au pays, et les autres invités, petits réfugiés et autres, on arrive à un total de 53,000 immigrants venus au pays pendant que des centaines de mille

soldats, la fleur de la jeunesse canadienne, sont partis combattre sur toutes les mers et sur toutes les terres du globe. Il demande si le temps n'est pas venu d'étudier sérieusement cette question devant l'invasion possible de notre territoire par les immigrés.

Des démarches sont actuellement faites pour prendre le contrôle dans notre province. Près de Montréal, des intérêts juifs ont déjà essayé de s'approprier des fromageries et des beurries en achetant un certain nombre d'usines. De plus, des syndicats juifs s'occupent d'acheter un nombre substantiel de fermes, ainsi que des terres dans la province destinées aux fermiers juifs. Les juifs ont également fait des démarches pour avoir dans la province une école juive d'agriculture. Des organismes juifs ont même engagé des agronomes pour enseigner l'agriculture à leurs compatriotes, aux fermiers juifs éventuels. Tout cela corrobore le plan tracé dans la lettre et démontre que l'on veut inonder la province d'une immigration juive.

Je ne veux pas soulever la question, ni le cri de la race, ni attaquer aucun parti en particulier. Je discute la question pour prouver que la lettre est authentique. Je cite des faits, des faits qui démontrent que nous ne sommes pas en face d'une question politique, mais nationale, qui dépasse les partis. Mais, pour avoir un Canada fort, il nous faut une population canadienne dans ses aspirations et son idéal. C'est une question de vie ou de mort pour la province de Québec et le Canada, qui dépasse tous les partis.

Encore une fois, en parlant comme je le fais, j'ai la conviction de faire mon devoir. Ceux qui préconisent une politique intempestive d'immigration sans régler d'abord le problème des millions des nôtres éloignés de leur foyer par la guerre, et qu'il faudra rétablir après la guerre, commettent un crime de lèse-patriotisme. Je ne prêche pas le séparatisme, dit-il, mais la protection des droits sacrés de notre province contre une politique d'assimilation.

J'ai voulu prévenir le danger, dit-il. J'ai voulu prévenir les injustices qui découleraient pour nous de cette immigration. J'ai voulu prévenir les désastres qui en seraient la conséquence. Je n'ai passé de remarques sur aucun parti politique. Peu importe sa couleur, le mal est toujours considéré comme le mal. C'est pourquoi les partis provinciaux doivent être indépendants des partis politiques du fédéral. Peu importe aussi la nationalité des immigrants, ce n'est pas une question de race. C'est une question de protection pour nous-mêmes. Je puis assurer le

gouvernement qu'il peut compter sur l'opposition et sur l'Union nationale pour l'appuyer dans toute action efficace qu'il prendra pour protéger les droits de notre province.

J'ai fait mon devoir, que le gouvernement fasse maintenant le sien. Il termine en demandant au gouvernement provincial d'avoir l'œil ouvert et de veiller sur les intérêts du Québec en établissant une politique d'immigration qui soit essentiellement canadienne. Il appuiera toutes les attitudes opportunes que prendra le gouvernement provincial pour prévenir le danger de l'immigration massive. Occupons-nous des nôtres avant de faire venir des étrangers.

(Applaudissements à gauche)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Cette question soulevée par le chef de l'opposition est extrêmement importante et je suis bien heureux qu'il l'ait soulevée. Je ne veux pas faire d'anti-sémitisme ni faire des appels aux préjugés de race ou anti-britanniques. Je ne suis ni anti-sémite, ni anti-anglais. On peut aimer les siens et son pays sans détester les autres. Si j'ai jamais prononcé dans le passé des paroles qui ont été mal interprétées, comme des sentiments hostiles envers les Britanniques ou autres races, ou qui ont pu prêter à équivoque, ces paroles ont dépassé ma pensée.

Je le regrette car je suis hostile à tous les préjugés de race; je professe plutôt la doctrine de mon maître, M. Henri Bourassa. Il n'en veut à personne, il se contente de réclamer les droits des premiers occupants du pays. Alors, déclare-t-il, on me permettra bien de défendre les droits des Canadiens français au pays et particulièrement dans la province de Québec.

Selon des statistiques que je me suis procurées à Ottawa, dit-il, sur l'immigration dans la province de Québec, du 1<sup>er</sup> septembre 1939 au 31 décembre 1942<sup>15</sup>, il est entré 6,858 immigrants dans la province de Québec. Sur ce nombre, 3,471, soit plus de la moitié, étaient des sujets britanniques, anglais, irlandais, écossais, "welch"...

**M. Caron (Hull):** Gallois.

**M. Chaloult (Lotbinière):** En outre, selon l'*Annuaire statistique* de la province, plus de 6,000 enfants sont entrés dans le Québec comme enfants britanniques "invités". Cela voudrait donc dire qu'en trois ans, de 1939 à 1942, à condition que l'on comptât les enfants "invités" pour des immigrés, la province de Québec a reçu plus de 12,000 nouveaux

venus, sur un total de 37,000 immigrants dans tout le Canada, soit un tiers dans la seule province de Québec. Mais je ne peux affirmer, dit-il, si les 6,000 enfants "invités" sont compris dans les statistiques fournies par M. Crerar. La plus grande partie des immigrants sont donc venus dans la province de Québec. C'est là un danger très sérieux pour notre province.

Il parle aussi de l'entrevue accordée par M. Crerar, au sujet des réfugiés d'Europe, à l'effet qu'il était dans l'idée du gouvernement d'Ottawa de favoriser l'immigration au pays d'un nombre indéfini de réfugiés. À la suite de cette entrevue, une campagne de presse intensive, qui se poursuit depuis quelques mois, a été lancée dans tout le Canada, en faveur de l'immigration massive. C'est clair que le gouvernement fédéral veut favoriser l'immigration dans notre province.

Les plans Marsh et Beveridge ont reçu une énorme publicité en prévision de cette immigration. Les Britanniques ayant des lois sociales plus avancées que les nôtres, on veut préparer avec ces plans des conditions sociales adéquates pour les prochains immigrants. J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que les plans Beveridge et Marsh ont du bon, mais il ne faut pas croire qu'ils sont destinés au Canada. Ces plans n'ont pas tant pour but de tirer les Canadiens de leurs difficultés que de créer en notre pays une situation qui facilite l'immigration britannique; on veut les faire accepter chez nous pour favoriser les immigrants.

Il sera facile de promouvoir l'émigration de Grande-Bretagne, si l'on peut garantir aux Britanniques qu'ils trouveront chez nous des conditions à peu près analogues à celles qui les attachent à leur pays. Voilà donc le but de la campagne en faveur de ces plans.

Les dernières statistiques démographiques ont amorcé la campagne d'immigration. Le but de l'immigration, c'est que l'on veut tenir le Canada britannique, et ceci, parce que la population française du Canada augmente constamment. La campagne a donc pour objectif de faire échec à la menace canadienne-française.

Les Canadiens français augmentent en nombre par leur natalité. Ils craignent, les Anglais, d'être par nous submergés. Une intense campagne de presse a été lancée pour appuyer l'immigration. D'ailleurs, M. Stephen Leacock<sup>16</sup> a souligné le but de cette campagne dans des articles récents, en faisant observer que, depuis le dernier recensement, la proportion des Canadiens français au Canada est passée de 28 % à 30 %, que celle des Britanniques s'est établie à 49 % et qu'il y a environ 21 % d'étrangers.

On s'est considérablement ému. Plusieurs, dont Stephen Leacock, ne se sont pas gênés, en certains milieux, pour dire qu'il fallait à tout prix conserver un Canada "britannique". Les tenants de l'impérialisme et les partisans du "Canada British" voient avec horreur la montée du peuple canadien-français dont la population s'accroît sans cesse. Des slogans tels que *Gardons le Canada britannique* et *Ce doit être un Canada britannique* sont publiés quotidiennement. M. Leacock soumet donc qu'il faut prévenir la menace canadienne-française par une immigration intense, et même qu'il faut amener ici une forte immigration britannique pour noyer la population d'origine française.

De plus, le but des partisans de l'immigration n'est pas seulement de faire face à la prétendue menace canadienne-française, mais aussi de favoriser le sentiment impérial. On veut maintenir au Canada une mentalité impérialiste. Remarquons bien cependant qu'il n'est jamais question d'immigration française, belge ou juive, mais toujours d'une immigration des îles britanniques. S'il s'agissait de promouvoir la venue en masse de Belges et de Français, tous ceux qui prêchent aujourd'hui l'immigration seraient contre. Moi, je prétends que le Canada doit rester canadien et la province de Québec, en majorité, canadienne-française. En somme, les Canadiens français sont les plus canadiens des Canadiens.

La première conséquence d'une immigration massive sera d'accentuer le chômage, qui commence déjà à poindre. Car le grand problème du Canada sera de trouver d'abord du travail et du confort aux 500,000 soldats démobilisés, qui nous reviendront de l'autre côté des mers après la guerre et que nous aurons sur les bras, et à plus de 1,000,000 d'ouvriers qui quitteront les usines de guerre et qu'il faudra réadapter aux conditions de paix. Il est plus urgent et plus patriotique de s'occuper de donner de l'emploi aux gens de chez nous. Pensons aux nôtres, avant de céder aux instances des journaux de langue anglaise. D'ailleurs, le projet d'immigration est si absurde que même des journaux de langue anglaise l'ont dénoncé. Si ces protagonistes d'une immigration massive veulent faire échec à la montée des Canadiens francophones, qu'ils fassent des enfants, comme les Canadiens français!

Il voit un autre danger dans l'immigration. Il craint que la venue de nombreux étrangers chez nous soit une cause de troubles sociaux, car il pourra se trouver, parmi ces immigrants disparates, des gens ayant une conception de l'ordre social toute différente de la nôtre. Il se peut donc qu'un bon

nombre de ces étrangers nous apportent des idées subversives, des germes de division, des ferments de révolution.

La motion du chef de l'opposition, dit-il, devrait aller plus loin. On n'a pas le droit de nous imposer les immigrants dont nous ne voulons pas. Nous sommes les mandants d'Ottawa. La Législature devrait adopter une résolution adressée au gouvernement fédéral pour que la province de Québec fasse entendre résolument sa voix et lui affirme son opposition irréductible à toute immigration massive au Canada en général et dans la province de Québec en particulier. Déjà 1,200 municipalités, sur environ 1,400, de la province de Québec ont passé des résolutions pour protester contre les projets d'immigration.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** déclare que, s'il fut jamais une occasion où il a désiré bien parler le français, avec facilité et correction, c'est bien présentement, pour prendre part au débat sur l'immigration. Je vais parler français et je vous demande pardon si je ne le parle pas mieux<sup>17</sup>, mais, si je ne parle pas français aussi facilement que je le voudrais et avec autant de facilité que les autres membres de cette Chambre, ce n'est pas ma faute, c'est un peu de votre faute à vous autres, les Canadiens français; c'est dû aux lois d'éducation de la province de Québec qui interdisent aux gens d'autres races, dont les jeunes juifs, d'aller s'instruire dans les écoles françaises de la province, parce que vous n'admettez dans vos écoles canadiennes-françaises que les gens de votre langue.

Vous n'avez jamais permis à d'autres qu'à des catholiques de fréquenter vos écoles françaises, ce qui constitue un obstacle pour quiconque de ma race veut savoir parler les deux langues officielles du pays. Il nous faut donc nous instruire dans les écoles anglaises. Pourquoi il n'y a pas dans la province de Québec d'écoles libres de langue française? C'est la faute de votre politique, de vos mœurs.

**Des députés protestent.**

**Une voix à gauche:** Ça ne se passera pas comme ça!

**Des bruits dans les galeries.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) fait une charge contre les Canadiens français. Je ne permettrai pas au député de Montréal-

Saint-Louis d'injurier les Canadiens français. Il n'a pas le droit d'insulter en cette Chambre la race canadienne-française et notre système d'éducation. Qu'il retire ses paroles.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne vois rien de blessant ni d'injurieux pour les Canadiens français dans ce que vient de dire le député de Montréal-Saint-Louis. Je n'ai rien compris dans ses remarques qui puisse être interprété comme une insulte. Bien qu'il parle admirablement notre langue, il fait tout simplement une excuse de ne pas la posséder comme s'il avait toujours fréquenté des écoles françaises, et il explique pourquoi il ne parle pas le français aussi facilement qu'il le voudrait et aussi bien que nous. Le député de Trois-Rivières n'a pas le droit de dénaturer ses paroles.

**Des députés protestent.**

**Des bruits dans les galeries.**

**M. Leduc (Laval):** Il y a eu ici, dans la province de Québec, un prêtre, l'abbé Casgrain (feu le chanoine Philippe Casgrain), ancien aumônier des immigrants catholiques, qui, pendant des années, a dit justement ce que vient de dire le député de Saint-Louis à propos des immigrants. Il regrettait qu'avec notre système d'enseignement nous ne puissions atteindre les étrangers et leur permettre d'apprendre notre langue et de s'assimiler.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je n'ai pas voulu insulter les Canadiens français. Je leur porte une affection profonde et le plus grand respect. Cette affection et ce respect sont non moins grands que ceux que peut avoir pour eux le chef de l'opposition. Le seul but de son patriotisme, c'est de s'emparer du pouvoir. Que le gouvernement apporte les modifications nécessaires pour que les jeunes israélites puissent fréquenter vos écoles et vous verrez comme elles seront bien fréquentées, car les israélites aiment les Canadiens français. Ils ont pour eux un grand respect.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai soulevé un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Le député de Montréal-Saint-Louis ne parle pas le français comme il le voudrait. Je ne crois pas qu'il ait voulu attaquer ou insulter la race canadienne-française catholique ou qui que ce soit. Il a la parole.



**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Le chef de l'opposition me fait penser à cet homme politique français, Talleyrand, qui avait été de tous les mouvements politiques et qui répondait à ceux qui lui reprochaient d'avoir servi les royalistes, les bonapartistes et la Révolution: On ne fait pas de la politique avec son cœur, mais avec sa tête. Le chef de l'opposition fait de la politique sans cœur et sans tête.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre! Je n'endurerai pas les insultes de la part du député de Montréal-Saint-Louis. Qu'il retire ses paroles. Nous sommes ici dans la province de Québec. Il y a des règlements qui régissent les débats dans cette Chambre. Tous les Canadiens se soumettent à ces règlements et le député qui vient de parler doit faire comme nous. Je demande à l'Orateur de lui faire retirer ses paroles.

**M. l'Orateur:** Que le député de Montréal-Saint-Louis retire les paroles qu'il a prononcées contre le chef de l'opposition.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** veut continuer à parler sans retirer ses paroles.

**M. l'Orateur:** Que le député de Montréal-Saint-Louis retire ses paroles contre le chef de l'opposition.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Dois-je dire qu'il fait de la politique avec tête ou sans tête? Le chef de l'opposition fait de la politique avec sa tête, je ne peux pas dire autrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande encore une fois au député de Montréal-Saint-Louis de retirer immédiatement ses paroles.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Est-ce que je dois dire avec la tête ou avec le cœur?

**M. l'Orateur:** Le député de Montréal-Saint-Louis doit retirer...

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** ...la tête?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore une fois, M. l'Orateur, je demande au député de se conformer aux règlements et de retirer ses dernières paroles.

**M. l'Orateur:** Que le député de Montréal-Saint-Louis retire ses paroles, et sans condition.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je retire la dernière partie de mon discours.

Dans son discours de Sainte-Claire, le chef de l'opposition s'est mis les pieds dans les plats et son discours était ridicule.

M. l'Orateur, vous avez au-dessus de vous une image (c'est le crucifix). Je dois dire que je suis fils d'Israël et de patriarche. Je suis un descendant de la race des prophètes, et je dis que nous avons la sympathie des Canadiens français. Le chef de l'opposition a jeté un cri épouvantable, mais la province n'est pas en danger. On a dit, avec des éclats de voix, que 100,000 juifs veulent noyer la province de Québec, où les Canadiens français sont les maîtres absolus.

Pensez donc, M. l'Orateur! Les Canadiens français comptent 3,500,000 des leurs dans la province. Quel danger courent-ils? La province a sa majorité canadienne-française, ils ont pour eux le gouvernement, leurs institutions sont solidement établies, dont les écoles, les forces policières et juridiques, et il n'y a pas lieu de craindre les israélites qui viennent dans la province de Québec.

D'abord, la lettre dont le chef de l'opposition a parlé et qu'il a lue est fausse. C'est une lettre contrefaite, un document forgé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, le député de Montréal-Saint-Louis n'a pas le droit de dire que j'ai cité des documents forgés. Je demande au député de Montréal-Saint-Louis de retirer ses paroles<sup>18</sup>.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** somme le chef de l'opposition de produire le document. Je suis en mesure de prouver par des affidavits que la lettre est fausse et que le chef de l'opposition le savait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste de nouveau.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Il ne suffit pas qu'un député affirme qu'un document est authentique pour que ce soit là une preuve de son authenticité et pour que la Chambre l'admette tel quel. Si le document n'est pas produit comme pièce officielle, un député a parfaitement le droit de mettre en doute l'authenticité du document. Et, si un député se fait fort de prouver qu'il n'est pas authentique, on ne peut lui refuser le droit de parole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande à l'Orateur que le député retire ses paroles.

**M. l'Orateur:** Le député de Montréal-Saint-Louis doit retirer ce qu'il a dit en affirmant que le chef de l'opposition savait que le document était faux.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je le retire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** regarde ses collègues puis le député de Montréal-Saint-Louis. Pas besoin d'expliquer pourquoi nous sommes exposés à cette sorte d'immigrants, dit-il.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Mais pourquoi le chef de l'opposition ne produit pas sa lettre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai cette lettre en ma possession et ce qui vient de se passer démontre que je ne dois pas m'en départir.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** La lettre citée par le chef de l'opposition paraît adressée au rabbin J. Schwartz, de la Société sioniste internationale, à l'hôtel Mont-Royal. Or, le rabbin Schwartz ne réside pas au Mont-Royal. D'ailleurs, il n'a jamais demeuré à cet hôtel. Il a son bureau de la Société sioniste rue Sherbrooke, et sa résidence boulevard Décarie. Voilà encore qui contredit l'affirmation du chef de l'opposition. Quant au nommé Roscovitz, qui paraît avoir signé la lettre, c'est un nom qui n'existe nulle part. Et on prend bien soin de n'indiquer aucune adresse.

Mais comment cette lettre serait-elle tombée entre les mains du chef de l'opposition? Qui a intercepté cette lettre? Qui a volé cette lettre? Est-ce un conspirateur qui l'a volée au bureau de poste pour la remettre au chef de la gauche? On ne me répond pas. Par deux fois, j'ai demandé au chef de l'opposition de m'envoyer une copie photostat de la lettre. Je lui ai télégraphié, après son discours de Sainte-Claire, pour lui demander l'original ou le fac-similé de cette lettre. Je n'ai reçu aucune réponse.

Même si on voulait amener ici 100,000 juifs, comme le prétend le chef de l'opposition, vous ne trouveriez pas ce nombre en Europe pour les placer dans la province. On a parlé du Portugal. Il n'y a pas plus de 8,000 réfugiés juifs actuellement au Portugal<sup>19</sup>, comme cela a été dit au Congrès des États-Unis. On ne peut tout de même pas demander aux autres pays d'Europe de nous donner des juifs, car tous les juifs à part cela ont été enfermés dans les camps de concentration d'Hitler. Quand Mussolini est devenu le partenaire d'Hitler, il a voulu faire comme lui, crier contre les juifs et faire une politique

anti-juive, mais il n'y en avait pas en Italie. Il a voulu acheter des juifs pour \$500 chacun, pour les placer dans des camps de concentration, mais il n'a pas pu s'en procurer.

Il y a des gens, comme ça, qui essaient de se faire du capital en criant contre les juifs. Ils pensent que, quand on crie contre les juifs, tout le monde comprend que c'est un grand patriote qui parle. Le chef de l'opposition est de ceux-là. Il dit que 100,000 juifs veulent acheter des terres et des fermes dans la province de Québec, mais c'est insensé! C'est ridicule et, à sa face même, l'affirmation est fausse, car il n'y a qu'environ 150,000 fermes exploitées dans la province. Cela veut dire que les Canadiens français devraient à peu près toutes les abandonner pour les céder aux juifs. Croyez-vous vraiment que 100,000 Canadiens français vont vendre leurs terres aux juifs? Allons donc! Il est évident que les cultivateurs canadiens-français ne vendront pas tous leurs fermes aux juifs.

Les juifs ont la plus grande admiration pour les Canadiens français. Dans les campagnes, les juifs qui faisaient du colportage étaient accueillis partout avec la plus grande bienveillance. On les logeait; on les nourrissait même. C'est en vain qu'on essaie de soulever des préjugés.

Je conviens que le rabbin Schwartz dont on parle est directeur de la Société sioniste, mais cette Société n'a qu'un objet: elle s'occupe principalement de recruter des juifs pour les envoyer en Palestine et vous débarrasser même des juifs qui sont dans la province de Québec, s'il le faut. Si on lui proposait de faire venir 50,000 juifs au Canada, ou d'en établir dans la province, la Société serait contre le projet et elle combattrait la mesure parce qu'elle veut que les juifs aient leur patrie comme tout le monde. Elle veut établir les juifs en Palestine, car c'est là que se trouve leur patrie.

Le chef de l'opposition a dit que M. Fitch avait déclaré que 100,000 juifs aideraient à la tolérance dans Québec. Mais M. Fitch était son candidat lors de l'élection partielle de 1938, dans le comté de Montréal-Saint-Louis, et il a volé cette élection. Nous avons fait de vaines recherches pour retracer l'auteur de cette lettre. Étrange faussaire qui met la mauvaise adresse sur l'enveloppe.

Les Canadiens français sont justes, bons et hospitaliers. La population de Canadiens français en général a toujours fait preuve d'esprit de justice et de paix et est la première à sauver et à aider ceux qui souffrent, bien que certains d'entre eux aient le don de condamner tout ce qui n'est pas de leur race. Ceux qui pensent se faire du capital en criant contre les

juifs connaissent mal les Canadiens français. M. l'Orateur, d'aucuns sont de mentalité à condamner la collectivité parce qu'on en a connu un qui n'était pas bon. Si un juif est un peu fraudeur, on généralise tout de suite. Sans doute y a-t-il des méchants chez les juifs; nous avons notre proportion de mauvais sujets, comme chez les autres nations. Mais nous avons le droit d'avoir notre proportion de voleurs, nous payons des taxes pour ça.

(Rires)

Cependant, il ne faut pas en conclure que toute la collectivité est pareille.

Mais un peuple qui a tant fait dans l'histoire, un peuple qui a donné au monde le judéo-christianisme, un peuple qui n'a pas d'armes pour se défendre, est-il juste de faire de la politique sur son dos? On ne persécute pas les gens à cause de leur race. Le pape Pie XI a dit que nous étions des juifs orientaux et que vous étiez des juifs occidentaux. Ah! Il y en a qui ont peur qu'un juif nuise au commerce des Canadiens français. Les 75,000 juifs que vous avez dans la province de Québec ont toujours fait leur part, individuellement et collectivement, dans le développement, le progrès et la prospérité de l'économie de la province et du pays. Ils ont le droit de demander d'être traités équitablement par leurs compatriotes.

Il regrette que cette discussion ait lieu à l'Assemblée législative. L'immigration proprement dite a toujours été une nécessité sociale universelle, les migrations ayant toujours existé. Les Canadiens français sont les premiers Canadiens, c'est vrai. Les premiers immigrants étaient des Canadiens français qui avaient colonisé le pays. Ils étaient sans aucun doute ici chez eux. Mais, si on voulait pousser l'argument des immigrés un peu plus loin et si chaque arrivant devait être appelé un immigrant, on pourrait dire que, quand les Canadiens français sont arrivés au pays, ils furent les premiers immigrés et que ce sont les sauvages qui étaient les premiers habitants de ce pays, et que ce pays leur appartenait.

Les Canadiens français eux-mêmes sont donc des descendants d'immigrés; je ne leur en fais pas de reproche. Parce qu'un homme, par la volonté de Dieu, est venu au monde juif, pourquoi le persécuter? Si on le persécute, cela ne sera jamais pardonné dans l'histoire, pas même dans l'histoire du Canada. On n'a donc pas le droit d'insulter les juifs. L'on semble reconnaître les juifs en plusieurs milieux et ceux-ci ont fait énormément pour la civilisation. Il ne peut admettre que pour l'unique raison que les juifs sont un peuple sans défense, sans protection, on doive leur tomber dessus. Il sait

parfaitement que ceci n'est pas dans la mentalité des Canadiens français et que les paroles et l'attitude du chef de l'opposition n'indiquent pas du tout la pensée et les sentiments de ses compatriotes. Les juifs ont contribué pour une bonne part au développement de la province.

Nous avons deux chefs qui se font face en cette Chambre. L'un d'eux, le chef de l'opposition, pense toujours aux élections prochaines, tandis que, de l'autre côté de la Chambre, le premier ministre pense toujours avec sagesse aux générations prochaines. Voilà la différence entre les deux hommes, entre le politicien et l'homme d'État. Le patriotisme, c'est quelque chose de naturel en soi. Il est dans le cœur de chaque individu. Faire un crime à un autre d'avoir du patriotisme, c'est un manque de probité. La probité et le patriotisme ont toujours été considérés comme des qualités supérieures. Quant à moi, j'aime la province de Québec; je prie chaque jour pour son bonheur, son succès et sa prospérité. Je suis prêt à donner ma vie pour la province de Québec.

Il y a des juifs un peu partout dans le monde. Je ne demande pas qu'ils viennent dans la province de Québec, mais je dis à ceux qui cherchent toujours l'occasion de jeter la pierre aux autres: Si on veut être jugé avec miséricorde et générosité, on doit juger les autres avec miséricorde et générosité.

**M. Leduc (Laval):** Je suis opposé à toute politique, ou à tout système d'immigration disproportionné à notre capacité d'absorption et d'assimilation. Mais, en fait d'immigration, on n'a pas le droit de verser dans l'absolutisme, car l'immigration ne nous a pas amené que de mauvaises choses.

Il faut réaliser que nous avons à l'heure actuelle, chez nous, des réfugiés européens qui sont à développer et à améliorer de façon magnifique notre enseignement technique et scientifique et qui dispensent nos jeunes gens de l'obligation d'aller étudier en Europe. Et ce, grâce à ces réfugiés européens.

Nous avons, dans le clergé de la province de Québec, des prêtres qui donnent un enseignement précieux, des leçons salutaires; ils nous rendent d'immenses services, et pourtant, ils viennent d'Europe. Ils nous ont fait honneur et ils font honneur à notre religion. Je les salue comme des collaborateurs extrêmement utiles à notre pays. Je salue en particulier le révérend père Ledit, S. J., qui fait honneur à notre religion. Et il y en a d'autres que je pourrais nommer.

Pouvons-nous expliquer autrement que par l'immigration le phénomène suivant lequel les 60,000 Canadiens de 1760 sont remplacés aujourd'hui par 6,000,000 de Canadiens français disséminés en plusieurs endroits du continent, y compris ceux des États-Unis? C'est qu'il y a eu assimilation de milliers et de milliers d'immigrés au cours des trois siècles de notre histoire, autrement ce résultat eût été impossible. Pourra-t-on jamais noyer cette race, l'assimiler? Non. On ne doit pas déprécier notre groupe.

Nous sommes capables de demeurer des Canadiens français. Les Canadiens français constituent une race tellement forte qu'elle peut assimiler un grand nombre d'immigrants, et des immigrants de classe. On serait étonné de constater le petit nombre d'Aryens qu'il y a chez les Canadiens français. D'ailleurs, dans cette même Chambre, je voudrais bien savoir combien il y a d'Aryens. Le chef de l'opposition lui-même s'enorgueillit d'une certaine ascendance écossaise!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. On s'éloigne de la question.

**M. Leduc (Laval):** Il y a des Canadiens français qui ne sont qu'à la deuxième génération, ce qui ne les empêche pas d'être des citoyens éminents; ils sont aussi bons Canadiens que nous. Certaines déclarations ont déprécié notre peuple. S'il vient des immigrés au Canada, suivons les conseils donnés par le chanoine Philippe Casgrain, aumônier catholique des immigrants: occupons-nous des immigrés, admettons-les dans nos écoles et ils deviendront très vite des Canadiens français au lieu de devenir des Canadiens anglais. Moi, je ne crains pas cette question d'immigration. Cependant, que l'on nous amène des immigrants dans une proportion raisonnable. Je suis en faveur d'une immigration saine, réfléchie, et non d'une immigration intensive, de celle qui peut détruire le sens canadien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si d'autres députés veulent prendre part au débat.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le débat soit maintenant ajourné.  
Adopté<sup>20</sup>.

#### **Aménagements hydroélectriques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette Chambre vote une adresse priant l'honorable

M. le lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, relativement à la Commission des eaux courantes de Québec, ainsi qu'à l'aménagement de forces hydrauliques et à la construction, agrandissement, réparation ou amélioration de barrages ou écluses sur les rivières ou cours d'eau dans la province.

Adopté.

#### **Projets de loi:**

##### **Succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant la succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **NOTES**

1. Voir "Service Board Held not Eligible to Decide Assets of M.L.H.P.", dans *The Gazette* du 17 février 1944, à la page 11.

2. Le premier ministre a également communiqué aux journalistes le texte d'une lettre qu'il vient d'écrire à Me Aimé Geoffrion, c.r. Le voici:

Québec, le 7 février 1944

M. Aimé Geoffrion, c.r.  
a/s Geoffrion et Prud'homme,  
112, rue Saint-Jacques Ouest,  
Montréal, P. Q.

Cher monsieur Geoffrion,

J'ai pris connaissance de la lettre que vous m'avez adressée le 3 courant, en réponse à celle que j'ai adressée, le 25 janvier, au président de la Sun Life concernant l'expropriation de l'entreprise électrique de Montreal Power.

Il ne s'agit pas de faire disparaître la règle d'après laquelle l'indemnité due au cas d'expropriation se mesure d'après la valeur de la chose expropriée. Il s'agit simplement, dans le cas présent, de savoir comment l'on va fixer cette valeur, vu que l'on ne peut pas appliquer le critère ordinaire: le prix qu'un vendeur disposé à vendre mais non obligé de vendre peut obtenir d'un acheteur disposé à acheter mais non obligé d'acheter. Une raison péremptoire pour laquelle ce critère n'est pas applicable, c'est que, depuis plusieurs années, le commerce de l'électricité n'est pas libre; il est soumis à une réglementation que l'on n'a pas encore eu le temps d'établir, mais que l'on doit établir aussitôt que possible, d'après la loi de l'électricité.

Comme l'a dit tout récemment M. le juge Douglas, de la Cour suprême des États-Unis, "the value of the going enterprise depends on earnings under whatever rates may be anticipated". Je sais très bien que cette expression d'opinion se trouve non dans une cause d'expropriation, mais dans une cause de tarification et que, dans cette cause de tarification, on invoque maints autres motifs, mais comme d'un autre côté, je ne cite ce jugement que comme autorité de raison, je ne vois pas ce que cela peut, à ce point de vue, enlever de valeur à cet énoncé de principe sur le nœud de la question. Puisque la valeur de l'entreprise dépend des taux, il faut ensuite se demander sur quelle base il convient que les taux soient fixés. Il est remarquable de constater que partout on se rapporte au coût réel et légitime de l'entreprise, moins la dépréciation véritable.

Quant à la surcapitalisation, je n'ignore pas la nature provisoire de chiffres contenus dans l'avis donné par la Régie. Vous constaterez que, dans ma déclaration du 8 octobre, je me suis servi de la même expression qu'elle: "L'examen des livres et une évaluation indiquent..." Il n'en reste pas moins que les données comptables sont des faits et que vous ne niez pas que la capitalisation est plus élevée que ce que j'appelle, moi, le montant réellement investi. Evidemment, vous prétendez qu'il faut considérer comme montant réellement investi le montant d'actions émises en échange d'actions de compagnies amalgamées.

En supposant que la législation actuelle vous donnerait raison, je ne vois pas en quoi cela pourrait rendre la chose plus équitable pour les clients de la compagnie. D'ailleurs, si les comptables publics croient devoir toujours faire des réserves sur une capitalisation établie de cette manière, cela prouve bien qu'il y a tout de même une différence à faire entre un paiement en deniers comptants et le fait pour les actionnaires d'une compagnie de se donner trois actions pour une en vendant l'entreprise à une nouvelle compagnie qu'ils organisent à cette fin. Si les lois actuelles permettent que les taux à être chargés pour les services publics soient augmentés par suite de semblables opérations, je ne vois pas pourquoi il serait injuste que la Législature intervienne pour changer ces lois.

Comme je vois la question, tout se ramène à décider ce qu'il est juste de décréter dans les circonstances. La décision de la Cour suprême des États-Unis nous montre qu'elle n'a pas trouvé injuste une tarification fixant les taux d'après le coût véritable et légitime de l'entreprise, moins dépréciation; elle nous démontre aussi que, dans cette cour, l'on est d'avis que la valeur d'une entreprise de services publics dépend des taux qu'elle a droit de percevoir.

D'un autre côté, nous constatons qu'en Angleterre, pour obliger des entreprises du même genre à faire des arrangements sur une base analogue, on n'a pas hésité à prévoir l'expropriation au prix coûtant moins dépréciation. Je ne nie pas que cette loi anglaise permet d'échapper à l'expropriation en faisant un arrangement. Elle n'en a pas moins pour résultat de mettre les intéressés dans l'alternative d'accepter de ne jamais recevoir de rendement sur autre chose que le prix coûtant moins dépréciation, ou de subir l'expropriation sur la même base.

Enfin, je dois dire que je ne puis accepter votre suggestion de modifier la loi de l'expropriation pour confier cette affaire à un tribunal spécial. Loin de rassurer le public, cette procédure inusitée me paraîtrait de nature à ne pas inspirer confiance. Vous vous faites illusion en croyant que les insinuations fausses répandues par votre cliente sur les relations entre le gouvernement et la Régie des services publics ont fait naître un courant d'opinion favorable à cette idée chez d'autres que ceux qui y voient leur intérêt. Et vous vous trompez bien davantage en insinuant que j'ai agi envers la Régie de manière à porter atteinte à son indépendance. Je n'ai jamais en aucune circonstance, directement ou indirectement, donné de directives à la Régie sur le fond de cette affaire et je n'ai fait aucune déclaration de nature à

laisser entendre que je l'aurais fait. Vous devriez comprendre qu'il n'y a aucune possibilité d'accepter de confier l'affaire à une autre juridiction à la suite de cette attitude de votre part et de la part de votre cliente.

Votre bien dévoué,

(signé) Adélard Godbout

3. Selon *Le Devoir* du 17 février 1944, à la page 10, le député de Roberval s'exprime trop rarement devant ses collègues de la Chambre. Il a une diction magnifique, il détache les "t", articule avec une parfaite netteté, timbre sonore, phrases châtiées et pleines de sens.

4. À Toronto, le mois dernier, Lord Halifax, ambassadeur britannique aux États-Unis, a insisté pour que tous les dominions de l'Empire britannique resserrent leurs liens et qu'ils s'engagent à poursuivre l'application d'une politique internationale qui leur soit commune, dans le but d'aider l'Empire à demeurer sur un pied d'égalité avec les États-Unis et l'U.R.S.S., après la guerre, selon *The Montreal Daily Star*, du 17 février 1944, à la page 6, et *The Gazette*, 17 février 1944, à la page 1.

5. Selon *La Patrie* du 17 février 1944, à la page 12, la lettre ainsi que l'enveloppe de la lettre avaient été publiées à l'époque.

6. Selon *Le Temps* du 17 février 1944, à la page 8, M. Duplessis lit le texte anglais et il traduit au fur et à mesure.

7. *L'Action catholique* du 17 février 1944, à la page 3, donne cette version: "À la suite d'une session spéciale de notre comité général, à New York, le 12 courant, j'ai reçu instruction de vous aviser comme suit."

8. Selon *L'Action catholique* du 17 février 1944, à la page 3, M. Duplessis omet de lire le dernier paragraphe de la lettre. Nous avons trouvé la parution de la lettre dont il est question dans *L'Événement* du 8 novembre 1943, aux pages 1 et 9, au lendemain de l'assemblée de Sainte-Claire de Dorchester. Le texte de la lettre que nous retrouvons dans *L'Événement* est légèrement différent de celui que nous retrouvons dans *L'Action catholique*, lors du débat en Chambre. En voici le texte:

Québec, Local No 6

2040 Bleury, Montréal

Montréal, 14 oct. 1943

Rabbin J. Schwartz,  
Hôtel Mont-Royal,  
Montréal.

Mon cher rabbin,

Au nom de la réunion spéciale de notre comité général dans la cité de New York, le 12 courant, je suis chargé de vous aviser comme suit:

Notre organisation aidera financièrement tous les candidats libéraux qui acceptent ouvertement ou secrètement d'appuyer à la Chambre des communes le projet du gouvernement, c'est-à-dire l'établissement sur les fermes de la province de Québec de 100,000 réfugiés juifs de l'Europe centrale.

Espérant, mon cher rabbin, que la présente vous permettra de procéder à votre campagne, je désire demeurer,

Votre tout dévoué,

(signé) H. L. Roscovitz

Lors de l'assemblée à Sainte-Claire, M. Duplessis avait également omis de lire le dernier paragraphe de la lettre. Il avait affirmé que la lettre comportait un autre paragraphe visant certains adversaires politiques, mais, avait-il dit, je ne veux pas le citer pour le moment, car les allégations contenues dans ce paragraphe sont d'une extrême gravité et je voudrais obtenir plus de renseignements avant d'en donner connaissance, afin de ne pas être injuste pour qui que ce soit.

Voici la version originale de la lettre:

Quebec, Local No 6

2040 Bleury, Montréal

Montreal, October 14, 1943

Rabbin J. Schwartz,  
Mount Royal Hotel,  
Peel Street, Montréal

My dear Rabbi,

In behalf of a special session of our general committee in New York City, on the 12inst. I am instructed to advise you as follows:

Our organization will held financially all liberal candidates who agree openly or secretly to support in the House of Commons the Government Scheme viz, the establishment on farms in the Province of Quebec of 100,000 Jewish refugees from General Europe.

As to it should not be opposed as we have the assurance that they cannot interfere, except verbally, due to the fact that their capital is tied up with the central of the Banks, upon information supplied by reliable sources.

Hoping, my dear Rabbi, that the present will permit you to proceed with your campaign,

I beg to remain,

Yours truly,

H. L. Roscovitz.

9. Bien que *Le Temps* du 17 février 1944, à la page 8, indique le "11 octobre", ce journal présente une copie de l'enveloppe datée du "14 octobre".

10. *L'Événement* du 17 février 1944, à la page 3, écrit que M. Duplessis aurait dit que c'est à l'hôtel Mont-Royal que réside le rabbin Schwartz et non là où se trouve son bureau.

11. Selon *The Gazette* du 17 février 1944, à la page 17, après que M. Duplessis eut fait lecture de la lettre pour la première fois, lors de l'assemblée à Sainte-Claire, le rabbin Schwartz nia avoir reçu pareille lettre, et M. Hartt et d'autres dirigeants juifs déclarèrent que la lettre ne venait pas d'un milieu juif et qu'ils ne connaissaient personne du nom de H. L. Roscovitz.

12. *Le Devoir* du 17 février 1944, à la page 10, parle d'un rabbin du nom de Seach.

13. Louis Fitch (1888-1956). Candidat conservateur défait dans Montréal-Saint-Louis en 1927. Élu député de l'Union nationale dans la même circonscription à l'élection partielle du 2 novembre 1938. Défait en 1939. Président des comités scolaires du Conseil de la communauté juive de Montréal et, pendant de nombreuses années, du Hebrew University Committee for Canada. Cofondateur et président du Congrès juif du Canada. Vice-président de la Canadian Zionist Federation de 1921 à 1940.

14. Député à la Chambre des communes à Ottawa, élu à une élection partielle le 30 novembre 1942 dans Charlevoix-Saguenay.

15. *Le Canada* du 17 février 1944, à la page 12, indique du 1<sup>er</sup> septembre 1939 au 1<sup>er</sup> septembre 1941.

16. Stephen Leacock (1869-1944), humoriste, essayiste, enseignant, spécialiste d'économie politique et historien, il est l'humoriste le mieux connu du monde anglophone entre 1915 et 1925.

17. Selon *Le Devoir* du 17 février 1944, à la page 10, M. Hartt s'exprime en un français assez facile.

18. Selon *Le Temps* du 25 février 1944, à la page 6, ces paroles furent prononcées par l'Orateur.

19. *Le Canada* du 17 février 1944, à la page 2, écrit que M. Hartt aurait dit: "Il y a 8,000 réfugiés au Portugal et pas un seul juif."

20. À la suite des paroles prononcées par le chef de l'opposition, lors de cette motion, et à l'utilisation de la lettre d'un dénommé Roscovitz au rabbin J. Schwartz, pour soutenir son argumentation, H. M. Caiserman, secrétaire général du Comité juif canadien, écrit une lettre ouverte à M. Duplessis l'invitant instamment à produire sans délai devant la Législature provinciale la lettre dont le chef de l'opposition s'est servi, afin de l'examiner et de s'assurer de son authenticité. Voir "Lettre des juifs à M. Duplessis", dans *L'Action catholique* du 23 février 1944, à la page 16.





Séance du jeudi 17 février 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:**

**Biens des sulpiciens**

**M. Lorrain (Papineau):** Pourquoi le chapitre 2, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens", a-t-il été omis des Statuts refondus de la province de Québec, 1941?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Parce que ce n'est pas une loi d'un caractère général et permanent.

**Projets de loi:**

**Loi des sociétés  
coopératives agricoles**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet a pour but de permettre aux coopératives agricoles de fixer, par règlement, la date de l'assemblée annuelle et celle de la clôture de l'exercice social.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 19 de la loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 120) est modifié:

"a. en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 1 par les suivants:

"Une assemblée générale doit être tenue chaque année à la date et au lieu fixés par les règlements de la société ou, en l'absence de telles dispositions, au cours du mois de janvier, à la date et au lieu indiqués par les directeurs.

"L'assemblée générale élit les membres du bureau de direction, un vérificateur et, s'il y a lieu, un délégué et un substitut à l'assemblée générale de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec. Toutes ces personnes restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs, à l'assemblée générale annuelle suivante.";

"b. en retranchant le quatrième alinéa dudit paragraphe 1."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les dispositions actuelles de la loi obligent les sociétés coopératives agricoles à terminer leur année financière entre le 31 octobre et le 31 décembre et à tenir leur assemblée annuelle dans le cours du mois de janvier. Le projet de loi soumis a donc pour but de leur permettre de fixer par règlement la date qui leur conviendra le mieux pour la clôture de leur exercice social. Il est bien difficile présentement pour certaines sociétés coopératives agricoles, de s'en tenir aux prescriptions de la loi, vu qu'elles n'ont pas toutes leurs principales activités aux mêmes époques de l'année. Il y a de ces sociétés dont le gros du travail se fait au printemps, tandis que pour d'autres, c'est à l'automne.

En second lieu, le bill permet aussi à ces coopératives de fixer, par règlement, la date de l'assemblée annuelle. On légalise ce qui se faisait déjà en maintes occasions, à la demande des coopératives agricoles et de la Coopérative fédérée. De plus, comme ces sociétés pourront désormais faire leur rapport au ministère de l'Agriculture, à des dates échelonnées dans les divers mois de l'année, la tâche des auditeurs<sup>1</sup> en sera facilitée d'autant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je profite de l'étude de ce projet pour dire que l'on proteste partout, et parmi les cultivateurs, contre le monopole

que le gouvernement est en train de créer avec la Coopérative fédérée pour la vente et la distribution des grains de semences, au détriment du commerce privé légitime. Le gouvernement a donné le monopole de la distribution du grain à la Coopérative fédérée, à qui il a accordé une centaine de milliers de dollars provenant des payeurs de taxes, y compris ceux qui s'intéressent au marché du grain.

C'est injuste pour les autres marchands. Il n'est pas raisonnable qu'une société subventionnée par la province agisse de cette façon et vienne causer de la perturbation dans le commerce local; les fermiers de l'Ouest sont payés pour produire du blé et n'en produisent pas, alors que les vieilles provinces de l'Est, qui paient 75 % des taxes, ne peuvent avoir, en quantité suffisante, les grains de semences et les moulées dont elles ont besoin.

La Montreal Corn Exchange a protesté contre l'intrusion de la Coopérative fédérée dans le commerce des grains et sur le monopole qu'elle y exerce au détriment du commerce particulier. Je crois que la Corn Exchange a eu raison de protester; elle a le droit de prendre part au commerce. C'est une méthode injuste pour les marchands locaux et dommageable pour la classe agricole. Il faut encourager la décentralisation. Le gouvernement semble avoir mis en application la théorie du totalitarisme d'Hitler.

**M. Leduc (Laval):** Ce que vient dire le chef de l'opposition m'intéresse au plus haut point puisque je suis moi-même propriétaire d'une ferme et que je m'occupe de son exploitation depuis trois ans. Par principe, je n'achète pas de la Coopérative et je crois que celle-ci a des pouvoirs considérables. À Montréal, la Coopérative fédérée vend des produits trop cher et ne donne pas de service à ses clients; elle refuse de faire la livraison même si elle reçoit un subside du gouvernement, tandis que les marchands livrent tous les produits qu'on achète d'eux. La Coopérative fédérée mériterait plus de faveurs, si elle vendait moins cher. Je suis contre le monopole des coopératives. C'est en quelque sorte le gouvernement qui mène les affaires.

Elle est en train de ruiner le commerce de village. Et, chose extraordinaire, il arrive que l'on paie plus cher chez la Coopérative que chez nos marchands locaux. Le système des octrois qu'on lui accorde devrait être étendu au commerce privé par le marchand local, et le gouvernement devrait également l'aider à subir la concurrence de la Coopérative. Lorsque les prix sont les mêmes, je n'achète pas à la Coopérative fédérée. Prix pour prix,

j'aime mieux acheter du marchand local, car c'est lui qui paie des taxes, qui soutient les conseils municipaux et les commissions scolaires et qui contribue au maintien des organisations paroissiales, de nos écoles et de toutes nos institutions, et non la Coopérative. Avec toutes ces coopératives, on ruine le commerce dans les villages de la province. Il cite l'exemple du fédéral qui a donné des subsides à tous les vendeurs de bois de chauffage et non à un seul organisme.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas ici la mission de défendre la Coopérative fédérée. C'est là en somme un organisme formé des cultivateurs de la province de Québec, une association pour la protection de leurs intérêts. Elle est la fédération de toutes les coopératives agricoles de notre province, groupant ensemble des coopératives locales. Et elle leur rend de grands services. Personne ne devrait se scandaliser que les cultivateurs défendent leurs intérêts eux-mêmes, et je ne pense pas qu'il faille se surprendre que l'on reconnaisse aux cultivateurs le droit de s'unir pour acheter à meilleur compte et vendre plus facilement leurs produits. On ne peut se scandaliser, non plus, si le gouvernement accorde parfois des subventions aux coopératives pour aider les cultivateurs à réaliser cet objectif. D'ailleurs, lorsque les cultivateurs se tirent facilement d'affaire, c'est le consommateur qui en bénéficie.

Quand le député de Laval aura été cultivateur pendant plus de trois ans et que le chef de l'opposition, qui sortira de la politique avant longtemps (rires), se livrera à l'agriculture comme je le souhaite, tous deux apprécieront les bienfaits de la Coopérative fédérée pour les cultivateurs. Si certains marchands ont baissé leurs prix, c'est grâce au travail de la Coopérative fédérée. La Coopérative a pu faire une certaine concurrence, mais elle a rendu service aux cultivateurs en leur permettant d'épargner des millions de dollars chaque année.

Au début, elle a eu besoin de l'appui financier et moral du ministère de l'Agriculture, il fallut guider ses officiers, mais aujourd'hui, ce n'est plus nécessaire. Elle devient de plus en plus indépendante du gouvernement. La Coopérative fédérée représente non seulement les coopératives locales, mais également les syndicats affiliés à l'Union catholique des cultivateurs et, en quelque sorte, la corporation des agronomes.

Comme ministre de l'Agriculture, le département dont doit dépendre la Coopérative, je n'interviens nullement dans ses affaires, si ce n'est

de recevoir ses rapports annuels, lui accorder des subsides et lui donner l'avis d'experts. Il affirme n'avoir vu, au cours de l'année écoulée, aucun des officiers de cet organisme. Il ne se rappelle pas leur avoir adressé une seule lettre, preuve que cet organisme est indépendant du gouvernement et s'administre lui-même.

On a tort de dire qu'elle vend trop cher. La Coopérative fédérée a fait diminuer de façon considérable le prix de tout ce qu'achète le cultivateur. Dans l'ensemble, il paie là meilleur marché qu'ailleurs, et elle rend énormément de services à la classe agricole. La Coopérative fédérée prend un profit raisonnable et réalise un bénéfice légitime sur les produits que lui confient les cultivateurs pour être vendus, mais elle a réduit les prix des produits que le cultivateur achète dans des proportions incroyables. Dans l'ensemble, ses prix sont avantageux.

En ce qui concerne les grains de semences, je dirai ceci: l'an dernier, il y eut disette de grains de semences dans la province de Québec et, cette année, la situation s'avérait particulièrement grave. Il était impossible aux cultivateurs de se procurer certains de ces grains. Il fallait donc trouver aux cultivateurs 600,000 à 700,000 minots d'avoine et d'orge ailleurs. Il y avait danger que des marchands vendent pour les semences des grains d'alimentation contenant des germes de mauvaises herbes. Le danger de la concurrence ruineuse était à craindre. Il n'y avait qu'à aller s'approvisionner dans l'Ouest du pays.

Au lieu de les acheter lui-même et risquer de payer plus cher, pour prévenir une hausse des prix, car le grain se vendait alors en bas du plafond, et la contamination des terres, le gouvernement a fait acheter le grain de première qualité dans l'Ouest par l'entremise de la Coopérative fédérée, aux mêmes conditions que pour tous les autres marchands reconnus. Aucune discrimination n'est faite en la matière. Le gouvernement paie 5 % du coût d'achat à la Coopérative pour son trouble et pour défrayer ses dépenses. Par ailleurs, le gouvernement a accordé un subside de 25 à 26 sous le minot, afin d'éviter aux cultivateurs des déboursés pour les frais de transport de ce grain et pour qu'ils n'aient aucun intérêt à acheter du grain d'alimentation dont ils ne pourraient disposer. Le ministère de l'Agriculture se charge donc du transport du grain.

Le gouvernement veut tout simplement éviter que se reproduise ce qui est arrivé, il y a quelques années, quand on a dû faire venir des grains de semences dans la province. Les entrepôts de la

province de Québec regorgeaient de grains d'alimentation et non de grains de semences. Il est probable que ces grains auraient été vendus aux cultivateurs pour des grains de semences; c'eût été une grave erreur. Car, si le grain d'alimentation paraît aussi beau que l'autre, il est facile, à la loupe, d'y déceler la présence de mauvaises herbes qui infestent les terres pour 20 ans à venir, peut-être même pour des générations. L'année dernière, les récoltes ont été perdues lamentablement dans plusieurs régions de la province. Comme les marchands se plaignaient qu'ils ne pourraient disposer de tout ce grain d'alimentation, le gouvernement le leur a acheté, pour les tirer d'embarras et pour empêcher qu'on infeste les terres avec des semences qui contiennent des mauvaises herbes, et le gouvernement en fera également la distribution.

Le grain acheté sera distribué par le marchand local, car la Coopérative a été autorisée à vendre des grains de semences aux coopératives locales, aux cultivateurs et aux commerçants. Nous avons exigé que les grains soient vendus aux commerçants locaux afin de protéger le commerce. Nous avons fait plus. Des commerçants avaient commandé des grains de l'Ouest. Nous les avons achetés nous-mêmes pour assurer une juste distribution des semences à tous ceux qui en avaient besoin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'Union nationale qui a fait entrer l'Union catholique des cultivateurs dans la Coopérative fédérée. Le premier ministre s'est trompé quand il a dit qu'il n'avait pas vu le président de la Coopérative fédérée l'an dernier. Le président de la Coopérative, c'est M. Pinsonnault, l'un des organisateurs libéraux du premier ministre dans la région de Saint-Jean et l'un de ses amis; le premier ministre le voit souvent.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quand je l'ai vu, c'était avant son élection à la présidence. De plus, le gouvernement libéral ne s'est jamais mêlé de faire entrer qui que ce soit dans la Coopérative fédérée. Nous laissons les cultivateurs libres d'accepter qui ils veulent dans leur coopérative centrale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi oblige les coopératives agricoles à soumettre chaque année leur rapport et la Coopérative fédérée comme les autres. Le premier ministre ne peut donc pas dire qu'il ne s'est pas occupé des affaires de la Coopérative. Cette coopérative a d'abord un foyer de

scandale; aujourd'hui, c'est un marchand qui entrave le commerce libre et légitime. Le premier ministre a dit aussi que le gouvernement aurait payé plus cher s'il avait acheté les grains de semences lui-même dans l'Ouest. Il ne sait donc pas qu'il y a un plafond sur les prix?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les prix des grains étaient plus bas que le plafond. Nous avons voulu empêcher les prix trop élevés pour la vente des grains de semences.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Coopérative rend peut-être service aux cultivateurs, mais elle nuit au commerce, car elle ne constitue pas véritablement une coopérative, elle n'est qu'une commerçante. Une coopérative doit représenter l'union des gens bien pensants en vue du bien de la collectivité et non dans le dessein d'exploiter la communauté. Du 1<sup>er</sup> novembre 1939 au 1<sup>er</sup> avril 1943, la Coopérative fédérée a reçu \$2,500,000 du gouvernement et les cultivateurs n'en ont rien retiré.

**M. Leduc (Laval):** Je suis satisfait des explications du premier ministre sur une question aussi vitale pour les cultivateurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement n'a pas donné \$2,500,000 à la Coopérative. Nous avons acheté de la Coopérative des choses pour les cultivateurs. Quand nous achetons de la Coopérative, nous devons payer comme tout le monde. Le gouvernement ne s'immisce pas dans les affaires des coopératives. Le département de l'Agriculture reçoit les rapports de la Coopérative fédérée comme de toutes les autres coopératives.

Il est nécessaire que le département s'intéresse à leurs affaires pour les aider et voir à ce que les choses se passent à l'avantage de toute la population. Si le chef de l'opposition avait fait de même lorsqu'il était au pouvoir, il aurait mieux servi la classe agricole.

La Coopérative fédérée n'est pas un marchand, mais l'union de toutes les coopératives de cultivateurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre veut-il savoir ce que le député de Yamaska (M. Élie) pense de l'achat des grains de semences? Il m'a dit qu'il ne comprenait pas que le gouvernement n'ait pas donné aux cultivateurs une machine pour inspecter leurs grains de semences.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Yamaska n'a pas parlé si longtemps que cela.

(Rires)

S'il a parlé, il n'a pas dit cela.

**M. Lorrain (Papineau):** Le premier ministre, bien que ministre de l'Agriculture, a démontré qu'il ne connaît le premier mot en questions agricoles. Il y a disette de grains de semences et nos terres en manqueront à cause du favoritisme accordé par le gouvernement à la Coopérative fédérée qui monopolise le commerce au détriment des marchands. La Coopérative fédérée érige un monopole du commerce des grains au détriment à la fois des marchands et des cultivateurs. Elle fait une concurrence injuste au commerce privé, et cela, grâce à l'encouragement du gouvernement qui lui a payé 25 cents par minot de grains acheté dans l'Ouest. Pourquoi lui avoir donné 25 sous par minot au lieu de le donner au cultivateur?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Papineau ne m'a pas compris ou il change le sens de mes paroles. Le gouvernement n'a pas payé ce 25 cents à la Coopérative. Il a déboursé 25 cents par minot pour payer les frais de transport et réduire ainsi le prix que paiera le cultivateur pour son grain.

**M. le président** demande qu'on cesse le débat sur la Coopérative fédérée et qu'on revienne au bill lui-même. La Coopérative fédérée n'est pas en jeu et il s'agit, dans la loi, de permettre de fermer les livres des coopératives à des dates qui conviennent aux directeurs de ces sociétés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Papineau (M. Lorrain) a voulu parler sur le projet et c'est son droit. Je comprends que l'on veut l'en empêcher. Il a le droit de répondre au premier ministre. Il est question de la Coopérative fédérée, dans le bill, et nous avons le droit d'en discuter. Mais, si l'on veut que l'on discute le projet de loi article par article, on peut le faire, et le gouvernement n'y gagnera rien.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas d'objection à entendre le député de Papineau parler.

**M. Lorrain (Papineau):** Le premier ministre a eu des pommes de sa ferme saisies à Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais eu de pommes saisies.

**M. Lorrain (Papineau):** Au contraire de ce qu'a dit le premier ministre, ce n'est pas la Coopérative fédérée qui aide les coopératives locales, ce sont les coopératives locales qu'on exploite au bénéfice de la Coopérative fédérée. L'été prochain, par suite de l'imprévoyance et du favoritisme du gouvernement, elle ne pourra répondre à la demande, car le problème des grains de semences est avant tout un problème de distribution. Cette distribution se fait généralement du 15 mai au 15 juin.

Et, à cause de l'imprévoyance du ministre de l'Agriculture, les cultivateurs n'auront pas les grains de semences qu'il leur faut et les récoltes seront manquées.

S'il faut de 600,000 à 700,000 minots de grains d'avoine, la Coopérative fédérée ne pourra jamais, à elle seule, les distribuer à temps avec son petit nombre d'employés. C'est une impossibilité physique et matérielle, car il faudrait qu'il y ait à cet effet 4,000 wagons par mois, soit 150 par jour. Et il faut faire l'emballage, le chargement, etc. La Coopérative aurait dû se faire aider par les marchands locaux.

On cherche à détruire le commerce régulier sans profit pour les cultivateurs, et ceux-ci considèrent comme une faillite l'administration du département de l'Agriculture actuellement.

**M. Bégin (Dorchester)** blâme lui aussi le gouvernement et le monopole accordé à la Coopérative fédérée à propos de la distribution des grains de semences.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Papineau ne connaît pas son sujet, sans cela il ne parlerait pas de distribution de grains de semences du 15 mai au 15 juin. Si la Coopérative commence la distribution le 15 mai, ce serait évidemment trop tard, et je m'accorde avec le député de Papineau pour dire que les cultivateurs n'obtiendront pas satisfaction. Tous les cultivateurs ont leurs grains de semences longtemps avant cette date et un grand nombre d'entre eux ont fini d'ensemencer leurs terres à cette époque. Dans plusieurs régions, ils commencent à semer à la fin d'avril.

**M. Lorrain (Papineau):** Les semences n'ont été faites qu'au mois de mai, l'an dernier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pas toutes les semences.

**M. Bégin (Dorchester):** Il y avait encore deux pieds de neige sur les routes et dans les champs, dans Dorchester, le 5 mai. Il était donc impossible pour les cultivateurs de cette région d'en avoir fini avec leurs semailles.

**M. Lorrain (Papineau):** L'an dernier, il y avait encore de la neige le 10 mai. Les cultivateurs attendent généralement la période des semailles pour acheter leurs grains. Ils sont fatigués d'avoir à la tête du ministère un gentleman-farmer, un cultivateur de salon.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce que le député ne sait pas, c'est que la distribution des grains de semences commence maintenant. Et tous les marchands de grains locaux, toutes les coopératives locales y participent avec la Coopérative fédérée, ce qui permet une distribution très rapide. Nous accordons les mêmes avantages aux marchands qu'aux coopératives. Les cultivateurs sont satisfaits de la façon qu'on procède dans cette distribution. Le gouvernement s'intéresse au sort des cultivateurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il m'est arrivé souvent d'aller visiter la ferme de mon grand-père maternel. Le premier ministre dit que le gouvernement aime les cultivateurs, mais, cependant, il ne dit rien des 400,000 hommes et 100,000 femmes de la campagne qui ont été arrachés à la terre pour être versés dans l'armée ou les usines de guerre dans les villes, pendant la guerre. C'est M. Arthur MacNamara<sup>2</sup>, sous-ministre fédéral du Travail, qui vient de le dire, à Ottawa. Partout les cultivateurs se plaignent du coût élevé de production et de la rareté de la main-d'œuvre et, durant ce temps, les fils de cultivateurs sont appelés pour le service militaire. Les semences ont donc été retardées par le mauvais temps et les récoltes par le manque de main-d'œuvre, à cause de la guerre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Dans tout le pays, je ne pense pas qu'il y ait une province qui ne se soit occupée plus activement et avec plus de succès que la province de Québec, afin d'assurer aux fils de cultivateurs la protection nécessaire pour qu'ils puissent rester sur les fermes. Personne n'a fait au Canada plus que moi pour garder sur la terre les fils de cultivateurs. Le gouvernement a fait comprendre aux autorités qu'il était de première importance de ne pas enlever à nos cultivateurs la main-d'œuvre essentielle à la production agricole pendant la guerre. Il en manque pour l'exploitation des fermes...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il en manque 500,000. Comment le premier ministre, lui qui aime tant les fermiers, a-t-il pu permettre une telle désertion?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chiffre de 500,000 gens qui sont sortis des campagnes pour aller travailler dans les villes, à la production de guerre, n'est pas seulement dans la province de Québec; il été donné pour tout le Canada, d'après le rapport de M. MacNamara, directeur du service selectif au pays.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre s'est déjà engagé à faire exempter les cultivateurs et les fils de cultivateurs, afin de les laisser sur leurs terres plutôt que d'aller faire leur service militaire. Le premier ministre devrait se rendre dans les campagnes, et il s'apercevrait si les cultivateurs sont bien contents des efforts du gouvernement pour les exempter et leur donner des délais.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est dans la province de Québec plus que dans toute autre province qu'on trouve la plus faible proportion de fils de cultivateurs qui ont quitté le sol, appelés au service militaire ou engagés dans les usines de guerre. L'an dernier, il n'y a pas un cultivateur, dans toute la province, qui n'ait pu engranger toutes ses récoltes, faute de main-d'œuvre, grâce à l'intervention du gouvernement, alors que nous avons obtenu d'Ottawa l'autorisation de faire travailler aux récoltes les militaires. Cela a permis à la province de Québec de travailler à la production d'aliments pour les soldats et les pays alliés.

Nous avons également obtenu d'Ottawa des exemptions pour les fils de cultivateurs et que leurs cas soient étudiés avec attention par les propres agronomes du gouvernement provincial. Ces derniers ont donc aidé le gouvernement à faire exempter les fils de cultivateurs. Tous les fils de cultivateurs ou ouvriers agricoles qui ont présenté leur requête à temps ont obtenu leur exemption du service militaire ou ont pu avoir des délais. Et cette exemption a été maintenue pour leur permettre d'aller faire un travail saisonnier dans la forêt, le cas échéant.

Non seulement les cultivateurs, mais tous ceux qui sont utiles à l'agriculture sont exemptés lorsqu'ils font leur demande en temps opportun. Il a pu y avoir certaines difficultés pour ceux qui ne s'étaient pas mis en règle dès leur appel aux armes, mais tous les autres ont obtenu les délais demandés grâce aux démarches faites par le gouvernement.

Dans plusieurs cas, il a même été possible d'obtenir une prolongation de délai ou même une exemption de service. Aucune province mieux que Québec n'a obtenu de garder ses cultivateurs sur leurs terres et n'a été mieux partagée, sous le rapport de la main-d'œuvre agricole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre doit savoir que ses déclarations ne sont pas exactes, car elles ne sont pas conformes aux faits. Qu'il aille dans les campagnes, il va s'en apercevoir des exemptions des fils de cultivateurs. Avec les règlements fédéraux, mal rédigés, le plus souvent incompréhensibles, adoptés par des bureaucrates et modifiés tous les jours pour enrégimenter les cultivateurs, Ottawa a imposé des conditions impossibles aux fils de cultivateurs. On a tellement compliqué les règlements qu'ils ont peine à s'y reconnaître; c'est tout un art de déchiffrer toute cette paperasse. Ils ont autre chose à faire que de compiler ces ordonnances. C'est tellement difficile à comprendre que seul un avocat expérimenté qui y a consacré tout son temps peut y arriver.

Le résultat est que les fils de cultivateurs ont été envoyés à l'armée. Quand un homme veut changer de position, il doit recommencer toute la procédure pour avoir son exemption, et des rapports exhaustifs sont demandés; il est obligé de faire un rapport. S'il n'en fait pas, on vient le chercher pour l'envoyer à l'armée ou aux usines de guerre. Ces cas se produisent dans toutes les villes et villages. On a mis en œuvre le système de conscription le plus canaille et le plus perfide que le Canada ait jamais connu, qui a ralenti la production au pays. Que le premier ministre vienne devant le peuple et il aura la même réponse qu'il a eue à Rimouski<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition me permettrait-il une question?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition est-il pour ou contre l'article qui permet aux coopératives de changer la date de leur année fiscale et celle de leur assemblée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un changement de gouvernement serait bien plus efficace qu'un changement de date ou que tout autre changement.

(Rires)

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 12 sans l'amender.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Commission des liqueurs

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais bien savoir quand le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) va produire en Chambre le rapport de la Commission des liqueurs de Québec. (Le ministre ne répond pas.) Vous savez, le rapport de la Commission des liqueurs nous permet de savoir combien le gouvernement a fait de profits en vendant de l'eau.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il sera déposé en temps opportun.

### Projets de loi:

#### Loi sur les transferts de valeurs mobilières

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 15 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

#### Robert Jean François de Plaen<sup>4</sup>

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Jean François de Plaen à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 modifiant la charte de La Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

**M. Caron (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Succession de Marguerite Claire Stephens

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Apostolic Church of Pentecost**

**M. Robinson (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 reconnaissant Apostolic Church of Pentecost comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Titre de propriété dans le district de Montréal**

**M. Robidoux (Richelieu-Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant le titre relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé dans le district de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Les frères maristes de Québec**

**M. Francoeur (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 constituant en corporation Les frères maristes de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

**M. Francoeur (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Augustin J. Lacoursière**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Augustin J. Lacoursière à la pratique de la chirurgie dentaire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Joseph Robert Henery**

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 permettant à Joseph Robert Henery de changer son nom en celui de Joseph Henery-Logan

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre ces mutations patronymiques. Il faudrait, dit-il, une loi pour empêcher l'autorisation donnée à un individu de prendre le nom d'une autre nationalité.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil



**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Saint-Maurice Power Corporation**

**M. Guibord (Lavolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

**M. Guibord (Lavolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Saint-Colomb de Sillery**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Hébertville-Station**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la municipalité du village d'Hébertville-Station.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Cap-de-la-Madeleine**

**M. Morin (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

**M. Morin (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Successions de Jean Boucher et de Félicité Tanguay**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 relatif aux successions de feu Jean Boucher et de feu Félicité Tanguay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Commission scolaire de Trois-Rivières**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant la

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Crédit Foncier Franco-Canadien**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Verdun**

**M. Comeau (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Abrogation de l'impôt sur les ventes en détail**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le gouvernement étudie sa loi déjà votée en première lecture, à l'effet d'abolir la taxe de vente provinciale<sup>5</sup>.

#### **Loi de l'entretien des prisonniers**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 abrogeant la loi de l'entretien des prisonniers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi de l'entretien des prisonniers (S. R. Q., 1941, chapitre 33) est abrogée."

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ce projet a pour but de supprimer l'obligation actuellement imposée aux municipalités de payer au gouvernement 15 cents par jour pour l'entretien des délinquants qui ont commis une infraction et qui ont été condamnés à l'emprisonnement.

C'est une taxe tracassière que le gouvernement veut faire disparaître, qui ne rapporte presque rien à la province et qui crée beaucoup de complications. L'an dernier, elle n'a rapporté que la mince somme de \$13,442. Ce coût de 15 cents n'est après tout qu'une légère partie de ce que coûte l'entretien d'un prisonnier.

**M. Gagnon (Matane):** Si c'est une taxe insignifiante, pourquoi le ministre a-t-il pris tant de temps et mis tant d'énergie à en parler? Le gouvernement accumule des fardeaux trop lourds sur les épaules des municipalités. À la veille des élections, tout ce que le ministre peut trouver pour soulager les municipalités, c'est de leur enlever une taxe de 15 cents.

Puisque le trésorier provincial, qui vient passer l'été dans le beau comté de Matane, est si bien disposé, il doit constater comment les municipalités sont pressurées de taxes.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le député de Matane ne veut pas m'offrir son comté?

**M. Gagnon (Matane):** Oh! Il n'aurait pas de chances.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le député de Matane peut-il nous dire par combien de voix il a été élu dans son comté aux dernières élections?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dix voix. Les dix justes. Notre-Seigneur n'a pas demandé plus de dix justes pour sauver Sodome et Gomorrhe.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement enlève par sa loi une taxe de 15 sous aux municipalités, tout en laissant des \$100,000 grever le budget de ces municipalités. On les fait contribuer pour payer la moitié des dépenses à la construction des ponts, comme par exemple à Cap-Chat, dans le

comté du député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain) dont le frère est devenu chef C.C.F. dans notre province, et on les écrase de réclamations. J'allais donc demander au trésorier de ne pas imposer 50 % du coût de la construction des ponts aux municipalités de la Gaspésie, alors que le gouvernement de l'Union nationale se chargeait de ces déboursés.

Le ministre de la Gaspésie (l'honorable M. Casgrain) pourrait peut-être demander cela. Le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) fait aussi supporter de lourdes charges aux municipalités par sa loi de l'assistance publique. La commission Rowell-Sirois a condamné la comptabilité du gouvernement de la province de Québec<sup>6</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et durant ce temps, le ministre de la Santé laisse pourrir la viande, des fruits et des légumes dans les entrepôts, alors que le peuple est rationné. Le gouvernement fait payer en taxe de vente aux contribuables \$13,000,000 par année. Et durant ce temps aussi, le ministre de la Santé laisse mourir les enfants à Montréal. Le rapport Sirois a d'ailleurs marqué le fardeau qui pèse sur les municipalités québécoises, lequel est plus lourd de 40 % en regard des autres provinces.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Sous votre gouvernement, oui, mais pas sous le gouvernement actuel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au lieu de prendre effet le 1<sup>er</sup> avril, ce bill devrait être mis en vigueur tout de suite. Le trésorier de la province et le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) devraient augmenter la part du gouvernement pour l'assistance publique, car l'Union nationale est opposée à ce qu'on charge son coût aux municipalités.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Le chef de l'opposition me dira-t-il le nom de l'honorable député qui a demandé au ministre de la Santé et du Bien-être social une augmentation d'octroi pour l'hôpital Saint-Joseph des Trois-Rivières?

(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pas la question.

**Une voix ministérielle:** Nommez-le.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'homme qui a tant fait pour Trois-Rivières.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité adopté le bill 8 sans l'amender.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Abrogation de l'impôt sur les ventes en détail

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette) que la Chambre étudie tout de suite l'item 26 du *Feuilleton* du jour, ainsi décrit:

Deuxième lecture. - Bill 175 - Loi abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province".

Ce projet est destiné à soulager le fardeau des contribuables. C'est une taxe injuste, tracassière, arbitraire, dont le peuple se plaint, qui pèse lourdement sur lui, ruineuse et nuisible aux familles nombreuses et qu'il est urgent d'abolir. Elle fait tomber dans les coffres du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) une somme de \$13,000,000 et taxe les contribuables.

Tandis que le gouvernement présente des lois pour abolir des taxes de 15 cents, il y a une taxe de \$13,000,000 qui devrait être abolie. Les députés de l'Union nationale, nous avons tous voté contre la taxe de vente, tandis que les libéraux ont appuyé la mesure.

**M. Caron (Hull):** Je dois rappeler au chef de l'opposition que j'ai voté contre l'imposition de la taxe de vente.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On taxe tout, sous le régime libéral, à partir de la suce du bébé jusqu'aux chandelles qu'on met près du cercueil.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition dit qu'il veut soulager le fardeau des contribuables. Nous aussi, nous sommes autant désireux et anxieux que l'opposition d'alléger le peuple des taxes qui retombent sur ses épaules.

Il est entendu qu'à mesure que la situation va s'améliorer le gouvernement va enlever des taxes. D'ailleurs, c'est ce que nous avons commencé à faire, tout d'abord en faisant disparaître les droits de péage sur les ponts. Nous avons ensuite déjà diminué plusieurs autres taxes, autant qu'il est possible de le faire. Mais le gouvernement, en 1939, a averti le peuple qu'il lui faudrait imposer des taxes à cause de la situation financière de la province dont l'Union nationale était responsable et il a tenu parole...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Si le premier ministre attaque ce sujet, je lui répondrai.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tout le monde veut l'abolition de la taxe de vente et nous l'abolirons graduellement et complètement, dans la mesure où la situation financière de la province nous le permettra. En 1939, le gouvernement avait averti le peuple de sa nécessité pour faire face aux charges fixes imposées au budget de la province pour payer les orgies de dépenses faites par l'Union nationale. Nous avons donc imposé cette taxe, car ces orgies doivent être payées. Le gouvernement a commencé déjà de réduire cette taxe dans certains compartiments, et ce travail continuera à mesure que la situation financière s'améliorera. Nous commençons à nous acquitter de ce fardeau. Le gouvernement a rétabli l'ordre dans les finances de la province, nous avons réduit la dette...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement actuel n'a pas de quoi se vanter; jamais il n'a réduit la dette provinciale. Au contraire, il a imposé \$20,000,000 de taxes par année; il bénéficie d'une augmentation considérable des revenus par suite de la guerre et n'a pas de chômage, ce qui coûtait \$20,000,000 par année au temps de l'Union nationale. Le gouvernement, en l'espace de près de cinq ans, n'a pas réduit la dette d'un sou, bien qu'il eût à sa disposition \$150,000,000 de plus que l'Union nationale en revenus. Il a même augmenté la dette de \$35,000,000<sup>7</sup> en quatre ans.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Au contraire, en quatre ans sous le régime libéral, nous avons diminué la dette de \$35,000,000 bien que, chaque année, nous soyons obligés de payer \$10,000,000 en intérêt et en amortissement sur les dettes accumulées de 1936 à 1939 par le gouvernement de mon honorable ami le chef de l'opposition. Nous avons été capables de payer le coût de cette dette, grâce à la taxe de vente. Mais nous voulons abolir cette taxe dès que cela sera possible, parce que les taxes ne doivent pas être imposées injustement. Tout le monde désire qu'elle soit abolie.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai voté pour la taxe de vente, lorsque la loi est venue, alors que je la croyais nécessaire. Mais j'ai toujours été opposé au principe de la taxe de vente. J'ai voté en principe pour la mesure d'urgence, parce qu'alors j'avais compris qu'il fallait trouver des revenus et que c'était un moyen extraordinaire qu'exigeaient les circonstances. Maintenant que la situation financière est meilleure, de l'aveu du gouvernement, et que le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) annonce des surplus, je crois qu'elle devrait être immédiatement abolie. Pour cette raison et comme je cherche depuis longtemps une occasion de voter contre le gouvernement, je profiterai de celle-ci pour voter en faveur de la motion du chef de l'opposition, qui réclame l'abolition de cette taxe. Mais rien ne presse puisque l'on a discuté tout l'après-midi sur d'autres sujets.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Chaloult, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, 8.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Drouin, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, 31.

Ainsi, la motion est rejetée.

#### Loi de la chasse

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13

modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 6 de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1941, chapitre 153) est modifié en remplaçant l'alinéa *b* du paragraphe 1 par le suivant:

"*b*. Le castor, en tout temps sauf durant la saison, dans les zones et aux conditions fixées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil suivant l'article 65;".

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Le premier article défend la chasse à un animal intéressant, le castor (Rires), sauf dans les saisons fixées par règlement<sup>8</sup>.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 26 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots "L'orignal, le caribou ou le chevreuil" par les mots "L'animal"."

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

L'article 2 a trait à la disposition qui permet au propriétaire d'un immeuble de tuer en tout temps un animal autre que le castor qui cause des dommages à ses biens. Le nouveau texte a pour but de rendre applicable à tout animal tué, et non seulement à l'orignal, au chevreuil et au caribou, la disposition qui, en ce cas, attribue à Sa Majesté la propriété de l'animal abattu et oblige celui qui l'a tué à le mettre à la disposition d'un garde-chasse.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 3 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 2, 3 et 4 par les suivants:

"2. Il ne doit pas être expédié d'orignal, de chevreuil ou de caribou, à moins que le porteur de permis n'ait obtenu d'un garde-chasse ou autre officier autorisé un permis d'expédition, ou n'ait exhibé son permis de chasse à l'agent de gare, commis de quai ou autre préposé de l'entreprise de transport et qu'il ne soit attaché au colis un permis d'expédition ou une étiquette portant les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire et le numéro du permis de chasse.

"3. Toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du présent article est passible d'une amende de dix à trente dollars et des frais.

"4. Toute personne qui vend, cède ou donne un permis à une autre personne ou le modifie ou l'altère de quelque façon que ce soit, ou l'obtient illégalement, est passible d'une amende de dix à vingt dollars et des frais.

"5. À défaut de paiement de l'amende et des frais dans le cas de contravention au présent article, le délinquant peut être condamné à un emprisonnement de quinze jours à un mois."

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

L'article 3 du bill a pour objet de modifier les formalités exigées pour l'expédition de l'orignal, du chevreuil et du caribou, notre faune la plus précieuse avec le castor.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** trouve que la loi a du bon et du mauvais et il consent à ce qu'elle soit votée en troisième lecture sur division.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) quand il prononcera le discours sur le budget.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** déclare qu'il prononcera probablement jeudi prochain le discours sur le budget.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 5 h 40.

### NOTES

1. Le terme "auditeur" est un anglicisme; il s'agit plutôt de vérificateur.

2. D'après *Le Soleil* du 18 février 1944, à la page 3, ce serait le premier ministre qui aurait fait allusion aux chiffres donnés par MacNamara.

3. Selon *The Gazette* du 18 février 1944, à la page 6, on fait ici référence à une assemblée politique à Rimouski, un dimanche après-midi, au cours de laquelle M. Godbout avait prononcé un discours et avait été accueilli froidement.

4. Selon *L'Action catholique* du 18 février 1944, à la page 17, sur la quinzaine de bills privés présentés à la Chambre, quelques-uns seront adoptés sur division, le chef de l'opposition rappelant les objections qu'il a faites au comité permanent des bills privés.

5. Il s'agit du bill 175 présenté le 9 février 1944, qui abrogerait le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province". Selon *La Patrie* du 18 février 1944, à la page 12, le

gouvernement ne se préoccupe pas de M. Duplessis et passe à l'étude du projet de loi suivant.

6. Selon *Le Soleil* du 18 février 1944, à la page 8, et *La Presse* du même jour, à la page 16, c'est le chef de l'opposition qui aurait mentionné certaines informations que l'on retrouve dans l'intervention du député de Matane.

7. *La Patrie* du 18 février 1944, à la page 12, donne \$37,000,000 comme chiffre.

8. Pour comprendre les rires de la Chambre, il faut savoir qu'un groupe de dissidents conservateurs ultramontains, fondé en 1882, se faisait appeler les "castors". Ses membres s'opposent à J.-A. Chapleau et à J.-A. Mousseau, premiers ministres conservateurs du Québec, accusés de les évincer du pouvoir pour mieux s'allier aux libéraux modérés. Le groupe décrie l'administration laxiste du gouvernement conservateur, sa collusion avec des hommes d'affaires peu scrupuleux et son favoritisme envers Québec, aux dépens de Montréal, spécialement dans les questions touchant aux universités. François-Xavier Trudel donne son nom au groupe en signant du pseudonyme "Castor" son pamphlet *Le pays, le parti et le grand homme* (1882). Le groupe manque de structure et demeure marginal jusqu'à sa dissolution, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Source: *Encyclopédie du Canada*

Séance du mardi 22 février 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**George Robert Beethom Whitehead**

**M. Caron (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de George Robert Beethom Whitehead, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de George Robert Beethom Whitehead, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Caron).

**Loi concernant la  
Caisse de remboursement**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Caisse de remboursement, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté après division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Caisse de remboursement, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement (M. Gauthier).

**Dépôt de documents:**

**École des mines**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 10 février 1944, au lieutenant-gouverneur pour la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1939 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 15, 2 George VI, intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie". (Document de la session no 35)

**Rapport du  
ministre des Travaux publics**

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1943. (Document de la session no 36)

**Rapport de  
la Commission des liqueurs**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre le 22<sup>e</sup> rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec, 1942-1943. (Document de la session no 37)

**Questions et réponses:**

**Achats d'immeubles  
pour l'administration publique**

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement, à combien se chiffre le total des dépenses payées ou payables par le gouvernement de la province relativement à l'achat, par le gouvernement de la province, d'immeubles, bâtisses ou édifices servant ou devant servir à l'administration de la province?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** En tant que le ministère du Secrétariat de la province est concerné: \$1,720,792.08.

#### **Questions de privilège:**

##### **Transport en commun vers l'Université de Montréal**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** se lève sur une question de privilège. Je veux signaler à la Chambre, dit-il, la situation qui est faite en ce moment aux milliers d'étudiants, de professeurs et de citoyens qui doivent se rendre au nouvel immeuble de l'Université de Montréal. Chaque jour, environ 4,000 personnes, élèves, professeurs et employés doivent se rendre à l'Université et les moyens de transport à leur disposition sont tout à fait insuffisants. Ils ont été forcés de marcher de leurs foyers à l'Université dans les pires conditions, sur de longues distances et singulièrement durant l'hiver.

Des représentations ont été faites à la Commission des tramways pour obtenir des autobus, et l'organisme censé défendre les intérêts du public, qui agit comme intermédiaire entre le public et la Commission des tramways de Montréal, a rejeté la demande du public. Je demande donc au gouvernement provincial de prendre les mesures nécessaires pour forcer la Compagnie des tramways de Montréal à installer un service d'autobus pour régler le transport des gens entre Montréal, Outremont et les municipalités avoisinantes et l'Université de Montréal, sur le flanc de la montagne.

Le gouvernement, qui a tant fait pour l'Université et pour les villes de Montréal et Outremont, pourrait intervenir à nouveau, afin d'obtenir un moyen de communication efficace entre ces villes et l'université. Et je demande que le service soit établi dans le plus court délai.

##### **Grève des tramways à Montréal**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève sur une question de privilège. Il s'est produit, dit-il, en fin de semaine, à Montréal, métropole du Canada, des événements dont la gravité exceptionnelle n'échappe à personne, et il est de mon devoir de les porter à l'attention de la Chambre. Des milliers et des milliers de Montréalais se sont vus aux prises avec une grève des employés de tramways qui a duré 30 heures, qui a paralysé tout le système de

tramways et d'autobus de Montréal et qui leur a paru longue à tous. Pendant 30 heures, ils ont été privés de leur service de communication et cela leur a causé des ennuis très graves; ils n'ont pu se rendre au travail, puisqu'ils ne disposaient d'aucun moyen de transport.

Quand le gouvernement a présenté ses deux lois ouvrières, au début de la session, l'opposition a coopéré avec lui pour adopter les bills 2 et 3 le plus rapidement possible, mais nous avons aussi fait observer que ces lois étaient incomplètes; l'opposition a mis le gouvernement en garde contre les éventualités désastreuses s'il n'acceptait pas les suggestions faites par les orateurs de l'Union nationale, suggestions qui n'ont pas été acceptées. Le gouvernement a prétendu que les bills 2 et 3 étaient des merveilles législatives. Ces lois ont été sanctionnées le 3 février, et pourtant, samedi dernier, on n'avait pas encore nommé les membres de la Commission des relations ouvrières qui seront chargés d'administrer et de les faire appliquer.

Nous avons fait remarquer au gouvernement que ces bills comportaient au contraire des injustices criantes et nous l'avons invité à les corriger. Si les citoyens ont le devoir de respecter les lois, c'est le devoir du gouvernement de faire des lois justes et équitables. Dans l'opinion du premier ministre et de ses collègues, ces lois représentaient l'opinion favorable de la majorité des ouvriers. Pourtant, cette prétention a été démentie par les événements de la fin de la semaine.

L'opposition a voté pour le principe des bills, mais elle a demandé qu'on leur apporte des amendements. Cependant, le gouvernement ne s'est pas rendu aux suggestions de l'opposition, lorsque les nouvelles lois ouvrières ont été discutées. De plus, la loi est sanctionnée depuis trois semaines et la commission n'est pas encore nommée. Je demande donc au gouvernement de prendre les mesures nécessaires dans les circonstances. Je lui demande de s'empresse d'amender et de bonifier sans délai les deux lois votées, selon les suggestions de l'Union nationale, afin qu'elles donnent la même mesure de justice à tout le monde en empêchant la répétition d'événements graves comme ceux qui viennent de se produire à Montréal et qu'on a eu à déplorer, pour la protection du public, de la ville et des ouvriers.

C'est la première fois que nous voyons une chose pareille. Des lois viennent d'être votées et elles sont aussitôt violées. Jamais nous n'avons vu, si ce n'est sous le gouvernement actuel, une loi de la Législature violée aussi vite après son adoption et sa sanction. Jamais nous n'avons vu une partie de la



population se révolter contre des lois comme Montréal vient d'en donner l'exemple. Jamais nous n'avons vu ce mépris des lois passées surtout lorsqu'elles viennent d'être adoptées. Mais on doit dire que les hommes ont suivi l'exemple d'un gouvernement qui les ignore trop souvent.

Le gouvernement devrait donc immédiatement amender sa législation et accéder à nos propositions qui sont de nature à bonifier ces lois. Le gouvernement devrait aussi s'empresse d'accorder à Montréal son autonomie municipale, car jamais on n'aurait assisté à de tels abus, si ses élus avaient pu mener leurs affaires tranquillement et sans ingérence aucune de l'extérieur. Montréal ne connut jamais de troubles aussi sérieux quand il était indépendant, dit-il.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'étais convaincu, lorsque le chef de l'opposition s'est levé, que pour une fois il aurait la bonne foi de féliciter le gouvernement pour sa conduite, lors des récents événements à Montréal. Je m'attendais à des compliments plutôt qu'à des critiques comme celles que la Chambre vient d'entendre. Il aurait obtenu au moins quelque crédit auprès de la population s'il avait fait preuve de plus de largeur d'esprit. Mais c'est tout le contraire.

En fin de semaine, Montréal a eu une grève de 4,000 employés du tramway. L'opposition devrait remercier le gouvernement d'avoir réglé cette grève en l'espace de 30 heures environ. C'est peut-être 29 heures, mais entendons-nous pour 30. À tout événement, elle a été réglée dans le minimum de temps dans lequel on pouvait humainement solutionner une grève de ce genre. Et le chef de l'opposition prétend que le résultat aurait pu être meilleur? Vraiment, je ne m'attendais pas à une telle déclaration de sa part.

C'est un imbroglio qui s'est déclaré dans des circonstances toutes particulières; la grève a commencé par une dispute locale entre des membres de deux unions rivales, quelques employés ont cessé de travailler et, graduellement, la grève est devenue générale. Le gouvernement ne pouvait toujours pas mettre fin à la grève avant qu'elle n'éclate; il ne pouvait sévir avant de connaître les gens contre lesquels il devait sévir.

Nous avons passé des lois efficaces qui ont été votées à l'unanimité en deuxième lecture. La preuve que ces lois sont efficaces et qu'elles ont été appliquées rapidement est dans le fait que la grève est terminée et que tous les employés sont retournés au travail aujourd'hui. Si le gouvernement n'avait

pas agi rapidement et n'avait pas appliqué cette législation, les employés seraient encore en grève et la compagnie, selon l'avis d'experts, aurait subi des dommages.

En effet, si nous n'avions pas, par ces lois, pris les mesures pour protéger le public, la situation aurait pu être grave à Montréal. Les citoyens auraient probablement été privés des services de tramway et d'autobus pendant quelques semaines, car, si la grève n'avait pas été réglée rapidement et qu'elle s'était quelque peu prolongée, la mauvaise température et les rigueurs du climat auraient encore compliqué la situation.

À cause du gel et du dégel successifs, les voies du tramway se seraient comblées et auraient été rendues impassables. Il aurait fallu un travail manuel au pic et à la pelle pour les rendre utilisables. C'est un travail qui n'aurait probablement pas pu être fait avant le printemps en certains quartiers. Ainsi, par sa fermeté, le gouvernement a certainement évité un désastre à la ville de Montréal.

Le gouvernement a appliqué la loi que la Législature a votée et, aujourd'hui, tous les employés sont retournés au travail. Il y a des gens qui sont responsables de la grève et ils seront punis suivant les prescriptions de la loi de la province, si leur culpabilité est établie. Des arrestations ont déjà été faites. L'application des sanctions devra servir d'exemple. J'espère que cela suffira à faire comprendre à tout le monde que le gouvernement entend maintenir l'ordre avant tout partout dans la province, l'ordre pour l'avantage de la population en général, dans l'intérêt de ceux qui ont quelques biens et pour le bénéfice des ouvriers eux-mêmes en particulier.

Certes, nous voulons des organisations ouvrières puissantes dans la province et celles-là recevront notre appui, mais non au détriment de l'ordre établi et de la loi; nous ne voulons pas d'unions despotiques et autocrates. La preuve, encore une fois, de l'efficacité de nos lois sociales, c'est qu'elles ont permis le règlement immédiat de la grève dans le plus court délai possible. Aucun homme de bonne foi ne pourra le nier. Le chef de l'opposition exprime une opinion contraire à celle de tous ceux qui se sont occupés du problème. Nous n'avons reçu que des félicitations de partout, que des éloges qui s'adressaient je ne dirais pas à moi-même, mais au gouvernement, pour la façon dont il est intervenu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'est pas allé à Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non, mais je n'ai pas besoin de faire le voyage de Québec à Montréal pour savoir que la grève a été réglée, que la protection a été accordée aux citoyens de la métropole aussi rapidement qu'il était humainement possible de le faire dans les circonstances, et pour réaliser que le peuple est content, car il sait avoir été efficacement protégé. C'est l'opinion de tout le monde que le gouvernement a agi suivant les principes de la saine démocratie, légalement et conformément au bon sens, à la justice et à l'humanité.

Le gouvernement et moi-même avons reçu du public en général des témoignages d'appui et d'approbation quant à notre action rapide. La preuve, c'est que les employés sont au travail, les tramways et les autobus circulent régulièrement. La paix et l'ordre sont rétablis et le sentiment de sécurité règne dans l'âme de tous les citoyens de Montréal, parce qu'ils savent qu'ils sont protégés, pour le présent et pour l'avenir, par un gouvernement fort et puissant, qui sait comment agir selon l'esprit de la démocratie, de la justice et, en même temps, selon le sens commun et l'humanité, dont les actions sont basées sur cela.

(Applaudissements à droite)

## Projets de loi:

### Abrogation de la taxe de vente

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que la Chambre passe maintenant à l'item 24 du *Feuilleton* du jour, ainsi décrit:

24 - 9 février - Deuxième lecture - Bill 175 - Loi abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province".

La motion que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* de la Chambre il y a trois semaines, c'est-à-dire le 9 février, doit être examinée immédiatement. C'est urgent. Le but de la motion que je propose, secondé par le député de Beauharnois (M. Delpha Sauvé), est de faire cesser sans plus de délai une injustice criante qui pèse lourdement sur la population de la province, sur les familles nombreuses et les ouvriers, en particulier.

L'Union nationale et son chef ont toujours combattu la taxe de vente. Sous l'Union nationale, pas une taxe de vente, ni provinciale ni municipale,

n'a été imposée. Même, sous l'Union nationale, nous avons, au chapitre 105 des Statuts 2 George VI, 1938, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", article 21, incorporé l'amendement ci-après, car nous sommes respectueux de l'autonomie des municipalités:

"Le conseil de la cité de Montréal est autorisé à abolir en aucun temps la taxe de vente imposée depuis quelques années".

Cette taxe est pour le moins injuste et arbitraire. D'après les réponses du gouvernement, et sans admettre que ces réponses sont complètes et exactes, car le peuple, pour connaître qu'il est impossible d'ajouter foi aux promesses et aux déclarations du gouvernement, la taxe de vente, imposée par le gouvernement actuel et contre laquelle l'Union nationale a voté à maintes reprises, coûte au peuple de la province plus de \$13,000,000 par année, c'est-à-dire plus de \$1,000,000 par mois, ou \$250,000 par semaine, payé par les pauvres et les familles nombreuses, ce qui représente encore environ \$36,000<sup>2</sup> par jour.

En d'autres termes, la taxe de vente coûte plus de \$1,000,000 par mois au peuple de la province. D'après les statistiques fournies à la Chambre des communes et reproduites dans *L'Action catholique* en date du mardi 15 février 1944, à la page 3, la pension de vieillesse mensuelle moyenne dans la province de Québec est de \$17.62. Donc, la somme de \$1,000,000 payée par le peuple de la province, chaque mois, pour la taxe de vente, représente environ 57,000 pensions de vieillesse par mois. Il y a 47,014 personnes bénéficiant de la pension de vieillesse dans la province de Québec.

Cela représente des milliers de pensions de vieillesse, si l'on songe que la province de Québec est la province dont le barème des pensions de vieillesse est le plus bas, à part les Provinces maritimes. Nous, de l'Union nationale, avons toujours été contre cette taxe de vente, et aucune taxe de vente n'a été imposée sous notre administration. En 1938, le gouvernement d'alors a autorisé la ville de Montréal à abolir cette taxe chez elle si elle le jugeait à propos. Et, alors que j'étais premier ministre, de 1936 à 1939, j'ai refusé d'accorder le droit d'imposer la taxe de vente aux municipalités qui l'avaient demandé.

Le gouvernement actuel s'est vanté d'avoir des surplus. Si cela est exact, c'est le temps plus que jamais d'abolir cette taxe onéreuse, qui lui rapporte des millions et qui pèse lourdement sur la population. La loi que j'ai proposée pour abolir la taxe de vente a été mise sur l'ordre du jour de la Chambre, le

7 février; elle a été passée en première lecture le 9 février. Cette taxe est vexatoire et il est urgent qu'elle soit examinée et passée, car la somme de \$40,000 environ qu'elle rapporte chaque jour représente 10 logements salubres de \$4,000 chacun. Si le gouvernement ne veut pas l'abolir, qu'il prenne ses responsabilités et qu'il vote contre le bill. Il s'agit actuellement d'une motion pour qu'il soit procédé à l'étude de mon bill. Alors, que le gouvernement permette au moins que la Chambre étudie mon projet de loi sans tarder.

**M. Chaloult (Lotbinière):** On me pardonnera d'être plus sceptique que le chef de l'opposition quant à l'urgence de passer à l'étude de sa motion et de lui donner préséance. Cependant, je n'ai pas d'objection à ce que la Chambre en entreprenne l'étude immédiatement. Je voterai pour la motion du rappel de la loi, non parce que je crois à l'urgence d'étudier cette motion immédiatement, mais parce qu'il est généralement admis qu'un vote sur une motion de ce genre équivaut à un vote sur le principe du bill en question et parce que je suis personnellement contre la taxe de vente.

**M. Caron (Hull):** C'est un fait reconnu que j'ai voté contre la loi imposant la taxe de vente. J'ai toujours été personnellement opposé au principe de la taxe de vente provinciale, à cause de la situation géographique de mon comté, qui se trouve être voisin de la ville d'Ottawa. Mais, avant que l'on procède à l'étude du bill, il est illogique pour le chef de l'opposition de présenter un pareil projet de loi pour abroger une taxe avant que le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) ait déposé son budget, dans quelques jours.

C'est alors que la Chambre verra s'il y a lieu de modifier la taxe de vente et s'il est urgent de la rappeler. D'autant plus que l'Union nationale et le chef de l'opposition, lorsqu'il était premier ministre de 1936 à 1939, sont la cause directe de cette taxe onéreuse que le gouvernement a dû établir. L'Union nationale étant la première responsable de ces taxes, elle devrait être la dernière à en réclamer l'abolition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre.

**M. Caron (Hull):** Je vais prouver mes avancés. Le chef de l'opposition est responsable de cette taxe et je sais pertinemment que ce n'est pas son intention, en présentant sa motion, de faire voter son projet de loi pour faire abolir la taxe de vente...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un nouveau point d'ordre. Que le député de Hull retire ses paroles. Il n'a pas le droit, en vertu des règlements, de prêter des intentions aux membres de la Chambre.

**M. l'Orateur:** Que le député de Hull retire ses paroles.

**M. Caron (Hull):** Pas deux points d'ordre à la fois! J'ai voulu dire que la motion du chef de l'opposition est un bluff.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Hull n'a pas le droit de dire cela. Il doit retirer ses paroles.

**M. Caron (Hull):** Je ne veux pas imputer de motifs répréhensibles au chef de l'opposition. Toutefois, il est un des députés qui connaissent le mieux les règlements de la Chambre. Il sait, par conséquent, qu'en vertu de l'article 538 du Règlement, seul un ministre a le droit de présenter une loi qui affecterait les revenus de la province. Or, l'abrogation de la taxe de vente affecterait le fisc provincial. Par conséquent, aucun bill ne peut être présenté par l'opposition, lequel a pour but de comporter des charges.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député soulève un point d'ordre à ce sujet et nous allons le discuter. Le député de Hull a soulevé un point d'ordre en disant qu'en vertu des règlements de la Chambre je ne peux présenter le bill en question. Il doit d'abord discuter son point d'ordre.

**M. Caron (Hull)** n'a pas l'intention, dit-il, de poser de point d'ordre, mais il en posera un puisque le chef de l'opposition y tient. En vertu de l'article 538 du Règlement, seul un ministre de la couronne peut présenter un bill affectant les revenus de la province. J'ajoute que le chef de l'opposition devrait être le dernier à réclamer l'abolition de cette taxe, car c'est lui et l'Union nationale qui sont responsables des gaspillages qui ont provoqué son imposition et celle de bien d'autres. Nous sommes satisfaits des explications que nous a données la semaine dernière l'honorable premier ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député parle sur la motion. Il n'est pas question présentement du projet de loi lui-même, mais d'une motion pour demander à la Chambre d'étudier ce projet de loi. Ma motion et mon bill sont dans

l'ordre. Par conséquent, le point d'ordre du député de Hull est enfantin.

Cependant, si l'on veut discuter cette question, à savoir que seul un ministre peut présenter un projet de loi affectant les revenus de la province, je vais le discuter. Je vous rappellerai, M. l'Orateur, que vous avez rendu une décision, il y a deux semaines, qui autorise un député à présenter une loi à l'effet de réduire ou d'abolir des taxes, affectant par le fait même les revenus de la province. Je vous ai demandé alors si cette décision resterait toujours la même et vous m'avez répondu dans l'affirmative. Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) avait alors promis que la même mesure s'appliquerait à toute la Chambre. Que le député de Hull désapprouve mon point d'ordre, très bien, mais il n'a pas le droit de vouloir m'empêcher de présenter ma motion. Nous ne sommes pas en Russie ou en Allemagne. Et, s'il a soulevé un point d'ordre, j'ai le droit de répondre.

**M. Caron (Hull):** Nous ne sommes pas ici ni en Russie ni en Allemagne, et nous ne sommes pas non plus sous le régime de 1936 à 1939, au temps de l'Union nationale, qui ressemblait aux régimes de Russie et d'Allemagne.

(Applaudissements à droite)

Le point d'ordre, je le soulève. Je prétends que le chef de l'opposition n'a pas le droit de demander le rappel d'une loi dont il est responsable.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre qu'a soulevé le député de Hull n'est pas dans l'ordre. L'article 538, invoqué par le député de Hull, ne peut s'appliquer actuellement, car on ne discute pas la loi elle-même de la taxe de vente, mais d'une motion du chef de l'opposition pour faire étudier le bill. Je rejette donc le point d'ordre du député.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote sur sa motion.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 16.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord),

Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, 41.

Ainsi, la motion est rejetée.

### **Crédit nécessaire à l'exploitation des lots**

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Godbout), et dont le texte se lit comme suit: Que la loi du département de la Colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 103) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

#### **En comité:**

Présidence de M. Caron (Hull)<sup>3</sup>

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le premier ministre à la séance du 9 février 1944 et dont le texte se lit comme suit:

Que la loi du département de la Colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 103) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

"16. Un fonds annuel de cinquante mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des syndicats coopératifs à des colons et au paiement de la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts.

"17. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre de la Colonisation à faire, avec des syndicats coopératifs, ou des unions ou fédérations de tels syndicats des conventions à cette fin.

"18. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 16 et 17 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

**M. Beaulac (Saint-Maurice):**<sup>4</sup> Je regrette que le chef de l'opposition ait amené le nom de l'honorable Cyrille Vaillancourt dans le débat et que l'opposition ait essayé de dresser l'un contre l'autre le président et le gérant général des caisses

populaires. L'opposition a injustement attaqué les autorités des caisses. Le député de Papineau (M. Lorrain) a eu des paroles très malheureuses à l'endroit de l'honorable Cyrille Vaillancourt, la semaine dernière. Il l'a accusé de toucher plusieurs salaires. Or, M. Vaillancourt ne reçoit pas autant de salaires qu'on veut le faire croire; il ne reçoit qu'un salaire de \$8,000 par année des caisses populaires, et encore, ce salaire est loin d'être proportionné aux services qu'il leur rend, car les directeurs ne sont payés que le tiers de ce qu'ils devraient toucher.

Lorsque le gouvernement l'a nommé membre du Conseil législatif, il y a un an, toute la population a applaudi à cette nomination. M. Vaillancourt a renoncé à sa pension comme ancien fonctionnaire de la province et, comme conseiller législatif, il ne retire qu'une compensation à laquelle a droit tout homme qui s'intéresse à la chose publique. Je ne crois donc pas qu'on puisse assimiler une indemnité de conseiller législatif à un salaire.

D'ailleurs, lorsque le notaire Eugène Poirier, ami du chef de l'opposition, président de la Fédération des caisses populaires, recevait \$8,000 par année comme président de l'Office du crédit agricole sous l'Union nationale, il ne passait que deux jours à Québec et le reste du temps à son bureau de notaire à Montréal. Il était alors et est encore, probablement, directeur du Sun Trust et de l'Alliance nationale. Je ne le critique pas pour cela; personne ne l'en a blâmé ou lui a reproché d'être directeur de quelques compagnies, mais je veux montrer qu'on aurait tort de vouloir discréditer un homme sous prétexte que les services qu'il rend sont rémunérés.

Je suis moi-même depuis longtemps gérant d'une caisse à Shawinigan, et je sais quels services M. Vaillancourt a rendus à cette œuvre. Les caisses populaires ont beaucoup progressé sous sa direction. En 1932, 30 ans après la fondation de la première caisse à Lévis par M. Alphonse Desjardins, il fut décidé de fonder des unions de caisses populaires et c'est M. Vaillancourt qui a été nommé gérant général de la Fédération des unions régionales...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas lui qui a fait ça tout seul. D'ailleurs, nous ne sommes pas ici pour parler de l'histoire des caisses populaires, mais pour discuter le bill 5. Tout le monde s'entend sur le rôle des caisses populaires et est en leur faveur.

**M. Beulac (Saint-Maurice):** Je comprends que ça ne fasse pas l'affaire du chef de l'opposition,

mais je réponds au député de Papineau qui a critiqué le gérant des caisses populaires. Je veux dissiper la mauvaise impression créée par l'attitude de l'opposition, la semaine dernière, et démontrer les progrès de cette institution qui m'intéresse depuis 20 ans.

Trente-deux ans après la fondation de la première caisse par le commandeur Desjardins, on comptait 162 de ces organisations dans la province. En 1932, l'honorable Cyrille Vaillancourt, qui s'était toujours occupé des caisses populaires, voulut bien consacrer à l'œuvre son talent et son dévouement. De 1932 à 1943, le nombre des caisses populaires est passé à près de 800; les caisses se sont établies dans toutes les provinces et se sont même propagées aux États-Unis. En 1933, les caisses avaient un actif de \$8,500,000. Le 30 juin 1943, cet actif était de \$56,000,000. De 1932 à 1943, les épargnes de \$5,500,000 sont passées à \$47,500,000; la réserve de \$1,109,000 à \$2,373,887.

En 1933, elles avaient consenti des prêts pour une valeur de \$5,000,000. Au 30 juin 1943, ces prêts étaient rendus à \$17,000,000. Le nombre des sociétaires, dans la province, est parti de 36,470; il est aujourd'hui de 205,292; le nombre des déposants qui ont compris les bienfaits de ces coopératives, de 37,693 à 204,316; le nombre des emprunteurs, de 10,784 à 37,524; le total des prêts, de \$2,103,000 à \$7,092,000. Dans la région de Trois-Rivières, à laquelle j'appartiens, nos caisses ont \$8,000,000 de dépôts. Bref, si M. Desjardins a été un économiste averti, M. Vaillancourt est son digne successeur.

Avant d'être nommé gérant général, l'honorable Cyrille Vaillancourt avait donné son temps gratuitement aux caisses populaires pendant 25 ans. Au mois de février 1943, il a été nommé conseiller législatif et sa nomination fut excellente.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais c'est un organisateur politique.

**M. Beulac (Saint-Maurice):** Le notaire Eugène Poirier, président général des caisses, est lui-même un grand admirateur de M. Vaillancourt, gérant général des caisses; il l'a félicité pour sa nomination au Conseil législatif dans un long article élogieux paru dans la *Revue Desjardins*, organe des caisses populaires<sup>5</sup>. Il cite cet article:

"Ceux qui connaissent M. Cyrille Vaillancourt dans ses œuvres et dans sa vie n'ont pas été surpris de constater que les autorités civiles de la province l'avaient choisi comme l'un de leurs conseillers. Au nom de tous les sociétaires de nos

caisses populaires et de mes collègues du bureau de direction de la Fédération, je me fais un devoir bien agréable de présenter à notre ami à tous les meilleures félicitations et l'expression de nos vœux les plus ardents dans sa nouvelle carrière.

"Je me joins à tous pour dire à M. Vaillancourt combien nous sommes heureux de sa nomination et combien nous désirons qu'il continue, au Conseil législatif, son œuvre de dévouement, de travail et de coopération pour le bien de tous.

"La Providence a préparé M. Vaillancourt à accomplir la mission qu'il poursuit. Dieu lui a appris, tout jeune, comment négocier avec les hommes et circuler à travers toutes les circonstances de la vie.

"De 1920 à 1930, lorsque les caisses populaires traversèrent une période difficile, M. Vaillancourt apporte à tous ses efforts dans la lutte pour leur survivance. Les conseils d'inspection se forment, les unions régionales de nos caisses s'établissent, et on rencontre toujours M. Vaillancourt, prodigue de ses conseils et de son temps.

"Les représentants des unions régionales de Québec, de Gaspé, des Trois-Rivières et de Montréal établissent la Fédération des caisses, en 1932, et M. Vaillancourt devient son premier président.

"Depuis 10 ans, M. Vaillancourt, chef du secrétariat fixé à Québec, est le seul contact immédiat avec les représentants de nos 675 caisses (cela était écrit il y a plus d'un an), y manifeste toute l'ampleur de son talent et la plénitude de ses capacités<sup>6</sup>."

C'est bien un article de félicitations et d'éloges<sup>7</sup>.

(Applaudissements à droite)

Voilà ce que pense le président actuel de la Fédération de celui à qui il a succédé et qui est aujourd'hui gérant général des caisses populaires. L'opposition ne savait évidemment pas que le notaire Poirier était un admirateur de M. Vaillancourt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député perd son temps et fait perdre le temps de la Chambre. Elle n'a pas le temps de faire le procès de M. Vaillancourt. Ce que le député de Papineau a dit, c'est que M. Vaillancourt occupait trois positions aux caisses populaires et retirait \$8,000. Il a dit qu'il n'avait pas confiance en l'opinion de M. Vaillancourt au sujet de ce bill, parce que M. Vaillancourt est un politicien.

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** Je m'attendais à cela de la part de l'opposition. Elle lance des

attaques à un absent et ne voudrait pas qu'on y réponde. M. Vaillancourt ne peut venir se défendre ici. C'est à moi de le défendre, parce que je le connais peut-être mieux que quiconque, en cette Chambre. C'est mon devoir, en tant que gérant d'une caisse populaire, de prendre la défense du gérant de la Fédération des caisses populaires et, si on m'empêche de le défendre ici, je le défendrai en dehors de la Chambre s'il le faut, parce qu'on l'a attaqué injustement. Peut-on faire intervenir dans ce débat un homme qui connaît mieux M. Vaillancourt que le notaire Poirier? C'est lui qui a demandé au bureau de direction de voter un salaire à M. Vaillancourt. J'ai ici 100 déclarations de M. Poirier en faveur de M. Vaillancourt.

Et il lit un autre article paru en février 1943 dans la revue *Desjardins*<sup>8</sup>. C'est encore un éloge de M. Vaillancourt par M. Poirier. Il cite également un article du *Devoir* à l'éloge de M. Vaillancourt.

L'œuvre des caisses, continuée par M. Vaillancourt et M. Poirier, s'est répandue partout. La Caisse populaire de Lévis a un actif de \$2,500,000 après 43 ans. Sir Lomer Gouin disait à son fondateur, M. Desjardins: "Vous avez donné à nos compatriotes leur indépendance économique." C'est ce que nous voulons. Nos 800 caisses administrent aujourd'hui plus de \$70,000,000.

Nous avons en l'honorable Cyrille Vaillancourt, le digne successeur du commandeur Desjardins. Il rend également de grands services aux Canadiens français; il a été choisi comme conseiller de M. Donald Gordon, président de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre. On se plaint que les nôtres ne font pas partie des commissions fédérales. M. Vaillancourt a fait un voyage à Hot Springs, en Virginie, comme représentant du Canada à une conférence internationale...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Saint-Maurice va trop loin. M. Gordon est l'un de ceux qui violent l'autonomie des provinces. Et puis, je me demande quel rapport il peut y avoir entre le projet de loi et le voyage que M. Vaillancourt a fait à Hot Springs aux frais des bureaucrates d'Ottawa. Tous les officiers des caisses travaillent gratuitement, par pur dévouement. Le moins qu'on puisse demander à un homme qui est payé \$8,000 par année, c'est qu'il donne son temps à l'institution qui l'emploie et qu'il n'aille pas ici et là faire des discours pour mettre la province de Québec sous la dépendance de ces bureaucrates<sup>9</sup>.

**M. Beulac (Saint-Maurice):** M. Vaillancourt a été prêté au gouvernement par les caisses populaires. Et pour conserver sa liberté vis-à-vis le gouvernement du Canada à Ottawa, il ne se fait même pas payer ses dépenses de voyage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, mais, comme conseiller législatif, il retire \$300 par année pour voyager entre chez lui et le parlement, et il reste à deux pas d'ici.

**M. Beulac (Saint-Maurice):** La réputation de M. Vaillancourt est reconnue partout. Il nous a rendu d'immenses services et il nous a bien représentés à Hot Springs et à Atlantic City.

**Une voix à gauche:** Est-ce qu'il y a des colons par là?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de colons à Hot Springs. Il me semble que le temps de la Chambre coûte trop cher pour continuer encore bien longtemps à faire l'éloge de M. Cyrille Vaillancourt. Mais, encore une fois, si l'on veut continuer comme cela en dehors de la question et faire un débat sur M. Gordon et M. Vaillancourt, j'avertis le gouvernement que l'opposition va le suivre et que le débat va se faire à deux. Nous sommes prêts. Elle va faire le procès de M. Vaillancourt. Il ne s'agit pas de défier M. Vaillancourt.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement ne demande pas mieux que de hâter le travail de la Chambre; nous sommes impatients d'abréger les débats. Mais les membres de l'opposition sont sortis de la question. Ils ont attaqué un homme qui les vaut tous ensemble. D'ailleurs, le chef de l'opposition pourrait difficilement soulever un débat à propos de M. Vaillancourt, après ce que la Chambre vient d'apprendre.

Mais le chef de l'opposition est bien mal venu de se plaindre de l'intervention du député de Saint-Maurice (M. Beulac) et de l'interrompre, car ceux qui sont sortis des cadres du bill en discussion, ce sont les membres de l'opposition, lorsqu'ils ont violemment attaqué un absent qui les vaut tous ensemble.

Je ne crois pas que M. Vaillancourt ait de supérieur, dans la province, quant au dévouement à la chose publique. Je ne suis pas ici pour faire son éloge, mais le chef de l'opposition aurait mauvaise grâce de refuser à un député le droit de le défendre,

quand lui-même et ses députés l'ont attaqué. Un député défend donc cet absent et il avait parfaitement le droit de mettre les choses au point. Et pendant le discours du député de Saint-Maurice (M. Beulac), le chef de l'opposition s'est levé quatre fois pour attaquer encore M. Vaillancourt. Le chef de l'opposition parle toujours de M. Vaillancourt. Le gouvernement, lui, est prêt à demeurer dans les cadres du bill en discussion.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il est bien regrettable que l'on souligne les divergences d'opinions qui peuvent exister entre les têtes dirigeantes des caisses populaires, car tout le monde ici est en faveur des caisses populaires. Il me semble que ce serait à l'encontre du sentiment unanime de la Chambre que d'exposer des querelles qui sont de nature à nuire au mouvement.

Ce qu'on peut dire ici de M. Vaillancourt, de M. Poirier ou de M. Guérin ne nuira en rien à la réputation de ces trois hommes également dignes de confiance, mais, avec ces attaques et ces personnalités, on va nuire à la réputation des caisses populaires et on va diminuer la confiance qu'a le public dans ces institutions. Il faudrait donc éviter de recommencer une discussion sur leurs dirigeants, car c'est nuire à l'institution qui nous est très chère. Les dirigeants des caisses populaires sont tous d'excellents hommes, qui ont beaucoup fait pour ce mouvement dans notre province et nous devons tous le reconnaître.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a l'audace de parler de la longueur des débats, alors que c'est lui-même qui a amené dans la discussion, la semaine dernière, le nom de M. Vaillancourt. S'il en est un qui s'est écarté du sujet, pendant la discussion de ce projet de loi la semaine dernière, c'est bien le premier ministre qui a parlé des milliards dépensés pour la guerre. Et en plus de cela, le premier ministre lui-même, à propos de chaque projet de loi, trouve le moyen de parler de la guerre et des munitions...

**M. le président (M. Caron, Hull):** À l'ordre! En vertu des articles 315 et 321 du Règlement, un député n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis quand?

**M. le président:** Cela a été décidé l'année dernière.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En comité plénier, on peut parler plusieurs fois sur le même sujet. Non seulement j'ai le droit de parler deux fois, mais j'ai le droit de parler aussi souvent que je le désire, et cela, en vertu des règlements.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis que je suis député, je n'ai encore vu personne avoir l'audace de prétendre qu'un député n'a pas le droit de parler plus d'une fois sur un point d'ordre. Alors, je n'ai pas le droit de répondre au premier ministre?

**M. le président** maintient sa décision.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les règlements qui s'appliquent aux députés ne s'appliquent pas à celui qui parle (le chef de l'opposition).

**M. le président:** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler. Je maintiens ma décision de faire respecter la loi et je demande au député de Trois-Rivières de reprendre son siège.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste de nouveau, crie au bâillon.

Il cite alors l'article 346 des règlements, page 115, article qui se lit comme suit: "En comité plénier, un député peut prendre la parole sur le même point aussi souvent qu'il lui plaît, à condition de ne pas parler plus d'une heure sur un même article, un même paragraphe, une même motion ou une même question d'ordre ou de règlement.

La restriction ci-dessus ne s'applique pas cependant au premier ministre, au député qui occupe dans la Chambre le poste reconnu de chef de l'opposition, ou au député au nom de qui l'affaire à l'étude est inscrite au *Feuilleton*."

**M. le président:** À l'ordre encore une fois. J'ai rendu ma décision.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle de votre décision à la Chambre.

Les délibérations du comité sont suspendues.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport à la Chambre d'une décision qu'il a rendue et dont on a appelé à la Chambre, cette décision étant ainsi conçue: Sur un point d'ordre soulevé par l'honorable chef de l'opposition, j'ai décidé, en me basant sur les règlements 315 et 321, qu'on ne peut pas parler deux fois sur un point d'ordre, et ceci est appuyé par 325.

**M. l'Orateur:** Il appartient à la Chambre de se prononcer. La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?

La question: "La décision du président sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Comeau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Rajotte, Robidoux, 40.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue et le comité reprend ses délibérations.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** Je ne veux attaquer personne, mais j'ai voulu faire l'éloge de M. Vaillancourt dont la nomination à la tête des caisses populaires a été ratifiée par un grand nombre de personnalités dans cette province.

De plus, le bill 5 est approuvé non seulement par M. Vaillancourt, mais aussi par M. Abel Marion, président de l'Union catholique des cultivateurs, par M. Samuel Audet, par Robert Pelletier et par plusieurs membres du clergé, dont Mgr Auguste Boulet, président des sociétés diocésaines de colonisation, et par plusieurs autres missionnaires colonisateurs.



**M. Lorrain (Papineau):** Ça fait deux heures que le député de Saint-Maurice fait du bruit autour de M. Vaillancourt. En fait, l'écho est le produit d'un grand vide. Le député est un grand bébé et l'opposition a été énorme de patience en écoutant les éloges prononcés par ce dernier. Celui qui a amené le nom de M. Vaillancourt dans le débat en cette Chambre la semaine dernière, c'est le premier ministre lui-même. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) voulait savoir, la semaine dernière, si les caisses populaires avaient été consultées et si les officiers des caisses approuvaient la présente loi. Le premier ministre a répondu que oui et que seul le gérant général des caisses populaires avait donné son appréciation avant de préparer son projet de loi. Il a ajouté qu'il avait l'approbation de M. Cyrille Vaillancourt, qu'il était le continuateur de l'œuvre de M. Desjardins.

C'est pour répondre à cette affirmation que j'ai signalé que M. Vaillancourt était une créature politique du gouvernement et qu'il faisait son œuvre. Puisque le gouvernement prend M. Vaillancourt comme autorité et comme conseiller, nous avons le droit de discuter le cas de ce monsieur, pour voir jusqu'à quel point son opinion est désintéressée. J'ai dit que loin d'être le continuateur de l'œuvre du commandeur Desjardins, qui donnait son temps pour rien aux caisses populaires comme tous les autres officiers, M. Vaillancourt, lui, il le vend et il le vend très cher, puisqu'il recevait \$8,000 par année.

Si le député de Saint-Maurice est offusqué de ce que le nom de M. Vaillancourt ait été amené dans le débat, qu'il en blâme le seul responsable, le premier ministre. Si M. Vaillancourt est offusqué, qu'il blâme son ami le premier ministre. D'ailleurs, nous ne l'attaquons pas.

M. Vaillancourt peut avoir de grandes qualités. Je ne l'ai pas attaqué, j'ai simplement dit qu'il était payé. Que M. Poirier ait reçu un salaire alors qu'il dirigeait l'Office du crédit agricole, cela se conçoit. C'est lui qui a créé cet organisme qui, en trois ans, a prêté \$35,000,000 aux cultivateurs. Le président actuel retire \$8,000 par année depuis cinq ans alors que l'Office, sous le gouvernement actuel, n'a prêté que \$15,000,000 aux cultivateurs.

M. Vaillancourt est aussi directeur d'une quinzaine de compagnies. Ce sont là des faits que le public a le droit de connaître. Il est l'ami intime, le conseiller du premier ministre. Nous prétendons de plus que M. Vaillancourt est un organisateur libéral. Est-ce l'attaquer que de dire cela? Ce conseiller législatif est un rouge à Ottawa et un rouge à Québec. C'est donc un chef rouge et un organisateur

politique. C'est nuire aux caisses populaires, que de maintenir à leur tête un homme qui sert à accomplir les hautes œuvres du premier ministre au sein de cette organisation. On veut forcer les caisses à prêter aux colons.

Le député de Saint-Maurice (M. Beaulac) a oublié de dire que cette loi n'aidera pas les caisses populaires. Il n'y a pas une banque, pas un homme d'affaires sérieux qui consentirait à prêter de l'argent aux colons qui ne possèdent rien, dans les conditions que stipule le projet de loi Godbout. Les banques ne prendraient jamais les risques que l'on veut faire courir aux caisses populaires. La nouvelle loi du régime Godbout est une loi de camouflage à la veille des élections, qui n'aide ni les colons ni les caisses populaires et dont les libéraux prendront prétexte pour des discours creux mais ronflants.

**M. Labbé (Mégantic):** Le député de Saint-Maurice (M. Beaulac) a parlé de M. Cyrille Vaillancourt durant une heure, mais il a oublié de dire que cette loi, le bill 5, approuvé par M. Vaillancourt, ne remplira pas son but. Le projet de loi n'arrivera pas à son but. Les caisses populaires sont administrées avec prudence et sagesse, et j'ai la ferme conviction qu'elles ne prêteront pas à des colons qui n'ont pas de garanties à offrir. Quant à ceux qui ont des garanties, ils peuvent emprunter ailleurs.

Quant à M. Vaillancourt, c'est un organisateur libéral d'élection et j'en sais quelque chose. La Coopérative des producteurs de sucre d'érable a son bureau principal et son entrepôt à Plessisville, dans mon comté. Le gérant général de cette coopérative est l'honorable Cyrille Vaillancourt. Et je puis affirmer que M. Vaillancourt n'a pas perdu une occasion de faire de la petite politique rouge...

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je soulève un point d'ordre. En vertu de l'article 285 du Règlement, un député n'a pas le droit de faire des attaques directement ou indirectement contre aucun membre de l'une ou l'autre Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Mégantic n'attaque pas M. Vaillancourt comme honorable conseiller législatif, mais comme simple citoyen et titulaire d'autres fonctions, dont celle de gérant général de la Coopérative des producteurs de sucre d'érable. Nous avons le droit de critiquer sa conduite comme assistant de M. Blair Gordon. M. le Président (M. Potvin, Roberval), le Conseil législatif, après tout, ce n'est pas l'Arche d'alliance où ceux qui

y siègent deviennent des intouchables. M. Vaillancourt est un parasite, un fanatique et un organisateur libéral. Ce n'est pas parce que Cyrille Vaillancourt a été casé au Conseil législatif que nous n'aurons plus le droit de critiquer ses actes.

Le député de Saint-Maurice lui a presque cassé l'encensoir sur le nez et nous n'aurions pas le droit de répondre? Il a fait son éloge pendant une heure et quart, et nous n'aurions pas le droit de répondre? Le député de Mégantic parle actuellement de Cyrille Vaillancourt, gérant d'une coopérative de sucre d'érable, une industrie établie dans son comté. Le député de Mégantic a parfaitement le droit de le critiquer comme gérant des producteurs de sucre d'érable. Est-ce la même personne que M. Vaillancourt, conseiller législatif? On ne le sait pas.

Le premier ministre avait bel et bien promis d'abolir le Conseil législatif et, au lieu de cela, il a nommé au Conseil M. Vaillancourt. Le gouvernement vient de faire son éloge et nous n'aurions pas le droit de répondre? C'est là une position ridicule.

M. Vaillancourt est un petit politicien, un cabaleur politique. Ce n'est pas de notre faute si Cyrille Vaillancourt a 25 positions. La coopérative de sucre d'érable reçoit des octrois du gouvernement... Mardi dernier, nous étions prêts à voter sur cette loi quand le député de Saint-Maurice (M. Beaulac) s'est levé...

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)<sup>10</sup>:** M. le président, je me lève sur une question de privilège. Nous sommes revenus à la période malheureuse de 1936 à 1939.

Le chef de l'opposition est en train de répéter les scènes disgracieuses dont nous avons été témoins en Chambre sous le règne de l'Union nationale, quand il disait que la Chambre était le salon de la race; c'est plutôt le salon de la crasse. Ça fait assez longtemps que vous abrutissez la Chambre, on va revenir au bon sens...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce une question de privilège? Est-ce que le ministre parle sur le point d'ordre?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je me lève et je parle sur une question de privilège. Vous ne me ferez pas asseoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre et le député de Saint-Hyacinthe va s'asseoir.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous en avez fait asseoir d'autres, mais, moi, vous ne me ferez pas asseoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre et le député de Saint-Hyacinthe n'a qu'à s'asseoir.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député de Trois-Rivières a peut-être fait asseoir quelqu'un ici dans le passé, mais il ne fera pas asseoir le député de Saint-Hyacinthe. Personne ne me fera asseoir. Il y a des gens qui discutent comme discute le chef de l'opposition, comme des gamins sur les coins de rues. J'ai le droit de parler à n'importe quel moment sur une question de privilège.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe n'a pas le droit, quand un point d'ordre est soulevé, de se lever sur une question de privilège. D'ailleurs, il n'existe pas de questions de privilège, en vertu de l'article 324 du Règlement de la Chambre, lorsque nous sommes en comité plénier et je demande au président de faire asseoir le député de Saint-Hyacinthe.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Personne ici, en cette Chambre, ne me fera asseoir. Il y a assez longtemps qu'on se fait abrutir par le chef de l'opposition, qui parle trop souvent pour ne rien dire. J'ai parlé tout à l'heure du salon de la "crasse", au temps de l'Union nationale. Je me suis levé sur une question de privilège.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'a pas le droit. J'ai soulevé un point d'ordre, M. le président, et je demande de nouveau au député de Saint-Hyacinthe de s'asseoir. Je vous demande de faire respecter les règlements de la Chambre, M. le Président, et c'est là votre devoir.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça fait assez longtemps qu'on se laisse abrutir par vous en cette Chambre. Je ne m'assoierai pas...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, il vous défie. J'ai soulevé un point d'ordre et je vais citer l'article des règlements, mais, en attendant, le ministre doit reprendre son siège.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis deboutte (sic) et ce n'est pas vous qui va me faire asseoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, je vous demande de faire asseoir le député, en vertu de l'article 66 des règlements de cette Chambre. Cet article se lit comme suit: "Tout député qui a la parole doit reprendre son siège quand un autre député demande la parole pour signaler une violation de l'ordre ou du Règlement."

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a personne qui va me faire asseoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande de faire asseoir le ministre pendant que j'expose le point d'ordre que j'ai soulevé. Le ministre dit qu'il se lève sur une question de privilège. Or, il ne peut le faire en vertu de l'article 324: "Nulle question de privilège et nulle motion relative à une affaire ne peuvent être prises en considération par le comité plénier."

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On va régler la question. Je prendrai mon siège quand on m'aura prouvé que je n'ai pas le droit de soulever une question de privilège. Jamais les privilèges de cette Chambre n'ont été aussi violés comme ils le sont présentement. Je ne débarrasserai pas la Chambre, comme l'a dit le chef de l'opposition. J'aime cela ici et je vais rester dans cette Chambre pour quelque temps encore<sup>11</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyez le beau spectacle. Je soulève un point d'ordre. M. le président, rappelez donc à l'ordre le député de Saint-Hyacinthe. Faites le prendre son siège. J'ai soulevé un point d'ordre et c'est moi qui ai la parole.

**M. le président (M. Potvin):** Que les députés de Trois-Rivières et de Saint-Hyacinthe prennent leur siège. Le député de Saint-Hyacinthe avait la parole avant le député de Trois-Rivières et je demande donc au député de Trois-Rivières d'écouter le député de Saint-Hyacinthe avant de soulever un point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reprend son siège.

**M. Labbé (Mégantic) et M. Caron (Maisonneuve)** soulèvent un point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** soulèvent à leur tour un point d'ordre.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En vertu de l'article 198 des règlements de la Chambre, sauf les cas prévus à l'article 154, une motion concernant quelque privilège de la Chambre ou d'un député peut toujours, excepté au cours d'un vote, être faite si elle se rapporte à une violation de privilège...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article ne s'applique pas au cas présent.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis deboutte (sic) et j'y reste. Je demande que le matamore de Trois-Rivières respecte les règlements de la Chambre comme les autres, et il ne me fera pas asseoir.

**Des députés de l'opposition** se lèvent et protestent.

**M. le président (M. Potvin)** réclame le silence.

**M. Gagnon (Matane):** M. le président, je soulève un point d'ordre et proteste contre l'emploi du mot "matamore". Je demande de faire retirer la parole que le député de Saint-Hyacinthe vient de prononcer.

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Gagnon (Matane):** Non, non. Nous allons toujours voir si nous allons avoir justice en cette Chambre.

**M. le président:** Que le député de Saint-Hyacinthe retire le mot "matamore" contre le chef de l'opposition.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je retire le mot "matamore".

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'assoit.

**M. Gagnon (Matane)** se lève.

**M. le président** demande au député de Matane de reprendre son siège, afin que le député de Saint-Hyacinthe dise ce qu'il a à dire.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je me suis levé, M. le président, pour invoquer les privilèges des députés qui ne sont pas respectés par le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition

refusa à trois reprises différentes de se rendre à la demande du président de respecter les règlements de la Chambre. J'exige que le président du comité fasse respecter les règlements. Nous avons le droit, nous les députés de l'Assemblée législative, d'obliger le chef de l'opposition à respecter l'ordre et le décorum en cette Chambre. S'il ne veut pas, je demande que la Chambre prenne les dispositions nécessaires pour faire respecter les décisions du président, car il y a des moyens à prendre pour forcer un député à suivre ses ordres.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** explique le point d'ordre qu'il a soulevé. Le ministre de la Voirie s'est moqué de la décision en disant que personne ne le ferait asseoir. Il nous donne en ce moment un spectacle que je n'ose qualifier. Je n'ai jamais vu dans cette Chambre une scène aussi disgracieuse: un ministre qui refuse de reprendre son siège quand un député soulève un point d'ordre. C'est là une exigence de politesse élémentaire et d'un article du Règlement, pour la bonne raison que deux députés ne peuvent parler en même temps. Quand un parle, l'autre doit reprendre son siège.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je reste debout!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je parle sur le point d'ordre du député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain). Il prétend que le député de Mégantic (M. Labbé) n'a pas le droit de dire que Cyrille Vaillancourt fait de la politique, et cela, sous le prétexte que Cyrille Vaillancourt est conseiller législatif. Le député de Mégantic a le droit de discuter des affaires de M. Vaillancourt, dire qu'il retire un salaire de la société des producteurs de sucre.

Il est question de ses fonctions commerciales, de l'homme d'affaires, du citoyen et non de ses fonctions de conseiller législatif. Dans ce cas, nous n'aurions jamais le droit de dire quelque chose d'un conseiller législatif. Nous disons que M. Vaillancourt retire quatre salaires et nous avons le droit de le dire. Nous disons qu'il fait de la politique, et c'est vrai.

Le député de Mégantic a voulu relater un incident qui s'est produit à Plessisville, dans une élection partielle. Ce n'est pas parce qu'un homme siège au Conseil législatif qu'on ne pourra plus discuter ses actes.

**Un député:** Si nous n'avons pas le droit de parler, c'est aussi bien de fermer le Parlement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous disons que M. Vaillancourt fait de la politique libérale. Le gouvernement ne nie pas le fait. Mais il prétend qu'en disant cela nous attaquons M. Vaillancourt. Si c'est là une attaque de dire de quelqu'un qu'il fait de la politique libérale, l'insulte vient du gouvernement, non de nous.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande qu'on rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Il est maintenant lancé dans un grand discours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe vient de nous donner le spectacle d'une scène disgracieuse...

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À l'ordre!

**M. le président:** Je suis prêt à rendre ma décision sur le point d'ordre du député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain). (Applaudissements)

**M. Gagnon (Matane)** veut parler sur le point d'ordre.

**M. le président:** Je n'ai pas besoin d'autres éclaircissements pour rendre ma décision.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le Président, vous allez lire les articles sur lesquels vous vous basez.

**M. le président:** Je n'ai pas d'ordre à recevoir.

**M. Gagnon (Matane):** M. le président, vous allez respecter les règlements, autrement cela ne se passera pas comme cela. Il y a toujours des limites. L'opposition a le droit de parler sur le point d'ordre jusqu'à demain si elle le désire.

**M. le président:** Eh bien, je vais lire les articles du Règlement. Et puis c'est moi qui suis investi de l'autorité sur la conduite des délibérations et je suis prêt à rendre ma décision. Le point d'ordre du député de Gaspé-Nord est à l'effet qu'un député n'a pas le droit d'attaquer directement ou indirectement aucun membre de l'une ou l'autre Chambre. En vertu de l'article 285, paragraphes 19 et 21, il est défendu d'attaquer un membre de l'une ou l'autre Chambre, et le député de Mégantic (M. Labbé) a attaqué l'honorable M. Vaillancourt.

Par conséquent, les paroles du député de Mégantic contre M. Vaillancourt constituent une attaque directe. Je maintiens donc le point d'ordre du député de Gaspé-Nord qui est bien fondé et je rappelle le député de Mégantic à l'ordre.

**M. Labbé (Mégantic):** Je continuerai donc à parler du gérant de la Coopérative des producteurs de sucre d'érable, dont l'établissement est à Plessisville dans le comté de Mégantic, et je ne parlerai plus de Cyrille Vaillancourt.

**M. le président:** Je rappelle le député à l'ordre. On ne peut faire indirectement ce qui est défendu directement.

**M. Labbé (Mégantic):** Très bien. Pour me conformer à votre décision, je parlerai simplement, j'ai le droit, d'une industrie du comté de Mégantic. C'est étonnant comme les députés libéraux soulèvent des points d'ordre chaque fois que je me lève pour parler en cette Chambre. Évidemment, les ministériels ont encore sur le cœur l'élection partielle de Mégantic, où ils ont connu une défaite retentissante.

Je voulais dire que, dans cette élection, le gérant local de la Coopérative des producteurs de sucre d'érable avait laissé des camions de la Coopérative à la disposition des voteurs rouges. Il n'a jamais perdu l'occasion de faire de la petite politique rouge.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je soulève un autre point d'ordre. L'honorable député s'écarte du bill; il n'a pas le droit de parler d'une chose qui ne concerne ni le projet, ni le conseiller législatif qu'il a voulu mêler à cette affaire. On n'a pas le droit d'attaquer le membre de l'une ou de l'autre Chambre. Je demande que le député de Mégantic revienne à la question.

**M. le président:** Je demande au député de Mégantic de s'en tenir à ma décision.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Contrairement à ce que disait le député de Saint-Hyacinthe, M. le Président, et voici les règlements, il n'avait pas le droit de soulever une question de privilège quand la Chambre est en comité car, en vertu de l'article 324, nulle question de privilège et nulle motion relative à une affaire de privilège ne peuvent être prises en considération par un comité plénier. Cependant, le député de Mégantic est parfaitement dans l'ordre, car

la loi que nous étudions actuellement concerne les syndicats coopératifs et nous n'aurions pas le droit de parler de celle de Plessisville!

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais en fin de compte, nous devrions avoir le droit de répondre aux digressions du gouvernement. Je siège en cette Chambre depuis 17 ans et jamais, comme cet après-midi, je n'ai vu de telles tentatives pour bâillonner l'opposition. C'est de l'hitlérisme. Le député de Mégantic a le droit de dire ce qu'il dit.

**M. le président** maintient le point d'ordre.

**M. Caron (Hull):** Le point d'ordre du député de Gaspé-Nord a été mal compris. Le député de Mégantic s'est éloigné du sujet; au lieu de parler de coopératives, il a soulevé la question des élections partielles.

**M. Labbé (Mégantic):** Pour me conformer à cette nouvelle décision, je parlerai seulement de coopération. Je dois en avoir le droit, puisque M. Vaillancourt est un chef de coopératives. Alors je dis que l'élection partielle dans mon comté, en 1940, s'est faite en coopérative: il y avait là 45 députés libéraux qui sont venus me faire la lutte dans Mégantic et ils ont eu alors un bien gros succès.

Je suis un admirateur des caisses populaires, mais je ne crois pas que le présent bill atteigne son but à aider les colons et les caisses.

**M. Allard (Abitibi):** Au risque de prolonger le débat, je veux exprimer l'opinion de mon comté, celui de l'Abitibi, le plus beau de la province et le plus intéressé à la présente loi, puisque c'est le comté de colonisation par excellence et qu'il compte une population de 70,000, dont 30,000 à 35,000 appartiennent à des familles de colons. Je ne voudrais pas que mon silence fût interprété comme un manque de confiance dans le projet de loi.

M. le président, je m'occupe depuis longtemps de colonisation dans l'Abitibi, qui est une œuvre primordiale à la base de notre développement agricole. Elle est essentielle pour que les colons deviennent des cultivateurs. Les colons ont besoin d'assistance et ils ne peuvent compter uniquement sur le gouvernement. Le seul moyen de les aider efficacement, c'est de leur assurer un prêt à court terme. Reste à savoir quelle est la façon la plus efficace de procéder.

Dans l'Abitibi tout particulièrement, il ne faut pas songer aux banques. Elles sont généralement trop éloignées des colonies et elles ne sont pas intéressées dans les prêts à court terme, qui nécessitent par surcroît un coût élevé de surveillance. Il convient donc que ce soient les caisses populaires qui viennent en aide aux colons de préférence aux banques, vu qu'il s'agit de petits prêts. Car même si le gouvernement garantissait les prêts aux banques, la situation serait à peu près la même et on ne manquerait pas de crier à l'ingérence politique. Il est également préférable que ce ne soit pas le gouvernement qui consente ces prêts, car l'influence politique et le favoritisme pourraient se mettre de la partie.

Quant au prêt agricole, il n'est guère applicable dans le cas du colon car le crédit agricole ne peut se substituer aux caisses populaires à cause de l'absence de garanties hypothécaires. De plus, certains colons pourraient rester sous l'impression que le gouvernement leur fait un cadeau alors qu'ils ne lui doivent rien. Reste le moyen préconisé par le gouvernement, soit la création d'un crédit pour les colons, et qui, d'après moi, est le meilleur remède à leurs problèmes et le plus efficace pour les aider à cause des facilités et du bas taux d'intérêt assuré par la remise de 4 % sur 6 % que chargeront les caisses. Le gouvernement peut être assuré de l'approbation de tous les colons de l'Abitibi et de tous ceux qui, en Abitibi, s'occupent de colonisation.

(Applaudissements à droite)

La loi n'est probablement pas parfaite et le premier ministre est le premier à l'admettre, mais c'est un bon pas dans la bonne voie, une expérience qui vaut la peine d'être tentée. Ce projet a l'approbation de tous les colons de l'Abitibi, car il contribuera à populariser et à développer, chez le colon et l'agriculteur, le goût et la mentalité du système coopératif qui deviendra en honneur dans nos colonies et dans toutes nos paroisses agricoles. À mon point de vue, le système a un véritable caractère patriotique, car cette loi est un bon moyen pour les colons de leur faire prendre le contrôle de la productivité de leur propre argent dans les colonies.

On a cité les opinions de MM. Vaillancourt, Poirier et Guérin. Je regrette qu'elles soient divergentes, ainsi que la tentative de l'opposition de diviser les dirigeants des caisses populaires sur le projet à l'étude. M. Samuel Audet, M. Paul Boutet et M. Edgar Pelletier<sup>12</sup>, et tous les officiers des caisses populaires, avec leur bon sens, approuvent le projet du gouvernement et considèrent qu'il ne menace nullement l'autonomie des caisses. 97 % des prêts consentis par les caisses populaires dans l'Abitibi

l'ont été sur la garantie morale des emprunteurs. Ceux que j'ai consultés disent que le projet aidera au progrès des caisses populaires et qu'il mérite un loyal essai. Ce sont des opinions qui ont leur valeur. Il est juste que nous nous basions sur des points de vue aussi sérieux et aussi respectables.

Puis il entreprend de répondre aux principales objections soulevées par le député de Dorchester (M. Bégin). Il avait commencé son argumentation...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la parole. En vertu de l'article 66, déclare-t-il, tout député qui a la parole doit reprendre son siège quand un autre député demande la parole pour signaler une violation de l'ordre ou du Règlement<sup>13</sup>. Mais, poursuit-il, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Je regrette d'interrompre le député, mais je remarque que lui, c'est un homme poli et bien éduqué qui respecte les règlements de la Chambre: il a repris son siège. Voici ce que je veux dire au gouvernement. Si le gouvernement veut hâter le travail de la session, l'opposition n'a pas d'objection à siéger après 6 heures. Il est six heures moins cinq. Je n'ai pas objection que le député de l'Abitibi poursuive son discours, s'il est sur le point de le terminer, mais je voudrais bien le savoir.

**Des voix** demandent au député d'Abitibi de demander l'ajournement du débat.

**M. Allard (Abitibi):** Si je savais que je peux convertir le chef de l'opposition en cinq minutes, je continuerais, mais je vais proposer l'ajournement du débat.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. *Le Canada* du 23 février 1944, à la page 3, nous apprend que l'honorable sénateur Léon Mercier Gouin, fils de Lomer Gouin, assiste à la séance de la Chambre.
2. Chiffre de *L'Action catholique* du 23 février 1944, à la page 8: \$38,000.
3. À un certain moment de la discussion en comité plénier sur le bill 5, le président du comité plénier change et M. Potvin (Roberval) remplace M. Caron (Hull) à la présidence. Nous indiquons ce moment en nommant le président Potvin, lors de sa première intervention rapportée par les journaux.
4. Selon *L'Action catholique* du 23 février 1944, à la page 3, il reprend le discours qu'il avait commencé la semaine précédente, le mardi 15 février 1944, et répond au député de Papineau (M. Lorrain).
5. "L'honorable Cyrille Vaillancourt", dans la *Revue Desjardins*, vol. IX, no 2, février 1943, p. 22-24.
6. *Le Soleil* du 23 février 1944, à la page 8, rapporte que le député de Saint-Maurice a cité des éloges de ce genre pendant 15 minutes, qui portaient tous la signature du notaire Poirier.
7. Toujours selon *L'Événement* du 23 février 1944, à la page 3, le député de Saint-Maurice déride la Chambre en scandant d'éclats de voix les éloges que contient l'article à l'adresse du gérant général de la Fédération des caisses populaires.
8. Après consultation de la *Revue Desjardins* de février 1943, nous avons pu constater qu'il n'y avait pas deux articles écrits par le notaire Poirier sur M. Vaillancourt. Il se pourrait que le député de Mégantic ait lu une autre partie de l'article qui précède, lequel fait plus de deux pages.
9. *La Patrie* du 23 février 1944, à la page 12, rapporte une tout autre intervention de Duplessis, qui correspond plutôt à la précédente venant du député de Saint-Maurice: "M. Vaillancourt veut assurer l'indépendance économique des nôtres, les Canadiens français. Il est aussi l'assistant de M. Gordon, de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, ses services ayant été reconnus."
10. Selon *Le Canada* du 23 février 1944, à la page 12, au moment où le député de Saint-Hyacinthe se lève, le chef de l'opposition avait soulevé une vingtaine de points d'ordre. *Le Soleil* du 23 février 1944, à la page 3, écrit qu'il a plu des points d'ordre tout l'après-midi.
11. Selon l'article de *La Patrie* du 23 février 1944, à la page 12, il semble qu'à ce moment-ci de la séance le chef de l'opposition, le député de Saint-Hyacinthe et le président sont tous trois debout, parlent en même temps, et qu'il n'y a rien à comprendre. Par ailleurs, le député de Saint-Hyacinthe fait allusion à une remarque faite par le chef de l'opposition lors de la séance du 9 février 1944, où il demandait si la rumeur de la nomination au Sénat du député de Saint-Hyacinthe était véridique et à quel moment il débarrasserait la Chambre de sa présence.
12. Dans son article, *Le Canada* du 23 février 1944, à la page 2, détaille les fonctions des trois personnes que le député de l'Abitibi a consultées et qui font autorité en matière de colonisation dans son comté. Le premier, M. Samuel Audet, est vice-président de l'Union catholique des cultivateurs et organisateur des caisses populaires en Abitibi, dont l'opinion, dit le journal ministériel, est certainement désintéressée puisqu'il était inspecteur de l'Office du crédit agricole sous l'Union nationale; M. Paul Boutet, du service de colonisation des chemins de fer nationaux; et M. Pelletier, propagandiste des caisses populaires en Abitibi.
13. Évidemment, le chef de l'opposition avait sur le cœur l'attitude de la droite, lors de sa passe d'armes avec le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), et voulait prouver que les règlements de la Chambre lui donnaient raison, commente le journaliste Calixte Dumas, dans *L'Action catholique* du 23 février 1944, à la page 13.





Séance du mercredi 23 février 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Tadoussac, ratification de résolution

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Plamondon), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation du village de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, et des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution de la corporation du village de Tadoussac, comté de Saguenay, et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, fixant les sommes payables comme taxe, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation du village de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, et des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution de la corporation du village de Tadoussac, comté de Saguenay, et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, fixant les sommes payables comme taxe, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited (M. Morin).

### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la

Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 114 constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec;

- bill 137 relatif aux successions de feu Jean Boucher et de feu Félicitée Tanguay.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que les préambules des bills 108 concernant une partie du lot no 11 et tout le lot no 12 du sixième rang sud dans le canton d'Amherst, dans le comté de Papineau, et 109 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King, n'ont pas été prouvés à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 118 modifiant la charte de la ville de Dolbeau;

- bill 127 concernant la ville de Saint-Joseph, comté de Drummond.

### Dépôt de documents:

#### Garderies d'enfants

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 2 février 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, et copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant aux endroits ou établissements situés dans le district de Montréal et communément appelés garderies d'enfants. (Document de la session no 38)

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec;
- bill 7 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies;
- bill 9 modifiant la loi de l'inspection des hôtels;
- bill 10 modifiant la loi du département des affaires municipales;
- bill 11 modifiant la loi des palais de justice et prisons.

### Questions et réponses:

#### Achats d'édifices pour l'administration de la province

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement, à combien se chiffre le total des dépenses payées ou payables par le gouvernement de la province relativement à l'achat, par le gouvernement de la province, d'immeubles, bâtisses ou édifices servant ou devant servir à l'administration de la province?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
En autant que le ministère de la Voirie est concerné: \$59,900.

#### Locations d'édifices pour l'administration de la province

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement: 1. Le gouvernement de la province a-t-il loué des immeubles?

Dans l'affirmative:

- a. Quel est le montant payé par le gouvernement de la province à ce sujet?
- b. Quel est le montant dû par le gouvernement de la province à ce sujet?

2. Le gouvernement de la province a-t-il loué des bureaux dans l'édifice Thémis, rue Saint-Jacques, à Montréal?

Dans l'affirmative:

- a. Quand?
- b. Combien?
- c. À quel prix?

3. Le gouvernement de la province a-t-il loué des immeubles dans la cité de Québec?

Dans l'affirmative:

- a. Quand?
- b. Combien?
- c. À quel prix?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
En autant que le ministère de la Voirie est concerné:

- 1. Oui.
- a. \$1,334.37;
- b. Rien.
- 2. Non.
- 3. Non.

#### Travaux publics destinés à combattre le chômage

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** Du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 25 octobre 1939, quelles sommes d'argent ont été dépensées, sous l'empire du régime de travaux publics pour remédier au chômage, pour construire:

- a. Des logements salubres pour l'ouvrier de cette province et sa famille?
- b. Des écuries?
- c. Des vacheries?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
a. Aucune;  
b. À Trois-Rivières: \$46,044.13;  
c. À Trois-Rivières: \$122,586.62.

**Les députés rient<sup>1</sup>.**

### Projets de loi:

#### Abrogation de la taxe de vente

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour que le bill 175 abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):**

Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ce bill. Le projet de loi du chef de l'opposition, en vertu de l'article 538 des règlements de la Chambre, devrait être rayé du *Feuilleton*, car il appartient exclusivement aux ministres de la couronne détenant un portefeuille de proposer un projet de loi du genre de celui que le chef de l'opposition entend soumettre à la considération des députés, soit la suppression d'un impôt. C'est une matière de finance où seuls les ministres ont autorité. Par conséquent, je demande à l'Orateur d'ordonner que le projet de loi du chef de l'opposition, qui est rendu en deuxième lecture, soit rayé du *Feuilleton* de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>2</sup>:** Mon projet de loi est sur l'ordre du jour depuis longtemps. Le point d'ordre, même s'il est valable, est soulevé trop tard. La Chambre ayant consenti à la première lecture du bill, elle a accepté par le fait même de l'étudier, sinon l'objection aurait dû être présentée à ce moment. À l'étape de la procédure où nous en sommes maintenant, tout député peut présenter un bill, pour abolir ou réduire n'importe quelle taxe existante, et être conforme aux règles.

Il cite à son tour des articles des règlements, à l'appui de sa prétention, et tout particulièrement une décision contraire, rendue par le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) lorsqu'il était Orateur de la Chambre, le 15 février 1934, quand l'honorable Louis-Alexandre Taschereau était premier ministre. Il s'agissait de deux projets de loi qu'il avait lui-même présentés pour faire abroger d'autres lois qui instituaient un fonds spécial pour l'assistance publique et pour abolir la taxe d'hôpital. Ces deux projets furent adoptés en première lecture et le député de Saint-Hyacinthe était d'avis que la Chambre seule avait le droit d'ordonner le retrait d'un bill ayant subi sa première lecture.

**M. l'Orateur:** Je réserve ma décision et la rendrai à une séance subséquente.

**Loi concernant l'École de laiterie  
et la Commission de pasteurisation**

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 abrogeant le chapitre 57, 7 George VI, concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi en question a été votée l'an dernier, en dépit des objections formulées par l'opposition et de ses tentatives pour la bloquer. Cette mesure est un moyen du gouvernement pour imposer les idées de l'honorable M. Bouchard à la population de son propre district. Elle est injuste pour la population de Saint-Hyacinthe. Justement, les gens de Saint-Hyacinthe ont dit ce qu'ils en pensaient lors des dernières élections municipales de l'été dernier, alors que le cartel du maire Bouchard, qui est ministre de la Voirie et parrain du projet de pasteurisation, fut battu. Pourquoi garder dans les Statuts une loi inutile? En conséquence, je demande le rappel de la loi, car cela suffit à le justifier.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

(Applaudissements à droite)

Je regrette que le député de Chicoutimi demeure aussi loin de Saint-Hyacinthe, qu'il ne connaisse pas la situation locale et les questions qui se débattent dans cette ville. Bien plus, le député de Chicoutimi aurait dû lire la loi, car il ne connaît pas même ce que contient le bill.

S'il l'avait lu, il se serait rendu compte qu'en vertu de la loi qu'il veut faire abroger, le conseil de ville ne peut mettre en vigueur un système de pasteurisation que par un règlement soumis à l'approbation des contribuables par voie de référendum. Or, ce référendum n'a pas encore été tenu et la loi n'a jamais été appliquée.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les élections constituent un référendum.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Pas du tout. La question de la pasteurisation et du contrôle du lait n'a pas été soumise véritablement à l'électorat de Saint-Hyacinthe par référendum, comme l'édicte la loi. L'élection a porté indirectement sur ce sujet, puisqu'elle n'a jamais été soumise au peuple.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il n'y a pas eu de référendum parce que le député de Saint-Hyacinthe était sûr qu'elle ne passerait pas.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Tous les référendums que j'ai soumis au peuple de Saint-Hyacinthe dans le passé depuis que je suis maire, soit depuis 27 ans, ont été votés sans en excepter un seul par les contribuables, et je suis convaincu que celui-là sera également approuvé lorsque les électeurs seront consultés.

J'admets que les échevins de mon cartel ont été battus, mais, quant à ceux qui ont été élus aux élections dont le député de Chicoutimi a parlé, je dirai qu'ils subissent une enquête en ce moment pour une affaire dans laquelle la ville de Saint-Hyacinthe a perdu \$20,000<sup>3</sup>, après six mois de règne, et elle en aurait perdu encore plus si le maire n'était pas intervenu.

Notre loi de pasteurisation est l'une des meilleures qui aient été inscrites dans les Statuts de la province. C'est une loi de progrès, qui s'adresse aux esprits progressifs. Il ne s'agit pas d'une institution médiévale, mais d'une découverte des temps modernes. Il ne faut pas toujours en rester aux mesures du Moyen Âge. Il faut un référendum pour mettre en vigueur la loi que l'on propose d'abroger. Eh bien, cette loi, nous allons la soumettre à la population par voie de référendum en temps et lieu et, quand elle sera soumise à la population de Saint-Hyacinthe, je suis convaincu qu'elle sera adoptée et que, comme toujours, nous aurons une majorité de 10 contre 1.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite le député de Chicoutimi d'avoir présenté cette loi. Le bill du député de Chicoutimi, dit-il, a pour but de mettre de côté cette loi de l'an dernier sur la pasteurisation qui constitue une mesure tyrannique, une loi hitlérienne, que l'on a voulu imposer à la population de Saint-Hyacinthe et qui n'avait pour but que de mettre le commerce du lait dans Saint-Hyacinthe sous la dictature du maire Bouchard. Le maire de Saint-Hyacinthe a voulu revenir aux temps anciens et il s'est fait mettre à la raison par le peuple. L'an dernier, nous avons dénoncé la loi et nous avons averti le ministre qu'elle lui occasionnerait une défaite. D'ailleurs, les électeurs de Saint-Hyacinthe se sont catégoriquement prononcés contre cette loi inique au cours de l'élection municipale de juillet dernier.

L'enjeu de l'élection était la municipalisation de la pasteurisation. Or, le maire Bouchard a été pesé par le peuple, pas au point vue physique, évidemment, mais au point de vue administratif, et il a été trouvé trop léger. Eh bien, les électeurs, l'été dernier, ont pasteurisé le ministre! Ce fut un écrasement! Le maire et ses partisans ont subi une cuisante défaite. Son projet a été répudié; ses anciens amis politiques, qui l'avaient porté aux nues pendant 25 ans, se sont ligüés contre lui et ont montré qu'ils ne voulaient pas d'une loi tyrannique comme celle qui a été adoptée l'an passé. Ses candidats ont tous été battus à "platte" couture. Pas même le tiers des votes! Le maire de Saint-Hyacinthe s'est fait peser.

(Murmures à droite)

C'est mieux pour lui maintenant de se sauver au Sénat. Le ministre de la Voirie quitte la politique active parce qu'il n'a plus la confiance de ses électeurs, et il abandonne un bateau qui est en train de couler. Il court se réfugier au Sénat.

Il rappelle l'entrevue donnée par le maire de Saint-Hyacinthe, au lendemain des élections échevinales, et la réponse d'un groupe d'échevins. Encore une fois, dit-il, ses amis ont décidé qu'ils en avaient assez de son autocratie. Et puis, de l'aveu même du député de Saint-Hyacinthe, dans une déclaration faite au lendemain des élections, les électeurs avaient été appelés à se prononcer sur la loi de pasteurisation.

Il ne se prononce pas personnellement contre la pasteurisation. Le député de Saint-Hyacinthe prétend qu'il s'agit d'une loi de pasteurisation. Or, ce n'est pas cela du tout. Il s'agissait moins de la pasteurisation que de la municipalisation de la pasteurisation.

Autrement dit, le député de Saint-Hyacinthe voulait faire le marchand de lait et contrôler ainsi tous les producteurs de lait de sa région; on voulait instituer la municipalité maskoutaine marchande de lait, sous la coupe du maire; on voulait faire du conseil de ville un marchand de lait. On voulait y établir un système d'esclavage. Les gens n'en veulent pas de la pasteurisation. C'est une loi de dictature à la Hitler.

Je vais lire la loi de l'an dernier. Il y est question d'hygiène et de santé publique. Le député de Saint-Hyacinthe a posé en grand purificateur, à Saint-Hyacinthe, avec sa loi de pasteurisation. Il a prétendu qu'il s'agissait de protéger la santé des habitants de Saint-Hyacinthe. Non seulement Saint-Hyacinthe n'a pas la pasteurisation du lait et n'en veut pas, mais une enquête devant le conseil nouvellement élu a démontré que l'eau vendue aux consommateurs était contaminée, impropre à la consommation et que la même eau servait à laver les machines de l'usine municipale d'électricité avant de passer dans les tuyaux de l'aqueduc pour la consommation humaine. Ceci a été établi par des rapports de médecins.

De plus, cette loi n'était pas alors urgente et ne l'est pas plus maintenant, puisque le gouvernement n'a pris aucune mesure pour la mettre en vigueur. Si la santé est en danger à Saint-Hyacinthe, ce n'est pas à cause du lait, mais à cause de l'eau de l'aqueduc municipal que l'on a déclarée non potable. Ainsi, pour protéger la santé de Saint-Hyacinthe, il importerait avant tout de purifier l'eau.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est faux. Je ne permettrai pas que l'on répande de pareilles calomnies contre Saint-Hyacinthe, la ville la mieux administrée de la province. Les déclarations du chef de l'opposition sont d'ailleurs contredites par les rapports de l'analyse de l'eau que nous recevons chaque semaine. Les renseignements fournis au chef de l'opposition par M. Lasonde, à son bureau cette semaine, sont faux.

**M. l'Orateur:** L'affaire de l'aqueduc est étrangère au débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), en présentant sa loi l'an passé, a déclaré que la santé de la population de Saint-Hyacinthe demandait que le lait soit pasteurisé. Et, après les élections, une enquête a été faite sur l'aqueduc; des rapports de médecins ont établi que l'eau de l'aqueduc était polluée et qu'elle n'était pas potable. Si la santé des citoyens de Saint-Hyacinthe a été mise en danger, ce n'est pas par le lait, mais par l'eau qui a servi à laver la machinerie de l'usine municipale d'électricité. Alors, le meilleur moyen de protéger la santé de la population de Saint-Hyacinthe réside dans l'assainissement de l'eau de l'aqueduc local.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est faux et je ne permettrai pas qu'on fasse de telles déclarations!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une enquête se fait sur l'eau.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'enquête n'a rien démontré de ce que le chef de l'opposition a dit, et elle n'est pas finie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prétends que l'eau...

**M. l'Orateur:** Je regrette d'avoir à rappeler le chef de l'opposition à l'ordre. Dans ce projet, il est question d'abroger une loi favorisant la pasteurisation du lait à Saint-Hyacinthe. Les députés doivent s'en tenir au bill. Le présent débat porte sur le lait et non sur l'aqueduc de Saint-Hyacinthe. Alors, tenons-nous-en au lait et oublions l'eau. Il faut, par conséquent, en revenir à la question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un bill pour assurer la santé des citoyens de Saint-

Hyacinthe et j'ai le droit de discuter l'état sanitaire de la ville. Et, comme il est question d'hygiène dans la loi, j'ai le droit de parler de l'eau. La population de Saint-Hyacinthe ne veut pas de cette loi tyrannique, injuste et par surcroît inutile.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À l'ordre, à l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'ordre?

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En tout cas, le bill dit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut conclure des échanges avec la municipalité pour assurer l'établissement de l'usine de pasteurisation. Rien n'a été fait et le gouvernement ne s'est pas prévalu de la loi, preuve qu'elle n'était pas urgente. Le gouvernement lui-même a trouvé que la loi était parfaitement inutile. Pour une fois, il a bien fait, car elle est un non-sens. Pour assurer une bonne santé à Saint-Hyacinthe, il faut abroger la loi et purifier l'eau. Le ministre de la Voirie n'a rien de mieux à faire, présentement, que d'assurer sa nomination au Sénat.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition représente la situation à Saint-Hyacinthe sous un jour absolument faux. Je ne veux pas soupçonner sa bonne foi, mais pour demander l'abrogation de cette loi, il faut qu'il n'en connaisse pas la teneur. Et on a bien tort de qualifier cette loi d'hitlérienne, puisqu'elle ne contient aucune disposition impérative.

La loi dit tout simplement que le gouvernement pourra passer des ententes avec la ville de Saint-Hyacinthe pour permettre la municipalisation de la pasteurisation et la vente du lait pur. Le chef de l'opposition a l'habitude de faire des assertions à la verge.

Ni le gouvernement ni la ville ne sont obligés de conclure une telle entente. Parce que les citoyens de Saint-Hyacinthe ne se sont pas encore prévalus de la loi ne signifie pas qu'on doive l'abroger. Un jour ou l'autre, ils voudront s'en servir pour établir leur usine de pasteurisation.

La loi est là, à leur disposition, mais ils ne sont pas obligés de s'en servir. Ils n'ont pas encore jugé bon de s'en prévaloir, mais elle leur permettra, quand ils le voudront, d'améliorer la qualité du lait. La population de cette ville s'en servira donc quand elle le voudra.

De fait, la question ne leur a pas été soumise, contrairement à ce qu'affirme l'opposition. La loi prévoit un référendum, et aucun référendum n'a été tenu. Il y a une bonne idée derrière la loi adoptée l'an passé. Nous avons passé une excellente loi, une des meilleures qui soient dans nos Statuts, une loi de coopération et de progrès, et la Législature n'a aucune raison de l'abroger. Elle a été votée à l'avantage des citoyens de Saint-Hyacinthe et je suis assuré que, lorsqu'elle leur sera soumise, elle recevra leur approbation et permettra à Saint-Hyacinthe non seulement de recevoir du lait de meilleure qualité, mais d'en faire la distribution d'une façon plus efficace et à un prix plus économique.

C'est le rôle du gouvernement de coopérer avec les municipalités au point de vue de l'hygiène et au point de vue économique. Ce qui coûte cher et qui augmente le coût du lait, ce sont les frais de distribution. Un peu partout la distribution est trop coûteuse parce qu'excessivement mal organisée. Le même laitier, à Québec par exemple, est obligé de parcourir toute la ville, de Saint-Malo à Sillery. Tous les laitiers doivent aller partout.

Quand sept ou huit livreurs de lait se font concurrence dans le même édifice à logements, qui paie pour cette distribution et cette perte de temps? Ce sont les consommateurs. Un système de zonage, tel que proposé, aurait pour effet de faire diminuer le coût de vente du lait, car la loi permettrait aux laitiers de Saint-Hyacinthe de se mieux partager le territoire et de diminuer leurs frais.

Cette loi n'impose aucune obligation. Tout ce que la loi de l'an dernier offre à la ville de Saint-Hyacinthe, c'est l'assistance du gouvernement pour distribuer du meilleur lait dans Saint-Hyacinthe et pour assurer à l'école de laiterie un approvisionnement plus élevé. Elle autorise donc tout simplement l'École de laiterie à s'entendre avec la municipalité de Saint-Hyacinthe sur la préparation du lait.

Par ailleurs, la loi permettra à l'École provinciale de laiterie de recevoir du lait en quantité plus considérable, de fabriquer des produits pour lesquels il y a une grande demande, aujourd'hui, et de faire des expériences pour la fabrication de produits nouveaux à l'avantage de toute la province, sous la direction des experts que le gouvernement a engagés et qui ont déjà à leur crédit des œuvres d'une importance économique considérable. C'est donc une excellente loi et elle doit rester dans les Statuts.

Le chef de l'opposition a parlé du ministre de la Voirie. Quand il aura fait pour sa province et pour

sa ville natale le dixième de ce que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a fait pour la province de Québec et pour Saint-Hyacinthe, il pourra s'en aller content de ce qu'il aura réalisé, dans un monde meilleur et quitter la vie publique avec la satisfaction d'avoir fait son devoir.

Le ministre de la Voirie a été en cette province un modèle d'homme public. C'est un homme qui a toujours eu le courage de ses idées et de ses opinions et qui a su appliquer, pour le plus grand bien de la province, ses théories d'administration et de la vie publique envers et contre tous. Il a accompli des œuvres.

Je ne connais pas l'avenir, mais, si mon estimé collègue devait un jour quitter la politique provinciale active, et j'espère que ce ne sera pas bientôt, car nous en avons besoin ici, il pourra se dire qu'il a courageusement et honnêtement servi sa province et ses compatriotes, dans un esprit de progrès dont nous avons tous profité. Pour son courage, ses principes et son intégrité, il devrait être fier de lui et la province reconnaissante.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce un éloge funèbre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il ne m'appartient pas de scruter les desseins de la Providence qui sont insondables. Mais le ministre de la Voirie est député depuis 25 ans et, si jamais il croit devoir quitter la vie politique, il pourra se dire qu'il a bien servi sa province, en ayant toujours eu le courage de mettre en application les principes d'administration qu'il a prêchés, c'est-à-dire avec clairvoyance, désintéressement et dévouement.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre pour demander au président de la Chambre de forcer le premier ministre à revenir à la loi discutée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si on a permis les digressions du chef de l'opposition, il m'est bien loisible d'y répondre en faisant l'éloge du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Cependant, je ne veux pas éterniser la question, car les œuvres du député de Saint-Hyacinthe sont bien connues et elles se passent de commentaires.

La loi adoptée l'an dernier est une bonne loi et elle permettra d'améliorer la situation à Saint-Hyacinthe, si on la met en pratique dans la cité maskoutaine.

**M. Talbot (Chicoutimi)** se dit surpris de cet éloge. Le premier ministre, dit-il, a tellement hâte de se débarrasser du ministre de la Voirie qu'avant même qu'il soit parti, il fait son éloge funèbre. Tout le monde connaît les relations qui existent entre le premier ministre et le ministre de la Voirie.

L'opinion populaire s'est prononcée contre la loi Bouchard. Le ministre de la Voirie a déclaré que sa loi était une législation avancée et bienfaisante, qu'elle n'était pas une loi médiévale. Eh bien, le Moyen Âge est une période d'histoire qui a été une époque de lumière. On a maintes fois parlé de la Grande Clarté du Moyen Âge, et seuls les esprits étroits disent que ce fut une époque d'obscurantisme et rétrograde.

Le ministre ne connaît pas sa loi et les électeurs de Saint-Hyacinthe ont bien fait de se débarrasser, par leur vote de juillet dernier, d'une législation imposée par le maire de leur ville. Au sujet du référendum dont a parlé le premier ministre, il ne s'applique pas à la ville de Saint-Hyacinthe, mais aux municipalités environnantes qui voudraient se prévaloir de la loi. La loi n'oblige donc pas la ville de Saint-Hyacinthe à faire un référendum.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le député de Trois-Rivières qui a dit cela au député de Chicoutimi. Que mon honorable ami prenne garde contre de tels procédés et qu'il lise la loi. Le député de Trois-Rivières est un homme dangereux. Le référendum s'applique à Saint-Hyacinthe, affirme-t-il, et il mentionne l'article 20.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il peut y avoir un référendum, mais l'article 20 ne concerne que les emprunts faits pour l'application de la loi.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pour établir un système de pasteurisation et de vente, c'est cela.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La loi passée par le ministre de la Voirie n'imposait rien aux contribuables de Saint-Hyacinthe, mais elle les laisse entièrement libres ou non de se conformer à la pasteurisation. C'est à eux qu'il appartient de décider ce qu'il leur semble bon.

**M. Talbot (Chicoutimi):** De toute façon, le gouvernement pensait imposer sa loi par le truchement du ministre de la Voirie, qui était en même temps maire de Saint-Hyacinthe. Mais le peuple de Saint-Hyacinthe s'est soustrait à la tutelle

du ministre en battant cinq de ses amis, aux élections l'été dernier. Citant une déclaration du député de Saint-Hyacinthe parue dans *Le Soleil* en juillet dernier, il dit que le ministre admettait alors lui-même que "la population n'était pas prête à accepter sa loi". Il demande donc que le bill 176 demandant l'abrogation de la loi concernant l'École de laiterie de la province de Québec et la Commission de pasteurisation et de contrôle du lait de Saint-Hyacinthe soit adopté en deuxième lecture.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Perrier, Potvin, Renault, Robidoux, 44.

Ainsi, la motion est rejetée.

## Demandes de documents:

### Commission des liqueurs

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1944 inclusivement, et concernant la Commission des liqueurs de Québec.

Il y a 22 ans, la Commission des liqueurs a été instituée dans le dessein de favoriser la tempérance dans la province. Mais ce n'est pas le gouvernement Taschereau qui a inventé le système de vente des liqueurs par une commission ou un organisme du gouvernement; il n'a fait que mettre en

marche dans notre province ce qui existait sous diverses formes en Russie et en Suède. Le système de vente des liqueurs par une commission du gouvernement pouvait être devenu nécessaire à l'époque. La création de la Commission des liqueurs était une amélioration sur ce qui existait, mais sous l'ancien système, le public avait de la meilleure qualité pour des prix beaucoup moindres.

Il n'en reste pas moins que son établissement a donné lieu à bien des injustices envers les marchands qui faisaient un commerce légitime, et à bien des abus dont la population a eu à souffrir, et dont elle souffre actuellement plus que jamais. Je veux bien croire que les intéressés du temps, ceux qui vendaient en gros ou en détail, même s'ils ont perdu leur commerce, ont été indemnisés. La création de la Commission des liqueurs a peut-être amélioré des conditions qui existaient, mais elle a aussi amené des abus de toutes sortes.

Sous l'ancienne administration, la Commission a donné place à une multitude d'abus. Par exemple, en 1936, il se payait plus de \$50,000 par année en salaires aux hauts fonctionnaires de la Commission. M. Cordeau, le président, avait un salaire de \$15,000 et des frais de dépenses. Il avait droit à une pension de \$9,000 par année, alors qu'on refusait la pension aux vieillards. Il avait une voiture de luxe avec chauffeur à sa disposition.

Même exagération dans les salaires pour les commissaires. Il va sans dire que l'Union nationale a fait disparaître tous ces abus. Quand le parti a pris le pouvoir en 1936, il a fait abolir la pension de \$9,000 qu'on se proposait de payer au président d'alors, L. B. Cordeau. On se souvient aussi qu'il se donnait des petites fêtes dans les bâtisses de la Commission, au Pied-du-Courant. On y versait de la boisson gratuitement aux amis.

L'Union nationale a supprimé ces gaspillages et, après avoir fait disparaître les gros salaires, elle a pris des mesures pour alléger les frais d'administration de la Commission et hausser les salaires des petits employés. Au lieu de payer grossièrement des commissaires, il a fait augmenter, comme chef du gouvernement, les gages des petits employés de la commission de \$71,000<sup>4</sup> environ. Il a fait disparaître le fameux café de la Commission où se donnaient les "parties" et les banquets.

En 1942, le chef du gouvernement fédéral, M. Mackenzie King, a prononcé un discours à la radio à propos du commerce des liqueurs. Il a déclaré que les provinces devaient apporter des changements à la vente des liqueurs, s'imposer volontairement un rationnement et des restrictions à la production et à la

vente des liqueurs alcooliques. M. King empiétait sur les droits de la province. Et, alors que la question relevait pourtant des provinces, notre gouvernement n'a pas protesté.

Utilisant des tactiques, selon son habitude, qui, si elles étaient employées par un homme ordinaire, seraient considérées comme du chantage odieux et de l'intimidation, M. Mackenzie King a même dit que les provinces, et Québec en particulier, devraient faire certains changements dans les lois des liqueurs, sans quoi le gouvernement fédéral se verrait obligé d'intervenir en vertu de la loi des mesures de guerre, si nécessaire, pour arriver à son but. Vite le premier ministre (l'honorable M. Godbout) s'inclina.

Je suis en faveur de la tempérance, nous sommes tous en faveur d'un système de tempérance. Mais il a été démontré que la prohibition fait plus de mal que de bien. La prohibition n'a été le plus souvent qu'un encouragement à l'hypocrisie et au dévergondage alcoolique et politique. La prohibition a occasionné des choses pires que celles auxquelles on cherchait à remédier. Mais ce n'était pas la tempérance que M. King voulait...

Lorsque M. King eût fini de parler, il n'y eut pas de protestations de la part de ses serviteurs du gouvernement de la province de Québec. M. King mit donc son projet à exécution et nous avons eu les restrictions sur la vente de la bière. Comme résultat, le citoyen qui se contentait d'un verre de bière a été incité à boire les whiskies et les alcools vendus par la Commission. Tout ceci, encore une fois, a été fait par le gouvernement rouge d'Ottawa, avec la connivence du gouvernement rouge de Québec.

C'est le gouvernement rouge de Québec qui a, encore une fois, cédé nos droits à Ottawa, car ces questions de vente d'alcool au détail relèvent du gouvernement de la province. M. King intervenait alors dans une affaire purement provinciale et il n'avait aucun droit de nous dire quoi faire en cette matière.

Les rouges oublient les paroles de Sir Wilfrid Laurier qui disait que, chaque fois que l'on porte atteinte à l'autonomie des provinces, on met la Constitution du pays en danger. En vertu de la Constitution, affirme-t-il, toutes ces questions relèvent exclusivement du domaine provincial et tout empiètement en ce domaine, comme dans les autres, est un danger pour la Constitution. Il accuse le gouvernement fédéral d'avoir violé un droit provincial et il dit que cela a créé un précédent qui pourrait constituer une menace, quant aux droits des provinces.



M. King a fait ses déclarations assez tôt pour que les riches aient le temps de remplir leur cave de boissons pour des mois et des années à venir, et les petits ont été privés de bière, car on a établi des restrictions considérables à cette dernière. Le résultat s'est avéré désastreux parce que, en rationnant la bière et en instaurant le système des coupons de rationnement, le gouvernement n'a pas aidé la tempérance, mais a forcé des centaines de personnes qui se contentaient de la bière et qui n'avaient jamais bu de spiritueux à consommer dorénavant ces boissons, étant donné l'impossibilité de se procurer de la bière. Les restrictions imposées sur la vente de la bière ont forcé les gens à acheter les boissons alcoolisées vendues par la Commission, ne les incitant surtout pas ainsi à la tempérance.

M. King a ensuite défendu aux journaux d'annoncer la bière au pays. Et nous avons connu la situation suivante: pendant que des restrictions sévères étaient imposées sur la vente de la bière, on a vu des journaux et des revues américains annoncer à pleines colonnes la vente libre de la bière canadienne, aux États-Unis. Le même gouvernement, qui défendait aux journaux, par un acte autocratique, d'annoncer la bière, payait des annonces dans les mêmes journaux pour annoncer les alcools de la Commission des liqueurs.

Elle a pu annoncer à pleines colonnes la vente du whisky, dans les hebdomadaires. On sait que les contrats de bière constituaient un des revenus assurés de la presse hebdomadaire. Ils furent discontinués. Beaucoup d'hebdomadaires furent ainsi menacés, privés d'une grande source de revenus. Le gouvernement a presque ruiné les hebdomadaires en leur défendant d'annoncer la bière et en leur refusant les annonces des alcools de la Commission.

Plus tard, la Commission des liqueurs a commencé à faire sa propre campagne de publicité afin d'inciter les gens à acheter à ses succursales, mais, pour qu'elle puisse être annoncée, on devait également publier des articles du Parti libéral faisant l'éloge du premier ministre Godbout, de ses ministres et de son administration. Et tout cela, avec l'argent du peuple! C'était une utilisation scandaleuse des fonds publics. Le gouvernement provincial a fait preuve de chantage dans l'annonce du whisky en forçant les journaux à publier un communiqué de l'organisation libérale vantant le premier ministre.

Les journaux hebdomadaires jouent un rôle important dans la vie de la province de Québec et le procédé employé contre eux par le gouvernement Godbout est odieux. De plus, en éliminant les

annonces de bière et en permettant celles de la Commission des liqueurs, le gouvernement agissait de façon déloyale envers ses concurrents. Cela signifiait également que la Commission refusait que ses concurrents qu'étaient les vendeurs de bière fassent de la publicité.

J'ai toujours été contre la prohibition, mais pour une politique raisonnable en faveur de la tempérance. La politique de King a été futile. Les citoyens ont donc été obligés d'acheter les alcools vendus par la Commission, et on peut voir les résultats de la politique du gouvernement dans le rapport incomplet, farci de camouflage, falsifié de la Commission pour 1942-1943, qui vient d'être déposé en cette Chambre. D'après ce rapport, la Commission a plus vendu de boissons alcooliques au cours du dernier exercice qu'en aucun temps depuis 22 ans qu'elle est établie.

La preuve, cette année les ventes se sont élevées au chiffre record de \$35,000,000, et ce chiffre est probablement camouflé. C'est une augmentation de 26 % malgré toutes les restrictions imposées. Au lieu de diminuer, les ventes ont augmenté de plus de \$10,000,000 en 1942-1943, alors que les journaux se sont vus privés d'un revenu légitime. S'il était à jour, le rapport indiquerait une situation pire pour les mois antérieurs à 1944 et depuis ce temps. Qu'on ne vienne pas dire après cela que les restrictions encouragent la tempérance. Elles favorisent la contrebande.

La véritable politique en fait de liqueurs réside dans une saine tempérance et non dans la prohibition, mesure hypocrite. Quel a été le résultat du rationnement imposé par le gouvernement Godbout, par ses restrictions sur la bière, que la Commission a mis à exécution et qui s'est mal terminé? Des gens qui ne buvaient jamais ont pris l'habitude de boire. Des gens qui ne pouvaient plus se procurer de bière ont été forcés de se servir des livrets de rationnement du gouvernement pour acheter des alcools. Le gouvernement fédéral a forcé quantité de gens à aller acheter des liqueurs plus fortes, des spiritueux à la Commission des liqueurs. Cela signifie également que la Commission a pu vendre ses produits à des prix exorbitants.

Ce n'est pas tout. La Commission a chargé des prix exorbitants pour un produit frelaté. Il est défendu de mettre de l'eau dans le whisky; ça devient de l'alcool frelaté. Il y a des lois pour punir ceux qui frelatent leurs produits et ces lois sont sévères, avec raison. Pourtant, le gouvernement a frelaté les alcools qu'il vend plus cher qu'autrefois, de sorte que, non seulement on paie plus cher pour le

produit, mais on paie en outre pour une proportion considérable d'eau dans les whiskies le même prix qu'on paierait pour l'alcool, et on encourage par là les débits clandestins, les contrebandiers et tous les hors-la-loi.

**Une voix :** C'est malpropre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu des nouveaux règlements, la Commission des liqueurs a même établi le frelatage de ses produits à l'état de système et elle vend au public des boissons frelatées; on a doublé la quantité d'eau et on a triplé les prix. La Commission se sert de procédés condamnés par la loi criminelle, car, si un commerçant ordinaire se servait de pareilles méthodes, il irait dans un endroit où un honnête homme n'aime pas à aller, on l'emprisonnerait.

Nous avons le rationnement et il existe également des heures d'ouverture très restreintes. Des abus terribles se sont commis à l'époque des fêtes, par un froid terrible, de la part de la Commission. Des centaines et des centaines d'acheteurs légitimes sont allés se faire geler des heures et ont été obligés de faire le pied de grue à la porte des magasins de la Commission des liqueurs pour apprendre qu'il n'y avait plus de vins ou d'alcools, pour se faire dire que ce qu'ils voulaient acheter n'était pas disponible en magasin. Plusieurs y ont pris des maladies sérieuses. C'était un spectacle inconcevable et le service donné alors était une insulte à l'intelligence de la population. Jamais la Commission des liqueurs n'avait donné un spectacle d'abus semblables.

Je ne blâme pas ici les employés qui exécutent des ordres, mais les responsables en haut lieu. De plus, tout le monde sait que certains favoris se sont très bien arrangés malgré les restrictions qui, évidemment, n'étaient pas faites pour eux! Pendant ce temps, les riches, les amis du régime se procuraient, par un simple coup de téléphone, des liqueurs de choix. Des gens privilégiés en ont profité. On pratique le favoritisme en faveur des gros messieurs. La rareté de la bière fait acheter plus de spiritueux.

Nous sommes en faveur de la tempérance, mais les restrictions et les abus commis par la Commission ne servent pas les fins de la tempérance. Depuis que la Commission a établi ces restrictions, c'est l'âge d'or de la contrebande. Et les gens qui autrefois se contentaient de boire un peu de bière sont maintenant forcés de boire les alcools de la Commission ou des contrebandiers. Les carnets de

rationnement ont incité les gens à absorber une plus grande proportion de liqueurs alcooliques.

Ainsi, les gens qui ne prenaient pas un verre de whisky avant le rationnement de la bière font maintenant usage de boisson forte parce qu'ils ne peuvent obtenir de la bière. Les manœuvres actuelles du gouvernement Godbout invitent notre population à boire plus de mauvais whisky et la conduisent directement sur la route de l'intempérance. La tempérance, but originaire de la Commission, est peu observée.

L'ingérence d'Ottawa et la connivence et la complicité du gouvernement Godbout, au sujet des restrictions sur la bière et de la vente des alcools, sont intolérables à tous les points de vue. Certaines personnes ont dit avec cynisme que la question des alcools est actuellement la principale question qui se soulève dans la province de Québec. Cela n'est pas vrai, mais, tout de même, la question est importante parce qu'elle est la preuve qu'Ottawa se mêle encore de nos affaires qui ne le regardent pas, qu'Ottawa a encore violé la Constitution avec la connivence du gouvernement de Québec parce que cette question soulève de graves problèmes hygiéniques et sociaux dans la province de Québec.

D'où il faut conclure qu'au point de vue des droits du Québec, de la justice et de la tempérance, les restrictions ont constitué une politique néfaste, de l'ingérence de la part d'Ottawa et constituent une violation des droits provinciaux. La régie des alcools relève exclusivement du gouvernement de Québec. En acquiesçant aux méthodes de chantage du gouvernement King, le premier ministre a cédé une autre de nos prérogatives. Il faut déplorer le fait que le gouvernement de Québec ait encore permis la création d'un précédent en autorisant Ottawa à se mêler de choses qui ne regardent que Québec. Or, on sait que le précédent fait souvent loi dans le parlementarisme britannique.

Je demande donc au gouvernement de remédier sans délai à ces abus d'Ottawa, de corriger cette situation. Qu'il ait le courage de faire respecter les droits de la province de Québec, de les revendiquer, de faire cesser les injustices criantes à l'endroit du peuple, et cela, au bénéfice de la véritable tempérance. La province de Québec doit pouvoir réglementer elle-même le commerce des liqueurs sans que le gouvernement fédéral intervienne. Nous ne demandons pas de faveurs, nous ne voulons pas imposer nos vues et nos manières de faire aux autres provinces, mais nous ne voulons pas non plus que les autres provinces nous imposent leurs vues.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose que le débat soit maintenant ajourné.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est devenu la règle du gouvernement de ne pas répondre aux accusations faites par l'opposition et d'ajourner un débat.

Il me semble que le gouvernement devrait être prêt à procéder sur cette question. Pourquoi ne pas continuer ce débat tout de suite?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Laurier a parfaitement le droit de demander un peu de temps pour réfléchir, pour vérifier si les déclarations du chef de l'opposition sont justes et véridiques, avant de lui répondre et de lui répliquer point par point. Il n'est pas mauvais, parfois, que les députés réfléchissent avant de parler.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Assurance-chômage<sup>5</sup>**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant à l'assurance-chômage, ainsi qu'à l'attitude et aux actes du gouvernement à ce sujet.

Il s'agit là d'une question très importante. Le gouvernement fédéral a demandé l'assentiment de la province de Québec par simple lettre pour changer la Constitution de façon à mettre l'assurance-chômage sous la juridiction exclusive d'Ottawa. Déjà sous le régime de l'Union nationale, alors que j'étais premier ministre de la province, plusieurs lettres ont été échangées entre M. King et moi-même au sujet de l'assurance-chômage. M. King voulait que la province de Québec lui permit d'amender la Constitution pour établir sa loi, en vue de l'institution d'un système d'assurance-chômage fédéral.

Une correspondance volumineuse a été échangée et elle est à la disposition de la Chambre; tous ceux qui veulent la lire peuvent le faire. Jamais nous n'avons voulu céder une parcelle des droits de la province de Québec. Le gouvernement provincial s'est alors fièrement opposé à toute cession des

droits de la province et il a repoussé cette proposition de laisser modifier la Constitution.

Les droits de la province en fait d'assurance-chômage étant des droits exclusivement provinciaux, reconnus par une décision du Conseil privé, nous les avons revendiqués comme tels, vis-à-vis du gouvernement centralisateur d'Ottawa. Il n'était pas dans notre idée d'apporter des changements à ce système. Nous avons donc refusé de concéder nos droits, mais nous avons dit que nous étions prêts à collaborer pour établir un système basé sur notre autonomie et que cette idée soit mise au premier plan dans la législation incorporée dans les Statuts de 1939. Certes, nous étions en faveur d'un système d'assurance-chômage, et l'Union nationale l'a prouvé en établissant la première loi provinciale d'assurance-chômage dans tout le pays, en 1939. Nous avons même offert à Ottawa de passer une législation d'assistance, une législation concurrente à celle qu'il pourrait faire, comme ce fut le cas pour les lois de pensions de vieillesse, mais ce n'était pas cela qu'Ottawa voulait.

Le gouvernement fédéral nous a ensuite demandé de l'autoriser à modifier la Constitution afin de passer une loi fédérale dans le même domaine. Mais nous savions et nous avons fait observer à Ottawa que la Constitution canadienne est une entente entre les deux grandes races du pays. Elle résulte d'un pacte d'honneur, un contrat reconnu comme tel par les plus grandes autorités britanniques et basé sur la décentralisation. Ce contrat ne peut être modifié sans le consentement unanime de toutes les parties contractantes, soit de toutes les provinces du dominion. Il est illégal de l'amender dans un geste unilatéral, même approuvé par la majorité des intéressés. Autrement, c'est recourir aux méthodes hitlériennes de centralisation. Le pacte fédératif, c'est la décentralisation voulue par nos pères en 1867; la centralisation voulue par le gouvernement d'Ottawa, c'est la centralisation qui frise l'hitlérisme et le totalitarisme.

Les Pères de la Confédération, composés de gens de différents partis, dans un temps de calme, ont jugé qu'une union législative serait injuste. Ils ont constaté qu'il nous fallait une union fédérative, avec des provinces autonomes. Quand nous défendons ces droits acquis, on nous accuse de songer au séparatisme. Le séparatisme est peut-être la politique d'un petit nombre qui, de bonne foi, ne voit pas loin dans l'horizon national. Quant à nous de l'Union nationale, nous sommes contre le séparatisme. Nous revendiquons fermement le respect de l'autonomie de notre province et le respect de la parole donnée.

La majorité du peuple québécois est contre le séparatisme; il n'y a qu'un petit nombre parmi nos gens qui en veulent, mais elle veut le respect de l'autonomie de la province de Québec selon les termes qui lui ont été garantis par contrat en 1867. L'autonomie n'a rien à faire avec le séparatisme. Il serait temps de veiller à l'autonomie des provinces. La province de Québec ne veut pas simplement l'autonomie pour elle-même, elle la veut, toujours selon les termes de la Constitution, pour toutes les autres provinces de la Confédération.

On nous parle de multiplicité de Parlements. Pourquoi vouloir la centralisation chez nous alors que le Royaume-Uni, plus petit que notre province, contient trois Parlements distincts? L'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse ont chacune leur Parlement. Les trois Provinces maritimes ont chacune leur autonomie, et pourtant, leur population n'égale pas celle de la ville de Montréal. Que se produirait-il si on voulait les fusionner en une seule?

Les États-Unis sont composés de 48 États autonomes, tellement autonomes qu'il faut recourir à l'extradition pour faire passer un criminel d'un État dans un autre, tout comme s'il s'agissait de pays différents. Et, de plus, n'est-ce pas un sénateur américain qui vient de dire que, lors de la signature du traité de paix, les États-Unis devraient se faire représenter par 48 délégués, soit un délégué pour chaque État? Chez nous, on ne s'occupe pas des droits des provinces.

Tous les partis fédéraux, de quelque couleur ou tendance qu'ils soient, ont une tendance à faire de la politique partisane sur le dos des provinces qui paient la plus forte proportion de taxes. Il appartient à ces provinces de réclamer justice, même si elles consentent à accorder leur aide aux provinces moins importantes. Souvent, on a fait payer par les vieilles provinces des faveurs qui étaient faites aux autres pour des fins électorales et politiques. C'est évidemment le devoir des vieilles provinces de coopérer au progrès des jeunes, mais c'est aussi leur devoir de sauvegarder les choses qui sont essentielles à leur conservation et à leur autonomie.

En matière d'assurance-chômage, les droits de la province de Québec étaient clairs. L'assurance-chômage est un domaine qui relève du provincial. Il s'agit de question sociale. Quand M. King nous a demandé de renoncer à nos droits à ce sujet, nous avons refusé et nous avons dit pourquoi. Si les Pères de la Confédération, après avoir étudié la situation dans le clame, ont pris une décision imparfaite, comment pourrait-on, en un temps aussi troublé, parfaire cette décision? Pourtant, Ottawa a choisi la

période la plus troublée de notre histoire pour amender la Constitution. Nous avons dit à Ottawa que nous étions prêts à coopérer avec le gouvernement fédéral à la condition qu'on établisse un système qui respecterait les droits des deux gouvernements. La correspondance est là pour le prouver.

L'Union nationale a donc répondu à M. King qu'elle était prête à consentir à l'établissement d'un système d'assurance-chômage fédéral-provincial sur une base concurrente des provinces, comme pour les pensions de vieillesse, Québec et Ottawa gardant tous leurs droits pour l'avenir. L'Union nationale refusait d'accéder à un amendement de la Constitution aux dépens de l'autonomie québécoise.

Elle voulait que ce système fût établi en vertu d'un contrat qui aurait lié le gouvernement irrévocablement, car un contrat provoque la collaboration entre les parties contractantes, tandis qu'un changement de constitution aboutit à un accaparement au détriment de l'une des parties. Les termes d'un contrat ne se changent pas, mais un amendement à la Constitution peut être changé au gré et au caprice du gouvernement au pouvoir. Il faut savoir où nous allons. L'amendement n'offre aucune protection, aucune garantie. Un contrat vaut alors mieux qu'une modification de la Constitution.

L'amendement à la Constitution comporte un danger pour la province dans une question qui touche à nos droits. Nous avons un caractère et une mentalité propres et le gouvernement de cette province a la mission de les protéger contre tout accaparement. Au temps de l'Union nationale, pas un droit de la province n'a été cédé, cela je défie qui que ce soit de le nier. Mais le premier ministre actuel, malheureusement, n'a pas tenu la même attitude et n'a pas vu les choses de la même façon.

Tout au contraire, pour faire plaisir à ses maîtres, à ceux qui l'avaient fait élire temporairement, le premier ministre a cédé nos droits et a consenti, sur une simple lettre et sans consulter personne, à ce que le fédéral amende notre Constitution pour l'assurance-chômage. À cause de son attitude, Ottawa a maintenant le droit de s'immiscer dans toute notre législation ouvrière, de fixer les heures et les conditions de travail chez nous.

Le précédent créé avec la complicité du premier ministre est désastreux, dangereux, odieux et honteux.

(Murmures de protestations à droite)

Il a ouvert la porte à tous les abus de pouvoir. Le premier ministre n'avait pas le droit d'agir ainsi. D'ailleurs, jamais un premier ministre n'a commis

une aussi grave erreur. Il aurait dû soumettre le cas à la Législature de qui ressort tout amendement à la Constitution, car la province de Québec ne peut parler que par sa Législature, surtout dans les questions importantes. Le précédent posé de la sorte sera plus tard invoqué contre nous, à la grande honte du premier ministre et au malheur de la province. Le droit britannique est fait de précédents. Le respect de l'autonomie provinciale ne veut pas dire séparatisme et il se défend de prêcher le séparatisme.

Qu'est-il arrivé? Aujourd'hui, nous avons un système fédéral d'assurance-chômage qui est une injustice flagrante pour la province de Québec, qui multiplie les iniquités à l'endroit des ouvriers, qui pèsera lourdement sur nos épaules et qui est une conséquence des reniements du gouvernement Godbout, car le véritable motif d'Ottawa en imposant l'assurance-chômage était de recueillir des taxes pour les appliquer à la guerre, de sorte que lorsque le moment viendra de payer, il n'y aura plus un centin en caisse. On s'est servi de ce moyen détourné pour prélever de nouvelles taxes. Voilà tout. Suivant mes informations, les derniers chiffres publiés par Ottawa démontraient que les contributions qu'il a reçues et qui sont payées par nos ouvriers se chiffraient à \$125,000,000<sup>6</sup>. Ces contributions ne sont même pas placées dans un fonds spécial, mais affectées aux fins de guerre.

Le jour où on devra avoir recours au fonds, il n'en restera plus. Lorsque surviendra le chômage, les ouvriers, pour jouir des avantages de la loi, devront de nouveau payer, parce que l'argent aura été dépensé. Les chômeurs d'aujourd'hui ont été obligés de cotiser à l'assurance-chômage et reçoivent moins que les chômeurs d'hier. Ceux qui ont payé une fois seront donc obligés de payer deux fois. Comme les taxes viennent en grande partie de Québec, c'est encore Québec qui paiera, et tout cela, encore une fois, à cause de l'attitude terrible du premier ministre. Tout cela est la faute du gouvernement qui a consenti à amender la Constitution du Canada. La loi actuelle ne donne pas de garantie ni aux patrons, ni aux ouvriers.

De plus, l'assurance-chômage aurait dû être établie en vertu d'un système contributoire. Ce système est inique parce que, pendant qu'Ottawa ne paie presque rien aux assurés en cas de chômage alors qu'il devrait contribuer au moins dans la proportion du tiers, il force les patrons et les ouvriers à verser les neuf dixièmes des contributions; Ottawa ne paie qu'un dixième. C'est un système très injuste.

Par surcroît, le système créé fonctionne mal. Pour avoir droit à la pension ou à l'allocation,

l'ouvrier doit attendre actuellement des mois et des mois avant d'avoir une décision. Et actuellement, tout le monde sait maintenant qu'en vertu de la loi d'assurance-chômage les dédommagements payés aux ouvriers sont inférieurs aux allocations autrefois versées aux chômeurs pour le secours direct, au fonds auquel ils n'avaient pourtant aucune contribution à donner. Sous le régime du chômage, durant la crise, on pouvait donc obtenir plus qu'avec l'assurance-chômage. Au surplus, les décisions de la Commission sont lentes et le pouvoir central, par cette mesure, peut s'arroger le droit d'intervenir dans les conditions de travail de la province de Québec et les salaires.

À quoi doit-on cette situation? On la doit encore une fois aux abandons inqualifiables du premier ministre et au système du gouvernement rouge à Québec et rouge à Ottawa. Tout ceci est la faute du premier ministre de la province, parce que nous avons un gouvernement et un premier ministre qui ne savent pas se tenir debout; quand M. King tire la ficelle, les pantins s'agitent suivant son gré. Même sur un point secondaire, le précédent posé par le premier ministre comporte un danger grave. On verra si on ne dit pas bientôt que le gouvernement fédéral ayant obtenu le droit de passer une loi d'assurance-chômage, a obtenu ainsi le droit d'enrayer le chômage et, conséquemment, le droit de fixer les salaires.

Ce système est un exemple de la politique centralisatrice d'Ottawa, à laquelle adhèrent tous les partis. Et des centralisateurs, à Ottawa, il y en aura toujours, dans tous les partis. La province de Québec, à cause de la loi fédérale d'assurance-chômage, n'a plus le droit de fixer les conditions de travail, les heures de travail et les salaires, et ceci, parce que nous avons à Québec un premier ministre partisan, au lieu d'avoir un premier ministre patriote. Il fait passer l'intérêt du parti avant l'intérêt de la province. Ça ne prendra pas de temps avant que les centralisateurs d'Ottawa s'arrogent le droit de fixer les heures de travail et les salaires dans la province. Je le répète, la centralisation est la sœur jumelle du totalitarisme.

Le fait que le premier ministre ait donné personnellement son accord pour amender la Constitution a ouvert la porte à d'autres mouvements du genre. L'abandon de nos droits constitutionnels en matière d'assurance-chômage constitue une infamie qui devrait faire rougir le premier ministre. Je considère qu'un tel abandon de nos droits constitue une infamie qui devrait faire rougir tout homme de cœur, s'il réfléchit sur l'acte qu'il a posé.

Le premier ministre est responsable de cet état de choses désastreux et de cette loi inconstitutionnelle. La façon de procéder pour amender la Constitution n'est pas conforme à la doctrine démocratique et a été obtenue de façon irrégulière, puisqu'on n'avait pas l'assentiment du Parlement de la province de Québec.

Elle n'est pas non plus conforme au statut de Westminster. Tellement que, lorsque cet amendement a été soumis à la Chambre anglaise, un député a demandé si les provinces avaient approuvé cet amendement. On lui a répondu qu'on ne le savait pas. Cette loi pourrait même être préjudiciable à la province. Je dis que nul n'a le droit, ni Westminster, ni Ottawa, d'intervenir dans nos droits et de mettre ainsi la hache dans un pacte d'honneur, dans l'édifice constitutionnel que nous devons à des années de luttes héroïques qui font l'honneur de notre race. Aujourd'hui, c'est nous qui payons pour.

Si cet amendement à la Constitution nous a causé des dommages considérables, il n'est pas encore trop tard pour les réparer. Pour la province, il n'est pas trop tard non pour faire machine arrière, mais pour arrêter de faire machine en avant vers le désastre. Nous sommes nés d'une race fière et nous ne devons pas perdre ce que nous avons gagné dans le sang de nos pères. Et, si la majorité de la population québécoise est contre le séparatisme, elle exige le respect de notre autonomie. Ce n'est pas seulement comme membre de cette Chambre que j'exprime mon opinion, mais comme un Canadien qui aime son pays et sa race, qui a au cœur le souvenir vivace de ce qui nous a été légué par nos ancêtres et qui veut conserver l'héritage de nos pères.

Il appartient à des gens de cœur de conserver l'héritage reçu de nos pères et non pas de le saboter. Il est grand temps que le peuple choisisse des hommes qui protégeront les droits qui lui restent et qui sauront reconquérir ceux qui ont été cédés de façon inqualifiable par le premier ministre et ses amis rouges à Ottawa, rouges à Québec. Nous sommes des hommes de cœur. Nous n'avons pas peur de nous battre, surtout quand les droits de notre nationalité sont en jeu. Et c'est comme Canadien que je demande au gouvernement de prendre des mesures pour réparer le mal qui a été fait.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas l'intention d'employer le même ton que celui dont s'est servi le chef de l'opposition pour discuter cette question. Lancer l'injure à un adversaire politique ne garantit en aucune manière une protection efficace et le respect de notre autonomie

provinciale. Ce n'est pas en insultant un adversaire politique que le député de Trois-Rivières améliorera le progrès de sa province.

J'ai consenti à ce que la Constitution soit amendée pour l'assurance-chômage, dans le but justement de protéger la population de la province de Québec et de sauvegarder notre autonomie. Cette question de l'assurance-chômage est éminemment nationale. Un système provincial d'assurance-chômage à lui seul conviendrait. Elle ne peut être réglée de façon pratique par des mesures différentes dans chacune des provinces et la législation qui concerne l'assurance-chômage doit couvrir tout le Canada. Peut-on prévoir que le chômage sévira dans toutes les provinces à la fois et où il sévira en particulier? La nécessité s'imposait donc que la législation pour établir l'assurance-chômage fût canadienne.

Cette opinion n'est pas uniquement la mienne, mais aussi celle qui a été exprimée par la commission Montpetit, en 1934, commission présidée par M. Édouard Montpetit et formée de Son Éminence Mgr Georges Courchesne, évêque de Rimouski, du révérend archidiacre Frédéric Georges Scott (décédé récemment), de M. John T. Foster, chef ouvrier, de M. Gérard Tremblay, sous-ministre du Travail, du Dr Alphonse Lessard (décédé) et de M. Georges Arthur Savoy. Ces messieurs ont étudié la question dans la province et ils en sont venus à la conclusion que la législation pour l'institution d'une assurance-chômage devait être réglée sur une base canadienne et nationale. Ces hommes devaient s'y connaître autant que le chef de l'opposition dans les questions sociales.

La question relève du gouvernement provincial, mais le gouvernement du Canada avait besoin de l'assentiment de la province de Québec. En ce qui concerne l'autonomie de la province, le fédéral avait besoin de notre consentement pour amender la Constitution, aux fins d'établir son système d'assurance. Nous le lui avons donné, mais précisément, en exigeant que toutes les provinces soient consultées avant que la loi d'assurance-chômage soit adoptée; nous avons protégé nos droits, sauvegardé notre autonomie et nous avons consacré notre souveraineté provinciale en ce domaine.

Le chef de l'opposition m'a demandé avant la séance d'appeler sa motion sur l'assurance-chômage, car il n'a pas toute la documentation désirée sur la législation elle-même. Il était urgent et nécessaire, surtout en ce temps de guerre que nous traversons, d'amender la Constitution comme on l'a fait. Actuellement, nous avons une loi d'assurance-

chômage. Cette loi ne pouvait être passée par chaque province en particulier, car il y a un autre aspect: un ouvrier n'est jamais sûr qu'il ne sera pas obligé de partir pour aller travailler dans une autre province et, lorsqu'on assure contre le manque de travail quelque travailleur dans une province, on ne sait dans quelle province il pourra se trouver, lorsqu'il tombera en chômage.

L'ouvrier qui paie sa prime d'assurance-chômage ici, il ne sait pas s'il sera dans cette province au moment où il aura besoin d'assurance-chômage. Il peut bien s'assurer dans le Québec et il sera peut-être en Colombie-Anglaise quand il sera sans travail. L'assurance-chômage doit donc nécessairement reposer sur une législation strictement canadienne et doit être la même dans toutes les provinces; il ne peut y avoir pour ce genre d'assurance des législations concurrentes, qui ne sont pas pratiques parce que susceptibles d'être modifiées à tout moment par les provinces, sans avis pour personne; elles auraient été un obstacle à la mise en application du système d'assurance-chômage. Elles n'offrent pas la stabilité suffisante.

Voilà pourquoi la loi fédérale s'imposait et il était urgent que la province donnât son consentement afin que l'assurance-chômage puisse s'appliquer pendant la période des gros salaires, afin que les ouvriers soient mieux protégés contre tout danger de chômage futur. Personne ne peut garantir qu'après la guerre nous n'aurons pas une période de chômage et que nous n'aurons pas besoin de ce système pour protéger la vie économique de nos familles et de notre pays, ce que nos ouvriers auront acheté durant le temps de prospérité. Alors, nous aurons besoin de la loi qui a été passée. Et il ne devrait pas y avoir divergence d'opinions là-dessus.

La législation canadienne s'imposait d'une façon urgente. Et, encore une fois, j'affirme que nous avons donné notre consentement précisément pour affirmer notre souveraineté dans le domaine de l'assurance-chômage et pour que les ouvriers jouissent, demain, d'une protection qu'ils sont en mesure de préparer eux-mêmes, pendant qu'ils reçoivent de bons salaires. La province de Québec n'a jamais consenti à la perte de ses prérogatives et de ses droits, car de ce côté-ci de la Chambre nous sommes aussi anxieux que les députés de l'opposition de les conserver. Nous tenons à notre autonomie, mais nous tenons aussi à ce que la vie économique du pays continue, parce que la province en a besoin.

Le chef de l'opposition devrait ménager les épithètes dont il s'est servi; elles ne l'avanceront pas

dans la province, car elles conviendraient mieux à ceux qui veulent toujours faire de la politique devant les questions d'urgence nationale. Le chef de l'opposition nous a dit qu'il n'était pas intéressé à la politique fédérale, mais tout le monde sait qu'en cette Chambre il parle pendant 90 minutes d'affaires fédérales et pour une minute d'affaires provinciales<sup>7</sup>, sur toute question. Il ne voit pas que ce soit à l'avantage de son ami, M. Bracken, à côté duquel il est photographié dans un journal.

J'ai confiance en M. King, mais mes responsabilités vont d'abord au gouvernement de cette province. C'est moi qui suis le chef du gouvernement de Québec; les électeurs ont mis leur confiance en moi et je n'ai pas l'intention de la trahir. Et ni M. King, ni un autre ministre fédéral ne me dicteront ma ligne de conduite en autant que les affaires de la province sont concernées. Le gouvernement du Québec administre la province dans l'intérêt de ses citoyens, sans oublier que nous devons collaborer avec les autres provinces et avec Ottawa, quelle que soit la couleur du gouvernement, même quand ce sont des conservateurs qui dirigent le pays, comme c'est arrivé sous le régime Bennett, en ma qualité de ministre de l'Agriculture.

Il rappelle les compliments qu'il a reçus de M. Bennett pour la qualité de sa collaboration. Nous collaborons, affirme-t-il, mais nous n'abdiquons rien, nous ne cédon's rien. Je défie le chef de l'opposition de me citer une parcelle de droits que nous aurions abandonnés! Qu'on me prouve donc une fois qu'une parcelle de nos droits a été sacrifiée, au lieu de lancer des affirmations gratuites. Je ne vois pas où il peut aller dénicher ses épithètes. Nous ne craignons pas de critiquer notre conduite, mais nous ne nous laisserons imposer la volonté de qui que ce soit. Nous avons fait notre devoir selon les recommandations de la commission Montpetit qui avait été nommée pour étudier la question. Il est possible qu'on trouve bon, après le conflit, que la province ait contribué à une politique qui la protège contre le chômage.

Si nous n'avions pas accepté l'assurance-chômage, cette œuvre de prévoyance nationale, que ne dirait pas celui qui a parlé avant moi? Et on s'indignerait alors contre celui qui vous parle. On se rendra compte des bienfaits de cette mesure dans l'avenir. J'espère que nous serons préservés du chômage, même temporairement, même localement, mais, si nos ouvriers se trouvaient un jour sans travail dans certaines parties de la province, pendant la période de reconstruction, ils apprécieraient cette loi qui leur apportera non une bouchée de pain du

gouvernement, mais ce qui leur est dû à eux. Les ouvriers remercieront le gouvernement de la province, demain, d'avoir eu assez de vision pour coopérer à l'établissement d'un système d'assurance-chômage sur une base canadienne et qui leur vaudra la protection contre le chômage.

Rien n'avilit une population et n'affecte son moral comme le chômage, et les ouvriers qui auront payé cette protection de l'assurance-chômage auront conscience de l'avoir gagnée. C'est une œuvre de prévoyance nationale que le gouvernement libéral a mise à son crédit.

L'assurance-chômage prélevée sur le travail et l'épargne des employés est préférable au système dégradant et avilissant du paternalisme d'État, du "dole". On ne doit pas laisser croire au peuple qu'il doit vivre aux crochets de l'État. La doctrine sociale enseigne de ne pas rendre à la population le mauvais service de la laisser compter uniquement sur le gouvernement, mais permettre à l'ouvrier de se préparer à toute éventualité, afin de pourvoir à ses besoins sans l'aide de personne. Ceux qui font croire à la population qu'elle peut compter sans cesse sur le gouvernement pour vivre lui rendent le plus mauvais service et manquent de courage parce qu'ils ne lui disent pas la vérité.

L'assurance-chômage fera disparaître l'inquiétude. Personne ne sera pris au dépourvu. Il faut que demain soit meilleur qu'aujourd'hui, et le moyen, c'est l'établissement de l'assurance-chômage, car lorsque surviendra une période de crise, après la guerre, malgré les efforts du gouvernement pour créer de l'emploi, l'ouvrier aura un pain abondant, un toit convenable grâce à cette assurance-chômage qu'on lui a donnée. Mais, en mangeant ce pain et en se couvrant de ce toit, il aura la satisfaction de se dire que tout cela est le produit de son travail et non pas un don de l'État.

(Longs applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si on perd du temps en applaudissements, je vais proposer l'ajournement du débat.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous pouvons finir ce débat ce soir. Il reste cinq ou dix minutes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande à la Chambre de prolonger la séance de quelques minutes pour répondre au premier ministre.

**M. l'Orateur:** Accordé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a fait des dissertations sans répondre à mes questions, et il s'est bien gardé d'avouer que la Constitution a été radicalement changée sur un point important. Tout ce que le premier ministre a pu trouver d'argument, c'est celui-ci: la preuve que nous voulons protéger l'autonomie, c'est que nous avons consenti à la céder. Quel raisonnement! Maintenant que les provinces ont perdu tous leurs droits quant à l'assurance-chômage, Ottawa pourra amender sa loi comme bon lui semblera et les provinces n'y pourront rien.

Si l'on avait donné suite à mon idée, cela signifierait l'existence d'un contrat entre la province et Ottawa, la province conservant toujours en dernier ressort son droit constitutionnel quant à l'assurance-chômage, si les conditions du contrat ne la satisfaisaient pas et dans l'impossibilité d'en obtenir de meilleures. Les provinces plus vieilles et plus riches devraient aider les plus récentes, mais sans être spoliées.

Le premier ministre nous a parlé de la commission Montpetit comme si c'était lui qui l'avait nommée. Cependant, elle n'a pas été nommée par le premier ministre, mais par le régime Taschereau. Toutefois, je suis heureux de constater que le premier ministre admet maintenant son affiliation à M. Taschereau. Voilà une autre preuve de sa solidarité avec M. Taschereau, un homme qu'il a renié.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je dois dire au chef de l'opposition que jamais je n'ai renié M. Taschereau. J'ai été son collaborateur fidèle. À titre de ministre pendant un certain nombre d'années, je l'ai toujours appuyé loyalement et j'ai toujours collaboré avec lui, et je ne crois pas avoir jamais eu l'occasion de le renier. Jamais, je pense, je ne serai dans l'obligation de le faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle aux électeurs de 1936! Le peuple, qui se rappelle la campagne 1936, est à même de juger la valeur de cette nouvelle déclaration contradictoire du premier ministre.

La commission Montpetit ne s'est pas prononcée en faveur d'un amendement à la Constitution. Elle a prétendu que la législation de l'assurance-chômage devait être canadienne en ce sens qu'elle voulait que le système fût à base contributive fédérale, provinciale et fédérale. Mais le fédéral ne payant pas sa part, la loi actuelle ne répond pas aux besoins de la population. C'est l'Union nationale qui a institué la première loi d'assurance-chômage. Le premier ministre devrait se rendre compte de l'abandon de nos droits. Des



assurances-chômage, on peut en établir sur une base contributoire, avec une législation concurrente.

Le premier ministre a tenu des propos ridicules quand il a dit que son gouvernement avait forcé Ottawa à demander le consentement des provinces. Je viens de dire que, quand j'étais premier ministre, M. King m'avait écrit pour me demander de consentir à cet abandon et que j'avais refusé. Nous étions prêts à collaborer, mais non à être assimilés. Une nouvelle demande, plus fructueuse, auprès du premier ministre actuel n'est sûrement pas une victoire pour lui. Le premier ministre a également dit que le chef de l'opposition critiquait 90 % Ottawa et 10 % Québec. Je dis qu'il s'agit de frères siamois et qu'il est bien difficile de différencier les deux gouvernements.

Il a également parlé de M. Bracken et m'a reproché d'avoir été posé à ses côtés. J'avoue avoir rencontré M. Bracken à Trois-Rivières, à un banquet d'une union internationale, et je suis même allé lui rendre visite. Mais c'était simple courtoisie; il ne faut pas confondre relations sociales et relations politiques. J'ai cru de première politesse de le saluer, car je l'avais souvent rencontré comme premier ministre d'une autre province. Mais l'Union nationale ne dépend ni de King, ni de Bracken, ni de Coldwell, ni de Blackmore, ni des bloqués, ni des débloqués, ni des archibloqués, ni des contre-bloqués. Sur le portrait, je suis posé debout, à côté de M. Bracken. Mais je crois que, si le premier ministre de cette province se faisait poser à côté de M. King, l'un des deux serait plus bas que l'autre et ce ne serait pas M. King.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition rend-il visite souvent à M. King?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. King, je lui ai rendu visite assez souvent pour apprendre à le connaître et pour savoir quelle sorte d'homme c'était. Je suis indépendant de tous les partis passés, présents ou futurs.

La motion est adoptée.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 10<sup>8</sup>.

### NOTES

1. Le contexte qui suit provient de l'article "Réponses aux questions des députés", dans *L'Action catholique* du 24 février 1944, à la page 3. Depuis le début de la session, le chef de l'opposition a soulevé à maintes reprises (voir les séances antérieures du 18 janvier 1944 et du 2 février 1944) la question de la crise du logement. Il a reproché aux libéraux de ne pas prendre des mesures efficaces pour faire cesser cette crise. Il a aussi prétendu que la situation était tout autre lorsqu'il était au pouvoir. Probablement agacé par cette attitude du chef de l'opposition, le député de Saint-Maurice (M. Beaulac) a décidé de prendre une douce revanche. Il avait inscrit les trois questions qui suivent au *Feuilleton* de la Chambre, pour obtenir de la bouche même d'un ministre des réponses à cet effet. Le dénouement attendu s'est produit et a déridé toute la Chambre. Le chef de l'opposition a été le premier à rire de bon cœur. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a pris sa plus belle voix pour la circonstance.

2. Selon *La Patrie* du 24 février 1944, à la page 12, le chef de l'opposition a au moins parlé 80 % du temps, sinon plus, dans cette séance.

3. *Le Soleil* du 24 février 1944, à la page 3, rapporte \$26,000 comme chiffre.

4. *La Presse* du 24 février 1944, à la page 12, rapporte une augmentation de salaire de \$171,000 et *Le Temps* du 3 mars 1944, à la page 2, rapporte \$160,000. Après avoir vérifié le nombre d'employés de la Commission des liqueurs pour les années 1935 à 1939, il appert que cette augmentation équivaldrait à une moyenne d'augmentation salariale de \$400 par année, ce qui semble très élevé pour l'époque. Nous citons donc dans le texte le chiffre donné par *The Montreal Daily Star*.

5. Selon *Le Canada* du 24 février 1944, à la page 12, le débat qui suit sur l'assurance-chômage est absolument semblable à celui dont la Chambre a été la scène il y a un an.

6. *L'Action catholique* du 24 février 1944, à la page 15, mentionne \$135,000,000.

7. *Le Soleil* du 24 février 1944, à la page 7, rapporte que le premier ministre aurait dit que le chef de l'opposition parle pendant 9 minutes du

gouvernement d'Ottawa et pendant un quart de minute du gouvernement de Québec.

8. Suite à la séance de la veille, soit le 22 février 1944, où il avait été question de la Commission des relations ouvrières suite à la grève des tramways à Montréal, le cabinet provincial s'est réuni le matin du 23 février 1944 et a nommé les membres de cette Commission. Les journalistes apprennent la nouvelle en après-midi, après la séance. Le président de la Commission est M. le juge Eudore Boivin, de Chicoutimi, alors que les deux autres membres sont M. Brunay Brais, membre de la Commission du salaire minimum de la province depuis 1943, et M. Pierre Gosselin, inspecteur en chef de la Commission du salaire minimum depuis 1937. M. le magistrat Boivin, à titre de président, s'occupera de la partie légale, et ses deux compagnons, qui sont des spécialistes des relations ouvrières, traiteront les questions relevant spécialement de la Commission dans ses rapports avec les employeurs et les employés, selon *L'Événement* et *Le Soleil* du 24 février 1944, à la page 3, et *L'Action catholique* du 24 février 1944, à la page 9.

## Séance du jeudi 24 février 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 125 constituant en corporation la ville de Forestville.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 112 concernant la ville de Val-d'Or.

## Dépôt de documents:

## Office du crédit agricole

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 2 février 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 6, 4 George VI, intitulé: "Loi concernant l'Office du crédit agricole du Québec". (Document de la session no 39)

## Questions et réponses:

## Biens des sulpiciens

**M. Bégin (Dorchester):** Relativement au chapitre 2, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens",

depuis le 1<sup>er</sup> juin 1937 inclusivement jusqu'au 14 février 1944 inclusivement:

1. À combien se chiffre, en dollars et en centins, le total des revenus provenant de la vente ou de la location des biens cédés au gouvernement de la province?

2. Combien a été payé, à quelque titre ou pour quelque cause que ce soit, à tous et chacun des fiduciaires nommés en vertu de ladite loi?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 1.

## Recettes (revenus):

Loyers .....	\$830,725.20
Intérêts et dividendes .....	112,003.82
Taxes remboursées .....	17,745.62
Rentes seigneuriales .....	27,572.47
Profits et intérêts sur obligations de la province de Québec et Dominion du Canada.....	12,929.11
Développement Oka : bois de chauffage et bois de construction Vendu .....	10,668.52
Indemnités pour incendies .....	4,880.01
Divers.....	1,164.20

## Recettes (réalisations):

Capitaux remboursés .....	171,467.01
Valeurs vendues.....	93,095.01
Propriétés vendues.....	181,190.29
Rentes seigneuriales : capitaux.....	<u>82,875.87</u>
	\$1,546,317.13

2.

J.-Théo. Legault:

Traitement.....	\$10,077.77
Autres titres.....	.....

Philias Paré:

Traitement.....	7,558.33
Autres titres.....	100.95

Démétrius Baril:

Traitement.....	7,558.33
Autres titres.....	785.15

Charles-A. Bertrand:

Traitement.....	3,666.67
Autres titres.....	15.20

Jules-Édouard Prévost:	
Traitement.....	11,250.00
J.-A.-A. Leclair:	
Traitement.....	15,083.33
Autres titres.....	1,114.18
Bernard Bourbon:	
Traitement.....	9,250.00
Autres titres.....	503.59
Maurice Trudeau:	
Traitement.....	600.00
Autres titres.....	.....

#### Travaux au pont Lizotte à Saint-Jean-Deschaillons

**M. Talbot (Chicoutimi):** Des travaux ont-ils été faits sur le pont Lizotte, à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 31 décembre 1943 inclusivement? Dans l'affirmative:

- Qui était le contremaître de ces travaux?
- Le coût total des travaux?
- Le nom de chaque personne qui y a travaillé?
- Combien a été payé à chaque personne?
- Combien a été payé pour le bois, de qui a-t-il été acheté et à quel prix?
- Combien a été payé pour la pierre, de qui a-t-elle été achetée et à quel prix?
- Combien a été payé par cheval et combien de chevaux sur ce travail?
- Combien a été payé par bœuf et combien de bœufs sur ce travail?
- Qui a fait tous les engagements et loué les chevaux et bœufs?
- Qui a fait les recommandations pour les achats, pour les travailleurs et les bêtes de somme employés à ces travaux?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** 1. Oui.

- M. Hervé Charland, au début de l'année 1943, et MM. J.-P. Morin et Lauréat Charland dans la suite.
- \$1,044.
- et d. Voir liste annexée.
- \$209.25, et il a acheté de MM. Arcadius Barabé, de Deschaillons, et Alcide Castonguay, de Fortierville, comté de Lotbinière.
- La pierre a été fournie gratuitement.
- Trois attelages simples à 50 cents de l'heure, puis à 45 cents du voyage; 11 attelages

doubles à 60 cents de l'heure, puis à 90 cents du voyage.

*h.* Il n'y avait qu'un seul bœuf, attelage simple, payé au même taux qu'un cheval, attelage simple.

*i.* Les engagements ont été faits par nos contremaîtres.

*j.* M. Arcadius Barabé.

#### Annexe 1

*Re:* Pont Lizotte, rivière du Chêne à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.

Travaux faits par Hervé Charland, contremaître au pont, du 11 au 13 mai 1943.

	Impôt		
Roland Richer.....	\$5.25	.....	\$5.25
Alphonse Barabé.....	3.50	.....	3.50
	\$8.75	.....	\$8.75

#### Annexe 2

*Re:* Pont Lizotte, rivière du Chêne à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.

Travaux faits par J.-P. Morin, contremaître au pont, du 4 au 8 août 1943.

	Impôt		
Arcadius Barabé.....	\$ 9.80	.....	\$ 9.80
Adrien Habel.....	7.00	\$1.00	6.00
Alphonse St-Cyr.....	7.00	.....	7.00
Émile Déry.....	7.00	1.00	6.00
René Hamel.....	7.00	1.00	6.00
Edgar Maillot.....	7.00	1.00	6.00
Edgar Barabé.....	7.00	1.00	6.00
Ovila Lépine.....	12.00	.....	12.00
Alphonse Barabé.....	12.00	.....	12.00
Joseph Hamel.....	12.00	.....	12.00
Thomas Déry.....	12.00	0.37	11.63
	\$99.80	\$5.37	\$94.43

#### Annexe 3

*Re:* Pont Lizotte, rivière du Chêne à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.

Travaux faits par J.-P. Morin, contremaître, du 19 octobre au 9 novembre 1943.

	<i>Impôt</i>		
Ovila Lépine.....	\$40.80	.....	\$40.80
Émile St-Onge.....	9.45	.....	9.45
Edgar Barabé.....	34.40	\$3.07	31.33
Gérard Chrétien.....	9.45	.....	9.45
Edgar Mailhot.....	37.10	.....	37.10
Émile Déry.....	48.60	4.90	43.70
Alphonse St-Cyr.....	21.35	.....	21.35
Arcadius Barabé.....	9.45	.....	9.45
Alphonse Barabé.....	42.90	.....	42.90
Eugène Chrétien.....	32.20	.....	32.20
Médéric Chrétien.....	19.25	.....	19.25
Thomas Déry.....	52.20	.....	52.20
Cérice Chrétien.....	14.35	.....	14.35
Roland Richer.....	14.00	.....	14.00
Télesphore Mailhot....	23.10	.....	23.10
Alfred Lépine.....	20.10	1.35	18.75
Paul Lépine.....	3.00	0.25	2.75
Henri Grimard.....	0.60	0.05	0.55
Émile Chrétien.....	16.20	0.90	15.30
Rosaire Grimard.....	8.10	0.45	7.65
Jacques St-Onge.....	4.05	0.45	3.60
	\$460.65	\$11.42	\$449.23

*Annexe 4*

Re: Pont Lizotte, rivière du Chêne à Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.

Travaux faits par J.-Prudent Morin, contremaître au pont, du 9 au 14 novembre 1943.

	<i>Impôt</i>		
Thomas Déry.....	\$20.25	.....	\$20.25
Roland Picher.....	22.50	.....	22.50
Edgar Barabé.....	15.75	\$1.63	14.12
Edgar Mailhot.....	15.75	.....	15.75
Alphonse St-Cyr.....	9.45	.....	9.45
Eugène Chrétien.....	15.75	.....	15.75
Cérice Chrétien.....	12.60	.....	12.60
Jean-Paul Lépine.....	9.45	0.79	8.66
Alphonse Barabé.....	20.70	1.15	19.55
Émile Déry.....	21.60	1.20	20.40
Ovila Lépine.....	18.00	.....	18.00
Alfred Lépine.....	22.50	0.62	21.88
Télesphore Mailhot....	18.00	.....	18.00
Rosaire Grimard.....	19.80	1.10	18.70
Émile Chrétien.....	9.90	0.55	9.35
Jacques St-Onge.....	4.50	0.50	4.00
	\$256.50	\$7.54	\$248.96

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Budget supplémentaire  
1943-1944**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière finissant le 31 mars 1944, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Eugène Fiset

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 24 février 1944  
(Document de la session no 2)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

**Budget des dépenses  
1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière finissant le 31 mars 1945, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Eugène Fiset

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 24 février 1944  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

#### Projets de loi:

##### **Crédit nécessaire à l'exploitation des lots**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Godbout), et dont le texte se lit comme suit: Que la loi du département de la Colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 103) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 15, les suivants:

"16. Un fonds annuel de cinquante mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil peut affecter ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des prêts consentis par des syndicats coopératifs à des colons et au paiement de la prime de polices d'assurance affectées à la garantie de tels prêts.

"17. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les conditions auxquelles les prêts devront être consentis pour bénéficier des dispositions de l'article précédent et il peut autoriser le ministre de la Colonisation à faire, avec des syndicats coopératifs, ou des unions ou fédérations de tels syndicats des conventions à cette fin.

"18. Les dépenses occasionnées par l'application des articles 16 et 17 de la présente loi sont payées sur le fonds consolidé du revenu."

**M. Allard (Abitibi):** Le député de Dorchester (M. Bégin) ayant prétendu qu'il n'y a pas suffisamment de caisses populaires dans les régions de colonisation pour que le projet aide aux colons et qu'il n'y en a pas plus de 15 dans l'Abitibi, je dirai

qu'à l'heure actuelle il y a, au contraire, 31 caisses populaires, sur 61 paroisses ou colonies dans mon comté, qui rendent d'excellents services aux colons, avec un actif total de \$600,000. Huit à 10 autres s'y établiront dans un avenir très rapproché, grâce au travail des cercles d'étude de l'U.C.C. et, dans deux ou trois ans, il y aura des caisses populaires dans toutes les paroisses et les colonies dans le vaste comté de l'Abitibi, grâce à cette mesure.

À la paroisse de Sainte-Anne de Roquemaure, un centre de colonisation, la caisse populaire a pris un développement extraordinaire depuis trois ans. Elle compte 340 membres, elle a déjà consenti 1,100 prêts aux colons, et \$147,740 ont été déposés. Les caisses populaires accepteront ce projet de loi avec plaisir, grâce à la façon dont le gouvernement garantit leur autonomie. La loi du nantissement agricole, votée l'an dernier, est toujours là et on peut en profiter. Tous les citoyens influents de notre région, ainsi que les colons, approuvent l'initiative prise par le gouvernement et sont favorables au projet de loi.

À ce propos, il cite le témoignage d'un citoyen de Palmarolle, Abitibi, en faveur de la loi Godbout. Il s'agit du secrétaire-trésorier de la municipalité, qui n'est autre que le frère du député oppositionniste de Dorchester (M. Bégin) qui a combattu la mesure à la Chambre avec le plus d'acharnement. Le frère du député de Dorchester, un cultivateur en vue de l'Abitibi, ne partage pas les mêmes idées que le député, au sujet des caisses populaires, et il m'a annoncé que la Caisse populaire de Palmarolle endosse le bill 5.

Je suis d'avis qu'un des grands avantages du projet de loi du premier ministre aura pour résultat de promouvoir et de développer l'idée de la coopération et la mentalité coopérative et d'en faire le complément nécessaire de la colonisation. Il habituera les colons à compter davantage sur eux-mêmes et non plus à compter sans cesse sur l'aide exclusive du gouvernement, dont la fonction première ne doit pas être de faire vivre les citoyens. Le jour où on aura remplacé le mot "octroi" par le mot "coopération", on aura fait un grand pas dans la voie du succès.

Toutes les garanties nécessaires seront offertes aux caisses populaires qui prêteront aux colons. D'ailleurs, les colons n'ont pas besoin de garanties physiques pour emprunter aux caisses populaires, la garantie morale est souvent bien meilleure que la garantie physique, donnée par l'emprunteur.

Je félicite le premier ministre de l'intérêt qu'il porte à la colonisation et je le remercie d'avoir donné à l'Abitibi et aux autres comtés de cette

province un excellent moyen de développement. D'ailleurs, l'amour du premier ministre pour la colonisation est proverbial. Malgré ses multiples occupations, il est venu visiter l'Abitibi au cours d'une inspection des régions de colonisation. Je conserve comme un beau souvenir la photographie du premier ministre de la province sur un tracteur en train de défricher le lot d'un colon de l'Abitibi. Cette photographie est plus rassurante pour le colon que le portrait du chef de l'opposition à côté de M. John Bracken, à un banquet de Trois-Rivières, dont on a parlé hier.

(Applaudissements à droite)

Je félicite donc le premier ministre et le gouvernement de leur initiative et les assure de la reconnaissance des colons.

**M. Paquette (Labelle)** félicite le député de l'Abitibi, car il est d'accord avec lui: les banques ne sont pas les organismes pour faire des petits prêts aux colons. D'un autre côté, affirme-t-il, il ne faut pas faire courir de trop grands risques aux caisses populaires. Elles ont pris un développement extraordinaire depuis quelques années dans la province de Québec. Un grand nombre sont jeunes et, par conséquent, leur situation financière ne leur permet pas d'assumer des risques et de subir des pertes. La moindre perte d'argent chez elles pourrait compromettre leur existence.

Nous sommes tous d'accord pour dire que les caisses populaires sont un magnifique moyen d'épargne et que le colon a besoin d'aide. Toutefois, le projet de loi Godbout sera dangereux pour elles, puisqu'il peut avoir des conséquences désastreuses. Il sera non seulement inefficace, mais est susceptible de nuire aux caisses populaires. Mais, si le gouvernement aime réellement les caisses populaires et qu'il veut les protéger, il ne doit pas commencer par les étouffer.

On dit que les colons rembourseront leurs prêts, mais je les connais, les colons. Je vis au milieu d'eux, chez nous. Je sais qu'ils sont d'honnêtes gens et consciencieux, mais, à cause des difficultés au sein desquelles ils vivent, ils éprouveront de la misère à rencontrer leurs obligations. Quand on sait que, par suite de l'incurie du gouvernement, 40 % des colons qui ont obtenu des billets de location sont instables, qu'ils ne sont pas propriétaires de leur lot, qu'ils augmentent les dangers des prêts et qu'ils sont obligés d'abandonner leur lot au bout d'un an ou deux, après avoir épuisé tous les moyens de subsistance, on se fait une idée du risque que l'on fait courir aux caisses populaires.

Peut-on dire que les caisses populaires ne prennent pas un risque en prêtant aux colons? Est-ce qu'avec ce projet de loi on ne compromet pas l'avenir des caisses? Il appartient donc au gouvernement d'aider aux colons et d'assumer les risques de prêts que l'on veut mettre à la charge des caisses, car, s'il y a des risques à courir, c'est au gouvernement à les assumer et non aux caisses.

Cette mesure me paraît donc beaucoup plus une loi électorale qu'effective, comme plusieurs autres qui ont été présentées depuis le début de la session et comme beaucoup de lois inscrites dans nos Statuts et qui sont inopérantes.

Les caisses populaires n'ont pas l'organisme nécessaire pour faire la vérification qui s'imposera sur la solvabilité et les chances de remboursement du colon. Elles ne disposent pas du personnel voulu pour faire enquête; il leur faudrait un nombre considérable d'enquêteurs et d'inspecteurs. De plus, les distances à parcourir rendent ces enquêtes difficiles.

Le prêt agricole, avec son armée d'enquêteurs et d'inspecteurs est tout désigné pour devenir l'organisme d'aide aux colons. Si le gouvernement entend véritablement aider aux colons, qu'il se serve de la loi du prêt agricole ou qu'il greffe sur l'Office du prêt agricole un système de prêt aux colons calqué sur la merveilleuse loi de crédit agricole provincial appliquée par l'Union nationale.

Le gouvernement courrait alors seul le risque des pertes qui pourraient survenir, mais on ne risquerait pas la bonne réputation des caisses populaires. On prouverait aussi que le gouvernement ne veut pas simplement tenter de se faire du capital politique sur le dos des colons et des excellentes coopératives économiques que sont nos caisses populaires. Il demande donc au gouvernement de retirer sa loi à cette fin.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** se dit aussi favorable à un crédit gouvernemental aux colons, car la loi du gouvernement ne sera d'aucune efficacité pour les colons. Ainsi, on les aiderait non pas avec une loi qui met \$50,000 seulement à leur disposition, mais avec une mesure qui comporterait un plan d'ensemble pour la colonisation, quelque chose de similaire au crédit agricole, un crédit aux colons, par exemple.

Ce plan d'ensemble s'impose pour empêcher la ruine des colonies par la destruction des forêts en pays de colonisation car, dans certaines régions, comme à Rimouski, dans le passé les coupes de bois se sont faites de façon insensée et elles continuent à se faire sans discernement.

Il faut protéger aux lots des colons le bois qui s'y trouve et empêcher la coupe insensée que les marchands de bois dilapident. Car aujourd'hui les colons de ces localités sont privés de leur principale garantie, le bois, qu'ils pourraient offrir aux caisses populaires pour se prévaloir de la loi. Ces dernières courent donc un danger sérieux.

D'autre part, le premier ministre se trompe en disant que les unions régionales de caisses populaires prêtent aux individus. Elles ne prêtent qu'aux organismes solidement constitués. Du moins, c'est ce qui se passe dans mon comté. La loi n'aidera pas les colons. Si le gouvernement veut réellement aider les colons, qu'il établisse un crédit suffisant, comme le crédit agricole, sur lequel il pourra compter, sans risquer de mettre en danger la vie des caisses populaires.

**M. Morin (Québec-Centre)** demande à la Chambre de ne pas se surprendre si un député de ville appuie ce projet de loi, qui n'est peut-être pas parfait mais dont le principe est non seulement utile et admissible, mais fort louable. Si les caisses populaires étaient encore à l'état gélatineux, comme à leur début, on ne pourrait leur demander de participer aux prêts. Toutefois, les caisses populaires, qui s'appuient sur une solide armature métallique, avec un capital d'au-delà de \$60,000,000, sont maintenant à l'abri de toute ingérence politique ou gouvernementale dans l'octroi de ces prêts. Il n'y a aucune crainte à cela et elles n'auront pas à en souffrir, loin de là.

Quant aux remarques du député de Gaspé-Sud, au sujet de la coupe du bois, une commission d'enquête a déjà signalé au gouvernement les abus des marchands de bois qui avaient pu s'y glisser dans le passé et ces abus ont été corrigés depuis longtemps, le gouvernement ayant résolu cet important problème.

Je vais faire une suggestion au gouvernement. Pourquoi forcer le colon à n'emprunter que des caisses populaires? À l'heure actuelle, les particuliers prêtent aux colons. Les rentiers aiment à placer leur argent dans leur localité. J'ai moi-même eu, comme clients, des propriétaires de bateaux qui ont prêté aux colons. Pourquoi les gens - je ne dis pas les requins qui prêtent à des taux d'usuriers - qui ont de l'argent ne pourraient-ils prêter, dans les paroisses de colonisation, avec entente que le gouvernement paierait 4 % de l'intérêt? Pourquoi le gouvernement ne permettrait-il pas au crédit rentier de se prévaloir de la présente loi, tout comme les caisses pourront le faire, et ainsi bénéficier des mêmes allocations du gouvernement dans les cas des prêts aux colons, le 4 % sur l'intérêt?

Le projet est donc de nature à aider le colon et est un pas vers la libération économique des Canadiens français. Enfin, j'espère que le gouvernement ne s'arrêtera pas en si bonne voie et qu'il présentera bientôt un projet de crédit urbain pour les petits ouvriers, les collets blancs, les employés et les fonctionnaires.

(Applaudissements)

**M. Bégin (Dorchester)** fait remarquer au député d'Abitibi (M. Allard) que rien qu'en Abitibi il y a au moins 30 localités qui n'ont pas de caisse populaire, soit dans plus de la moitié des municipalités. Et dans ces municipalités, il y en aura plus tard, dans sept ou huit ans, mais qu'est-ce que cela peut faire pour aider les colons dans le moment? Ce sont généralement les colonies les moins avancées qui n'ont pas de caisse et ce sont aussi celles qui ont le plus besoin d'être aidées à l'heure actuelle.

On sait également que les règlements des caisses ne permettent pas de prêter autrement que dans la localité où elle se trouve située; on ne fait exception que pour ceux qui ont déménagé dans une municipalité voisine. Il ne sera donc rien fait pour les colons d'aujourd'hui.

Il s'agit tout simplement d'une loi d'élection. Le premier ministre, aux journalistes, a déjà admis que prêter aux colons, pour le gouvernement, c'était dangereux. Et il veut faire faire cet ouvrage par les caisses populaires. Il ne faudrait pas compromettre les caisses populaires en cette province.

Cette loi est donc une loi de camouflage. D'autant plus qu'on vient de nous en donner une autre preuve en distribuant à l'instant les estimés budgétaires de 1944-1945. Malgré les promesses du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), on n'y fait aucune mention du \$50,000 qui devrait être prévu par la loi pour le paiement du 4 % d'intérêt par le gouvernement sur les prêts de crédit aux colons. Pourtant, le gouvernement a prétendu que toutes les dépenses du budget doivent être contrôlées par la Chambre.

Au surplus, il appartient au gouvernement et non aux caisses populaires d'assumer les risques de ce crédit aux colons. On devrait plutôt greffer le crédit aux colons à l'Office du crédit agricole et adapter le prêt agricole aux besoins du colon.

Que le gouvernement mette à la disposition des colons un crédit de \$2,000,000 à \$3,000,000 au lieu de présenter la loi actuelle. C'est une loi insuffisante, inefficace, injuste, préélectorale et dangereuse.



**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
(Applaudissements de la droite)

Le gouvernement présente une loi que nous croyons progressive, sociale et humaine, ce qui est du nouveau pour les députés de l'opposition qui ne sont pas accoutumés à cela. Du côté de l'opposition, on dit: Cela est nouveau, donc dangereux. S'il fallait toujours écouter l'opposition et avoir peur du nouveau, nous croupirions dans la routine.

Personne ne conteste que le colon a besoin de crédit, pour de petits prêts de \$25 à \$100. Tout le monde le sait. La présente loi est opportune parce qu'elle accorde ce crédit; elle est raisonnable parce que le colon empruntera à 2 % seulement, tandis que le gouvernement paiera 4 % de l'intérêt sur le prêt. Et cette loi procurera ces prêts aux colons par l'entremise des caisses populaires. Il ne serait pas avantageux de donner de l'argent aux colons, car les gouvernements doivent coopérer plutôt que de donner. Nous n'offrons pas du pain gratuitement, car le pain de la charité a toujours un goût amer.

C'est une mesure nécessaire au développement du colon et de la colonisation dans la province, car cette loi permettra la fondation et le progrès des caisses dans chaque localité; ces institutions nous procureront l'indépendance économique dont nous parlons tant et, s'il y avait dans chaque paroisse une bonne caisse populaire, notre peuple serait le plus indépendant, financièrement, du monde. (Applaudissements) Les caisses sont des organismes de crédit essentiels dans les colonies pour l'avantage du colon lui-même et pour le développement des œuvres paroissiales. Aucun organisme n'est mieux placé que la caisse pour prêter.

Quels dangers y a-t-il? Le gouvernement paie 4 % de l'intérêt. Les caisses ne courent aucun risque avec ce système de prêt. Le député d'Abitibi (M. Allard) le disait en toute vérité: La meilleure garantie qu'elles puissent obtenir réside encore dans la valeur morale du colon, et cette garantie morale du colon vaut mieux que n'importe quelle autre garantie, comme la garantie physique. Et la valeur morale d'un citoyen, ceux qui la connaissent le mieux, ce sont les citoyens de la colonie ou de la même paroisse. Nul n'est mieux placé pour juger du degré de solvabilité de chaque emprunteur. La caisse disposera donc autour d'elle des moyens pour juger de cette garantie.

Je ne crois pas au principe que le gouvernement doit tout faire et tout payer. Je suis contre le paternalisme d'État et je suis tout à fait contre l'idée de laisser l'ouvrier et le cultivateur

croire que c'est au gouvernement de les faire vivre, le gouvernement prévoyant à tout. Il ne faut pas faire de charité en donnant ainsi de l'argent, mais bien coopérer avec le colon qui a ainsi le sentiment de la responsabilité. Le gouvernement préfère la coopération au secours direct. Il faut décourager le paternalisme d'État et habituer le peuple à ne pas croire que le gouvernement doit faire vivre tout le monde.

Car ce n'est pas la fin du gouvernement de faire cela. C'est une impossibilité, et c'est une sottise que d'y croire. Aucun gouvernement ne peut tout faire pour une classe de la société en particulier. Et jamais on ne fera plus de tort aux agriculteurs et aux colons que de leur faire croire que le gouvernement peut tout faire et qu'on n'a qu'à s'adresser à lui pour régler tous ses problèmes. Les gouvernements qui aident le plus chacune des classes de la société, ce sont ceux qui coopèrent.

Le gouvernement doit donc plutôt coopérer avec les diverses classes de la société. Nous avons dit aux colons: Vous allez mettre un organisme sur pied et nous coopérerons avec vous. Le problème des colons ne sera pas réglé avec la présente loi, mais je suis convaincu qu'avec l'organisation et le développement des caisses populaires dans toutes les paroisses de nos colonies de la province, le gouvernement pose un jalon sur la voie de la libération économique du peuple canadien-français. C'est l'œuvre que l'on doit attendre du gouvernement. Et, si nous voulons cette libération, nous devons poser un premier geste et commencer dès maintenant à faire quelque chose pour l'obtenir.

Les députés de l'Union nationale ne devraient jamais parler des prétendus risques que le gouvernement va courir. Nos prédécesseurs ont organisé un crédit en Gaspésie pour aider les pêcheurs, avec la coopération des caisses populaires. Mais les conditions n'étaient pas les mêmes, car dans le cas du crédit aux pêcheurs, la loi de l'Union nationale laissait la grosse partie du risque aux caisses, car même si le gouvernement avançait 65 % du capital, il s'emparait de 100 % des garanties, n'en laissant aucune aux caisses populaires. Voilà comment l'Union nationale aidait les caisses. Et aujourd'hui, l'opposition nous dit que le gouvernement actuel fait prendre des risques aux caisses populaires!

Sait-on qui a contribué à la rédaction de ce projet de loi? Je vais le dire à la Chambre. Ce sont des citoyens de grand mérite, qui s'intéressent aux colons et aux caisses populaires. Ainsi, ce projet a été proposé et préparé en collaboration par M. Cyrille Vaillancourt, gérant général de la Fédération des caisses populaires, M. Léo Brown, sous-ministre

de la Colonisation, M. Morin, sous-ministre de l'Agriculture, M. J.-Antonio Grenier, président de l'Office du crédit agricole, M. Nadeau, secrétaire du département de la Colonisation, M. Adjutor Dussault, conseiller juridique du ministère de la Colonisation, Mgr Auguste Boulet, p.d., président des sociétés diocésaines de colonisation, dont on connaît le dévouement, M. l'abbé Armand Malouin, propagandiste diocésain des caisses populaires et missionnaire colonisateur dans la région de Sherbrooke, M. l'abbé Arthur Fortier, propagandiste des caisses populaires dans la région de Chicoutimi, M. l'abbé Paul-Émile Dubé, propagandiste des caisses populaires dans la région de Rimouski, M. Émile Couture, ancien curé de la paroisse de Sainte-Anne de Roquemaure, la belle paroisse dont on a parlé tout à l'heure, et fondateur d'une caisse populaire dans sa paroisse, M. Abel Marion, président de l'U.C.C. et ancien candidat oppositionniste dans Compton, et M. Samuel Audet, directeur des caisses populaires en Abitibi et inspecteur général des caisses populaires de ce comté.

La loi a été approuvée par tous ces gens-là, de même que par Me Valmore de Billy, c.r., de Québec<sup>2</sup> de Lévis, associé professionnel de l'honorable député de Matane (M. Gagnon). Je ne serais pas surpris si Me de Billy, qui est un fervent ami des caisses populaires et qui s'intéresse beaucoup à celle de Lévis, avait consulté le député de Matane à propos de ce projet. Ce sont donc tous des gens qui s'y connaissent en colonisation ou qui sont familiers avec le fonctionnement des caisses populaires. L'opposition devrait s'unir au gouvernement pour voter en faveur de ce projet.

Notre loi est bonne. Elle donnera d'excellents résultats et l'opposition regrettera de l'avoir combattue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande quel est le but du gouvernement en prolongeant le débat. L'opposition était prête à voter il y a quelques jours. Le premier ministre a fait la nomenclature des gens qui approuvent la loi. Si tous ces messieurs ont obtenu les mêmes renseignements que ceux qui ont été donnés en Chambre, et qu'ils se sont fiés aux déclarations du premier ministre, ils ont peut-être été mal renseignés ou alors leur bonne foi a été trompée et surprise.

(Murmures de protestation à droite)

Les colons ont besoin d'autre chose que des discours des députés et du premier ministre. On dit: À cheval donné, on ne regarde pas la bride. Mais,

dans ce cas-ci, le gouvernement, à l'envers du bon sens, donne une bride aux colons à la condition qu'ils achètent le cheval qu'ils n'ont pas le moyen d'acheter. Le gouvernement offre l'accessoire, l'intérêt, et il laisse le colon chercher le principal, savoir le capital.

Le premier ministre a eu une pensée extraordinaire en disant qu'il veut assurer la libération économique des Canadiens français. Cette libération consiste dans le maintien d'institutions comme les caisses populaires, qui ont pu prospérer grâce à l'observance de certains règlements. Si les caisses accomplissent une œuvre utile, c'est parce qu'elles les respectent. Or, le gouvernement leur demande de violer leurs règlements, car on les met de côté avec ce projet de loi. Non seulement c'est inutile et mauvais pour les colons, mais c'est aussi très nuisible aux caisses populaires et pourrait facilement les conduire à la ruine éventuellement.

Le prêt agricole que nous avons accordé aux cultivateurs était véritablement un moyen de garantir la libération économique du peuple, car nous avons permis à ces gens de garder leur terre. Et on sait que le maintien du cultivateur sur sa terre bien à lui est le moyen primordial et essentiel d'assurer notre indépendance économique. Pourtant, le même premier ministre et le gouvernement se sont opposés au crédit agricole. L'Union nationale a fait sa large part pour les colons: elle a augmenté les crédits à la colonisation et, notamment, a débarrassé le colon des entraves du marchand de bois.

L'opposition veut que l'on rende justice aux colons en leur fournissant l'aide dont ils ont besoin et à laquelle ils ont droit, sans favoritisme politique. Il faut un prêt aux colons pour rendre le même service à cette classe importante de la société, le colon. Et, si nous voulons l'aide aux colons, cette loi est loin de la leur assurer.

Cette mesure sent plutôt les élections; elle n'a pas pour but d'aider les colons, mais de surprendre leur bonne foi, de capter leurs votes et de redorer le blason du gouvernement par le favoritisme politique à la veille des élections provinciales. La loi actuelle n'est passée que pour acheter le vote des colons. Toutefois, l'Union nationale sait qu'ils ne se laisseront pas acheter.

Mais nous allons cesser de parler. Les journaux nous apportent le discours que le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a dans la tête depuis trois semaines et il faudrait qu'il s'en débarrasse. Nous allons l'aider à s'en délivrer. D'ailleurs, c'est son chant du cygne<sup>3</sup>.

La résolution est adoptée sur division<sup>4</sup>.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution relative au bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot, laquelle est lue après division.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

**M. Bégin (Dorchester)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve la résolution relative au bill no 5, intitulé: "Loi pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot":

a. parce que ladite résolution est inefficace, injuste à l'endroit des colons et qu'elle prête au favoritisme politique au détriment de la colonisation;

b. parce que ladite résolution est préjudiciable et nuisible aux caisses populaires.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** consent à ce que l'amendement du député de Dorchester serve pour le vote de la résolution ainsi que sur les deux autres étapes de la deuxième et de la troisième lecture et que le vote soit le même.

**M. Chaloult (Lotbinière)** déclare, après explications, qu'il votera contre l'amendement et pour le bill en deuxième lecture, mais qu'il s'abstiendra de voter sur la troisième lecture.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

La résolution relative au bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot est, en conséquence, agréée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bégin (Dorchester)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve le bill no 5, intitulé: "Loi pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot":

a. parce que ledit bill est inefficace, injuste à l'endroit des colons et qu'il prête au favoritisme politique au détriment de la colonisation;

b. parce que ledit bill est préjudiciable et nuisible aux caisses populaires.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn,

Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, 41.

**Contre:** MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bégin (Dorchester)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve le bill no 5, intitulé: "Loi pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot":

*a.* parce que ledit bill est inefficace, injuste à l'endroit des colons et qu'il prête au favoritisme politique au détriment de la colonisation;

*b.* parce que ledit bill est préjudiciable et nuisible aux caisses populaires.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guérin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, 40.

**Contre:** MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Voies et moyens<sup>5</sup>:

### Discours du budget 1944

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** M. l'Orateur, pour la cinquième fois j'ai l'honneur de me lever devant la Chambre et de proposer, selon l'ordre du jour, que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des voies et moyens. C'est la procédure traditionnelle pour permettre à la Chambre d'être saisie d'un rapport sur la situation financière de la province et pour pourvoir aux besoins de Sa Majesté pour l'année financière à venir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** (Agitant de nouveau le journal, avec manchettes de huit colonnes annonçant le discours du budget): Dispense... dispense...

(Rire général)

**L'honorable M. Mathewson (Notre-Dame-de-Grâce)**<sup>6</sup>: Si les circonstances ont retardé le châtiment que mérite l'opposition, elle n'y échappera pas tout de même. Alors, qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour brièvement passer en revue la gestion financière des cinq dernières années.

Le présent gouvernement a assumé la direction des affaires publiques le 8 novembre 1939. Le département du Trésor me fut assigné. Un de mes premiers actes officiels fut d'établir la situation financière telle qu'elle se présentait alors. Je n'ai pas hésité à avoir recours à des comptables du dehors pour m'aider dans cette tâche; j'ai pris cette décision non pas parce que je n'avais pas confiance dans les fonctionnaires du département que j'allais présider, mais parce qu'il m'a semblé sage que les faits soient reconnus par une autorité indépendante. J'ai estimé qu'on éviterait ainsi des discussions ultérieures sur la situation exacte de la province à l'époque où nous avons pris le pouvoir. Les comptables se mirent ardemment au travail et, en collaboration avec les fonctionnaires du département, ils établirent la situation réelle. Le rapport de ces comptables désintéressés a été publié et annexé au discours du budget prononcé en 1940. Les mêmes comptables ont préparé, à ma demande, un relevé comparatif de l'état des finances de la province en 1936 et en 1939. Les faits auxquels je vais faire allusion furent établis; je les rappelle maintenant non pas dans un esprit de critique malveillante de l'administration précédente, mais seulement pour faire ressortir les éléments de la tâche formidable à laquelle nous avions à faire face. Entre 1936 et le 8 novembre 1939, la dette globale de la province avait plus que doublé. Aussi exactement qu'on pût l'établir, le chiffre pour 1936 s'élevait à \$209,000,000 et, pour 1939, à \$420,000,000. Les parties constitutives principales de cette dette globale sont peut-être d'un intérêt plus immédiat. La dette consolidée détenue par le public avait passé de \$130,000,000 à \$278,000,000, une augmentation de \$148,000,000. La dette non consolidée ou flottante avait été portée de \$40,000,000 à \$55,000,000. Ces deux éléments sont les plus importants et je ne retiendrai pas la Chambre pour examiner de nouveau la situation en ce qui concerne le passif différé et le passif indirect, puisque ces aspects de la question ont fait l'objet d'un examen des documents antérieurement publiés.

Les chiffres que j'ai cités démontrent que pendant les 167 semaines du mandat de l'administration de l'Union nationale, de 1936 à 1939, celle-ci a augmenté la dette consolidée et flottante de la province à raison d'environ \$1,000,000 par semaine, et ceci, sans tenir compte de l'augmentation du passif indirect et du passif différé. Une telle accélération de l'endettement dépassait les charges que pouvait supporter la province. Le gouvernement de l'époque est inévitablement arrivé au bout de ses moyens; il ne lui fut plus possible d'emprunter au Canada. D'une émission d'obligations de \$30,000,000 lancée en mars 1939, il restait invendu plus de \$5,000,000 au mois de juillet suivant. En désespoir de cause, le gouvernement d'alors s'orienta vers le marché américain où il arriva à emprunter \$30,000,000. Pour cette opération, nous devons maintenant déboursier \$110,000 chaque année en prime sur l'annuité de \$1,000,000 payable en fonds américains. Nous devons également payer une prime semblable sur les paiements annuels d'intérêt.

On ne doit pas croire que l'administration antérieure ne s'est pas efforcée d'augmenter les revenus au moyen des impôts. L'année avant son entrée au pouvoir, c'est-à-dire pour l'exercice qui s'est clos le 30 juin 1936, les revenus se montaient à \$38,666,299.27. Au 30 juin 1939, c'est-à-dire à la fin du dernier exercice de l'administration précédente, celle-ci les avait portés à \$60,836,100.20. Ces chiffres ressortent des comptes publiés par mes honorables amis siégeant de l'autre côté de la Chambre. Les personnes que les calculs intéressent constateront que l'augmentation des charges au titre des impôts représentait à peu près 60 %<sup>7</sup>. En dépit de cette augmentation des revenus et des impôts, les déficits annuels augmentèrent en raison surtout du complet relâchement du contrôle des dépenses.

Pour l'année qui s'est close le 30 juin 1939, les dépenses s'élevèrent au montant de \$110,108,522.09, le chiffre le plus élevé jamais atteint. Les prévisions de dépenses qui avaient figuré au budget soumis à la Chambre pour la même année s'élevaient sur tous comptes à \$80,000,000 par rapport à des revenus évalués à \$57,000,000; on s'attendait donc à devoir emprunter \$23,000,000 pour faire face aux exigences de l'exercice. Au lieu du montant prévu de \$80,000,000 que je viens de signaler, les dépenses effectives se sont élevées à \$110,000,000 et les revenus formèrent un total de \$60,000,000, ce qui laissait, sur tous comptes, un écart de plus de \$50,000,000 à combler par des emprunts.

On peut raisonnablement se demander comment les dépenses totales ont pu en fait s'élever à \$110,000,000, alors que le budget prévoyait \$80,000,000. L'explication est facile. D'une part, le budget n'a pas été suivi; il fut relégué dans un tiroir pour y accumuler de la poussière. D'autre part, conformément au système alors en vigueur, il était possible de dépasser le budget en ce qui concerne les deux tiers des articles soumis à la Chambre. Le contrôle démocratique des dépenses exercé par la Chambre, contrôle qui constitue le fondement et la clef de voûte d'un gouvernement responsable, était dans une grande mesure tombé en désuétude. On n'était pas lié par les articles statutaires du budget; on pouvait les dépasser en vertu du statut qui les régissait, sans respecter le chiffre qui avait été indiqué à la Chambre.

Je vais maintenant passer à nos actes et, lorsque je me serai brièvement exprimé, mon intention est de traiter de la situation actuelle et des mesures que nous envisageons pour l'avenir.

Le gouvernement a constaté que, s'il prenait des mesures trop rigoureuses pour arrêter les dépenses, le service public risquerait d'être sérieusement compromis. Quels que soient les individus chargés de la gestion des affaires, le gouvernement de la province de Québec, en sa qualité de gouvernement, devait remplir ses obligations. Nous nous sommes donc proposés d'équilibrer le budget graduellement, et ceci, dans les limites d'une période de trois ou quatre années. Nous devons compléter l'année financière 1939-1940, conformément au budget voté par la Chambre sous le régime précédent. Ce budget qui s'élevait à \$81,000,000 avait déjà été dépensé ou engagé jusqu'à concurrence d'environ \$68,000,000, lorsque nous avons pris le pouvoir le 8 novembre 1939. L'administration précédente avait ainsi en quatre mois effectué de massifs prélèvements sur le budget dont presque 85 % avait été épuisé; la tâche nous était imposée d'assurer pendant huit mois la marche des affaires sur la base du même budget dont il ne restait disponible que 15 %. L'exercice a donc accusé un déficit sur tous comptes de l'ordre de \$52,000,000.

Ce budget fut placé sous le contrôle de la Chambre et, après trois ans, l'ère des déficits était terminée. La province entreprit de vivre selon ses moyens, les surplus succédèrent aux surplus et, cette année, le gouvernement peut commencer à réduire graduellement les taxes.

L'exercice suivant qui ne comportait que neuf mois nous a permis, sous l'empire du budget que nous avions établi, de réduire le déficit sur tous comptes à environ \$16,000,000.

La Chambre fut invitée - et elle ne se déroba pas à cette invitation - à passer des lois qui tout d'abord limitaient au chiffre indiqué à la Chambre les dépenses prévues à certains articles du budget. Par une loi ultérieure et de caractère plus général, une grande partie du budget fut placée sous le contrôle direct de la Chambre. La situation a ainsi maintenant été renversée, et environ deux tiers de tous les articles compris dans les dépenses annuelles sont soumis au vote obligatoire de la Chambre.

Il serait difficile d'exagérer l'importance de la modification fondamentale qui fut ainsi apportée au système antérieurement en vigueur. Alors que l'ancienne pratique, aux termes de laquelle les départements pouvaient dépenser ce qui leur semblait raisonnable en ce qui concerne les deux tiers des dépenses de l'année, n'avait pas de conséquences néfastes tant que le gouvernement était dirigé par des hommes prudents et avertis, elle avait des conséquences désastreuses lorsque cette condition n'était pas remplie. Je ne saurais recommander trop fermement à la Chambre de défendre jalousement maintenant et à l'avenir la prérogative, qui est la sienne, de contrôler les cordons de la bourse.

Il ne s'ensuit pas qu'il faut que tous les articles du budget fassent l'objet d'un vote annuel. Certaines obligations sont essentiellement d'un caractère statuaire et permanent; je citerai par exemple le paiement des intérêts sur la dette publique, qui ne devrait pas être voté chaque année et qu'il convient de considérer comme une obligation statuaire. Il y a d'autres catégories semblables de dépenses, mais il n'en reste pas moins que, dans toute la mesure du possible, la Chambre devrait garder pour elle le contrôle des finances.

En plus des changements fondamentaux apportés au système financier, auxquels je viens de faire allusion, le gouvernement s'est trouvé dans l'obligation d'imposer des taxes pour acquitter les dettes dont il avait hérité du régime précédent et pour faire face aux besoins accrus du service public. Corrélativement à la création de nouvelles sources de revenus, les dépenses furent comprimées d'une manière rigoureuse; elles furent ramenées de \$110,000,000 à environ \$90,000,000 et, à ce point, les dépenses et les revenus se sont rejoints.

C'est avec beaucoup de satisfaction que je pus signaler qu'à la fin de la troisième année de notre administration la période des déficits était close, que le budget était équilibré sur tous comptes, qu'il avait été possible de faire face à toutes les dépenses ordinaires, extraordinaires et en immobilisations et

que l'exercice qui s'était terminé le 31 mars 1942 accusait un surplus de \$1,988,000.

Depuis ce temps, tenant compte de cet excédent sur tous comptes, le gouvernement s'empresse de réduire le fardeau des impôts et abolit les péages sur les ponts; cette décision eut pour effet de réduire d'environ \$1,400,000 les revenus de la province.

Malgré cette perte de revenus, l'année suivante, c'est-à-dire celle qui s'est terminée le 31 mars 1943, a de nouveau accusé un excédent sur tous comptes, excédent qui s'est élevé à \$870,000. Le gouvernement a alors estimé qu'il devait faire son possible pour réduire de nouveau le fardeau des impôts et, en conséquence, les petites successions furent dégrevées.

Les *Comptes publics* pour l'exercice clos le 31 mars 1943 ont été soumis à la Chambre, il y a quelque temps; on y trouvera les chiffres que j'ai cités. Il semble à peine nécessaire que je présente des observations sur la gestion de ladite année sur laquelle je me suis étendu en présentant le discours du budget le 25 mars 1943. À cette époque, les résultats étaient basés sur une expérience effective de 11 mois et sur une évaluation pour un mois. On constatera que les prévisions qui furent alors faites correspondent presque exactement aux résultats effectifs.

Passons maintenant à l'année en cours qui se terminera le 31 mars prochain; je soumetts des tableaux faisant ressortir les résultats probables tant en ce qui concerne les revenus que les dépenses.

Tableau No 1

## Province de Québec

**État provisoire des revenus ordinaires  
pour l'exercice financier 1943-1944**

*10 mois terminés - 2 mois en cours - 12 mois*

**Revenus ordinaires:***Provenant de taxes:*

## Trésor, bureau du revenu:

Loi des véhicules automobiles.....	7,010,000.00
Taxe sur la gasoline .....	11,800,000.00
Droits sur les successions.....	6,600,000.00
Taxes sur les corporations.....	16,193,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	269,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc. ....	340,000.00
Taxe sur le revenu.....	2,480,000.00
Taxe de vente .....	13,158,000.00
Taxe sur le tabac .....	4,189,000.00
Autres taxes.....	<u>45,000.00</u>
	62,084,000.00

Trésor, bureau des assurances.....	130,000.00
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	3,000,000.00
Secrétariat de la province.....	111,000.00
Travaux publics.....	36,000.00
Travail .....	94,000.00
Chasse .....	30,000.00
Procureur général .....	<u>176,000.00</u>
	65,661,000.00

**État provisoire des revenus ordinaires  
pour l'exercice financier 1943-1944 (suite)**

*10 mois terminés - 2 mois en cours - 12 mois*

*Provenant d'autres sources:*

Subside de la puissance du Canada (basé sur la population).....		2,739,000.00
Intérêts:		
Placements de fonds d'amortissement .....	1,503,000.00	
Divers comptes.....	<u>418,000.00</u>	1,921,000.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce .....	10,700,000.00	
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	9,700,000.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts .....	7,100,000.00	
Mines.....	2,046,000.00	
Chasse .....	392,000.00	
Pêcheries .....	48,000.00	
Colonisation .....	<u>118,000.00</u>	9,704,000.00
Honoraires, divers départements.....		706,000.00
Amendes, etc., divers départements.....		580,000.00
Contributions municipales:		
Entretien des prisons, prisonniers, etc.....		45,000.00
Divers, différents départements .....		<u>1,486,000.00</u>
		<b><u>\$ 92,542,000.00</u></b>

*Tableau No 2*

*Province de Québec*

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations  
pour l'exercice financier 1943-1944**

*10 mois terminés - 2 mois en cours - 12 mois*

<i>Départements</i>	<i>Total</i>	<b>Dépenses</b>	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Affaires municipales .....	120,000.00	120,000.00	.....
Agriculture .....	6,792,000.00	6,769,000.00	23,000.00
Bureau de reconstruction économique.....	50,000.00	45,000.00	5,000.00
Chasse .....	564,000.00	564,000.00	.....
Colonisation .....	3,976,000.00	3,976,000.00	.....
Conseil Exécutif.....	1,568,000.00	1,568,000.00	.....
Industrie et Commerce .....	450,000.00	450,000.00	.....



<b>État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations pour l'exercice financier 1943-1944 (suite)</b>  <i>10 mois terminés - 2 mois en cours - 12 mois</i>			
<i>Départements</i>	<i>Total</i>	<b>Dépenses</b>	
		<i>Ordinaires</i>	<i>En immobilisations</i>
Législation.....	803,000.00	803,000.00	.....
Mines.....	716,000.00	716,000.00	.....
Pêcheries .....	710,000.00	525,000.00	185,000.00
Procureur général .....	4,642,000.00	4,642,000.00	.....
Santé et Bien-Être Social .....	5,701,000.00	5,646,000.00	55,000.00
Secrétariat de la province.....	5,140,000.00	4,804,000.00	336,000.00
Terres et Forêts .....	2,877,000.00	2,510,000.00	367,000.00
Travail .....	7,533,000.00	7,533,000.00	.....
Travaux publics.....	3,229,000.00	2,959,000.00	270,000.00
Trésor .....	21,517,000.00	21,517,000.00	.....
Voirie .....	<u>6,593,000.00</u>	<u>8,193,000.00</u>	<u>8,400,000.00</u>
	\$ 92,287,000.00	\$ 82,646,000.00	\$ 9,641,000.00

### *Sommaire*

#### **Compte ordinaire:**

Revenus ordinaires.....	92,542,000.00
Dépenses ordinaires .....	<u>82,646,000.00</u>
Surplus au compte ordinaire .....	<u>\$ 9,896,000.00</u>

**Compte "Immobilisations" .....** \$ 9,641,000.00

Il ressort des tableaux qui précèdent et qui reposent sur l'expérience effective de dix mois et une prévision pour deux mois (février et mars) que, sur tous comptes, l'exercice accusera un nouvel excédent qui peut être évalué cette fois à environ \$255,000. En d'autres termes, la province a de nouveau adapté ses dépenses à ses moyens; j'aurai quelque chose à ajouter sur ce sujet dans quelques instants.

Comme on le constatera en se reportant aux tableaux que j'ai soumis, les revenus de l'année courante sont évalués à \$92,542,000.

Je sou mets maintenant de nouveaux tableaux qui se réfèrent au prochain exercice.

Tableau No 3

## Province de Québec

**Revenus ordinaires probables  
pour l'exercice financier 1944-1945**

**Revenus ordinaires:***Provenant de taxes:*

## Trésor, bureau du revenu:

Loi des véhicules automobiles .....	7,300,000.00
Taxe sur la gazoline .....	11,800,000.00
Droits sur les successions.....	9,500,000.00
Taxes sur les corporations.....	15,720,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	300,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc. ....	330,000.00
Taxe sur le revenu.....	2,470,000.00
Taxe de vente .....	11,700,000.00
Taxe sur le tabac .....	4,200,000.00
Autres taxes.....	<u>43,000.00</u>

\$ 63,363,000.00

Trésor, bureau des assurances.....	126,000.00
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	3,000,000.00
Secrétariat de la province.....	398,000.00
Travaux publics.....	36,000.00
Travail.....	100,000.00
Chasse.....	29,000.00
Procureur général .....	<u>175,000.00</u>

\$67,227,000.00

*Provenant d'autres sources:*

Subside de la puissance du Canada (basé sur la population).....	2,739,129.00
---	--------------

## Intérêts:

Placements de fonds d'amortissement .....	1,700,000.00
Divers comptes.....	<u>341,000.00</u>

2,041,000.00

## Commission des liqueurs de Québec:

Compte de commerce .....	9,000,000.00
Moins : Subvention à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>

8,000,000.00

## Richesses naturelles:

Terres et Forêts .....	7,400,000.00
Mines.....	2,036,000.00
Chasse.....	398,000.00
Pêcheries .....	62,000.00
Colonisation.....	<u>132,000.00</u>

10,028,000.00

Honoraires, divers départements.....	660,000.00
Amendes, etc., divers départements.....	584,000.00
Divers, différents départements .....	<u>1,280,000.00</u>

\$ 92,559,129.00

Tableau No 4

## Province de Québec

**Prévisions budgétaires - ordinaires et en immobilisations  
pour l'exercice financier 1944-1945**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales .....	161,600.00	161,600.00	.....
Agriculture .....	6,807,250.00	6,800,000.00	7,250.00
Bureau de reconstruction économique .....	4,000.00	4,000.00	.....
Chasse .....	544,500.00	544,500.00	.....
Colonisation .....	3,967,000.00	3,967,000.00	.....
Conseil exécutif .....	1,527,650.00	1,527,650.00	.....
Industrie et Commerce .....	522,550.00	522,550.00	.....
Instruction publique .....	9,589,470.00	9,589,470.00	.....
Législation .....	1,100,000.00	1,100,000.00	.....
Mines .....	683,000.00	683,000.00	.....
Pêcheries .....	640,000.00	500,000.00	140,000.00
Procureur général .....	4,425,000.00	4,425,000.00	.....
Santé et Bien-être Social .....	5,768,500.00	5,698,500.00	70,000.00
Secrétariat de la province .....	4,432,500.00	4,266,500.00	166,000.00
Terres et Forêts .....	2,704,500.00	2,691,000.00	13,500.00
Travail .....	7,955,000.00	7,955,000.00	.....
Travaux publics .....	4,600,500.00	4,100,000.00	500,500.00
Trésor .....	21,950,161.00	21,950,161.00	.....
Voirie .....	<u>14,900,000.00</u>	<u>8,400,000.00</u>	<u>6,500,000.00</u>
	\$92,283,181.00	\$84,885,931.00	\$ 7,397,250.00

**Sommaire****Compte ordinaire:**

Revenus ordinaires .....	92,559,129.00
Dépenses ordinaires .....	<u>84,885,931.00</u>
Surplus au compte ordinaire .....	\$ 7,673,198.00

**Compte "Immobilisations" .....** \$ 7,397,250.00

Il ressort des tableaux qui précèdent que les revenus totaux pour l'année prochaine s'élèveront à un chiffre sensiblement égal à ceux de l'exercice en cours. On prévoit pour l'année prochaine des revenus se montant à \$92,559,129. Les dépenses prévues au compte ordinaire sont évaluées à \$84,885,931, ce qui

représente, au compte ordinaire, un surplus de \$7,673,198.

Les dépenses en immobilisations se limitent à \$7,397,250. Le résultat sur tous comptes est ainsi, pour l'exercice 1944-1945, un excédent global de \$275,948.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans son état des dépenses capitales, le trésorier de la province tient-il compte de l'achat de la Montreal Light, Heat and Power par la province?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Nous discuterons cette question en temps et lieu. Mais, puisqu'il fait allusion à cela, c'est le temps pour le chef de l'opposition de dire s'il est pour ou contre la nationalisation de cette entreprise d'électricité. Mon honorable ami est-il pour ou contre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la question. Je demande au trésorier s'il a tenu compte du coût de l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'argent nécessaire pour défrayer ce coût sera puisé dans le surplus de \$250,000. J'ai donné une réponse à cette question, mais nous ne savons pas encore si le chef de l'opposition est pour ou contre la nationalisation.

(Applaudissements à droite)

Je dois attirer l'attention de la Chambre sur le fait que les revenus au titre de la taxe de vente sont évalués pour l'année prochaine à \$11,700,000, comparé à \$13,158,000 pour l'année en cours. Cette réduction de \$1,458,000 est prévue pour tenir compte des amendements à la loi de la taxe de vente qui seront prochainement soumis à la Chambre et qui auront pour effet d'exonérer un certain nombre d'articles d'usage courant.

D'autre part, les droits de succession qui, au cours de l'année courante, rapporteront environ \$6,600,000 sont évalués pour l'année prochaine à \$9,500,000. C'est sur la base de l'expérience acquise que repose ce dernier chiffre supérieur au premier. En effet, la somme de \$9,500,000 représente un chiffre légèrement inférieur à la moyenne annuelle des cinq années précédentes. Cette évaluation semble donc être justifiée.

En ce qui concerne les dépenses à prévoir au cours du prochain exercice, il convient de signaler que le gouvernement doit faire face au compte ordinaire, à même ses revenus, à des augmentations de dépenses qui sont inévitables dans certains départements et qui s'élèveront à environ \$5,000,000. Les éléments principaux de cette augmentation sont un crédit de \$700,000 inscrit dans le budget du département de l'Agriculture pour le paiement de la prime sur le fromage, dépense qui,

l'année dernière, a été couverte par un mandat spécial sans prévision dans le budget. D'autre part, l'achat de semences coûtera une somme supplémentaire de \$350,000.

Les pensions de vieillesse, les pensions pour les aveugles et les mères nécessiteuses absorberont un montant additionnel de \$1,000,000. Les désastres subis dans les Cantons-de-l'Est à la suite des pluies torrentielles et des inondations qui en furent la conséquence, inondations qui ont emporté des ponts et endommagé d'autres travaux publics, entraîneront un supplément de dépenses de \$500,000. Le rajustement des salaires des fonctionnaires et employés du gouvernement représente une dépense complémentaire de \$1,000,000. D'autres dépenses nouvelles et inévitables, réparties dans divers départements, portent à \$5,000,000 environ le total de ces divers crédits nouveaux.

Malgré cette augmentation de charges, il a été possible, grâce à la coopération sincère et empressée de tous les départements, de maintenir le total du budget à un chiffre très voisin des dépenses probables de l'exercice en cours.

Un mot sur les fonds d'amortissement. Depuis que le présent gouvernement détient le pouvoir, une somme totale de \$35,000,000 a été versée dans les différents fonds d'amortissement institués pour faciliter le remboursement des obligations à leur échéance respective. Ceci veut dire que nous remboursons actuellement les dettes de la province à raison d'un peu plus de \$150,000 par semaine, alors que nos prédécesseurs les avaient augmentées à raison de un million pendant chaque semaine qu'ils détenaient le pouvoir. Il peut au premier abord paraître curieux à une personne qui n'est pas versée dans la comptabilité que la dette consolidée de la province n'accuse pas immédiatement une réduction correspondante d'un montant équivalent. L'explication est très simple. La première année de la gestion du présent gouvernement, qui exécutait le budget du régime précédent, s'est traduite par un déficit de \$52,000,000 et, l'année suivante, accusait un déficit de \$16,000,000. Un emprunt spécial, s'élevant au montant minime d'environ \$2,500,000, fut lancé pour liquider certains comptes dus à la ville de Montréal.

Le gouvernement a en outre assumé comme obligations directes certains éléments de passif qui avaient été antérieurement considérés du point de vue technique comme des obligations indirectes bien qu'elles fussent gagées sur le crédit de la province. Je songe spécialement à la prise en charge par la province, comme obligations directes, des débetures

des écoles spécialisées s'élevant à \$2,183,000, du pont du lac Saint-Louis et de son passif s'élevant à la somme de \$2,885,000 et au refinancement, sous la forme d'une obligation directe, du montant emprunté pour liquider les dettes du séminaire de Saint-Sulpice. Il faut, bien entendu, tenir compte, sous les rubriques appropriées, de ces virements. On trouvera dans les comptes publics des détails complets sur ces opérations.

Me serait-il maintenant permis d'indiquer les raisons pour lesquelles le gouvernement a jugé nécessaire de prendre les mesures auxquelles il a eu recours et les motifs qui l'ont inspiré dans ses efforts tendant à stabiliser et à assainir la situation financière de la province.

De saines finances constituent le fondement d'une économie prospère. La gestion des deniers publics par les représentants élus du peuple n'affecte pas seulement l'administration publique; elle exerce inévitablement son influence sur la communauté tout entière.

Tout en se rendant pleinement compte qu'une situation financière saine représente un élément nécessaire pour le progrès économique du pays, le gouvernement n'a pas perdu de vue que de saines finances ne constituent en un sens qu'une vertu négative; elles permettent le progrès mais ne le constituent pas.

Il est méritoire d'éviter le gaspillage et de comprimer les dépenses dans les limites des revenus car on facilite ainsi un développement progressif. Le gouvernement a été pleinement conscient de cet aspect des affaires publiques.

Tout en pratiquant de sains principes d'économie, il a engagé de généreuses dépenses pour des objets dignes d'intérêt. L'énorme augmentation de budget et des dépenses pour l'instruction publique constitue le fait le plus saillant dans ce domaine au cours des cinq dernières années.

Dans le budget de 1939-1940, la dotation du département de l'Instruction publique était de \$3,669,000; l'année prochaine, elle s'élèvera à \$9,589,000. Au cours de la première de ces périodes, une somme de \$1,836,000 était attribuée au secrétariat de la province; l'année prochaine, elle sera de \$4,432,500. C'est ainsi que, désireux qu'il était de donner de l'impulsion à la cause de l'instruction publique dont l'importance est si vitale pour le développement de la province, le gouvernement a augmenté les budgets de ces deux départements de \$5,500,000 en 1939-1940, sous l'égide du gouvernement antérieur, à une somme supérieure à \$14,000,000 en 1944-1945.

S'ajoutent à ces crédits les prévisions que comportent les budgets d'autres ministères pour venir en aide à des institutions d'enseignement. Je vise notamment le département de l'Agriculture et le département des Mines. Le gouvernement est convaincu que l'instruction constitue le bien le plus précieux qu'il puisse offrir à la génération qui monte. L'éducation représente une forme de richesse qui ne perd jamais sa valeur; elle ne peut jamais être détruite; elle constitue l'arme intangible, l'épée invisible au moyen de laquelle la jeunesse peut le mieux affronter les luttes de l'existence.

La politique raisonnée à longue échéance, à laquelle se sont attachés avec tant de dévouement le premier ministre et le secrétaire de la province, aura d'innombrables répercussions avantageuses sur l'avenir de la province et de ses enfants.

De saines finances ont contribué à rendre possible cette avance considérable sur la voie du progrès.

Le département de la Santé et du Bien-être social constitue un autre ministère qui utilise pleinement les ressources mises à sa disposition pour assurer l'exécution des vastes œuvres humanitaires qui sont de son ressort. Une lutte journalière est engagée contre la maladie et on ne néglige aucun effort pour attaquer le mal à sa racine. L'augmentation du nombre des unités sanitaires représente un aspect de l'important travail de prévention que l'on s'attache à mener à bonne fin. On s'efforce également de dépister scientifiquement et de faire disparaître la tuberculose. On voue des soins particuliers à la guérison des malades. Les versements aux hôpitaux pour les malades indigents ont été sensiblement augmentés à partir d'août 1943.

Une condition préalable au progrès après la guerre est l'instauration d'un régime de stabilité sociale et économique. Le présent gouvernement n'a pas hésité à cette fin et il n'a pas reculé devant l'application des lois qu'il avait promulguées. Le but de cette législation n'est pas d'avantager une partie ou une classe quelconque de la communauté, mais elle vise au bien général. Il ne peut pas y avoir de stabilité économique sans sécurité sociale.

Qu'il me soit permis de formuler quelques observations à propos de la sécurité sociale. On peut s'étonner que je traite très peu de cette question au cours de ce discours, mais la cause n'est pas difficile à trouver. La politique du gouvernement à ce sujet a été annoncée et répétée maintes fois. Dans le discours sur le budget de l'année dernière, on trouvera l'exposé du point de vue du gouvernement, et je tiens à dire que le gouvernement n'a pas modifié son attitude.

Nous ne nous faisons pas l'illusion que l'État peut tout faire, ni qu'il doit tout faire. C'est la liberté d'initiative qui est à la base de toute prospérité. Sans l'espoir d'améliorer sa situation économique, un homme est dépourvu d'initiative. On cherche parfois à faire croire au public que seules les lois peuvent créer la richesse.

C'est une erreur fondamentale. Les meilleures lois au monde ne peuvent faire autre chose que de créer des conditions favorables pour celui qui veut travailler et progresser.

Une terre ne se cultive pas par des lois. Il faut des bras forts et une volonté ferme.

Il existe actuellement au Canada un parti politique qui passe son temps à dire au public qu'en centralisant tout, on guérira tous les maux du monde. La C.C.F. veut mettre fin aux monopoles en créant un surmonopole. Elle veut établir un monopole des monopoles. Des dirigeants se croient les hommes tout indiqués par la Providence pour tout gérer. Est-ce que ce ne serait pas là la dictature économique à outrance?

Pour ne traiter que d'un élément de leur programme, celui d'étatiser et de centraliser, entre leurs mains à Ottawa, toutes les banques à charte du pays, ils voudraient assumer le contrôle complet de toutes les finances.

Voyez-vous, M. l'Orateur, quel serait le résultat pour les provinces du Canada de l'application d'une telle politique? Au bout de peu de temps, les provinces ne seraient que de vains mots et leur nom ne serait que des souvenirs historiques. Sous un tel régime, le trésorier d'une province quelconque serait obligé de se rendre à Ottawa, le chapeau à la main, demander la permission d'administrer son département.

Il serait obligé de demander la permission d'ouvrir un compte de banque, d'avoir les facilités normales et usuelles d'avances de fonds en anticipation des recettes de revenus. S'il voulait emprunter ou même renouveler les emprunts existants, il lui faudrait encore l'approbation de ces messieurs. Telle permission et telle approbation seraient sans doute accordées, mais qu'est-ce qu'il y aurait pour empêcher un gouvernement C.C.F. d'y mettre les conditions qui bon lui sembleraient? Il pourrait passer le couteau à la gorge d'une province. Il pourrait la paralyser dans toutes ses activités économiques.

Que les électeurs du pays se mettent en garde!

Tout ce que j'ai à dire sur la sécurité sociale se trouve exprimé dans la phrase dont je me suis

servi il y a un an, à savoir: "Un foyer et un emploi stable et équitablement rémunéré pour chaque individu constituent la meilleure forme possible de sécurité sociale." Il n'y a pas de sécurité sociale qui vaut un foyer et un emploi stable.

Un bon emploi permettant à un individu normal de vivre en paix et lui donnant l'occasion d'élever d'une manière convenable sa famille constitue donc l'élément principal de la sécurité sociale. Tout individu devrait être en mesure de donner à ses enfants une éducation qui leur permettra d'améliorer leur situation dans la vie, s'ils font preuve d'application au travail.

Les problèmes d'ordre social et économique ne disparaîtront pas à la fin de la guerre. Le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour que ses finances lui permettent d'entreprendre les travaux publics nécessaires, à une échelle en fonction des exigences de la période d'adaptation de l'économie de guerre à l'économie de paix.

Le marché des obligations de la province de Québec qui, il y a cinq ans, était saturé d'émissions à court terme, en est maintenant largement dégagé. Pendant les deux années qui vont suivre, les échéances d'obligations détenues par le public s'élèvent à des montants insignifiants. La province est en mesure de bénéficier de l'assainissement de son crédit et d'en faire profiter les citoyens. C'est avec fierté et satisfaction que le gouvernement peut proclamer qu'au point de vue financier la province de Québec peut envisager l'avenir avec courage et confiance.

Au cours du présent discours, nous nous sommes efforcés de traiter seulement des problèmes d'ordre financier intéressant notre province. Il ne faut pas croire que cette attitude a été dictée par une incompréhension de tout ce qui se passe autour de nous dans le monde, ni qu'elle implique que nous ne nous rendons pas pleinement compte que tout ce qui nous est cher est en jeu dans le conflit actuel.

C'est par l'accomplissement assidu des tâches qui nous sont assignées, au meilleur de notre capacité, que nous pouvons le mieux servir la cause commune.

Le but à atteindre est la victoire et l'établissement d'un monde habitable dont les fondations reposeront non sur la force, mais sur les assises éternelles des valeurs morales<sup>8</sup>.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** pour **M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)**<sup>9</sup> propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

8. Selon *L'Événement* du 25 février 1944, à la page 10, le trésorier provincial a terminé son discours à 6 heures moins dix, après avoir parlé durant environ 45 minutes.

9. *L'Événement* du 25 février 1944, à la page 10, nous apprend que c'est le député Langlais qui demande l'ajournement du débat au nom du député Beaulieu, qui a dû quitter la Chambre plus tôt pour sa ville natale, afin d'assister aux funérailles d'un parent.

### NOTES

1. Selon *La Patrie* du 25 février 1944, à la page 12, la séance ne commença qu'à 3 h 40.

2. *L'Action catholique* du 25 février 1944, à la page 17, parle de Me Valmore de Billy, de Lévis. Après vérification, il appert que l'avocat de Billy avait son bureau à Québec et sa résidence à Lévis.

3. Selon *La Patrie* du 25 février 1944, à la page 12, le chef de l'opposition brandit un journal de Québec, édition de l'après-midi, dans lequel on voit le texte du discours du budget publié au texte. Rire général, le trésorier n'ayant pas encore commencé à parler.

4. Selon *L'Événement* du 25 février 1944, à la page 3, le débat sur ce projet de loi a duré près de 1 h 30.

5. Toujours selon *L'Événement* du 25 février 1944, à la page 7, le discours du budget commence vers 5 h 05. En raison de l'heure tardive, les dernières éditions des journaux de l'après-midi circulaient déjà sur la rue depuis quelque temps avec le texte ou, du moins, les parties essentielles du discours du budget.

6. *L'Événement* du 25 février 1944, à la page 3, nous apprend qu'au début de son discours le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) parle en anglais, puis il a continué son discours en français. *L'Action catholique* du 25 février 1944, à la page 3, écrit que le grand argentier n'avait jamais parlé avec autant d'assurance. Sa voix était ferme et on avait l'impression qu'il avait beaucoup de plaisir à parler des finances de la province.

7. *L'Événement* du 25 février 1944, à la page 10, nous donne 65 %.





Séance du mardi 29 février 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Décisions de l'Orateur:**

**Décision au sujet du bill 175  
sur la taxe de vente**

**M. l'Orateur:** Le mercredi 23 février 1944, l'ordre du jour no 37, deuxième lecture du bill 175, loi abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province", ayant été appelé, l'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord) a opiné que ce bill est hors d'ordre et irrégulier parce qu'il a pour objet une matière de finances et qu'il ne peut, en conséquence, être présenté que par un ministre de la couronne. Et il a cité l'article 538 du Règlement de la Chambre à l'appui de ses prétentions.

Au cours de la discussion qui s'ensuivit, l'honorable chef de l'opposition a soumis que la décision que j'ai rendue le 3 février 1944 a pour effet d'autoriser un député qui n'est pas ministre à prendre l'initiative d'une mesure qui a pour objet l'abolition d'un impôt.

Il a allégué de plus qu'il n'appartenait pas à l'Orateur, mais à la Chambre d'ordonner le retrait d'un bill public déjà présenté, après révocation de l'ordre qu'elle a déjà voté au sujet de ce bill.

Et il s'appuie, quant à cette dernière prétention, sur une décision rendue par l'honorable M. Bouchard, le 15 février 1934 (*Journaux de la Chambre*, p. 138, 139 et 140), et sur les articles 533 et 550 du Règlement.

Je tiens à faire remarquer immédiatement que la décision que j'ai rendue le 3 février 1944, relativement aux bills 8, 9, 10 et 11, n'a pas la portée que voudrait lui donner l'honorable chef de l'opposition. Ces bills, en effet, étaient présentés par des ministres de la couronne. En les déclarant réguliers malgré l'absence de résolutions (article 548, note f), je n'ai donc pas décidé implicitement que de simples députés en auraient pu prendre l'initiative.

Les règles posées par les articles 538 et 548 du Règlement sont bien différentes. La première concerne le droit d'initiative en matière de législation générale; la seconde ne vise que les cas où une résolution est nécessaire.

Vouloir prétendre que l'article 548 prévoit tous les cas où le droit d'initiative est déferé aux seuls ministres de la couronne, ce serait conclure à l'inutilité de l'article 538, ce qui est contraire aux règles fondamentales de l'interprétation des lois.

Sur le mérite du point d'ordre soulevé par l'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord), je crois qu'il est à propos de porter à l'attention de la Chambre les quelques considérations suivantes.

En Angleterre, les auteurs de droit public reconnaissent en principe à un simple député le droit strict de présenter une mesure qui a pour effet de réduire ou d'abolir un impôt. Mais ces auteurs déconseillent en même temps une telle pratique qu'ils semblent désirer voir disparaître si elle devait se généraliser. Voyons d'abord ce que dit Todd à ce sujet, dans son ouvrage sur le gouvernement de l'Angleterre, tome 1, page 713:

La présentation d'un projet de loi ou d'une résolution ayant pour but la réduction ou l'abolition d'un impôt, que ce soit à des fins fiscales ou commerciales, est une question parlementaire et ne concerne pas la couronne directement.

Le droit strict d'un simple député de prendre l'initiative d'une telle procédure ne peut donc lui être refusé et a été reconnu ces dernières années par d'importants chefs d'État, mais il lui est cependant fortement déconseillé, sous un régime parlementaire, d'exercer ce droit.

Il existe un principe important en matière de finances, selon lequel il vaut mieux "éviter de faire appel à la Chambre pour condamner des taxes à un moment où le gouvernement n'est pas prêt à les abolir" car, ce faisant, les marchands ne s'y retrouveraient plus dans leurs transactions commerciales et le gouvernement arriverait difficilement à équilibrer les finances publiques.

Lowell, un professeur de droit public à l'Université de Harvard, s'exprime à peu près dans les mêmes termes que Todd. J'extrais de son traité sur le gouvernement de l'Angleterre (traduction Nérinx, tome 1, p. 343 et 344) les commentaires suivants:

"Le gouvernement possède donc seul le droit de proposer une augmentation des charges publiques,

soit par la création de nouveaux impôts, soit par le relèvement des contributions existantes, et aucun député en particulier ne peut proposer d'accroître les charges que ces projets comportent. Les députés peuvent cependant proposer de réduire ces charges, et il leur est loisible de déposer des projets de loi portant sur l'abolition ou la réduction des impôts auxquels le gouvernement n'a pas proposé de toucher...

"Mais il est rarement fait usage de ces droits et presque jamais avec succès; s'il en était autrement, il n'est pas douteux qu'on les trouverait gênants et qu'ils disparaîtraient."

Au Canada, Bourinot ne semble pas avoir traité la question du point de vue qui nous occupe. Mais Beauchesne refuse à un député qui n'est pas ministre de la couronne le droit d'initiative d'une mesure qui a pour objet de réduire une taxe. À la page 182 de la dernière édition (1943) de son traité *Parliamentary Rules and Forms*, paragraphe 497, il s'exprime comme suit:

Seul un ministre de la couronne peut présenter un projet de loi ayant pour objet la réduction des charges publiques. Le gouvernement doit prendre l'entière responsabilité des taxes qu'il perçoit comme sources de revenus.

C'est sans doute pour faire disparaître toute ambiguïté sur une question aussi importante que cette Chambre a jugé à propos, en 1941, de poser la règle que nous retrouvons à l'article 538. Ce dernier, en effet, est de droit nouveau.

Puisque nous avons maintenant un texte formel de notre règlement qui régit le droit d'initiative en matière de législation générale, je suis d'opinion que c'est ce texte qui doit seul prévaloir et que nous devons mettre de côté la doctrine des auteurs anglais, qui se sont prononcés en l'absence d'une disposition semblable.

Je suis donc convaincu de l'irrégularité du bill 175. Mais, vu l'importance du sujet, je crois de mon devoir de laisser à la Chambre le soin de se prononcer et de donner ainsi à tous les députés l'occasion d'exprimer leur opinion.

Au surplus, je ne crois pas qu'il soit en mon pouvoir de mettre de côté un bill dont l'ordre de deuxième lecture a déjà été voté par la Chambre. L'on doit plutôt suivre la décision de l'honorable M. Bouchard, en date du 15 février 1934, et les articles 533 et 550 du Règlement, qui m'ont été signalés par l'honorable chef de l'opposition. La procédure à suivre, si l'on veut faire disparaître le bill 175 de l'ordre du jour, c'est d'en faire révoquer l'ordre de deuxième lecture, puis d'en demander le retrait.

## Questions et réponses:

### Mandat spécial no 3847 du 21 décembre 1943

**M. Sauvé (Beauharnois):** Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province en vertu du mandat spécial, ordre en conseil no 3847, en date du 21 décembre 1943:

1. À qui le gouvernement de la province a-t-il payé la somme de \$14,520.35?

2. Quand le gouvernement de la province a-t-il effectué tous et chacun desdits paiements?

### L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur): 1.

Hon. juge S. McDougall.....	\$1,055.63
Hon. juge Garon Pratte.....	925.75
Hon. juge J.-Alfred Prévost.....	855.35
Charles-Ed. Chayer.....	1,490.80
J.-Alfred Dion.....	315.00
Jean Pelletier.....	2,045.62
Cyrille Potvin.....	236.25
Émilienne Massey.....	230.00
Colonel Jones.....	20.00
Major E. D. Flynn.....	20.00
M. R. Kane.....	20.00
<i>Progrès du Saguenay</i> .....	26.74
Camille Hardy.....	118.00
<i>Quebec Chronicle Telegraph</i> .....	25.20
<i>Le Lac Saint-Jean</i> .....	18.00
Montreal Star Co. ....	44.40
Librairie Régionale, Inc. ....	7.24
Canadian National Telegraphs.....	2.80
Hôtel Jonquière.....	650.10
Roger Hétu.....	340.00
Omer Pion.....	241.75
G.-Oscar Boisjoly.....	630.99
Maurice Ouellette.....	231.00
J-Edm. Vaillancourt.....	6.50
James E. Ellis.....	10.80
E. Bergeron.....	4.20
Jules Bergeron.....	5.55
Sûreté provinciale de Québec.....	113.65
Albert Tanguay.....	100.00
Service des Impressions.....	309.92
Ville de Jonquière.....	480.00
Imprimerie de Jonquière.....	14.38
Hôtel Kénogami.....	28.50
Imprimerie de Roberval.....	5.70
Canadian National Express.....	4.37
Lake St. John Power & Paper Co. ....	118.10
Ville de Dolbeau.....	15.90

Sylvio Tremblay.....	18.05
John D. Nichiporowich .....	737.82
Lucien Lavallée.....	538.25
Maurice Guay.....	559.45
Russel Murphy.....	557.55
Chs-A. Lavallée .....	449.25
Paul-Émile Noël.....	127.84
Théo. Girard.....	108.90
René Gagnéux.....	129.37
Félix Jodoin.....	165.69
Roméo Poulin.....	174.69
Joseph Giroux .....	4.00
T. E. Fitzpatrick .....	58.80
René Viau.....	55.80
G. Chamberland .....	55.80
Office Machine & Equipment.....	10.90

2. 30 décembre 1943.

#### **Lois publiques omises dans les Statuts refondus, 1941**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Combien de lois provinciales actuellement en force, et qui ont été présentées à l'Assemblée législative de la province de Québec au moyen d'un bill public, ont été omises des Statuts refondus de la province de Québec, 1941?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 282, et ce nombre ne comprend pas les lois adoptées avant l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925, et qui ne sont pas reproduites dans lesdits Statuts refondus.

#### **Voies et moyens:**

##### **Débat sur le budget 1944-1945**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 24 février dernier, sur la motion de trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** M. l'Orateur, lorsque le trésorier provincial s'est levé l'autre jour pour exposer ce qu'il a prétendu être la situation financière de la province, il a prononcé son discours en français et en anglais. En parlant ainsi dans les deux langues, il a consacré le fait que le Canada est un pays bilingue et que l'anglais et le français sont deux langues officielles non seulement

dans la province de Québec, mais dans tout le pays, d'après la Constitution qui nous régit depuis 1867. Le bilinguisme raisonnablement et justement compris et appliqué comporte beaucoup d'avantages. Dans le cas du trésorier provincial, le bilinguisme lui aura permis de répéter deux fois ses arguties et de tenter de noyer et de cacher doublement les inexactitudes dont fourmille son discours.

Vous avez remarqué, entre autres, M. l'Orateur, que le trésorier provincial s'est vanté, s'est glorifié même, de présenter à la Chambre le cinquième budget du gouvernement actuel, depuis les dernières élections provinciales qui ont eu lieu en 1939. C'est là une manifestation d'inconscience, d'insouciance inqualifiable, car, depuis un demi-siècle, depuis 50 ans, jamais un gouvernement n'a méprisé les droits du peuple au point de se cramponner au pouvoir pendant cinq années consécutives. Il oublie que c'est le dernier gouvernement qui a osé agir de la sorte, il y a 50 ans, de 1892 à 1897, qui n'a jamais repris le pouvoir et n'est même jamais revenu en Chambre, et n'a jamais administré la province depuis, et ce sera la répétition de l'histoire pour le gouvernement actuel.

De plus, en attirant l'attention de la Chambre sur le fait qu'il présente le cinquième budget de son gouvernement depuis bientôt cinq ans, le trésorier souligne, afin peut-être que les représentants du peuple et la province toute entière puissent bien s'en rendre compte, que le gouvernement actuel a eu, plus qu'aucun autre gouvernement, tout le temps possible, soit pour faire le bien, soit pour se corriger de mal faire.

M. l'Orateur, je vous fais grâce de la citation latine qui se traduit ainsi: Se tromper, c'est humain; persévérer, c'est diabolique.

Je regrette pour le trésorier provincial et pour le gouvernement dont il fait partie que, dans l'exposé budgétaire qu'il a fait à la Chambre l'autre jour, le trésorier se soit inspiré de ses propres discours, dont il vient de faire, nous a-t-il dit, le cinquième, et qu'il ait persévéré à multiplier et à répandre les erreurs et les inexactitudes, pour ne pas dire plus, dont il se rendait coupable dès son premier exposé budgétaire.

Avant d'entrer dans le domaine de l'analyse des nombres et des chiffres contenus dans l'exposé budgétaire du trésorier, j'affirme que ce cinquième budget nous donne, encore une fois, la preuve d'un des grands déficits de l'administration actuelle: son manque à respecter les grands principes de la démocratie. Le gouvernement a non seulement un déficit administratif et financier, il a surtout un déficit de principes et de doctrine.

Le gouvernement sait ou devrait savoir que le régime démocratique a pour instrument le suffrage universel, que le but d'une démocratie est de remplacer l'autorité imposée par une autorité choisie et voulue, exercée par la majorité des citoyens libres au jour du vote. Or, de par la volonté du gouvernement, le peuple a un déficit de représentation en Chambre. Il y a actuellement sept sièges sans représentant, et cela, depuis plusieurs sessions. Pour excuser son attitude antidémocratique, le gouvernement s'est retranché derrière le prétexte accommodé à toutes les sauces de l'état de guerre, mais cette raison ne tient plus debout.

Même en Angleterre, sous les bombes et les bombardements, dans des périodes particulièrement difficiles, il y a eu des élections chaque année; il y en a encore eu une ces jours derniers. Les États-Unis sont en guerre; cela n'a pas empêché des élections d'avoir lieu aux États-Unis. Il y a la guerre en Australie et en Afrique, on y a tenu des élections quand même; il y a eu des élections partout au Canada, en fait, sauf au Québec et en Allemagne. Dans la province de Québec, le gouvernement ne fait pas d'élections à cause de la guerre.

Remarquez bien, M. l'Orateur, qu'en Allemagne Hitler non plus ne fait pas d'élections, et c'est pourtant parce que Hitler a voulu imposer au monde ses idées antidémocratiques que nous lui faisons la guerre. En violant ainsi les droits essentiels de la démocratie dans la province de Québec, le gouvernement s'est rendu coupable d'une des pires banqueroutes possibles: la banqueroute des principes démocratiques.

Le discours du trésorier provincial, discours dont pourtant il se glorifie et se vante, est rempli de contradictions, d'inconsistance et d'illogisme. Le gouvernement Godbout a des déficits qu'il déguise en surplus; il n'a rien fait, aucune œuvre constructive, aucuns travaux publics, aucune route, rien. Avec des revenus moindres et des devoirs sacrés à remplir, comme secourir les chômeurs, pensionner les vieillards, les mères nécessiteuses, donner des prêts aux cultivateurs, etc., l'Union nationale a moins dépensé que le gouvernement actuel.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de faire une brève revue de la situation depuis quelques années. On se souvient des conditions qui existaient dans la province de Québec lorsque l'Union nationale fut choisie par le peuple, au mois d'août 1936, pour administrer la province. Suivant les déclarations faites à l'époque par nos adversaires politiques d'hier, qui sont les mêmes que ceux que nous avons

devant nous aujourd'hui, plus de 50 % des cultivateurs de la province de Québec étaient menacés de perdre leur terre et étaient condamnés à un état de vie voisin de la misère. Un ancien ministre de l'Agriculture ne se gênait pas de dire que "l'agriculture était dans le marasme dans la province de Québec". Il n'y avait pas de prêt agricole. Le cultivateur et le colon n'avaient aucun moyen de se tirer des conditions mauvaises où la crise, qui sévissait alors, les avait entraînés.

Non seulement il n'y avait pas de prêt agricole, mais le premier ministre actuel disait que "les cultivateurs de la province souffraient d'un excès de crédit". L'ancien premier ministre de la province, père politique du premier ministre actuel, avait même osé dire en cette Chambre que l'on ne devrait pas établir un système de crédit agricole dans la province de Québec parce que "les cultivateurs de la province payaient mal leurs dettes".

À côté de ces conditions terribles dont souffrait la population de nos campagnes, il y avait celles presque désespérées qui existaient dans les villes. Le chômage sévissait partout. Des centaines de milliers de personnes, pères, mères de famille, leurs enfants, étaient abandonnées à leur sort; leur santé morale et leur santé physique étaient menacées, et pourtant, le gouvernement d'alors ne faisait rien pour leur venir en aide. Et, M. l'Orateur, Dieu sait si le gouvernement aurait pu, s'il l'eût voulu, faire quelque chose et pour soulager la misère dans nos campagnes et pour venir en aide aux chômeurs dans nos villes.

Partout des travaux urgents étaient nécessaires. La voirie de la province de Québec était dans un état de délabrement qui frisait la ruine. C'était l'époque des chemins étroits et croches, remplis de trous et d'ornières. C'était l'époque où les ponts étaient désuets et insuffisants, comme, par exemple, à l'entrée de Montréal, ainsi qu'à de nombreux endroits dans la province. C'était l'époque où on risquait, jusqu'à 20 fois sur un parcours de 100 milles, de se faire renverser par une locomotive, aux traverses à niveau. C'était l'époque où les enfants, pour prendre l'air et se récréer, devaient jouer dans la rue sous le pas des chevaux ou devant les roues des camions et des automobiles. Ce n'est que sous l'Union nationale que des terrains de jeux ont été construits partout dans nos villes, pour le bien-être physique et moral de l'enfance.

Et pourtant, malgré ce laisser-faire, ce manque à faire, le gouvernement d'alors devait à tout le monde. C'était le régime des fameux pitons dont la population n'a pas perdu le souvenir. Les comptes

de la province étaient soutirés aux banques. Le gouvernement multipliait les chèques sans provision. Le gouvernement jouait avec les fonds de la Commission des liqueurs et forçait celle-ci à lui remettre plus que la Commission ne retirait, obligeant la Commission des liqueurs à emprunter sur ses revenus futurs, et cela, aux dépens du Trésor public. Et pourtant ce régime, dont faisait partie le premier ministre actuel à titre de ministre de l'Agriculture, avait plus que doublé la dette, de 1931 à 1936. Il avait fait peu de bien et beaucoup de mal.

C'est le bilan que ce gouvernement laissait à la nouvelle administration, lorsqu'il fut chassé du pouvoir par un peuple en colère lors des élections du mois d'août 1936. Dès qu'il eût été assermenté comme premier ministre de la province et qu'il eût formé son cabinet, le chef actuel de l'opposition convoqua une session d'urgence pour bien définir à la face de la province son orientation politique. Cette orientation politique, on la trouve dans le premier discours du trône, fait par l'Union nationale, établissant la primauté du capital humain sur le capital argent et assurant la population qu'à l'avenir la province de Québec serait gouvernée par les représentants du peuple, pour le peuple, et non plus simplement pour des favoris, et que toute la politique du gouvernement en serait une nationale, sociale et familiale. Ce programme fut aussitôt traduit en actions et les Statuts de la province sont là pour le prouver.

L'Union nationale a donné à la province de Québec le prêt agricole qui a tiré l'agriculture de l'état de marasme, dont parlaient nos adversaires politiques, et a permis aux cultivateurs de conserver leur terre et de progresser, de sorte que, même après la guerre actuelle, il n'y aura pas de crise agricole chez nous comme il y en eut une, et terrible, après la dernière Grande Guerre, celle de 1914-1918. Par notre prêt agricole, nous avons assuré la prospérité et la paix aux cultivateurs pendant la période de 1936 à 1939, pendant la période de guerre que nous subissons depuis 1939, et cette prospérité durera dans l'après-guerre, car elle est fondée sur quelque chose de solide, sur la propriété du sol, qui fait la richesse de notre classe agricole et, partant, de toute notre province.

Aux chômeurs, l'Union nationale a donné non seulement du pain, mais du travail. Et, en donnant du travail au chômeur, en lui permettant de gagner honorablement sa vie, celle de sa femme et de ses enfants, le gouvernement faisait bâtir dans la province de Québec, en enrichissant notre héritage d'autant des œuvres qui dureront et dont la nécessité était reconnue depuis de très nombreuses années.

C'est ainsi que le gouvernement de l'Union nationale a tellement amélioré la voirie dans la province qu'une autorité américaine disait qu'en trois ans les routes de la province de Québec avaient été améliorées dans une proportion de 33 % de ce qu'elles étaient auparavant. Par sa politique de voirie, le gouvernement de l'Union nationale a redressé et raccourci de plusieurs milles l'artère principale qui relie Montréal à Québec. Il a fait disparaître une vingtaine de traverses à niveau excessivement dangereuses. Il a construit le pont Charlemagne qui donne accès à l'Île de Montréal, et tout le monde sait que ce pont était devenu absolument nécessaire depuis des années. Il a construit, à Montréal, le pont du boulevard Pie IX. Il a organisé et développé la voirie rurale de façon à relier les villages producteurs aux centres de distribution par de bonnes routes carrossables qui rejoignaient facilement les routes principales.

C'est le gouvernement de l'Union nationale qui, le premier, a assuré la terre libre au colon libre. On sait qu'autrefois le colon n'était pas libre sur le lot qui lui avait été loué par le gouvernement, car les marchands de bois avaient le droit d'y faire des coupes pendant 16 mois avant que le colon ne puisse commencer lui-même son exploitation. C'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui a considérablement augmenté le domaine de la colonisation. C'est lui qui a bâti des écoles pour les colons, des chapelles, créant ainsi la communauté paroissiale, noyau de notre société québécoise.

Dans tous les domaines, son activité bienfaisante s'est fait sentir et toujours dans l'intérêt du peuple, de sa santé morale et physique, de son bien-être et de sa culture.

Il a encouragé l'éducation non pas par des lois comportant des sanctions pénales contre ceux qui ne vont pas en classe et contre leurs parents, mais en bâtissant des écoles et en accordant des bourses aux étudiants les plus méritants. C'est ainsi qu'il a construit une école des mines, une mine-école, des écoles de pêcheries, des écoles d'agriculture, des écoles d'arts et métiers, l'école du meuble et l'École supérieure du commerce. C'est pour cela qu'il a créé un ministère de la Santé, qu'il s'est occupé de la jeunesse.

C'est toujours dans l'intérêt du peuple qu'il a accordé des pensions aux vieillards, des allocations aux mères nécessiteuses; c'est pour les ouvriers qu'il a amendé la loi des accidents du travail et qu'il a passé des lois qui ont eu pour effet de faire gagner aux ouvriers, soit à l'ouvrier des villes, soit au bûcheron de la forêt, des millions de dollars en salaires supplémentaires chaque année.

Et pourtant, il ne faut pas perdre de vue, M. l'Orateur, que, lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, les coffres étaient vides, la province était endettée du double depuis quelques années et une foule de comptes n'étaient pas payés. Le gouvernement devait à tous, et il nous fallut, dès les premiers jours, emprunter \$51,000,000 pour payer les chèques sans provision émis par le gouvernement et les comptes en souffrance se chiffrant à des millions de dollars dus par le gouvernement Taschereau-Godbout-Bouchard.

Et malgré tout cela, je l'établirai bientôt, l'augmentation totale de la dette pendant les trois années d'administration de l'Union nationale n'a été que de \$97,000,000, bien qu'elle eût déboursé plus de \$74,000,000 pour secourir les chômeurs, leur rendre justice et les traiter de façon humanitaire.

S'il y a des dépenses qui sont une cause d'appauvrissement et de ruine, il y en a d'autres qui sont une source de richesse. Il y a des dépenses qui sont productives, qui sont causes d'amélioration et, partant, de prospérité et de progrès. Par exemple, dépenser pour sauver la vie de quelqu'un, ce n'est pas une dépense, c'est un placement, car la vie humaine vaut mieux que tout l'argent du monde. Dépenser pour construire, dépenser pour édifier, dépenser pour augmenter son actif, ses biens, son bien-être, sa santé, n'est pas une dépense, c'est un placement, c'est un moyen de s'enrichir. Employer l'argent de la province pour nous permettre d'être maîtres chez nous, ce n'est pas une dépense, c'est un placement.

Dépenser pour conserver nos droits, notre autonomie, notre liberté de nous gouverner nous-mêmes, ce n'est pas une dépense, c'est un placement qui rapportera au centuple dans l'avenir, puisque cette dépense nous assure la sauvegarde de notre principal capital, le droit d'être maître dans notre propre maison.

Dépenser pour instruire ses enfants, pour leur construire des écoles au lieu d'obliger les parents à y envoyer leurs enfants; dépenser pour améliorer le sort du cultivateur et lui assurer la possession du sol de la province de Québec, dépenser pour assurer la terre libre au colon libre; dépenser pour améliorer nos routes, dépenser pour construire des ponts nécessaires, dépenser pour abolir des traverses à niveau dangereuses, dépenser pour construire des terrains de jeux essentiels à la santé physique et morale des enfants; dépenser en vertu d'une législation sociale qui protège les vieux, les vieilles, les mères nécessiteuses, les orphelins, les aveugles, ce n'est pas une dépense, c'est un placement. C'est accomplir un devoir pour rendre justice à l'être humain dont la valeur ne se compare pas à l'or.

Lorsque l'Union nationale dépensait, elle rendait au peuple les argents qui lui venaient du peuple; elle mettait en pratique sa politique d'assurer la primauté du capital humain sur le capital argent; elle plaçait dans le peuple les argents reçus du peuple. Peut-il exister un placement supérieur à celui-là? N'est-il pas infiniment préférable à la méthode des "rouges à Ottawa, rouges à Québec" qui dépensent dans une seule semaine plus que l'Union nationale n'a dépensé dans trois ans? N'est-il pas infiniment préférable à la méthode qui consiste à donner par milliards, c'est-à-dire par milliers de millions de dollars, l'argent reçu du peuple à des peuples qui sont beaucoup plus riches que le nôtre?

Nos adversaires prétendent que l'Union nationale a emprunté, mais les œuvres de l'Union nationale étaient nécessaires pour donner du travail et du pain au peuple, cruellement atteint par le chômage et par les dures épreuves d'une crise économique sans précédent. Elles étaient nécessaires pour accomplir des travaux qui auraient dû être faits depuis longtemps par les anciennes administrations. Les "rouges à Ottawa, rouges à Québec" ont emprunté 30 fois plus dans un an, 120 fois plus dans quatre ans, que l'Union nationale pendant toute la durée de son administration. Ces gens-là devraient se souvenir que l'on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu! Le gouvernement tente encore, à la veille des élections, de manœuvrer de façon à surprendre de nouveau la bonne foi des électeurs. Nos adversaires multiplient les maux, mais jouent sur les mots.

Ils parlent de leur administration et de la situation financière de la province à leur façon. Quand ça fait leur affaire, ils expliquent la situation financière en parlant de dette directe, de dette indirecte, de dette consolidée. Le lendemain, parce que cela sert mieux leurs fins, ils parlent de dette brute ou de dette nette. Ils font des comparaisons entre une dette d'une certaine nature et une dette d'un autre genre. Les chiffres ne mentent pas, mais certaines personnes savent jouer avec les chiffres. En jouant sur les mots et les chiffres, nos adversaires jouent avec la vérité et avec l'honnêteté. Pour l'intelligence de la question, qu'est-ce donc que ces différentes formes de dettes que l'on emmêle pour mieux tromper la population?

Et d'abord, qu'est-ce que la dette brute ou la dette totale? C'est l'ensemble de toutes les dettes d'une province, d'une compagnie ou d'un individu, sans tenir compte de l'actif réalisable ou liquide. Cette dette se divise, dans le cas d'une province plus particulièrement, en deux catégories: a. la dette

consolidée; b. la dette flottante. La dette consolidée, c'est la partie des dettes totales représentées par des emprunts garantis par des obligations ou des débetures. La dette flottante représente les autres comptes payables aux banques, aux corporations, aux particuliers, et qui n'a pas été encore consolidée. En comptabilité, il n'y a pas d'autres grandes subdivisions. Toutefois, il faut considérer comme passif contingent, quelquefois appelé dette indirecte, les endossements donnés et les garanties fournies à des tiers, car une garantie ou un endossement peut devenir un passif ou une dette réelle.

Lorsque l'on examine un bilan en vue de se rendre compte de la situation véritable d'une province, d'une compagnie ou d'un particulier, ce qui compte surtout, ce n'est pas la dette totale, mais la dette nette. La dette nette est celle qui représente la dette totale, moins l'actif liquide et réalisable tel que l'argent en banque, les comptes à recevoir, les fonds d'amortissement, etc. En d'autres termes, si vous devez \$50,000, votre dette totale, ou brute, ou directe, est de \$50,000, mais, si vous avez à la banque, en argent, \$25,000, alors votre dette nette est seulement de \$25,000.

Or, à entendre parler le gouvernement, on croirait qu'avant l'Union nationale la dette de la province n'avait jamais augmenté. Les faits pourtant prouvent le contraire, car, au 30 juin 1931, la dette nette de la province était de \$60,418,037.65. Ce chiffre fut certifié par des vérificateurs indépendants qui analysèrent les livres de la province en 1931, mais furent forcés de se contenter des renseignements incomplets fournis par nos adversaires politiques. Cependant, en 1936, vous trouverez à la page 10 des *Comptes publics*, pour l'année terminée le 10 juin 1936, donc sous le régime libéral, que la dette était de \$160,065,393.88. En résumé, de 1932 à 1936, la dette sous les libéraux s'était augmentée de \$99,647,355.33, soit une moyenne pour chaque année, pendant cinq années consécutives, de près de \$20,000,000 par année.

Écoutez bien ceci. L'auditeur déclarait en 1936 que le déficit de l'année était de \$1,923,175.50. Et, à la page 10 du même rapport, il déclarait ce qui suit: "Durant l'année, disait l'auditeur, la dette nette a augmenté de \$24,636,373.56, passant de \$135,129,017.32 qu'elle était en 1935 à \$160,054,392.88 au 30 juin 1936." Comment se peut-il qu'avec un déficit de \$1,900,000 la dette ait augmenté de \$24,600,000? C'est là un exemple des méthodes inqualifiables que l'on découvre dans les comptes publics préparés par ces prétendus génies financiers.

Et c'est la même manière de procéder chaque année, de 1931 à 1936. J'ai affirmé cela ici même en Chambre et dans les assemblées publiques, et personne n'a encore répondu et personne en répondra, soyez sans crainte, car j'ai les livres en ma possession pour les confondre quand ils auront le courage de nier ces affirmations.

Quelle est alors la position exacte de l'Union nationale au point de vue de l'administration financière de la province? Elle est simple, logique et humaine. Tous les argents dépensés par l'Union nationale l'ont été pour appliquer sa politique consistant à assurer la primauté du capital humain sur le capital argent.

Lorsque l'Union nationale dépensait pour faire des chemins nécessaires, pour bâtir des ponts essentiels, pour abolir les traverses à niveau toujours dangereuses, pour bâtir des écoles, pour venir en aide aux chômeurs et à leur famille, pour prêter de l'argent aux cultivateurs, pour donner des pensions aux vieux et aux vieilles, pour permettre à la veuve d'élever ses enfants, c'étaient des dépenses de placement, des dépenses nationales dans le sens large du mot, parce que l'argent reçu du peuple par l'Union nationale retournait au peuple pour assurer le bien-être des familles qui sont les cellules de la société qui forme la nation.

Je vous citerai maintenant quelques autres faits qui sont aussi incontestables que clairs. En 1940, au mois de mars, une compagnie financière importante, dont la compétence est reconnue non seulement dans la province, mais dans tout le pays, une compagnie qui est plutôt favorable au gouvernement actuel, la Dominion Securities Corporation, publiait une brochure dont le texte fait allusion à la période d'administration durant les années antérieures à 1940. Je traduis librement les conseils qu'elle donne en anglais à ceux qui ont des placements à faire: Sur votre liste, dit-elle, vous devez d'abord choisir les obligations du Canada; ensuite, et dans l'ordre, les obligations provinciales qui ont la meilleure cote de crédit, telles celles de l'Ontario et du Québec. Remarquez à ce propos que Moody's Manual of Investments Gouvernement Securities, 1940, un service international, classe au même rang les obligations du dominion, de la province d'Ontario et de la province de Québec.

Et la brochure ajoute: "Peut-être à cause du fait que nous vivons en Ontario sommes-nous plus portés à choisir les obligations de cette province et à ne pas nous rendre compte des mérites du placement fait sur des obligations de la province de Québec; par exemple, il n'est pas généralement connu que le taux

moyen d'intérêt que la province de Québec paie sur les argents qu'elle emprunte sous forme de dettes consolidées est moins élevé que celui de toutes les provinces du dominion, en fait, moins élevé que celui du dominion lui-même. Sûrement, c'est là un gage de la valeur du placement."

Et l'auteur ajoute: "La province de Québec est riche en ressources naturelles, particulièrement en richesses de son sous-sol, et les revenus de cette source accusent une augmentation annuelle encourageante. Toutefois, dans le développement de ses ressources naturelles, la province n'a pas suivi le mouvement en établissant des services du genre des routes améliorées, des ponts, de l'éducation, de la santé qui sont établis dans les autres provinces" et qu'on remarque bien ceci, la brochure ajoute, parlant évidemment du gouvernement de l'Union nationale: "qu'au cours des années les plus récentes, des mesures ont été prises pour remédier à cette situation et une portion substantielle des revenus des récents emprunts a été employée à cette fin."

Voilà ce que pense du crédit de la province de Québec, sous l'Union nationale, une maison d'affaires solide, reconnue par tout le pays. Le trésorier provincial et ses amis n'ont pas dit cela durant les élections.

Ils n'ont pas dit qu'à part l'Île-du-Prince-Édouard la dette *per capita* de Québec était la plus basse de toutes les provinces de la Confédération, après trois années d'administration de l'Union nationale. Par exemple, quand le Canada payait 3.53 % de taux d'intérêt moyen sur sa dette, Ontario payait 4.31 %, et Québec, seulement 3.21 %. De plus, si l'on veut se rendre compte du crédit de la province sous l'Union nationale, que l'on consulte l'*Annuaire du Canada*, édition anglaise pour 1940, page 870, et l'on verra que c'est la province de Québec qui payait le plus petit intérêt net par tête de population sur ses dettes, soit 1.77 %. La province qui se rapproche le plus de la province de Québec est celle de l'Île-du-Prince-Édouard, avec 3.11 %, tandis qu'en Colombie canadienne cet intérêt est de 10.4 % et, en Ontario, de 4.69 %.

De tout ceci, il ressort une chose, c'est que le gouvernement est confondu par ses propres chiffres et par les chiffres officiels contenus et dans l'*Annuaire du Canada* et dans l'*Annuaire statistique de la province de Québec*. Il est aussi confondu par les chiffres publiés par des firmes amies, comme nous venons de le voir par la citation de l'entreprise financière Dominion Securities Corporation, lorsqu'il prétend que le passage de l'Union nationale à l'administration de la province a endommagé le crédit ou la situation financière de la province de Québec.

Toutes les autres déclarations faites lors des élections de 1939, soit par le premier ministre, soit par le trésorier provincial, soit par les autres ministres du cabinet actuel, soit par leurs orateurs, par leurs amis, n'avaient qu'un but: reprendre le pouvoir, quelles qu'en soient les conséquences, car il ne faut pas oublier que lorsqu'un premier ministre, lorsqu'un trésorier provincial, lorsque les autres ministres et les députés calomnient une administration québécoise et affirment, sans égard pour la vérité et les faits, que le crédit de la province ne vaut plus rien, ils font un tort considérable à leur province et à son peuple sur tous les marchés économiques du monde.

Il ne faut pas que l'on oublie qu'après ses trois années d'administration, l'Union nationale ne laissait à la province de Québec que la plus petite dette par tête de toutes les provinces de la Confédération, excepté l'Île-du-Prince-Édouard.

La preuve que la politique de l'Union nationale était la meilleure, si on avait besoin de faire une telle preuve, on peut la trouver facilement en lisant les rapports publiés par les économistes Marsh et Beveridge, car dans ces rapports, que certains considèrent comme devant apporter un remède à tous les maux, ces économistes disent que le devoir de l'industrie est de donner du travail et de procurer des salaires raisonnables, et que, si l'industrie ne peut le faire, l'État a le devoir d'y suppléer.

Je vous le demande, n'est-ce pas là ce que l'Union nationale a fait pendant trois ans en donnant du travail aux ouvriers que l'industrie ne pouvait employer, en secourant ceux qui ne pouvaient travailler et en accomplissant une œuvre humanitaire avec l'argent du peuple au lieu de prendre l'argent du peuple comme le fait le gouvernement que nous avons en face de nous, et ses maîtres d'Ottawa, et de le taxer sans lui donner de travail et sans rien accomplir de durable?

Les données de Beveridge et de Marsh que le gouvernement "rouge à Québec, rouge à Ottawa" recommande actuellement comme une panacée devant guérir de tous les maux, ce qu'il découvre tout à coup, après des années d'une administration dont on subit tous les jours les tristes résultats, n'est-ce pas là, encore une fois, ces mêmes données que le gouvernement de l'Union nationale avait vues, prévues et mises en pratique dès les premiers jours et jusqu'à la fin de son administration?

Si l'on veut une autre preuve que l'Union nationale n'avait pas "ruiné le crédit de la province", comme l'ont prétendu nos adversaires, mais qu'au contraire jamais le crédit et la solvabilité de la



province n'avaient été aussi haut cotés que sous le gouvernement de l'Union nationale, que l'on considère les circonstances qui ont entouré le dernier emprunt fait par l'Union nationale, quelques semaines avant les élections du mois d'octobre 1939. À cette période, l'Union nationale emprunta \$30,000,000 aux États-Unis. Évidemment, une transaction de cette nature, avec les lois qui existent dans le pays voisin, ne peut se faire sans que certaines précautions soient prises.

Il existe aux États-Unis un organisme connu sous le nom de Securities Exchange Commission. Cet organisme gouvernemental doit étudier chaque demande d'emprunt, faire enquête sur la solvabilité de l'emprunteur probable, et décider ensuite si l'emprunt doit être consenti par les maisons bancaires américaines. Or, la Securities Exchange Commission donna d'emblée la permission aux maisons américaines de prêter à la province de Québec; et, comme il s'agissait d'une somme de \$30,000,000, on s'imagine bien que, dans un cas comme celui-là, les prêteurs auraient pu exiger la signature de certains documents.

Les banquiers américains n'ont même pas eu besoin de papiers. Ils ont accepté la parole du premier ministre du temps, le chef actuel de l'Union nationale, et c'est sur sa parole de premier ministre de la province de Québec que la somme de \$30,000,000 nous a alors été prêtée. Ces banquiers, qui acceptaient aussi facilement la parole du chef de l'Union nationale parce qu'ils le connaissaient, auraient-ils accepté la parole de l'homme qui dit faire serment par oubli ou par distraction?

Ne se rend-on pas compte qu'il s'agissait d'un jeu de politique lorsqu'on reprochait au premier ministre du temps d'avoir emprunté aux États-Unis, alors que pour n'importe quel pays au monde, c'est un titre de gloire que de pouvoir emprunter chez nos voisins du Sud? Tout le monde sait que l'Angleterre, la France, la Russie empruntent ou cherchent à emprunter de ce pays. Tout le monde sait aussi que le dominion du Canada a emprunté des millions de dollars aux États-Unis avant la guerre et même pendant la guerre. Est-ce qu'emprunter aux États-Unis serait mal pour la province de Québec parce que cette transaction a été faite par l'Union nationale?

D'ailleurs, à peine l'emprunt de \$30,000,000 était-il lancé sur le marché américain qu'il faisait prime et que M. Neville Ford, président du Syndicat bancaire qui prêtait \$30,000,000 à la province de Québec, félicitait le chef de l'Union nationale, par télégramme, du succès de son emprunt et lui offrait

de lui prêter les sommes dont il pourrait encore avoir besoin. Ce télégramme est incontestable, il a d'ailleurs déjà été publié dans tous les journaux; on y a fait allusion ici même en Chambre et jamais les libéraux n'ont osé en nier l'exactitude.

Nos adversaires ont reproché au député des Trois-Rivières, alors premier ministre, d'avoir emprunté aux États-Unis sous prétexte qu'à cause des taux de change imposés par eux, remarquez-le bien, aux transactions financières entre le Canada et les États-Unis, depuis la guerre qu'ils ont déclarée, la province de Québec payait une somme supplémentaire en intérêt. Qui, à l'époque où le chef de l'Union nationale a emprunté aux États-Unis, pouvait prévoir qu'il y aurait une guerre, alors que tous les chefs libéraux, pendant plus de 25 ans, avaient juré qu'il n'y en aurait pas et que, même s'il y en avait une, jamais le Canada ne participerait de nouveau à une guerre européenne?

Je n'ai pas besoin de vous rappeler les déclarations faites à ce sujet par les chefs du Parti libéral. Elles sont encore présentes à tous les esprits. On n'a d'ailleurs qu'à référer aux journaux publiés à l'époque de ces déclarations, particulièrement celles faites par M. Lapointe, à Saint-Flavien, en 1937, à Limoilou, en 1938, à Saint-Henri, en 1938, et tant d'autres, jurant qu'il n'y aurait pas de guerre et qu'en tout cas, s'il devait y en avoir une, le Canada n'y participerait pas.

Il est aussi une autre chose que le peuple ne doit pas oublier, c'est que depuis qu'il a usurpé le pouvoir en 1939, le chef du gouvernement actuel a fait des emprunts. Si vous regardez les *Journaux de l'Assemblée législative* pour 1943, séance du 16 mars, pages 62 et 63, vous constaterez qu'en réponse à une question que j'ai posée se lisant comme suit: "Depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 18 février 1943, combien le gouvernement de la province a-t-il emprunté?", l'administration a répondu \$188,250,000. Dans l'autre partie de ma question, demandant: "Combien le gouvernement de la province a-t-il payé en centins et en dollars, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, relativement à ces emprunts?", le trésorier a répondu: \$93,422.67.

Cette réponse à une question qui était claire, sans ambiguïté, est carrément et manifestement fausse. Elle est contredite par les propres chiffres du gouvernement qui, dans une autre réponse à une question posée par le député de Chicoutimi, en date du 4 mai 1943, page 215 des *Journaux de l'Assemblée législative*, exigeant du gouvernement des détails supplémentaires, ce dernier a répondu que

ces emprunts avaient coûté à la province, en escomptes payés aux syndicats, etc., \$1,796,747.50! Il y a loin évidemment de la première réponse du gouvernement à celle qu'il a été forcé de donner à cause de l'attitude ferme de l'opposition. C'est une autre de ces réponses qu'il faut arracher de force au gouvernement et qui prouve qu'il est impossible d'ajouter foi aux déclarations de ce gouvernement, même lorsqu'il est supposé répondre de façon officielle.

Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail de tous les emprunts faits par le gouvernement actuel, mais je puis vous dire, en vous donnant un seul petit exemple, que, lors d'un emprunt de \$14,725,000 fait par le gouvernement de nos adversaires, le coût des opérations financières nécessitées par cet emprunt a été de \$579,000, c'est-à-dire presque autant que les frais encourus pour l'emprunt de \$30,000,000 fait à New York par l'Union nationale, avec cette différence, évidemment, que l'emprunt de l'Union nationale était de \$30,000,000, tandis que celui du gouvernement actuel était de moins de la moitié de ce montant.

De plus, les obligations couvrant cet emprunt n'ont rapporté que \$95.75 et \$96.25, au lieu de \$100, tandis que l'emprunt de l'Union nationale avait rapporté \$98, soit une perte de \$500,000 pour la province dans la transaction du gouvernement actuel, et un gain de \$221,562.50 pour le syndicat qui fit cette jolie transaction! Et pourtant, ce sont ces gens-là qui viennent encore essayer de faire la leçon à l'Union nationale et aux citoyens de la métropole dans les questions financières. Un peu d'imagination, messieurs du gouvernement, trouvez autre chose!

D'ailleurs, nous allons continuer de prouver, en citant les documents officiels du gouvernement, particulièrement les *Comptes publics* faits par le propre auditeur du gouvernement, nommé par lui, que toutes les autres déclarations faites lors des élections de 1939, ou depuis, soit par le premier ministre, soit par le trésorier provincial, soit par les autres ministres du cabinet actuel, soit par leurs orateurs ou par leurs amis, n'ont qu'un but électoral.

Si vous ouvrez le volume des *Comptes publics* de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1939, vous trouverez, à la page 15 du rapport de l'auditeur de la province du temps, que, pour les années couvrant la période de 1936 à 1939, c'est-à-dire la période d'administration de l'Union nationale, l'augmentation de la dette fut de \$97,000,000 en chiffres ronds. Pour rembourser cette dette et pour le paiement des intérêts, la province verse chaque année environ 4 % du capital dû. Si vous prenez 4 % de \$97,000,000, soit en tout \$3,880,000 par année,

vous payez les intérêts et le remboursement du capital sur toute l'augmentation de la dette pour la période de 1936 à 1939.

Notons en passant qu'une augmentation de dette de \$97,000,000 pour les chômeurs seulement, comme nous le verrons tantôt, malgré la réfection de la voirie, la construction de ponts essentiels, et tant d'autres œuvres nécessaires, ce n'est tout de même pas beaucoup, quand les "rouges à Québec, rouges à Ottawa" dépensent plus que cette somme en une seule semaine, et cela, depuis des années.

Notons en outre qu'il y a loin du chiffre d'augmentation réelle de la dette de \$97,000,000 aux chiffres fantasmagoriques du premier ministre, du ministre consort de la Voirie - je dis "consort" à tout point de vue - du trésorier provincial et de tous les thuriféraires ministériels qui n'avaient même pas assez de respect de l'opinion publique pour dire au moins la même chose et qui réchauffaient leur enthousiasme à la braise de leurs propres discours.

Continuons maintenant notre argumentation. Si vous consultez le volume des comptes publics qui porte la date du 30 juin 1936, soit deux mois avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, vous verrez, à la page 51, que, pour payer alors les intérêts sur la dette et pour le fonds d'amortissement de la dette consolidée de la province, il fallait verser annuellement \$9,366,336.67, au 30 juin 1936.

Au mois d'octobre 1939, le résultat des élections ne fut pas favorable à la province pour les raisons que le peuple, qui paie chèrement depuis, connaît bien maintenant. Conséquemment, l'Union nationale n'était pas au pouvoir en 1940. Constatez maintenant ce que la province payait en 1940, au 30 juin, soit huit mois après le départ de l'Union nationale, pour le service de la dette, c'est-à-dire les intérêts et le fonds d'amortissement sur la dette consolidée de la province.

Si vous référez au livre des *Comptes publics* en date du 30 juin 1940, page 65, vous constaterez que le montant total des intérêts est de \$9,657,647.41 et le montant total du fonds d'amortissement pour rembourser le capital de la dette est de \$3,409,850.49, soit un total de \$13,067,496.90. Conséquemment, en payant la différence entre \$13,867,497.90 et \$9,366,336.67, vous avez un montant de \$3,701,161.23 qui représente le coût annuel pour le gouvernement du service d'augmentation de la dette, pendant la durée de l'administration de l'Union nationale et huit mois du régime Godbout. Aucun comptable de bonne foi ne peut contester l'exactitude de cette déclaration, que j'ai d'ailleurs faite en Chambre, que j'ai répétée au

cours de plusieurs assemblées, et que personne n'a osé contredire. Elle ressort des documents officiels préparés par nos adversaires eux-mêmes qui ont tout intérêt, évidemment, à cacher les choses qui sont de nature à leur nuire. Est-il possible de croire qu'il se trouve encore des ministres, pour ne pas mentionner le premier ministre lui-même, pour déclarer devant des auditoires que le gouvernement actuel a taxé le peuple pour payer les dettes de son prédécesseur?

Nous venons de prouver, hors de tout doute, qu'avec \$3,800,000 de plus qu'au temps de l'Union nationale, le gouvernement actuel, s'il n'avait pas augmenté les dépenses, aurait pu boucler son budget. D'ailleurs, le premier ministre et ses amis n'ont jamais dit au peuple qu'ils augmenteraient les taxes pour boucler le budget. Ils disaient partout que le gouvernement vivrait selon ses revenus et que les dépenses seraient réduites de façon à ne pas dépasser ses revenus.

Voyons maintenant ce qu'il s'est passé, M. l'Orateur. En 1939, au temps de l'Union nationale, les revenus étaient de \$60,836,000, d'après les chiffres officiels fournis par le gouvernement de nos adversaires, que tous peuvent trouver dans le prospectus publié le 14 janvier 1943 par la maison L.-G. Beaulieu et Cie ltée, avec l'autorisation du trésorier de la province. Vous y verrez aussi que, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1942, ces revenus étaient portés à \$91,999,000, soit une augmentation de plus de \$31,000,000. Nous verrons d'ailleurs tantôt que le gouvernement prend des goussets du peuple \$40,000,000 en taxes en moyenne, chaque année, de plus que l'Union nationale ne recevait du peuple en revenus ordinaires, et sans augmentation de taxes. Est-ce pour cela que le peuple a voté?

Le peuple sait, il paie lourdement pour le savoir, que le gouvernement actuel a imposé pour au-delà de \$40,000,000 de taxes par année à la province. La seule taxe de vente, cette taxe odieuse qui opprime surtout les familles nombreuses, a rapporté au Trésor provincial, en 1942-1943, la somme de \$12,850,817.10. Avec cette taxe et la kyrielle de toutes les autres, c'est une somme supplémentaire de \$40,000,000 et au-delà qui tombe dans les coffres de la province chaque année et qui augmente d'autant le revenu provincial.

Et, malgré cette augmentation formidable des revenus de la province soutirés dans une proportion de 50 % des goussets du contribuable en taxes nouvelles, qui n'existaient pas sous l'Union nationale, les prétendus génies financiers, qui se vantent d'administrer selon leurs revenus et d'avoir

fait cesser l'augmentation de la dette, n'ont pas réduit la dette d'un seul sou, mais, au contraire, l'ont augmentée dans des proportions considérables.

Si vous consultez, par exemple, un prospectus fourni par les courtiers qui font la vente des obligations de la province, et qui tiennent leurs chiffres de la trésorerie provinciale, vous constaterez que la dette directe, au 30 juin 1939, est établie à \$316,475,000 et que la dette directe, au 30 mars 1943, est établie à \$390,449,000, soit une augmentation de la dette, du 30 juin 1939 au 30 mars 1943, de \$73,974,000.

Si l'on veut une preuve additionnelle de cette augmentation, qu'on analyse les chiffres fournis par ce prospectus qui donne la dette indirecte de la province, au 30 juin 1939, comme étant de \$346,658,000 et, au 30 mars 1943, comme étant de \$416,439,000, soit une différence de \$69,781,000.

Cette deuxième partie confirme donc bien l'augmentation réelle de la dette directe, car il n'y a que \$4,000,000 entre le total de la dette directe et le total de la dette indirecte et directe. Malgré au-delà de \$40,000,000 de revenus supplémentaires qu'il puise dans les poches du contribuable, malgré l'augmentation de la dette, le gouvernement ne fait rien. On se demande depuis longtemps, dans le public et dans les milieux habitués à analyser la situation financière des gouvernements et des individus, où va tout cet argent perçu par le gouvernement et qui semble être jeté à mesure dans un tonneau des Danaïdes. On peut toutefois s'en faire une idée assez exacte si l'on analyse les réponses officielles données en Chambre par le gouvernement aux questions posées par l'opposition et qui jettent quelques lueurs sur les agissements du régime actuel.

Ainsi, par exemple, le gouvernement a augmenté par au-delà de 6,000 le nombre des employés de la province, alors que les fonctions de la province sont en grande partie accaparées par Ottawa et qu'en conséquence l'ouvrage à accomplir est beaucoup moindre. L'administration civile de ce chef même a subi une augmentation de près de \$10,000,000 par année, ce qui est plus de deux fois la somme nécessaire pour payer les intérêts et le fonds d'amortissement sur la dette contractée pendant la période d'administration de l'Union nationale.

Si vous me le permettez, M. l'Orateur, nous allons procéder à une simple récapitulation des faits et des chiffres qui en diront plus long sur la situation de la province de Québec au temps de l'Union nationale, en comparaison de l'administration de la province sous le régime actuel, que tous les discours des beaux parleurs du parti,

depuis le premier ministre de la province et en passant par le trésorier.

Nous allons prendre comme base de comparaison, si vous le voulez bien, une période de trois ans, 1937, 1938, 1939, pour l'Union nationale; 1942, 1943, 1944, pour le gouvernement actuel, au point de vue des revenus estimés de la province.

Sous le gouvernement Duplessis: 1937: \$42,300,000; 1938: \$53,300,000; 1939: \$60,800,000; soit un total de \$156,400,000. Sous le gouvernement actuel: 1942: \$91,999,000; 1943: \$92,700,000; 1944: \$92,200,000; soit un total de \$276,899,000.

Le gouvernement du premier ministre et consort a donc perçu en taxes, en plus du revenu moyen perçu sous le gouvernement précédent, la somme de \$120,000,000, ce qui équivaut exactement aux \$40,000,000 de taxes supplémentaires imposées chaque année au peuple de la province, depuis le jour néfaste pour lui de l'élection de 1939. Et, malgré ces \$120,000,000 de revenus soutirés du peuple, en plus de ce que retirait l'Union nationale, malgré la prospérité factice créée par la guerre, le gouvernement n'a pas donné justice au peuple. Quel bilan! Et pourtant, le gouvernement actuel administre dans un temps de prospérité factice occasionnée par la guerre, alors qu'au temps de l'Union nationale le chômage coûtait \$20,000,000 par année.

C'est donc une somme de \$80,000,000 que le gouvernement actuel n'a pas eu à dépenser depuis quatre ans et qui vient s'ajouter à la somme de \$120,000,000 en taxes nouvelles, soit un total de \$191,000,000 que le gouvernement actuel a eu en plus à sa disposition. Cependant, il n'a pas réduit la dette d'un seul centin; au contraire, il l'a augmentée de plus de \$70,000,000.

Or, tandis que le gouvernement d'en face n'a rien donné au peuple, qu'il n'a fait aucuns travaux pour donner du travail aux chômeurs, parce qu'il n'y avait plus de chômeurs, tandis qu'il n'a pas eu à payer de secours directs aux chômeurs, le gouvernement de l'Union nationale, pendant cette période de 1936 à 1939, a donné aux chômeurs de la province, sans augmenter les taxes d'un seul sou, la somme de \$74,384,557.02, dont \$30,774,564.46 en secours directs et \$43,609,992.56 en travaux destinés à donner de l'emploi et à réhabiliter les chômeurs au travail.

Et ceci, qu'on le remarque bien, ne tient pas compte des \$35,000,000 prêtés aux cultivateurs en vertu de la loi du prêt agricole, des sommes dépensées pour l'aide à la jeunesse, des sommes dépensées pour la colonisation et des argents donnés en pensions aux aveugles, aux vieillards, aux mères nécessiteuses et aux orphelins.

Et c'est ce gouvernement qui ose encore critiquer l'administration de l'Union nationale, lui reprocher les argents dépensés pour les chômeurs, les cultivateurs, les vieux et les vieilles, les mères nécessiteuses, la jeunesse, tandis que lui, qui a imposé \$10,000,000 de nouvelles taxes chaque année depuis son arrivée au pouvoir, n'a rien fait pour personne, n'a fait aucuns travaux utiles, n'a fait aucune dépense pour promouvoir les intérêts de la province ou augmenter son patrimoine, mais a encore réussi à augmenter la dette et a maintenant l'audace de nous présenter un surplus fictif qui cache un déficit scandaleux, comme je vais vous le prouver à l'instant même, car ce gouvernement, qui prétend avoir un surplus de \$875,876.45, a en réalité un déficit se chiffrant à plusieurs millions de dollars. Et je le prouve.

Le gouvernement devait, en fin d'année, en comptes à payer: \$9,475,000; argent en fidéicommis: \$5,671,400; argent en dépôts judiciaires: \$765,975; en revenus différés: \$3,576,600; en bons du trésor: \$16,000,000; soit un total de \$35,488,975, sans compter les intérêts courus sur la dette consolidée qui se chiffrent à plus de \$3,000,000.

Et ce gouvernement affirme que son budget est fait sur une base de caisse et qu'il a un surplus réel de \$875,876.45. Comment cela se peut-il, puisque sa position liquide démontre qu'il a pour \$9,475,000 de comptes en souffrance, pour \$16,000,000 de bons du Trésor impayés et d'autres sommes dues et payables pour une valeur totale de \$35,488,975.00?

De plus, d'après le journal *Le Soleil*, toujours si favorable à nos adversaires, le gouvernement a dit avoir souscrit pour \$16,000,000 à \$17,000,000 aux cinq emprunts de guerre du gouvernement fédéral. À chaque emprunt, le gouvernement tente de faire croire qu'il fait un effort de guerre total. Où sont ces millions de dollars? J'affirme qu'au 31 mars 1943 le gouvernement de Québec n'avait pas en portefeuille une seule obligation des différents emprunts de dominion du Canada, émises lors des emprunts dits de la Victoire. J'examine les livres de la province. Je ne trouve nulle part de trace de ces \$17,000,000 d'obligations du dominion du Canada, achetées au cours des cinq campagnes d'emprunt de guerre du gouvernement fédéral. Pas un seul sou de cette somme de \$17,000,000 n'apparaît, ni au fonds d'amortissement, ni à aucun autre fonds inscrit au bilan de la province. Je pose la question au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson): Où sont allées ces obligations? Le gouvernement les a-t-il vendues quelques mois plus tard?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Si c'est une question, je suis prêt à y répondre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le trésorier n'a pas le droit d'interrompre le député de Saint-Jean-Napierville.

**M. l'Orateur:** Je suis obligé de rappeler le chef de l'opposition à l'ordre. Le député de Saint-Jean-Napierville a posé une question au trésorier provincial et celui-ci a décidé de répondre, avec la permission du député qui a la parole.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** refuse de laisser répondre l'honorable trésorier provincial. Il semble, dit-il, que le gouvernement a acheté des bons de la Victoire et les a ensuite vendus. Le gouvernement n'aimait-il pas les bons de la Victoire? Il semble évident que le gouvernement les a vendus. Considérerait-il ces obligations comme un mauvais placement? Si tel est le cas, pourquoi encourage-t-il les employés du gouvernement à en acheter? Remarquez bien que, cette année, ni le gouvernement ni le trésorier ne parlent de l'effort de guerre de l'administration actuelle, dans le discours du budget.

Il est donc évident que le gouvernement de Québec ne considère pas les obligations de guerre du gouvernement d'Ottawa comme de bons placements. Et si, par hasard, le gouvernement osait prétendre qu'il pouvait faire un placement plus rémunérateur en achetant d'autres obligations, je lui dirais que bien d'autres que lui pourraient suivre son exemple. Mais, si le gouvernement, comme les faits le prouvent, n'a pas confiance aux obligations de guerre du dominion, pourquoi le gouvernement de Québec et le gouvernement qu'il sert à Ottawa induisent-ils le public en erreur en le forçant à souscrire, par 26 ans ou autrement, les sommes que l'on dit essentielles à la victoire finale? C'est l'exemple typique de celui qui dit: Faites ce que je vous dis de faire, mais ne faites pas ce que je fais.

Continuons notre récapitulation. La réserve pour comptes à recevoir est de \$1,000,000 de moins en 1943 qu'elle n'était l'année précédente. C'est donc \$1,000,000 qui sont disparus du Trésor public. Où sont-ils? Cette somme de \$1,000,000 est déjà de \$200,000 plus élevée que le prétendu surplus de \$800,000 du gouvernement. En analysant le bilan, on constate que les provisions pour fonds d'amortissement sont de \$15,000,000, tandis que le bilan indique que \$17,000,000 ont été versés au fonds. Où est cette erreur de \$2,000,000? Comment

le gouvernement l'explique-t-il? Comment une erreur aussi grossière peut-elle avoir été commise, puis consignée dans un document public de l'importance du bilan de la province de Québec? Je crois que je puis vous mettre sur la piste et vous montrer encore une fois comment le gouvernement procède pour induire la population en erreur et afficher des surplus, alors qu'il a des millions et des millions de déficit.

L'administration joue avec les chiffres de la Commission des liqueurs et utilise des méthodes comptables compliquées dans le but de brouiller le plus possible les résultats financiers de cette dernière et d'essayer d'afficher des surplus alors qu'elle est présentement déficitaire. Si vous analysez le bilan de la Commission des liqueurs pour l'exercice terminé le 31 mars 1941 et le bilan du trésorier provincial pour la même période, vous constaterez que le trésorier provincial écrit dans ses livres qu'il a reçu \$12,000,000, en chiffres ronds, de la Commission des liqueurs, tandis que la Commission des liqueurs, de son côté, écrit dans ses livres qu'elle a versé \$10,000,000, en chiffres ronds, toujours au gouvernement.

Jusqu'à présent, je n'ai pas accès aux livres de la province, mais il y a là une forte présomption que le trésorier provincial vient encore de faire un de ces tours de passe-passe dont il se vante et se glorifie pour soutenir sa réputation de grand génie financier.

Ce sont de tristes génies que ces prétendus génies financiers qui confondent \$5,000,000 et \$2,000,000! Évidemment, depuis que le pays se permet des cadeaux de milliards, de milliers de millions de dollars à des gens plus riches que nous, quelques misérables millions de plus ou de moins, qu'est-ce cela pour le gouvernement qui jongle avec les argents qu'il "pitche" sou par sou dans les poches des familles nombreuses par toutes ces taxes vexatoires, en particulier l'odieuse taxe de vente?

Vous connaissez, M. l'Orateur, le fameux scandale de la betterave à sucre de Saint-Hilaire, où le premier ministre est en train d'engloutir des millions du Trésor public dans une entreprise grevée de toutes les taxes. Comment le gouvernement peut-il expliquer son prétendu surplus de \$800,000 quand les \$3,000,000 et au-delà des argents du peuple pressuré de la province, divertis du Trésor public pour être jetés dans toute cette vieilleries de Saint-Hilaire, sont entrés aux livres seulement pour une somme de... paraissant au bilan, où serait le... de \$400,000 (sic). Si ces sommes sont exactes, où est le prétendu surplus du trésorier?

Le peuple de la province n'oubliera pas toutes ces cachettes et toutes ces hypocrisies. Il

n'oubliera pas que le gouvernement a soutiré des contribuables de la province, sou à sou, sans égard pour le sou du pauvre en celui du père de nombreux enfants, depuis le mois de juillet 1940 au mois de janvier 1944, par l'odieuse taxe de vente, la somme de \$41,798,553. Il n'oubliera pas que la taxe sur le tabac lui a coûté, de juillet 1940 à janvier 1944, \$11,181,967. Il n'oubliera pas que la taxe pour aller à la chasse dans nos forêts ou pêcher dans nos rivières lui a coûté, de juillet 1940 à janvier 1944, \$256,148. Il n'oubliera pas que la taxe sur les bois, pour de prétendues fins éducationnelles, lui a coûté, de 1939 à 1944, la somme de \$1,020,420, tandis que l'Union nationale ne l'imposait pas.

Il n'oubliera pas que l'impôt reçu par le gouvernement provincial sur son revenu personnel, qui venait s'ajouter aux impôts d'Ottawa perçus aux mêmes fins, lui a coûté, de juillet 1940 à juin 1942, date à laquelle le gouvernement a cédé nos droits de perception d'impôt sur le revenu à ses amis d'Ottawa, la somme de \$4,355,833. Il n'oubliera pas non plus que l'augmentation des anciennes taxes, créées par les anciennes administrations soi-disant libérales qui ont donné naissance au gouvernement actuel, lui a coûté au-delà de \$53,000,000 depuis le mois de juillet 1940. Et, en passant, que la Chambre remarque bien que tous les chiffres que je viens de citer sont tirés des documents officiels publiés par le gouvernement ou des réponses données par lui aux questions posées en Chambre par les vaillants députés de l'Union nationale.

Comment le peuple pourrait-il oublier qu'en trois ans le gouvernement de grands parleurs qui nous régit actuellement est allé chercher dans ses goussets au-delà de \$120,000,000 de taxes nouvelles, alors qu'il était déjà écrasé sous le fardeau des taxes sans nombre imposées par les amis et complices du gouvernement actuel? Le peuple n'oubliera pas que le fardeau des taxes imposées par les "rouges à Ottawa, rouges à Québec" représente plus de 40 % du revenu des contribuables.

Comment pourrait-il oublier le prix que lui coûte la politique "rouge à Québec, rouge à Ottawa"? Comment le peuple pourrait-il oublier que le gouvernement de l'Union nationale, alors dirigé par le chef actuel de l'opposition, n'a pas imposé une seule taxe nouvelle pendant toute la durée de son administration, mais qu'au contraire il a donné aux chômeurs, en secours directs et en travaux publics, une somme de \$74,000,000, plus \$34,000,000 aux cultivateurs par le prêt agricole, sans compter les millions de dollars accordés en pensions aux aveugles, aux vieux et aux vieilles, aux mères

nécessiteuses, sans compter tous les travaux permanents qui font maintenant partie de notre patrimoine et qui nous enrichissent d'autant?

Et, en donnant la liste de toutes les taxes imposées par le gouvernement actuel, nous ne parlons pas des taxes sur la vente des boissons alcooliques et des \$10,000,000 de profits réalisés par la Commission des liqueurs, en temps de guerre, profits qui viennent s'ajouter à toutes les sommes perçues en taxes directes et indirectes par ce gouvernement de prétendus génies financiers. Dans leur rage de tout taxer et surtaxer, le gouvernement actuel perçoit une taxe de chômage sur chaque bouteille vendue par la Commission des liqueurs, dont le menu se chiffre à des millions de dollars depuis 1940, bien qu'il n'y ait plus de chômage. Et partout, tout le monde sait que la Commission des liqueurs a doublé la quantité de l'eau qu'elle met dans le whisky et triplé le prix de la bouteille. Si un marchand se livrait à un tel frelatage de sa marchandise, il tomberait sous le coup des lois du pays et il irait faire un séjour à un endroit où un honnête homme n'aime pas à aller.

La politique du gouvernement actuel, depuis le jour néfaste des élections d'octobre 1939, ç'a été de tout prendre au peuple de la province de Québec en taxes odieuses, de tout donner à Ottawa, même nos libertés les plus chères, et de faire disparaître l'argent perçu du peuple, de sorte qu'aujourd'hui tout le monde qui réfléchit dans la province se demande où sont allées ces sommes énormes qui n'ont rien amélioré, qui n'ont rien bâti chez nous, depuis quatre ans, si ce n'est la "superoute" du ministre de la Voirie, qui s'en va aboutir dans un champ de pacage aux États-Unis. L'administration actuelle a répété là la même erreur qui a été faite par les partis fédéraux lorsqu'ils ont multiplié au pays les réseaux ferroviaires parallèles.

Dans son discours du budget et dans ses estimés budgétaires, le gouvernement et le trésorier provincial ne pratiquent qu'une économie: celle de la franchise et de la vérité. Le gouvernement se vante d'un surplus fictif et imagine qu'il l'évalue à \$275,000 dans ses estimés budgétaires. Or, la nouvelle taxe indirecte qu'il a imposée aux employés civils, en les forçant à contribuer 5 % de leur salaire à un fonds de pension qui n'existe pas, a rapporté au gouvernement, au cours d'une année, \$908,383.36. Cet argent ne doit pas appartenir au gouvernement, mais cependant le gouvernement le verse au fonds consolidé du revenu et le dépense à mesure. Cet argent ne devrait pas être considéré comme le produit d'une taxe, ni comme un revenu, mais il

devrait être reçu par le gouvernement en fidéicommis. Si on déduit cette somme de \$908,383.36, le prétendu surplus de moins de \$275,000 s'évapore.

Qu'on me permette d'attirer l'attention sur certains aspects particuliers du bilan du gouvernement. Le gouvernement déclarait, pour 1942, qu'il avait des comptes à recevoir pour \$19,316.00 et, en 1943, pour \$19,147.00. Or, la réserve pour les mauvais comptes, en 1942, était de \$7,132,055.77. Durant l'année, cette somme a été augmentée de \$202,564,247, soit un total de \$7,324,560.21. En 1943, la réserve avait été établie à \$6,184,534.58. Il y a donc là une différence de \$1,155,025.66. De tout cela, il ressort que le gouvernement a remis en cadeau ou qu'il a biffé de ses livres la jolie somme de \$1,155,026.66. À qui ce million a-t-il été remis? Comment se peut-il que ce montant de un million ne soit pas chargé aux dépenses de l'année et qu'il ait été porté à la réserve accumulée? Et, en analysant ces chiffres, il faut bien noter que les comptes à recevoir de la province, en 1942 et en 1943, n'ont pratiquement pas varié.

Voulez-vous une autre preuve de la façon d'agir du gouvernement? On a prévu cette année au budget une somme de \$5,170,020.24 pour le fonds d'amortissement. Cette somme ne devrait pas normalement varier, car chaque emprunt est supposé être amorti annuellement par un dépôt s'établissant à 1 % ou 1½ % de l'emprunt. Comment se peut-il alors qu'en 1943 on ait versé à ce fonds \$7,130,482.93? Il y a donc là une différence de \$1,990,462.69, soit près de \$2,000,000 versés en plus des sommes nécessaires. Si l'on tient compte du fait que la province avait des dettes courantes à la fin de l'année pour au-delà de \$35,000,000, dont \$16,000,000 en bons du Trésor et près de \$10,000,000 en comptes courants à payer, il est très difficile de s'expliquer comment le gouvernement, qui ne paie pas ses comptes criants, augmente le fonds d'amortissement pour donner l'impression d'une situation financière ne correspondant pas aux faits.

Veut-on un autre exemple de la façon de procéder du trésorier provincial, façon de procéder que je ne veux pas qualifier? Il apparaît à l'actif, au bilan de la province pour 1942, une somme de \$38,925,000 en rapport avec le prêt agricole. Et, en 1943, la somme portée à l'actif est de \$39,500,000. Ce \$575,000 de différence en plus n'est sûrement pas le fait du gouvernement actuel puisqu'il provient des remboursements faits par les cultivateurs sur les prêts qui leur ont été consentis par la province en vertu de la loi du prêt agricole. Le gouvernement s'attribue

même des actes qui lui sont étrangers et qui ne relèvent que de la bonne volonté et de l'honnêteté de notre classe agricole et de la prévoyance et du patrimoine de l'Union nationale.

Dans son discours, le trésorier provincial a parlé de surplus. Il a fait grand état du fait que le gouvernement actuel ait passé une loi pour déclarer que toutes les dépenses ordinaires, extraordinaires et de capital doivent être portées au budget et votées chaque année. Or, il n'y a absolument rien dans le budget au sujet de l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power. Cette expropriation, d'après les promesses faites par le premier ministre, doit se faire cette année. Si le gouvernement disait la vérité et voulait être sincère et honnête dans son bilan, les sommes nécessaires à l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power, qui s'élèveront certainement à plusieurs millions de dollars, auraient dû être portées au budget que le gouvernement présente cette année.

En somme, au 31 mars 1943, ce gouvernement, qui prétend avoir un surplus, avait des dettes criardes représentées par des sommes considérables dues aux banques, soit \$16,000,000 en bons du trésor, sans compter un compte ordinaire courant de \$9,500,000 et d'autres obligations, formant en chiffres ronds un total de \$38,500,000 comme nous l'avons démontré tantôt. Or, pour rencontrer toutes ses obligations, le gouvernement n'avait pas \$750,000 en argent liquide, et à peine \$13,000,000 de comptes à recevoir et dont la perception est douteuse. Lorsque le trésorier de la province viendra ensuite se glorifier et se vanter de prononcer en Chambre son cinquième discours du budget, il n'osera sûrement pas avouer que la situation liquide de la province, comme on dit en termes comptables, est loin d'être brillante.

Le gouvernement fait encore des promesses à la veille des élections. On sait ce que ces promesses valent. Le premier ministre avait promis, au mois d'octobre dernier, à Rimouski, d'abolir la taxe de vente. Or, la taxe de vente ne sera pas abolie. Le gouvernement estime que cette taxe lui rapportera à peine 10 % de moins cette année-ci que l'année dernière. Et rien ne nous dit que l'estimé du gouvernement ne sera pas dépassé. C'était encore, et le discours du budget du trésorier de la province le démontre, comme je vous le prouverai tantôt, une de ces promesses faites par le gouvernement actuel avec l'intention bien arrêtée de ne pas la respecter.

On nous dit qu'il y aura une loi relativement à la taxe de vente, mais, dans le tableau qu'il a fourni à la Chambre, le trésorier a estimé que la taxe de

vente rapportera, pour l'exercice financier 1944-1945, la jolie somme de \$11,700,000, alors que l'estimé pour l'exercice que nous finissons actuellement se chiffrait à \$13,158,000. C'est donc tout au plus une diminution de \$1,458,000, soit environ 10 % de diminution annoncée par ceux qui sont devenus experts en reniements.

Dans un prospectus émis par les maisons de courtage, au mois de janvier 1944, cette année même, en rapport avec l'emprunt de \$9,680,000 lancé par le gouvernement, il est estimé que la taxe de vente rapportera \$13,000,000, c'est-à-dire la même somme que l'année dernière, pour l'exercice 1944-1945.

Encore une fois, nous avons là la preuve que non seulement le gouvernement ne se propose pas d'abolir la taxe de vente, que non seulement les revenus de la taxe de vente ne seront pas diminués au cours de l'exercice qui commencera bientôt, comme le prétend le trésorier dans son bilan, mais que cette taxe de vente rapportera encore la même somme que l'année dernière.

Remarquez bien, M. l'Orateur, que le gouvernement a été obligé d'émettre des débetures pour contracter un emprunt de \$9,680,000 pour rembourser, entre autres, des obligations de la Corporation du pont du lac Saint-Louis, émises sous le gouvernement Taschereau.

Le gouvernement est obligé d'émettre des débetures pour un aussi petit montant parce que, évidemment, son crédit est peut-être rouge, mais pas rose... Quand une province est obligée d'émettre des débetures pour emprunter une somme de \$9,680,000, c'est signe que son gouvernement n'inspire pas confiance. Le gouvernement actuel se trouve dans la position d'un particulier qui, possédant \$100,000 de biens, serait obligé de donner une hypothèque pour contracter un emprunt de \$500. Cela ne prouverait pas beaucoup de confiance de la part de la banque en la solvabilité de l'emprunteur.

Pour résumer, M. l'Orateur, j'affirme devant cette Chambre, et devant toute la population de la province, que non seulement le gouvernement n'a jamais eu le surplus de \$800,000 dont le trésorier provincial s'est vanté dans son discours en Chambre de la semaine dernière, pour l'année se terminant le 31 mars 1943, mais qu'au contraire il a accumulé un déficit énorme qu'il essaie de cacher par des entrées injustifiables aux livres de la trésorerie ou effacé par des sommes considérables actuellement dues et payables par la province.

Ainsi, que devient le prétendu surplus du gouvernement lorsqu'on constate qu'il a porté dans

ses livres une somme de \$12,000,000 comme provenant de la Commission des liqueurs de Québec, alors que les livres de la Commission prouvent que ce n'est que \$10,000,000 qui ont été transportés à la province?

Que devient ce prétendu surplus si on déduit des revenus de la province les \$900,000 que le gouvernement considère comme un revenu ordinaire, perçus sous forme de taxe indirecte, à raison de 5 %, à même le salaire des employés civils, pour être versés plus tard en pensions aux employés? Ce n'est pas là un revenu, mais de l'argent reçu en dépôt, en fidéicommis, par le gouvernement qui devra le remettre en rente due aux employés. Cette somme de \$900,000 de taxe indirecte imposée contre leur gré aux employés civils est déjà plus que suffisante pour annuler le prétendu surplus du trésorier.

Que devient le prétendu surplus du gouvernement si on en déduit la somme de \$1,000,000 portée sans raison valable ou comptable au compte des profits et pertes? Cette somme est encore plus que suffisante, à elle seule, pour annuler le prétendu surplus annoncé par le trésorier.

Que devient ce prétendu surplus si on considère que le gouvernement a des engagements certains en rapport avec la scandaleuse affaire de la betteraverie de Saint-Hilaire, que ces engagements, qui ne sont pas portés aux prévisions budgétaires, doivent se chiffrer par au-delà de \$500,000, sans compter les sommes déjà dépensées?

Que devient le surplus du trésorier provincial si on considère que la Commission des liqueurs a réalisé un excédent de recettes de \$3,000,000 sur l'année dernière, en frelatant son produit et en versant de l'eau aux consommateurs? Où serait le surplus du gouvernement sans ces recettes supplémentaires injustifiables?

Il est ridicule de parler d'un surplus de \$800,000. Que devient le surplus du trésorier et du gouvernement si on considère que le gouvernement doit \$35,488,975 en comptes en souffrance, bons du trésor, en fidéicommis et autres sommes dues et payables?

Le gouvernement affirme avoir déposé \$1,900,000 supplémentaires au fonds d'amortissement de la province. Comment le gouvernement peut-il faire des écritures de \$2,000,000? Serait-ce le \$2,000,000 de la Commission des liqueurs? Comment le gouvernement peut-il porter \$1,900,000 au fonds d'amortissement alors qu'il doit au-delà de \$38,000,000? On ne fait pas de réserves lorsqu'on a des dettes courantes et criardes comme le gouvernement en a présentement.



Comment se fait-il que les \$17,000,000 d'obligations du dominion, achetées au cours des cinq campagnes fédérales d'emprunt dit de la Victoire, soient disparus des livres de la province et qu'on n'en ait trouvé trace nulle part au bilan? Et remarquez bien que, cette année, le trésorier ne parle plus de l'effort de guerre du gouvernement comme il le faisait toujours dans son discours du budget.

Je défie le trésorier provincial de prouver qu'il a diminué la dette de \$35,000,000, comme il le prétend, de 1940 à 1943, et j'affirme qu'au contraire il l'a augmentée de plus de \$70,000,000, malgré qu'il ait été prendre dans le peuple, depuis 1940, \$120,000,000 en taxes et qu'il n'ait pas eu à déboursier \$74,000,000 pour secourir les chômeurs, comme ce fut le cas sous l'administration de l'Union nationale.

Et à ce chapitre, je dis que, si l'Union nationale n'avait pas eu à déboursier \$74,000,000 en trois ans pour les chômeurs et si elle avait joui des revenus par les taxes nouvelles et énormes du gouvernement actuel, elle aurait non seulement bouclé son budget avec un surplus chaque année, mais, de plus, elle aurait réduit la dette de la province de Québec de moitié en trois ans et demi d'administration.

Le premier ministre et son gouvernement ont reproché à l'Union nationale d'avoir emprunté \$30,000,000 aux États-Unis et ils ont dit que cet emprunt a coûté trop cher à la province à cause des tarifs d'échange entre le Canada et les États-Unis, dus à la guerre qui a été déclarée par les adversaires de l'Union nationale au mois de septembre 1939, après que l'emprunt eût été contracté. Or, le gouvernement actuel a emprunté \$31,500,000 sur le marché local et le service d'intérêt de cet emprunt lui coûte plus cher que le service d'intérêt, plus l'échange, de l'emprunt contracté par l'Union nationale.

L'Union nationale a emprunté aux États-Unis à 3 % tandis que le gouvernement a emprunté sur le marché local à 3½ %, et l'emprunt de l'Union nationale a été acheté à 98.97 tandis que celui du gouvernement, sur le marché local, ne lui a rapporté que 96.75. L'Union nationale a donc fait une transaction qui a rapporté à la province \$475,000 de plus en capital que celui fait par le gouvernement actuel.

De 1931 à 1936, le gouvernement de nos adversaires a augmenté la dette de la province de 166 %, soit de \$60,000,000 à \$160,000,000.

Le gouvernement, qui reproche à l'Union nationale d'avoir trop emprunté, a lui-même

emprunté en quatre ans \$188,250,000, d'après ses propres chiffres donnés à la page 63 des *Journaux de l'Assemblée législative* pour 1943, sans compter l'emprunt de \$9,680,000 contracté au mois de janvier de l'année courante, soit des emprunts se totalisant à près de \$200,000,000 sur une dette consolidée totale de \$378,000,000.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** fait mine de se lever, mais il laisse passer et se contente de hausser les épaules.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Après les quatre années d'administration soi-disant libérale que nous venons de subir à Québec, il est plus facile que jamais de faire la comparaison entre le gouvernement "rouge à Québec, rouge à Ottawa", le régime du premier ministre actuel et de son ministre consort... de la Voirie et l'administration de l'Union nationale.

Que l'on compare les œuvres fécondes de l'Union nationale avec les quatre années d'administration du gouvernement qui sont faites d'inaction totale pour le bien, d'activité fébrile pour le mal, de reniements, de trahisons et de taxes.

Le peuple est maintenant à même de constater l'inconséquence, l'illogisme, l'hypocrisie, la malfaisance du régime "rouge à Québec, rouge à Ottawa".

En 1939, les adversaires de l'Union nationale firent contre elle une campagne aussi sournoise que malhonnête. Le peuple paie cruellement pour se rendre compte des motifs qui animaient nos adversaires.

On disait du premier ministre du temps: C'est un dictateur. Un dictateur soumet-il son administration au jugement du peuple alors qu'il a encore le droit d'exercer son mandat législatif pendant deux autres années? Le chantage odieux au sujet de la conscription pratiqué à cette époque a empêché le peuple de voir l'illogisme de cet argument.

Nous sommes à la veille d'une autre élection générale retardée le plus possible par le gouvernement qui craint, et avec raison, le verdict du peuple. Nos adversaires tenteront encore une fois de cacher la banqueroute de leur administration derrière l'étalage de leur patriotisme. Ce sont eux qui ont imposé la loi des mesures de guerre qui empiète sur nos droits, sur notre autonomie, qui violait le pacte fédératif de 1867 et permettait toutes les centralisations. L'Union nationale n'a pas déclaré la guerre après avoir promis pendant 25 ans que jamais

plus le Canada ne participerait à une guerre. Mais l'Union nationale a pris les moyens, avant la déclaration de guerre, de protéger la province de Québec et le Canada contre les menées de ceux qui sont aujourd'hui nos ennemis fascistes ou communistes.

C'est l'Union nationale qui a empêché un syndicat allemand d'acheter l'île d'Anticosti, sous prétexte d'y faire des coupes de bois, alors qu'on aurait facilement pu y établir des bases navales et aériennes. Quelle tragédie pour le Canada si la province n'avait pas alors été administrée par l'homme de vision qui était alors premier ministre, le chef actuel de l'Union nationale! C'est le chef actuel de l'Union nationale, alors qu'il était premier ministre, qui a empêché la propagation des cellules et des organisations communistes dans la province de Québec. C'est le chef actuel de l'Union nationale qui a saisi un film de propagande montré sous les auspices du consulat nazi de Montréal et qui a fermé le club d'où partait cette propagande dangereuse.

Le premier ministre a reproché à l'Union nationale de parler d'Ottawa dans une proportion de 90 % et de Québec dans une proportion de 10 %, mais combattre contre les "rouges à Québec et les rouges à Ottawa", c'est combattre non seulement pour la vérité, mais contre tous les imitateurs d'Hitler qui veulent implanter ici les théories de l'homme contre lequel nous combattons.

Y a-t-il actuellement, je vous le demande, un homme qui, mieux que le chef de l'Union nationale, pourrait entreprendre comme premier ministre une lutte soutenue pour la reconquête de notre autonomie la plus complète et des droits cédés par nos adversaires?

Lorsqu'un peuple possède l'élection, la tribune, la presse, c'est-à-dire les trois libertés théologiques, il possède toutes les autres de surcroît, comme dans l'Évangile; il n'a plus qu'à vouloir prendre la peine de les acquérir ou plutôt de les dicter au pouvoir, a dit Eugène Pelletan. Ces trois libertés théologiques de notre peuple, vivant sous un régime démocratique, ont été battues en brèche par le gouvernement "rouge à Québec, rouge à Ottawa", depuis le commencement de la guerre qu'il a lui-même déclarée au mois de septembre 1939.

Nos adversaires essaieront encore de faire oublier qu'ils ont converti la Législature de Québec, la forteresse de nos droits, en un cimetière de nos libertés les plus chères, car, par sa loi des mesures de guerre, le gouvernement a fait disparaître la liberté de la presse et la liberté de parole. (Murmures de protestations à droite) Sous le sinistre manteau de la

loi des mesures de guerre, le gouvernement s'est tout permis. Il a même tenté, en 1939, d'empêcher le premier ministre de la province de Québec de faire des élections, sous prétexte que cela pourrait être nuisible à l'effort de guerre. Il a pris les moyens d'empêcher le premier ministre de parler à la radio en l'obligeant à soumettre le texte de ses discours, alors que l'on savait qu'il ne préparait jamais de texte de discours, à ses adversaires politiques qui pouvaient ainsi, avec un grand courage, juger à l'avance si les coups qu'on leur portait étaient trop rudes et si on devait se les laisser porter. Toutefois, l'heure approche où le gouvernement "rouge à Québec, rouge à Ottawa" devra rendre compte de son mandat au peuple, et le peuple sera souverain. Il lui faudra alors recourir à l'élection.

Après tout ce qu'il a souffert depuis le mois d'octobre 1939 aux mains du gouvernement "rouge à Québec, rouge à Ottawa", il lui sera facile de faire le choix entre les centralisateurs, les dictateurs et les bureaucrates qui l'oppriment depuis quatre ans passés, et l'homme dont toute la politique, depuis qu'il est entré dans la vie politique, n'a eu qu'un but, travailler pour le peuple et dans son intérêt, comme en font foi les œuvres magnifiques réalisées au cours des trois années de son administration.

Il propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), que tous les mots après "Que", dans la motion à l'effet que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle reproche au gouvernement actuel:

a. d'avoir imposé des nouvelles taxes et d'avoir augmenté le fardeau des anciennes taxes provinciales pour une somme de plus de \$30,000,000 par année, et cela, sans diminuer la dette de la province, mais, au contraire, en l'augmentant de plus de \$70,000,000;

b. d'avoir augmenté le nombre des employés de la province et des organismes dépendant du gouvernement de la province de plus de 5,300 personnes, surtout à une période où l'application de la loi des mesures de guerre diminue considérablement l'ouvrage à être accompli par les employés de la province;

c. d'avoir négligé de profiter de la prospérité factice et temporaire, engendrée par l'état de guerre, pour améliorer la situation financière de la province et préparer le règlement des problèmes d'après-guerre.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je voudrais parler à la fois sur l'amendement, sur le budget, et j'aurais une très importante déclaration à faire à propos du Bloc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à cette façon de procéder et demande au député de Lotbinière de se limiter à parler sur l'amendement.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il y a du bon et du mauvais dans l'amendement du député de Saint-Jean-Napierville. Je comprends que l'amendement de l'opposition est un vote de non-confiance contre le gouvernement, mais il faudrait un sous-amendement pour formuler mon point de vue, et ce sous-amendement ne rencontrerait probablement pas de secondeur. Comme je ne suis pas pour le gouvernement ni pour l'opposition, je ne voterai donc pas sur l'amendement de l'opposition. Et, si je n'ai aucune raison d'appuyer cet amendement parce que je ne veux pas servir les fins de l'opposition dans cette motion de non-confiance, cela ne veut pas dire que j'ai confiance dans le gouvernement actuel.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), 15.

**Contre:** MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Chaloult (Lotbinière),** revenant en Chambre, demande le consentement unanime de la Chambre pour prolonger la séance d'environ un quart d'heure, pour faire une déclaration urgente en marge du budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte de nouveau.

**M. Chaloult (Lotbinière)** explique alors qu'il ne parlera pas plus de 15 minutes et demande à la Chambre la permission de faire sa déclaration bien qu'il soit 6 heures. Il veut commencer ses remarques sur le discours du budget en donnant un aperçu de sa position politique.

Le consentement est accordé à l'unanimité.

**M. Chaloult (Lotbinière)<sup>2</sup>:** M. l'Orateur, il est inutile, il est même dangereux de se dissimuler la menace communiste qui, à la faveur de la guerre et de notre alliance avec la Russie, croît très rapidement dans le Québec, province particulièrement exposée à se tourner vers les théories d'extrême gauche, par réaction contre son système économique. Des Canadiens français de plus en plus nombreux adhèrent au communisme, dans la ville de Montréal notamment, et assistent avec enthousiasme à ses réunions politiques qui se multiplient. L'élection du premier communiste canadien à Montréal n'est-elle pas très significative?

Or, ce n'est pas par des dénonciations violentes ou des mises au ban de la société qu'on enrayera ce péril, mais par des mesures destinées à réparer la cruelle injustice sociale dont est victime le peuple de cette province. Qu'on mette un terme à l'exploitation des masses prolétaires par une poignée de capitalistes trustards et le communisme disparaîtra automatiquement. C'est pourquoi il faut des réformes, des réformes hardies, radicales. Le temps n'est plus aux demi-mesures, aux timides tentatives de redressement. On s'en moque, et avec raison.

Pour appliquer ces réformes, il faut recourir à une économie dirigée et au coopératisme, j'en conviens, mais surtout, à cause de notre situation particulière, à la nationalisation dans certains domaines. Je n'ignore pas le rôle primordial de l'initiative privée qui, en principe, doit rester la règle, mais je dis que, pour la restaurer, affranchir notre peuple et lui éviter le communisme, il nous faut traverser une période de généreuse nationalisation. L'État ne peut parvenir à dompter les grands monopoles puisqu'ils le dominent et le contrôlent; le coopératisme, de son côté, est impuissant devant cette force tellement supérieure. Il reste que le seul moyen de corriger les abus des trusts, c'est de s'en emparer graduellement par l'expropriation.

La finance de nos grandes industries est généralement américaine, sa direction est anglaise, sa main-d'œuvre canadienne-française. Ce n'est que par la nationalisation que nous parviendrons à nous délivrer de la domination étrangère et à reprendre le

contrôle de nos richesses. Quand notre gouvernement sera redevenu propriétaire de nos biens, alors il emploiera des ingénieurs, des gérants, des comptables, des chimistes, etc., canadiens-français pour les exploiter.

Et c'est encore par ce moyen, si paradoxal que cela puisse paraître, qu'on favorisera davantage l'initiative privée, car ceux qui défendent bruyamment aujourd'hui ce qu'ils appellent l'initiative privée sont de véritables monopoleurs qui étouffent méthodiquement et parfois sournoisement la véritable initiative privée dans nos villes et nos campagnes. Tant que nous permettrons à des capitalistes étrangers d'exploiter contre nous nos ressources naturelles, fatalement la graine du communisme continuera à germer.

La libération économique du peuple en général et des Canadiens français en particulier, voilà ma raison d'être dans la politique. C'est à cela que je travaille obstinément depuis bientôt 10 ans. C'est pour n'avoir jamais renié mes convictions qu'il m'a fallu abandonner, en cours de route, amis et partis politiques.

En septembre 1942, le premier à Québec, je me suis officiellement rallié au Bloc populaire canadien dont j'étais l'un des fondateurs. Hélas! nouvelle et cruelle déception: j'y ai vu peu à peu l'influence de l'argent se substituer à celle des idées, j'y ai vu s'agiter dans l'ombre les forces occultes de la dictature économique. Non, à moins qu'on ne change sans délai son orientation, ce n'est pas encore le Bloc qui nous conquerra notre indépendance économique, en dépit de certains bons éléments qu'on y trouve.

On ne saurait mettre sa confiance dans le Bloc pour trois raisons principales: premièrement, son programme imprécis sur des points fondamentaux; deuxièmement, la présence aux postes de commande de gens qui ne veulent pas ou ne peuvent pas appliquer les réformes que nous savons essentielles; troisièmement, enfin et surtout, l'absence de ceux qui pourraient et voudraient les appliquer.

On a dû remarquer combien, dans le programme du Bloc, on s'applique à restreindre le champ de la nationalisation, moyen le plus efficace de maîtriser les trusts. Par contre, on exalte à outrance le principe de l'initiative privée comme pour amoindrir celui de la nationalisation. Et l'on pose tant de conditions avant de recourir au contrôle d'État qu'il y a lieu de se demander avec inquiétude si on ne cherche tout simplement à l'éviter. Comme nous avons été trompés dans le passé, nous sommes devenus légitimement méfiants et nous craignons

que, le temps venu de légiférer sur certains articles de ce programme, on nous annonce que les circonstances ont changé et qu'il n'y a plus "d'état d'urgence national", que "l'inefficacité des institutions actuelles" n'existe plus, etc. Nous avons déjà connu ces subtilités et nos partis politiques finissent sitôt par se ressembler comme des frères jumeaux.

Incidemment, pourquoi ne parle-t-on pas dans le programme du Bloc de nationaliser les assurances et le crédit<sup>3</sup>? Il y a d'autres points qu'il y aurait lieu de discuter, mais, pour aujourd'hui, passons.

Si ce programme nous était présenté par des hommes qui, depuis 10 ans, depuis 15 ans, combattent avec acharnement et à tout risque la dictature économique, par des hommes qui ont refusé de l'argent et des ministères pour rester fidèles à leurs principes, bref, par des hommes qui se sont immolés pour que survive leur idéal, comme Philippe Hamel et Paul Gouin, je l'accepterais sans hésitation. Car il y a quelque chose de beaucoup plus rassurant que le plus progressif des programmes, c'est le caractère même de ceux qui seront appelés à l'appliquer et qui s'en portent garants.

Aujourd'hui, M. Maxime Raymond est le chef du Bloc. Il est malade - ce n'est un secret pour personne et nul ne songe assurément à lui en faire grief - et son état de santé ne lui permettra vraisemblablement pas de s'attarder encore longtemps dans la politique. D'ailleurs, il paraît maintenant vouloir limiter ses activités à Ottawa dont il connaît mieux les problèmes que ceux de Québec. Dans ces conditions, quelle garantie nous vaut-il que le programme sera respecté?

Quant à M. André Laurendeau, le chef provincial du Bloc, nouvellement élu, il importe de noter qu'il ne jouit que de pouvoirs délégués et pour un temps limité seulement. Au moment d'une élection provinciale ou après l'élection, qui nous assure que M. Raymond ne le remplacera pas par son ami et conseiller intime, M. Édouard Lacroix, industriel millionnaire, qui finance généreusement le Bloc, puisque le chef s'arroge le pouvoir extraordinaire de nommer son successeur?

Constater que M. Laurendeau s'est toujours beaucoup plus intéressé à la littérature, à la politique internationale et fédérale qu'à la politique québécoise ne comporte évidemment aucun blâme. Il n'est pas un spécialiste des questions économique-sociales et il l'admettra sûrement lui-même. Je ne me rappelle pas l'avoir entendu dénoncer avec un peu d'insistance les trusts de l'électricité, des assurances, de la forêt, etc.,

et je ne pense pas qu'il ait pris personnellement et publiquement à leur endroit des attitudes bien définies. C'est pourquoi, en dépit de son nationalisme incontestable - bien que surtout fédéral - et de sa bonne volonté, la présence de M. Laurendeau ne nous rassure guère pour une lutte à fond contre la dictature.

Restent les deux autres vedettes du Bloc: MM. Édouard Lacroix et Pierre Gauthier. Faudra-t-il donc compter sur eux pour mater les trusts? Je n'insiste pas; on connaît le nationalisme de ces messieurs...

Ici, on comprendra que les convenances m'obligent à la discrétion à cause du deuil très récent du député de la Beauce, auquel j'offre mes condoléances<sup>4</sup>.

Qu'on ne mésestime pas le rôle capital de M. Lacroix dans le Bloc. Lorsque j'ai participé à ses activités, M. Lacroix, député de Beauce à Ottawa, agissait comme chef réel de notre mouvement dans tout le district de Québec. C'est lui qui finançait directement toute la région, c'est lui qui, d'après une convention avec M. Raymond - convention qu'on nous avait cachée et dont la connaissance nous eût orientés bien autrement - devait verser directement \$1,000 par comté pour les élections, soit un total de \$35,000.

Aussi M. Raymond, le chef nominal, considérerait-il comme un ordre le moindre des caprices de M. Lacroix, tandis que nos représentations les plus légitimes pour assurer le triomphe de nos idées n'étaient-elles jamais écoutées. Nous avions accepté M. Raymond comme chef. Une fois notre adhésion connue du public, il nous a imposé M. Édouard Lacroix à Québec. Il fallait un seul chef pour maintenir l'unité du mouvement, il a voulu nous forcer à en accepter deux, dont l'un, pour la sauvegarde de nos idées, n'était pas acceptable. Dans ces conditions, où trouver la garantie d'application des réformes pour lesquelles nous luttons depuis 10 ans?

Mais il y a plus. On a forcé à se retirer du Bloc les leaders dont la seule présence constituait tout un programme contre la dictature: MM. Hamel et Gouin. Tous deux connaissent à fond le problème économique-social du Québec dont ils ont étudié tous les angles depuis quelque 15 ans; tous deux ont conquis dans le peuple une réputation d'intégrité et de sincérité incomparables; tous deux, anciens députés à Québec, ont acquis une longue expérience des hommes et de la politique; tous deux, enfin, ont consacré leur vie à la libération économique de leurs compatriotes.

Et ce sont ces deux hommes, M. l'Orateur, que l'on a écartés systématiquement depuis la fondation du Bloc de tout poste de confiance. Qu'y a-t-il au fond de cela? Qu'y a-t-il? On les a toujours tenus à l'écart comme si on se méfiait d'eux et surtout de leurs doctrines. On désirait bien, au début, utiliser leur grande popularité, mais, au retour de leurs assemblées, toujours réussies, on leur refusait obstinément, dans l'orientation du parti, toute influence susceptible de les rassurer sur l'exécution de leur programme. Cette manœuvre semble pour le moins étrange.

Étrange... Étrange... Qu'on ne tente pas de nier ces affirmations, car nous les prouverons avec force détails. J'ai été témoin de toutes les manœuvres équivoques, des insultes et des humiliations dont ces deux leaders ont été les constantes victimes dans le Bloc et qu'ils ont supportées avec un esprit d'abnégation admirable. Si nous racontions par le détail au peuple de cette province toutes les vexations qu'ils ont subies depuis plus d'un an, il ne voudrait pas le croire, parce que c'est invraisemblable. Et pourtant c'est vrai. Ils ont tout enduré pour la cause, dans l'espoir d'un règlement ultime.

Et pourquoi maintenant s'est-on acharné ainsi contre les ennemis les plus irréductibles des trusts? Pourquoi s'est-on appliqué sans succès pendant des mois à tâcher de leur faire porter l'odieux d'une rupture? Pourquoi? Je vous le laisse deviner.

Programme imprécis sur deux points capitaux; présence aux postes de commande de "vedettes" qui, nous avons tout lieu de le craindre, ne veulent ou ne peuvent pas appliquer les réformes que nous savons essentielles; absence de leaders qui voudraient ou pourraient les appliquer: voilà les raisons fondamentales du manque de confiance dans le Bloc.

Et je n'ai pas parlé des méthodes arbitraires et dictatoriales que l'on a mises à l'honneur. Après avoir tant dénoncé les "suiveux" libéraux, faut-il, sous le fallacieux prétexte de discipline, que l'on cherche à former des "suiveux" nationalistes? Le servilisme politique serait-il plus recommandable dans les partis qui se disent d'ordre nouveau que dans "les vieux partis"?

Vendredi dernier, M. Raymond, le chef du Bloc, a révélé et confirmé publiquement la rupture qu'il désirait et recherchait avec avidité depuis longtemps et que nous avons réussi à éviter jusque-là. Enfin, il a atteint son but: l'éloignement des pires adversaires de la dictature économique au prix même de la division des nationalistes. Qu'il en porte l'entière responsabilité. L'histoire le jugera.

Pour moi, toujours fidèle aux mêmes principes, je croirais tromper le peuple en participant aux activités du Bloc sous sa présente direction. Je persisterai toutefois, avec plus d'ardeur que jamais, à défendre la noble cause des Canadiens français.

Puis il veut continuer de parler sur le budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'y oppose énergiquement.

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose donc l'ajournement du débat sur le budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte de nouveau énergiquement. La Chambre a permis au député de Lotbinière de faire sa déclaration, dit-il, parce qu'il avait dit que cela tiendrait lieu de son discours sur le budget.

**M. Chaloult (Lotbinière)**: J'ai dit que je traiterais d'une question urgente et que je parlerais ensuite sur le budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le député de Lotbinière est tout à fait hors d'ordre. Ces chicanes-là, c'est bien de valeur pour eux, mais elles ne se rapportent pas au budget.

**M. Chaloult (Lotbinière)** rappelle que l'entente était qu'il devait ajourner le débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** retire son objection.

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Questions et réponses:

#### Viaduc de chemin de fer à Laprairie

**M. Caron (Hull)**: Le ministère de la Voirie a-t-il accordé, durant le cours du mois d'octobre 1938, un contrat pour la construction d'un viaduc en béton armé au-dessus de la voie du chemin de fer C.N.R., à l'endroit appelé "Passage de la Bataille", sur la route no 7, dans la municipalité de Laprairie?

2. Des soumissions publiques ont-elles été demandées par la voie des journaux?

3. À qui le contrat a-t-il été accordé?
4. Quel était le montant du contrat?
5. Qui était ministre de la Voirie au mois d'octobre 1938?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**:  
Le contrat est daté du 9 août 1938.

2. Non.
3. À J.-L. Guay & Frère ltée, Montréal.
4. \$79,477.90.
5. L'honorable M. M.-L. Duplessis.

#### Chemin du sanatorium de Mont-Joli

**M. Caron (Hull)**: Le ministère de la Voirie a-t-il accordé, durant le cours du mois d'octobre 1938, un contrat pour la construction d'un chemin conduisant au sanatorium de Mont-Joli, dans la municipalité de Saint-Jean-Baptiste, comté de Matane?

2. Des soumissions publiques ont-elles été demandées par la voie des journaux?
3. À qui le contrat a-t-il été accordé?
4. Quel était le montant du contrat?
5. Qui était ministre de la Voirie au mois d'octobre 1938?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**:  
Le contrat est daté du 20 septembre 1938.

2. Non.
3. À la Compagnie d'Entreprises de Mont-Joli.
4. \$12,976.
5. L'honorable M. M.-L. Duplessis, l'honorable M. H.-L. Auger agissant comme ministre intérimaire.

#### Tunnel routier dans Matapédia

**M. Caron (Hull)**: Le ministère de la Voirie a-t-il accordé, durant le cours du mois d'octobre 1938, un contrat pour la construction d'un tunnel sous les voies du C.N.R. et du nouveau tracé de la route no 6, dans les municipalités de Val-Brillant et de Saint-Pierre-du-Lac, comté de Matapédia?

2. Des soumissions publiques ont-elles été demandées par la voie des journaux?
3. À qui le contrat a-t-il été accordé?
4. Quel était le montant du contrat?
5. Qui était ministre de la Voirie au mois d'octobre 1938?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

1. Oui.
2. Non.
3. À Achille Desrosiers & Associés, Val-Brillant.
4. \$54,410.52.
5. L'honorable M. M.-L. Duplessis.

#### **Travaux publics aux Îles-de-la-Madeleine**

**M. Beaulieu (Témiscouata):** 1. Le ministère de la Voirie a-t-il accordé, durant le cours du mois d'octobre 1938, un contrat pour des travaux d'amélioration dans la municipalité de L'Étang-du-Nord, aux Îles-de-la-Madeleine?

2. Des soumissions publiques ont-elles été demandées par la voie des journaux?
  3. À qui le contrat a-t-il été accordé?
  4. Quel était le montant du contrat?
- Qui était ministre de la Voirie au mois d'octobre 1938?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

1. Oui.
2. Non.
3. À L.-J. Lapierre, Cap-aux-Meules.
4. \$34,737.50.
5. L'honorable M. M.-L. Duplessis.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur:** L'honorable M. Duplessis propose que la Chambre s'ajourne maintenant<sup>5</sup>...  
(Rires)  
Il corrige son erreur sans tarder.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se trouve ajournée à demain après-midi, à 3 heures.  
Adopté.

La séance est levée à 6 h 20.

plus de 2 h 30 et *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> mars 1944, à la page 3, nous informe qu'il termine son discours à six heures moins quart, sa voix étant toujours aussi ferme qu'au début, et son inspiration ne donnant encore aucun signe de faiblesse, alors que, selon *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mars 1944, à la page 1, le discours du député de Saint-Jean-Napierville a duré 1 h 30.

2. Selon *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mars 1944, à la page 14, le député de Lotbinière (M. Chaloult) commence sa déclaration à 6 heures.

3. Selon *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mars 1944, à la page 14, à ce moment du discours du député de Lotbinière, tous les députés ont tourné les yeux vers le député de Portneuf (M. Plamondon) qui, l'an dernier, a déclaré à la Chambre qu'un organisateur du Bloc populaire avait avoué que jamais le nouveau parti n'attaquerait le trust des assurances parce que ce dernier avait promis \$100,000 à la caisse du Bloc. Le député de Lotbinière, qui ne manquait jamais une occasion de défendre celui qui était encore son chef, avait répondu qu'il était moralement convaincu que cette affirmation n'était pas exacte.

4. On apprend dans *L'Événement* du 29 février 1944, à la page 3, que Marie-Anna Poulin, la femme du député de la Beauce aux Communes, M. Édouard Lacroix, est décédée la veille, soit le 28 février 1944.

5. *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> mars 1944, à la page 15, explique le lapsus de l'Orateur par le fait que le nom de M. Duplessis avait été répété à plusieurs reprises avant l'heure de l'ajournement.

#### **NOTES**

1. Selon *L'Événement* du 1<sup>er</sup> mars 1944, à la page 3, le député de Saint-Jean-Napierville a parlé pendant





Séance du mercredi 1<sup>er</sup> mars 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Charte de Louiseville

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Beaulieu), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi régularisant certains rôles d'évaluation, rôles de perception et règlement de ladite ville de Louiseville, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi régularisant certains rôles d'évaluation, rôles de perception et règlement de ladite ville de Louiseville (M. Beulac).

### Projets de loi:

#### Loi concernant la Caisse de remboursement

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 141 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement.

Adopté.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- bill 138 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Caisse de remboursement, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement.

Votre comité est aussi d'opinion que les pétitions de Peter Marshall Laing, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, et de George Robert Beethom Whitehead, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, sont régulières et suffisantes, que les bills qui ont été déposés par les pétitionnaires sont réguliers et conformes aux pétitions et aux avis qui en ont été donnés, que ces pétitions n'ont pas été suffisamment annoncées, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 16 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté après division.

**M. Potvin (Roberval):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 136 modifiant la charte de la cité de Hull.

Votre comité recommande de prolonger au 16 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

#### Projets de loi:

##### **George Robert Beethom Whitehead**

**M. Caron (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 142 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté.

**M. Caron (Hull)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Peter Marshall Laing**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté après division.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Québec**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 126 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté après division.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Réorganisation financière de Montréal**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal.

Ce bill a un double objet: en premier lieu, faire ratifier par la Législature le plan de réorganisation financière de la cité de Montréal que le conseil municipal montréalais a approuvé et adopté le 18 février dernier. Cette ratification par l'Assemblée législative et le Conseil législatif aura pour effet de rendre ce plan immédiatement en vigueur après son approbation par les créanciers et sa confirmation par la commission municipale Potvin-Lambert. En second lieu, le projet suspend le contrôle des affaires de la ville de Montréal par cette commission municipale et redonne à la métropole son autonomie qu'elle a perdue en 1940.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Immigration**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que la Chambre passe maintenant à l'item 45 du *Feuilleton* du jour, ainsi décrit:

16 février - Reprise du débat sur la motion de l'honorable M. Duplessis proposant qu'il soit produit et déposé copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et relativement à l'immigration dans la province de Québec.

J'ai inscrit une motion sur l'ordre du jour, le 19 janvier, sur cette importante question. On a commencé à discuter cette motion le 16 février. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a demandé l'ajournement du débat. Pourquoi n'est-il pas prêt à continuer la discussion? Il a eu 15 jours pour réfléchir et ce devrait être suffisant pour un ministre qui s'occupe d'instruction. C'est son devoir d'en poursuivre l'étude immédiatement, car c'est une question urgente, sur laquelle la Chambre ne devrait pas tarder à se prononcer.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La raison pour laquelle cette motion n'est pas appelée à cette séance, c'est justement parce que le gouvernement met en pratique un principe que le chef de l'opposition a lui-même posé, il y a quelques jours. En s'opposant à l'appel d'une motion du député de Lotbinière (M. Chaloult), le chef de l'opposition a lui-même prétendu que, lorsqu'une motion a été appelée et discutée une fois en Chambre, elle perd son rang de priorité et prend sa place en arrière des autres.

Il avait indiqué qu'il fallait donner une priorité à toute motion inscrite au *Feuilleton* et qui n'a pas encore été discutée; c'est ce que fait le gouvernement. Nous voulons nous conformer au principe posé par le chef de l'opposition, au moins quand il s'agit de ses propres motions. Le gouvernement laisse donc de côté, pour l'instant, une motion dont on a déjà commencé la discussion, pour appeler d'autres motions inscrites depuis longtemps et qui n'ont pas encore été discutées. C'est pourquoi j'ai demandé à l'honorable secrétaire de la province de ne pas continuer le débat sur cette motion avant la semaine prochaine.

**M. Gagnon (Matane):** Il s'agit d'une question d'un grand intérêt et d'une extrême urgence, car nous venons de recevoir des lettres nous informant que des intérêts sionistes de la province-sœur sont en train d'acquérir des concessions minières importantes dans l'Abitibi et le Témiscamingue. La Chambre doit donc se hâter d'exprimer son opinion.

**M. Chaloult (Lotbinière)** rappelle qu'il s'est objecté à ce que l'une de ses motions, qui avait déjà été discutée, perde son rang de priorité. Ainsi, s'étant déjà opposé au principe posé par le chef de l'opposition qui avait prétendu qu'en vertu des règlements sa motion devait passer après les autres, pour être logique avec lui-même, il votera pour la motion du chef de l'opposition appelant sa motion sur l'immigration.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai toujours été prêt, et je le suis encore, à répondre au discours du chef de l'opposition. Je parlerai de la loi de l'immigration, de la question des réfugiés et de la fameuse légende de Sainte-Claire concernant les 100,000 juifs. Mais, comme c'est le premier ministre et non le chef de l'opposition qui est le leader de la Chambre, je dois suivre de préférence les directives du premier ministre, qui m'a demandé d'attendre à la semaine prochaine.

Je suis donc obligé d'attendre que l'item soit appelé par ce dernier. Toutefois, le chef de l'opposition ne perd rien pour attendre, il doit seulement être patient. D'ailleurs, le chef de l'opposition ne devrait pas être aussi empressé à voir dégonfler la vessie qu'il a soufflée en présentant sa motion sur l'immigration; mon discours ne sera peut-être pas du goût du chef de l'opposition.

**M. Lorrain (Papineau)** se dit surpris de voir le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) attaquer et condamner en quelque sorte le premier ministre. Pourquoi, demande-t-il, le premier ministre aurait-il peur de cette discussion? Il doit être en Chambre le serviteur du peuple.

Les deux tiers des municipalités de la province ont déjà adopté des résolutions pour s'opposer à l'immigration et pressent la Législature d'agir sur cette question et de se prononcer contre l'immigration en masse chez nous.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), 15.

**Contre:** MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Kirkland, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 38.

Ainsi, la motion est rejetée.

**Questions et réponses:****Mandat spécial no 1895  
du 10 juillet 1943**

**M. Paquette (Labelle):** Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province en vertu du mandat spécial, ordre en conseil no 1895, en date du 10 juillet 1943:

1. À qui le gouvernement de la province a-t-il payé la somme de \$75,000?

2. Quand le gouvernement de la province a-t-il effectué tous et chacun desdits paiements?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Royal Institution for the Advancement of Learning (Macdonald College).

2. Le 19 juillet 1943.

**Sommes payées  
à M. J.-A.-A. Leclair**

**M. Bégin (Dorchester):** Relativement à la question concernant M. J.-A.-A. Leclair, organisateur du Parti libéral, et à la réponse du gouvernement consignée à la page 113 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative de Québec*, no 11, en date du mercredi 9 février 1944:

1. Quand a été payée par le département de la Voirie de la province, audit J.-A.-A. Leclair, la somme de \$1,850?

2. Quel est le détail des motifs pour lesquels ladite somme de \$1,850 a été ainsi payée audit J.-A.-A. Leclair?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1 et 2. La somme de \$1,800, et non pas \$1,850, a été payée à M. J.-A.-A. Leclair, pour expertises, aux dates ci-après mentionnées:

16 janv. 1941	\$185.00	Expropriation	Th. Laframboise, Saint-Laurent, Jacques-Cartier
16 janv. 1941	75.00	—	M. Aubry, La Présentation, Jacques-Cartier
16 janv. 1941	75.00	Expropriation	H. Hébert, Saint-Laurent, Jacques-Cartier
25 fév. 1941	35.00	—	P. Staruck, Dorval, Jacques-Cartier
7 mars 1941	100.00	—	P. Cuddily, Saint-Laurent, Jacques-Cartier

15 mai 1941	150.00	—	M. Jasmin, La Présentation, Jacques-Cartier
27 juin 1941	25.00	—	J.-A. Leblanc, Chambly, P. Q.
17 oct. 1941	300.00	—	Mlles Riendeau, Pointe-Claire, Jacques-Cartier
19 nov. 1941	100.00	—	Collège Saint-Laurent, Saint-Laurent, Jacques-Cartier
24 déc. 1941	200.00	—	Mlles Riendeau, Pointe-Claire, Jacques-Cartier
30 déc. 1941	400.00	—	O. Vincent, Sainte-Anne-de-Bellevue, Jacques-Cartier
20 mars 1943	105.00	—	Maria Papineau, Pointe-Claire, Jacques-Cartier
20 mars 1943	50.00	—	M. Hodge, Saint-Laurent, Jacques-Cartier

**Plaques  
d'immatriculation**

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1943, le gouvernement de la province a-t-il acheté de S.-O. Riverin & Cie, 31, rue McMahon, Québec, des plaques d'enregistrement de véhicules automobiles? Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* à quelles conditions; *c.* quelle quantité?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** *a.* 6 octobre 1943; *b.* \$0.14 l'unité en masonite; *c.* plaques requises pour l'année de licence 1944. (Ce nombre est estimé à 256,100 plaques simples.)

**Ponts Plessis-Bélair  
et de Bellefeuille**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Relativement au pont Plessis-Bélair et ses accessoires énumérés au chapitre 33, 4 George VI, intitulé: "Loi concernant les ponts Plessis-Bélair et de Bellefeuille":

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé à ce sujet, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 21 février 1944 inclusivement?

2. Est-ce qu'il y a eu des procédures d'expropriation à ce sujet? Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* quel a été le montant de l'offre faite aux expropriés au nom du gouvernement de la province; *c.* quel a été le montant accordé et attribué aux

expropriés par la Régie des services publics; *d.* quel est le montant payé à date aux expropriés par le gouvernement de la province; *e.* quels ont été les avocats qui ont agi pour le gouvernement de la province en cette affaire; *f.* combien a été payé à chacun de ces avocats, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit?

3. Pourquoi le chapitre 33, 4 George VI, a-t-il été omis des Statuts refondus de la province de Québec, 1941?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** 1. \$188,752.11.

2. Oui. *a.* 4 septembre 1942; *b.* 1<sup>re</sup> offre, 30 octobre 1941, \$183,874.90; 2<sup>e</sup> offre, 7 octobre 1942, \$202,262.59; 3<sup>e</sup> offre, 4 mai 1943, \$109,398 (vu que les chemins appartenaient à une municipalité et non à la succession); *c.* \$109,899 (cause portée en appel par la Compagnie du pont Plessis-Bélair); *d.* \$174,377.88 (en tenant compte d'un montant de \$7,377.88, prix de billets vendus par la Compagnie du pont Plessis-Bélair avant la cession du pont, lesquels billets ont été honorés par le gouvernement après la prise de possession dudit pont); *e.* et *f.* Me Sarto Fournier, \$1,088.40; Me Victor Chabot, \$4,137; Mes Laurendeau & Laurendeau, \$1,001.

3. Parce que ce n'est pas une loi d'un caractère général et permanent.

#### **Travaux publics dans Trois-Rivières, vestiaire et stade**

**M. Potvin (Roberbal):** Du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 25 octobre 1939, quelles sommes d'argent ont été dépensées, dans le comté de Trois-Rivières, sous l'empire du régime de travaux publics, pour remédier au chômage, pour construire: *a.* un vestiaire; *b.* un stade de baseball?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
*a.* \$115,847.39; *b.* \$313,388.12.

#### **Travaux publics dans Trois-Rivières, terrains de l'exposition**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier):** Du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 25 octobre 1939, quelles sommes d'argent ont été dépensées, dans le comté de Trois-Rivières, sous l'empire du régime de travaux publics, pour remédier au chômage, pour construire des clôtures autour du terrain de l'exposition ainsi qu'un chemin de ceinture?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
\$970,689.73.

#### **Travaux publics dans Trois-Rivières, piscine et colisée**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier):** Du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 25 octobre 1939, quelles sommes d'argent ont été dépensées, dans le comté de Trois-Rivières, sous l'empire du régime de travaux publics, pour remédier au chômage, pour construire: *a.* une piscine; *b.* un colisée?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
*a.* \$195,147.45; *b.* \$153,051.11.

#### **Demandes de documents:**

##### **Assurance-maladie**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **M. Paquette (Labelle)**<sup>1</sup> propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 23 juin 1943 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 32, 7 George VI, intitulé: "Loi instituant une commission d'assurance-maladie".

À la veille des élections, le gouvernement est déjà mort sans le savoir, il n'a plus besoin de Commission d'assurance-maladie qui est chargée d'étudier pour voir si les autres commissions, qui ont étudié avant elle, ont étudié conformément aux études faites 10 ans auparavant par ceux qui avaient commencé d'étudier la question avant elle. C'est la cinquième commission qui fait enquête sur le même sujet depuis quelques années. La cinquième commission analyse ce que la quatrième a fait, de même que la quatrième avait étudié les trouvailles de la troisième, et que la troisième avait analysé les découvertes de la deuxième, parce que la deuxième avait été forcée par le gouvernement de recommencer le travail de la première. La Commission d'assurance-maladie ne peut faire que des enquêtes. C'est la méthode du gouvernement libéral de nommer une commission qui étudie une question et qui fait rapport; puis une autre commission étudie le rapport de la commission, et ainsi de suite. Et pourtant, nous en sommes toujours au même point. Il n'y a rien de fait.

La loi créant la nouvelle Commission de l'assurance-maladie a été votée au mois d'avril dernier et les commissaires ont été nommés au milieu de l'été. Or, à la fin de l'automne, un grand nombre de bébés sont morts dans des garderies de Montréal. La Commission s'occupe des problèmes de garderies; elle a commencé à faire enquête sur ces dernières, mais n'a pas poursuivi son investissement parce qu'il se révélait trop compromettant pour le gouvernement. On a découvert des choses effarantes. Les journaux ont donné des détails. Le gouvernement n'a pu donner d'explication quant à son indifférence à l'égard de la situation qui prévaut à Montréal. Pendant que la Commission étudie, les enfants meurent par dizaines, faute de soins dans les garderies de Montréal et partout dans la province.

La situation au sujet de la sauvegarde de la santé physique et morale de l'enfance reste toujours la même tandis que le gouvernement, au lieu de mettre en pratique les recommandations des premières commissions, en nomme une autre pour gagner du temps. On se moque de la population. Il (M. Duplessis) demande si la Commission n'aurait pas pu exercer ses activités dans ce domaine plus tôt. Cette Commission a pour président un avocat, Me Antonio Garneau, alors qu'on aurait dû confier à un médecin la fonction de président de la Commission. Ce dernier, malgré sa bonne volonté et sa gentillesse, est incompétent; il n'est pas qualifié pour occuper un poste qui revient à un médecin.

Sous prétexte d'améliorer la situation, le gouvernement actuel, à la veille des élections, multiplie les commissions, les organismes et les récompenses pour multiplier les positions et les salaires aux amis politiques. Ce n'est pas dans le domaine de la maladie qu'on veut étudier, mais dans le domaine du patronage. Cette Commission coûte cher à la province. Quels sont ses pouvoirs? Nuls. Son utilité? Néant. Son but? C'est de l'argent gaspillé en pur patronage politique. Et pendant ce temps-là, des enfants meurent dans les garderies de Montréal.

Il y a trois semaines, lorsqu'il fut question de garderies, le ministre de la Santé, l'honorable député de Montréal-Outremont (M. Groulx), a plaidé l'ignorance. Il a dit qu'il a appris cette affaire par les journaux et qu'il ne pouvait pas le savoir tant que son attention n'avait pas été attirée. Pauvre lui! Il s'est lui-même tendu un piège. Le ministère de la Santé ne peut plaider l'ignorance en rapport avec ce qui s'est passé dans certaines garderies de Montréal et dégager sa responsabilité, car il y a une lettre dans le document fourni par le ministère en réponse aux questions de l'opposition. Je vois, dans la

correspondance que le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) a produite, qu'une lettre écrite par Mme Jeanne Deguire, une personne qui est actuellement sous le coup d'une accusation grave devant les tribunaux et condamnée depuis à subir son procès pour s'être comportée de façon criminelle dans la direction d'une garderie et dans le soin des enfants confiés à sa garde, était de nature à éveiller son attention.

Le gouvernement ne peut donc prétendre qu'il ignorait la situation. Cette personne a écrit le 8 octobre 1943 au ministre, disant qu'elle dirigeait une garderie pour les enfants de la naissance jusqu'à l'âge de 12 ans, qu'elle avait demandé au département de l'Instruction publique pour ouvrir une classe et qu'elle aurait besoin d'un octroi de quelques mille dollars pour faire les réparations nécessaires aux fins de l'enseignement aux enfants et lui permettre d'améliorer sa garderie.

Il cite cette lettre. Elle prouve, dit-il, que le gouvernement était bien au courant que cette personne tenait une garderie dans Montréal et qu'il a fait preuve de négligence, car ce seul fait eût dû inciter le ministre à faire effectuer une enquête, mais il ne l'a pas fait. Le ministre de la Santé (M. Groulx) s'est contenté de répondre à Mme Deguire qu'il "appréciait" son œuvre entreprise, mais que la loi ne lui permettait pas de faire droit à sa demande et de lui donner un octroi. Si le gouvernement n'avait pas été si négligent, il aurait fait enquête sur cette garderie et il aurait pu sauver des vies humaines. Il (M. Duplessis) demande si, avant d'apprécier, il n'aurait pas dû se renseigner.

Le gouvernement est responsable des abus et des actes qui ont entraîné la mort de plusieurs enfants et qui ont causé tant d'émoi dans la population, et qu'on ne vienne pas dire qu'il n'est pas responsable. Lorsque le gouvernement a vu la tournure que prenait cette enquête, il a eu tellement peur des révélations graves qui devaient se faire sur les garderies qu'il a ordonné à la Commission de modifier la nature de son enquête et d'élargir les cadres de cette investigation.

Il taxe le ministère de la Santé et le gouvernement d'incurie coupable et criminelle dans le cas de ces garderies. Au lieu de gaspiller les deniers de la province pour une commission qui déambule et que le peuple paie, affirme-t-il, le gouvernement devrait dépenser de l'argent pour aider les garderies et pour sauver la vie des enfants. Il demande donc l'abolition de la Commission d'assurance-maladie et d'en affecter les fonds à l'amélioration de la santé publique.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**

Le chef de l'opposition s'est bien éloigné de la question. Si un avocat a été nommé président de la Commission, c'est que cette Commission est appelée à rédiger un projet de loi et j'ai cru que, pour cela, elle devait être présidée par un avocat, puisqu'elle aura charge de légiférer. J'ai toujours pensé qu'il fallait un avocat pour la rédaction d'une loi. C'est la raison pour laquelle Me Garneau a été nommé président.

D'autre part, le gouvernement a requis les services, comme autres commissaires, d'un professeur hautement qualifié de la Faculté de médecine de Laval, l'éminent Dr Roméo Blanchet, et d'un homme d'œuvres bien connu, M. Durnford, spécialiste des questions sociales. Les commissaires sont donc tous trois des hommes compétents, dans chacun son domaine, et ils sauront mener à bonne fin l'œuvre qui leur a été confiée.

De plus, les autres commissaires sont sur le même pied que le président; on ne pouvait raisonnablement confier d'aussi importantes fonctions à ces trois commissaires sans leur donner un salaire au moins équivalent à celui qu'ils retirent dans l'exercice de leur profession. Ils reçoivent donc tous trois le même salaire. Et c'est cette même Commission qui sera appelée à mettre à exécution les projets que nous avons en vue.

En ce qui concerne la réponse à Mme Deguire que le chef de l'opposition a lue, il est vrai que je lui ai répondu que sa demande était appréciée. Mais il faut s'entendre sur la signification du mot "apprécier", car cela peut s'entendre de différentes manières. On peut apprécier de diverses façons. Et je me suis servi du mot "apprécier" dans son sens le plus vague. Je n'attachais au mot aucune signification approbative. Si l'on veut savoir comment j'ai apprécié sa demande, je le dirai sans hésitation à la Chambre, mais, l'affaire étant devant les tribunaux, je n'insisterai pas. Cependant, si le chef de l'opposition veut savoir comment, en réalité, j'ai apprécié la garderie en question, je le lui dirai en n'importe quel temps privé.

J'ajoute que, dans sa lettre quant aux garderies, Mme Deguire demandait de l'aide pour un établissement où l'on recevait des enfants de 12 ans. Il était donc justifiable pour moi de croire qu'il s'agissait d'un jardin de l'enfance et non d'une garderie, car je n'ai jamais cru que l'on doit désigner de ce terme "garderies" des institutions qui gardent des enfants jusqu'à l'âge de 10 ans. J'ai toujours compris que les endroits où l'on gardait des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans n'étaient pas des

pouponnières, mais plutôt des jardins de l'enfance. Et je n'ai jamais fait autre chose que mon devoir, notamment en ce qui concerne les garderies. Je fais mon devoir dans la proportion des talents que la province m'a donnés.

Il n'a jamais été question de changer la nature de l'enquête de la Commission. À la suite de l'enquête qui est menée présentement sur les hôpitaux privés et les garderies, et si la chose est possible, la Commission préparera une loi et le gouvernement va faire l'impossible pour présenter, au cours de la session actuelle, une loi qui assurera la sauvegarde et le bien-être des enfants de la province et qui les protégera contre l'exploitation. Car c'est vers l'enfant que doit d'abord se pencher l'autorité civile et c'est sur quoi la Commission travaille actuellement. Inutile de parler d'assurance-maladie si l'enfance n'est pas d'abord protégée. Ce sera le début et le fondement de notre système provincial d'assurance-santé. Et, pour ce qui est de la Commission de l'assurance-maladie, mon ministère a fait son devoir en procédant à sa création.

Le chef de l'opposition a cru devoir faire une comparaison entre l'ancien et l'actuel ministre de la Santé. Sans prétendre être le meilleur ministre depuis la Confédération, pour employer une expression chère à mon honorable ami, je lui dirai que le ministre actuel de la Santé a fait, en toute occasion, son devoir et nul ne peut le nier. Notre ministère prend les moyens nécessaires pour la protection de la santé publique et veille à la protection de l'enfance, car, si nous voulons nous occuper de sécurité sociale, je crois qu'il nous faut d'abord nous intéresser à la protection de l'enfance. C'est naturel. C'est de cette façon qu'il faut commencer le travail.

Et je tiens à affirmer à la Chambre que nous n'avons aucunement l'intention d'étatiser la médecine ni les autres professions connexes, dans la province de Québec, avec notre loi. Nous savons trop comment la profession médicale s'est dévouée pour les indigents. Il faut respecter et laisser toute liberté aux professionnels. Nous voulons donc laisser aux médecins une liberté complète et toute l'initiative dont ils ont besoin, car le gouvernement comprend le travail des médecins et il en est satisfait.

Nous sommes également satisfaits du travail déjà accompli par la Commission d'assurance-maladie. Tout ce que nous voulons, pour l'établissement d'un système d'assurance-maladie, c'est une loi conçue par la province de Québec, administrée par la province de Québec, une loi qui correspondra au bien-être de toute la population du Québec.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** La Commission n'a pas pour but de guérir le mal et elle ne réglera absolument rien. Il est beau de faire des projets de loi, mais il faut s'occuper d'abord de ceux qui souffrent. Ce qui est plus urgent, c'est de changer immédiatement et complètement notre loi d'assistance publique qui ne correspond plus à la situation, qui ne répond plus aux besoins et qui est devenue trop onéreuse pour les municipalités. D'ailleurs, c'est ce que veulent les villes et les municipalités de la province de Québec. Il y a trop de commissions et pas assez d'action. Ce sont des actes qu'il faut poser. Je promets que l'Union nationale fera voter une loi qui réglera tous les problèmes.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** est surpris de l'attitude du chef de l'opposition sur cette question. Le chef de l'opposition, affirme-t-il, a fait une belle dissertation, mais, comme toujours, il a manqué de logique et il n'est pas conséquent avec lui-même. Il nous reproche d'avoir nommé la Commission d'assurance-maladie, il parle contre elle, et en même temps il en prouve la nécessité. C'est précisément parce que les enfants ont manqué de protection que nous avons créé cette Commission. Elle a de larges pouvoirs et toute la liberté possible. Il y a eu des choses déplorables qui se sont produites. Mais, dès que nous avons été prévenus, nous avons pris action par la création de cette Commission, qui était devenue urgente et qui a un travail très important à effectuer.

Si la loi d'assistance publique et les lois sociales n'avaient pas de déficiences et correspondaient aux besoins de l'heure, il n'eût pas été nécessaire de nommer cette Commission et de présenter de nouvelles législations. Il est clair que l'enfance a manqué jusqu'ici de protection. Et c'est parce que les enfants ont manqué de protection que le gouvernement veut remédier au mal.

D'après le chef de l'opposition, nous serions des responsables des homicides. Il s'est passé des choses malheureuses, oui, mais, dès que le gouvernement en a été averti, il a agi. Il fait actuellement effectuer une enquête sur la situation dans laquelle se trouvent les enfants abandonnés ou illégitimes et j'espère qu'au cours de cette session, si le travail des commissaires peut être assez avancé, nous présenterons une loi qui nous permettra de corriger les principaux défauts de notre système actuel de protection de l'enfance qu'on nous aura signalés. La Commission préparera une loi qui se préoccupera particulièrement de l'enfance, mais elle sera ensuite chargée du bien-être social.

Les députés doivent bien se rendre compte de l'ampleur du problème de l'assistance publique. Partout dans le monde, on se penche sur les miséreux, les pauvres et sur l'enfance. Si le chef de l'opposition ne comprend pas que le champ des miséreux est immense, il ne sait pas ce qui se passe dans le monde. La société doit se pencher davantage sur les déshérités de la fortune; c'est ce que le gouvernement a compris. La province de Québec ne veut pas être la dernière à agir pour la protection de son capital humain.

D'ailleurs, la Commission d'assurance-maladie est peut-être l'une des plus importantes commissions qu'aucun gouvernement provincial n'ait jamais eu à nommer, pas tant au point de vue de biens matériels qu'il faudra administrer, mais parce qu'elle doit rechercher les misères physiques et morales pour y remédier, des valeurs spirituelles qu'il faut protéger et à cause des maux qu'elle devra faire éviter.

Les trois commissaires de la Commission sont dignes de la confiance publique. Le président de la Commission, Me Antonio Garneau, est un légiste distingué, le Dr Roméo Blanchet, un médecin éminent de Québec, et M. Dunford s'est créé toute une réputation dans le monde des œuvres sociales protestantes à Montréal. Et il est faux que l'enquête sur les garderies ait été discontinuée, contrairement à ce que prétend le chef de l'opposition. Les commissaires étaient à Québec la semaine dernière et au début de la présente semaine et ils tiendront de nouvelles séances à Montréal la semaine prochaine. Elle se poursuit donc toujours, en vue de la rédaction d'une loi humaine qui redressera les torts de la société envers ceux qu'elle doit protéger d'abord.

Il y a des torts à corriger, des choses inhumaines dans nos lois d'assistance publique. Ce ne fut pas mis là intentionnellement, mais le gouvernement doit voir à ce que cela disparaisse. C'est pour cela que la Commission d'assurance-maladie a été créée. Elle a tous les pouvoirs voulus et son entière liberté d'agir, de critiquer ce que n'importe quel gouvernement a pu faire. La question importante à trancher, c'est celle de la protection qu'il faut assurer aux classes malheureuses et abandonnées. Le gouvernement s'est donc contenté de demander à la Commission d'aller au plus pressant. Le nouvel organisme s'occupera d'abord de l'enfance; il passera ensuite à nos lois d'assistance publique, où on trouve de nombreux abus à corriger.

C'est ainsi, par exemple, qu'un enfant doit passer devant un juge pour entrer dans une école d'industrie ou un orphelinat et ils y sont inscrits



comme ayant subi une condamnation. Il est regrettable de constater que les enfants placés dans une crèche soient marqués comme d'un signe indélébile pour le reste de leur vie, car on n'a pas le droit de marquer du fer rouge celui qui est né pauvre ou n'a pas eu le bonheur de connaître la main secourable de ses parents.

Nous avons nommé une commission pour étudier tous ces problèmes. C'est une attention que nous devons à ceux qui, dans la société, sont malades. Le gouvernement a laissé toute latitude à la Commission et on a déjà lieu d'être satisfait de son travail. Elle a fait jusqu'à date d'importantes recommandations au gouvernement. En somme, la Commission travaille bien, elle est composée d'hommes compétents et propose déjà des réformes opportunes. On est en droit d'attendre beaucoup d'un pareil organisme.

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre a répondu à côté de la question. Comme l'a dit le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), ce qui presse, c'est de mettre de l'ordre dans toutes les lois d'assistance. Il importe donc de remanier incessamment la loi de l'assistance publique pour diminuer les obligations des municipalités dans ce domaine.

Par ailleurs, je suis informé qu'un projet de refonte de la loi de l'assistance publique est à l'étude au ministère de la Santé et que les officiers de ce département ont préparé un bill en conséquence. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas présenté une loi basée sur ce projet? Quelle influence occulte le bloque? Pourquoi cette Commission qui coûte cher à la province?

La commission Garneau n'est investie que du pouvoir d'étudier des questions qui ont fait l'objet des recherches d'au moins quatre commissions antérieures<sup>2</sup>, dont la commission Montpetit, et dont le gouvernement a déjà les rapports en sa possession. C'est gaspiller l'argent de la province, puisque la commission Garneau n'a aucun pouvoir et qu'elle ne fera pas grand-chose.

Lorsque la loi créant la Commission a été présentée, le gouvernement a prétendu qu'il y avait urgence. Pourtant, cette loi a été sanctionnée le 23 juin 1943 et la Commission n'a été nommée qu'au cours de l'hiver, après le scandale des garderies. Ainsi, le gouvernement n'aurait pas dû attendre l'affaire des garderies pour nommer la Commission. Et puis, ce qu'il faut surtout à l'heure actuelle, ce sont des mesures énergiques pour empêcher la répétition de ce qui s'est passé à Montréal.

Le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) est un gentilhomme. Je reconnais qu'il est très bienveillant pour les députés et qu'il a été très juste pour les députés de l'opposition. Il a toutefois été ineffable dans sa lettre à Mme Jeanne Deguire. Non seulement il lui déclare qu'il apprécie son œuvre, mais il termine en lui donnant l'assurance de ses sentiments les plus distingués. J'espère que le ministre sera plus prudent à l'avenir.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** À ce moment-là, madame Deguire n'avait pas été arrêtée.

**M. Gagnon (Matane):** Il faut faire cesser le scandale des garderies. Qu'on fasse une bonne loi et nous, de l'opposition, nous allons collaborer à la passation de cette nouvelle législation; ça vaudra mieux que de nommer des commissions sans aucun pouvoir.

**M. Chalout (Lotbinière)** ne connaît pas le président ni le commissaire anglais de la Commission, mais il n'a entendu dire que du bien de l'un et de l'autre. Toutefois, dit-il, je connais bien le Dr Roméo Blanchet. Sa haute culture, son esprit progressif et sa grande conscience professionnelle en tant que médecin sont reconnus. Il y a lieu de féliciter le gouvernement de ces nominations. Tant qu'il en fera comme celles-là, il méritera des félicitations.

**M. Lorrain (Papineau):** Il ne s'agit pas ici de féliciter le gouvernement sur le choix des commissaires, ni de leur personnalité, mais bien de savoir si la Commission fera quelque chose. Et elle ne fera rien parce qu'elle n'a aucun pouvoir.

C'est l'Union nationale qui a fait le plus dans le domaine de la législation sociale, car c'est l'Union nationale qui a créé le ministère de la Santé. La Commission d'assurance-maladie est la quatrième que le gouvernement crée uniquement pour étudier. Actuellement, le gouvernement gave ses amis, sans leur donner de pouvoir, car elle n'a d'autre pouvoir que celui de faire des suggestions, tout comme les 99 conseillers de la ville de Montréal.

Après cinq années d'administration, le gouvernement n'a rien fait. Si le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) avait posé des actes, si le gouvernement avait fait son devoir, au lieu de créer des organismes, on n'aurait pas assisté à ce qui s'est passé à Montréal et des vies

auraient peut-être été épargnées. On aurait eu moins de morts d'enfants.

La motion est adoptée.

### **Conférences interprovinciales de 1936 et de 1941**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 novembre 1936 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1941 inclusivement, au sujet des deux Conférences interprovinciales tenues à Ottawa, en décembre 1936 et en janvier 1941, et auxquelles assista et participa le premier ministre de la province alors en fonction.

En décembre 1936, la province fut invitée à prendre part à une Conférence interprovinciale pour étudier des problèmes canadiens. Il n'y avait pas de programme défini. Les délégués de l'Union nationale, ne sachant pas à qui ils auraient affaire, avaient laissé au gouvernement d'Ottawa le soin de rédiger l'agenda. C'est ainsi que lors de cette Conférence fédérale-provinciale, où je représentais le Québec avec quelques-uns de mes ministres, dont l'honorable Oscar Drouin qui était alors de l'Union nationale, M. Dunning, ancien ministre de la Saskatchewan, ministre fédéral des Finances du temps, homme souple et habile, présidait, ayant à ses côtés M. Graham Towers, gouverneur de la Banque du Canada, la banque dont M. Chelster Walters, contrôleur financier de la province d'Ontario, disait que c'était la banque pour le gouvernement du Canada contre le Canada.

Dès la première séance, la première question habilement posée par M. Dunning et M. Graham Towers avait trait aux finances des provinces. Ils ont proposé aux délégués que les provinces soumettent leurs affaires financières au contrôle de la Banque du Canada, qu'elle serve d'intermédiaire entre les provinces et le pouvoir central pour le règlement de toutes les questions financières. On voulait donner à la Banque du Canada, organisme fédéral, un droit de regard dans toutes les affaires des provinces lorsqu'il s'agirait d'emprunt, d'achat d'obligations, etc. On voulait, de la sorte, donner à cette banque un contrôle direct<sup>3</sup> sur les activités des provinces, porter atteinte à l'autonomie.

J'ai dit alors que le gouvernement de Québec se devait de rester indépendant de toute influence ou ingérence induite de la part du gouvernement d'Ottawa. C'était là, évidemment, un piège tendu à la province de Québec. Non, nous ne tomberons pas dans le piège d'Ottawa qui désirait nous soumettre à un genre de contrôle de la part de la Banque du Canada. Les délégués du Québec ont alors carrément repoussé la proposition qui était faite, en disant que la Législature québécoise voulait rester indépendante de toute influence extérieure, nos finances provinciales devant être dirigées par le gouvernement provincial, seule garantie de notre autonomie dans le champ financier. Nous sommes venus ici libres, nous sommes indépendants de tous les partis politiques. Nous déclarons que l'indépendance de la Législature est nécessaire à l'autonomie du Québec, comme dans toutes les autres provinces d'ailleurs.

Comment! Nous irions soumettre nos problèmes aux inquisitions et ensuite au contrôle de la Banque du Canada? Nous avons reçu un mandat explicite du peuple de notre province. Nous allons sauvegarder tous ces droits. La province de Québec a été la seule à refuser, par la bouche de son premier ministre du temps, le contrôle de la Banque du Canada et d'Ottawa, et le gouvernement fédéral, devant cette attitude énergique et ferme de la province, a été obligé de renoncer à son projet. Il rappelle toutes les pressions qui ont été faites pour l'amener à composer avec Ottawa.

De retour à Québec, nous avons reçu des messages, des appels téléphoniques, au cours desquels on s'efforçait de nous convaincre des avantages qu'il y aurait de plier, de céder aux pressions du pouvoir central. Nous avons résisté à toutes ces tentatives parce que nous croyions alors, comme aujourd'hui d'ailleurs, qu'il était essentiel de conserver à Québec sa suprématie. Toujours, dit-il, il s'est montré le champion ferme de nos droits en toutes les matières où la province se trouvait engagée.

Plus que cela, nous ne nous sommes pas contentés de résister aux manœuvres des ministres fédéraux. Au cours de cette même Conférence, nous avons proposé et insisté pour obtenir du gouvernement fédéral une diminution des taux d'intérêt. À cause des conditions existantes, comme nous voulions assurer la primauté du capital humain, sur le capital argent, nous avons affirmé que nous ne devrions pas limiter la valeur qu'on pouvait placer sur le travail humain, mais qu'il est temps de limiter les rendements sur les placements en diminuant les taux d'intérêt.

C'est en cette circonstance que nous avons demandé au gouvernement fédéral de passer une loi pour abaisser le taux d'intérêt sur l'argent à 5 % et de le limiter à un montant raisonnable, en promettant de faire voter à Québec une législation concordante, afin de faire bénéficier le peuple de cette réforme qu'on considérait urgente. À mon grand regret, seuls les délégués du Québec ont appuyé cette requête, car les autres provinces ne supportèrent pas la proposition du Québec.

Enfin, la province de Québec a également fait une autre demande au gouvernement d'Ottawa, au cours de cette même conférence: lui remettre une partie des \$70,000,000, qui représentaient les montants perdus par la province au cours des sept années pendant lesquelles le gouvernement Taschereau avait refusé d'organiser et de mettre en vigueur les pensions aux vieux et aux vieilles de chez nous, à raison de \$10,000,000 par année dépensés en taxes. Québec payait pourtant la taxe comme les autres et plus que les autres, mais pas plus de succès. La demande fut encore refusée.

Au retour de cette Conférence, nous avons préparé une déclaration dans laquelle nous avons exposé les faits tels qu'ils s'étaient passés, indiquant clairement que nous avions été pressentis, invités, pressés, presque violentés parfois par les représentants d'Ottawa, mais que nous avions vigoureusement refusé de consentir la diminution ou la cession du moindre droit; que nous avions affirmé et proclamé hautement l'indépendance de Québec, dans les limites de la Constitution canadienne.

Bref, à la conférence fédérale-provinciale de 1936, le gouvernement de l'Union nationale n'a pas plié l'échine devant le gouvernement fédéral, pas un droit de la province de Québec ne fut cédé et la Législature de Québec affirma l'indépendance constitutionnelle complète de tous les partis politiques et sauvegarda tous ses droits. L'indépendance de la province a été sauvée.

M. l'Orateur, dit-il, il existe des centralisateurs, des accapareurs dans tous les partis politiques - libéraux, conservateurs, C.C.F., et même créditistes. Nous avons indiqué que l'Union nationale et son chef n'étaient le serviteur d'aucun de ces partis; que nous plaçons la liberté de Québec au-dessus de toutes les autres considérations.

Plus tard, ayant échoué dans les démarches et tentatives d'accaparement, le gouvernement fédéral a pris un moyen détourné d'accomplir les manœuvres centralisatrices qu'il avait commencées au cours de la Conférence interprovinciale d'Ottawa. Le gouvernement King décida de faire une enquête sur

les problèmes provinciaux au moyen d'une commission composée de N. W. Rowell, d'Ontario, le notaire Sirois, de Québec, et John W. Daffoe, représentant l'Ouest. Le gouvernement fédéral a tenté, avec la commission Rowell-Sirois nommée par simple arrêté ministériel, de faire céder des droits par Québec pour s'emparer de l'administration de Québec et de l'autonomie des provinces. Le but était de prouver que les centralisateurs d'Ottawa avaient raison de tout vouloir accaparer.

Ces commissaires se rendirent auprès du gouvernement de Québec. Ils furent accueillis par le chef de l'opposition et les membres de son gouvernement avec courtoisie. Ils se déclarèrent enchantés de l'accueil, mais le chef de l'opposition leur réservait une surprise. Le gouvernement de l'Union nationale a alors engagé le meilleur juriste qu'il a pu trouver, l'un des avocats les plus éminents de Montréal, savoir Me Emery Beaulieu, de Montréal, avocat de réputation internationale, qui a présenté le mémoire du gouvernement du Québec, préparé et par M. Beaulieu et par le premier ministre (M. Duplessis), à cette commission, et dans lequel on refusait de reconnaître la juridiction des commissaires.

M. Beaulieu, au nom du gouvernement de la province, lui a représenté que, dans ce mémoire, le gouvernement affirmait de nouveau que le pouvoir fédéral n'avait pas le droit de s'immiscer dans les questions provinciales, que la province de Québec entendait s'en tenir aux termes du contrat de 1867, le pacte fédératif, qu'elle était en faveur de l'union fédérative, mais non de l'union législative. Me Beaulieu fit observer que la Confédération était un pacte entre les deux grandes races au Canada, un contrat garantissant aux diverses parties contractantes certains avantages définis.

En conséquence, le porte-parole du Québec déclara qu'il ne reconnaissait pas au gouvernement d'Ottawa le pouvoir de tenir cette enquête. Jamais l'Union nationale n'a voulu mettre en application le rapport Rowell-Sirois. Nous avons proclamé hautement qu'Ottawa n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires de Québec.

Le rapport de l'enquête de la commission est resté caché dans les tiroirs du gouvernement fédéral tant que l'Union nationale a été au pouvoir, car jamais le gouvernement d'Ottawa n'a eu le courage de mettre en pratique les recommandations du rapport Rowell-Sirois. Toutefois, ce rapport a été publié après la défaite de l'Union nationale, quelques semaines après l'élection des libéraux. Dès que le gouvernement actuel eût été élu, à la suite de

manœuvres que tout le monde connaît maintenant, ce rapport fut mis en œuvre par Ottawa avec la connivence de la nouvelle administration québécoise. En effet, une nouvelle Conférence fédérale-provinciale a été convoquée, en janvier 1941, à laquelle assistait le premier ministre actuel, pour l'étude du rapport Rowell-Sirois.

Le gouvernement Godbout a empêché l'Union nationale de soulever un débat, à l'Assemblée législative, sur la question qui se poserait devant la Conférence d'Ottawa, car, avant le départ du premier ministre, pour permettre une discussion franche des positions à établir, l'opposition renonça au débat sur l'adresse pour scruter dans le calme les intérêts vitaux du Québec qui devaient être étudiés. Mais les députés ne purent exprimer leur opinion: le gouvernement ajourna et le débat et la Chambre elle-même. Le premier ministre refusa cette discussion.

En 1941, avec le gouvernement actuel, changement complet d'attitude. À cette Conférence, le premier ministre a donné le spectacle du manque de courage, des tâtonnements et des tergiversations incompatibles avec la fonction qu'il occupait, qui était de revendiquer nos droits et non d'en céder une partie au gouvernement d'Ottawa. En 1941, il s'est rendu à Ottawa, resta muet, prétendant qu'il s'était transporté dans la capitale fédérale pour écouter, examiner et étudier.

Plus tard, devant les protestations violentes qui montèrent de toutes parts, le premier ministre déclara qu'il était allé à Ottawa l'esprit ouvert et les mains ouvertes, peut-être pour mieux laisser tomber les droits de la province entre les bras d'Ottawa, mais non pour sauvegarder les droits de la province de Québec. Ce mutisme indiquait un réel manque de courage et une absence complète du sens des responsabilités, en une circonstance aussi grave de conséquences pour notre pays.

Il a talonné et tergiversé. Son attitude et les fonctions qu'il occupait étaient incompatibles avec la fonction qu'il occupait. Jamais le premier ministre ne s'est levé pour défendre et revendiquer les droits de la province de Québec. La Conférence a pris fin brusquement sans que le premier ministre revendique nos droits et notre autonomie.

Le premier ministre et son gouvernement ont cédé aux centralisateurs à Ottawa bon nombre de droits, de privilèges et de prérogatives importants pour le Québec et auxquels nous tenions le plus. Ottawa a réussi à s'emparer de nos droits, a pris, entre autres choses, le pouvoir de taxer les riches pour nous laisser uniquement le droit de taxer les pauvres.

Avant 1939, jamais un gouvernement fédéral n'a eu l'audace de taxer les successions. Mais aujourd'hui, à cause de cette attitude de reniement et de trahison, Ottawa a imposé aux provinces les recommandations du rapport de sa commission Rowell-Sirois sans que la province de Québec reçoive les compensations financières que lui accordait le rapport. Le gouvernement a fait une convention avec Ottawa qui sacrifie notre autonomie dans le domaine de la taxation.

C'est à cette même Conférence que le premier ministre consentit, sous les plus futiles prétextes, à céder l'impôt sur le revenu. Le fédéral s'est emparé de nos principales sources de revenus, dont l'impôt sur le revenu, la taxe sur les corporations et les droits de taxation en matière de succession, et combien d'autres prérogatives encore. Le premier ministre n'a rien fait pour empêcher le gouvernement fédéral de s'emparer des revenus de la province. On a cédé non seulement les revenus, mais le droit de taxer pour obtenir certains revenus.

En retour, il acceptait un règlement financier, une sorte d'allocation, une compensation pour les droits sacrifiés aux centralisateurs libéraux. Le droit de taxer que nous avions n'était pas limité, mais les sommes qu'Ottawa nous verse en compensation le sont. Quelle est la situation réelle aujourd'hui? Ottawa s'est arrogé le droit de taxer les riches et ne laisse à la province que le droit de taxer les pauvres. Jamais un gouvernement de l'Union nationale n'aurait songé à sacrifier quelque droit de la province que ce soit moyennant une compensation financière. Québec n'a conservé que le droit de taxer les pauvres, alors qu'Ottawa a le pouvoir de taxer les riches.

Il (M. Duplessis) blâme le premier ministre de ses concessions. C'est vrai, Ottawa accorde des compensations monétaires, mais il n'y a pas de compensation assez riche pour remplacer notre droit de nous conduire nous-mêmes, pour remplacer notre autonomie, notre droit à la vie et la perte d'une partie de notre héritage national acquis par les aïeux au prix de tant de labeurs, de sacrifices, de leur sang, de leur vie. Le présent gouvernement a cédé un droit illimité en retour d'un droit limité. C'est une cession totale et une compensation partielle.

D'ailleurs, comme le disait Sir Wilfrid Laurier lui-même dans un discours prononcé à Somerset<sup>4</sup>, en 1886: "C'est un principe totalement faux, c'est un défaut capital, un vice déplorable que celui d'après lequel un gouvernement perçoit les revenus et un autre gouvernement les dépense. Cela devra toujours conduire à l'extravagance.

"Il est établi maintenant que les subsides donnés aux provinces sont insuffisants; aussi ont-ils été augmentés à maintes reprises et ces augmentations successives faites sans règles, sans proportions constituent en réalité un système de corruption entre les mains du gouvernement fédéral et, trop souvent, cette augmentation des subsides n'a été de la part du gouvernement fédéral que le paiement de la note en récompense de trahisons politiques." Il affirmait encore avec vigueur: "Les avantages matériels offerts par les centralisateurs ne compensent jamais la perte des droits cédés." Il (M. Duplessis) cite les paroles de Laurier touchant l'autonomie des provinces.

J'ai soulevé ce débat pour faire voir que vous êtes en présence de deux attitudes, deux penchants, deux théories: celle de ceux qui courbent l'échine devant les centralisateurs parce qu'ils sont "rouges à Québec, rouges à Ottawa", et celle de l'Union nationale qui ne plie le genou devant personne, devant aucun parti politique lorsqu'ils veulent toucher aux droits sacrés de la province. Sous l'Union nationale, pas une parcelle de droits n'a été cédée. Il ne faudrait pas croire que tout est perdu. Rappelant la parole de Bryan, président des États-Unis: "Vous ne crucifierez pas l'humanité sur une croix en or", il (M. Duplessis) dit qu'il ne permettra jamais que les centralisateurs et leurs associés<sup>5</sup> crucifient la province de Québec, même sur une croix d'or.

Napoléon I a dit: Le mot "impossible" n'est pas français. Si réellement le mot "impossible" n'est pas français, il faut s'atteler à la tâche de reconquérir ce que nous avons perdu. La réaction de tous les patriotes éclairés sera de se mettre immédiatement à reconquérir les droits cédés, reconquérir aussi nos privilèges et prérogatives, afin d'être dignes de ceux qui ont écrit de si magnifiques pages en Amérique du Nord. Il n'est pas impossible de reprendre les droits cédés et je demande au premier ministre de faire respecter le pacte d'honneur de 1867 et de reconquérir ce qu'il a perdu des droits de la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas besoin de revenir sur les compliments que s'est prodigué le chef de l'opposition. Je crois que le chef de l'opposition est convaincu que la province de Québec, comme toutes les autres provinces, doit garder ses prérogatives. Je suis d'accord avec le chef de l'opposition que nous devons protéger les droits et l'autonomie de la province quand Ottawa tente de se les attribuer. Mais, ceci dit, je ne peux approuver les accusations qu'il a portées, car la différence entre

nous, c'est qu'il n'a pas la bonne foi d'admettre qu'il n'est pas plus opposé que moi à ce qu'une parcelle de nos droits soit cédée.

Le chef de l'opposition sait très bien que, depuis cinq ans, personne plus que moi ne s'est montré plus anxieux de ne céder aucune parcelle de nos droits; aucun gouvernement de la province de Québec ne s'est montré plus jaloux de préserver les prérogatives, les droits et les privilèges québécois que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique a valus à notre province; aucun gouvernement n'a tenu une attitude plus ferme que la nôtre devant le pouvoir fédéral; aucun n'a montré plus de prévoyance pour neutraliser les menées de certains officiers d'Ottawa; aucun gouvernement de Québec n'a été plus soucieux que le nôtre de l'autonomie de la province et, je le répète, le chef de l'opposition le sait bien. Nous n'avons cédé aucun droit à Ottawa. Nous avons sauvé des millions à notre province.

Pendant la période de guerre, de nombreuses tentatives d'empiétement sur les pouvoirs et les droits des provinces ont été faites par certains fonctionnaires fédéraux dans tous les domaines. Toujours, Québec les a prévenus et les en a empêchés. Souvent, notre province s'est trouvée seule à revendiquer l'autonomie des provinces et à tenir tête aux autres provinces, mais elle a gagné son point quand même. Son premier ministre n'a pas eu peur de prendre une attitude. Il est allé à Ottawa avec un esprit ouvert, pas du tout décidé à tout refuser, mais bien déterminé à étudier les propositions qu'on soumettrait tout en ne cédant aucun de nos droits. Cette attitude était juste. Il ne fallait pas condamner avant d'avoir entendu. J'ai été clair là-dessus au moment où j'ai pris la parole, à la conférence, tout en exprimant le souhait de discuter du rapport Rowell-Sirois en toute objectivité.

Le chef de l'opposition n'admettra-t-il jamais que le pacte de 1867 peut ne plus être conforme à nos besoins? Le chef de l'opposition prétendra-t-il que, sous prétexte d'autonomie, le pacte fédératif, vieux de 75 ans, peut s'adapter intégralement à la situation actuelle et qu'il doit rester indéfiniment dans sa forme initiale pour répondre aux besoins d'une population qui a augmenté de millions d'habitants que l'on retrouve maintenant d'un océan à l'autre? Je suis d'avis que l'acte de 1867 peut se changer et qu'il y aura des changements à apporter à cette législation lorsque, la paix revenue, les représentants des pouvoirs central et provinciaux pourront se rencontrer et discuter des besoins et nécessités de chacun, dans une atmosphère meilleure.

C'est ce que les provinces sont allées étudier, à la Conférence d'Ottawa de 1941. Cette Conférence avait été convoquée pour l'étude des relations futures entre le pouvoir central et les diverses provinces. Accompagné des meilleurs législateurs, des meilleurs comptables, d'un groupe de gens éminemment qualifiés et d'expérience, je me suis rendu à Ottawa pour étudier les transformations qui s'imposent. Malheureusement, la Conférence n'a pu avoir lieu. Des deux Conférences, une est morte dans l'œuf et l'autre comme poussin. Elles avaient toutes deux comme objectif de se rendre compte si l'acte fédératif s'applique aux situations des temps présents. Mais je demeure disposé à discuter des problèmes causés par le changement de la situation nationale, et l'on peut compter sur moi pour défendre les droits de la province, au besoin.

Par contre, le chef de l'opposition, avec son idée préconçue de dire non à tout, aurait pu éviter bien des dépenses d'argent et bien des déplacements inutiles pour les délégués des autres provinces s'il avait écrit tout simplement qu'il ne voulait pas prendre part à la Conférence de 1936. Après avoir reçu l'invitation, il a dit: Oui, nous y allons. Et, rendu à Ottawa, avec la plus grosse délégation, il a dit: Nous ne discuterons rien. Le chef de l'opposition me reproche, au fond, de n'avoir pas pris l'attitude du premier ministre de l'Ontario d'alors, M. Mitchell F. Hepburn<sup>6</sup>, grand ami du chef de l'opposition, qui a torpillé la Conférence de 1941 en laissant venir à Ottawa les délégués des provinces pour annoncer ensuite que sa province ne coopérerait pas dans les discussions qui s'annonçaient. Il n'y avait plus qu'à plier bagage. Chacun est retourné chez soi et la Conférence n'a pas eu lieu.

N'eût-il pas été plus sage, pour cet homme, de prévenir le gouvernement fédéral de son attitude? Il aurait pu éviter, par une simple lettre sur laquelle il n'était pas même obligé d'apposer un timbre, la perte de temps et les milliers de dollars que les provinces ont dû dépenser pour cette Conférence. Il n'avait qu'à écrire qu'il ne voulait pas de cette Conférence. Il a écrit: Nous irons. Rendu à Ottawa, il a déclaré: Nous ne discuterons, nous n'étudierons rien. Ce geste a coûté des centaines de milliers de dollars aux Canadiens et aux provinces puisqu'il avait fallu faire venir de nombreuses délégations, et que la Conférence, étant donné l'attitude de M. Hepburn, ne pouvait rien donner. Nous, nous sommes allés à Ottawa, avec les autres délégués, pour étudier les moyens d'assurer la grandeur de notre pays.

À l'heure actuelle, tout le monde sait qu'il y a des chevauchements et des duplications de services entre les provinces et le pouvoir central, duplications

qui entraînent des frais considérables. C'est cela que nous voulions faire disparaître et rien autre chose, pour sauver l'argent des contribuables, améliorer l'administration, assurer le progrès et contribuer à la prospérité du pays. Dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, préparé il y a plus de 75 ans, il y a forcément des choses à améliorer. Personne ne niera cela. Si le chef de l'opposition est content de s'accroupir sur la situation qui existait il y a 75 ans, qu'il y reste! Nous, les libéraux, sommes bien décidés à marcher dans la voie du progrès! Et il y a possibilité de progrès dans tous les domaines. Nous savons et nous admettons que tout peut et tout doit s'améliorer avec le temps.

Le chef de l'opposition peut continuer à cultiver sa lubie de l'abandon de notre autonomie.

(Applaudissements à droite)

En matière de taxation, la province de Québec n'a cédé aucun droit à Ottawa. Le gouvernement central avait besoin de revenus pour conduire la guerre à bonne fin. Il a proposé aux provinces, pour la durée de la guerre seulement, de lui céder certaines sources de revenus, moyennant une compensation qui fut par la suite établie sur les plus fortes recettes provinciales dans chacun des domaines où on prenait les revenus et nous avons consenti. La province de Québec a donc simplement conclu une entente temporaire, susceptible de prendre fin après la guerre et à laquelle elle peut mettre fin en tout temps si elle le désire.

Le gouvernement est jaloux des droits de la province, mais il est également conscient que Québec fait partie du Canada et n'a pas le droit d'ignorer les besoins de la guerre. Avec son humilité habituelle, sans vanité personnelle, le chef de l'opposition nous dit: Vous avez sacrifié nos droits. Je lui réponds que nous n'avons rien sacrifié du tout et qu'en fait, grâce à cet arrangement, les revenus de la province provenant de certaines taxes sont gelés à leur niveau le plus élevé. L'entente que nous avons conclue a donc assuré des millions à la province de Québec.

Aucun gouvernement n'a été plus soucieux de son autonomie que le gouvernement actuel. Je sais bien que certains officiers fédéraux se sont acharnés à s'emparer de certains droits qui appartiennent aux provinces. Nous les avons mis à la raison. Nous ne leur avons rien cédé et nous ne leur céderons rien. Nous avons conservé tous nos droits, même quand certaines provinces moins intéressées que la nôtre au maintien de l'autonomie auraient été disposées à céder certaines prérogatives. Mais nous ne cédon rien et nous ne céderons rien à Ottawa.

D'autre part, le progrès est toujours possible. Et s'il y a, après la guerre seulement - je ne parle pas d'aujourd'hui parce que, dans la tourmente actuelle, il serait dangereux de modifier quoi que ce soit - quelque chose qui peut être fait pour diminuer le coût de l'administration publique et améliorer l'efficacité de certains services, nous en serons. Car la situation d'il y a 75 ans ne nous satisfait pas. Nous voulons coopérer, faire grandir notre patrie et, tout en sauvegardant scrupuleusement nos droits et prérogatives, nous voulons essayer de nous entendre avec le pouvoir central. Ce n'est pas dans le passé que sont nos devoirs envers notre province, c'est en avant.

C'est l'avenir que nous regardons et qui nous intéresse pour développer la province et nous y voyons. La province de Québec et mon gouvernement sommes indépendants de l'extérieur. Je le répète, nous n'avons rien cédé et nous ne céderons rien.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition se plaît à dire que je suis le serviteur du premier ministre du Canada. Je ne suis pas le serviteur d'Ottawa; mon gouvernement n'est pas plus le serviteur du premier ministre du Canada que le maître du gouvernement d'Ottawa. Ce n'est pas M. King qui mène le gouvernement de Québec! Même dans toutes les autres provinces, les ennemis de M. King crient que le gouvernement d'Ottawa est conduit par le premier ministre du Québec. Qui croire? Je ne suis ni son serviteur ni son maître.

(Applaudissements à droite)

Les Pères de la Confédération ont fait preuve d'un patriotisme admirable. Ils ont passé vaillamment à travers la situation qui leur était faite il y a 75 ans, mais ils ne pouvaient pas prévoir toutes les situations qui se présentent aujourd'hui. Nous voulons coopérer dans l'amélioration de la situation actuelle en tâchant de rendre plus efficace le système d'administration publique de notre pays. C'est notre devoir de libéraux. Le progrès, c'est l'essence même du Parti libéral. Le chef de l'opposition peut citer Sir Wilfrid Laurier comme il vient de le faire, il ne le comprend pas.

Mon gouvernement est libre et se tient debout non seulement en face du gouvernement d'Ottawa, mais aussi en face de toute puissance extérieure. Mon gouvernement n'a jamais courbé la tête devant qui que ce soit. Je l'établirai en temps en lieu devant la Chambre et la province. Le gouvernement que je dirige a lutté victorieusement contre les tentatives de certains fonctionnaires fédéraux qui voulaient empiéter sur les droits de la province dans le

domaine fédéral. Il est allé constamment au-devant pour empêcher que des situations ne se présentent où il soit obligé de se montrer l'adversaire d'autres provinces. Dans le domaine du travail, on a essayé d'empiéter sur les droits de la province. On tente la même chose, actuellement, dans le domaine de l'éducation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre parle en dehors du sujet de la motion.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition est très fort sur les règlements quand ce sont les autres qui parlent.

(Applaudissements à droite)

J'ai suivi mon honorable ami sur le terrain qu'il a choisi. Il soulève un point d'ordre pour m'arrêter. Il croit qu'il suffit de faire le matamore pour faire croire que l'on est champion de l'autonomie provinciale. Si cela lui fait mal, je veux bien rétrécir les cadres du débat. Mais nous nous rencontrerons de nouveau sur cette question de l'autonomie. Nous rencontrerons l'opposition plus tôt qu'elle ne pense.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui! Faites donc des élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition en sait d'avance les résultats, tant mieux, la déception sera moins grande pour lui, car c'est justement là que nous allons rencontrer l'opposition. Et, comme la province connaît les vieilles méthodes du parti de l'Union nationale et que le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas changé, je puis vous dire que ce ne sera certainement pas un gouvernement d'Union nationale qui prendra le pouvoir aux prochaines élections. Le nom et les méthodes de ce parti sont à jamais dépréciés par les actes qui ont été posés de 1936 à 1939.

Notre gouvernement montre un contraste frappant avec le gouvernement de l'Union nationale, qui s'est placé dans une position où il était devenu incapable de servir le peuple parce qu'il était à la merci d'intérêts qui n'étaient pas ceux du peuple.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il me répugne d'entrer dans ce débat. Je voulais une session constructive. Mais il me faut parler sur le sujet.

Dans le passé, des administrations provinciales libérales, telles celles des gouvernements Gouin et Taschereau, se sont

déclarées en faveur de l'autonomie provinciale et elles ont été extrêmement jalouses de sauvegarder les droits de la province de Québec. Ils ont défendu notre autonomie avec vigueur. En toute justice, je dois ajouter que le chef de l'opposition, quand il était au pouvoir, s'est aussi appliqué avec beaucoup de soin à sauvegarder nos droits et il a toujours revendiqué le principe de l'autonomie provinciale. C'est même le meilleur point de son administration. Il faut cependant distinguer entre le principe de l'autonomie et son application. Le chef de l'opposition a peut-être souvent défendu le principe de l'autonomie, mais j'aurais aimé qu'il aille jusqu'à l'application de ce principe en rendant aux Canadiens français leur liberté économique.

Quant au présent gouvernement, je ne puis admettre qu'il a défendu l'autonomie de la province comme il aurait dû le faire, à Ottawa, encore que je ne sois pas prêt à adopter l'attitude extrémiste du chef de l'opposition. Les attitudes du gouvernement actuel n'ont pas été conformes à la tradition canadienne-française; il y a eu des concessions regrettables et des abandons de droits précieux.

En 1941, à Ottawa, on aurait été en droit d'attendre une attitude plus ferme du premier ministre à cet égard. Le gouvernement actuel n'a pas sauvegardé les droits de la province. Mais il n'est pas trop tard pour se racheter; le premier ministre peut s'amender et les reprendre. Que le gouvernement actuel réagisse donc pour affirmer notre autonomie contre les empiètements d'Ottawa. Qu'il travaille à reconquérir les positions que la province a perdues.

Le gouvernement devrait, par des actes, affirmer l'autonomie de la province de Québec avec plus de fermeté encore, car il faut la sauvegarder. La province de Québec a des raisons spéciales d'être jalouse de ses droits dans le domaine social, dans le domaine du Code civil, dans le domaine de la taxation et dans tous les autres domaines. Si nous vivions dans l'Ontario ou dans le Manitoba, ces choses pourraient avoir une importance secondaire, mais, à cause de nos caractéristiques, nous devons attacher une importance spéciale à cette question.

Je dis cela parce que je suis le plus libéral des libéraux en cette Chambre et le plus national des nationaux de cette province. Il faut progresser, mais dans le sens d'une plus grande autonomie. J'invite donc le gouvernement à réagir avant que les élections aient lieu.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné<sup>7</sup>.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot;
- bill 8 abrogeant la loi de l'entretien des prisonniers;
- bill 12 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 13 modifiant la loi de la chasse.

### **Demandes de documents:**

#### **Fermes pour les prisonniers libérés**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 20 avril 1934 inclusivement jusqu'au 16 février 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 47, 24 George V, intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison", ainsi qu'au chapitre 54, 4 George VI, et aux Statuts refondus de la province de Québec, 1941, chapitre 35.

Adopté.

#### **Oka-sur-le-Lac**

**M. Barrette (Joliette)** propose qu'il soit présenté à M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 29 mai 1942 inclusivement jusqu'au 16 février 1944 inclusivement, au sujet du chapitre 90, 6 George VI, intitulé: "Loi érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac".

Adopté.

### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.



La séance est levée à 6 h 05.

---

## NOTES

1. *L'Action catholique* du 2 mars 1944, à la page 13, ainsi que d'autres journaux mentionnent que le député de Labelle (M. Paquette) est absent de la Chambre, sans donner plus de détails.

2. *Le Soleil* du 2 mars 1944, à la page 10, *The Gazette* ainsi que *The Montreal Daily Star* toujours du 2 mars 1944, respectivement aux pages 6 et 17, parlent de trois commissions antérieures.

3. *Le Soleil* du 2 mars 1944, à la page 3, écrit qu'il s'agit plutôt d'un contrôle indirect donné à la Banque du Canada sur les activités des provinces.

4. *Le Temps* du 10 mars 1944, à la page 6, indique qu'il s'agit de Plessisville et que le premier ministre prononça son discours en 1887.

5. *Le Temps* du 3 mars 1944, à la page 5, met entre parenthèses "genre Godbout".

6. *The Chronicle Telegraph* du 2 mars 1944, à la page 3, écrit que le premier ministre n'a pas nommé l'ex-premier ministre de l'Ontario de l'époque.

7. Selon *L'Action catholique* du 2 mars 1944, à la page 17, et *L'Événement* du même jour, à la page 9, le débat est ajourné à 6 heures.



## Séance du jeudi 2 mars 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

25 juin 1942 .....	50,000
7 avril 1943 .....	50,000
8 octobre 1943 .....	50,000

\$400,000

## Exportation de beurre en Belgique

**M. Caron (Hull):** 1. Le gouvernement a-t-il payé à quelque personne une prime pour exportation de beurre en Belgique au cours de l'année 1937?

2. Dans l'affirmative: *a.* pour quel montant; *b.* à quelle date; *c.* à quelle personne?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Oui.

2. \$5,000, le 25 juin 1937, chèque no 134343, à l'ordre de M. Louis-C. Vanhalsberghe, de Bruxelles, alors de passage au Canada.

## Rapports des comités permanents:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 134 modifiant la charte de la cité de Verdun.

## Questions et réponses:

École  
des mines

**M. Gagnon (Matane):** 1. Pourquoi le chapitre 15, 2 George VI, intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie", a-t-il été omis des Statuts refondus de la province de Québec, 1941?

2. Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 14 février 1944 inclusivement, combien le gouvernement de la province a-t-il payé à l'Université Laval, relativement à la subvention annuelle de cent mille dollars mentionnée audit chapitre 15, 2 George VI?

3. Quand chacun des paiements a-t-il été effectué?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** 1. Parce que ce n'est pas une loi d'un caractère général et permanent.

2. Quatre cent mille dollars (\$400,000).

3. (Voir la liste ci-dessous).

28 juin 1940 .....	\$50,000
19 juillet 1940 .....	25,000
26 juillet 1940 .....	25,000
14 mars 1941 .....	25,000
20 mars 1941 .....	25,000
10 juillet 1941 .....	50,000
21 janvier 1942 .....	50,000

Règlement du conflit ouvrier  
à la Montreal Tramway

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il a pris connaissance de la lettre que le ministre intérimaire du Travail, l'honorable Wilfrid Hamel, vient d'écrire aux parties intéressées, à propos du règlement du différend entre la Compagnie de tramways de Montréal et ses employés et qui a été publiée dans les journaux de mercredi.

Cette lettre, affirme-t-il, annonçait aux employés du Montreal Tramway qu'ils devaient soumettre le plus tôt possible leur différend à l'arbitrage, avant que le Code fédéral du travail devienne exécutoire. Et dans cette lettre le ministre s'est déclaré d'avis que le différend serait soumis à Ottawa, en vertu du nouveau Code du travail, car il attirait l'attention sur le fait que le Code fédéral du Travail serait bientôt en vigueur et régirait les transports. Par conséquent, toutes les procédures en cours se trouveraient annulées, à moins que la sentence arbitrale n'ait déjà été rendue.

L'attitude prise par le ministère du Travail n'est pas à l'honneur du gouvernement et du ministre, parce que cette lettre reconnaît encore à Ottawa le pouvoir de s'accaparer des droits de la province de Québec en matière de législation ouvrière. C'est beau la coopération, mais cela ne doit pas vouloir dire l'assimilation. Quel était donc le but du ministre intérimaire du Travail en adressant cette lettre aux intéressés et renfermait-elle bien sa pensée?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Le chef de l'opposition est mal renseigné; ce n'est pas si malin que cela. J'ai écrit aux ouvriers pour leur suggérer les moyens de régler promptement le différend, les renseigner exactement et leur indiquer la procédure à suivre dans le règlement de leurs difficultés, rien de plus. Je les ai prévenus que le Code fédéral du travail pourrait entrer bientôt en vigueur sur une proclamation du gouverneur général, dans le seul but de les mettre au courant de la nouvelle situation et non pour leur dire que la loi fédérale serait la meilleure. Le Code fédéral du travail peut intervenir dans les règlements, mais nous avons dans nos lois provinciales toutes les dispositions nécessaires pour assurer ce règlement et j'ai la certitude morale qu'en effet le différend sera réglé suivant les lois provinciales, car les organismes provinciaux sont d'abord à leur disposition<sup>1</sup>.

**Projets de loi:**

**Abrogation de  
la taxe de vente**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 175 abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province".

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):**

M. l'Orateur, vous avez rendu une décision avant-hier, mardi, à l'effet qu'il s'agit là d'un bill de finance et qu'il ne peut être proposé que par un ministre de la couronne. À ce stade de la procédure, toutefois, l'Orateur ne peut rayer ce projet de loi du *Feuilleton* de la Chambre, mais la Chambre, elle, a le droit de se prononcer sur la question et de disposer elle-même d'un projet inscrit au *Feuilleton*. Vous aviez rendu cette décision sur un point d'ordre, dans laquelle vous expliquiez que la procédure à suivre, si l'on veut faire disparaître le bill 175 de l'ordre du jour, c'est d'en faire révoquer l'ordre de deuxième lecture, puis d'en demander le retrait.

Ainsi, si le bill est entaché d'irrégularités, la Chambre peut ordonner qu'il ne soit pas présenté pour la deuxième lecture et ensuite qu'il soit rayé du *Feuilleton*. Comme ce bill contient un vice radical, la Chambre peut déclarer qu'il est illégal. J'ai donc l'honneur de proposer une première motion à l'effet que l'ordre qui a été voté le 9 février 1944, ordonnant de remettre à la prochaine séance la

deuxième lecture du bill 175 abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province", soit révoqué, parce que ce projet de loi est irrégulier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. La motion du ministre est irrégulière pour deux raisons: d'abord, parce qu'elle aurait dû être précédée d'un avis de motion inscrit au *Feuilleton*, vu qu'il s'agit d'une motion de fond et que la Chambre n'est pas unanime, car le ministre n'a pas le droit de faire cette motion sans en donner avis; ensuite, parce qu'elle ne changera pas la situation, l'ordre de révocation n'aboutissant à rien. La Chambre a déjà adopté à l'unanimité deux ou trois motions concernant la prise en considération de mon projet de loi pour l'abolition de la taxe de vente. Le 9 février dernier, ma loi a été votée à l'unanimité de la Chambre, en première lecture. Ainsi, même si la motion est adoptée, et l'ordre du jour de deuxième lecture est révoqué, le bill restera quand même toujours inscrit sur l'ordre du jour en première lecture.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):**

J'ai eu soin de dire que j'aurais deux motions à présenter, l'une pour la révocation de l'ordre de deuxième lecture et l'autre pour la révocation de l'ordre de première lecture et le retrait du bill. Ainsi, quand la Chambre aura disposé de la première, conformément aux règlements, j'en aurai une seconde à proposer. Par ailleurs, une fois présenté, un bill public devient la propriété de la Chambre et la motion proposant le retrait n'a pas besoin d'être annoncée.

**M. l'Orateur:** Je renvoie le point d'ordre du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais donc maintenant parler sur la motion elle-même. Je dirai que la Chambre devrait étudier le projet puisqu'elle l'a unanimement adopté en première lecture; je m'explique donc mal qu'un ministre demande à la Chambre, avec cette motion, de mettre de côté l'opinion unanime par laquelle elle a permis à un député de présenter un projet de loi qui met de côté une législation vexatoire, injuste pour les familles nombreuses, parce qu'elle leur fait payer une taxe qui coûte \$38,000 par jour, et elles sont loin de trouver cela drôle. Les députés ont le droit de présenter des bills tout comme les ministres de la couronne. Nous sommes d'ailleurs ici élus par le peuple tout comme les ministres.

Vraiment, le gouvernement ne s'occupe pas des familles nombreuses sur qui pèse particulièrement la taxe de vente. Au point de vue pratique, mon bill ne faisait de tort à personne. Si la Chambre le retire, cela voudra dire que ce n'est pas la justice qui prévaut, mais les chinoiseries, et la population de la province trouvera singulier qu'on invoque des formalités et ces chinoiseries pour empêcher la disparition de cette taxe. Toutefois, le peuple saura maintenant que les ministériels ont recours à des échappatoires pour ne pas se prononcer sur la taxe de vente.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Kirkland, Lapointe, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, 34.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Il est ordonné que l'ordre soit révoqué.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai une autre motion à proposer. Je propose maintenant que le bill 175 abrogeant le chapitre 88 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province", et dont la Chambre a déjà révoqué l'ordre de deuxième lecture, soit retiré et biffé de l'ordre du jour à toutes fins que de droit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre à l'encontre de cette motion de retrait. En vertu de l'article 230 du Règlement de la Chambre, un bill ne peut être retiré que sur la proposition du parrain du bill. Et puis encore, la motion n'a pas été précédée d'un avis.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le point d'ordre est soulevé en un moment inopportun; le bill ne pouvait être présenté par un simple député, car seul un ministre de la couronne a le privilège de présenter une telle mesure.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Cette motion ne devrait être proposée que par celui qui a présenté le projet.

**M. l'Orateur:** La motion a été faite en bonne et due forme. Les règlements disent que la Chambre peut rayer un bill du *Feuilleton* en adoptant une motion sans avis, du moment que l'irrégularité a été signalée avant la deuxième lecture. En conséquence, je rejette le point d'ordre du chef de l'opposition, selon les dispositions des articles 550 et 533, note 6, du règlement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle à la Chambre de votre décision.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Kirkland, Lapointe, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, 34.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 12.

Ainsi, la décision de l'Orateur est maintenue.

La motion du représentant de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain) est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Kirkland, Lapointe, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, 36.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Il est ordonné que le bill 175 soit, en conséquence, retiré et biffé de l'ordre du jour<sup>2</sup>.

### **Réorganisation financière de Montréal**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements à droite)

C'est un très grand plaisir pour moi que de proposer la deuxième lecture du présent bill à la Chambre parce que nous avons, par cette mesure, la justification évidente, concrète et complète de la politique du gouvernement en ce qui regarde les affaires de la métropole. Le crédit pour le retour de Montréal au rang des grandes villes dans le monde, parce que cela peut maintenant ressortir dans toute la splendeur de sa stabilité financière, revient au gouvernement de la province, et il est justifié. La ville reprend toutes ses prérogatives de 1940. L'unique contrôle auquel elle aura à se soumettre sera celui de la Commission municipale de Québec s'appliquant à toutes les municipalités de la province. Les pouvoirs du comité exécutif sont les mêmes qu'en 1940 et vous pouvez voir, à la lecture du bill, que le conseil aura toute liberté d'action.

Comme je l'ai dit lors de la première lecture, le présent bill a deux objectifs principaux: régler les difficultés financières de la ville de Montréal en ratifiant le plan de réorganisation financière que le conseil municipal a déjà approuvé le 18 février dernier; l'autre, de redonner à la métropole son autonomie la plus complète.

Il y a quelque temps, après de longues discussions, le comité exécutif de Montréal, à l'unanimité, a approuvé le plan de réorganisation financière de toute la dette obligataire et l'a soumis au conseil municipal. Lors d'une séance quelques jours plus tard, 92 des 99 membres du conseil étaient appelés, à leur tour, à prendre une décision; 90 sur les 92 présents ont approuvé le plan de refinancement proposé par l'exécutif, cependant que 2 seulement votaient contre, ce qui lui assure la quasi-unanimité et qui démontre la belle entente qui a existé dans le conseil municipal de Montréal sur cet important projet.

Cependant, avant d'être soumis aux créanciers de la ville pour approbation, il est stipulé que le plan doit d'abord être ratifié par la Législature le plus rapidement possible pour permettre ensuite au conseil de rencontrer les créanciers de Montréal. C'est la raison pour laquelle le présent bill est devant la Chambre.

Le deuxième objet du bill est de restituer à Montréal l'autonomie qu'elle a perdue depuis le mois de mai 1940. Le gouvernement n'attendra pas que les créanciers aient approuvé le règlement financier pour remettre à Montréal son autonomie et ses pleins pouvoirs. Dès que le projet de loi aura été sanctionné, la métropole du pays sera redevenue complètement autonome. Et, pour juger de l'importance de ce projet, il faut se reporter à la situation de Montréal en 1940.

Lorsque la Commission municipale a pris le contrôle temporaire des finances de Montréal en 1940, la dette obligataire de la métropole était alors de \$268,769,000, les débetures payables comme suit: \$110,000,000 au Canada; \$15,000,000 au Canada ou en Angleterre; \$82,000,000 au Canada ou aux États-Unis; \$4,900,000 au Canada, aux États-Unis ou en Angleterre; \$4,000,000 au Canada ou en Hollande; \$50,000,000 en Angleterre seulement; \$700,000 aux États-Unis seulement.

Le 15 mai 1940, des obligations au montant de \$3,900,000 étaient payables et la ville n'avait pas de fonds pour rencontrer le paiement. Ce qui était encore plus grave, c'est que, pour l'exercice financier qui commençait le 1<sup>er</sup> mai 1940, \$13,000,000 de débetures devenaient échues et Montréal n'avait pas l'argent nécessaire, non plus, pour rencontrer cette échéance et faire face à ses obligations. Pour payer ces \$13,000,000, la cité n'avait qu'un montant de \$1,693,000 à son fonds d'amortissement. De plus, la métropole devait aux banques \$36,210,000 pour des emprunts temporaires.

Sur ce montant de \$36,210,000, un montant de \$7,000,000 d'obligations était devenu échu depuis 1938 et 1939 et la cité avait été obligée de faire des emprunts temporaires pour les honorer, et Montréal ne pouvait renouveler ses emprunts. Enfin, pour l'exercice financier de 1940-1941, la cité prévoyait un déficit de \$6,689,000 dans ses prévisions budgétaires<sup>3</sup>.

Je ne veux pas dépasser la mesure; je n'irai pas jusqu'à dire, comme quelques-uns l'ont prétendu, qu'à ce moment la ville de Montréal était en banqueroute. Cependant, les débetures n'étaient pas renouvelées et la cité ne pouvait payer ses obligations. Les prévisions étaient à l'effet qu'au

cours de l'année, un montant de \$13,000,000 n'aurait pu être rencontré. Il y avait aussi cette somme anormale de \$36,000,000 due aux banques. L'impression générale était que, laissée à ses propres moyens, la métropole ne pouvait faire honneur à ses obligations et se sortir de l'impasse financière difficile où elle se trouvait. Devoir \$36,000,000 aux banques et avoir \$13,000,000 d'obligations à rencontrer ne donnaient certainement pas une impression de sécurité financière à la métropole.

Jusqu'alors, la ville de Montréal était venue chaque année à Québec demander le pouvoir d'emprunter. Nous aurions pu faire comme d'autres ont fait, c'est-à-dire appliquer des cataplasmes, remèdes inefficaces, en accordant de nouveaux pouvoirs d'emprunt, mais, si nous avions laissé cette situation se continuer, les cataplasmes temporaires n'auraient rien guéri, ni rétabli la confiance du public dans la métropole: le mal aurait empiré. Ainsi, dans le passé, la ville avait dit:

Donnez-nous un pouvoir d'emprunt et nous nous arrangerons. Nous avons dit: Nous ne dérogerons pas à nos devoirs. Nous avons alors décidé de faire face à la situation et nous avons pris les moyens qui s'imposaient, de recourir aux moyens radicaux, si nécessaire, pour redonner à Montréal son prestige et son crédit financier. C'est alors que le gouvernement a fait adopter le projet de loi 4 George VI, chapitre 77, et la ville de Montréal fut placée sous le contrôle de la Commission municipale.

Je comprends que la mise en tutelle de la ville n'a pas fait plaisir à tout le monde, mais le gouvernement n'a pas créé un régime d'exception pour la métropole du Canada. Depuis 1932, toutes les municipalités qui sont en défaut tombent automatiquement sous le contrôle de la Commission municipale de Québec, car, d'après la loi, dès qu'une municipalité, grosse ou petite, ne rencontre plus ses obligations, elle tombe en tutelle. C'était le cas de nombreuses municipalités.

La Commission municipale a alors pris le contrôle de la cité de Montréal et appliqué les remèdes nécessaires pour Montréal à l'époque. Mais, maintenant que le traitement est terminé, tout le monde admet aujourd'hui que c'est ce contrôle qui a sauvé Montréal de la faillite et qui a réussi à rétablir la situation financière de la municipalité, au point où nous en sommes maintenant et où la ville peut envisager un règlement équitable de ses difficultés.

Depuis 1940, la Commission a pratiqué une sage administration; elle a coordonné les services, réduit le nombre des employés inutiles, exercé une surveillance vigilante des achats, éliminé le patronage désastreux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rit à gorge déployée.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Après quatre ans d'administration, des résultats fructueux ont couronné ses efforts. Et, comme preuve de cela, nous pouvons en juger par la situation financière. Les dettes temporaires de Montréal aux banques ont été réduites de \$19,000,000; elles sont passées de \$36,210,000 en 1940, à \$35,000,000 en 1941, à \$32,000,000 en 1942, à \$24,000,000 en 1943 et, aujourd'hui, elles ne sont que de \$17,684,000. La dette obligataire a été réduite, elle, de \$6,000,000. Et tout ceci en quatre ans, ce qui est un grand succès.

Je suis convaincu que, si le gouvernement n'était pas intervenu en 1940 et sans la Commission municipale, jamais la ville de Montréal n'aurait pu sortir de l'impasse où elle se trouvait et améliorer sa situation financière au point de pouvoir inspirer confiance à ses créanciers et les inciter à accepter l'arrangement proposé. Car la meilleure preuve de la bonne administration de la Commission municipale, nous la trouvons enfin dans ce plan de réorganisation financière que nous avons aujourd'hui devant nous et à offrir aux créanciers.

Par cette réorganisation, la ville de Montréal refond sa dette obligataire à \$262,000,000, divisés en deux séries. Avec ses titres de la série A, elle refond les obligations en défaut depuis 1940, ainsi qu'un montant de \$15,000,000 de l'argent dû aux banques en bons temporaires. Pour cela, on prévoit une émission de \$55,964,961.02. La balance entre \$262,000,000 et \$55,964,961.02, soit \$164,958,554.69<sup>4</sup>, est réglée par la série B. Les paiements sont échelonnés sur une période qui se termine en 1971 et l'intérêt varie entre 3¼ % et 3¾ %.

Les créanciers ont consenti en principe à cette conversion. Leur adhésion formelle sera donnée plus tard. Ce règlement a été adopté par la quasi-unanimité des membres du conseil municipal et la ville de Montréal demande à la Législature de le ratifier à son tour. Une fois ratifié, le plan sera soumis aux créanciers pour approbation. De la minute où il sera ratifié par les créanciers, tout le problème de la dette obligataire de la ville de Montréal se trouvera réglé pour d'ici à 1971. Si par hasard il survenait un contretemps, la Commission continuera d'exercer un contrôle. Cependant, je ne prévois pas de difficultés.

Les créanciers de Montréal, qui résident les uns à Londres, d'autres aux États-Unis, les autres encore en divers endroits du Canada, doivent signifier leur point de vue par l'entremise de comités. C'est ce qui explique pourquoi la ville n'a pas encore reçu le consentement de tous ses créanciers, car ceux-ci agissant par l'intermédiaire de ces comités, ils n'ont pas eu le temps de faire connaître définitivement leur décision. Cependant, le comité des créanciers de Londres a accepté le règlement; le comité des États-Unis a accepté, en principe, car il est prêt à recommander l'acceptation du règlement aux créanciers américains; quant au comité canadien, il recommande à ses membres d'appuyer et d'accepter le projet.

Tout indique donc que la réponse de tous les comités sera favorable et la passation de la mesure actuelle favorisera naturellement l'affaire et hâtera la réorganisation financière de la métropole. Toutefois, en vertu des règlements de la Commission, il faudra que les créanciers manifestent individuellement leur approbation.

Si la réorganisation financière de Montréal est en voie de se faire, c'est grâce au bon travail de la Commission municipale. Il y a un homme à qui je veux rendre un hommage particulier, c'est le président de la Commission municipale, M. L.-Eugène Potvin, qui s'est dépensé sans compter pour la solution de ce problème qui lui fut posé il y a quatre ans. Il a mis toute sa force, tout son dévouement et toute son intelligence dans l'accomplissement de cette tâche. Il n'a pas reculé devant les mesures difficiles à prendre. Il a raison d'être heureux, car aujourd'hui il voit ses efforts récompensés par les merveilleux résultats obtenus de son travail. Et je n'hésite pas à dire que c'est lui, le premier, qui a rendu possible le règlement de ces épineuses difficultés. C'est donc à lui que nous devons nos premiers remerciements pour ce qui a été accompli.

(Applaudissements à droite)

Toutefois, je n'oublie pas ceux qui ont collaboré avec le président; je les remercie aussi et rends hommage au travail accompli par les collègues de M. Potvin, qu'ils appartiennent au comité exécutif ou au conseil municipal.

Je suis particulièrement content d'une chose: c'est que le projet financier de réorganisation a été adopté unanimement par le comité exécutif et à la quasi-unanimité par le conseil de ville. Par ce bill, nous le ratifions d'un bloc sans aucune modification. Le projet équivaut à plusieurs points de vue à un contrat. Aussi y a-t-il plusieurs clauses que la ville ne

pourra pas modifier d'ici à un certain laps de temps. En vertu du projet de loi devant la Chambre, la ville de Montréal aura toute liberté d'agir vis-à-vis de ses créanciers.

En face des résultats obtenus et d'un dénouement aussi heureux, le gouvernement a cru bon de ne pas attendre le règlement définitif pour rendre à Montréal son autonomie pleine et entière, sa liberté absolue. Du moment que le bill sera sanctionné, la ville rentrera en possession de tous les pouvoirs qu'elle possédait avant l'adoption de la loi du 15 mai 1940.

(Applaudissements à droite)

Que l'on remarque qu'elle ne sera sujette à aucun contrôle, sauf le contrôle ordinaire que la Commission des affaires municipales exerce sur les pouvoirs d'emprunt et sur certaines transactions financières de toutes les villes et municipalités de la province. Celle-ci devra donner son approbation en vertu des lois générales qui s'appliquent à toutes les municipalités. Les créanciers avaient réclamé un certain contrôle sur l'administration en premier lieu, mais il n'apparaît pas dans le plan.

Les pouvoirs du conseil exécutif et ceux des conseillers redeviendront à peu près les mêmes, eu égard aux circonstances. Montréal aura donc la pleine liberté de ses mouvements, car elle a reconquis son indépendance financière, meilleure garantie de son autonomie dans les autres domaines, et elle pourra mener à bonne fin le travail d'assainissement commencé. Si nous avons décidé de rendre l'indépendance à Montréal, c'est à cause de cet heureux dénouement que je viens de signaler à la Chambre. Après quatre ans de travail, nous sommes heureux de voir la grande métropole du pays revenir à une situation financière normale et solide après avoir regagné la confiance de ses créanciers, et nous sommes heureux de lui redonner tous ses pouvoirs et prérogatives, c'est dire son autonomie, et de la voir reprendre la place importante qui lui revient dans le monde grâce à une situation financière rétablie.

Pour ma part, j'ai toujours cru aux libertés municipales, car c'est un principe de décentralisation des pouvoirs administratifs, et je suis enchanté de voir la ville métropole revenir à des conditions financières saines. Si nous avons dérogé à ce principe, c'était à cause de circonstances très spéciales et les résultats que nous avons obtenus en seulement quatre ans sont la meilleure preuve que nous avons pris une sage décision. Le gouvernement est fier d'en arriver à ce résultat. Dans quelques semaines, le crédit de Montréal sera rétabli dans le monde.



(Applaudissements à droite)

Un mot avant de terminer. Il n'y a rien d'étrange ou de honteux dans le fait que Montréal ait été mise sous la tutelle de la Commission municipale. D'autres villes ou municipalités de la province ont tiré profit du contrôle de la Commission sans perdre leur prestige ou, si elles l'avaient perdu, elles l'ont regagné grâce à la Commission. Alors, la Commission municipale mérite vraiment d'être félicitée. C'est un organisme qui a rendu bien des services à la province. Créée en 1932, la Commission municipale n'a jamais été touchée par les changements de gouvernement.

Depuis sa fondation en 1932, 97 municipalités, commissions scolaires ou syndicats de paroisses sont tombés sous son contrôle, faute de rencontrer leurs obligations; de ce nombre, 22 ont été financièrement réorganisées et ont reconquis leur complète liberté; 69 autres ont été réorganisées, mais sont restées à certains égards sous le contrôle de la Commission pour des raisons particulières. Six n'ont pas encore été réorganisées.

La preuve que cette Commission fait du bien aux municipalités qu'elle dirige, c'est que très souvent des municipalités qui avaient réglé leurs problèmes financiers et à qui on offrait de reprendre leur autonomie complète ont demandé de rester sous la direction de la Commission. Elle fait un travail intelligent et coopère étroitement avec les conseils municipaux, même s'ils sont sous contrôle. Bref, la Commission municipale a fait un travail efficace, dans la province.

Après quatre années, le gouvernement est fier du travail accompli par M. Potvin et son collègue M. Lambert et d'en arriver au résultat qui constitue le projet dont je propose la deuxième lecture. Lors de la discussion en comité plénier, je donnerai les explications supplémentaires, touchant les modalités de la mesure du gouvernement. Nous sommes heureux également de constater que ce résultat donne raison au gouvernement d'avoir agi comme il l'a fait. Nous avons pris la ville de Montréal en mauvais état financier; nous l'avons réorganisée. Dans quelques semaines, sa situation financière sera rétablie et elle aura recouvré son autonomie et sa pleine liberté. Je le répète, nous n'attendons pas que le règlement soit complètement approuvé et, dès que le bill sera sanctionné, Montréal aura son entière autonomie.

(Applaudissements à droite)<sup>5</sup>

**M. Barrette (Joliette):** Les explications du ministre ne sont ni complètes ni satisfaisantes. M. l'Orateur, en raison de l'ampleur du projet, de sa

grande complexité, de son extrême importance, afin de permettre aux députés d'étudier ce bill que nous venons tout juste de recevoir. Et, comme l'Union nationale est désireuse de voir les administrés et les administrateurs de Montréal obtenir pleine et entière satisfaction, je demande l'ajournement à mardi prochain.

Il propose donc, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### **Loi sur les transferts de valeurs mobilières**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)<sup>6</sup>

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Que l'article 4 de la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières (Statuts refondus, 1941, chapitre 78) soit modifié en remplaçant l'alinéa b du paragraphe 1 par le suivant:

"b. Quatre centins sur toute action transférée ou vendue à un prix excédant cent cinquante dollars par action, plus un dixième pour cent de la partie du prix excédant cent cinquante dollars."

2. Que l'article 5 de ladite loi soit modifié:

a. en remplaçant le paragraphe a par le suivant:

"a. Dans tous les cas visés par les sous-paragraphe a et b du paragraphe 1 dudit article, par la personne qui vend, transporte ou cède;"

b. en retranchant le paragraphe d;

c. en ajoutant l'alinéa suivant:

"En outre de la poursuite pénale ci-après prévue, une action civile peut être intentée pour recouvrer toute taxe imposée par la présente loi."

3. Que l'article 14 de ladite loi soit modifié en insérant, après le paragraphe 4° du premier alinéa, le suivant:

"5° Pour allouer aux personnes autorisées à agir comme percepteurs une indemnité n'excédant pas deux pour cent de la taxe perçue."

L'article 1, dit-il, a pour but de supprimer la taxe sur les transferts de valeurs mobilières dans le cas où il ne s'agit que d'une conversion d'une valeur mobilière en une autre payable au porteur ou d'un rachat par celui qui l'a émise.

L'article 2 modifie le taux de la taxe exigée dans le cas d'une action vendue à un prix excédant \$150. La taxe sera de 4 cents plus un dixième pour cent de la partie du prix excédant \$150, au lieu de 5 cents comme le comporte le texte actuel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une réduction de taxe, cela! Combien la taxe rapporte-t-elle?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** \$350,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien la Montreal Power a-t-elle payé?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ce sont les compagnies qui font le transfert qui paient la taxe.

L'article 3 a pour objet de permettre d'intenter une action civile pour recouvrer la taxe sans préjudice de la poursuite pénale.

Enfin, l'article 4 a pour objet de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à ceux qui perçoivent la taxe pour le compte du gouvernement une commission de 2 % semblable à celle qui est accordée en vertu d'autres lois fiscales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une loi qui va permettre au gouvernement, avant les élections, d'accorder des positions à des amis politiques pour percevoir la taxe, ce qui donne une commission de 2 %. En vertu de la loi des transferts de valeurs mobilières, le gouvernement perçoit une taxe dans toute transaction financière. Et, chaque fois qu'une compagnie a mouillé son stock, le gouvernement en a été complice parce qu'il retirait

de l'argent. Il y a des lacunes dans les lois. Les "holding companies", que nous avons mises à la raison, sont protégées par cette loi parce que le gouvernement est ami des trusts et favorise les transferts de valeurs. (Rires de la droite)

En réalité, ce bill augmente les taxes quand il devrait les réduire. Ce n'est pas là une loi dans l'intérêt public. Ce n'est pas le temps d'augmenter les taxes. Au contraire, il faut les diminuer.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Loin d'augmenter les taxes, ce projet de loi comporte une légère diminution. Quand le chef de l'opposition sent venir les élections, il voit partout des choses épouvantables qui n'existent pas dans les lois. Comment se fait-il que tout le temps qu'il a été au pouvoir, de 1936 à 1939, il n'a rien fait pour remédier à cela? Nous ne faisons qu'enlever une légère taxe sur le remboursement des actions devenues dues.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le gouvernement ait donc le courage de faire des élections immédiates! Mais le gouvernement a peur de faire des élections. D'ailleurs, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) ne sera plus en cette Chambre après les prochaines élections.

En vertu de la loi, les compagnies de fiducie, les trusts, vont recevoir 2½ % qu'elles n'avaient pas avant. On avantage les riches au détriment des pauvres. Le gouvernement est acheté par ces trusts, qu'il fait semblant de combattre, comme c'est le cas pour la Montreal Light, Heat and Power. Autrefois, avant l'arrivée de l'Union nationale, on émettait des obligations sur rien; on avait même le droit de mettre des hypothèques sur la lune et sur les biens futurs. Ce fut là une cause d'orgies financières.

Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, elle a fait disparaître la loi; elle a protégé l'épargne populaire et empêché le mouillage des stocks et des obligations en faisant voter une nouvelle loi qui stipulait que les débetures devaient être émises sur la valeur réelle. Le gouvernement de l'Union nationale a combattu les puissances d'argent et redonné la primauté au capital humain en empêchant les compagnies d'émettre des obligations sur la lune. Cette loi a été abrogée par le gouvernement actuel, en 1940, qui, au contraire, encourage les "holding companies".

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Que le chef de l'opposition relise sa loi. Je vais lui citer une disposition de sa loi

et, contrairement à ce qu'il prétend, il constatera qu'il y a mis une disposition qui favorise l'existence des "holding companies". Le projet que je présente ne protège aucune compagnie, car le but de ce projet est d'assurer à la province de Québec le plus grand nombre possible de nouvelles industries. Nous, nous donnons justice à tout le monde avec la loi actuelle, conformément à la politique du gouvernement libéral avant les élections et ce sera la politique après les élections, car c'est un gouvernement libéral qui continuera à administrer la province après les élections. Et, après ces élections, je serai encore ici.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Après les élections, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), s'il revient ici, il n'y viendra que comme simple visiteur! Notre loi ne protégeait pas les "holding companies" et le gouvernement l'a abrogée!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Eh bien, j'invite le chef de l'opposition à venir lire la loi avec moi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** refuse mais consulte le Statut qu'il a devant lui.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Que mon honorable ami regarde à la page 377, au milieu de la page. Il verra que ce que je lui ai dit est exact. Le chef de l'opposition dit qu'il a passé une loi pour empêcher le mouillage des stocks et des obligations. Mais sa loi a eu un effet tout autre. Elle a mis en danger la valeur de toutes obligations en rendant celles-ci illégales. Son intention était peut-être bonne, mais son action a été déplorable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article de la loi n'est pas conforme à la prétention du ministre. Je défie n'importe quel ministre de me nommer une "holding company" que nous avons encouragée. Au temps de l'Union nationale, aucune "holding company" n'a été formée. La preuve que notre loi est effective, c'est que les trusts sont venus me demander de ne pas la passer.

Je vais montrer au trésorier ce que valait la loi de l'Union nationale. Quand la Montreal Light, Heat and Power Company a voulu acquérir les obligations de la Beauharnois, nous avons consenti au transfert, mais, sans notre projet de loi du temps, la Montreal Light, Heat and Power n'aurait jamais été obligée de payer \$400,000 par année à la ville de

Montréal. Ainsi, à cause des lois passées par l'Union nationale, on a pu faire réduire de \$400,000 par année le taux de l'électricité à Montréal...

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est-à-dire que le chef de l'opposition prétend que c'est épouvantable de faire ce qu'il a fait lui-même, mais pour \$400,000, il l'a fait lui-même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et nous avons baissé le taux d'électricité dans la province d'au moins \$1,000,000 par année. Une loi de l'Union nationale a occasionné une réduction des taux de l'électricité, au Témiscamingue...

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Que pense le chef de l'opposition du bill que le gouvernement doit présenter à propos de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power? Est-ce que le chef de l'opposition est opposé à son étatisation?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je pense que la compagnie mène le gouvernement. Il y a trois mois que le gouvernement se vante en disant qu'il va présenter un projet d'expropriation et rien n'est venu encore. Le gouvernement a honte de présenter son projet; on attend toujours cette loi. Que le gouvernement la présente donc, sa loi à ce sujet. Les ministres ne s'entendent pas entre eux pour ce projet de loi. C'est l'avocat Pigeon qui a mis cela dans la tête du premier ministre et le premier ministre est pris avec cela maintenant.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Et, si nous n'en avons pas honte et si le gouvernement le présente, qu'est-ce que le chef de l'opposition va faire avec le projet de loi? Quelle sera son attitude?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne nous fions pas à ceux qui font des serments par oubli ou distraction. Et j'ai si peu confiance au gouvernement que je ne veux pas m'engager d'avance avant d'avoir étudié la loi qui sera présentée. Nous attendons donc le projet de loi avant de le juger. Quand le gouvernement aura présenté sa loi, je l'examinerai pour voir ce qu'elle a de bon et je verrai ensuite ce que je ferai.

(Rires de la droite)

Les résolutions sont adoptées après division.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que les résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Joseph de Drummond**

**M. Rajotte (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant la ville Saint-Joseph, comté de Drummond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

**M. Rajotte (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession de  
Sir Robert Gillespie Reid**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 concernant la succession de feu Sir Robert Gillespie Reid.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Adoption  
de J.-J.-L. Bolduc**

**M. Potvin (Roberbal)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

**M. Potvin (Roberbal)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Dolbeau**

**M. Potvin (Roberval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

**M. Potvin (Roberval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Val-d'Or**

**M. Allard (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

**M. Allard (Abitibi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Forestville**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 constituant en corporation la ville de Forestville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission scolaire des Trois-Rivières**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi concernant la Caisse de remboursement**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **George Robert Beethom Whitehead**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Peter Marshall Laing**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Québec**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée vers 6 h 10.

## NOTES

1. Selon *Le Canada* du 3 mars 1944, à la page 16, interrogé après la séance, le ministre intérimaire du Travail (l'honorable M. Hamel) a affirmé que le gouvernement de la province de Québec avait refusé de céder à Ottawa, comme le gouvernement de la province de l'Ontario l'a fait, la juridiction sur les établissements industriels et commerciaux. Dans les industries de guerre, a-t-il dit, et dans les compagnies de transport, qui sont naturellement sous la juridiction fédérale, nous ne pouvons empêcher que les lois fédérales du travail s'appliquent. Mais, dans l'industrie forestière, l'industrie des pêcheries et dans tous les établissements qui sont sous la juridiction de la province de Québec, ce sont nos lois provinciales qui s'appliqueront.

2. Selon *The Chronicle Telegraph* du 3 mars 1944, à la page 3, le député de Hull (M. Caron), qui s'est toujours opposé farouchement à la taxe de vente, était absent de la Chambre au moment des trois votes et n'a repris son siège à l'Assemblée que plus tard, alors que la Chambre débattait d'autres questions.

3. *Le Soleil* du 3 mars 1944, à la page 3, mentionne \$6,681,000 de déficit alors que *Le Canada* du 3 mars 1944, à la page 2, écrit \$6,800,000.

4. C'est le chiffre donné par *L'Action catholique* du 3 mars 1944, à la page 15, mais, lorsqu'on fait le calcul, nous arrivons plutôt à la somme de \$206,035,038.98.

5. Selon *The Chronicle Telegraph* du 3 mars 1944, à la page 3, le discours du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) a duré une heure.

6. Selon *Le Canada* du 3 mars 1944, à la page 3, il est 5 h 30 lorsque commence l'étude des résolutions du bill en comité plénier.

7. Selon *La Presse* du 3 mars 1944, à la page 14, il est 6 heures lorsque les résolutions sont agréées après division.

Séance du mardi 7 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Vacances dans les districts électoraux:****District électoral  
de Saint-Hyacinthe**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la démission de l'honorable ministre de la Voirie (M. Bouchard) comme député de Saint-Hyacinthe. À la réception de la notification suivante, j'ai adressé au secrétaire de la chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du district de Saint-Hyacinthe.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 6 mars 1944

M. l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

M. l'Orateur,

Ayant accepté de devenir sénateur du Parlement canadien, j'ai la faveur de vous faire tenir ma démission comme député du comté de Saint-Hyacinthe à l'Assemblée législative, conformément à la constitution et aux règlements de la Chambre.

Votre tout dévoué,

(Signé) T.-D. Bouchard

La lettre de démission ci-dessus a été signée en notre présence.

(Signé) Oscar Lemyre  
Edmond Lapalme

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tous les membres de cette Chambre auront appris avec de vifs regrets le départ de l'honorable M. Bouchard, député de Saint-Hyacinthe et ministre de la Voirie, pour le Sénat canadien. Cependant, personne plus que moi-même ne ressentira toute la grandeur de la

perte que vient de faire la province de Québec par ce départ. Je perds en M. Bouchard, dans la vie publique provinciale, un bon ami sur lequel je pouvais toujours compter, un excellent collaborateur et un conseiller sûr, qui, grâce à son expérience et à sa parfaite loyauté, a rendu des services signalés à sa province; on admirait sa loyauté à sa province et son respect pour la parole donnée.

M. Bouchard, je l'espère, ne nous laisse pas complètement toutefois. Dans une autre sphère d'action, plus vaste, il pourra continuer à collaborer à l'avancement des intérêts de sa province natale et au progrès de la nation canadienne tout entière. Voici un bon serviteur des siens, dévoué à sa province et la patrie canadienne l'en récompense en l'appelant à de hautes fonctions sur un nouveau théâtre, où il pourra encore être très utile à sa province, mais auquel, en même temps, elle impose des charges plus lourdes et de nouveaux sacrifices.

M. Bouchard a été un modèle pour les hommes publics de sa génération, un travailleur acharné, travaillant toujours et sans relâche à l'avancement du pays et de sa province en particulier. On peut lui rendre le témoignage qu'il a toujours exprimé son opinion avec fermeté et courage, sans ménagement, mais avec beaucoup de cœur. Il s'est donné une apparence extérieure un peu sévère, mais c'est précisément pour se protéger contre ses qualités de cœur qui le faisaient estimer toujours davantage qu'il affichait cette apparence un peu sévère qu'on était enclin à lui reprocher. Il a toujours dit la vérité ou du moins ce qu'il pensait être la vérité, avec la préoccupation du bien commun.

J'espère qu'il restera pour nous, dans la vie canadienne, un collaborateur sincère de la province de Québec. Il ne laisse ici, à l'Assemblée législative, que des amis. À Ottawa, il continuera à travailler pour sa province, à laquelle il est très attaché, et pour son pays. Je suis certain qu'en nous quittant il restera dans la vie canadienne le bon ami et le collaborateur précieux qu'il a toujours été.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Par suite du départ de M. Bouchard, je deviens un des doyens de cette Chambre. C'est dire que j'ai bien connu l'ancien député de Saint-Hyacinthe et que je l'ai vu à l'œuvre pendant des années. Personne ne contestera qu'il a été un homme studieux d'histoire et d'économie, un grand lecteur, un travailleur acharné et un batailleur, même si on ne partage pas toutes ses idées.

Il était permis, bon, nécessaire et même important de différer d'opinion d'avec le ministre de la Voirie. J'ai d'ailleurs différé souvent d'opinion avec lui, mais nul ne contestera qu'il a toujours fait preuve d'une entière liberté dans l'expression de ses opinions sur toutes les questions et personne ne pourra mettre en doute sa sincérité dans ses opinions.

Depuis que le présent gouvernement est au pouvoir, c'est le troisième ministre provincial promu par Ottawa depuis un peu plus d'un an, ce qui démontre assez l'étroite collaboration entre M. King et le premier ministre actuel de la province de Québec et qui explique la bonne entente qui règne entre Ottawa et Québec quand il s'agit de patronage. Je ne sais pas quels sont les motifs qui ont poussé le très honorable M. King à appeler notre ami au Sénat. Mais je me rappelle qu'en 1925 M. King a promis qu'il réformerait le Sénat. J'espère que cette nomination sera le commencement dans la bonne voie pour la réalisation de cette promesse.

M. Bouchard a toujours été un batailleur. Au cours de sa carrière, il n'a jamais demandé de quartiers. Il y a deux ans, le député de Saint-Hyacinthe a travaillé au point que sa santé en a été ébranlée à un moment donné, ce que je regrette. Je me suis rendu à l'hôpital lui présenter mes vœux de prompt rétablissement. Toute la Chambre sera unanime à lui présenter des vœux de bonne santé, de succès et de bonheur dans ses nouvelles fonctions, et aujourd'hui, de nouveau, je lui souhaite surtout une santé meilleure et plus durable que celle du gouvernement actuel.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Personne plus que moi ne regrette le départ de M. Bouchard. Il est un modèle d'homme public et un grand Canadien avec des idées claires et nettes, qu'il exprimait avec sincérité. Le sénateur Bouchard est un homme dont la principale qualité est le courage. En Chambre, il pouvait avoir des adversaires, mais il n'avait pas d'ennemis. M. Bouchard a toujours été le champion de ce que les Anglais appellent le fair-play envers les minorités et il n'a jamais offensé les sentiments de ses concitoyens d'une autre race. Il a toujours voulu rendre justice à la minorité. Au Sénat, M. Bouchard se fera, comme à Québec, le champion de la défense de la vérité et s'avérera un solide partisan de l'unité canadienne.

Le premier ministre lui a imposé de lourdes tâches en le nommant ministre de la Voirie et en le chargeant de régler la question du chômage dans la province. Il s'est montré à la hauteur de la situation en apportant à sa solution tout son dévouement; tout

en accomplissant cette tâche avec fermeté, il a su donner justice à tout le monde. Son nom et sa mémoire vivront longtemps dans l'histoire politique de cette province.

#### **Hommage aux soldats canadiens**

##### **L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):**

La Gaspésie a été honorée de voir deux de ses fils recevoir des décorations militaires. Je profite donc de la circonstance pour rendre hommage aux deux héros de mon comté qui ont reçu, tous deux, la croix militaire pour faits d'armes, le soldat Évariste Mainville, de Grande-Vallée, et le soldat Léo Rehel, de Barachois, ce dernier tué au combat. Je tiens à rendre hommage à ces deux braves qui se sont distingués sur les champs de bataille d'Italie, ainsi qu'au sergent Paquet, de Saint-Octave-de-l'Avenir, un autre héros de Gaspé-Nord qui a été décoré avant eux.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si mon collègue de Gaspé-Nord est fier des jeunes Gaspésiens qui ont été décorés, nous avons raison de nous enorgueillir dans la région que je représente, car la région du Bas-du-Fleuve est à l'honneur, et tout particulièrement celle de Rivière-du-Loup. En effet, c'est le major Paul Triquet, un soldat de Cabano, dans le comté de Témiscouata que je représentais ici autrefois, qui vient de recevoir la plus haute décoration que le roi puisse décerner, la croix Victoria, pour sa valeur guerrière au cours de la campagne d'Italie. C'est le premier Canadien français à recevoir cette haute distinction au cours de cette guerre. Nous en sommes tous fort honorés et je me réjouis à juste titre de l'honneur insigne qui vient d'être conféré au major Triquet et à sa famille de Cabano. Je crois que de tels faits méritent d'être signalés. J'offre donc au père du héros et à sa famille l'expression de nos félicitations les plus sincères.

Le major Triquet, titulaire de la croix Victoria, ce héros canadien-français, vient d'écrire l'une des pages les plus glorieuses de la guerre et de notre histoire, une page que tous les députés pourront lire avec fierté à leurs enfants, leurs petits-enfants et leurs arrière-petits-enfants. Toute la citation du major Triquet est à lire, fait-il remarquer, mais il en extrait tout particulièrement le passage où il est dit que "montrant un superbe mépris pour l'ennemi, le major Triquet se mit à réorganiser le reste de sa compagnie en disant à ses hommes: Ne vous occupez pas d'eux, ils ne savent pas tirer".

(Applaudissements)



Nous sommes également fiers de la décoration accordée au lieutenant-colonel Paul-Émile Bernatchez, de Montmagny, qui a commandé le Royal 22<sup>e</sup> et a reçu l'Ordre du service distingué. Avec tous mes compatriotes et au nom de toute la Chambre, je félicite nos héros.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je me joins à mes deux collègues pour célébrer le courage et la valeur du héros du 22<sup>e</sup> Régiment et pour dire avec quel plaisir j'ai appris qu'un officier canadien-français, le premier à mériter cette belle décoration dans la guerre actuelle, le major Paul Triquet, a gagné la croix Victoria. Il est également le premier Canadien français à obtenir, de son vivant, la plus haute décoration militaire de l'Empire, la croix Victoria.

Dans la dernière guerre, deux autres Canadiens français avaient reçu la même décoration à titre posthume, le lieutenant Jean Brillant, V.C., M. C., et le caporal Joseph Keable, V.C. Tous deux sont tombés au champ d'honneur. Je suis heureux de signaler à la Chambre que le major Triquet, après avoir accompli ses actes d'héroïsme qui lui ont valu sa décoration, a continué sa lutte glorieuse et a été blessé dans des engagements subséquents. Je fais des vœux pour son bon rétablissement.

Ces distinctions démontrent, si une preuve supplémentaire était nécessaire, que les Canadiens français ont compris le sens véritable de cette guerre et qu'ils font leur devoir sur tous les champs de bataille, comme leurs aïeux l'ont fait. Ils n'ont pas démerité de leurs aïeux et de leur patrie.

Je suis heureux d'offrir mes félicitations personnelles, celles du Parlement et de la province au major Triquet, V.C., au lieutenant-colonel Paul-Émile Bernatchez, D.S.O., aux familles des héros canadiens, à tous les nôtres qui ont été honorés par leur souverain, et souhaite qu'ils nous reviennent en bonne santé.

**M. Leduc (Laval)** s'associe, comme Montréalais, à l'hommage rendu au major Triquet, un Montréalais d'adoption, dit-il. Toute la population de la métropole se réjouit de l'insigne honneur qui vient de lui être conféré et je félicite tous ces héros. Il parlera de Triquet, déclare-t-il, lorsqu'il discutera sa motion sur la part des Canadiens dans cette guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'associe aux membres de cette Chambre pour offrir mes compliments aux nouveaux décorés et à tous ceux qui l'ont été avant eux. Tous les Canadiens français

sont fiers de l'exploit du major Triquet et de leurs compatriotes sur les champs de bataille.

Toutefois, à part ceux qui ont été décorés et que l'on vient de mentionner, il y a aussi d'autres valeureux soldats anonymes et obscurs qui combattent sur tous les fronts pour la cause de la civilisation, qui ont accompli des exploits glorieux et auxquels je veux rendre hommage, car ils méritent d'être associés à l'hommage rendu à nos héros. L'héroïsme des Canadiens français n'est pas nouveau; il est bien connu, traditionnel et historique, et ces décorations ne font que l'illustrer. On en trouve des preuves non seulement dans l'histoire du Canada qui est remplie de l'héroïsme des nôtres, mais dans l'histoire du monde.

Les Canadiens français se montrent dignes de leurs ancêtres, qui ont répandu leur sang sur les nombreux champs de bataille d'Amérique et d'autres continents pour des causes justes. Le meilleur moyen de leur manifester notre sympathie et notre admiration, c'est de préparer leur retour en cherchant des solutions aux problèmes de l'après-guerre. Les décorations ne font que rendre plus impérieuse la nécessité pour les administrateurs de la chose publique de préparer une économie plus humaine et mieux équilibrée et de prendre les mesures nécessaires pour assurer la réhabilitation à la vie civile de tous ces héros qui nous reviendront des champs de bataille d'outre-mer. J'espère qu'ils ne se déroberont pas à ce devoir, car il ne faut pas compromettre la vie de ces héros. Que l'on ne se contente donc pas d'hommages académiques envers nos combattants.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Tous les Canadiens ont fait leur devoir et tous ceux qui ont obtenu des décorations, parce qu'ils ont accompli des faits d'armes, les ont bien méritées. À quelque race ou religion que nos héros appartiennent, tous les Canadiens sont fiers d'avoir comme compatriotes de tels héros. Il ne faut pas les admirer uniquement, mais il faut aussi rendre hommage au soldat inconnu; il faut penser à ceux qui ne sont pas récompensés, aux héros obscurs; car pour un soldat décoré, dix ne le sont pas et souvent, ils ont accompli des actes aussi courageux. Il faut également penser à préparer l'avenir de nos soldats.

**M. Gagnon (Matane):** La région de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent s'enorgueillit d'avoir fourni à l'armée canadienne les trois seules croix Victoria qui aient encore été accordées à des

Canadiens français, dans l'autre guerre et celle-ci, le lieutenant Jean Brillant et le caporal Joseph Keable, tous deux de Rimouski, tous deux décorés après leur mort sur les champs de bataille, auxquels s'ajoute maintenant le major Paul Triquet.

On parle souvent et avec raison du lieutenant Jean Brillant, mais on oublie peut-être un peu le caporal Joseph Keable; je trouve d'ailleurs étrange que l'on ne parle jamais de ce dernier, mais seulement de M. Brillant. Les Keable ont de nombreux parents dans mon comté. De l'aveu du brigadier Edmond Blais, qui a servi avec le 22<sup>e</sup> dans la dernière guerre et qui a lui-même gagné la croix militaire sur les champs de bataille en 1917, à Amiens, le caporal Joseph Keable, croix Victoria (à titre posthume), a été le plus grand héros de la guerre de 1914-1918; il avait perdu un bras et une jambe et continua à combattre jusqu'à ce qu'il eût reçu le coup fatal.

Je dois dire qu'un grand nombre de combattants viennent de la région du Golfe et plus particulièrement du comté de Matane, qui est l'un de ceux qui ont fait le plus leur devoir dans ce conflit; il s'est placé au premier rang en fournissant plus de 1,000 jeunes gens, seulement dans la marine et l'aviation. Que le gouvernement n'oublie pas les survivants.

(Applaudissements de la Chambre)<sup>2</sup>

### Dépôt de documents:

#### Assurance-chômage

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 23 février 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant à l'assurance-chômage, ainsi qu'à l'attitude et aux actes du gouvernement à ce sujet. (Document de la session no 40)

### Projets de loi:

#### Réorganisation financière de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 2 mars dernier, sur

la motion de l'honorable M. Drouin proposant la deuxième lecture du bill 16 concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal.

**M. Barrette (Joliette):** Dans son discours prononcé à la dernière séance, le parrain du bill que nous discutons présentement, le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), a donné à la Chambre, la semaine dernière, de prétendues explications qui sont non seulement incomplètes, mais qui sont inexactes et qui ne représentent pas la question sous son vrai jour. Le ministre prétend que le projet actuel redonne à Montréal son autonomie. Or, c'est le contraire qui est la vérité et on le constate par l'étude du bill. Non seulement ce projet de loi ne rend pas à Montréal son autonomie, mais il augmente les chaînes qui pèsent sur la métropole du Canada, et non seulement il les augmente, mais il en double le poids et le coût.

De fait, le système administratif actuel a été imposé à Montréal surtout par un homme, entre autres, l'actuel sénateur Bouchard, qui a pris soin de s'éloigner de la Législature après avoir aidé à commettre cette injustice et au moment même où on la discute de nouveau en Chambre. M. T.-D. Bouchard disait bien qu'il voulait sauver Montréal, mais, au lieu de sauver Montréal, il l'a enchaîné. Et, au moment où se discute le projet de réorganisation financière de la ville, il évite la discussion en quittant la Législature et en se réfugiant au Sénat.

L'administration actuelle imposée par le gouvernement à la ville de Montréal, il y a quatre ans, ne correspondait ni aux désirs ni aux intérêts des électeurs et des contribuables de Montréal, et nous l'avons combattue.

Le projet de loi qu'on nous soumet présentement a pour effet de ratifier, de confirmer la mainmise odieuse des autorités provinciales dans les affaires de la métropole du Canada. On fait semblant de libérer de leurs liens les contribuables de la métropole, et on les ligote de nouveau et mieux qu'auparavant. Avec ce bill, on les soumet à une tutelle plus humiliante encore à l'avenir.

Le ministre a vanté les activités de la Commission municipale, c'est son droit. Nous admettons que le président est un charmant homme et nous le considérons comme un honnête citoyen, mais ce n'est pas lui qui dicte, il subit une dictature, la dictature du gouvernement de Québec. Ce n'est pas une commission municipale qui dirige Montréal, mais des commissions qui sont obligées de faire le jeu du gouvernement et dont la mission est de camoufler les interventions gouvernementales dans les affaires

des contribuables, qui devraient être réglées par les intéressés, sans l'intervention du gouvernement. Le projet de loi consacre et aggrave les inconvénients qui découlent de l'intervention du gouvernement dans les affaires de Montréal, alors que ces interventions ont toujours été néfastes.

Chaque fois que la ville de Montréal a subi des grèves dans les questions municipales, ces troubles, sources de dépenses et d'inconvénients considérables, ont vu le jour à la période d'interdictions des autorités municipales sous des régimes soi-disant libéraux. Ces régimes n'ont accordé à Montréal que la liberté à subir les chaînes qui l'écrasent et qui ont nui à son bon renom au pays et à l'étranger. Aujourd'hui, sous le prétexte de libérer la ville de Montréal de cette emprise, on lui forge de nouvelles chaînes, car le projet de loi qu'on nous présente a pour effet de ratifier les abus et les injustices du gouvernement dans les affaires de Montréal, son intervention malheureuse dans les questions municipales et l'interdiction des électeurs municipaux de Montréal par le gouvernement.

C'est la faute du gouvernement si les grèves sont si nombreuses à Montréal, car chaque fois qu'elle a connu des grèves, ces dernières ont vu le jour aux périodes d'interdiction des autorités municipales sous des régimes libéraux. Bien plus, les questions financières ne sont pas réglées conformément aux intérêts de Montréal, mais plutôt selon d'autres intérêts financiers qui ne s'apparentent pas à l'intérêt public et qui sont étrangers aux intérêts et aux droits des électeurs et des contribuables municipaux de la métropole.

Nous ne pouvons ratifier l'attitude du gouvernement vis-à-vis de Montréal; nous ne pouvons ratifier les tentatives d'intimidation et de chantage pratiquées par le gouvernement; nous ne pouvons ratifier pareil projet de loi qui consacre tous ces abus, et c'est pourquoi j'ai le plaisir de proposer par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve le bill no 16, intitulé: "Loi concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal":

a. parce que ce projet de loi consacre et aggrave les inconvénients qui découlent de l'intervention du gouvernement actuel dans les affaires municipales de Montréal;

b. parce que ce projet de loi ratifie le système d'administration municipale imposé à la cité de Montréal par le gouvernement actuel;

c. parce que ce projet de loi viole l'autonomie de Montréal et les droits et les intérêts des électeurs et des contribuables municipaux de la cité de Montréal.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), 11.

**Contre:** MM. Beaulac, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull) Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Dansereau, Delagrave<sup>3</sup>, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Leduc, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Potvin, Renault, Robidoux, Sabourin, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill Drouin présentement soumis à la discussion de la Chambre et dont l'objet officiel est de ratifier le plan de réorganisation financière de la ville de Montréal constitue un nouvel empiètement considérable du gouvernement sur les prérogatives des administrateurs et des électeurs de la ville de Montréal. Elle est une insulte et une injustice à l'intelligence des citoyens de la province, en particulier ceux de Montréal. C'est une loi de camouflage qui consacre des injustices et des abus passés du gouvernement, imposés à la métropole du Canada et qui devraient être supprimés plutôt que confirmés.

Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) prétend que cette loi sauve Montréal et qu'elle remet à la métropole son autonomie. Jamais, je ne crains pas de le dire, je n'ai vu une législation plus camouflée et plus inique présentée dans une Législature.

Montréal est la métropole du Canada: c'est la deuxième ville française du monde. Tous les membres de l'Union nationale ont toujours voulu et sont encore pleinement disposés à faire leur possible pour aider Montréal, pour la soulager des fardeaux des contribuables qui les oppressent et à collaborer à la bonne administration de la métropole, mais dans les mesures de justice et d'équité. Mais on ne peut arriver à ce but avec une loi comme celle-ci.

L'Union nationale ne peut être en faveur d'un projet de loi du gouvernement qui ne peut aucunement aider Montréal et encore moins soulager les contribuables et leur rendre leur liberté.

D'après le ministre, il y a un plan pour régler les \$262,000,000 de la dette de Montréal. Le gouvernement se vante de faire payer cette dette avec des conditions avantageuses pour les contribuables de Montréal. Analysons un peu cette déclaration, mais auparavant, M. l'Orateur, en fait, Montréal souffre d'une terrible maladie, d'un cancer libéral qui le ronge jusqu'à la moelle et qui peut compromettre son existence, qui peut causer sa mort, le cancer rouge qui, s'il n'est pas radicalement guéri, amènera la ruine de la grande cité canadienne. La ville a vu ses charges s'alourdir les unes après les autres, une annexion après une autre.

Ce sont toujours des régimes libéraux qui ont créé les difficultés dans lesquelles se débat la métropole du pays. Sous les différents régimes libéraux qui se sont succédé à Québec, Montréal est devenu le terrain de jeu propice à l'éclosion de tous les schèmes ministériels et "schemers". Il permet l'octroi de commissions se chiffrant à des centaines de millions de dollars que le gouvernement rouge, qui contrôle tout, pourra faire payer à ses amis et à ses bailleurs de fonds politiques, au détriment du Trésor de Montréal et de ses contribuables. Ce sont ces régimes libéraux qui ont acculé la ville à la situation désastreuse où elle se trouve et dans laquelle elle se débat. La plus grande partie de la dette de la ville de Montréal a été créée sous des régimes libéraux ou avec leur complicité.

Ces régimes sont responsables de tous les anciens scandales montréalais dont celui des expropriations; on a imposé à Montréal des annexions scandaleuses et odieuses de petites municipalités de l'Île que l'on avait réduites à la faillite, suite à des manigances d'amis libéraux. Vous vous souvenez du scandale de Maisonneuve! C'est sous un régime libéral qu'il a eu lieu. Ce sont des amis des régimes libéraux de Québec qui ont rendu la situation intenable et la vie impossible pour des petites villes indépendantes telles que Montréal-Nord et Maisonneuve. Des annexions de Montréal-Nord et de municipalités érigées depuis 1919 autour de la métropole par des régimes ont fait supporter toutes les dettes de ces corporations par la cité de Montréal, des dettes dont elle n'était pas responsable.

On a ensuite institué à Montréal une commission métropolitaine qui lui coûte \$400,000 par année, pour cacher certaines choses, dans le dessein de dissimuler les scandales précités, cacher

les infamies et les méfaits dont les amis du gouvernement se sont rendus coupables. Je fais ici une différence entre le président de la Commission municipale, M. Potvin, qui est un excellent homme, un charmant garçon, et l'organisme créé par le gouvernement rouge pour les fins que l'on connaît et qui coûte à Montréal \$400,000 par an. La petite histoire prouve que chaque fois qu'un gouvernement libéral est intervenu dans les affaires de Montréal, la dette a augmenté et les taxes ont été élevées.

Ce fut le cas de la commission administrative Décarie, sous les libéraux, qui a laissé un nom peu enviable. Et c'est alors qu'il y a eu des grèves, des désordres, des taxes, des emprunts, des dettes et interdiction des autorités municipales. Les taxes et la dette ont été augmentées. C'est bien ce qui est encore arrivé récemment. C'est la première fois que la ville de Montréal fut mise sous la tutelle d'une commission et les Montréalais s'en souviennent encore avec amertume.

En 1940, le gouvernement actuel a créé un nouvel organisme qui est loin de mériter des éloges. C'est encore sous le gouvernement libéral actuel qu'a été imposée à la métropole la tutelle humiliante de la Commission municipale et que la ville a été interdite. Et quel en a été le résultat? Plus de taxes, plus de problèmes. La Commission municipale a servi de couverture au gouvernement, même si je n'ai rien à dire contre son président, M. Potvin, que je connais et qui est un parfait honnête homme. Le gouvernement a fait de lui un simple commissaire. Ce dernier n'est que le commissaire, la doublure du gouvernement actuel. Il n'est qu'un instrument entre les mains du gouvernement de Québec qui l'a obligé à faire ce qu'il voulait. C'est le gouvernement qui mène. La Commission municipale a dirigé les affaires de Montréal de façon répréhensible depuis 1940.

C'est le gouvernement qui a inscrit dans nos Statuts cette loi de tutelle qui fait croire au monde entier que les contribuables de Montréal sont incapables de se conduire tout seuls. C'est le gouvernement qui a imposé aussi à Montréal un système administratif dont les électeurs ne voulaient pas. D'ailleurs, le système de 99 conseillers, imposé par le gouvernement Godbout, est ridicule; il y a là 99 échevins sans pouvoir et un maire lui aussi sans pouvoir, qui ne dirige rien. On a conservé ce système afin de satisfaire les caprices et les fantaisies du gouvernement Godbout et de ses amis. La preuve que ce mode d'administration est impopulaire, que le système les écœure et qu'il n'est pas pris au sérieux par l'électeur intelligent, c'est que seulement moins

de 30 % des électeurs de Montréal ont pris la peine de se rendre aux bureaux de votation lors des dernières élections municipales<sup>4</sup>.

Il ne faut pas oublier toutefois que l'administration actuelle a été imposée par la force à la ville de Montréal et qu'il s'agit d'un système ne représentant ni les vues des électeurs, ni celles d'une bonne partie des conseillers. On a donc aujourd'hui le résultat d'un système administratif imposé mais non voulu par le peuple et une partie des conseillers et le résultat des procédés d'intimidation du gouvernement. Le conseil a choisi le moindre mal, mais son choix forcé ne correspondait pas aux sentiments et aux intérêts de Montréal, de ses contribuables et de ses électeurs. Ce plan de refinancement n'est donc qu'un plan de "refinancement", résultat encore une fois des procédés autocratiques, tyranniques et accapareurs du gouvernement Godbout-Bouchard<sup>5</sup>.

Cette Commission n'est qu'un truchement du gouvernement rouge de Québec. Quand le gouvernement a imposé sa tutelle, il devait régler la situation financière. Or, la dette de la ville a augmenté, cependant que la Commission municipale a augmenté les taxes à Montréal pour au-delà de \$2,000,000 par année. Cette Commission a aussi illégalement disposé des millions provenant des divers fonds d'amortissement en mettant de côté certains articles de la loi qui obligeaient la ville de Montréal à verser les sommes voulues à ces fonds d'amortissement. Cet argent a été dépensé au fur et à mesure. N'importe quel régime, avec ce système, aurait pu donner à Montréal une bien meilleure administration. Sous la tutelle scandaleuse, on a assisté aux pires grèves que la métropole ait vues.

Jamais, dans l'histoire de Montréal, il n'y a eu autant de grèves que cet hiver. C'est le gouvernement et la Commission qui ont été la cause des grèves récentes que nous avons eues dans la ville de Montréal, parce qu'ils ont privé les autorités de la ville et les contribuables de la liberté de négocier une entente avec les grévistes. Le maire, les conseillers et les contribuables assistent, impuissants, à ces tragédies, parce qu'ils ne peuvent rien faire. On a accumulé les désastres administratifs et financiers et les causes de discorde et de disputes, et ce sont aujourd'hui ces mêmes gens qui nous demandent aujourd'hui de leur faire confiance pour continuer leurs œuvres néfastes.

La loi actuelle est injuste pour Montréal et pour toute la province, car elle augmente les taxes et les charges des contribuables. La loi Drouin aggravera la tutelle de la métropole; elle ne

recouvrera pas son autonomie, mais plutôt la loi l'enchaînera plus à fond et la Commission aura des pouvoirs plus étendus. Et la preuve qu'on augmente les chaînes imposées aux contribuables au lieu de leur rendre leur autonomie, c'est que la loi crée des surveillants dans les autres pays pour contrôler les affaires de Montréal. Non content de lui nommer des contrôleurs dans la province, on prévoit même la nomination de vérificateurs étrangers et on permet à ces curateurs d'autres pays d'administrer la ville de Montréal, qui pourront la placer sous une tutelle pire que la suzeraineté actuelle.

Les droits des citoyens de Montréal ont été mis de côté; on impose un plan de refinancement sans consulter les électeurs propriétaires, ce qui est contraire à l'esprit de nos lois. Et le principe fondamental d'en appeler aux propriétaires quand il s'agit d'emprunts n'a pas été considéré alors qu'il s'agit pourtant là d'une affaire d'au-delà de \$200,000,000.

Le projet va aggraver la situation de la cité de Montréal. On dit que ce projet de loi a été approuvé par les conseillers par une proportion de 90 contre 2. On dira que les conseillers ont approuvé le règlement, mais cela n'a aucune signification car le conseil ne représente qu'une parcelle des contribuables, soit 25 %, dont les droits ont été ignorés. Ces conseillers ne sont pas les véritables représentants de la population. Il y a dans notre province une loi équitable dont l'expérience a démontré la nécessité et l'efficacité, et qui dit que les emprunts des villes doivent être soumis aux contribuables qui paient. Cette loi a été laissée de côté par le gouvernement rouge.

Les contribuables et la ville sont muselés, bâillonnés. Ils ne peuvent pas faire entendre leur voix. Même le conseil de ville de Montréal ne peut se prononcer à son aise, parce que le gouvernement le fait chanter. Les conseillers ont été victimes de méthodes d'intimidation de la Commission municipale, du commissaire du gouvernement et du gouvernement lui-même, dans l'acceptation du projet actuellement soumis à la Législature. Il y a un an, le leader du gouvernement au Conseil législatif a dit aux autorités de la cité de Montréal: Si vous ne faites pas rapidement un arrangement avec vos créanciers, le gouvernement en fera un. Il leur a également fait savoir que, s'ils n'adoptaient pas le plan de refinancement proposé, le gouvernement leur imposerait son propre plan.

On a demandé à la Chambre d'approuver l'administration de Montréal par le gouvernement et d'accorder un vote de confiance à l'égard du travail

de la Commission. L'arrangement conclu avec les créanciers est unilatéral et ne lie aucunement cette dernière qui a placé la ville dans une position inférieure s'il devait y avoir de nouvelles négociations. Et un représentant du gouvernement vient de déclarer que, si les contribuables de Montréal n'acceptent pas les nouvelles conditions, le gouvernement va intervenir pour les forcer à le faire. Comme toujours, le gouvernement rouge a voulu intimider Montréal.

L'Union nationale ne peut ratifier le système municipal actuel de la ville de Montréal, comme le demande le présent projet de loi. Il (M. Duplessis) dit qu'il discutera la mesure en détail quand l'Assemblée siégera en comité plénier, mais avec la loi actuelle les obligations de la série A, au montant de \$56,000,000, que la ville devra émettre pour remplacer ses obligations échues ne rapporteront à la ville, d'après le plan proposé, que \$98.50 par \$100. Il y aurait escompte de \$1.50 par \$100, ce qui signifie que la ville perdra ainsi environ \$5,600,000, rien que pour l'émission de ces obligations. De plus, il y a une prime de 0.5 % aux courtiers. Il y a aura des commissions payables aux courtiers en fonds américains.

On a également demandé à la Législature de ratifier une entente selon laquelle certains créanciers seront payés à raison de \$4.85, \$4.86 la livre sterling, alors que la livre ne vaut actuellement que \$4.08 sur le marché américain et \$4.41 sur le marché canadien. Il y a là pour Montréal une perte de 78 cents par chaque \$5, c'est-à-dire une perte énorme sur \$56,000,000. Ainsi, sur un seul item de \$58,000,000, la ville perdra près de \$5,000,000, tant sur la vente des obligations que pour ce qu'il y aura à payer aux courtiers et sur les obligations en argent américain. De plus, on veut faire payer \$140 certaines obligations de \$100, soit à 40 % de plus que leur valeur nominale, en faveur des créanciers.

Et pourtant, l'on disait ici, en 1940, que Montréal était en banqueroute. Pourquoi le gouvernement rouge a mis Montréal en tutelle, si ses obligations de \$100 valent \$140? Pourquoi racheter au-dessus de la valeur nominale si Montréal est en faillite? Et pourquoi ces débentures, quand Montréal les vendra, ne vaudront-elles plus que \$98.50? Il y aura des millions qui vont être détournés des intérêts de la population de la métropole dans toutes ces transactions, et ces sommes vont passer dans des canaux étrangers à la ville. Cette augmentation va profiter aux créanciers et non pas à Montréal et aux payeurs de taxes. Cela est odieux et on devrait accorder à Montréal le droit de régler ses propres affaires.

La mesure du gouvernement rouge constitue aussi un projet unilatéral. La ville de Montréal est liée par la législation du gouvernement, mais les créanciers de la ville ne le sont pas. De la sorte, lorsque Montréal transige avec ses créanciers, elle le fait sur un pied d'infériorité. Le projet va rendre Montréal plus esclave que jamais, car ce bill le soumettra à un contrôle encore plus dur parce qu'il décrète la nomination de vérificateurs à l'étranger pour surveiller les affaires de Montréal.

Le bill augmente encore le nombre des cas où la ville pourrait être mise en banqueroute, alors qu'autrefois la ville ne pouvait être mise en faillite que par des créanciers possédant plus de 50 % des obligations qui n'avaient pas été honorées ou à sa propre demande. Il existe des cas où une ville peut être déclarée en défaut. Au sujet de Montréal, le gouvernement en ajoute un nouveau: d'après la loi actuelle, la ville pourrait être mise dans cette triste situation par deux auditeurs ou vérificateurs du dehors. La demande va suffire pour faire remettre Montréal en défaut et en faillite. Enfin, on devrait accorder aux contribuables le droit de régler leurs propres affaires et leur soumettre les emprunts.

On affirme que le présent projet de loi va remettre à la ville de Montréal son autonomie. C'est là tout simplement se rire des gens. Avec la loi actuelle, ça va être pire qu'aujourd'hui. Cette loi du gouvernement rouge augmente le mal, aggrave les charges des contribuables et fait disparaître les dernières traces de l'autonomie de la métropole du Canada. Le gouvernement ne redonne pas son autonomie à Montréal; au contraire, il l'enchaîne plus solidement encore.

Son bill ne donne à la métropole que l'impression d'une autonomie fictive, n'accordant aucun pouvoir à la métropole qui sera encore obligée d'assumer la responsabilité des actes de négligence, d'imprévoyance, de reniement et de trahison du gouvernement, surtout au sujet des grèves qui ont causé tant de mal à Montréal. Avec le projet de loi en discussion, la ville de Montréal pourra de nouveau être interdite. On augmente donc l'emprise de la Commission municipale dans les affaires de Montréal, au lieu de l'écarter.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)<sup>6</sup>:**  
J'ai écouté avec attention les remarques du chef de l'opposition et je dois confesser que cela m'a amusé un peu de voir avec quelle légèreté il parle des affaires de Montréal. Les annexions et les obligations qu'elles ont apportées n'ont pas commencé en 1919, comme le chef de l'opposition l'a prétendu. Elles

remontent à 1883. On doit donc remonter à 1883 pour connaître les troubles financiers de la métropole.

Ainsi, les principales causes des difficultés financières de Montréal qui l'ont amenée au bord de la faillite sont les suivantes: les annexions, entre 1883 et 1918, qui lui ont apporté une dette de \$28,057,109.47 sans fonds d'amortissement, plus les déficits courants des municipalités annexées. Mais je ne prétends pas que Montréal n'a rien retiré de ces annexions, car il aurait été mauvais de continuer à fonctionner avec les petites cités et leurs municipalités environnantes. Une annexion l'a rendue responsable de \$20,000,000 d'engagements sans un sou d'amortissement.

Une autre difficulté vient des municipalités délinquantes qui sont maintenant sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal, qui ont coûté à Montréal \$8,000,000 depuis 1921; les améliorations locales, exécutées sans nécessité entre 1920 et 1934, avec le résultat que les propriétaires ont dilapidé leurs avoirs, ce qui a augmenté sa dette de \$45,060,350.28 à ce chapitre; les secours au chômage, de 1930 à 1940, qui lui ont coûté \$50,688,367.76. La situation était tellement mauvaise en février 1934 que, sur une population de 847,000 âmes, Montréal comptait 240,029<sup>7</sup> personnes sous le secours direct.

Le chef de l'opposition a parlé de l'administration Décarie. C'est le seul qui ait administré Montréal avec un surplus. De 1916 à 1940, les déficits annuels se sont accumulés pour atteindre \$21,273,000, le service de la dette a consacré \$3,150,000 au remboursement d'emprunts, et les surplus, au cours de cette période, ont totalisé \$1,991,337, laissant un déficit net, de 1916 à 1940, de \$19,281,706. À cela, il faut ajouter \$11,193,508 de déficiences dans la réserve, ce qui fait un total de \$30,475,212 en déficits et en réserves insuffisantes. De 1930 à 1940, les immeubles ont connu une baisse constante. Le résultat, c'est qu'en mai 1940 la ville de Montréal avait un fardeau de dettes qui était très lourd et qui dépassait sa capacité de payer. Elle était incapable de rencontrer ses obligations pour un montant de plus de \$40,000,000.

Je n'ai pas donné ces chiffres à la Chambre dans un esprit de critique des administrations ou pour les discréditer, cette situation n'est pas entièrement due à l'ancienne administration, mais pour énumérer quelques-unes des causes qui ont contribué à former la dette de Montréal et pour démontrer qu'elle n'était pas supportée par un actif tangible. Cette déclaration a pour but de clarifier la situation en ce qui concerne les finances de la métropole.

À mon avis, aux déficits chroniques qui, de 1916 à 1940, ont augmenté sa dette de \$30,000,000, il y a la politique financière suivie de 1937 à 1940 qui a aggravé la situation de Montréal, par le fait que, sous le gouvernement de l'Union nationale, la ville a obtenu le pouvoir de considérer comme revenus les surplus de capital et sa réserve et à se servir de son fonds d'amortissement pour payer le secours au chômage à même son revenu consolidé.

La situation de Montréal en 1940, la voilà: échéance de \$3,949,000 le 15 mai 1940, avec \$311,500 au fonds d'amortissement; autres \$15,000,000 d'échéances qui suivaient avec \$1,632,000 au fonds d'amortissement; \$36,000,000 dus aux banques et plus de \$5,000,000 de taxes perçues d'avance.

La ville avait donc un pressant besoin de \$42,000,000 et son budget de l'exercice suivant annonçait un déficit de \$6,500,000. En mai 1940, sa situation financière était donc loin d'être brillante même si elle n'était pas nécessairement désespérée. De nouvelles taxes ont été imposées aux contribuables, telles que celle de 13 cents par \$100 sur les pavages, en 1928; une surtaxe de 10.8 cents par \$100, en 1933-1934; une taxe de vente et un impôt sur le revenu, en 1935, afin de permettre à l'administration de rétablir le crédit de la cité.

C'est alors que le gouvernement est intervenu afin de sauver la ville de la banqueroute, et je félicite le gouvernement d'être intervenu - je dirai bientôt pourquoi il mérite des félicitations. Les dispositions nécessaires ont été prises pour remettre les finances en meilleur état. Il a donné à la Commission le contrôle et la surveillance de l'administration, le téléphone, la radio, une surtaxe, etc., avec le résultat que maintenant la ville est prête à reprendre l'administration de ses affaires.

Le gouvernement a reconnu le sérieux de la situation et a agi sagement. Au lieu de laisser la ville exposée aux procédures des créanciers, il l'a placée sous le contrôle de la Commission. En agissant rapidement, le gouvernement a redonné confiance aux détenteurs d'obligations envers l'administration de la cité de Montréal et dans le gouvernement de la province.

Je le félicite donc d'avoir reconnu, en 1941, la nécessité pour Montréal d'une réorganisation financière, de l'avoir dans le temps placée sous le contrôle et la surveillance de la Commission municipale, de s'être empressé d'approuver le présent arrangement conclu entre Montréal et ses créanciers et d'être allé de l'avant afin que Montréal retrouve son autonomie.

En 1940, le gouvernement aurait très bien pu laisser Montréal entre les mains de ses créanciers qui auraient pris des procédures, fait augmenter les taxes et tenu la ville en tutelle pendant des années. Toutes ces procédures auraient fait du tort au crédit de Montréal. Le gouvernement ne l'a pas fait. Il a préféré apporter à Montréal le concours de la Commission municipale. Cette Commission a rétabli la situation et équilibré le budget. Il lui a fallu, évidemment, imposer de nouvelles taxes pour restaurer le crédit de la ville. Ces taxes ont permis la stabilisation des finances municipales et de montrer aux créanciers que la ville pouvait faire face à son endettement.

Dès son entrée à l'hôtel de ville, la Commission a instauré une politique absolument saine. Elle a donné aux chefs de service leur entière liberté pour exécuter leur jugement en bannissant l'influence politique. La Commission a amélioré la perception des taxes et compressé les dépenses dans divers services. Alors qu'en 1929<sup>8</sup> la taxe foncière de Montréal était perçue dans une proportion de 66 %, en 1940-1941, elle le fut dans une proportion de 79 % et, aujourd'hui, elle l'est dans une proportion de 84.8 %. Pour la taxe d'eau et la taxe d'affaires, même résultat: 80.81 % en 1929; 91.53 % en 1940-1941; 92.91 % en 1943. Depuis 1940, toutes les taxes non collectées ont été perçues, aucune taxe n'a été collectée d'avance et les emprunts bancaires ont diminué de \$36,000,000 à \$17,000,000. Voilà pourquoi nous avons eu un surplus de \$6,009,742 pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> mai 1940 au mois d'octobre 1943.

Si la ville a fait de grands progrès depuis 1940, je les attribue à trois causes. Premièrement, il n'y a pas eu d'ingérence politique dans les différents services de l'administration, la Commission ayant laissé l'initiative aux chefs de service, qui sont tous des hommes qualifiés, d'agir selon leur discrétion et leur jugement; chaque chef de service s'est senti responsable dans son domaine et n'a plus eu à faire face à une foule de quémandeurs, etc. Deuxièmement, j'attribue ces progrès à la politique adoptée par le gouvernement concernant la perception des taxes et la réduction des emprunts bancaires, qui sont passés de \$36,880,164 à \$17,684,036, après avoir prévu des fonds pour les dépenses d'investissement, les mesures d'aide, la réserve pour mauvaises créances et le rachat d'obligations. Il est reconnu que les crédits sont mis à la disposition des services non pas nécessairement pour être dépensés, sauf en cas de nécessité; ce sont des crédits, pas des cadeaux.

Troisièmement, il y eut toujours de la collaboration intime entre la Commission municipale, le comité exécutif et le conseil municipal. Si l'on excepte les ordonnances à propos du personnel, la Commission n'a publié que trois ordonnances en quatre ans et elle a imposé ses volontés, en ces trois circonstances, non au conseil et non au comité exécutif. Elle n'a donc imposé sa volonté au conseil municipal qu'en de rares circonstances.

En vérité, des félicitations sont dues au gouvernement actuel pour n'avoir pas laissé gâcher le crédit de la ville de Montréal et avoir présenté cette mesure qui remet immédiatement à Montréal son autonomie.

(Applaudissements à droite)

La réhabilitation des finances de Montréal n'est qu'un premier pas, toutefois; il faudra penser à l'après-guerre.

Après ce résultat, Montréal n'avait aucune autre alternative que de refinancer sa dette. Plusieurs projets lui ont été suggérés et celui que l'on a accepté a rallié l'unanimité des membres du comité exécutif et de tous les membres du conseil, sauf deux. Le plan de refinancement actuel n'est pas l'œuvre d'une seule personne, mais le résultat des efforts de tous, y compris des deux spécialistes de l'extérieur auxquels on a fait appel. Il a donc été préparé en collaboration et tous les gens de l'hôtel de ville y ont contribué. Le projet est sain.

Le chef de l'opposition a parlé de schème à propos des rentes à vie de la cité qui datent de 1868, 1869 et 1870. Ainsi, les obligations que la ville rachètera à 140 % sont des rentes perpétuelles portant intérêt à 7 %. Il y en a pour une valeur de \$398,000. Par l'arrangement, nous les rachetons à \$140 et il n'y a pas de schème là-dedans, puisque la cité en a rachetées à \$156. À \$140, c'est un marché avantageux...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un placement immoral.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je dirai que c'est avantageux pour la ville et désavantageux pour les créanciers. Les créanciers auraient évidemment préféré recevoir 7 % jusqu'à la fin du monde, plutôt que d'avoir des obligations à échéance portant un faible taux d'intérêt. Mais la ville a intérêt à les racheter, même en payant un peu plus que la valeur nominale. Il est donc plus avantageux de racheter ces obligations \$140 plutôt que de les garder comme rentes perpétuelles.



Les obligations échues (\$56,000,000) seront échangées contre de nouvelles obligations, série A, échéant à des périodes échelonnées entre 1 et 10 ans et portant intérêt à 2½ %, à 3¼ %. Les obligations non échues sont échangées pour de nouvelles obligations, série B, échéant à des périodes échelonnées entre 10 et 31 ans et portant intérêt à 3¼ %, 3½ % et 3¾ %.

La ville respecte autant que possible ses obligations. Ainsi, quand un titre est payable en livres sterling, il est remplacé par un autre titre en livres sterling. Mais on ne donne aux créanciers aucun privilège additionnel. Chaque détenteur recevra l'argent auquel il a droit, rien de plus. De plus, la ville se réserve dans l'arrangement le droit de racheter ses obligations au pair, avant échéance, sur préavis de 60 jours au cas où elle pourrait bénéficier d'un marché plus favorable. Cette clause est très avantageuse pour la ville.

On a parlé d'un contrôle imposé à Montréal. Le chef de l'opposition n'est pas sérieux quand il dit que Montréal ne recouvre point son autonomie. On n'impose aucun autre contrôle à la ville, sauf l'obligation générale d'équilibrer son budget. La ville ne pourra retourner au système de 1937 à 1940, qui est peu recommandable. Le chef de l'opposition a parlé de la nomination de deux vérificateurs. Ils seront nommés par le conseil et non par des gens de l'extérieur. Leurs rapports rassureront tout le monde quant à la situation financière de Montréal. Ils donneront donc des garanties de bonne administration aux contribuables et au conseil municipal.

Le plan devrait être approuvé par les propriétaires, a dit le chef de l'opposition. Je lui ferai observer que, sous son administration, il a refusé de faire ratifier par les propriétaires certains amendements à la charte qu'il proposait.

L'intérêt actuel sur la dette de Montréal est de \$9,780,000 et, après l'arrangement, il sera de \$9,095,000, une économie de plus de \$700,000 par an, ce qui serait déjà suffisant pour être convaincu de son efficacité. De plus, il ne sera pas nécessaire d'augmenter les taxes des contribuables pour mettre ce projet à exécution. Je veux citer à la Chambre l'opinion du directeur municipal des finances, M. Lactance Roberge<sup>9</sup>. Dans une lettre envoyée au comité exécutif, il a chaudement recommandé ce plan.

Il a dit: "Je recommande que le conseil approuve immédiatement le projet de conversion de la dette dont il est saisi. C'est le meilleur plan qui lui a été présenté à date et le seul, à mon sens, qui peut restaurer le crédit de la ville et lui permettre de

retrouver son autonomie administrative entière et complète. Il faut absolument que la conversion de la dette s'exécute et le plus tôt sera le mieux. Je suis convaincu qu'il est impossible de la faire dans de meilleures conditions."

(Applaudissements à droite)

À mon avis, il était impossible de concevoir un projet plus favorable à la ville et il en résultera une économie importante de frais d'intérêt et d'amortissement; il restaure l'autonomie de Montréal. Après la guerre, Montréal pourra jouer le rôle de métropole du Canada parce que ses finances sont rétablies. Pour compléter la restauration de son crédit, il faut adhérer à une administration saine.

Nous pouvons mieux assurer ce genre d'administration municipale si un esprit de collaboration continue d'animer les relations entre les deux grandes races qui vivent à Montréal et qui composent notre population. Notre amitié a duré longtemps, et la tolérance et le respect mutuels qui ont toujours existé à Montréal constituent une fondation solide pour l'avenir. Le maintien de ces relations amicales n'exige ni d'une race ni de l'autre aucun abandon de ses droits ou de ses traditions, et je suis convaincu que, si nous pouvons continuer cette collaboration, inspirée par le bien-être de notre ville et de nos citoyens, c'est à ce prix que nous assurerons à Montréal le bel avenir qu'il mérite.

(Applaudissements à droite)<sup>10</sup>

**M. Leduc (Laval):** Le projet de refinancement soumis à la Chambre n'est pas le premier qui a été étudié. C'est parce que les députés de Montréal font leur devoir, que la question a été envisagée sous tous ses aspects et qu'on en est arrivé à un projet définitif. Ce sont eux qui ont fait rater le premier plan de refinancement, celui de l'an dernier, qui était onéreux pour la métropole et qui la plaçait sous la tutelle de trois personnes.

Je félicite donc le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) de l'attitude énergique qu'il a eue lors de l'étude d'un premier projet de refinancement qui n'était pas avantageux pour la ville et du rôle qu'il a joué dans le projet de refinancement de la dette de Montréal. Je félicite également les membres du comité exécutif et je remercie le premier ministre de ce qu'il a fait pour Montréal. Que le premier ministre vienne parler aux électeurs de Montréal et les citoyens lui témoigneront leur reconnaissance.

La cause principale de la situation de la ville de Montréal, on la trouve dans le rapport Rowell-Sirois où il est déclaré que l'on fait assumer à

Montréal des obligations qu'elle ne peut supporter. Si les petites villes de la province étaient assujetties aux mêmes charges que la métropole, elles seraient en banqueroute depuis longtemps. Ainsi, pour tirer définitivement Montréal de sa situation actuelle, je ne vois pas d'autre moyen que de mettre en pratique les conclusions de ce rapport. Sous tous les régimes, on a abusé de la capacité de payer de la ville de Montréal. Le règlement actuel ne peut être permanent si on ne remédie pas aux causes qui ont entraîné le désastre financier.

L'an dernier, le gouvernement a demandé à la ville de Montréal de payer une somme de \$700,000 pour la commission scolaire catholique. Avant cela, le gouvernement avait aussi augmenté sa taxe foncière de 43 % pour maintenir les écoles. On ne peut aller plus loin dans ce domaine. Il ne faut plus compter sur la ville de Montréal pour régler les problèmes financiers de la commission scolaire de la métropole. La situation de Montréal ne pourra être redressée tant et aussi longtemps que la province lui imposera un fardeau de taxes et d'obligations qui écrasent les contribuables.

Il faut modifier le système des relations qui existe entre l'administration provinciale, l'administration municipale et le fédéral de façon à changer la répartition des impôts. Sans cela, impossible de rêver d'un relèvement.

Il faut également changer le système d'administration dans l'avenir, car on a eu tort d'abolir l'ancien conseil municipal. L'échevin jouait autrefois un rôle important et nécessaire, chacun voyant au bien-être de son quartier. Si on avait conservé les 35 échevins, des grèves auraient pu être évitées, car le peuple aurait été capable de s'adresser à des gens constitués en autorité. Avec le système actuel, les gens ne savent plus à qui s'adresser; les électeurs n'ont pas la possibilité de prendre conseil de leur représentant quand ils en ont besoin. Il faudrait revenir à un système plus représentatif, qui compterait un plus grand nombre d'échevins, à Montréal.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** félicite le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et le député de Laval (M. Leduc) pour leurs suggestions. Dans l'affaire du relèvement financier de la ville de Montréal, affirme-t-il, l'administration libérale de même que les députés de la métropole ont fait leur devoir. Nous avons approuvé la mesure de 1940 parce que nous voulions prendre nos responsabilités. Le chef de l'opposition ne peut en

dire autant, car, si la plus grande ville du Canada s'est trouvée dans une mauvaise posture financière en 1940, la faute revient à l'Union nationale qui n'a pas su prendre ses responsabilités, de 1936 à 1939, et qui a refilé le problème à l'administration actuelle.

Quand les finances d'une province sont mauvaises, celles d'une ville comme Montréal s'en ressentent nécessairement et on ne peut s'attendre à ce que celles des municipalités soient meilleures. Or, sous ce rapport, le régime de l'Union nationale a donné un bien mauvais exemple. Le chef de l'Union nationale ne pourra échapper à la responsabilité qu'il a assumée dans l'accumulation des difficultés faites à Montréal. C'est sous son administration dite d'Union nationale que la situation de Montréal s'est aggravée, parce qu'il a compromis le crédit de Montréal en compromettant le crédit de la province.

(Applaudissements de la droite)

Sous le régime Duplessis, les causes d'incurie ont été nombreuses. C'est ainsi qu'il existait une véritable gestapo et que l'on dépensait \$100,000 par année pour faire des relevés dans les divers districts pour s'assurer si le terrain devenait plus glissant ou s'améliorait<sup>11</sup>. Son gouvernement refusait même à Montréal de payer ce qui lui était dû pour son chômage. Le patronage par les échevins fut une plaie, dans le passé, à Montréal. Sous l'ancien régime, les députés n'avaient pas trop de temps pour répondre aux demandes de places et les directeurs de service n'avaient que le temps de répondre aux demandes d'emploi. Toutefois, depuis quatre ans, il n'y a pas eu d'ingérence politique à Montréal.

Le chef de l'opposition a parlé de l'annexion de Maisonneuve. Il était aussi jeune dans ce temps-là qu'aujourd'hui.

(Rires)

Pourquoi n'a-t-il pas parlé de l'achat de la Montreal Water & Power, un schème qui a coûté \$20,000,000 à Montréal et qui a été consommé par ses amis?

Il ne faut pas revenir à l'ancien système échevinal; le terme de deux ans pour le maire et les échevins n'est pas assez long. Pour Montréal, il faudrait au moins une période d'office de quatre ou cinq ans pour ses membres. J'espère donc que le gouvernement accordera un terme plus prolongé et aussi un nouveau mode d'administration, et ceci, dans le délai le plus prochain.

Il faudrait également un nouveau mode d'administration plus efficace, un système de fédération qui engloberait les diverses municipalités de l'Île de Montréal, le Grand Montréal. Actuellement, il y a aussi 23 commissions scolaires

dans l'Île. Cependant, il ne devrait y en avoir qu'une seule dans un but d'économie et, de cette façon, tout comme au municipal, l'on diminuerait les frais d'administration.

Montréal paie 85 % du budget de la province. Cessons donc nos chicanes entre le gouvernement de Québec et la ville de Montréal et cherchons donc l'unité dans la province à l'endroit de la métropole. Les députés de Montréal viennent souvent à Québec pour faire des demandes, mais ils ne doivent pas être mal vus. Les gens de Montréal ne viennent réclamer que leur juste part. Avant de s'occuper des querelles politiques, ils prennent leurs responsabilités. Qu'on accorde donc à notre ville ce qu'elle a droit d'avoir. Que le gouvernement nous accorde donc aussi notre part au point de vue de représentation ici.

Il parle ensuite de la nécessité de préparer un plan d'ensemble pour la cité de Montréal et déclare que ce plan devrait être le premier article au programme de toute nouvelle administration.

Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

### Motion du mercredi

**M. Chaloult (Lotbinière)** veut savoir quelle motion sera discutée mercredi, jour des députés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si la Chambre y consent, on continuera, mercredi, le débat sur le projet de réorganisation financière de Montréal, afin que le bill puisse être envoyé au Conseil législatif dès jeudi.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. *Le Soleil* du 6 mars 1944, à la page 3, écrit que le premier ministre a annoncé, en fin de semaine, la

nomination du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau), ministre intérimaire de la Voirie en remplacement de l'honorable T.-D. Bouchard qui vient d'être nommé au Sénat canadien. *L'Événement* du 8 mars 1944, à la page 3, nous apprend que le premier ministre a annoncé la veille avoir reçu, le vendredi 3 mars 1944, la démission de l'honorable Cyrille Vaillancourt en tant que conseiller législatif de la division de La Durantaye, quelques heures avant qu'Ottawa annonce sa nomination comme sénateur. Ce journal nous informe également que le député de Québec-Ouest (M. Delagrave) et vice-président de l'Assemblée législative fait sa première apparition à la Chambre, depuis l'ouverture de la session. Il était tombé gravement malade avant le début de la session, mais il semble maintenant complètement rétabli.

2. Selon *The Chronicle Telegraph* du 8 mars 1944, à la page 3, chacun des discours des orateurs a été suivi d'applaudissements prolongés et retentissants.

3. Selon *L'Action catholique* du 8 mars 1944, à la page 15, le député de Québec-Ouest (M. Delagrave), absent de la Chambre depuis le début de la session pour cause de maladie, est longuement applaudi lorsqu'il se lève pour voter.

4. *L'Action catholique* du 8 mars 1944, à la page 15, mentionne 20 % tandis que *Le Canada* du 8 mars 1944, à la page 2, écrit 33 %.

5. Comme ce passage est tiré du journal de l'Union nationale *Le Temps*, nous doutons que M. Duplessis se soit vraiment exprimé ainsi.

6. Selon *L'Événement* du 8 mars 1944, à la page 3, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) occupe le poste de vice-président du comité exécutif de la ville de Montréal et *Le Soleil* du 8 mars 1944, à la page 3, nous informe qu'il est l'un des experts financiers qui ont travaillé à la préparation du plan de refinancement. *L'Action catholique* du 8 mars 1944, à la page 3, décrit ainsi l'intervention du député de Westmount-Saint-Georges: Parlant en excellent français, il a fait tout son discours avec un calme imperturbable, une clarté remarquable et une éloquence indiscutable, d'un caractère spécial qu'on rencontre chez ceux qui se sentent à l'aise dans la discussion des plus arides problèmes financiers.

7. *L'Événement* du 8 mars 1944, à la page 11, mentionne le chiffre de 250,029 personnes, alors que

*Le Canada* et *Le Devoir* du 8 mars 1944, respectivement aux pages 2 et 12, mentionnent 240,000.

8. *La Patrie* du 8 mars 1944, à la page 12, mentionne l'année 1939.

9. Selon *Le Canada* du 8 mars 1944, à la page 2, M. Roberge est présent au débat.

10. *Le Canada* du 8 mars 1944, à la page 2, rapporte que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), ayant prononcé son discours dans un français impeccable, est félicité de toutes parts.

11. *Le Devoir* du 8 mars 1944, à la page 12, écrit que cette intervention a été faite sur un ton goguenard.

## Séance du mercredi 8 mars 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a examiné le bill 110 constituant en corporation la Compagnie d'assurances des marchands détaillants et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs, les principaux intéressés dans ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre en soit changé en celui de: "Loi constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle des marchands détaillants".

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de ville Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant sa charte;

- de la corporation du village de Tadoussac et des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution fixant les sommes payables comme taxes, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 142 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat.

## Projets de loi:

## Modification à la charte de la ville Mont-Royal

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin), que l'article 161 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 139 confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville Mont-Royal.

Adopté après division.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville Mont-Royal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tadoussac,  
ratification de résolutions

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Plamondon), que l'article 161 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 143 ratifiant une résolution de la corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, fixant les sommes payables comme taxes, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited.

Adopté après division.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 ratifiant une résolution de la Corporation du village de Tadoussac

et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, fixant les sommes payables comme taxes, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Dépôt de documents:

##### Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Perrier (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 1<sup>er</sup> mars 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 29 mai 1942 inclusivement jusqu'au 16 février 1944 inclusivement, au sujet du chapitre 90, 6 George VI, intitulé: "Loi érigeant la ville d'Oka-sur-le-Lac". (Document de la session no 41)

	<i>Classe</i>	<i>Ancien taux</i>	<i>Nouveau Taux</i>	<i>Date</i>	<i>Augmentation globale</i>	<i>Augmentation municipale</i>
I	Épileptiques.....	\$0.75	\$1.05	1 <sup>er</sup> octobre 1941	\$0.30	\$0.10
D-1	Orphelinats pour filles de 14 à 16 ans.....	0.36	0.45	1 <sup>er</sup> octobre 1941	0.09	0.03
D-4	Orphelinats sociaux assimilables aux écoles d'industrie pour garçons	0.69	0.75	1 <sup>er</sup> octobre 1942	0.06	0.02
	<i>Nouvelle classe</i>					
A	Hôpitaux généraux .....	3.00 A-1	4.50	1 <sup>er</sup> août 1942	1.50	0.50
F-4	Crèches organisées pour le placement et l'adoption	0.60 F-1	0.90	1 <sup>er</sup> juillet 1942	0.30	0.10
	des enfants.....	0.54 F-2	0.90	1 <sup>er</sup> juillet 1942	0.36	0.12

#### 2. Contribution payable ou payée:

Année 1939-1940.....	\$2,514,715.90
Année 1940-1941 .....	2,442,399.12
Année 1941-1942.....	2,169,930.69
Année 1942-1943.....	1,969,715.26

#### Projets de loi:

##### Réorganisation financière de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 7 mars dernier, sur

#### Questions et réponses:

##### Assistance publique municipale

**M. Barrette (Joliette):** 1. Le gouvernement actuel de la province a-t-il augmenté la contribution chargée aux municipalités de la province relativement à l'assistance publique? Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* Dans quelle proportion?

2. Avant ladite augmentation de taxes imposée aux municipalités de la province par le gouvernement de la province, à combien se chiffraient, en dollars et en centins, les contributions payées ou payables annuellement par les municipalités au gouvernement de la province à ce sujet?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** 1. *a.* et *b.* (Voir le tableau ci-dessous)

la motion de l'honorable M. Drouin, proposant que le bill 16 concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal soit lu une deuxième fois.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il y a 16 ans que des hommes compétents et intègres, parmi lesquels l'honorable Gaspard Deserres, ont pris en main le problème des municipalités environnantes à Montréal en dirigeant les premières activités de la Commission métropolitaine. Parmi les recommandations de cette Commission nommée en 1927 pour enquêter sur les affaires de Montréal, l'une des principales, et dont il est question à chaque

élection municipale, c'est la mise en vigueur d'un plan d'ensemble. Ils ont réclamé ce plan d'ensemble pour Montréal et les villes de l'Île, afin de forcer les municipalités dont les citoyens viennent s'enrichir dans la métropole à contribuer au progrès général.

J'insiste de nouveau sur l'importance de ce plan d'ensemble, car la métropole en a besoin. Il est évident que l'on n'aime pas la ville de Montréal et qu'elle ne peut se développer normalement et logiquement sans ce plan d'ensemble qui s'appliquerait à toutes les municipalités de l'Île, car les municipalités environnantes, dont Westmount et Outremont, se sont développées au détriment de Montréal, en venant y puiser. On empiète trop sur Montréal et on lui impose trop de charges trop lourdes. De grands boulevards qui ont fait le progrès de municipalités voisines ont été payés par Montréal. À Montréal, le petit propriétaire souffre d'une foule d'injustices; sur la place d'Armes, par exemple, la taxation était loin d'être la même pour tous les édifices. On a corrigé un peu cette situation depuis 1940.

On devrait faire aujourd'hui un grand tout avec toutes ces municipalités et toutes ces commissions scolaires. Il y aurait une seule commission scolaire pour toute l'Île. Au point de vue municipal, il y aurait un conseil métropolitain et des conseils d'arrondissements. J'approuve le projet qui donne justice à Montréal pour le passé et qui justifie l'action courageuse du gouvernement, que je félicite. Il nous faut aussi la coopération de tous les pouvoirs publics et de tous les citoyens pour régler les affaires de la métropole. Les mesures du gouvernement sont excellentes. Je voterai donc pour le bill de refinancement qui donnera justice à Montréal, qui a droit à sa complète autonomie.

Il faut éviter maintenant que Montréal se laisse devancer par les autres grandes villes. Il faut établir des plans pour faire de Montréal une belle et grande ville, digne de son titre de métropole. Elle doit s'organiser pour l'après-guerre, s'occuper de son embellissement, à l'exemple de Toronto qui a décidé de dépenser \$60,000,000 en 30 ans, après la guerre, pour son embellissement seulement. Il est également question, à Toronto, d'un système municipal d'arrondissements, système que je préconise pour l'administration municipale de la métropole, car, tout en laissant à Montréal sa complète autonomie, le gouvernement ne doit pas se désintéresser de son administration.

Même si j'ai confiance dans le conseil municipal actuel, j'espère que le mode de représentation de Montréal par 99 conseillers n'est

que temporaire, qu'il sera amélioré et qu'on en vienne au système d'arrondissements, comme on se le propose depuis déjà plus de 30 ans. Par la coopération de tous les citoyens et de toutes les municipalités de l'île de Montréal, la métropole grandira sans avoir à demander encore du secours à la province. Je félicite de nouveau le gouvernement d'avoir assuré à Montréal son indépendance économique.

(Applaudissements à droite)

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je me réjouis de ce projet qui rend à Montréal son autonomie. La présentation de ce projet de loi est également une occasion de réjouissance pour les Montréalais; la passation de cette mesure marque un heureux jour pour la métropole qui se verra débarrassée du fardeau de ses dettes par un excellent règlement.

Je félicite le comité exécutif et le conseil municipal de Montréal pour le splendide projet de réorganisation financière qu'ils ont fait accepter par les créanciers, du succès de leur transaction pour le refinancement et des conditions favorables dans lesquelles il se fera. Les autorités municipales ont conclu un arrangement qui leur permet de consolider leur dette à un taux très avantageux, et je suis convaincu que cet accord est le plus avantageux que nous puissions obtenir dans les circonstances.

Depuis 1883, Montréal a eu des embarras et c'est le gouvernement actuel qui a montré le plus de courage, en 1940, afin de prendre en main les affaires de Montréal; cela a été un bien pour elle, qui voit maintenant sa situation financière redevenir normale. Le gouvernement de l'Union nationale n'a fait qu'accroître les embarras de la cité. Les citoyens de Montréal sont heureux de sortir enfin de l'esclavage économique dans lequel ils se trouvaient et ils savent gré au gouvernement actuel de les avoir aidés. Montréal paie 85 % des taxes de la province et a droit à une aussi grande mesure de justice que les plus humbles municipalités.

Je félicite donc le gouvernement d'avoir pris les moyens de rétablir les finances de Montréal. Cependant, elle n'a pas le régime administratif qui convient à la métropole du pays. Il vaudrait mieux rétablir le système des échevins, qui était un grand facteur social. J'espère qu'à la prochaine session un projet de loi sera présenté pour donner un nouveau mode d'administration à Montréal, afin de lui accorder des pouvoirs encore plus étendus pour assurer son plein développement, et qu'on va lui permettre de s'administrer sans qu'elle ne soit obligée,

à l'occasion de la moindre opération ou du moindre projet, de venir à Québec demander les privilèges dont elle a besoin ou des permissions à la Législature.

Tous les gouvernements passés se sont mêlés mal à propos des affaires de la métropole. Ils lui ont imposé toutes sortes de charges et lui ont donné toutes sortes de directives qui ont amené la situation de 1940. Si on avait laissé à Montréal autant d'autonomie qu'on en donne au moindre petit village, cette situation ne se serait pas présentée. Il est temps qu'on fasse administrer Montréal par les Montréalais et non plus par les gens de Sainte-Anne-de-la-Pocatière ou d'ailleurs. Montréal n'a jamais eu la chance de diriger ses propres affaires selon ses vues. Qu'on lui donne cette chance et elle deviendra bientôt la New York du Canada.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier):** M. l'Orateur, sans vouloir allonger indûment le débat actuellement en cours, permettez-moi d'ajouter quelques mots seulement aux remarquables discours prononcés, à l'occasion du projet de refinancement de la cité de Montréal, par le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) ainsi que par mes collègues de Montréal. Ayant l'honneur de représenter l'un des comtés les plus peuplés de la métropole, celui de Laurier, je considère de mon devoir, en effet, de prendre une modeste part dans le présent débat afin d'établir que: premièrement, le gouvernement était justifié d'intervenir dans les affaires de Montréal, en mai 1940, en adoptant la loi 4 George VI, chapitre 77, et de placer la ville sous le contrôle de la Commission municipale; deuxièmement, l'administration de Québec est encore justifiée aujourd'hui, les affaires financières de Montréal étant redevenues plus saines, de présenter ce projet de loi pourvoyant à sa réorganisation financière et se doit de demander à cette Chambre l'adoption du bill 16. Le temps est venu, grâce à la bonne administration de la Commission municipale, de redonner à la ville toute son autonomie.

De fait, quelle était la situation de Montréal au point de vue financier avant mai 1940? Lorsque la Commission a pris le contrôle des affaires de Montréal, la ville avait pour \$36,210,595 d'emprunts bancaires et devait disposer de \$13,559,500 pour le paiement d'obligations arrivées à échéance. De plus, selon ses propres fonctionnaires, elle devait faire face à un déficit de \$4,363,240 pour l'année 1941. À cela s'ajoutait une somme de \$2,000,000 que la ville devait prévoir en cas de créances douteuses. Il résulte de tous ces faits qu'au 15 mai 1940, il était absolument impossible pour la cité de Montréal de

payer ces dettes sans intervention de l'extérieur, d'autant plus que les banques refusaient alors de lui avancer ou prêter un seul sou.

Il restait une seule alternative au gouvernement de cette province et tous les honnêtes gens le reconnaissent: c'était de prendre ses responsabilités en confiant le contrôle des affaires de la cité à la Commission municipale. C'était son devoir bien compris et le gouvernement l'a fait à cette occasion, comme en toutes circonstances d'ailleurs, bravement, courageusement, sans se soucier le moins du monde des foudres de l'opposition et sans avoir peur des conséquences. Ces mesures prises n'étaient peut-être pas toujours très séduisantes pour les contribuables, mais elles étaient, en définitive, dans le seul but de sauvegarder leurs intérêts.

Elles ont eu pour résultat qu'aujourd'hui Montréal peut se présenter devant la Chambre et demander qu'on lui redonne son autonomie, ses créanciers étant maintenant persuadés qu'elle pourra faire face à ses engagements. D'ailleurs, le gouvernement n'agissait pas autrement que dans tous les cas où l'une des villes ou des municipalités de cette province ne rencontre pas ses responsabilités et se trouve en défaut. Au surplus, il se devait de le faire puisqu'il s'agissait de sauver le crédit de la métropole du pays. Mais, M. l'Orateur, la mauvaise situation de la cité de Montréal, au point de vue financier, ne datait pas de l'année 1940, tout le monde l'admet. Et je me dispenserai d'en analyser les multiples causes. D'ailleurs, mon collègue de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) l'a fait, hier, dans un exposé lumineux, clair et précis.

Je dirai ici que la situation déplorable dans laquelle se trouvait Montréal en 1939 était sensiblement la même au temps où les experts financiers de l'Union nationale étaient au pouvoir, de 1936 à 1939.

Nous savons tous, en effet, que, le 1<sup>er</sup> mars 1938, sur une émission d'obligations de la cité de Montréal au montant de \$5,000,000, \$1,555,500 ne trouvèrent pas preneur. Ce fut la même chose le 1<sup>er</sup> mars 1939, alors que, sur une émission de \$8,000,000, seulement \$4,000,000 ont pu être vendus sur les différents marchés. Alors, le gouvernement de l'Union nationale était parfaitement conscient qu'en 1939 les obligations émises par la ville ne pourraient trouver preneur sur le marché.

Or, qu'est-ce que nos honorables amis d'en face ont fait pour remédier à cet état de choses? Des farces et un raid à la faveur d'une nuit ténébreuse dans les bureaux de la Commission du chômage, à



Montréal. J'oubliais de dire qu'ils ont également effectué, à Montréal, sous prétexte de réduire le chômage, toutes sortes de travaux plus ruineux les uns que les autres, non dans le but d'aider la cité de Montréal, mais à seule fin de favoriser, gaver et enrichir leurs amis politiques, alors à la curée. Des millions de dollars ont été dépensés sans que la ville en retire le moindre avantage, elle qui se voit maintenant forcée de faire l'entretien des nouveaux édifices.

De 1936 à 1939, non seulement l'Union nationale n'a rien fait pour remédier à la situation financière de la cité de Montréal, mais elle a contribué pour beaucoup à aggraver les embarras en différant indûment le paiement de plusieurs centaines de milliers de dollars dus depuis longtemps par le gouvernement à la ville de Montréal.

La meilleure preuve que le gouvernement a bien fait de mettre Montréal sous la tutelle de la Commission, en 1940, réside dans le fait qu'aujourd'hui la ville est en position de parvenir à une entente honorable avec ses créanciers et de commencer à payer ses dettes.

On a parlé quelque peu de revenir à l'ancien système d'administration, mais je ne crois pas que cet avis soit partagé par l'ensemble de la population.

Je disais, tout au début de mes remarques, que le gouvernement était justifié et justifiable de demander à cette Chambre l'adoption, en mai 1940, de la loi 4 George VI, chapitre 77. J'ajouterai que les règlements comme les faits qui sont survenus durant les trois dernières années, en rapport avec l'administration des affaires de la cité de Montréal, sont là pour le prouver à l'évidence et hors de tout doute. Permettez-moi, M. l'Orateur, d'en citer quelques-uns que j'extrais d'un bulletin distribué par le comité des citoyens de Montréal. (Il lit alors un nouvel exposé de la situation.)

Les contractions dans l'administration de Montréal ont été réalisées grâce à la direction sage, ferme et avisée du président de la Commission des affaires municipales ainsi que sous la surveillance de son ministre, auxquels je suis heureux de rendre l'hommage qu'ils méritent dans les circonstances.

En second lieu, j'affirmais que le gouvernement est justifié, cette année encore, d'intervenir et de demander à cette Chambre l'adoption de la loi pourvoyant à la réorganisation financière de la cité de Montréal. Les citoyens l'accueillent avec enthousiasme parce qu'ils savent qu'elle rend à Montréal son autonomie. On nous demande de ratifier un plan de refinancement soumis aux édiles de la cité de Montréal et qui a été

approuvé par eux presque à l'unanimité, soit un vote majoritaire de 90 contre 2.

Et nous savons tous que, même avant que soit soumis ce plan à l'approbation des membres de cette Chambre, l'attitude des conseillers de la cité de Montréal a commencé à produire les plus heureux effets sur le crédit de notre ville, puisque, depuis qu'on a appris que le conseil municipal avait adopté un plan de refinancement, certaines de ses obligations, entre le 1<sup>er</sup> et le 28 février de cette année, ont gagné 4, 5 et 6 points sur le marché boursier de New York, ce qui prouve que le projet proposé était sain et avantageux pour la ville.

Ce fait seul devrait, il me semble, faire bonne justice des prétendus arguments que nous ont servis nos honorables amis d'en face pour s'opposer au projet de loi présentement à l'étude.

De plus, par l'adoption du bill, l'autorité du conseil sera augmentée, et son prestige accru d'autant, du fait que la cité va recouvrer son indépendance financière.

Les citoyens de Montréal, aussi bien que ceux de toute la province, accueillent favorablement ce projet de loi qui va permettre à la cité de Montréal de recouvrer son crédit et de lui conserver son titre de métropole.

Je demeure convaincu que ce geste posé par le gouvernement, dans le plus grand intérêt de toute la métropole, aura des lendemains heureux et qu'il contribuera à développer, à accroître davantage, chez tous les citoyens, à quelque religion, à quelque langue et à quelque race qu'ils appartiennent, un esprit civisme sincère, ardent, éclairé, lequel, en trop de circonstances dans le passé, a malheureusement paru faire défaut et parfois ne pas exister.

Comme citoyen de Montréal, je serai donc très heureux de voter en faveur de la mesure actuellement à l'étude. Et, avant de reprendre mon siège, M. l'Orateur, qu'il me soit permis de féliciter chaleureusement le gouvernement de son courage, de sa clairvoyance ainsi que de son habileté en réglant définitivement, une fois pour toutes, le problème, si lourd de conséquences de toutes sortes, des finances de la cité de Montréal.

Je félicite également la Commission municipale et particulièrement son président, M. L.-E. Potvin, d'avoir su faire profiter de sa belle et vaste expérience les autorités de la cité de Montréal ainsi que le gouvernement.

Je me permets également de féliciter et de remercier le comité exécutif de la cité de Montréal pour sa coopération, de 1940 à 1944, avec le gouvernement et la Commission municipale. Grâce à

cette coopération, Montréal s'est sortie dégagée de sa position dangereuse et redevient l'une des villes du pays les mieux administrées.

(Applaudissements à droite)

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Il est bien déplaisant pour la province et pour la population de Montréal de se faire corner les oreilles par le gouvernement et par ses députés qui osent prétendre que l'administration actuelle a tiré Montréal de ses embarras financiers. Il y a certainement plus d'habileté financière à l'hôtel de ville qu'il n'y en a à l'hôtel du gouvernement parmi les prétendus financiers du régime.

On parle aujourd'hui de grands financiers, mais ces génies de la finance étaient introuvables quand Montréal était dans une situation difficile. Ces grands génies prétendus qui ont réussi à accumuler les déficits et les dettes, malgré la prospérité factice due à la guerre et malgré les augmentations formidables de taxes, sont bien mal placés pour venir parler de banqueroute à Montréal alors qu'ils sont eux-mêmes en faillite totale dans leur administration.

Aujourd'hui que tout va bien à Montréal, le gouvernement peut aider Montréal, mais il ne devrait pas s'attribuer le mérite de l'avoir tirée de ses embarras financiers. Je n'ai pas apprécié non plus les éloges dont les députés de Montréal ont comblé le gouvernement. À l'heure actuelle, n'importe qui pourrait administrer. Ce n'est pas l'Union nationale qui a été cause de la mise en tutelle de la ville de Montréal. Il est facile d'administrer, de poser au grand financier comme le font les libéraux actuels, lorsqu'on impose des taxes.

Le gouvernement se glorifie d'avoir pris le contrôle de Montréal, en 1940, mais l'époque après 1940 est bien différente de celle qui a précédé 1940. De 1936 à 1939, l'Union nationale a frappé la période la plus dure au point de vue économique jamais enregistrée dans la province; c'était la crise et le chômage. À certains moments, il se trouvait à Montréal plus de 100,000 chômeurs qui se mouraient de faim. Dans le temps, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, des échevins avaient dû transformer leur demeure en hospice. Si l'administration de M. Duplessis n'était pas venue au secours de la métropole, elle serait certainement tombée en faillite.

Les députés ministériels oublient ce que l'Union nationale a fait pour Montréal. En arrivant au pouvoir, l'Union nationale a fourni du travail à des milliers de Montréalais; elle leur a littéralement apporté le pain sur la table. Elle a organisé des travaux considérables dans la métropole pour aider

les ouvriers dans un moment de crise et remédier au chômage. On a construit de grands boulevards, le Jardin botanique, l'aménagement du parc de l'île Sainte-Hélène pour les enfants. On dit toujours que la ville de Montréal paie 85 % des taxes provinciales.

Et c'est sous l'Union nationale, pour une fois, que la ville de Montréal a eu sa part. Les prétendus "génies financiers" du gouvernement n'ont pas le droit de discréditer des gens et l'Union nationale qui ont fait face à une mauvaise situation sans mettre Montréal en tutelle. Il aurait été intéressant de voir les grands financiers d'aujourd'hui apparaître de 1936 à 1939 et accomplir le même miracle dont ils s'attribuent tout le mérite. Le gouvernement aujourd'hui pose au financier alors que tout le monde travaille. Ces gens arrivent avec des problèmes réglés d'avance grâce au temps de prospérité que traverse actuellement le pays.

Le gouvernement prétend que l'on redonne avec le bill en discussion l'autonomie à la ville de Montréal. C'est là se moquer des gens. Le retour de l'autonomie, dans le cas de Montréal, n'est qu'un vain mot. Montréal, pas plus aujourd'hui qu'hier, ne peut emprunter un sou sans recourir au préalable à la Législature, parce que son pouvoir d'emprunt a été dépassé. Est-ce là de l'autonomie? Il n'existe pas d'autonomie lorsqu'on ne peut s'administrer soi-même. Au lieu de mettre la métropole en tutelle, on aurait dû lui donner un conseil d'avisers.

L'avenir de Montréal n'est pas aussi prometteur que le laissent croire les orateurs du gouvernement. Le comité d'arbitrage nommé par le gouvernement pour analyser les demandes des policiers et pompiers de Montréal a recommandé que la ville leur verse près de \$1,000,000 en salaires, montant qui devra être ajouté aux dépenses de la ville. Il y a également la taxe de vente à considérer. Le gouvernement provincial a promis de réduire sa taxe de vente, ce qui pourrait vouloir dire que la ville de Montréal devra faire de même en abolissant sa taxe de vente sur les articles exemptés de la taxe provinciale, réduisant ainsi les revenus d'un autre million.

Le gouvernement ne doit pas s'attribuer le mérite pour la réorganisation financière de Montréal, parce que le refinancement n'est pas du tout le fait du gouvernement. Il y a à la trésorerie de la ville de Montréal plus de compétences qu'il ne s'en trouve ici, dans le gouvernement libéral dont certains députés se vantent d'avoir réorganisé les finances de la ville.

Tenant compte de la prospérité engendrée par la guerre et de l'augmentation des taxes à Montréal,

il aurait été bizarre qu'on ne réussisse pas à réorganiser les finances de Montréal aussi bien qu'on le suggère actuellement. Ces prétendus génies de la finance, dont on a fait l'éloge, n'ont même pas réussi à réduire les dépenses de Montréal.

La Commission municipale les a augmentées d'au moins \$2,000,000, et cela, en pleine prospérité de guerre. Ils n'ont rien fait de mieux que les autres. De plus, la Commission municipale a augmenté les taxes dans une proportion de \$3,000,000 depuis 1940. Toutes sortes de nouvelles taxes ont été imposées et celles qui existaient déjà ont rapporté plus de revenus, en raison de l'amélioration des conditions causée par la guerre. Les nouvelles taxes ont été nombreuses. À Montréal, le gouvernement a imposé une taxe sur les radiateurs; il en a même imposé une aux automobilistes, appelée taxe d'eau, en s'inspirant sûrement de celle qu'il a imposée à la Commission des liqueurs, car le gouvernement taxe l'eau à la Commission des liqueurs en y mettant un peu d'alcool. Cela ne prend pas de grands financiers, avec ces augmentations de taxes, pour régler les dettes de Montréal.

La période qui a suivi 1940 a été différente de celle durant laquelle l'Union nationale était au pouvoir, alors que la misère sévissait au pays, que Montréal devait s'occuper de ses milliers de chômeurs et fournir la nourriture et un toit à des milliers d'autres venus d'ailleurs au Canada s'établir dans la métropole.

On dit qu'en 1940 la ville de Montréal était en banqueroute, parce qu'elle devait \$36,000,000 et que c'est à cause de cette dette qu'on l'a mise en tutelle. Pourtant, le gouvernement actuel est bien plus endetté que cela. À la fin du dernier exercice financier, le gouvernement actuel devait bien \$41,000,000 en dettes criardes et il n'a été nullement question de le mettre en faillite.

Par respect pour la population de Montréal, le gouvernement aurait dû laisser de pleins pouvoirs à l'administration de la ville, quitte à soumettre celle-ci à une surveillance quelconque, s'il y tenait. Mais, avec les compétences dont la métropole du Canada disposait chez ses administrateurs, cette ville aurait pu faire aussi bien que n'importe quel autre organisme.

Quant aux obligations de \$100 de la ville de Montréal qui seront remboursées à \$140 à leurs détenteurs, ce n'est pas tout le monde qui a cette chance-là de retirer \$140 pour un capital de \$100 investi dans une entreprise supposément en faillite.

Il déplore ensuite le fait que les députés ministériels aient reproché au chef de l'Union

nationale d'avoir critiqué le plan de refinancement de la métropole. Mais, dit-il, nous critiquons ce plan parce qu'il est injuste. Il aura pour conséquence de faire payer à la ville de Montréal des choses que normalement elle ne devrait pas payer.

Au cours de son administration de 1936 à 1939, l'Union nationale s'y est prise d'une autre façon que celle-là pour aider la ville de Montréal et secourir les chômeurs. Jamais dans l'histoire de notre province un gouvernement n'a aussi aidé la ville de Montréal que le gouvernement de l'Union nationale. Notre gouvernement<sup>2</sup> a eu à solutionner d'immenses problèmes à résoudre alors que le chômage dévorait Montréal. Il a construit des ponts et fait plusieurs travaux pour donner de l'emploi aux sans-travail. Nous sommes venus en aide aux miséreux et à ceux qui ne pouvaient trouver du travail. Nous n'avons pas mis la ville en tutelle. Au contraire, nous l'avons aidée d'une façon digne.

L'Union nationale aurait pu administrer aussi bien que les autres, en taxant. Mais nous n'avons pas taxé, comme le fait le gouvernement actuel. Aujourd'hui, au contraire, Montréal subit l'effet d'une période de prospérité causée par la guerre qui était de nature à aider la solution du problème montréalais. C'est donc l'amélioration des conditions générales, la réduction du chômage, qui est responsable de l'amélioration de la situation financière de Montréal, et non ces "génies de la finance", qui étaient introuvables en temps de crise.

Je déplore amèrement le fait que, dans cette Législature, certains députés ministériels cherchent à jeter du discrédit sur leur ville et sur leurs propres compatriotes. On a tenté de jeter du discrédit sur une administration, celle de l'Union nationale, qui n'a eu d'autre tort que d'administrer pendant une période de crise. Ces gens-là sont rapides à jeter la pierre quand ils n'avaient aucune responsabilité dans les moments de grandes difficultés. L'Union nationale ne mérite pas qu'on vienne jeter du discrédit sur son administration. Qu'on ne vienne pas dire que notre gouvernement n'a pas aidé, et largement, la ville de Montréal.

Si l'Union nationale n'avait pas tendu la main à la ville de Montréal, si elle ne l'eût pas aidée comme elle l'a fait, la métropole aurait été acculée à la faillite. Aujourd'hui, tout marche tout seul, tous les citoyens travaillent, les revenus sont élevés, malgré le chômage qui menace déjà. Nous avons passé par une ère de prospérité factice et temporaire, née de la guerre, et, malgré tout cela, le gouvernement actuel lance Montréal dans une transaction qui est bien plus de nature à lui nuire qu'à lui aider.

Je dis que, si l'on veut sincèrement aider la ville de Montréal, j'en suis, et qu'on l'aide vraiment, mais qu'on ne vienne pas ici s'attribuer un mérite qu'on n'a pas et qu'on ne blâme pas, surtout, le gouvernement de l'Union nationale de formuler certaines critiques dont le bien-fondé saute aux yeux de tous les gens qui réfléchissent. N'importe qui aurait pu administrer la ville de Montréal aussi bien, sans doute mieux, que le gouvernement actuel si on lui avait donné les mêmes pouvoirs de taxation que le gouvernement s'est octroyés.

D'ailleurs, quand le temps viendra pour les Montréalais de se prononcer sur toute cette question - et il viendra bientôt - la ville de Montréal se rappellera que la politique de l'Union nationale n'était pas basée sur l'argent, comme l'est celle du gouvernement actuel, mais sur le bien-être de l'homme, de nos compatriotes, et ils ne permettront pas que l'on continue de jeter du discrédit sur ceux qui ont aidé l'Union nationale par des actes et des manœuvres, et non par des mots et des chaînes.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Jodoin, Lapointe, Leduc, Marler, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, Sabourin, 43.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est renvoyé au comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le règlement numéro 1735 de la cité de Montréal adopté par le conseil de ladite cité le 18 février 1944, et reproduit comme annexe A de la présente loi, est par les présentes ratifié et confirmé."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait un discours sur l'ensemble des 13 articles du projet de loi. Son successeur et lui-même souhaitent tous les deux que la situation de Montréal se rétablisse. À l'article premier, on demande à la Chambre de ratifier un règlement adopté par le conseil de ville de Montréal. Or, ce règlement comporte au moins une clause qui est une indignité et qui va à l'encontre de toute autonomie bien comprise. Avec le règlement actuel, affirme-t-il, on interdit la ville de Montréal. L'article 43 de ce règlement impose en effet au directeur financier de la ville de Montréal le devoir d'adresser chaque année, le ou avant le 1<sup>er</sup> juillet, par poste recommandée au Share and Loan Department du Stock Exchange, Londres, Angleterre, un état indiquant le montant des titres remboursés ou rachetés par la cité au cours de l'exercice précédent.

C'est une procédure indigne de la Législature de Québec et indigne de la ville de Montréal. Jamais un règlement adopté par cette Législature n'a comporté une telle clause. C'est une question de principe et non une question de race. Par cet article, l'on place Montréal dans un état d'infériorité comme il n'en existe pour aucune municipalité de la province et qu'aucune ville du Canada n'aurait accepté. On subordonne les échevins de Montréal aux dictats des citoyens d'un pays étranger, si sympathique soit-il. Jamais l'autonomie de la métropole n'a été mise en si grand péril. C'est la première fois que cela se voit.

C'est la plus grave insulte que l'on puisse faire aux Montréalais et c'est la clause la plus humiliante que l'on puisse imaginer. On oblige Montréal à faire des rapports à Londres. Il n'y a pas un Canadien ayant du cœur qui devrait endurer cela, approuver une telle servitude, car il n'y a pas un Anglais de Londres, et c'est juste, qui endurerait d'être obligé d'avoir à faire des rapports à la ville de Montréal de ses transactions financières. C'est pire que la tutelle de la Commission municipale, c'est une tutelle étrangère. C'est une clause sans précédent. C'est assujettir les citoyens de Montréal à un pays étranger, procédure indigne, ce pays fût-il le plus sympathique au monde.

La ville ne recouvrera pas plus d'autorité ou de liberté qu'avant. Elle reste aussi interdite. Avec la

loi actuelle, Montréal n'aura plus aucun contrôle sur ses propres affaires et ses finances; elle ne pourra emprunter \$100 sans en demander la permission à la Commission municipale.

De plus, elle pourra retomber sous le contrôle de la Commission plus souvent et plus facilement qu'avant. Auparavant, en effet, la loi prévoyait deux cas où une ville pouvait être mise en tutelle, et c'est quand elle-même le demandait ou que 25 % de ses créanciers l'exigeaient. Or, cette fois, on ajoute une autre occasion pour la ville de retomber en tutelle. On nomme deux vérificateurs qui auront le droit de demander l'interdiction de la ville. De plus, on trace une voie aux échevins qui ne pourront en sortir. On définit d'avance le budget.

Il s'élève aussi contre la clause 46 qui oblige le conseil municipal, sur rapport de l'exécutif, de nommer deux vérificateurs qui seront chargés de faire chaque année audit conseil un rapport sur les comptes de la cité et l'état des revenus et dépenses. Ainsi, sur la simple recommandation de deux vérificateurs, engagés par la ville et nommés en vertu de ce projet de loi, ils auront le droit d'interdire la ville de Montréal et de demander de la faire déclarer en défaut d'avoir accompli ses obligations en ce qui concerne les titres émis, en vertu du présent règlement. Elle sera de nouveau sous le contrôle de la Commission municipale; elle se trouve donc sous un contrôle plus intolérable que l'autre et plus interdite qu'avant le présent projet de loi. On institue un système de "spotters", une gestapo.

Le présent plan de refinancement va également coûter très cher à Montréal; les frais de courtage et des commissions vont être excessivement dispendieux, car les amis du gouvernement pourront charger en frais de courtage et autres comme bon leur semblera puisque aucun contrôle n'est prévu. Des commissions seront donc payées pour des centaines de mille piastres à des amis du gouvernement. C'est tout simplement une manœuvre pré-électorale. C'est, dit-il, une manœuvre de veille d'élections. Les libéraux se conduisent toujours de cette façon à la veille des élections. Il faut trouver de l'argent pour la caisse.

Le malheur, c'est que cette manœuvre de veille d'élections va également obliger Montréal à dépenser au-delà de \$3,000,000 de plus que la valeur au pair des obligations fixée à \$98.50. C'est un contrat qu'on impose à Montréal, et Montréal ne pourra jamais exécuter les clauses du présent contrat. C'est toujours à la veille des élections que les régimes libéraux se comportent de la sorte. C'est ici la plus belle manifestation des tares et du cancer

politique du système libéral. Les gouvernements libéraux ont toujours agi ainsi, non pas dans l'intérêt du peuple, pour des fins électorales et pour soutirer des fonds de Montréal à la veille du scrutin général.

Une autre clause du bill donne un effet de contrat à ce refinancement. Il n'y a eu, dans l'histoire de la province, que deux occasions où un gouvernement a de la sorte imposé un contrat à la ville de Montréal et cela fut fait dans les deux cas par des gouvernements libéraux: la première fois en 1918, lorsque le contrat du tramway de Montréal lui a été imposé, avant la tenue des élections générales, et aujourd'hui, dans le cas du refinancement. Mais ce n'est pas du refinancement, c'est du refinassement<sup>3</sup>. C'est une mesure pré-électorale, une mesure de camouflage, une mesure injuste pour les Montréalais.

Voyez encore cette clause qui fixe la valeur de la livre sterling pour les remboursements des créanciers anglais. Nous sommes, nous de l'Union nationale, pour le respect de la parole donnée. Mais voici le quatrième paragraphe de l'article 2 qui se lit comme suit: "Catégorie C, en sterling seulement, dont le montant en principal apparaissant au tableau faisant partie du paragraphe 2 du présent article est calculé en prenant la livre sterling au cours de \$4.86% en monnaie canadienne." Or, la livre sterling ne vaut actuellement que \$4.08. Et voici que, dans le bill actuel, l'on dit que Montréal, pour la livre sterling, devra payer \$4.86%. C'est faire payer à la ville de Montréal 78 cents et deux tiers de plus par livre inutilement et injustement. D'autres clauses donnent aux amis du régime le droit de charger n'importe quel prix pour leurs commissions de courtage. La ville sera appelée à payer des millions de dollars en frais de courtage, échange, etc.

On dit qu'on a établi le crédit de Montréal. Pourtant, actuellement avec ce bill, on stipule que l'obligation de \$100 ne vaudra que \$98.50. Mais, par exemple, lorsqu'il s'agit de revendre une débenture de \$100, on fait payer à la ville de Montréal \$140. Ici encore, on appauvrit la cité de \$800,000. Il n'existe dans la loi aucun article qui redonne à Montréal son autonomie. Et, sur les \$220,000,000, la loi ne règle le cas que de \$56,000,000.

Enfin, on impose à la ville de Montréal un budget qu'elle ne pourra supporter, surtout avec les augmentations projetées dans les salaires des pompiers et policiers. Le budget qu'on impose à l'administration municipale ne pourra jamais être réalisé, parce qu'on impose des restrictions et qu'on augmente en même temps les obligations. Des millions de dollars sont ajoutés à la dette de la ville. Le bill crée de nouveaux problèmes à Montréal, des

problèmes qui furent suscités par le gouvernement, lequel a trouvé le moyen de rejeter sur les épaules de Montréal la responsabilité des taxes imposées par la province. Il s'agit là d'un projet de loi inéquitable et nuisible, qui va à l'encontre des meilleurs intérêts de Montréal.

Bref, c'est un projet de refinancement qui n'est qu'un moyen de favoriser certains amis politiques et de rejeter sur les épaules des citoyens de Montréal les responsabilités découlant des actes du gouvernement. On jette de la poudre aux yeux de l'électorat. On prétend redonner l'autonomie à la ville de Montréal, mais c'est bien le contraire qui se produit. On ne donne qu'une autonomie qui permettra au gouvernement de se laver les mains dans les cas où des difficultés se présenteront. Le ministre qui pilote ce bill déclare que la ville retrouvera son autonomie. Il est peut-être de bonne foi, mais son affirmation n'est pas conforme aux faits.

Il rappelle les principales objections formulées contre le bill et déclare que toutes les remarques faites par l'opposition avaient pour but de prévenir des conflits futurs et de stabiliser la situation. Mais, dit-il, jamais on ne trouvera de stabilisation par la législation actuellement soumise par le gouvernement.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je ne veux faire qu'une ou deux remarques avant l'adoption du projet, car j'ai entendu avec surprise le chef de l'opposition parler de manœuvres politiques et de mesure pré-électorale. Le chef de l'opposition fait une tempête pour rien du tout.

Il ne faut pas oublier qu'on ne demande pas à la Législature de ratifier en bloc un règlement qui vient du gouvernement, mais qui vient bien de Montréal; il est l'œuvre du comité exécutif et du conseil municipal de la métropole. Ce plan a été soigneusement étudié par le conseil de ville de Montréal, son comité exécutif et la Commission municipale de Québec, qui surveille les finances montréalaises depuis 1940, et il a été jugé acceptable. Ils ont eux-mêmes demandé au gouvernement de le soumettre à la Législature pour approbation.

Les députés vont rendre service à la métropole du Canada en approuvant le plan de refinancement qui ratifie la situation financière de Montréal et lui remet son autonomie. La Législature est donc appelée, tout simplement, à ratifier un plan de refinancement qui a été approuvé par tous les membres de l'exécutif et tous les conseillers, moins deux. Ainsi, sur les 92 conseillers au conseil de

Montréal, 90 conseillers ont voté en faveur du bill en discussion. Il n'y a donc aucune manœuvre politique comme l'opposition veut le faire croire. Car, parmi ce conseil exécutif et ces 90 conseillers, il y a évidemment un grand nombre qui sont des amis du chef de l'opposition. C'est tout. Le bill à l'étude n'a aucune couleur politique.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi le ministre regarde-t-il le député de Lotbinière (M. Chaloult) en s'adressant au chef de l'opposition?

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je proteste contre les farces de l'opposition quand nous discutons une question sérieuse!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre sait-il que l'honorable Philippe Brais, le leader du gouvernement au Conseil législatif, a déjà déclaré au conseil de ville de Montréal, l'an dernier: "Si vous ne faites pas de plan de refinancement, nous le ferons. Et, si la ville de Montréal n'acceptait pas le plan, le gouvernement le lui imposerait"?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je ne sais pas cela. Mais, si c'est vrai, ça veut dire que les amis du chef de l'opposition au conseil municipal de Montréal se seraient fait les complices de l'honorable M. Brais dans cette affaire. La vérité est que le plan de refinancement est tellement satisfaisant qu'il a été approuvé par des bleus, des rouges, des gens du Bloc populaire s'il y en a.

En ce qui a trait à l'article 43 du règlement, quant à l'obligation de faire rapport une fois par année et contre lequel le chef de l'opposition s'est élevé quelques minutes plus tôt, le conseil de Montréal a mis cette clause dans le bill car, sur les \$220,000,000 d'obligations de Montréal, il y en a pour une valeur de \$60,000,000 qui sont détenus par des Anglais. Il est tout naturel qu'on les renseigne, une fois par année, de ce qui a été fait, l'année précédente, pour le remboursement ou le rachat de leurs titres. Il est donc normal que ces gens aient un rapport financier de la ville une fois par année. N'importe quel créancier aime à se tenir au courant des affaires de son débiteur.

Au sujet des pouvoirs d'emprunt de Montréal, la ville n'est pas plus maltraitée que les autres; la métropole sera soumise à la loi générale qui stipule que toutes les municipalités de la province doivent avoir l'approbation de la Commission municipale pour emprunter.

Quant à la valeur de la livre sterling, une clause du projet de règlement financier décrète que la

livre sterling est calculée sur une base de \$4.86% en monnaie canadienne, ce qui veut dire que le principal pourra être payé suivant le cours actuel de la livre sterling en monnaie canadienne, soit \$4.08.

**M. Gagnon (Matane):** Jamais depuis 1931 la livre sterling n'a valu \$4.86%.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le montant de \$4.86 n'est là que pour servir de base, puisque le bill prévoit de payer les livres avec de la monnaie canadienne au prix courant du marché. Cela peut être de \$4.06 ou \$4.08, selon le cours du change.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre cette affirmation. Le ministre se laisse influencer par le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler)<sup>4</sup> qui ne représente pas Montréal, puisqu'il est député de Westmount mais ne demeure pas à Montréal. Il demeure à Westmount, la ville dont les citoyens vont s'engraisser à Montréal, comme le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) l'a fait remarquer.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je demeure à Montréal et j'y ai toujours demeuré. Je représente la division de Saint-Georges-Westmount, dont une grande partie est située dans la cité de Montréal.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** À part cela, l'honorable député n'est pas gras. (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est l'adresse du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler)?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je dirai cela au chef de l'opposition plus tard.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Au sujet de la nomination des vérificateurs, ceux-ci devront faire partie d'une association de comptables de la province. La chose est normale, puisqu'il s'agit de se rendre compte pour les créanciers si la ville de Montréal exécute ses engagements et ses obligations. Leur mission sera de s'enquérir si les conditions du contrat ont été respectées et de faire rapport au comité exécutif, à la Commission municipale et au conseil de ville. C'est le seul contrôle qui restera.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** demande au ministre lequel des trois vérificateurs (deux

nommés par le gouvernement et celui de la ville) signerait les rapports de vérification.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Chacun aurait son domaine.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Alors, il se produira des situations comme la fois où l'on constata un écart de \$7,000,000 entre deux rapports<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Dès la sanction du bill, Montréal reprendra son autonomie par l'article 6 du bill, qui se lit comme suit: À compter de la date de la ratification et de la confirmation dudit plan par la Commission municipale de Québec, la loi 4 George VI, chapitre 77, sera abrogée. Cette loi spéciale de 1940 plaçait Montréal sous la vassalité de la Commission municipale. Ainsi, le projet de loi redonne à Montréal son autonomie complète.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais. Aucune clause du bill n'accorde formellement l'autonomie administrative à la ville de Montréal dès la sanction du projet de loi. Ce bill aggrave les difficultés de Montréal et fixe des conditions de règlement injustes, contraires au respect dû aux administrateurs de la métropole. C'est la deuxième fois que l'on impose un contrat, à Montréal. Le premier contrat fut celui de la Montreal Tramway; le second, c'est le contrat actuel entre la ville et ses créanciers. Et puis, le ministre ne nous a toujours pas dit combien coûtera le refinancement. Le système d'administration à Montréal a été imposé à la population par le gouvernement actuel et, par la loi actuelle, on confirme encore ce mode d'administration de 99 conseillers. Quelle est la dette exacte et totale de la ville de Montréal?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Toute la dette de Montréal est indiquée dans le projet de réorganisation financière. Elle est toute comprise dans les \$220,000,000. Cinquante-six millions de dollars représentent actuellement les obligations échues, sauf \$6,055,000<sup>6</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill est une preuve de ce que peut donner un gouvernement agonisant et moribond; le gouvernement tente de s'accrocher à ce qu'il peut avant de rendre le dernier soupir. L'opposition s'objecte au projet parce qu'elle le trouve contraire aux meilleurs intérêts de Montréal. Nous considérons cette loi injuste, inique,

néfaste dans ses conséquences et contraire aux meilleurs intérêts des contribuables montréalais, mais c'est au gouvernement de prendre ses responsabilités.

Comme il ne veut pas retarder inutilement la discussion, car il reconnaît que le gouvernement détient une majorité de sièges, il consent à ce que le bill soit adopté en comité plénier parce qu'il ne veut rien faire qui pourrait être considéré comme des méthodes dilatoires. L'opposition a fait son devoir, dit-il.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 13 ainsi que le préambule sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a étudié le bill 16 sans l'amender.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition entend présenter exactement le même amendement que sur la deuxième lecture. La gauche a parfaitement le droit de le présenter.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve le bill no 16, intitulé: "Loi concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal":

a. parce que ce projet de loi consacre et aggrave les inconvénients qui découlent de l'intervention du gouvernement actuel dans les affaires municipales de Montréal;

b. parce que ce projet de loi ratifie le système d'administration municipale imposé à la cité de Montréal par le gouvernement actuel;

c. parce que ce projet de loi viole l'autonomie de Montréal et les droits et les intérêts des électeurs et des contribuables municipaux de la cité de Montréal.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Leduc, Marler, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 44.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Leduc, Marler, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 44.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée.

(Applaudissements à droite)

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.



La séance est levée vers 6 h 05.

---

## NOTES

1. Selon *Le Canada* du 9 mars 1944, à la page 2, une centaine de citoyens de Montréal, appartenant à l'Association libérale de Saint-Denis-Dorion, assistent à la séance de la Chambre.

2. Selon *Le Temps* du 17 mars 1944, à la page 2, M. Beaulieu disait plutôt "M. Duplessis" au lieu de "l'Union nationale" et "le gouvernement".

3. *La Patrie* du 9 mars 1944, à la page 12, donne cette version: "Il ne s'agit pas ici de refinancer, mais bien de refinasser."

4. Selon *Le Canada* du 9 mars 1944, à la page 2, le chef de l'opposition fait cette remarque, car le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), vice-président du comité exécutif de Montréal, est assis à côté du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) pendant l'étude du bill en comité.

5. Selon *Le Temps* du 10 mars 1944, à la page 8, après consultation, M. Drouin dut se reprendre et donner d'autres explications.

6. Selon *L'Action catholique* du 9 mars 1944, à la page 15, la discussion se prolonge jusqu'à 6 heures.



Séance du jeudi 9 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 102 constituant en corporation la Société mutuelle d'assurance générale de l'Union catholique des cultivateurs;

- bill 123 conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition de la ville de Louiseville est régulière et suffisante; que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné; que cette pétition n'a pas encore été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers; que, d'après les représentations qu'on a faites à votre comité, il est très important que le bill de la pétitionnaire devienne loi le plus tôt possible, sans quoi elle souffrirait des dommages considérables. En conséquence, votre comité recommande de suspendre le règlement à l'égard de cette insuffisance des annonces et de permettre à la pétitionnaire de présenter immédiatement le bill 144 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Votre comité recommande aussi que la pétitionnaire soit dispensée de l'impression des annexes audit bill, à cause du coût prohibitif de cette impression.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose que la Chambre accepte ledit rapport après l'avoir amendé en ajoutant, à la fin du dernier

paragraphe, la phrase suivante: "mais la pétitionnaire devra faire imprimer les règlements affectés par le projet de loi".

Adopté après division.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 16 concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal.

**Rapport de la  
commission Brossard**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des questions sur le *Feuilleton* qui datent depuis le début de la session. On devrait y répondre. C'est facile, il me semble, pour le gouvernement. De plus, nous devrions avoir devant nous le rapport de la commission Brossard sur la grève des pompiers et des policiers de la ville de Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les officiers des divers ministères ont fait à date leur possible pour répondre aux questions. Ils ont un surcroît d'ouvrage. Ils le feront aussitôt que ce sera possible. Pour ce qui est de l'arbitrage à propos des pompiers et des policiers de Montréal, le rapport Brossard a été communiqué aux organisations ouvrières. Nous ferons parvenir aux députés le plus tôt possible ce rapport aux membres de cette Chambre.

**Demandes de documents:**

**Immigration**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 16 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le représentant de Trois-rivières (M. Duplessis): Qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de

la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et relativement à l'immigration dans la province de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je comprends que la discussion sur cette motion a été ajournée par le député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier). Il est aujourd'hui absent de cette Chambre pour pouvoir aller représenter le gouvernement à Montréal. Nous sommes prêts à continuer la discussion sur cette motion du chef de l'opposition, mais je demanderais à la Chambre que le député de Terrebonne ait plus tard le droit de parler sur la motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a déjà dit en cette Chambre qu'il était prêt à parler sur cette question d'immigration. Mais il n'a pas parlé. Je n'ai cependant aucune objection à ce que l'on attende son retour parce que, lorsqu'il parle, il fait toujours tort au gouvernement et ça fait toujours l'affaire de l'opposition.

**M. Dumoulin (Montmorency):** M. l'Orateur, je n'hésite pas à dire que je suis catégoriquement opposé à tout projet tendant à diriger une immigration intensive vers notre pays. Il y a lieu de prévoir qu'après la guerre les conditions générales qui existeront au Canada ne permettront pas d'adjoindre des étrangers aux deux millions de Canadiens qu'il nous faudra résorber dans des occupations régulières.

Le premier devoir qui s'imposera à l'attention des dirigeants sera évidemment d'accorder aux nôtres la plus large préférence possible et de s'occuper de notre propre population avant de s'occuper des immigrants, après la guerre. Or, l'agriculture, l'industrie, le commerce, le travail de bureau et les emplois cléricaux ne suffiront vraisemblablement pas, après la guerre, à régler d'emblée l'immense problème soulevé par la réhabilitation civile du cinquième de notre population.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les immigrants ont ignoré notre pays. Nous passions, à ce moment, pour une colonie britannique où la liberté éprouvait maintes entraves. Les États-Unis, par ailleurs, joignaient l'attrait d'un État souverain et démocratique à des conditions climatiques qui l'emportaient sur celles du Canada. C'est pourquoi la majorité des immigrants sont allés aux États-Unis, jusqu'au début de ce siècle.

La première Grande Guerre imprima un regain d'actualité à l'émigration concertée; l'Angleterre fit de grands efforts pour encourager l'émigration de ses nationaux vers les dominions. En 1917, une commission recommandait d'intensifier l'immigration vers les dominions et, dès la cessation des hostilités, 82,000 vétérans furent expédiés aux quatre coins du Commonwealth. En 1921, une conférence impériale tentait une nouvelle forme d'immigration massive; c'est ainsi qu'à la suite de cette conférence impériale le Parlement britannique vota, en 1922, l'Empire Settlement Act, qui consacrait la somme annuelle de 3,000,000 de livres à l'aide aux émigrants.

Mais, malgré les crédits mis à la disposition du gouvernement anglais, cette seconde campagne ne connut pas le succès qu'on en anticipait. En fait, le nombre des immigrants britanniques à entrer au Canada décru constamment. Il était de 119,000 en 1920. En 1927, il n'était plus que de 53,000. La majorité des émigrants britanniques sont allés s'établir aux États-Unis plutôt qu'au Canada ou en Australie.

Ainsi, une très forte proportion de ces immigrants eut tôt fait de céder à la magie de l'attrance américaine. Pour les années 1925, 1926 et 1927, l'immigration au Canada se totalisait à 340,000 personnes venant de tous les pays du monde. Or, dans le même temps, 282,000 de ces nouveaux venus filèrent aux États-Unis. Pendant la crise, le mouvement migratoire fut à peu près nul.

Pour la décade de 1931-1941, on constate que l'augmentation de 1,131,000 dans notre population est assurée à peu près exclusivement par le simple croît naturel, plutôt que par l'immigration. C'est dire que l'immigration n'a tenu, à date, qu'un rôle plutôt secondaire, en ce qui concerne les facteurs démographiques et l'augmentation de notre population.

Certains facteurs ont entravé l'immigration métropolitaine. L'Angleterre peut employer tous ses agriculteurs, mais elle a un surplus d'ouvriers dont le Canada n'a pas besoin puisque l'immigration que reçoit le Canada doit aller dans l'Ouest, pays immense où l'agriculture est à l'honneur.

À mon humble avis, le Canada représente moins d'attrait à l'immigrant qu'on ne l'imagine d'ordinaire. Il y a gros à parier que les pays de l'Amérique du Sud seront, demain, ceux qui solliciteront davantage les éléments migratoires.

Un autre point à considérer quand on étudie cette question d'immigration, c'est que l'homme émigre plus facilement dans une période de paix prolongée qu'après une guerre comme celle qui

ensanglante l'Europe. Après les guerres, les mouvements migratoires ne sont jamais considérables. Il y a pour cela une raison psychologique puissante. Après les deuils, les tortures, les indicibles souffrances morales et physiques qu'entraînent inévitablement les tourmentes belliqueuses, l'homme se reprend à espérer des conditions meilleures. Il veut rebâtir un nouveau foyer sur les ruines de l'ancien et se refuse, ou ne se sent point la force, d'ajouter l'exil aux misères qu'il vient de subir.

Il est cependant possible qu'après l'Armistice une politique d'immigration massive soit lancée. Il importe donc d'aviser dès aujourd'hui à ce danger, quand même il ne s'agirait que d'éviter des gaspillages de deniers publics et d'avoir l'œil au guet pour faire échec à toute tentative de ce côté.

Le Canada, à ce que nous disent les économistes, ne serait pas destiné à sustenter des populations massives. Le devoir du Canada, comme je l'indiquais tantôt, commande d'assurer aux nôtres la première place et de ne gêner en rien leurs chances d'obtenir une somme raisonnable d'aisance et de bien-être.

Voilà pourquoi nous devons combattre toute tentative d'immigration massive, et voilà pourquoi j'appuierai la motion.

(Applaudissements à droite)

**M. Gagnon (Matane):** Comme député de Matane, je dois dire que le gouvernement de la province de Québec ne peut pas rester impassible devant l'immigration. Je félicite le chef de l'opposition d'avoir soulevé cette question, d'une importance vitale pour le Canada et la province de Québec. Le chef de l'opposition a alerté l'opinion publique lors de son assemblée de Sainte-Claire de Dorchester car, depuis lors, des associations patriotiques, des corps publics et des municipalités de toutes les parties du Canada ont protesté, auprès d'Ottawa, contre la mise en vigueur de toute politique d'immigration massive.

Il va nous falloir penser aux nôtres. De toutes parts arrivent requêtes et résolutions de Canadiens de toutes races demandant aux députés de s'opposer à toute mesure d'immigration massive et, dans certains cas, on demande de s'opposer à toute immigration même sélectionnée, avant que les 750,000 soldats canadiens des trois armées qui sont sous les armes et les milliers de nos compatriotes qui travaillent dans les usines de guerre soient rétablis dans la vie civile et aient trouvé d'autres emplois lorsque cesseront les hostilités.

Ces pétitionnaires ont recommandé, au contraire, une politique d'immigration sélective, incluant l'entrée d'immigrants juifs au Québec, plutôt qu'une politique d'immigration intensive. Les hommes et les femmes affectés aux travaux de guerre ont aussi droit de compter que le gouvernement fédéral verra à leur donner des situations qui leur assureront leur subsistance et celle de leur famille, dans le cas où les usines de guerre fermeraient leurs portes.

Il conviendrait donc, avant d'admettre des milliers d'étrangers au pays, d'attendre pour voir le sort qu'on pourra faire aux 700,000 soldats canadiens qui nous reviendront après la guerre. Nous devons accorder la première place aux Canadiens, ceux de notre race et de notre sang. Il est du devoir de tout vrai Canadien de conserver le dépôt sacré légué par les aïeux, afin de le transmettre intact à nos descendants. Il (M. Gagnon) félicite son chef de son courage et de sa clairvoyance.

Il reproche au député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), qui a pris part à ce débat lors d'une séance précédente, de s'être porté à l'attaque du chef de l'opposition, il y a quelques semaines, en des termes qui frisaient l'invective et d'avoir même usé d'expressions brutales, impolies, vulgaires.

Le député de Montréal-Saint-Louis ne se soucie guère des règlements de cette Chambre, dit-il. Il a voulu ridiculiser, au cours du débat sur le bill de Montréal, la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Il est temps, avait-il dit, que la ville de Montréal soit conduite par les Montréalais et non plus par les gens de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. C'est la paroisse où le premier ministre a été professeur d'agriculture, une paroisse progressive, où il y a un excellent collège classique, une paroisse...

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je n'ai pas bien compris.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne peut pas discuter ce qu'il n'a pas compris. (Rires)

**M. Gagnon (Matane):** Cette parole déplacée vise directement le premier ministre et des personnes distinguées qui ont des attaches à Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

**Des voix protestent.**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Le député de Matane parle d'un autre débat. Il n'est pas permis de faire allusion à un débat antérieur.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je suggère, dit-il, au député de Matane de poursuivre en tâchant d'éviter de froisser le député de Montréal-Saint-Louis.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** soulève un autre point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si nous en avons 100,000 comme lui dans la province, ce serait dangereux.

**M. l'Orateur:** Il est évident que le député de Montréal-Saint-Louis n'aime pas à ce qu'on répète sa phrase, aussi je demanderais au député de Matane de ne pas appuyer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le député de Saint-Louis n'a pas le droit de s'imposer comme il le fait. Je demande qu'il respecte les règlements de cette Chambre et qu'il se conduise comme un gentilhomme.

**Des voix** murmurent et protestent.

**Une voix:** Il n'en est pas capable.

**M. Gagnon (Matane):** Le député de Saint-Louis a raison de ne pas aimer à ce qu'on lui rappelle son manque de tact.

Notre pays, et notre province surtout, est un pays de tolérance. Il souligne l'esprit de justice dont le Parlement québécois a fait preuve à l'endroit de la minorité juive. La province de Québec, dit-il, n'a de leçon à recevoir de personne. Elle qui a été la première de tout l'Empire britannique à élire un député juif en la personne d'Ezekiel Hart, élu à Trois-Rivières en 1807, alors même que les compatriotes du député de Saint-Louis n'avaient pas le droit de siéger à Londres. Nous n'avons pas de leçon de tolérance à recevoir. Cela démontre bien la générosité et la largesse d'esprit des Canadiens français. Après cela, il me semble que personne ne peut prétendre que la venue ici de 100,000 juifs nous enseignerait la tolérance.

La province doit veiller à sauvegarder ses intérêts avant d'ouvrir ses portes à tout venant. Toujours pendant ce discours sur l'immigration, le député de Saint-Louis a traité les Canadiens français d'immigrés. Il n'a pas le droit. Nous sommes les pionniers en Amérique, sur le sol canadien et surtout sur les bords du Saint-Laurent. Nous avons raison d'être fiers de notre passé. L'antisémitisme n'existe

pas, au Québec. Je n'avais pas l'intention de parler du débat sur Montréal, mais simplement d'illustrer mes propos. Le député de Montréal-Saint-Louis montre la délicatesse d'un éléphant dans un magasin de porcelaine. L'antisémitisme est absolument répréhensible et contraire aux principes de la religion et de la charité chrétiennes...

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** applaudit.

**M. Gagnon (Matane):** ... suivant les directives contenues dans une encyclique du pape Pie XII, mais il y a loin de là à favoriser une immigration massive de centaines de mille juifs. Entre la politique antisémite et l'immigration massive, il y a une immense différence dont il faut tenir compte. La Législature québécoise, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, a parfaitement le droit, comme la province de la Colombie anglaise, d'exprimer son opinion sur la question de l'immigration et elle a une juridiction concurrente avec le gouvernement fédéral à ce sujet. Le pacte fédératif donne le droit aux provinces de faire des lois sur l'immigration avec le fédéral.

Le chef de l'opposition ne vise aucune race en particulier dans sa motion, pas plus la race juive que d'autres, mais il convient, nous du Québec, de nous protéger contre l'envahissement. Personne n'est contre la venue ici, au Canada, d'étrangers de même religion que le député de Saint-Louis. Lorsque nous nous opposons à toute immigration massive, nous voulons simplement donner la première place aux Canadiens. S'il se confirmait à l'esprit du pacte fédératif, le gouvernement d'Ottawa ne s'engagerait jamais dans une politique d'immigration sans consulter les provinces.

Nous avons le droit, garanti par la Constitution, de discuter les questions d'immigration. D'après l'article 95 de l'Acte de l'Amérique du Nord<sup>1</sup>, "la Législature de chaque province pourra légiférer sur l'immigration dans cette province". La Constitution donne le même droit au gouvernement fédéral et, en ce domaine, les lois provinciales ne doivent pas être incompatibles avec la législation du dominion. Le gouvernement du Québec a donc le droit de s'opposer à l'immigration; on a le droit, dans Québec et ailleurs, de s'opposer à l'immigration de certains groupes. Mais nous sommes évidemment en présence d'un cas où il y a juridiction concurrente. Par conséquent, le gouvernement d'Ottawa ne devrait jamais adopter une loi en matière d'immigration sans consulter les provinces intéressées.

Il y a quelque temps, un de nos confrères au Barreau, M. Jean Mercier, a fait une conférence sur les droits des provinces en cette matière devant les membres du Cercle des études juridiques. Des protestations se sont élevées, alléguant que Québec ne devrait toucher ces questions qui relèvent d'Ottawa. Un avocat de la Colombie-Anglaise s'en est scandalisé et, cependant, en Colombie, les parlementaires et les associations provinciales ne se font pas faute de crier contre toute immigration asiatique, principalement celle des Japonais. Pour ma part, si je siégeais au Parlement du Canada, je m'opposerais à l'immigration d'un seul Japonais dans notre pays.

Ce n'est pas l'opposition qui a invité<sup>2</sup> le mouvement d'immigration de 100,000 juifs, comme on l'a dit au cours de ce débat. L'ancien ministre de l'Immigration du Canada, l'honorable Thomas Crerar, ministre conscriptionniste dans le cabinet King, déclare en effet qu'il existe une organisation pour faire venir des réfugiés actuellement en Espagne et au Portugal et que le gouvernement canadien maintenait un agent stationné à Lisbonne, au Portugal, qui surveille les démarches d'admission de réfugiés au Canada. En vertu d'une réponse donnée à M. Frédéric Dorion, député indépendant à la Chambre des communes, le ministre des Ressources naturelles, M. Crerar, a dit que cet agent est M. Odilon Cormier, ancien agent d'immigration à Québec et à Paris.

Il (M. Gagnon) se réjouit que cette fonction ait été confiée à un Canadien français, mais ce fait démontre aussi qu'on a bien l'intention de faire venir ces immigrés dans la province de Québec. M. Odilon Cormier a été envoyé au Portugal avec mission d'examiner les demandes des réfugiés, leur accorder des visas et de faire le choix des immigrants qui veulent s'établir au Canada. Il décide lui-même quels sont les réfugiés qui viendront au Canada et considérera comme aptes à venir dans notre pays. La seule condition que l'on pose à leur admission, c'est qu'ils aient bonne santé et un certificat de bonne réputation.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** L'honorable député préfère-t-il voir un Portugais à ce poste?

**M. Gagnon (Matane):** M. Crerar a dit que M. Cormier disposait du cas de chaque réfugié qui veut entrer au Canada. C'est trop de pouvoirs; on a donné à M. Cormier, excellent Canadien par ailleurs, des pouvoirs arbitraires et trop étendus. Et, à ce

propos, est-il quelque chose de plus ridicule que le fait de donner, pour les emplois du service civil à Ottawa, la préférence aux vétérans de n'importe quel pays allié? Que l'on favorise les vétérans canadiens, c'est très bien.

Mais pourquoi mettre des Canadiens de côté pour prendre des gens de l'Australie, de l'Afrique ou de n'importe quel pays? Pensons à nos propres compatriotes avant de penser aux amis, si sympathiques soient-ils. C'est notre droit de partager les avantages offerts dans notre jeune et riche pays avec des gens de notre choix.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) proteste<sup>3</sup>.**

**M. Gagnon (Matane):** Ce n'est pas nous qui avons amené les juifs dans ce débat. Nous avons le même droit que les citoyens de la Colombie canadienne de dire que nous ne voulons pas des Japonais ou des Doukobors, gens dont les activités et les mœurs ne conviennent pas à tout le monde. Je m'oppose à l'immigration intensive, quelle que soit la race des immigrants. L'opposition à une immigration massive au Canada n'est pas exclusive à notre province; dans d'autres pays également, des gens sont défavorables à ce genre d'immigration.

J'ai autant le droit de m'opposer à l'immigration des juifs dans la province de Québec que les gens de la Palestine, comme ils le font présentement. Les Arabes de Palestine s'opposaient à l'immigration en masse des juifs, mais ils ne s'opposaient pas à une immigration sélective d'israélites. Cependant, l'opposition ne dirige son attaque contre aucune race particulière, au point de vue d'immigration au Canada et dans la province de Québec. Si la race à laquelle appartient le député de Saint-Louis est sur le tapis, nous n'en sommes pas responsables. Cela est plutôt dû à la lettre d'intention qui a été produite.

De plus, les Canadiens français ne sont pas les seuls à s'opposer à une immigration massive au Canada. Bien des Canadiens anglais s'opposent aussi à tout projet d'immigration massive. Nous sommes en bonne compagnie pour faire entendre nos protestations. C'est ainsi que les vétérans de la ville anglaise de Hamilton, Ontario, entre autres, ont adopté une résolution pour le rapatriement des Canadiens et dans laquelle ils protestent contre toute immigration massive, pendant la guerre, et se prononcent en faveur d'une immigration sélectionnée, après la guerre, afin que l'on n'admette après le conflit que les étrangers qui sont les plus susceptibles de s'adapter à la mentalité canadienne.

Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de Canadiens français à Hamilton. Ils sont du même avis que nous, c'est-à-dire que pas un immigré, pas un réfugié ne devrait être admis au Canada avant le retour de nos troupes, leur réhabilitation dans la vie civile et la réadaptation de centaines de milliers d'hommes et de femmes, actuellement employés dans des usines de guerre, à des industries ou entreprises de paix. C'est que ces gens, comme tous les autres, veulent se protéger contre les nouveaux venus qui prendraient la place des Canadiens.

La députation semble unanime sur le fait qu'il ne doit pas y avoir d'immigration massive au Canada après la guerre. Cela suppose que le gouvernement d'Ottawa va fermer la porte à toute immigration et qu'on va cesser de donner asile à de supposés réfugiés, qu'on rencontre dans certains établissements, dans des services administratifs, un peu partout, alors que nos fils sont obligés de répondre à l'appel d'Ottawa et d'endosser l'uniforme<sup>4</sup>. Même les gens des nations-sœurs du Commonwealth britannique ne devraient pas avoir un emploi au pays avant que nos soldats et nos employés des usines de guerre aient obtenu du travail après la guerre. C'est le bon sens même.

Pourtant, ce n'est pas ce que fait le gouvernement d'Ottawa. À Vancouver, un journal a exprimé la même opinion et s'est demandé si le Canada aura encore son mot à dire en matière d'immigration, après la guerre. Ce n'est que récemment que la Colombie-Britannique s'est prononcée contre l'immigration des Doukobors. Il y a quelque temps, certains d'entre eux ont mis le feu à une maison d'école. Tout le monde a droit à son opinion personnelle lorsqu'il s'agit d'immigration individuelle, mais, pour ce qui est de l'immigration massive, la question est d'ordre national.

Je préfère être contre les préférences au point de vue d'immigration, contrairement à ce que fait actuellement le gouvernement d'Ottawa. Un immigré ne doit pas, au Canada, être préféré à un citoyen canadien. On devrait commencer par penser à nos vétérans et à nos chômeurs avant de penser aux immigrés, alors que l'on admet au pays des réfugiés. Il faut penser aux nôtres avant de penser à nos amis, si sympathiques soient-ils.

Suivant une autre réponse donnée à M. Dorion, à la Chambre des communes, de 1940 à 1943, plus de 45,000 immigrants se sont établis au Canada en quatre ans de guerre. On en rencontre dans les magasins de Montréal, des jeunes gens en état de porter les armes et qui, plutôt que de se battre, prennent la place des nôtres. En 1940, il en est venu

11,324; en 1941, 9,329; en 1942, 7,776; et en 1943, 8,504. C'est un vrai scandale quand on sait que les étrangers ont pris la place des Canadiens forcés de s'entraîner dans les forces armées. Il est grand temps de voir à se protéger contre la venue ici des habitants des "slums" de Liverpool, Manchester ou ailleurs.

Il est évident que le danger d'une immigration massive plane à l'horizon et le gouvernement de Québec ne peut rester impassible devant cette menace; il devrait réagir et adopter une loi. Je répète que je ne vise aucune race en particulier.

Les États-Unis ont adopté une politique de restrictions en matière d'immigration. Le département provincial des Mines doit avoir l'œil ouvert sur les étrangers qui voudraient s'emparer de nos terrains miniers. Il est temps que les pouvoirs publics entendent la voix du peuple et prennent les mesures nécessaires pour protéger le Canada contre une politique d'immigration massive, après la guerre.

Je ne crains pas de dire que sous tous les gouvernements à Ottawa, même les régimes bleus, on a été trop tolérant au point de vue immigration. Je préfère un citoyen de mon pays à tout immigré, même s'il est britannique et qu'il nous vient de Liverpool ou d'ailleurs. Il me semble que j'ai le droit de penser d'abord aux Canadiens avant de penser aux Britanniques ou à ceux qui nous viennent de n'importe quel pays.

Actuellement, à Montréal, dans les magasins Eaton et Simpson, aux comptoirs, on y voit des immigrants, des imberbes de 20 ans, des braves à trois poils en âge de porter l'uniforme. Ce sont des immigrés ou des réfugiés, comme on les appelle, qui viennent ici prendre la place des Canadiens, des conscrits ou des mobilisés, ce qui revient au même, forcés de s'enrôler et qui vont se battre outre-mer.

Je me demande si le député de Lotbinière (M. Chaloult) n'a pas eu raison de croire que le discours de Lord Halifax, condamné par les hommes bien pensants, annonçait tout un plan économique. Le député de Lotbinière avait certainement raison de dire que le Canada n'a jamais beaucoup encouragé l'immigration des Français et des Belges, alors que, dans la province de Québec, on devrait admettre surtout des gens qui ont notre mentalité, comme ces derniers. Mais encore là, il devrait s'agir d'une immigration sélectionnée sur laquelle la province de Québec devrait exercer un contrôle rigoureux, et la Constitution du pays lui en donne le droit.

Je demande donc au gouvernement de Québec de prêter l'oreille aux demandes et revendications du peuple. L'article 95 de l'Acte de



l'Amérique du Nord le permet au gouvernement de Québec. Il doit donc se prévaloir des dispositions de l'article 95 de la Constitution pour faire des représentations et pour protester auprès des autorités fédérales contre l'entrée au Canada, à la faveur de la guerre, de milliers d'étrangers et contre tout projet d'immigration massive pour la période d'après-guerre.

L'Union nationale, pas plus que la députation libérale, n'est en faveur de l'immigration intensive après la guerre. Nous ne disons rien de désagréable au gouvernement. Nous lui demandons simplement d'écouter la voix du peuple. Dans mon comté de Matane, toutes les municipalités m'ont écrit à ce sujet. Si nous ne prenons pas garde, si nous n'adoptons pas des mesures vigilantes, nous serons aux prises, après la guerre, avec des problèmes écrasants. Il faut que la voix du pays et de la province se fasse entendre, car autrement les décisions seront prises par d'autres et nous ne pourrions même pas dicter nos conditions. La voix de notre province est unanime, et c'est d'autant plus facile pour le gouvernement de la faire entendre.

Nous sommes chez nous. Nous avons le droit de discuter les questions d'immigration et de dire si nous voulons des gens qui viendront des "slums" ou des ghettos de l'Europe. Si nous désirons des immigrants, c'est encore notre droit de dire quelle classe d'immigrants nous désirons et de n'accueillir que les gens qui nous conviennent. Par-dessus tout, je m'oppose à tout mouvement d'immigration massive. J'espère que le Parlement de Québec sera unanime. Qu'on pense aux Canadiens et aux intérêts du Canada avant tout. Pour ma part, j'ai le droit de préférer un citoyen canadien à toute autre personne. L'héritage que nous avons reçu des ancêtres, nous voulons le transmettre intact à nos descendants.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** L'immigration est un problème économique et nous sommes tous du même avis sur le danger d'une immigration massive. Mais le chef de l'opposition, en présentant cette motion, voulait certainement faire une manœuvre politique dans le but de capter la confiance des Canadiens français et dans un but d'électoratisme; le chef de l'opposition veut capter des votes aux prochaines élections, ni plus ni moins, et le discours que vient de prononcer le député de Matane l'a démontré.

Cette motion, si on sait lire entre les lignes, vise surtout l'immigration juive. Je veux envisager l'avenir des miens. L'immigration est une affaire fédérale, voulue par Ottawa. Et les immigrés ont le

droit de s'établir n'importe où au Canada et même dans Québec s'ils le veulent, fussent-ils des juifs. Les immigrants juifs sont donc venus au Canada avec la permission d'Ottawa et ils avaient le droit de s'établir en n'importe quelle province. Or, c'est dans la province de Québec qu'ils ont trouvé le plus d'avantages pour leur commerce, parce que c'est là qu'ils ont été le mieux reçus.

Il n'est pas en faveur d'une immigration massive. Mais, d'autre part, il ne craint pas une immigration massive après la guerre. Pourquoi, alors, le chef de l'opposition a-t-il présenté une motion à propos des juifs qui a eu des répercussions dans tout le pays?

Il parle du bill présenté il y a deux ans par la maison Pollack, de Québec. Il s'agissait de permettre l'agrandissement du magasin à même une ruelle. Les Québécois s'y sont opposés. Cependant, qui a encouragé la maison Pollack? Ce sont les citoyens de cette bonne vieille ville française et patriote, qui compte 90 % de Canadiens français<sup>5</sup>. Le marchand Pollack fait pour \$8,000,000 à \$10,000,000 par année.

Je comprends que le député de Matane (M. Gagnon), le bras droit du chef de l'opposition, a été le partisan, puis le ministre d'un homme (Lord Bennett) qui est devenu pair d'Angleterre et qui n'a jamais dénoncé l'immigration. Nous avons suivi la carrière du député de Matane, à Ottawa, et nous avons constaté qu'il a suivi son chef d'abord. Il ne s'est pas opposé à l'immigration, dans le temps...

**M. Gagnon (Matane):** Il n'y a rien dans la motion qui intéresse les questions de relations entre le chef de l'opposition et moi-même...

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le député de Matane ne peut cacher son passé...

**M. Labbé (Mégantic):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Montréal-Mercier parle à côté de la question. Mais, s'il veut entrer sur les questions fédérales, je suis prêt à le suivre et tous les autres membres de l'opposition.

**M. l'Orateur:** Je crois que le député de Mégantic a raison. Les orateurs, dont le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur), doivent s'en tenir à la question, soit celle de l'immigration.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Pour le moment, M. l'Orateur, je me conforme à votre décision. Mais il y a la Saint-Jean-Baptiste qui parle aussi contre l'immigration...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que cela peut avoir à faire avec la motion en discussion? Il demande à l'Orateur de le rappeler à l'ordre.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Certains chefs de la Société Saint-Jean-Baptiste reçoivent des directives des partis politiques et se servent de la Société comme tremplin électoral. Je suis membre de la Saint-Jean-Baptiste. Je paie mes contributions. Le chef de l'opposition pourrait-il en dire autant?

**M. l'Orateur:** Que le député de Mercier s'en tienne à la motion, et je le rappelle à l'ordre.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le chef de l'opposition ne devrait pas me déranger dans mes remarques. Il ne faut pas diviser les Canadiens français. Mais on devrait plutôt les orienter. Les Canadiens français sont patriotes beaucoup plus en discours qu'en actes. Cependant, nous préparerons l'avenir des nôtres non pas avec des discours, mais avec des actes. Nous sommes disposés, et dans les circonstances présentes plus que jamais, à s'orienter vers l'avenir.

Les Canadiens français devraient être plus unis et, sur ce point, ils peuvent prendre des leçons des autres races. Au point de vue de la ténacité et de la solidarité économique, nous aurions d'excellentes leçons à prendre des juifs. Ils sont unis, eux, et cela les aide dans leurs affaires.

Je lisais, il y a quelque temps, que les Canadiens français s'occupent beaucoup des affaires des autres, mais pas assez de leurs propres affaires. C'est une chose à laquelle nous devrions réfléchir.

Dans la province de Québec, si nous mettions à nous entraider autant de peine que nous en mettons à nous démolir mutuellement, nous serions dans une situation extrêmement avantageuse. Les diverses races devraient s'unir entre elles. Aidons-nous les uns les autres, dans le commerce et l'industrie, et inspirons-nous des leçons que nous donnent les autres nationalités.

Pendant que nous faisons la lutte aux Anglais et aux juifs, ceux-ci s'occupent de leurs affaires et progressent. Je voterai pour la motion du chef de l'opposition, car je crois que nous devons nous montrer unis en cette occasion et que je suis contre l'immigration massive.

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné<sup>6</sup>.

#### **Demandes de documents:**

##### **Rapport sur le déplacement des colons de Roc-d'Or**

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie du rapport rédigé par les officiers du département des Terres et Forêts et qui a provoqué le déplacement des colons de Roc-d'Or, Abitibi.

Adopté.

##### **Correspondance sur le déplacement des colons de Roc-d'Or**

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ses membres ou fonctionnaires et les autorités de la ville de Malartic, les compagnies ou particuliers de ladite ville, au sujet du déplacement des colons de Roc-d'Or, Abitibi.

Adopté.

#### **Projets de loi:**

##### **Charte de Louiseville**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Modification à la charte de la ville Mont-Royal**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Tadoussac, ratification de résolutions**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 ratifiant une résolution de la corporation du village de Tadoussac, et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, fixant les

sommes payables comme taxes, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

#### Sanction royale

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

4 Loi modifiant la loi pour l'embellissement de la cité de Québec;

5 Loi pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot;

7 Loi modifiant la loi des enquêtes sur les incendies;

8 Loi abrogeant la loi de l'entretien des prisonniers;

9 Loi modifiant la loi de l'inspection des hôtels;

10 Loi modifiant la loi du département des Affaires municipales;

11 Loi modifiant la loi des palais de justice et prisons;

12 Loi modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;

13 Loi modifiant la loi de la chasse;

16 Loi concernant la réorganisation financière de la cité de Montréal.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée vers 5 h 30.

#### NOTES

1. "La Législature de chaque province pourra légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans cette province. Le Parlement du Canada pourra, chaque fois qu'il y aura lieu, légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans toutes les provinces ou dans quelqu'une ou quelques-unes en particulier. Une loi de la Législature d'une province concernant l'agriculture et l'immigration n'y aura d'effet qu'aussi longtemps et autant qu'elle ne sera pas incompatible avec une loi du Parlement du Canada." (Article 95 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867)

2. Considérant le contexte de ce débat et ce qui s'est dit auparavant, il se peut que le journaliste du *Canada* ait mal entendu les paroles prononcées par le député de Matane qui aurait dit "inventé" au lieu de "invité".

3. Selon *Le Temps* du 17 mars 1944, à la page 6, M. Hartt se sent visé et proteste.

4. Selon *Le Temps* du 17 mars 1944, à la page 6, cette dénonciation des réfugiés, des embusqués, plaît à toute la Chambre.

5. *L'Action catholique* du 10 mars 1944, à la page 17, mentionne 99 %.

6. Le débat aurait été ajourné à 5 heures.



Séance du mardi 14 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Grève à la  
Standard Lime**

**M. Barrette (Joliette):** Je désire attirer l'attention du gouvernement sur un danger très sérieux d'une grève dans une industrie importante de Joliette, à moins que le gouvernement n'intervienne rapidement pour donner justice aux ouvriers concernés.

J'ai été avisé en fin de semaine qu'il y a eu, le 18 décembre dernier, une grève parmi les employés de la Standard Lime, de Joliette, une fabrique qui opère des fours à chaux. Ils avaient soumis au Conseil régional du travail une requête sollicitant une augmentation de salaires et de meilleures conditions de travail et ce n'est que le 2 mars 1944 que le Conseil régional du travail a étudié et rejeté cette requête sur de simples allégués de la compagnie, qui prétend être incapable de payer les salaires réclamés et qu'elle ne peut payer des salaires plus élevés. Dans la réponse, il n'était question que des allégués de la compagnie, sans tenir compte de la demande des ouvriers et de leurs réels griefs.

Or, M. l'Orateur, des allégués ne sont guère suffisants pour rejeter une demande juste et raisonnable. Ces mêmes ouvriers se sont déjà mis en grève en décembre 1942, pour obtenir 5 cents de l'heure d'augmentation, et j'ai été assez heureux dans le temps d'aider au règlement de la grève. Je voudrais aujourd'hui éviter une quatrième grève.

Les grèves étant inconnues dans Joliette auparavant, nous en avons eu trois depuis un an et nous sommes menacés d'une quatrième grève d'ici quelques jours. Les ouvriers de la Standard Lime, casseurs de pierre, chauffeurs de fourneaux et hommes de métiers divers, font un travail très dur; il arrive souvent qu'ils sont brûlés par la chaux, et les salaires qu'ils reçoivent sont les plus bas payés dans toute la région.

Lorsque deux délégués se présentèrent devant le Conseil régional du travail en temps de guerre, il y a quelques jours, un membre du Conseil s'est permis

de faire de l'ironie déplacée en disant qu'il était bon pour la santé de respirer de la chaux. Ces propos qui furent rapportés à une assemblée générale des ouvriers de la Standard Lime ne sont guère de nature à calmer les esprits. Je ne crains pas d'affirmer que les ouvriers de la Standard Lime travaillent dans des conditions impossibles et ne gagnent pas des salaires suffisants et plus minces que ceux des autres industries de la région, que la compagnie est en état de payer de meilleurs gages. Je demande donc au gouvernement d'intervenir, de prendre les mesures nécessaires pour empêcher une grève imminente dans cet établissement de Joliette, grève qui s'annonce menaçante.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Le gouvernement suit cette affaire avec beaucoup d'attention et il fera l'impossible pour rendre justice aux intéressés et pour qu'une nouvelle grève soit évitée. Le ministère du Travail s'occupe activement des difficultés survenues à la Standard Lime de Joliette et l'on s'attend à un règlement satisfaisant pour tous les intéressés.

**Questions de privilège:**

**Immigration**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je me lève sur une question de privilège. Je voudrais déposer certains documents relatifs à un discours que j'ai prononcé au cours d'un débat sur la motion de l'honorable chef de l'opposition (M. Duplessis) proposant qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et relativement à l'immigration dans la province de Québec. Je voudrais produire ces documents pour contredire le chef de l'opposition sur ce qu'il a dit sur l'immigration juive dans la province.

**M. l'Orateur:** Vous pouvez déposer ces documents.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Affidavit du rabbin Jesse Schwartz...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), dit-il, n'a pas le droit de produire ces documents, vu que la Chambre n'est pas saisie, en ce moment, du débat sur l'immigration. La question que le député de Montréal-Saint-Louis soulève en ce moment ne relève pas du tout de son privilège. Ce n'est pas dans l'ordre; il s'agit ici d'une question de production de documents et non d'une question de privilège, ce qui n'est pas permis par les règlements. Cette production de documents n'est donc pas pertinente.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Lors de mon discours sur l'immigration, j'avais fait quelques réserves.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet) et l'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** interviennent en faveur du député de Montréal-Saint-Louis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de faire. Il n'est pas question dans les règlements de production de documents, sur une question de privilège, affirme-t-il. Lorsque j'ai présenté une motion relative à l'immigration, le député de Montréal-Saint-Louis a prononcé un discours sur l'immigration et un député ne peut parler deux fois sur une même question, alors que cette question n'est pas rappelée. Le député a déjà exercé son droit de parole. La motion reviendra de nouveau demain devant la Chambre, mais, aujourd'hui, il n'y a rien devant la Chambre qui puisse justifier la production de ces documents et un nouveau discours du député de Montréal-Saint-Louis.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** J'ai des affidavits pour démontrer que la lettre...

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le député de Montréal-Saint-Louis peut compléter ses remarques en vertu de l'article 114 des règlements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyons, vous êtes un ancien orateur! Je suis étonné qu'un ancien orateur fasse une telle déclaration.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Avez-vous lu l'article 114 du Règlement?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai lu tous les articles du Règlement et surtout, moi, je les ai compris.

**M. l'Orateur** renvoie le point d'ordre en se basant sur le deuxième paragraphe de l'article 114 du Règlement. Je suis d'opinion, déclare-t-il, que le député de Montréal-Saint-Louis a le droit de produire ses documents du moment qu'il ne prononcera pas de discours. Ainsi, qu'il dépose ses documents, mais qu'il ne les lise pas.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** M. l'Orateur, je n'ai pas le droit de les lire?

**M. l'Orateur:** Non.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je veux produire des affidavits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est en marge des règlements. Il n'est nullement ici question de la motion de l'immigration. Je soulève un point d'ordre. Non seulement le député n'a pas le droit de produire ces documents, mais, de plus, il veut faire un discours. Dans ce cas-là, je m'oppose à la production même des documents et je soulève un point d'ordre à cet effet.

**M. l'Orateur** lit l'article 114: "Immédiatement après les expéditions des affaires courantes et avant que la Chambre entame les affaires du jour, un député peut: soumettre une question de privilège; donner des explications personnelles, soit pour relever l'inexactitude du compte rendu d'un de ses discours, soit pour nier des accusations portées contre lui dans une publication, soit pour rétablir le sens de remarques qu'il a faites précédemment, qui ont été mal comprises et qu'il n'a pas eu l'occasion d'expliquer; attirer l'attention du gouvernement sur le retard à déposer des documents demandés, à répondre à des questions inscrites au *Feuilleton*, ainsi que sur l'état incomplet de dossiers déposés; demander ou donner des renseignements au sujet de la conduite des travaux de la Chambre ou au sujet de quelque autre affaire d'intérêt public. Mais, dans tous ces cas, sauf ceux qui sont autrement prévus par les règlements, les remarques doivent être brèves et faites de façon à ne pas provoquer de débats." Il conclut en faveur du député de Montréal-Saint-Louis. Je permets au député de faire l'énumération des documents et qu'il s'en tienne à cela sans discussion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle de votre décision à la Chambre.

La question "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chalout, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Gauthier, Godbout, Gosselin, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Robidoux, Sabourin, 37.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** énumère, en conséquence, le titre des documents qu'il désire déposer: Affidavit du rabbin Jesse Schwartz<sup>1</sup>; Affidavit de M. Ernest G. F. Vaz, directeur de la Fédération des œuvres philanthropiques juives<sup>2</sup>; Affidavit de M. Saül Hayes, directeur de la United Jewish Refugee & War Relief Agencies<sup>3</sup>; Affidavit de M. Samuel David Lewin, bibliothécaire et archiviste, et de M. Maurice A. Solkin, de la Jewish Immigrant Aid Society on Canada<sup>4</sup>; Lettre de M. W. H. Howard, de l'hôtel Mont-Royal, à Montréal<sup>5</sup>.

Ces documents, dit-il, attestent que le rabbin Schwartz n'a jamais demeuré au Mont-Royal et qu'il n'a jamais reçu la lettre que le chef de l'opposition dit avoir en sa possession, que jamais un juif du nom de Roscovitch (signataire de la lettre lue par le chef de l'opposition) n'a eu un bureau à 2040, rue Bleury, et qu'il n'existe pas d'association juive du nom de International Zionist Brotherhood<sup>6</sup>.

M. Hayes affirme sous serment que jamais il n'a entendu parler d'un projet à l'effet de faire immigrer 100,000 juifs dans la province de Québec.

#### Dépôt de documents:

##### Affidavit du rabbin J. Schwartz

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** dépose sur le bureau de la Chambre l'affidavit du rabbin Jesse Schwartz. (Document de la session no 42)

##### Affidavit de E. G. F. Vaz

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** dépose sur le bureau de la Chambre l'affidavit de M. Ernest G. F. Vaz, directeur des œuvres philanthropiques juives. (Document de la session no 43)

##### Affidavit de S. Hayes

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** dépose sur le bureau de la Chambre l'affidavit de M. Saul Hayes, directeur de United Jewish Refugee & War Relief Agencies. (Document de la session no 44)

##### Affidavit de S. D. Lewin

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** dépose sur le bureau de la Chambre l'affidavit de M. Samuel David Lewin, bibliothécaire et archiviste. (Document de la session no 45)

##### Affidavit de M. A. Solkin

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** dépose sur le bureau de la Chambre l'affidavit de M. Maurice A. Solkin, de la Jewish Immigrant Aid Society of Canada. (Document de la session no 46)

##### Lettre de W. H. Howard

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** dépose sur le bureau de la Chambre la lettre de M. W. H. Howard, de l'hôtel Mont-Royal, Montréal. (Document de la session no 47)

#### Questions et réponses:

##### Cyrille Vaillancourt

**M. Lorrain (Papineau):** 1. M. Cyrille Vaillancourt, directeur-gérant de la Fédération des caisses populaires, a-t-il été à l'emploi du gouvernement de la province? Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* Pour quel département de l'administration de la province et à quel titre? *c.* Pendant combien de temps? *d.* Combien le gouvernement de la province lui a-t-il payé, à quel titre et pour quelle cause ce soit?

2. Ledit Cyrille Vaillancourt a-t-il, en aucun temps, reçu une pension du gouvernement de la province? Dans l'affirmative: *a.* Pendant combien de temps? *b.* À combien se chiffre le total des argentés payés audit Cyrille Vaillancourt par le gouvernement de la province à ce sujet?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Oui.

a. et b. Pour le département de l'Agriculture, du 8 novembre 1915 au 7 avril 1916 à titre de conférencier et journaliste, du 8 avril 1916 au 28 février 1917 à titre de conférencier et instructeur, du 1<sup>er</sup> mars 1917 au 30 novembre 1923 à titre de chef du service apicole, du 1<sup>er</sup> décembre 1923 au 30 novembre 1934 à titre de chef du service de l'apiculture et de l'industrie du sucre d'érable;

c. 19 ans et 23 jours; d. Salaires, \$41,323.27; dépenses de voyage, y compris frais de représentation au congrès international d'apiculture de Turin, en 1928, \$31,063.74; impression de bulletins et brochures, droits d'auteur, \$18,950.68; matériel et produits apicoles, \$1,732.17.

2. Oui. a. 8 ans et 2 mois; b. \$12,241.29.

#### **Enquête royale sur la police provinciale à Montréal**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** M. l'Orateur, je me lève sur une question d'intérêt public. L'administration de la justice est très difficile à faire. Pour qu'elle soit facile et honnête, l'administration de la justice ne saurait donner satisfaction à la société sans l'aide d'une police de bonne réputation et au-dessus de tout soupçon. Il y a quelque temps, la *Semaine religieuse* de Montréal disait: "Toute ville soucieuse de ses meilleurs intérêts attache une importance capitale à ses mœurs. Elle en confie la garde publique à une police sûre, éprouvée, incorruptible. La réputation de cette police n'est pas non plus sans importance. Elle facilite son travail et inspire confiance aux citoyens. Aussi une ville doit-elle tenir fermement à cette réputation."

M. l'Orateur, depuis quelques mois, certaines feuilles ainsi que certains hommes publics se sont appliqués à lancer accusation sur accusation pour détruire le prestige et la réputation de la police provinciale, à Montréal, la police des liqueurs, à Montréal, et la police de la route, sans s'occuper si leurs accusations sont bien fondées et sans jamais se soucier d'en prouver la plus petite partie. Il est impossible d'administrer la justice si la police n'a pas une réputation intacte.

Devant une pareille situation et afin de jeter toute la lumière possible sur ce sujet, pour mettre fin une fois pour toutes à cette campagne de salissage, le gouvernement a décidé d'ordonner une enquête sur l'administration de la Sûreté provinciale, qui comprend aussi la police de la route et la police des liqueurs de Montréal.

Cette enquête sera tenue en vertu du chapitre 9 des Statuts refondus de 1941. Il s'agit de la loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques et qui autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à nommer un ou plusieurs commissaires pour faire enquête sur l'administration de la justice. L'enquête couvrira la période du 26 août 1936 jusqu'à nos jours. Un arrêté ministériel sera passé incessamment à cette fin pour que le gouvernement puisse nommer le président, car cette commission sera présidée par un juge de la Cour supérieure de Québec.

Nous croyons que cette enquête sera accueillie avec satisfaction par toute la population et en particulier par nos amis les députés de l'opposition. Nous avons pensé qu'il ne serait que juste que cette enquête portât non seulement sur notre administration, mais aussi sur celle de nos amis d'en face, de 1936 à 1939, dans cette région de Montréal. J'invite par conséquent le chef de l'opposition et ses amis, qui ont porté de nombreuses accusations en cette Chambre contre la police provinciale, à Montréal, à être les premiers témoins devant le tribunal. Quand l'enquête sera terminée, ils pourront se présenter devant cette commission royale et étayer leurs preuves.

Jusqu'ici, la police provinciale aidait la police municipale de Montréal à la surveillance des mœurs et à réprimer le vice dans la métropole. Comme nous rendons à Montréal son autonomie, le gouvernement croit que le moment est arrivé de laisser à la police municipale de Montréal l'entière juridiction pour la surveillance de toutes les maisons soupçonnées d'être des établissements de débauche, de vice ou des maisons de jeux. Depuis hier, 13 mars, c'est le système qui prévaut dans la métropole. Montréal a repris son autonomie dans ce domaine aussi. Cependant, il est entendu que la police provinciale sera toujours heureuse et prête à collaborer avec la police de Montréal quand cela sera nécessaire et si on l'y invite.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général (l'honorable M. Casgrain), à la veille des élections, nous propose une enquête sur la police provinciale. Le gouvernement veut faire ce qu'il aurait dû faire il y a longtemps, alors qu'il aurait dû y penser plus tôt. Le ministre se vante de prendre des attitudes, mais elles sont tardives. Si le ministre avait fait son devoir...

**Des députés ministériels** tentent d'empêcher de parler le chef de l'opposition.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai le droit de répondre à ce que vient de dire le procureur général.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Point d'ordre. J'ai fait une déclaration et le chef de l'opposition n'a pas le droit de soulever de débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel sens de la justice! Le procureur général vient de faire des assertions très sérieuses et je n'aurais pas le droit de répondre à ses vantardises? Il annonce une enquête. Je dis que, si le ministre veut faire son devoir, ce n'est pas une enquête qu'il faut...

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Je me suis levé sur une question de privilège et j'ai fait une déclaration sur une question d'intérêt public. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'intervenir à ce moment et il n'a pas le droit de soulever un débat sur cette question. Mais, si le chef de l'opposition veut soulever un débat, je me propose de lui répondre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général a dit qu'il se levait sur une question de privilège. Ce n'est pas une question de privilège, c'est une déclaration ministérielle qu'il a faite. Des allusions ont été faites à mon administration et j'ai le droit de répondre. Le ministre a laissé planer le doute sur l'ancienne administration; il m'a même mis personnellement en cause dans sa déclaration et personne ne niera au chef de l'opposition le droit de lui répondre. Sa déclaration est un camouflage pré-électoral.

**Des députés ministériels** tentent de faire taire le chef de l'opposition. Ils demandent au président d'empêcher le député de Trois-Rivières de parler.

**M. l'Orateur:** À cette phase de la procédure, je ne puis permettre aucun débat sur cette question. Le ministre n'a porté aucune accusation contre qui que ce soit, sauf en parlant des deux dernières administrations; il n'a fait aucune allusion malveillante contre un membre de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général a annoncé la tenue d'une enquête sur la police provinciale. Je n'ai pas confiance en cette enquête des ministres du gouvernement instituée à la

dernière minute, à la veille des élections, et qui ont tout laissé faire, ont laissé commettre toutes sortes d'abus depuis cinq ans, à Montréal et ailleurs dans la province.

**M. l'Orateur:** Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Le chef de l'opposition ne peut parler que de l'enquête elle-même. Il n'a pas le droit de faire des commentaires sur les élections ou autres questions du même genre. Je maintiens le point d'ordre. Il ne peut y avoir de débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais c'est le procureur général lui-même qui a soulevé un débat. Le gouvernement de l'Union nationale ne se conduisait pas comme le fait le gouvernement actuel à propos des policiers. Aucun ministre n'a le droit d'affirmer que le gouvernement que j'ai eu l'honneur de présider ressemblait au gouvernement actuel. Le procureur général n'a pas le droit de comparer son administration à la mienne.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de soulever de débat.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je déclare l'incident clos et il ne doit y avoir aucun autre débat sur la question. Le député de Trois-Rivières n'a pas le droit de répondre au procureur général.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général s'est levé sur une question de privilège et j'ai le droit de parler pour lui répondre. Il existe une situation dangereuse à Montréal, et cela, depuis cinq ans. Et le gouvernement actuel a tout laissé faire...

**M. l'Orateur** intervient de nouveau et demande qu'on passe à l'ordre du jour.

#### Subsides:

#### Budget supplémentaire 1943-1944

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant la fauteuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le gouvernement actuel qui a repris à son emploi Louis Jarguilles!

**Des voix ministérielles** protestent.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais bien connaître celui qui va me rappeler à l'ordre en cette Chambre lorsqu'il s'agit d'une motion pour aller en subsides. M. l'Orateur, sur une motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides, j'ai le droit de soulever n'importe quel débat et de discuter n'importe quelle question d'intérêt public. Je n'ai pas pu répondre tout à l'heure au procureur général, mais je puis maintenant en parler de son enquête.

Généralement, quand un coupable est à la veille d'être traduit devant son juge, il donne des signes de repentir et de conversion. Le gouvernement actuel, sur le point de comparaître devant l'électorat, essaie de faire croire qu'il est sincère et annonce une enquête sur des abus que nous dénonçons depuis cinq ans.

Je crois que le gouvernement a fait preuve d'une conduite inqualifiable car, pendant cinq ans, il a laissé à la direction de la Sûreté provinciale à Montréal un nommé Louis Jargailles, dont la réputation n'est pas enviable. Tout le monde sait qu'il ne mérite pas la confiance du public. Il est reconnu comme le protecteur et le complice des bookies et des maisons de jeux et de prostitution. Pendant cinq ans, les maisons de jeux ont fait florès à Montréal.

Les journaux montréalais ont attiré l'attention à plusieurs reprises sur le vice et la corruption que l'on retrouve à Montréal, mais le gouvernement et Jargailles ont laissé ouverts les bookies, les barbottes, les maisons de jeux et de débauche, et les amis favoris du régime actuel et les organisateurs libéraux ont pu collecter des centaines de milliers de dollars de ceux qui tiennent ces maisons de jeux grâce à la protection qui est accordée à ces dernières.

À toutes les sessions depuis cinq ans, l'Union nationale a averti le procureur général. Il était en Chambre, il a entendu. Le gouvernement actuel n'a rien fait. Il est demeuré indifférent. À plusieurs reprises, nous avons attiré son attention sur cette situation intolérable. Nous avons dit qu'il se commettait des abus révoltants dans les maisons de jeux, les maisons de désordre et les maisons de débauche, avec la complicité des employés du procureur général et de la police. En laissant les rackets mener leurs activités sous l'œil bienveillant de leurs créatures, le gouvernement et le procureur général se sont rendus aussi responsables de la situation que Jargailles.

Et c'est aujourd'hui seulement, à la veille des élections et après avoir laissé faire le mal pendant cinq ans, que le gouvernement se décide non pas à agir, non pas à prendre une décision énergique, mais à entreprendre la farce d'une enquête. Une enquête n'est pas un remède; ce n'est pas quand le mal est consommé qu'il est temps de faire quelque chose. Le gouvernement aurait dû agir bien avant aujourd'hui, car une enquête, ça ne guérira pas le mal. Le gouvernement devrait prévenir et empêcher le mal. Il a fait preuve de négligence criminelle.

Depuis cinq ans, nous faisons sans succès des dénonciations. Parce que nous avons un gouvernement-crampon, rien n'a été fait. Mais tout à coup, à la veille des élections, on décide d'agir. Le procureur général devait savoir ce qui se passait; il devait savoir que dans la ville de Montréal, entre autres, il se commettait des abus criants avec la connivence de la police provinciale qui se fait la complice des bandits. Des milliers de jeunes gens se sont fait piller, au su et au vu de la police provinciale, dans les maisons de jeux. Si le procureur général ne sait pas ce qui se passe à Montréal, il est incompétent et, s'il le savait, il est un complice des racketteurs.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** L'enquête dira si c'est faux ou non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement fait preuve de lâcheté et il s'accuse lui-même d'être un gouvernement-crampon qui s'obstine à rester au pouvoir, un gouvernement-coroner qui fait des enquêtes quand le mal est accompli. Le gouvernement devrait être tenu responsable de la situation qui existe à Montréal, car ce n'est pas d'une enquête dont nous avons besoin au cours des dernières années, mais de mesures concrètes pour combattre les rackets.

Est-il possible de croire qu'un gouvernement qui se dit libéral puisse nous donner l'exemple d'une telle lâcheté? Pourquoi le gouvernement a-t-il tant peur du peuple? Ce n'est pas devant un juge qu'il faut aller, mais devant le peuple. Cette Chambre nous offre un spectacle étonnant. Nous avons un premier ministre autour duquel le vide se fait et personne ne semble vouloir rester en sa compagnie. Ses collègues l'abandonnent petit à petit. Il y a actuellement huit sièges de vides en Chambre et le premier ministre n'ose pas faire d'élections. Et les ministres se sauvent sur le banc ou au Sénat. C'est à qui se fera caser. Même le bras droit du premier

ministre, M. T.-D. Bouchard, vient de se sauver au Sénat. Le premier ministre ne sait même plus qui prendre comme ministre de la Voirie.

En 1936, lors de la passation des pouvoirs par le premier ministre Taschereau au premier ministre actuel, ce dernier a pris trois semaines pour former son cabinet de croupions parce que personne ne voulait se joindre à lui, et maintenant les collègues avec lesquels il avait entrepris son nouveau terme comme premier ministre l'abandonnent. Cette année, à la veille des élections, aucun d'eux ne veut rester avec le gouvernement actuel et le premier ministre.

Ces sièges ne sont pas tous vacants par suite de la mort du député; plusieurs ministres et députés avaient honte du gouvernement, ils ont voulu se mettre à l'abri avant la grande débâcle. Quel beau spectacle! Jamais un gouvernement n'a eu l'audace de rester si longtemps au pouvoir. Pendant ce temps, on voit la police provinciale de Montréal se faire complice de la canaille, des criminels et des racketteurs. Ce n'était pas la même chose sous l'Union nationale, alors qu'un escroc du nom de Anenberg était arrêté et condamné.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Mais à l'enquête, on va en parler, de votre police de 1936 à 1939!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre parle souvent de démocratie. Le principe premier de la démocratie, c'est le droit pour le peuple d'être représenté au Parlement. Un Parlement doit être composé de députés et non pas de fauteuils vides. Jamais nous n'avons vu un gouvernement manifester une telle couardise, une telle lâcheté. Il se cramponne au pouvoir pour permettre plus longtemps à ses amis de faire de l'argent. La protection des bookies, sous le gouvernement actuel, rapporte de l'argent au gouvernement. C'est pour cela qu'il retarde les élections. Et est-ce que le gouvernement ne se cramponne pas au pouvoir pour permettre à ses amis de retirer des milliers de piastres de plus par semaine des maisons de jeux?

Aujourd'hui, le gouvernement promet tout simplement une enquête, au lieu d'avoir agi depuis cinq ans. Le gouvernement est à la veille de rendre l'âme.

**Des voix ministérielles protestent.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Excusez-moi, M. l'Orateur. Le gouvernement est sur le point de rendre le dernier soupir et non l'âme, parce qu'il n'en a pas.

La session se prolonge depuis deux mois. Le cabinet siège le dimanche comme la semaine et les législations du gouvernement ne sont jamais prêtes, la criminalité augmente et le premier ministre voudrait donner l'impression d'une grande activité. Pendant cinq ans, il a laissé s'accumuler les problèmes: problème de la protection de l'enfance, de la jeunesse, du travail féminin, des taudis. Pourquoi le gouvernement a-t-il laissé s'accumuler tous ces problèmes? Qu'est-ce que le gouvernement et le procureur général font pour protéger l'enfance, et contre la criminalité juvénile? Rien. Le gouvernement ne fait rien pour régler le problème de la jeunesse et celui des jeunes délinquants. Il ne pense qu'à créer des commissions. Les ministres tiennent de longues séances du cabinet même le samedi et le dimanche.

Ce qu'il faut pour remédier à la situation actuelle, ce ne sont pas des promesses *ante mortem*, ce ne sont pas des conversions simulées, ce n'est pas une enquête. Ce dont le peuple a besoin, c'est de l'économie, de réductions de taxes, de mesures de sécurité sociale et d'une diminution des dépenses de l'administration. Il parle de l'alarme sonnée par un comité, à Montréal, concernant la protection de la jeunesse.

Les ravages s'accumulent partout pendant que le gouvernement dépense des millions à gauche et à droite pour faire chanter ses éloges dans les journaux et à la radio. Il a créé une commission du service civil qui a augmenté les dépenses de l'administration au lieu de les diminuer. Ainsi, avec la Commission provinciale du service civil, au lieu d'avoir le soviétisme ministériel, nous avons le soviétisme de cette commission. La dette est augmentée de \$70,000,000. C'est une commission de favoritisme politique, où se répètent les abus qui ont été dénoncés si souvent pour le soviet d'Ottawa. Alors qu'il y a de nombreux problèmes à envisager pour l'après-guerre, le gouvernement continue à gaver ses amis.

Il se prépare actuellement des schèmes odieux, à Montréal. Le gouvernement veut imposer à deux institutions religieuses de Montréal la construction de deux bâtisses inutiles aux institutions auxquelles on les destine, dans le seul but d'accorder des contrats qui apportent de l'argent pour garnir ses fonds électoraux et dans le but de favoriser des amis du gouvernement, à la veille des élections. Mais j'avertis les personnes intéressées que lorsque nous serons au pouvoir, d'ici très prochainement, le gouvernement de l'Union nationale ne reconnaîtra pas ces contrats accordés en dernière heure.

(Murmures à droite)

Le gouvernement, avant de comparaître devant l'électorat, essaie de faire croire qu'il est sincère et honnête et annonce une enquête sur des abus que nous dénonçons depuis cinq ans.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, vous ne vous attendiez pas à cette sortie du chef de l'opposition? D'ailleurs, je me demande bien pourquoi cette sortie, car à quelle occasion est-elle faite? Le procureur général a annoncé une enquête sur l'administration de la police provinciale à Montréal et il a annoncé en même temps que l'enquête irait jusqu'en août 1936. C'est peut-être ça qui soulève l'enthousiasme du chef de l'opposition. Toutefois, j'espère bien que ce n'est pas la cause du mécontentement si évident du chef de l'opposition.

Il perd son temps et fait perdre inutilement celui de la Chambre quand il essaie de faire croire à la province que l'Union nationale, après les prochaines élections qui viendront en temps normal, a quelque chance de revenir au pouvoir. Jamais le parti du député de Trois-Rivières ni aucun autre parti, quelle que soit sa couleur ou sa désignation, n'a une chance quelconque d'arriver à prendre le pouvoir avec un chef comme le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition sait fort bien que les éléments sains de la population, même ceux qui appartiennent au Parti conservateur, ont cessé de le suivre et sont avec le Parti libéral maintenant.

Le chef de l'opposition sait fort bien que, dans le parti de l'Union nationale, peu de ses partisans sont en arrière de lui. D'excellents conservateurs sont présentement avec le Parti libéral et en forment le meilleur élément. L'immense majorité des députés qui siègent avec le chef de l'opposition et qu'il prétend diriger en Chambre ne veut pas de lui, mais voudrait bien voir le député de Matane à sa place. (Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition essaie de faire revivre la campagne de 1935 et 1936, alors qu'il trompait la population en lui faisant croire que tous les hommes publics au Québec sont des voleurs, des fonctionnaires corrompus. Il n'en est pas capable car le peuple le connaît. Et celui qui lance aujourd'hui des accusations contre la police provinciale est le même homme qui, en 1936, promettait de conduire en prison tous ses adversaires, les chefs libéraux et les chefs de cette police, et qui prétendait vouloir emplir les coffres de la province de Québec en faisant dégorger les voleurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous leur avons fait payer \$20,000,000!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition voulait emprisonner tout le monde et il n'a emprisonné personne; il devait remplir les coffres de la province et il les a vidés. Il n'a rien fait de ce qu'il avait dit, sauf éloigner un employé du service public pendant des années.

C'est grâce à cette célèbre campagne qu'il a pris le pouvoir en 1936. Mais, cette fois, aux élections générales provinciales, le chef de l'opposition ne surprendra pas la bonne foi des électeurs comme il l'a fait en 1936. Il nous accuse d'être un gouvernement-crampon parce que nous ne sommes pas allés au peuple plus tôt. Mais nous ne voulons aller au peuple qu'en temps normal, tandis que lui a été obligé de déclencher des élections au bout de trois ans parce qu'il ne pouvait plus emprunter un sou.

Il dit que la dette a augmenté de \$70,000,000, mais la province, depuis 1939, n'a pas été endettée de \$70,000,000, bien au contraire; depuis cinq ans, nous avons payé \$35,000,000 sur les dettes de la province, malgré tous les sacrifices que la guerre nous impose, malgré que nous ayons multiplié par trois le budget de l'éducation et augmenté les budgets essentiels de l'administration. Nous avons remis l'ordre dans les affaires de la province.

Pourquoi le gouvernement ordonne-t-il une enquête? Quel mal y a-t-il à ce qu'on sache ce qui se passe dans la police provinciale de Montréal? Actuellement, des gens en dehors de la Chambre et des députés de l'opposition lancent à tort et à travers des accusations contre les gens du dehors et du dedans de la Chambre.

Ce sont surtout les gens du dedans qui ont rendu l'enquête nécessaire et que nous voulons rencontrer devant les tribunaux. Ces gens-là, le gouvernement veut les entendre sous serment devant les tribunaux. Nous voulons savoir si les gens de l'opposition de cette Chambre vont dire la même chose.

C'est facile de salir des réputations quand on se sent protégé contre les conséquences de ses paroles par l'immunité parlementaire. C'est ça qui est de la lâcheté. Nous voulons savoir quels sont ceux qui auront le courage d'aller dire devant un juge, là où ils peuvent être atteints par leurs victimes, les accusations qu'ils lancent à tort et à travers depuis plusieurs années. Et ceux qui l'auront iront devant le tribunal, où ils auront l'occasion de répéter leurs accusations sans être couverts par leur immunité parlementaire. Si un député, un citoyen, un journaliste a des accusations à proférer, il en aura l'occasion.

C'est le devoir de tout citoyen, quel qu'il soit, de dénoncer et de faire autre chose que de remuer de la boue. Protégé par l'immunité parlementaire, on se contente actuellement de lancer de la boue en l'air, avec la certitude qu'elle retombera sur quelqu'un. C'est cela qui est lâche et c'est à cela que nous voulons mettre fin, car la boue retombera sur les lâches accusateurs, amis de l'opposition, qui ont voulu s'en servir pour salir des réputations.

Ainsi, cette enquête nous est demandée par le public, par les employés et par les autorités mêmes de la police provinciale et de la police des liqueurs. Elles veulent se montrer à la face de la province telles qu'elles sont et connaître leurs accusateurs. Les employés veulent que le public sache la vérité sur l'intégrité de la Sûreté provinciale, car ils sont mécontents d'avoir vu leur travail et leur réputation éclaboussés.

L'enquête couvra la période depuis août 1936 jusqu'à nos jours. Le fait qu'elle couvrira l'époque durant laquelle l'Union nationale était au pouvoir n'est évidemment pas de nature à plaire au chef de l'opposition. Cependant, nous saurons en même temps ce qu'a été l'administration des purs. Ce qui fait mal au chef de l'opposition, c'est que l'enquête va remonter jusqu'à 1936. Est-ce cela qui énerve tant le chef de l'opposition? De 1936 à 1939, il y avait aussi un gouvernement. À entendre parler le chef de l'opposition, du temps de l'Union nationale tout allait comme dans le meilleur des mondes, tout était beau, il n'y avait pas de criminalité.

De 1936 à 1939, le gouvernement était composé, paraît-il, des meilleurs ministres depuis la Confédération. Et le premier ministre du temps était aussi procureur général. De son temps, la jeunesse était protégée, paraît-il. Tout le monde était vertueux; il ne se passait rien d'extraordinaire à Montréal. S'il n'y avait alors rien de mauvais, si tout était si beau, si les purs n'ont rien fait de mal, pourquoi le chef de l'opposition s'énerve-t-il tant du fait de cette enquête?

Nous n'entreprenons pas cette enquête dans l'espoir de trouver quelque chose de mauvais sur un tel ou un tel, qu'il soit de droite ou de gauche, mais pour découvrir la vérité et pour mettre fin à la campagne de salissage menée par l'Union nationale, sous son chef actuel, contre les dirigeants et les membres du Parti libéral. Je le dis sincèrement, nous voulons tout simplement que le public sache, une fois pour toutes, si la police est administrée honnêtement et il n'y a qu'un seul moyen pour le savoir. L'enquête démontrera la vérité. Cette enquête sera juste et équitable. Elle a été réclamée à la fois

par les membres de la police provinciale et de la police des liqueurs, qui veulent connaître leurs accusateurs. Nous surveillons de près autant que nous le pouvons.

Je comprends que dans cette police il se trouve, comme ailleurs, des gens qui ne font pas leur devoir. Il peut arriver que des choses irrégulières se soient produites, que certains policiers aient manqué à leur devoir et que de temps en temps l'un d'eux ait été congédié. Mais, lorsque quelque chose d'irrégulier se passe à notre insu, c'est le devoir des gens de cœur de nous le dire. L'enquête sera publique; tout le monde pourra y témoigner et y être entendu, même le chef de l'opposition. Et si, dans son entourage, on croit avoir des preuves à cet effet, pourquoi ne pas porter des accusations précises?

Lorsque l'enquête sera terminée, les accusateurs pourront produire leurs témoins et faire leur preuve en toute liberté, ce qui n'a pas été le cas lors d'une enquête du gouvernement précédent. Si la preuve produite nécessite une extension des pouvoirs du juge, le présent gouvernement les lui accordera volontiers. Si on a tout simplement soulevé de la boue, je le répète, elle retombera sur ceux qui l'ont soulevée et tentent de salir les autres.

Pourquoi le chef de l'opposition a-t-il soulevé tant de boue dans le passé? Je ne vois pas quel avantage il peut y avoir à cela, pour un parti politique. En 1936, le chef de l'opposition a trompé le peuple de cette manière. Il a pu surprendre une fois la bonne foi de la province et de l'opposition, avec l'aide de ceux qu'il condamne aujourd'hui, mais il ne le fera pas deux fois. Ce n'est pas lui qui a été défait en 1936, soutient-il, ce sont ceux qu'il condamne aujourd'hui.

Tous les jours, par ses insinuations et ses paroles en l'air, mon honorable ami perd les meilleurs éléments de son parti, qui savent ce que nous avons accompli depuis les débuts de la session. Le chef de l'opposition dit que nous n'aurions rien fait en deux mois de session? Nous avons adopté des lois ouvrières qui changent toute l'économie sociale de la province. Si le chef de l'opposition ne s'en est pas aperçu, ses partisans d'autrefois l'admettent eux-mêmes. Nous avons réglé définitivement la question des relations ouvrières. Et le gouvernement actuel, sans jeter de la boue, sans faire le matamore avec tout le monde, accomplit tout son devoir. Au cours des quatre dernières années et demie, le présent gouvernement a travaillé très fort. Certaines mesures que nous avons adoptées sont peut-être impopulaires, mais, au lieu de faire plaisir au peuple, nous le servons...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous voulez lui faire plaisir, faites des élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** ... par ses lois sociales, sa bonne administration financière, les travaux publics que nous effectuons, sans faire autant de patronage que l'Union nationale, mais avec des résultats.

Quant aux élections, elles viendront en temps normal, et vous êtes aussi bien d'attendre patiemment, parce que vous trouverez que le résultat est venu beaucoup trop vite. Le chef de l'opposition a parlé de contrats accordés à des amis du gouvernement. Mais nous ne faisons pas comme l'Union nationale qui distribuait des contrats à ses favoris auxquels il permettait de retirer 10 %...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais des contrats n'ont été accordés à 10 % sous l'Union nationale. Nous ne payions pas 10 % pour les contrats, mais bien 5 %. Et, ce faisant, nous ne payions en somme que 1 %, puisque nous évitions de cette façon de payer 4 % en impôts au gouvernement d'Ottawa.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pardon, 10 % pour les travaux, avec parfois la faculté pour les entrepreneurs de l'Union nationale d'enfourer sous terre les matières premières dont ils n'avaient pas besoin et qu'on faisait payer à la province.

Le chef de l'opposition dit qu'il ne paiera pas les contrats accordés par le gouvernement, s'il arrive au pouvoir. Il ne sera jamais au pouvoir, pour commencer. La province le saura exactement. Le gouvernement sert le peuple, et les contrats que nous nous apprêtons à donner, ce sont des contrats pour des choses nécessaires à l'avancement économique de la province, pour sa vie sociale et religieuse. Nous ne donnons pas de contrats pour nous faire une caisse électorale. Nous l'avons, nous, notre caisse électorale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le sais.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Elle est beaucoup plus riche que celle de mon honorable ami. Même si elle n'est pas remplie d'argent, puisque c'est surtout ce qui intéresse l'opposition, elle vaut beaucoup mieux que ce que peuvent donner les grosses compagnies. Notre caisse électorale, elle est riche de toutes nos œuvres sociales, instruction publique, économie, équilibre budgétaire. Elle est faite de l'appui et de la confiance du peuple (rires à

gauche) que nous avons gagnés, même celle des amis du chef de l'opposition, depuis cinq ans, avec notre administration saine et progressive qui nous vaudra d'être reportés au pouvoir malgré la campagne de salissage menée par le chef de l'opposition.

Car c'est avec cette caisse électorale, remplie d'œuvres et non d'argent, que nous nous présenterons devant le peuple qui balaiera le parti qui nous fait face, même si à la veille des élections, dans un geste de désespoir, on substitue au député de Trois-Rivières le député de Matane comme chef de ce parti qui s'appellera on ne sait encore quoi, lorsque viendra la prochaine élection. Le parti de l'opposition ne reprendra plus jamais le pouvoir.

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

**M. Gagnon (Matane):** Évidemment, ces messieurs de la droite, qui parlent aujourd'hui de courage, sont beaucoup plus braves en Chambre qu'ils ne le sont devant le peuple. L'union et l'harmonie règnent au sein de l'Union nationale. Chaque fois qu'une élection partielle a été déclenchée par le gouvernement actuel, l'Union nationale a gagné de nouvelles unités brillantes, comme les députés de Mégantic (M. Labbé) et de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu). C'est pour ça que, depuis deux ans, le premier ministre n'a pas le courage de faire d'autres élections partielles pour combler les sièges vacants.

Le premier ministre parle de conservateurs qui appuieraient le Parti libéral. Il serait bien en peine de donner des précisions et de nommer les conservateurs qui sont à ses côtés. Je suis heureux de proclamer à la face de la Chambre et de toute la province que nous avons pour lui une admiration enthousiaste, une confiance totale. Tous les membres de l'opposition sont unanimes à approuver l'administration magnifique que le chef de l'opposition a donnée à la province, de 1936 à 1939, lorsqu'il était le premier ministre.

Depuis qu'il est dirigé par son chef actuel, le parti de l'opposition est plus fort et plus uni qu'il ne l'a jamais été auparavant. C'est un homme à l'intégrité inattaquable. Tout le monde est derrière lui, l'homme énergique qui portera l'Union nationale au pouvoir dès que le gouvernement osera faire des élections. Les électeurs de la province le reporteront au pouvoir lors des prochaines élections.

L'Union nationale fait des recrues et grandit de jour en jour. Si le premier ministre lisait les journaux, il serait mieux renseigné. D'ailleurs, dans la réponse qu'il faisait dernièrement à M. Maxime Raymond, M. Paul Gouin a même admis, à la radio,

que beaucoup de gens qui supportent le Bloc populaire au fédéral sont en faveur de l'Union nationale sur le terrain provincial. Il a dit qu'il n'a pas confiance dans le Bloc populaire parce qu'il y a trop de partisans de l'Union nationale dans ce parti. Vous voyez, même chez nos adversaires il y a des admirateurs de notre chef, des gens qui supporteront l'Union nationale au provincial. L'Union nationale gagne sans cesse de nouvelles adhésions. Le gouvernement le sait et c'est la raison pour laquelle il attend jusqu'à l'extrême limite avant de se présenter devant le peuple.

Les ministres ont tenu de longues séances du cabinet. Le Conseil des ministres actuel en est rendu à siéger le samedi, même le dimanche, le jour du Seigneur, et dans la nuit, tellement il a peur du peuple. Et, comme toujours, on a une idée du travail qu'ils ont accompli, quand on sait qu'après chaque séance ils annoncent qu'ils ont nommé des juges de paix, comme disait la *Gazette*.

Le premier ministre a parlé de promesses, mais il a oublié de parler des cultivateurs et des fils de cultivateurs qui ont été trompés par le premier ministre et le gouvernement. Ce n'est pas avec des farces de ce genre que le gouvernement fera oublier ses promesses violées au sujet de la conscription. Au mois de janvier 1940, le premier ministre a fait de tapageuses déclarations dans les journaux pour dire qu'il avait demandé au fédéral de ne pas faire de propagande militaire auprès des fils de cultivateurs.

Au mois de mai de la même année, M. Sasseville Roy, député indépendant de Gaspé à Ottawa, a demandé au gouvernement King la production de la correspondance échangée entre le fédéral et le provincial à ce sujet. Le fédéral lui a répondu, un mois après, qu'il n'existait aucune correspondance à cet effet. M. King a été dans l'obligation, à la Chambre des communes, de nier que le premier ministre ait demandé l'exemption des fils de cultivateurs, au point de vue militaire.

En 1942, l'Union nationale a demandé au gouvernement de prendre des moyens efficaces et d'intervenir auprès d'Ottawa pour exempter les fils de cultivateurs de la conscription. Le gouvernement refusa parce que le premier ministre, plutôt que de déplaire à son chef M. King, aimait mieux aller en Angleterre cirer des bottes. Le premier ministre, l'automne dernier, avait aussi dit aux fils de cultivateurs qu'ils seraient exemptés du service militaire, même s'ils travaillaient à la coupe du bois. Or, des gens qui travaillent dans les chantiers sont pourchassés par la police. Les membres de la police militaire vont réveiller les femmes et les enfants en

pleine nuit, dans de paisibles villages, et font des perquisitions dans les maisons pour découvrir des conscrits.

Il cite ensuite une lettre écrite par une femme de son comté racontant comment la police est allée arrêter son fils en pleine nuit, alors qu'il y avait une personne malade dans la maison.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Et que lui avez-vous répondu, à cette lettre?

**M. Gagnon (Matane):** Qu'il fallait changer au plus tôt de gouvernement. (Rires et applaudissements) Il nous faut donc, dans la province de Québec, des gens qui savent tenir leurs promesses. Les cadres de l'Union nationale s'agrandissent de jour en jour alors que ceux du gouvernement rétrécissent puisque les principaux ministres s'en vont; ils sont allés chercher la paix dans une atmosphère plus sereine. Il y a actuellement des scandales à la Voirie. Récemment, nous avons vu le ministre de la Voirie (M. Bouchard) se sauver à Ottawa en pleine session, avant que ses crédits soient étudiés. Les ministres se sauvent et, quand nous viendrons pour étudier leurs crédits, les autres nous répondront de ne pas attaquer des absents.

Il y a aussi des scandales innombrables et innommés, au Travail, et le ministre du Travail se dit malade. Qu'on le laisse se remettre, mais qu'on nomme un titulaire à son ministère afin qu'il y ait là quelqu'un de responsable. Ainsi, ces deux ministères importants, celui de la Voirie et celui du Travail, sont actuellement sans titulaires. Pourquoi le premier ministre ne nomme-t-il pas ses nouveaux ministres? Car on devrait avoir un ministre titulaire du Travail à une époque si grave et où tout peut arriver. D'autres ministres, comme le procureur général (l'honorable M. Casgrain), font eux-mêmes des efforts pour se faire nommer juges. Pourquoi le procureur général a-t-il hâte de s'en aller sur un banc de juge?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je n'ai jamais recherché ce poste et je puis affirmer au député de Matane que je serai encore candidat libéral dans mon comté, et que je serai réélu aux prochaines élections provinciales!

(Applaudissements à droite)

**M. Gagnon (Matane):** Plutôt que de faire une enquête à la dernière minute, après avoir laissé faire le mal, je demande au procureur général de sortir des archives de son département le rapport au

temps de M. Taschereau sur M. Jargailles, lequel incrimine ce dernier. On y parle d'une fortune de \$100,000. Le procureur général doit l'avoir.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Demandez ce rapport au chef de l'opposition, car l'original de ce rapport, dont je n'ai pas copie, est entre les mains du chef de l'opposition et de ses amis. Je n'en connais l'existence que d'après ce qu'en dit l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis alors mieux informé que le procureur général actuel.

**M. Gagnon (Matane):** Si cette enquête, qui a fait l'objet des délibérations nocturnes et dominicales du cabinet, doit valoir quelque chose, qu'on nous dise au moins quel juge on entend nommer, qu'on nous dise quelles garanties on donnera que l'enquête sera vraiment impartiale et la date à laquelle elle commencera. La conduite de la police provinciale à Montréal a été excessivement scandaleuse. Au lieu d'écouter les électro-maniaques, le gouvernement devrait empêcher l'obscurité de la région du Bas-Saint-Laurent.

Et la preuve qu'à la connaissance du gouvernement il se commet des méfaits dans la police de Montréal, c'est qu'au cours du printemps dernier, M. Plouffe, un journaliste distingué de Québec, a été assommé un dimanche matin, au moment où il entrait à l'église, par des bandits qui agissaient à la solde de la police en pleine ville de Montréal. Cet homme a passé plusieurs mois à l'hôpital, il portera une infirmité toute sa vie et aucune indemnité ne lui a été versée. Ce qui est pire, c'est que jamais aucune démarche sérieuse n'a été faite pour trouver les coupables de la part de la police provinciale de Montréal.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le député de Matane affirme que les gens qui ont assommé ce journaliste étaient à la solde de la Sûreté provinciale. Est-ce que le député de Matane serait prêt à répéter cette affirmation sous serment?

**M. Gagnon (Matane):** A-t-on jamais vu une personne sérieuse demander à un député de mettre sous serment les déclarations qu'il fait en Chambre? C'est bien la première fois que j'entends un tel langage de la part d'un ministre de la couronne.

Si l'on fait une enquête, il faut qu'elle soit impartiale, complète et générale, où tout le monde pourra faire assigner des témoins. Et, s'il y a

enquête, je demande que tous ceux qui seront inculpés aient le droit d'avoir des avocats pour se défendre.

Il est un fait certain, c'est que la police provinciale à Montréal a augmenté depuis quelque temps et voici que le gouvernement de Québec décide de ne plus s'occuper du vice à Montréal. Le procureur général vient d'annoncer que la police provinciale ne fera plus son devoir. Le gouvernement institue une enquête juste à la veille des élections, et durant la campagne électorale, quand nous parlerons des scandales de la police, les libéraux répondront: Ne parlez pas de cela, l'affaire est devant le juge, il y a une enquête.

Cette affaire traînera devant les tribunaux durant des mois et même durant des années et sans aucun résultat. Quel est le juge que l'on va nommer? Ce qu'on veut nommer, c'est une commission de lavage. On veut tenter de blanchir le régime à la veille des élections. Si c'est ça qu'on veut, nous n'en sommes pas. Nous attendrons le grand lavage de l'opinion publique qui, aux élections prochaines, fera luire de nouveau en cette province une ère de justice et de prospérité.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** se déclare surpris de la colère du chef de l'opposition quand on lui accorde l'enquête qu'il prétend avoir demandée. M. l'Orateur, dit-il, devant l'attitude de l'opposition, je ne puis m'empêcher de répéter une expression chère au chef de l'Union nationale: Quel spectacle! Oui, quel spectacle! Voici des gens qui nous ont lancé de la boue depuis des années, qui disent que tout est pourri, qui accusent la police depuis des années et qui nous demandent une enquête royale. Et, lorsque nous leur offrons une enquête, ils deviennent hors d'eux-mêmes, ils sont pris de panique et ils sont dans un état d'excitation épouvantable. "Je ne veux pas d'une enquête de lavage", s'est écrié en terminant le député de Matane.

Eh bien, oui, ce sera un tribunal de lavage, car ces gens aiment mieux salir que prouver. Nous laverons ceux qui mériteront d'être lavés de la boue qu'on leur a jetée injustement et nous punirons aussi ceux qui doivent être punis. Ceux qui sont coupables seront poursuivis et condamnés. Mais je crois que ce sont surtout les accusations de l'opposition qui vont être lavées, et c'est la raison de la colère du chef de l'opposition. Ceci va avoir pour effet d'enlever de l'atout à l'opposition, à la prochaine élection.

Est-ce que le député de Matane sera prêt à répéter devant la commission d'enquête ce qu'il a



affirmé tantôt à l'égard d'un journaliste à Montréal, M. Plouffe, du *Moraliste*, à l'effet que ce sont des bandits soudoyés par la police provinciale et Jargailles qui l'ont attaqué?

**M. Gagnon (Matane):** Cela dépendra du juge.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Puisqu'il en est ainsi, je n'ai pas objection à révéler le nom du juge qui présidera l'enquête. Le juge que nous avons l'intention de recommander au gouvernement de nommer est l'honorable juge Lucien Cannon, de la Cour supérieure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est son père qui a déjà présidé une enquête sur la police à Montréal, ce qu'on a appelé l'affaire des policiers de Saint-Éloi?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, et c'est une enquête qui est restée célèbre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends donc que M. Cannon est le fils de feu le juge Lawrence Cannon, qui présida l'enquête des pompiers, à Montréal, alors que l'on découvrit qu'il y avait des pompiers de Saint-Éloi, le pays du premier ministre actuel.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Matane (M. Gagnon) a proféré une accusation, tout à l'heure. Je lui demande s'il est prêt à répéter ses accusations devant la commission, maintenant qu'il connaît le nom du juge.

**M. Gagnon (Matane):** Nous verrons cela en temps et lieu.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ah! En temps et lieu seulement! C'est la réponse habituelle de l'opposition. Quand on les pousse au pied du mur, ils se défilent. Ce qui fait mal à l'opposition, c'est d'être obligée de prouver les accusations portées en Chambre.

Il a fait son devoir depuis qu'il est à la tête du département, ajoute-t-il, et, depuis deux ans, j'ai combattu le vice à Montréal avec une vigueur comme jamais le chef de l'opposition ne l'a fait pendant qu'il était lui-même procureur général.

Mais, au lieu de commencer par dire que tout le monde est voleur, suivant la coutume établie par le chef de l'opposition, il a étudié la situation, a observé et fait observer ce qui s'est passé. Ça fait deux ans qu'il entend et lit des accusations contre la police. Il ne pouvait accepter sans examen toutes les déclarations faites chaque semaine par certaines feuilles qui touchent de près au chef de l'opposition. Je n'ai donc pas pris pour acquis, affirme-t-il, les accusations d'un petit journal que le chef de l'opposition n'a du reste pas approuvé...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Faites-vous allusion au *Moraliste*?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, je fais allusion au *Moraliste*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai rien à faire, ni directement ni indirectement, avec ce journal qui s'appelle *Le Moraliste*. Jamais je n'ai été intéressé par ce journal.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je suis heureux de constater que le chef de l'opposition renie *Le Moraliste* et M. Plouffe et je ne m'attendais pas à autre chose de sa part, car je le connais mieux que cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai déjà dit, je n'ai rien à faire avec ce journal, ni de près ni de loin.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai envoyé un observateur qui est au courant de la situation voir ce qui se passe à Montréal<sup>7</sup>. J'ai nommé un assistant procureur général suppléant pour améliorer l'administration<sup>8</sup>. J'ai pris toutes les mesures nécessaires dans ce but. Nous voulons maintenant que le public sache si l'on peut douter de l'honnêteté de la Sûreté provinciale. Et c'est la police de Montréal elle-même qui veut l'enquête royale. Elle en a assez d'être salie et insultée par *Le Moraliste*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le procureur général (l'honorable M. Casgrain) peut nier que M. Jargailles ou quelque membre de la police provinciale ait eu quelque chose à faire avec l'attentat commis contre un journaliste? Est-ce qu'à la connaissance du procureur général il n'y a pas de fortes présomptions que Jargailles est un bandit?

Le ministre sait-il qu'il y a eu des soupçons contre la police au sujet de l'attentat contre le journaliste Plouffe?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je connais ce journaliste et nous avons fait une enquête, à la demande de la Sûreté elle-même, au sujet de l'attaque dont il a été victime. Je n'ai aucune preuve que cet attentat ait été organisé et perpétré par M. Jargailles ou un autre membre de la police provinciale. J'en ai assez des fausses rumeurs qu'on fait circuler. Pour sa part, le gouvernement en a assez aussi des accusations lancées contre la Sûreté et les accusateurs vont être obligés de prouver leurs dires. Si le chef de l'opposition croit que Jargailles est un bandit, une canaille, qu'il vienne présenter ses preuves devant l'honorable juge Lucien Cannon. Je le défie d'aller offrir une preuve, à l'enquête, à l'effet que Jargailles est un bandit, une canaille et un voleur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme que le département du procureur général possède des documents officiels qui prouvent que Jargailles est une canaille et un voleur.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition ne pourra prouver cela devant le juge Cannon. Les documents mentionnés sont entre les mains de l'opposition, alors qu'ils auraient dû rester au département du procureur général. Le chef de l'opposition détient irrégulièrement le dossier officiel au sujet de cet employé. Qu'il le garde, son dossier, mais je le défie d'aller s'offrir comme témoin à l'enquête et d'aller répéter ses accusations devant le juge, et je le défie de produire le dossier relatif à Jargailles qu'il a en sa possession sans raison légitime, puisque ces documents sont la propriété de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prends note de l'aveu du procureur général à l'effet que je suis mieux renseigné que lui. J'ajoute que je suis prêt à collaborer à n'importe quel système d'enquête pour améliorer la police qui offrira des garanties de compétence, d'honnêteté et d'impartialité. Je suis prêt à collaborer en tout temps avec le gouvernement pour mettre fin aux scandales dans la police.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition relève les défis à sa manière. Brave ici en Chambre, il est

moins brave en dehors de la Chambre. Lorsqu'il était procureur général, c'était le temps de prouver ses accusations. Il avait la direction de l'administration de la justice. Le chef de l'opposition possédait ledit rapport quand il était chef du gouvernement et procureur général, de 1936 à 1939. Pendant trois ans, il a fait des enquêtes sur Jargailles. Pourquoi n'a-t-il pas eu le courage de le faire arrêter? Pourquoi ne l'a-t-il pas fait?

Parce qu'il aime à jeter de la boue pour essayer de salir quelqu'un. Sous la présente administration, nous ne lançons pas des accusations sans preuve, mais nous enquêtons sur la situation. C'est pour cela que nous avons décidé de tenir une enquête royale. Pour ma part, je fais mon devoir. Je suis prêt à faire faire enquête sur toutes les accusations. Est-ce assez clair?

(Applaudissements à droite)

Relativement à la déclaration du député de Matane au sujet des procédures contre les conscrits, c'est lui-même, déclare-t-il, qui s'est objecté à ce que la police provinciale arrête les conscrits et fasse la besogne de la police fédérale.

Le chef de l'opposition a déjà affirmé que, sous son règne, la protection à Montréal ne se vendait pas. Alors, l'enquête pourra démontrer aussi s'il est vrai, comme on l'a dit, que la protection du crime se vendait à Montréal, du temps du chef de l'opposition. Ce dernier n'a qu'à attendre le commencement de l'enquête pour voir comment cela va tourner dans ce domaine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le procureur général retire ses paroles.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Très bien. Je les retire, mais en consultant les dossiers, je sais qu'elle se vendait. Le procureur, sous l'Union nationale, était censé tout connaître. Si le chef de l'opposition, qui se disait le meilleur procureur général depuis la Confédération, ne savait pas cela, moi, je le sais. Que le chef de l'opposition soit calme. Ça ne fait que commencer.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le procureur général connaît ce qui se passe, il manque à son devoir en ne faisant pas arrêter les coupables. Que l'on fasse arrêter les complices. Je ne crains aucune enquête. Je suis pour la punition des coupables. Je suis prêt à faire punir tous les voleurs et je serai heureux si l'enquête donne ce résultat, mais je veux la garantie d'impartialité.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Voilà une partie de la déclaration que j'attendais du chef de l'opposition dès que j'ai annoncé la tenue d'une enquête. Il aurait pu éviter tout ce débat s'il avait dit, comme je m'y attendais: "Je félicite le gouvernement et je suis heureux d'aider à la découverte de la vérité." Au lieu de cela, il a été pris d'une véritable panique. Je sais que vous n'êtes pas pour l'enquête et que vous avez peut-être peur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un subterfuge qu'emploie le gouvernement. Durant la campagne électorale, quand nous voudrions parler des scandales de la police, les libéraux répondront: Ne touchez pas à cela, il y a une enquête d'instituée. Des scandales, il n'y en a pas seulement dans la police de Montréal, mais il s'en trouve dans tous les départements. Le gouvernement n'institue une enquête qu'à la veille des élections, alors qu'il aurait pu le faire il y a quatre ans.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** À partir d'aujourd'hui, la police provinciale n'a plus rien à voir aux affaires de Montréal; toute la responsabilité est remise à la police municipale. Que le chef de l'opposition prenne son temps. Ça fait assez longtemps que vous avez crié qu'il y avait des scandales dans la police provinciale et vous avez réclamé des enquêtes. Nous en annonçons une et, au lieu de nous en féliciter, vous répondez qu'il y a des scandales ailleurs. L'opposition va avoir l'occasion de prouver ses avancés.

Le député de Matane nous a dit qu'il y avait des sujets d'enquête partout.

**M. Gagnon (Matane):** Partout.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, et nous nous en apercevons en feuilletant les vieux dossiers.

(Applaudissements à droite)

Mais le meilleur du député de Matane, c'est son reproche au gouvernement à propos d'obscurité. L'obscurité, il aurait dû en être heureux, car elle était faite pour calmer les craintes du député qui doutait de l'efficacité de la défense du Bas-Saint-Laurent.

M. l'Orateur, J'ai demandé moi-même au gouvernement, en ma qualité de procureur général, de tenir cette enquête royale. J'ai fait mon devoir et je crois faire un acte de courage.

Le but de notre enquête, c'est de connaître la vérité. Si nous trouvons des coupables, ils seront punis ou je quitterai le gouvernement. Je m'en irai du gouvernement plutôt que de n'être pas fidèle à mon devoir. Je m'attendais à des félicitations de la part de l'opposition. Je regrette l'attitude qu'elle a prise. Le public saura à quoi s'en tenir.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Aucun membre de l'Union nationale ici ne craint l'enquête du gouvernement. Les députés de l'opposition ne craignent pas les enquêtes, surtout celles qui sont faites pour camoufler ce que vient de faire la police montée en fermant les maisons malfamées dans la métropole. C'est là tout simplement du chantage ou de la poudre aux yeux. Ce qu'il y a de vrai, c'est que, depuis quelques semaines, Montréal a pu fermer les maisons de prostitution et les maisons de jeux, avec le concours de la police fédérale. La ville se rend compte de l'inefficacité de la police provinciale et veut qu'elle se retire.

Mais comment se fait-il que le gouvernement actuel ait laissé ouvertes toutes les maisons de prostitution et de jeux, à Montréal, durant quatre années, alors qu'il avait l'administration des affaires de Montréal? La police provinciale se contentait de les déménager. Les mauvaises maisons de Montréal ont payé des amis du gouvernement pour obtenir de la protection. Mais, récemment, devant les ravages causés et dénoncés, la police montée a pris l'affaire en main. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, le gouvernement se sauve en laissant tout le fardeau à la police municipale.

Évidemment, le malaise s'empare du gouvernement à la veille des élections. Les ministériels ont-ils des amis à protéger? Alors, on organise une enquête juste à la veille des élections. Voilà qui est brave. Mais on s'organisera pour qu'elle dure deux ans et ne produise jamais de rapport soumis au public avant les élections. On ne sera donc guère plus avancé.

Je défie le gouvernement de me montrer de quelle façon il a baissé la dette de \$35,000,000.

Il est question d'une enquête des policiers de la Commission des liqueurs. On sait que des gens de la Commission des liqueurs se sont fait payer des loyers pour \$30,000, auxquels ils n'avaient pas le droit. Et ce n'est pas tout. Alors que cela est connu du public, le gouvernement est-il au courant que, dans les magasins de la Commission des liqueurs, il se fait des cadeaux aux employés, de \$1 ou \$2, pour obtenir la boisson que l'on veut avoir et qu'il ne s'est jamais occupé de cela?

Il est à la connaissance de tout le monde que, depuis les restrictions sur la bière et la boisson, il se fait un trafic illégal généralisé. N'importe qui peut se procurer n'importe où de la boisson en payant plus cher que ce qu'elle ne coûte à la Commission des liqueurs. Tout le monde sait cela. Cependant, je défie le gouvernement de citer une seule poursuite, une seule condamnation. Que fait donc la police des liqueurs? J'espère qu'on va enquêter aussi sur ces choses-là.

Cette enquête, à la veille des élections, n'est qu'une manœuvre pour tenter de discréditer l'ancien gouvernement et se faire du capital politique.

La motion est adoptée. La Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Affaires municipales)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

2. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

3. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

4. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

5. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement, à Saint-Joseph-de-Beauce,

d'une école de céramique (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

6. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Chasse)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

7. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Chasse)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

8. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Améliorations des conditions de chasse et de pêche (Chasse)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

9. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux (Chasse)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

10. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

11. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière (cours d'hôtellerie - Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

12. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements (législation - Conseil législatif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

13. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses

(Assemblée législative)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

14. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression, reliure et distribution des Statuts (Assemblée législative)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

15. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

16. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

17. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

18. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

19. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection et surveillance (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

20. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts, neigères et hangars de classification (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

21. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de quarante-cinq mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de neigères et entrepôts (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

22. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt-six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

23. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

24. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé et Bien-être social)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

25. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé et Bien-être social)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

26. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Santé et Bien-être social)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

27. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asile d'aliénés (Santé et Bien-être social)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

28. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés (Santé et Bien-être social)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

29. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la jeunesse, L'école d'avionnerie, Montréal (secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

30. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinquante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

31. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

32. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement forestier (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

33. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conventions collectives, conciliation et arbitrage (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

34. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de trois cent quatre-vingt-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pensions de vieillesse (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

35. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travaux publics)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

36. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension à L.-J. Lemieux, ex-agent de la

province à Londres, Angleterre (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

37. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Versement à effectuer à la Banque Royale du Canada (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

38. Qu'un crédit soit ouvert à Sa Majesté n'excédant pas la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocations de vie chère (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1944.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### **Voies et moyens:**

##### **Budget supplémentaire 1943-1944**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1944, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme ne dépassant pas \$1,373,300.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** consent au vote immédiat de ce budget sans discussion afin de faciliter l'administration de la province et de payer les employés. Toutefois, la gauche se réserve le droit de discuter chaque poste budgétaire lors de la discussion des estimés budgétaires de 1944-1945.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

#### Loi des subsides no 1, 1944

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Voies et moyens:

##### Débat sur le budget 1944-1945 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 29 février dernier,

sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil<sup>9</sup>.

**M. Chaloult (Lotbinière)** déclare que, depuis 15 jours, il a eu le temps de relire le discours du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson). Il présente ses félicitations au critique financier de l'opposition, le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), pour son esprit clair, tout comme au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), dont le ton est toujours digne et qui, tous deux, ont bien défendu leur thèse. Cependant, après avoir entendu les discours de ces deux députés, il ne peut cacher son étonnement. Ils ont travaillé sur les mêmes données et arrivent à des conclusions diamétralement opposées.

Il souhaite que bientôt la province ait un trésorier de langue française pour que ne s'accrédite pas de façon définitive cette légende que les Canadiens français ne s'y connaissent pas en fait de finances. Le trésorier provincial, affirme-t-il, est un parfait gentilhomme. Il possède une des qualités de sa race, celle de savoir encaisser. Il suggère donc au premier ministre d'accorder une promotion au trésorier provincial en le nommant ministre de la Voirie lors du remaniement ministériel. Enfin, affirme-t-il, je pourrais réaliser enfin l'un de mes rêves favoris: la nomination d'un trésorier provincial de langue française dans cette province.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** On pourrait peut-être nommer M. Édouard Lacroix.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je crois que M. Lacroix a bien d'autres aspirations pour le moment. Je n'en veux aucunement au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) comme trésorier provincial. Mais le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) et excellent comptable ferait un bon trésorier. Cela ferait tomber, à l'étranger, le préjugé qu'il n'y a pas de Canadiens français assez compétents dans les questions de finances pour être trésoriers.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il y a eu des Canadiens français qui ont été trésoriers provinciaux, entre autres les honorables MM. Alexandre Taschereau, J.-M. Tellier et Jacob Nicol.

**M. Chaloult (Lotbinière)** le reconnaît bien volontiers. Il souligne cependant que, depuis assez

longtemps, on a tendance à vouloir réserver la charge de trésorier à un représentant de la minorité. Il ne s'agit pas là d'une question politique de première importance, déclare-t-il, mais elle vaut tout de même d'être soulignée, pour son aspect symbolique. Il est lui-même dans la politique pour faire triompher les idées qui lui sont chères. S'il a cessé de collaborer avec le Parti libéral, ce n'est pas parce qu'il n'a pas été bien traité par les libéraux, qu'il n'a pas rencontré chez eux beaucoup de largeur de vues, ni même qu'il a eu à se plaindre au sujet du patronage. C'est précisément parce qu'on ne lui donnait pas les garanties que les idées qui lui étaient chères seraient un jour appliquées. Il a donc rompu avec le Parti libéral pour la défense de ses idées.

Il fait ensuite allusion à la partie du discours du trésorier provincial dans laquelle le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) dénonce l'esprit centralisateur de la C.C.F. qui voulait créer un super monopole au Canada. Il se garde d'appuyer en bloc la C.C.F., car l'idée socialiste est essentiellement centralisatrice et c'est la raison pour laquelle il ne peut appuyer la doctrine céceffiste.

Cependant, il ne faut pas oublier que le parti C.C.F. comporte des avantages, dit-il, et qu'il y a du bon dans sa politique. Son fondateur, M. Woodsworth, était un grand Canadien. Il était Canadien avant d'être Anglais. La C.C.F. est sans contredit le plus canadien de tous les grands partis à Ottawa, mais je ne suis pas d'accord avec ses vues sur la centralisation parce qu'elles peuvent amener un dangereux socialisme.

Parmi les réformes préconisées par ces messieurs, plusieurs sont absolument nécessaires même s'il n'est pas disposé à aller aussi loin qu'eux dans le champ de la nationalisation. Le socialisme est la conséquence directe du libéralisme économique, de la doctrine du laisser-faire et une dictature du capitalisme.

C'est probablement par réaction contre la dictature économique que les partis d'extrême gauche ont surgi. Il ne faut pas se contenter, dit-il au trésorier provincial, de dénoncer les abus du socialisme et du communisme, il faut aussi dénoncer ceux du capitalisme.

Dans les cercles communistes et les masses ouvrières, à Montréal, on se demande comment il se fait qu'avant la guerre il n'y avait pas d'argent pour acheter du pain et nourrir le peuple et les pauvres, pourquoi les familles crevaient de faim, pourquoi il y avait beaucoup de misère, tandis qu'aujourd'hui l'argent roule si librement. Ces gens disent: "On

n'avait pas d'argent pour nous permettre de vivre, avant la guerre, alors que maintenant il y en a abondamment pour tuer en Europe." Et c'est ainsi que le communisme et le socialisme se développent à Montréal. Comment se fait-il qu'avant la guerre il n'y avait pas d'argent pour les logements ouvriers, la suppression des taudis, tandis qu'aujourd'hui on trouve des milliards pour des fins de destruction, de l'autre côté des mers? Dans l'esprit simpliste du peuple, il n'y a pas d'explication à un tel état de choses, de là les ferments de révolte. Ce sont des questions comme celles-là que les communistes exploitent, et il demande (M. Chalout) que les mesures nécessaires soient prises contre les idées révolutionnaires.

Comment se fait-il qu'il y ait surproduction des articles et des choses nécessaires à la vie, et qu'en dépit de cela des gens manquent du nécessaire et meurent de faim? On a manqué déjà de l'intermédiaire nécessaire pour mettre ces effets à la portée des consommateurs. Le résultat, c'est que nous souffrons de misère au sein de l'abondance; on paie les fermiers de l'Ouest pour ne pas produire de blé ou on brûle leurs récoltes, tandis que des gens meurent de faim dans l'Est. On a détruit des oranges en Californie et du café au Brésil pour maintenir les prix élevés. Dans d'autres pays, on jette d'autres produits dont on manque complètement ailleurs. Il aurait aimé entendre le trésorier provincial traiter ces divers problèmes.

L'une des causes de cet état de choses, déclare-t-il, c'est la concentration des richesses entre les mains d'un petit nombre; c'est le libéralisme économique qui en est la cause, la liberté mal conçue à la faveur de laquelle les banques et les dictateurs économiques ont pris un pouvoir discrétionnaire et sont devenus plus puissants que l'État.

Il suggère trois remèdes pour remédier aux abus du capitalisme: l'émission de la monnaie par l'État, c'est-à-dire l'émission d'argent par l'État, la nationalisation du crédit par la création d'une banque d'État qui permettrait au gouvernement d'emprunter sans payer d'intérêt, ainsi que la nationalisation de certaines industries dont, principalement, l'industrie de l'électricité.

Dans le domaine de la monnaie, il prétend qu'elle devrait être émise par l'État, afin de servir d'intermédiaire entre les biens qui existent et le consommateur.

Quant à la nationalisation du crédit, il s'étonne que l'État soit obligé d'enrichir les banques, quand il a besoin d'emprunter. Le crédit est basé sur les ressources matérielles de la nation.



Enfin, il déclare qu'il n'est pas socialiste, ni pour la nationalisation générale des industries et autres entreprises privées. Comme il l'a déclaré à maintes reprises, il préconise la nationalisation de certaines industries seulement.

Relativement au projet de nationalisation de la Montreal Power, il déclare qu'il s'agit d'un projet réclamé par lui-même depuis dix ans. Si le gouvernement actuel, dit-il, veut réellement nationaliser l'électricité en cette province, comme il l'a promis, nous, le groupe des nationalistes, allons l'appuyer de toutes nos forces. Le gouvernement pourra ainsi compter non seulement sur son appui, mais sur l'appui de ses amis. En fait, il ne s'y opposera certainement pas si le gouvernement le réalise avec sincérité et droiture, s'il y va franchement, en tenant compte de l'intérêt du peuple dans la loi qui sera bientôt présentée.

Peu importe qu'il en retire un capital politique. Tant mieux pour lui, s'exclame-t-il. Ce qui importe, c'est que le bien se fasse. J'espère que le gouvernement présentera un projet acceptable. Même si cela fait mal à certaines gens du Bloc, qui semblent plus désireuses de détruire que de construire, on pourra dire qu'au moins il s'est fait quelque chose depuis cinq ans. C'est en effet notre devoir d'aider le gouvernement à mettre en application les idées qui nous sont chères. C'est comme cela que je comprends la politique pour le bien commun.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (l'honorable M. Renault), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Statistiques municipales, 1942

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales 1942. (Document de la session no 48)

##### Fermes pour les prisonniers libérés

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 1<sup>er</sup> mars 1944, demandant la production d'une copie authentique de

tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 20 avril 1934 inclusivement jusqu'au 16 février 1944 inclusivement, et se rapportant au chapitre 47, 24 George V, intitulé: "Loi concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison", ainsi qu'au chapitre 54, 4 George VI, et aux Statuts refondus de la province de Québec, 1941, chapitre 35. (Document de la session no 49)

#### Commission d'assurance-maladie

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 1<sup>er</sup> mars 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 23 juin 1943 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, en vertu du chapitre 32, 7 George VI, intitulé: "Loi instituant une commission d'assurance-maladie". (Document de la session no 50)

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### NOTES

1. *Le Canada* du 15 mars 1944, à la page 3, donne un résumé de ces affidavits reproduit en note: Je n'ai jamais demeuré à l'hôtel Mont-Royal et je n'ai jamais reçu la lettre que l'honorable Maurice Duplessis dit avoir en sa possession.

2. Jamais un juif du nom de Roscovitch ou Roscovitz (le supposé signataire de la lettre) n'a eu un bureau au no 2040, rue Bleury, et il n'existe pas d'association juive du nom de International Zionist Brotherhood.

3. Jamais notre société, qui est la seule à s'occuper de l'immigration des israélites, n'a entendu parler d'un projet pour installer 100,000 juifs dans la province de Québec.

4. Les annuaires des adresses de New York et Montréal n'ont jamais contenu le nom d'un M. Roscovitz, et cela, depuis de nombreuses années.

5. Depuis les années 1943 et 1944, personne du nom de Schwartz ou Roscovitch ne s'est enregistré à cet hôtel.

6. Ainsi, malgré la décision de l'Orateur, le journal *L'Événement* du 15 mars 1944, à la page 3, nous rapporte en style direct la réponse du député de Montréal-Saint-Louis, qui aurait fait un résumé de ces affidavits lors de leur énumération.

7. Selon *L'Action catholique* du 15 mars 1944, à la page 13, il s'agit de Me C.-E. Cantin, que le procureur général n'a cependant pas nommé.

8. Les informations contenues dans les journaux ne nous permettent pas de confirmer s'il s'agit de deux personnes différentes ou alors d'une seule et même personne, en l'occurrence Me C.-E. Cantin.

9. Selon *L'Action catholique* du 15 mars 1944, à la page 3, ce débat commence à 5 h 30.

Séance du mercredi 15 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 143 ratifiant une résolution de la Corporation du village de Tadoussac et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac fixant les sommes payables comme taxes, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited.

Votre comité recommande de prolonger au 30 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 119 concernant la succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 30 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté après division.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 reconnaissant Apostolic Church of Pentecost comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;

- bill 105 modifiant la charte de La Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa;

- bill 106 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Jean François de Plaen à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

- bill 111 constituant en corporation les frères maristes de Québec;

- bill 112 concernant la ville de Val-d'Or;

- bill 115 concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc;

- bill 122 concernant la municipalité du village d'Hébertville-Station;

- bill 127 concernant la ville Saint-Joseph, comté de Drummond;

- bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Augustin J. Lacoursière à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen;

- bill 135 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 18 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944, et pour d'autres fins du service public.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec

désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

### Sanction royale

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

101 Loi reconnaissant Apostolic Church of Pentecost comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;

105 Loi modifiant la charte de La Mutuelle ecclésiastique d'Ottawa;

106 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Jean François de Plaen à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

111 Loi constituant en corporation les frères maristes de Québec;

112 Loi concernant la ville de Val-d'Or;

115 Loi concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc;

122 Loi concernant la municipalité du village d'Hébertville-Station;

127 Loi concernant la ville Saint-Joseph, comté de Drummond;

133 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Augustin J. Lacoursière à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen;

135 Loi concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

18 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1944, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### Demandes de documents:

#### Immigration

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 9 mars courant, sur la motion proposée mercredi le 16 février dernier par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis): Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement, et relativement à l'immigration dans la province de Québec.

**M. Lorrain (Papineau):** En présentant sa motion sur l'immigration, le chef de l'Union nationale a dénoncé la propagande faite depuis quelques mois en faveur de l'immigration massive, qui serait au détriment de notre pays et particulièrement de notre province. L'immigration est déjà commencée, en pleine période de guerre, et on voudrait l'accélérer après le conflit, dit-il. Ce problème revêt donc, à l'heure actuelle, une importance capitale.

Tous ceux qui, chez nous, s'intéressent au bien-être et à l'avenir de la nation canadienne abordent cette question avec appréhension. Ils sauront gré à notre chef de l'avoir soulevée en Chambre, car, si nous n'usons pas de prévoyance, l'immigration aura des conséquences déplorables. À cause de sa connaissance des faits, à cause de sa clairvoyance toujours en éveil, l'éminent député de Trois-Rivières a déjà, en maintes occasions mémorables, lancé le cri d'alarme et prévu les dangers auxquels nous devons prochainement faire face. Il en est de même au sujet de l'immigration et il est grand temps de faire connaître l'attitude et la pensée de la province de Québec en matière d'immigration.

Cette fois encore, notre chef s'est fait le fidèle porte-parole de la population et de la cause nationale, puisque 1,000 municipalités de la province, par l'entremise de leurs représentants municipaux, lui ont donné raison en adoptant

d'énergiques résolutions qui ont été envoyées aux autorités pour s'opposer à toute immigration à l'heure actuelle. D'ailleurs, pas un seul vrai Canadien, conscient des réalités et songeant aux difficultés de l'après-guerre, qu'il soit de langue anglaise ou française, qu'il appartienne à un parti politique ou à un autre, n'hésite aujourd'hui à se prononcer catégoriquement contre toute tentative d'accroître artificiellement et sans discernement notre population.

Evidemment, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) ne partage pas, en cette Chambre, cette manière de voir et il a tenté de rabaisser à une question de race le problème vital de l'immigration. On a constaté une fois de plus qu'aucun homme n'est plus habile à commettre de lourds impairs et à nuire à sa propre cause. Il a même eu la maladresse de déclarer, par exemple, "qu'il faut être juif pour comprendre et aimer la province de Québec". Ces paroles sont certes une insulte gratuite aux nôtres, mais, venant du député de Montréal-Saint-Louis, nous ne prendrons même pas la peine d'y répondre.

Pour sa part, le député de Mercier (M. Francoeur) a cru bon d'aborder la motion du chef de l'Union nationale sous l'angle déplacé de la partisanerie politique. Nous lui en laissons la responsabilité. Mais notre chef a donné à la Chambre l'exemple de ne traiter qu'objectivement d'un problème d'extrême importance, en appuyant ses déclarations sur des faits publics et sur un document indéniable et révélateur.

(Mouvements de surprise à droite)

Il ne s'agit pas de race ou de religion. L'Union nationale veut simplement protéger la province contre une arrivée massive d'étrangers qui ne savent rien de la mentalité canadienne et qui, dans certains cas, y sont hostiles.

Par ailleurs, on ne peut nier les statistiques officielles du ministère fédéral des Ressources naturelles. Elles démontrent que, depuis 1940, 44,011 immigrants sont entrés au Canada. De plus, il fut révélé aux Communes, ces jours derniers, qu'au-delà de 900 autres immigrants sont entrés au pays depuis décembre, grâce à des permis spéciaux. On sait enfin que plus de 16,000 soldats canadiens se sont mariés outre-mer et que leurs épouses sont destinées à vivre chez nous. On n'ignore pas non plus qu'un premier contingent de réfugiés juifs est arrivé ou arrivera ces jours-ci par bateau pour le Canada. Ce qui fait bien un total dépassant 61,000 immigrants admis au pays depuis le début de la guerre, alors que les Canadiens sont envoyés aux quatre coins du globe combattre pour la civilisation.

Si ces faits ne suffisent pas, sans compter la propagande intensifiée favorisant l'ouverture de nos portes à une immigration plus considérable encore, je me demande ce qu'il faudrait pour envisager ce problème avec sérieux. Veut-on d'autres détails précis? Le 3 novembre dernier, l'honorable M. Crerar, ministre conscriptionniste d'Ottawa, déclarait: "Le Canada offre un domicile aux réfugiés. Un agent d'immigration est envoyé en Europe et le gouvernement fédéral considérera d'une façon sympathique l'immigration au Canada d'un nombre indéfini de réfugiés."

Quelques jours plus tard, le 7 novembre dernier, dans un plaidoyer magistral, le chef de l'Union nationale dénonçait, à Sainte-Claire de Dorchester, toute immigration massive. Il révélait à l'aide d'un document authentique le projet conçu d'établir 100,000 juifs sur des terres du Québec. Il condamnait sans équivoque l'injustice et l'inconséquence d'une politique qui forcerait nos gens à aller guerroyer sur tous les champs de bataille de l'univers pendant que des gens fuiraient par milliers ces lieux de carnage pour venir s'installer en maîtres à leur place.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Le député n'a pas le droit de citer un document qui n'a pas été produit en Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Seul un ministre est tenu de produire un document en Chambre. Il déclare détenir le document et, comme *Le Temps* en a publié le texte, il n'est donc pas obligé de le produire devant la Chambre.

**M. l'Orateur** maintient l'objection du chef de l'opposition et renvoie le point d'ordre du député de Montréal-Saint-Louis.

**M. Lorrain (Papineau):** Ce plaidoyer, notre chef le reprenait dans cette Chambre et démontrait de façon irréfutable que cette tentative d'accaparement du sol était déjà en voie d'exécution, puisque de nombreuses terres, des beurreries et des terrains miniers étaient depuis passés aux mains d'israélites.

Ainsi donc, M. l'Orateur, pendant que les Canadiens doivent s'expatrier pour combattre, des étrangers, moyennant finance, s'emploient à acquérir notre sol et seront ici pour nous disputer notre pain, nos positions et nos salaires, tout en compliquant à l'extrême nos problèmes d'après-guerre.

Coincidence frappante, deux jours après l'avertissement solennel de Dorchester, c'est-à-dire

le 9 novembre 1943, les journaux rapportaient que le rabbin S. Sacks, de Toronto, prétendait que seulement 5,000,000<sup>2</sup> de juifs européens survivront à la guerre et à ses mauvais traitements. Il ajoutait: "L'émigration est le seul problème qui pourrait permettre de recevoir les réfugiés juifs malheureux d'Europe. Il faudra qu'après la guerre le monde donne hospitalité à 2,000,000 de juifs." Ces paroles se passent de commentaires.

Dans le même ordre d'idées, des organisations existantes ou fondées pour servir les circonstances travaillent à favoriser l'immigration juive. Mentionnons, entre autres, la Jewish Immigrant Aide Society of Canada, le Canadian Jewish Congress, les United Jewish Refugees and War Relief Agencies, la Federation of Polish Jews of Canada, le Canadian National Committee of Refugees of Canada. Parmi les activités de ces organismes, mentionnons la campagne lancée pour obtenir 500,000 signatures, dans le but de presser le gouvernement fédéral de modifier les lois d'immigration afin d'ouvrir libéralement les portes aux immigrants. Or, il est connu que, dans un grand nombre de cas, des patrons israéliques forcent leurs employés à signer des requêtes dans ce but. Que chacun en tire ses conclusions.

Maintenant, le 7 janvier 1944, un fonctionnaire de l'Immigration affirmait que "les réfugiés qui viennent au Canada de la péninsule ibérique, en conformité avec une décision qu'Ottawa a récemment rendue, recevront asile". Le 19 janvier, M. J.-S. Gowan, des chemins de fer nationaux, déclarait: "Si notre population actuelle était doublée, nous aurions un standard de vie plus élevé, un abaissement du coût de la vie et des marchés plus étendus pour nos produits." Or, on comprend facilement pourquoi les compagnies de transport ferroviaire ou maritime ont toujours favorisé l'immigration.

Enfin, le 1<sup>er</sup> février, l'organisation sioniste du Canada a voté des remerciements au gouvernement canadien pour sa décision de donner asile aux juifs de l'Europe. Et il n'y a pas de fumée sans feu! À quiconque pense et réfléchit, faut-il d'autres preuves pour le convaincre de l'existence et de la mise à exécution d'un vaste plan pour nous amener au pays avec immigration intensive et inopportune, pour ne pas dire plus?

Il est donc clairement établi qu'un ensemble de faits publics irréfutables corroborent entièrement le document dont l'honorable chef de l'opposition a donné lecture, à son assemblée de Sainte-Claire et en cette Chambre. Libre à quiconque de le nier. Plus les

protestations seront véhémentes, plus elles en confirmeront la véracité étayée sur une succession de circonstances probantes qui projettent une lumière significative et inquiétante sur la gigantesque entreprise de propagande méthodique ayant pour objet d'ouvrir toutes grandes les écluses de l'immigration.

Quand le danger est à nos portes et s'infiltré chez nous, il est grandement temps de l'enrayer au plus tôt, d'empêcher qu'il prenne des proportions plus alarmantes encore. Souhaitons donc qu'au Parlement de cette province l'unanimité se fasse complète en rapport avec le problème de l'immigration. L'autre jour, la Chambre a rendu un bel hommage à quelques-uns de nos héros canadiens-français.

Le chef de l'opposition en a profité pour demander aux gouvernements de ne rien faire qui puisse nuire au rétablissement de nos valeureux combattants dans la vie civile. Que ce souci nous inspire tous. Il est tellement important à l'heure actuelle que je suis heureux de déclarer que même les Anglais de mon comté de Papineau, à qui je soumettrai le problème d'immigration qui nous confronte, m'ont affirmé qu'il serait insensé, en ce moment et pour des années, d'admettre des immigrants au Canada avant que tous les Canadiens en état de travailler, soldats sous les armes, employés supplémentaires du gouvernement fédéral et travailleurs des usines de guerre, soient assurés d'un emploi convenable et permanent après la cessation des hostilités.

Sans le savoir, ils reprenaient la thèse que notre chef a fait valoir à la Législature en soumettant sa motion. La grande majorité, sinon la totalité des dirigeants canadiens, sociologues, économistes, de même que nombre d'Anglais jettent le cri d'alarme et déclarent que l'immigration n'est pas désirable à l'heure actuelle, qu'elle aggraverait la situation difficile qu'il faut prévoir pour l'après-guerre.

En effet, disent-ils, malgré les millions dépensés pour la propagande, pour le transport et l'établissement de nouveaux venus, nous avons obtenu le résultat suivant: pendant que des étrangers nous arrivaient par centaines de milliers par la porte d'en avant, des Canadiens s'esquivaient en nombre à peu près égal par la porte d'en arrière. Pendant qu'à coups de sommes fabuleuses nous cherchions à accroître par l'apport étranger la population canadienne, celle-ci est restée stationnaire, parce que les nôtres, faute d'une sympathie agissante proportionnelle de la part des gouvernants, portaient grossir la multitude de ceux qui habitent les villes

américaines. C'est en résumé le tragique bilan de la faillite de notre politique d'immigration, et une aussi décevante expérience ne devrait pas se répéter à notre détriment.

Veut-on une statistique frappante à ce sujet? Durant la période qui a suivi la dernière guerre et a précédé la grande crise mondiale et le crash financier dont tous ont gardé mémoire, soit de 1923 à 1926, 573,854<sup>3</sup> immigrants nous sont venus, cependant que 575,000 des nôtres ont émigré, faute d'une sympathie agissante proportionnelle de la part des gouvernants. Ces chiffres ne sont-ils pas éloquentes? Notre dernière grande aventure d'immigrants, celle qui suivit la guerre de 1914-1918, ne fut pas un succès et nous coûte une quinzaine de millions.

Soit que les arrivants se soient installés chez nous, soit qu'ils aient préféré ne pas y établir de domicile permanent, mais traverser aux États-Unis, soit que les Canadiens de naissance, privés d'emplois convenables, aient émigré outre-frontières, le fait patent est que le nombre de ceux qui abandonnaient notre pays est aussi considérable que le nombre de ceux qu'on nous amenait grâce à d'imposantes dépenses. L'immigration fut donc alors pratiquée à nos frais et ses résultats furent absolument nuls. N'aurait-il pas été mieux d'aider simplement les nôtres à rester dans leur pays? L'heure est venue pour ceux qui dirigent nos destinées canadiennes de se poser aujourd'hui la même question pratique.

Certains propagandistes intéressés conseillent une immigration intense, faite sous le prétexte d'établir les arrivants sur des terres. Ils prétendent que le Canada peut abriter une population de 50 à 100 millions d'âmes. Or, le rapport Rowell-Sirois lui-même estime qu'il ne reste plus au Canada que 18,000,000 d'acres de terre arable et que ce sol ne permet que l'établissement de 250,000 cultivateurs. De plus, M. Raoul Blanchard, célèbre géographe français, a écrit:

"Malgré son étendue aussi considérable que l'Europe, le Canada est peu peuplé parce que les conditions de reliefs, de sol et de climat sont souvent peu favorables. Les parties fertiles sont les plaines peu étendues qui encerclent, au sud-ouest et au sud-est, la masse rugueuse du Bouclier canadien. La rigueur du climat refoule l'agriculture vers le sud. Ainsi, le Canada utile n'est guère qu'une frange étroite au long de la frontière des États-Unis. Compte tenu des hautes montagnes et de la forêt maigre, il n'y a qu'un quart du territoire qui soit propre à une véritable exploitation humaine." Ce sont là autant d'arguments contre la politique d'immigration que l'on veut nous imposer.

M. l'Orateur, je termine. Ce n'est pas au moment où, saignés à blanc par des impôts excessifs à cause d'un effort de guerre sans précédent, le Canada et la province seront aux prises avec des problèmes insolubles, ce n'est pas au moment où, après des années de prospérité passagère et d'activités intenses à coups de milliards, le marché du travail commence à donner des signes de déséquilibre, d'inquiétude et même de chômage prononcé, ce n'est pas au moment où il faudra sous peu songer sérieusement à réabsorber dans la vie civile, c'est-à-dire dans les industries de paix, le commerce et l'agriculture, 2,000,000 de combattants et d'ouvriers des deux sexes enrégimentés dans les bureaux gouvernementaux et les usines de guerre qu'il serait propice et profitable de laisser pénétrer au pays des milliers d'immigrants qui compliqueraient le chaos de nos problèmes domestiques. Il est légitime pour les soldats canadiens qui ont quitté le pays pour aller combattre sur les champs de bataille dans le monde de s'attendre à être réintégrés, après la guerre, et à ne pas avoir été remplacés par des étrangers.

C'est pourquoi il convient de savoir gré au chef de l'Union nationale d'avoir mis la population en garde contre la manœuvre préparée dans l'ombre et dont les effets se font déjà pressentir. Sur cette question comme sur tant d'autres, notre chef vigilant s'est fait l'interprète fidèle et agissant de la pensée nationale, exprimant avec compétence et conviction l'opinion de sa province et de la majorité du pays à l'égard de la dangereuse politique d'immigration préconisée en certains milieux. L'heure est venue de garder à nos compatriotes du Canada et les emplois réguliers des temps normaux et le sol aimé de la patrie.

D'ailleurs, par le tribut de l'or et du sang, par les sacrifices des pères et les larmes des mères, par un effort de guerre dont le coût s'appesantira lourdement sur plusieurs générations, par les prouesses de nos héros et l'holocauste de nos morts, nous avons bien gagné le droit de panser en paix nos blessures et d'essayer de rebâtir notre vie économique, sociale et familiale sans qu'un flot inopportun de nouveaux venus augmente nos difficultés et paralyse notre réorganisation nationale.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** M. l'Orateur, s'il m'est très agréable d'appuyer la motion en discussion, je dois dire que ce n'est pas pour les motifs invoqués par certains des orateurs qui m'ont précédé. Je félicite ceux de mes collègues qui ont donné à leurs discours le ton qui convenait.

Mais je veux tout de suite montrer à la Chambre la légèreté des propos des députés de Trois-Rivières (M. Duplessis), Matane (M. Gagnon) et Papineau (M. Lorrain). Les déclarations fantaisistes et humoristiques tenues par le chef de l'opposition, à son assemblée de Sainte-Claire, ne sont qu'une fumisterie. Le temps est venu de prouver au peuple qu'il peut sans crainte qualifier l'histoire de la lettre de Roscovitz de "la légende de Sainte-Claire".

Je félicite le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) d'avoir démontré, en produisant des documents, la fausseté et l'inexactitude des paroles du chef de l'opposition. On se rappelle que le chef de l'opposition, pour tenter de justifier son affirmation, avait alors lu la première partie d'une lettre que nous n'avons pas en cette Chambre, où il prétendait que les candidats libéraux au fédéral recevraient une récompense en argent s'ils appuyaient le projet d'établissement de 100,000 juifs dans la province de Québec. Il a ensuite essayé de faire croire au peuple, en répandant la rumeur, qu'une organisation juive était sur le point d'acheter les beurreries, les fromageries et les terres de la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que j'ai dit exactement, c'est que des intérêts juifs avaient déjà acheté de nombreuses beurreries et fromageries.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il est facile d'affirmer n'importe quoi. Le chef de l'opposition peut-il être plus courageux et nous dire où, quand, comment toutes ces prétendues transactions ont eu lieu? Combien de fromageries ont été achetées? Je crois que ce que le chef de l'opposition et son groupe craignent le plus, et avec raison, c'est de ne jamais revoir le fromage qu'ils ont goûté de 1936 à 1939.

(Rires et applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition n'a fait à Sainte-Claire qu'un simple appel aux préjugés de race, mais la vérité a ses droits et ses affirmations fantaisistes ont reçu des dénégations formelles de la part d'organisations juives. Ces organisations sont unanimes à dire que la lettre citée par le chef de la gauche n'a jamais existé. Il n'y a qu'une seule organisation, la United Jewish Refugees and War Society, qui s'occupe de l'immigration juive au Canada, et tous les chefs de cette société ont donné le démenti le plus formel au chef de l'opposition; tous ceux qui s'occupent du mouvement philanthropique juif sont unanimes à déclarer que la Fraternité internationale sioniste, dont le chef de l'opposition prétend avoir découvert, n'a jamais existé.

Il faut conclure que la lettre elle-même n'a jamais existé que dans l'imagination de l'auteur de cette fumisterie, qui fait tomber le chef de l'opposition dans un piège ou qui était dans son complot. Il est vrai que la lettre a paru dans *Le Temps*, mais il manquait un paragraphe. C'est donc une lettre tronquée qui a été publiée. Pourquoi a-t-on fait disparaître une partie de la lettre? Quant au signataire de la lettre, le dénommé Roscovitz, c'est un inconnu. Si c'était un homme à la tête d'une société de bienfaisance juive, il serait connu. Roscovitz n'a jamais existé. Il est totalement inconnu de tous les chefs juifs et de ses compatriotes, à Montréal et à New York. Son nom n'apparaît dans aucun almanach d'adresses.

La présumée lettre aurait été adressée au rabbin Schwartz, à l'hôtel Mont-Royal. Or, hier encore, des affidavits produits par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) prouvent aussi que, d'après M. Howard, du Mont-Royal, jamais le rabbin Schwartz n'a eu de résidence à l'hôtel Mont-Royal, de février 1943 à février 1944, que l'adresse donnée est purement imaginaire. Comment se fait-il alors qu'un inconnu ait adressé une lettre à un homme qui n'a jamais habité à l'endroit où la lettre a été envoyée?

Il découle de tout cela que les accusations proférées par le chef de l'opposition sont inexactes et fausses et que tout ce qu'il pourrait déclarer à l'avenir à ce sujet sera mis en doute. Et je suis obligé de le mettre au défi de prouver l'existence de Roscovitz, l'existence de la Fraternité internationale sioniste et l'existence d'une conspiration pour faire entrer 100,000 juifs dans la province de Québec. Tant qu'il n'aura pas appuyé ses déclarations pour prouver ses avancés sur autre chose que des paroles inconsidérées, personne n'ajoutera foi à ses paroles et je continuerai de croire qu'il a voulu tout simplement lancer des appels démagogiques.

Le chef de l'opposition a déclaré que plus de 38,000 immigrants étaient entrés au Canada depuis la guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** 40,000, sans compter les 16,000 femmes que des soldats ont épousées.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Si mon honorable ami continue d'exagérer, le nombre va augmenter tout le temps. En fait, dans la province de Québec, il n'est entré que 6,858 immigrés, environ 6,800, depuis le début de la guerre jusqu'au 31 décembre 1942. Sur ce nombre, il y avait des gens



de diverses nationalités, des Britanniques, des Polonais, des Grecs, des Français, des réfugiés des Nations unies. De ce nombre, il y avait 1,528 Français et 815 juifs. Un comité s'est aussi occupé d'assurer l'entrée d'étrangers au Canada. D'après *Le Canada en guerre* du mois de février 1944, le 23 janvier dernier, 25 familles juives ont quitté Lisbonne pour le Canada, dans le premier voyage organisé par ce comité depuis le début de la guerre, et pas nécessairement pour la province de Québec, mais seront dispersées dans tout le Canada. Il y a loin de cela des 100,000 juifs de la légende de Sainte-Claire qui doivent nous arriver et à laquelle je reviens.

À son assemblée de Sainte-Claire, ce dimanche là, le chef de l'opposition était plein de scrupules. Il a cité la partie de la lettre promettant des fonds aux candidats libéraux favorables à l'immigration, mais il s'est bien gardé de lire le deuxième paragraphe de la supposée lettre qu'il avait en sa possession. Le chef de l'opposition avait probablement des doutes sur la teneur des déclarations en question. Il a donné comme raison qu'elles contenaient des assertions graves qu'il voulait vérifier auparavant, par crainte de causer des injustices. Il a dit: "Je ne veux pas lire le deuxième paragraphe avant d'avoir vérifié les renseignements qu'il contient." Ce paragraphe devait contenir des choses très graves, pour qu'une fois dans sa vie le chef de l'opposition se soit abstenu de médire.

Après quatre mois d'enquête, le temps devrait être venu de citer toute la lettre. Depuis quatre mois, il a certainement eu le temps de contrôler ce qui était écrit. A-t-il obtenu ces renseignements? Les a-t-il vérifiés depuis? Le député de Trois-Rivières aurait dû être pris du même remords, avant de citer le premier paragraphe, car, s'il juge aujourd'hui qu'il vaut mieux passer cette partie de la lettre sous silence, il faut en conclure que la première partie est aussi fausse que la seconde. S'il a vérifié, pourquoi a-t-il parlé dans le vide? Il a été souverainement injuste en laissant planer des doutes sur l'honnêteté des candidats libéraux et en semant la rumeur que certains députés libéraux sont payés par une société juive qui n'existe pas, pour appuyer un projet formidable d'immigration qui n'existe que dans l'imagination.

Mais pourquoi le chef de l'opposition ne s'est-il pas renseigné, avant de lancer dans le public que des candidats libéraux pourraient recevoir de l'argent pour appuyer son plan fantastique et fantasmagorique? S'il est impossible de comprendre pourquoi le chef de l'opposition a commis cette injustice, il est facile de connaître ses motifs. Cela lui

importait peu et il n'y avait qu'un seul résultat possible à sa sortie: soulever des préjugés de race contre les juifs dans la province. Cette histoire a été inventée de toutes pièces pour servir de ballon politique. C'est une doctrine à laquelle nous, du Parti libéral, nous ne pouvons souscrire.

Pour des chrétiens, il est impossible d'adhérer à une doctrine aussi condamnable que celle de l'antisémitisme, doctrine qui contredit et compromet l'humanisme chrétien. En 1938, on se rappelle que le pape Pie XI a condamné lui-même l'antisémitisme en disant qu'il est incompatible et non conforme à la pensée, à la réalité et à la vérité sublime de l'Évangile. Jacques Maritain, le grand philosophe chrétien, a aussi condamné sévèrement cette doctrine. Leur opinion vaut tout aussi bien celle exprimée par les députés de l'opposition qui ont pris la parole. Le chef de l'opposition et son groupe peuvent faire appel aux préjugés de race, mais qu'ils se souviennent que le peuple n'écoute jamais longtemps les démagogues.

Dans cette question, il faut éviter les extrêmes. Sur le principe de la motion, l'immigration, je dirai que personne ne veut de l'immigration massive, afin d'avoir à notre disposition une main-d'œuvre plus facile et moins dispendieuse. Mais personne non plus ne veut faire du Canada un enclos ou, de la province de Québec, une réserve d'isolement pour les Canadiens français. Personne ne veut d'une immigration massive, qui serait dangereuse au Canada, dont le résultat serait d'aggraver les inévitables problèmes d'après-guerre, d'exposer au chômage une partie de nos ouvriers canadiens ou encore d'altérer la mentalité nationale canadienne.

Il (l'honorable M. Perrier) relate une conversation qu'il avait eue avec feu M. Joseph Sirois, auteur du célèbre rapport du même nom, qui était contre l'immigration massive, et il croit que la population du Canada ne devrait pas dépasser 15,000,000 ou 16,000,000 au cours des cinq ou six prochaines années.

Dans tous les pays, déclare-t-il, les lois de l'immigration ont deux objets: protéger l'ensemble de la population en général et sauvegarder les intérêts des travailleurs en particulier. Ce sont d'ailleurs les principes mêmes de nos lois canadiennes. Malheureusement, ces principes n'ont pas toujours été assez rigoureusement observés dans le passé. Une immigration mal contrôlée a déjà permis l'entrée au pays d'un certain nombre de personnes indésirables et qui sont devenues des charges lourdes pour la société; il y a eu des

immigrants inadaptables à nos conditions climatiques (sic), économiques et sociales. Il est nécessaire que les restrictions de nos lois d'immigration soient respectées. Il ne faut pas laisser entrer au Canada des gens qui donneraient leurs services pour rien, presque, et ravaleraient ainsi les salaires et les conditions de travail de nos nationaux.

Pour le moment, il y a lieu de maintenir les barrières, car les déclarations contre l'immigration massive ne viennent pas exclusivement de la province de Québec, mais du pays tout entier. Partout au Canada, on proteste contre l'immigration massive. La province de Québec n'est donc pas la seule à partager cette opinion. Les gens de l'Ouest ont encore le souvenir de la crise provoquée vers 1904 et 1905 par une immigration trop intense de Chinois et de Japonais. L'immigration chinoise était réglée par la condition suivante: 1 Chinois pour 250 tonneaux de jauge. Si les tonneaux étaient de la dynamite semblable à celle de la légende de Sainte-Claire, l'immigration chinoise ne serait pas à craindre.

(Rires)

Il faut éviter que des gens à standard de vie moindre que le nôtre viennent ici faire concurrence déloyale à nos ouvriers. Il faut que nos lois d'immigration protègent le standard de vie de nos travailleurs dans certains cadres de métiers. Nous ne devons accepter qu'une immigration efficace pour nos ouvriers. Il est important de donner aux militaires toutes les chances de réintégrer la vie civile. Nous devons donc considérer non pas la nécessité, mais la possibilité d'une immigration rationnelle, graduée et sélective.

Pour le développement des ressources immenses de la province et du Canada, il faut accepter des immigrants qui complètent notre main-d'œuvre; nous devons forcément admettre des techniciens, des ouvriers spécialisés, des savants, des agriculteurs, des hommes de culture, qui viendront développer avec nous nos ressources agricoles et forestières encore intouchées et dont le pays aura besoin pour son développement normal.

C'est pour cela que nous devons nous élever contre tout extrémisme en cette matière. Il faut rester dans un juste milieu, entre les extrémistes qui veulent faire du Canada un enclos fermé et de notre province une réserve et les autres qui veulent porter la population du Canada à 50,000,000. L'immigration ne doit pas se faire en raison directe de l'étendue des territoires. Il faut d'abord considérer les cultures et les industries qu'on peut développer à chaque endroit.

Il y a des gens chez nous qui ne voudraient jamais voir entrer des étrangers, de crainte qu'ils ne prennent notre place. Certains immigrants pourront faire fortune chez nous, mais cela n'est pas une raison pour fermer notre pays à tout étranger. Nous avons nos relations familiales et sociales. Ce serait décerner aux nôtres un diplôme d'infériorité que d'affirmer qu'ils ne peuvent rivaliser avec des étrangers, chez nous. Je n'ai pas peur de l'immigration et les Canadiens qui veulent travailler y parviendront toujours, immigration ou non. Le Canadien français qui veut travailler, qui a de l'énergie, de la ténacité et de la capacité peut rivaliser avec n'importe quel de ses concitoyens et sur tout le continent.

Avec tous les avantages que nous avons, je crois assez en la supériorité des nôtres pour soutenir qu'ils peuvent souffrir la concurrence de n'importe qui, lorsqu'ils mettent à profit leurs talents. Nous devons être capables de faire mieux que ceux qui nous arrivent. Les Canadiens français sont capables de se défendre contre n'importe quelle autre race; c'est pour cela que je ne crains pas la concurrence de ceux qui veulent nous apporter une loyale collaboration.

Je désire autant que quiconque la grandeur de mon pays, mais une question aussi importante que celle-là doit être traitée de façon objective, pratique, patriotique et prévoyante. Il faut surtout se garder de soulever des préjugés. Pour calmer les inquiétudes de ceux qui croient à l'envahissement de la province de Québec par les étrangers, sur les quelque 38,000 immigrés qui sont entrés au Canada depuis le début de la guerre en 1939, suivant le chef de l'opposition, on comptait 1,936 Tchèques; 2,000 Français, avant et après le malheur de la France; 400 Hongrois; 300 Grecs; 2,400 patriotes de la Pologne martyre; un grand nombre de Britanniques et tout particulièrement de Terre-Neuviens.

Car, il faut le dire, pendant que le député de Matane avait des frayeurs ici, en Chambre, qui l'empêchaient de dormir, Terre-Neuve a été l'avant-poste de la défense du Canada et de la Gaspésie, si chère à nos cœurs.

(Applaudissements à droite)

Eh bien, parmi les réfugiés, il y en avait un grand nombre de Terre-Neuve qui sont venus chercher asile sur la terre canadienne. La moyenne de ces réfugiés, d'après les statistiques, était la suivante: 33 % des hommes, 44 % des femmes et 23 % des jeunes de moins de 18 ans.

Il ne faut pas pratiquer seulement le patriotisme local; à côté de cela, il faut comprendre

et cultiver les principes d'une autre vertu: le patriotisme international, la charité internationale. Comment rester insensibles et fermer notre porte à ceux qui ont fui les horreurs de la guerre pour venir chercher refuge dans notre province ou notre pays? Devant les récits des journaux, les tableaux des régions dévastées, la misère des enfants, nous devons comprendre notre chance, notre heureuse fortune de vivre dans la province de Québec et le Canada. Remercions la Providence de nous avoir épargnés, mais ne fermons pas les yeux devant les misères des autres.

La misère est toujours la misère, mais c'est presque toujours l'enfant qu'elle marque plus profondément. C'est pour nous un devoir de charité internationale de les accueillir, et il (l'honorable M. Perrier) fait sienne cette pensée: Tout cœur qui a battu pour autrui, ne fût-ce seulement qu'une fois, s'en est par le fait même élargi. Comment fermer nos portes et nos cœurs à ceux qui venaient chercher un asile? Ils ne venaient que pour un séjour temporaire. J'ai eu l'occasion de rencontrer bon nombre de réfugiés et la plupart souffrent de nostalgie. Je suis encore à en chercher un seul qui n'aspire pas à retourner dans sa patrie libérée.

La charité internationale est un principe chrétien. Quand M. Chamberlain est allé rendre visite au pape, Sa Sainteté lui a demandé de donner asile à tous les réfugiés en Grande-Bretagne et de s'en occuper, y compris les réfugiés juifs. Rien ne nous dispense d'aimer notre prochain et de pratiquer la charité internationale, car, comme tous les êtres humains, nous devons la pratiquer, en de pareilles circonstances. Il est certain qu'aucun individu de religion chrétienne ne pourrait s'opposer à la présence de réfugiés au Canada.

Je suis contre toute immigration massive parce qu'elle nous exposerait à une crise du chômage et serait une menace pour la mentalité canadienne. Il faut aussi garder la première place, quand ils nous reviendront vainqueurs, à nos braves soldats qui écrivent en lettres de sang un mot dont on a craint la disparition dans le monde, le mot "liberté". Voilà ma pensée, M. l'Orateur. Elle est basée sur les enseignements évangéliques, par lesquels il vaut mieux se laisser guider, et non sur les appels démagogiques et aux préjugés de certains députés de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux qui viennent d'entendre le secrétaire provincial se demandent certainement pourquoi le premier

ministre lui a confié un portefeuille aussi important que celui de l'éducation. Ils doivent se rendre bien compte de l'excellente raison qu'avait le premier ministre de ne pas le nommer ministre de l'Éducation.

Cette question d'immigration est une question de survivance pour les descendants des pionniers qui ont fondé notre pays. Sur une question aussi grave, sur une question vitale aussi importante que celle-là, pourquoi fallait-il que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) dénature le caractère grave du débat et tente de suppléer par de l'humour déplacé à la pénurie de ses arguments?

Il a profité d'un débat d'une aussi grande importance pour tenir des propos injurieux pour les siens. Je ne vois pas pourquoi il a agi de la sorte; il a dénaturé le débat, dit-il, en en faisant une question de race au lieu de le laisser sur le plan national élevé où je l'avais placé. J'ai voulu parler d'immigration de façon objective en présentant cette motion, mais le secrétaire de la province l'a rabaissée en en faisant une question partisane et en faisant des gorges chaudes au sujet de l'Union nationale et de son chef.

Tout ce que le ministre a fait, c'a été de se porter à la défense du député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) et des juifs, et je n'en vois pas la raison. Je tiens à lui faire remarquer que personne ne les avait attaqués. Personne, ni à Sainte-Claire, ni de ce côté-ci de la Chambre, y compris moi-même, n'a tenu des propos antisémites ou n'a fait d'allusion antisémite. Personne n'est antisémite, mais tout le monde est opposé à l'immigration. Ce n'est pas nous qui avons soulevé la question de race. C'est le député israélite de Montréal-Saint-Louis et son ami, le secrétaire de la province, qui ont soulevé des questions de race. Ce dernier a rendu un mauvais service à ceux qu'il prétend vouloir aider. En parlant par la bouche du secrétaire de la province, le gouvernement a choisi de se moquer de la question de l'immigration.

Personnellement, la question de l'immigration, ce n'est pas une question de race, c'est une question de vie ou de mort pour la province et pour les nôtres.

En parlant comme il l'a fait tantôt, le secrétaire de la province a rendu un bien mauvais service à ceux qu'il prétend aider. Il s'agit de protéger notre pays et notre province contre l'immigration massive. Le secrétaire provincial n'a pas parlé d'immigration, mais il a parlé contre l'Union nationale. Et c'est lui qui est chargé de l'éducation dans la province!

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province dit que notre lettre est fausse. Il a parlé de cette question sur le ton que l'on prend pour parler de choses intimes. Il a appuyé les prétentions du député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), qui soutient que la fameuse lettre citée à l'assemblée de Sainte-Claire de Dorchester, en novembre dernier, et en Chambre est apocryphe. Le secrétaire provincial a cherché à établir par de nombreuses preuves que la lettre de Roscovitz au rabbin Schwartz est fausse. On dirait qu'il a de bons amis en place. Il a fait des assertions qui dénotent des accointances qu'il ne veut pas admettre, il semble parler de choses bien intimes. Je répète que cette lettre a été remise providentiellement entre les mains de celui qui parle.

**Des députés ministériels** protestent de nouveau.  
(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je trouve étrange que les ministériels partent à rire quand on prononce dans cette Chambre le mot "providence".

J'ai fait enquête pour m'assurer de l'authenticité de cette lettre. Je l'ai examinée, cette lettre de Roscovitz au rabbin Schwartz. J'ai constaté par les indications postales qu'il y avait sur l'enveloppe que la lettre a été réellement déposée au bureau de poste à Montréal et reçue à l'hôtel Mont-Royal. Et le destinataire est authentique.

Le nom qui apparaît comme signature a peu d'importance en soi, car il est bien facile de prendre un nom d'emprunt ou de changer de nom. Il n'est pas rare de voir des juifs changer de nom. Et encore, nombreux sont ceux qui, officiellement, changent de nom et qui, dans les documents secrets, reprennent leur vrai nom. Pour ne citer qu'un exemple parmi des milliers, ignorez-vous que le premier député communiste qui a été élu dans la province de Québec, de Cartier de Montréal aux Communes, a pris le nom public de Fred Rose tandis que son vrai nom est Rosenberg?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**  
L'Union nationale aussi change de nom.  
(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est mieux qu'un secrétaire provincial qui perd le sien.

Il existe une organisation secrète. Tout le monde sait qu'il y a des organisations juives établies en permanence à l'hôtel Mont-Royal. C'est leur droit d'exercer leurs activités, mais c'est aussi le nôtre de nous mieux protéger. Le secrétaire provincial prétend

que le dénommé Roscovitz n'existe pas et il voudrait que je lui donne son adresse. Quant à la lettre, le rabbin Schwartz dit qu'il ne l'a pas reçue et qu'il ne restait pas à la chambre 5047 de l'hôtel Mont-Royal. Si l'on avait voulu forger une lettre, il eût été facile de prendre dans l'annuaire l'adresse ordinaire du rabbin Schwartz. Il ne faut pas s'étonner de ces négations. Il est clair que c'est une lettre secrète, qui a été mallée et distribuée secrètement, à une adresse secrète.

On sait qu'elle est datée du 14 octobre 1943; on me l'a remise ensuite, le 20 octobre, et ce n'est que le 7 novembre que j'en ai parlé pour la première fois, à Sainte-Claire de Dorchester. J'ai attendu d'avoir les preuves que c'était un document authentique. Cette lettre m'a été confiée à un moment opportun. D'ailleurs, tous les faits tendent à corroborer le contenu de cette lettre. Cette lettre est une lettre confidentielle renfermant des renseignements de la plus haute importance, qui ont été corroborés avant et après l'assemblée de Sainte-Claire. Le fait que des organismes de partout commencèrent une campagne en faveur de l'immigration massive au Canada immédiatement après que cette lettre fut publiée prouve son authenticité.

Le projet d'immigration massive existe; son existence a été prouvée par une déclaration du ministre fédéral de l'Immigration à Ottawa, M. Crerar, qui a mentionné, le 2 novembre dernier, que le Canada était prêt à recevoir un nombre indéfini de réfugiés en vertu d'une entente déjà conclue pour un projet d'immigration. Le projet est dirigé par une organisation secrète.

Ayant vérifié que la lettre avait été reçue au bureau de poste de Montréal, ainsi qu'à l'hôtel Mont-Royal, et voyant les déclarations de M. Crerar, il était évident que cette lettre était authentique, car, au cours de la même période, plusieurs organisations juives ont fait parvenir à Ottawa des requêtes qu'ils font signer par tout le pays et aux États-Unis, entre autres à New York, demandant la rentrée au pays de réfugiés.

Personne ne peut nier le fait que des organisations juives ont demandé au gouvernement d'Ottawa, depuis l'automne dernier, de mettre de côté les règlements de l'immigration pour qu'un nombre illimité d'immigrants juifs s'établissent dans notre province et pour faciliter l'entrée au pays de nombreux immigrants européens.

Je ne reproche pas à ces organisations de tenter d'obtenir ce qu'elles peuvent ni d'exercer leurs droits, mais je pense au Québec. Il y a actuellement

des organisations à New York et ailleurs qui travaillent en vue de faire entrer de nombreux émigrés au Canada. Comme je l'ai dit, et personne ne peut nier cela, des organisations juives pratiquent l'intimidation pour obtenir des signatures sur des requêtes faites par les autorités pour permettre une immigration au pays.

J'ai aussi déclaré, et ceci n'a pas été nié, que des intérêts juifs ont acheté des terres, des beurreries et des fromageries en notre province, aux environs de la métropole, ont fait des démarches pour faire des services d'agronomes et avaient même fait une demande pour obtenir des octrois, afin d'instituer une école d'agriculture juive. Si je parle de cela, c'est la faute du député de Montréal-Saint-Louis, car ce n'est là qu'une partie de la question.

Les organisations qui, procédant régulièrement et honnêtement, veulent obtenir un amendement à la loi d'immigration exercent un droit et c'est à nous de nous opposer. J'exerce un droit en m'y opposant et je remplis un devoir patriotique en sonnant l'alarme comme je le fais. Ce n'est pas une mesure contre qui que ce soit, c'est une question vitale pour le respect de nos droits.

Le secrétaire provincial a eu l'audace de féliciter le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) pour la façon convaincante avec laquelle il s'était exprimé et pour son discours injurieux. Je regrette que le secrétaire provincial ait pris cette attitude. Je trouve cela étrange. Le député de Montréal-Saint-Louis a eu l'audace de dire que les Canadiens français sont des immigrés au Canada. Il compare les pionniers du sol à ceux qui sont venus plus tard bénéficier de notre largesse d'esprit. Il n'a pas le droit de comparer les descendants de pionniers à des immigrés, comme il l'a fait et comme la Chambre l'a entendu.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je n'ai jamais dit cela. J'ai prétendu que les Canadiens français sont les descendants de ceux qui sont venus les premiers au pays.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député est allé même plus loin. Il a prétendu que nous sommes des juifs d'une certaine partie du monde et qu'eux viennent d'une autre partie, et c'est pour cela que le secrétaire provincial le félicite<sup>41</sup>! Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) dit que nous avons fait des appels aux préjugés de race. Je le défie, lui ou qui que ce soit, de prouver que j'ai fait appel aux préjugés de race.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** proteste.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Je doute que le député de Montréal-Saint-Louis représente les juifs, enfin j'espère que non. J'espère que le député de Montréal-Saint-Louis ne représente pas la mentalité des juifs, ce serait malheureux pour eux. Imaginez-vous ce que ce serait si on en avait 100,000 comme celui-ci. Et dire que c'est lui qui est supposé les représenter!

On dit que c'est impossible d'établir 100,000 juifs dans la province, vu qu'il n'y a que 150,000 terres. Les possibilités de l'industrie agricole sont limitées à cause des industries connexes: l'apiculture, l'aviculture, etc. D'ailleurs, 100,000, cela ne veut pas nécessairement dire 100,000 familles. Cela n'est pas extraordinaire. On ne fixe pas de date à l'établissement de ces 100,000 juifs; on peut commencer par en installer quelques milliers qui se multiplieront avec les années. On sait que les juifs sont prolifiques; les familles juives de 5 ou 6 enfants ne sont pas rares et 100,000 juifs, cela peut faire environ 15,000 ou 20,000 familles.

**Des députés ministériels** rient de nouveau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande aux députés d'être sérieux. La question de l'immigration est trop importante pour être traitée comme l'a fait le secrétaire de la province. Le problème vital de l'immigration me préoccupe davantage que le jeu de la politique concernant cette question. Ce qui devrait compter le plus pour tous les Canadiens, c'est de conserver leur suprématie au Canada. C'est une question de vie ou de mort pour notre peuple et la province.

Des organisations sionistes ont félicité le gouvernement de laisser entrer des juifs au pays. Le fait que des organisations sionistes demandent au gouvernement de laisser entrer des immigrés au pays prouve que, contrairement à ce qu'ils disent, les sionistes ne s'occupent pas seulement d'envoyer les juifs en Palestine, ce qui est ridicule, mais qu'ils veulent faire venir des juifs au Canada. La solidarité juive pour le progrès et la prospérité est bien connue.

Il s'élève contre les privilèges qu'on veut donner à d'autres races au détriment des nôtres. Je n'ai fait aucune attaque contre aucun parti, contre aucun gouvernement, mais, si le gouvernement continue à combattre ces motions comme il a fait jusqu'ici, il en subira les conséquences. L'Union nationale ne fait aucun appel aux préjugés de race, mais elle entend défendre les intérêts des nôtres quand ils sont menacés, comme c'est le cas actuellement.

Nous avons actuellement des milliers de chômeurs. Un million d'ouvriers canadiens, hommes et femmes, travaillent dans les industries de guerre et plus de 800,000 sont dans les forces armées. Autant de gens à qui il faudra trouver des emplois avant d'en trouver aux étrangers.

Des milliers et des milliers de soldats vont être démobilisés, la fermeture des usines de guerre va jeter sur le pavé des millions de personnes, les bureaucrates d'Ottawa engagés par millions seront devenus inutiles et ils devront eux aussi se trouver du travail. Si nous voulons protéger tous ces personnages, il faut empêcher que les étrangers viennent ici prendre les places des nôtres. C'est aux nôtres que nous devons d'abord penser. C'est tout ce que nous avons demandé et nous avons invité la Chambre à poser un acte important en s'opposant, sur un plan national et sans esprit de parti, à tout projet d'immigration massive qui serait ruineuse et néfaste.

Les députés libéraux ont tort de vouloir faire une question politique avec toute cette affaire alors qu'il s'agit de sauver les Canadiens. Ce n'est pas une question politique et l'on devrait faire l'union pour s'opposer à toute tentative d'immigration massive. Il (M. Duplessis) termine en insistant sur l'authenticité de la lettre qu'il a citée. Je demande à tous les députés, sans distinction de parti et de race, de poser une action pour sauver le pays.

La motion est adoptée.

### **Commission des liqueurs**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 23 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis): Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1944 inclusivement, et concernant la Commission des liqueurs de Québec.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** qui avait ajourné le débat, se désiste de son droit de parole. Il déclare qu'il n'a rien à dire.

**Des députés de l'opposition** expriment leur surprise.

**M. Paquette (Labelle)** dit qu'il soulignera certains aspects déplorable et regrettables de la maladministration actuelle de la Commission des liqueurs. À Montréal et dans toute la province, il y a du malaise parce que la distribution des alcools se fait de façon irrégulière et injuste depuis des mois. Tandis que des citoyens respectables font la queue aux portes des magasins de la Commission, à Montréal et ailleurs, des camions chargés à pleine capacité de bouteilles d'alcool de toutes marques portant l'estampe de la Commission des liqueurs parcourent actuellement les campagnes de la province, au nez de la police des liqueurs, pour faire un commerce illicite.

On vend cet alcool clandestinement à des hôteliers moyennant une commission de 20, 25 ou 30 % au-dessus du prix régulier chargé par la Commission. C'est de l'alcool que l'on achète aux magasins de la Commission, grâce à la connivence de certains employés et officiers qui y exercent une certaine influence pour en sortir le stock. Il y a des privilégiés qui obtiennent des milliers de bouteilles de cette manière-là.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** À quels endroits cela est-il arrivé?

**M. Paquette (Labelle):** Dans mon comté, entre autres; à Mont-Laurier, Ferme-Neuve, au Lac-des-Écorces et dans plusieurs autres coins de la province. Il se pratique là un commerce clandestin honteux qui n'a aucunement sa raison d'être et qui fournit à un petit nombre d'hommes, et peut-être à un trust dont je ne connais pas la source, le moyen de se faire des profits scandaleux et exorbitants sur de l'alcool, ce qui accroît le prix des alcools déjà vendus à un coût trop élevé, étant donné l'eau qu'ils contiennent. Et il aurait été depuis longtemps arrêté si la police des liqueurs et le gouvernement faisaient leur devoir.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Sont-ce des employés de la Commission qui font ce commerce? Est-ce que la distribution se fait par la Commission des liqueurs? Le député affirme-t-il cela?

**M. Paquette (Labelle):** Ceux qui circulent avec de tels camions, je regrette de le dire et je ne voudrais pas être accusé de faire de l'antisémitisme, mais ce sont des juifs. Ils font ainsi un commerce irrégulier, illégal, un négoce clandestin et

rémunérateur; ils passent dans des camions fermés et offrent en vente, ici est là, de fortes cargaisons de boisson. Et tout ceci se fait au nez du procureur général et de la Commission des liqueurs qui ne fait rien pour les coffrer. Pendant ce temps, les gens font la queue aux portes des magasins quand les débits de liqueurs ne sont pas fermés.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Pas des employés de la Commission.

**M. Paquette (Labelle):** Probablement.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si le député de Labelle a des accusations à porter contre la Commission des liqueurs, je signale à mon honorable ami que l'enquête de la police va porter aussi sur la question des liqueurs.

**M. Paquette (Labelle):** De mon siège de député, je porte une accusation précise. J'affirme que l'on vend de l'alcool aux hôteliers avec une commission de 20 % à 25 % en sus du prix de vente. Il y a certainement des employés de la Commission qui laissent sortir, de quelque façon, certaines quantités d'alcool. La Commission des liqueurs doit vendre de l'alcool à quelqu'un dont je ne connais pas le nom. Si la Commission faisait son devoir, il y a longtemps qu'elle aurait supprimé ce commerce clandestin et honteux et que les contrebandiers seraient en prison.

La distribution des alcools se fait déjà d'une manière assez déplorable et injuste, de par la volonté du régime actuel, pour que des exploiters ne surchargent pas encore les hôteliers et les commerçants légitimes. Car, on le sait, la Commission des liqueurs vend ses produits suffisamment cher, au moins 40 % plus cher qu'auparavant, surtout depuis que l'on embouteille l'eau des aqueducs de Montréal, pour qu'on ne laisse pas imposer de surcharge.

Il condamne fortement le scandale de la publicité, système mis en vigueur l'année dernière par la commission Desmarais, faite dans les journaux par la Commission des liqueurs qui s'est attribué la nouvelle fonction de propagandiste politique libérale, en faisant payer cette propagande par la province. Voici comment on procède. La compagnie d'annonces de la Commission des liqueurs est confiée à une agence de publicité bien connue, une agence de Montréal. Cette agence envoie des annonces de la Commission des liqueurs aux

journaux, en particulier aux hebdomadaires. Elle inclut dans la même lettre contenant chaque annonce un article de propagande en faveur du régime Godbout avec prière de le publier gratuitement. L'article est accompagné d'une note officielle de l'agence priant le journal de lui envoyer une copie justificative de l'article publié dans l'hebdomadaire en même temps que l'annonce du gouvernement.

Ceux qui acceptent les annonces de la Commission doivent passer les communiqués et retourner à l'agence des copies justificatives. C'est un procédé de chantage odieux. On place les journaux dans l'alternative de publier des articles et communiqués de fausse propagande libérale, bourrés de mensonges, ou d'être privés des annonces payantes de la Commission des liqueurs. La Commission des liqueurs a mis en vigueur un système d'annonce souverainement répréhensible, parce qu'il vise à faire l'éloge du gouvernement, et tout cela se fait avec l'argent qui appartient à la province. Si les journaux veulent avoir de l'annonce du gouvernement, il leur faut chanter les louanges du régime Godbout. Il est indécent et scandaleux de constater que le gouvernement actuel en est rendu à payer sa basse propagande à même l'argent du peuple.

Il faut que le gouvernement soit bien impopulaire pour en être rendu à se faire faire de la publicité de cette façon-là. Ce sont là des méthodes déloyales, effrontées et malhonnêtes qui montrent jusqu'où peut aller l'effronterie du Parti libéral. Il veut tenter de refaire sa popularité perdue et de redorer son blason terni en nous faisant tous payer pour cela. Jamais on n'aura vu un gouvernement s'abaisser à une méthode aussi abjecte, aussi honteuse. Les fonds publics doivent pourtant servir à autre chose qu'à la propagande politique malsaine d'un régime honni et discrédité. Il cite certains titres de ces articles, notamment celui-ci: *Le gouvernement Godbout attaque de front la dictature économique*, et communiqués ainsi adressés aux journaux avec demande de les publier en même temps que les annonces de la Commission des liqueurs.

**Des députés ministériels s'en amusent<sup>5</sup>.**

**M. Paquette (Labelle):** Ces réclames sont payées à même les fonds de la province que l'on devrait utiliser à meilleur escient. Il existe dans la province des besoins urgents, comme, par exemple, pour la santé publique et la protection de l'enfance négligée, et d'autres dont le gouvernement actuel ne se préoccupe pas, cependant qu'il trouve moyen

d'employer malhonnêtement les argents de la province pour ses propres fins partisans. Les fonds publics ont servi trop longtemps à mousser des propagandes malsaines ou des intérêts partisans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucun député ministériel n'a voulu parler sur cette question. C'est la preuve que la cause est impossible à défendre. Le mutisme caractérise le gouvernement lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de la province et du peuple, lorsque le devoir commande de condamner le mauvais usage des argents provenant des taxes qui pèsent lourdement sur tous.

La motion est adoptée.

#### **Conférences interprovinciales de 1936 et de 1941**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 1<sup>er</sup> mars dernier, sur la motion proposée le même jour par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis): Qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 novembre 1936 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1941 inclusivement, au sujet des deux Conférences interprovinciales tenues à Ottawa, en décembre 1936 et en janvier 1941, et auxquelles assista et participa le premier ministre de la province alors en fonction.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, les relations entre Québec et Ottawa, les relations qui ont existé ou n'ont pas existé à propos du rapport Rowell-Sirois font le sujet du débat sur une motion du chef de l'opposition. Cette Commission a été nommée en 1937 pour faire enquête sur les pouvoirs respectifs du gouvernement du dominion et des gouvernements provinciaux. Pendant la crise, nous étions dans une période de chômage; les revenus des provinces diminuaient et leurs charges augmentaient avec les besoins de toutes les classes de la société. Les provinces devaient assumer le lourd fardeau des mesures de bien-être social et ont donc trouvé à un moment donné que leurs charges étaient trop lourdes pour leurs revenus. Elles ont réclamé un changement dans les répartitions fiscales.

Le gouvernement fédéral a alors nommé une commission qui s'est mise à l'œuvre; elle a demandé à chaque province de lui fournir tous les renseignements et toutes les suggestions possibles nécessaires à l'élaboration d'une solution, en vue de modifier l'assiette des impôts et de faire disparaître le malaise qui existait. Or, le gouvernement de l'Union nationale a cru devoir opposer une fin de non-recevoir aux enquêteurs qui se sont présentés à Québec. Toutes les provinces ont fait entendre leurs réclamations en envoyant des représentants devant les commissaires, avec des preuves à l'appui.

Toutes les provinces avaient le devoir de profiter de cette occasion unique pour revendiquer leur autonomie, leurs droits et un accroissement de leurs pouvoirs en vue de faire face à leurs besoins. Toutes les provinces, excepté la province de Québec qui était alors gouvernée par nos amis d'en face, le parti de l'Union nationale. Dans ses recommandations, le rapport Rowell-Sirois a étudié toutes les demandes des provinces. Les revendications et les suggestions des provinces couvrent des centaines et des milliers de pages du rapport Rowell-Sirois. Toutes les provinces, excepté la nôtre, ont apporté à la Commission des preuves de la nécessité d'accroître leur autonomie.

Qu'est-ce qu'a fait le gouvernement de la province de Québec du temps, présidé par mon ami le chef de l'opposition? Le député de Trois-Rivières excelle parfois dans ses discours, dans les revendications de principes, mais il ne s'impose pas ce travail d'étude et de recherches qui pourrait lui permettre de comprendre les besoins de sa province et de son pays. C'est là le travail d'un homme d'État. Mon honorable ami a cru qu'il suffirait de faire prononcer devant la commission un discours par un avocat éminent et que je respecte, Me Émery Beaulieu, de Montréal, mais qui avait un mandat qu'il n'a pas outrepassé. Le chef de l'opposition nous a même dit qu'il avait coopéré avec lui.

Dans ces milliers de pages de documentation, qui serviront tôt ou tard aux provinces, tout ce que l'on trouve comme venant de la province de Québec, c'est huit pages, dont six lignes et demie seulement consacrées à nos revendications. Après avoir fait soumettre la prétention qu'il n'avait pas d'affaire à comparaître devant la commission, car il récusait la juridiction de la commission Rowell-Sirois, le chef de l'opposition s'est contenté de soumettre, par l'entremise de Me Émery Beaulieu, un mémoire dans lequel il affirmait une vérité admise de tous, à savoir que la Confédération était le résultat d'un pacte, que c'est l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui a



donné naissance aux provinces et que la commission ne pouvait pas imposer sa volonté à ces dernières. C'était une vérité de La Palice au bas de laquelle Me Beaulieu n'a pas dû être fier de signer son nom, à la demande du premier ministre du temps.

(Applaudissements à droite)

Il propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Projets de loi:

#### **Charte de Shawinigan Falls**

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Successions de Jean Boucher et de Félicitée Tanguay**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 relatif aux successions de feu Jean Boucher et de feu Félicitée Tanguay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Associated Gospel Churches in the Province of Quebec**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Compagnie d'assurances des marchands détaillants**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 constituant en corporation la Compagnie d'assurances mutuelles des marchands détaillants.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Société mutuelle d'assurances générales de l'Union catholique des cultivateurs**

**M. Bonvouloir (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 constituant en corporation la Société mutuelle d'assurances générales de l'Union catholique des cultivateurs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

**M. Bonvouloir (Iberville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Compagnie d'assurance mutuelle de Nicolet**

**M. Rajotte (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

**M. Rajotte (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée après 6 heures.

---

#### **NOTES**

1. Selon *Le Devoir* du 16 mars 1944, à la page 6, le député d'Argenteuil (l'honorable M. Dansereau) a été nommé ministre de la Voirie en remplacement de T.-D. Bouchard. Il cumulera ce portefeuille avec celui des Travaux publics.

2. Selon *Le Temps* du 24 mars 1944, à la page 2, 3,000,000.

3. *L'Action catholique* du 16 mars 1944, à la page 17, donne le chiffre de 373,854 immigrants.

4. Selon *Le Temps* du 17 mars 1944, à la page 5, M. Hartt a tenté d'interrompre M. Duplessis à plusieurs reprises.

5. *Le Devoir* du 16 mars 1944, à la page 6, souligne que la droite s'est amusée de la lecture de ces titres d'articles et qu'elle les a marqués de bans ironiques.

Séance du jeudi 16 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Comptes publics**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous lisons dans les *Comptes publics* que le gouvernement est obligé de soumettre à la Législature et au peuple de la province, pour rendre compte de son administration, les items suivants:

Dans les *Comptes publics* pour l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1939 et se terminant le 30 juin 1940, page 250: Lamarche, J.-P., shérif, Montréal, montant payé 12 mois au 30 juin 1940, \$81,552.88.

Dans les *Comptes publics* pour l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et se terminant le 31 mars 1941, c'est-à-dire pour une période de neuf mois, à la page 194: Lamarche, J.-P., shérif, Montréal, montant payé 9 mois au 31 mars 1941, \$70,960.11.

Dans les *Comptes publics* pour l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> avril 1941 et se terminant le 31 mars 1942, à la page 5, C-7: Lamarche, J.-P., shérif, Montréal, \$89,489.28.

Dans les derniers *Comptes publics* pour l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> avril 1942 et se terminant le 31 mars 1943, à la page 5, C-12: Lamarche, J.-P., shérif, Montréal, \$88,624.10.

Donc, d'après les *Comptes publics*, une somme totale de \$330,626.37 a été payée au cours des quatre dernières années fiscales consécutives, c'est-à-dire 1939-1940, 1940-1941, 1941-1942 et 1942-1943, à M. J.-P. Lamarche, shérif de Montréal.

Ces entrées dans les *Comptes publics* constituent des procédés répréhensibles et des inexactitudes intolérables répétés pendant quatre années consécutives, car, depuis plus de quatre ans, M. Lamarche n'est pas à l'emploi du gouvernement et il n'a pas reçu les montants qui apparaissent à son nom. Ceci indique que les *Comptes publics*, préparés et présentés par le gouvernement, sont faussés depuis quatre ans. Il est également clair que leur vérification ne vaut rien et qu'il y a eu falsification. Ils n'offrent pas les caractéristiques nécessaires d'exactitude et de

vérité, l'audition et la vérification des montants payés à même l'argent du peuple sont insuffisantes, incomplètes et dangereuses pour l'intérêt public. Nous avons là un exemple de la mentalité et des procédés condamnables adoptés par le gouvernement au sujet des comptes publics.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les *Comptes publics* représentent les livres de la province tels que vérifiés par l'auditeur. Il peut y avoir eu des erreurs de commises dans le passé dans les comptes publics quant au nom, mais tous les rapports sont véridiques et ils sont soumis à une minutieuse vérification. On ne peut donc prétendre que le gouvernement les a faussés.

Je tiens à protester énergiquement contre l'insinuation du chef de l'opposition, à savoir que des entrées ont été faussées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une insinuation, c'est une accusation.

**Explications sur des faits personnels:****Radio-Canada**

**M. Chalout (Lotbinière):** Je tiens à protester contre les nouveaux règlements adoptés hier par Radio-Canada au sujet des heures allouées à la radiodiffusion des discours des partis politiques au Canada. Ces règlements permettent aux députés des grands partis libéral, progressiste-conservateur et C.C.F., dont l'organisation est de portée nationale, d'utiliser gratuitement, à certaines heures, les microphones de Radio-Canada pendant une demi-heure chaque mois pour exposer leur politique. On ne reconnaît pas de caractère national au Bloc populaire et à la Nouvelle Démocratie (Crédit social), alors que ces deux partis sont également des partis nationaux, car ils ont des représentants dans toutes les provinces.

Cela veut dire que, dans le domaine provincial, on n'accorderait de temps libre qu'aux partis libéral et d'Union nationale. Cela veut dire aussi que, si un nouveau parti était fondé dans la province et si je me présentais sous ses couleurs, je n'aurais pas les mêmes avantages que les candidats libéraux et d'Union nationale.

Je prétends que cette décision de M. Frigon est fausse et d'une injustice flagrante. Si je fais ces remarques, ce n'est pas à cause d'une sympathie excessive, on le sait, pour le Bloc populaire. Le Bloc populaire et son chef sont et resteront pour moi des adversaires politique, mais il s'agit d'une question de principe. Comme j'appartiendrai à un nouveau parti, quand viendront les élections, ce parti sera constitué dans le temps, je tiens à enregistrer ma protestation. Je veux montrer comment M. Frigon entend la justice.

Je proteste contre ce procédé, cette entrave à la liberté de parole dont M. Augustin Frigon vient de nous donner l'exemple. C'est une attitude arbitraire et doctrinale qui ne me surprend pas de la part de M. Frigon. Comme dans le domaine provincial M. Frigon ne reconnaîtra probablement que le Parti libéral et l'Union nationale, je dénonce cette attitude arbitraire et dictatoriale.

J'espère que M. Adrien Pouliot, gouverneur de Radio-Canada, fera comprendre à M. A.-P. Frigon, gérant général de la Société, que tous les partis doivent avoir justice égale.

#### **Hommage à Henry Farmer**

**M. Leduc (Laval)** rappelle brièvement la mort du sergent détective Henry Farmer, de la police de Montréal, tué d'une balle au cours de l'exercice de ses fonctions, alors qu'il allait s'enquérir de la présence de cambrioleurs dans une maison, près de son logis. Il rend hommage au courage et à la bravoure du sergent détective montréalais et présente ses sympathies à sa famille.

#### **Fête des Irlandais**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est demain, vendredi, la Saint-Patrice et, par conséquent, la fête d'une bonne partie de la population, nos bons amis les Irlandais. Je dois rendre hommage aux Irlandais et leur présenter nos meilleurs vœux par anticipation. Nos coreligionnaires irlandais ont pour porte-parole, ici, quelqu'un qui les représente bien.

Je veux dire à nos compatriotes d'origine irlandaise combien nous apprécions leur contribution au progrès de la vie canadienne, car, si les Irlandais ont apporté une contribution immense à la prospérité matérielle du pays, je crois que leur contribution à sa grandeur et à sa beauté morale et spirituelle est plus grande encore. Ils constituent chez nous un élément précieux à notre vie nationale. Ce sont d'excellents

citoyens auxquels il me plaît de rendre hommage aujourd'hui et d'offrir nos vœux sincères de bonheur et de prospérité à tous les fils de la verte Érin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'offre mes meilleurs vœux aux représentants de la race irlandaise. Aucune race n'a été plus en mesure que toute autre d'apprécier la largeur de vues, la générosité et la grandeur d'âme des Canadiens français que la race des Irlandais, car elle en a bénéficié à plusieurs reprises. Comme nous, les Canadiens français, les Irlandais appartiennent à la minorité et luttent pour leurs droits. Ils nous apprennent le respect de l'autonomie, des droits traditionnels et des convictions nationales. Les Irlandais et les Canadiens français ont des raisons d'entretenir des sentiments d'amitié les uns envers les autres. Il offre les bons souhaits de l'opposition.

**M. Chaloult (Lothbinière):** J'ai beaucoup d'estime et d'admiration pour les Irlandais et souhaite que leur situation continue à s'améliorer et que les Irlandais et les Canadiens français continuent d'être unis dans la poursuite d'un idéal commun. J'ai également beaucoup d'admiration pour le président de la République irlandaise, M. De Valera. J'admire la sagesse, le patriotisme et la façon courageuse avec lesquels il dirige son gouvernement.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** parle au nom de la minorité anglo-saxonne et félicite les Irlandais de la part qu'ils prennent au conflit actuel.

**M. Lawn (Pontiac)** remercie la Chambre et particulièrement ses collègues qui l'ont précédé, au nom des fils de la verte Érin, de cet hommage et montre comment les Irlandais sont restés fidèles à leurs principes. Il espère que le présent gouvernement d'Irlande saura trouver une solution satisfaisante à ses problèmes actuels. Il fait l'éloge des Canadiens français et rappelle leur largeur de vues à l'endroit des autres races dans la province de Québec.

#### **Voies et moyens:**

#### **Débat sur le budget 1944-1945 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 14 mars courant sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-

Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** M. l'Orateur, je félicite le député de Lotbinière (M. Chaloult), dernier orateur à parler sur le budget, du ton relevé de son discours. Il a exprimé des opinions qui ne peuvent être acceptées que sous bénéfice d'inventaire. Si je ne partage pas ses idées, je puis bien le féliciter de la façon dont il les exprime, car il faut admettre qu'il évolue depuis quelque temps. J'espère que, lorsqu'il sera rendu au terme de son évolution, ses opinions se rapprocheront passablement des nôtres.

Mes félicitations les plus sincères au trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) pour son discours du budget qu'il a fait le 24 février, qui est une revue claire, précise, substantielle, sérieuse et si réconfortante des finances de la province depuis 10 ans et devrait être relu parce qu'il contient une réponse à toutes les questions que peuvent se poser les hommes de bonne volonté sur notre véritable situation financière. La province sait maintenant où elle en est.

En relisant son discours, on y verra que nos prédécesseurs ne tombaient pas de Charybde en Scylla, mais de déficit en déficit, ne s'occupant nullement des revenus pour mesurer les dépenses. L'ancien gouvernement de l'Union nationale ne se donnait point la peine d'équilibrer les revenus et les dépenses, ce qui entraînait inévitablement des déficits.

On y constatera aussi que, sous le gouvernement actuel, les dépenses publiques sont contrôlées par la Chambre et limitées par le volume des revenus, ce qui est conforme aux principes de la saine démocratie. Je félicite aussi l'honorable trésorier de la largeur de vues dont il fait preuve en prononçant ses discours en un français impeccable et avec une gentillesse que le député de Lotbinière (M. Chaloult) a reconnue et que tous devraient s'efforcer d'imiter.

(Applaudissements à droite)

Le député de Saint-Jean-Napierville (M. J.-P. Beaulieu) a prononcé un long discours en sa qualité de critique financier de l'opposition. Il a beaucoup parlé de chiffres, mais il n'a nullement tout analysé ni réfuté le discours sur le budget qui reste intact.

Un petit incident nous a démontré le peu de foi qu'il faut attacher à l'échafaudage que le député de Saint-Jean-Napierville a laborieusement édifié et qui s'est trouvé d'un seul coup démolé. Dans un mouvement oratoire, le député de Saint-Jean s'est

demandé ce que le gouvernement a fait des \$17,000,000 d'obligations que la province a achetées aux cinq emprunts de la victoire. "Ont-elles été vendues?", s'est-il écrié. Le trésorier de la province s'est levé spontanément pour lui répondre, mais le chef de l'opposition s'est levé, a soulevé un point d'ordre pour empêcher la Chambre d'entendre la réponse et a déclaré qu'il ne voulait pas qu'on interrompe son collègue. Ce dernier a retiré sa question et s'est aussitôt défilé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pas fort.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est plus fort que le point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

Le député de Saint-Jean-Napierville (M. J.-P. Beaulieu) a cherché dans les documents officiels \$17,000,000 d'obligations. Or, il faut tout de suite mettre les choses au point. Ce n'est pas \$17,000,000, mais \$15,600,000 d'obligations que la province a achetées dans les obligations de la victoire. Il a exagéré de \$1,400,000, mais ce n'est rien pour lui, comparé aux exagérations de son parti.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** J'ai dit dans mon discours que, d'après les annonces publiées dans les journaux, comme *Le Soleil*, le montant total des obligations souscrites devait être de \$17,000,000.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Dans le texte de son discours qu'il a remis aux journaux, le député de Saint-Jean-Napierville dit bien que c'est \$17,000,000 et c'est pour cela qu'il n'a pas trouvé toutes les obligations qu'il prétend avoir été achetées par la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas son texte mais un résumé que le député de Saint-Jean-Napierville a remis aux journaux.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** J'aime mieux croire ce qu'écrit le député de Saint-Jean-Napierville que ce que dit le chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

Pour illustrer le peu de sérieux et l'absence de logique qui caractérisent le discours du critique de l'opposition, il suffit de signaler qu'il s'est permis de comparer les dépenses de l'Union nationale faites en temps de paix par la province de Québec avec les dépenses faites en temps de guerre par le gouvernement fédéral. Il n'y a pas plus inconsequent ou plus ridicule que cela. Comme dirait le chef de l'opposition, de son petit ton: Quel spectacle! Quelle audace!

**Des députés ministériels rient.**

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Dans le deuxième cas, il s'agit de tout un pays en état de guerre et qui normalement a un budget au moins dix fois plus élevé que celui de la province de Québec, mais ceci n'intéresse pas le député de Saint-Jean-Napierville. Avec ses méthodes en matière de finances, il aurait tout aussi bien pu prendre comme point de comparaison les dépenses de l'Union nationale, pour les excuser, avec celles des États-Unis, avec une population de 140,000,000, la Russie, avec une population de 180,000,000, la Chine avec une population de 400,000,000; il aurait pu comparer les dépenses de la ville de Saint-Jean avec celles de la cité de Montréal, qui sont 30 fois plus considérables.

Le député a aussi vanté le crédit de la province sous l'Union nationale; il a oublié de dire qu'au mois de juillet 1939, quelques mois à peine avant la grande déconfiture, le crédit du gouvernement était déjà si ébranlé que l'Union nationale ne pouvait plus emprunter un sou sur le marché canadien et que son chef a été obligé de se traîner, chapeau bas, devant les banquiers de New York pour leur emprunter un montant de \$30,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre.

**Des députés ministériels rient.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas eu besoin d'aller à New York. Ce sont les banquiers américains qui sont venus me voir.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Oui, mais qui les avait invités?  
(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Personne. Ils sont venus d'eux-mêmes.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Les banquiers américains ont voulu punir le chef de l'opposition, grand financier de son cabinet, en lui faisant payer une pénalité de 11 % sous forme de taux d'échange sur le montant de son emprunt.

En parlant des affaires de la Commission des liqueurs, le député de Saint-Jean a dit: "La Commission a fait des profits de \$12,000,000 et n'en a versé que \$10,000,000 au fonds consolidé." Mais c'est là une pratique conseillée dès 1931 par la maison Price, Waterhouse et Cie, et le présent système de comptabilité est le même que sous l'Union nationale.

S'il y a une différence de \$2,000,000, c'est que cette somme a été payée après le rapport qui a été soumis à l'Assemblée législative.

Le député de Saint-Jean-Napierville (M. J.-P. Beaulieu) a prétendu que le personnel du service public a été augmenté de 6,000 employés depuis cinq ans par le gouvernement actuel. Encore des chiffres pris dans la lune. Voyons les faits.

La vérité, c'est que sous l'Union nationale, en l'espace de trois ans, le nombre des employés civils a été augmenté de 2,610, soit dans une proportion de 41 %, et que pendant quatre années d'administration du gouvernement actuel, le personnel n'a été augmenté que de 647 nouveaux employés, soit 7 %. Ce sont là les chiffres officiels.

Avec de pareilles inventions, il n'est pas surprenant que le député de Saint-Jean-Napierville ait besoin d'être convaincu de sa capacité de remplacer le trésorier actuel.

Là où le député de Saint-Jean-Napierville s'est surpassé, c'est lorsqu'il a parlé des sommes dépensées par l'Union nationale pour remédier au chômage. Le député a prétendu, d'un grand sérieux, que les dépenses totales du chômage, de 1936 à 1939, se sont élevées à \$74,000,000 et, dans un mouvement de grande éloquence, disait que "sans ces déboursés, le gouvernement de l'Union nationale n'aurait pas eu de déficit. Nous aurions bouclé notre budget".

La vérité est que les chiffres officiels sont tout autres. Ce n'est pas \$74,000,000 qui a été dépensé par l'Union nationale pour secourir les chômeurs, mais exactement \$62,036,150. Cela fait donc une différence de \$13,000,000. Si tout le reste de son discours comporte autant d'erreurs, on peut tirer ses propres conclusions, car, en suivant les mêmes méthodes de comptabilité que celles du député de Saint-Jean, il faudrait ajouter ces \$13,000,000 à tous les déficits accumulés annuellement par l'Union nationale.

Or, pour les quatre années de 1936 à 1939 inclusivement, les dépenses de l'Union nationale ont excédé les revenus pour une somme de \$160,434,000. En ajoutant les \$13,000,000 que le Parti libéral a dépensés pour le chômage, ceci voudrait dire que le déficit de l'Union nationale pendant les quatre années est de \$173,000,000, soit une moyenne d'au-delà de \$42,000,000 par année. Il est vrai que le député de Saint-Jean-Napierville n'était pas là, j'allais dire heureusement, car il est de plus en plus porté sur l'exagération.

Il n'est pas surprenant qu'avec de telles fantaisies et de telles erreurs le député de Saint-Jean-Napierville se soit grisé d'enthousiasme et que son chef le regarde déjà avec des yeux en signe de piastre, pour le nommer trésorier en 1992, (rires) et que le député de Brome (M. Robinson) garde son sang-froid en l'écoutant.

Parlant des emprunts contractés par la province, le jongleur officiel de l'opposition a voulu comparer le dernier emprunt de \$30,000,000 de juillet 1939, à New York, fait par l'Union nationale en temps de paix, avec un emprunt de \$31,500,000 contracté en février 1940 par le gouvernement libéral au Canada, lorsque le marché était affecté par la guerre. Dans les derniers mois de son régime agonisant, le gouvernement de l'Union nationale, c'est un fait reconnu, ne pouvait plus emprunter un sou au pays et ne pouvait plus vendre les débentures de la province.

Le 15 mars 1939, ce même gouvernement a contracté un emprunt de \$30,000,000 et, en juillet 1939, il restait encore au-delà de \$5,000,000 sur cet emprunt non vendus. Les gens n'en voulaient pas et la province a dû les absorber elle-même. Sous le régime libéral actuel, il est facile de trouver des gens qui veulent lui faire confiance, car les emprunts sont vendus aussitôt qu'ils sont lancés sur le marché. Ainsi, certaines obligations de la province qui étaient cotées à 98 en 1939 sont tombées à 89 en 1940, à cause de la guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui était au pouvoir?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le 1<sup>er</sup> mars 1944, elles étaient cotées à 102½ à cause de la saine administration du gouvernement actuel. Qui était au pouvoir?

(Applaudissements à droite)

Rien de surprenant si le crédit de la province était très bas en 1939, après trois ans du régime de l'Union nationale. Cette dernière a dépensé

\$376,000,000 en trois ans, alors que les revenus étaient infiniment moindres que ceux du gouvernement actuel, qui a dépensé \$368,000,000 durant une période de quatre ans, soit avec une moyenne de \$92,000,000 par année, alors que nos revenus sont beaucoup plus considérables.

Mais le député de Saint-Jean-Napierville est convaincu que son chef est quand même un génie financier, et ceci me rappelle la remarque d'un cultivateur de mon comté à propos du chef de l'opposition, lorsqu'il disait: "C'est peut-être un homme qui a la parole facile sur les "hustings", mais, comme premier ministre, il coûte trop cher pour nous autres. Ce serait mieux pour nous de le louer à \$1 par année et de l'envoyer gouverneur d'un autre pays!

Le député de Saint-Jean-Napierville a qualifié la taxe de vente d'arbitraire et injuste. Au cours de la dernière année, cette taxe a rapporté \$12,000,000 à la province pour le dernier exercice financier. Son chef, fort en promesses avant les élections, promesses jamais exécutées après les élections, déclare que, s'il était porté au pouvoir, il abolirait la taxe de vente. S'il remplit cette promesse, où et comment le chef de l'opposition pourra-t-il trouver ce montant de \$12,000,000 que rapporte cette taxe, pour maintenir tous les services? Il faudra taxer ailleurs ou emprunter, car un homme qui ne gagne que \$100 par mois et qui en dépense \$500 doit trouver l'argent ailleurs, s'il ne veut pas tomber en faillite.

Le critique financier de l'opposition a rappelé avec vantardise que son chef avait aboli les passages à niveau entre Québec et Montréal, mais il ne nous a pas dit, naturellement, que le gouvernement actuel a aboli les ponts de péage. Il a laissé entendre que c'est l'Union nationale qui avait payé pour les travaux. Or, il faut dire toute la vérité, et la vérité est que les autorités fédérales, par la Commission des chemins de fer et la compagnie du Pacifique Canadien, ont fourni \$487,315 pour tous ces travaux pour faire disparaître ces traverses à niveau. Il est bon même en Chambre de rendre à César ce qui est à César.

Dans un discours sur des questions aussi arides, le député a voulu intercaler certaines considérations au sujet de l'amour qu'entretient son chef pour les ouvriers. Il a parlé du problème du logement et il s'est écrié: "Le chef de l'Union nationale a toujours reconnu la primauté du capital humain." Il avait promis de démolir les taudis et de construire des logements salubres. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) accusait alors le premier ministre actuel de ne promettre des octrois que pour des porcheries. Il disait: "Nous, ce ne sont pas des porcheries que nous voulons construire, mais

des logements salubres." Le 13 août 1936, parlant à Baie-du-Febvre, le chef de l'opposition disait - c'est *Le Devoir* qui rapporte ses paroles et *Le Devoir* ne ment jamais - il disait: "Je promets de construire des logements pour les humains."

Or, une fois premier ministre, il a dépensé, de 1936 à 1939, dans sa ville de Trois-Rivières, un montant de \$4,023,618 pour un terrain de l'exposition. Là-dessus, on ne trouve rien pour les logements salubres. On trouve \$42,000 pour l'entrée principale de l'exposition; \$115,000 pour le vestiaire - le vestiaire! - \$195,000 pour une piscine; \$313,000 pour un stade de baseball; \$70,000 pour des écuries; \$131,000 pour des vacheries; \$50,000 pour un kiosque; \$153,000 pour le colisée; \$970,000 pour une clôture et un chemin de ceinture; \$190,000 pour des bâtisses agricoles; \$35,000 pour des magasins, et le reste, mais pas un sou pour des logements pour des humains! Qui a pensé aux animaux d'abord? On a bâti huit écuries, qui coûtent \$8,750 chacune. Et dans le haut des écuries, il a construit un petit logement, mais c'est pour les jockeys. Où sont les logements salubres dans cela? Combien de beaux logements aurait-on pu bâtir avec cet argent?

Dans *L'Illustration*, journal du chef de l'opposition...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais! *L'Illustration* n'est pas mon journal!

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Eh bien, reprenons. *Le Devoir*, qui publie les paroles du chef de l'Union nationale à la Baie-du-Febvre. Écoutez: "Nous ferons des constructions honnêtes en demandant des soumissions avant d'accorder des contrats importants." En demandant des soumissions, disait le chef de l'opposition en 1936, nous économiserons \$2,000,000 par année; \$400,000 en abolissant les commissions gouvernementales et \$500,000 avec une meilleure répartition des ministères. Et en confiant les hauts postes à des compétences, nous économiserons un autre demi-million. Les compétences qu'il a choisies, nous les connaissons. C'est M. William Tremblay, qu'il a placé au Travail; M. Henri Auger, qu'il a placé à la Colonisation; M. Bona Dussault, pilote au long cours et ministre au court terme, qu'il a placé à l'Agriculture.

Mais laissons *Le Devoir* et prenons le petit catéchisme de l'Union nationale. Dans le temps, nos amis d'en face marchaient au catéchisme, mais aujourd'hui c'est le catéchisme qui les fait marcher. Le chef de l'opposition doit s'en souvenir?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Que le chef de l'opposition prenne garde, son salut est en péril. (Prenant une brochure électorale de 1936, qui a pour titre "Le petit catéchisme de l'Union nationale")<sup>1</sup> Que disait le petit catéchisme de nos amis d'en face? Question: Faut-il abolir Spencer Wood? Réponse: Oui, et remplacer le lieutenant-gouverneur par le juge en chef de la Cour d'appel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre me permet-il une question?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Si elle est conforme à votre petit catéchisme de l'Union nationale, oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre sait-il que, lorsque le lieutenant-gouverneur était absent, nous avons nommé le juge en chef, Sir Mathias Tellier, administrateur de la province?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Réponse: Oui, mais ce n'est pas ce que vous aviez promis.

**Des députés ministériels rient.**

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Dans le *Catéchisme des électeurs*, on trouve bien d'autres promesses, comme par exemple l'abolition de la Commission des liqueurs, etc. Ces promesses sont restées lettre morte.

Le chef de l'opposition avait promis de faire arrêter tous ces adversaires; il a engagé 36 inspecteurs dans un département, pour un montant de \$38,000, pour découvrir une erreur de \$818 dans les livres. L'Union nationale a dépensé \$1,217,653 pour la construction d'une route de 15 milles entre Sainte-Anne et Tadoussac.

M. l'Orateur, je termine. En terminant son discours, le député de Saint-Jean-Napierville, dans son zèle et son admiration pour son vénéré chef, a répété tous les vieux clichés, les vieilles formules, faisant du régime de l'Union nationale le plus merveilleux régime de tous les temps, depuis le déluge jusqu'à la Confédération et depuis la Confédération jusqu'à nos jours.

Le député nous a vanté le patriotisme de son chef en inventant, après la légende de Sainte-Claire dont a parlé hier le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), la légende de l'île



d'Anticosti, avec la légende des flots bleus. Il a voulu répéter cette légende que le chef de l'opposition, dans une ardeur patriotique et prophétisant le conflit qui afflige le monde, avait empêché, dit-il, un syndicat de méchants Allemands d'acheter l'île d'Anticosti, en 1939.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1938.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le député de Saint-Jean-Napierville cherche à faire croire que le chef de l'opposition est un grand patriote et que le chef de l'opposition lui-même tente souvent de faire croire qu'il est un ardent partisan de la cause des alliés et un grand patriote.

Quand, où, comment ce même chef de l'opposition a-t-il défendu et encouragé la cause des alliés? Quand et où a-t-il jamais risqué un seul discours pouvant créer un peu de confiance, d'enthousiasme et donner de la conviction chez notre peuple? Il faut bien le dire, il n'a jamais manqué une occasion de ralentir sinon de saper notre effort de guerre, d'attaquer le gouvernement fédéral dans tous les domaines et en toute occasion, lui qui a la lourde tâche de la poursuite de la guerre. Son discours à Trois-Rivières contre la participation à la guerre, en 1939, au cours de la campagne électorale, en est un exemple frappant.

Et ici même, en cette Chambre, depuis que la guerre est déclarée, il passe son temps à attaquer directement ou indirectement le gouvernement du pays, laissant de côté pratiquement les questions provinciales qui devraient retenir son attention. Il compare King à Hitler. S'il vivait sous le régime d'Hitler, il ne pourrait comparer Hitler à Churchill. Même aux jours les plus sombres de la guerre, en 1940, lorsque la France était obligée de capituler, quand l'Angleterre était en grand péril, il voyait le gouvernement fédéral comme l'ennemi numéro un et il consacrait ses efforts et son talent à diminuer le prestige de ce même gouvernement. Sa conduite fait contraste avec celle de tous les hommes publics du Canada et celle des chefs politiques des autres provinces.

Et, pendant que nos soldats sont en proie aux plus lourdes privations, consentent les plus durs et grands sacrifices et donnent crânement leur vie pour sauvegarder notre territoire et notre liberté, quand des millions d'Européens meurent de faim, le chef de l'opposition et ses lieutenants s'évertuent à soulever notre population contre le pouvoir fédéral et organisent ici une petite guerre autour du rationnement de quelques morceaux de sucre, quelques livres de café et quelques bouteilles de whisky.

On fait de l'électoratisme ici quand nos fils font la guerre là-bas. Le peuple jugera les pseudo-patriotes en temps et lieu.

(Applaudissements à droite)

**M. Robinson (Brome):** La Chambre vient d'entendre un discours qui ne fait pas honneur à un ministre de la couronne. Il avertit la députation qu'il ne suivra pas l'exemple de celui qui l'a précédé et ne s'emploiera pas à conter quelque histoire.

Il proteste contre les déclarations faites par les orateurs de la présente administration quant aux lois et à la politique de l'ancien gouvernement de l'Union nationale. Il trouve regrettable que le Parti libéral n'arrive pas à mettre de côté sa petite partisanerie, surtout en ce temps de guerre, lorsque les hommes devraient s'élever au-dessus de tels préjugés, afin d'aider à trouver des solutions justes et équitables aux problèmes vitaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Une explication de cela se trouve peut-être dans le fait qu'on n'a pas élu les bons candidats à l'Assemblée législative. Mais il n'est pas surpris qu'il y ait tant de haine à l'endroit du chef de l'opposition, car c'est lui qui a brisé la machine libérale qui datait de 40 ans.

Il se demande si les électeurs de Bellechasse ou de Brome seraient heureux d'apprendre que le député de Bellechasse (l'honorable M. Bienvenue) a profité du discours du budget pour attaquer le chef de l'opposition et le tenir pour digne d'être envoyé dans un camp de concentration, en tant que traître, mais cette conduite va de pair avec les tactiques libérales. Il se rappelle que, lors d'une assemblée électorale à Huntingdon, le trésorier de la province avait dit aux gens que c'était l'anniversaire de Munich, comme si cela avait quelque chose à voir avec les résultats d'élection. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, suivons un homme dont nous savons qu'il a fait plus pour la province que tous les autres premiers ministres élus avant 1936. Nous suivons un homme qui s'est élevé contre la centralisation à Ottawa. Est-ce là un crime? Doit-il être condamné pour ça?

Il commence à croire que la province n'envoie peut-être pas les hommes qu'il faut à la Législature. Il reproche aux libéraux la longueur de la session. Il n'y a pas de raison, dit-il, de passer quatre mois à entendre l'éloge du Parti libéral par les députés du gouvernement, comme celui qu'a fait le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson).

Quant au discours du budget, on aurait pu s'attendre à ce que le trésorier, en le prononçant, essaie de donner à la Législature et à la province quelque chose de constructif pour rassurer la

population, surtout à la veille de la période d'après-guerre. Le trésorier s'est contenté de chanter le refrain connu, à savoir que les finances de la province étaient en fort mauvais état à l'arrivée des libéraux. Elles étaient si mauvaises qu'il a continué à les rendre pires en empruntant un autre \$60,000,000, qu'il n'a rien mis de côté pour les gros travaux publics d'après-guerre et que, en résumé, sa gestion signifie uniquement qu'il a ajouté à la dette, alourdi le fardeau du peuple de quelque \$25,000,000 par année et n'a pas un sou en main ou presque rien à montrer pour les quelque \$125,000,000 supplémentaires.

Au lieu de cela, la seule chose que le trésorier ait réussi, ç'a été de faire de notre province la plus taxée du Canada. Il n'a même pas réussi à garder dans le fonds d'amortissement les \$17,000,000 de bons de la victoire qui ont été achetés par la province de Québec. Ce n'est certes pas le moyen d'encourager les citoyens à mettre ces obligations en portefeuille. Il nous envoie dans un monde où s'exerce la concurrence, alors qu'un fardeau supplémentaire pèse sur les épaules de la population.

Il attaque ensuite la politique d'étatisation du gouvernement en ce qui concerne les pouvoirs électriques. Jusqu'ici, dit-il, c'était une tradition chez nous de laisser le champ des utilités publiques au capital privé. Le gouvernement veut donner à la province une politique nouvelle qui briderait le capitalisme. Allons-nous devenir une province socialiste? Il prévoit le jour où, comme en Russie, nous aurons des fermes collectives. Le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue), déclare-t-il, est un parfait gentilhomme, mais il a promis l'an dernier que le capital serait protégé dans la province. Pourquoi veut-on maintenant refuser la protection à de bons hommes d'affaires?

Le gouvernement a des tendances communistes et socialistes des plus troublantes et alarmantes, car je ne puis voir comment ce gouvernement peut s'engager dans un domaine qui relève de l'initiative privée, avec monopole dans chaque cas, sans ruiner les affaires et les industries actuelles que nous avons dans la province.

Le gouvernement se lance dans cette aventure parce qu'il sent le terrain glisser sous ses pieds, et cette étatisation n'est qu'un expédient pour faire oublier les taxes et les promesses oubliées. C'est le *Mane, thecel, pharès* sur le mur. Bientôt le gouvernement sera dirigé par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

Le trésorier a insisté sur le surplus qu'il a enregistré l'an dernier, sur le modeste surplus qu'il enregistrera probablement cette année et sur celui

prévu l'an prochain. N'importe quel comptable le moins habile peut faire dire à peu près n'importe quoi aux chiffres, et loin de moi l'idée de vouloir diminuer la gloire que le trésorier et ses amis pourraient se faire d'être de brillants comptables. Ce n'est pas surprenant que tant de rancune ait été exprimée à l'endroit du chef de l'opposition, puisque c'est lui qui a mis fin au racket libéral qui durait depuis 40 ans.

Le gouvernement de l'Union nationale, dont j'ai été le partisan de 1936 à 1939, a dépensé des millions, il est vrai, mais cet argent a été utilisé avec sagesse; il a été dépensé pour les sans-travail, les pauvres et les déshérités de la vie. Ainsi, durant cette période de trois ans, il s'est dépensé \$74,000,000 pour le chômage, ce qui comprend les travaux publics, des millions en pensions aux vieillards, pour le prêt agricole, pour des chemins, pour l'éducation. L'Union nationale a aussi fait large part aux universités et leur a distribué un montant total de \$1,885,000, soit \$1,500,000 à l'Université McGill, \$335,000 au collège Bishop et \$50,000 au collège de Stanstead.

J'insiste sur ces dernières subventions accordées aux institutions et à l'éducation protestantes, car, en 1936, nous avons élu pour la première fois un premier ministre qui a cherché avec honnêteté et sincérité à remplir ses promesses électorales de justice et de fair-play à l'endroit de la minorité de cette province. De fait, deux membres de cette minorité faisaient partie de son cabinet. On constatera donc que, pendant que notre gouvernement dépensait une grosse somme d'argent, cet argent était utilisé à l'avantage de la province et de sa population et non pas de quelques privilégiés. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu ceci dans le discours du trésorier: "Éviter le gaspillage et réduire les dépenses, selon les revenus, telle est la consigne à observer pour un développement progressif. Le gouvernement a été très conscient de cet aspect des affaires publiques."

L'honorable trésorier de la province devait sûrement faire de l'ironie lorsqu'il a employé les mots "réduire les dépenses". S'il avait l'intention de réduire les dépenses, comment son gouvernement a-t-il pu engager près de 6,000 fonctionnaires de plus qu'on n'en avait engagé de 1936 à 1939, et ce, à une période où le chômage n'existe pas, où les hommes ont les moyens de se nourrir et de nourrir leur famille. Il aurait été beaucoup plus juste envers ces nouveaux employés du service public de leur laisser la chance d'avoir de l'avancement dans l'entreprise privée. Mais peut-être le gouvernement sentait-il déjà

que les beaux jours de l'entreprise privée tiraient à leur fin. S'il est vrai que le gouvernement a la ferme intention de réduire les dépenses, comment peut-il justifier les dépenses extravagantes et inutiles qu'il a faites concernant la fabrique de sucre de betterave? Comment peut-il dire que ce gouvernement a réduit les dépenses?

Les chiffres donnés par le trésorier sont camouflés. Ce doit être intéressant pour les contribuables de la province, en lisant le discours du budget, de constater combien il passe rapidement sur les revenus reçus de la Commission des liqueurs. Comment un gouvernement, qui prétend avoir à cœur les intérêts du peuple, peut-il se vanter d'avoir vendu, en temps de guerre, de la boisson frelatée pour réaliser en un an un profit scandaleux de \$11,500,000? Ce gouvernement peut-il être fier d'avoir été l'organisateur et l'administrateur d'un racket qui a pris environ \$35,000,000 au peuple et qui lui a donné si peu en retour? J'emploie le mot "racket", en parlant de la Commission des liqueurs, parce que la bonne boisson va maintenant aux favoris du régime et échappe à la masse.

Cette situation serait risible si elle n'était pas aussi grave et aussi ruineuse à la province de Québec. Autrefois, le gouvernement du Parti libéral avait l'habitude de berner le peuple en lui faisant des promesses extravagantes s'il était reporté au pouvoir. Aujourd'hui, voilà qu'il essaie de duper la population en se présentant comme le sauveur de la province grâce à sa soi-disant capacité à faire des économies et à protéger les deniers publics.

Une des choses les plus décevantes de ce gouvernement, c'est sa tendance à s'engager dans le domaine industriel et à entrer ainsi en concurrence avec l'entreprise privée. Tout le monde sait que cette concurrence est non seulement malsaine, mais déloyale. C'est ce même gouvernement qui se présentera au peuple et qui lui demandera un vote de confiance. Il lui demandera de mettre sa confiance et tous ses espoirs en un gouvernement qui semble avoir une tendance non seulement à exproprier, mais à s'approprier la propriété privée.

Tout le monde sait qu'une entreprise gouvernementale entraîne des dépenses beaucoup plus élevées qu'une entreprise équivalente dans le secteur privé, et cela est facile à comprendre. Tout homme politique impliqué personnellement dans une entreprise gouvernementale doit être réélu s'il veut continuer à gérer ladite entreprise. En conséquence, sa réélection dépend du peuple et il mettra tout en œuvre pour que le plus grand nombre possible de ses amis soient engagés dans cette entreprise, sans tenir

compte de leurs qualifications, afin d'assurer sa réélection. Si un membre de cette Chambre peut me nommer une seule entreprise ou un projet gouvernemental dirigé plus habilement et de façon plus économique par le gouvernement que s'il était géré par le capital et l'entreprise privés, je vais retirer tout ce que j'ai dit à ce sujet.

La lecture du budget de l'honorable trésorier de la province m'a également intéressé. Alors qu'on réalise qu'une situation financière solide est nécessaire à l'essor économique du pays, le gouvernement n'a pas écarté le fait qu'elle représente en un sens un désavantage; elle permet le progrès mais elle ne constitue pas le progrès.

Autrement dit, le trésorier nous dit qu'il faut économiser le plus possible et maintenir les finances en bonne santé, mais il admet également que certains travaux sont nécessaires et que certains projets doivent être financés, pour le bien de la province et de la population. Et cependant, la seule exonération apportée aux taxes excessives qui sont imposées à la population de cette province, c'est qu'on suggère que certains items seront exemptés de la taxe de vente. Il ne me vient à l'idée aucun exemple d'une seule occasion où ce gouvernement a fait une déclaration précise quant aux exonérations qu'il a l'intention de nous donner.

Il doit toujours suggérer, quand il mentionne un projet ou une exonération, une alternative au cas où il déciderait de changer d'idée n'importe quand dans le futur. Pourquoi n'a-t-il pas le courage de dire franchement et honnêtement qu'il a l'intention d'abolir la taxe de vente, une taxe odieuse et très injuste que les gens de cette province n'acceptent pas et qu'ils ne laisseront aucun gouvernement continuer de leur imposer?

L'honorable trésorier de la province déclare qu'il a un budget équilibré. Comment pourrait-il en être autrement, puisque le gouvernement n'a pratiquement rien dépensé pour le bien de la province ou de la population, si ce n'est en éducation, et qu'il a quand même haussé les taxes afin d'augmenter ses revenus de \$30,000,000 par année? S'il fallait qu'un gouvernement ne réussisse pas à équilibrer son budget en temps de guerre, il y aurait certainement matière à se questionner. Jamais le pays n'a eu autant d'argent que maintenant. Les dépôts bancaires sont les plus élevés de toute l'histoire du pays, même après les emprunts de la victoire. Le chômage est pratiquement inexistant et non seulement les hommes mais aussi la majorité des femmes travaillent à des salaires beaucoup plus élevés qu'auparavant.

Au sujet d'un montant de \$350,000 prévu pour l'achat de graines de semences pour les cultivateurs de la province, il (M. Robinson) dit qu'il n'est pas convaincu que la Coopérative fédérée de Québec soit une entreprise capable de venir en aide aux collectivités rurales.

J'aimerais répéter que toute aide qui peut être accordée au cultivateur, ou tout projet qui pourrait lui être avantageux se doit de recevoir l'appui de tous les citoyens bien pensants de ce pays et devrait assurément avoir le soutien et la coopération des membres de l'opposition. Si j'étais certain que la Coopérative fédérée est profitable au cultivateur, je serais un des plus ardents supporters d'une telle organisation. Mais, d'ici à ce qu'un auditeur indépendant puisse nous faire la démonstration de ce que cette entreprise représente, je crois qu'il vaut mieux l'examiner de plus près.

Ce n'est pas le fait que le gouvernement a l'intention d'allouer \$350,000 à la Coopérative fédérée pour la distribution de graines aux cultivateurs qui me dérange, mais les profits que ces derniers en retireront. La province de Québec compte plus de 200,000 cultivateurs et l'aide qu'on accordera à chacun d'eux ne sera que de quelques dollars, alors qu'avec le système proposé la Coopérative elle-même retirera probablement quelque \$25,000,000 de profits. Les marchands ou l'entreprise privée pourraient faire la même distribution de graines à un coût approximatif de \$10,000.

En réponse à une question de l'honorable chef de l'opposition, le premier ministre a laissé entendre que des marchands de graines avaient déjà vendu des graines d'avoine fourragère "feed oats" pour des graines de semence, causant ainsi la perte des récoltes. Pour le marchand de graines, cette insinuation est on ne peut plus ridicule, puisque tout le grain en provenance de l'Ouest canadien est garanti couvert par un certificat fédéral émis par les commissaires du Board of grain, un département du gouvernement fédéral.

Alors, comment des graines fourragères pourraient-elles être vendues comme graines de semence? Est-ce que le premier ministre insinue que le service d'inspection du ministère du Commerce émettrait un certificat du gouvernement pour des graines de semence qui seraient en réalité des graines fourragères? Ce ministère émet un certificat pour chaque wagon de céréales qui quitte l'Ouest, attestant qu'il s'agit soit d'avoine fourragère ou d'avoine de semence.

En vertu de ce plan, le gouvernement du Québec possède maintenant ses graines de semence

numéro 1, 2 et 3, et les graines de semence numéro 3 ne constituent même pas de bonnes graines fourragères. Si la coopérative fédérée vend des graines de semence numéro 3 à n'importe qui, l'argent de cette personne ne rapportera certainement pas beaucoup de profits. Par les années passées, ils ont fait entrer de la semence médiocre qu'ils ont vendue comme de la bonne semence.

Eux, la Coopérative fédérée, ont interprété la qualité à leur propre façon. Autrement dit, la Coopérative fédérée a fait croire à certains fermiers que, quand ils disent que la semence est bonne, elle l'est, qu'elle le soit ou non en réalité. Cet état de choses n'a jamais existé et n'existe pas présentement quand les transactions se font par les bons canaux indépendants.

Le gouvernement actuel ne se compose pas de surhommes et la majorité de ses meilleurs éléments sont partis. La province n'envoie peut-être pas les bonnes personnes siéger en cette Assemblée législative et la fiche du gouvernement pour ce qui est de décourager les bonnes personnes de venir ici est déplorable.

Ne serait-il pas temps de penser au payeur de taxes, cet éternel oublié? Il peut cesser d'exister, ayant fui ou ayant été écrasé, si le gouvernement continue de taxer la population au-delà de ses capacités.

**M. Joyal (Chambly)** fait remarquer qu'il prononce son premier discours en Chambre depuis son élection en 1939, non pas qu'il le fasse pour son plaisir personnel, dit-il, mais parce qu'il considère qu'il est de son devoir de prendre la parole.

Une des raisons, affirme-t-il, pour lesquelles mes électeurs ont voté contre le gouvernement de l'Union nationale en 1939, c'est le mauvais état des finances de la province dont ce gouvernement était responsable. Ces mêmes hommes, industriels, cultivateurs à l'aise, ouvriers, commerçants, après avoir entendu l'exposé de l'honorable trésorier, refuseront de gouverner tout ce que leur a dit le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu).

La profession de comptable est honorable et la plupart de ses membres lui font honneur. Ceux qui sont à l'emploi de la province ne font pas exception et, quel que soit le gouvernement au pouvoir, nous pouvons nous fier aux chiffres de tous les comptables de la province. L'auditeur général est digne du poste de confiance qu'il occupe.

Lors de la campagne électorale de 1939, il a dit à ses électeurs que l'Union nationale avait augmenté la dette de \$150,000,000 au cours des trois

années de l'administration Duplessis, mais, d'après les chiffres produits par le trésorier de la province, en qui j'ai entièrement confiance, il devra maintenant faire une rectification, car l'augmentation de la dette par le parti qui est aujourd'hui dans l'opposition est plus élevée que ce qu'il a dit en 1939. De 1936 à 1939, dit-il, l'Union nationale a fait excéder les dépenses dans la proportion suivante: 1936-1937, 151 %; 1937-1938, 116 %; 1938-1939, 181 %.

Cette augmentation fut donc de \$163,000,000, de 1936 à 1939. Ceci ne comprend pas les avances faites à l'Office du crédit agricole. Comme ancien gérant de banque, je m'explique facilement que les banquiers canadiens, sachant à quoi pouvait aboutir une telle chevauchée, aient, quelques mois auparavant, refusé de l'encourager en coopérant avec l'Union nationale. Ce n'était pas tant la solvabilité de la province qui les inquiétait à ce moment-là, mais bien ce qui pouvait advenir sous une telle direction, ou plutôt avec un tel manque de direction.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition n'a pas eu de scrupule pour emprunter \$30,000,000 à des conditions onéreuses aux États-Unis, mais ceci cadre mal avec son refus, auparavant et dans le même temps, de faire en sorte que les municipalités de la province puissent emprunter du gouvernement fédéral, à 2 % d'intérêt, des sommes considérables mises à leur disposition pour exécuter des travaux rentables, sous prétexte que ces emprunts, qui devaient être garantis par la province, pourraient constituer un danger pour son autonomie.

Je n'attache pas plus d'importance qu'il ne faut au chiffre de la dette d'un gouvernement, pourvu que celui-ci possède un actif raisonnablement proportionné et que ses revenus suffisent pour administrer comme il convient et pour supporter les charges de cette dette. Mais cette dernière condition ne semblait nullement préoccuper le gouvernement de l'Union nationale. Il est vrai que le gouvernement de l'Union nationale avait réussi à emprunter \$30,000,000 aux États-Unis, à des taux d'intérêt assez élevés, considérant les conditions du marché de l'argent à cette époque. Ces \$30,000,000 cependant fondirent en un clin d'œil et, au mois de septembre 1939, le gouvernement du chef de l'opposition était, de toute manière, rendu au bout de sa corde.

(Applaudissements à droite)

Et, si l'on tient compte des primes de change qui doivent être payées, ce prêt américain n'est pas une si bonne affaire. La province devra trouver au moins \$33,000,000 pour rembourser l'emprunt de \$30,000,000 contracté initialement.

L'Union nationale, pour les œuvres dont elle se vante et pour le chômage, a dépensé ou en grande partie engagé, avant de quitter le pouvoir, un excédent de \$185,000,000 sur un revenu de quatre ans, basé sur celui de 1935-1936, et de \$136,926,000 sur le revenu réel, sans compter des engagements futurs considérables.

Il déplore les travaux faits sans soumissions, sous l'Union nationale. Quant aux travaux de chômage, déclare-t-il, il y en a eu d'aucune utilité permanente.

Répondant aux arguments du député de Saint-Jean-Napierville, il dit que la base de son erreur, en certains cas, est qu'il oublie que la comptabilité de la province se fait sur une base de revenus et de dépenses et non de recettes et de déboursés et, comme résultat, il ne prouve rien.

Encore une fois, ajoute-t-il, je crois qu'on peut se fier aux *Comptes publics*.

Les déficits considérables du temps de l'Union nationale ont fait place, depuis trois ans, à des surplus des revenus sur toutes les dépenses, ordinaires et de capital, tout en acquittant des charges d'intérêts et de fonds d'amortissement considérablement accrues par l'augmentation de la dette accumulée par le gouvernement de l'Union nationale.

Je ne veux pas critiquer les travaux publics qui ont été exécutés sous l'ancien gouvernement, dit-il. Je crois qu'il revient à la population de chaque région de la province de faire sa propre appréciation des travaux réalisés dans son quartier et de juger si les circonstances justifiaient le manque d'économies.

**M. Paquette (Labelle)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### **Demandes de documents:**

##### **Fonds d'amortissement des municipalités et des corporations scolaires**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre l'honorable trésorier de la province, l'assistant trésorier de la province ou tout officier du département du Trésor de la province, concernant les fonds d'amortissement des corporations municipales ou des corporations scolaires de la province, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1944 inclusivement.

Adopté.

**Questions et réponses:****Immeubles loués  
par le gouvernement**

**M. Bourque (Sherbrooke):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

1. Le gouvernement de la province a-t-il loué des immeubles? Dans l'affirmative: *a.* Quel est le montant payé par le gouvernement de la province à ce sujet? *b.* Quel est le montant dû par le gouvernement de la province à ce sujet?

2. Le gouvernement de la province a-t-il loué des bureaux dans l'édifice Thémis, rue Saint-Jacques, à Montréal? Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* Combien? *c.* À quel prix?

3. Le gouvernement de la province a-t-il loué des immeubles dans la cité de Québec? Dans l'affirmative: *a.* Quand? *b.* Combien? *c.* À quel prix?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** En tant que le ministère du secrétariat de la province est concerné:

1. Oui. *a.* Par l'École des beaux-arts de Montréal, \$3,521.00; par le service de l'aide à la jeunesse, \$145,506.81, aux termes des conventions avec le gouvernement d'Ottawa, c'est-à-dire \$113,184.35 par Ottawa et \$32,322.46 par le secrétariat de la province; *b.* rien.

2. Non.

3. Oui.

*a.* Le 1<sup>er</sup> février 1941, le 1<sup>er</sup> mars 1942, le 1<sup>er</sup> juillet 1940 et le 1<sup>er</sup> mars 1941;

*b.* trois;

*c.* \$150; \$125; \$165 (mensuellement); ce dernier montant a été réduit à \$125 à compter du 1<sup>er</sup> mars 1941.

**Questions laissées sans réponse  
entre 1936 et 1939**

**M. Caron (Hull):** Combien de questions inscrites au *Feuilleton* de la Chambre, au cours de chacune des sessions de 1936 à 1939, sont demeurées sans réponse?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1<sup>re</sup> session de 1936, 11; 2<sup>e</sup> session de 1936, 1; session de 1937, 2; session de 1938, 12; session de 1939, 61.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

**NOTE**

1. En fait, le titre est incorrect; il s'agit de *Le Catéchisme des électeurs*, d'après l'ouvrage de A. Gérin-Lajoie, 1935, J.-B. Thivierge & Fils, Montréal, 122 p.

## Séance du mardi 21 mars 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Du 1 <sup>er</sup> avril 1946 au 31 mars 1947 .....	\$1,685,000
Du 1 <sup>er</sup> avril 1947 au 31 mars 1948 .....	1,785,000
Du 1 <sup>er</sup> avril 1948 au 31 mars 1949 .....	1,885,000
Du 1 <sup>er</sup> avril 1949 au 31 mars 1950 .....	1,985,000
Du 1 <sup>er</sup> avril 1950 au 31 mars 1951 .....	2,050,000
Du 1 <sup>er</sup> avril 1951 au 31 mars 1952 .....	2,075,000

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 103 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'accepter:

L'article 1 est modifié en biffant le dernier alinéa qui se lit comme suit: "Ladite résolution est reproduite comme annexe A."

Et l'annexe A est biffée.

Aussi, le bill 118 modifiant la charte de la ville de Dolbeau, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'accepter:

1. L'article 3 devient article 2.

2. L'article 4, qui devient l'article 3, est remplacé par le suivant:

"3. Nonobstant les dispositions de l'article 28 de la loi 17 George V, chapitre 87, sont ratifiées et validées à toutes fins que de droit les résolutions adoptées à l'unanimité le 28 février 1944 par la ville de Dolbeau et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de ladite ville à l'effet que les immeubles de Lake St. John Power and Paper Company Limited (connue autrefois sous le nom de Mistassini Power and Paper Company Limited), excluant cependant les propriétés de la compagnie qui servent d'habitation ou d'hôtellerie, soient évalués collectivement par la ville de Dolbeau et par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de ladite ville, du 1<sup>er</sup> avril 1945 au 1<sup>er</sup> avril 1952, à un montant qui ne devra pas excéder le montant maximum posé en regard de chaque période dans le tableau ci-après donné:

(Voir le tableau à la colonne suivante)

Conformément auxdites résolutions, ces montants comprendront l'évaluation de toutes améliorations et de toutes constructions faites ou érigées d'aujourd'hui au 1<sup>er</sup> avril 1952 et la ville de Dolbeau et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de ladite ville ne pourront pas imposer à la Lake St. John Power and Paper Company Limited ou sur ses immeubles aucune taxe, taux, impôt, licence ou aucune cotisation de quelque nature que ce soit jusqu'au 31<sup>e</sup> jour de mars 1952, si ce n'est les taxes générales imposées sur tous les immeubles aux taux généraux de temps en temps en vigueur."

3. Ce qui suit est ajouté comme article 4:

"4. L'article 24 de la loi 17 George V, chapitre 87, est abrogé."

Aussi, le bill 138 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'accepter:

L'article suivant est ajouté, après l'article 4, comme article 4a:

"4a. L'article 153 de ladite loi est remplacé, pour la commission, par le suivant:

"153. La votation doit avoir lieu le premier lundi suivant le jour de l'assemblée ou, si ce lundi est férié, le premier jour juridique suivant.

"Elle dure de 8 heures du matin à 6 heures du soir.

"La personne qui a présidé l'assemblée doit, le lendemain, afficher et publier un avis indiquant:

"1<sup>o</sup> Le lieu et le jour fixés pour la votation et l'heure à laquelle elle commencera;

"2<sup>o</sup> Les noms, prénoms, résidences et professions ou occupations des candidats présentés, par ordre alphabétique;

"3<sup>o</sup> Les différents bureaux de vote établis par la commission, ainsi que les divisions territoriales pour lesquelles ils sont respectivement établis, et les numéros et les noms des rues où ces bureaux sont établis."

**Projets de loi:****Saint-Maurice  
Power Corporation**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 103 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque.

L'amendement est lu.

**M. Guibord (Laviolette)** propose que cet amendement soit maintenant accepté.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Commission scolaire  
de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 138 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

L'amendement est lu.

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que cet amendement soit maintenant accepté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre l'amendement apporté par le Conseil législatif au bill des écoles catholiques de Trois-Rivières, en disant qu'on a enlevé une année fiscale. C'est une anomalie dont il faut laisser la responsabilité au Conseil législatif, dit-il.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte  
de Dolbeau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que les amendements soient maintenant lus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre certains amendements apportés par le Conseil

législatif au bill modifiant la charte de la ville de Dolbeau. Il s'oppose à ce qu'on charge la compagnie Lake St. John Paper d'obligations qui la mettront dans une position d'infériorité vis-à-vis ses concurrentes des autres provinces et spécialement de l'Ontario. Le moulin de Dolbeau offre un caractère spécial, dit-il, et l'industrie du papier, dans la province de Québec, a besoin d'être stabilisée pour pouvoir concurrencer les moulins des autres provinces et des autres pays. L'industrie du papier est l'une des plus importantes de la province.

Le bill, tel qu'il est, impose à notre industrie du papier et aux propriétaires du moulin de Dolbeau des charges que n'ont pas à supporter les moulins à papier de l'Ontario. Québec produisant 51 % de toute la production canadienne de papier journal et l'Ontario en produisant 45 %, il est inconcevable que l'industrie de notre province soit dans une position désavantageuse vis-à-vis l'Ontario. Et les amendements du Conseil, loin d'améliorer les choses, les aggravent.

L'exportation du papier journal canadien aux États-Unis est en grande partie responsable de la stabilisation des monnaies entre le Canada et les États-Unis. Il faut que l'industrie soit stabilisée, afin de pouvoir rencontrer les conditions de l'après-guerre. Les pays scandinaves reprendront probablement leur place sur le marché américain du papier journal, après la guerre, et il ne faut pas que l'industrie canadienne soit pénalisée avec la taxe.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Nous allons remettre l'agrément des résolutions à la prochaine séance. J'examinerai la question.

Adopté après division.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif a voté le bill 131 permettant à Joseph Robert Henery de changer son nom en celui de Joseph Henery-Logan, sous le titre de: "Loi changeant le nom de Joseph Robert Henery en celui de Joseph Henery-Logan", pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée législative.



**Projets de loi:****Joseph Robert Henery**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 131 permettant à Joseph Robert Henery de changer son nom en celui de Joseph Henery-Logan.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message avec le bill au Conseil législatif.

**Les statistiques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les statistiques provinciales sont des documents officiels qui doivent refléter exactement la vérité et offrir des garanties. Si vous ouvrez l'*Annuaire statistique* pour l'année 1940, à la page 408, vous verrez sous le titre général *Dépenses pour remédier au chômage, du 1<sup>er</sup> juin 1930 au 30 juin 1939*, sous l'item "Travaux", que, pour l'année 1938-1939, un montant de \$7,905,004.43 a été dépensé par l'Union nationale. Si vous ouvrez maintenant l'*Annuaire statistique* pour 1941, à la page 427, vous lirez sous le même titre général *Dépenses pour remédier au chômage, du 1<sup>er</sup> juin 1930 au 30 juin 1939*, sous le même item "Travaux" pour la même année, soit 1938-1939, que le montant dépensé par l'Union nationale a été de \$24,190,269.69.

Et voici les erreurs du gouvernement pour tenter de nuire à l'Union nationale et pour tromper la population, car entre le rapport des deux années, il y a là une erreur volontaire de \$17,000,000 entre les chiffres publiés par le gouvernement en 1940 et ceux qu'il publiait en 1941, pour la même année d'administration 1938-1939. Et on comprend pourquoi. C'est là encore un cas patent de falsification des documents publics par le gouvernement actuel. Le jeu du gouvernement est évident. Il a sciemment et volontairement faussé les chiffres pour des fins électorales.

Lorsque cela fera l'affaire du gouvernement de dire, en parlant de ce que l'Union nationale a fait pour remédier au chômage, qu'un montant de \$7,000,000 seulement a été dépensé pendant ces deux ans, les orateurs du gouvernement citeront l'*Annuaire statistique* de 1940; lorsqu'ils voudront tromper le peuple d'une autre façon, en lui faisant croire que l'Union nationale a trop dépensé en consacrant \$24,000,000 à des travaux de chômage, ils citeront les chiffres publiés dans l'*Annuaire* en 1941. Ce sont des procédés indignes, inqualifiables,

de la part d'un gouvernement qui est censé donner des documents officiels véridiques.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La remarque du chef de l'opposition me prend un peu par surprise. Je vais étudier la chose et référer à qui de droit pour voir jusqu'à quel point on a raison de se plaindre des chiffres mentionnés et s'ils sont rapportés correctement. Je communiquerai au chef de l'opposition les renseignements que j'aurai obtenus. Je suis assuré que s'il y a eu erreur, ce qui est toujours possible, elle n'a certainement pas été faite avec intention de fausser les chiffres. Je suis d'opinion que le tout n'a pas été fait de mauvaise foi.

**Questions et réponses:****Agence de la province  
à Ottawa**

**M. Talbot (Chicoutimi):** 1. Le gouvernement actuel de la province a-t-il établi, à Ottawa, une agence commerciale ou industrielle pour la province?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Quels en sont les membres?

c. Combien a été payé, à date, à chacun desdits membres ou employés?

d. Combien a été dépensé, à date, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, en rapport avec cette agence?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** 1. Oui.

a. En 1940, loi 4 George VI, chapitre 10. Nomination de M. Messier, 17 janvier 1940;

b. Messier, R., Verdon, Isabelle, Vincent, A., Brunet, Thérèse, au 20 février 1944;

c. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Salaires</i>	<i>1939-40</i>	<i>1940-41</i>	<i>1941-42</i>	<i>1942-43</i>	<i>20 fév./44 1943-44</i>	<i>Total</i>
Alie, Thérèse .....	232.20	752.00	810.00	.....	.....	1,794.20
Bélanger, Jeannette .....	20.00	225.00	.....	.....	.....	245.00
Benoît, Jeanne .....	55.00	.....	.....	.....	.....	55.00
* Gravel, R. ....	764.52	1,350.00	2,175.00	500.00	.....	4,789.52
Lachaine, Marie .....	150.00	.....	.....	.....	.....	150.00
Messier, R. ....	3,655.90	6,000.00	8,000.00	8,000.00	6,999.93	32,655.83
Trépanier, Jacqueline .....	50.00	378.75	241.00	.....	.....	669.75
Trudel, Laurette .....	170.00	.....	1,113.00	116.00	.....	1,399.00
Mesnard, Lucie .....	.....	802.00	.....	.....	.....	802.00
Lavergne, V. ....	.....	.....	147.50	.....	.....	147.50
Verdon, Isabelle .....	.....	.....	250.00	1,273.01	1,207.50	2,730.51
Brunet, Thérèse .....	.....	.....	.....	747.50	1,207.50	1,955.00
Ouimet, Madeleine .....	.....	.....	.....	535.47	.....	535.47
Vincent, A. ....	.....	.....	.....	1,500.00	2,400.00	3,900.00
	5,097.62	9,507.75	12,736.50	12,671.98	11,814.93	51,828.78
<i>Dépenses de voyage</i>						
* Gravel, R. ....	8.80	.....	107.04	.....	.....	115.00
Messier, R. ....	607.14	1,175.58	1,366.33	1,112.86	865.63	5,127.54
Vincent, A. ....	.....	.....	.....	.....	76.65	76.65
	615.94	1,175.58	1,473.37	1,112.86	943.28	5,320.03
<i>Allocation de séjour et frais de représentation</i>						
Messier, R. ....	994.00	1,800.00	2,400.00	3,000.00	3,150.00	11,344.00
d. Dépenses à date .....	14,984.64	19,501.66	23,523.92	23,058.14	18,827.23	99,895.59

(\*) Enrôlé dans la marine en 1942.

#### Travaux de voirie à Saint-Odilon de Dorchester

**M. Bégin (Dorchester):** Le gouvernement de la province a-t-il exécuté des travaux sur le chemin public communiquant de Morissette à Sainte-Hénédine, dans la paroisse de Saint-Odilon, comté de Dorchester, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1944 inclusivement?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. En quoi ont consisté lesdits travaux?

c. Par qui ont-ils été exécutés?

d. Comment le gouvernement de la province a-t-il dépensé à ce sujet?

e. Des soumissions publiques par les journaux ont-elles été demandées à ce sujet et, dans l'affirmative, quand?

#### L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):

Oui. a. Du 15 juillet au 1<sup>er</sup> octobre 1943;

b. Mise en forme, nettoyage des fossés, concassage, charroiyage et épandage de gravier;

c. Le concassage du gravier fut fait par H. J. O'Connell Limited, de Montréal; les autres travaux furent exécutés à la journée, sous la direction du ministère de la Voirie;

d. \$40,948.90;

e. Oui, pour le concassage du gravier; le 10 juin 1943.

### **Viaduc à Donnacona**

**M. Plamondon (Portneuf):** 1. Durant le cours du mois d'octobre 1939, le ministre de la Voirie a-t-il accordé un contrat pour la construction d'un viaduc à Donnacona?

2. À quelle date ce contrat a-t-il été signé?
3. Quel était le montant du contrat?
4. Des soumissions publiques furent-elles demandées par la voie des journaux?
5. Qui était ministre de la Voirie lors de la signature du contrat?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** 1. Oui.

2. Le 23 octobre 1939.
3. \$375,000.
4. Non.
5. L'honorable M. Anatole Carignan.

### **Viaduc entre Cap-Santé et Donnacona**

**M. Plamondon (Portneuf):** 1. Durant le cours du mois d'octobre 1939, le ministère de la Voirie a-t-il accordé un contrat pour la construction de la sous-structure d'un viaduc entre les municipalités de Cap-Santé et Donnacona?

2. À quelle date ce contrat a-t-il été signé?
3. Quel était le montant du contrat?
4. Des soumissions publiques furent-elles demandées par la voie des journaux?
5. À qui le contrat a-t-il été accordé?
6. Qui était ministre de la Voirie lors de la signature du contrat?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** 1. Oui.

2. Le 12 octobre 1939.
3. \$265,800.
4. Non.
5. À Komo Construction Ltée, Québec.
6. L'honorable M. Anatole Carignan.

### **Subsides:**

#### **Crédits provisoires 1944-1945**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

**M. Barrette (Joliette)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle réclame pour les villages, paroisses et municipalités rurales de la province le bénéfice complet des avantages de l'électrification rurale, et déclare que c'est le devoir du gouvernement de la province de favoriser et d'aider généreusement, sans délai additionnel, à l'organisation de coopératives régionales appartenant aux cultivateurs, indépendantes de la politique, et pouvant faire complètement bénéficier les cultivateurs de la province des avantages de l'électrification rurale, et cela, à des conditions pratiques et raisonnables pour les cultivateurs.

**M. Chalout (Lotbinière):** Je suis favorable à tout ce qui est dit dans l'amendement, mais, comme il comporte en réalité une expression de blâme sur toute l'administration Godbout et qu'il s'agit d'une motion de censure contre le gouvernement, je m'abstiendrai de voter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour ma part, je n'ai aucune objection à censurer le gouvernement et à voter en faveur de la motion. Je n'ai pas été élu pour m'absenter de la Chambre, ni pour m'abstenir de voter, ni pour faire des compliments au gouvernement, mais pour prendre mes responsabilités. Je fais mon devoir sans crainte et sans détour. D'ailleurs, l'amendement proposé par le député de Joliette comporte simplement l'expression d'un vœu que le gouvernement peut accepter ou rejeter, selon ce qu'il désire.

Il n'empêche pas la Chambre de se former en comité pour voter les subsides nécessaires, comme le dit l'article 378 des règlements de la Chambre qui décrète: "Quand la Chambre accepte un amendement à la motion portant formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens, il peut être immédiatement proposé que la Chambre se forme, soit séance tenante, soit à une séance future, en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, suivant le cas."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas \$9,841,950.00, soit un sixième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 24 février 1944, soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite l'article 378 des règlements: "Quand la Chambre accepte un amendement à la motion portant formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens, il peut être immédiatement proposé que la Chambre se forme, soit séance tenante, soit à une séance future, en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, selon le cas."

Il est donc clair, dit-il, que l'acceptation de l'amendement ne constitue un vote contre les subsides et contre le budget. Il s'agit de voter un sixième du budget. Je comprends que le gouvernement veut donner des contrats avant les élections. Nous pourrions discuter longtemps là-dessus, proposer l'ajournement de la discussion et retarder pendant plusieurs séances l'adoption de ce sixième provisoire. Mais le gouvernement est en retard dans ses comptes, comme d'habitude, et il paiera pour ça.

Nous allons permettre au gouvernement de payer sans plus de retard les comptes en souffrance, car les institutions de charité et les salaires doivent

être payés. Pour empêcher que le peuple ne souffre davantage à cause des retards du gouvernement, car le peuple souffre déjà assez avec le gouvernement actuel, nous ne discuterons donc pas la motion et nous allons consentir à ce que le sixième soit voté immédiatement.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu, que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité des subsides est lue et agréée.

#### Voies et moyens:

##### Crédits provisoires 1944-1945

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1945, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$9,841,950.

Adopté.

#### Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu, que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

#### **Loi des subsides no 2, 1944**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Voies et moyens:**

#### **Débat sur le budget 1944-1945 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 16 mars courant, sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Paquette (Labelle)** veut s'appliquer à relever certains passages du discours du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue). Il tient à lui rendre hommage pour le bel effort, mais coulé de sophismes, qu'il a fait la semaine dernière. Celui-ci a assez mal réussi à faire de l'esprit aux dépens de la vérité. Cependant, il s'entend avec lui sur un point: c'est quand il dit qu'il

n'y a pas de comparaison possible entre le gouvernement actuel et le gouvernement de l'Union nationale; toute comparaison est boiteuse, car il serait ridicule de comparer un gouvernement qui n'a rien fait et trahit le peuple avec un gouvernement qui a accompli énormément, dans l'intérêt de la province, et dont les œuvres gigantesques continuent à répandre leurs bienfaits.

L'Union nationale a accompli des œuvres fécondes dans un temps où le peuple avait grand besoin de l'aide du gouvernement. Le ministre a parlé sur le budget. Le ministre a eu l'audace de nous reprocher de parler constamment de la guerre parce que c'est là une affaire relevant d'Ottawa, et de critiquer le gouvernement fédéral comme s'il était l'ennemi numéro un. Mais le ministre a la mémoire un peu courte. Oublie-t-il qu'il appartient à un parti dont les membres se sont constamment accrochés, depuis 25 ans, aux basques des habits politiques d'Ottawa pour gagner leurs élections? C'est le parti de ceux qui crient à tous les vents que, pour sauver le parti, il faut être rouge à Québec et rouge à Ottawa. Telle est la tactique du gouvernement d'aujourd'hui.

Il ne se rappelle donc pas que, lors de la Grande Guerre 1914-1918, il y avait un gouvernement libéral dans cette Chambre qui dirigeait les destinées de la province. Ce gouvernement libéral québécois, dirigé par Sir Lomer Gouin, ne se faisait pas scrupule de parler de la guerre, d'attaquer et de critiquer ceux qui la conduisaient à Ottawa. C'était très bien, alors, ont dit les libéraux. Et voici que nous n'aurions pas le droit, nous, de parler d'Ottawa concernant la guerre actuelle?

Les journaux de l'époque font mention d'une motion célèbre, la fameuse motion Francoeur, en 1917. Elle fut présentée au plus fort de notre effort de guerre, lors de la retraite de la Somme<sup>1</sup>, alors que les alliés reculaient, que nous assistions à des hécatombes nombreuses et que nos fils se battaient et se faisaient tuer de l'autre côté des mers, comme aujourd'hui, contrairement aux promesses faites par les chefs libéraux de la laisser dans leurs foyers. Et cette motion n'y allait pas de main morte. M. Francoeur, maintenant juge, disait ni plus ni moins qu'il serait de bonne politique de briser les cadres de la Confédération pour que la province de Québec se sépare du reste du Canada, et les libéraux l'applaudissaient.

On n'avait pas peur de parler d'autonomie, de revendiquer nos droits à l'endroit d'un gouvernement conservateur fédéral et même de parler de séparatisme, comme la motion de l'ancien député de Lotbinière en fait foi. Lors de la dernière guerre, il y

avait de nos amis libéraux que je vois en cette Chambre qui se chauffaient les pieds sur les chenets, alors que mes amis le député de Sherbrooke (M. Bourque) et le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), moi-même et quelques autres de ce côté-ci de la Chambre faisons notre devoir, de l'autre côté des mers.

Qu'on se rappelle le discours de Sir Lomer Gouin, alors premier ministre, qui protestait alors lui-même contre le service militaire obligatoire. Il protestait avec véhémence et déclarait que pas un pouvoir au monde ne pourrait imposer la conscription, si la province de Québec ne le voulait pas. Un député taxait aussi le gouvernement fédéral d'absolutisme. Il cite également un article écrit par M. Tessier, député de Rimouski, dans lequel on disait que les principes du gouvernement responsable étaient remplacés par l'arbitraire. Les libéraux applaudissaient, dit-il, parce que cela faisait leur affaire.

Mais alors, ça faisait l'affaire du ministre de la Chasse et des Pêcheries. Que le grand amiral de la flotte libérale ne se scandalise pas! Mais il ne peut y avoir deux poids et deux mesures. Si cette déclaration était bonne, il y a 25 ans, et hypocritement exploitée par les libéraux quand ça faisait l'affaire de ces messieurs, cela doit être encore bon aujourd'hui. Avec sa guerre, nous voyons, aujourd'hui, Ottawa saper les fondements de ce que nous avons de plus précieux et de plus sacré, la famille et la stabilité économique du Canada, par une participation effrénée à la guerre européenne, et cela, après 25 ans d'une propagande libérale qui a tenté de faire admettre que nous ne devrions pas nous occuper des guerres en pays étrangers.

Car ces gens-là ont crié pendant des années que nous n'avions aucune affaire dans la politique internationale, que nous devions garder notre jeunesse chez nous, que nous devrions travailler pour le Canada et non pour l'Empire, que notre argent doit servir au développement du pays. Il reproche au gouvernement de dépenser de l'argent pour sauver l'Empire plutôt que pour aider les chômeurs. Nous, de l'Union nationale, défendons aujourd'hui de bonne foi ce que les libéraux d'alors ont fait. Les libéraux eux-mêmes sont obligés de constater que nous ne faisons, aujourd'hui, que continuer d'avancer dans les sillons que les libéraux de l'époque ont eux-mêmes tracés lorsqu'ils revendiquaient nos droits.

Alors que les libéraux s'étaient toujours opposés à la conscription, sous les régimes conservateurs à Ottawa, ils sont maintenant rigoureusement, si ce n'est sincèrement, en faveur de

la loi de la mobilisation nationale telle qu'elle s'applique aujourd'hui. Les libéraux n'ont qu'à se frapper la poitrine. À notre tour, nous défendons sincèrement, franchement et ouvertement ce que les libéraux ont défendu hypocritement pendant 25 ans; ceux-ci enseignaient à la population québécoise qu'elle ne devait pas aller se battre à l'étranger. La population de Québec veut être avant tout canadienne, mais nous ne voulons pas que le statut de Westminster soit un vain mot. Et nous voulons le développement de notre pays sans que, tous les 25 ans, des partis politiques nous conduisent vers de dangereuses catastrophes.

Qu'on se souvienne du récent passé. Il y a cinq ou six ans, le gouvernement libéral d'Ottawa prétendit n'avoir pas d'argent pour aider les chômeurs. Tout à coup, sous l'explosion d'un impérialisme soufflé, les milliards sortent comme par enchantement des coffres du pays dont on risque l'avenir économique.

Le discours de mon collègue le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), comptable d'une rare compétence, a confondu les prétentions du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson). Le grand argentier provincial parle des \$35,000,000 qu'il a réussi à réduire sur la dette de la province, tandis qu'il aurait dû parler plutôt d'une augmentation considérable de la dette, sous son règne. Aux dernières élections, les libéraux ont donné des chiffres absolument fantaisistes sur le montant de la dette provinciale. Il est temps que la vérité soit connue. En 1939, les libéraux affirmaient les choses les plus contradictoires. Ils plaçaient la dette provinciale à une hauteur fantastique. Les uns disaient que la dette de la province était de \$200,000,000, d'autres de \$300,000,000, les uns à \$325,000,000, les autres à \$400,000,000.

À Mont-Laurier, en 1939, le premier ministre actuel lui-même prétendait, pour sa part, que l'Union nationale avait augmenté la dette de la province de \$650,000,000, que le crédit de la province était ruiné, quand son trésorier actuel risquait le chiffre de \$350,000,000. Rien n'est venu appuyer ces dires. Le peuple était trompé et on le voulait. Mais, 15 jours plus tard, au lendemain de la victoire, sans qu'aucune mine n'ait été découverte, on proclamait que les finances étaient redevenues bonnes et que la province était sauvée, sans avoir pourtant trouvé de trésor nulle part. Elle était sauvée tout simplement parce qu'on avait remplacé un drapeau tricolore par un drapeau rouge.

Pourtant, le trésorier de la province a fait des déclarations contradictoires en prétendant que la

province rembourse la dette à raison de \$150,000 par semaine, tout en proclamant un nouveau surplus. À ce rythme-là, ça fait \$7,500,000 par année et au moins \$35,000,000 en quatre ans et demi. Or, je défie le trésorier de prouver que la dette de la province n'a pas augmenté d'au moins \$60,000,000 dans les derniers quatre ans. Les comptes publics l'établissent de façon indéniable. Qui donc a raison? Le trésorier dans sa déclaration ou bien les comptes publics officiels de la province? Depuis que le gouvernement est au pouvoir, la dette a augmenté d'au moins \$60,000,000 malgré que la province ait des revenus comme jamais elle n'en a eu dans son histoire, car, depuis quatre ans, le contribuable québécois paie des taxes nouvelles à raison de \$20,000,000 par année.

D'un côté, des déclarations, mais, de l'autre côté, des faits. Depuis quatre ans, le gouvernement a imposé de nouvelles taxes pour plus de \$100,000,000, en dépit d'une prospérité factice générale; il n'a plus à voir au chômage comme du temps de l'Union nationale, les travaux de toutes sortes se poursuivent au ralenti, et il a été incapable de montrer ce que l'imposition de taxes additionnelles et l'augmentation de ses revenus lui ont permis de faire pour la colonisation, la santé, etc., alors que, sous l'Union nationale, il fallait secourir des centaines de mille personnes. Le gouvernement libéral a encaissé \$90,000,000 de revenus par année, et pourtant, il n'en a pas eu assez pour se financer et il a dû contracter des dettes par la province. Le peuple paie des taxes beaucoup plus fortes et, chaque fois que le trésorier annonce un surplus, un "overall" surplus, la province a un déficit et la dette augmente dans des proportions très considérables.

On a reproché au gouvernement Duplessis d'avoir augmenté la dette alors que nous avons dû dépenser \$150,000,000 pour donner du pain à manger, donner des vêtements aux enfants, mettre un peu de feu dans le poêle, bref, pour donner à manger à ceux qui avaient faim et à boire à ceux qui avaient soif, suivant le précepte évangélique. Nous avions un devoir à remplir non pas à l'égard de la Grande-Bretagne, de l'Italie ou de la Pologne, mais pour les Canadiens du Québec, car le premier devoir de notre pays, c'est de soulager d'abord la misère chez nous. Et nous l'avons accompli. Nous n'avons pas regardé s'il y avait de l'argent dans la caisse; nous avons dépensé pour ceux qui en avaient besoin.

Et c'est là le plus beau titre de gloire du chef de l'Union nationale, avoir dépensé pour donner du pain et du feu au peuple réduit à la misère. Mais les triples farceurs libéraux d'en face, qui se

scandalisaient alors parce que nous avons dépensé \$150,000,000 en trois ans pour donner à manger, se font les complices d'un gouvernement qui dépense aujourd'hui \$10,000,000 par jour non pour sauver nos foyers, mais pour l'autre côté. Nous dépensons de l'argent, paraît-il, pour sauver ce qu'on appelait en premier la civilisation et le christianisme, mais aujourd'hui on commence à penser que c'est plutôt pour sauver l'Empire. Il y a des limites à avoir deux ou trois patries. Il est préférable de subvenir aux besoins de notre peuple avant de songer à aider les étrangers, au moyen de milliards ou autrement.

Durant la visite royale au Canada, en 1939, la reine Élisabeth avait dit que le premier devoir du Canada était d'aider son propre peuple<sup>2</sup>. La princesse Alice a elle-même déclaré que le premier devoir d'un Canadien réside envers le Canada, en s'occupant d'abord de ceux qui habitent notre pays. Et j'appuie les paroles de notre reine disant que nous devrions nous occuper du chômage et préparer la période d'après-guerre plutôt que de dépenser de l'argent pour l'Europe et l'Empire.

S'il est aujourd'hui permis de dépenser \$150,000,000 en deux semaines pour sauver l'Empire et la civilisation, il me semble qu'il était permis à l'Union nationale de dépenser en trois années \$150,000,000 pour sauver notre peuple de la misère. Les farceurs qui ont blâmé l'Union nationale d'avoir dépensé \$150,000,000 en trois ans pour aider les chômeurs devraient clouer au pilori un gouvernement qui dépense le même montant en moins de 15 jours pour sauver des pays étrangers. Il est temps que nous redevenions Canadiens.

Il cite un paragraphe du discours prononcé, le 18 janvier, par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin) et dans lequel on disait que l'argent dépensé pour des travaux utiles devait être considéré comme un placement. Il (M. Jodoin) blâmait ainsi les libéraux de leur infâme propagande. Nous, dit-il, nous avons fait des œuvres utiles. Mais, au lieu de dépenser pour aider les nôtres, le Parti libéral, lui, s'occupe de peupler les cimetières et de ruiner le pays. Chacun sa manière. J'aime mieux la nôtre.

Il parle de l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole. Le premier ministre n'a rien fait pour y remédier. Il dénonce le volontariat tel qu'on le pratique sous le gouvernement King. Il revient sur les déclarations sur le premier ministre Godbout disant que pas un cultivateur n'était conscrit contre son gré. Dans mon comté de Labelle, assez nombreux sont ceux qu'on est venu chercher de force et souvent la nuit. Il cite de nombreux cas où des policiers fédéraux sont allés chercher les

conscrits la nuit et les ont fait passer par la prison avant de les conduire à leur régiment pour y recevoir leur entraînement. Au moins de 50 à 60 ont ainsi passé par la prison de Mont-Laurier. C'est cela, ajoute-t-il, le service volontaire que le premier ministre de la province a vanté avec ses complices d'Ottawa.

La situation est alarmante. Le gouvernement a découragé les cultivateurs en appliquant des méthodes qui les ont privés de machines aratoires, d'engrais chimiques et de main-d'œuvre. Il y a présentement 22,000 fils de cultivateurs sous les armes. Et, dans la province de Québec, plus de 100,000 cultivateurs ont quitté leurs terres et leurs fermes pour travailler dans les usines de guerre ou en ont été arrachés pour l'armée. Aujourd'hui, le premier ministre trouve le problème agricole angoissant. Il est ministre de l'Agriculture. Au lieu de se contenter de déplorer, le premier ministre devrait voler au secours de la classe moyenne agricole, lui qui avait juré de la protéger. Mais il ne fait rien.

Il (M. Paquette) cite des anomalies inadmissibles et impardonnables. Il donne comme exemple un fils de cultivateur conscrit qui lui écrit: "Pendant que je tonds le gazon à la porte de ma caserne, mon père et ma mère, de 67 et 65 ans, font les foins sur ma terre." Il est beau de dire que la main-d'œuvre agricole est rare, mais il serait mieux de voir à ce que chacun soit à sa place, pour le plus grand bien de la nation.

L'état de guerre a créé une multitude de problèmes que nos gouvernants doivent s'employer à régler. Il y a du malaise partout. Non seulement la situation est difficile dans les compagnes, mais elle n'est pas plus rose dans les villes avec ces grèves qui se multiplient. Pour le prouver, il énumère les maux sociaux dont nous souffrons, telles les grèves récentes, la désagrégation de la famille par l'absence de la mère et des grandes sœurs mobilisées pour le travail à l'usine qui se fait en partie la nuit.

Comme résultat, la criminalité augmente chez les jeunes, qui provient naturellement du manque de surveillance des mères de famille travaillant aux ateliers de munitions, en particulier celles qui travaillent de nuit, la diminution de la natalité et même la diminution de la fréquentation scolaire. La criminalité infantile, depuis 1940, dans notre province a augmenté de 38 %, et ceci est dû au fait que la femme a pris le chemin de l'usine de guerre, particulièrement celle travaillant de nuit.

Il ne sert à rien de gagner la guerre si l'on perd le foyer. Il faudrait d'abord se battre pour la

stabilité, la tranquillité, le bonheur de nos foyers. On ne peut négliger ces questions-là, sous prétexte de la guerre. Il y a trois ans, j'ai proposé une motion à la Chambre contre le travail des femmes dans les usines, travail destructeur de la famille, afin que la femme soit laissée au foyer. Ce geste de nos gouvernants entraînait pour la nation les pires calamités. Il dit qu'il a maintes fois soulevé la question en Chambre, mais que rien n'a été fait pour améliorer cet état de choses, pour réprimer cette calamité. Le gouvernement n'a rien voulu comprendre.

Pourtant, si l'on se bat ailleurs, il est encore plus beau de se battre pour la stabilité, la tranquillité et le bonheur de nos foyers. Le mal s'est aggravé, depuis trois ans. Sous prétexte de gagner la guerre, on détruit ce que nous avons de plus cher: la paix et le bon ordre de nos familles canadiennes. Je parle comme père de famille. J'implore plus que jamais le premier ministre d'aller demander aux puissances d'Ottawa de mettre fin à cette dangereuse situation, de renvoyer les mères chez elles, car on déplore la dénatalité, et sauver ce qui peut être encore sauvé. Il y a quelques semaines, notre Saint-Père le pape est de nouveau intervenu pour rappeler que la place de la femme est à son foyer.

Actuellement, le chômage commence à poindre un peu partout. Eh bien, c'est le temps plus que jamais de replacer la mère de famille dans son foyer. Que l'on renvoie donc chez elles les femmes. De ce temps-ci, la baisse de la moralité publique inquiète au plus haut point les gens sérieux et soucieux de leur devoir. Il attire encore l'attention de la Chambre sur la criminalité des hommes et chez les jeunes.

L'an dernier, dit-il, on a passé une loi de fréquentation scolaire obligatoire, mais, en dépit du bien qu'en disait le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), je constate qu'à Montréal 7,000 écoliers de moins ont fréquenté les écoles, cette année, depuis que des gendarmes sont chargés de conduire les enfants à l'école. Elle a baissé de 107,000, l'an dernier, à un peu moins de 100,000, à Montréal, cette année. Voilà le gros succès de la loi Perrier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les chiffres du député de Labelle ne sont pas sérieux.

**M. Paquette (Labelle):** Je suis très sérieux. C'est le secrétaire qui ne l'est jamais. Sa loi est inopérante ou appliquée de manière à ne donner aucun résultat. Quand ces chiffres ont été publiés, le



secrétaire de la province n'a fait aucune déclaration pour les nier. Je pourrais parler également des campagnes où un grand nombre d'écoles ont été fermées, faute d'instituteurs. En janvier, dans mon comté, plusieurs écoles n'étaient pas encore ouvertes. Il serait temps d'y voir pour sauver l'avenir de l'instruction dans la province. Il serait temps aussi de payer aux institutrices des salaires suffisants, afin que les enfants puissent recevoir une formation convenable.

Il demande au gouvernement de s'intéresser au problème du logement. Des législations, dit-il, briment les petits propriétaires soumis à diverses mesures fédérales. Dans les villes, la situation des petits propriétaires est devenue tellement critique, à cause des taxes trop lourdes qui pèsent sur leurs épaules, il faudrait les protéger dans une mesure raisonnable. Leurs obligations augmentent, tandis que les prix des loyers sont gelés.

Ils ne sont pas maîtres chez eux et leurs problèmes sans issue les découragent. Ils représentent pourtant l'élément le plus stable de la population. Ils ne peuvent augmenter le prix de leurs loyers, quand le coût de la vie monte et que les taxes deviennent plus lourdes. Le nombre des propriétaires est inférieur à 10 % à Montréal, tandis qu'il est de 85 % à Toronto. Il paraît même qu'une locatrice ne peut être délogée, quand elle ne paie pas son logement, si son mari est dans l'armée. Il demande aussi de la protection pour le petit locataire.

Il répond ensuite à un autre reproche des libéraux. L'Union nationale, imbue du désir d'aider la population, a créé une centrale électrique au Témiscamingue dans le but de concurrencer les trusts dans cette importante partie de la province que les libéraux ont voulu ridiculiser. Les adversaires de l'Union nationale, affirme-t-il, ont fait des gorges chaudes au sujet de cette initiative de l'ancien gouvernement.

Or, il y a quelques mois, une délégation de l'Abitibi, présidée par le député d'Abitibi (M. Allard), a montré le bienfait de cette entreprise en venant demander au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) qu'on développe le service de l'électricité dans la région. Cette réalisation qu'on tente de ridiculiser est jugée tellement utile et excellente qu'une délégation est venue récemment demander au gouvernement de la développer et d'en étendre le service.

Dans son discours, le député de Bellechasse (l'honorable M. Bienvenue) a prétendu l'autre jour, en parlant des nouveaux employés civils, que leur nombre était de 640. Pourtant, dans les *Procès-*

*verbaux* de la Chambre, il est dit, en réponse à une question d'un député de la gauche, le député de Papineau (M. Lorrain), que, du 8 novembre 1939 au 18 février 1943, le gouvernement a engagé 4,644 personnes. Avec ceux qui ont été appelés à combler des vides, cela fait un total de 5,260 nouveaux employés civils de plus qu'au temps de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et cela coûte \$6,000,000 de plus par année.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Il faut faire une différence entre l'augmentation du personnel et les engagements nouveaux.

**M. Paquette (Labelle)** demande au premier ministre de cesser ses doléances au sujet de l'Union nationale, de son chef, de son entourage, de ceux qui voudraient devenir chef, et il demande au premier ministre de ne pas s'occuper de ce qui se passe dans l'Union nationale; il s'occupe trop de l'Union nationale et pas assez de son parti. Il aurait pourtant beaucoup à faire pour garder tout son monde autour de lui, car tous les ministres veulent s'en aller, affirme-t-il. La ferveur libérale tiédit. Le vide se fait autour du premier ministre, car non seulement il ne remplace pas les députés absents, mais il fait enlever leurs fauteuils que l'on place dans la cave. Du côté libéral, si l'on est content de celui qui dirige le gouvernement, tant mieux. Pour aller à la défaite, ça n'a pas d'importance. Le chef actuel du Parti libéral en vaut un autre pour aller à l'écrasante défaite qui l'attend.

Quant à nous de l'Union nationale, nous ne lui avons pas demandé de choisir notre chef, nous avons le chef qui nous convient, un chef dont nous sommes contents, un chef qui sait se tenir debout, qui a du courage et de l'énergie, capable de défendre notre autonomie, sous lequel ses partisans sont heureux de servir et qui dit ce qu'il pense à la province et au peuple, ce qui communique la peur au malheureux premier ministre actuel dont la situation est si précaire. Tellement que non seulement il ne fait pas d'élections, mais que sa devise semble être *Je ne me souviens pas*, tandis que celle de la province est *Je me souviens*. Nous considérons que l'autonomie est une chose sérieuse. Nous ne sommes pas comme ce journaliste de Montréal qui déclarait, ces jours derniers, que l'autonomie était un bobard.

**M. Plamondon (Portneuf):** À la rivière le ruisseau se met, la rivière au fleuve et le fleuve à la

mer<sup>3</sup>. Je suis très heureux de prendre part à ce débat et mes premiers mots seront pour remercier, au nom des ouvriers de mon comté, l'honorable premier ministre des deux bonnes lois ouvrières que la Chambre a adoptées, les bills 2 et 3. Ces lois ouvrières sont toutes à l'honneur du gouvernement et sont une source de pacification pour les ouvriers. C'est une législation sincère et pratique et elle a été rendue possible par la coopération que les unions ouvrières ont donnée au gouvernement. Les ouvriers ont présenté un front uni et ils ont été récompensés par le gouvernement pour la collaboration qu'ils ont apportée à ce dernier. Je veux aussi remercier le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) d'avoir donné une unité sanitaire au comté de Portneuf, à la demande des maires et des médecins de mon comté.

Le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) nous a montré sa façon de comprendre un budget. Il a fait danser les millions à la manière de l'Union nationale. Quant à moi, j'ai constaté que le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) avait obtenu le bon résultat que les revenus excèdent toutes les dépenses. De son discours, j'ai gardé l'impression agréable d'un budget balancé et de la fin de l'ère des déficits. Le député de Saint-Jean, en guise d'explication, s'est écrié: "Si nous avions eu \$92,000,000 de revenus comme le gouvernement actuel, nous aurions eu un surplus." C'est une erreur; l'Union nationale, avec ses méthodes de gouvernement, eût défoncé n'importe quel budget.

Sous l'Union nationale, on a dépensé jusqu'à \$110,000,000 en une seule année, alors que l'administration libérale, avec des revenus actuels qui ne sont que de \$92,000,000, y réussit très bien grâce aux sages méthodes d'administration qu'elle sait apporter à la gouverne des affaires publiques. En 1936, le gouvernement libéral avait un budget de \$36,000,000; dès 1937, l'Union nationale portait le budget à \$102,000,000; les revenus n'étant que de \$56,000,000, il y eut un déficit annuel moyen de \$46,000,000. En augmentant ainsi les dépenses de 150 %, l'Union nationale n'a certainement pas fait son devoir.

Le gouvernement actuel a réduit le budget des dépenses de \$10,000,000, tout en payant \$35,000,000 sur la dette en quatre ans et en maintenant les services essentiels dans la province. On se rappelle donc les dépenses faites au temps de l'Union nationale. Et c'est à cause de ces dépenses que le gouvernement actuel fut dans l'obligation d'imposer la taxe de vente et d'autres taxes. Pourquoi aurions-nous peur d'aller devant le peuple?

Est-ce parce que nous avons dû imposer des taxes pour payer les dépenses de l'Union nationale? Est-ce parce que nous n'avons pas reculé devant notre devoir, qui était d'indiquer au peuple les sacrifices qu'il avait à faire?

Nous y sommes allés avec courage et franchise. Lorsque nous nous présenterons devant le peuple, nous aurons des œuvres constructives, et ce, dans tous les domaines, à présenter à la population. Il loue les accords de temps de guerre entre Ottawa et Québec. Ils profitent tout particulièrement à la province.

Notre politique n'en est pas une pour enrichir les favoris comme cela se passait, au contraire, au temps de l'Union nationale. Sous l'Union nationale, plusieurs amis du régime sont devenus riches à millions grâce aux contrats qui leur ont été accordés sans soumissions. Nous, nous en demandons, des soumissions, pour les grands travaux publics.

Dans mon comté de Portneuf, le député du temps, ministre de l'Agriculture, M. Bona Dussault, ne pensait qu'à ses favoris. Il a conseillé à l'un d'eux de former la "Trottier Machinery Company", qui a vendu en une seule année, au ministère de l'Agriculture, pour \$144,550. C'est un exemple entre mille. Le ministre de la Voirie (M. Dansereau) a informé la Chambre aujourd'hui même que 13 jours avant les élections de 1939, soit le 12 octobre 1939, le ministre de la Voirie de l'Union nationale, M. Anatole Carignan, a accordé, sans soumissions, un contrat de \$265,800 à la Komo Construction, pour la construction de la sous-structure d'un viaduc entre Cap-Santé et Donnacona.

Le 23 octobre de la même année, soit deux jours avant le vote, un autre contrat de \$375,000 a été accordé sans soumissions à la Komo Construction, pour la construction d'un viaduc à Donnacona. C'est ainsi que l'on voulait récompenser les amis. Le député de Labelle (M. Paquette), s'appuyant sur une déclaration du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Jodoin), a dit que les travaux utiles étaient des placements. Les écuries si coûteuses de Trois-Rivières entrent-elles dans cette catégorie de travaux?

Le chef de l'opposition dit que nous avons peur d'aller devant le peuple. Pourquoi aurions-nous peur des élections? Est-ce parce que nous n'avons pas administré la province avec des farces?

(Applaudissements à droite)

Parce que nous demandons des soumissions publiques?

Depuis 1939, nous entendons tous les jours les farces de l'opposition qui font perdre le temps de

la Chambre. Nous aurions peur de nous présenter devant le peuple parce que nous n'avons pas remué de la boue pour salir nos adversaires? À maintes et maintes reprises, nous avons vu le chef de l'opposition, qui se plaît apparemment à cette besogne, essayer de salir tout le monde. Cette méthode lui a réussi en 1936, mais elle lui a nui en 1939 et il semble qu'elle lui fera tort aux prochaines élections provinciales. Les Québécois en ont pardessus la tête de ce genre de propagande électorale. Ce qu'ils veulent, ce sont des faits et des chiffres.

Il avertit le chef de l'opposition que l'on trame un complot dans son dos. Des députés de l'Union nationale, affirme-t-il, travailleraient à le supplanter pour le remplacer à la tête de l'Union nationale par le député de Matane (M. Gagnon). À la place du chef de l'opposition, je m'inquiérais de la longue absence de mon voisin, le député de Matane. Ne serait-il pas allé à Ottawa chercher des directives de son chef, M. Bracken, pour comploter la disparition de l'Union nationale?

**Des députés de l'opposition** rient.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je voudrais savoir qui est-ce qui t'a dit cela.

**M. Plamondon (Portneuf):** Les conservateurs de vieille souche voudraient avoir un autre chef en cette Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne faut pas s'occuper de ces insignifiances. C'est pas sérieux.

**M. Plamondon (Portneuf):** Le chef de l'opposition rit, mais c'est plus sérieux qu'il ne le croit et je suis persuadé qu'en y songeant, ce soir, il pourrait bien s'endormir plus tard que d'habitude.

Cette année, en Chambre, l'attitude du chef de l'opposition diffère de celle des années passées. Pourquoi? Nous l'apprendrons plus tard. Ses amis disent que ses méthodes ne sont plus prisées par l'électeur. Les bons conservateurs ne sont pas contents du chef de l'opposition; ils n'ont plus confiance et n'aiment pas le chef actuel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait semblant de ne plus écouter et lit un journal.

**M. Plamondon (Portneuf):** Il existe deux mouvements dans l'opposition: selon l'un, ils seraient prêts à se rallier à M. Bracken; selon l'autre, ils veulent conserver le gâteau marbré de trois

couleurs avec le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) comme chef. Pauvre chef de l'opposition!

**Des députés ministériels** rient et applaudissent.

**M. Plamondon (Portneuf):** À ceux qui ont parlé du départ de plusieurs ministres, il répond que, sous le gouvernement actuel, des membres du cabinet sont partis parce qu'ils étaient nommés juges ou sénateurs. Le chef de l'opposition, dit-il, ne se souvient donc pas que, sous son régime, les ministres ne le quittaient pas pour entrer au Sénat ou dans la magistrature et rendre service à leur pays, mais pour abandonner un parti qui était devenu plus ou moins propre aux yeux de ces hommes de principes.

Ils démissionnaient parce qu'ils n'aimaient pas l'administration et les principes de l'Union nationale. Non seulement les ministres, mais des députés l'ont laissé pour la même raison et rompaient avec le parti, ce qui ne se produit pas sous le gouvernement actuel.

(Applaudissements à droite)

Je me souviens qu'un de mes amis a adjuré le chef de l'opposition de réparer le mal qu'il avait causé en répandant des insinuations. Il a refusé. Et, M. le Président, nous aurions peur d'un adversaire de ce genre? Non, monsieur. Nous n'avons pas peur de soumettre au peuple l'administration d'un bon intendant qui a surveillé l'intérêt public et a rétabli le bon renom de la province de Québec.

Pourquoi aurions-nous peur d'aller devant l'électorat? Parce que la Montreal Power combat le gouvernement avec sa grosse caisse? Cette compagnie peut essayer ce qu'elle voudra. Je n'ai pas lu la loi de la nationalisation de ce monopole et de l'établissement d'un système hydroélectrique provincial, mais je suis sûr que cette loi sera de nature à mater le trust de l'électricité, à protéger et servir les meilleurs intérêts du peuple de cette province.

(Applaudissements à droite)

C'est une œuvre que les gouvernements précédents n'avaient pas eu le courage de faire. L'Union nationale avait promis de mater les trusts, mais, de 1936 à 1939, elle a oublié ses promesses.

Le premier ministre actuel a compris qu'il y aura une période d'après-guerre, que le retour à la terre devra être accompagné d'avantages nouveaux et que l'électrification rurale jouera un grand rôle dans le développement de l'agriculture, dans la solution des problèmes de l'après-guerre. Je le félicite personnellement et sincèrement du geste

courageux qu'il posera dans quelques jours à ce sujet, un geste auquel applaudira toute la province.

(Applaudissements à droite)

Nous aurions peur de nous présenter devant le peuple, disent nos amis d'en face. Pourquoi? Parce que l'opposition, comme le député de Labelle l'a fait aujourd'hui, mêle la politique fédérale à la politique provinciale. Depuis 1939, l'opposition vote avec le gouvernement afin que les lois passent plus vite, parce qu'elles sont bonnes, et afin que les députés oppositionnistes aient plus de temps pour parler des affaires fédérales en cette Chambre.

(Applaudissements à droite)

Le député de Labelle nous a parlé de la guerre. Nous n'avons pas voulu cette guerre. Nous détestons la guerre, mais, devant un ennemi qui veut dominer le monde, nous avons dû faire le mieux pour nous défendre. Je suis certain que le député de Labelle, malgré son grand air sérieux et son collet monté, n'hésiterait pas à se défendre si quelqu'un lui mettait le poing sur le nez.

**Des députés ministériels rient.**

**M. Plamondon (Portneuf):** Moi-même, malgré ma modeste taille, si on m'attaquait, je me défendrais.

**M. Paquette (Labelle):** Le député de Portneuf prendrait la porte.

**M. Plamondon (Portneuf):** Ah non, et je vais le prouver.

En 1939, lorsque je me suis présenté aux élections, à l'appel nominal, j'étais avec mon adversaire le ministre de l'Agriculture de l'Union nationale, l'honorable Bona Dussault, qui a dit: "Comparez les deux hommes: le grand ministre et le petit candidat." Le petit candidat, c'était moi, et j'ai rappelé l'histoire du petit David et du géant Goliath. Les électeurs ont décidé que le petit candidat était plus grand debout que le grand ministre à quatre pattes.

**Les députés rient.**

(Applaudissements à droite)

**M. Plamondon (Portneuf):** Depuis 1939, les députés oppositionnistes, nos amis d'en face, ne cessent de mêler les affaires fédérales aux affaires provinciales. Pour ma part, je n'ai pas l'intention de prendre la responsabilité des nombreuses lois et ordonnances, motivées par la guerre, car je n'ai pas

eu à me prononcer sur ces questions. Mais je sais que le peuple, lorsqu'il sera appelé à juger, ne mêlera pas la politique fédérale à la politique provinciale. Je suis sûr que le peuple établira la différence nécessaire entre ces deux domaines, et le Parti libéral sera reporté au pouvoir à Ottawa comme à Québec. Quand viendront les élections provinciales, le peuple nous jugera sur les questions provinciales. Relativement aux questions fédérales, les membres du Parti libéral à Ottawa sont capables de défendre leurs attitudes.

Par leurs attaques à tort et à travers, en calomniant les hommes publics et en essayant de déprécier toute autorité, les députés de l'Union nationale rendent un mauvais service à leur pays et se rendent un mauvais service à eux-mêmes. Ils jettent dans nos populations des semences de révolution. Si par hasard ça réussissait au point de vue électoral, ils seraient les premiers à récolter ce qu'ils ont semé, la révolution. Ils exploitent toutes les passions. Ils promettent la lune. La lune, ils l'avaient promise en 1936, mais, dans la nuit obscure de leur gouvernement de 1936 à 1939, elle s'est éloignée de plus en plus du peuple.

(Applaudissements à droite)

On voudrait faire croire aux citoyens de cette province que c'est le gouvernement seul qui doit voir à tout et que le gouvernement est le seul responsable de tout ce qui peut arriver de fâcheux aux individus. Il y a une tendance vers les dangers du socialisme, en ce moment. Si le peuple se met à compter sur le gouvernement pour tout et si les autorités municipales reportent leurs responsabilités sur les autorités provinciales et ces dernières sur les autorités fédérales, nous finirons avec la centralisation et la centralisation signifie le socialisme. Il y a des gens mal intentionnés qui profitent des moments difficiles que nous traversons pour soulever la population contre ses dirigeants. Je ne suis pas contre l'opposition, mais je suis contre ceux qui, sans discernement, sans souci des conséquences, veulent soulever les populations.

(Applaudissements à droite)

Ces gens-là méritent d'être dénoncés car ils ne recherchent que leur intérêt personnel.

(Applaudissements à droite)

Je me souviens du discours que j'ai prononcé, l'an dernier. Je dénonçais alors la façon dont on voulait remplir la caisse électorale du Bloc populaire. Un organisateur du Bloc s'était vanté auprès d'un employé que le Bloc ne combattrait pas, dans leurs plans, le trust des assurances qui avait promis \$100,000 à la caisse électorale du nouveau groupe;

j'assurais le député de Lotbinière (M. Chaloult) que je ne voulais pas donner de coups de griffe. On m'a demandé le nom de cet employé qui m'avait donné l'information. J'avais averti la Chambre que je ne divulguerais pas ce secret pour ne pas exposer celui qui me l'avait confié.

Le député de Lotbinière m'a dit qu'il était moralement convaincu que ce n'était pas vrai et que ces renseignements étaient inexacts. Il était sincère à ce moment-là. Je suis encore plus convaincu qu'il était sincère depuis certains événements récents. C'est le discours qu'il a prononcé au début de la session qui m'a prouvé sa sincérité. Il a révélé que lui et le Dr Philippe Hamel, qui est un homme sincère lui aussi, avaient été tenus à l'écart dans le Bloc et à l'écart des secrets de l'organisation. Il m'a même dit dans le temps: "Vous nous avez rendu plus service que vous ne le croyez." Ces paroles m'ont intrigué alors.

Je les comprends aujourd'hui. Le député de Lotbinière pourra peut-être un jour corroborer ces faits. Quelques jours après ma déclaration de l'an dernier, le député de Lotbinière et le Dr Philippe Hamel ont découvert la véracité de mon affirmation. Ils ont cherché à faire rendre l'argent, m'a-t-on dit. Et depuis, ils n'ont jamais voulu paraître sur le même "husting" que d'autres chefs du Bloc populaire, notamment M. Édouard Lacroix.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai l'impression que le député de Portneuf tire des conclusions un peu fantaisistes. Je ne représente plus le Bloc populaire ici, mais, au nom de la vérité et de la justice, je dois dire que je suis moralement convaincu, encore, que le Bloc populaire n'a pas reçu d'argent du trust des assurances.

**M. Plamondon (Portneuf):** Je veux bien accepter cette déclaration, mais il est possible que l'argent reçu ait été reçu indirectement.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Lacroix en a reçu, lui.

**M. Chaloult (Lotbinière):** M. Lacroix, ça c'est différent.

**M. Plamondon (Portneuf)** demande à tous les gens sincères de s'unir pour chercher à aider les nôtres plutôt que de chercher à les descendre.

M. l'Orateur, dit-il, je crois que nous devons féliciter le trésorier de cette partie de son budget qui a trait à l'instruction publique et à la santé. Le

premier est porté de \$3,500,000, en 1939, à \$9,500,000, en 1944; le second, de \$1,500,000, en 1939, à \$5,500,000, en 1944. 300 % d'augmentation! On ne fera jamais trop pour la cause de l'éducation.

Il fait l'éloge du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) et attire son attention sur le fait qu'à la suite de l'abolition des contributions mensuelles jusqu'à la 6<sup>e</sup> année, plusieurs commissions scolaires ont actuellement des problèmes sérieux à résoudre. Il demande au gouvernement de venir en aide aux municipalités de la province, qui ont sur le dos ces nouvelles charges.

Que tous ceux qui sont responsables de l'éducation de la jeunesse, affirme-t-il, lui enseignent le respect de l'autorité religieuse et de l'autorité civile, qui sont assises sur les mêmes bases et dont les forces résident dans l'union de l'une et de l'autre. Dans les pays où l'une a croulé, l'autre a été entraînée dans le même courant.

Il souligne l'importance de fournir à la jeunesse tous les moyens possibles de s'instruire pour qu'elle soit prête aux tâches qui l'attendent demain. Qu'on donne aux jeunes une éducation plus sociale, déclare-t-il, qu'on leur enseigne leurs responsabilités de citoyens. Il faut leur apprendre que chacun est le premier responsable de son succès dans la vie et que, s'il ne réussit pas, ce n'est pas nécessairement la faute du gouvernement. Il faut leur montrer la nécessité du sacrifice, leur donner confiance en eux-mêmes. Avec une jeunesse studieuse, instruite, qui aura appris à compter sur elle-même et à développer les talents dont elle est douée, la prospérité de notre pays sera assurée.

Cette jeunesse bien formée, nous l'aurons dans notre province aussi longtemps que des gouvernements aussi prévoyants que l'honorable premier ministre auront le courage de montrer à leurs concitoyens le droit chemin à suivre, aussi longtemps que notre province sera administrée par un homme comme le chef du gouvernement actuel, qui regarde l'avenir et les sommets élevés.

(Applaudissements à droite)

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné<sup>4</sup>.

#### **Plafonnement du prix des produits de l'érablé**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** porte à la connaissance du gouvernement une communication

qu'il a reçue du curé d'une certaine paroisse intéressée à l'industrie du sucre d'érable. Le gouvernement fédéral a plafonné les prix des produits de l'érable, dit-il, sans toutefois geler les dépenses sans cesse croissantes du coût de production. Ce étant, les cultivateurs craignent de ne pouvoir rencontrer leurs dépenses par suite du coût élevé de fabrication. Je demande au gouvernement de faire les représentations nécessaires à ce sujet.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est la responsabilité du gouvernement fédéral de voir à ce que les prix des produits se maintiennent à un niveau tel que chaque classe puisse s'en procurer. Il en est ainsi, par exemple, pour les produits de l'érable. Ces produits, tels le sucre et le sirop d'érable, ont été plafonnés parce que ce sont des produits de luxe. Les gens riches sont prêts à payer n'importe quel prix pour en avoir. Il n'en va pas de même pour les pauvres. Si les prix de ces produits n'avaient pas été plafonnés, la classe la moins fortunée en aurait été privée. On a donc établi un plafond pour que les familles modestes, comme les plus riches, puissent s'en procurer et ainsi permettre une répartition équitable des produits entre toutes les classes de la population.

Non parce que c'était un autre gouvernement qui était au pouvoir dans la dernière guerre, mais parce que le gouvernement actuel profite des leçons de la dernière Grande Guerre dont l'effet salutaire se fait sentir aujourd'hui. Cette période a été désastreuse pour la classe agricole de la province de Québec, en particulier. Les mêmes erreurs ne se répètent pas, heureusement, à cette guerre-ci. Les prix n'ont pas monté de façon exorbitante durant la présente guerre, comme dans l'autre, parce qu'il y a eu plafonnement.

Les cultivateurs savent bien que, si leurs produits sont plafonnés, ce qu'ils achètent est aussi plafonné, de sorte que l'on n'a pas à craindre les désastres que l'on a connus à l'autre guerre. Nous pourrions ainsi passer de la période de guerre à celle de paix sans que les producteurs de sucre et de sirop d'érable, comme les autres, voient les prix de leurs produits baisser considérablement.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Aménagement de forces hydrauliques**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse

au lieutenant-gouverneur, en date du 16 février 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, relativement à la Commission des eaux courantes de Québec, ainsi qu'à l'aménagement de forces hydrauliques et à la construction, agrandissement, réparation ou amélioration de barrages ou écluses sur les rivières ou cours d'eau dans la province. (Document de la session no 51)

##### **Commission des liqueurs**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 15 mars 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 19 janvier 1944 inclusivement, et concernant la Commission des liqueurs de Québec. (Document de la session no 52)

##### **Correspondance sur le déplacement des colons de Roc-d'Or**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 mars 1944, pour la production d'une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ses membres ou fonctionnaires et les autorités de la ville de Malartic, les compagnies ou particuliers de ladite ville, au sujet du déplacement des colons de Roc-d'Or, Abitibi. (Document de la session no 53)

##### **Rapport sur le déplacement des colons de Roc-d'Or**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 mars 1944, pour la production d'une copie du rapport rédigé par les officiers du département des Terres et Forêts et qui a provoqué le déplacement des colons de Roc-d'Or, Abitibi. (Document de la session no 54)

##### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée un peu après 6 heures.

---

## NOTES

1. *L'Action catholique* du 22 mars 1944, à la page 16, écrit "alors que nos troupes avançaient sur la Somme".

2. *L'Événement* du 22 mars 1944, à la page 3, écrit que ce serait la princesse Alice qui aurait prononcé ces paroles.

3. *Le Canada* du 22 mars 1944, à la page 12, écrit que le député de Portneuf a dit cela, en commençant son discours, en raison de sa modeste taille.

4. Selon *La Presse* du 22 mars 1944, à la page 8, le député de Sherbrooke (M. Bourque) demande l'ajournement à 6 heures.





Séance du mercredi 22 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de règlement:**

**Crise  
du logement**

**M. Barrette (Joliette)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre d'une motion du député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), item 39 du *Feuilleton* du jour, à propos de la crise du logement dans la ville de Montréal. Ladite motion, déclare-t-il, est irrégulière parce qu'elle soulève une question identique à celle dont la Chambre a déjà décidé durant la session en cours, à savoir le 2 février 1944.

Le chef de l'opposition, au début de la session, a provoqué un débat sur l'absence de logements, l'insuffisance de logements et l'insalubrité des logements dans la province. Cette motion fut votée à l'unanimité de la Chambre. La motion du chef de l'opposition était plus complète et allait même plus loin que celle du député de Saint-Louis.

Il ne peut y avoir deux débats sur le même sujet au cours de la même session; c'est interdit par les dispositions de l'article 151 du Règlement. Dans les circonstances, la motion du député de Saint-Louis qui a trait à la crise du logement à Montréal devrait être biffée du *Feuilleton*.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** estime que le point d'ordre est incompatible avec les principes prêchés par l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne peut y avoir deux débats sur la même question...

**M. Leduc (Laval):** Mais, depuis la motion du chef de l'opposition, il y a eu du nouveau à Montréal au point de vue de logements...

**M. Lorrain (Papineau):** Le député de Saint-Louis aurait dû se lever pour prendre la parole, lorsqu'on a discuté ici la motion du chef de

l'opposition. Comme il s'agit de deux motions identiques, la seconde doit disparaître.

**M. Caron (Hull):** De nouveaux développements se sont produits, dans le domaine du logement, depuis la motion du chef de l'opposition. Une nouvelle motion peut donc être étudiée par la Chambre.

**M. l'Orateur** réserve sa décision.

**Explications sur des faits publiés:**

*Comptes publics*

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je me lève sur une question de privilège. Les journaux ont rapporté et ont commenté, même, la déclaration de l'honorable chef de l'opposition à l'effet que les *Comptes publics* sont faux et que la vérification est insuffisante, parce qu'aux pages des *Comptes publics* qu'il a mentionnées se trouve le nom de M. J.-P. Lamarche, ancien shérif de Montréal, qui a été remplacé. Je signale le fait que, dans sa déclaration, l'honorable chef de l'opposition ne mentionne que le nom de M. Lamarche sans ajouter les mots "shérif, Montréal" qu'on voit dans les comptes publics.

Je dois expliquer à la Chambre qu'il s'agit tout simplement d'un virement entre deux départements. Le département de la Santé a la responsabilité de l'entretien des aliénés. Or, un certain nombre d'aliénés criminels se trouvent détenus à la prison de Montréal et, par conséquent, ils tombent sous la juridiction du shérif qui voit à leur entretien.

Le département de la Santé rembourse au département du procureur général le coût de l'entretien des détenus aliénés par chèque à l'ordre du trésorier provincial.

Le comptable du département de la Santé a cru bon d'insérer le nom personnel du shérif, suivi des mots "shérif, Montréal". C'est la coutume depuis nombre d'années.

Les entrées nécessaires sont faites dans les livres pour débiter le compte du ministère de la Santé pour le coût de l'entretien des prisonniers aliénés et pour créditer le même montant au département du procureur général.

On verra dans les *Comptes publics* de 1942-1943, à C-11, page 25, le même montant (\$88,624.10) au crédit du procureur général qu'on trouve dans les détails des débits des comptes du département de la Santé, C-12, page 5. Il en est ainsi pour les autres années en question.

La même pratique a été suivie du temps de mon honorable ami d'en face; je comprends qu'il en est ainsi au moins depuis que la firme Price, Waterhouse a installé le système actuel de comptabilité.

En résumé, il s'agit non pas d'un compte personnel de qui que ce soit, mais du compte se rapportant au shérif de Montréal. On comprend donc que, dans une opération de ce genre, le nom du shérif n'importe pas. Voilà comment il a pu se faire que, tout en vérifiant exactement la comptabilité, on n'ait pas aperçu l'erreur commise par le comptable du département de la Santé qui a continué à inscrire le nom de l'ancien shérif.

#### Article publié dans un journal de Montréal

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève à son tour sur une question de privilège, et déclare qu'un journal de Montréal a publié un compte rendu inexact de ce qu'il a dit en Chambre au sujet de la falsification des *Comptes publics* et de l'incident Lamarche, la semaine dernière. Il soutient qu'il avait parfaitement raison de critiquer et de démontrer les erreurs des *Comptes publics*. Je répète la même accusation aujourd'hui, dit-il. J'ai dit que les *Comptes publics* de la province comportaient depuis 1940 le nom de M. J.-P. Lamarche, inscrit en toutes lettres, comme shérif, à Montréal et que l'on dit que ce M. Lamarche a reçu à cette fin une somme considérable d'argent pendant quatre années consécutives, \$330,000 qui, de fait, ne lui ont jamais été payés. Il n'est pas honnête de faire figurer dans les *Comptes publics*, comme ayant reçu \$330,000, le nom d'un homme qui n'a rien reçu.

Ce qui démontre que les entrées dans les *Comptes publics* sont falsifiées et la vérification des livres est insuffisante. Il est donc clair et évident que l'audition des livres de la province est mal faite. Il est inconcevable que le gouvernement garde au service de la province un auditeur, André Dolbec<sup>2</sup>, qui passe une partie de son temps à travailler en dehors de son département alors qu'il est supposé donner tout son temps aux devoirs de sa charge. Au lieu de s'occuper à des travaux étrangers, il devrait plutôt employer tout son temps à la vérification des

*Comptes publics* et prévenir la répétition d'erreurs semblables.

#### Article publié dans *The Montreal Gazette*

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** soulève lui aussi une question de privilège. *La Gazette*, dit-il, un journal de Montréal, s'est demandé, en rapportant la déclaration du chef de l'opposition, où est allé le montant de \$330,626 inscrit au nom de M. Lamarche et qu'il n'a pas reçu<sup>3</sup>. Je voudrais que ce journal sût que cet argent, comme l'a dit le trésorier de la province, est allé nulle part ailleurs que là où il devait aller, c'est-à-dire pour payer les dépenses du bureau du shérif à Montréal, suivant la loi. Par ailleurs, il s'agit en tout ceci d'une simple erreur cléricale que tout le monde regrette, mais pas d'autre chose. Un employé a maintenu dans les livres le nom de l'ancien shérif et c'est tout ce qu'il y a là-dedans. On ne peut donc parler de malhonnêteté et de mauvaise vérification.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Du temps de l'Union nationale, le compte était au nom du shérif.

#### Demandes de documents:

##### Conférences interprovinciales de 1936 et de 1941

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 15 mars courant, sur la motion proposée par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis): Qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 15 novembre 1936 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1941 inclusivement, au sujet de deux conférences interprovinciales tenues à Ottawa, en décembre 1936 et en janvier 1941, et auxquelles assista et participa le premier ministre de la province alors en fonction.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** On se souvient qu'il y a eu, à Ottawa, en 1941, une conférence entre le fédéral et les provinces pour l'adoption du rapport Sirois.

On se souvient que le premier ministre du temps refusa de comparaître devant la commission Sirois. Lorsque j'ai ajourné le débat la semaine dernière, j'étais à dire que le gouvernement dirigé par le chef de l'opposition n'avait pas fait son devoir en ne fournissant pas à la commission Rowell-Sirois les informations nécessaires sur notre province, de façon à bien faire connaître le point de vue de la province de Québec, et en ne revendiquant pas nos droits, comme il convenait. L'attitude du gouvernement de l'Union nationale de 1936 à 1939 n'a guère été courageuse. Il a fait de Québec la seule province du Canada à ne pas se présenter devant la Commission pour revendiquer ses droits et il doit être le seul tenu responsable des conséquences.

Même si le chef de l'opposition, que je crois sincèrement patriote, croyait que l'enquête Rowell-Sirois était une manœuvre centralisatrice, il aurait pu se rappeler l'exemple de nos hommes d'État canadiens et, au lieu de garder une attitude négative et stérile, comparaître devant la commission, y envoyer des experts pour revendiquer les droits de la province de Québec et même en réclamer de nouveaux. Pour parler, le chef de l'opposition n'hésite jamais, mais, quand il faut agir, il n'y est plus. Ce n'est pas ainsi que nos ancêtres de 1793, qui ont conquis nos libertés, revendiquaient nos droits. Ils ne se contentaient pas de dire: Notre Constitution n'est pas bonne; ils agissaient et se battaient plus ardemment.

Ce n'est pas ainsi qu'ont agi Sir Louis-Hippolyte La Fontaine, Honoré Mercier, Lomer Gouin, M. Taschereau et tous les chefs libéraux de notre province dans le domaine constitutionnel. Ils ne se sont jamais abstenus, mais ont offert plutôt leur collaboration lorsqu'il s'agissait de l'avancement de notre province. Devant l'Histoire, le chef de l'opposition portera la triste distinction d'avoir été le seul premier ministre de la province à ne pas défendre convenablement ses droits dans des circonstances historiques aussi importantes. Il n'a pas prévu l'avenir, ni les besoins futurs de la province.

La commission Rowell-Sirois était-elle si hostile à la province de Québec que le chef de l'opposition le prétend? Était-elle si hostile qu'il fut inutile de lui présenter des revendications et d'y faire des représentations? La Commission était-elle si dangereuse que cela pour la province? Était-il possible de croire que le notaire Joseph Sirois, qui a présidé la Commission pendant un certain temps et a signé le rapport, peut-on croire que le notaire Sirois, autorité reconnue en droit constitutionnel, patriote sincère, la probité même et dont l'intégrité a fait

l'honneur de sa profession, eût consenti à apposer sa signature sur un rapport qui fut dirigé contre la province de Québec et les intérêts de ses concitoyens?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est-il prêt à accepter toutes les conclusions du rapport Rowell-Sirois?

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je ne suis pas prêt à accepter toutes les conclusions du rapport Sirois, mais je dois dire que, si le chef de l'opposition avait fait tout son devoir dans le temps, les conclusions du rapport ne seraient peut-être pas toutes les mêmes.

(Applaudissements à droite)

Toute la presse de la province reconnaissait que le notaire Sirois était l'homme dominant de la conférence. *Le Devoir* lui-même disait que sa bonne foi et ses hautes qualités ne pouvaient être mises en doute. Il cite alors des articles élogieux de la presse sur le compte du notaire Sirois, après sa nomination au poste de président.

Le rapport, du reste, reconnaît l'autonomie des provinces. Il la réaffirme. Il dit: "Il appartient aux législatures et aux gouvernements des provinces d'indiquer les moyens pour préserver leur autonomie." Il cite de larges extraits de ce document pour prouver son avancé. D'ailleurs, affirme-t-il, les instructions que la Commission avait reçues du gouvernement soulignaient le principe du respect des droits provinciaux. Le premier ministre du Canada, M. King, ne parlait pas autrement dans la lettre par laquelle il convoquait les premiers ministres provinciaux à la Conférence organisée pour l'étude du rapport. Il disait, entre autres choses, que la commission avait été invitée à trouver des solutions qui permettraient aux Législatures provinciales de fonctionner plus indépendamment et plus librement dans les sphères de leur juridiction respective. La commission avait donc reçu instruction du gouvernement canadien de ne rien faire qui pouvait empiéter sur les droits des provinces.

Il demande au député de Lotbinière (M. Chalout), qui avait reproché au premier ministre de ne pas revendiquer avec assez de fermeté nos droits par rapport à l'autonomie de la province et même d'en avoir laissé disparaître, où, quand et comment le premier ministre a failli à sa tâche dans la revendication des droits de la province. Le député de Lotbinière, dit-il, n'a pas donné de précisions sur la perte des droits de la province. Est-ce qu'il croit que le premier ministre a pu abandonner des droits, parce

que nous avons des rationnements et de l'économie dirigée d'Ottawa? Le rationnement et l'économie dirigée sont une conséquence de la loi des mesures de guerre et nous abordons là un domaine réservé au fédéral. Mais même si nous étions neutres dans cette guerre, comme l'Irlande, il faudrait que nous subissions le rationnement et l'économie dirigée; ces rationnements eussent été indispensables.

Le chef de l'opposition a critiqué la convention entre Québec et Ottawa au sujet des taxes. Le premier ministre aurait-il abandonné des droits dans le domaine de l'impôt? La question a déjà été discutée à fond. Cependant, le premier ministre n'a pas davantage failli à sa tâche lors de la convention signée avec Ottawa pour la cession temporaire au pouvoir central de certaines taxes pendant la durée de la guerre. La province n'a pas abandonné ses droits à l'impôt et aux autres taxes. Il n'y a qu'une entente temporaire. D'ailleurs, le gouvernement d'Ottawa avait toujours le droit de légiférer dans ce domaine, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il pouvait augmenter les impôts directs sans consulter les provinces. Cependant, il a cru de son devoir de leur demander leur opinion et rien n'a été fait sans leur consentement.

Le gouvernement actuel n'a abandonné aucun droit à Ottawa; notre province n'a cédé à Ottawa aucune ressource financière. Au point de vue principe, les droits de la province y sont reconnus et même, au point de vue pratique, la province reçoit plus que l'équivalent de ce qu'elle a cédé provisoirement de toutes les taxes perçues par Ottawa, à savoir environ \$20,500,000 par année. Le traité peut être dénoncé après avis de 30 jours avant la fin de l'année fiscale. Les droits du Québec y ont donc été protégés.

Le député de Lotbinière a terminé son discours en disant qu'il était le plus libéral des libéraux en cette Chambre.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai dit que j'étais d'esprit libéral.

**Une voix:** Pas d'esprit, de corps.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je ne sais pas si c'est parce qu'il est d'esprit libéral que le député de Lotbinière, devenu Canadien errant dans la politique, a dynamité la tour d'ivoire dans laquelle s'était enfermé M. Maxime Raymond. Le député de Lotbinière est un pèlerin de l'absolu; il marche dans la politique à la recherche de la

perfection et ce pèlerin errant, quand il aura fait le tour de toutes les doctrines, sera bientôt obligé de reconnaître que c'est dans le Parti libéral qu'il trouvera cette perfection qui le hante, car c'est encore le Parti libéral qui offre le plus de garanties; c'est dans le Parti libéral qu'un homme qui croit avoir des principes peut le mieux trouver sa voie.

(Applaudissements à droite)

En 1941, et toujours depuis lors, le gouvernement provincial et le premier ministre tout particulièrement ont toujours agi de façon discrète, efficace et énergique à l'égard du gouvernement fédéral et de différentes commissions. Il n'est pas opportun d'agir bruyamment dans ce domaine. Le député de Lotbinière et le chef de l'opposition seraient surpris, eux qui parlent tant des commissions fédérales, combien constante et énergique a été l'action du premier ministre pour tenir tête aux hauts fonctionnaires fédéraux, empêcher que la province ne perde rien et qui a été le plus souvent fort heureuse et profitable pour la province.

Elle a épargné des ennuis à notre population dans le domaine du rationnement et de l'économie dirigée. Elle s'est exercée presque chaque semaine. Plus tard, quand certains faits qui restent cachés aujourd'hui seront révélés, on sera forcé d'admirer la lutte poursuivie par le premier ministre contre les empiétements du fédéral et tout particulièrement de certains fonctionnaires. Un jour, on écrira l'histoire et nos honorables amis d'en face seront stupéfiés du travail accompli, presque chaque jour, par le premier ministre.

(Applaudissements à droite)

Il rappelle l'attitude de chacune des provinces lors de la conférence de 1941. L'Alberta, dit-il, avec M. Aberhart, fut opposée en principe aux conclusions de l'enquête, parce qu'elle ne les trouvait pas assez révolutionnaires, mais trop réactionnaires, trop traditionalistes. La Saskatchewan fut favorable dans son ensemble. La Colombie canadienne voulait remettre l'étude de ces problèmes après la guerre. La Nouvelle-Écosse était prête à étudier le rapport. L'Île-du-Prince-Édouard en demandait la discussion immédiate. Le Nouveau-Brunswick était favorable dans l'ensemble, moyennant certaines modifications.

Le Manitoba avait alors comme premier ministre un ami du député de Matane (M. Gagnon), qu'il connaît bien, qui est aujourd'hui le chef vagabond du Parti conservateur progressiste, l'honorable John Bracken. Le chef de l'opposition dénonce les conclusions du rapport. Or, M. Bracken les approuvait avec enthousiasme, comme en fait foi son discours publié dans le livre blanc. En acceptant d'aller à la conférence, M. Bracken avait félicité

M. King et souhaité l'adoption du rapport. Peut-on être surpris de cette attitude? Elle est conforme à celle du député de Matane qui, député à Ottawa en 1935, disait: "Il ne faut pas faire des questions constitutionnelles des problèmes économiques."

En ce temps-là, mon honorable ami de Matane disait encore: "Pourquoi le fédéral ne prend-il pas à son compte les dépenses du chômage en imposant aux provinces des lois ouvrières fédérales, la journée de 8 heures, la semaine de 48 heures et un salaire minimum?" Le député de Matane avait moins peur de la centralisation à Ottawa qu'il n'en a peur à Québec. Si le rapport Sirois est centralisateur, le chef vagabond et voyageur du Parti progressiste-conservateur, M. Bracken, est aussi centralisateur. Lorsqu'il était à Ottawa, le député de Matane allait donc plus loin que le rapport Sirois dans le domaine de la centralisation; il était prêt à appliquer aux provinces les lois fédérales. Il était de l'avis de M. Bracken et le chef de l'opposition pensait comme eux, très probablement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis indépendant des rouges, des bleus, des bloqués, des archi-bloqués et des débloqués.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai voulu que le chef de l'opposition nous répète cette déclaration. Il ne l'avait pas faite aujourd'hui et il aime à la répéter à toutes les séances.

**Les députés ministériels** rient et applaudissent.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Il y avait aussi le bouillant ami personnel du chef de l'opposition qui représentait la province de l'Ontario, l'honorable Mitch Hepburn, premier ministre dans le temps. Après avoir accepté l'invitation de participer à la conférence, il commence à se montrer hostile. Pourquoi s'est-il opposé au rapport? Il l'a dit dans son discours: il prétend que, d'après certaines rumeurs, la province de Québec recevait un traitement de faveur; parce que les municipalités de la province de Québec, suivant les recommandations de la commission Sirois, verraient leurs dettes réduites de 40 %. C'était la principale raison de l'opposition de M. Hepburn au rapport. Il admet l'existence de circonstances atténuantes, mais demande qu'on remette l'étude de tous ces problèmes après la guerre.

Il n'y avait rien dans tout cela pour affecter l'autonomie, les droits, les pouvoirs et les revenus de notre province.

En regard de toutes ces attitudes, l'attitude du premier ministre de la province de Québec fut celle d'un homme d'État, représentant une province de gentilshommes, qui veut avec fermeté faire respecter les droits de sa province et étudier les problèmes posés. Il a donc revendiqué avec fermeté, tout en faisant preuve de courtoisie. Son attitude fut raisonnable et sage. Le premier ministre est allé à Ottawa sans parti pris, sans préjugés, sans idées préconçues et a déclaré: "Nous sommes venus ici pour étudier les diverses questions qui surgiront et nous sommes absolument libres de les discuter, car nous n'avons pris parti à l'égard d'aucune d'entre elles."

(Applaudissements à droite)

Le premier ministre a dit encore: "Nous ne réussirons jamais à édifier une grande nation canadienne si nos provinces n'ont pas suffisamment de liberté d'action et de responsabilité, élément de progrès si nécessaire dans les affaires publiques."

(Applaudissements à droite)

Le premier ministre a dit encore: "Mais nous aurions tort, il me semble, de conditionner sur la présente situation de guerre l'avenir national du Canada à tout jamais."

(Applaudissements à droite)

Cette attitude était parfaite, irréprochable.

Dans la province de Québec, nous voulons que l'immense héritage de l'Atlantique au Pacifique soit nôtre, que les enfants de notre province soient partout chez eux; que chaque province garde ses caractéristiques propres en demeurant profondément canadienne. Le travail accompli par la commission Sirois n'est pas perdu. Après la guerre, le Canada sera l'un des plus grands pays du monde; les provinces auront une nouvelle Conférence à Ottawa tôt ou tard, où elles réclameront de nouveaux pouvoirs pour accroître nos moyens d'action et notre vitalité ethnique et développer leurs ressources. Certains articles du rapport Rowell-Sirois seront utilisés pour resserrer les liens entre les provinces. C'est alors qu'il faudra un homme de la trempe du premier ministre pour régler l'avenir de notre petite patrie.

Nous, de la province de Québec, nous réclamerons non seulement le respect de notre autonomie et de nos droits, mais de nos moyens d'action. Nous réclamerons pour Québec le droit de conserver le droit d'édicter sa propre législation sociale et économique, pour qu'elle soit conforme à nos traditions, certes, mais dans un esprit de progrès, afin de régler les divers aspects de ce problème nouveau qui n'existait pas au temps de la Confédération. C'est pour cela que le notaire Joseph

Sirois a voulu rechercher, avec la coopération des provinces, les moyens de raffermir notre autonomie tout en améliorant notre situation économique.

Il n'a pas eu la coopération de la province parce qu'elle était gouvernée par l'Union nationale. Mais, tôt ou tard, il y aura de grandes assises canadiennes pour assurer plus de solidité à la Confédération et plus de puissance aux provinces. La province de Québec aura le devoir de coopérer, sans céder aucun de ses droits, pour faire du Canada un pays grand et prospère dans l'après-guerre. Le Canada pourra alors devenir une grande nation adulte.

(Applaudissements à droite)

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'avais pas l'intention de participer à ce débat, mais j'en ai eu l'idée en écoutant les élucubrations fantaisistes du ministre. Il faut une belle candeur, une inconcevable naïveté ou encore un grand appétit pour un portefeuille, pour se permettre de poser une question - oratoire, comme l'a dit le ministre - comme celle-là: Qu'est ce que le gouvernement actuel a fait perdre à la province? Le ministre a osé mettre sur le même pied son chef, M. Godbout, et notre chef, M. Duplessis. C'est inconcevable d'audace. Toute la carrière du chef de l'Union nationale est marquée du signe de l'autonomie provinciale, alors que la politique du premier ministre actuel est faite d'abandon, de lâchage et de reniements.

Dès la fondation de son parti, le chef de l'Union nationale a voulu non seulement grouper sous un même drapeau des conservateurs, des libéraux et des indépendants, mais encore former un groupement unique provincial complètement détaché des partis fédéraux parce qu'il avait compris tout le malheur politique que nous avait valu la politique du rouge à Québec comme à Ottawa. C'était une attitude logique. Les questions discutées à Ottawa sont souvent opposées à celles qui intéressent Québec et il ne convient pas que le gouvernement de la province soit lié à tout ce que fait le gouvernement central à cause d'attaches partisans. Le gouvernement actuel devrait tirer des leçons du chef de l'opposition à cet égard. L'Union nationale a toujours revendiqué fièrement les droits des provinces contre les centralisateurs d'Ottawa, contrairement au gouvernement actuel qui ne fait que sacrifier notre autonomie.

En 1936, une immense vague de fond porta l'Union nationale au pouvoir pour remplacer un régime libéral qui gouvernait depuis 40 ans. Il faut être de mauvaise foi pour feindre d'ignorer toutes les tentatives faites par le gouvernement central pour

écraser le gouvernement de l'Union nationale et se débarrasser pour pouvoir mieux empiéter sur l'autonomie de notre province. Le chef de l'Union nationale n'a cessé de lutter ardemment, de 1936 à 1939, en faveur de l'autonomie. Le chef de l'opposition était à peine élu que déjà il était appelé à Ottawa pour une Conférence interprovinciale. Notre chef y a immédiatement réclamé le respect des droits de notre province.

Il l'a fait bien avant la commission Rowell-Sirois. Il a alors déclaré qu'il était prêt à collaborer avec le gouvernement central, à la condition qu'il ne cherche point à nuire aux droits de la province de Québec. Il a réclamé la remise des millions dont le fédéral s'était emparé avec l'impôt sur le revenu. Il a réclamé la remise des millions que la province avait perdus à cause de l'entêtement de M. Taschereau à refuser de faire profiter nos vieillards de la pension au fonds de laquelle la province contribuait. Il a alors manifesté une attitude tellement ferme pour réclamer les droits de la province que jamais plus le gouvernement central n'a songé à convoquer d'autres conférences de cette nature, avant 1941, tant que le gouvernement de l'Union nationale resta au pouvoir. Ainsi, M. King n'osa pas, pendant trois ans, faire une autre tentative d'accaparement des droits de la province de Québec.

Cependant, quelque temps après, le gouvernement prenait un autre moyen. Par simple arrêté ministériel, le fédéral nomma la commission Rowell-Sirois chargée d'enquêter sur les finances et la structure économique des provinces. La thèse du Québec était alors que le gouvernement central n'avait pas le droit d'imposer une telle enquête. On n'avait pas le droit d'agir ainsi, car, au point de vue constitutionnel, les provinces ne sont pas les inférieures, mais les égales d'Ottawa.

Renversons les rôles dans notre imagination et demandons-nous comment auraient été reçus à Ottawa des enquêteurs envoyés par le gouvernement de Québec. Si la province de Québec s'avisait de créer, par arrêté ministériel, une commission pour enquêter sur les finances fédérales et sur les pouvoirs du gouvernement central, quelle figure ferait-on à Ottawa? Le gouvernement de l'Union nationale a revendiqué fermement devant la commission les droits des provinces, disant fermement qu'il ne reconnaissait pas à cet organisme l'autorité voulue pour intervenir dans les affaires des provinces. Si le chef de l'opposition n'a pas voulu comparaître devant la commission Rowell-Sirois, c'est qu'il croyait que cet organisme n'avait aucun caractère légal. Il a bien fait.

Il respectait de la sorte le principe voulant que cette Commission fût illégalement nommée et anticonstitutionnelle. La province n'avait pas à s'y conformer. Cependant, pour bien démontrer son esprit de collaboration et sa largeur de vues, le chef de l'Union nationale délégua auprès de cette Commission un des plus éminents avocats de cette province, Me Emery Beaulieu, qui revendiqua alors les droits de la province et démontra l'anticonstitutionnalité de la Commission. Le mémoire de M. Emery Beaulieu devant la commission Rowell-Sirois a été un lumineux exposé des idées de la province de Québec sur le sujet. En agissant ainsi, l'Union nationale a apporté une contribution extrêmement précieuse au développement normal et constitutionnel des relations entre les provinces et le dominion.

Si le député de Gaspé-Nord veut un poste à vie et non pas un poste à l'heure, le jugement qu'il vient de porter sur le chef de l'Union nationale prouve qu'il ne sera jamais juge.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):**

Je suis trop jeune pour être nommé juge.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Gaspé-Nord ne sera jamais pris au sérieux. Il ne faut pas oublier que le rapport de la commission Rowell-Sirois était un rapport unilatéral. Ce rapport était surtout dirigé contre la province de Québec.

M. King posa alors le principe que pas un sou ne serait versé à une province qui ne collaborerait pas entièrement. Mais, un jour, il déclarait qu'il était prêt à collaborer avec le Québec pour résoudre un grave problème d'alors, celui de la jeunesse. Le gouvernement de Québec consentit à étudier la proposition. Des ministres se rendirent à Ottawa, mais pour apprendre qu'il s'agissait d'un plan unilatéral.

Le Québec avait bien le droit de verser sa contribution, mais c'était Ottawa seul qui administrerait. C'était la mainmise d'Ottawa sur notre jeunesse. La réponse fut catégorique. L'Union nationale refusa de souscrire à ces propositions. Encore là, dit-il, l'Union nationale a maintenu une attitude tellement ferme qu'Ottawa a finalement accepté son plan et dut, par la suite, consentir à conclure une entente spéciale connue sous le nom d'entente Bilodeau-Rogers qui sauvegardait nos droits éducatifs.

Mais l'attitude de l'Union nationale ne fut pas seulement négative, et elle ne s'est pas contentée de prendre une attitude défensive sur la question de

l'autonomie. Elle a pris une attitude créatrice. Nous avons passé des lois autonomistes, les plus autonomistes de notre histoire que nous ayons jamais eues avant la période de 1936 à 1939. Avant l'Union nationale, les grandes compagnies pouvaient exploiter à leur guise nos ressources naturelles en obtenant une charte fédérale qui leur permettait d'opérer dans notre province à l'abri du contrôle du gouvernement provincial.

L'Union nationale a eu le courage et la dignité de passer une législation obligeant ces compagnies exploitant nos ressources naturelles à venir s'incorporer dans la province. C'est une des législations que le gouvernement actuel a rappelées et abolies. Mais il doit s'en mordre les pouces aujourd'hui, alors que les compagnies se moquent de lui en allant s'incorporer, chercher leurs pouvoirs à Ottawa, comme dans le cas de la Montreal Light, Heat and Power pour laquelle il est possible de former une nouvelle compagnie à charte fédérale. Le premier ministre actuel disait autrefois que cette loi n'avait aucune portée. Il doit comprendre aujourd'hui son erreur et son manque de clairvoyance.

Il souligne une autre loi de l'Union nationale: celle qui stipulait que les créances dues dans le Québec par des Québécois pouvaient être payées en numéraire du pays. L'Union nationale a aussi passé une loi concernant le numéraire et l'abolition de l'étalon-or.

Mais, soudain, 1939 est survenu et le gouvernement d'Ottawa, formé de gens qui pendant 25 ans avaient dénoncé la guerre, déclara la guerre à des nations d'Europe. Je ne discuterai pas ici la question de savoir si, oui ou non, nous devions déclarer la guerre. Cette question a déjà été amplement discutée. Mais qu'il me suffise de souligner une déclaration faite à Toronto, il y a quelque temps, par un pilier de l'Empire britannique, Lord Halifax, qui a déclaré que "les dominions n'avaient pas été parties au traité de garantie à la Pologne, d'où découle la guerre actuelle, et n'étaient pas exposés eux-mêmes à une attaque directe" et que "les dominions étaient absolument libres de déclarer ou de ne pas déclarer la guerre". Le Canada aurait pu demeurer neutre dans le conflit.

Néanmoins, le gouvernement libéral d'Ottawa a déclaré la guerre et, dix jours après, ressuscitait la loi des mesures de guerre qui datait de 1917, trois ans après le début du conflit de 1914, qui avait été adoptée par le gouvernement d'union que nos adversaires avaient violemment dénoncée dans le Québec pendant 25 ans. Les protestations des

libéraux avaient alors été si virulentes que les censeurs nommés par M. Lapointe ont fait sauter d'un texte d'une de mes propres causeries radiophoniques la citation d'une phrase prononcée en cette occasion par M. Lapointe lui-même. Par le truchement de cette loi, on voulut encore empiéter sur les attributions des provinces. L'Union nationale s'y opposa.

Cette loi était inique et abjecte. Elle permettait au gouvernement fédéral de mettre la main sur notre autonomie, grâce à l'excuse de la guerre. C'est pourquoi le chef de l'opposition a averti la population du danger qu'elle courait. C'est alors que le chef de l'Union nationale en appela au peuple afin d'obtenir un renouvellement de mandat clair et précis et de façon à tenir un grand plébiscite électoral sur cette question. C'était le premier plébiscite sur la question, mais un plébiscite courageux, dans lequel nous avons combattu non pas en restant assis et en parlant à la radio, mais en mettant nos sièges en jeu. Le chef de l'opposition préférait perdre le pouvoir plutôt que de sacrifier les droits du Québec, en 1939.

Ottawa a immédiatement compris. On assista alors à une invasion des gens d'Ottawa dans la province. Nous avons vu ses gros canons. Ces gens d'Ottawa qui reniaient leurs promesses lui ont fait une lutte terrible; grâce aux méthodes de chantage odieuses exercé sur l'électorat, on réussit à faire disparaître le seul obstacle aux projets d'Ottawa. Mais qu'importe de tomber lorsqu'on tombe en défendant un principe. Le gouvernement actuel fut élu et la pression fédérale commença pour obtenir l'acceptation tranche par tranche du rapport Rowell-Sirois, du régime qui nous gouverne, sacrifiant ainsi nos droits les plus chers.

Pendant trois ans, on a essayé par tous les moyens, mais toujours sans succès, sous le régime de l'Union nationale, de contrôler Québec, mais aujourd'hui, avec le gouvernement actuel, c'est chose facile. Quelques semaines après avoir été porté au pouvoir dans ces conditions, le premier ministre actuel, par simple lettre, donnait au gouvernement fédéral la permission d'amender la Constitution canadienne pour passer une loi d'assurance-chômage que l'Union nationale avait refusée, en offrant de passer une loi qui respecterait les droits du Québec, de façon à être le seul maître en matière d'assurance-chômage.

Un peu plus tard, le premier ministre était convoqué à Ottawa pour une Conférence interprovinciale pour appliquer le rapport Rowell-Sirois. Une fois l'Union nationale disparue du pouvoir, le fédéral pouvait se permettre une telle

consultation. Le premier ministre partit pour Ottawa en disant qu'il n'allait pas là les poings fermés, mais les mains largement ouvertes. On l'a bien vu par la suite quand les premiers ministres Pattullo, Aberhart et Hepburn combattirent seuls le rapport centralisateur, au point qu'à un moment donné M. Hepburn s'écria en montrant le premier ministre du Québec: "Nous laissera-t-il défendre seuls l'autonomie québécoise?" Grâce à la lutte de ces premiers ministres, la visée d'Ottawa ne fut pas réalisée.

La Conférence fut manquée, mais le gouvernement d'Ottawa comprit qu'avec des gens comme le premier ministre de cette province il pouvait faire appliquer tranche par tranche, en procédant en sourdine, les recommandations du rapport. C'est ce qui s'est produit et, chaque fois qu'Ottawa a demandé un renoncement, le premier ministre a dit oui. Il l'a fait même quand il a été question des droits de la province sur le fleuve Saint-Laurent. Le premier ministre a alors demandé à la Chambre de donner tous les pouvoirs à Ottawa, parce que c'était une mesure urgente de guerre. Nous avons veillé des nuits pour adopter cette mesure, pendant que le premier ministre se livrait à des déclarations d'un sadisme éhonté. La mesure a été votée, mais rien n'a été fait.

Et, récemment, le président des États-Unis déclarait que c'était là une mesure qui ne pourrait se réaliser qu'après la guerre. Le premier ministre a sacrifié nos droits à la Conférence de 1941, à Ottawa, et s'est incliné par la suite devant les volontés du pouvoir central. Il a tout consenti à Ottawa pour ce qui est de nos droits, et ce, parfois sur de simples lettres, comme pour le cas de l'assurance-chômage. Depuis, nous avons abandonné plusieurs sources de revenus parmi les plus importantes. On nous prend nos droits et on nous donne une pitance en retour.

Cette attitude de reniement s'est continuée. Politique de réédition d'abolition des lois autonomistes adoptées par l'Union nationale par le gouvernement actuel. Mais pourquoi se gêner? Nous avons vu, à la faveur de la faiblesse du régime, des nuées d'agents fédéraux envahir la province, des fonctionnaires s'infiltrer dans tous les rouages administratifs. On ne peut plus aujourd'hui emprunter un sou, prendre un cube de sucre ou une tasse de thé sans être obligé de demander une permission à Ottawa.

Le premier ministre a toujours parlé des raisons de guerre, bataille d'Angleterre, bataille de France, bataille de Russie, etc. C'est à se demander si la bataille de Québec n'est pas réellement et



définitivement perdue. Elle le serait immédiatement, mais il y a heureusement dans la province des forces vives qui organisent des mouvements de résistance et reporteront au pouvoir le seul homme capable de tenir tête aux menées centralisatrices et qui puisse faire reprendre à la province ses droits perdus par les libéraux, et nous rendre notre autonomie complète, le chef de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai fait inscrire une pareille motion sur le *Feuilleton* de la Chambre afin de mettre en regard les procédés de mon gouvernement et ceux du régime actuel, car les deux Conférences mettent en parallèle deux attitudes différentes, deux administrations, deux politiques: celle de patriotisme, d'énergie, de clairvoyance, lors de la Conférence de 1936, et celle de lâcheté, d'abandon et de couardise du gouvernement actuel, lors de la Conférence de 1941. De 1936 à 1939, déclare-t-il, on a résisté fièrement et courageusement à toutes les menées d'Ottawa contre la province.

En 1936, lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, je suis allé à Ottawa représenter la province de Québec. J'ai dit à M. King que le gouvernement de l'Union nationale ne faisait que de la politique provinciale, mais qu'il était prêt à collaborer avec n'importe quel gouvernement fédéral, rouge ou bleu, pour le bien de la province de Québec, pourvu que le pouvoir central respecte toujours les droits de la province.

J'ai dit en Chambre que nous avions demandé à Ottawa d'abaisser le loyer de l'argent, le taux d'intérêt, qui prenait parfois des proportions usuraires, parce qu'il n'était pas juste que le rendement de l'argent fût illimité. Seul le rendement de l'être humain peut être sans limite quant à son évaluation en dollars et en cents. Cette affirmation n'a pas été contredite.

J'ai réclamé du gouvernement central les \$70,000,000, argent qui avait été versé en sept ans, mais que nous avions perdus parce que nous n'avions pas, dans Québec, les pensions de vieillesse, déboursés par la province de Québec pendant la période où Québec payait pour les pensions aux vieillards aux autres provinces, à cause de l'obstination du gouvernement Taschereau à ne pas vouloir donner la pension de vieillesse dans la province de Québec. J'ai déclaré ceci dans cette Chambre et cette affirmation n'a pas été contredite.

J'ai demandé à Ottawa d'abolir les paiements en or. Ottawa n'a pas voulu et c'est nous qui avons passé une loi à ce sujet, consignée au chapitre 10 des Statuts de Québec, 2 George VI. C'est nous qui

avons dit que la piastre qui sert à payer le salaire de l'ouvrier est aussi bonne pour payer ce qui est dû aux compagnies<sup>4</sup>. J'ai fait cette affirmation en Chambre, au cours du présent débat, et cette déclaration n'a pas été contredite.

Il (M. Duplessis) n'a pas eu satisfaction de la part d'Ottawa, mais toujours il a revendiqué nos droits. Certains députés prétendent que l'Union nationale a respecté l'autonomie provinciale en principe, mais non en fait. Ceux-là ne connaissent rien et font preuve d'ignorance ou de mauvaise foi. Je m'inscris en faux contre cette assertion. Au temps de l'Union nationale, pas un seul des droits de la province de Québec n'a été cédé à Ottawa, pas même une particule de nos droits. Mieux que cela, non seulement nous avons sauvegardé nos droits, mais encore, nous nous en sommes servis pour aider la population.

L'autonomie a été jalousement gardée, parce qu'elle est la conservation des droits gagnés par nos ancêtres. C'est déjà beaucoup, mais nous avons fait plus encore. Nous avons établi, grâce à l'autonomie, un prêt agricole, qui prête alors que le crédit agricole fédéral ne prêtait pas. Et c'est grâce au maintien de notre autonomie provinciale que nous avons réussi à donner à nos cultivateurs la propriété du sol. Nous avons ainsi lutté contre les dangers des perturbations économiques d'après-guerre et même contre la menace d'une immigration intempestive.

Nous avons non seulement protégé, mais augmenté, si possible, l'autonomie de la province de Québec en obligeant les compagnies étrangères exploitant nos ressources naturelles à s'incorporer dans la province de Québec par une charte provinciale. C'était une loi salvatrice, régénératrice. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le gouvernement que nous avons en face de nous a aboli cette loi. Il doit s'en mordre les pouces aujourd'hui, alors que des grosses compagnies, profitant de l'abolition de la loi que nous avons passée, vont s'incorporer et chercher leurs pouvoirs à Ottawa, en vertu d'une charte fédérale pour pouvoir combattre le gouvernement de la province de Québec. Nous voyons aujourd'hui une certaine compagnie qui rit au nez du gouvernement<sup>5</sup>. Voilà une affirmation de l'autonomie et une mesure de prévoyance de la part de l'Union nationale.

C'est parce que nous avons protégé les droits de Québec, que nous avons vu à ce que son autonomie soit respectée et même augmentée, que nous avons pu établir des pensions pour les mères nécessiteuses.

Le premier ministre a déclaré sur cette motion, il y a deux semaines, qu'il ne faut pas

croupir dans la routine et regarder en arrière, mais que nous devons regarder l'avenir. Le passé, pour lui, c'est de la routine. Parole malheureuse.

(Rires à droite)

Le premier ministre ne veut pas que l'on regarde en arrière, parce qu'il veut faire oublier ses reniements, ses serments et ses trahisons, alors qu'il a, par une simple lettre, cédé les droits de la province de Québec. Mais je lui rappellerai ce mot: "L'avenir nous jugera comme nous avons jugé le passé." À ce compte, l'avenir ne sera pas tendre pour le premier ministre.

Notre passé est un passé honorable, un passé glorieux. Nos pères ont eu du courage et c'est grâce à leur courage que nous sommes ce que nous sommes aujourd'hui, c'est grâce à leur courage si nous avons notre autonomie dans la province de Québec, c'est grâce à leurs revendications de tous nos droits et de toutes nos prérogatives que nous avons pu grandir comme peuple. C'est dans le passé que l'on peut aller chercher une inspiration de vérités fondamentales et immuables, des leçons de patriotisme, de fierté et de courage de nos aïeux, que nous trouvons la conservation de nos droits les plus chers, de nos caractéristiques les plus belles, des traditions qui peuvent nous inspirer et nous guider pour l'amélioration des conditions présentes, en vue de préparer l'avenir, et qui manquent au gouvernement actuel.

Le ministre de Gaspé-Nord a prononcé un bon discours, un discours sérieux, le meilleur que l'on pouvait entendre du gouvernement pour défendre une mauvaise cause. Je le félicite d'avoir évoqué la figure de La Fontaine, symbole du respect de nos droits constitutionnels. La Fontaine était un homme courageux qui a su se tenir debout, mais le gouvernement actuel ne sait pas le faire. Que dirait-il du premier ministre actuel?

La Fontaine représente le passé, la garantie de notre survivance, le respect de notre autonomie, la conquête de nos droits, la conservation de nos mœurs et de nos traditions. La Fontaine et notre autonomie sont des phares lumineux qui éclairent notre passé, notre présent et les voies de notre avenir. Lorsque, en certains quartiers, on dit qu'il faut oublier le passé, c'est pour faire oublier le régime actuel qui en est un de lâcheté, de couardise trop apparente, d'abandons, de reniements et de trahison.

C'est le devoir de tout homme de cœur de garder intacts les droits acquis dans le passé que nous ont valus nos héros, nos ancêtres, nos pionniers et nos martyrs. L'autonomie, c'est justement la conservation jalouse de tous les droits que nous ont

acquis et légués les fondateurs de ce pays. Il y a plus de consolation à puiser dans ce passé que dans le malheureux présent qui nous afflige.

Le premier ministre invoque la loi Borden, comme disaient les libéraux avant 1939, lorsqu'ils la maudissaient sur tous les tons, que l'on a ressuscitée sous le nom de loi des mesures de guerre. C'est une loi inique que cette loi introduite par Borden, que le gouvernement King a ensuite tirée des oubliettes pour la faire servir à la violation des droits des provinces et à toutes ces manœuvres bureaucratiques dont nous sommes les victimes depuis bientôt cinq ans. C'est une loi qui va à l'encontre de notre Constitution, parce qu'elle sanctionne un accaparement odieux des droits des provinces. Le gouvernement actuel aurait dû insister pour qu'en soient retranchées les parties qui empiètent sur la juridiction provinciale.

Nous sommes, quant à nous, en faveur de tout ce qui peut nous permettre de triompher de l'hitlérisme sous toutes ses formes, de l'hitlérisme canadien comme de l'hitlérisme européen, mais je proteste contre les empiètements faits contre les droits des provinces sous le couvert de la loi des mesures de guerre, en violation de la Constitution. Si le gouvernement actuel avait eu du courage, s'il eût été à la hauteur de sa tâche, il aurait exigé du gouvernement d'Ottawa qu'il biffe de cette loi les parties qui empiètent sur l'autonomie provinciale et les prérogatives de Québec.

Le ministre de Gaspé-Nord a parlé du notaire Sirois qui a présidé la commission qui porte son nom, Sirois-Rowell. C'était un charmant homme, c'était un honnête homme. Mais je me rappelle que le notaire Sirois lui-même est venu me voir dans mon bureau quand j'étais premier ministre. Le notaire Sirois m'a dit qu'il trouvait odieuses et effrayantes les tentatives d'Ottawa pour s'accaparer les droits des provinces, qu'il admirait les gens courageux et qu'il était content de se sentir appuyé, lui, le président de la Commission, contre ces tentatives de centralisation par le chef du gouvernement de Québec, par un homme de cœur.

Tant que j'ai été premier ministre, le rapport Sirois n'a pas été sorti. Jamais au temps de l'administration de l'Union nationale Ottawa n'a tenté de faire accepter le rapport Sirois. Mais il l'a fait dès l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement. Lorsque le premier ministre actuel a été élu à la pointe du glaive, tout était changé et le gouvernement fédéral pouvait agir à sa guise. Toutes nos prérogatives ont été abandonnées au gouvernement central.

De tout ceci, il ressort que le gouvernement de l'Union nationale garda ses positions en face des menées centralisatrices d'Ottawa, tandis que le gouvernement actuel s'est rendu coupable de toutes les lâchetés et de tous les reniements. La province est actuellement dirigée par un gouvernement de couards et de lâcheurs, qui a multiplié les reniements et les trahisons au point de vue national. C'est à cause de cette attitude néfaste que la province de Québec a, aujourd'hui, perdu une partie de ses droits.

On a affirmé que la loi de l'impôt sur le revenu ne cédait aucun droit pour l'avenir et l'on a invoqué une entente spéciale. Lorsqu'on dit que le gouvernement actuel n'a pas cédé une parcelle de nos droits, on ne dit pas la vérité. Il n'est que de relire le préambule des lois passées par le gouvernement actuel pour céder nos droits irrévocablement à Ottawa, lorsqu'il s'agit d'imposer le revenu personnel, par exemple, pour se rendre compte qu'il s'agit là d'une véritable cession de nos droits.

Cela est tellement vrai et la loi du gouvernement actuel à ce propos manifeste un tel abandon de tous nos droits que j'ai quitté l'hôpital où j'étais malade depuis plusieurs mois, malgré l'avis contraire des médecins, pour venir en Chambre la combattre. Ce n'est pas même une cession sans condition, c'est une cession totale de nos droits. Il y a encore plus, car, en échange d'une compensation monétaire fixe, le gouvernement cède à Ottawa son droit illimité de taxer. Qu'on ne nous parle pas d'indemnité. Autrement dit, on n'a pas cédé \$20 pour obtenir \$20. On a cédé \$100 pour en obtenir \$20 en retour. On a cédé un droit total pour une indemnité partielle.

Dans le cas de l'assurance-chômage, c'est la même chose. Le premier ministre a abandonné nos droits par une simple lettre, sans consulter le Parlement. Il a permis au gouvernement d'Ottawa d'amender la Constitution en vue d'imposer aux provinces sa loi d'assurance-chômage. Cette loi d'assurance-chômage est d'ailleurs inique et injuste, car elle sert à fournir des revenus supplémentaires à Ottawa au détriment des salaires des ouvriers. C'est une loi de camouflage, parce que ceux qui paient une contribution reçoivent moins que ne recevaient les chômeurs au temps de l'Union nationale, sous le secours direct.

L'Union nationale peut se vanter de n'avoir jamais cédé la moindre parcelle de nos droits. C'est pour toutes ces raisons que j'ai voulu mettre ces questions devant la Chambre et sous les yeux du peuple de la province, pour qu'il se rende bien

compte de tout ce qu'il a perdu sous l'administration actuelle et afin de bien démontrer la différence qui existe entre le régime actuel et notre administration. Il ne s'agit pas de se décourager ou de désespérer, car il sera facile, avec un gouvernement qui a du cœur au ventre et du patriotisme dans l'âme, de reconquérir ce qu'un gouvernement comme le régime libéral actuel nous a fait perdre aux mains des centralisateurs d'Ottawa. Le peuple mettra bientôt dehors ce régime néfaste qui a fait ces erreurs et posé les gestes néfastes que je viens d'énumérer, et qui a multiplié les trahisons, pour le remplacer par un autre qui fera du Québec la citadelle des droits provinciaux.

La motion est adoptée.

### Service militaire

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** signale au gouvernement qu'en vertu d'un arrêté ministériel passé à Ottawa en décembre 1943, on oblige tout employeur à interroger ses employés de sexe masculin et à faire enquête pour voir s'ils sont en règle au point de vue de leur service militaire et s'ils se sont conformés aux règlements du service sélectif. Ce décret, dit-il, institue les patrons, et même le père ou la mère, les délateurs de leurs employés et de leurs enfants, comme les cultivateurs qui ont des fils qui travaillent pour eux, de se conduire en espions, en dénonciateurs et en traîtres de leurs propres enfants, parce que le gouvernement les oblige à dénoncer leurs employés ou leurs fils qui ne répondent pas à l'appel des autorités militaires. C'est un système de mouchardise odieux qu'un gouvernement qui se respecte ne devrait pas tolérer et qu'il faut blâmer.

On n'a jamais vu dans l'histoire de l'humanité un système aussi inique, un exemple d'une telle cruauté et d'un tel sans-gêne. Aucune province qui se respecte ne devrait tolérer une chose semblable. Le gouvernement Godbout n'a pas eu le courage d'intervenir pour empêcher la mise en vigueur de ce système de délation; il aurait dû au moins avoir l'énergie et la fermeté de faire entendre sa protestation. Si nous avions une administration courageuse et qui ne craindrait pas de se lever pour défendre ses droits contre ses prétendus amis d'Ottawa, le gouvernement de la province de Québec serait intervenu immédiatement, non seulement pour protester sans délai comme il devrait le faire, mais pour intervenir et empêcher qu'une pareille chose soit acceptée.

### **Travaux de voirie en Gaspésie entre 1940 et 1943**

**M. Gagnon (Matane)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous documents, de tous contrats et de toute correspondance concernant le département de la Voirie ou le département de la Colonisation de la province, relativement à des travaux de voirie ou de chemins, dans les paroisses de Sainte-Félicité, Grosses-Roches, Saint-Adelme, Saint-Jean et Saint-Thomas-de-Cherbourg, dans le comté de Matane, au cours des années de calendrier 1940, 1941, 1942 et 1943.

Adopté.

### **Demandes de documents:**

#### **Arbitrages**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 14 mars 1944 inclusivement, et se rapportant aux conseils d'arbitrage ou aux comités d'arbitrage, à la constitution desquels le gouvernement de la province a contribué.

Adopté.

### **Projets de loi:**

#### **Papineau**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill 108 concernant une partie du lot no 11 et tout le lot no 12 du sixième rang sud dans le canton d'Amherst, dans le comté de Papineau ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Apostolic Church of Pentecost**

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill 101 reconnaissant Apostolic Church of Pentecost comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec a pour objet la propagation d'un culte

religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Les Frères Maristes de Québec**

**M. Francoeur (Lévis)** propose que le bill 111 constituant en corporation Les Frères Maristes de Québec a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique en général et l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Charte de Dolbeau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

**M. Potvin (Roberval)** propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Charte de Hull**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

**M. Caron (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Peter Marshall Laing**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140

autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**George Robert Beethom  
Whitehead**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

**M. Caron (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Tadoussac,  
ratification de résolution**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 ratifiant une résolution de la Corporation du village de Tadoussac, et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, fixant les sommes payables comme taxes, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Verdun**

**M. Comeau (Montréal-Verdun)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

**M. Comeau (Montréal-Verdun)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte  
de Louiseville**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Demandes de documents:**

**Industrie du papier**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou

officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, concernant l'industrie du papier et de la pulpe dans la province de Québec, ainsi que la politique et les actes du gouvernement à ce sujet.

Pendant des années, nos forêts ont alimenté les moulins des États-Unis et il a fallu une longue lutte énergique de la part des chefs de l'opposition du temps, par Tellier, Sauvé, Bourrassa, Prévost, Patenaude. Par leurs appels dans le passé, ils ont réussi à faire adopter des mesures de protection et amener Sir Lomer Gouin à imposer l'embargo sur les expéditions de bois de la couronne aux États-Unis. On sait comment les choses se passaient alors; le bois était coupé dans la province et expédié aux États-Unis pour y être ouvré, de sorte que nous n'avions pas le bénéfice d'une de nos plus importantes ressources naturelles, la forêt québécoise.

Finalement, le gouvernement du temps fut forcé par l'attitude de l'opposition d'alors à imposer cet embargo. L'adoption de cette politique força les capitalistes étrangers à venir construire leurs moulins dans la province de Québec au lieu de le soutirer de notre province tel quel. Cette politique d'embargo a eu tellement de succès qu'on devrait l'appliquer à toutes nos ressources naturelles.

L'industrie du papier et de la pulpe est extrêmement importante pour notre province. Depuis cette époque, une vingtaine d'usines de pâte et de papier sont venues s'établir dans la province et représentent aujourd'hui un capital investi de l'ordre d'environ \$300,000,000. Si l'on considère les opérations connexes (coupe de bois, flottage, etc.) qui y sont greffées, on peut dire que cette industrie paie entre \$40,000,000 et \$50,000,000 annuellement en salaires à plus de 100,000 employés dans Québec.

Il s'agit donc d'une industrie importante bâtie sur une des ressources naturelles de la province de Québec, ce qui en fait une industrie stable, qui ne peut être affectée par la guerre, sur laquelle nous pourrions compter demain, car il y aura toujours des journaux et il faudra toujours du papier pour les imprimer. Il est donc important de protéger cette industrie qui procure une stabilité dans l'emploi.

C'est pourtant cette industrie propre à assurer la stabilité économique de la province de Québec que le gouvernement fédéral a atteinte. Depuis la guerre, les gens d'Ottawa, avec le consentement du gouvernement provincial, ont cru bon décréter, par un manque de vision, que la production du papier de nos moulins devait être réduite de 10 %. Ottawa a

manqué totalement de vision en infirmant la production des compagnies papetières sous prétexte qu'il n'y avait pas assez d'énergie électrique dans la province. Prétexte absolument futile et ridicule.

Il est en effet prouvé qu'à l'heure actuelle nous produisons 1,000,000 de chevaux-vapeur de plus que nous n'en aurons besoin, après la guerre. Le gouvernement a permis cette réduction dans une province où sont situés les plus gros moulins du monde. Par cette mesure stupide d'Ottawa, faite avec l'assentiment du gouvernement d'en face, le gouvernement a forcé les compagnies à réduire leur production et, conséquemment, à renvoyer des milliers d'ouvriers.

Plusieurs de ces ouvriers ont été forcés de vendre la petite maison qu'ils avaient construite à même leur salaire. Leur mise à pied complique donc le problème du logement, en attendant de compliquer le problème du travail et du chômage d'après-guerre. L'industrie a perdu un élément de stabilité indispensable; les municipalités ont été privées de revenus considérables. Et le gouvernement de Québec a tout laissé faire.

De plus, le gouvernement de bureaucrates et d'autocrates d'Ottawa qui a pensé à cette mesure a décrété que les usines de papier ne fonctionneraient que six jours par semaine. On aurait pu croire qu'au moins on ferait chômer les ouvriers le dimanche, mais tel n'est pas le cas. Avec la permission et la connivence du gouvernement actuel, les ouvriers québécois des usines à papier travaillent le dimanche dans les usines et chôment une journée de la semaine. Le gouvernement laisse faire cela, il n'a pas protesté contre cette mesure auprès des autorités fédérales. C'est encore une mainmise sur les droits de la province. Quand Ottawa parle, il n'a qu'à tirer les ficelles. Le gouvernement danse et le peuple de la province paie.

La division de Trois-Rivières que j'ai l'honneur de représenter à l'Assemblée, dit-il, possède les plus gros moulins à papier du monde et a beaucoup souffert de cette restriction; elle est particulièrement intéressée par la question, comme le sont toute la province en général et, de fait, le Canada tout entier. Les mesures prises contre l'industrie papetière par le gouvernement rouge à Québec, rouge à Ottawa affectent la population de Trois-Rivières très durement, comme elles affectent les autres centres papetiers de la province. Le gouvernement a non seulement atteint l'industrie essentielle du papier dans la province, mais ses commettants ne sont pas satisfaits des ordres fédéraux, parce que c'est une injustice criante pour les ouvriers.

Le gouvernement rouge à Québec, rouge à Ottawa a manqué totalement de vision. Nous avons perdu ainsi la chance, pour le papier canadien si important pour la province et pour tout le Canada, de nous emparer du marché américain, le principal marché mondial pour l'écoulement de notre papier, qui nous était ouvert à la faveur de la guerre. Alors que des pays comme la Finlande, la Norvège, la Suède sont en guerre et ne peuvent nous faire concurrence sur le marché américain, parce que les pays scandinaves ne pouvaient plus exporter de papier aux États-Unis, le gouvernement s'arrange de façon à diminuer notre production.

De plus, et cela aussi prouve que le gouvernement rouge partout ne voit plus clair, on a privé la province d'un facteur propre à stabiliser l'échange monétaire avec les États-Unis, car le produit exporté aux États-Unis par l'industrie papetière est un excellent agent de stabilisation des échanges monétaires, alors que le pays a tant besoin de cette stabilisation des échanges. Tout déséquilibre dans ce domaine a des répercussions sur les revenus des particuliers et des corporations publiques. Le gouvernement a commis une erreur grave.

Il faut aussi considérer que l'industrie du papier absorbe 50 % ou 51 % de notre production d'énergie électrique. Elle constitue donc encore un élément stabilisateur de notre production d'électricité, stabilisation nécessaire puisque la surproduction de l'électricité voulue par Ottawa nous sera un fardeau plutôt qu'un acquit, après la guerre. Ainsi, nous avons tellement d'électricité que le gros problème, après la guerre, va être de savoir quoi en faire. Encore une fois, les rouges à Québec, rouges à Ottawa n'ont pas vu cela lorsqu'ils ont posé une série d'actes qui sont tous de nature à compromettre la stabilité de notre économie, après la guerre.

L'industrie du papier stabilise l'emploi, le change et la consommation de l'électricité. La stabilité de cette industrie est nécessaire pour la période d'après-guerre parce qu'elle fournit du travail et parce qu'elle doit faire face à la concurrence des autres provinces et des autres pays. C'est ce que l'Union nationale, de concert avec l'Ontario, a fait. Lorsque le gouvernement d'Union nationale administrait la province, de 1936 à 1939, il avait parfaitement bien compris les nécessités d'une stabilisation de notre économie. Avec la collaboration de la province d'Ontario, la production de l'industrie du papier fut stabilisée de façon à permettre un rendement logique et protecteur.

Le gouvernement devrait coopérer entièrement avec l'Ontario en ce qui concerne

l'industrie papetière, puisque ces deux provinces contrôlent à elles deux la production canadienne du papier. Au Québec, cette industrie consomme beaucoup d'électricité, évitant ainsi à la province de connaître un problème de surproduction d'énergie électrique. Il est essentiel de prévenir une nouvelle crise de l'industrie du papier.

En 1936, au moment où l'Union nationale est arrivée au pouvoir, l'industrie du papier produisait sans ordre, ce qui permettait aux grands journaux, aux producteurs américains d'accumuler des stocks considérables de papier. Avec ces stocks dans leurs entrepôts, ils auraient ensuite pu dire aux fabricants de papier de la province de Québec: Nous n'aurons pas besoin de papier d'ici six mois. Ils auraient ensuite été en position de fixer les prix à leur guise et de nuire considérablement à l'industrie canadienne.

Nous avons alors rencontré les têtes dirigeantes de l'industrie et les représentants de la province d'Ontario et nous avons pris les moyens de stabiliser la production et les prix dans les deux provinces qui contrôlent 79 % de toute la production papetière du pays. Je dois reconnaître que l'Ontario, la province-sœur, a collaboré de façon loyale et honnête. Cela a sauvé l'industrie du papier et lui a permis de traverser la crise, pour le plus grand bénéfice de la stabilité économique de la province.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule industrie que l'administration de l'Union nationale, qui était une administration clairvoyante et patriotique, a stabilisée, assurant le bien-être de la population du Québec et lui assurant un travail rémunérateur et permanent. La population se souvient des lois faites pour empêcher la surcapitalisation, le mouillage des stocks pour obliger les compagnies à s'incorporer dans Québec, et tant d'autres.

Je demande donc au gouvernement actuel de reprendre le contrôle de toutes nos ressources naturelles, mines, bois et pouvoirs d'eau, et de prendre des mesures pour faire disparaître certaines lois qui placent les industries québécoises de la pulpe et du papier sur un pied d'infériorité par rapport à celle de l'Ontario et des autres provinces et qui nuisent à l'expansion de cette industrie. Je demande qu'il y ait similitude fiscale dans les lois affectant l'industrie dans les deux provinces de Québec et d'Ontario, afin que l'industrie de la province de Québec puisse concurrencer, sur un pied d'égalité, l'industrie des autres provinces.

Il ne faut pas imposer aux compagnies de pulpe et de papier des charges plus lourdes de la part des municipalités et du gouvernement que celles qui leur sont imposées par la province de l'Ontario, car

en Ontario, par exemple, ces industries paient moins cher l'électricité que dans notre province<sup>6</sup>. La question que je viens de soumettre au gouvernement intéresse ma ville, mon comté, ma région, mais elle intéresse aussi toute la province.

Je demande au gouvernement, en dépit des empiétements d'Ottawa, de rappeler les lois qu'il a passées et de prendre les mesures qui s'imposent tout de suite pour assurer la sécurité dans la province de Québec de cette industrie de la pulpe.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

La question soulevée par le chef de l'opposition n'est pas nouvelle. Chaque session, la même motion revient à l'ordre du jour et le chef de l'opposition répète les mêmes arguments qu'il a dits pendant quatre ans, et il faudra répondre la même chose que d'habitude. Cette année encore, il (M. Duplessis) craint que la guerre n'affecte l'industrie du papier. Cela est partiellement vrai que l'industrie de la pulpe et du papier a souffert pendant la guerre d'un manque de main-d'œuvre et d'un manque d'électricité. Toutefois, le manque d'électricité ne s'est fait sentir que temporairement, pendant une période d'un an.

L'industrie du papier n'a pas tardé, cependant, à reprendre son cours normal, car devant ces deux obstacles, le gouvernement de la province a pris les mesures qui s'imposaient en faisant aux autorités fédérales des représentations appropriées pour assurer aux moulins et aux chantiers la main-d'œuvre nécessaire. Le 12 octobre 1942, le ministre des Terres et Forêts du temps écrivait au ministre des Munitions et des Approvisionnements, M. Howe, en lui faisant remarquer les conséquences graves qu'aurait entraînées une décision du gouvernement fédéral limitant la production du papier, par la fermeture ou la réduction de la production de certaines usines.

En ce qui concerne la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation forestière, le premier ministre a fait son devoir en insistant auprès des autorités fédérales pour que cette industrie l'obtienne plus facilement. En effet, le 5 octobre 1943, le premier ministre écrivait au premier ministre du Canada et lui suggérait que les fils de cultivateurs soient autorisés à travailler aux opérations forestières sans perdre leur privilège d'exemption comme tel. Quelques jours plus tard, les autorités fédérales annonçaient que l'industrie forestière serait classée "B" parmi les emplois et que les services sélectifs aideraient à trouver la main-d'œuvre réclamée par l'industrie. Les bûcherons ont donc été mis dans une classe où ils étaient exemptés du service militaire.

L'an dernier, nous avons obtenu du contrôleur de l'électricité, M. Symington, que les restrictions sur l'énergie électrique soient abolies dans notre province.

Quant aux reproches du chef de l'opposition au gouvernement, ils ne concordent pas avec les statistiques officielles de l'industrie du papier, citées par la Newsprint Association. D'après les chiffres de cette organisation, non seulement notre production de la pulpe et du papier n'a pas diminué, mais elle a augmenté pendant la guerre, et ce, malgré le 10 % prescrit par Ottawa. Elle était de 2,869,000 tonnes en 1939. Elle a été de 3,418,000 tonnes en 1940, 3,420,000 tonnes en 1941, 3,177,000 tonnes en 1942 et 2,982,000 tonnes en 1943. C'est, en moyenne, plus haut qu'en temps normal. Le président de la Newsprint Association, M. Paul Kellogg, l'a reconnu lui-même en disant que, si certaines industries avaient dû réduire leur production de 20 % en bas de la normale, l'industrie du papier n'était jamais descendue plus bas que 40 %.

Il réfute le reproche que l'industrie du papier, servant à stabiliser la monnaie, a causé du tort à l'économie du pays. La guerre, dit-il, a augmenté la demande du marché américain. En 1943, malgré les difficultés créées par la guerre, le Canada produisait 2,983,000 tonnes de papier journal, soit 4 % de plus qu'en 1939, tandis que les États-Unis voyaient leur production diminuer de 14.3 % pour la même période et Terre-Neuve, 22.6 %. C'est pourquoi, l'an dernier, le Canada pouvait expédier aux États-Unis 2,550,000 tonnes de papier journal, soit 16.2 % de plus qu'en 1939, la plus grosse année normale. Nos exportations de ce chef représentaient 73 % de l'approvisionnement américain en papier journal, tandis qu'en 1939 nous fournissions 62 % seulement. On devrait être satisfait de ces progrès.

En ce qui concerne le travail du dimanche, il était nécessité par des conditions anormales du temps de guerre et je dois dire, répéter, qu'il y a eu entente temporaire avec l'autorisation des autorités religieuses, parce qu'il y avait plus d'énergie électrique disponible, ce jour-là, que la semaine. Mais le travail du dimanche, sauf de rares exceptions, a cessé dans les usines. Une attention soignée fut accordée à la question, tant par les autorités provinciales que fédérales.

Les divers problèmes que rencontre l'industrie de la pulpe et du papier, on travaille continuellement à les résoudre et, en ce qui concerne le gouvernement de la province, par l'intermédiaire du ministère des Terres et Forêts, il fournit toute l'assistance possible à l'industrie forestière et



papetière, pour le plus grand bénéfice des milliers de personnes auxquelles elle procure la subsistance et le bien-être.

Notre industrie forestière se porte bien; le gouvernement en connaît l'importance et il entend bien la protéger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'est pas prêt à accepter les statistiques du ministre qui ne prouvent pas ce qu'il a affirmé. Le marché américain, déclare-t-il, est aujourd'hui illimité. Mais la situation va changer après la guerre. La coupure de 10 % d'Ottawa nous a fait perdre \$100,000,000 et le gouvernement provincial, en laissant Ottawa causer ce tort à notre industrie, n'a pas fait son devoir. S'il n'y avait pas eu de réglementation de la part d'Ottawa, la production totale de papier journal devrait être de 10 % plus élevée, aujourd'hui, au lieu de la réduction décrétée par le gouvernement fédéral. Pourquoi se contenter d'un petit pain quand on pourrait en avoir un gros?

C'est l'Union nationale qui a stabilisé l'industrie du papier en cette province. Et c'est grâce à nous si cette industrie a pu passer à travers la crise.

La motion est adoptée.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 15.

---

### NOTES

1. Selon *La Patrie* du 23 mars 1944, à la page 4, M. Paul Guin assiste à la séance.

2. Selon *Le Temps* du 31 mars 1944, à la page 2, M. Dolbec aurait été remercié de ses services par le gouvernement Duplessis, mais repris par le gouvernement Godbout.

3. Voir la *Gazette* du mardi 21 mars 1944, à la page 8.

4. *La Patrie* du 23 mars 1944, à la page 4, donne cette version: "parce que la piastre ne doit pas être bonne seulement pour le pauvre et que le capitalisme pouvait se faire payer en or."

5. Le chef de l'opposition fait référence à la Montreal Light, Heat and Power Company Consolidated qui a transféré une partie limitée des valeurs de placements de cette corporation à une nouvelle compagnie à charte fédérale, la Southmount Investment Company Limited. Pour plus de renseignements, voir *L'Événement* du mercredi 22 mars 1944, à la page 3, et *Le Canada* du mercredi 22 mars 1944, à la page 1.

6. Selon *The Gazette* du 23 mars 1944, à la page 10, et *Le Temps* du 31 mars 1944, à la page 2, dans la province de Québec, l'industrie du papier paie moins cher son électricité que l'industrie de l'Ontario.



Séance du jeudi 23 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 139 confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville Mont-Royal.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

**Anniversaire de  
Sir Thomas Chapais**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le 23 mars est un jour mémorable. Il y a 86 ans, donc en 1858, naissait dans la petite paroisse de Saint-Denis, comté de Kamouraska, un homme dont la carrière exceptionnellement brillante et féconde passera à l'histoire. Je veux parler de Sir Thomas Chapais, fils de l'honorable Joseph Chapais, l'un des Pères de la Confédération, créée pour le maintien des droits des minorités et le respect de l'autonomie provinciale. Depuis 1892, soit depuis 52 ans, Sir Thomas Chapais est membre du Conseil législatif; doyen de cette Chambre, il a fait rejaillir sur elle beaucoup d'honneur. Il n'a donc jamais craint les promesses du Parti libéral qui, depuis 1891, promet d'abolir la Chambre haute provinciale.

Sir Thomas Chapais est un chrétien convaincu, un patriote, un Canadien français et un grand Canadien tout court. Il fait honneur à sa province, à son pays et à toute sa race. C'est un grand écrivain, un historien des plus en vue, sinon notre

meilleur historien, et sa carrière, faite de dignité et d'honneur, est un exemple pour tous. J'ai une raison particulière de lui rendre hommage. J'avais six ans lorsque je l'ai connu. Il venait rencontrer mon père, à Trois-Rivières, et j'ai appris de mon père lui-même à l'estimer et à le vénérer.

Il offre à Sir Thomas des félicitations. Nous lui souhaitons une longue vie au milieu des siens, dit-il.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est un plaisir pour moi de me joindre au chef de l'opposition pour saluer en cet anniversaire exceptionnel notre éminent collègue de l'autre Chambre, Sir Thomas Chapais. Sir Thomas a été, certes, un exemple pour tous dans sa vie privée comme dans sa vie publique. Il a jeté du lustre non seulement sur la nationalité canadienne-française, mais aussi sur la province et le pays tout entier. Cette carrière si honorable de Sir Thomas représente à elle seule la justification du maintien du Conseil législatif, dont il est le doyen.

(Applaudissements)

Et j'ajouterais que le fait qu'il est né à Saint-Denis aurait dû aussi être la justification, pour le chef de l'opposition, de maintenir en existence le comté de Kamouraska, qui a vu naître Sir Thomas.

(Applaudissements)

Je crois que tous les députés voudront s'inspirer de l'exemple de la vie laborieuse de Sir Thomas. Il a été un homme droit dans toute l'acception de ce terme, travaillant dans toute la mesure de ses capacités à la solution des grandes questions nationales. Il a été l'homme droit par excellence qui a maintenu la discussion des affaires publiques à un niveau où on devrait sans cesse se tenir. Je suis heureux de dire que, comme homme public, l'honorable M. Chapais a toujours eu le respect de ses adversaires et a commandé le respect; ils sont unanimes à reconnaître qu'il n'a jamais frappé autrement qu'avec des arguments.

Il note également sa loyauté et sa haute probité. C'est un plaisir pour moi, dit-il, de lui souhaiter, au nom de toute la Chambre et de la province, une longue vie encore, car Sir Thomas peut toujours être utile à ses concitoyens. C'est un homme de cœur et d'honneur qui a bien servi les siens. Je le remercie pour la carrière féconde qu'il a donnée à son pays.

(Applaudissements)

**M. Chaloult (Lotbinière):** À titre d'ancien député de Kamouraska, je veux offrir mes vœux à Sir Thomas Chapais.

Le premier ministre a fait allusion au rétablissement possible du comté de Kamouraska sur la carte électorale d'où il a été supprimé en 1939. Je tiens à lui dire que je reçois fréquemment des lettres de citoyens de mon ancien comté qui me demandent si le gouvernement va rétablir Kamouraska dans son ancienne entité distincte. Serait-il indiscret de demander au premier ministre ou au procureur général (l'honorable M. Casgrain) si c'est réellement l'intention du gouvernement de ressusciter le comté de Kamouraska?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Puisque l'on nous pose la question en pareille circonstance, je puis dire au député de Lotbinière qu'une telle demande ne peut être refusée. Lorsque le gouvernement croit qu'une chose est juste, il la fait.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** s'unit à ses collègues, lui aussi, pour féliciter Sir Thomas Chapais qui a démontré qu'il est possible de rester attaché à sa province tout en aimant le pays tout entier. Il est l'un des grands citoyens de la province de Québec et du Canada, dit-il. Sir Thomas n'a pas simplement écrit l'histoire, mais il a vécu son histoire. Il lui présente ses vœux les plus sincères.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Sir Thomas appartient à une époque où les lois de la province ont été faites dans le respect de la liberté. Il lui offre ses félicitations et ses souhaits pour une carrière encore longue et heureuse, au nom de la minorité juive de la province de Québec.

#### Mise au point du député de Matane

**M. Gagnon (Matane):** Je me suis absenté de la Chambre, mardi dernier, ce qui ne m'arrive pas souvent, et en mon absence, le député de Portneuf (M. Plamondon) a fait une déclaration fausse. Le député de Portneuf a prétendu que j'étais peut-être allé à Ottawa. Je ne suis pas allé à Ottawa depuis plusieurs années. Mardi, j'étais à Toronto, au congrès des ingénieurs miniers, où je représentais les intérêts de la province et où, s'il y avait eu un ministre des Mines, sa présence eût été nécessaire.

Puis, à la séance de mercredi, le député de Gaspé-Nord (l'honorable M. Casgrain) a laissé entendre que j'étais sorti de la Chambre pour ne pas écouter le discours du ministre.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je n'ai pas dit cela.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis sorti de la Chambre pour accomplir un devoir impérieux à l'endroit d'un conscrit de mon comté, qui est atteint d'une maladie de cœur et que la police voulait arrêter.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je n'ai jamais signalé l'absence du député de Matane d'une façon défavorable. J'ai simplement regretté son absence.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Gaspé-Nord doit accepter la déclaration du député de Matane.

#### Hydro-Québec

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** appelle l'item a de l'ordre du jour intitulé: "Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec"<sup>1</sup>.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le bill établissant une commission hydroélectrique est au *Feuilleton*, mais la copie du bill sera-t-elle distribuée bientôt aux députés?

**L'honorable Hamel (Saint-Sauveur):** Dans une heure tout au plus.

Il propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Nous sommes en face d'un projet de loi que le gouvernement a couvé pendant des mois. Comme cette mesure entraînera des dépenses probablement de plus de \$100,000,000, les règlements obligent le gouvernement à présenter des résolutions avant le bill. Il ne peut donc être présenté sans qu'une résolution ne soit imprimée et distribuée à la Chambre.

Je considérerais une iniquité que, dans les circonstances, le projet de loi fût voté en première lecture avant la présentation des résolutions.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je pensais que nous aurions l'unanimité absolue de la Chambre à toutes les phases de l'étude de ce projet de loi. Je m'aperçois qu'il va nous venir de l'obstruction quelque part. Le chef de l'Union nationale se trompe et je suis surpris qu'il n'y ait pas d'unanimité de la part de l'opposition sur une loi qui intéresse à un si haut point l'intérêt économique de la province de Québec. Le chef de l'opposition l'ignore évidemment, mais les règlements sont changés et plus clairs qu'autrefois. Les résolutions doivent précéder le bill lorsqu'elles renferment toute la matière du bill. Mais, quand elles n'en constituent que l'accessoire, le bill doit être présenté le premier. Si le bill est plus considérable que les résolutions, il doit avoir la préséance. Dans ce cas-ci, les résolutions sont inscrites au *Feuilleton*, mais le bill peut être lu une première fois maintenant.

**M. l'Orateur:** Je crois que le chef de l'opposition admettra lui-même que son point d'ordre est mal soulevé. En vertu de l'article 548 du Règlement, le chef de l'opposition peut avoir raison, mais, d'autre part, le paragraphe 4 de l'article 549 lui enlève le droit de soulever un point d'ordre. Je rejette donc ce point d'ordre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de la province de Québec.

**Des députés ministériels applaudissent<sup>2</sup>.**

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les simples convenances devraient obliger le gouvernement à me remettre une copie du projet de loi, et à la Chambre, afin qu'elle puisse en prendre connaissance. C'est un manquement à la décence la plus élémentaire et à la courtoisie la plus ordinaire envers les membres de l'opposition.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les convenances nous obligent d'observer les règlements de la Chambre. Être décent, c'est suivre les règlements, et c'est ce que nous faisons aujourd'hui, comme depuis que nous sommes au pouvoir, depuis 1939. Si jamais les convenances n'ont pas été observées, c'est bien sous le règne de mon honorable ami. Pendant trois ans, le chef de l'opposition a fait

adopter des mesures en deuxième lecture sans en fournir de copies à la Chambre. Il connaissait si peu la décence qu'un grand nombre de bills ont été adoptés bien que l'encre d'imprimerie ne fût pas encore sèche sur les mesures de son régime. Mais sous le régime actuel, dès avant la première lecture, les députés sont au courant de la législation. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) a dit que le projet de loi actuel serait distribué dans quelques minutes...

(Le premier ministre s'arrête, un messenger lui apporte quelques copies du projet de loi.)

Tiens, justement, j'ai une copie du bill et je l'envoie au chef de l'opposition. Les députés en auront un exemplaire dans quelques minutes.

Si le bill n'a pas été prêt ce midi pour distribution, c'est qu'il s'y était glissé une erreur d'impression que nous avons voulu corriger tout de suite<sup>3</sup>. J'ai tenu à faire distribuer le bill dès aujourd'hui, dans le cours de la séance, à cause de son importance et afin que les députés aient toute la fin de semaine pour l'étudier. On distribuera le projet de loi à tous les députés dans quelques minutes, en leur fournissant les bills en deuxième lecture seulement. Sous le gouvernement actuel, on distribue les bills de telle façon que les députés ont toute une fin de semaine pour les étudier dès la première lecture<sup>4</sup>.

La présentation de ce projet de loi marque une date importante dans l'histoire de notre province. Lorsque le projet sera étudié, le gouvernement espère avoir l'assentiment complet de la Chambre sur cette question. Voici un bill qui va transformer la vie économique et sociale de la province. Il s'agit d'une chose qui va tellement changer la situation économique de la province que j'espère que nous aurons la coopération de toute la Chambre.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 19 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Il communique aussi à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 104 concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Suspension de la séance**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je propose que la séance soit suspendue pendant 15 minutes afin que les députés assistent à une sanction de bills au Conseil législatif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition peut soulever n'importe quelle question d'intérêt public. Ainsi, parlant sur la motion du premier ministre, je me demande comment il se fait que le gouvernement, qui prétend vouloir étatiser l'électricité au bénéfice de la population, ait accordé à la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, le 4 octobre 1943, des pouvoirs additionnels pour son développement hydraulique au lac Métis.

En vertu d'un arrêté en conseil en date du 4 octobre dernier, le gouvernement a autorisé la Commission des eaux courantes à conclure un bail avec cette compagnie pour un terme de 75 ans ou de 20 ans, suivant que la compagnie reconstruira en béton ou en bois le barrage-réservoir du lac Métis.

Voici ce gouvernement qui pose au sauveur aujourd'hui, déclare-t-il, et qui, il y a quelques mois, augmentait les pouvoirs d'une compagnie privée qui charge des taux exorbitants. On a ainsi augmenté de façon considérable les pouvoirs de cette compagnie que préside l'honorable Jules Brillant.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition est donc bien nerveux aujourd'hui. Nous voulons électrifier la province, mais nous ne voulons électrocuter personne. Il n'y a pas eu de

favoritisme dans cette affaire. Si nous avons étendu les pouvoirs de cette compagnie, cela ne change rien à l'étatisation de la Montreal Power, car les pouvoirs que nous accordons à la compagnie du Bas-Saint-Laurent n'ont rien à voir avec la Montreal Power. L'étatisation de cette compagnie ne donnera pas plus d'électricité au Saguenay ou ailleurs. Cela ne veut pas dire que les autres compagnies d'électricité ne peuvent pas opérer, car il faut que les autres pouvoirs électriques continuent d'être exploités. Si l'intérêt d'une région exige que nous augmentions les pouvoirs d'une compagnie d'utilité publique qui y opère, cela ne change rien à la décision que nous avons prise. Si le chef de l'opposition n'était pas si nerveux, il aurait compris cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement étatisé Montreal Power, mais augmente les taux au Bas-Saint-Laurent.

**M. Gagnon (Matane)** veut soutenir le point de vue du chef de l'opposition. Il commence la lecture de l'arrêté ministériel concernant le contrat avec la compagnie du Bas-Saint-Laurent...

**M. Caron (Hull)** soulève un point d'ordre et s'oppose à l'intervention du député de Matane (M. Gagnon). Il soumet à l'Orateur de l'Assemblée qu'un député n'a pas le droit de faire un débat sur une motion d'ajournement ou de suspension.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose aux interprétations du député de Hull (M. Caron) et reprend ses attaques contre M. Jules Brillant et la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent.

**Des voix ministérielles:** Ça fait mal, hein!

La motion de suspension est adoptée<sup>5</sup>.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

103 Loi concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque;

104 Loi concernant la succession de feu Marguerite Claire Stephens;

118 Loi modifiant la charte de la ville de Dolbeau;

131 Loi changeant le nom de Joseph Robert Henery son nom en celui de Joseph Henery-Logan;

138 Loi concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

19 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du ministre des Terres et Forêts

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1943. (Document de la session no 55)

#### Travaux de la Chambre:

##### Horaire des séances

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre tienne à l'avenir deux séances tous les jours, sauf le samedi et le dimanche, la première, de trois heures à six heures de l'après-midi, et la seconde, de huit heures et demie du soir jusqu'à l'adoption d'une motion d'ajournement; qu'aux séances du lundi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances

du mercredi et qu'aux autres séances l'ordre des affaires soit celui réglé par l'article 115 du Règlement, les dispositions du paragraphe 2 recevant leur application au début de la séance à huit heures et demie du soir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'a rien fait depuis le début de la session. Il fait perdre le temps de la Chambre et a retardé la session jusqu'ici, parce qu'il n'est pas prêt à procéder.

L'opposition a coopéré dans toute la mesure du possible jusqu'ici. Nous avons voulu hâter les procédures en ne faisant pas de débat sur l'adresse. Nous avons étudié les lois avec toute la diligence compatible avec notre mandat.

Mais, aujourd'hui, le gouvernement veut abuser de sa force numérique pour épuiser l'opposition, comme on a tenté de le faire, l'an dernier, lors de l'étude de la loi relative à l'industrie de la betterave à sucre de Saint-Hilaire, où le gouvernement a gaspillé des millions. Le gouvernement avait fait siéger la Chambre toute une nuit pour faire voter cette loi.

**M. Chaloult (Lotbinière)** demande au premier ministre s'il ne serait pas raisonnable que les séances se terminent, le soir, à 11 heures ou 11 h 30 au plus tard. La Chambre devrait commencer à siéger à 3 heures, dit-il. Et, comme le dit le chef de l'opposition, on devrait fixer une limite. Lorsqu'un député a travaillé toute la journée, il semble qu'on pourrait lui permettre de se reposer en ajournant les séances à cette heure jusqu'au lendemain; un député ne peut donner tout le rendement qu'on peut attendre de lui, s'il travaille chaque soir jusqu'à des heures indues.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le chef de l'opposition veut réellement aider le gouvernement et s'il veut abattre tant de besogne, il devrait être content qu'on lui donne maintenant deux séances par jour pour travailler. Le gouvernement n'entend aucunement user d'arbitraire.

Le chef de l'opposition devrait regretter l'attitude qu'il a prise et ce qu'il a dit de l'usine de betterave à sucre de Saint-Hilaire. L'industrie du sucre de betterave est nécessaire. Le gouvernement dépense là \$3,000,000 pour aider les cultivateurs et ces derniers tiendront compte au député de Trois-Rivières de l'opposition manifestée aux mesures qui concernent leur avancement économique.

Les 10,000 cultivateurs intéressés à cette entreprise de Saint-Hilaire lui feront voir, en temps et lieu, leur désapprobation de ses méthodes. Nous faisons naître des industries utiles à l'agriculture

ailleurs qu'à Saint-Hilaire, du reste. Car jamais le gouvernement ne dépensera trop pour soutenir les agriculteurs, qui ont besoin de l'encouragement de l'État parce qu'ils sont la pierre d'assise de la société. Le chef de l'opposition peut annoncer à toute la province que nous travaillons pour les cultivateurs.

Le chef de l'opposition fait une tempête dans un verre d'eau. Cette motion des deux séances par jour vient à chaque session et, quand la Chambre a veillé tard, le premier ministre a veillé aussi tard que les autres députés. Le gouvernement s'est toujours montré raisonnable relativement au travail de la Chambre. Jamais nous n'avons imposé des heures trop longues aux députés. Quand nous avons dû prolonger la durée du travail de la Chambre pendant la nuit, le premier ministre a veillé le plus longtemps; il a fait son devoir, quoi qu'il lui en coûte au point de vue physique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le contraire! Le premier ministre est allé se coucher.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition sait que le premier ministre doit administrer la province pendant les heures les plus compliquées et les plus dures de son histoire. En outre d'avoir à surveiller l'administration de la province, il dirige les délibérations de la Chambre. Le gouvernement n'a jamais cherché à imposer sa volonté et il s'est appliqué à donner le plus de liberté possible aux députés, ce que la Chambre n'a pas vu de 1936 à 1939, alors que l'ancien gouvernement imposait ses vues et que les députés de l'Union nationale faisaient du tapage pour empêcher l'opposition de parler...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette déclaration est absolument fausse, car le premier ministre n'était pas en Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre n'était pas dans l'enceinte de la Chambre, mais il a suivi les débats. La province ne commettra pas la même erreur qu'en 1936.

L'Union nationale a créé un gouffre dans lequel on a englouti les ressources financières de la province et a terni la réputation de la province à l'étranger.

**M. Gagnon (Matane)** s'élève contre le fait que les sessions durent quatre mois. Si l'on siégeait le lundi, dit-il, tous les jours de la semaine et tous les soirs aussi, les sessions ne dureraient pas plus de six

semaines, comme c'est le cas pour la législature de l'Ontario, au lieu de se prolonger inutilement durant plusieurs mois, comme c'est le cas chaque année. À date, les séances ne commencent jamais avant 3 h 30 pour se terminer à 6 heures, et cela, trois jours semaine.

Si le premier ministre avait été ici, en Chambre, de 1936 à 1939, il aurait constaté que jamais le chef de l'opposition n'a forcé les députés de siéger la nuit. Le gouvernement actuel attend toujours à la dernière minute pour présenter ses principales lois, dans le but d'épuiser l'opposition. Le premier ministre ne va jamais aux comités, le matin, alors que le chef de l'opposition est toujours là.

L'opposition n'a pas contesté la nécessité de l'entreprise de Saint-Hilaire, mais s'est élevée contre le gaspillage de millions qu'on a commis pour établir une industrie comme celle-là.

Nous ne nous opposons pas à la motion, mais nous espérons que le gouvernement n'abusera pas de sa force numérique.

La motion est adoptée.

## Questions et réponses:

### Route entre Sainte-Anne-de-Chicoutimi et Tadoussac

**M. Potvin (Roberval):** 1. Le gouvernement provincial a-t-il entrepris, en 1937, 1938 et 1939, la construction d'une route entre Sainte-Anne-de-Chicoutimi et Tadoussac?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été dépensé sur cette route: *a.* Par le département du chômage et le Bureau de reconstruction économique? *b.* Par le ministère de la Voirie? *c.* Par le département de la Colonisation?

3. Combien de milles de cette route furent terminés?

4. Cette route a-t-elle jamais été ouverte à la circulation?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Oui.

2. *a.* \$1,057,834.89; *b.* \$128,498.26; ce dernier montant a été remboursé au département de la Voirie par le Bureau de reconstruction économique.

3. 6.43 milles.

4. Non.



### Parc Saint-Philippe à Trois-Rivières

**M. Beulac (Saint-Maurice):** Combien le gouvernement provincial a-t-il dépensé, de 1936 à 1939, pour la construction du parc Saint-Philippe situé en dehors du terrain de l'Exposition de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** \$590,040.51.

### Contrats à Victor Bernier pour le jardin botanique

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Quels sont les contrats accordés à M. Victor Bernier pour divers travaux au jardin botanique, par le département du chômage et le Bureau de reconstruction économique, du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 25 octobre 1939?

2. Des soumissions publiques furent-elles demandées par la voie des journaux?

3. Qui était ministre du Travail du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 25 octobre 1939?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Un contrat général portant sur tous les travaux, de l'édifice central, les serres et la chaufferie du jardin botanique sur une base de 5 %.

2. Non.

3. L'honorable M. William Tremblay.

### Frais de publicité de la Commission des liqueurs

**M. Bourque (Sherbrooke):** 1. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé ou payé relativement à la publicité et concernant les annonces dans les journaux ou revues publiés dans la province de Québec ou ailleurs: *a.* Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1943 exclusivement? *b.* Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1943 exclusivement? *c.* Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1943 exclusivement? *d.* Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1943 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** *a.* Rien; *b.* \$8,715.74; *c.* 36,232.89; *d.* \$49,293.75. (Campagnes de tempérance et d'explication des restrictions fédérales.)

### Travaux à l'île Sainte-Hélène

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** 1. Quels montants le département du chômage et le Bureau de reconstruction économique ont-ils dépensés à l'île Sainte-Hélène: *a.* Pour l'équipement de la cuisine du restaurant? *b.* Pour la fontaine à soda du même restaurant? *c.* Pour l'achat de séchoirs? *d.* Ces séchoirs ont-ils jamais été installés? *e.* Pour l'achat de foyers en marbre? *f.* Ces foyers en marbre ont-ils jamais été utilisés?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** *a.* \$10,900; *b.* \$14,575; *c.* \$217.60; *d.* Non; *e.* \$2,018.25; *f.* Non.

### Travaux à l'île Sainte-Hélène entre 1936 et 1939

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Quels montants le département du chômage et le Bureau de reconstruction économique ont-ils dépensés du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 30 novembre 1939 pour les travaux de l'île Sainte-Hélène?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** \$4,935,588.27.

### Projets de loi:

#### Hydro-Québec

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

Adopté.

### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1944-1945 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 21 mars courant, sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Bourque (Sherbrooke)**<sup>6</sup>: M. l'Orateur, en 1939, les libéraux du provincial et les libéraux du fédéral se sont unis pour faire la lutte à l'Union nationale. C'est pourquoi le présent gouvernement est celui des rouges à Québec et rouges à Ottawa. Il est arrivé à plusieurs reprises dans le passé que le Parti libéral était au pouvoir aux deux places, mais, au moins, le provincial s'appliquait à sauver les apparences. Ce n'est ni M. Gouin ni M. Taschereau qui auraient consenti à passer pour les serviteurs d'Ottawa.

Ils avaient au moins le sens de la dignité personnelle. Tandis que le premier ministre actuel se fait un point d'honneur d'être le serviteur du fédéral. Il l'a déjà déclaré en cette Chambre. Si son maître M. King lui demandait d'aller en Europe cirer les bottes des soldats, il irait avec plaisir. J'imagine que le premier ministre n'irait pas là pour le simple plaisir de cirer les bottes. Son seul désir, c'est de plaire à M. King.

Je disais donc qu'en 1939 les rouges à Québec et les rouges à Ottawa se sont unis pour combattre l'Union nationale. Ceux d'Ottawa faisaient la lutte sur le terrain de la guerre et de la conscription. Vous vous souvenez, M. l'Orateur, ils se présentaient comme des remparts contre la conscription. On sait que ces fameux remparts se sont écroulés depuis comme des châteaux de cartes. Les rouges de Québec, eux, parlaient aussi de conscription. Nous en connaissons même un - et pas un des moindres - qui à cette occasion a fait un serment solennel... par oubli ou distraction. Mais les rouges de Québec parlaient surtout des finances provinciales. Jamais nous n'avons vu dans notre province une telle danse des millions.

À les entendre, le gouvernement de l'Union nationale avait endetté la province et il l'avait presque jetée en banqueroute. Chose curieuse, ces messieurs reprochaient en même temps à l'honorable chef de l'opposition de tenir des élections après trois ans seulement de pouvoir et de pas attendre encore deux ans avant d'en appeler au peuple. Ils disaient ceci: Vous ruinez la province, mais vous devriez rester encore deux ans au pouvoir. Cela nous donne une idée de la logique et du bon sens de nos adversaires.

M. l'Orateur, si le premier ministre du temps a tenu des élections au mois d'octobre 1939, c'est qu'il voulait respecter les grands principes de la démocratie, et cela, dès le début d'une guerre pour sauver la démocratie. En 1936, l'Union nationale avait reçu un mandat. C'était en temps de paix. Mais, dès la déclaration de la guerre, les données du

problème ont changé du tout au tout. Le gouvernement King a sorti le War Measure Act qu'il avait dénoncé durant 25 ans, et il a décidé de s'en servir. Le chef de l'Union nationale s'est rendu compte que l'autonomie de notre province était directement menacée - et permettez-moi d'ajouter ceci: ce qui s'est passé depuis démontre bien qu'il a vu clair et qu'il avait raison.

Il a donc dit au peuple que nous avions en main les pouvoirs nécessaires pour faire face aux conditions nouvelles. Si le chef de l'Union nationale n'avait pas demandé un nouveau mandat au peuple, il aurait été comme paralysé. Quand il aurait voulu résister aux empiétements du fédéral, on lui aurait dit: Mais vous n'avez pas reçu de mandat pour cela; cela ne vous regarde pas; laissez-nous conduire la guerre à notre guise et, si l'autonomie de votre province en souffre, eh bien, tant pis!

Le chef de l'Union nationale a donc voulu avoir un mandat clair et précis, bien défini, un mandat direct, pour faire face à la situation nouvelle créée par la guerre et résister aux "accapareurs" d'Ottawa. Ce mandat, il l'a demandé au peuple de sa province.

Remarquez bien que, lorsque l'Union nationale a fait appel au peuple, nous étions aux tous premiers jours de la guerre. En pratique, les hostilités n'étaient pas encore commencées entre l'Empire britannique et l'Allemagne. Les États-Unis n'étaient pas en guerre, le Japon non plus, la Russie non plus, l'Italie non plus. Il n'y avait donc absolument aucun inconvénient à la tenue d'une élection provinciale. Et cependant, les chefs du Parti libéral se sont scandalisés. Le ministre de la Justice a même dit que le gouvernement sabotait l'effort de guerre du Canada.

À ce propos, M. l'Orateur, je me demande ce qu'il faut penser de tous les patriotards qui se gargarisent de mots, aujourd'hui qu'ils ont passé l'âge militaire, mais qu'on ne trouvait nulle part pendant la dernière Grande Guerre parce qu'ils étaient allés se cacher dans les bois.

Nous n'avons peut-être pas toujours les mots "patriotisme" et "effort de guerre" à la bouche, de ce côté-ci de la Chambre, mais, sur les 17 représentants de l'opposition, quatre sont allés à la guerre de 1914-1918 tandis que seulement deux y sont allés chez les quelque 60 députés ministériels que je vois devant moi. Pour ma part, j'ai fait toute la guerre de 1914-1918, j'en suis revenu blessé. J'ai même porté l'uniforme dans la guerre actuelle, et l'on connaît les circonstances qui m'ont fait quitter les rangs de l'armée.

D'ailleurs, la tactique n'est pas nouvelle. Elle fait partie de l'atroce propagande faite contre le chef de l'Union nationale par ceux qui, n'étant pas capables de comparer leurs œuvres aux siennes, ne trouvaient d'autres moyens que la calomnie infâme pour essayer de le perdre dans l'opinion publique.

On se souvient de ceux-là qui, pendant les campagnes électorales, disaient aux Anglais: Duplessis est contre l'effort de guerre, il est contre la conscription, il est contre l'Angleterre! Et qui s'en allaient ensuite chez les Canadiens français pour leur dire: Méfiez-vous de Duplessis. C'est un impérialiste, au fond, c'est un conscriptionniste, qui fait le jeu des Anglais et du gouvernement d'Ottawa.

M. l'Orateur, le chef de l'Union nationale n'a pas besoin d'être défendu contre les tactiques aussi basses et aussi déloyales. Le chef de l'Union nationale est un homme sincère et droit, un homme loyal, fidèle à sa province et à son pays, qui veut la victoire définitive contre les bandits internationaux du calibre de Hitler, mais qui veut aussi que ceux qui affirment combattre contre Hitler et son idéologie n'essaient pas d'implanter ici ses manières et son mode inhumain de dictature.

Le chef de l'Union nationale a condamné les idées et la propagande d'Hitler bien avant la déclaration de guerre, et il l'a fait de façon bien plus efficace et pratique que ceux qui crient fort aujourd'hui. C'est le chef de l'Union nationale qui fit saisir le film de propagande nazie montré par le consulat allemand à Montréal; c'est le chef de l'Union nationale qui a empêché la vente de l'île d'Anticosti à un syndicat allemand. On peut facilement s'imaginer ce qui aurait pu arriver si les Allemands avaient obtenu la possession d'Anticosti et y avaient établi une base navale et aérienne.

Ce sont là des actes qui en disent plus long sur la qualité du patriotisme du chef de l'opposition que toutes les calomnies et la propagande partisane des rouges à Québec et rouges à Ottawa.

Pour revenir aux élections de 1939, M. l'Orateur, les accusations portées par ces mêmes rouges à Québec et rouges à Ottawa étaient d'autant plus illogiques et stupides que, depuis cette date, toutes les provinces du Canada ont tenu des élections générales ou partielles, le Canada lui-même a tenu des élections quelques mois après la déclaration de la guerre, il y a eu des élections en Angleterre et aux États-Unis depuis cette époque, au cours de périodes autrement plus troublées que l'était celle des premiers jours du conflit, car, au mois d'octobre 1939, la guerre était encore "jeune et joyeuse".

Le gouvernement actuel n'a pas le courage manifesté par le chef de l'Union nationale au mois d'octobre 1939, et c'est bien regrettable pour le peuple de la province. Dès le mois de mai 1940, il faisait adopter en cette Chambre la loi le dispensant de tenir des élections partielles, sous prétexte qu'il ne fallait pas faire d'élections pendant la guerre. S'imaginait-il que la guerre allait finir du jour au lendemain? Pourtant, dans le même temps, il déclarait en Chambre que le conflit pouvait durer encore pendant 25 ans. Son intention était-elle de priver les comtés vacants de représentants pendant un quart de siècle? Plus tard, le premier ministre a changé d'idée, et il a eu temporairement le courage d'affronter les bulletins de vote.

Il s'est rendu compte que la population l'attendait de pied ferme. C'est sans doute pour cela qu'il laisse actuellement huit sièges vides en Chambre - et même un neuvième, depuis que son bras droit, le député de Saint-Hyacinthe, a fait ses valises pour émigrer au Sénat. M. l'Orateur, si nous faisons la liste des ministres et des membres de cette Chambre qui se sont fait caser depuis quelques années, soit sur le Banc, soit ailleurs, on arriverait vite à la conclusion que le gouvernement est à la veille d'une débâcle et que ceux qui savent nager se sauvent avant d'être engloutis avec le bateau.

Puisque les rouges à Québec et rouges à Ottawa se sont unis pour nous combattre en 1939 et qu'ils ont tant parlé de finances, nous pourrions, à notre tour, leur en parler. Là où ils parlaient de millions, nous pourrions parler de milliards. Ce serait amusant de comparer ce que l'Union nationale a dépensé de 1936 à 1939 avec ce que le régime dépense actuellement.

L'Union nationale a fait des cadeaux aux cultivateurs qui avaient besoin de crédits, aux vieillards, aux mères nécessiteuses, aux aveugles, aux orphelins, aux chômeurs. Je ne devrais pas dire que ce sont des cadeaux, parce que l'argent qu'un gouvernement retire du peuple, il doit le rendre au peuple. Et en toute justice, un gouvernement doit faire payer ceux qui ont le moyen, ceux qui sont riches, pour ensuite venir en aide à ceux qui sont pauvres ou qui ont besoin de secours.

C'est pourquoi le chef de l'Union nationale a protesté lorsque le gouvernement actuel a cédé à Ottawa deux de nos principales sources de revenus: l'impôt sur les successions et la taxe sur les corporations. Aujourd'hui, le gouvernement ne peut plus taxer les riches. Pour obtenir les fonds dont il a besoin, il est obligé de taxer les pauvres. C'est pourquoi le gouvernement ne veut pas abolir

l'odieuse taxe de vente qu'il a imposée en 1940. Cette taxe pèse beaucoup plus lourdement sur les pauvres que sur les riches et elle affecte de façon dramatique les familles nombreuses. Une taxe sur la nourriture, sur le vêtement et sur les nécessités premières de la vie, c'est une taxe injuste au point de vue social.

On parle bien de bonis de vie chère et d'autres choses de ce genre-là, mais, chose certaine, lorsque l'ouvrier reçoit son enveloppe de salaire, il trouve une quantité de reçus pour de l'argent qu'il a gagné et qu'il n'a jamais vu, qu'il n'a jamais eu le plaisir de toucher dans sa main. Quand un homme ne gagne que \$20 ou \$30 par semaine, qu'il a une femme et des enfants, il fait attention à ses sous. En arrachant \$38,000 par jour à la population avec sa taxe de vente, le gouvernement décourage le travailleur, il lui enlève le goût et le moyen d'économiser.

À une assemblée tenue à Rimouski au début de l'automne, le premier ministre a promis d'abolir cette taxe. Je ne sais si c'est là une autre promesse par oubli ou distraction, ou s'il a décidé de faire expier le peuple pour la réception peu enthousiaste, plutôt hostile même, qu'il a reçue à Rimouski. Dans tous les cas, l'Union nationale a fait tout en son pouvoir pour abolir cette taxe injuste. Quant au député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) qui a tué la loi Duplessis contre la taxe de vente, il verra ce que ses électeurs lui répondront lorsqu'il se représentera devant eux.

J'espère que pour le récompenser, le premier ministre va lui donner un portefeuille, afin qu'il puisse se dire le reste de sa vie qu'il a été ministre avec portefeuille durant quelques semaines. Ce serait facile de lui trouver un portefeuille, car plusieurs membres du cabinet brûlent de s'en aller au Sénat rejoindre le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et rejoindre l'ami du premier ministre, M. Cyrille Vaillancourt.

M. l'Orateur, la question des finances est reliée directement à celle de l'autonomie provinciale, et c'est le point que je voudrais traiter maintenant. Comme notre chef l'a exposé de façon brillante et claire, le pacte de 1867 a été un contrat intervenu entre les provinces et le pouvoir central. Ce contrat reconnaît les droits de la minorité française et les droits de la province de Québec. Mais ces droits, il ne suffisait pas de les reconnaître, il fallait aussi les consacrer et les garantir. C'est pourquoi le pacte confédératif donne à notre province le droit de s'administrer elle-même; il lui donne le droit de vivre, et vous savez qu'un gouvernement ne peut vivre sans revenus.

Chaque fois que la province cède à Ottawa un droit en matière de taxation ou de finances, il entame ses garanties de survie pour la province. Les centralisateurs savent qu'ils ne réussiront jamais à vaincre notre province en l'attaquant directement. C'est pourquoi depuis quelques années ils l'attaquent indirectement, hypocritement. Ils ne manquent jamais une occasion et, au besoin, ils prennent prétexte de notre effort de guerre.

En 1941, le gouvernement a cédé nos droits sur le Saint-Laurent, quand il a consenti à la canalisation. À entendre le premier ministre, il fallait se hâter, car c'était là une mesure afin d'aider à l'effort de guerre du pays. Or, les travaux ne sont pas même encore commencés et l'affaire n'est pas encore décidée par le gouvernement des États-Unis. La province s'est fait échauder et elle ne peut plus croire le gouvernement, quand il lui dit qu'il cède nos droits à Ottawa afin d'aider à l'effort de guerre.

M. l'Orateur, ce n'est pas en enlevant les droits de la province de Québec que les alliés vont redonner leurs droits aux pays européens qui les ont permis. Chose curieuse, c'est au moment où les alliés travaillent à redonner leur autonomie aux peuples conquis, que les rouges à Ottawa s'entendent avec les rouges à Québec pour faire perdre à notre province son autonomie.

M. l'Orateur, le gouvernement actuel a imposé pour \$40,000,000 par année de taxes nouvelles. Et cependant, où sont ses œuvres sociales? L'Union nationale a à son crédit des œuvres magnifiques que je n'ai pas besoin d'énumérer. La plupart de ces œuvres ont coûté de l'argent. Nous avons été le premier gouvernement à payer des pensions de vieillesse; en trois ans, nous avons mis \$35,000,000 à la disposition des cultivateurs. Nous avons établi des milliers de colons; nous avons construit de nouvelles routes et réparé celles qui avaient besoin de réparations, en faisant disparaître le plus grand nombre possible de traverses à niveau.

La semaine dernière, des députés libéraux ont posé des questions sur les travaux publics exécutés sous l'Union nationale, et ils ont ri quand il fut question de parcs, de stadiums, de piscines. Ils ont eu bien tort. Le but premier de ces travaux était de procurer du travail aux chômeurs, et je crois que c'était plus humain que de les abandonner à leur sort comme le fait le gouvernement actuel.

Le gouvernement Duplessis a subvenu seul aux besoins des sans-travail, parce que le gouvernement fédéral, pour des raisons de partisannerie politique, ne voulait pas lui venir en

aide. Le gouvernement Duplessis a voulu soulager les municipalités du lourd fardeau du chômage, parce que les finances municipales sont à la base des finances provinciales. Et quand le premier ministre du temps, le chef actuel de l'opposition, est allé à Ottawa à la tête d'une délégation des maires de la province, il a suggéré au fédéral d'entreprendre des travaux publics payés moitié par le fédéral, moitié par le provincial; les maîtres du premier ministre ont refusé.

Des députés ont ri quand ils ont entendu dire que nous avions construit des parcs d'amusement. Je leur répondrai ceci: Les parcs d'amusement sont nécessaires dans les grandes villes, pour la protection morale et physique de l'enfance. Il en est ainsi des piscines, des terrains de jeux.

Ces œuvres sont nécessaires pour les gens qui ne sont pas fortunés. Les riches, eux, peuvent aller passer l'été à la campagne; les pauvres ne le peuvent pas et leurs enfants ont le droit, eux aussi, de prendre leurs ébats, de prendre des exercices et de se reposer. Les ouvriers n'ont pas le moyen d'aller jouer au golf comme les gens qui en ont le moyen. C'est ce qu'a compris le gouvernement de l'Union nationale.

Vous avez remarqué, M. l'Orateur, que nous n'avons pas passé notre temps à parler d'éducation. L'État a des droits en cette matière, mais il faut éviter que la politique entre dans ce domaine. Ce n'est pas le rôle des députés de critiquer à tort et à travers les éducateurs et de se mêler de questions qui ne sont pas de leur compétence. Je me souviens d'avoir entendu en cette Chambre des députés ministériels protester contre le costume noir des fillettes du couvent. Belle façon d'aider l'éducation.

Le secrétaire provincial a été présenté comme une petite merveille. Il devait réformer toute l'éducation. Pendant des mois, le premier ministre ne pouvait prononcer un discours sans parler de la nécessité pour tout le monde de parler l'anglais. Des discours de ce genre, ça ne coûte pas cher. L'Union nationale a préféré les actes aux discours et elle a accordé des octrois généreux à nos universités et à nos collèges. Elle a créé une école des mines, une mine-école, elle a permis la création, à Québec, d'une école supérieure de commerce; elle a fondé quatre écoles d'agriculture. Ces œuvres coûtent plus cher que des discours et des paroles sans suite et sans résultats.

Le gouvernement voudrait bien que la province oublie ces œuvres de l'Union nationale. On en a eu une preuve, la semaine dernière. Mon collègue de Matane (M. Gagnon) a posé la question

suivante au gouvernement: Pourquoi le chapitre 15, 2 George V, intitulé "Loi pourvoyant à l'établissement à Québec d'une école des mines, de géologie et de métallurgie", a-t-il été omis des Statuts refondus de la province de Québec, en 1941? Le ministre des Terres (l'honorable M. Hamel) a répondu ceci: Parce que ce n'est pas une loi d'un caractère général et permanent.

Le ministre prétend-il que l'École des mines n'est pas une institution, une œuvre durable et permanente? Si oui, la loi qui l'a créée n'est-elle pas une loi de caractère général et permanent? C'est toujours la même chose. Depuis 1940, le régime actuel s'est appliqué à détruire les œuvres de l'Union nationale. Quand il ne le pouvait pas, il essayait de se les attribuer.

C'est ainsi qu'un journal a pu écrire que les ministres actuels bénissaient les œuvres édifiées par l'honorable Maurice Duplessis. Il y a eu certaines inaugurations où les ministres s'attribuaient le mérite d'œuvres auxquelles ils n'avaient pas contribué pour un seul sou. Ou bien encore, ils prennent des moyens mesquins, comme celui que je viens de mentionner au sujet de l'École des mines, pour faire oublier les mérites de l'Union nationale.

De 1936 à 1939, le gouvernement n'a pas eu peur de prendre ses responsabilités et de dépenser de l'argent lorsque c'était nécessaire, parce que ces dépenses étaient des placements. Le gouvernement actuel préfère des lois aux titres ronflants, mais qui ne lui coûtent rien. Prenons le cas du crédit aux colons.

Qu'est-ce que fait le gouvernement? Il accorde aux colons un octroi de \$50,000 pour leur aider à payer leurs intérêts. Quelle générosité! \$50,000. Et ce sont les caisses populaires qui supporteront le fardeau des emprunts ou qui supporteront l'odieux du refus quand, pour une raison ou pour une autre, elles ne pourront pas prêter.

Si le gouvernement n'avait pas eu peur de prendre des responsabilités, il aurait prêté lui-même de l'argent aux colons, comme l'Union nationale a prêté \$35,000,000 aux cultivateurs. Le premier ministre a dit, et son ami, monsieur Cyrille Vaillancourt, a répété que, par cette loi, le gouvernement voulait aider les caisses populaires à s'établir dans les centres de colonisation. Là encore, si le gouvernement veut favoriser le développement et l'extension des caisses, qu'il leur accorde des octrois. C'est ce qu'a voulu faire et a fait le gouvernement de l'Union nationale, en 1937, quand il a porté de \$20,000 à \$60,000 par année l'octroi du gouvernement aux caisses populaires.

L'an dernier, le gouvernement a fait adopter une loi de l'assurance-maladie. Évidemment, il a favorisé trois de ses amis en leur assurant des situations de \$10,000 par année. Mais cette assurance, c'est le peuple qui la paiera, si jamais elle est en vigueur. Et ce sera comme pour l'assurance-chômage: les travailleurs paieront des contributions, on leur retiendra cela sur leurs salaires. Si le gouvernement continue, il y aura tellement de retenues que les ouvriers ne retireront plus rien que des reçus à la fin de leur semaine de travail.

M. l'Orateur, que le gouvernement rende au peuple l'argent qu'il retire du peuple, plutôt que de favoriser seulement ses amis politiques. Puisque ces messieurs sont rouges à Ottawa et rouges à Québec, le gouvernement provincial n'a pas besoin de récompenser ses créatures à même l'argent des contribuables. Qu'il les fasse nommer sénateurs; au moins au Sénat, c'est l'ensemble du pays, et pas seulement la province, qui assurera leur vie ou leur retraite. Cela coûtera moins cher à la province que de créer commissions sur commissions pour placer les amis du gouvernement.

Vous avez remarqué, M. l'Orateur, que depuis que le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que je félicite de son discours, a démolì les chiffres du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), les orateurs du gouvernement n'osent plus parler de chiffres.

Le ministre des Pêcheries et de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue) a parlé pendant une heure. Il n'a rien dit du budget, il s'est contenté de parler de catéchisme. Il a dit que ce n'est pas \$17,000,000 d'obligations d'emprunt de guerre du dominion que le gouvernement provincial a acheté, mais \$15,000,000.

Cela n'est pas prouvé, mais même si cela était, cela ne changerait rien au fait que ces obligations du dominion que le gouvernement a achetées, il s'est empressé de s'en débarrasser en les revendant, alors qu'il force les employés civils à en acheter et, de plus, leur fait de gros yeux, et même des menaces, dans certains cas, s'ils veulent s'en départir.

Prêcher par l'exemple plutôt que par la parole, c'est pourtant un des principes du catéchisme. Le ministre aurait dû s'en souvenir.

Et plus, il y a un autre principe dans le catéchisme, c'est celui qui défend de tricher sur le poids et sur la mesure. La Commission des liqueurs, qui vend de l'eau à la place du produit indiqué sur ses bouteilles, pourrait peut-être le mettre en pratique.

Et puisque nous parlons de la Commission des liqueurs, le ministre n'a pas expliqué combien le peuple a payé pour les annonces que la Commission a fait passer dans les journaux en exigeant des colonnes de louanges pour le gouvernement et ses ministres chaque fois que l'on accordait de la publicité aux hebdomadaires.

Ce sont là autant de sujets, et je pourrais en citer bien d'autres, au sujet desquels le ministre aurait pu tenter d'expliquer la conduite inexplicable de son gouvernement au lieu de faire perdre le temps de la Chambre par ses considérations partisans.

Certains des orateurs ministériels reprochent à l'opposition de mêler les questions provinciales et les questions fédérales. On ne peut pas mêler plus qu'ils ne l'ont fait la concoction que les rouges brassent dans leur baratte politique et avec laquelle ils nous beurrent depuis 25 ans.

En a-t-on fait, dans la province, des élections fédérales, provinciales, municipales, sur la guerre de 1914, sur la conscription de 1914? Qui est-ce qui a mêlé les questions en 1939, sinon les rouges à Québec et à Ottawa?

Si tous nos droits, tous nos privilèges, tous nos revenus, notre autonomie enfin, n'avaient pas été livrés à Ottawa par le gouvernement d'en face, nous n'aurions pas besoin de parler des questions fédérales. On ne peut quand même pas ne pas parler de l'homme qui tire les ficelles quand on parle de la marionnette que l'on voit agir sous nos yeux!

Il rappelle les luttes de l'Union nationale, en 1939, pour conserver notre autonomie contre les centralisateurs d'Ottawa. Alors que le chef de l'Union nationale ne craignait pas de revendiquer nos droits, affirme-t-il, le premier ministre actuel ne fait que s'inspirer des actes de ses amis d'Ottawa.

Les libéraux se sont toujours présentés comme des renforts contre la conscription, mais, depuis 1939, la loi Borden ressuscitée, ils ont bien mauvaise mine. En 1939, le chef de l'opposition élu en 1936 sous un mandat de temps de paix a respecté les grands principes démocratiques et a tenu à se faire renouveler son mandat. Ottawa s'est alors coalisé contre lui.

Le gouvernement actuel, lui, n'a pas le courage manifesté par le chef de l'Union nationale et tout ce qu'il fait depuis son accession au pouvoir, c'est d'écouter et de suivre ce que veulent ses maîtres à Ottawa.

M. l'Orateur, pour ma part, j'ai été membre du Parti libéral et président de l'Association libérale de Sherbrooke pendant des années. C'était l'époque où le Parti libéral avait des principes et suivait encore

la tradition et les principes des grands hommes qui firent ce parti. Mais j'en suis sorti le jour où ce parti, qui n'a plus de libéral que le nom, a renié toutes ses promesses, a rejeté tous ses principes, a démenti toutes ses déclarations pour se cramponner au pouvoir et faire passer le parti avant la patrie.

J'ai quitté le Parti libéral pour suivre l'Union nationale, c'est-à-dire un groupement d'hommes ayant appartenu au Parti libéral, au Parti conservateur, ou tout simplement indépendants qui n'avaient en vue qu'une chose: servir leur province et leur pays dans l'intérêt de la population et non seulement dans l'intérêt de certains amis politiques qui ne pensent qu'au plaisir et aux revenus du gouvernement sans songer à leur devoir envers la nation.

Je me suis attaché au chef de l'Union nationale parce que c'est un patriote convaincu, un homme désintéressé et loyal, qui veut la province de Québec grande et son peuple prospère et heureux, dans le sein de la Confédération canadienne qui veut le maintien de nos droits et des libertés qui nous ont été garantis par cette constitution.

Le chef de l'opposition a la confiance de tous les députés de l'Union nationale. Ils l'ont vu à l'œuvre, ils connaissent son intelligence et son cœur; ils savent qu'avec lui le peuple de la province de Québec peut avoir confiance en un avenir meilleur dès que le suffrage populaire aura renvoyé du pouvoir les mauvais administrateurs qui ont abusé de sa confiance.

Le gouvernement n'a rien fait pour secourir les municipalités qui ont eu à subir des dommages lors des inondations causées par des pluies torrentielles, en 1942 et 1943, dans les Cantons-de-l'Est.

Le 16 juin 1942, à la suite d'une pluie torrentielle de deux jours, les rivières Saint-François, Eaton, Massawippi et Coaticook sortaient de leur lit et causaient des dégâts considérables dans les localités situées dans le bassin de ces rivières.

À Sherbrooke, les dommages causés aux maisons, aux usines et aux propriétés situées au bord de la rivière se chiffrent à environ \$300,000. À Lennoxville, le long de la rivière Massawippi, les terres des cultivateurs et des résidents de la ville, ceux de Huntingville, etc., souffrirent des pertes pour près de \$100,000. Le long de la rivière Eaton, à Cookshire et à Sawyerville, dans le comté de Compton, des ponts, des barrages, des moulins furent emportés par la crue des eaux, occasionnant des pertes difficiles à évaluer.

Les municipalités affectées réclamèrent des gouvernements des mesures pour prévenir ces inondations; les journaux firent écho à ces plaintes. Les ingénieurs de la Commission des eaux courantes se rendirent sur les lieux pour faire les constatations, s'enquérir du niveau le plus élevé qui avait été atteint par l'eau, prirent des photos et... s'en retournèrent chez eux.

Ce fut là la seule consolation qu'obtinrent du gouvernement ceux-ci qui eurent à déplorer leurs pertes. M. Georges Beaulieu, lauréat du Mérite agricole pour toute la province l'année précédente, vit son poulailler emporté, sa maison fraîchement peinte couverte d'une couche de boue jusqu'au milieu des fenêtres, et la meilleure partie de sa terre également couverte de boue et de déchets de bois et de souches provenant de plusieurs milles plus haut.

L'année suivante, à même date, jour pour jour, le 16 juin 1943, nouvelle inondation, mais cette fois-ci, pire que celle de l'année précédente.

À Sherbrooke, dégâts aux propriétés publiques et privées pour plus d'un demi-million de dollars. Lennoxville et les environs subirent une perte de plus de \$200,000. La ferme Beaulieu, lauréat du Mérite agricole, fut ruinée à jamais par l'amoncellement de terre et de gravier. Le propriétaire a liquidé tout son bétail et sa terre est en vente. La ferme Dean fut aussi saccagée comme si les troupes d'invasion y étaient passées.

À Coaticook, la ville fut presque entièrement dévastée. Les rivières ont changé leur cours; les égouts qui y déversaient débouchent maintenant à ciel ouvert. Des propriétaires de magasins ont été ruinés. Les dommages ne s'estiment pas. À Cookshire et Sawyerville, dans le comté de Compton, des moulins et des barrages ont été emportés.

Encore cette fois-ci, les journaux ont fait écho à la véritable clameur qui s'est élevée pour protester contre l'indifférence des gouvernements. Les députés de Stanstead et de Compton ont publié des déclarations dans les journaux et ils estimaient les dommages à des millions de dollars. Ils annoncèrent les démarches qu'ils firent auprès du premier ministre et du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau). Un beau jour, les journaux publièrent à larges manchettes la visite du premier ministre, et ensuite celle du ministre des Travaux publics sur la scène du désastre.

À son retour au bureau, ce dernier annonça tout ce que son gouvernement allait faire pour remédier à la situation. Après son passage, les conseils des municipalités éprouvées avaient raison

de s'attendre à une aide quelconque, et ils disaient à qui voulait les entendre que le gouvernement viendrait à leur secours.

Allez les voir aujourd'hui, et demandez-leur ce qu'ils ont eu. Rien. Le gouvernement a bien réparé quelques-uns de ses ponceaux et des petits ponts sur ses propres routes. Il a transporté du sable pour refaire certains talus qui avaient été emportés. Ce sable n'attend que la prochaine crue des eaux pour retourner à son tour dans la rivière et la remplir davantage.

Les municipalités et les villes s'endettent de façon effarante pour réparer leurs rues, leurs égouts. Les pauvres gens habitant le long de ces rivières ont vu leur mobilier et leur ménage endommagés au point d'avoir à en acheter d'autres; les moulins emportés sont restés au fond des rivières, et les gouvernements... ne bougent pas.

Lors de grands incendies, on a souvent secouru les victimes de ces désastres. Il ne s'agissait alors que de pertes de ménage, d'instruments agricoles, etc., mais dans le cas présent, c'est la terre complète qui est ruinée. Le premier ministre et le ministre des Travaux publics en ont vu une petite partie: ils ont constaté la tristesse et la désolation qui a suivi ces inondations. Que faut-il donc pour les remuer?

Les ingénieurs de la Commission des eaux courantes sont encore venus étudier la question sur les lieux et sont retournés chez eux sans plus de résultats. S'il n'en tient qu'à cela, ils peuvent rester à leurs bureaux, et nous leur ferons parvenir les renseignements dont ils auront besoin.

Il y a des faits qui sautent aux yeux de tous ceux qui habitent la région. Les rivières comme la Massawippi, la rivière Coaticook, la rivière au Saumon qui passe à Huntingville, sont des rivières qui traversent des terrains de gravier et de sable. Depuis des siècles qu'elles les charroient, leurs lits se sont remplis et, quand surviennent des orages un peu en dehors de l'ordinaire, il n'y a plus d'espace pour l'eau, et elles changent alors leur cours en passant sur les terres. Exemple: la rivière au Saumon, en haut de la ferme Beaulieu.

À part cela, partout où ces rivières débouchent dans la rivière Saint-François, elles ont causé des amas de sable et de gravier qui obstruent complètement le chenal et s'étendent sur de grandes distances en bas.

À Lennoxville, où la rivière Massawippi tombe dans le Saint-François, elle a amoncelé une épaisseur de 8 à 10 pieds de sable qui bloque la décharge de la Massawippi et la force à refouler l'eau en arrière.

À Sherbrooke, à l'embouchure de la rivière Magog, on constate à la saison des eaux basses des banquettes de gravier qui obstruent le Saint-François dans presque toute sa largeur.

Cet état de choses dure depuis si longtemps que des grands amas de ce gravier ont été entraînés dans le courant pour se déposer dans le fond, à maints endroits de son parcours. Ceci a réduit considérablement le passage de l'eau et, quand le volume d'eau augmente, où peut-elle aller à moins de déborder?

À Bromptonville, il y a un barrage à travers la rivière, dans lequel il n'y a pas une seule issue qui puisse aider au passage de la crue des eaux; il faut que l'eau passe par-dessus ou par les turbines du moulin.

À Richmond, des îles se sont formées au centre de la rivière à même les graviers qui ont été charroyés d'en haut. Il y a aussi des rochers au centre de la rivière qui tous ensemble contribuent à arrêter le cours de l'eau et, au printemps, arrêtent les glaces et font refouler l'eau jusqu'à une hauteur de 5 pieds dans les magasins de la rue Principale. Le député de Richmond (M. Desmarais) le sait.

Combien y a-t-il de temps que la Chambre de commerce et les citoyens de Richmond font des démarches pour avoir du secours et leur aider à faire disparaître ces dangers constants d'inondations?

On aura beau prétendre qu'en raison du déboisement qui se fait dans le bassin des rivières, il faut s'attendre à des inondations, il faut se rendre à l'évidence que, si ces cours d'eau ne sont pas nettoyés ou creusés, nous aurons encore des dégâts. Il faut redonner aux rivières le cours qu'elles avaient autrefois.

Aux États-Unis, il y a une commission spéciale, avec un budget de centaines de millions, qui s'occupe de prévenir les inondations. Dans la république américaine, il y a une trentaine d'États qui sont ainsi affectés. Ici, dans la province de Québec, il n'y a pratiquement que la Beauce et les Cantons-de-l'Est.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Duval), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### **Loi sur les transferts de valeurs mobilières**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du



jour, que le bill 15 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval) ou M. Delagrave (Québec-Ouest)<sup>7</sup>

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au gouvernement d'avoir accordé un traitement de faveur à la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent qui est l'une de celles qui chargent les taux les plus excessifs pour l'électricité. C'est une inconséquence, une injustice et un illogisme.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement a voulu augmenter les pouvoirs d'un ami du premier ministre, l'honorable Jules Brillant, qui est le grand manitou dans la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, en même temps que directeur du Sun Trust.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 15 sans l'amender.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve

ajournée à mardi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

#### NOTES

1. Le premier ministre a remis aux courriéristes parlementaires, avant la séance de la Chambre, une déclaration qui renferme un exposé du projet de loi relatif à la création d'une commission hydroélectrique et à l'étatisation de la Montreal Power ainsi que de sa filiale, la Beauharnois Power.

Voici le texte de cette déclaration:

Le projet de loi présenté aujourd'hui à la Chambre comporte, à la fois, la constitution d'une commission hydroélectrique pour la province de Québec et l'expropriation de Montreal Light, Heat & Power Consolidated, ainsi que de sa filiale Beauharnois Light, Heat & Power Company.

La Commission sera formée d'au plus cinq membres. Elle constituera une corporation et sera, par conséquent, administrée indépendamment du gouvernement. Son siège social sera établi à Montréal.

La Commission a pour objet de fournir l'énergie électrique aux municipalités, aux entreprises industrielles ou commerciales et aux citoyens de cette province, aux taux les plus bas compatibles avec une saine administration financière. C'est dire que la Commission doit vendre l'énergie électrique au prix coûtant.

Le prix coûtant doit être déterminé séparément pour chaque réseau de production et de distribution d'énergie exploité par la Commission. Les taux doivent toujours être maintenus à un niveau suffisant pour éviter tout déficit. À cette fin, la loi exige que le tarif permette toujours de faire face aux dépenses suivantes:

1. Tous les frais d'exploitation;
2. Les frais généraux de la Commission;
3. L'intérêt du capital engagé;
4. L'amortissement de ce capital sur une période maximum de 50 ans;

5. Les réserves voulues pour renouvellement et imprévus.

Pour éviter les fluctuations fréquentes, la loi prévoit en outre une réserve de stabilisation de taux. Si le gouvernement consent des avances à la Commission, celle-ci devra payer l'intérêt au taux payé par la province sur les emprunts qu'elle aura contractés à cette fin.

La Commission ne sera pas entièrement exempte de taxes; elle sera traitée comme un contribuable ordinaire au point de vue municipal et scolaire en ce qui concerne ses magasins, immeubles à bureaux ou manufactures d'appareils. Quant aux immeubles servant à la production et à la distribution d'énergie électrique, la Commission devra payer la taxe sur la valeur du terrain seulement. Cependant, pour empêcher les municipalités de subir une baisse soudaine de revenus, une disposition spéciale oblige la Commission à continuer pendant vingt ans à payer un montant de taxes égal à celui que payait l'entreprise privée dont elle devient propriétaire.

La Commission sera tenue de fournir l'énergie en gros à toute municipalité qui désirera municipaliser la distribution de l'électricité dans ses limites, à la seule condition que la Commission soit en mesure de desservir économiquement cette municipalité.

La loi contient en outre des dispositions spéciales pour favoriser l'électrification rurale. Une somme de dix millions est mise à la disposition de la Commission pour défrayer entièrement le coût de construction des lignes de distribution rurales. La Commission ne paiera que deux pour cent d'intérêt sur ce montant, le gouvernement supportant la différence entre ce taux de deux pour cent et celui qu'il doit payer sur ses emprunts. Le gouvernement pourra même ne charger aucun intérêt pendant une période de cinq ans, dans les cas où les circonstances l'exigeront.

La Commission s'adressera aux distributeurs d'électricité pour obtenir l'énergie électrique requise pour ses lignes dans toutes les localités où elle ne se trouvera pas en mesure de la fournir elle-même. À défaut d'entente, la Régie des services publics fixera les conditions auxquelles les distributeurs devront fournir l'énergie pour l'usage de ces lignes rurales construites par la Commission.

Comme dans le plus grand nombre de cas, il ne serait pas pratique pour la Commission d'exploiter elle-même les lignes rurales ainsi construites, elle est autorisée à faire - pour cette exploitation - des arrangements avec ses distributeurs d'électricité, des municipalités ou des coopératives.

Afin que toutes les fermes puissent bénéficier du service de l'électricité aussitôt après la construction de la ligne requise pour les desservir, la loi met un million à la disposition de la Commission pour des prêts destinés à défrayer le coût des installations électriques sur les fermes. Là encore, la Commission pourra agir par l'entremise de municipalités ou de coopératives.

La seconde partie du projet concerne l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et de la Beauharnois.

La loi fixe au 15 avril la date de la prise de possession par la Commission. Dans le cas de Montreal Light, Heat, l'expropriation n'atteint que l'entreprise, c'est-à-dire tout ce qui sert à la production et à la distribution du gaz et de l'électricité.

Les placements de la compagnie sont exclus de l'expropriation et elle garde toute liberté de les administrer et d'en disposer.

En vertu de l'article 3, le privilège des obligataires sur l'entreprise expropriée demeurera intact, la Commission prenant à sa charge les obligations de Montreal Power qui s'élèvent à environ soixante-dix-huit millions.

La loi met également à la charte de la Commission les billets de Montreal Power échéant le 1<sup>er</sup> juillet 1949, au montant de \$6,000,000. Les billets au montant de \$5,000,000, échéant le 1<sup>er</sup> juillet prochain, restent à la charge de la compagnie, celle-ci ayant en main - comme il ressort de son dernier rapport annuel - les ressources liquides voulues pour rencontrer cette échéance.

Bien entendu, la Commission est également chargée de l'intérêt sur les obligations qu'elle assume à compter de la date de prise de possession. Il va sans dire que le montant des obligations assumées par la Commission devra être déduit de l'indemnité.

Cette indemnité sera fixée d'après la valeur de l'entreprise servant de base à la tarification suivant la loi de l'électricité pour ce qui est du réseau d'électricité, suivant la loi des transports et communications pour ce qui est du réseau de gaz. On sait que, d'après la loi de l'électricité votée en 1935, il ne doit être tenu compte - dans l'appréciation de l'actif d'un service public pour fins de tarification - que de la valeur réelle de l'entreprise et aussi seulement des capitaux réellement et utilement investis. La même base devra être suivie pour l'expropriation.

L'article 4 définit ce que doit comprendre une entreprise expropriée. On remarquera que l'on y fait entrer tous les contrats qui s'y rapportent et que la

Commission devient obligée d'exécuter ces contrats aux lieu et place de la compagnie. Ces dispositions assurent aux clients la continuation du service et, aux membres du personnel, la continuation de leur emploi.

L'article 6 apporte à la procédure d'expropriation les modifications requises pour la rendre applicable à ce cas spécial.

Aucun changement n'est apporté en ce qui concerne le tribunal chargé de juger l'affaire et l'appel possible à la Cour du banc du roi, qui demeure tel qu'établi par la loi générale d'expropriation.

En ce qui concerne la Beauharnois, la loi décrète l'expropriation des actions de cette compagnie, ce qui est l'un des modes prévus à la loi de 1941 (5 George VI, chapitre 28, article 5). Les dispositions relatives à la date de la prise de possession et à la fixation de l'indemnité sont les mêmes que dans l'autre cas. L'expropriation atteignant les actions et non l'entreprise directement, il va de soi que les obligations de la compagnie demeurent inchangées.

Enfin, le projet contient certaines dispositions pour confier à la Commission hydroélectrique certains biens actuellement administrés par la Commission des eaux courantes: La concession des forces hydrauliques de Carillon et du Rocher Fendu consentie par la province d'Ontario en retour de celles de Cave & Fourneaux, des Joachims et des Chenaux et la centrale de l'Outaouais supérieur au rapide numéro sept.

Cette centrale n'est pas transportée à la Commission hydroélectrique; elle demeure la propriété du gouvernement. La Commission est seulement chargée de l'administrer pour le compte du gouvernement qui continuera d'être responsable des dépenses qu'elle entraîne. La situation financière de cette entreprise exige qu'il en soit ainsi; il serait absolument impossible d'y appliquer les dispositions régissant les autres entreprises de la Commission.

2. Selon *Le Soleil* du 27 mars 1944, à la page 3, cette ovation a duré plusieurs minutes, alors que, selon *La Patrie* du 24 mars 1944, à la page 12, tous les ministériels applaudissent à outrance, sauf le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guérin).

3. D'après *Le Devoir* du 27 mars 1944, à la page 1, cette erreur d'impression serait relative à l'orthographe du mot "hydroélectrique" qu'on avait d'abord écrit avec un trait d'union.

4. Les exemplaires du projet de loi furent distribués aux députés et aux journalistes vers 4 heures selon *Le Devoir* du 27 mars 1944, à la page 10.

5. Selon *La Presse* du 24 mars 1944, à la page 11, la séance a été ajournée pendant 30 minutes.

6. Selon *L'Événement* du 24 mars 1944, à la page 3, le député commence son discours à cinq heures moins vingt.

7. Dans les documents officiels, nous retrouvons Georges Potvin comme président du comité plénier qui a étudié les résolutions, alors que Charles Delagrave est président du comité plénier lors de l'étude des articles du bill en tant que tel.



## Première séance du mardi 28 mars 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Hydro-Québec

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, avant de passer aux affaires du jour, je désire soulever un point d'ordre et de règlement à l'encontre du bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec, qui est à l'ordre du jour pour la deuxième lecture. Ce bill devrait comprendre, comme annexes, les contrats auxquels réfère l'article 4 de ladite loi, comme le Règlement de la Chambre l'exige pour les bills privés (article 599). Avant d'étudier le bill, la Chambre devrait être en possession de ces contrats de la Montreal Power dont il est fait mention dans le bill, afin qu'elle soit plus en mesure de se prononcer sur ce projet de loi.

Il est raisonnable de demander la production de ces documents avant que la Chambre ne les ratifie par la loi, car le gouvernement se lance dans une affaire de \$150,000,000 à \$200,000,000 en jeu et le gouvernement a le devoir de produire les contrats mentionnés aux pages 12 et 14 du bill. Il est question de contrats très importants passés entre la Montreal Light, Heat & Power et plusieurs compagnies, sociétés ou individus. Il n'est que raisonnable que la Chambre, qui sera appelée à les apprécier et à les ratifier, puisse avoir le temps d'étudier ces contrats. Puisque ces contrats font partie de la loi, la Chambre doit les avoir. Ces contrats qui sont détenus par la Montreal Light devront être continués en faveur de la Commission hydroélectrique. La teneur de ces contrats est essentielle et la Chambre a le droit d'en obtenir la production. J'en demande donc la production immédiate, comme c'est mon droit, avant de commencer l'étude de la loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'évaluation faite par le chef de l'opposition est quelque peu exagérée. Il évalue bien haut l'actif de la Montreal Power. En comité plénier, la Chambre sera parfaitement renseignée sur ces contrats. Le projet de loi a été bien préparé et tout le monde aura satisfaction.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que les contrats représentaient une affaire de \$200,000,000.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous donnerons à la Chambre toutes les informations disponibles et nécessaires avant l'adoption de cette mesure, mais il faut tout d'abord que l'étude en soit commencée.

**M. Gagnon (Matane):** J'appuie le point d'ordre du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je demande à la Chambre de se rappeler que le gouvernement transige avec des gens qui n'ont peut-être pas intérêt à fournir tous les renseignements désirables. Ces gens ne montrent guère d'empressement à fournir la documentation. Certaines informations échappent encore au gouvernement. Néanmoins, je promets aux députés de tenter l'impossible pour leur procurer toutes les informations dont ils auront besoin et j'assure le chef de l'opposition de toute ma bonne volonté à cet égard.

Si l'opposition veut aussi faire preuve de bonne volonté et comprendre qu'il s'agit d'une situation exceptionnelle, elle aura tous les renseignements désirés. L'opposition reconnaîtra que cette législation est assez importante pour que nous en commencions l'étude avant d'examiner les contrats.

**M. Lorrain (Papineau):** Mais comment cela peut-il se faire? Le ministre affirme que la loi que le gouvernement nous présente est une bonne loi et, du même souffle, il avoue n'être pas renseigné et ne pas avoir en sa possession les pièces nécessaires à l'intelligence de la question. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) avoue ne rien connaître de la question.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** nie.

**M. Lorrain (Papineau):** Le ministre dit qu'il n'a pas les contrats...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Oui...

**M. Lorrain (Papineau):** Si le gouvernement les a, qu'il les produise. Il est évident que le gouvernement, comme il le fait toujours, nous présente encore une loi mal mûrie, dont il ne connaît pas lui-même la portée, puisqu'il n'est même pas en mesure de fournir à la Chambre les renseignements que la Chambre a le droit de connaître. Je souscris également à la question d'ordre soulevée par le chef de l'opposition. Que le gouvernement produise les contrats. Nous voulons les voir maintenant. Nous voulons les voir maintenant.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le projet de loi présenté par le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) recevra certainement l'appui unanime des députés en seconde lecture, puisqu'on lui donne une si grande valeur et parce qu'il est bien préparé.

**M. l'Orateur** déclare qu'il ne se prononce pas sur le mérite de l'affaire, mais décide de renvoyer le point d'ordre. Il s'agit de la deuxième lecture, dit-il, et la Chambre doit considérer la portée du bill. À mon avis, il ne peut être question de discuter les contrats avant la deuxième lecture de ce projet de loi et de demander la production desdits contrats à cette étape des procédures, avant que le bill soit étudié en comité. Le point d'ordre est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Étant donné l'importance de la question, j'en appelle à la Chambre de votre décision, M. l'Orateur.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard, Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, 48.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain,

Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 15.

Ainsi, la décision de l'Orateur est maintenue.

#### Dépôt de documents:

##### Mérite agricole, 1943

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le Mérite agricole 1943. (Document de la session no 56)

#### Questions et réponses:

##### Poursuites en vertu de la loi de la taxe de vente

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** En vertu du chapitre 14, 4 George VI, et intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province":

1. Combien de poursuites ou de procédures légales ont été intentées par le gouvernement de la province: *a.* Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 30 juin 1941 inclusivement? *b.* Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1941 inclusivement jusqu'au 30 juin 1942 inclusivement? *c.* Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1942 inclusivement jusqu'au 30 juin 1943 inclusivement? *d.* Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1943 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

2. Combien d'amendes, de pénalités ou de frais ont été payés à la province et pour quel montant global?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. *a.* Aucune; *b.* 1,427; *c.* 1,428; *d.* 339.

2. *a.* 2,226; *b.* Pour amendes, pénalités ou frais: \$41,412.87.

##### Emprunt de 1939

**M. Caron (Hull):** 1. Le gouvernement de la province de Québec a-t-il effectué un emprunt le 15 mars 1939?

2. Dans l'affirmative, quel était le montant de cet emprunt?

3. Le 30 juin 1939, cet emprunt était-il entièrement souscrit?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Oui.

2. \$30,000,000.

3. Non; le 30 juin 1939, il restait, invendu, un solde de \$5,903,000.

#### **Projets de loi:**

##### **Hydro-Québec**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**  
M. l'Orateur...

**Des députés ministériels applaudissent.**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**  
M. l'Orateur, tout d'abord, avant de dire à la Chambre les principales raisons qui ont amené le gouvernement à présenter une loi de nationalisation de l'électricité, je désire exprimer le chagrin que m'a causé la mort de M. Olivier Lefebvre, vice-président de la Commission des eaux courantes, décédé subitement en fin de semaine dernière à Montréal. Je considérais M. Lefebvre comme un ami intime et je salue en lui un ingénieur de réputation internationale, enlevé trop tôt à l'affection des siens et aux meilleurs intérêts de la province.

C'était un ingénieur de grande classe, jouissant d'une renommée internationale. Il a rendu d'éminents services à sa province et à son pays et il savait encore donner une contribution de tous les instants aux œuvres sociales. Je veux lui rendre un hommage public et dire à sa famille et à ses amis le regret que nous avons de voir un homme de cette valeur disparaître si prématurément. Je prie les membres de sa famille d'accepter les condoléances du gouvernement et du ministre des Terres et Forêts.

M. l'Orateur, j'ai la lourde tâche de proposer ici la deuxième lecture d'un projet de loi qui jouera un rôle de premier plan dans l'économie de notre province et constituera une mesure sociale de grande portée. L'importance de la loi que j'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre n'échappe à personne et, si ma voix trahit l'énorme responsabilité que je ressens, il ne me paraît même pas nécessaire de m'en excuser.

Le projet de loi en ce moment devant la Chambre pourvoit à la création d'une hydro provinciale avec amples pouvoirs, à l'expropriation de l'entreprise de production et de distribution de gaz et d'électricité de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et à l'expropriation des actions de la Beauharnois Light, Heat & Power Company. La prise de possession doit avoir lieu, dans les deux cas, le 15 avril.

De plus, le bill, par ses dispositions particulières, permet l'électrification rurale sur une grande échelle, grâce à une somme de \$10,000,000 mise à la disposition de l'hydro, à un taux de 2 % seulement, pour défrayer entièrement le coût de construction des lignes primaires et secondaires dans les districts ruraux. Une autre somme de \$1,000,000 pourra être prêtée, aux mêmes conditions, par la Commission pour permettre l'installation des services électriques sur les fermes.

Telle est la substance du bill 17 sur les détails duquel nous reviendrons au cours de cet exposé.

Mais pourquoi, M. l'Orateur, avons-nous à étudier une mesure qui constitue une évolution si rapide de notre politique en matière d'électricité, et quels sont les motifs qui ont induit le gouvernement, sous l'inspiration de son chef, à entreprendre ce qui est probablement la plus grande transaction financière que la province ait envisagée à date? Avons-nous perdu confiance en l'initiative privée? Sommes-nous moins bien disposés envers le capital privé et les entreprises qu'il alimente?

En aucune manière, M. l'Orateur - et c'est un point que je tiens à éclaircir tout de suite - le gouvernement n'a perdu confiance en l'initiative privée. Nous avons confiance dans l'initiative et le capital privés et nous désirons les encourager partout où ils exercent leur activité suivant la loi et sans préjudice à l'intérêt général. Seulement, lorsque des entreprises, qui exploitent nos ressources naturelles ou jouissent de franchises qui éliminent la concurrence, ne veulent pas se soumettre à la loi, défient le gouvernement par toutes sortes de mesures dilatoires ou autrement, c'est notre devoir d'intervenir et nous intervenons!

Car, en pareille matière, l'autorité, c'est seul le gouvernement élu par le peuple qui la possède et c'est lui qui doit protéger ses mandataires et empêcher les abus, même lorsqu'ils sont l'œuvre de grandes puissances qui se croient capables de tenir tête à l'autorité et emploient pour la combattre des argents qui leur ont été confiés pour un tout autre usage.

D'ailleurs, M. l'Orateur, lorsqu'une entreprise est devenue un monopole nuisible à l'intérêt public, la chose de quelques personnes plus habiles que bien intentionnées, il n'est plus question d'entreprise privée, mais de combines malsaines que nous ne craignons pas d'attaquer de front.

Si nous avons confiance en l'initiative privée et, si nous voulons l'encourager, on se demandera pourquoi nous créons une hydroélectrique et pourquoi nous étatisons la Montreal Power Company ainsi que la Beauharnois.

C'est que nous avons d'amples preuves que cette compagnie a abusé des franchises qui lui ont été consenties, en surcapitalisant son actif à l'extrême, imposant de la sorte des charges injustifiées aux consommateurs. Croyez-vous, M. l'Orateur, que ces abus étaient de nature à aider le développement de la métropole du Canada?

À ce premier motif de l'étatisation, il convient d'ajouter que la situation dans laquelle se trouve le Québec, avec l'entreprise privée au regard de l'Ontario avec l'entreprise d'État, constitue aussi un facteur désavantageux que nous considérerons tantôt. Pour se faire une idée juste de toute la situation, pour en bien saisir tous les aspects, il convient de remonter en arrière.

Au début du siècle, notre province était essentiellement agricole et les administrateurs du temps avaient la ferme détermination de conserver à la population cet attachement au sol, principe de notre force et condition de notre survivance. L'exode persistant des nôtres vers les États-Unis, où l'industrie les attirait, poussa donc nos dirigeants à favoriser le développement de l'industrie du Québec tout en continuant d'encourager l'agriculture, puisque ces deux modes d'activité de notre capital humain vont de pair et se complètent mutuellement, l'un ne pouvant progresser sans l'autre.

Or, le plus grand facteur d'industrialisation de la province a été sans contredit l'aménagement de nos forces hydrauliques. Aussi, la mise en valeur de cette ressource naturelle a fait surgir des centres comme Shawinigan, Grand'Mère, La Tuque, Buckingham, Port-Alfred, Dolbeau, Arvida, Noranda, Baie-Comeau, etc., ou fait progresser de façon phénoménale les villes de Trois-Rivières, Sherbrooke, Drummondville, Granby, Chicoutimi, centres autour desquels se sont groupées et ont prospéré des colonies d'agriculteurs qui trouvent là un débouché pour l'écoulement de leurs produits.

Toutefois, comme dans n'importe quel domaine de l'activité humaine, le progrès se manifeste par étapes, dont chacune comporte des pauses, des luttes, parfois même des reculs apparents. Mais bientôt, grâce à une série de réformes opportunes et nécessaires, le progrès reprend sa marche avec l'élan vers de nouvelles réalisations.

En jetant un coup d'œil rétrospectif sur le mode de concession des divers sites de forces hydrauliques qui ont permis le développement des grandes usines hydroélectriques de chez nous, on est frappé du contrôle de plus en plus rigoureux que se sont réservé les dirigeants du Québec, contrôle qui

devait avoir pour résultat ultime cette mesure d'expropriation préconisée par le chef actuel du gouvernement, dans l'intérêt général de ses administrés.

Au tout début, avant que l'importance des chutes et rapides ait été pleinement reconnue, des sites de faible puissance avaient été concédés avec les terrains riverains aux cours d'eau. À compter de 1896, le gouvernement conservateur d'alors commença à vendre à titre définitif, pour un montant nominal, certaines forces hydrauliques importantes.

Cette pratique fut continuée jusqu'en 1907, alors que le gouvernement de Sir Lomer Gouin inaugura la politique de ne concéder que par bail emphytéotique les forces hydrauliques importantes demeurées propriété de la province.

C'était la première d'une série de mesures ayant pour but d'assurer à la couronne le contrôle ultime de ses richesses naturelles. Remarquons qu'en plus de procurer des revenus annuels à la province ce mode de concession lui conservait, à l'expiration du bail, la propriété des droits et des sites loués. Jusqu'en 1918, cependant, l'on continua d'aliéner occasionnellement, par lettres patentes ou ventes, certains sites peu importants, dont la capacité globale ainsi considérée de 1908 à 1918 se chiffre à environ 35,000 chevaux-vapeur.

En 1910, le gouvernement Gouin instituait la Commission des eaux courantes, à qui il déléguait des pouvoirs variés en vue de l'étude et du développement de nos ressources hydrauliques. Par le contrôle que la province s'est ainsi assuré sur la régularisation du débit de nos principaux cours d'eau, elle commande le fonctionnement économique de la majorité des grandes usines hydroélectriques qui ont vu de ce fait leur capacité de production d'énergie permanente s'accroître de 2,000,000 de chevaux-vapeur.

En 1918, le même gouvernement, en vue de restreindre davantage les concessions des chutes et des rapides de nos rivières, adoptait une loi donnant au lieutenant-gouverneur en conseil seul le pouvoir de faire des concessions de ce genre. Auparavant, telle autorité était laissée au commissaire des terres de la couronne.

En 1934, comme les dirigeants du Parti libéral étaient émus du coût élevé de l'électricité dans le Québec par comparaison avec l'Ontario, ainsi que du caractère abusif de certaines transactions financières effectuées par des monopoles puissants, de même que des maigres progrès réalisés dans l'électrification de nos campagnes, l'honorable M. Taschereau chargea une commission formée de trois membres d'étudier



tout le problème de l'électricité dans Québec, et spécialement les aspects suivants de cette question: 1. nationalisation; 2. municipalisation; 3. effets de la municipalisation sur les districts ruraux; 4. les taux d'électricité et la possibilité de les réduire; 5. en général, l'électrification des municipalités rurales.

Cette commission, composée de l'honorable M. Lapointe, de M. Augustin Frigon, ingénieur civil, et de M. George C. MacDonald, comptable, présenta un rapport dans lequel on trouve l'énoncé formel des principes qui ont amené la création de la Commission d'électricité (devenue subséquemment la Régie des services publics) et qui justifient le gouvernement, devant les constatations dûment faites par des experts, de vouloir maintenant, dans l'intérêt général de la population, nationaliser la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et créer la Commission hydroélectrique de Québec, initiative éminemment constructive qui demeurera une des œuvres mémorables du gouvernement actuel.

Ce rapport de la commission Lapointe constitue une remarquable analyse de l'évolution de l'industrie hydroélectrique dans Québec, depuis ses débuts jusqu'en 1935, analyse qui embrasse le passage de cette industrie du stage d'entreprise privée à celui d'utilité publique, qui recense les erreurs et les abus commis dans l'administration et le financement de ces compagnies, qui suggère les réformes les plus urgentes et qui indique enfin les mesures énergiques auxquelles l'État devra nécessairement recourir à échéance plus ou moins rapprochée, si les compagnies refusent de se rendre à ses représentations justifiées.

De ce mémorable rapport publié en 1935, je citerai les extraits suivants:

"La diffusion et le contrôle de l'énergie électrique sont au nombre des questions sociales et économiques les plus importantes de notre époque. L'électricité est une industrie qui affecte d'une façon vitale l'intérêt public de la communauté. La lumière et la force motrice sont devenues des nécessités économiques et sociales. Elles le seront davantage dans les années à venir. L'usage de l'électricité s'applique graduellement à toutes sortes de domaines, et le mouvement s'accroît d'une façon remarquable.

"L'électricité est une utilité publique importante et essentielle. Dans l'étude du problème qu'elle présente, il faut tenir compte de l'intérêt national et de l'intérêt local; il faut ajuster et harmoniser les principes d'autonomie municipale avec l'intérêt supérieur de l'économie provinciale et celui de toute la communauté.

"Une industrie si essentielle au pays et qui n'existe qu'en obtenant des privilèges de l'État ne peut être considérée comme une industrie privée ordinaire. Son importance dans notre vie économique et sociale, le monopole qu'elle exerce d'une façon presque complète lui donnent des responsabilités envers le public que les autres industries n'ont pas. Une réglementation différente doit lui être imposée.

"Le droit d'exploiter les ressources naturelles de la nation, de fournir un service en pratique exclusif, de se servir des rues et chemins, à la surface, au-dessus et au-dessous, d'exproprier la propriété privée, etc., appartient au public et c'est le public qui délègue ce droit à ceux qui l'exercent. Les industries purement privées ne le possèdent pas.

"Il y a eu des cas de surcapitalisation, de subdivision du capital-actions, de profits accumulés aux dépens des consommateurs; ailleurs, des émissions d'actions et de débentures ont été faites pour un montant que ni la valeur de la propriété ni les perspectives d'affaires ne pouvaient justifier et les résultats furent à l'encontre de l'intérêt public.

"La prudence nous dicte d'épuiser toutes les possibilités de réglementation efficace avant d'assumer les risques de l'opération gouvernementale, mais nous ne doutons pas qu'il n'y a que ces deux alternatives, à savoir le choix entre une réglementation complète et efficace et la régie d'État. Il est essentiel que les corporations intéressées et tous ceux qui y ont engagé des capitaux saisissent et comprennent cette situation.

"Le refus des corporations d'électricité de reconnaître que leurs opérations sont celles d'un service public et non exclusivement privé, une absence de publicité franche et complète conduiraient inévitablement à la régie d'État, quelque obstacle qu'il puisse y avoir à l'adopter."

Ce rapport, M. l'Orateur, c'est la doctrine formulée dès 1935 par un grand Canadien, M. Lapointe, un éminent ingénieur, M. Frigon, et un comptable de réputation, M. MacDonald. C'est l'inspiration de la politique adoptée par le Parti libéral dans le domaine hydroélectrique, politique qu'il poursuivra sans défaillance, sans compromission, avec les puissances d'argent, mais aussi avec mesure, jugement et équité.

Le monopole, avec l'argent du public, celui des consommateurs et des actionnaires, a déjà tenté d'alarmer l'opinion publique en prétendant que le gouvernement actuel s'engageait dans une aventure périlleuse et qu'il s'agissait là d'une intervention radicale injustifiée, ne devant servir qu'à des fins électorales. La compagnie, réalisant que le gouvernement

est sérieux en tout ceci, constate maintenant qu'il ne s'agit pas d'une manœuvre électorale, comme on a voulu le faire croire en certains milieux.

Maintenant que le public a appris les faits dévoilés à l'enquête de la Régie des services publics et pris connaissance du présent bill, que l'hydro est à la veille de prendre possession de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et de la Beauharnois, nos adversaires reconnaissent que nous sommes décidés à procéder sans délai et qu'il ne s'agit pas d'une mesure électorale. Nous nous rendons compte qu'à la suite de cette législation certains actionnaires useront de représailles, combattront notre gouvernement avec acharnement.

Et pourquoi, d'ailleurs, cette nouvelle compagnie "d'utilité privée", la Southmount Investment Limited, a-t-elle été formée récemment par les directeurs de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated?

Il y a plus de huit ans, M. l'Orateur, que l'avertissement solennel a été lancé par des autorités d'une compétence indiscutable, qui ont alors clairement fait entendre qu'à défaut par les compagnies de se soumettre à un contrôle raisonnable et efficace l'État devrait agir fermement.

Cette ligne de conduite, le gouvernement ne craint pas de la suivre maintenant qu'elle s'avère nécessaire, et nous ne doutons pas que les citoyens de la province apprécieront ce geste du premier ministre, qui vise à instaurer ici un meilleur équilibre économique et social.

Poursuivant notre historique de la législation dans le domaine qui nous intéresse, je désire signaler qu'en 1935, à la suggestion de l'honorable T.-D. Bouchard, dont on reconnaît aujourd'hui la clairvoyance en matière d'électricité, on adoptait une loi décrétant qu'à compter du 15 avril de la même année toute aliénation ou tout bail de forces hydrauliques d'une puissance naturelle moyenne de 500 chevaux-vapeur et plus, faisant partie du domaine public, ne pourrait désormais être fait qu'en vertu d'une loi du Parlement, si cette aliénation ou ce bail était fait en faveur d'une corporation autre qu'une corporation municipale.

Nous trouvons là encore une notable restriction à l'altération de nos forces hydrauliques.

La même année également, les pouvoirs de la Commission des eaux courantes étaient étendus en vue de l'acquisition et de l'aménagement des chutes d'eau. C'était là un premier indice de l'intention du gouvernement d'aménager lui-même des usines hydroélectriques dont il jugerait la construction opportune.

Le gouvernement qui suivit, soit celui de l'Union nationale, feignait, en 1937, d'établir une concurrence d'État dans le domaine hydroélectrique et, à cette fin, il créait le Syndicat national de l'électricité, auquel la province doit la trop fameuse centrale de l'Outaouais Supérieur, réalisée dans une série de circonstances désastreuses sur lesquelles nous reviendrons plus tard.

Consciemment plutôt qu'inconsciemment, le gouvernement du temps a sabordé, il est vrai, un des items du programme avec lequel il s'était fait élire, mais, du même coup, il a admis le principe de nationalisation de l'électricité.

C'est pourquoi le même parti aura du mal à motiver un brusque revirement d'opinion, s'il doit combattre le projet à l'étude.

Par ailleurs, en 1937 également, le gouvernement de l'Union nationale, dans un grand geste, abolissait la Commission d'électricité, mais, le même jour, lui substituait la Régie de l'électricité, lui accordant les mêmes pouvoirs que ceux de ladite commission, avec cette différence importante qu'en vertu de l'article 12 on favorisait la surcapitalisation de l'actif des compagnies d'électricité...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui demande de lire toute la loi de l'Union nationale.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Voici, M. l'Orateur, en résumé, le paragraphe 12 de la loi 1 George VI, chapitre 25, que le gouvernement actuel s'est empressé d'abolir dès son retour au pouvoir, en 1940: L'actif physique d'une entreprise d'électricité comprendra, en plus des biens physiques, toute franchise s'y rattachant, y compris l'achalandage, ce qu'on appelle communément le "goodwill".

En 1940, la présente administration adoptait une loi facilitant l'assistance du gouvernement aux municipalités désireuses de construire des lignes rurales de distribution d'électricité. Car le gouvernement désirait faire bénéficier des avantages de nos richesses hydrauliques cette partie de la population que les compagnies d'électricité jugeaient ne pouvoir desservir sur une base économiquement justifiable.

En 1941, les pouvoirs de la Commission des eaux courantes étaient étendus en ce qui concerne l'aménagement des forces hydrauliques et, la même année, le gouvernement la faisait autoriser à acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, l'entreprise de la Beauharnois Light, Heat & Power Company, législation dont le gouvernement avait besoin pour

conclure avec le fédéral une entente qui nous rapportera \$9,000,000, advenant la canalisation du Saint-Laurent; autrement tel avantage découlant d'un projet d'intérêt public aurait profité à une compagnie privée.

Enfin, l'an dernier, nous avons conclu avec la province d'Ontario un échange pour répartir plus avantageusement entre les deux provinces les forces hydrauliques de l'Outaouais.

Cette loi prévoit de plus que ces ressources naturelles, d'une capacité d'environ 250,000 chevaux-vapeur, seront éventuellement exploitées par la province elle-même.

Pour clore cet historique de la politique de la province en rapport avec les ressources hydrauliques, permettez-moi, M. l'Orateur, de rappeler à cette Chambre que, depuis 1940, le gouvernement actuel fait preuve de fermeté en résiliant pour défaut d'accomplissement de certaines conditions des baux de forces hydrauliques s'élevant à 375,000 chevaux-vapeur.

Le fait de réintégrer dans le domaine public ces chutes non exploitées n'est-il pas la preuve évidente de l'intention bien arrêtée de notre administration de conserver à la couronne toute source de puissance industrielle, facteur de force et d'expansion pour le Québec?

(Applaudissements à droite)

Avant de faire cette rétrospective de notre politique d'électricité, nous étions, M. l'Orateur, à démontrer le pourquoi d'une entreprise d'État alors que nous favorisons, en principe, l'initiative privée.

C'est que, dans le domaine de l'électricité, ce qu'on a convenu d'appeler une entreprise privée échappe parfois à la surveillance des autorités et qu'en second lieu la taxation discriminatoire imposée aux compagnies d'électricité par le gouvernement fédéral crée une situation défavorable pour le Québec, en comparaison avec l'Ontario plus spécialement.

D'une part, les manipulations d'ordre financier lors de la réorganisation de certaines grandes compagnies, d'autre part, les succès marqués de l'étatisation de l'électricité en Ontario, aussi bien que dans d'autres provinces du dominion et aux États-Unis, ont éveillé l'attention du gouvernement qui veut voir Québec sur un pied d'égalité avec ses voisins sur le terrain économique.

Comme nous le disions tantôt, le gouvernement s'est efforcé, depuis plusieurs années, de soumettre à un contrôle rigoureux, mais néanmoins raisonnable, les entreprises de production et de distribution d'électricité du Québec. Certaines

d'entre elles se sont prêtées de bonne grâce à cette surveillance de l'État pour le bénéfice de la communauté. D'autres, au contraire, ont fait preuve d'une réticence manifeste à lui fournir les renseignements indispensables et n'ont pas consenti, de leur propre initiative, à des réductions de taux que justifiaient pourtant les revenus nets de leurs entreprises.

Présumant de l'impuissance des organismes de contrôle antérieurs à la Régie des services publics à établir la base servant à calculer un revenu équitable en fonction du capital réellement investi, des bénéficiaires de franchises ont continué à pressurer le peuple et à étendre sur lui l'empire de leur domination.

Elles ont usé de tactiques dilatoires. De toute évidence, elles comptaient sur le travail long et ardu requis pour l'inventaire de leurs biens physiques, sur la faculté de pouvoir porter le litige devant plusieurs cours de justice et, enfin, sur la possibilité de retarder les procédures au point que des données recueillies au début ne seraient plus applicables à la date de la décision finale.

Ces gens n'ont rien inventé, toutefois. La tactique n'était pas nouvelle. N'avons-nous pas le cas de compagnies d'utilité publique américaines qui ont réussi à prolonger de telles controverses durant plus de 10 ans sans qu'un règlement définitif ait été possible?

C'est pourquoi le gouvernement Roosevelt a préféré lancer des entreprises d'électricité administrées par l'État, tels la Tennessee Valley Authority, le United States Bureau of Reclamation, plutôt que de se soumettre aux inévitables délais de procédures légales pour établir la "fair value" des entreprises. Il avait en effet éprouvé la puissance des obstacles derrière lesquels pouvaient se retrancher les administrateurs d'utilité publique intéressés à réaliser des projets exclusifs au détriment des consommateurs.

Mais, dans le Québec où les points stratégiques de distribution sont déjà occupés par des entreprises privées, les circonstances ne favorisent pas une politique semblable à celle de M. Roosevelt. D'ailleurs, une autre centrale telle que celle établie en Témiscamingue par l'ancien gouvernement ne constituerait pas, croyons-nous, une forte concurrence à la Montreal Light, Heat & Power, partant, ne corrigerait pas l'état de choses actuel.

De plus, il faut remarquer que l'industrie hydroélectrique du Québec a payé en taxes au gouvernement fédéral, pour 1942, un total de \$16,650,000. La Montreal Light, Heat & Power

Consolidated, à elle seule, aura versé \$8,000,000 au fédéral, en 1943, alors que le même gouvernement ne percevait absolument rien du même chef dans l'Ontario et dans les autres provinces du dominion où les entreprises hydroélectriques sont étatisées. Ainsi, du seul fait d'un système d'exploitation différent, la population de notre province, par l'intermédiaire des industries qu'elle soutient, doit verser à l'administration fédérale des sommes hors de toutes proportions avec la contribution des autres provinces où existe un système différent.

Cette taxation qui n'atteint pas toutes les autres provinces voisines a certes contribué dans une certaine mesure à accentuer la disparité des tarifs dans les deux provinces d'Ontario et de Québec.

Se rendant compte à l'évidence que les mesures adoptées jusqu'à ce jour pour améliorer le sort des consommateurs d'électricité n'étaient pas encore suffisantes, le gouvernement actuel, qui a à cœur le bien-être général de la population, a décidé d'intervenir pour l'avantage de tous. Par la suppression des taxes fédérales affectant la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et la Beauharnois, et par l'abolition du paiement de dividendes sur le capital mouillé de grandes corporations, il sera désormais possible d'effectuer une réduction sensible des taux applicables aux petits consommateurs, ainsi qu'une répartition équitable du coût de l'électricité à diverses catégories d'industriels.

(Applaudissements à droite)

D'ailleurs, la nationalisation de la Montreal Light, Heat constituera un solennel avertissement à d'autres compagnies qui ne manqueront pas d'offrir des réductions à leurs usagers.

La régie, qui, au cours de l'hiver, a ordonné une réduction en faveur des clients de plusieurs compagnies, devra maintenir sa surveillance vigilante de ces organisations qui subiront la concurrence d'un organisme d'Etat distribuant l'électricité au prix coûtant. Il est donc à prévoir que le geste que pose aujourd'hui le gouvernement provoquera une baisse de taux assez générale.

Mais revenons maintenant, M. l'Orateur, au cas particulier de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et examinons les agissements de ce monopole depuis la publication du rapport Lapointe et la mise en application de ses recommandations.

Veillez remarquer, M. l'Orateur, que nous n'entendons pas préjuger ici la cause de cette compagnie actuellement devant la Régie des services publics, mais il nous apparaît impérieux d'exposer à cette Chambre les motifs qui justifient les mesures d'expropriation prévues au bill 17.

Tout d'abord, comme l'a révélé l'enquête tenue récemment à Montréal, la compagnie n'a pas répondu de façon adéquate aux ordonnances des organismes de contrôle créés par les gouvernements qui se sont succédé depuis 1935 et qui l'invitaient à fournir un mémoire détaillé sur les biens réellement engagés dans l'entreprise, sur ses dépenses réelles et sur l'établissement de ses tarifs.

Depuis cette même année 1935, cette compagnie n'a accordé aucune réduction dans les tarifs applicables au service domestique qui englobe la très grande majorité de ses abonnés. Même dans sa réponse au premier ministre, à la suite du communiqué annonçant la décision du gouvernement de l'étatiser, la compagnie admet cyniquement que la dernière réduction importante des taux date de 1933.

Pourtant, ses revenus se sont accrus énormément depuis cette date, mais le monopole préférerait dissimuler ses profits sous des réserves de toutes sortes, au point qu'il lui a fallu créer de nouvelles rubriques dans ses bilans.

On constate donc que la Montreal Light, Heat & Power Consolidated n'a pas suivi l'initiative prise par d'autres compagnies importantes de la province qui ont accordé à leurs clients des réductions appréciables. Voici d'ailleurs la liste de certaines villes de la province qui ont bénéficié de réductions de taux pour la consommation domestique depuis la création de la Commission d'électricité, en 1935, avec les dates de ces rajustements de tarifs:

Québec - janvier 1937 et janvier 1943;  
Trois-Rivières - décembre 1941 et juillet 1942;  
Hull - avril 1937;  
Shawinigan-Falls - décembre 1941 et octobre 1942;  
Valleyfield - août 1938, décembre 1941 et janvier 1943;  
Chicoutimi - juillet 1937 et juillet 1943;  
Granby, Saint-Jean - janvier 1938 et février 1943;  
Sorel - décembre 1941 et novembre 1943;  
Lévis - janvier 1937 et janvier 1943;  
Drummondville - janvier 1938;  
Rouyn - juin 1936;  
La Tuque - décembre 1941 et novembre 1943;  
Val-d'Or - janvier 1939;  
Nicolet - décembre 1941 et août 1943.

Et la métropole du Canada, où l'on trouve plus de la moitié des consommateurs domestiques d'électricité de la province, est encore assujettie à l'échelle de taux de 1934.

C'est pourquoi, au 1<sup>er</sup> janvier 1943, les tarifs applicables à la consommation domestique dans la ville de Montréal sont plus élevés que dans plusieurs villes du Québec où la population, et par conséquent le marché, est 10 fois et même 100 fois moindre que celle de Montréal.

Les gens de Québec, Lévis, Valleyfield, Hull, Chicoutimi, Arvida, Rouyn, Grand'Mère, etc., obtiennent leur électricité pour consommation domestique à meilleur compte que ceux de Montréal. Voyons, en effet, M. l'Orateur, ce qu'il en coûte mensuellement à des clients de diverses villes de la province pour une consommation domestique de 100 kwh:

Montréal .....	\$2.60	100.0 %
Québec		
(pourcentage comparatif par rapport à Montréal) .....	\$2.23	85.8 %
Trois-Rivières .....	\$2.46	94.8 %
Chicoutimi .....	\$2.05	79.0 %
Dolbeau .....	\$2.05	79.0 %
Sorel .....	\$2.50	96.2 %
Lévis .....	\$2.23	83.8 %
Hull .....	\$1.76	67.8 %
Rouyn .....	\$2.30	88.3 %
Val-d'Or .....	\$2.30	88.3 %
Grand'Mère .....	\$2.50	96.2 %

Pour l'information de ceux qui voudraient mettre en doute l'authenticité de ces chiffres, nous tenons à ajouter qu'ils sont extraits soit des statistiques fédérales, soit de celles de la Régie des services publics, à qui ils ont été fournis par les compagnies elles-mêmes.

À ce propos, notons que les compagnies ont toujours soutenu que le coût de l'électricité est moins élevé en Ontario que dans Québec parce que, chez nos voisins, le marché et la consommation sont plus considérables que chez nous. Comment se fait-il alors que des centres moins importants de notre province bénéficient de tarifs inférieurs à ceux de Montréal, et ce, dans une proportion qui atteint 30 % dans certains cas?

À ceux qui sont anxieux et qui veulent savoir jusqu'à quel point la présente législation affectera les taux actuels que paient les citoyens de Montréal, nous répondrons qu'il n'y a pas de raison pour que l'électricité servant à la consommation domestique se vende beaucoup plus cher à Montréal qu'à Toronto.

En outre du refus de fournir les renseignements demandés et de l'obstination à maintenir des tarifs trop élevés, l'enquête de la Régie des services publics a mis à jour des transactions

financières scandaleuses de la part de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, lesquelles transactions démontrent que le capital de la compagnie comporte une inflation de plus de \$40,000,000. L'eau des chutes se serait-elle introduite dans le capital?

(Applaudissements à droite)

L'étude de la manipulation des actions de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et de compagnies composantes, en 1916, 1926 et 1930, démontre que, des 4,489,033 actions de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated actuellement en circulation, environ 3,350,000 ou près de 75 % représentent les anciennes actions de la Montreal Light, Heat & Power Company pour lesquelles chaque mise de fonds de \$100 a entraîné un remboursement de \$150 en argent et l'émission de 18 actions actuelles de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, cotées à environ \$20 à la Bourse, soit l'équivalent de \$510.

De plus, chaque mise de fonds de \$100 en actions de la Montreal Light, Heat & Power Company avant 1916 rapporte aujourd'hui \$27 par année de dividende pour du capital qui a été entièrement remboursé et remplacé par l'argent des consommateurs.

En plus des quelque 3,350,000 actions dont je viens de parler, 534,000 ou près de 12 % du total en circulation représentent des actions de la Cedars Rapids Manufacturing and Power Company, pour lesquelles chaque mise de fonds de \$100 a entraîné un remboursement de \$50 en argent et six actions actuelles de la Montreal Light, Heat & Power Company, soit l'équivalent d'un total de \$170 avec même référence à la valeur en Bourse. En outre, pour chaque mise de fonds initiale de \$100 en actions de la Cedars Rapids, un montant de \$50 seulement demeure placé et rapporte \$9 de dividende, soit un intérêt de 18 % sur le capital actuellement investi. Si nous nous contentons de ne citer que quelques chiffres suffisants pour justifier le geste du gouvernement, c'est que nous n'entendons pas faire ici l'exposé détaillé des transactions financières de cette compagnie.

Devant ces faits, pouvons-nous tolérer pareille exploitation de nos ressources naturelles et de notre population? Le gouvernement peut-il demeurer indifférent devant la menace que constitue ce formidable monopole?

L'entreprise de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, qui contrôle la Beauharnois Light, Heat & Power Company, est considérable, puisqu'elle dispose de 18.4 % de la capacité des

turbines hydrauliques installées dans notre province. Par ailleurs, c'est la compagnie productrice et distributrice d'électricité qui dessert le plus grand nombre de consommateurs domestiques et commerciaux, soit environ 260,000 ou plus de 50 % du total des abonnés de cette catégorie dans la province. Par la nationalisation d'une telle entreprise hydroélectrique, le gouvernement deviendra donc en mesure de contrôler vigoureusement les tarifs affectant une bonne majorité de la population.

**Des voix ministérielles:** Très bien, très bien!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

L'étatisation de cette entreprise établie au cœur même de la région la plus industrielle et la plus peuplée de cette province constitue donc une réalisation d'envergure qui aidera énormément à son expansion.

L'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et de sa filiale, la Beauharnois, se fera sur la base fixée de 1935 lors de la passation de la loi de tarification, loi qui stipule que les compagnies doivent percevoir des revenus seulement sur les capitaux réellement placés. C'est l'application d'une jurisprudence reconnue équitable dans de nombreux pays, dont l'Angleterre, et selon laquelle tous seront traités avec justice.

Il est une question pertinente que le public se posera: Quel sera le coût de l'expropriation? À cette question, je ne puis donner de réponse catégorique car, tel que décrété dans la loi présentement à l'étude, c'est à la Régie des services publics qu'il appartiendra d'évaluer les biens expropriés. Cependant, comme cette évaluation se fera sur la même base que l'ordonnance signifiée par cet organisme à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, le 7 octobre 1943, je puis dès maintenant, par comparaison, citer des chiffres qui permettront à tous de se faire une idée assez juste du coût de cette étatisation.

La valeur aux livres de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated s'élève à \$235,000,000, moins une réserve de dépréciation de \$62,000,000, ce qui donne une valeur nette de \$173,500,000. Cette valeur aux livres, suivant les chiffres de la compagnie, se divise comme suit: Beauharnois, \$89,000,000; autres actifs de gaz et d'électricité représentent les trois quarts de ce dernier montant et l'entreprise gaz, un quart, nous obtenons pour l'électricité \$70,000,000 et, pour le gaz, \$23,500,000.

La Régie a inventorié l'actif électrique de la Montreal Light, Heat existant au 31 décembre 1939

et en a évalué le coût original à \$70,000,000 au lieu de \$114,000,000 inscrit dans les livres de la compagnie. Cette différence de \$44,000,000, M. l'Orateur, représente le mouillage de capital, l'achalandage, le "goodwill", etc.

D'après les calculs de la Régie, la dépréciation sur le capital utilement investi, de \$70,000,000, s'élèverait à \$29,000,000, de sorte que l'actif net déprécié s'établirait aux environs de \$41,000,000 pour les services électriques de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, non compris la Beauharnois. Ajoutant à ce dernier chiffre environ \$4,000,000 pour les dépenses capitales effectuées depuis 1939 et les 10 % accordés pour dépossession forcée, on arrive à un total de \$50,000,000.

Quant au service du gaz, il est porté aux livres de la compagnie à une valeur de \$37,000,000. Si l'on présume que cet actif a été mouillé dans la même proportion que l'entreprise électrique, soit 40 %, le capital utilement placé ne serait donc que de \$22,000,000.

Si la dépréciation est proportionnelle à celle de l'entreprise électrique, il ne resterait qu'environ \$13,000,000 comme prix coûtant net déprécié. En ajoutant les 10 % accordés par la loi pour dépossession forcée, on obtient environ \$14,300,000.

Pour ce qui concerne l'entreprise Beauharnois Light, Heat & Power Company, l'examen du bilan de cette compagnie nous montre une dette obligataire d'environ \$76,000,000 et \$4,000,000 comme valeur des 715,000 actions sans nominal. Ces actions ont été à peu près entièrement émises à titre de commission sur la vente d'obligations et elles ne correspondent à aucun investissement réel.

En résumé, les chiffres donnés plus haut forment un grand total d'environ \$150,000,000 comme prix coûtant net déprécié de la Montreal Light, Heat & Power et de la Beauharnois. Ce sont là évidemment des calculs approximatifs qui s'appuient sur des chiffres qui ne sont pas définitivement établis, et nous les donnons pour la seule information de cette Chambre. Il va sans dire qu'ils peuvent différer de ceux auxquels en arrivera en définitive la Régie des services publics.

L'hydro dont cette Chambre dotera la province s'appuie sur des principes de saine administration, d'équité et de la plus entière autonomie. Un conseil d'administration de cinq membres au plus, comprenant de hautes compétences, régira cette hydro dont le rôle principal sera de fournir l'électricité au prix coûtant aux différentes catégories d'usagers.

Inutile de souligner que toute la compétence et la parfaite intégrité entreront en ligne de compte pour le choix de ces administrateurs. Cette entreprise sera donc établie sur une base d'affaires et seul le souci de bien servir la province nous guidera quand nous désignerons ceux qui devront assumer cette grande responsabilité.

(Applaudissements à droite)

Les dispositions de cette loi, qui donnera un essor considérable à l'électrification rurale, ont une telle importance qu'il me paraît nécessaire de les signaler à cette Chambre.

Les statistiques récentes sur l'électrification rurale donnent à réfléchir quant à la position de second plan qu'occupe notre province dans un domaine si intimement apparenté à deux des plus grandes sources de richesses du Québec, l'agriculture et les forces hydrauliques.

Pour mieux juger de l'envergure de la tâche qu'il nous faudra accomplir en ce domaine, voici des chiffres publiés d'après le recensement décennal de 1941 et indiquant le pourcentage des fermes électrifiées à travers le pays:

Ontario, 37 %;  
Colombie-Britannique, 35.8 %;  
Nouvelle-Écosse, 26 %;  
Québec, 19.6 %;  
Nouveau-Brunswick, 18.5 %;  
Manitoba, 7.3 %;  
Alberta, 5.4 %;  
Saskatchewan, 4.7 %.

Nous constatons donc que Québec, la plus puissante productrice d'énergie, occupe la 4<sup>e</sup> place parmi les provinces du dominion, si l'on considère le pourcentage des fermes électrifiées.

Quant aux États-Unis, 34.9 % sur un total de 2,126,000 fermes bénéficient du service de l'électricité.

Si l'on me demande jusqu'à quel point la présente législation permettra l'électrification rurale du Québec, je rappellerai à cette Chambre qu'au cours des cinq années qui ont suivi la création de la Rural Electrification Administration aux États-Unis, plus de fermes américaines ont été électrifiées en cette courte période qu'au cours de toutes les décades précédentes.

Il faut mentionner que cette expansion ne fut pas uniquement l'œuvre du gouvernement américain, car cette initiative de l'État a déclenché un mouvement semblable de la part des compagnies privées soucieuses de ne pas laisser l'opinion

publique se rallier en faveur des entreprises gouvernementales. C'est dire qu'il a fallu ce geste énergique du président Roosevelt pour les sortir de leur torpeur.

Pour mieux saisir la disposition des données entre Québec et Ontario, ajoutons que la consommation totale d'électricité pour les fermes du Québec a été de 9,750,000 kWh en 1942, tandis que celle de l'Ontario était de 108,000,000 kWh ou environ 11 fois plus grande. C'est pourquoi le prix moyen du kilowattheure s'établissait à 5.4 cents dans Québec, comparativement à 2.5 cents dans l'Ontario.

Si certaines compagnies d'électricité de Québec peuvent être blâmées pour le peu d'importance qu'elles ont attaché à l'électrification des campagnes, par contre, d'autres ont fait de louables efforts et il ne serait pas équitable de les tenir toutes responsables de la situation actuelle.

Il est d'ailleurs reconnu que l'électrification rurale ne peut être généralisée sans l'aide de subsides extérieurs... La province d'Ontario, par exemple, a déjà consacré plus de \$24,000,000 à l'électrification de ses fermes, mais elle estime que cette dépense est largement compensée par l'accroissement de la population agricole et les avantages qui en résultent.

Le gouvernement ne peut raisonnablement contraindre les compagnies à étendre leurs réseaux de distribution en dehors d'un secteur économiquement exploitable.

Par ailleurs, il n'est pas désirable que l'État accorde à cette fin des subsides à des monopoles déjà puissants, grevés de lourdes charges dont les taxes fédérales et les dividendes payés sur des capitaux altérés par une inflation... humide. Il a donc tout avantage à réaliser lui-même ou, du moins, à contrôler étroitement un programme d'électrification rurale.

Les progrès dans cette voie seront d'autant plus marqués que le gouvernement aura la faculté de concurrencer les compagnies peu raisonnables dans la marge de bénéfice à réaliser. Et, M. l'Orateur, la participation aux dépenses de l'électrification rurale par la masse des contribuables peut-elle dépasser l'importance du problème rural et la nécessité de le résoudre?

Ceux qui, depuis des siècles, se sont emparés du sol, l'ont défriché et enrichi des sueurs de leur front, ces vaillants qui ont ouvert notre province à la civilisation, qui, respectueux de l'ordre, ont été depuis toujours le facteur du réel progrès au pays de Québec, méritent-ils qu'aujourd'hui un gouvernement libéral de nom et de mentalité s'occupe de leurs problèmes et leur donne justice?

(Applaudissements à droite)

Oui, M. l'Orateur, ils ont le droit d'exiger que, dans Québec qu'ils ont fait ce qu'il est, après des siècles de luttas et de labeur, ils ont le droit, dis-je, de vivre une vie humaine et de bénéficier des inventions dont les avantages ne doivent pas être réservés aux classes privilégiées, mais qui doivent être mis à la disposition de tous et en particulier de ceux qui furent les premiers citoyens ici, les cultivateurs et les colons de ma province!

(Applaudissements à droite)

De nos jours, l'électricité est presque une nécessité de la vie. Elle rendra plus agréable et plus humaine la vie des cultivateurs et colons qui en bénéficieront. Le rendement des fermes sera accru, les labeurs du paysan deviendront moins pénibles, les travaux domestiques plus faciles aux mères de famille nombreuse. Ils pourront jouir des avantages de la radio, par exemple, qui est devenue un journal parlé et une distraction à la portée de tous.

**Des voix ministérielles:** Très bien, très bien!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Par conséquent, certaines régions paraîtront moins éloignées du fait que leur population aura à tout instant du jour un lien avec les centres urbains. Non seulement l'électricité rurale aura un effet moral excellent chez nos cultivateurs, mais en plus elle amènera sans doute avec elle des industries qui en ont besoin pour s'installer à certains endroits reculés.

Et, d'ailleurs, on prêche au cultivateur et à ses fils l'attachement au bien ancestral, l'on désire que le colon demeure sur son lot, y vive heureux avec sa famille. Partout l'on proclame qu'il faut garder un juste équilibre entre la population des villes et celle des campagnes. À quoi bon le dire et le répéter? Prenons plutôt les moyens pour arriver à ce résultat.

Le meilleur agent colonisateur, M. l'Orateur, c'est le cultivateur heureux sur le bien de ses ancêtres, c'est le colon qui trouve sur son lot une vie qui vaut la peine d'être vécue et des motifs pour inculquer à ses fils l'amour du sol et de sa patrie.

Le meilleur agent de colonisation, c'est le cultivateur qui, au soir de la vie, goûtant un peu de repos dans le calme d'une tiède soirée d'été, peut dire à son fils: "La Providence est bonne, après tout; nous ne sommes pas riches, mais, Dieu merci, il y a du pain dans la huche. Il y a de l'air et du soleil tout le tour ici. Les vieux ont bien travaillé, j'ai tâché de faire de même et le support de toute la famille ne m'a jamais fait défaut.

"Nous avons bûché fort tous ensemble, mais nous sommes chez nous ici, nous sommes nos

patrons. Bientôt, je te laisserai ce bien où j'ai vécu heureux, élevant une nombreuse famille que ma terre a bien nourrie. Garde-le, ce bien, cultive-le de ton mieux, c'est un héritage qui doit passer de génération en génération. Ne t'en défais jamais, j'en aurais du chagrin de l'au-delà. Trois, cinq générations portant mon nom y ont vécu heureuses! Il faut que ce nom reste attaché à ces 30 arpents où l'on vit si bien quand on a les bras vigoureux et l'âme vaillante."

Oui, M. l'Orateur, il faut que tous nos cultivateurs tiennent ce langage. L'avenir de la province exige qu'il y ait du bonheur et de l'aisance sur les fermes du Québec.

(Applaudissements à droite)

Le geste du gouvernement, en mettant à la disposition d'un grand nombre de nos habitants l'énergie électrique requise pour l'utilisation de la plupart des inventions modernes, apportera cette satisfaction dans les foyers et les cœurs des terriens de chez nous.

La loi qui est devant cette Chambre mettra \$11,000,000 à la disposition de l'hydro qui offrira à nos campagnes les avantages de l'électricité. D'ailleurs, des organismes d'État dans les provinces d'Ontario, de Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de la Saskatchewan, créés depuis des années, ont énormément contribué à l'électrification des campagnes, comme les statistiques en témoignent.

M. l'Orateur, le champ à couvrir était tellement vaste que, pour soumettre seulement des considérations d'ordre général, j'ai dû prendre beaucoup du temps de la Chambre.

J'ai tenté de démontrer que le geste du gouvernement est basé sur l'expérience des autres, sur une étude sérieuse de notre situation et découle de notre désir de bien servir la province qui, suivant la marche du progrès, peut concurrencer à armes égales ses voisins.

La métropole du Canada, nos centres industriels, notre agriculture québécoise sont des actifs trop considérables auxquels nous sommes trop attachés pour que le désir de sauvegarder leurs meilleurs intérêts ne nous dicte pas des gestes hardis, des réalisations d'envergure!

(Applaudissements à droite)

Pas un moment nous n'avons sous-estimé l'énormité de la tâche que nous assumons, pas une minute nous n'avons oublié que l'on nous ferait une lutte à mort, que notre parti politique pourrait souffrir de sa magnanimité. Nous avions même prévu que certaines gens qui réclamaient telles mesures deviendraient tièdes et réticentes devant les actes



positifs d'un gouvernement qui ne déclame pas, mais qui agit! Mais, M. l'Orateur, nous sommes fatigués de voir le développement de la métropole paralysé par l'égoïsme d'une poignée de brasseurs d'affaires.

Nous voulons que le progrès moderne apporte à tous, ou tout au moins au grand nombre, une part du bonheur humain. Ce progrès-là, le XVIII<sup>e</sup> siècle a cru le trouver dans l'oubli et le plaisir; le XIX<sup>e</sup> siècle l'a recherché dans un retour à l'égoïsme païen; le XX<sup>e</sup> siècle se demande s'il n'est pas dans le communisme.

Pour ma part, et je ne suis sans doute pas le seul à penser ainsi, je vois le progrès dans la stabilité et la légalité qui permettraient à chacun de labourer et de semer en comptant pour lui et pour ses enfants sur les produits de la moisson; je le vois dans un ordre qui laisserait le champ libre aux initiatives individuelles contrôlées lorsqu'elles s'égarent.

(Applaudissements à droite)

Il est évident que ce sont là les directives que le monde attend. Quant à nous, nous avons la conviction de favoriser dans toute la mesure possible un élan désirable vers la vie plus économique et plus saine des champs, et nous tâchons de donner aux populations urbaines l'opportunité d'un travail honnête, qui prend soin d'aujourd'hui et prépare d'heureux lendemains.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je propose maintenant, selon l'ordre du jour, que le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'associe au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) dans cet hommage à M. Lefebvre. Il était un grand ingénieur avec qui je ne me suis pas toujours entendu, mais c'était un homme consciencieux et je m'unis au ministre pour offrir des condoléances à sa famille.

M. l'Orateur, ce n'est pas la première fois que le gouvernement et ses partisans font plus de bruit que de besogne. Le ministre, dans un discours bien lu, nous a dit que le projet du gouvernement constitue la plus grande entreprise financière jamais établie par le gouvernement. Vous avez bien compris, M. l'Orateur, la plus grande entreprise financière jamais établie par le gouvernement. Je note l'aveu du ministre. Et cependant, pas un seul sou de cette entreprise financière n'a été prévu dans le budget du trésorier provincial. Le trésorier (l'honorable M. Mathewson) et son gouvernement se vantent pourtant d'avoir établi un système de

comptabilité en vertu duquel toutes les dépenses que la province fera dans l'année doivent être prévues dans le budget. Le ministre a parlé d'une dépense de \$150,000,000 pour l'expropriation et de \$11,000,000 pour l'électrification rurale, et cependant, encore une fois, pas un seul sou de cette dépense que la province devra faire n'apparaît au budget et ne pourra être voté par les représentants du peuple. On a là une autre preuve du manque de logique et de sincérité du gouvernement.

Une autre preuve de la mentalité du régime: le ministre a fait un discours d'une heure quinze et, sur cela, il a parlé à peine 10 minutes de l'électrification rurale qui, pour le gouvernement, n'est qu'un décor au tableau de l'hydro électorale. Le ministre a dit qu'il faisait de l'histoire, oui, mais à sa manière. Le ministre a parlé de la Beauharnois et de la Montreal Power, mais il n'a pas dit que ce sont les deux bébés, les deux enfants cancéreux du régime libéral de 44 ans. Deux enfants naturels, illégitimes, bâtis par les libéraux, gavés par eux pendant 44 ans. Et c'est ce gouvernement qui pose maintenant en sauveur.

Si la Montreal Power combat le gouvernement, comme le prétend le ministre, je lui réponds que ce n'est pas la première fois qu'un serpent jette du venin sur son père. La Montreal Light, Heat & Power, c'est un serpent qui est venu au monde dans le berceau de l'iniquité, et la Beauharnois est née dans la vallée de l'humiliation dont parlait M. Mackenzie King, à la suite d'une enquête faite par Ottawa dans les affaires de cette compagnie. Et c'est avec ces deux enfants cancéreux et grevés de toutes les tares que le gouvernement dit, aujourd'hui, vouloir pratiquer le droit et la justice.

Il accuse le gouvernement d'avoir, par ses actes, au cours des 40 années qu'il a été au pouvoir, permis à la Montreal Power d'édifier un trust gigantesque qui a agi au détriment de la population, et de la population de Montréal en particulier. En 1901, la Montreal Light, Heat & Power fut incorporée. Et ici, j'attire l'attention de la Chambre sur le fait que le parti d'en face est au pouvoir depuis 1897, à l'exception des trois années du gouvernement de l'Union nationale, soit depuis 47 ans; sur ces 47 ans, il a été au pouvoir durant 44 ans. Tout ce qui s'est passé depuis 47 ans doit donc être attribué au gouvernement crampon, héritier de tout ce régime politique, qui a peur de se présenter devant le peuple bien que son temps soit révolu et qui, à la dernière minute, veut se sauver en lançant un projet comme celui-ci. La Montreal Light, Heat & Power a toujours vu ses projets de développement encouragés et cautionnés par des promoteurs et des gouvernements libéraux.

En 1901, donc, la Montreal Light, Heat est née sous le gouvernement libéral Parent. Le parrain du bill fut M. François-Xavier Dupuis, alors député de Châteauguay, qui, comme récompense de ses bons services, je suppose, fut ensuite nommé recorder de la ville de Montréal et remplacé par M. Honoré Mercier. Parmi les fondateurs, il y avait L.-F. Forget, H.-B. Rainville qui a été député à l'Assemblée législative, dans le comté de Saint-Louis, pendant plusieurs années et Orateur de l'Assemblée législative de 1901 à 1905. La Montreal Light, Heat & Power a donc vu le jour sous le gouvernement libéral.

En 1912, sous le régime libéral de Sir Lomer Gouin, cette fois, il vint devant cette Chambre un autre bill de la Montreal Light. Le gouvernement a fait disparaître de la charte de la Montreal Power les clauses limitant l'émission des débentures à 75 % de la valeur réelle des biens possédés par la compagnie et autorisant par le fait même la compagnie à émettre des débentures illimitées. La compagnie pouvait donc, à partir de ce moment-là, émettre des débentures pour n'importe quel montant. Il n'y a rien de pire pour encourager la surcapitalisation que d'émettre des débentures sur ce qui n'existe pas.

Or, M. l'Orateur, lorsque l'on fait enquête sur la capitalisation de la compagnie, il ne faut donc pas perdre de vue que c'est grâce à cette loi du gouvernement Gouin qu'elle a pu multiplier les émissions de débentures basées sur rien du tout. C'est aussi à cause de cette loi que la compagnie, forcée de payer des dividendes sur des obligations et des actions émises sur rien du tout, a abaissé les salaires des ouvriers, prolongé les heures de travail et augmenté ses taux comme le prétend le ministre.

Tout cela, ne le perdons pas de vue, c'est à cause de faveurs injustifiables accordées à la compagnie par le gouvernement du temps, père du gouvernement actuel. C'est donc le régime libéral du père de M. Paul Gouin qui a rendu possible la surcapitalisation et ce qu'on appelle aujourd'hui le mouillage des stocks.

Le député libéral qui a présenté la loi accordant ce privilège inique est M. Joseph-Octave Mousseau, de lugubre mémoire, dénoncé plus tard, lors d'une enquête qui est demeurée fameuse et qui disait à la Législature de Québec: "Pour passer un bill, il faut acheter les députés." Sa réputation a été ternie durant cette enquête. Il fut l'un des parrains de la compagnie, sous le gouvernement Gouin. Ce sont ces gens-là, responsables du mal qui a été fait, qui prétendent aujourd'hui réparer le mal dont ils sont eux-mêmes coupables.

Remarquons également que ce bill, dont le parrain était M. Mousseau, fut adopté en mars 1912 et que les élections eurent lieu le 15 mai 1912. Je ne sais pas s'il y avait relation entre les deux, mais toute l'affaire a une drôle de mine.

En 1918, toujours sous les libéraux, sous le gouvernement Gouin, la Montreal Power a obtenu une nouvelle charte qui eut cette fois pour parrain le député de Sherbrooke d'alors (M. C.-É. Therrien), qui n'avait ni la valeur ni la compétence du député de Sherbrooke d'aujourd'hui (M. Bourque). C'est donc le gouvernement libéral qui a rebâti et revivifié la compagnie avec cette nouvelle charte.

C'est en 1926 que la Montreal Light, Heat & Power entra dans la deuxième phase de sa carrière. En 1926, encore sous un régime libéral, cette fois sous celui de M. Taschereau, une loi odieuse, une loi favorisant les trusts et la dictature économique, fut passée. Cette loi a donné à la compagnie le droit d'émettre des parts sans valeur nominale, de subdiviser ces parts et de commettre ainsi les abus dont parle le ministre.

C'est le premier ministre Taschereau, le chef politique et le père spirituel du premier ministre actuel, qui lui est son fils politique préféré, qui a donné à la compagnie le droit de faire les transactions que le ministre des Terres et Forêts dit scandaleuses et qui durent depuis cette époque. Il a fait passer une loi permettant la subdivision des parts, encourageant ainsi la surcapitalisation. Pourtant, il y avait la Commission des services publics, nommée par le gouvernement actuel, qui devait protéger la province de Québec et empêcher ces abus, mais jamais elle ne les a empêchés.

Donc, quand le ministre dénonce ces compagnies, il semble oublier qu'elles ont vu le jour sous les gouvernements Parent, Gouin et Taschereau. Pendant ce temps, le gouvernement libéral faisait payer à la Montreal Light, Heat & Power une taxe de 0.1 % sur une capitalisation que le ministre dit pourtant être soufflée et mouillée. En acceptant cette taxe de 0.1 %, le gouvernement était complice et bénéficiait des abus qu'il prétend avoir été commis par la Montreal Light, Heat & Power.

Pendant des années, le gouvernement a retiré de la succession des personnes qui mouraient en possession d'actions de la Montreal Power des milliers de dollars basés sur la valeur marchande de la compagnie. C'est le gouvernement qui pendant des années avait gorgé cet enfant véreux, qui avait gavé ce cancéreux et qui demande aujourd'hui de le punir. Ces abus ont duré pendant des années. Ces gens devaient les connaître et prendre les moyens de les

faire disparaître avant la dernière minute précédant les élections. Le gouvernement veut détourner l'attention des électeurs. Le premier ministre, sentant à la veille des élections que son gouvernement recevra bientôt du peuple un châtement richement mérité, essaie de faire des élections sur d'autres questions que celles qui sont en jeu actuellement. Le premier ministre voltige dans les sphères démagogiques avec son pigeon législatif.

(Rires)

Tout récemment, la Régie des services publics a fait enquête et le premier ministre a annoncé, le 9 octobre 1943, que la Régie des services publics, présidée par son ami M. Dugas, avait décrété que la Montreal Power avait un capital mouillé ou enflé de \$44,000,000. Dans une entrevue, le premier ministre a dit qu'il a appris cela par accident. C'est pourtant le gouvernement libéral, père du gouvernement actuel, de ses prédécesseurs et de ses auteurs, qui a permis le mouillage des stocks de la compagnie et de biens d'autres. C'est lui qui est responsable. Et le premier ministre a reconnu cette surcapitalisation de \$44,000,000 à cause de laquelle les Montréalais se sont fait soustraire des millions chaque année. Il savait, il ne pouvait l'ignorer, que la capitalisation de la compagnie était mouillée.

Le gouvernement l'apprend, pourtant il est au pouvoir depuis cinq ans; il aurait dû le savoir avant et agir. Il ne peut faire croire à personne que ce n'est qu'à la veille des élections qu'il se rend compte que le public de Montréal est volé. Le premier ministre admet donc que les contribuables de Montréal ont été dépouillés de quelques millions de dollars chaque année. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas présenté son projet plus tôt? Qu'est-ce qu'il a fait depuis cinq ans? Le premier ministre a-t-il jamais protesté? Jamais. Depuis cinq ans, il n'a pas protesté.

Non seulement il n'a rien fait pour empêcher ces abus, mais il en a profité lui-même. Il a imposé une taxe de 2 % sur les factures d'électricité, de sorte que la taxe n'est pas payée par le voleur, mais par le volé. Il en est ainsi de ses amis d'Ottawa qui ont imposé sur les mêmes factures une taxe de 8 %, de sorte que, là encore, cette taxe n'est pas payée par le voleur, mais par le volé. C'est 10 % que le volé paie. La complicité du gouvernement dans cette affaire est scandaleuse et écœurante. Vous avez là un exemple de la complicité des rouges à Québec et des rouges à Ottawa.

Le ministre disait tantôt que les consommateurs de Montréal payaient leur électricité plus cher qu'ailleurs. Il a raison de le dire. Mais, alors, pourquoi ce même gouvernement leur a-t-il

imposé des taxes supplémentaires de 2 % et de 8 % sur la même facture, s'arrogeant la part de l'argent que les compagnies ont injustement soutiré au peuple? En agissant de la sorte, le gouvernement s'est montré sous son vrai jour. Il vaudrait bien mieux retirer le fardeau de la taxe de vente qui s'élève à \$13,000,000. Cela aiderait à créer le climat de stabilité dont on a besoin.

Toujours dans son entrevue du 9 octobre, le premier ministre a déclaré que "l'évaluation faite par la Régie démontre que le rajustement des taux qu'elle fait prévoir n'est pas une mesure suffisante". Alors pourquoi l'enquête de la Régie, qui a coûté des millions de dollars de l'argent du peuple, puisqu'elle ne valait rien? Si le gouvernement voulait vraiment étatiser, pourquoi ne pas présenter son projet avant aujourd'hui?

Parlons maintenant de la Beauharnois. La Beauharnois est aussi un enfant libéral. C'est le deuxième bébé du ministère que le premier ministre et son gouvernement ont choyé. Vous savez ce que c'est que la Beauharnois, M. l'Orateur? Cette compagnie a été organisée en 1927 et 1928 dans le scandale et la vallée de l'humiliation, comme le disait Mackenzie King. Combien ce bébé rouge a-t-il coûté à la province? J'ai été témoin de l'incorporation de la Beauharnois par un bill présenté à la Législature en 1928.

J'étais député de Trois-Rivières comme je l'ai toujours été depuis, car mes électeurs n'ont pas fait comme ceux du premier ministre; ils m'ont renouvelé mon mandat à chaque élection durant 17 ans. En 1928, j'étais ici un jeune député, puisque j'avais été élu en 1927. Je me rappelle la scène qui s'est passée au cours de la session de 1928, à propos du projet de loi de la Beauharnois.

M. Taschereau disait que cela pressait, qu'il fallait créer de la concurrence à la Montreal Power. La loi fut présentée par M. Élisée Thériault, un ami du premier ministre, ancien député de L'Islet, qui, lui au moins, l'est resté tant qu'il n'a pas été nommé conseiller législatif. Je me souviens de la scène au comité des bills privés. Je revois encore la manœuvre du Parti libéral. En 1928, c'était alors le temps de l'étatiser, car elle n'appartenait à personne, au lieu de lui donner des pouvoirs. Au lieu de cela, M. Taschereau et ses ministres prétendaient que la nouvelle compagnie concurrencerait le trust et qu'avec le bill de la Beauharnois ils voulaient faire concurrence à la Montreal Light.

Je me rappelle la bataille entre les avocats: M. Geoffrion pour la Beauharnois, et M. Montgomery pour la Montreal Light, Heat &

Power. M. Geoffrion disait: "Donnez-nous ce pouvoir et nous allons concurrencer la Montreal Light", et M. Montgomery jetait les hauts cris en disant: "Vous allez ruiner la Montreal Light." Ils essayaient de faire croire qu'ils organisaient cette nouvelle compagnie pour concurrencer l'autre. Ce n'était qu'un schème.

L'opposition du temps a combattu le bill et tous les arguments qu'elle a apportés ont été corroborés par l'enquête d'Ottawa qui a eu lieu quelques années plus tard et qui a révélé que l'affaire de la Beauharnois était scandaleuse, véreuse et malhonnête. Et puis, la Montreal Light, Heat est devenue la propriété de la Beauharnois. Ceux qui se combattaient sont devenus de grands amis. Lorsque le bill est venu en Chambre, M. Taschereau a demandé à la Chambre de passer la mesure rapidement, sans attendre quelques jours comme le demandait M. Arthur Sauvé. Il fut passé à la vapeur. Ça pressait. Ça pressait de concurrencer la Montreal Light, Heat.

Il a fait comme le premier ministre actuel qui est très pressé aujourd'hui, mais qui a attendu après trois mois de session pour présenter sa loi. Cette loi, je m'en souviens, a été présentée un vendredi. Le chef de l'opposition du temps, l'honorable M. Arthur Sauvé, a demandé d'ajourner le débat au mardi suivant, afin de lui permettre d'étudier le projet. Mais M. Taschereau n'a pas voulu donner trois jours au député pour étudier le bill. Ça pressait trop. Il a fait comme le gouvernement actuel, qui a refusé tout à l'heure de produire les contrats que le gouvernement demande de ratifier et que nous avons le droit de voir auparavant.

Et quel est celui qui a voté avec le gouvernement pour refuser ce délai légitime à l'opposition? M. Lucien Dugas, alors député libéral de Joliette, qui préside aujourd'hui la Régie des services publics et a la charge de fixer les indemnités. J'accuse ici M. Lucien Dugas de présider la Régie des services publics de façon politique; c'est une créature du gouvernement qui agit d'une manière politique et partisane, qui reste un politicien avant tout, un politicien au service du gouvernement et un incompetent, un homme qui, du jour au lendemain, veut maintenant poser au réformateur. Il y a toujours un bout pour emplir le peuple qui commence à voir clair. C'est la même farce qui se répète aujourd'hui.

Déjà en 1928, M. Dugas votait avec le gouvernement pour priver l'opposition d'un droit légitime. Comme il a voté pour le bill de la Beauharnois, il n'est plus qualifié pour porter un

jugement sur une question aussi importante et à laquelle le gouvernement, dont il est le partisan et l'ami, a introduit de singuliers aspects. Le Parti libéral a été au pouvoir pendant 44 ans. Il a laissé se commettre les pires abus. Le premier ministre actuel est au pouvoir depuis cinq ans. Il n'a rien fait et c'est à la veille des élections, alors que la session dure depuis trois mois, qu'il se décide et qu'il dit, lui aussi, que ça presse.

Le gouvernement actuel a joué le même petit jeu partisan en 1941. Il faisait veiller la Chambre jusqu'au 7 h 20 du matin pour passer la loi de l'expropriation de la Beauharnois. Un bill passé en vitesse à la suite d'une nuit de séance; ça pressait, disait-on. Cette loi est dans les Statuts depuis trois ans et rien n'a été fait. Le gouvernement actuel est le digne successeur de celui qui, en 1928, nous refusait trois jours pour nous permettre d'étudier un bill de la Beauharnois. C'est le gouvernement actuel qui veut exproprier la Beauharnois à cause de ses abus, qui a passé, le 5 juin 1940, un arrêté ministériel qui permet à la Beauharnois de divertir une quantité supplémentaire de 30,000 pieds cubes d'eau à la seconde pour augmenter encore sa production d'électricité et son pouvoir de développement. Et c'est ce gouvernement qui, à la veille des élections, dit qu'il faut exproprier la Beauharnois!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Cette affirmation du chef de l'opposition est inexacte. Je soulève un point d'ordre. Il n'y a pas eu de tel arrêté ministériel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne sait même pas ce qui se passe dans son département, pas plus qu'il ne sait ce que l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power et de la Beauharnois va coûter à la province.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Nous ne savons pas encore si le chef de l'opposition est pour ou contre le projet.

**Des députés ministériels applaudissent.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le ministre me mette à sa place et il verra ce que je ferai.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Jusqu'à présent, ce n'est pas fort.

**Des députés ministériels applaudissent.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'arrêté ministériel dont je parle a été passé le 5 juin 1940 et porte le numéro 2247. Le gouvernement aurait pu facilement refuser à la Beauharnois la permission de divertir ces 30,000 p.c.s. d'eau, mais il ne l'a pas fait; au contraire, il a augmenté les pouvoirs de cette compagnie née dans la vallée de l'humiliation. La Montreal Power, qui se battait contre la Beauharnois en 1928, est devenue par la suite la propriété de la Beauharnois; ceux qui se combattaient avec tellement de violence sont devenus grands amis. Elle s'en est emparée, ce qui prouve la sincérité du gouvernement lorsqu'il a fait incorporer la Beauharnois, en 1928. Toute cette farce s'est faite sous un régime libéral.

De plus, alors que le premier ministre a encore la bouche en cœur, à la veille des élections, pour annoncer qu'il va créer une hydro provinciale en expropriant la Montreal Light, Heat & Power, il accorde des pouvoirs extraordinaires à la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent, dont le président est M. Jules Brillant, conseiller législatif nommé par le premier ministre dont il est l'ami.

Il accorde à cette compagnie des pouvoirs supplémentaires pour une période de 75 ans. Or, lorsque le gouvernement dit que les taux de la Montreal Light, Heat & Power, qui sont en moyenne de 2.52 cents du kilowattheure, sont trop élevés, la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent exploite les populations de la Gaspésie. Pour les comtés du Bas-du-Fleuve, on paie pour l'électricité des taux de 14 et 15 cents du kilowattheure. C'est ce gouvernement qui veut maintenant nous faire croire qu'il désire lutter contre les trusts.

Et c'est encore ce même gouvernement qui, en 1940, au Saguenay, a accordé à l'Aluminium Company d'Arvida un trust gigantesque, mondial et scandaleux: le trust de l'aluminium. Lorsque j'étais premier ministre, le président de cette compagnie est venu me demander des concessions de pouvoirs d'eau. J'ai répondu: Non, jamais, malgré les démarches pressantes de la compagnie. Mais, dès que nos adversaires d'en face sont arrivés, la compagnie a obtenu tout ce qu'elle demandait. Elle a obtenu la permission de développer un des pouvoirs d'eau les plus riches de la province de Québec, à des conditions scandaleuses, et d'y développer 1,000,000 de chevaux-vapeur d'énergie électrique supplémentaires.

Après la guerre, elle n'en aura plus besoin et cette perte sera une ruine pour notre province. Ce sont ces gens-là qui veulent faire maintenant des réformes et qui demandent au peuple d'avoir

confiance, alors qu'ils ont accumulé les scandales et les abus pendant 40 ans. N'est-ce pas là rire du peuple? Ce pouvoir qui a été cédé à l'Aluminium Company par le gouvernement actuel, en 1940, est la source d'énergie électrique la plus riche de la province de Québec, à part le Saint-Laurent. Ce pouvoir lui a été cédé pour une chanson et la compagnie en aura la jouissance pendant une période de 75 ans.

Le premier ministre a dit que cela assurerait le progrès économique du Lac-Saint-Jean. Pourtant, le gouvernement savait que l'aluminium est un trust gigantesque, odieux et scandaleux. Le million de chevaux-vapeur supplémentaire produit à même cette source d'énergie électrique qui appartenait à la province, mais que le gouvernement a cédé à l'Aluminum Co., ne servira à rien après la guerre. Ce n'est pas nous qui le disons, mais M. Frank H. Brown, aviseur financier du département des Munitions et Approvisionnements dont le ministre est M. Howe. Ce million de chevaux-vapeur qui n'aurait pas dû être produit à l'heure actuelle sera pour nous une cause de ruine et de désastre, après la guerre. En cédant à l'Aluminium Company cette ressource naturelle qui appartient à la province, le gouvernement actuel a commis une trahison et une lâcheté.

L'Aluminum Company avait essayé d'obtenir cette source d'énergie électrique sous le gouvernement de l'Union nationale. Le président de la compagnie, M. Powell, est venu me voir, mais le gouvernement lui a refusé ce qu'il demandait. Nous avons dit: "Ce pouvoir d'eau appartient à la province et il restera dans le domaine provincial." Et ce n'est pas parce qu'il se met aujourd'hui la bouche en cœur pour parler de l'étatisation de la Montreal Light, Heat, que la population va le croire sincère.

Si le gouvernement provincial actuel avait eu le sens de ses responsabilités, s'il voulait réellement créer une hydro électrique provinciale et non une hydro électorale, il avait là le moyen le plus facile de nationaliser l'électricité, sans chicane, sans procès et sans discussion, et il aurait pu entreprendre l'électrification rurale de la région du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, une de celles qui sont les moins développées au point de vue de l'électrification.

Nous sommes à la veille des élections. Responsable de toutes les erreurs commises par les régimes libéraux qui l'ont précédé et comme pour camoufler les siennes, le premier ministre a jugé bon de présenter cette mesure, ce bill soi-disant populaire. Il demandera un nouveau mandat à la population, mais il est dans une position qui

ressemble beaucoup à celle d'un médecin négligent qui aurait conduit son patient au seuil de la mort ou qui, après avoir laissé mourir une grande partie des membres de la famille par sa négligence coupable et criminelle, demanderait encore le privilège de soigner les autres. C'est un nouveau médecin qu'il nous faut et non le renouvellement de son mandat. Il est étrange que, à la veille de l'annonce de cette mesure, l'organisateur du Parti libéral, J.-A.-A. Leclair, ait vendu 2,000 parts de la Montreal Power, à \$25 chacune, supposément pour le bénéfice du gouvernement, selon une réponse donnée en Chambre le 27 janvier. Il s'agit là d'une pratique malhonnête et inéquitable, et j'irais plus loin si cela n'allait pas à l'encontre des règles parlementaires<sup>1</sup>.

Tout ceci est une gigantesque farce et le peuple ne s'y laissera pas prendre. Si le gouvernement avait été sérieux, il aurait exproprié la Beauharnois au moment de sa formation, en 1928. Il aurait empêché la formation d'un trust de l'électricité au Lac-Saint-Jean, en 1940. C'était le temps alors. Ce ne l'est pas à la veille des élections, où, sentant le terrain glisser, par une dernière manœuvre de chantage et d'intimidation, il veut tenter de remonter ses parts. C'est une manœuvre politique éhontée, d'un gouvernement qui veut améliorer ses parts en décrétant l'expropriation du trust qu'il a lui-même aidé à édifier.

Je crois qu'il est temps pour les hommes publics de présenter leurs politiques au grand jour, de se prononcer sur cette question sans détour, et je n'ai aucune objection à exposer celle de l'Union nationale.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le détour est un peu long.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, l'Union nationale a été au pouvoir pendant trois ans et, en trois ans, on ne peut pas, évidemment, réparer toutes les erreurs et tous les abus d'un régime libéral qui se sont succédé à la tête de l'administration depuis 47 ans. L'Union nationale a cependant accompli, en trois ans, des réformes courageuses et nombreuses qui sont autrement utiles que le projet d'électrification électorale du gouvernement actuel. L'Union nationale a compris que le premier moyen de procéder à l'électrification rurale, c'est de donner au cultivateur la propriété de sa terre et de sa maison pour qu'il puisse y installer ensuite l'électricité. L'Union nationale a ensuite procédé par des lois, de

façon à empêcher les empiétements des compagnies, et cette loi a été rappelée par le régime actuel.

C'est ainsi que l'Union nationale a passé sa loi pour défendre aux compagnies d'émettre des débentures sur des biens futurs. De la sorte, pas une seule "holding company" n'a pu naître sous le régime de l'Union nationale. On sait ce que c'est qu'un "holding company". C'est une compagnie formée de quatre ou cinq autres compagnies, qui prend leurs actions et qui ensuite émet des obligations pour elle-même, c'est-à-dire sur rien du tout. Nous avons passé une loi pour empêcher le pyramidage des actions, l'émission des débentures sur la lune.

C'est elle qui, en 1938, par un arrêté ministériel, a forcé la Montreal Power à réduire les taux de l'électricité pour une somme de \$400,000 par année de ce que payait la ville de Montréal. C'est l'Union nationale qui a fait baisser de \$250,000 les taux payés par le consommateur. L'Union nationale a protégé le public. Tandis que le gouvernement d'en face permettait le mouillage des capitaux et permettait ainsi l'augmentation des taux, l'Union nationale a fait payer à la Montreal Power, en trois versements, \$1,000,000 de taxes en plus à la métropole. C'est elle qui a obtenu pour toute la province une réduction de taux de l'électricité de \$2,000,000 par année.

En 1938 toujours, l'Union nationale a demandé à la Régie des services publics qu'elle avait créée de faire enquête sur la Montreal Light, Heat & Power et sur toutes les autres compagnies d'électricité, dans le but de faire baisser les tarifs de la compagnie. C'était une commission d'hommes intègres et impartiaux. Cette enquête était présidée par M. Jos Gingras qui était plus compétent, n'était pas politicien comme Lucien Dugas. M. Gingras avait comme assistant M. Léonard Préfontaine, de Sherbrooke, jusque-là surintendant de l'entreprise municipalisée de cette ville, M. Dubé, maire de Rivière-du-Loup, lui aussi très au courant de la municipalisation, et M. McCommon, comme secrétaire.

Il (M. Duplessis) offre ici ses sympathies à la famille de M. Olivier Lefebvre, de la Commission des eaux courantes, qui vient de mourir, puis il continue.

La Régie a commencé son enquête en 1938; en 1939, cette enquête était presque terminée quand le gouvernement actuel nous a remplacés, ou plutôt nous a succédé. En 1940, le régime d'en face a mis de côté la loi de l'Union nationale et il a nommé à la place des commissaires de l'Union nationale ses

créatures politiques. La nouvelle Régie, présidée par M. Dugas, a laissé dormir dans ses tiroirs le dossier d'enquête sur la Montreal Light, Heat & Power pour ne recommencer cette enquête qu'à la veille des élections. Et le gouvernement a lui aussi attendu jusqu'à maintenant pour présenter son projet de loi. Le gouvernement n'avait qu'à se servir de ce travail pour procéder plus vite à l'expropriation. On a tout recommencé l'enquête et on a dépensé des milliers de dollars des fonds publics, au lieu de profiter des dossiers de la commission Gingras qui avait terminé les deux tiers de l'enquête sur le Montreal Light, Heat & Power.

Le gouvernement de l'Union nationale a été le premier gouvernement à passer une loi pour étatiser les pouvoirs d'eau; par la loi 1 George VI, chapitre 24, le gouvernement a créé le Syndicat national de l'électricité qui a fait baisser les taux d'électricité de plus de \$1,000,000 dans la province et qui a créé dans le Témiscamingue une hydro provinciale qui rend de très grands services aux régions de l'Abitibi et du Témiscamingue. Nous avons, nous de l'Union nationale, électrifié les campagnes. Plus de 1,000 milles de lignes électriques ont été posées dans les districts ruraux. Voilà toutes les œuvres que l'Union nationale a à son crédit.

Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis cinq ans, il n'a rien fait au point de vue électrification rurale et il veut, par un projet de loi mirobolant, faire croire à la population à la toute dernière minute, à la veille des élections, qu'il est résolu de faire quelque chose dans ce domaine. Le gouvernement veut nous donner l'impression qu'il est converti. C'est le diable qui se fait ermite. L'objectif principal du gouvernement est de refaire son image pour les élections qui s'en viennent.

Le temps est arrivé où les hommes dans la province de Québec doivent se prononcer carrément et sans détour sur les grands problèmes de l'heure. Ce dont le Québec a le plus besoin, c'est d'une vie économique stable. Cette stabilité lui est essentielle non seulement aujourd'hui, mais également pour lui permettre de faire face aux problèmes de l'après-guerre, et ils seront nombreux et difficiles à régler.

Je dis que la province de Québec est en faveur de l'initiative individuelle, pourvu que cette initiative privée reste dans les bornes de la justice et des convenances. L'initiative privée, honnête, maintenue dans les bornes de la justice, c'est le meilleur moyen de faire progresser le talent et le travail honnête, ce qui importe plus que les compagnies. C'est le meilleur moyen de progrès, le meilleur gage de succès. Elle porte la récompense du

travail honnête et du bonheur humain. Ce progrès, je le vois dans un ordre qui laissera le champ libre aux initiatives individuelles contrôlées lorsqu'elles s'égarent. Le gouvernement veut nous donner l'impression qu'il est converti. C'est le diable qui se fait ermite. C'est le moment pour les hommes publics de se prononcer sur cette question sans détour.

Il existe trois sortes de capitalisme. Il y a le capitalisme d'État, le capitalisme de trust, le capitalisme de fusion qu'on ne devrait pas encourager, mais plutôt réglementer sévèrement et traiter avec justice. Mais le meilleur capital qui soit est celui que l'on acquiert personnellement et individuellement, fait de façon honnête. La province de Québec ne veut pas du capitalisme d'État. Le capitalisme d'État, c'est une forme de bolchevisme. C'est du bolchevisme retourné et on n'en veut pas dans Québec. Certes, les cartels et les trusts ne devraient pas être encouragés, mais sévèrement réglementés; ils doivent être réduits à l'impuissance lorsqu'ils empiètent sur les droits de la collectivité. Les abus de ceux qui veulent exploiter le peuple doivent être supprimés, mais les victimes de ces abus, les petits épargnants, doivent être traités avec justice.

Le projet de loi constitue un nouvel accroc à l'autonomie de Montréal parce que le gouvernement s'empare d'une compagnie qui appartient à la métropole. Il est donc injuste pour Montréal. Les compagnies qui ont commis des abus doivent être réduites à résipiscence, mais je dis que, si la Montreal Light, Heat & Power doit être expropriée, si elle doit appartenir à un corps public quelconque, c'est aux citoyens de Montréal qu'on doit la remettre, et non au gouvernement. C'est la cité de Montréal qui doit le faire. Ses biens devraient appartenir à la population de Montréal qui a été la victime de cette compagnie s'il est vrai, comme le prétend le gouvernement, que cette compagnie a un capital mouillé de \$44,000,000, accumulé avec la complicité et la connivence du gouvernement actuel.

Pourquoi les gens de Montréal qui ont payé devraient-ils être privés de leurs droits? Il y a assez longtemps que le gouvernement pille et exploite la population de la ville de Montréal, il serait grand temps qu'on lui rende justice. En réalité, le bill va faire perdre à Montréal des revenus dont elle a besoin, bien que la ville retirera certaines taxes. Je n'ai aucune hésitation à dire que la loi actuelle est une loi injuste pour la ville de Montréal. C'est à la ville de Montréal que l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power, si elle doit être faite, devrait bénéficier et non pas à la province.

Je dis que la Commission des services publics nommée par le gouvernement actuel n'a pas la compétence et l'impartialité nécessaires pour déterminer la compensation à offrir. Cet organisme ne peut être à la fois accusateur et juge. L'administration a nommé une commission dont chaque commissaire sera un commissaire d'un gouvernement hydroélectoral. Ce n'est pas une commission hydroélectrique que le gouvernement veut nommer, mais une commission hydroélectorale. Le premier devoir du gouvernement était de nommer une commission indépendante et impartiale qui aurait vu à ce que les taux d'électricité soient baissés et que la population de Montréal soit traitée équitablement. La Régie des services publics n'est pas en mesure de régler ce genre de choses. Cela va à l'encontre des principes fondamentaux de la justice.

La province de Québec a besoin de stabilité; cette stabilité ne peut pas être établie sur le chantage et les manœuvres pré-électorales du gouvernement actuel. Je dis que l'attitude du gouvernement dans toute cette affaire porte une malheureuse atteinte au crédit et au bon renom de la province de Québec. Québec a actuellement la réputation d'être une province stable, respectueuse de la justice et du "flair-play", mais le gouvernement tente, par ses manœuvres pré-électorales, de saboter cette bonne réputation. L'aventure actuelle dans laquelle il veut lancer la province est une source de ruine pour la bonne réputation de la province de Québec. Ce n'est pas une commission hydroélectrique que le gouvernement veut nommer, mais une commission hydroélectorale.

La nationalisation, il ne faut pas l'oublier, donne certains résultats. La source de revenus devient une source de dépenses, c'est-à-dire que les entreprises privées paient des taxes, alors que les entreprises de l'État n'en paient pas. De deux choses l'une, ou le gouvernement a l'intention de baisser les taux, ou il ne l'a pas. Et il n'est pas prouvé que le meilleur moyen de baisser les taux soit celui de l'étatisation.

L'étatisation peut être nécessaire dans certains cas. Mais, si elle est parfois nécessaire, il est des cas où elle est loin d'être recommandable. Nous n'avons qu'à juger de l'affaire de l'étatisation des chemins de fer nationaux et de l'étatisation du commerce des liqueurs pour trouver deux cas où l'étatisation était sûrement une mauvaise chose. Je ne me prononce pas sur une politique relevant d'Ottawa, qui ne mérite pas de compliment, d'après les résultats obtenus, et la population qui en subit les conséquences la jugera ultimement.

Mais l'étatisation du commerce des liqueurs, par exemple, est détestable dans la province de Québec et on a aujourd'hui une régie des liqueurs qui fait payer 50 fois plus cher qu'avant au public une boisson où on a ajouté 50 % d'eau. Il est étrange que la Commission des liqueurs ait été créée afin d'améliorer la qualité de la boisson et de réduire les prix, alors que la qualité est maintenant inférieure et les prix plus élevés. On ne peut pas recommander ce genre de nationalisation. Lorsque la nationalisation est la seule solution, elle devrait être appliquée suivant des principes d'hommes d'État et non suivant les intérêts des politiciens.

On ne peut avoir confiance en un gouvernement qui agit ainsi pour faire réduire les taux d'électricité. Ce sont ces gens-là qui frelatent les produits, qui nous ont donné l'exemple de ces manières de faire commerce, qui prétendent maintenant faire le commerce de l'électricité. Ce sont ces mêmes gens qui, sur un produit frelaté, chargent encore une taxe de chômage, alors qu'il n'y a plus de chômage. La population ne peut avoir confiance dans de tels administrateurs (pointant du doigt les banquettes ministérielles). Ces gens-là administrateurs? Non, je n'ai pas confiance aux libéraux pour faire baisser le taux de l'électricité, eux qui font payer le prix de l'alcool pour de l'eau.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est triste.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est 6 heures. Je propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que le débat soit maintenant ajourné et que cette Chambre suspende ses travaux.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 28 mars 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!



**Projets de loi:****Hydro-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné aujourd'hui, sur la motion du représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) proposant que le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La mesure du gouvernement en est une de camouflage politique, par laquelle le gouvernement espère réussir les mêmes trucs qui l'ont maintenu au pouvoir pendant des années. Cependant, depuis les manœuvres électorales de 1939, il s'est produit un immense changement dans l'opinion publique et la population n'est pas prête à écouter encore les promesses du gouvernement, toutes ces promesses accumulées pendant 25 ans et que le gouvernement viole sans vergogne depuis cinq ans. Le gouvernement libéral a toujours accepté les rapports de la Montreal Light, Heat & Power sans protester, se faisant ainsi le complice de la compagnie.

La loi présentée par le gouvernement est tellement farcie de trucs politiques et de choses bizarres qu'il est facile de les dénoncer. Le gouvernement ne sait pas où il va. Si le gouvernement ne sait pas ce que vaut la Montreal Power, pourquoi se lancer dans une entreprise d'étatisation? On demande la ratification de contrats et on ne produit pas de contrats. Le bill prévoit une dépense de \$10,000,000 à même le revenu consolidé et il n'y a rien à ce sujet dans le budget. Pourtant, en 1940, le gouvernement a fait passer une loi suivant laquelle toutes les dépenses doivent être inscrites dans le budget.

Le ministre admet que les dépenses s'élèveront peut-être à plus de \$150,000,000 et le budget n'en fait pas mention. Il n'y a pas un cent de prévu dans le budget pour de telles dépenses. Quoi qu'en dise le gouvernement, la ville de Montréal perdra des revenus. Elle perdra, en conséquence directe de la loi proposée, les impôts prélevés de la Montreal Light, Heat & Power.

Il y a autre chose d'étrange. En vertu de la loi sur l'expropriation de 1940, le gouvernement devait faire une offre sur les propriétés qui l'intéressaient. Dans ce cas-ci, il n'en a pas fait. On peut s'attendre à tout avec un tel régime. Il veut avoir la possibilité de payer davantage qu'il ne le devrait, pour que l'on accepte, en retour, de se plier à certaines conditions avant les élections.

Le but du gouvernement est bien simple: on veut créer l'impression dans le public qu'on est décidé de se lancer dans l'électrification de nos campagnes. L'électrification rurale est essentielle et nécessaire, et Québec a été la plus négligée de toutes les provinces canadiennes au point de vue de l'électrification rurale. Par contre, le bill ne contient aucune clause pour aider l'électrification parce qu'il n'y a pas d'argent dans le budget pour la défrayer.

Quant à l'électrification rurale, l'Union nationale a présenté un amendement en Chambre, la semaine dernière, faisant valoir que le seul moyen d'y arriver, c'est en établissant des coopératives de cultivateurs. La politique d'électrification rurale doit être coopérative et elle doit se faire indépendamment du gouvernement.

L'Union nationale a compris son devoir d'une autre façon que le gouvernement actuel. Nous, nous avons électrifié 1,000 milles, après avoir donné un crédit agricole aux cultivateurs pour leur permettre d'être chez eux tout d'abord. Puis, nous avons passé des lois pour empêcher les empiètements des compagnies, défendant à celles-ci d'émettre des débiteures sur des biens futurs. C'est là la politique de l'Union nationale. Cela vaudra bien mieux que la loi de camouflage électoral du gouvernement.

Avant d'électrifier les campagnes, il faut donner au cultivateur une terre et une maison pour mettre l'électricité dedans. L'Union nationale encouragera ces coopératives de cultivateurs et leur donnera les moyens nécessaires pour qu'ils puissent jouir des bienfaits de l'électricité à des tarifs que les cultivateurs pourront facilement payer.

Il est étrange que le gouvernement actuel et son prédécesseur n'aient rien fait pour l'électrification rurale. Il est également étrange que le gouvernement, tout en souhaitant pourvoir aux besoins des cultivateurs, soit éventuellement disposé à déboursier la somme de \$150,000,000 contre \$11,000,000 seulement pour les cultivateurs.

Le gouvernement veut s'amuser à faire de la politique, il détourne l'opinion publique et c'est ainsi qu'il cherche la voie du salut. Le gouvernement veut prêter \$10,000,000 aux cultivateurs, et jusqu'à \$300 à chaque cultivateur, à un taux d'intérêt que fixera la Commission hydroélectrique que l'on vient de créer. D'où proviendront ces \$10,000,000? Et quel sera le taux d'intérêt chargé aux cultivateurs?

Si réellement le gouvernement veut aider les cultivateurs, il devra leur prêter de l'argent à un bas tarif d'intérêt, soit au plus 2.5 %, comme ce fut le cas lorsque l'Union nationale prêtait aux cultivateurs en vertu de sa loi du prêt agricole. Il est bon de se

souvenir qu'en vertu de la loi du prêt agricole le gouvernement de l'Union nationale prêtait aux cultivateurs à bon compte, mais que, dès que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, il a augmenté le taux d'intérêt à 3 % et porté le fonds d'amortissement de 1.5 % à plus de 2 %, de sorte que le tarif total d'intérêt que les cultivateurs furent appelés à payer s'établit maintenant à 5.727 %, ce qui est plus élevé que le tarif du prêt agricole fédéral qui ne convient pas du tout à la province de Québec.

De plus, par un arrêté ministériel daté du 5 avril 1941, le gouvernement a également augmenté le taux d'intérêt du bureau de crédit agricole à 4.13 %, faisant ainsi de l'argent sur le dos des misérables cultivateurs. Il a même fait pis que cela, le 4 mars 1942, en faisant passer les taux d'intérêt du bureau du crédit agricole de 4.13 % à 4.25 %, par arrêté en conseil, exploitant ainsi les cultivateurs et faisant de l'argent sur leur dos s'ils étaient malgré tout disposés à payer ces taux. En présence de tous ces faits, il y a lieu de se demander quel taux d'intérêt le cultivateur devra payer pour les \$300 que le gouvernement dit vouloir lui prêter. Ce prêt de \$300 rappelle la politique du gouvernement Taschereau qui octroyait \$300 pour l'établissement d'un fils de cultivateur sur la terre. On se souvient qu'un député a alors mis dans sa poche l'argent qui devrait aller au cultivateur.

Donc, si l'on considère le dossier du gouvernement actuel, il est impossible d'avoir confiance lorsque le gouvernement dit qu'il fera des avances aux fermiers pour permettre l'électrification rurale. Le meilleur moyen de réussir l'électrification rurale, c'est par une politique de coopératives. Cette politique de coopératives de cultivateurs est saine, tandis que tout ce que le gouvernement offre aux cultivateurs actuellement à propos d'électrification rurale est un schème.

Dans le passé, le gouvernement n'a donné aucune garantie aux cultivateurs qu'ils recevraient une avance pour l'électrification rurale. On a fait certaines comparaisons à propos d'électrification rurale avec la province d'Ontario à cet égard; puisqu'on fait des comparaisons, il est bon de se souvenir que la province d'Ontario a dépensé \$24,000,000 pour aider à l'électrification rurale, réduisant ainsi le coût de l'installation électrique pour les cultivateurs. Il y a loin de cette attitude à celle du gouvernement actuel qui, depuis 44 ans, n'a pas dépensé un seul sou pour aider les cultivateurs à électrifier leurs fermes.

On peut également sévèrement reprocher au premier ministre de préjuger la décision du tribunal qu'il a lui-même nommé. Le premier ministre a dit en

effet que la réduction des taux ne serait pas suffisante. Alors, pourquoi une telle agitation au sujet de cette enquête?

Le bill que le gouvernement soumet à la Chambre, au sujet de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power, est un bill inique parce qu'il viole l'article 1420<sup>2</sup> du Code civil et l'article 1717. La Montreal Light doit être traitée selon les lois du pays. On ne peut condamner quelqu'un sans l'entendre. C'est un précédent dangereux que de prendre possession arbitrairement, mais le gouvernement actuel viole même les lois qu'il a passées depuis qu'il est au pouvoir, en rapport avec l'expropriation. C'est lui qui a décrété que, lorsqu'il s'agit d'expropriation, le trésorier de la province doit déposer devant le tribunal une somme équivalant au double de la valeur de la propriété, et ce n'est que juste.

La loi 4 George VI, chapitre 71, que le gouvernement a adoptée en 1940, relativement aux expropriations, et qui est à l'origine de la présente mesure, permet à la couronne d'exproprier sur une base équitable et, puisque la possession vaut titre, cela signifie que la couronne a besoin de l'autorisation des cours pour exproprier et que le gouvernement est tenu de déposer un certificat attestant qu'il a le double du montant offert pour cette propriété expropriée. Le gouvernement a lui-même convenu que cette loi a été rédigée suivant des principes d'équité bien établis. Mais il ne procède pas de cette façon lorsqu'il s'agit d'exproprier la Montreal Light, Heat & Power. Il s'en empare, tout simplement.

Le trésorier estime qu'il y aura un surplus d'environ un quart de million de dollars pour la prochaine année financière, mais d'où viendront ces \$100,000,000 nécessaires à l'expropriation? Comment peut-on faire confiance à un tel gouvernement? S'il ne peut pas produire de certificat représentant le double du montant offert, c'est qu'il n'a pas d'argent et qu'il n'est pas en mesure d'en obtenir.

Le premier devoir d'un gouvernement, c'est de donner l'exemple de l'observance des lois. Que va-t-il se produire s'il n'observe même pas ses propres lois? Aujourd'hui, avec ce bill, on ne s'occupe pas de la loi et on dit que le gouvernement exproprie le 15 avril. Il n'a pas de certificat. Rien. Je considère que ces tactiques conviennent à un peuple non civilisé, à des dictateurs, des tyrans, mais elles ne conviennent pas à un gouvernement démocratique et honnête. Nous ne pouvons excuser ces tactiques et nous ne les excuserons pas. Cette loi est le reflet d'un gouvernement décadent et moribond. Cette loi est injuste.

Si un meurtrier, en vertu de nos lois, ne peut plaider coupable et doit subir un procès devant jury, il est inique de prendre possession arbitrairement d'une propriété quelconque. Un criminel a droit de se défendre et la compagnie se voit refuser ce droit. Même dans les cours criminelles, celui qui a commis un crime a un jury assermenté pour lui rendre justice et il a le droit de plaider sa cause. L'ensemble de notre système juridique est fondé sur ce principe. En quoi cette question-ci diffère-t-elle?

Que certains directeurs de la Montreal Power aient commis des abus, je n'en doute pas, mais on ne peut corriger ces abus en en commettant d'autres, parce qu'en multipliant les abus on n'améliorera pas les choses, elles ne feront qu'empirer. Il y a une énorme différence entre ceux qui sont responsables de tels abus et les petites gens qui furent tentées d'acheter des parts, conformément aux lois adoptées par les gouvernements au pouvoir depuis 44 ans. Les tierces parties ne devraient pas être pénalisées. Si on se réfère au Code civil, il est clair que, d'après l'article 1713, lorsqu'un agent outrepassé les limites de son mandat, son supérieur demeure responsable de ses agissements.

Cela ne veut pas dire qu'il faut excuser ces abus et se ranger du côté de ceux qui les ont commis, mais il faut traiter tout à fait différemment les tierces parties qui sont les victimes, et elles ne doivent pas être punies pour des fautes qu'elles auraient commises, mais qui n'allaient pas à l'encontre des lois de la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La compagnie a trouvé des gens pour la défendre. Le chef de l'opposition a fait un plaidoyer en sa faveur aujourd'hui même et nous trouvons dans son discours tous les arguments que l'on a entendus à la radio et lus dans les journaux en faveur du monopole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Québec a toujours joui d'une réputation de justice, d'équité, de stabilité et de fair-play. Le gouvernement détruit tout le prestige de la province par cette loi qui constitue une mainmise sur deux compagnies. Les tactiques, les méthodes et l'attitude adoptées par le premier ministre et son gouvernement, relativement à cette soi-disant expropriation, leur sont peut-être naturelles, mais elles viennent ternir la réputation qu'a le Québec d'être une province honnête, stable et respectueuse du fair-play. C'est cette compagnie qui a fait vivre le Parti libéral et les chefs du Parti libéral.

Le gouvernement, avec cette méthode arbitraire, jette le discrédit sur la province en

établissant un précédent dangereux par lequel il prend possession d'une compagnie qui ne m'est pas sympathique et qui est justement impopulaire, en mettant de côté le Code civil et ses propres lois. Je n'ai pas de sympathie pour la Montreal Power Company, je crois même qu'elle était cancéreuse, mais chacun a droit à un procès équitable et la compagnie devrait être traitée suivant les lois de la province.

Mais le gouvernement condamne sans preuve, contrairement aux lois du pays. C'est un précédent dangereux que de prendre possession arbitrairement, mais cela s'explique de la part du gouvernement qui ne sait pas comment cela va coûter. Le gouvernement ne fait pas d'offres, c'est peut-être pour des fins électorales. Le gouvernement veut faire croire au peuple que cette expropriation ne coûtera rien. Le gouvernement n'a pas d'argent et ne peut en avoir. Bref, c'est un bluff électoral, car le gouvernement ne sait ce que vaut la compagnie.

Le ministre a dit que cela coûterait \$147,000,000, mais il n'a pas d'information à donner à la Chambre pour appuyer ces affirmations et il n'a pas même la courtoisie de présenter une copie des contrats que le gouvernement a l'intention de prendre à sa charge et qui pourraient coûter des millions de dollars. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait d'offres à la compagnie? Pourquoi n'a-t-il pas déposé de plans et n'a-t-il pas mentionné de montant?

C'est qu'il voulait cacher la vérité, que sa loi était du camouflage politique et électoral par lequel il espère réussir les mêmes trucs qui l'ont maintenu au pouvoir pendant des années. Encore une fois, le gouvernement libéral n'a pas le droit de mettre la hache dans la réputation d'honnêteté, d'intégrité et de respect des contrats du Québec. Il n'a pas le droit de s'emparer de la propriété de gens agissant de bonne foi. On n'a pas le droit de politiquer sur les principes de la justice et de la province. On n'a pas le droit de faire croire au peuple qu'un électrique vaut mieux que du pain.

Nous sommes contre tous les abus. Ce qu'il faut faire, c'est faire baisser les taux, tout simplement, et non pas se lancer dans une pareille entreprise.

Bref, le projet de loi est contraire à la stabilité de la province, il comporte un principe subversif, viole les éléments de la justice et compromet la solution des problèmes de l'après-guerre. C'est important, l'électricité, c'est très important, mais il y a d'autres problèmes qui le sont tout autant, sinon davantage, comme donner du travail et du pain à la population, ou comme la question des logements

salubres. Le gouvernement pourrait en effet employer les \$150,000,000, coût approximatif de l'expropriation, pour construire des logements salubres.

Il est évident qu'avec sa loi actuelle le gouvernement essaie de gagner en publicité, à la veille des élections, ce qu'il a perdu par son manque de clairvoyance et sa mauvaise administration depuis qu'il est au pouvoir. Le gouvernement, au lieu de se lancer dans une aventure dont il ne connaît pas les premiers mots, comme l'a admis le ministre des Terres et Forêts, aurait dû songer qu'il existe bien d'autres problèmes qui exigent, comme le logement, une solution immédiate; par exemple, le problème de la délinquance juvénile, la protection de la santé publique, le problème de l'hospitalisation, le problème de la tuberculose, le problème de la sécurité sociale, les problèmes des cultivateurs, les problèmes d'équité au travail, les problèmes de soins aux malades et aux personnes âgées, tous plus urgents que le projet de loi actuel qui n'est qu'un bluff électoral.

Il serait préférable d'abolir la taxe de vente plutôt que d'adopter ce bill. Il vaut mieux manger son pain à la lumière de la lampe à l'huile que de mourir de faim sous l'éclairage éclatant d'une ampoule électrique. Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement a imposé pour au-delà de \$32,000,000 additionnels de taxes nouvelles à la province, et cependant, il n'a pas mis un seul sou de côté pour se préparer à régler les problèmes de l'après-guerre. Au lieu de cela, il nous arrive, à la veille des élections, avec cette loi de camouflage.

Le gouvernement est prêt à payer \$150,000,000 pour exproprier la compagnie, mais, pour les cultivateurs, seulement \$10,000,000 pour l'électrification rurale. Les cultivateurs, avec le prêt agricole, paient actuellement trois fois plus qu'au temps de l'Union nationale. Le trésorier provincial s'est vanté de donner à la province un budget honnête. Or, des \$160,000,000 que coûte l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power et des \$10,000,000 que le gouvernement dit vouloir affecter à l'électrification rurale, pas un seul sou n'a été prévu au budget.

Il s'agit là d'une législation *ante mortem*. Le gouvernement n'a pas du peuple le mandat pour appliquer cette loi, car il a prouvé à la province depuis cinq ans qu'il n'a pas la compétence nécessaire pour mener à bien l'entreprise dont il se fait le promoteur à la veille des élections et qui est de cette envergure. Il n'a pas d'ailleurs le mandat pour le faire. Que le gouvernement fasse des élections et

qu'il obtienne d'abord un renouvellement de mandat du peuple, si réellement il veut qu'on croie à sa sincérité.

Cette loi est la pire jamais présentée à l'Assemblée législative. Les tactiques du premier ministre et du gouvernement sont des plus méprisables et elles portent atteinte à la réputation et à la stabilité de la province, plus que le premier ministre ne pourra jamais le croire. Nous ne faisons pas confiance au gouvernement. Nous ne pouvons pas donner un chèque en blanc au gouvernement, comme il nous le demande, et lui permettre de présenter une politique qui n'a pas de sens, à la veille des élections.

Le gouvernement n'en a pas le mandat. Il dira peut-être que les coûts de l'électricité ont été réduits. Oui, pour Noël, à la manière d'un père Noël qui offre des présents. Nous savons ce que cela veut dire. Ce n'est rien qu'un autre complot pour camoufler les problèmes et tâcher de faire oublier à la population que les affaires publiques sont mal gérées.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, je désire tout d'abord rendre hommage à la mémoire de feu M. Olivier-Odilon Lefebvre, vice-président de la Commission des eaux courantes, décédé récemment, et qui a tant contribué au développement de nos ressources hydrauliques.

M. l'Orateur, la loi qui est actuellement à l'étude a été présentée cet après-midi de façon si magistrale et si simple à la fois que je serai bref. La loi est si ardemment désirée que je n'ai pas besoin d'ajouter un long plaidoyer aux remarques claires du ministre des Terres et Forêts, et je ne ferai que répondre au plaidoyer si long et si laborieux de mon honorable ami de Trois-Rivières.

Cette loi, elle a été prêchée depuis un grand nombre d'années par tant de chefs, entre autres par celui qui me fait face, que tout le monde est converti. Tous les partis politiques ont d'ailleurs inscrit la mesure dans leur programme, même l'Union nationale qui arborait fièrement l'étatisation dans son programme de 1936. Le chef de l'Union nationale lui-même prônait l'étatisation de l'électricité et, en particulier, la nécessité d'étatiser la compagnie Montreal Power.

Il a changé d'idée et voilà que, même sur un lit de mort, le chef de l'opposition a des remords pour la Montreal Power. Il a aujourd'hui bien mauvaise grâce de vouloir lutter contre le projet actuellement devant la Chambre. Même s'il dit aujourd'hui le contraire, il est trop tard; le peuple comprend la question.

Et il saura distinguer ceux qui lui disent la vérité de ceux qui, en temps électoral, font des promesses auxquelles ils tournent le dos par la suite. Cette mesure présentée devant la Chambre a été demandée par le peuple pendant de nombreuses années. La population est convertie à l'idée d'exproprier la Montreal Light, Heat and Power Consolidated et, si l'opposition avait l'intention de retarder la transaction, maintenant il est trop tard: la fosse du monopole est creusée. Il est aussi trop tard pour le chef de l'opposition, il a creusé lui-même sa fosse dans l'opinion publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Faites donc des élections!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Elles viendront en temps normal, trop vite pour le chef de l'opposition, et ceux qui ont tourné le dos à leurs promesses seront sévèrement jugés par l'électorat. La population devra choisir entre ceux qui agissent et ceux qui font des promesses. Le chef de l'opposition a-t-il oublié le pacte qu'il a signé, au début de 1936, au point de vue de l'électricité?

Voici un paragraphe du programme électoral de l'Union nationale où le chef de l'Union nationale s'engageait à donner à la Commission des eaux courantes le pouvoir d'acheter, de produire et de distribuer de l'énergie électrique: Article 2. "Concurrence d'État immédiate au trust de l'électricité en donnant à la Commission des eaux courantes le droit de vendre et distribuer de l'électricité." Les conséquences de cet article, dans son application, sont les mêmes que celles du bill présentement devant la Chambre. C'est une copie photographiée de cet engagement. Il l'a bien signé, ce pacte où il est question d'étatisation sur des points stratégiques. Mais l'élection n'était pas encore faite et ceux qui avaient signé ce pacte avec lui savaient déjà qu'ils avaient été trahis avec la population entière. Une fois au pouvoir, il ne s'en est plus occupé; certains amis du chef de l'opposition en savent d'ailleurs quelque chose.

Il s'agit ici d'une affaire de conscience. Les membres de cette Assemblée ont le devoir d'étudier cette loi et d'exprimer leur opinion librement, selon leur propre conscience et l'intérêt de la province. Ils doivent se prononcer sans se laisser guider par l'esprit de parti. C'est la vie économique de la province qui en dépend. Cette mesure n'est pas politique parce que c'est l'économie même de la province qui est en jeu. Le peuple avait droit à cette correction dans sa vie économique et le bill 17

constitue cette correction nécessaire. Il est juste que le peuple ait à sa tête un gouvernement qui soit en mesure de défendre ses droits.

Le peuple a droit d'avoir justice. Il y a des compagnies d'utilité publique qui ont bien compris leur devoir, elles respectent les lois, mais d'autres n'ont pas suivi le même exemple et ont abusé dans leurs entreprises privées. Les compagnies que le chef de l'opposition avait promis de concurrencer et auxquelles il ne veut plus toucher se sont emparées de nos ressources naturelles, de nos pouvoirs d'eau bribes par bribes, faisant croire à la population que tout devait être exploité par l'entreprise privée. Où est le principe de l'entreprise privée, de la libre entreprise, dans cette compagnie passée entre les mains de 20 bandits, qui ont exploité nos ressources à leur profit, à leur bénéfice personnel et qui, aujourd'hui, versent des larmes de crocodile sur le sort des actionnaires qu'ils ont eux-mêmes étranglés? Et c'est sur ces mêmes bandits que le chef de l'opposition a versé à son tour aujourd'hui des larmes de crocodile.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement a la responsabilité de faire cesser un état de choses par lequel la province de Québec est dans une situation d'infériorité. L'avenir du Québec est en jeu. Il faut que la province de Québec soit en mesure de concurrencer avantageusement les autres provinces, en particulier l'Ontario, et les autres pays. À l'heure actuelle, Québec est un État extrêmement riche en matière d'électricité, il possède les plus riches ressources naturelles et est fier de compter la métropole du pays; il se trouve cependant sur un pied d'infériorité épouvantable par rapport à la province voisine, l'Ontario.

Le gouvernement ne veut plus que des industries aillent s'établir en Ontario comme par le passé pour transformer des matériaux et des matières premières venant du Québec et à l'aide d'énergie électrique importée du Québec. Nous ne voulons plus que l'électricité de la province de Québec soit vendue dans la province d'Ontario à un taux plus bas que celui qui est chargé dans notre province. C'est une situation qui ne peut pas être tolérée plus longtemps et qui ne le sera pas, surtout quand elle est provoquée par une dictature économique crapuleuse et vicieuse. Il est sûr, déclare-t-il, que le peuple endosse fermement sa politique.

Est-ce qu'un homme de cœur peut endurer cette situation? Tout homme de cœur et de courage doit admettre les faits. Il faut y remédier tout de suite. Le gouvernement veut faire cesser cela, car, après la guerre, les industries iront toujours

transformer dans les usines d'Ontario les matériaux venant de la province de Québec. Le gouvernement veut remettre au peuple ce qui lui appartient.

Que le chef de l'opposition se console, la Chambre va voter cette loi. Tous les milieux y souscriront: les fermiers, les marchands, les manufacturiers et l'ensemble des consommateurs. Le peuple va l'accueillir avec joie parce qu'elle va enfin le débarrasser de la dictature économique.

(Applaudissements à droite)

Si nous étatisons la Montreal Power, c'est de plus parce que l'entreprise privée doit payer des taxes au gouvernement fédéral. Ce sont les consommateurs qui paient ces taxes, en définitive. La compagnie paie à Ottawa \$6,000,000 par année. Et nous allons d'autant enlever ce fardeau aux consommateurs; il est injuste que les consommateurs paient les taxes fédérales que la compagnie est obligée de verser chaque année. Pour faire cesser cela, il faut étatiser pour mettre ensuite fin à l'emprise du petit groupe qui a accumulé l'eau dans le stock de la Montreal Light, Heat & Power, au bénéfice des directeurs de la compagnie. Si cette situation perdure, elle mettra l'économie de la province en danger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas que la Montreal Power qui paie des taxes. Et les autres compagnies?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition en entendra parler plus tôt qu'il ne pense des autres compagnies.

Le chef de l'opposition nous a dit: "Ce sont les libéraux qui ont permis cela en 40 ans." C'est le peuple qui a maintenu les libéraux au pouvoir pendant 40 ans et il en a eu assez de l'Union nationale au bout de trois ans.

Il y a ensuite le capital mouillé sur lequel le peuple paie des dividendes. On essaie de faire croire que l'étatisation serait un désastre ici. De son côté, l'hydro d'Ontario s'est emparée des ressources naturelles de sa province, elle vend son électricité moins cher, tout en amortissant son capital investi, en réalisant des profits et pour se créer des réserves. Quand l'hydro ontarienne aura fini de payer le capital investi dans son entreprise, elle sera en mesure de vendre l'électricité à la moitié du prix en vigueur dans notre province.

Qu'espère donc la province dans ce domaine compétitif? Je sais que l'étatisation est aujourd'hui une entreprise difficile, mais, si nous n'agissions tout de suite, notre position serait impossible dans 10 ou 15 ans. Les dépenses seraient alors trop

considérables. Nous serions alors incapables de libérer la province de la dictature économique, et pourtant le chef de l'opposition veut retarder la mesure et ses amis nous demandent d'attendre encore 10 ans. Ce n'est pourtant pas ce que le chef de l'opposition disait en 1936. L'acte posé par le gouvernement est nécessaire, parce que la province serait vouée à l'infériorité si la Législature n'agissait pas tout de suite.

Je dois dire que jamais je n'ai vu un aussi bon avocat plaider aussi pauvrement une cause. C'est la meilleure preuve que la cause n'est pas défendable. Elle est absolument indéfendable parce qu'elle est contraire à ce que le chef de l'opposition a prêché toute sa vie et contraire aux intérêts de toute la population.

Si nous nationalisons ce monopole, ce n'est pas dans un mouvement d'électoralisme. Je vous l'avoue, M. l'Orateur, ce n'est que cet après-midi que j'ai pensé aux élections, quand j'ai vu le chef de l'opposition ramer si fort et avancer si peu. Le gouvernement n'a eu en vue, durant la préparation de son projet de loi, que le bien du peuple et l'avenir de notre province, et non les fins électorales que lui prête le chef de l'opposition. Le gouvernement veut faire cesser cette exploitation de la masse par un petit nombre. Nous allons aider les cultivateurs, les commerçants, les industriels. Nous voyons par centaines les industries s'en aller en Ontario alors qu'elles trouveraient ici une excellente main-d'œuvre, mieux disciplinée et plus entreprenante.

Nous voulons donner au peuple des taux plus avantageux et permettre aux financiers et aux industriels de s'établir chez nous à bon compte. L'Ontario a certains avantages par rapport à Québec, en raison de son climat, de ses centres industriels plus nombreux, et il ne faut pas que Québec continue à être pénalisé à cause des taux d'électricité. Quand une industrie va s'établir quelque part, elle considère d'abord les taxes municipales, puis les taux d'électricité. Jusqu'à maintenant, les industries s'en allaient dans l'Ontario à cause des taux plus bas. Cela ne peut plus durer car, dans cinq ans, même, la situation serait irrémédiablement compromise.

Les meilleurs organes d'information pour la présente mesure sont les éditoriaux des journaux ontariens. Les journaux de l'Ontario le proclament. "La province de Québec passe la législation la plus progressive pour se mettre sur un pied d'égalité avec l'Ontario", disent le *Journal* et le *Citizen* d'Ottawa. Ils déclarent que c'est un pas dans la bonne direction. L'initiative privée et le monopole sont deux choses distinctes qu'il ne faudrait pas confondre.

Comme la Montreal Power, le chef de l'opposition dit que l'étatisation est du bolchevisme. Les 12 directeurs de la Montreal Light, Heat & Power accusent le gouvernement d'agir comme Staline en Russie. Mais, M. l'Orateur, il y a trois ans que la Montreal Power veut se vendre à l'État. Depuis trois ans, ces mêmes directeurs cherchent à vendre la compagnie, à leur prix, au gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont des libéraux qui ont organisé cette affaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les transactions ont été plus fréquentes entre la compagnie et le gouvernement de 1936 à 1939 que depuis lors. Je ne sais pas qui était au fond, mais je connais toutes les tractations. Avec notre gouvernement, ça ne va pas si bien qu'avec l'ancien régime et les tractations sont difficiles. Nous les avons repoussées. Nous étatisons la Montreal Power parce qu'il n'y a pas dans son administration cet esprit d'initiative, cette honnêteté nécessaire au profit de la province et à laquelle on doit s'attendre, et des utilités publiques en général. Nous allons y mettre de l'ordre, quoi que fasse le chef de l'opposition. Et, quand je dis quelque chose, je tiens parole.

Il est faux de dire que la Montreal Power est une entreprise privée. C'est au contraire un monopole entre les mains de 12 à 14 directeurs qui voient plus à leur intérêt personnel qu'à celui des actionnaires, une situation qui ne peut être tolérée plus longtemps. Les directeurs de la Montreal Power ont exploité la compagnie à leur propre profit et non au profit des actionnaires, et encore moins au profit des consommateurs d'électricité. La compagnie expropriée a formé, comme preuve de sa mauvaise foi, une nouvelle compagnie à qui elle a fourni \$1,500,000 de l'argent de ses actionnaires, dont \$300,000 à date ont servi à faire campagne contre le gouvernement.

Ces directeurs ont pris l'argent des actionnaires et non pas de leur argent à eux pour combattre le gouvernement, sachant que la loi va passer quand même. Car ils le savent. Ils savent que je n'ai pas peur de cette campagne. Le chef du gouvernement n'est pas homme à se plier devant pareille campagne et il ne se laisse pas intimider facilement. Quand j'ai dit une chose, ça tient.

(Applaudissements à droite)

Pourquoi le chef de l'opposition dénonçait-il ce trust comme le plus néfaste de tous, s'il trouve aujourd'hui que nous ne devons pas y toucher? Il a dénoncé la Montreal Light, Heat & Power plus violemment encore que les libéraux et il s'oppose

maintenant à l'action du gouvernement qui veut mettre fin aux abus qu'il a lui-même dénoncés. Pourquoi avoir changé d'idée depuis 1936, quand il promettait l'étatisation à la population de la province de Québec? Si c'était bon alors, cela l'est encore maintenant.

L'argument que le montant de l'expropriation n'est pas dans le budget est puéril. Le chef de l'opposition n'est pas sérieux quand il dit qu'il n'y a pas un sou dans le budget pour couvrir l'expropriation. Par le fait même que cette loi sera adoptée, le gouvernement aura l'autorisation de dépenser l'argent nécessaire cette année. Ce sera une dépense statutaire. Pour les années subséquentes, le budget devra tenir compte des montants nécessaires à l'administration de l'entreprise. Le chef de l'opposition le sait fort bien que la loi que nous passons rend inutile pour cette année une mention dans le budget. Il sait fort bien que le budget n'est pas encore voté et que l'argent est à la disposition de la province pour promouvoir l'électrification rurale.

Le chef de l'opposition déclare que nous n'aiderons pas l'électrification rurale. Nous pouvons exproprier et nous pouvons commencer l'électrification rurale dès que la loi sera votée. Et c'est ce que nous allons faire. Nous voulons dépenser \$11,000,000 en cinq ans pour l'électrification des campagnes. Lorsqu'on aura dépensé cette somme dont la loi autorise la dépense, on aura électrifié pratiquement tous les coins de la province.

Le chef de l'opposition demande pourquoi nous avons fait faire une enquête par la Régie. Nous l'avons fait faire pour ne pas marcher à l'aveuglette, pour agir en connaissance de cause. L'enquête instituée par la Régie, il y a quatre ou cinq ans, était nécessaire. Elle a permis d'établir la situation véritable de la Montreal Power. Cette enquête a été faite par des hommes sérieux, au-dessus de tout soupçon et dont la réputation est intouchable. On ne pouvait faire une enquête de l'envergure de celle qu'a faite la Régie des services publics en moins de quatre ans. Maintenant, nous savons où nous en sommes et ce que vaut la compagnie que nous allons exproprier, et cela va être fait. Je préfère l'avis des experts à celui du chef de l'opposition et j'espère qu'il n'en sera pas vexé. L'expropriation sera pour l'avantage de la province entière.

Le chef de l'opposition dit que la Montreal Power s'est emparée de la Beauharnois. S'il veut avoir des détails, qu'il demande à son ami le député de Matane (M. Gagnon) qui était député à Ottawa lorsque son ami, M. Bennett, a étouffé la Beauharnois pour l'offrir comme un beau petit gâteau à M. Holt.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition a parlé de la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent. Nous ne lui avons rien donné. Le gouvernement avait construit une écluse qui produisait le pouvoir sur le lac Mitis, qu'il louait à raison de \$16,000 et le gouvernement y perdait de l'argent. L'écluse est brisée et, au lieu de reconstruire une chaussée, permission a été donnée à la Compagnie du Bas-Saint-Laurent de la reconstruire à ses frais, sans prolongement de son bail. Nous ne payons pas un seul sou pour cela et M. Brillant va payer au gouvernement \$3,500 de plus par année<sup>3</sup>. Le bail de la compagnie n'a pas été prolongé de cinq minutes, comme le prétend le chef de l'opposition.

**M. Gagnon (Matane):** Oui, et il payait avant \$16,000 par année et il n'a pas encore commencé les travaux de reconstruction de l'écluse.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous n'avons rien donné à la Beauharnois. Le gouvernement n'a pas concédé, en 1940, un pouvoir additionnel de 30,000 pieds cubes à la seconde à la Beauharnois. Ce pouvoir avait été concédé en 1931. Le gouvernement n'a fait qu'approuver les plans de cette compagnie pour l'utilisation de ce pouvoir d'eau additionnel.

Le chef de l'opposition est injuste pour l'Aluminium Company qui n'a fait que dépenser des centaines de millions pour harnacher un pouvoir d'eau qui existait au Lac-Saint-Jean depuis la création du monde, sans profit pour personne, qui autrement serait resté improductif plusieurs années encore. La province a autorisé la compagnie à utiliser les pouvoirs d'eau qui existent au Québec depuis des millions d'années et pour l'éternité. La conséquence directe du contrat a été l'établissement d'industries à travers la province. Cette compagnie qui a dépensé chez nous des millions pour s'emparer d'une chose bien simple, de l'eau, travaille dans le plus grand intérêt du Québec. Elle paie des millions en salaires à plus de 15,000 ouvriers, qui auraient continué de chômer ou qui auraient occupé des emplois peu rémunérateurs; elle développe nos ressources et elle dépense des centaines de milliers de dollars dans la province.

Ma politique, la politique du Parti libéral, est bien connue. Elle est claire. Les capitalistes, grands ou petits, qu'ils aient \$5 ou \$500,000 à investir, qu'ils viennent de n'importe où, sont bienvenus dans la province de Québec, pour développer nos ressources, pourvu qu'ils se conforment à nos lois. On ne tolérera pas les abus d'où qu'ils viennent. Nous avons besoin

de capitaux et nous ne ferons pas de lois différentes pour les capitalistes du pays et pour les autres. L'industrie de l'aluminium fait la prospérité de la province de Québec et l'Aluminium Company fera encore la prospérité de la province, après la guerre.

Le chef de l'opposition se vante d'avoir obligé la Montreal Power à payer \$1,000,000 à la ville de Montréal. Il ne devrait pas s'en vanter. Ou bien la compagnie devait quelque chose à Montréal, ou bien elle ne devait rien. Si elle devait quelque chose, ce ne pouvait être que parce que ses taux étaient trop élevés. Alors la chose à faire, c'était de faire baisser les taux. Si elle ne devait rien, pourquoi l'obliger à payer? Quant à nous, nous nous vantons moins, mais ce n'est pas un million, ce sont plusieurs millions que nous allons faire remettre au peuple en provoquant des réductions de taux. Ce sont des centaines de millions que nous allons procurer à la population par l'essor donné au développement commercial et industriel. Notre projet de loi assure un développement actuellement inimaginable.

Le chef de l'opposition dit que c'est Montréal qui devrait être propriétaire du monopole plutôt que le gouvernement. Rendre la ville de Montréal propriétaire de la Montreal Light, Heat & Power est un pur non-sens. Le monopole dessert une quantité de municipalités. Il n'ignore pourtant pas que cette entreprise couvre 25 municipalités. La plus grande partie de ses immeubles et ses propriétés les plus vastes ne se trouvent pas à Montréal. Il faudrait alors créer de nombreuses hydros. Pour faire plaisir au chef de l'opposition et donner la Montreal Power aux citoyens, va-t-il falloir fonder 25 petites hydros, des petites hydros comme celle que le chef de l'opposition a créée au Témiscamingue, qui n'a qu'un seul client, la compagnie Noranda? La charte de la compagnie lui permet d'aller dans un rayon de 100 milles autour de Montréal.

Enfin, le chef de l'opposition dit que notre système d'expropriation est injuste. Il demande pourquoi nous n'expropriions pas suivant la loi ordinaire plutôt que par une loi spéciale. L'expropriation pouvait se faire selon la loi générale ou selon la loi que l'on présente. D'après la loi générale, il eût fallu exproprier selon la valeur de l'entreprise à exproprier. Or, cette valeur comprend les franchises et l'achalandage, ce qui peut doubler l'actif physique de la compagnie et qui, cependant, ne lui a rien coûté.

Le gouvernement est sage de prétendre qu'il n'a pas à payer pour des franchises et de l'achalandage qui n'ont rien coûté à la compagnie, et nous n'avions pas le droit, par conséquent, de faire



payer aux citoyens de Montréal et aux citoyens de la province un montant que la compagnie n'a pas déboursé. C'est pour cela que le projet de loi actuel est devant la Chambre et qu'on n'a pas suivi la loi commune d'expropriation. Est-ce la Montreal Power qui est responsable de l'augmentation de la population de Montréal?

Nous présentons une loi qui stipule que nous ne paierons pas pour les franchises. La compagnie a le droit d'en appeler à la Cour du banc du roi et le pouvoir de défendre ses droits, mais seulement ses droits et pas plus. Nous ne paierons aucunement les millions de capital mouillé, cela, on peut en être sûrs. Nous allons payer pour ce qui a été investi dans la compagnie et pas plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, les juges ne sont pas honnêtes.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je respecte les juges. Si les juges expropriaient la Montreal Power suivant la loi du chef de l'opposition, la province paierait pour les franchises et le "goodwill". Or, nous avons changé la loi de mon honorable ami, en 1940. Nous voulons être justes pour tout le monde. Nous ne paierons certainement pas les dizaines de millions de capital mouillé. Nous paierons, aujourd'hui, ce que la compagnie a véritablement investi. Et notre tarification sera basée sur le capital réellement et utilement investi.

Le chef de l'opposition a peur pour la renommée de la province à l'étranger. Mais les États-Unis, l'Angleterre, l'Ontario, plusieurs autres pays ont des lois semblables à celle que nous voulons voter. Ces pays ont étatisé leur système et le principe est juste et équitable, et il est accepté partout. Le chef de l'opposition s'est dit contre l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power parce qu'il n'aime pas notre système d'expropriation, parce que nous ne paierons pas pour les franchises comme il l'avait décrété dans la loi de 1937 que nous avons abrogée. Il n'a pas à s'inquiéter du sort de la province de Québec une fois cette loi passée. La plupart des pays du monde en ont une semblable.

Nous savons où nous allons. La situation est claire et nette, pour nous. Nous ne voulons pas préjuger, cependant, de la décision que pourra rendre un tribunal sur l'expropriation. Tout ce que nous faisons, c'est d'établir la base sur laquelle elle devra être expropriée. Nous exproprions les contrats tout comme les turbines et les lignes de transmission, et cela, parce que nous avons abrogé la loi de l'Union nationale qui permettait aux compagnies de toucher

des millions sur des capitaux non réellement investis. Car l'achalandage et les franchises valent peut-être plus de \$100,000,000.

Le chef de l'opposition dit que nous sommes plus sévères pour la Montreal Power que pour les criminels. Les criminels, dit-il, ont le droit d'être défendus. Mais il y a longtemps que la Montreal Power se défend. Elle s'est défendue, cet après-midi et ce soir, par la bouche du chef de l'opposition. Ceux qui ont entendu certaines conférences à la radio, lu certains pamphlets et entendu le discours que vient de faire le chef de l'opposition ne peuvent s'empêcher de constater que les opinions concordent. Ses arguments sont exactement les mêmes que ceux de la compagnie.

La compagnie se défendra encore. Elle aura ses avocats devant le tribunal et aura un droit d'appel. Elle pourra faire valoir ses droits. Elle a de bons avocats et sa cause est passablement bien préparée. Mais, si bien défendue que soit sa cause, je peux dire à ceux qui la défendent qu'ils ne la gagneront pas devant l'opinion publique. Elle doit être perdue. Mais elle n'empêchera pas que l'expropriation se fasse sur des bases équitables. Et la loi va passer quand même.

Le gouvernement ne trouvera pas l'argent? Le chef de l'opposition peut être certain que nous avons tout l'argent pour nationaliser. Nous ne sommes plus au temps des nationaux. Déjà, de bien des sources différentes, des offres nous sont faites. On nous en offre plus qu'il n'en faut pour acheter la Montreal Power. Le chef de l'opposition, lui, après trois ans d'administration ne pouvait plus emprunter un sou. C'est peut-être aussi une raison pourquoi le gouvernement est encore au pouvoir après cinq ans.

"Vous n'avez pas le mandat", dit-il. Le gouvernement a deux mandats pour établir cette entreprise. Tout d'abord, celui qu'il a reçu du peuple en 1939, avec promesse d'établir une hydro provinciale. Car notre programme de 1939 comportait la création d'une hydro provinciale. Ce programme, le député de Lotbinière (M. Chaloult) nous a fait grief de ne pas le réaliser tout de suite. Nous étions en temps de guerre et d'autres gouvernements, qui avaient fait la même promesse, ne l'avaient pas rachetée en temps de paix.

J'ai refusé de me compromettre avant d'être en possession de tous les faits, sur le moment précis de l'étatisation et sur la compagnie à exproprier. Mais je n'ai jamais renoncé à cet article de notre programme et il se réalise aujourd'hui. Nous avons spécifié que cette réforme s'accomplirait, et elle s'accomplira. C'est une condition essentielle de notre libération économique.

Le gouvernement a aussi le mandat qui avait été confié à l'Union nationale, en 1936, et qu'elle n'a pas exécuté. Nous avons deux mandats: le nôtre et celui du chef de l'opposition, qui a promis la nationalisation en 1936.

(Applaudissements à droite)

Mon honorable ami d'en face a été élu là-dessus, en 1936. Après l'élection, il a placé une hydro dans un endroit éloigné pour prouver que l'étatisation était une mauvaise chose. Il a passé avec la Noranda un contrat par lequel il s'engageait à lui fournir l'électricité à \$25 du cheval-vapeur et à n'en fournir à d'autres compagnies qu'à \$35 du cheval-vapeur. On a traité cette affaire d'une façon très partielle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est inexact. Le premier ministre devrait se servir de son intelligence plutôt que de son imagination. Ce qu'il dit est loin d'être vrai.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce que je dis est la vérité. Le chef de l'opposition, alors qu'il était premier ministre, disait qu'il se tenait debout devant les puissances d'argent. Or, le gouvernement Duplessis a commis l'erreur de construire cette centrale qui a un système de 25 cycles. On a établi un système de courant à 25 cycles en Abitibi, comme en Ontario, alors que le reste de la province de Québec a le système de 60 cycles, de beaucoup supérieur à l'autre. On donnait ainsi à l'Ontario le commerce des accessoires électriques de cette région. Il en coûterait \$100,000 à la province pour convertir le système en Abitibi en un système de 60 cycles. Le système de l'hydro Ontario en est un de 25 cycles et il en coûterait à la commission de l'Ontario des centaines de millions de dollars pour le transformer un jour en un système de 60 cycles.

Le régime actuel a le courage d'agir même lorsque les compagnies sont puissantes et qu'elles dépensent des centaines de milliers de dollars pour faire opposition aux projets de loi du gouvernement. Nous savions qu'on nous créerait des embarras, mais nous avons procédé parce que c'était notre devoir de le faire. Les avocats de la compagnie ne gagneront pas leur cause, même si on veut fausser toutes nos déclarations. Plus la compagnie dépensera d'argent, plus nous serons forts aux prochaines élections.

Je puis dire à ceux qui défendent la cause de la compagnie qu'ils ne la gagneront pas. Je savais qu'une certaine presse ferait la campagne qu'elle fait actuellement. Je savais qu'on fausserait nos déclarations, qu'on ravalerait aujourd'hui des déclarations faites il y a 15 ans contre la même

compagnie. Mais cette presse-là, plus elle est contre nous, plus elle nous aide.

Nous voulons que nos ressources naturelles soient exploitées pour le bien de tous. Nous n'avons pas le droit de fermer les yeux sur l'avenir de notre jeunesse qui veut aller de l'avant, mais que nous voulons précéder. La loi s'impose pour la préparation de l'avenir, pour mettre la province sur un pied d'égalité avec ses voisines et, surtout, pour permettre à la jeunesse de se faire valoir. Il ne faut pas que des favoris s'accaparent tous les avantages. Ce bill est une question de vie ou de mort pour la province. Il y va de son avenir. La situation d'infériorité dans laquelle elle se trouve actuellement ne peut plus durer. C'est pour le bien de la population qu'il faut faire l'expropriation, sinon dans quelques années il sera trop tard.

Depuis 1940, nous avons passé les lois les plus courageuses qui n'aient jamais été adoptées en cette Chambre. Nous savions que nous aurions des embarras, mais nous avons procédé parce que c'était nécessaire. Nous allons aller devant l'électorat avec des œuvres, avec toutes nos promesses remplies et pratiquement celles du chef de l'opposition avec les nôtres, comme avec celles du Bloc provincial<sup>1</sup>. Le gouvernement n'est donc pas en peine d'aller devant le peuple.

Les avocats de la compagnie ne gagneront pas leur cause. Je savais que toutes nos déclarations seraient faussées, mais ceci ne nous énerve pas. Plus la Montreal Light dépensera de l'argent, plus notre majorité sera forte aux prochaines élections.

La loi actuelle est la plus importante qu'ait étudiée cette législature depuis la Confédération. Aucun député d'un côté ou de l'autre de la Chambre n'a le droit ou le devoir de se déclarer bon citoyen. Je ne veux pas qu'un seul député libéral vote pour notre loi, s'il la croit mauvaise. Les députés, de quelque couleur qu'ils soient, n'ont pas le droit de se placer au point de vue politique sur cette question dont dépendent les intérêts de notre province pour des années et des années à venir. Je veux que les députés soient libres sur cette question et je réclame la même liberté de l'autre côté de la Chambre où il y a aussi des patriotes.

Je l'ai dit, c'est la vie même de la province qui est dans la loi. Il s'agit d'une question de vie ou de mort pour notre province au point de vue économique et social. Le peuple en avait assez de ce système et, s'il s'est trouvé un gouvernement assez ferme pour prendre cette question en main, l'opposition ne devrait pas le blâmer. Le chef de l'opposition et son parti seront écrasés plus que jamais, à cause de cette législation. Le chef de l'opposition sera écrasé, aux prochaines élections. La

Montreal Power sera étatisée. Elle sera exploitée honnêtement et économiquement. L'électricité sera vendue au prix coûtant, un prix abordable, et les taux vont baisser. Nous travaillons avec bravoure à l'avancement de la province.

Si le gouvernement était aussi mesquin que l'opposition, il parlerait des ex-ministres du gouvernement de l'Union nationale qui se sont fait construire des châteaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans ce cas, l'opposition pourrait parler du nombre de fermes que le premier ministre a achetées et du drainage qu'il a fait faire sur ses terres.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai gagné ma vie en travaillant et je n'ai pas dépensé le dixième de ce que certains avocats qui n'ont pas de cause ont pu dépenser, et le travail que j'ai fait faire sur ma ferme, c'est moi qui l'ai payé.

**M. Labbé (Mégantic):** En 1941, le premier ministre a dit que, de 1936 à 1939, sa famille a parfois manqué de choses essentielles à l'existence.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le député veut attaquer, qu'il le fasse ouvertement. J'ai été pauvre, en 1936, et je le suis encore. Les biens agricoles que je possède, je les ai acquis au prix de près de 50 ans de labeur. Quant à moi, je ne cesserai pas de dire la vérité si elle doit servir le peuple, et même si elle ne plaît pas. J'aime mieux être battu honnêtement comme député et comme premier ministre que d'être élu par le mensonge. Nous sommes prêts à rencontrer le chef de l'opposition sur n'importe quel terrain.

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Choquette), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

#### NOTES

1. Dans *La Patrie* du 31 mars 1944, à la page 15, nous en apprenons un peu plus sur ces dires du chef de l'opposition concernant M. J.-A.-A. Leclaire. Il a dit que M. Leclaire avait vendu 2,000 parts de la Montreal Light, Heat & Power, parts qui faisaient partie de l'actif de Saint-Sulpice entre les mains du syndicat provincial, parce qu'il aurait appris que le gouvernement provincial aurait bientôt l'intention d'exproprier le trust montréalais du gaz et de l'électricité.

En réponse à cette accusation, voici la déclaration que M. Leclaire a fait parvenir aux journaux:

Un journal anglais du matin, dans son édition du mercredi 29 courant, a rapporté certaines paroles prononcées par l'honorable M. Duplessis, à l'Assemblée législative, au cours de la discussion sur le bill de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power, à l'effet que 2,000 actions de la Montreal Light, Heat & Power avaient été vendues par les fiduciaires aux biens commerciaux de Saint-Sulpice dont je suis le président, et ajoutant que cette vente avait été faite avec la connaissance prématurée de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power, et que, pour lors, cette transaction n'était ni honnête, ni juste, et qu'il dirait beaucoup plus s'il n'en était pas empêché par les règlements de la Chambre.

Je crois qu'une mise au point au sujet de cette transaction est absolument nécessaire.

Le bureau des fiduciaires pour les propriétés vendues par les messieurs de Saint-Sulpice à la province de Québec, en 1937, en compensation pour la garantie donnée par le gouvernement à la Banque de Montréal sur un prêt de \$4,475,000, à 2¼ %, est actuellement composé de MM. Bernard Bordon, avocat, de Maurice Trudeau, avocat, et de votre humble serviteur, le président.

Parmi les propriétés vendues au gouvernement provincial, en 1937, par les MM. de Saint-Sulpice se trouvaient 3,756 actions du stock de la Montreal Light, Heat & Power et 498 actions du stock de la Brazilian Traction. Au mois d'avril 1943, les fiduciaires ayant besoin de fonds pour payer les intérêts de la Banque et pour d'autres remboursements, ont vendu 2,000 des 3,756 de la Montreal Light, Heat & Power à \$25 l'action et 498 actions de Brazilian Traction ont été vendues plus tard entre \$27 et \$28.50. Ces actions ont été vendues à la Bourse de Montréal par les maisons de courtage L. G. Beaubien Itée et L. J. Forget Itée, et les

fiduciaires ont encore en main 1,756 actions de la Montreal Light, Heat & Power

Ces ventes d'actions de la Montreal Light, Heat & Power ont été effectuées au cours du mois d'avril 1943 et, étant donné que l'honorable M. Godbout a fait sa première déclaration au sujet de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power au cours du mois d'octobre 1943, les fiduciaires, quelles que soient les prétentions de M. Duplessis, ne pouvaient pas prévoir que la Montreal Light, Heat & Power devait être expropriée et, par conséquent, ces parts n'ont pas été vendues pour cette raison, mais tout simplement parce que les fiduciaires avaient besoin de fonds pour payer les sommes dues par la fiducie dont ils ont la gestion.

2. Selon *Le Temps* du 31 mars 1944, à la page 8, il s'agit de l'article 1430.

3. Selon *Le Canada*, le montant payé par la compagnie est de \$2,500.

4. Le premier ministre parle ici du Bloc populaire. Son lapsus sera relevé par le député de Lotbinière (M. Chaloult), lors de la séance du lendemain.

## Première séance du mercredi 29 mars 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger au 20 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Louis-Charles Godfroy de Tonnancour et autres, demandant l'adoption d'une loi affectant la seigneurie de LaVallière ou Yamaska.

Votre comité recommande de prolonger au 20 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation des délais.

Le rapport est adopté.

## Projets de loi:

**Succession de  
Louis-Charles Godfroy de Tonnancour**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, appuyé par représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier), que l'article 621 du Règlement soit

suspendu pour lui permettre de présenter le bill 129 concernant la succession de feu Louis-Charles-Godfroy de Tonnancour.

Adopté.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant la succession de feu Louis-Charles-Godfroy de Tonnancour.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Messages du lieutenant-gouverneur:

**Commission de la régie interne  
de l'Assemblée législative**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, en date du 22 mars 1944, concernant la Commission de la régie interne de l'Assemblée législative. (Document de la session no 57)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 28 mars 1944

## Questions et réponses:

**Spectacles le dimanche  
au théâtre Gayety**

**M. Chaloult (Lotbinière):** 1. Le théâtre Gayety, de Montréal, continue-t-il à ouvrir ses portes le dimanche?

2. Si oui, combien de poursuites et de condamnations a-t-il subies cette année?

3. Quels sont les dates et les montants de ces condamnations?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour faire cesser cette violation de la loi?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 1. Oui.

2. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1944, neuf poursuites prises par le procureur général en Cour des sessions de la paix; deux poursuites prises par la cité de Montréal en Cour du recorder, sur autorisation du procureur général.

3. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1944, six condamnations, à savoir: le 8 février, le 10 février, le 18 février, le 24 février, le 29 février et le 10 mars, et, dans chaque cas, une amende de \$40 a été imposée en plus des frais.

4. Le gouvernement donne une attention particulière à cette question de l'ouverture, le dimanche, du théâtre Gayety et de certains autres théâtres.

#### Questions de privilège:

##### **Injustice faite aux Canadiens français**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je désire souligner à cette Chambre, dit-il, et particulièrement au gouvernement de la province, une nouvelle injustice grave faite aux Canadiens français par le gouvernement libéral d'Ottawa, relativement à la loi de conscription.

Dans les règlements passés par le gouvernement d'Ottawa sur ce qu'il appelle le Service sélectif national, avec le mot "mobilisation", mais ce qui n'est en fait que la conscription qu'on applique au pays en dépit de promesses de 25 ans, conscription lâche et hypocrite, voici à l'article 6 ce qu'on lit:

"6. 1. Dès que le ministère de la Défense nationale lui a signalé qu'un certain nombre d'hommes sont requis pour l'instruction militaire, le ministre peut charger tout registraire d'appliquer les présents règlements à un nombre d'hommes déterminé de sa division, et il peut informer un registraire du nombre d'hommes de langue française requis."

La portée de cet article est facile à comprendre. Il donne au ministre fédéral de la Défense nationale des pouvoirs exorbitants, injustes et discriminatoires à l'égard des Canadiens français, où qu'ils se trouvent.

Pourquoi, d'abord, une mention spéciale des Canadiens français? En vertu de cet article, si les officiers du ministère de la Défense nationale avertissent le ministre qu'ils ont besoin, par exemple, de 10,000 conscrits, le ministre peut répondre: Prenez 10,000 Canadiens français.

C'est une mesure lâche et odieuse, et je demande au gouvernement de la province ce qu'il a fait pour empêcher qu'elle passât et pour empêcher son application.

##### **Feu Stephen Leacock**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** se lève pour signaler la mort de M. Stephen Leacock, décédé mardi soir à Toronto, et il rend hommage à sa mémoire.

**M. Robinson (Brome)** fait aussi l'éloge du défunt.

#### Projets de loi:

##### **Hydro-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 28 mars courant, sur la motion l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) proposant que le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. l'Orateur:** Je donne la parole au député de Lotbinière (M. Chaloult).

**M. Chaloult (Lotbinière):** M. l'Orateur, on vient de m'attribuer, dans les derniers jours, le fauteuil de M. Camillien Houde et je me demande si c'est un symbole ou un avertissement. À tout événement, je proteste contre son internement par le gouvernement fédéral et contre la cruelle injustice qui est faite à ce collègue. J'espère qu'il sera remis en liberté avant la fin de la présente session, afin qu'il puisse revenir occuper son siège, à l'Assemblée législative, avant la fin des débats. Voici la loi la plus importante présentée depuis le début du présent Parlement. Elle est aussi importante que celle du crédit agricole, passée lors du Parlement précédent.

Il déclare qu'il fera d'abord l'historique de la question de l'électricité, qu'il donnera les raisons pour lesquelles il favorise la nationalisation de l'électricité: 1. au point de vue économique; 2. au point de vue national; 3. au point de vue politique, et enfin qu'il parlera du projet de loi lui-même, du critérium devant servir de base à la fixation de l'indemnité de la nationalisation du gaz, des conséquences de la loi par rapport aux autres compagnies d'électricité et des commissaires.

Je veux d'abord rendre justice et rendre hommage à un homme qui a été à l'origine du projet de loi actuel, qui a été le premier à agiter l'opinion sur cette question. Il a ouvert les yeux de la population et il nous a déjà obtenu de substantielles réductions de taux: je veux parler du Dr Hamel. On n'en a pas parlé dans ce débat. Je regrette qu'on ne lui ait pas rendu le témoignage de gratitude qu'il mérite. Ingratitude. Il y est habitué. Mais je sais que ce qui importe avant tout au Dr Hamel, c'est de voir triompher ses idées. Ce qui importe, c'est que ses idées fassent leur chemin et que les prétentions qu'il a soutenues soient acceptées par le gouvernement.

Avant 1929, il n'était guère question du trust de l'électricité. Cette année-là, Philippe Hamel dénonçait les taux élevés de l'électricité, dans une lettre ouverte au maire Lavigne, de Québec, pour dénoncer l'exploitation du public par le trust de l'électricité. On l'a comblé d'injures, mais il n'en a pas moins continué sa lutte opportune. Le 23 mai, une commission spéciale était créée par le conseil municipal de Québec pour enquêter sur les taux de l'électricité. Elle était formée du Dr Hamel, de M. Émile Bouchard et du Dr P.-H. Bédard. Le 12 décembre 1930, cette commission recommandait la nationalisation de l'électricité d'après le système de l'Ontario et recommandait aussi la municipalisation à Québec. Le rapport dénonçait la Commission des services publics et tendait à établir qu'elle n'est qu'un paravent mal déguisé pour la protection des utilités publiques.

(À ce moment, l'électricité manque deux fois de suite.) Il faudra réduire le coût en conséquence!

Le Dr Hamel a été l'initiateur de toutes les démarches que la ville de Québec a tentées pour nationaliser l'électricité, essayant quatre refus devant la Législature. En 1934, le gouvernement provincial crée une commission composée de M. Ernest Lapointe, de M. Augustin Frigon et de M. George C. McDonald. Le 21 janvier 1935, cette commission publie un rapport contre la nationalisation et la municipalisation.

Puis il y a eu les trois lois Bouchard de 1935, la création d'une commission de l'électricité, le 2 décembre de la même année, avec M. Frigon, M. Lefebvre et M. McCammon comme membres. À l'époque de l'élection de 1935 et de celle de 1936, la lutte s'est faite contre la dictature économique. Nous voulions frapper le centre même de la dictature économique, le trust de l'électricité, et nous nous engageons par écrit à nationaliser l'électricité. En 1936, il y a eu l'effort tenté par M. Grégoire pour faire donner à la cité de Québec le droit de

municipaliser. Cette fois, c'est le gouvernement Duplessis qui refuse. En 1937, nomination de la Régie de l'électricité qui commence une enquête jamais terminée.

En 1937, le gouvernement Duplessis abroge les lois de 1935 et en adopte trois autres. Mais les lois de l'Union nationale ne valaient pas plus que les autres contre les trusts et la surcapitalisation. À certains points de vue, elles étaient pires. Le 31 août, nouvelle commission de l'électricité. En juin 1940, le gouvernement Godbout abroge les trois lois de l'Union nationale et en sanctionne quatre autres. En 1940 également, nouvelle commission de l'électricité. Lettres, délégations, enquêtes, projets de loi, etc. Les administrations changent, mais les trusts restent toujours au pouvoir, ils restent toujours les mêmes. De fait, la Commission de l'électricité et la Régie des services publics ont toujours protégé le trust de l'électricité.

Le Dr Hamel est le véritable initiateur du projet de loi actuel, ce qui démontre que l'ancien député de Québec-Centre ne manquait ni de sagesse, ni de clairvoyance. On a pu dire que le Dr Hamel manquait de sens politique, on a même dit dernièrement qu'il manquait de sagacité, mais il a prouvé le contraire. Évidemment, M. Maxime Raymond ne voyait pas la poutre qu'il avait dans l'œil. Le Dr Hamel avait vu juste, il y a 15 ans, en déclarant que la nationalisation était nécessaire pour mettre le trust à la raison.

Ce sont les campagnes menées depuis 15 ans par le Dr Hamel qui sont à l'origine du projet de loi actuel. Sa sagacité, mise en doute, a été amplement prouvée. On lui a reproché d'être l'homme d'une idée. Ce n'est pas le cas, mais même s'il en était ainsi, il aurait bien mérité de ses concitoyens. Ce serait tout de même un hommage. Car ce sont souvent les hommes d'une idée qui font du bien dans le monde. Grâce à lui, le principe de la nationalisation est admis aujourd'hui non seulement par la population, mais même par le gouvernement.

De plus, on ne peut nier sa compétence dans le domaine de l'électricité et il faut reconnaître sa sincérité et son désintéressement absolus. J'ai rencontré bien des hommes publics, j'ai fréquenté bien des partis politiques, mais je n'ai jamais rencontré d'homme plus sincère que le Dr Hamel. Ce que je vais dire sur ce projet cet après-midi, je le dirai non seulement en mon nom personnel, mais aussi au nom du Dr Hamel, de M. Ernest Robitaille et pour tous ceux qui ont combattu pour la même idée depuis 15 ans, bref, pour le Bloc provincial, nom que nous a donné hier le premier ministre.

Il faut nationaliser, parce que le peuple est odieusement exploité au point de vue de l'électricité, comme ce fut le cas pour les Montréalais avec la Montreal Power. Sur une chose essentielle comme l'électricité, on ne doit pas faire de profit. L'électricité est aujourd'hui une nécessité de la vie, comme l'air et l'eau. C'est une richesse qui doit être exploitée pour le service et non pour le profit. Malheureusement, c'est le contraire qui se pratique à la Montreal Power. La compagnie exploite la population de la façon la plus honteuse. La Montreal Power n'a pas fait de profits légitimes, mais des profits exorbitants.

Cette compagnie a fait des spéculations frauduleuses, en 1926. Il passe en revue certaines manipulations d'actions de la Montreal Power et des compagnies composantes, ses transactions financières, ses diverses fusions et son mouillage de stock. Il faut étatiser, déclare-t-il. M. Lapointe, que le Dr Hamel a beaucoup aidé dans son enquête, disait avec raison qu'on ne doit pas faire de profit sur l'air que l'on respire et l'eau que l'on boit.

En 1926, la compagnie a remboursé aux actionnaires trois fois leur capital. Cette transaction fut la plus frauduleuse de toutes. En 1930, la Montreal Power a obtenu du public plus de \$46,000,000 sans motif plausible. La compagnie n'a jamais voulu dire ce qu'elle avait fait de ces \$46,000,000. Certaines des compagnies composantes de la Montreal Light, Heat & Power ont mouillé leur stock 45 fois, depuis 1901. En particulier dans le cas de la Royal Electric Company, il y a aujourd'hui 605,319 actions sans valeur nominale qui représentent une mise de fonds de \$25,265,750, et il reste 3,883,674 d'actions qui ne représentent que de l'eau. Le gouvernement ne peut payer pour cette compagnie \$102,000,000 sans payer pour des millions qui n'existent pas.

En parlant d'opérations de ce genre, le président Roosevelt s'est servi du mot "brigandage". Le Dr Hamel a, lui aussi, toujours parlé de brigandage en signalant ces transactions et, hier, le premier ministre a eu raison d'employer le terme de "bandits" en parlant certains personnages qui ont participé à l'administration de la compagnie. Le mot n'est pas trop fort. J'espère qu'il agira comme on agit avec des bandits.

Tout cela s'est fait au vu et au su de ceux qui ont charge de protéger le public. C'est pourquoi je demande, au nom du Dr Hamel, du Bloc et en mon nom, une enquête royale sur la capitalisation de cette compagnie. Le groupe que je représente réclame avec insistance une enquête par une commission

royale sur la capitalisation et les manœuvres frauduleuses de la Montreal Power, afin de déterminer la responsabilité de ses directeurs. Quand on a affaire à des bandits, il faut les faire rembourser. Le gouvernement a le devoir de faire rembourser les directeurs, présents et passés, qui sont coupables, afin de protéger l'épargne populaire.

Il y a des actionnaires de bonne foi, dans la compagnie, et le gouvernement doit les protéger, mais les bandits, il faut leur faire rendre gorge. Il faut les punir. Ce sera une leçon pour les autres. Il ne faut pas que la province paie plus cher pour cela. Puisque le gouvernement parle de bandits et de voleurs - ces expressions ne sont pas de moi - il devrait montrer qu'il est sincère et punir les coupables, qu'ils soient de la Montreal Power, de la Shawinigan ou d'autres compagnies d'utilité publique.

C'est pourquoi nous demandons aussi qu'à l'issue de cette enquête l'on fasse rembourser à ces gens ce qu'ils ont extorqué aux petits épargnants. Que ceux qui ont amassé malhonnêtement remboursent à leur tour. De cette façon, on pourra faire remettre l'argent au peuple.

Il n'y a pas d'autre moyen que la nationalisation pour ramener à la raison un monopole d'exploiteurs comme la Montreal Light, Heat & Power. C'est le seul moyen pour venir à bout d'un trust. Je suis favorable à l'initiative privée, mais, comme l'a déclaré le premier ministre, il ne peut être question d'initiative privée avec la Montreal Power. C'est une dictature. On nous a dit que l'économie dirigée pourrait peut-être venir à bout de cette dictature. Je ne le crois pas. Le corporatisme serait impuissant à combattre efficacement le trust de l'électricité et je ne crois pas que nous puissions organiser efficacement le corporatisme avant une dizaine d'années.

Il n'y a pas moyen de surveiller ces trusts qui assument des responsabilités publiques et la seule solution, c'est la nationalisation. Ces trusts sont toujours plus forts que tous les gouvernements, quels qu'ils soient, et plus forts que les municipalités. Ils sont les bailleurs de fonds électoraux et on ne peut pas avoir la mainmise sur eux par des lois. Je suis donc pour la nationalisation.

Je suis favorable à la nationalisation pour une autre raison. Il s'agit d'une raison d'intérêt national et cette raison est peut-être plus personnelle que l'autre. La nationalisation de l'électricité s'impose en justice pour les Canadiens français. Dans la province de Québec, nous, Canadiens français, bien que constituant les quatre cinquièmes de la population, voyons la minorité de langue anglaise contrôler les



quatre cinquièmes de notre économie et de nos richesses naturelles. C'est la minorité qui dirige la province. C'est la minorité qui dirige la majorité. C'est pitoyable de voir toutes nos ressources naturelles et toutes les compagnies qui les exploitent dirigées par l'autre cinquième de la population. C'est complètement inadmissible que ce soit la minorité qui dirige l'économie dans la province.

Nous voulons que les Canadiens français obtiennent justice. Nous sommes pour le respect des minorités, mais la majorité doit avoir justice. Notre politique doit être orientée dans l'intérêt de la majorité. Je souhaite, comme les Canadiens français, que nos orientations politiques soient au service de la majorité. Nous voulons avoir la même politique que celle d'Ontario. Ontario est administrée par sa majorité. Ailleurs, c'est la même chose, on agit avec plus de bon sens. Il en est ainsi au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et ailleurs, et nous voulons que le Québec fasse en sorte que la majorité soit favorisée.

Nous voulons que chacun soit traité avec justice, mais ce n'est pas prendre la place des autres que de prendre notre place. Nous voulons respecter la minorité et lui rendre pleinement justice. Nous voulons également rendre justice à la majorité, et j'affirme qu'elle l'obtiendra une fois que l'on aura légiféré de manière à lui donner la part des ressources naturelles qui lui revient, au prorata de sa population. C'est pour cette raison que je suis favorable à la nationalisation.

Nous constatons que la Montreal Light, Heat & Power Company emploie généralement des hommes de même nationalité. Ainsi, les directeurs, ingénieurs, chimistes, avocats et autres sont en grande majorité des anglais. Les grosses compagnies emploient généralement des gens de la nationalité de sa direction. Je ne les blâme pas d'agir ainsi. Je crois que c'est normal, mais, comme les ressources naturelles appartiennent à la majorité, toutes proportions gardées, il est normal que nous souhaitions avoir notre part. J'espère que les Canadiens français auront des emplois dans la nouvelle hydro.

Et je demande au gouvernement de prendre des mesures pour que, dans la nouvelle commission, les Canadiens français aient les quatre cinquièmes des emplois supérieurs, pour que les commissaires, les ingénieurs, les chimistes, les comptables, les avocats, les entrepreneurs et les autres employés de cette commission soient aux quatre cinquièmes canadiens-français. On devra donc avoir quatre commissaires canadiens-français.

Ce n'est qu'une question de justice. Si le gouvernement agissait autrement, s'il ne nommait pas quatre employés sur cinq faisant partie de la majorité canadienne-française, la province protesterait et, si ce système n'est pas adopté, la situation actuelle durera. Notre politique devrait être orientée de façon à favoriser la majorité de la population et non pas une infime minorité comme cela s'est toujours fait. Il faut libérer, chez nous, et le gouvernement et le peuple du trust de l'électricité.

J'approuve aussi la nationalisation de l'électricité parce qu'elle libérera nos gouvernements provinciaux et nos municipalités de la dictature économique qui pèse sur eux. Il faut se débarrasser du trust de l'électricité pour libérer nos gouvernements de leur emprise. C'est très bien de changer le gouvernement, mais dans le passé les changements n'ont pas trop eu d'importance parce que les trusts ont continué à diriger. Il faut donner plus de liberté aux gouvernements de la province pour qu'ils nous libèrent de cette autocratie. Quand j'entends les gens parler de démocratie, je suis indigné de voir que ces mêmes gens sont disposés à endurer la situation actuelle. Je ne veux pas que les gouvernements, les partis politiques et les municipalités se fassent dicter leur conduite par les trusts, comme c'est le cas présentement. Enfin, étatiser le trust, c'est libérer nos gouvernants d'un odieux empire.

En Ontario, on charge des taux moins élevés que dans la province de Québec, alors que nous avons des pouvoirs d'eau de beaucoup supérieurs. On y achève de payer la dette capitale. Quand on aura fini de la payer, les taux seront deux tiers plus bas que dans la province de Québec. En Ontario, toute la population est en faveur de la nationalisation de l'électricité. Hier soir, le premier ministre a déclaré que les taux en Ontario étaient un tiers plus bas que ceux du Québec. Il a laissé entendre qu'en vérité ils étaient de la moitié inférieurs et que, lorsque l'hydro de l'Ontario aura fini de payer sa dette, dans quelques années, ses taux seront la moitié de ce que sont ceux du Québec actuellement. En Ontario, les gens ont mieux compris leurs intérêts que nous.

J'approuve la nationalisation, mais il y a la manière. On peut nationaliser de toutes sortes de façons. On peut étatiser comme dans le Témiscamingue, où l'Union nationale a voulu discréditer à jamais la nationalisation, en saboter l'idée dans la province. On peut nationaliser soit en payant beaucoup trop cher, soit en abaissant les taux pour les augmenter plus tard, ou encore en chargeant des taux plus élevés, ce qui jettera nécessairement du

discrédit sur le principe de nationalisation. Il faut d'abord payer le juste prix pour l'expropriation de la Montreal Light; c'est l'économie de la loi. C'est là le point fondamental. J'ai compris que l'on veut se baser sur la valeur réelle de l'entreprise et aussi les capitaux utilement et réellement engagés. On ne parle pas de la dépréciation.

Il y a quelque chose que je n'aime pas dans ce bill. Je crois que le critérium est mauvais et voilà pourquoi je suis contre le projet de loi. Je n'aime pas la manière avec laquelle le gouvernement veut nationaliser. Je n'aime pas en particulier l'article 5 du projet de loi, deuxième série d'articles, qui fixe le critérium qui servira de base au prix de l'expropriation. Cet article semble rédigé en véritable jargon; il aurait été rédigé par la Montreal Power elle-même que cela ne me surprendrait pas. Au lieu d'être clair, le texte est d'une obscurité incroyable et d'une imprécision totale.

Et c'est là le critère qui doit servir à la fixation des taux. L'article, tel que rédigé, peut donner lieu à toutes les interprétations. Il est excessivement dangereux de fournir à des trusts tels que celui de la Montreal Power l'occasion d'exploiter des articles aussi obscurs. La clause prête à toutes sortes d'interprétations et réfère à deux Statuts compliqués. Personne ne peut comprendre cet article à la première lecture. C'est du chinois pour moi, elle est incompréhensible et j'en appréhende les conséquences.

Ce critérium, tel qu'il apparaît dans la loi et tel que le définit le premier ministre, stipule que le coût de l'expropriation sera calculé sur la valeur réelle de l'entreprise et aussi seulement des capitaux réellement et utilement investis. La clause manque de précision. On n'y fait nullement mention de dépréciation. Je ne peux approuver cette base. Il faudrait dire plutôt que le coût de l'expropriation sera basé sur le coût initial de l'entreprise, moins la dépréciation évaluée à \$66,000,000<sup>1</sup>. Et l'on parle de payer \$150,000,000, c'est à peu près ce que représente le mouillage de stock. À ce compte-là, on en tient compte du capital mouillé. Je crains que, dans sa forme actuelle, cette clause ne fasse perdre de l'argent à la province.

Jamais, dans ces conditions, on ne pourra avoir des taux comparables à ceux de l'Ontario. Jamais on ne pourra baisser les taux comme on le prétend.

On nous les donnera peut-être à la veille des élections, mais, dans deux ans, il faudra augmenter les taux ou assumer un déficit énorme. À partir du 15 avril, le gouvernement pourra fixer des taux

identiques à ceux de l'Ontario, mais on aura alors une entreprise déficitaire et on tuera la nationalisation. On dira dans le peuple que l'étatisation n'est pas une chose qui peut réussir dans notre province et qu'il faut laisser les trusts continuer leur exploitation. C'est un truc pour tuer l'idée de la nationalisation dans l'esprit de la population. Les gens n'auront plus confiance en la nationalisation et cette cause sera reléguée aux oubliettes pendant de nombreuses années dans la province.

Le bill, tel que rédigé, donne trop de liberté à la compagnie d'établir son prix et on constate que le gouvernement ne veut pas y aller à petits coups dans les paiements. Nationaliser dans des conditions telles, c'est tout juste permettre au gouvernement de pouvoir dire dans quelques années que l'étatisation de l'électricité n'est pas une chose payante.

J'ai été estomaqué d'entendre le premier ministre dire que la compagnie veut se vendre depuis trois ans au gouvernement. Alors, pourquoi la compagnie a-t-elle attaqué le gouvernement qui ne s'est pas beaucoup défendu? Comment expliquer cette campagne que la compagnie mène dans la presse et partout contre le projet du gouvernement? La compagnie ferait maintenant une lutte à mort contre le gouvernement! Est-ce une comédie? Je ne porte pas de jugement, mais je crains que le peuple en porte.

Le peuple va se dire: "C'est une farce. On fait semblant de s'opposer, pour la forme." Je l'ai défendu, moi, le gouvernement. Tout cela est fort étrange et le peuple se demandera peut-être si le gouvernement n'est pas de connivence avec la compagnie. Dans le Bloc, on se demande si l'affaire n'a pas été organisée entre le gouvernement et la compagnie. Je ne porte pas de jugement, mais il y a un doute à ce sujet dans le public et je crains qu'il ne se matérialise.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il y en a qui ont des doutes sur le Bloc.

**M. Chaloult (Lothbinière):** Je le regrette infiniment, mais, malgré ma bonne volonté, je ne puis accepter ce projet.

Les actions de la Montreal Light, Heat & Power montent en Bourse depuis l'annonce du projet de loi. Les actions ont monté d'un demi-point, en fin de semaine, ce qui semblerait indiquer qu'on n'a pas très peur des mesures du gouvernement. La population commence à se demander si le bill du gouvernement n'est pas une sorte de contrat ou de bluff entre la compagnie et le gouvernement. Il dit

qu'il a l'impression que le gouvernement est prêt à acheter le capital mouillé de la compagnie et la déclaration de l'honorable député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Wilfrid Hamel), ministre des Terres et Forêts et parrain du bill, que l'expropriation coûterait environ \$154,000,000, n'équivaudrait jamais à la nationalisation.

Je trouve également extraordinaire que l'on prenne 10 % pour dédommager la compagnie expropriée, 10 % de compensation à une compagnie de bandits. S'il s'agit de bandits, suivant l'expression du premier ministre, pourquoi dédommager une compagnie de bandits? Je ne puis me rallier au projet tel que soumis. Cela donne l'impression que le gouvernement paie la compagnie pour avoir exploité la population.

Je vois que l'on veut exproprier le gaz et non la Montreal Coke. Pourquoi n'exproprie-t-on pas aussi la Montreal Coke, une filiale de la Montreal Power qui rapporte plus de revenus? Cette subsidiaire de la compagnie de gaz, qui exploite les sous-produits du charbon, est l'entreprise la mieux organisée et celle qui rapporte le plus.

Je suis contre l'expropriation du système de distribution du gaz, car il s'agit d'un service appelé à disparaître dans un avenir prochain. Ce service où les explosions sont à craindre, où la santé physique peut être affectée, peut être remplacée avantageusement par l'électricité. Dans quelques années, la population ne se servira plus du gaz comme combustible. On ne se servira que d'électricité pour la consommation domestique. Le gaz coûte trop cher et c'est de nature à nuire aux taux de l'électricité. Il faudra donc tôt ou tard remplacer le gaz par l'électricité et la Commission restera avec le gaz sur les bras.

Et le gouvernement fera ainsi des pertes. Il semble aussi que l'étatisation de la Montreal Power fasse l'affaire des autres compagnies rivales. Ce projet tend à protéger ces autres compagnies d'électricité dans la province telles que la Shawinigan, la Southern Canada Power et la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent. Elles ne seront pas inquiétées dans toute cette affaire et elles pourront continuer leur jeu du passé. Je ne puis accepter cela. On devrait mettre toutes les compagnies sur le même pied.

Et il y a le nombre des commissaires. En ce qui concerne la Commission hydroélectrique, cinq commissaires, c'est trop. Je n'aime pas cette idée de former une commission composée de cinq membres. En Ontario, la commission est composée de seulement trois membres, et l'addition de deux membres entraînerait ici des dépenses additionnelles

de \$50,000 pour chacun par année, en salaire, en personnel et en dépenses. Mais, si on nomme cinq commissaires, ils devront être choisis dans la même proportion, c'est-à-dire qu'il devra y en avoir quatre de langue française et un de langue anglaise. Il faut qu'on choisisse au moins quatre Canadiens français, sinon, comme je l'appréhende, des protestations indignées s'élèveront dans toute la province, car on ne pourra changer la situation dont on se plaint.

Je veux qu'on donne l'exemple de la justice, mais non de la bêtise. On ne nous donne jamais notre part de représentation dans les autres provinces. Pourquoi accorderait-on à la minorité plus que sa part dans Québec?

J'espère que le gouvernement modifiera certains articles de son bill, surtout ceux relatifs à l'évaluation des biens de la compagnie. Il y a de bonnes choses dans la loi. Il y a des articles qui feront beaucoup de bien, comme les clauses relatives à l'électrification rurale, mais le projet de loi ne nous satisfait pas et je demande au gouvernement d'y apporter des modifications, car dans l'ensemble, elle n'est pas bonne. Cependant, je continuerai à appuyer ce qui est bon.

Je conclus. Nous aurions accepté la loi même avec des défauts. Nous nous serions battus pour le gouvernement. Hélas! grande déception!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Pas pour nous.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Nous avons conçu une grande espérance. Les libéraux avaient une telle occasion de se racheter. Nous croyions que le gouvernement donnerait une loi de nature à nous satisfaire. Il est possible que nous soyons exigeants, mais nous étions prêts à accepter des concessions. La loi contient des défauts radicaux. Elle comporte des clauses très dangereuses.

Si le projet ne comportait pas les dangers que j'ai signalés, comme nous aurions appuyé le gouvernement avec cœur! Pas son impérialisme, pas sa politique centralisatrice et anglicisante! Mais nous serions ralliés autour d'une mesure salubre. Nous aurions tout fait pour le triomphe d'une idée qui nous est chère. Nous avons eu une grande déception.

Le premier ministre a dit hier, avec raison, que la nationalisation est dans le programme de l'Union nationale et dans le programme du Bloc provincial. Il a déclaré qu'il remplissait un article du programme de notre Bloc provincial. Oui, c'est vrai, mais pas de cette façon-là. Il y a la manière. Mais, avant de condamner, nous allons attendre.

J'espère contre toute espérance que le gouvernement va faire des amendements à sa loi, qu'il va modifier son critérium. J'espère que le gouvernement amendera son bill en comité plénier et qu'il aura ensuite plus de sens que celui qui est présentement devant la Chambre et rencontrera enfin les désirs de ceux qui désirent réellement l'étatisation. S'il adopte cette attitude, nous l'appuierons de toutes nos forces. On peut maintenant se rendre compte facilement quelle sera ma ligne de conduite.

J'appuierai le principe de la loi. Je ne me suis pas battu pendant des années pour la nationalisation de l'électricité pour être contre, aujourd'hui. C'est dire que, sur la deuxième lecture, je voterai pour appuyer le principe de la nationalisation. Mais, sur la troisième lecture, je me prononcerai contre le texte même de la loi dont je désapprouve les clauses essentielles. La nationalisation que l'on veut établir sera de nature à jeter le discrédit sur l'idée de nationalisation et ce sera un désastre. Nous allons combattre la loi et le gouvernement.

**M. Gagnon (Matane):** Je ne comprends pas cette nouvelle théorie constitutionnelle qui permettra au député de Lotbinière (M. Chaloult) d'être à la fois pour et contre la loi. Évidemment, ça lui coûte cher de voter contre le gouvernement et il ne le fait qu'à demi.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il imite l'opposition.

**M. Gagnon (Matane):** Il a l'air d'un homme qui veut chevaucher sur un fil chargé d'électricité et qui a peur de se brûler.

**Une voix ministérielle:** L'opposition aussi!

**M. Gagnon (Matane):** Je ne comprends pas son attitude. Après avoir dénoncé avec violence certains aspects désastreux de la loi, après avoir déclaré que la loi est un désastre pour la nationalisation, il annonce qu'il votera pour en deuxième lecture, mais contre lors de la troisième. Si cependant on analyse l'ensemble de ses observations, on réalise que son attitude est en somme la nôtre. Cela démontre que nous avons choisi la meilleure attitude.

Cette loi n'est pas sérieuse. Nous la dénonçons. Elle est un pur bluff électoral, un simple trompe-l'œil destiné à détourner l'attention du peuple sur les trahisons et les méfaits passés du

gouvernement. En somme, à mon point de vue, c'est comme si le gouvernement essayait de faire du bluff électoral et qu'il cherchait à faire oublier à la population qu'il la trahit depuis 1939.

Le député de Lotbinière a déclaré qu'il regrette que la loi actuelle favorise la surcapitalisation. Ce système auquel il s'oppose était justement celui que combattait la loi de l'Union nationale qui a été rappelée en 1941. Quand nous avons présenté cette loi, personne ne s'est levé en Chambre pour la combattre. Libéraux et bloqués ou débloqués ont accepté la loi. Mais, en 1941, quand le gouvernement actuel a rappelé la loi, le député de Lotbinière a appuyé cette mesure votée en 1936 par l'Union nationale.

Il est étrange que le député de Lotbinière ait voté pour un gouvernement qui, dès son arrivée au pouvoir, a aboli une loi que le gouvernement de l'Union nationale avait adoptée pour protéger les petits investisseurs. Cette loi interdisait la surcapitalisation permettant d'émettre des valeurs fictives et elle visait à protéger l'épargne populaire. Pourtant, ce gouvernement l'a abolie tout de suite. Cette loi aurait eu pour effet d'empêcher justement les abus que le député de Lotbinière dénonce aujourd'hui.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je l'ai dénoncée parce que j'étais convaincu qu'elle était plus nuisible qu'utile.

**M. Gagnon (Matane):** Le député a pris du temps à s'en apercevoir, puisqu'en 1936 il n'avait pas voté contre la loi. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a été un peu cruel pour le premier ministre, et je veux relever les affirmations faites hier par le premier ministre, quand il a parlé de 20 bandits crapuleux qui exploitent le peuple avec la Montreal Light, Heat.

**Des députés** s'agitent et protestent à droite et à gauche<sup>2</sup>.

**M. Gagnon (Matane):** Il a suggéré une enquête royale. Pour ma part, je ne m'y oppose pas. Le premier ministre ne les a pas nommés, ces bandits. Mais quels sont-ils? Ceux qui ont volé les citoyens de Montréal, d'après le premier ministre? Les directeurs de la compagnie? Je vois dans une revue publiée par le *Financial Post* la liste des directeurs de la Montreal Light, Heat et, incidemment, il n'y a que 17 directeurs: M. Norris, président, puis M. G. H. Montgomery, c.r...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Point d'ordre! Je n'ai pas parlé des directeurs actuels. Tout le monde se souviendra que, lorsque j'ai parlé de 20 bandits (quelques journalistes ont compris maints bandits) qui ont passé à l'administration de la compagnie, j'ai spécifié qu'il s'agissait du passé. J'ai dit que l'administration de la compagnie avait passé par les mains de bandits, mais je n'ai nommé personne.

**M. Gagnon (Matane):** J'ai fait une note, lorsque le premier ministre prononça ces paroles.

**Des voix de l'opposition:** Nous étions ici. Nous l'avons entendu, il a bien dit "bandits crapuleux".

**Des députés ministériels** protestent.

**Des députés de l'opposition** font des affirmations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'étais en Chambre. Le premier ministre a très bien dit que la province ne se laisserait pas conduire par 20 bandits.

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre a dit que l'administration était entre les mains de bandits. Il a parlé au présent.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition est obligé d'accepter ma parole. J'ai parlé au passé.

**M. Gagnon (Matane):** Les journaux tels que *L'Action catholique*, *Le Canada*, journal qui lui est cher, et *The Gazette* ont rapporté cette affirmation. De plus, j'ai personnellement pris note de la remarque du premier ministre à propos de ces 20 bandits qui ont géré la compagnie.

**M. l'Orateur:** Je dois rappeler le député de Matane (M. Gagnon) à l'ordre. Le premier ministre vient de répéter ce qu'il a dit et ce n'est pas ce que le député de Matane déclare. Je demande à l'opposition d'accepter la parole du premier ministre, comme le disent les règlements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une décision inique et j'en appelle à la Chambre de votre décision, M. l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas une décision. Je prie le chef de l'opposition de ne pas s'énerver. L'Orateur a droit de rappeler un député à l'ordre sans

qu'il y ait appel à la Chambre et je demande au député de Matane (M. Gagnon) de continuer son discours.

**Des voix de l'opposition:** Vote! Vote!

**M. l'Orateur:** Il n'est pas question qu'il y ait un vote là-dessus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre a le droit de voter.

**M. l'Orateur** demande au député de Matane de poursuivre.

**M. Gagnon (Matane)** (tenant en main la liste des directeurs de la Montreal Light, Heat), déclare qu'il n'est pas leur avocat, qu'il n'a pas à les défendre, mais que le premier ministre n'est pas excusable d'employer un tel langage.

Parmi les directeurs actuels, il y a des gens qui sont à la Montreal Power depuis le début. Il y a des organisateurs libéraux, des amis du trésorier provincial. Il doit être pénible pour le trésorier (M. Mathewson) d'être assis près de son chef et de l'entendre traiter de bandits des hommes qui sont ses amis personnels, tels M. Ogilvie et George H. Montgomery, éminent avocat de Montréal, membre du Barreau, ami intime du trésorier provincial et directeur de la Montreal Light, Heat & Power depuis le début de l'entreprise.

En fait, la plupart des directeurs actuels occupent ce poste depuis longtemps et, ainsi que l'a dit le premier ministre, ils sont des bandits, quel que soit le sens qu'il a voulu donner à cette déclaration. Il y a eu feu H.-B. Rainville, ancien président de la Chambre, et le juge Archambault, de la Cour d'appel. Étaient-ils des bandits? Il y a eu feu l'honorable Narcisse Pérodeau, leader du gouvernement au Conseil législatif pendant de nombreuses années et, plus tard, lieutenant-gouverneur de la province. Était-il un bandit?

Il y a eu Ed. Labelle, A.-H. Paradis, M. Molson, ainsi que Morris Wilson, chancelier de l'université McGill, un ami du Parti libéral qui est devenu membre du conseil d'administration à la demande du premier ministre lui-même. Sont-ce là les bandits dont parle le premier ministre? Parmi les gens qui ont fait partie du conseil d'administration de la compagnie, il y a des gens respectables qui ont occupé des fonctions publiques importantes en notre province. Est-ce que M. Rainville, le juge Archambault ou M. Narcisse Pérodeau sont des

bandits? Et M. A.-H. Paradis, organisateur du Parti libéral, financier du Parti libéral, qui est entré dans la compagnie à la demande du premier ministre...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est absolument inexact. Jamais le premier ministre n'est intervenu auprès de cette compagnie, ni d'aucune autre pour faire nommer quelqu'un dans son conseil d'administration. Je n'ai jamais signifié un désir de ce genre à qui que ce soit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est Alfred-H. Paradis, l'un des directeurs, un libéral, qui a offert de vendre la Montreal Power au gouvernement au cours des trois années auxquelles faisait référence le premier ministre, hier soir.

**M. Gagnon (Matane):** Je sais bien que M. Paradis est celui qui a été chargé d'offrir la compagnie en vente au gouvernement depuis trois ans, comme l'a dit hier le premier ministre. Il est tout à fait déplorable que le premier ministre ait traité de bandits des hommes comme Morris Wilson, un ami personnel du trésorier. Je ne connais pas M. Wilson personnellement, mais je sais qu'il est un citoyen des plus respectables. Mais, à tout événement, je concède que ces gens-là ont pu commettre des erreurs.

Je ne suis pas ici pour défendre les directeurs de la Montreal Power, mais je crois qu'ils ont droit à leur réputation. Si ces gens ont commis des abus, c'est en appliquant les lois votées par le Parti libéral qui les traite aujourd'hui de bandits. Ils n'ont fait que profiter des lois libérales, des lois passées par le Parti libéral qui les a gorgés de faveurs.

Le premier ministre a parlé des stocks de la compagnie en disant que c'était de l'eau accumulée. S'il y a de l'eau dans les stocks, c'est parce que le Parti libéral a gorgé la compagnie de faveurs. Maintenant, le gouvernement veut faire semblant d'étatiser. Ce sont les lois du Parti libéral qui, depuis 44 ans, ont protégé ces compagnies. En 1931 et 1932, lorsque la question de la Beauharnois a été discutée à Ottawa, il a été révélé que le gouvernement fédéral avait offert le pouvoir de cette compagnie à la province de Québec, pour fins de nationalisation, et que la province de Québec avait refusé.

À ce moment-là, le gouvernement de Québec était dirigé par M. Taschereau. Ce dernier a refusé de prendre la Beauharnois parce que cela aurait fait concurrence à la Montreal Power, comme le lui suggérerait le fédéral. Quand M. Taschereau a ainsi refusé, il a dû prendre conseil de ses ministres. L'un

de ceux-là était justement le premier ministre actuel, ministre de l'Agriculture, fils favori de M. Taschereau et son futur héritier politique.

Si, donc, le stock de la Montreal Power est de l'eau accumulée, parmi ceux qui accumulaient l'eau dans les stocks de la Montreal Power, le premier ministre actuel a lui aussi apporté sa petite pompe pour accumuler l'eau. Tout cela a fait que l'on a de l'eau pour \$150,000,000 aujourd'hui. Si ces gens de la Montreal Light, Heat & Power sont aussi répréhensibles que le dit le premier ministre, les gouvernements libéraux qui se sont succédé au pouvoir les ont pourtant gavés, et l'eau introduite dans la Montreal Light l'a été à la faveur du Parti libéral.

Après avoir gorgé ces gens de faveurs, le premier ministre devrait avoir aujourd'hui la décence de ne pas appliquer des épithètes qu'on applique à des criminels à ceux qu'il a protégés et des gens qui sont aussi respectables que lui. L'Union nationale a passé des lois pour faire rendre gorge à ces compagnies, mais elle n'a pas accusé ces gens en termes criminels. Un homme d'honneur devrait avoir honte d'appliquer des termes semblables à des citoyens qui sont aussi respectables que n'importe qui dans cette Chambre. Le premier ministre a eu une attitude surprenante. Il n'a pas coutume de parler avec une telle violence. Il a dit que la compagnie a voulu se vendre au gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, au prix de la compagnie. Mais la province nationalise l'entreprise et paiera le prix que décidera la Régie des services publics.

**Des députés ministériels applaudissent.**

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre dit qu'il va faire des contrats avec ces gens. Mais, s'il est vrai, comme le dit le premier ministre, que la compagnie cherche à vendre ses valeurs au gouvernement depuis trois ans et s'il est vrai par ailleurs que ces gens-là sont des bandits, pourquoi traiter avec eux? Pourquoi négocier avec eux une affaire de \$150,000,000? Il transige avec des gens qu'il considère des bandits, pour des sommes qui se chiffreront à des centaines de millions de dollars, et nous demande d'adopter une loi mal faite, mal digérée, incomplète? On n'a pas l'habitude de faire des contrats avec des bandits. Ces gens ont pu commettre des erreurs ou des abus. Depuis 1939, le gouvernement a fait transactions après transactions avec eux. Aux derniers moments de la vie parlementaire de cette Chambre, on les dénonce comme bandits.

Mais, si ce sont des bandits, qu'on les accuse donc plutôt devant les tribunaux et qu'on leur fasse un procès comme ils y ont droit. On devrait les traduire en justice, plutôt que de parler d'exproprier pour le 15 avril prochain. Mais non, je sais qu'on ne le fera pas. C'est quand même un mauvais exemple de la part du premier ministre que de leur acheter leurs valeurs à fort prix, si ce sont des bandits. Il donne un bien mauvais exemple en se servant de telles épithètes. On a tellement peur de les traduire devant les tribunaux qu'on passe une loi pour exproprier sans même recourir aux tribunaux, ce qui est la procédure la plus extraordinaire qu'on puisse imaginer, la plus inusitée qui se soit vue dans l'Empire britannique. Au surplus, le premier ministre déclarait hier que les administrateurs de la Montreal Light, Heat étaient, depuis plus de trois ans, en instance auprès de lui pour offrir cette centrale électrique.

Par ailleurs, il y a 30,000 petits actionnaires qui ont placé leur argent dans des parts de cette compagnie. Ils ne seront pas protégés comme ils y ont droit. Les actionnaires, par la loi, ne pourront soumettre leur cas aux tribunaux. Ceci ne s'est jamais vu. Parmi les 30,000 actionnaires de la compagnie, il y a des gens de mon comté, de petits épargnants, des maisons d'éducation, un bon nombre de veuves et de pauvres gens. Ils ont acheté des actions de bonne foi et ils ont le droit d'être protégés. Ces gens ont le droit de faire entendre leur voix et de soumettre aux tribunaux leurs justes revendications en vertu des lois de la province.

On parle de parts nominales sans valeur au pair. Pourtant, dans une réponse à une question de mon collègue, M. Bourque, au sujet des valeurs détenues par l'administration des biens des Sulpiciens, le gouvernement a répondu il y a quelque temps qu'il y avait 2,000 actions de la Montreal Power, sans valeur au pair, que le gouvernement a payées \$25 par part et il les a vendues à ce prix. Si on veut acheter la compagnie, qu'on le fasse honnêtement.

On entend au lieu de cela priver de pauvres gens de leurs actions nominales, alors que le gouvernement payait \$25 pour les mêmes actions, dans une transaction dirigée par M. J.-A.-A. Leclair, organisateur libéral de Montréal. Si le gouvernement établit ainsi le prix à \$25 l'action, qu'en est-il des droits des gens de Matane et d'ailleurs? Si l'on ne s'occupe pas d'eux, il n'y a pas de justice dans la province. Il est illogique que le gouvernement traite avec des gens qu'il considère des bandits et qu'il soit prêt à leur verser \$150,000,000.

Il y a des aspects regrettables dans cette législation. Trois mois avant les élections, le premier ministre veut nous faire croire qu'il est pour la nationalisation, mais je ne crois pas qu'il soit sincèrement converti. Il a bien évolué depuis quelques années. Je lis, dans *Le Soleil* du 4 novembre 1935, le compte rendu d'un discours prononcé par le premier ministre à Saint-Adalbert, dans son comté de L'Islet, lors de la campagne électorale, qu'il était fermement opposé à la municipalisation et à l'étatisation de l'électricité dans les centres ruraux, affirmant que l'étatisation serait une entreprise ruineuse, et contre la nationalisation comme il se déclarait ailleurs contre le crédit agricole. Il déclarait qu'il était en faveur de la réduction des taux. C'était la première fois qu'il parlait de la réduction des taux.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pardon! Lors du premier discours que j'ai prononcé ici, en Chambre, en proposant l'adresse en réponse au discours du trône, en 1930, j'ai réclamé une réduction des taux et j'ai réclamé l'électrification rurale.

**Des députés ministériels** applaudissent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, et il a ensuite gobé une autre politique pendant de nombreuses années.

**M. Gagnon (Matane):** Il dit dans ce discours de L'Islet reproduit dans *Le Soleil*, son journal, que la municipalisation de l'électricité est le meilleur piège qu'on n'ait jamais tendu aux cultivateurs. "Comme représentant de la classe agricole - et je vois ici le premier ministre se rengorger en se mettant la main sur la hanche pour dire cela - disait alors le premier ministre, je suis opposé à la municipalisation et l'étatisation de l'électricité." Il ajoutait que la municipalisation serait ruineuse pour les cultivateurs et il la dénonçait en même temps que l'étatisation. Voici le rapport du *Soleil*:

Dans ce domaine, disait le député de L'Islet, il y a des compagnies qui peuvent faire des profits exagérés, mais, le premier en Chambre, j'ai demandé une réduction des taux et la diminution des bénéfices des compagnies. Nos adversaires veulent la municipalisation. Je suis contre la municipalisation dans les campagnes, parce que jamais on n'aura tendu meilleur piège aux cultivateurs. Qui consentira à distribuer l'électricité en dehors des villes? Qui va y trouver des bénéfices ailleurs que dans la grande consommation des villes? Comme représentant de la classe agricole, je suis contre la municipalisation, et voici pourquoi.

Qui aurait envoyé l'électricité à Saint-Pamphile sans l'organisation d'une compagnie qui fait ses profits ailleurs dans les grands centres? La municipalisation serait ruineuse pour nos campagnes. Aucune compagnie ne pourrait en retirer de bénéfices avant 50 ans, et nos cultivateurs ont déjà perdu assez d'argent. Une compagnie qui opère dans les grands centres où elle réalise des profits peut installer un système dans les campagnes. Comme représentant de la classe agricole, je suis opposé à l'étatisation et à la municipalisation<sup>3</sup>.

Cette déclaration jette une lumière singulière sur la sincérité du gouvernement et du premier ministre. J'espère que les paroles qu'il a prononcées contre l'étatisation, lors de cette réunion à L'Islet en 1935, seront gravées en épitaphe sur sa tombe. Ce changement subit chez le premier ministre a sans doute pour but de tenter de faire oublier au peuple les trahisons passées de ce gouvernement libéral, sa complicité avec Ottawa, et chercher à détourner de lui non seulement la colère, mais la foudre populaire.

Qu'est ce que le gouvernement a fait depuis 1939 contre les trusts? Absolument rien. Après n'avoir rien fait pendant cinq ans d'administration, le gouvernement vient aujourd'hui, à la dernière minute de la dernière année, présenter un bluff électoral. Le gouvernement moribond n'est pas sérieux. Le changement d'opinion du premier ministre n'inspire aucune confiance. Tout au contraire, plus on étudie cette loi, plus on constate qu'elle n'est qu'un camouflage politique, camouflage assez malhabile, offert à la veille des élections, dans un geste de désespoir.

Il présente une loi d'étatisation alors qu'il n'a plus de mandat pour le faire. Le premier ministre ne nous fera pas croire qu'il est maintenant un tenant de la nationalisation. Mais, si le premier ministre a changé d'avis, il serait plus facile de le croire s'il avait présenté une telle loi dès son arrivée au pouvoir, en 1939. Au lieu de cela, il attend à la dernière minute. Si nous en étions à la première session de la Législature et que le gouvernement présentait ce bill, ce serait encore suspect, mais qu'il le présente à la cinquième session démontre clairement quels sont les motifs qui animent le gouvernement.

Si on avait été sincère, le présent projet de loi n'aurait pas été amené seulement à la veille des élections. Il aurait agi bien avant. Aujourd'hui, le gouvernement verse des larmes de crocodile et accuse les directeurs de banditisme. Il vient dénoncer les hommes qu'il a sans cesse gorgés de faveurs depuis qu'il est au pouvoir. Mais le peuple ne croira pas le Parti libéral, aux élections.

Le premier ministre a rappelé la loi de l'Union nationale qui avait permis d'imposer à la Montreal Power une taxe de \$350,000 payable à la ville de Montréal. Quand il a rappelé cette loi, le premier ministre a dit, en 1940, que c'était un procédé injuste à l'égard des compagnies et il a aboli cette mesure. Aujourd'hui, il accuse les directeurs de la même compagnie d'être des bandits. Où donc est la sincérité? Comment ne pas constater que toute cette affaire est une immense manœuvre pré-électorale?

Il (M. Gagnon) cite les procès-verbaux de la Chambre. L'Union nationale, dit-il, a toujours été favorable à l'électrification rurale et à la baisse des taux. Quant à moi, M. l'Orateur, j'ai trop confiance en votre sagesse et votre intelligence pour penser que vous croirez le premier ministre sincère. À tout événement, le peuple ne le croira pas. La population ne fera certainement pas confiance au gouvernement actuel. Si la nationalisation de la Montreal Light est faite, elle devrait l'être au bénéfice de la population de Montréal et non du gouvernement.

Je veux qu'il n'y ait pas de doute possible sur la politique de l'Union nationale. Nous avons toujours été en faveur de l'électrification rurale au moyen de coopératives locales de distribution. Il n'est pas nécessaire de remonter bien loin en arrière. En 1941, lorsque le premier ministre présenta un projet de loi pour étatiser la Beauharnois, que l'on a fait adopter en vitesse en disant que ça pressait et qui n'a pas encore été mis en application, nous avons exposé nos vues, nous avons présenté un amendement pour proposer l'électrification rurale.

La nationalisation de la Beauharnois fut adoptée, malgré les vives protestations de l'opposition. Elle est dans les Statuts du Québec depuis trois ans. Elle est lettre morte. En serait-il de même de ce nouveau projet? Toutes ces manœuvres libérales sont des subterfuges pour tenter de faire oublier au peuple les souffrances de la guerre. On s'y emploie en offrant la faible lumière d'une ampoule électrique. Après les élections, ce n'est pas la lumière d'une ampoule électrique, mais la grande lumière de la justice et de la liberté que l'Union nationale va faire luire sur la province.

À plusieurs reprises, nous avons présenté des mesures en amendement<sup>4</sup> pour favoriser l'électrification rurale. Toujours on a rejeté nos suggestions. Le gouvernement veut ridiculiser et réduire les mérites de la centrale de l'Outaouais supérieur, la Noranda, qui utilise la centrale du Témiscamingue, construite grâce à une loi de l'Union nationale et qui servira à fournir l'énergie



électrique aux vastes régions nouvelles du Témiscamingue et de l'Abitibi. Les libéraux ont tenté à plus d'une reprise de déprécier ce premier geste de la part de l'Union nationale, dans le domaine de l'étatisation. On a déclaré que la compagnie a eu le droit de charger \$15 du cheval-vapeur, sous l'Union nationale. Or, le ministre des Terres oublie que dans une réponse à une question, dans cette Chambre, il a déclaré que cette compagnie charge maintenant \$25. Qui a favorisé la compagnie? Des délégations de l'Abitibi et du Témiscamingue sont venues demander au gouvernement d'étendre dans la région le service donné par cette centrale. On a répondu qu'il n'y avait pas d'électricité disponible.

Cependant, à une question posée par le député de Lotbinière (M. Chaloult), le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) a répondu récemment que la centrale produisait 28,000 chevaux-vapeur et qu'elle pouvait en produire 48,000. On n'en vend en réalité que 14,000 à 16,000 et à un seul client, la Noranda. Le gouvernement actuel fait en sorte que l'on n'utilise pas le maximum de capacité de production de cette centrale, en dépit des demandes de la population de la région. Il veut ridiculiser la compagnie.

Pourtant, c'est son gérant qu'il a choisi comme membre du conseil économique. Le gouvernement a tout fait pour nuire à la centrale du Témiscamingue. L'Union nationale avait commencé la construction d'une ligne de transmission pour aller porter l'électricité de cette centrale à la population de la région. Mais le gouvernement actuel a laissé pourrir une partie des poteaux que l'Union nationale avait plantés pour développer l'entreprise et en faire profiter le peuple et qui devaient servir à la transmission.

Il a vendu à la compagnie Gatineau des milliers de pieds de fil de cuivre, pour près de \$25,000. Il a tout fait pour diminuer l'utilité de la centrale hydroélectrique de l'Outaouais. Notre position est claire, solide. Nous sommes en faveur de l'étatisation dans les régions où il est avantageux de produire l'énergie électrique, pour ensuite la revendre aux municipalités qui organiseront elles-mêmes leurs centrales de distribution.

Le gouvernement veut faire croire qu'il va abaisser les taux de l'électricité. Pourtant, il permet à la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent d'agir à sa guise et il repousse les demandes de la population de la région en faveur d'une révision de ses taux. Si le gouvernement veut réellement nationaliser, pourquoi ne pas nationaliser dans toute la province, au lieu de faire des faveurs à certaines

compagnies, comme celle du Bas-Saint-Laurent, par exemple? À la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent, les directeurs sont tous d'honnêtes gens.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Écoutez, écoutez!

**M. Gagnon (Matane):** Ils ont obtenu des faveurs du gouvernement et on ne peut les blâmer d'en profiter. Ils procèdent pourtant de la même manière que la Montreal Light, Heat & Power. Alors, pourquoi blâmer les directeurs de la Montreal Power d'avoir profité de faveurs semblables? Je ne blâme pas la compagnie de demander des faveurs, mais je blâme le gouvernement de lui en accorder. À la compagnie de M. Jules Brillant, on vient, à la veille des élections, de prolonger son bail de 75 ans; par un arrêté en conseil du mois d'octobre 1943, le gouvernement augmente les pouvoirs de la compagnie et lui accorde des faveurs au moment où il étatisé la Montreal Light.

Voici le texte de l'arrêté ministériel no 2841 du 4 octobre 1943 concernant la reconstruction du barrage-réservoir du lac Mitis.

Attendu que, en vertu de la loi 12 George V, chapitre 11 (1922), la Commission des eaux courantes a été autorisée à régulariser le débit de la rivière Mitis par la création d'une réserve d'eau dans les lacs Mitis et autres tributaires;

Attendu que la Commission des eaux courantes a procédé, en 1924, à la construction d'un barrage en bois à la sortie du lac Mitis inférieur, seigneurie du lac Mitis;

Attendu que ce barrage se trouve dans un état avancé de décrépitude et qu'il y a lieu de le remplacer;

Attendu que le gouvernement juge opportun de permettre à la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent d'exécuter cette reconstruction, aux frais et dépens de ladite Compagnie, suivant les dispositions du chapitre 98, section VII, Statuts refondus de Québec, 1941;

Attendu que, pour donner suite à cette décision, la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent doit obtenir de la Commission des eaux courantes la location de certains droits et privilèges: terrains, servitudes, etc.;

Il est ordonné, en conséquence, sur la motion de l'honorable ministre des Terres et Forêts, que la Commission des eaux courantes de Québec soit autorisée, aux principales conditions suivantes, à conclure un contrat avec la Compagnie de Pouvoir

du Bas-Saint-Laurent, pour la location des droits et privilèges requis aux fins susmentionnées:

1. Bail pour un terme de 75 ans ou de 20 ans, suivant que le barrage du lac Mitis sera reconstruit en béton ou en bois;

2. Paiement par la Compagnie à la Commission, d'un loyer annuel de \$2.50 par HP./an sur une quantité de 1,300 HP./an additionnels que la Compagnie peut ainsi produire à son usine actuelle de Priceville;

3. Pour toutes autres usines hydrauliques que la Compagnie pourra construire sur la rivière Mitis, une redevance annuelle additionnelle sera exigée;

4. Le contrôle du débit de la rivière Mitis sera exercé par la Commission des eaux courantes;

5. Les frais d'exploitation, salaires des gardiens, entretien du barrage, seront à la charge de la Compagnie;

6. Autres conditions que le ministre des Terres et Forêts jugera à propos d'y incorporer.

Cet arrêté ministériel comporte donc un bail de 75 ans, alors que l'ancien bail était expiré depuis 1941. Et celui qui présidait, l'automne dernier, l'assemblée de Rimouski était l'honorable Jules Brillant, à qui appartient la compagnie du Bas-Saint-Laurent. Cette compagnie, dont il est également le président, reçoit l'autorisation de reconstruire le barrage-réservoir du lac Mitis, mais, en retour, le gouvernement lui concède un bail pour un terme de 75 ans ou de 20 ans, suivant que ledit barrage sera construit en béton ou en bois; la compagnie paiera un loyer annuel de \$2.50 par cheval-vapeur sur une quantité de 1,300 chevaux-vapeur additionnels que la compagnie peut ainsi produire à son usine actuelle de Priceville.

Ainsi, elle construit le barrage, mais elle ne paiera plus que \$3,500 au lieu de \$16,000 par année. Le gouvernement eût mieux fait de reconstruire le barrage et de continuer à recevoir \$16,000. Dans 20 ans, le premier ministre pourra se couvrir la tête d'un sac de sable et déclarer que les directeurs de cette compagnie sont des bandits.

J'ai ici le texte d'une résolution adoptée par le conseil de ville de Matane, dont le maire, le colonel Fafard, est un libéral. Cette résolution prie le gouvernement de charger la Régie des services publics de faire enquête sur l'administration et la structure financière de la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent, en affirmant que ses taux sont trop élevés. Le premier ministre a adressé cette requête au président de la Régie, M. Dugas, qui l'a proprement enterrée. Elle a été adoptée le 6 décembre 1943 et demandait que le conseil fasse

pression auprès de la Régie des services publics pour que cette dernière enquête dans la structure financière, depuis son origine, de la Compagnie du Pouvoir du Bas-Saint-Laurent et aussi dans son administration, afin de pouvoir rendre justice aux contribuables de cette ville comme de ceux de toute la région, et que cette copie de la présente résolution soit transmise à la Régie des services publics, à l'honorable Wilfrid Hamel, ministre des Terres et Forêts, à l'honorable Perreault Casgrain, ministre d'État pour cette région, et à l'honorable Onésime Gagnon, député provincial du comté de Matane.

On a enterré cette requête. Le gouvernement avec sa loi veut faire des cadeaux de \$150,000,000 et il ne baisse pas les taux d'électricité dans la région du Bas-Saint-Laurent. Qu'on adopte une politique uniforme pour toute la province en matière d'électricité et non une politique en vitesse à la veille des élections. Le gouvernement veut se convertir avant les élections, mais l'Union nationale ne peut approuver une politique énoncée, comme cela, à la dernière minute. Ce n'est pas le temps de donner une petite lumière électrique aux cultivateurs qui demandent du pain. Ce n'est pas le temps d'acheter la Montreal Power pour \$150,000,000. Il faudrait que le gouvernement ait une politique plus rationnelle, s'il veut que le peuple le croie sincère. Il ne faut pas gorger de \$150,000,000 des gens qu'on qualifie de bandits.

En décrétant que la loi servira de titre de propriété au gouvernement, on insulte la magistrature en signifiant qu'on n'a pas confiance au jugement que porterait la cour dans une telle expropriation en entendant la voix des petits actionnaires. C'est réellement une conversion pré-électorale que cette mesure. Mais, quoi qu'il fasse, le gouvernement devra rendre compte au peuple de sa conduite au cours de la présente guerre, de ses serments passés qui ont été reniés, du sabotage des lois ouvrières de l'Union nationale, du sabotage de la loi de crédit agricole et du sabotage des lois de pensions aux vieillards et aux mères nécessiteuses. Il devra rendre compte des méthodes inhumaines employées à l'égard des chômeurs.

Il devra rendre compte d'avoir manqué à son devoir en ne prenant pas les moyens voulus pour protéger l'agriculture en gardant les fils de cultivateurs sur les terres. C'est sur cela que le gouvernement sera jugé. Et, quand le peuple se sera prononcé, il se donnera un gouvernement d'hommes honnêtes ayant à leur tête un patriote vigilant, un grand administrateur et un grand homme d'État, comme mon chef.

On pourra rendre justice à tous, car avec le chef de l'opposition, toutes les classes de la société avaient justice. Il n'y a rien à attendre du présent gouvernement. Je propose donc un amendement. Le peuple verra clair dans toutes les manœuvres du gouvernement et les électeurs ne renouvelleront certes pas leur confiance au gouvernement actuel mais bien à l'Union nationale.

Je propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans quatre mois".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'appuie l'amendement du député de Matane (M. Gagnon). Cet amendement s'explique par le fait que le gouvernement n'est pas en possession d'un mandat suffisant et de la compétence pour régler cette question de l'électricité. Il n'offre pas les garanties pour régler ce problème, car dans quatre mois, le gouvernement aura été forcé de faire des élections. Ce n'est pas un gouvernement qui a violé son mandat de 1939, qui a fait des négociations avec des bandits, qui a le droit de régler ce problème. Après l'élection prochaine, c'est le futur gouvernement de l'Union nationale qui sera au pouvoir et c'est elle qui se chargera de le régler.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un gouvernement qui veut traiter avec des bandits ne mérite pas la confiance. C'est nous qui allons régler cette question.

**Des députés ministériels** rient.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je dirai premièrement que, dans quatre mois, que les élections aient eu lieu ou non, le gouvernement sera le même, et il sera encore ici. Je ne sais si d'ici là il y aura eu des élections, mais, même si nous avons le temps d'aller au peuple, c'est le gouvernement actuel qui dirigera les destinées de la province et la nationalisation sera un fait accompli depuis quatre mois. Je répète ce que j'ai dit hier, que non seulement nous avons notre mandat reçu en 1939 pour régler ce problème, mais aussi celui que l'Union nationale s'est fait donner par de fausses promesses. En 1936, le chef de l'opposition a remporté le pouvoir en promettant de faire ce que le gouvernement libéral fait actuellement. Nous avons donc aussi le mandat que le chef de l'opposition a obtenu frauduleusement, en 1936, en promettant la nationalisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au premier ministre de retirer cette expression.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si elle déplaît à mon honorable ami, je la retire, mais, en 1936, il a promis l'étatisation de l'électricité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est faux!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est la promesse du chef de l'opposition qui est fausse.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette législation s'impose de façon impérieuse. Elle est nécessaire et urgente. L'Union nationale devrait s'entendre. Le député de Matane (M. Gagnon) a contredit, cet après-midi, le chef de l'opposition. On nous reproche d'être injustes pour la compagnie et, un moment après, on nous reproche de lui donner \$150,000,000. La vertu se tient toujours au milieu. La vérité est entre le Bloc populaire - le député de Lotbinière (M. Chalout), que je crois sincère, a apporté des arguments intéressants auxquels nous répondrons en temps et lieu - et les protecteurs des monopoles qui sont bien connus dans la province; on peut discuter avec le député de Lotbinière, mais non avec les protecteurs des monopoles. Et, entre l'opinion du Bloc et celle de l'opposition, il y a celle du gouvernement qui est la bonne.

Il est encore question des bandits et de banditisme. Le chef de l'opposition s'est scandalisé de cette expression. Les bandits ont toujours exercé le banditisme et le chef de l'opposition s'est souvent servi du terme de "banditisme" pour caractériser les opérations de la Montreal Light. J'ai parlé de bandits et le chef de l'opposition a parlé dix fois de banditisme. Quelle différence? Dix fois, en cette Chambre, mon honorable ami a dit que des directeurs du monopole avaient fait des actes de banditisme. Lorsque j'ai parlé de bandits, je n'ai voulu attaquer personne en particulier. Mais, durant les 40 dernières années, les affaires de la compagnie ont été conduites sur une base de banditisme. Certaines tractations faites depuis 40 ans ne peuvent être appelées autrement.

L'Union nationale a créé une centrale pour déprécier l'étatisation. Elle a voulu démontrer, par son entreprise du Témiscamingue, que la nationalisation était désavantageuse. Nous voulons établir, nous, que l'étatisation peut être une bonne chose pour le peuple, qu'elle est une chose excellente quand elle est faite sur une base d'affaires.

**M. Chaloult (Lothbinière):** Je vote contre cet amendement parce que je favorise le principe de l'étatisation et que la deuxième lecture d'un bill invite les députés à se prononcer sur le principe d'une mesure sans se prononcer sur ses modalités. Je veux qu'on comprenne bien que, si je vote pour le bill en deuxième lecture, c'est parce que le principe seul est en jeu. Au stade de la troisième lecture, j'enregistrerai ma voix contre le bill 17 parce qu'alors j'exprimerai mon dissentiment sur la méthode d'expropriation de la Montreal Light et de la Beauharnois.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Marler, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 15.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin, (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 47.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

## Décisions de l'Orateur:

### Crise du logement

**M. l'Orateur:** Lors de l'ouverture de la séance du 22 mars 1944, le représentant de Joliette (M. Barrette) a soulevé un point d'ordre et de règlement à l'encontre d'une motion du représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), item 39 du *Feuilleton* du même jour. Le député de Joliette (M. Barrette) a allégué que ladite motion est irrégulière parce qu'elle soulève une question identique à celle dont la Chambre a déjà décidé durant la session en

cours, à savoir le 2 février 1944, le tout contrairement aux dispositions de l'article 151 du Règlement.

Le seul point en litige est celui de savoir si les deux questions sont identiques.

La motion du député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) demande la production de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et celui du dominion du Canada en rapport avec la crise du logement qui sévit actuellement en la cité de Montréal.

Celle que la Chambre a votée le 2 février 1944, et qui avait l'honorable représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) comme auteur, demandait la production d'un échange de correspondance se rapportant à l'absence, à l'insalubrité et à l'insuffisance de logements ou habitations dans la province.

En comparant ces deux motions, il est facile de constater qu'elles concernent une question qui, au fond, est identique, bien qu'exprimée en termes différents. En effet, les mots "crise du logement" et "insuffisance de logements ou d'habitations" signifient sensiblement la même chose. J'ai rendu, l'an dernier, savoir le 16 juin 1943 (pages 430, 431 et 432 des *Journaux de l'Assemblée législative*), une décision dans le même sens et j'y réfère les honorables membres de cette Chambre.

Je déclare donc irrégulière et hors d'ordre la motion de l'honorable député de Saint-Louis demandant la production de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et celui du dominion du Canada en rapport avec la crise du logement qui sévit actuellement en la cité de Montréal, et je demande au greffier de la rayer du *Feuilleton*.

## Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

## Deuxième séance du 29 mars 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Hydro-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné aujourd'hui, sur la motion de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) proposant que le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** On s'étonnera peut-être de me voir participer au débat, vu qu'on a parlé de moi comme un ami des trusts. Le bill actuellement devant la Chambre consacre le principe de l'étatisation. À ce sujet, on a dit en certains milieux que le trésorier provincial s'en allait à sa mort politique s'il approuvait cette mesure. Le trésorier provincial y va le sourire aux lèvres et il est certain de sa résurrection. Cette mesure est la plus importante jamais soumise à la Chambre de Québec et il est urgent que l'on en discute sans parti pris. N'oublions pas les erreurs du passé et allons de l'avant dans l'exploitation des ressources naturelles de la province pour que la population puisse en bénéficier.

En principe, je suis contre l'intervention de l'État dans les entreprises privées, contre toute forme de socialisme d'État, mais il y a des cas où l'étatisation est nécessaire. Quand une situation exige les grands remèdes, il n'y a qu'à procéder à l'opération. Je suis comme le médecin qui n'aime pas les opérations, mais les pratique s'il les croit nécessaires. Un bon médecin ne doit jamais hésiter à pratiquer une intervention lorsqu'il est devant un malade et que la vie de son patient est en jeu.

Le chef de l'opposition a dit de la Montreal Power que c'était un bébé cancéreux. Le bébé a grandi singulièrement depuis un demi-siècle et, s'il porte un cancer, il faut le lui enlever, il faut le soigner pour l'empêcher de mourir, il faut lui enlever ce cancer dans l'intérêt du public. Une excroissance cancéreuse s'est développée dans l'organisation politique et il faut l'en extraire. C'est ce que le gouvernement veut faire avec le projet de loi actuel.

L'intervention de l'État est parfois nécessaire. On ne peut aborder ce problème de la manière habituelle et l'on ne peut pas dire non plus qu'il faut toujours tout laisser à l'entreprise privée. Si nous voulons sauver notre système individualiste, qui consiste à assurer une récompense à l'homme qui travaille, il faut intervenir. Je crois à l'initiative privée et je crois que c'est grâce à elle si nous

jouissons de notre niveau de vie actuel. Elle nous incite en effet à fournir des efforts, mais il nous faut parfois nous adapter aux circonstances. On ne peut avoir une attitude tranchée relativement à l'initiative publique et privée. On ne peut pas dire que rien ne doit être étatisé. Il faut s'adapter aux circonstances, aux besoins et aux situations. Le système individualiste s'impose au Canada, mais on ne doit pas avoir les mains liées, même lorsque l'on croit au capitalisme. Il faut être libéral dans la vie. On ne peut donc pas s'opposer au système d'étatisation avec une idée fixe.

Répondant à l'argument que l'initiative privée donne de meilleurs résultats que l'initiative publique, il cite un rapport préparé par les meilleurs experts des États-Unis sur la question. Ce rapport dit qu'il n'a à offrir aucun témoignage vraiment concluant en faveur de l'initiative privée.

Pourquoi a-t-on proposé d'exproprier la Montreal Power? Quelles sont les raisons qui nous poussent à étatiser une entreprise qui marche depuis un demi-siècle, qui a donné un service de bonne qualité et que l'on s'apprête à prendre à notre charge? Quelles sont les raisons qui nous forcent à nous lancer dans une pareille affaire?

Je peux donner l'assurance à la Chambre que nous avons de bonnes raisons d'agir ainsi. C'est dans l'intérêt de la province. En premier lieu, la position inférieure dans laquelle notre province se trouve par rapport à Ontario, qui, depuis un quart de siècle, a la nationalisation et ne croit pas que ce soit la fin du monde. L'électricité n'est désormais plus considérée comme un luxe, mais comme une nécessité quotidienne et personne ne devrait en être privé. A-t-on cru que la fin du monde était proche, quand on a nationalisé dans l'Ontario? A-t-on sonné le glas de l'entreprise privée? C'est tout le contraire qui s'est produit. De nombreux projets ont été réalisés, en Ontario, au cours des dernières années. La province voisine réalise des bénéfices avec son hydro provinciale et elle fait bénéficier ses consommateurs de taux beaucoup inférieurs aux nôtres.

On paie en Ontario, pour l'industrie, \$10 le cheval-vapeur de moins cher que dans notre province. L'électricité qui est générée dans la province de Québec est présentement vendue en Ontario à plus bas prix qu'ici. Les prix sont moins élevés d'un côté de la rivière des Outaouais que de l'autre. À cause de ses taux d'électricité plus élevés, le Québec est dans un état marqué d'infériorité vis-à-vis la province de l'Ontario. Le gouvernement de Québec reconnaît qu'il est de son devoir de mettre un terme à cette situation, de faire en sorte qu'elle ne

dures pas. Il est de son devoir d'exposer la situation aux députés et de leur soumettre ses orientations. Le gouvernement est donc forcé d'étatiser l'électricité. Québec doit voir à conserver sa place dans la Confédération. Il ne faut pas se laisser dépasser par l'Ontario. Il faut même la concurrencer, tout en demeurant dans les limites de la loyauté.

En Ontario, l'hydro ne paie pas de taxes au gouvernement fédéral, suivant le principe que la couronne ne peut taxer une propriété de la couronne pour le compte de la province, tandis que les compagnies d'électricité de la province paient environ \$18,000,000 en taxes au fédéral chaque année. Les taxes actuelles sur l'électricité coûtent deux fois plus que l'électricité, à Montréal. Ainsi, la Montreal Light, Heat & Power, à elle seule, paie \$8,000,000 de taxes cette année, alors que la consommation de l'électricité à Montréal n'est que d'environ \$4,500,000. Ce qui veut dire qu'Ottawa impose une taxe sur l'électricité domestique.

La nationalisation fera disparaître cette taxe. C'est le seul moyen d'en éviter le paiement aux citoyens. Une entreprise d'État ne les paierait pas et enlèverait par conséquent un lourd fardeau des épaules de la population. Comme les consommateurs domestiques de Montréal paient \$4,800,000 au monopole<sup>5</sup>, si on ne tient compte que du revenu brut de son service domestique, nous pourrions leur donner l'électricité pour rien et avoir encore un bénéfice de \$3,200,000.

Cela ne pouvait pas continuer et l'action du gouvernement apportera aux contribuables de Montréal des réductions de taux considérables. On a dit: "Pourquoi n'avez-vous pas fait disparaître cette taxe fédérale?" Je suis allé moi-même à Ottawa. On a fait autant de pression que possible à Ottawa, mais en vain. On m'a répondu: "Si on exempte une industrie dans Québec, il faudra faire la même chose dans les autres provinces." On m'a dit que Québec ne pouvait pas être traitée différemment et que les industries dans le Québec ne pouvaient être exemptes de taxes si les industries privées des autres provinces sont taxées.

Ainsi, le seul moyen pour le gouvernement d'arriver à ses fins, c'est de faire en sorte que les citoyens de la province puissent faire une concurrence loyale à l'Ontario en nationalisant, donc en mettant la propriété au nom de la couronne. Que ce soit populaire ou non, le gouvernement entend faire son devoir et, sur cette question de l'électricité, je vais suivre mon chef, M. Godbout. Le premier ministre a montré un grand courage en indiquant le chemin à ses administrés au lieu de les suivre.

L'homme public doit agir ainsi au lieu de rester dans une tribune publique pour rechercher des applaudissements. Je suivrai mon chef jusqu'au bout.

Il y a d'autres raisons pour l'étatisation. La canalisation du Saint-Laurent, que cela nous plaise ou non, se fera nécessairement un jour ou l'autre, peu après la guerre, et permettra à la province de Québec d'être en bonne posture dans le domaine de l'énergie électrique. Il nous faut accepter cette conclusion logique et inévitable. La première démarche a été entreprise il y a trois quarts de siècle, lors de la construction du canal Lachine.

La situation économique ne sera plus la même en temps de paix qu'en temps de guerre, et il faut que l'on aille de l'avant avec le projet de canalisation du Saint-Laurent. Ces travaux permettront aux provinces de l'Ontario et de Québec de développer chacune un million de chevaux-vapeur additionnels. Ce million de chevaux-vapeur doit-il être mis dans les mains des institutions privées ou donné au peuple, pour qu'il en bénéficie lui-même?

Par l'hydro provinciale, le gouvernement mettra à la disposition du peuple un million de chevaux-vapeur additionnels. Tout cela sera fait, naturellement, sous le contrôle de l'État, de sorte que Québec a intérêt à s'assurer que ce seront les autorités provinciales, et non des intérêts privés, qui le représenteront en un moment aussi important. L'énergie additionnelle développée par l'aménagement du Saint-Laurent va permettre à l'Ontario de baisser encore ses taux. Il est temps que la province de Québec songe à protéger ses industries. Il ne faut pas laisser la province voisine prendre les devants continuellement dans le domaine de l'électricité.

Les journaux ontariens, tels *The Ottawa Citizen* et *Ottawa Journal*, reconnaissent le caractère progressiste de cette démarche; ils savent qu'elle est essentielle si Québec veut garder sa place dans la Confédération. Comme l'Ontario a à sa disposition un autre million de chevaux-vapeur, cela veut dire que les industries iront s'établir dans cette province et stimuleront sa croissance. Est-ce que Québec peut se permettre de se laisser distancer? Les chiffres démontrent que l'Ontario a fait des progrès considérables, récemment. Toronto va de l'avant.

Nous sommes heureux des progrès réalisés par notre province-sœur, mais allons-nous nous croiser les bras sans nous donner les moyens de concurrencer loyalement l'Ontario? Pouvons-nous permettre que la province voisine puisse seule stimuler son industrie? Ontario a fait plus de progrès que Québec, et Toronto plus que Montréal. Nous ne

devons pas rester les bras croisés. Il faut agir. Il faut stimuler le développement de notre province. Il faut concurrencer l'Ontario, tout en demeurant dans la limite de la loyauté.

C'est l'avenir des jeunes qui est en jeu. Le gouvernement est en face d'un problème social sérieux. Nous avons 125,000 jeunes gens et jeunes filles qui sont venus des campagnes dans les villes, durant la guerre. Après le conflit, ils voudront retourner à la campagne. Pouvons-nous leur demander de retourner à la campagne sans leur offrir un minimum de confort? Non. Ces jeunes gens ne voudront plus retourner dans le fond des rangs, s'ils n'ont pas au moins l'espoir qu'on fera quelque chose pour électrifier les campagnes. C'est pourquoi le gouvernement profite de la nationalisation pour donner un élan à l'électrification rurale.

Si l'on trouve \$10,000 du mille pour les chemins, on devrait en trouver \$1,500 par mille pour les lignes électriques. Le gouvernement doit procéder à l'électrification rurale pour rendre la vie des campagnards plus agréable, afin qu'ils puissent attirer chez eux les milliers de jeunes qui, à la faveur de la guerre, ont goûté au confort dans les villes. Ce n'est pas le district de Montréal qui doit payer pour cela, mais la province tout entière. C'est elle qui fournira l'argent, comme il convient.

La Régie des services publics ne peut régler seule le problème de l'électricité, parce qu'elle n'a pas le pouvoir de supprimer les taxes. La Montreal Power n'est une compagnie privée que pour la forme. C'est un monopole qu'il faut nationaliser pour le bien général. On dit: "Vous n'avez pas le droit de confisquer. Cela coûterait trop cher à la province de Québec de confisquer, car elle perdrait sa belle renommée." Nous ne confisquerons rien, mais nous ne paierons que ce que ça vaut. Le gouvernement est prêt à payer ce que vaut justement la compagnie. Il ne veut spolier personne, mais il ne paiera pas le mouillage des stocks.

Quelle est la capitalisation de la Montreal Power? Comment se fait-il qu'il y ait du bon et du mauvais capital dans la Montreal Power? En 1902, le capital de la compagnie était de \$16,000,000. Il y avait peut-être un peu de mouillage là-dedans, mais, étant donné les risques du début, c'était acceptable. En 1916, il a été porté à \$18,000,000. Cette augmentation s'explique très facilement. Là encore, rien d'exagéré. En 1917, cependant, du jour au lendemain, le capital a été élevé à \$63,000,000, soit une augmentation de \$40,000,000. En 1926<sup>6</sup>, la compagnie s'est rendu compte qu'elle avait trop d'argent et elle a fait une distribution de \$32,000,000

en argent à ses actionnaires. Dès ce moment, les actionnaires ont été remboursés à 100 %, avec un boni de 50 %, et ils restaient propriétaires d'un actif évalué à \$45,000,000. Les actionnaires étaient déjà remboursés d'un seul coup de tout l'argent versé au début. En 1935, c'est le Parti libéral qui a eu le courage d'exercer le contrôle qui s'imposait. Nous avons décrété que l'actif réel ne comprendrait pas les franchises, pour lesquelles la compagnie n'avait jamais rien payé. Nos amis de l'opposition ont changé la loi en 1937 pour ajouter à l'actif réel les franchises, mais nous avons rétabli la loi en 1941.

Les directeurs du monopole se sont vantés d'être de grands administrateurs et de grands financiers. Or, vers 1929, la compagnie a vendu des actions à ses clients. Mais, peu de temps après, entre 1931 et 1934, les directeurs faisaient des placements, que j'appellerais des spéculations, sur le marché américain. Elle a risqué \$25,000,000 à la Bourse de New York et en a perdu \$16,000,000. Les directeurs ont ainsi perdu \$16,000,000 des \$25,000,000 qu'ils avaient risqués.

Jamais ils n'ont révélé à leurs actionnaires cette perte sèche qu'ils ont essuyée. Les actionnaires n'ont jamais assisté à aucune des assemblées annuelles de la compagnie pour demander des renseignements. Les directeurs administraient les affaires de la compagnie sans jamais consulter les actionnaires. Ils ont remboursé ce montant en le prenant dans le fonds mis de côté pour la dépréciation. Toutes les opérations de cette compagnie ont été imprégnées de fausseté.

Il s'agit de savoir si un gouvernement peut bien administrer une affaire comme la Montreal Light. Dans les affaires ordinaires, l'entreprise privée est supérieure au gouvernement, mais je crois que, dans les utilités publiques, le gouvernement, s'il est représenté par de bons hommes, est supérieur à l'entreprise privée.

La compagnie dit qu'elle doit être protégée. Contre qui? Les directeurs sont-ils justifiables d'avoir dépensé des centaines de mille dollars de l'argent de leurs actionnaires pour combattre le gouvernement? Ils ont formé une compagnie indépendante, la Southmount Investment Corporation, avec un capital de \$1,300,000. Ils ont pris les dividendes qui sont payables le 1<sup>er</sup> avril pour créer un fonds spécial, au moyen duquel ils ont organisé la lutte contre le gouvernement.

Les actionnaires devaient faire en sorte que cette mesure gouvernementale ne passe pas, autant que possible. C'est leur affaire et non celle du gouvernement. Avec cette campagne d'annonces de

la Montreal Power contre le gouvernement, on a sûrement dépassé la mesure. Quand même les directeurs dépenseraient \$100,000,000 pour combattre le gouvernement, nous allons nationaliser l'électricité dans l'intérêt du peuple, afin que Québec ne soit pas en arrière d'Ontario!

Je ne blâme pas les directeurs personnellement, mais comme administrateurs de la compagnie. Le gouvernement ne leur en veut pas. Un grand nombre sont de braves gens et ont leur intégrité comme hommes publics. Mais, en 1942, il restait encore \$11,000,000 à cacher de leurs pertes dans les spéculations. Sur quelque 30,000 actionnaires de la compagnie, la plupart sont de bonne foi et ont besoin de protection. Ils ont investi leur argent de bonne foi dans cette compagnie, mais ont-ils suffisamment vu à leur affaire? On fera payer ceux qui doivent payer. On paiera la valeur réelle, l'achalandage non compris. On paiera aussi pour le capital utilement investi, mais pas plus. Il n'est aucunement question de déposséder les actionnaires qui ont placé des capitaux de bonne foi dans cette entreprise. Les actionnaires auront pleine et entière justice. Ils n'ont rien à craindre, le gouvernement ne leur enlèvera pas une parcelle de ce qu'ils possèdent.

Le gouvernement de la province de Québec n'a pas l'intention de voler qui que ce soit. Il y a appel au Conseil privé de la décision de la Régie des services publics qui fixera le coût de l'acquisition de la Montreal Power. Mais les directeurs de la Montreal Power n'ont pas le droit de prendre l'argent de la compagnie pour faire la lutte au gouvernement. On nous dira: "Pourquoi avez-vous attendu si longtemps?" Le passé est mort. Enterrons-le et regardons l'avenir. Si des erreurs ont été commises dans le passé, cela ne veut pas dire qu'il faille les prolonger.

Préparons notre province pour les générations futures. Je demande à l'opposition d'appuyer le gouvernement, de l'aider dans ce moment historique de notre histoire, car cette action s'impose. Ne faisons pas de la nationalisation un football politique. L'opposition peut collaborer avec le gouvernement dans cette grande mesure, plutôt que d'essayer d'empêcher la réalisation de cette œuvre importante qui provoquera une nouvelle ère de progrès dans la province. Actuellement, il n'existe pas d'autres moyens que d'étatiser la Montreal Light, et ce, dans l'intérêt du peuple. Voilà pourquoi je suis en faveur du projet de loi.

**M. Leduc (Laval):** Comment se fait-il que, dans une province où le principe de l'entreprise

privée a toujours été considéré comme une chose sacrée, on s'aventure brusquement dans une expérience de grand socialisme? On a donné à cela plusieurs raisons: abus de toutes sortes, combines malsaines, etc. Je crois qu'il y a des raisons encore plus profondes.

La première raison qui motive l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power, c'est que nous sommes en guerre. La guerre nous a appris à nous servir de l'argent et à le faire servir au bien commun. Une quantité énorme d'argent a été mise en circulation et c'est ce qui va nous permettre de trouver les fonds nécessaires à cette entreprise. Les guerres ont de ces avantages qu'elles nous portent à croire qu'elles sont nécessaires à la vie de la communauté. Et je ne suis pas assez naïf pour croire qu'il n'y en aura pas d'autres à l'avenir. C'est à cause de ce nouvel état de choses que le gouvernement peut songer à établir une entreprise d'État au coût de plus de \$100,000,000. Avant la guerre, on n'aurait pas pu faire cela.

La deuxième raison, c'est que les idées font leur chemin. Elles font leur chemin par la force des choses. Il y a quelques années, des gens ont lancé l'idée qu'il faudrait tôt ou tard que le peuple s'empare des compagnies d'utilité publique, et c'est cette idée qui se réalise aujourd'hui. Le temps est venu pour le gouvernement de dépenser les sommes nécessaires pour acheter ces compagnies qui seront ensuite exploitées au profit de la masse. Les compagnies n'ont pas compris à temps qu'elles avaient un rôle social à remplir.

C'est parce qu'elles n'ont pas eu le sens de leurs responsabilités sociales, c'est parce qu'elles n'ont pas évolué assez rapidement avec les idées nouvelles qu'elles sont aujourd'hui menacées. Les idées suivront leur cours et, demain, il y aura d'autres expropriations. Lorsqu'une industrie privée abuse de ses pouvoirs, c'est le devoir de tout gouvernement d'intervenir. Prochainement, le peuple se fera justice à lui-même et s'emparera des industries privées parce que ces dernières accumulent trop.

Il y a un autre principe qui nous force à l'expropriation. C'est la troisième raison. Pour assurer à leurs administrés une plus grande prospérité et une plus grande sécurité sociale, les gouvernements devront à l'avenir rencontrer des obligations de plus en plus considérables. C'est pourquoi ils devront se procurer des revenus additionnels, entrer sur le terrain de l'initiative privée. Le peuple a été appelé au cours des dernières années à faire des sacrifices considérables, au cours de la guerre, mais les gouvernements ne pourront pas toujours augmenter



les taxes et, comme les dépenses vont augmenter quand même tout le temps, ils devront aller chercher de l'argent dans les industries privées en se substituant à elles. Il faudra s'en prendre à l'initiative privée comme cela se passe en Europe.

C'est au gouvernement de faire en sorte que les entreprises privées comprennent; il est plus important, plus juste et plus logique qu'elles fournissent au peuple des services de qualité à des prix raisonnables et différentes commodités de la vie que de se créer un énorme fonds de réserve et d'accorder trop d'importance à leur capitalisation en particulier, et à leur activité industrielle et commerciale en général.

Si nous étatisons la Montreal Light, Heat & Power, c'est qu'il nous faut donner à nos gens plus de confort et de sécurité sociale. Nous avons évolué considérablement depuis quelques années dans le sens du progrès social. Les événements ont évolué avec une telle rapidité que je puis me lever en cette Chambre aujourd'hui et défendre le principe que certaines initiatives doivent être exploitées pour le service et non pour le profit. Voilà qui est vraiment révolutionnaire, du moins c'eût été considéré comme révolutionnaire il y a quelques années. Les gens élevés dans le respect de l'initiative privée sont prêts, aujourd'hui, à exiger une part plus active dans les affaires de l'entreprise privée de la part du gouvernement.

On doit laisser les questions de race de côté, dans la discussion de ce projet de loi. C'est une question de taux, une question purement économique. Les actionnaires ne seront pas lésés par l'expropriation. Pour évaluer les biens de la compagnie, la meilleure façon de procéder, c'est d'aller devant la Régie des services publics; c'est elle qui offre le plus de garanties.

Il n'y a aucun doute que cette expropriation va provoquer une réduction de taux substantielle pour les citoyens de Montréal. Car telles sont les promesses faites à la population par l'honorable premier ministre et par l'honorable ministre des Terres et Forêts. La mesure est excellente, elle vient à son heure et elle devrait être acceptée par tous. C'est un brusque mais heureux départ pour la province de Québec. C'est le commencement d'une ère nouvelle.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je veux répondre aux trois raisons que l'on a invoquées en faveur de l'expropriation: 1. On évitera le paiement des taxes fédérales. 2. Les taux de l'électricité dans Québec seront approximativement

les mêmes que ceux de l'Ontario. 3. Il n'y aura plus de capital mouillé dans l'entreprise.

L'attitude de la Montreal Power en rapport avec ses taux laisse beaucoup à désirer. Je ne puis défendre cette attitude, mais, depuis 1909, il existait un système de contrôle sur les utilités publiques dans la province, et ce système avait pleine autorité d'agir. Mais il ne semble pas que quelque consommateur se soit plaint ou que l'organisme en question ait agi de sa propre initiative. Par conséquent, le remède à la situation résidait dans une évaluation adéquate plutôt que dans l'expropriation pour la fixation des taux.

Le meilleur moyen de remédier à la situation eût été de faire évaluer adéquatement l'actif de la compagnie par la Régie des services publics. Si la base de l'évaluation invoquée par la compagnie pour la fixation des taux est trop élevée, elle doit être réduite. Le remède n'est pas dans l'étatisation, mais dans une évaluation exacte de l'actif de la compagnie. C'est l'actif réel qui doit servir de base à la fixation des taux, d'après la loi de 1935. Si les taux étaient ainsi fixés d'après la valeur réelle, qu'importe la valeur qui apparaît aux livres de la compagnie, le mouillage des stocks ne pourrait avoir aucune influence.

Rappelons-nous cette disposition de la loi sur l'électricité de 1935 qui stipule que seule la valeur réelle de la compagnie et seul le capital réellement et utilement investi de la compagnie peuvent être considérés comme actifs liquides d'un service public. C'est donc dire que l'on ne peut se baser sur la capitalisation d'une compagnie, telle qu'elle apparaît dans les livres, pour la fixation des taux, et le rapport de la commission Lapointe paru en 1935, juste avant l'adoption de la loi sur l'électricité, stipule que "si les taux sont basés sur la valeur réelle des systèmes et sur les capitaux réellement investis, les capitaux fictifs ou "water stock" ne pourront affecter les consommateurs".

La Régie des services publics a évalué à \$41,000,000 les actifs en électricité de la Montreal Power. La compagnie a contesté ces chiffres et les audiences ont commencé, pour être finalement abruptement interrompues après quelques jours, et j'en suis désolé. Dans son évaluation préliminaire de \$41,000,000, la Régie semble s'être basée sur le coût initial des actifs, moins la dépréciation, et elle s'est ensuite basée sur la somme restante pour fixer le montant à rembourser.

Il me semble qu'il est trompeur d'évaluer les actifs d'une compagnie d'après leur coût initial et que cela n'est pas conforme aux principes prescrits dans le statut qui fait très clairement référence à la valeur

réelle d'une compagnie. Le rapport de la commission Lapointe corrobore cette opinion, puisqu'il précise que c'est la valeur actuelle de la propriété qui doit être déterminée, mais, ce faisant, la Régie devra s'enquérir de chaque cas et elle devra prendre en considération, entre autres choses, le coût initial de construction, le coût probable de reconstruction de la propriété basé sur le prix moyen actuel des matériaux, des terrains, etc. Elle devra également prendre en considération les capitaux investis. À mon avis, cela veut dire que le coût initial et le capital investi sont des éléments qui entrent en ligne de compte dans l'évaluation, mais qu'ils ne sont pas les seuls facteurs, ainsi que semble l'indiquer la décision préliminaire de la Régie.

De toute façon, la meilleure solution au problème présenté en Chambre par le ministre des Terres et Forêts, c'est que la Régie des services publics fasse une évaluation précise des actifs des compagnies d'électricité, conformément aux dispositions du statut. Si les critères sur lesquels la compagnie se base pour son évaluation sont trop élevés, il faudra les abaisser.

On pense qu'en nationalisant on n'aura plus de taxes fédérales à payer et qu'ainsi les taux seront réduits. Je ne crois pas que la nationalisation puisse favoriser une réduction des taux en dispensant la province du paiement des taxes fédérales. On a trop insisté sur les \$8,000,000 que la compagnie paie en taxes au fédéral. Elle ne paie ce montant qu'à cause de l'activité industrielle née de la guerre et des impôts sur les excédents de profits. En 1939, la dernière année normale, la compagnie n'a payé que \$1,500,000 en impôt fédéral sur le revenu. D'ailleurs, si les taux étaient réduits à la suite d'une nouvelle évaluation de l'actif réel de la compagnie, les taxes fédérales diminueraient d'autant.

De toute façon, il restera d'autres taxes à payer. Lorsque la Régie fixerait les taux, elle ne pourrait tenir compte que des dépenses réellement inhérentes à l'exploitation d'un service. Premièrement, cela comprendrait les taxes de vente, le droit sur l'exportation de l'électricité, la location des pouvoirs d'eau, les contributions au fédéral pour l'assurance-chômage, les taxes municipales, etc., pour un montant total de \$200,000.

Deuxièmement, seraient incluses les taxes sur les compagnies, la gazoline, les redevances, une commission du salaire minimum, la taxe de vente provinciale, soit un montant total d'environ \$800,000 par année. Troisièmement, on y inclurait les taxes municipales, et le montant global de toutes ces taxes réunies s'élèverait à \$2,150,000 dans le cas de la

compagnie de Montréal, ce qui, bien sûr, se refléterait sur la fixation des taux.

Que retirerait-on de la nationalisation? Même si on nationalisait, il faudrait de toute façon payer ces \$200,000, il faudrait continuer à payer les taxes de la province ou les substituer par autre chose, et une disposition spéciale du bill stipule qu'il n'y aurait pas de modification à l'égard de la taxe municipale.

Ces taxes sont inhérentes aux services, mais on ne peut pas en dire autant de l'impôt sur les revenus et sur les profits exceptionnels payés à Ottawa et, en conséquence, la Régie des services publics ne tiendrait pas compte de ces taxes pour la fixation de ses taux.

Cela veut dire que la Régie fixerait un taux de remboursement en tenant compte du paiement d'une taxe normale sur les profits, de façon que l'investisseur reçoive et conserve un rendement juste et équitable sur son investissement. Mais, une fois qu'un montant initial aura été établi pour ces taxes, aucune modification ne sera apportée dans la structure de tarification pour le paiement de la taxe sur les profits exceptionnels.

L'argument selon lequel l'exemption de taxe aurait des répercussions sur les tarifs semble être bon, mais il nous faut l'examiner de près pour en saisir toute la signification. En 1939, l'impôt sur le revenu que la compagnie a payé à Ottawa était de \$1,520,000, en plus des \$250,000 payés à la province. En 1942, la compagnie a payé \$6,169,470 au gouvernement fédéral, en impôt et en taxe sur les profits exceptionnels, soit une augmentation de \$4,399,373, en raison de la demande accrue de l'industrie de la guerre.

On a prétendu que cette importante somme justifiait la nationalisation, mais, en examinant les sources de revenus de plus près, on constate que la réduction de l'ensemble des tarifs repose sur une base précaire. C'est qu'en 1939 les revenus provenant de l'approvisionnement en électricité domestique et commerciale étaient de \$8,972,771, et ils ont grimpé à \$10,144,143, en 1942, tandis que les revenus provenant des industries ont au même moment passé de \$9,294,327 à \$14,815,688 et, en 1943, ils ont atteint un total de \$17,075,990. Ainsi, ce sont les activités industrielles qui sont responsables de cet accroissement.

Si l'on veut réduire les taux d'électricité, c'est dans les industries qu'il faut le faire. Une réduction de base n'est pas souhaitable en ce moment parce qu'il est difficile, voire impossible, de prévoir quelle sera la demande en électricité dans les industries une fois que les présentes activités reliées à la guerre

prendront fin. Il ne serait pas avisé de se fier aux réalisations des années 1942 et 1943 comme critère de base. Il serait préférable de prendre une année normale comme 1939, alors que la compagnie a payé un montant total de \$3,824,186 en taxes et que, de ce montant, seulement \$1,520,096 ont été versés en impôt au fédéral.

C'est là le seul profit évident qui reviendrait au consommateur si le gouvernement étatisait. Que la compagnie reste entre les mains d'intérêts privés ou qu'elle soit expropriée, il y aura sûrement d'autres réductions des taux après que ses actifs auront été à nouveau évalués. On insiste trop sur ce paiement de \$6,000,000 à Ottawa.

Si l'on réduit les taux à la suite d'une surévaluation des actifs de la compagnie, l'effet immédiat de cette baisse de revenu pour la compagnie sera une réduction presque égale en impôt et en taxe sur les profits exceptionnels.

Ainsi, il serait peu judicieux de compter sur ce gain de \$6,000,000. Je ne crois pas cependant que l'impôt et les taxes sur les profits exceptionnels soient des dépenses inhérentes à l'exploitation d'un service public. Je comprends parfaitement que le paiement de ces taxes sur les profits n'est, jusqu'à un certain point, guère propice à la réduction des taux, parce qu'il diminue le revenu net que la compagnie pourrait redistribuer aux actionnaires. Mais cela est vrai pour la majorité des entreprises. Si le propriétaire d'un immeuble était exempt de taxes municipales, il pourrait facilement se permettre de réduire les loyers et, si ses revenus locatifs étaient exempts d'impôt, il pourrait accorder davantage de réductions. Est-ce une raison pour socialiser l'habitation?

Les impôts ne sont pas une raison pour exproprier. Toutes les industries paient des impôts. Si la Dominion Textile ne payait pas d'impôts, si elle avait été exempte des \$8,000,000 qu'elle a payés en impôt en 1942, il est évident qu'elle vendrait ses produits moins cher et que les actionnaires recevraient autant sur leur investissement. Est-ce une raison pour l'exproprier? Les gouvernements auront toujours besoin de revenus et ce que les consommateurs paieront en moins sur leurs comptes d'électricité, ils le paieront en plus d'autres impôts.

Les taux d'électricité sont basés actuellement sur le coût des biens acquis par la compagnie et aussi sur le coût des impôts fédéraux. Il y a aussi la taxe de vente provinciale qui augmente le taux de l'électricité. Avec l'expropriation, je ne crois pas qu'on puisse diminuer de plus de 2 à 3 % le taux de l'électricité dans la province.

Je ne crois pas que la solution au problème des taxes qui ne sont pas les mêmes d'une province à l'autre réside dans l'expropriation, parce que cela ne peut avoir d'autre effet que d'alourdir encore davantage le fardeau fiscal des contribuables, à moins qu'un système de taxation plus équitable ne soit mis en vigueur.

Les avantages dont jouit actuellement l'hydro d'Ontario au plan fiscal et sur les profits exceptionnels se retourneraient plus tard contre la province de Québec qui ne pourrait pas être concurrentielle, et c'est là un argument à l'avantage de l'expropriation. La taxe de vente favorise l'Ontario également parce qu'elle n'est pas imposée sur la quantité consommée, mais sur le montant payé par le consommateur.

Je ne crois pas que les taux dans le Québec puissent devenir équivalents à ceux de l'Ontario, et la commission Lapointe elle-même a démontré la difficulté d'établir une comparaison entre les deux provinces. La commission a également démontré que les conditions d'exploitation de l'électricité doivent être prises en considération et que les termes de chaque contrat doivent être examinés d'un point de vue pratique, si l'on veut avoir une opinion éclairée sur ce sujet. Les taux, de façon générale, semblent plus élevés dans le Québec qu'en Ontario, mais, en plusieurs cas, les taux sont effectivement plus bas dans le Québec que dans l'Ontario pour un service similaire. Il faut considérer aussi que la consommation de l'électricité est plus élevée dans l'Ontario que dans le Québec.

La province voisine est plus peuplée, il y a plus d'industries et, par conséquent, la consommation d'électricité y est plus grande. L'exemption de taxes n'explique que partiellement cette situation. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, par exemple le fait que les gens soient plus riches dans l'Ontario que dans le Québec, et on ignore généralement à quoi riment ces disparités. Le revenu annuel dans l'Ontario était de \$530 par tête, en 1940, par rapport à \$358 dans le Québec; par ailleurs, on compte 187 automobiles enregistrées dans l'Ontario par 1,000 habitants, par rapport à 69 dans le Québec, et la vente au détail est de \$267 *per capita* dans l'Ontario, par rapport à \$175 dans le Québec. Tels sont nos critères de comparaison.

Un autre facteur est le nombre de grands centres industriels dans l'Ontario comparé à Québec. Ainsi, en 1939, des municipalités d'Ontario fabriquaient l'équivalent de \$100,000,000 en produits manufacturés alors qu'il n'y en avait qu'une dans le Québec, et l'on comptait 36 manufactures produisant

plus de \$5,000,000 de biens dans l'Ontario, par rapport à 19 seulement dans le Québec. Toujours en 1939, le volume de produits manufacturés dans l'Ontario était de \$1,745,674,707 contre \$1,045,757,585 dans le Québec. L'Ontario est également un marché aux nombreux débouchés et, comme ses centres manufacturiers sont regroupés, il présente un milieu idéal pour la distribution de l'énergie à des fins industrielles, commerciales et municipales. D'ailleurs, les études réalisées sur le sujet ont démontré que ces facteurs ont une influence prépondérante sur les tarifs.

De plus, la consommation d'électricité dans l'Ontario, qui est de 1,909 kilowattheures par consommateur, est beaucoup plus élevée que dans le Québec, qui est de 715 kilowattheures seulement. Le fait que la Commission hydroélectrique de la province d'Ontario ait pour ainsi dire été exemptée de la taxe municipale et provinciale a sensiblement contribué à réduire les taux d'électricité dans l'Ontario avant la guerre, mais cela ne veut pas dire que les Ontariens n'ont pas payé en diverses autres taxes ce qu'ils auraient payé si l'hydro d'Ontario avait été une entreprise privée.

Il (M. Marler) donne quelques chiffres qui démontrent que les tarifs municipaux sont plus élevés dans l'Ontario. On sait, dit-il, que l'hydro d'Ontario entretient depuis longtemps l'idée que les industries vont s'implanter dans l'Ontario en raison des tarifs d'électricité peu élevés. Ce cliché, comme tant d'autres, est facile à dire, mais il ne résiste pas à un examen critique. Il faut bien reconnaître que, du point de vue de nombreuses industries, l'Ontario jouit d'une meilleure situation que Québec. Le climat y est beaucoup moins rigoureux, ce qui fait que la production agricole y est plus abondante et le coût de la vie moins élevé.

D'autres facteurs entrent en ligne de compte, tels un marché local plus riche pour le manufacturier, une meilleure position géographique pour l'expédition des produits vers les provinces de l'Ouest et les États de l'Ouest américain. Ces avantages ont contribué à l'instauration d'une importante industrie manufacturière dans l'Ontario, et la forte demande en électricité qui en a résulté a eu des répercussions considérables sur les coûts de distribution de l'électricité. On peut également fort bien surestimer l'importance de l'électricité sur les coûts des produits manufacturiers.

Le coût total de l'électricité par rapport à la valeur totale des produits manufacturés est plus élevé dans le Québec, mais cela est dû à la prédominance, dans le Québec, d'industries consommant une grande

quantité d'énergie. Les entreprises privées exploitent davantage l'énergie électrique dans le Québec que ne le font les entreprises d'État dans l'Ontario. En plus de toutes ces raisons, je dois dire que je suis contre l'idée de remplacer des entreprises privées par des entreprises d'État.

La Montreal Light, Heat & Power Consolidated a été construite au prix d'années d'efforts et de travail acharné et elle est arrivée à un stade où, en dépit des taxes qu'elle doit payer à Ottawa, à Québec et aux municipalités, elle est en mesure de vendre de l'électricité à un taux considéré comme raisonnable, particulièrement dans le cas de la consommation domestique.

Je suis contre le principe de la propriété publique et je ne crois pas que, dans le projet d'exproprier l'actif de la Montreal Light, Heat & Power, il y ait plus d'avantages à obtenir que dans la nouvelle évaluation de l'actif de la compagnie. Si les taux d'électricité de la Montreal Light, Heat & Power sont trop élevés, tel qu'on l'a dit au cours du débat, ils devraient être corrigés par la Commission des services publics, sans que le gouvernement exproprie la compagnie.

Je suis en faveur de l'entreprise privée qui n'est possible qu'avec du capital placé par des hommes de courage et j'accepte comme principe d'opposition à l'expropriation qu'elle substitue la propriété publique à l'entreprise privée. Je n'aime pas la propriété publique et je m'y oppose. Je ne crois pas qu'on trouvera le remède dans l'expropriation des services publics par l'État, et je crois que les consommateurs de gaz et d'électricité auront à souffrir avec le temps.

J'ai voté, cet après-midi, contre l'amendement du député de Matane (M. Gagnon) de renvoi à quatre mois, parce que je voulais que la Chambre se prononce tout de suite sur le principe. Mais je voterai contre la deuxième lecture du projet de loi.

#### **L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Le chef de l'opposition a prétendu que, s'il y a eu des abus commis, cela dépend des gouvernements du passé. Cela peut être vrai, mais ces gouvernements ont été jugés comme le fut celui de l'Union nationale en 1939. L'Union nationale a été jugée, tout comme les anciennes administrations libérales. Pourquoi revenir sur le passé?

Le chef de l'opposition nous a reproché de n'avoir rien fait avant pour la nationalisation de l'électricité. Il prétend que le gouvernement est en retard, qu'il aurait dû agir plus vite. Tel n'est pas le

cas. Non, le gouvernement n'est pas en retard. Il a procédé dès que la Régie lui a soumis les renseignements nécessaires et que les finances de la province fussent remises en bon état. Si nous avions eu, il y a quelques années, les renseignements que nous possédons maintenant et si la province s'était trouvée dans l'excellente situation financière actuelle, nous aurions agi. Le gouvernement a agi tout de suite après avoir reçu le rapport de l'enquête de la Régie des services publics mettant le premier ministre au courant de ce qui se passait. Dès que ce rapport sur la structure financière de la compagnie nous a été transmis, il y a quelques mois, le premier ministre a tout de suite décidé que nous devons exproprier la Montreal Power.

Quant à la Beauharnois, le gouvernement actuel n'a fait que respecter la signature et les engagements pris par les gouvernements précédents. Le chef de l'opposition a eu l'occasion d'annuler le bail de la Beauharnois quand il était au pouvoir et il n'en a rien fait.

Ce qui doit nous intéresser, c'est ce qui se fait présentement et non ce qui aurait dû se faire dans le passé. Tout le monde admet que la compagnie a commis des abus. Le gouvernement a fait enquête sur la situation depuis qu'il est au pouvoir et les compagnies ont été averties depuis longtemps de ce qui s'en venait si elles ne réduisaient pas leurs taux. Notre politique est la seule logique et nous avons confiance dans l'honnêteté et le sens de justice des officiers de la Régie des services publics pour ne pas léser personne.

Le chef de l'opposition a prétendu que le gouvernement a gavé la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent en lui accordant des pouvoirs additionnels et en laissant subsister des taux exorbitants. Il n'a pas à se scandaliser. Ces taux ont été fixés en 1938 par la Régie des services publics, dont le président, M. Gingras, avait été nommé par le chef de l'opposition. Il eût alors été facile pour ce dernier de les faire réduire. Ces taux sont restés les mêmes depuis, ils n'ont pas été changés. Ils ne sont pas de \$14 le 100 chevaux-vapeur, mais de \$5.62 pour ce qui coûte \$2.52 à Montréal.

D'ailleurs, ce n'est pas \$14 du 100 kilowatts-heure<sup>7</sup>, comme l'a dit le chef de l'opposition, mais \$5.62. En tenant compte des conditions particulières, il n'y a pas une différence énorme entre ceux de Montréal qui sont de \$2.60<sup>8</sup>. Et la construction d'un nouveau barrage permettra tout de suite l'électrification de deux municipalités.

Il reproche au chef de l'opposition ses épithètes à l'adresse du président de la Régie des

services publics, M. Dugas. Le contrat de l'hydro du Témiscamingue avec la Noranda a été passé en 1938, et j'ai en main un rapport à l'effet qu'il eût coûté moins cher d'établir du 60 cycles. Le chef de l'opposition ne doit pas trop se scandaliser si les anciens régimes libéraux ont accordé trop de privilèges à des compagnies. Lui-même a passé une loi donnant le droit de capitaliser la franchise et l'achalandage.

Le gouvernement favorise l'entreprise privée, mais en autant que telle entreprise ne le défie pas. Quand un monopole défie le gouvernement, ce dernier n'a qu'une chose à faire: savoir intervenir au plus tôt pour la protection du peuple.

Quant au député de Lotbinière (M. Chaloult), sa dissidence ne me surprend pas outre mesure. Il s'est déclaré non satisfait de la loi du gouvernement, mais il n'y a pas que moi-même et le gouvernement actuel qui ne lui aient pas donné satisfaction. Il n'y a pas de gouvernement, ni de parti politique qui lui ait procuré de satisfaction. Le député a rencontré beaucoup de gens, depuis quelques années, qui n'ont pas répondu à son attention dans le domaine des idées et le député ne s'est pas entendu avec tous. Faut-il croire que tous ces gens avaient tort?

Il est vrai qu'avec le Dr Hamel il a prêché en faveur de l'étatisation, mais avant lui l'honorable M. Bouchard avait prêché la même doctrine. S'il croit réellement à l'étatisation, pourquoi mettre dans l'esprit des gens autant de doutes et de suspicion? Il a reproché au gouvernement de ne pas s'être défendu contre les attaques de la Montreal Power. Pourquoi aurions-nous dépensé de l'argent pour cela?

L'opposition trouve que le gouvernement est trop dur, tandis que le député de Lotbinière (M. Chaloult) prétend qu'il ne l'est pas assez. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) soutient que le gouvernement prend trop de risques, qu'il ne tient pas compte de la dépréciation dans les affaires d'évaluation. Il n'est pas nécessaire de dire cela dans la loi.

Le gouvernement a eu le courage de présenter une législation avancée. Pourquoi le député de Lotbinière (M. Chaloult) veut-il faire planer des doutes sur la bonne foi du gouvernement, lorsqu'il présente sa législation, s'il croit au bien-fondé de l'étatisation? C'est un geste audacieux qu'on pose et qui aura des répercussions considérables sur tout l'avenir économique de notre province. Le gouvernement veut être honnête et les ministres sont des honnêtes gens. Que ceux qui veulent l'intérêt de la province et l'intérêt du peuple et la justice appuient cette législation.

Nous voulons que Québec puisse concurrencer avantageusement la province d'Ontario, et cette mesure permettra à Québec de bénéficier des mêmes conditions que l'Ontario au point de vue de l'électricité. Nous voulons préparer l'avenir de notre province, et c'est notre seul souci en présentant cette législation, l'une des plus importantes que la Chambre ait été appelée à étudier depuis la Confédération.

(Applaudissements à droite)

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>9</sup>:

**Pour:** MM. Allard, Beulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chalout, Choquette, Comeau, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin, (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 43.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Marler, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

### Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin.

M. l'Orateur, il est minuit, la Chambre siègera donc ce matin, à 11 heures, pour hâter l'étude des clauses du bill en comité plénier.

Adopté.

La séance est levée peu après minuit.

### NOTES

1. *L'Action catholique* du 30 mars 1944, à la page 19, donne une version légèrement différente de ce passage: Il reproche au gouvernement de n'avoir pas parlé tout simplement de la valeur réelle. La dépréciation aurait alors été réduite. Le critérium idéal eût été le coût initial, moins les dépréciations qui, dans l'espèce, s'élèvent à \$66,000,000.

2. Selon *Le Temps* du 7 avril 1944, à la page 6, la foule dans les galeries se penchait vers le parquet.

3. *Le Soleil* du 4 novembre 1935, à la page 13.

4. Selon *Le Temps* du 31 mars 1944, à la page 7, M. Gagnon parle de deux amendements que l'on trouve dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, le premier le vendredi 21 juin 1940, page 347, et le second le mardi 29 avril 1941, page 239.

5. Ce chiffre varie selon les sources. Dans leur édition du 30 mars 1944, selon *Le Soleil* et *L'Action catholique*, respectivement aux pages 11 et 15, c'est \$4,500,000, et selon *The Gazette*, à la page 19, c'est \$4,000,000.

6. 1927, selon *L'Action catholique* du 30 mars 1944, à la page 15.

7. Dans leur édition du 30 mars 1944, *L'Événement*, à la page 9, parle de kilowattheures, mais *L'Action catholique* à la page 15, parle de kilowatts et *Le Nouvelliste* parle de cheval-vapeur.

8. \$2.52 selon *Le Soleil* du 30 mars 1944, à la page 11.

9. Selon *The Chronicle Telegraph* du 30 mars 1944, à la page 3, le député de Brome (M. Robinson), même s'il était présent à l'Assemblée un peu plus tôt dans la journée, n'était pas en Chambre en soirée. Il n'a donc pas pris part au vote.

## Première séance du jeudi 30 mars 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

## Travaux de drainage

**M. Chaloult (Lotbinière):** Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour travaux de drainage dans chaque comté de la province au cours des deux derniers exercices financiers?

## L'honorable M. Godbout (L'Islet):

Abitibi .....	\$ 72,368.67
Argenteuil .....	453.60
Arthabaska .....	15,708.74
Beauce .....	1,168.00
Bellechasse .....	30,206.27
Berthier .....	7,442.95
Bonaventure .....	1,564.95
Brome .....	1,734.80
Chambly .....	916.26
Champlain .....	10,102.07
Charlevoix-Saguenay .....	8,063.26
Châteauguay-Laprairie .....	1,538.42
Chicoutimi .....	8,023.50
Compton .....	2,376.00
Deux-Montagnes .....	104.00
Dorchester .....	846.00
Drummond .....	2,059.80
Frontenac .....	2,599.41
Gaspé-Nord .....	6,710.83
Gaspé-Sud .....	376.04
Gatineau .....	3,636.22
Huntingdon .....	14,009.97
Iberville .....	9,663.18
Jacques-Cartier .....	22,143.69
Joliette .....	11,589.49
Kamouraska - Rivière-du-Loup .....	20,937.33
Labelle .....	517.00
Lac-Saint-Jean .....	915.29
L'Assomption .....	7,405.13
Laval .....	1,876.19
Laviolette .....	2,328.76

Lévis .....	2,490.00
L'Islet .....	49,222.73
Lotbinière .....	17,646.97
Maskinongé .....	17,383.90
Matane .....	1,013.28
Matapédia .....	1,254.50
Mégantic .....	23,879.29
Missisquoi .....	8,993.00
Montcalm .....	43.33
Montmagny .....	2,393.24
Montmorency .....	40.00
Nicolet .....	11,191.43
Papineau .....	822.00
Pontiac .....	1,869.36
Portneuf .....	4,971.08
Québec .....	8,387.76
Richelieu-Verchères .....	27,178.91
Richmond .....	643.27
Rimouski .....	13,648.61
Roberval .....	4,356.76
Rouville .....	21,280.74
Shefford .....	23,292.65
Sherbrooke .....	1,852.41
Stanstead .....	93.60
Saint-Hyacinthe .....	2,196.68
Saint-Jean-Napierville .....	135,214.90
Saint-Maurice .....	14,161.13
Témiscamingue .....	13,175.99
Témiscouata .....	1,524.29
Terrebonne .....	7,681.82
Trois-Rivières .....	1,299.35
Vaudreuil-Soulanges .....	1,719.30
Wolfe .....	414.00
Yamaska .....	6,270.14

Pelles mécaniques utilisées  
pour le drainage

**M. Chaloult (Lotbinière):** 1. Combien le gouvernement a-t-il acheté de pelles mécaniques pour faciliter le drainage depuis l'année 1940?

2. Combien de cours d'eau furent drainés à l'aide de ces pelles?

3. Quelle est la longueur totale de ces cours d'eau?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 12.

2. 45 cours d'eau furent drainés à l'aide de ces 12 pelles.

3. La longueur totale de ces 45 cours d'eau est de 561,313 pieds.

### **Contrats concernant la Montreal Power**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la Chambre siège l'avant-midi, cela est dû à la courtoisie de l'opposition qui a consenti, et ce, contrairement aux règlements.

Il proteste de nouveau parce que le gouvernement n'a pas soumis à la Chambre les contrats de la Montreal Power qu'on demande à celle-ci de ratifier dans le projet de loi. Il y des montants de plusieurs millions en jeu dans ces contrats, déclare-t-il, sur lesquels la Chambre devrait être renseignée. Que le gouvernement soumette ces documents aux députés!

### **Projets de loi:**

#### **Hydro-Québec**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité<sup>1</sup>:**

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit ainsi:

"1. Les Statuts refondus, 1941, sont modifiés en insérant, après le chapitre 98, le suivant:

"Chapitre 98A

"Loi concernant la Commission hydroélectrique de Québec

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la Commission hydroélectrique de Québec*.

### **Section I**

#### **Dispositions interprétatives**

"2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique le contraire,

"1° "Commission" désigne la Commission hydroélectrique de Québec;

"2° "Régie" désigne la Régie des services publics;

"3° "Ministre" désigne le ministre des Terres et Forêts;

"4° "Énergie" désigne l'électricité, le gaz, la vapeur et toute autre forme d'énergie hydraulique, thermique ou autre.

"3. Tout pouvoir conféré à la Commission peut être exercé de temps en temps, entièrement ou partiellement, aussi souvent qu'il est jugé à propos de le faire.

### **Section II**

#### **Constitution de la Commission**

"4. Une corporation est créée sous le nom, en français, de "Commission hydroélectrique de Québec", et, en anglais, de "Quebec Hydro-Electric Commission".

"5. Cette Commission est formée d'un président et d'au plus quatre autres membres qui sont tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont il fixe les traitements.

"6. La Commission peut nommer un secrétaire, un trésorier et tous autres fonctionnaires et employés requis pour ses opérations, fixer leur traitement ou rémunération, définir leurs fonctions, retenir les services d'experts aux conditions qu'elle juge à propos.

"7. Le traitement des membres de la Commission, ceux de son personnel et toutes ses autres dépenses sont payés sur ses revenus.

"8. La Commission a son siège social en la cité de Montréal et elle peut établir des bureaux en toutes autres localités.

"9. La majorité des membres de la Commission forme quorum aux séances; toute décision requiert l'assentiment de la majorité absolue des membres.

"10. Au cas d'absence, de maladie ou d'incapacité d'agir d'un membre de la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un suppléant.

"11. Les procès-verbaux des séances approuvés par la Commission sont authentiques et il en est de même des copies ou extraits certifiés par un membre de la Commission, le secrétaire ou un secrétaire adjoint.

"12. La Commission peut faire des règlements pour régler l'exercice de ses pouvoirs, sa régie interne et les fonctions de son personnel. Ces



règlements entrent en vigueur sur l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

"13. La Commission a tous les pouvoirs d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province et il sera loisible au lieutenant-gouverneur d'émettre de telles lettres patentes constatant la constitution de la corporation.

"14. La Commission a le pouvoir de posséder des biens meubles et immeubles; ce pouvoir n'est pas limité.

"15. Les membres de la Commission ne sont personnellement responsables d'aucun acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

"16. 1. Aucun bref de *quo warranto* ne peut être émis à l'égard de la charge occupée ou d'une prérogative exercée par la Commission ou par l'un de ses membres.

"2. Aucun bref de *mandamus* ne peut être émis pour ordonner à la Commission ou à un de ses membres d'accomplir un devoir ou un acte.

"3. Aucun bref d'injonction ne peut être émis pour empêcher temporairement ou permanentement la Commission, ses membres ou préposés d'accomplir une action ou d'exécuter une opération ou de continuer à accomplir une action ou à exécuter une opération.

"4. Aucun bref de prohibition ne peut être émis relativement à toute chose faite par la Commission ou par l'un de ses membres ou que la Commission ou l'un de ses membres veut faire.

"17. Aucun membre de la Commission ne doit avoir aucun intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de production ou de vente d'énergie ou de fabrication ou de vente d'appareils pour l'utilisation d'énergie.

"Si lors de sa nomination, un membre de la Commission a un tel intérêt ou si un tel intérêt lui échoit ultérieurement par succession ou à titre équivalent, il est tenu d'en disposer immédiatement.

"18. La Commission peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, établir un fonds de pension de retraite pour son personnel ainsi que pour le paiement d'indemnités au cas d'invalidité ou de décès.

"La Commission peut, dans tout règlement adopté pour les fins du présent article, fixer les conditions auxquelles il sera tenu compte, dans l'octroi de bénéfices, de la durée de l'emploi de tout membre de son personnel au service du gouvernement de cette province ou d'une entreprise dont elle est devenue propriétaire.

"19. La Commission est tenue de faire un rapport annuel de ses biens et de ses opérations donnant tous les renseignements nécessaires pour

faire connaître l'état général de ses affaires. Ce rapport est soumis à l'Assemblée législative par le ministre.

"20. Les comptes de la Commission sont vérifiés par les personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de nommer. La rémunération de ces personnes est payée sur les revenus de la Commission.

"21. Le rapport des vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Commission et il doit indiquer si, à leur avis, ce rapport est exact et si les opérations de la Commission, au cours de l'année écoulée, ont été conformes à la loi.

### Section III

#### But de la Commission

"22. La Commission a pour objet de fournir l'énergie aux municipalités, aux entreprises industrielles ou commerciales et aux citoyens de cette province aux taux les plus bas compatibles avec une saine administration financière.

"Elle doit établir le tarif applicable à chaque catégorie d'usagers suivant le coût réel du service fourni à cette catégorie en autant que cela est pratique.

"Les taux et conditions auxquels l'énergie est fournie sont fixés par règlement de la Commission.

"23. La Commission est tenue de fournir de l'énergie en gros à toute municipalité qui lui en fait la demande et se conforme aux dispositions de la Loi de la municipalisation de l'électricité (chapitre 213), à moins que cette municipalité ne soit dans un territoire que la Commission n'est pas alors en mesure de desservir économiquement.

"La Commission doit fournir à toute municipalité qui désire se prévaloir du présent article tous les renseignements requis pour l'étude du projet.

"24. La Commission doit tenir des comptes séparés pour chaque réseau de production et de distribution d'énergie exploité par elle et pour chaque réseau, les taux doivent être maintenus à un niveau suffisant pour défrayer:

"1° tous les frais d'exploitation;

"2° une part des frais généraux de la Commission proportionnelle à l'importance de ce réseau;

"3° l'intérêt du capital engagé;

"4° l'amortissement de ce capital sur une période maximum de cinquante ans;

"5° une réserve adéquate pour renouvellement;

"6° une réserve pour imprévus.

"La Commission doit, en outre, établir pour chaque réseau une réserve de stabilisation de taux.

"25. La Commission peut placer toutes réserves ou autres fonds disponibles dans des valeurs émises par le gouvernement du Canada ou de la province ou garanties par l'un d'eux.

"Elle peut également investir toutes réserves ou autres fonds disponibles dans toute entreprise de son ressort à charge de l'intérêt à un taux égal au taux moyen payé sur les sommes empruntées pour dépenses capitales.

"26. Les décisions prises par la Commission en vertu de la présente section ne sont point soumises à révision par les tribunaux et nul ne peut invoquer les dispositions de la présente section à l'encontre d'un tarif établi par la Commission ou d'une obligation contractée envers elle.

#### Section IV

##### Emprunts de la Commission

"27. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut emprunter de l'argent et émettre des billets ou obligations portant intérêt au taux qu'elle fixe, payables à telle époque, à tel lieu et en telle manière qu'elle détermine, soit en monnaie courante du Canada soit en toute autre monnaie, au Canada ou hors du Canada.

"28. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tous emprunts effectués par la Commission en vertu de la présente loi.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également garantir l'exécution de toute obligation pour le paiement de sommes d'argent contractées par la Commission.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à avancer à la Commission tout montant jugé nécessaire pour ses opérations; ces avances portent intérêt au taux payé sur les emprunts contractés par la province à cette fin, selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Les fonds requis pour avances ou garanties en vertu du présent article sont pris sur le fonds consolidé du revenu.

#### Section V

##### Pouvoirs spéciaux de la Commission

"29. La Commission peut produire, acquérir, vendre, transporter et distribuer de l'énergie dans toute la province.

"La Commission peut, à cette fin, construire, acheter ou louer tous immeubles, constructions ou appareils requis.

"La Commission peut disposer de tout sous-produit provenant de ses opérations et le transformer; elle peut fabriquer tous appareils nécessaires pour ses fins ou pour l'utilisation d'énergie par elle-même ou par d'autres personnes et faire le commerce de tels appareils.

"La Commission peut acquérir ou louer tous immeubles requis pour y établir des usines, des bureaux, magasins ou entrepôts et elle peut louer, dans ses immeubles, l'espace qui n'est pas requis pour ses propres fins.

"La Commission peut acquérir, par transfert ou permis, des brevets d'invention et elle peut en disposer.

"30. La Commission peut placer des poteaux, fils, conduits ou autres appareils sur, à travers, au-dessus, au-dessous ou le long de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau, aux conditions fixées par entente avec la municipalité concernée en vertu d'un règlement municipal, ou, à défaut de tel accord, par la Régie.

"Tout préposé de la Commission peut pénétrer sur tout immeuble pour installer les conduits, fils et autres appareils requis pour la fourniture d'énergie ou pour les réparer et faire tous travaux requis à cette fin, à charge de payer tous dommages qui pourraient être causés par sa faute.

"31. Les conduits, fils, compteurs et autres appareils placés par la Commission dans tout immeuble sont exempts de tout privilège de locateur et ils ne peuvent être saisis par le propriétaire de l'immeuble ni sur lui et ils ne font pas partie de l'immeuble où ils sont placés.

"Les biens de la Commission sont imprescriptibles au même titre que les biens du domaine public. Cette disposition ne s'applique pas aux créances dues à la Commission ou dont elle est redevable, lesquelles sont soumises aux prescriptions de droit commun.

"32. Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, concéder à la Commission, aux conditions qu'il fixe, tous immeubles ou forces hydrauliques faisant partie du domaine public requis pour les fins de la Commission.

"33. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut acquérir, par voie d'expropriation:

"a. toutes forces hydrauliques non exploitées;

"b. tous immeubles, servitudes ou constructions requis pour l'exploitation des forces

hydrauliques détenues par la Commission ou pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie;

"c. tous immeubles requis pour la construction de chemins destinés à donner accès aux usines de la Commission ou à remplacer des chemins rendus inutilisables par ses travaux.

"L'autorisation de la Législature est requise pour l'expropriation d'une force hydraulique aménagée de plus de deux cents chevaux et des immeubles requis pour son exploitation et pour la production, la transmission ou la distribution de l'énergie en provenant.

"34. Quand une partie seulement d'un immeuble est requise, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à l'exproprier en entier et la Commission peut alors disposer de la partie dont elle n'a pas besoin.

"35. Les pouvoirs d'expropriation accordés à la Commission peuvent être exercés en vue de travaux projetés et avant que l'exécution de ces travaux ne soit autorisée.

"36. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter ou louer ou autrement se procurer toutes forces hydrauliques, immeubles ou droits réels situés dans une province voisine et y exécuter tous travaux du genre de ceux autorisés par la présente section, et faire à cette fin tout contrat jugé opportun.

"37. En ce qui concerne des travaux dans des rivières navigables, la Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire avec le gouvernement du dominion du Canada, toute entente jugée opportune et accomplir toute formalité jugée nécessaire.

"38. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale autre que la loi 7 George VI, chapitre 20.

"39. L'expropriation autorisée par la présente loi est faite en la manière prévue par la loi pour l'expropriation par le gouvernement de cette province, lorsqu'elle est requise pour les fins de la Loi de la voirie (chapitre 141), la Commission agissant aux lieu et place du ministre et en exerçant les pouvoirs.

"40. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter des actions ou autres valeurs de toute compagnie détenant des forces hydrauliques ou faisant le commerce d'énergie ou un autre commerce que la Commission est autorisée à faire.

## Section VI

### Taxation

"41. La Commission devra payer les taxes municipales et scolaires, comme un contribuable ordinaire, sur tout immeuble lui appartenant, servant comme magasin de détail, immeuble à bureaux ou manufacture d'appareils, et elle devra payer les taxes d'affaires et taxes locatives sur tout immeuble loué ou occupé par elle pour ces fins.

"Quant aux immeubles possédés ou occupés par la Commission pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie, elle sera tenue de payer les taxes municipales et scolaires sur l'évaluation de tout terrain possédé par elle et occupé pour ces fins d'après la valeur moyenne de semblable terrain dans la localité.

"42. Dans toute municipalité où la Commission sera devenue propriétaire d'une entreprise de production ou de distribution d'énergie payant, lors de l'acquisition par la Commission, un montant de taxes plus élevé que celui résultant de l'application des dispositions ci-dessus, la Commission devra, pendant une période de vingt ans, à compter de l'acquisition, payer des taxes municipales et scolaires au moins égales aux taxes exigibles de cette entreprise au cours de l'année précédant l'acquisition.

## Section VII

### Électrification rurale

"43. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la Commission jusqu'à concurrence de dix millions de dollars à un taux d'intérêt de deux pour cent, amortissable sur une période n'excédant pas cinquante ans, pour la construction de lignes de distribution d'électricité pour le service de toute municipalité rurale.

"Le montant de ces avances est pris sur le fonds consolidé du revenu.

"Sur le rapport de la Commission attestant que la construction d'une ligne pour le service d'une municipalité rurale est nécessaire et que les conditions ne permettent pas de rencontrer, au début, le montant entier de l'intérêt et du fonds d'amortissement, le lieutenant-gouvernement en conseil peut dispenser du paiement total ou partiel de l'intérêt et de l'amortissement sur toute avance requise pour la construction d'une telle ligne pour une période n'excédant pas cinq ans.

"44. Pour les fins de l'article précédent, la construction de lignes de distribution d'électricité comprend les lignes de transmission primaires et secondaires, les transformateurs et compteurs ainsi que les raccordements de service de la longueur fixée par la Commission.

"45. La Commission est autorisée à faire des conventions avec tout distributeur d'électricité pour la fourniture d'énergie électrique à des lignes construites en vertu de la présente section et pour l'entretien et l'exploitation de ces lignes.

"La Commission peut également faire de pareilles conventions avec des corporations municipales ou des syndicats coopératifs.

"Toute convention ainsi faite doit réserver aux parties le droit de la résilier en tout temps, sur avis d'au plus un an.

"46. Au cas où la Commission ne pourrait s'entendre avec un distributeur d'électricité pour les fins prévues à l'article précédent, la Régie pourra fixer, par ordonnance, les conditions auxquelles ce distributeur devra se conformer en suivant la procédure prescrite à la Loi de l'électricité (chapitre 99) et sous les mêmes sanctions.

"47. La Commission est autorisée à consentir des prêts soit directement, soit par l'intermédiaire de corporations municipales ou de syndicats coopératifs, pour les frais d'installation électrique sur toute ferme susceptible d'être desservie par une ligne construite en vertu de la présente section.

"Le montant du prêt consenti pour une même ferme ne peut dépasser trois cents dollars et le total prêté en aucun temps ne doit pas excéder un million de dollars.

"La Commission fixe le taux d'intérêt et les conditions auxquelles ces prêts peuvent être accordés, le terme fixé pour le remboursement total ne devant pas excéder dix ans.

## Section VIII

### Dispositions spéciales

"48. La Commission n'est réputée un service public au sens de la Loi de l'électricité (chapitre 99) que pour les fins des paragraphes 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 6 de ladite loi.

"49. La Commission n'est réputée une entreprise publique au sens de la Loi des transports et communications (chapitre 143) que pour les fins des articles 16, 17, 19 et 23 de ladite loi, ainsi que pour les fins des deuxième et troisième alinéas de l'article 18 de la même loi.

"50. La Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement (chapitre 45) ne s'applique pas à la Commission."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas tant une commission hydroélectrique que le gouvernement a l'intention de former, c'est plutôt une commission hydroélectorale à la veille des élections provinciales. Du jour au lendemain, le gouvernement qui n'a rien fait depuis cinq ans a décidé d'étatiser la Montreal Power.

Il a décidé de changer toute l'économie de la province. On ne peut voir là-dedans qu'une tentative pré-électorale. On veut tendre la main à tous les éléments les plus disparates de la population pour gagner les élections. Le gouvernement flirte avec les extrémistes, il tend la main à la fois aux amis de l'ordre et du désordre pour se faire du capital politique. On fait appel aux éléments radicaux et extrémistes dans le but d'accaparer des votes. Le bill 17 est une mesure de camouflage.

L'automne dernier, le ministre de la Chasse et de la Pêche (M. Bienvenue) a prononcé une conférence au Club de Réforme de Montréal. Le ministre a dénoncé ceux qui veulent remplacer l'initiative privée; il a prêché une doctrine contraire à celle que le gouvernement met en pratique aujourd'hui. Le ministre déclare que le gouvernement est favorable à l'industrie privée et voilà que le gouvernement se lance dans le domaine de l'étatisation. Il y a contradiction flagrante. Ces gens du gouvernement d'un côté prêchent blanc et de l'autre prêchent noir.

Le jeune ministre a aussi prétendu qu'un libéral, c'est un homme qui a le cœur à gauche. Quelle trouvaille! Cet illogisme démontre qu'il ne faut pas ajouter foi à la sincérité dont le gouvernement donne l'apparence, à la veille des élections.

C'est l'Union nationale qui a créé le premier organisme pour le développement rationnel de nos pouvoirs d'eau en fondant le Syndicat national de l'électricité. L'Union nationale a été le premier régime à entrer résolument dans la voie de l'étatisation. Nous, nous avons le cœur à la bonne place. Ce qui compte, ce n'est pas une politique de chantage à la veille des élections. Au temps de l'Union nationale, pas un seul pouvoir d'eau de la province n'a été vendu.

Il rappelle ce que son gouvernement a fait, de 1936 à 1939, contre les trusts. Le gouvernement qui veut maintenant étatiser la Montreal Power, affirme-t-il, a été le régime qui a le plus gavé les trusts depuis qu'il est au pouvoir. Le gouvernement n'a aucune logique.

La loi présentée me paraît tellement mal faite, mal préparée et mal mûrie que tout le monde est contre. Les industriels, les hommes d'affaires, les manufacturiers, le Board of Trade de Montréal, la Chambre de commerce de Montréal, et les ouvriers que le gouvernement prétend vouloir aider sont contre la loi. Et même des ministériels, dans leur for intérieur, s'opposent à cette mesure. Cette loi est mal faite, car elle va entraîner une dépense d'au moins \$200,000,000 et créer un gâchis anti-national et anti-provincial.

Elle est dangereuse pour la stabilité de la province. Elle provoquera de nouveaux problèmes en outre de nuire à la solution des problèmes de l'après-guerre. Elle arrive au pire temps pour aggraver le gâchis et il y a des problèmes plus urgents à régler, comme ceux de la santé, du chômage et des logements salubres. D'ici quelques mois, l'Union nationale sera de retour au pouvoir et verra à régler le problème pour le plus grand avantage de la population.

Le gouvernement croit qu'avec son projet de loi il va faire oublier ses méfaits de cinq années de régime<sup>2</sup>. Le gouvernement, avec son projet de loi, veut simplement se faire du capital politique. On veut tromper le peuple.

Le trésorier provincial (M. Mathewson) a présenté un faux budget, il y a quelques semaines, car le budget présenté à l'Assemblée était de \$95,000,000 et il n'y était pas fait mention des \$154,000,000 pour l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated. Et, hier soir, il n'a pas dit un mot à l'effet de savoir où il prendra l'argent nécessaire pour payer l'expropriation de la Montreal Power. Le gouvernement n'est pas sérieux dans son projet. Et comment le gouvernement explique-t-il que les \$17,000,000 d'obligations achetées du gouvernement du Canada n'apparaissent plus dans les livres de la province?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Nous avons placé ce montant au fonds d'amortissement et, à l'occasion, nous échangeons ces obligations pour des obligations de la province. C'est de la bonne finance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est encore pire que je pensais. Les *Comptes publics* sont donc faussés et falsifiés, car aucun chiffre ne démontre que le montant a été placé au fonds d'amortissement. Et c'est ce même gouvernement qui demande aux gens d'acheter des bons de la victoire, alors que lui les revend après les avoir achetés. Et le trésorier provincial, qui a annoncé un surplus de \$240,000

pour l'année financière 1944-1945, n'a pas mentionné la dépense de \$200,000,000 que va entraîner le programme d'étatisation du gouvernement.

Il n'est besoin d'aucune loi spéciale pour permettre à la province de bénéficier elle-même à l'avantage du peuple, du pouvoir additionnel de 1,000,000 de chevaux-vapeur que lui apportera la canalisation du Saint-Laurent<sup>3</sup>. Nous avons pour ce faire ce qu'il faut dans nos lois.

Nous avons entendu, hier soir, en cette Chambre, le député de Laval (M. Leduc) crier: "Nous sommes chanceux d'avoir une guerre." Avons-nous déjà entendu une telle chose dans la bouche d'un député?

En outre, le gouvernement actuel, depuis 1940, a augmenté les pouvoirs de la Montreal Light, Heat & Power en permettant la dérivation additionnelle de 30,000 pieds cubes à la seconde à la Beauharnois. On aurait dû exiger, comme condition à cette entreprise, la réduction des taux à Montréal. Le gouvernement ne l'a pas fait parce qu'il est une créature des trusts. Nous, de l'Union nationale, avons fait baisser les taux de l'électricité à Montréal de \$400,000 par année.

Il y a aussi les avantages que le gouvernement a donnés à l'Aluminium Company, tandis que le gouvernement de l'Union nationale faisait payer les compagnies pour l'avantage de la population. Lorsque nous étions au pouvoir, les administrateurs de cette entreprise internationale sollicitèrent le droit d'augmenter le développement de l'énergie électrique. Nous avons refusé. Nous avons offert à cette compagnie de faire nous-mêmes les développements nécessaires, quitte à vendre à la compagnie l'énergie dont elle aura besoin. Le gouvernement actuel n'est pas aussi fier. Il donne, il cède les richesses naturelles à des compagnies étrangères.

Quatre jours avant sa déclaration dans laquelle il annonçait l'étatisation de la Montreal Power, le premier ministre augmentait les forces hydroélectriques de l'Aluminium. L'Union nationale a fait des législations pour protéger le public, tandis que le régime libéral favorise les trusts. Le gouvernement aurait mieux fait d'appliquer les lois de l'Union nationale plutôt que de se lancer dans une pareille aventure.

Le gouvernement actuel est le père, le grand-père, le parrain des trusts en cette province. En 1935, le premier ministre disait, dans L'Islet, qu'il était contre l'étatisation et la municipalisation.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Qu'est-ce que faisait alors le chef de l'opposition? Que disait-il, en 1935?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je disais alors ce que je dis aujourd'hui, qu'il faut changer de gouvernement. Au sujet du pouvoir hydraulique municipal de la Rivière-du-Loup, le procureur général (M. Casgrain) a proposé la cession de ce pouvoir à la Compagnie du Pouvoir du Bas-Saint-Laurent. Le procureur général ne devrait pas trop parler des attitudes passées, lui qui a fait des démarches pour que le pouvoir de Rivière-du-Loup soit vendu à son ami Jules Brillant.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est absolument faux et contraire à la vérité. Ni de près, ni de loin, ni directement ou indirectement, je n'ai fait des démarches dans ce sens. Il met le chef de l'opposition au défi de prouver son avancé.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le procureur général oublie une certaine séance de la Chambre de commerce de Rivière-du-Loup où il a été proposé de vendre le pouvoir de la ville.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, et il a été question de vendre le service municipal à la compagnie dont feu M. Maurice Rousseau était président, qui voulait l'acheter. J'assistais à cette assemblée, mais je n'y ai pas dit un mot. J'étais contre la vente. Je me suis opposé à ce projet. D'ailleurs, il n'était pas question de vendre à la Compagnie de Pouvoir, mais à Maurice Rousseau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond au ministre et revient à la charge.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ni de près ni de loin, je n'ai jamais travaillé en faveur de la vente de ce pouvoir électrique. J'ai toujours été contre. Je défie le chef de l'opposition de répéter cette assertion dans une assemblée publique, dans le comté de Kamouraska-Rivière-du-Loup.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à y aller et à amener avec moi des témoins.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je défie le chef de l'opposition de trouver qui que ce soit pour prouver que j'ai fait une telle promesse.

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre! Il veut faire retirer ses paroles au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** refuse catégoriquement. Loi mal mûrie, loi mal faite, présentée en retard et qui produira un gâchis. Et le gouvernement n'a pas de mandat pour nationaliser. J'ai toujours cru que la Montreal Power faisait obstacle au peuple, mais je ne crois pas que "l'enfant cancéreux" puisse être guéri par ceux qui l'ont rendu malade.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** demande au président du comité (M. Caron) de rappeler le chef de la gauche à l'ordre. Le chef de l'opposition, dit-il, devrait cesser de faire des discours politiques et s'en tenir au bill dont la Chambre a adopté le principe hier soir. Il n'a pas le droit de prendre le temps de la Chambre pour parler à côté de la question. Depuis une demi-heure qu'on entend ses grosses farces, il est grand temps de revenir à la discussion de la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur le premier article de la loi, article de portée générale, je peux discuter comme je l'entends.

Quels seront les membres de la Commission hydroélectrique? Qui le gouvernement veut-il nommer?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le gouvernement ne fait le jeu ni des extrémistes ni des radicaux; il ne se laisse pas impressionner. Il veut tout simplement placer la province de Québec sur un pied d'égalité avec sa voisine, et avec les autres, faire disparaître notre situation d'infériorité.

Quant à la Beauharnois, le gouvernement a accepté les plans de la compagnie pour la dérivation additionnelle de 30,000 pieds cubes à la seconde parce que l'état de guerre exigeait le développement de cette entreprise.

Pour ce qui est de la nomination des membres de la Commission, je dirai au chef de l'opposition qu'ils n'ont pas encore été choisis, mais le gouvernement a l'œil sur plusieurs personnes de grand mérite. On nous a recommandé plusieurs personnes de grande valeur dont les noms ont été suggérés au gouvernement. Je puis assurer la Chambre que nous nommerons les cinq meilleurs, en tenant compte seulement de leur compétence et de leur intégrité. Ce seront cinq hommes des mieux qualifiés et leurs noms seront connus du public. Les commissaires seront nommés bientôt.

À propos de la Compagnie du Pouvoir du Bas-Saint-Laurent, et sur l'assertion du chef de l'opposition que les taux de cette compagnie sont exorbitants, ces taux ont été faits en 1938 par la

Régie des Services publics, dont le président était M. Gingras, nommée par le chef de l'opposition. Il eût été facile de les faire réduire. Ces taux sont restés les mêmes depuis; ils ne sont pas de \$14 le kilowattheure, mais de \$5.62.

De plus, dans un contrat avec la Lower St. Lawrence Power Company, on a inséré une clause pour permettre au gouvernement d'acheter un barrage construit par la compagnie au lac Mitis, comté de Matane, au prix coûtant moins la dépréciation au moment où le gouvernement désirerait en faire l'achat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si je suis pauvre comme dit le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), c'est parce que je n'ai pas les tactiques du gouvernement de m'enrichir. On n'a eu rien à me reprocher à moi, de 1936 à 1939, mais je ne suis pas pauvre d'esprit comme plusieurs ministres en face de moi. Il (M. Duplessis) revient sur le harnachement des pouvoirs d'eau du lac Saint-Jean par l'Aluminium Company et accuse le gouvernement d'avoir sacrifié l'une de nos plus grandes richesses en faveur d'une compagnie qui a commencé ses opérations sans le consentement de la province.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Quel mal y avait-il à laisser cette compagnie dépenser \$10,000,000 au bénéfice des gens de Québec? Il est vrai que les travaux ont commencé avant que les plans ne soient approuvés, mais la compagnie n'a pas élevé d'un pouce le niveau des eaux. Le ministre du temps a accordé la permission demandée et j'aurais agi moi-même de la même façon.

Le chef de l'opposition a fait pire, de son temps, en laissant la Belleterre Mine construire des barrages sans autorisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre compare un pouvoir d'eau de 1,300 chevaux-vapeur à un autre de 1,500,000 chevaux-vapeur.

Il donne des explications sur le contrat que son gouvernement a passé avec la Noranda pour l'établissement de la centrale du Témiscamingue. Il a, dit-il, obtenu pour \$500,000 un pouvoir d'eau pour lequel on exigeait d'abord \$3,000,000 avec les plans et devis. On a établi du courant de 25 cycles comme le réclamaient les besoins de la région, mais on a doté la centrale d'une installation capable de transformer une partie du courant de 25 à 60 cycles sans grande dépense.

La Commission hydroélectrique du gouvernement est vraiment une commission hydroélectorale. C'est une autre potion libérale pour les voteurs, à la veille des élections.

**M. Lorrain (Papineau)** s'oppose fortement au bill, disant que c'est un bluff à la veille des élections.

À 1 heure, le débat est ajourné.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 30 mars 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Explications sur des faits publiés:

#### Éditorial paru dans la *Montreal Gazette*

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Question de privilège, M. l'Orateur. On vient de me signaler un article éditorial de la *Gazette* de Montréal de ce matin, qui me prête des expressions que je n'ai pas tenues lors de mon discours sur le bill de la Montreal Power, à l'endroit des administrateurs actuels de cette compagnie; on a mis dans ma bouche des

expressions dont je ne me suis jamais servi. D'après ce journal, j'aurais traité de bandits les directeurs actuels de la Montreal Light, Heat & Power. D'ailleurs, le compte rendu de la séance donné par le même journal ne dit pas la même chose que l'article éditorial.

Tout le monde sait, et la *Gazette* le sait aussi parce qu'elle a rapporté mes paroles, que je n'ai parlé que des anciennes administrations de la compagnie. J'ai bien spécifié que je ne voulais pas parler de l'administration actuelle dans laquelle il y a de parfaits gentilshommes.

Je suis prêt à croire qu'ils le sont tous, mais il s'est commis des actes de banditisme dans l'administration de la Montreal Power. On ne peut les qualifier autrement. Ceux qui en sont responsables se connaissent.

C'est tout ce que j'ai dit. Je n'ai jamais prononcé en Chambre ces propos que rapporte aujourd'hui le journal *The Gazette* au sujet des directeurs actuels de la Montreal Power, et dont les noms ont été mentionnés en éditorial. Je veux donc faire cette mise au point.

#### Questions de privilège:

##### **Vote du bill 17 établissant la Commission hydroélectrique**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** déclare, sur une question de privilège, qu'il était absent de la Chambre, hier soir, pour remplir une mission importante. Il est allé à Trois-Rivières présider une cérémonie. S'il avait été présent, dit-il, il aurait voté en faveur du bill établissant une Commission hydroélectrique, lors de la deuxième lecture.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** déclare également, sur une question de privilège, qu'il était absent de la Chambre, hier soir, car il s'est porté à la rencontre du major Paul Triquet<sup>4</sup> et que, s'il avait été présent, il aurait voté en faveur du bill établissant une Commission hydroélectrique, lors de la deuxième lecture.

**M. Robinson (Brome)** déclare qu'il était absent, lui aussi, hier soir, mais que, s'il avait été à son siège, il aurait voté pour l'amendement du député de Matane (M. Gagnon) et contre le bill du ministre des Terres et Forêts (M. Hamel).

#### Projets de loi:

##### **Hydro-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On en est à la sixième séance d'étude et le gouvernement n'a pas fourni à l'opposition tous les renseignements qu'elle est en droit d'attendre. J'ai demandé de produire les contrats auxquels réfère le bill. On a dit alors qu'on les produirait en comité. Nous sommes en comité et nous n'avons encore rien devant nous. Où sont les fameux contrats dont la portée peut changer la situation? Nous voulons savoir s'il y a lieu de les continuer ou de les abroger.

Si le ministre les a, son devoir est de nous les procurer; s'il ne les a pas, il lui manque des renseignements nécessaires pour passer une aussi importante législation, car il ne peut juger de la portée de la loi. Quel est l'intérêt du gouvernement de cacher ces contrats? Pourquoi ces cachotteries? Le gouvernement doit comprendre la situation de l'opposition qui a besoin de renseignements. Ces renseignements sont vitaux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le chef de l'opposition croit-il que nous allons déposer les contrats qui ont pu être passés avec la compagnie Montreal Light, Heat & Power? Il y en a peut-être 260,000 et il serait difficile de les produire.

**Des députés ministériels** rient.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** On ne les a pas sous la main pour les produire immédiatement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas parler des contrats avec les consommateurs, mais de ceux avec d'autres compagnies, des compagnies américaines surtout. Le ministre sait de quoi il s'agit. Comment voulez-vous que nous procédions à l'étude



de cette législation d'une manière intelligente, lorsque le ministre n'a pas en main les contrats importants passés entre la compagnie et d'autres compagnies tant au Canada qu'aux États-Unis, contrats qui peuvent changer complètement la portée de cette transaction?

Il y a plusieurs fois que nous demandons au gouvernement à combien il évalue les actions de la Montreal Light, Heat. Personne ne peut le dire dans les rangs de la députation. Si on demande au trésorier provincial combien coûtera cette aventure, 150 millions, 200 millions, personne n'en a la moindre idée. Si on demande où le gouvernement prendra l'argent, il ne le sait pas. C'est la preuve que nous sommes en face d'une législation électorale.

Il y a ce contrat entre la Montreal Power et l'Aluminium Company pour l'exportation de l'électricité à Messina Springs, ainsi que les contrats avec la commission hydroélectrique de la province d'Ontario. Personnellement, je considère que le ministre des Terres et Forêts est un homme charmant, mais il se laisse berner soit par son personnel, soit par ses collègues, ou alors il ne comprend pas son département. Aucune compagnie ne peut vendre ou exporter de l'électricité sans un arrêté ministériel. Le ministre des Terres doit donc être au courant de tous les contrats passés par la Montreal Power.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La question du chef de l'opposition est sérieuse et je promets de le renseigner dans la mesure du possible. Il y a deux contrats spécialement importants sur lesquels je possède des données précises. L'un a été passé entre la Montreal Light, Heat & Power et l'Aluminium Company pour l'exportation de 100,000 chevaux-vapeur à \$10 du cheval-vapeur, et l'autre a été signé entre la Beauharnois Power et l'Hydro de l'Ontario pour l'exportation de 250,000 chevaux-vapeur, à \$12.50 du cheval-vapeur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que le gouvernement actuel laisse faire l'exportation de 100,000 chevaux-vapeur aux États-Unis. Cela nuit au développement de la province. Pourquoi exporter 100,000 chevaux-vapeur à Messina Springs, puisque les dispositions du contrat ne prévoyaient que 75,000 chevaux-vapeur? Il n'y a pas de doute qu'il y a eu des circonstances spéciales en raison de la guerre, mais la Chambre doit être tenue au courant. Le gouvernement Taschereau a adopté une loi interdisant l'exportation du courant électrique après avoir imposé l'embargo sur l'exportation du bois, une politique qui a attiré plusieurs industries chez nous.

Nos pouvoirs d'eau appartiennent à la province. Le gouvernement aurait donc dû appliquer un embargo. On devrait avoir devant nous ce contrat pour l'exportation. Le gouvernement refuse de nous le montrer. C'est important pour l'opposition d'obtenir copie des contrats, afin de voir s'ils sont justes. Ma demande est légitime. Que le gouvernement fournisse à l'opposition les documents nécessaires.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le contrat pour l'exportation de 100,000 chevaux-vapeur date de 1915, bien avant l'adoption de la loi défendant l'exportation du courant électrique. Il n'a donc pas été affecté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le potentiel total de la Montreal Light, Heat & Power?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La Montreal Light, Heat & Power dispose d'un potentiel total de 1,163,050 chevaux-vapeur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a été induit en erreur. On dit que la Montreal Light a 915,000 chevaux-vapeur. Combien y a-t-il de chevaux-vapeur produits et combien de distribués?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La compagnie peut disposer d'un peu plus de 1,000,000 de chevaux-vapeur. Mais 900,000 chevaux-vapeur sont réservés par la compagnie elle-même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait à nouveau référence aux droits qui ont été accordés à l'Aluminium Company of Canada, dans le comté du Lac-Saint-Jean, et qui lui permettraient de produire 1,200,000 chevaux-vapeur. Le gouvernement, dit-il, propose de sauver la province en expropriant les 900,000 chevaux-vapeur de la Montreal Power Company. Pourquoi le gouvernement a-t-il concédé 1,200,000 chevaux-vapeur<sup>5</sup> à l'Aluminium Company, s'il voulait réellement étatiser? Pourquoi n'a-t-il pas pris à sa charge le pouvoir additionnel concédé?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il n'aurait pas été économique de développer du courant aux Passes Dangereuses pour le transporter à Montréal. Le pouvoir de Shipshaw est à 400 milles de Montréal. L'énergie produite dans le comté de Lac-Saint-Jean ne pourrait pas répondre à la demande. Si nous avions harnaché ce pouvoir, il nous eût fallu construire une ligne de transmission

sur une distance de 400 milles pour distribuer cette énergie électrique à Montréal. On admettra qu'il n'est pas pratique de transporter l'électricité sur de telles distances.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà la déclaration que j'attendais. Comment, alors, les cultivateurs peuvent-ils profiter de l'électrification rurale, si le transport au loin de l'électricité n'est pas pratique? Comment le ministre peut-il prétendre que ce sera pratique de donner aux cultivateurs l'énergie électrique de Montréal comme son projet le propose? Comment le gouvernement va-t-il faire pour électrifier les campagnes? Le pouvoir généré dans la région de Montréal ne pourrait pas servir à l'électrification des régions rurales. Ainsi, comment l'expropriation pourrait-elle venir en aide aux régions rurales? C'est là une farce!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Ce n'est pas la même chose du tout. Nous prendrons l'énergie électrique aux endroits les plus proches, sur les lignes déjà établies un peu partout, dans des conditions avantageuses. Le gouvernement obtiendra le pouvoir des usines régionales. Il y a une différence à faire entre 400 milles et les quelques milles qui souvent séparent la ligne principale de la ligne secondaire. Notre politique consistera à utiliser les pouvoirs d'eau les plus près possible des consommateurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La région du Saguenay manque d'électricité et elle n'est pourtant pas loin des Passes Dangereuses.

Jamais les cultivateurs ne pourront bénéficier de la présente loi. C'est une loi pré-électorale.

Combien de consommateurs dessert la Montreal Light, Heat & Power?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y a environ 270,000<sup>6</sup> consommateurs d'électricité à Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis informé que 40,000 à 50,000 de ces consommateurs ne dépensent pas plus de \$2 par mois pour leur énergie électrique. Certains ne paient pas plus de 75 cents par mois. À quoi leur servirait une réduction des taux? Le gouvernement ne leur fera véritablement pas un gros cadeau. Ce n'est pas avec cela que les gens vont vivre, car même en leur donnant l'électricité pour rien, est-ce que ça vaut réellement la peine de changer toute l'économie de la province, de bouleverser tout le système économique pour cela?

Ces gens paient davantage pour la contribution à l'assurance-chômage et à la taxe de vente.

Il serait mieux et plus important de réduire d'autres taxes, d'abolir la taxe de vente, par exemple, que d'étatiser pour réduire de quelques cents à peine les comptes d'électricité de petits consommateurs qui ne dépensent qu'un dollar ou deux par mois pour l'usage domestique. Du travail, du pain et des salaires raisonnables, c'est beaucoup plus important pour la population qu'une si minime réduction.

Le bluff du gouvernement ne prend pas. Le ministre et le gouvernement devraient retirer la loi...

**Des députés ministériels rient.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement devrait retirer sa loi que de nombreuses organisations ne veulent pas. L'Association des manufacturiers n'a-t-elle pas protesté contre le projet de loi? Il (M. Duplessis) réaffirme que la Chambre de commerce de Montréal, le Board of Trade et les ouvriers s'opposent au projet gouvernemental.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le cabinet a reçu une résolution de protestations rédigée par deux citoyens qui sont directeurs de la Montreal Light, Heat & Power.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qui est intéressant, c'est le courant populaire et non le courant électrique. Et le courant populaire - sinon le courant électrique - ne favorise pas la mesure. On est à engager la province dans des millions de dépenses sans savoir où l'on va. Le ministre des Terres et Forêts a déclaré qu'en étatisant la Montreal Light, Heat & Power le gouvernement évite aux contribuables le paiement de \$8,000,000 de taxes au fédéral.

Le premier ministre dit que les directeurs de la Montreal Light sont des bandits et le ministre des Terres et Forêts dit que les manufacturiers sont des forgerons. C'est beau.

Le gouvernement provincial a passé une loi pour permettre à Ottawa de taxer les riches, parce qu'il avait un réel besoin d'argent. Pourquoi alors le gouvernement a-t-il abandonné à Ottawa ce droit de taxer les riches pour garder celui de taxer les pauvres? Parce que, durant ce temps, le gouvernement de Québec fait payer la taxe de vente. Si le fédéral a tant besoin d'argent que cela, pourquoi lui enlever \$8,000,000 en taxes? Cela l'obligera à taxer ailleurs. Le fédéral devra bientôt dépenser \$450,000,000 par mois pour la guerre, il aura besoin de taxes et il nous les prendra sous une autre forme.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Le gouvernement n'est pas encore fixé sur le montant qui doit être versé à la Montreal Light, Heat & Power et à la Beauharnois. C'est la Régie qui va établir le coût réel de l'entreprise étatisée. Il serait dangereux de donner un chiffre approximatif maintenant. Par la suite de cette étatisation et du coût plus bas de l'électricité, de nombreuses industries vont venir s'établir dans la métropole. L'Ontario ne paie pas de taxes pour son électricité et nous avons voulu que la province de Québec soit dans la même situation.

**Suspension**

À 4 h 15, le comité suspend ses travaux pour permettre à la Chambre de recevoir la visite du major Paul Triquet, c.v.

**Hommage au major Paul Triquet****L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

L'Assemblée législative de Québec est hautement honorée aujourd'hui par la présence d'un des fils les plus glorieux de la province, le major Paul Triquet qui a gagné la décoration accordée aux grands héros, la croix Victoria. Comme chef du gouvernement, j'ai le plaisir de saluer ici le major Paul Triquet. Je le remercie de ce qu'il a fait non seulement pour la renommée, mais aussi pour la sauvegarde de sa province et de son pays. Il a héroïquement accompli son devoir et il mérite notre admiration et notre gratitude. Il serait trop long d'énumérer tous les hauts faits dont il est l'auteur en Italie et ailleurs. Ce serait d'ailleurs bien inutile, parce qu'ils sont gravés dans la mémoire et dans le cœur de tous les Québécois et de tous les citoyens du Canada.

Il m'est agréable de rendre en même temps hommage à tous ses compagnons d'armes qui ont volé à la défense de leur patrie et qui se battent pour leur pays. Je veux aussi associer aux sentiments d'admiration et de reconnaissance que nous éprouvons tous pour le major Triquet les noms de ceux qui lui sont les plus chers: de son épouse qui l'a soutenu dans la vie, de ses vénérables parents qui doivent être fiers de leur fils, de sa petite famille, très gentille, qui gardera à jamais le souvenir du père glorieux que la patrie salue aujourd'hui. Tous partagent son mérite.

Le major Triquet a compris son devoir de défendre les siens et ses parents, et ceux qui l'entourent se réjouissent avec raison. Il les a bien servis. Ils sont dans une certaine mesure responsables de ses grandes actions.

Toute la famille canadienne est reconnaissante au major Paul Triquet. Il a donné pour sa patrie canadienne ce que l'homme possède de plus cher: sa vie. Triquet a donné volontairement sa vie pour son pays. Ce don, il l'avait fait sans crainte, avec courage comme un bon Canadien, un bon soldat. Malgré qu'il l'ait donnée, la Providence, qui a ses desseins sur lui, n'a pas accepté ce don et a bien voulu nous conserver ce héros, et nous devons lui en rendre grâce. Non seulement les siens, mais tous les citoyens de la province et du Canada sont fiers de lui et sont remplis de gratitude pour ce qu'il a fait pour eux. Toute la famille canadienne lui est reconnaissante de son acte, de sa bravoure et le félicite chaleureusement. Je lui souhaite de poursuivre sa carrière glorieuse, grande pour la patrie canadienne et utile pour les siens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux de réitérer au major Paul Triquet les félicitations que j'ai eu l'occasion de lui présenter tout à l'heure, à la gare. Il est porteur de la plus haute décoration militaire de l'Empire britannique. Il a un autre titre de gloire. Il a prouvé qu'il est le digne fils d'une race fière dont l'histoire est une épopée, suivant l'expression de notre hymne national. Quand j'étais procureur général, j'ai eu l'avantage d'avoir le major Triquet en qualité d'instructeur, pendant deux mois, dans mon département. Je suis heureux de constater que ses rapports avec l'Union nationale, loin de lui nuire, lui ont rapporté bonheur.

(Mouvements de surprise dans les galeries)

Le major Triquet est membre d'une brave famille. Si je ne fais erreur, son père est citoyen de l'ancienne mère patrie, que nous aimons. Je suis heureux de voir les traditions glorieuses de la France si bien transmises par le père, fils de la vieille France, et si bien continuées par son fils qui, lui, est fils de la Nouvelle-France.

C'est aux mères canadiennes que nous devons la survivance, non seulement au point de vue physique, mais aussi au point de vue national. Quant à sa mère, elle symbolise le patriotisme des mères canadiennes dans cette guerre. Je suis heureux de saluer en elle un exemple. Elle a accompli son devoir en lui inculquant des principes de patriotisme.

L'opposition et l'Union nationale se joignent au concert d'éloges qui monte de toutes parts à l'adresse du héros. C'est de tout cœur que, comme chef de l'Union nationale et comme député de la ville la plus française de l'Amérique du Nord, je présente mes félicitations au major Triquet. Je lui transmets mes vœux les plus sincères pour que sa

carrière se continue aussi brillante et je lui dis: Nous sommes fiers de vous.

**M. Beaulieu (Témiscouata):** C'est avec une sincère émotion que j'offre mes félicitations au major Triquet. Avec tous les fils du comté de Témiscouata, il a montré que les Canadiens français font leur devoir dans la guerre. Ses qualités peuvent être citées en exemple pour assurer l'unité au Canada. Il rend hommage à la famille Triquet qui a à son crédit les plus belles traditions militaires. Il voit dans le geste héroïque du major Triquet en faveur de la cause des alliés un motif de bonne entente et de fraternité entre les citoyens des deux langues de ce pays.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le courage, la valeur et l'héroïsme militaire méritent notre admiration et doivent être reconnus, même si on ne partage pas les mêmes sentiments sur la valeur de la cause pour laquelle on se bat. C'est pourquoi j'offre au major Triquet mes félicitations et mes respects.

**M. Bourque (Sherbrooke):** S'il est une occasion dans la vie où je voudrais être un grand orateur, c'est aujourd'hui. C'est comme vétéran du 22<sup>e</sup> Régiment que je félicite le major Paul Triquet. Les militaires savent ce que représente une décoration, peu importe son importance. C'est la récompense d'un fait d'armes d'éclat. Comme soldat, je connais donc la valeur d'une décoration, surtout celle de la croix Victoria.

Quand le roi épingle sur la poitrine d'un soldat la croix Victoria, nous comprenons que ce soldat a accompli un exploit extraordinaire. Le fait d'armes qui peut donner à un militaire cette récompense est si grand que, malheureusement, il est rare qu'elle soit décernée à un héros vivant et qu'il l'a porte sur sa poitrine. Remercions la Providence que le major Triquet ait pu revenir parmi nous.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je tiens à assurer le major Paul Triquet de la profonde admiration des Canadiens que je représente ici. Il est admiré non seulement des Canadiens français, mais par tous les Canadiens et les citoyens de ce pays. Le major Triquet offre un exemple à suivre. L'esprit de nos soldats qui se battent en Italie devrait être une source d'inspiration pour l'unité canadienne. La province de Québec a fourni les hommes les plus courageux, puisque c'est la troisième fois qu'un fils de la région du Bas-Saint-Laurent reçoit la croix Victoria.

Avant le major Triquet, elle a été décernée au lieutenant Jean Brillant, que j'ai eu l'honneur de connaître, mort face à l'ennemi dans la bataille de Courcellette, au cours de la Première Grande Guerre, et au caporal Joseph Keable, tous deux du 22<sup>e</sup> Régiment. Le major Triquet nous revient d'un rude combat et couvert de gloire. Nous sommes heureux de rendre hommage à sa conduite héroïque.

**M. Robinson (Brome):** Ce héros est soumis à une nouvelle épreuve par tous ces discours. Mais je veux lui dire que nous sommes tous fiers que le major Triquet soit un des nôtres.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** aurait été heureux de laisser le premier ministre rendre hommage, seul, au brave. Mais, dit-il, l'occasion est si unique que je veux lui offrir les félicitations de la plus petite minorité de la province, qui a une grande dette de gratitude envers le héros qui, par sa bravoure, a vengé les milliers de victimes innocentes de la barbarie hitlérienne qui ont été torturées en Europe.

Le major Triquet descend de ceux qui ont donné la liberté au monde et l'ont transplantée ensuite au nouveau monde. Il descend d'une race qui a donné la liberté au monde et l'a préservée dans le monde. Il apporte avec lui non seulement le souvenir de son héroïsme, mais le témoignage de la concorde qui règne parmi les Nations unies dans une commune pensée pour libérer le monde des horreurs de l'esclavage.

(Le major Paul Triquet se lève, salue et quitte la Chambre aux applaudissements frénétiques de l'assistance.)

### Reprise des travaux

### Projets de loi:

#### Hydro-Québec

### En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'article 1.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** résume ses arguments contre le projet et pose bon nombre de questions au ministre des Terres et Forêts. Combien d'obligations il y a pour la Beauharnois et pour la Montreal Power, demande-t-il?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y a des obligations de la Beauharnois pour \$76,000,000 et de la Montreal Power pour \$78,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il y a eu du mouillage de stock et des transactions scandaleuses à la Montreal Power, c'est que les lois votées par les régimes libéraux ont tout autorisé.

Mercredi soir, le trésorier provincial (M. Mathewson) a déclaré qu'entre 1931 et 1934 les directeurs de la Montreal Power ont fait des spéculations sur le marché américain et que la compagnie a perdu \$16,000,000.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est bien ce que j'ai dit. La compagnie a utilisé de l'argent obtenu par une campagne d'investissement auprès de ses clients et cet argent est disparu en spéculations sur le marché boursier new-yorkais, selon l'expression même du premier ministre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier ne sait-il pas qu'une loi a été adoptée en 1918, sous le gouvernement de Sir Lomer Gouin, autorisant la compagnie à faire des prêts aux actionnaires, à des fins spéculatives, et que c'est en vertu de cette loi d'exception que l'argent a été utilisé? Si la Montreal Light, Heat & Power a perdu \$16,000,000 dans des spéculations, c'est parce qu'elle était autorisée à les faire par une loi libérale. Cette perte était autorisée par un statut passé par le gouvernement Gouin.

Voici le texte de la loi:

"L'article 5970 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliquera pas à la compagnie, lorsqu'elle aura été autorisée à faire des prêts aux actionnaires, en vertu d'un règlement dûment adopté à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, lequel règlement devra être sanctionné par le vote des trois quarts de tous les actionnaires présents en personne ou représentés par procureur, à cette assemblée." (S. Q., 8 George V, chapitre 111)

Le trésorier devrait d'abord étudier son histoire politique, ainsi que la loi, avant de se lancer dans des attaques du genre. Il ne faut pas blâmer ceux qui respectent la loi, mais ceux qui adoptent les lois.

Sur la valeur des parts, si le premier ministre avait voulu être de connivence avec les spéculateurs, il n'aurait pu faire mieux. Sa déclaration, faite en octobre 1943, au sujet de l'étatisation de la Montreal Power a provoqué de la spéculation à la Bourse sur

les parts de la compagnie. Avant cette déclaration, au 15 avril et au 6 mai 1943, M. J.-A.-A. Leclair, organisateur du Parti libéral à Montréal, a vendu à raison de \$25 chacune, en avril et en mai derniers, 2,000 parts de la Montreal Light, Heat & Power détenues par les sulpiciens, dont il est l'administrateur.

Il y avait alors trois ans que la compagnie cherchait à se vendre au gouvernement, d'après le premier ministre. M. Leclair, qui est au courant des secrets de son parti, devait savoir que le projet d'étatisation s'en venait. Le gouvernement a donc réalisé, dans cette transaction, une somme de \$50,000 sur les actions dont il prétend lui-même, aujourd'hui, ignorer la valeur, ou prétend qu'elles ne valent presque rien. Ne voulait-on pas fixer ainsi la valeur des actions en vue de l'achat par le gouvernement de la Montreal Power? Le gouvernement a voulu se débarrasser à bon prix d'obligations qu'il n'est pas prêt à payer aussi cher aujourd'hui. Tout cela jette une lueur lugubre sur le projet d'étatisation actuel.

On aurait dû fixer une offre, dans le bill. En ne mentionnant aucun montant, on ouvre la porte à tous les marchandages. Le projet de loi à l'étude empêche le gouvernement de faire une offre à la compagnie. Cela, c'est un moyen pour la province de conclure une entente avec la compagnie, à la veille des élections. Et, après les élections, si la compagnie s'est montrée bon enfant, on arrangera tout ça à l'amiable.

Le gouvernement a peur de faire des offres. Il a peur du peuple, à la veille des élections. Et ceux qui ont peur ne nous donnent aucune garantie. Il a peur de faire une offre convenable à la compagnie. Le gouvernement parle de \$150,000,000 à \$200,000,000 pour son expropriation. Ceux qui ont conseillé le premier ministre l'ont induit dans une mauvaise affaire. La loi devrait comporter une offre, elle ne comporte rien. En fait, le gouvernement ne fait pas d'offre parce qu'il n'a pas d'argent.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce que le chef de l'opposition a eu des offres?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai eu l'offre de prendre le pouvoir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'opposition impute tous les péchés d'Israël au premier ministre. Il est malheureux que le chef de l'opposition laisse ainsi planer des soupçons. Mais il aime faire planer

des soupçons. Cependant, le secret a été bien gardé sur les décisions du gouvernement dans cette affaire d'étatisation et aucune course ni spéculation n'a été entreprise sur les actions des compagnies devant être étatisées. Nous n'avons aucune relation avec Montreal Light.

La vente des actions des sulpiciens a été faite en avril 1943 et ce n'est qu'en mai que l'étatisation de la compagnie a été décidée. Ni M. J.-A.-A. Leclair ni personne d'autre que mes ministres et moi-même n'avions entendu parler de l'étatisation de la Montreal Light, Heat & Power avant le 8 novembre dernier, alors que le gouvernement a eu le rapport de la Régie. Rien n'avait été décidé avant cette date.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et M. Pigeon?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, M. Pigeon, le conseiller légal du gouvernement, connaissait les prodromes du projet. Toutefois, M. Leclair, notre organisateur, n'était pas alors au courant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais M. Paradis?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne sais pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le premier ministre nie que M. Alfred Paradis ne soit pas allé le voir souvent à propos de la Montreal Light, Heat & Power?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition semble bien renseigné.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, je le suis.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y a eu bien peu d'échanges d'obligations, et c'est parce que le secret a été bien gardé. C'est cela, la vérité. Il y avait peut-être, en avril, une occasion opportune de libérer ces actions et la question a dû être discutée en conseil de cabinet. Mais ce que je sais, c'est que personne n'avait entendu parler, alors, du projet d'étatisation et nous avons voulu vendre les actions pour ce qu'elles valaient. Le gouvernement n'a pas l'intention de voler la compagnie ni les actionnaires pour le bénéfice de la province. Personne n'a été ni ne sera exploité. Personne n'a fait de spéculations sur la Montreal Light, Heat.

Quant aux offres de vente faites par la compagnie au gouvernement, personne n'a pensé à acheter les actions de la Montreal Power au prix offert, car elle demandait trois fois trop cher, trois fois ce que cela valait. La discrétion la plus absolue a été gardée par tous les membres du gouvernement. Pas un chiffre n'a été mentionné sur le coût probable de l'expropriation.

Il n'y a pas eu de manigances pour favoriser des amis. Ce fut constamment le mot d'ordre, entre mes collègues et moi, de ne jamais consentir à mentionner des chiffres sur l'expropriation en dehors du cabinet, car une simple mention eût pu permettre à des spéculateurs d'exploiter certains porteurs d'actions de la compagnie.

J'ai la consolation de dire que, s'il y a eu une période pendant laquelle les actions de la Montreal Light, Heat & Power ne se sont pas échangées, c'est bien celle qui s'est écoulée depuis ma déclaration. C'est signe que la discrétion a été bien gardée. En fait, depuis que l'expropriation a été annoncée, il n'y a presque pas eu de transactions à la Bourse en ce qui concerne les actions de la Montreal Power.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le premier ministre a été très dur pour les actionnaires. L'accusation de "bandits" de la part d'un premier ministre est très grave. Il a parlé des directeurs du passé, mais quelle suite le gouvernement va-t-il donner aux accusations de manœuvres frauduleuses imputées aux directeurs? Le Dr Hamel est allé jusqu'à parler de brigandage organisé.

Le ministre des Terres et Forêts peut-il nous dire s'il n'y a pas lieu d'ordonner une enquête royale sur les agissements de certains directeurs de la Montreal Power que le premier ministre a qualifiés de bandits? En se basant sur les mots du premier ministre, il faut comprendre qu'il y a eu des fraudes gigantesques dans les affaires de la Montreal Power. Avec les fraudeurs, la loi doit suivre son cours et des sanctions doivent être exercées.

Il faut une enquête royale pour découvrir les manœuvres frauduleuses des administrateurs de la Montreal Light, Heat & Power. S'il y a eu des bandits parmi les administrateurs de la compagnie, ils doivent être traités comme tels. Il faut absolument une enquête pour découvrir les coupables, car la compagnie cache ses livres. Les actions sont entre les mains de certains organisateurs et administrateurs; les actionnaires sont innocents des opérations des dirigeants de la Montreal Power.

Il faudrait forcer la compagnie à montrer ses livres et à punir les coupables, "les bandits", s'il y en

a. Que ceux qui ont fraudé, exploité la population et qui se sont approprié des actions sans déboursier un centin soient appelés à rendre gorge. Le gouvernement doit donc dire si quelque chose va être fait pour punir les coupables comme il convient. Il faut chercher les responsables, protéger les petits contre les exploiters.

C'est le devoir du gouvernement d'agir ainsi s'il veut prouver qu'il est sincère. C'est le devoir du gouvernement d'instituer une enquête s'il veut être logique avec lui-même, pour savoir exactement où il va et à quoi il s'engage. C'est donc au nom du Dr Philippe Hamel, au nom du Bloc provincial et en mon nom que je demande encore au gouvernement d'instituer une enquête royale sur la capitalisation de la compagnie. Il faut punir les coupables.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y a certainement des choses graves à analyser en ce domaine. Nous sommes sous l'impression que certaines gens n'ont pas fait leur devoir. Si tel est le cas, nous ferons quelque chose et ils en subiront les conséquences.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Est-ce que le gouvernement songe à faire quelque chose? Est-ce que le ministre des Terres et Forêts va faire quelque chose?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est là une question très sérieuse qui ne doit pas cependant avoir priorité sur le projet de loi. Il y a des choses très sérieuses à analyser et à étudier dans l'administration de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated.

Ce qui est le principal, c'est d'étatiser et de mettre la loi en pratique. Le gouvernement fera son devoir. Je ne suis pas le premier ministre et il lui appartient d'annoncer quoi que ce soit, mais je suis sous l'impression que quelque chose va être fait pour punir les coupables.

Il (M. Hamel) ne peut dire encore la valeur des actions que le gouvernement s'engagera à payer, c'est la Régie des services publics qui la fixera et il serait dangereux de donner un chiffre approximatif maintenant.

**M. Lorrain (Papineau):** Les paroles du premier ministre sont lamentables. Contrairement à ce qu'a dit le premier ministre, les parts de la Montreal Power ont baissé après que l'expropriation eût été annoncée. L'automne dernier, avec sa déclaration, les actions sont tombées de \$25 à \$19.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai parlé ni de hausse ni de baisse, mais j'ai parlé du volume des transactions.

**M. Lorrain (Papineau):** Contrairement à ce que laisse entendre le premier ministre, il y a eu spéculation des parts de la Montreal Light, Heat. Le premier ministre n'est pas renseigné, parce que 100,000 parts<sup>7</sup> de la Montreal Power ont changé de main, en novembre dernier, après la nouvelle lancée. Le premier ministre ne voit pas ce qui se passe. C'est comme le trésorier provincial qui ramène toute la question sociale à une question de planches ou de machines à laver.

Le trésorier a parlé de spéculations imaginaires, dans son discours d'hier soir. Le ministre a beaucoup d'imagination, mais ce n'est pas avec ça qu'il va trouver de l'argent pour acheter la Montreal Light, Heat & Power.

Ces gens ne sont pas sérieux. Quelle garantie peuvent-ils offrir à la population, eux qui, dans le passé, ont rendu possibles tous les abus commis par la Montreal Power? C'est le Parti libéral qui a donné les pouvoirs aux trusts de l'électricité. Et, aujourd'hui, le Parti libéral appelle ses amis de la Montreal Light des bandits.

On ne peut avoir confiance en un parti qui a attendu 44 ans avant de faire des réformes. Son présent geste ressemble à la conversion d'un condamné à mort. Pourquoi le Parti libéral a-t-il pris tant de temps pour ouvrir les yeux sur ce problème de la nationalisation?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Mieux vaut tard que jamais.

**M. Gagnon (Matane):** La Chambre connaît l'histoire de la Beauharnois. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a dit qu'il parlait au nom du Bloc provincial. Nous avons pourtant assisté à des scènes extraordinaires dans la province. S'il parle au nom du Bloc, c'est qu'il a fait la paix avec M. Maxime Raymond.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai dit que je parlais au nom du Bloc provincial parce que c'est le premier ministre qui nous a désignés ainsi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y en a-t-il de Blocs? Autant de Blocs et de chefs que de têtes? Bloc populaire, Bloc provincial, Bloc Hamel, Bloc Gouin.

**M. Chalout (Lotbinière):** Nous donnerons ces informations au chef de l'opposition en temps et lieu.

**M. Gagnon (Matane)** parle d'un gouvernement décrépit. En 1931, déclare-t-il, il y a eu une enquête sur la Beauharnois. Au cours de cette enquête fédérale sur le scandale de la Beauharnois, il a été révélé que des parts de cette compagnie payées initialement \$5 ont été vendues \$100 et \$200. Il cite un extrait des débats parlementaires des Communes<sup>8</sup>.

On a révélé les noms des premiers actionnaires de la compagnie. Le sénateur Donat Raymond, alors organisateur et trésorier du Parti libéral tant au fédéral qu'au provincial, a reçu 1,100 parts de la Beauharnois. M. Raymond a aussi touché une souscription de \$750,000 de M. R. Sweezey, de la Beauharnois, pour la caisse électorale du Parti libéral. C'est à la suite de cette révélation que M. King disait: "Nous sommes dans la vallée de l'humiliation." Pendant ce temps, M. Maxime Raymond, frère du sénateur, ne s'intéressait pas aux trusts.

M. Raymond, donc, détenait plusieurs actions de la Beauharnois. Il donne d'autres noms de citoyens bien connus qui ont reçu des parts de la Beauharnois.

**Des députés ministériels** demandent au député de Matane (M. Gagnon) de citer d'autres noms, de ne pas passer sous silence ceux des conservateurs.

**M. Gagnon (Matane)** dit qu'il ne peut pas donner la liste complète et consent finalement à passer son volume au représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier).

Quels seront les membres de l'Hydro provinciale? poursuit-il. Je réclame des représentants pour tous les groupes minoritaires. On a dit que le chef de l'opposition était contre les Anglais. Mais le chef de l'Union nationale a été le premier des premiers ministres qui aient nommé trois représentants de la minorité dans son cabinet: M. Fisher, M. Layton, deux Anglo-protestants, et un Irlandais catholique, M. Coonan. L'Union nationale veut que la minorité soit bien traitée. Ne tranchons pas trop vite la question des minorités dans la province, si nous ne voulons pas que les Canadiens français des autres provinces en souffrent.

La nationalisation peut jouer contre les Canadiens français. La nationalisation comporte des dangers particuliers dans un pays habité par des races

différentes<sup>9</sup>. Il ne faut pas compter là-dessus seulement, pour obtenir justice en faveur des Canadiens français. D'après les expériences faites au Canada, les nationalisations ont toujours été défavorables à la minorité canadienne-française. La nationalisation des chemins de fer, par exemple, n'a pas valu beaucoup aux nôtres. Et, à Radio-Canada, l'étatisme a aussi été défavorable aux nôtres. Ce qui revient à dire que la nationalisation accentue les problèmes raciaux.

Avant d'adopter une telle réforme, il faut en mesurer d'avance les conséquences. Nous voulons savoir quels seront les membres de la nouvelle Commission de l'hydro. Le gouvernement doit y nommer des experts et il faut que les minorités y soient représentées. La nationalisation, ce n'est ni plus ni moins que la centralisation, et on sait ce que cela veut dire. L'étatisme fleurit surtout dans les pays totalitaires.

Si on donne des pouvoirs exorbitants aux commissaires, cela nous conduira au nazisme. C'est pour cela qu'il est important de surveiller le choix des commissaires. Que les minorités soient représentées dans la Commission de l'hydro. Soyons généreux pour les minorités si nous voulons que les nôtres soient traités de la même façon ailleurs.

Je suis surpris de constater que de toute la députation libérale, de la députation de Montréal en particulier, un seul, le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), a eu le courage de voter suivant sa conscience. Beaucoup de députés libéraux sont contre le bill dans le fond de leur cœur, mais ils n'ont pas le courage de le dire.

L'Union nationale est en faveur de l'électrification rurale et de la municipalisation. Elle a fait accorder par la Montreal Power des réductions de taux aux consommateurs de Montréal (\$400,000 par année) et à la ville de Montréal (\$225,000 par année). L'Union nationale a toujours favorisé l'électrification rurale, elle est prête à voter des millions pour cela, mais non aux dépens de la ville de Montréal, non aux dépens des veuves et des actionnaires de la Montreal Light. L'électrification des campagnes ne doit pas se faire aux dépens des gens de Montréal, mais du Trésor provincial. C'est toute la province qui doit payer.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est exactement ce que dit la loi. Quant aux noms des membres de la Commission, je répète qu'ils n'ont pas encore été choisis.

À 6 heures, le comité s'ajourne.



**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 30 mars 1944****Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 9 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Hydro-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

**En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** attaque la politique générale du gouvernement. Le régime actuel, dit-il, n'a pas de mandat pour passer une semblable législation, car il y a huit sièges de vacants à l'Assemblée. Cette loi est présentée dans des circonstances curieuses. En effet, le gouvernement n'a plus la confiance du peuple et il se cramponne au

pouvoir. À ce sujet, je voudrais lire au gouvernement ce que feu Ernest Lapointe disait, en 1935. On verra que ces paroles s'appliquent au gouvernement actuel.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord)** soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition, dit-il, doit respecter les règlements qui veulent qu'en comité plénier on étudie un bill article par article. La discussion sur le principe du projet est terminée. Il faut discuter le bill et non faire un discours politique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En comité, nous avons le droit de discuter. Nous en sommes au premier article, qui consacre le principe de la loi. J'ai le droit de faire remarquer qu'il y a huit sièges vides en cette Chambre, que le gouvernement se cramponne au pouvoir.

**M. le président** maintient le point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition a le droit de discuter l'opportunité d'une telle mesure ministérielle. Je ne pensais jamais que le gouvernement protesterait parce que je veux lire une déclaration de M. Ernest Lapointe. Cependant, je préviens les ministres de ne pas faire d'obstruction et il est mieux que la droite n'essaie pas de nous imposer le bâillon; ça ira beaucoup plus vite.

Dans une attaque contre le gouvernement Bennett, en 1935, feu Ernest Lapointe protestait, à Ottawa, parce que le gouvernement conservateur laissait six sièges inoccupés à la Chambre des communes. Il disait: "Nous avons le spectacle ridicule de six comtés ouverts et restés sans représentants." Cela s'applique au présent gouvernement. Ici, il y en a huit.

Alors le gouvernement est loin d'avoir un mandat pour légiférer dans un domaine aussi important que l'étatisation. Je déclare que le gouvernement n'est pas conséquent avec lui-même, car tandis qu'on veut, par la législation actuelle, payer le capital investi moins la dépréciation, quand il s'est agi du bill de refinancement de la métropole, on n'a pas craint de décider que la métropole devait payer \$150 pour des débentures de \$100.

Parce qu'il y a huit sièges vides en Chambre, que le gouvernement n'a pas de mandat pour engager la province dans une dépense de plus de \$200,000,000, que le gouvernement ne fait pas d'offre à la compagnie, comme la loi générale l'y oblige, afin de pouvoir amorcer plus tard certaines tractations, parce que, enfin, on nous refuse de voir les contrats, je propose, secondé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que le comité lève la séance<sup>10</sup>.

Sur cette motion, il (M. Duplessis) donne lecture de la déclaration de M. Lapointe, le 8 septembre 1935, au Marché Saint-Roch de Québec: "En théorie constitutionnelle, quand un gouvernement n'a plus la confiance du peuple, son devoir suprême est de remettre son mandat. Sans doute le gouvernement a une majorité au Parlement et qui applaudit le premier ministre. Ils me font penser à ces gens peureux qui sifflent en passant devant un cimetière, afin d'essayer de ne pas avoir peur.

Le gouvernement s'est cramponné au pouvoir jusqu'à la dernière minute. C'est un spectacle humiliant. Il passera dans l'histoire sous le nom dont a hérité le Parlement du temps de Cromwell, le Parlement croupion, ou "Rump Parliament". En attendant, nous avons assisté à la course aux positions. Vous avez entendu parler des navires destinés à périr dans une traversée. Les rats alors désertent le navire. C'est ce qui se produit chez nos adversaires. Avez-vous jamais vu un spectacle comme celui-là?"

**Des voix ministérielles** soulèvent des points d'ordre.

**M. le président** rappelle le chef de l'opposition à l'ordre et lui demande de s'en tenir aux articles du projet de loi et de ne pas s'écarter du bill à l'étude.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il n'acceptera pas de leçon de ce matamore. Nous n'accepterons certainement pas d'être baïllonnés.

**M. le président** insiste et rappelle de nouveau le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'a pas de mandat pour présenter un bill comme celui-là. Il (M. Duplessis) reprend que le gouvernement n'a pas le mandat pour lancer la province dans une aventure qui lui coûtera au moins \$200,000,000. Il n'a pas le droit de priver l'opposition de voir les contrats. C'est là une attitude équivoque. La loi ne mentionne pas de prix. C'est que le gouvernement veut dire à la compagnie: Laissez-nous faire et on arrangera cela après les élections.

Je propose, secondé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que le comité lève séance.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je regrette sincèrement le genre de discussion que fait le chef de l'opposition. Ce projet de loi est réclamé par la

population tout entière et par tous les partis politiques depuis au moins dix ans. Tous les partis politiques ont promis à la population de régler le problème de l'électricité. On peut différer sur les moyens, mais, qu'il l'avoue honnêtement, le chef de l'opposition l'a promis plus que les autres. C'est pour cela qu'il est de mauvaise humeur. Peut-être y a-t-il un article en particulier sur lequel on ne puisse pas s'entendre. Je lui reconnais le droit de discuter tous les articles du bill, mais le principe et tout l'ensemble du bill répondent à un désir sincèrement exprimé par tous les hommes politiques qui se respectent.

Depuis deux jours, on n'avance à rien. J'ai cherché en vain dans la discussion que soulève l'opposition quelque chose qui ressemble à un argument. On a fait l'histoire de toute la politique de la province et on n'a pas parlé cinq minutes du bill. L'opposition a attaqué le gouvernement, parlé de la politique fédérale et provinciale, mais elle n'a jamais dit sur le bill lui-même, si l'on excepte ses allusions à la Montreal Light, Heat & Power Company. Il reproche à l'opposition de présenter les arguments de la compagnie, de faire comme si elle défendait la compagnie.

L'opposition semble oublier que la mesure s'occupe aussi de l'électrification rurale et de la création d'une hydro provinciale. Voici pourtant la législation la plus importante et progressive qui ait jamais été présentée et offerte à la population du Québec. Nous la soumettons à la Chambre et sommes prêts à accepter toutes les suggestions que l'on nous fera pour corriger les erreurs qui auraient pu s'y glisser. Car elle peut contenir des erreurs, mais il faut commencer par l'étudier.

Jamais un gouvernement n'a eu comme le nôtre le courage de régler ce problème en s'attaquant de front à un monopole puissant. Il fallait le faire pour libérer le peuple de certaines puissances économiques qui l'oppressent. Ce monopole a saigné la population à blanc et c'est le chef de l'opposition qui a le plus définitivement prouvé, au cours du débat, que la compagnie pressurait la population. La province se rend compte que le gouvernement pose un acte courageux, celui de s'attaquer à une puissance d'argent, qui provoque ici des scènes comme celles dont nous avons été témoins depuis deux jours et, en dehors de la Chambre, des scènes inavouables.

Il y a en dehors de la Chambre des manigances et des tractations contre le gouvernement. Nous ne nous en occupons pas. Le peuple doit être libéré de l'intérêt d'un petit groupe. Le chef de l'opposition a établi lui-même que, depuis 30 ans, la

Montreal Light, Heat & Power a pressuré le peuple, et c'est le même homme qui s'oppose à ce que nous fassions cesser ce régime. Et nous accomplissons en cela une promesse du chef de l'opposition. Nous voulons faire cesser cet état de choses et il s'y oppose. Lorsqu'un gouvernement comme celui de l'Union nationale a fait exactement le contraire de ce qu'il avait promis, peut-on être étonné de cette attitude? La population verra bien clair dans ce jeu. Nous allons accomplir non seulement nos promesses, mais aussi celles de nos adversaires. Le gouvernement a rempli toutes ses promesses et même le chef de l'opposition ne semble pas se rappeler qu'il avait aussi promis l'expropriation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. C'est absolument faux. Ni de près ni de loin, je n'ai jamais promis l'étatisation et je n'ai jamais déclaré que j'exproprierais la Montreal Light, Heat & Power.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a non seulement donné sa parole, mais il a même donné sa signature. J'ai ici le document qu'il a signé promettant de créer une hydro provinciale pour faire la concurrence aux monopoles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pas la même chose.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que ni de près ni de loin, je n'ai promis l'étatisation de la Montreal Power ou de la Beauharnois Power. Je l'ai dit à ceux qui la réclamaient; j'ai déclaré que je ne pouvais promettre une telle chose. La meilleure façon de procéder, et j'insiste, c'est de suivre les dispositions de la loi sur l'expropriation de 1940.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition s'est engagé à créer une hydro pour concurrencer les compagnies distributrices d'électricité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Très bien!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le bill actuel propose justement la création d'une commission qui fera une concurrence efficace au trust. Et nous assistons au spectacle étrange d'un chef de parti qui repousse ce qu'il avait promis. J'ajouterai que le chef de la gauche ne parle jamais sur les questions à discuter.

La loi est sérieuse et substantielle et, pour créer une hydro provinciale, il faut commencer par un noyau. On admettra tout de même que la Montreal Power peut compter comme noyau. Que comporte notre bill? La création d'une hydro qui fera concurrence sur une base avantageuse, et le chef de l'opposition s'y oppose. Il discute toute autre chose. Mais plus le chef de l'opposition combat cette mesure, plus il se fait du tort et risque de ne plus revenir ici après les élections.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Faites des élections!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous allons d'abord passer la législation nécessaire à la province, et ensuite le supplice du chef de l'opposition commencera. Nous ne voulons pas donner trop vite au peuple l'occasion de nous l'arracher, car c'est un bon chef de l'opposition et je l'aime mieux à ce poste que le député de Matane (M. Gagnon).

Le chef de l'opposition va jusqu'à dire: "Vous étouffez la compagnie."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit cela.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a dit: "Votre méthode d'expropriation est injuste."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que ce n'était pas une méthode de pays civilisé. Le gouvernement doit se soumettre à la loi générale qui oblige la couronne, en cas d'expropriation, à faire une offre. Et cela, pour protéger l'intérêt public. Le gouvernement devrait respecter la loi sur l'expropriation qu'il a adoptée en 1940, laquelle stipule qu'une offre doit être faite sur la propriété que l'on veut acquérir. En ne faisant pas d'offre, le gouvernement se réserve la possibilité de dire à la compagnie que, si elle ne veut pas se montrer coopérative avec le gouvernement, la question du prix pourrait être réglée après les élections, et l'on ne sait pas alors quel sera le montant exigé.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La loi générale des expropriations vise les propriétés privées. L'entreprise à exproprier n'est pas une propriété publique ou privée comme une autre. C'est un monopole qui a obtenu des franchises et ne subit pas la concurrence. On ne peut appliquer dans son

cas la loi générale d'expropriation, car cette loi tient compte des franchises et de l'achalandage. Si la loi de 1940 était applicable à ce cas spécial, la présente mesure n'aurait pas été nécessaire, mais elle ne l'est pas. La loi de l'électricité est différente parce que nous traitons avec des monopoles qui ont des franchises exclusives.

La loi de 1940 dont parle le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) oblige à payer pour expropriation, suivant la valeur réelle avec la franchise et les achalandages. Or, une franchise perpétuelle gratuitement concédée pour la distribution de l'électricité dans une ville comme Montréal et dans un rayon de 100 milles, ça peut être évalué à un fort montant.

Cela peut représenter des millions et des centaines de millions de dollars. Nous n'étions pas pour faire payer aux citoyens de la province une franchise accordée gratuitement. Voilà pourquoi nous présentons cette loi spéciale pour l'expropriation d'un monopole. Cette compagnie a odieusement exploité la population et elle a même exploité ses propres actionnaires. Le chef de l'opposition voudrait que l'on traite avec des gants blancs une compagnie qui a pressuré le peuple.

Mais il ne faut pas oublier que certains directeurs ont exploité les actionnaires, joué à la Bourse et perdu \$16,000,000. Le gouvernement va exproprier la compagnie avec justice, mais à l'avantage de la population. Notre législation est nécessaire. Tout le monde admet le bien-fondé de notre loi.

**M. Gagnon (Matane):** La loi générale, c'est la loi du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je pensais que, parmi les deux chefs de l'opposition, il y en aurait un qui ne défendrait pas le monopole. Le gouvernement veut exproprier la Montreal Power en étant juste pour la compagnie, mais à l'avantage de la population. Quels que soient les arguments des avocats, le gouvernement ne se départira jamais de cette ligne de conduite.

Le gouvernement va remettre à la compagnie son argent, ni plus ni moins. Et pourquoi son argent? Il faut se rappeler que l'argent actuellement investi dans cette compagnie n'est pas tout celui qui a été investi par les premiers actionnaires. Ce n'est pas l'argent de ceux qui ont fait des manipulations que j'ai traitées comme il convenait. Ceux que j'ai appelés bandits et auxquels le chef de l'opposition a reproché des actes de banditisme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** nie avoir parlé d'actes de banditisme en parlant de la Montreal Light, Heat & Power.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'argent qui est dans les actions de la compagnie, c'est l'argent de veuves, d'orphelins, de gens honnêtes qui ont voulu faire des placements. La veuve qui a placé son avoir à la Montreal Power, sur le conseil de son notaire, l'argent que son mari lui a laissé, avons-nous le droit de nous venger contre elle? Parce qu'il y a des bandits dans la compagnie? Il ne faudrait pas dépouiller la veuve et ses enfants. Ils seront protégés parce qu'ils ne sont pas responsables des malversations des bandits qui sont passés à l'administration de la compagnie.

C'est pourquoi le gouvernement remettra à la Montreal Light, Heat & Power la valeur de l'entreprise, pas plus, mais pas moins non plus. C'est cet argent que nous rendrons. Rien d'autre. Il ne faut spolier personne; même si c'était à l'avantage de la province, que nous soyons trop généreux, comme le dit le député de Lotbinière (M. Chaloult), ou que nous voulions la compagnie, comme le dit le chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste énergiquement. Il reproche au premier ministre de lui mettre dans la bouche des paroles qu'il n'a jamais prononcées. Il dit que même un criminel a droit à un procès équitable. C'est tout comme si le gouvernement voulait se garder la possibilité de faire une bonne affaire avec la compagnie et c'est pour cette raison qu'aucune offre n'a été faite sur cette propriété.

**M. Beaulieu (Témiscouata):** Suivant cette argumentation, le gouvernement a-t-il fixé le prix des actions? Qu'entend-on par prix raisonnable?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je répète ce que j'ai déjà affirmé sur ce sujet. Il est très important de ne rien laisser pressentir à ce sujet, puisque cela donnerait une chance aux spéculateurs de faire des profits aux dépens des actionnaires. Il est important pour le gouvernement de ne rien révéler concernant la valeur des actifs et du capital relatif de la compagnie, car des spéculateurs pourraient profiter de cette information pour voler les petits actionnaires. Nous leur remettrons ce qui a été payé honnêtement. Rien de plus.

Si je voulais être égoïste au point de vue politique, je laisserais le chef de l'opposition

continuer. Mais je crois que nous devrions procéder. Pourquoi discuter ce que M. Lapointe a dit sur une toute autre question. Pourquoi discuter ce que disait, en 1936, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), pas le chef de l'opposition d'aujourd'hui mais le M. Duplessis de 1936, qui avait une opinion différente?

Le chef de l'opposition tente de faire croire au peuple qu'il y a du marchandage entre la compagnie et le gouvernement. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les annonces de la compagnie pour se rendre compte que ce n'est pas avec le gouvernement que la manipulation est possible, mais avec ceux qui combattent notre législation. Il n'y a pas de danger que le gouvernement conspire avec une compagnie qui s'est livrée à de telles attaques contre lui.

La loi est nécessaire, elle est réclamée par la population des villes comme par celle des campagnes, car l'électrification rurale est une affaire urgente. Pour peu qu'on discute les clauses du bill, le député de Lotbinière (M. Chaloult) lui-même va être convaincu du bon effet de notre loi et il se rendra compte qu'on ne peut traiter les actionnaires autrement. Le gouvernement n'impose pas cette législation à la Chambre. Les députés ont la prérogative de décider, mais il faudrait au moins qu'ils commencent par étudier le bill.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le député de Matane (M. Gagnon) s'est inquiété de mes opinions. Je pourrai le renseigner prochainement sur mon étiquette politique. Je lui dirai que je n'ai et que je n'aurai jamais rien de commun avec M. Maxime Raymond. Mais je crois devoir prendre sa défense. Le député de Matane (M. Gagnon) a été injuste pour M. Maxime Raymond. Il n'a rien à voir avec les montants que son frère a pu retirer de la Beauharnois. Il n'est pas responsable de son frère, le sénateur Raymond, et le chef du Bloc a toujours combattu les trusts à Ottawa.

Le député de Matane (M. Gagnon) m'a surpris en disant que, dans les pays de races différentes, la nationalisation est un danger. Aux États-Unis, en Suisse, en Belgique, il y a la nationalisation.

Le premier ministre a parlé de l'argent honnêtement placé dans la Montreal Power. Il doit y avoir un moyen de savoir où est allée chaque action. Il est beau de s'apitoyer sur le sort de la veuve, mais il faut tenir compte d'abord du bien commun et de l'intérêt général. Il reste encore des directeurs qui ont reçu des milliers et des milliers de dollars gratuitement. Il y a moyen de retracer leurs actions. Il faut les faire rembourser le public. Une enquête

royale le démontrerait. Il est désirable d'étudier le bill clause par clause, mais le bien général doit passer avant l'intérêt des veuves, des orphelins, des institutions religieuses et des curés. L'intérêt de la collectivité doit prévaloir. Le bien commun est au-dessus de tout, car c'est le salut de tout un peuple qui est en jeu. Je ne veux pas voir le gouvernement payer pour des actions détenues par des personnes qui ne payèrent pas pour les avoir. Il me semble qu'on ne devrait pas refuser une enquête royale sur les opérations de la Montreal Power.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière (M. Chaloult) peut-il donner des précisions dans le cas de ceux qui détiennent des actions acquises de façon illicite? Est-il en mesure de donner à la Chambre les noms de personnes qui n'ont pas payé leurs actions?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Pas des noms, mais le nombre d'actions, un gros montant d'argent en actions acquises illégalement. J'en connais un grand nombre qui ont profité des manipulations. Je crains les commissaires; ils n'ont jamais protégé le public, mais les trusts.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Cela n'empêche pas qu'il faut payer pour les poteaux et tout le matériel.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Pourquoi dire que la province paiera la valeur réelle et aussi seulement le capital réellement et utilement investi? Il faut que le gouvernement évalue l'entreprise de la Montreal Light, Heat & Power suivant la valeur réelle moins la dépréciation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est ce qui sera fait. Cela est entendu. Les deux facteurs sont limitants. S'il n'en tient qu'à cela pour satisfaire le député de Lotbinière (M. Chaloult), on le mettra dans le bill. Quand mon honorable ami sera nommé magistrat, s'il veut prendre sa retraite, il faudra qu'il ait 25 ans de service et 65 ans d'âge.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les distinctions du premier ministre et ses arguments sont démagogiques. Quand l'État sera maître de tout, aucune organisation ouvrière ne pourra vivre.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** reproche au chef de l'opposition d'ennuyer la Chambre avec des niaiseries.

**Des voix de l'opposition protestent.**

**M. le président** estime que le terme est parlementaire.

**Des voix de l'opposition** protestent avec indignation.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le chef de l'opposition s'en prend trop souvent aux députés de Montréal. On devrait discuter les clauses de la loi. Il rappelle ce qui se passait sous l'Union nationale.

Le député de Matane (M. Gagnon), déclare-t-il, s'oppose au bill dans l'intérêt de Montréal. Veut-il laisser les électeurs de son comté sans lumière? Montréal est plus intéressé que Matane au règlement de cette question. Le chef de l'opposition dit que les ouvriers sont contre. Il verra cela aux prochaines élections. Le chef de l'opposition ne peut nier ce qu'il a prêché dans le passé. La population ne se laissera plus bourrer le crâne avec des promesses comme en 1935 et en 1936. Elle veut des réalisations et il y en a dans le bill.

**M. Robinson (Brome):** Les libéraux pourraient, après avoir discuté de ce bill durant deux jours, oublier un certain temps leur allégeance libérale. Ils tentent de rétablir leur prestige qui est tombé à zéro depuis 1939 et ils utilisent une méthode qui est la cause de malaises, de craintes et de tourments.

Le gouvernement Godbout se sert impunément de son pouvoir politique en faisant des pressions pour que cette mesure soit adoptée. Plusieurs partisans de son administration désapprouvent résolument ce bill, mais ils se rangent solidement sous la bannière du parti en cette année d'élection générale. Ils devraient oublier pour le moment leurs attaches politiques.

**M. Frégeau (Stanstead)** lance des remarques.

**M. Robinson (Brome):** Le député de Stanstead (M. Frégeau) est forcé de voter pour un bill que la majorité de ses électeurs et lui-même n'aiment pas et, s'il vote pour, il ne reviendra pas en Chambre.

**M. Lawn (Pontiac):** Et vous-même?

**M. Robinson (Brome):** Je ne serai peut-être pas ici, mais, chose certaine, vous n'y serez pas non plus. Si je suis défait, ce ne sera pas parce que j'aurai aveuglément suivi un chef en votant pour un bill qui est mauvais, à mon avis.

Si le ministre des Terres et Forêts était sincère, il penserait un peu aux femmes qui dépendent des placements qu'elles ont faits à la Montreal Power pour assurer leur existence, ainsi qu'aux petites institutions d'enseignement et aux communautés religieuses qui ont également fait des placements.

De 1901 à 1920, la compagnie a commis des abus, mais, si elle a péché, c'est avec la protection de la loi et l'approbation du Parti libéral. Cela ne fait aucun doute, mais toutes les décisions de la compagnie ont été prises suivant les conseils et les connaissances du parti siégeant à droite de la Chambre. Comme le chef de l'opposition l'a dit, le Parti libéral a élevé son bébé et maintenant, 44 ans plus tard, ce même parti a l'effronterie de pénaliser les femmes qui ont placé leur petite fortune dans ces actions, parce que cette compagnie a commis des abus, en 1901 et en 1912, entre autres.

Le régime libéral a autorisé des abus pendant 44 ans au sein de la Montreal Power. Aujourd'hui que tout est consommé et que les actions sont entre les mains de veuves, d'orphelins, d'institutions religieuses et de maisons d'enseignement, le gouvernement veut les rendre responsables des abus commis et les faire juger par un tribunal qu'il crée lui-même et dont il nomme les membres. Le premier ministre affirme que le bill sera à l'avantage de la province.

Mais que fait-il? Il établit son propre système judiciaire pour les fins du projet de loi, choisit ses propres jurés. Pourquoi le gouvernement choisit-il son juge et son jury pour l'expropriation? Même un meurtrier a droit à la justice et au fair-play, et la province est renommée pour ses excellents juges.

Ce bill est plein d'irrégularités et il utilise des méthodes dont aucune personne honnête ne se servirait. Je n'ai pas de sympathie pour la compagnie, mais j'en ai pour les 30,000 ou 32,000 actionnaires, petites gens en majeure partie, qui ont placé de l'argent dans cette entreprise avec la conviction que c'était un placement solide. Ces gens ont le droit de vivre.

J'aime la province autant que tout autre député en cette Chambre. Les Canadiens de langue anglaise sont bien traités et je ne suis ni bigot ni étroit d'esprit. Nous de la minorité, nous avons toujours eu de l'admiration pour les Canadiens français dans cette province. Il n'existe pas de peuple plus civilisé que le peuple canadien-français. Je veux continuer à vivre ici, mais je respecte ma race. Les Anglo-protestants ont le droit de vivre dans cette province, le capital honnête aussi.

Je sais comment tout cela a commencé. Deux ou trois hommes ont exercé leur emprise sur le premier ministre pour lui vendre l'idée et, sans l'avoir examinée, il s'est empressé de faire une déclaration à la presse. Je suis certain que l'on a imposé cette loi au premier ministre et qu'il doit regretter de l'avoir présentée, parce que ce n'est pas le temps.

Si votre parti ici, et celui à Ottawa, ne se soustraient pas à la centralisation, je crains que les relations entre notre gouvernement et celui d'Ottawa ne finissent par être imprégnées de fascisme. La centralisation conduira infailliblement à la nazification du Québec. De nombreux hommes de jugement commencent à le réaliser. Si le gouvernement ne change pas d'idée, il n'est plus besoin de s'attendre à ce que le capital honnête vienne ici dans l'avenir.

Le gouvernement devrait oublier la compagnie pour penser aux actionnaires. Il est cruel de ne tenir aucunement compte du tort que subiraient des milliers de femmes qui ont placé tout leur avoir dans les actions de la compagnie. C'est moins grave dans le cas des hommes; ils peuvent se défendre eux-mêmes. Le projet est injuste envers les actionnaires de la compagnie, dit-il (M. Robinson) en accusant le gouvernement de ne donner aucune possibilité à la compagnie de se défendre elle-même.

Le trésorier provincial a dit que la canalisation du Saint-Laurent est inévitable et que la compagnie doit donc être expropriée. Il a également déclaré qu'il suivra son chef jusqu'au bout. Eh bien! Il y a un médecin à Trois-Rivières qui, le moment venu, fera en sorte que l'issue soit la moins douloureuse et la plus pacifique possible.

Ce projet de nationalisation va faire plus pour soulever les classes contre les classes, les races contre les races, que toute autre chose depuis le célèbre plébiscite de Mackenzie King. Cela ne dérange peut-être pas certains députés, mais ce n'est pas mon cas, parce que je veux continuer à vivre dans cette province. Si nous ne modifions pas nos orientations, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que des gens honnêtes viennent placer chez nous des capitaux qu'ils ont acquis honnêtement, et Québec ne pourra pas être considéré comme un endroit sûr pour faire des placements. Avec ce bill, on détournera de la province les honnêtes gens et les capitaux honnêtes.

Il trouve le projet illogique, instable et impossible à réaliser. Le gouvernement a besoin de quelque chose qui soutienne le moral du parti et qui lui permette de tirer ses marrons du feu. Voilà la véritable raison pour laquelle cette loi est devant la Chambre aujourd'hui.

Nos honorables amis ne pourraient-ils pas adopter une loi qui causerait moins de déception, moins d'inquiétude et moins de malaises que la présente mesure? À son avis, le capital a le droit de vivre dans cette province. Les minorités ont le droit de vivre, le capital a le droit de vivre, et le bill va soulever les classes et les races les unes contre les autres. Des gens d'Angleterre, des États-Unis et d'ailleurs regarderont notre province d'un mauvais œil s'ils constatent que les placements honnêtes ne sont pas protégés. Oublions la compagnie et pensons aux petits actionnaires.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je veux répondre avec beaucoup de sérieux aux remarques du député de Brome (M. Robinson). Ce député est un bon avocat. Il connaît les lois anglaises. Le député devrait savoir qu'en Angleterre, depuis 1926, on a une loi d'expropriation des compagnies d'électricité qui est beaucoup plus sévère que celle-ci. Si le député de Brome (M. Robinson) ne la connaît pas, je me ferai un plaisir de lui fournir tous les renseignements.

L'expropriation se fait à l'avantage du peuple en général, ce qui comprend la minorité comme la majorité. Les Canadiens de langue anglaise ou de langue française ne peuvent s'opposer à ce que nous prenions la direction de nos affaires dans la province. C'est le peuple que cela concerne. Je ne vois pas pourquoi les gens d'Angleterre ou d'ailleurs seraient étonnés de voir que la province de Québec a la volonté de prendre ses propres affaires en main. Personne n'a le droit de se surprendre que nous voulions prendre la direction de nos affaires pour le peuple de la province.

Le député de Brome (M. Robinson) a laissé entendre que la nationalisation pouvait devenir une question de race. Comment peut-il invoquer un pareil argument? Je suis surpris qu'il ait voulu mêler les questions de race à cela. Il ne convient pas de mêler à cette affaire une question de race. Ce n'est pas une question de race que les Canadiens français s'emparent de leurs ressources naturelles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et dit que le député de Brome (M. Robinson) n'a rien fait du genre et qu'il n'est pas convenable, de la part du premier ministre, de se lancer dans ce genre d'attaque.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande au député de Brome (M. Robinson) de répéter ce qu'il a dit.

**M. Robinson (Brome):** J'ai dit que ce bill envenimerait les luttes entre les classes et entre les races, et que les méthodes utilisées ne sont pas les bonnes. Je ne suis pas contre l'expropriation, mais contre la façon dont le gouvernement veut exproprier. L'expropriation est peut-être nécessaire, mais la confiscation ne l'est pas.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Voici un groupe de gens qui exploitent une ressource naturelle pour laquelle ils ont une franchise exclusive, sans concurrence, pour la ville de Montréal et dans un rayon de 100 milles, et le gouvernement décide de la donner au peuple. Quel mal y a-t-il à cela? Et je ne vois pas comment on peut mêler à tout cela la question de race. Il n'est pas question d'initiative privée puisqu'il s'agit d'un monopole et nous voulons redonner ces ressources à l'ensemble de la population, française et anglaise, pour qu'elle en profite. Je le répète, je ne vois pas comment la question de race se trouve mêlée à ce débat.

Le député ne trouve pas la loi opportune. Mais, dans 10 ans, il sera trop tard. Le dommage causé à notre province sera irréparable. La situation est très pressante. Il est grand temps d'agir, car, si on retarde encore, la province ne rattrapera pas le temps perdu et cela presse pour tenir le coup contre Ontario, en raison de ses plus bas taux d'électricité. Dans cinq, 10 ou 15 ans, il sera trop tard. Les industriels préfèrent s'établir en Ontario, où ils peuvent obtenir meilleur marché l'énergie électrique. La province de Québec veut sa part des nombreuses industries qui viendront s'établir au Canada après la guerre.

**M. Robinson (Brome):** Je n'ai pas dit qu'il n'était pas nécessaire de légiférer. Cette expropriation peut être nécessaire, mais ce n'est pas le temps de la faire et les méthodes utilisées ne sont pas les bonnes. Je suis contre la façon dont le gouvernement veut exproprier. On met de côté les juges et les tribunaux pour faire juger la cause des actionnaires par des amis politiques.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si nous n'agissons pas tout de suite, les choses se détérioreront et nous ne pourrons plus y remédier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition est la première à condamner les abus qu'ont laissés commettre les régimes libéraux, mais elle n'a pas confiance au gouvernement pour réprimer ces abus et elle reproche au gouvernement de ne pas faire

d'offre, de ne pas se conformer à la loi générale d'expropriation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est la Régie qui va établir la valeur de l'entreprise. C'est le tribunal ordinaire qui juge toutes les causes ayant trait aux services publics. D'ailleurs, le bill donne un droit d'appel et l'on pourra aller jusqu'au Conseil privé d'Angleterre si l'on veut. En évaluant la compagnie, le gouvernement va estimer les actifs réels de la compagnie, la valeur du matériel, comme fils, turbines, édifices, etc. Ce ne sont pas les actions qu'on exproprie, mais l'entreprise, en ajoutant 10 % à la valeur réelle à cause de la dépossession forcée. C'est un traitement équitable et même généreux.

Le député de Brome (M. Robinson) dit que je serais heureux de n'avoir pas présenté cette loi. Il me connaît mal s'il pense que j'ai pris cette décision à la légère. Le gouvernement a longuement étudié la question et, dans quelques années, la province reconnaîtra que cette loi aura été une législation salvatrice. Le capital honnête est bienvenu dans la province, d'où qu'il vienne, s'il respecte nos lois. Le bill est urgent et, si l'opposition en retarde l'adoption, c'est elle qui en subira les conséquences.

**M. Paquette (Labelle):** D'après le premier ministre, ce bill est le projet le plus important depuis la Confédération. Alors, pourquoi brusquer les choses? Et comment peut-on reprocher à l'opposition d'être prudente, de se défier quand on refuse de lui fournir les documents nécessaires à l'étude du bill, et qu'on semble même ne pas savoir combien le projet coûtera au Trésor provincial? On aurait dû préparer un factum pour renseigner les députés. Le gouvernement est-il responsable de ses actes? Peut-il sans sourciller nous demander de voter en vitesse un projet dont il ne connaît pas lui-même la portée?

Il y a quelque chose de mystérieux dans tout cela, quelque chose qui sent le drame ou la comédie. Je n'ai pas d'objection à l'étatisation en elle-même, je n'ai pas d'idée fixe là-dessus. Mais c'est le devoir du gouvernement de renseigner la Chambre. Et nous avons le droit de ne pas avoir confiance en une administration d'État quand la Commission des liqueurs se sert des fonds publics pour faire louer le gouvernement dans les annonces.

Le gouvernement fera de la politique avec cette compagnie comme il en a fait avec la Commission des liqueurs. On sait que la Commission des liqueurs publie des annonces dans les journaux, mais en les forçant à publier des communiqués de l'organisation libérale pour vanter le gouvernement.



Quand la Montreal Power sera administrée par l'État, est-ce qu'on n'y fera pas de patronage? Est-ce qu'on n'y placera pas trois ou quatre hommes où il en faudrait deux? Est-ce qu'on ne fera pas de faveurs aux députés et aux échevins de parti?

La loi n'est pas essentiellement mauvaise dans son principe, mais elle est présentée inopinément, elle est mal préparée, elle n'est qu'un bluff électoral. Cette loi est inopportune et destinée à faire miroiter aux yeux du public des avantages dont il ne bénéficiera pas. Même le premier ministre doit réaliser que le bill est mauvais, qu'il est présenté au mauvais moment. Le projet est condamnable parce que le gouvernement ne peut ou ne veut dire dans quelle mesure la province prendra des engagements.

Il dit qu'il n'a pas de sympathie pour la Montreal Power qui a commis des abus dans son administration. La mesure n'est que le cheval de bataille du gouvernement libéral et sent les prochaines élections. Il est impossible pour le gouvernement d'empêcher le Parlement et le peuple de penser le contraire. Le souci du premier ministre n'est pas de baisser les taux, mais de gagner ses élections. Le gouvernement ne devrait pas prendre le mors aux dents et nous demander de passer cette loi à la vapeur.

Si le premier ministre est pressé, la province ne l'est pas. Nous voilà confrontés à une situation dont le gouvernement ainsi que d'autres de même allégeance sont responsables, et on nous demande d'accepter immédiatement ce bill qui comporte d'énormes risques. Que le gouvernement retarde l'étude du bill à quatre mois. C'est une loi qui a besoin d'être bien mûrie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle à la Chambre qu'au début de la séance il a demandé que le comité lève la séance pour tuer par le fait même le bill à l'étude et qu'on a continué la discussion. Sa motion est toujours là et il demande de nouveau que le comité lève la séance.

Le comité, désirant poursuivre l'étude de la législation du gouvernement, poursuit sa discussion en dépit de la motion du chef de l'opposition.

**M. Frégeau (Stanstead):** Le député de Brome et moi-même sommes tellement rarement en Chambre au même moment que j'ai le goût de le féliciter de sa présence. Celui-ci m'a fait part de ce que les électeurs de Stanstead pensaient de ce bill. Personnellement, je n'ai pas une longue expérience de la politique et je ne passe pas mes fins de semaine

à essayer de comprendre le point de vue de mes électeurs, mais je vais prendre mes responsabilités et remplir le mandat qui m'a été donné en 1939.

Si le projet de loi n'est pas bon, si la mesure est impopulaire chez le peuple, l'opposition devrait en faciliter l'adoption sans délai pour en retirer des avantages pour les prochaines élections. Cela me semble être une bonne politique à suivre. Ce bill n'est peut-être pas parfait, mais peut-être que plusieurs électeurs de Brome ne sont pas d'accord avec leur député et qu'ils le laisseront même tomber. Quant à moi, je le crois bon et je voterai pour en troisième lecture, tout en laissant à mes électeurs le soin d'en juger par eux-mêmes. À mon avis, c'est la législation la plus parfaite qui n'ait jamais été présentée et je l'appuierai jusqu'au bout.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** considère la mesure opportune dans le cas de la Montreal Power. Il n'est pas sympathique à l'entreprise publique, en principe, qui est contraire à ses principes ainsi qu'à ceux d'autres libéraux, bien que, dans certains cas, elle pourrait s'avérer nécessaire en raison de circonstances spéciales ou particulières. La province doit suivre la marche du temps et même dépasser les autres provinces, déclare-t-il. C'est le début d'une ère nouvelle dans la province de Québec.

La création d'une hydro est nécessaire afin que les taux soient aussi bas ici que dans les autres provinces. Quant aux actionnaires, et spécialement les petits épargnants qui ont placé leur argent en toute confiance, j'espère sincèrement que la Régie des services publics sera sensible à leur cause lorsqu'elle évaluera les actifs de la compagnie.

La déclaration qu'a faite ce soir le premier ministre à ce sujet, ainsi que l'assurance qu'il a donnée quant au droit de recours devant les tribunaux, démontre que les actionnaires seront traités en toute équité. J'espère que leurs droits seront pleinement respectés et qu'ils seront traités avec générosité.

**M. le président** rejette la motion.

Les articles 1<sup>11</sup> à 4 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"5. Cette Commission est formée d'un président et d'au plus quatre autres membres qui sont tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont il fixe les traitements."

**M. Chaloult (Lotbinière):** Pourquoi nommer cinq commissaires quand la Régie des services publics n'en a que trois? Les Canadiens français représentent les quatre cinquièmes de la population dans la province de Québec, il est raisonnable que quatre des cinq membres de la Commission soient de langue française, dit-il. Il craint que le gouvernement ne nomme deux membres de langue anglaise.

**Des voix ministérielles:** Il faut penser surtout à nommer des compétences.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est parce qu'il s'agit d'une entreprise d'envergure et que cette entreprise est à ses débuts. Cette question sera prise en considération, mais la compétence passera en premier lieu, attendu que le gouvernement entend donner à la population un bon service sans considération de politique ou de nationalité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai entendu dire que certains des ingénieurs principaux de la compagnie sont allemands. Le ministre a-t-il l'intention d'en engager parmi eux?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Peut-être, s'ils ont réussi à s'acclimater.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Très bien, je suis en faveur que l'on nomme des compétences. Comme je n'ai pas de préjugé de race, je ne m'opposerais pas à voir nommer un Japonais ou un Allemand compétent à la Commission. Mais j'ai constaté que c'est souvent dans les milieux nationalistes que l'on rencontre le plus d'étroitesse d'esprit à ce sujet. Je crois que le gouvernement peut trouver quatre Canadiens français compétents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prétends que cinq membres, ce n'est pas trop pour le travail qu'ils auront à faire. Mais la loi devrait en fixer le nombre au lieu de dire "d'au plus quatre autres membres". Ils auront suffisamment d'ouvrage, et cela empêchera le lieutenant-gouverneur en conseil d'intervenir constamment dans les nominations. On donne trop de pouvoirs au lieutenant-gouverneur, c'est-à-dire au gouvernement. Cela favorisera les ingérences politiques.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le gouvernement va-t-il nommer des représentants de la minorité?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Oui.

**M. Chaloult (Lotbinière):** La représentation de la minorité devrait être proportionnée à la population. Il faudrait par conséquent qu'il y ait quatre cinquièmes des nôtres dans le personnel de l'hydro. Je veux l'absolue justice pour la minorité, mais je ne veux pas qu'on pousse la générosité jusqu'à la sottise. On nous refuse ailleurs notre juste part. Pourquoi n'exigerions-nous pas notre part chez nous?

Il faut se prémunir contre l'anglomanie des nôtres et l'influence que pourraient exercer certains commissaires, pour ne pas perdre le monopole des emplois. Ce n'est pas prendre la place des autres que de prendre sa place. Je ne dis pas cela par mesquinerie. Je déteste la haine. Mais je réclame le même respect pour la majorité que pour la minorité.

Y aura-t-il deux représentants de la minorité, dans la Commission?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne peux donner de réponse à la question du député de Lotbinière (M. Chaloult).

**M. Chaloult (Lotbinière)** insiste.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous voulons que l'hydro soit administrée à l'avantage de la province. Pour cela, nous choisirons les meilleurs hommes, quel que soit leur nom ou la langue qu'ils parlent. C'est beau d'avoir des hommes de notre langue dans la Commission, mais il importe d'avoir d'abord des compétences.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je n'ai pas de préjugé de race et je suis en faveur des compétences. Je ne suis pas prêt à admettre, cependant, qu'on ne puisse trouver quatre hommes compétents chez les Canadiens français pour administrer la Commission.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les noms des commissaires?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne peux donner les noms de ceux que le gouvernement choisira. On n'a pas encore fait de nominations, mais on tiendra compte des suggestions reçues.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement organise une farce monumentale à la veille des élections. La Commission sera nommée le 15 avril, dans à peine deux semaines, et le gouvernement ne sait toujours pas quels sont les commissaires qui

géreront cette vaste entreprise alors que la Commission elle-même ne recevra pas un sou, selon ce bill, pour faire son travail. Si l'on ne sait pas encore quels sont ceux qui en feront partie, c'est une preuve qu'on n'est pas sérieux.

**M. Gagnon (Matane)** abonde dans le même sens. La loi est prématurée, déclare-t-il. Nos premiers gradués en électricité sortiront de l'école cette année. Ils ne seront pas encore qualifiés pour prendre charge d'une entreprise comme celle de l'hydro. M. Olivier Lefebvre aurait été une compétence indiscutable, mais j'aimerais qu'on me cite d'autres noms.

Il reconnaît au député de Lotbinière (M. Chalout) le mérite de défendre les Canadiens français, mais il lui demande comment il se fait que, surtout dans le groupe dont il fait partie, dès qu'un homme commence à faire sa marque, on l'abreuve d'injures et on le traite de trustard. Il est beau d'aimer sa race, mais qu'on cesse donc de décrier ceux qui sont partis du bas de l'échelle et ont monté constamment.

L'article 5 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 6 à 16 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"17. Aucun membre de la Commission ne doit avoir aucun intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de production ou de vente d'énergie ou de fabrication ou de vente d'appareils pour l'utilisation d'énergie.

"Si lors de sa nomination, un membre de la Commission a un tel intérêt ou si un tel intérêt lui échoit ultérieurement par succession ou à titre équivalent, il est tenu d'en disposer immédiatement."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est évident que le gouvernement a l'intention de nommer quelqu'un ayant présentement des liens avec une compagnie d'électricité.

L'article 17 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 18 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"18. La Commission peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, établir un fonds de pension de retraite pour son personnel ainsi que pour le paiement d'indemnités au cas d'invalidité ou de décès.

"La Commission peut, dans tout règlement adopté pour les fins du présent article, fixer les conditions auxquelles il sera tenu compte, dans l'octroi de bénéfices, de la durée de l'emploi de tout membre de son personnel au service du gouvernement de cette province ou d'une entreprise dont elle est devenue propriétaire."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il existe déjà un fonds de pension et on devrait s'en servir plutôt que d'en créer un autre. Il y a \$1,500,000 dans ce fonds.

**M. Gagnon (Matane):** C'est visible que le gouvernement veut chambarder ce fonds de pension.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il s'agit d'un fonds créé par la compagnie. Les employés n'y ont pas contribué et, s'ils ont moralement droit à leur pension, il n'y a aucune disposition, aucun règlement qui oblige la compagnie à la payer.

**M. Chalout (Lotbinière)** estime que c'est un fonds spécial de \$1,200,000 qu'a la compagnie pour les pensions. Aura-t-elle le droit de garder cet argent? demande-t-il. Le fonds devrait être considéré comme étant la propriété des employés et non de la compagnie. C'est avec le salaire, une considération pour laquelle ils donnaient leur travail.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les employés n'ont jamais contribué à ce fonds de pension et ils n'y ont aucun droit légal. La compagnie a payé des pensions parce qu'elle désirait le faire. La compagnie n'y est liée par aucun règlement. Et rien ne sert d'exproprier un montant d'argent. La Commission créera un fonds de pension et les vieux employés qui sont à la veille de prendre leur retraite seront traités avec équité au point de vue sécurité sociale.

**M. Chalout (Lotbinière):** Cela ne me satisfait pas. Puisque l'argent a été mis de côté pour le bénéfice des employés, il me semble que cet argent, ou une partie, devrait être remis à la commission responsable des employés, et je propose que le montant de ces pensions soit déterminé juridiquement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le gouvernement a exproprié les services de gaz et d'électricité de la compagnie, mais non la compagnie elle-même.

Je présume que l'argent en question continuera d'appartenir à la compagnie, étant donné que la compagnie peut disposer de l'argent comme elle le voudra.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le gouvernement peut-il garantir aux employés leurs positions?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est l'intention du gouvernement de garder les employés actuels de la Montreal Power. Les bons employés n'ont rien à craindre du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les bons employés de la Montreal Light continueront leur service avec la Commission hydroélectrique et on pourvoira à la pension de ces employés.

**M. Leduc (Laval)** se dit content de cette nouvelle qui rassurera les gens de son comté employés à la Montreal Light.

L'article 18 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 19 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"19. La Commission est tenue de faire un rapport annuel de ses biens et de ses opérations donnant tous les renseignements nécessaires pour faire connaître l'état général de ses affaires. Ce rapport est soumis à l'Assemblée législative par le ministre."

**M. Gagnon (Matane):** Je suggère que l'on ajoute le mot "détaillé" après le mot "rapport".

L'amendement est adopté.

L'article 19 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 20 et 21 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime des membres présents, que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à ce matin, à 11 h 30.

Adopté.

La séance est levée à minuit quarante-huit minutes.

#### NOTES

1. Le comité est présidé par le représentant de Hull (M. Caron). Pour assister le ministre des Terres et Forêts, M. J.-R. Latreille, ingénieur en chef de la Commission des eaux courantes, prend place à ses côtés, selon *L'Événement* du 31 mars 1944, à la page 3.

2. Selon *La Patrie* du 30 mars 1944, à la page 2, le député fédéral de Gaspé, M. Sasseville Roy, vient prendre place à ce moment sur le parquet de la Chambre, sur un siège spécial à la gauche de l'Orateur, tout près de l'opposition.

3. *La Patrie* du 30 mars 1944, à la page 2, mentionne la Beauharnois et non la canalisation du Saint-Laurent.

4. Paul Triquet, décoré de la croix Victoria pour son héroïsme sur le front italien, était ce jour-là l'hôte du gouvernement québécois et fit l'objet d'une réception officielle de l'Assemblée législative.

5. Selon *Le Nouvelliste* du 31 mars 1944, à la page 10, il s'agit d'une concession de 1,500,000 chevaux-vapeur.

6. Selon *Le Temps* du 7 avril 1944, à la page 8, il y aurait 275,000 consommateurs.

7. 1,000 actions, selon *Le Devoir* du 31 mars 1944, à la page 7.

8. Le passage des débats des Communes cité par le député de Matane se situe au 28 juillet 1931. On peut trouver le texte de ce débat et le rapport de la commission parlementaire sur la Beauharnois aux pages 4205 à 4222 et 4305 à 4342 du *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*, 2e session, 17e Législature, 1931, Vol. CXC.

9. Selon *Le Canada* du 31 mars 1944, à la page 2, ces propos ont soulevé des mouvements de surprise parmi les députés ministériels.

10. Selon *Le Temps* du 7 avril 1944, à la page 8, M. Duplessis fait cette proposition en vertu de l'article 362 du Règlement de l'Assemblée législative, que le comité se lève sans faire rapport, et, dans ce cas-ci, le bill en discussion est tué par le fait même.

11. *La Patrie* du 31 mars 1944, à la page 4, mentionne que le premier paragraphe de l'article 1 est finalement adopté à 11 h 30.



## Première séance du vendredi 31 mars 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi de la  
dénonciation forcée

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste de nouveau contre un récent arrêté en conseil, à Ottawa, par lequel les patrons et même les parents sont forcés d'agir comme dénonciateurs et délateurs de leurs propres enfants, parce que ce décret ministériel fédéral les oblige à avertir les autorités si un employé ne se présente pas pour répondre à l'appel pour le service militaire. Il est inadmissible qu'un père de famille soit dans l'obligation de dénoncer son propre fils, déclare-t-il.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les observations du chef de l'opposition sont très justes et raisonnables. J'ai toutefois déjà formulé les représentations à Ottawa à ce propos; j'ai écrit à ce sujet aux autorités fédérales bien avant que le chef de l'opposition n'ait fait entendre sa protestation pour la première fois à la Chambre, le 22 mars.

## Projets de loi:

Hydro-Québec<sup>1</sup>

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

## En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 22 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"22. La Commission a pour objet de fournir l'énergie aux municipalités, aux entreprises industrielles ou commerciales et aux citoyens de

cette province aux taux les plus bas compatibles avec une saine administration financière.

"Elle doit établir le tarif applicable à chaque catégorie d'usagers suivant le coût réel du service fourni à cette catégorie en autant que cela est pratique.

"Les taux et conditions auxquels l'énergie est fournie sont fixés par règlement de la Commission."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au gouvernement de laisser tomber complètement la loi visant à créer une commission hydroélectrique provinciale et à exproprier les réseaux d'électricité et de gaz de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated. Il proteste contre le principe inscrit dans cette loi selon lequel seul le coût initial sera considéré lors de l'expropriation des propriétés, et qui n'a aucune considération pour les efforts intellectuels qui ont été déployés, pour l'esprit d'initiative, etc. On vénère trop le veau d'or à mon goût, dit-il. Le gouvernement a tort de lancer la province dans cette aventure pour le seul plaisir d'essayer de surprendre la bonne foi de la population.

La présente loi permettra la municipalisation des services d'électricité sans même utiliser les améliorations que mon gouvernement avait apportées en 1937. Il serait plus approprié de mettre sur pied des coopératives qui agiraient indépendamment des partis politiques.

Qu'est ce que le gouvernement entend par taux raisonnables? Que veut-il dire lorsqu'il affirme que cette Commission a pour but de fournir l'énergie aux taux les plus bas, dans la mesure où ils sont compatibles avec une saine administration financière? Et sur quoi se base-t-il pour croire que les taux seront réduits?

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) est trop enthousiaste pour sa législation. Les consommateurs paieront plus cher qu'avant, car, sous le régime actuel, les frais d'administration ont augmenté. Il arrivera la même chose que dans le cas de la Commission des liqueurs.

On devait réduire les taux; on a baptisé le produit, on a majoré le coût, et c'est le peuple qui a payé les frais. Les prix ont été quadruplés, et encore c'est pour de l'eau! Nous payons maintenant plus cher pour une qualité inférieure. Les taux vont être plus élevés parce que l'entreprise sera administrée par le gouvernement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Nous ne pouvons pas dire dans quelle proportion les taux seront réduits, mais l'économie de la loi repose sur le prix coûtant et avec une hydro provinciale, nous sommes certains que les taux actuels vont baisser.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur quel montant de dépenses va-t-on tabler pour dresser la liste des taux? Puisque nous faisons des comparaisons avec l'Ontario, je vous ferai remarquer que le gouvernement d'Ontario a dépensé \$24,000,000 pour le développement et que ces dépenses ne figurent pas dans les coûts de l'hydro d'Ontario. Je sais ce qui va arriver. À la veille des élections, on va nous annoncer une réduction de taux et, après, le nouveau gouvernement paiera pour les orgies électorales du régime actuel. Comme je l'ai dit, on se sert du courant électrique pour dévier le courant populaire. Sur quoi le ministre se base-t-il pour dire que les taux vont baisser?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

L'enquête de la Régie des services publics a démontré que la Montreal Light, Heat & Power a chargé environ \$4,000,000 de trop. En déduisant ce montant et celui des taxes fédérales que nous n'aurons pas à payer, soit \$8,000,000, et vu que l'économie de notre loi est fondée sur le prix coûtant, je crois qu'il n'y a pas d'hésitation à dire que les taux vont baisser.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette enquête de la Régie n'est pas terminée et le ministre prend sur lui de rendre jugement avant les experts. C'est illogique. Le ministre prévoit, avant que le jugement ait été rendu, que les taux seront réduits, mais, lorsqu'on lui demande quels seront les coûts d'expropriation de la Montreal Power, il dit qu'il ne serait pas correct de donner ces renseignements, qui favoriseraient les spéculateurs, et de préjuger la décision du tribunal.

Sur quel montant de dépenses va-t-on tabler pour dresser la liste des taux? L'hydro de l'Ontario, organisée il y a 38 ans, coûte plus cher aux citoyens de la province voisine, dans certains cas. C'est ainsi que les taux en vigueur pour certaines usines de papier de la province de Québec sont moins élevés que dans la province voisine. J'ai l'impression qu'il est trop tard pour que la province de Québec opte pour le système d'Ontario. Cet article 22 a pour objet de permettre à la Commission de fournir l'énergie électrique aux municipalités.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Il est évident que, si la province ne paie pas les taxes fédérales et provinciales, il ne peut manquer de s'ensuivre nécessairement des taux plus bas que ceux qui sont en vigueur à Montréal actuellement. Dans la province voisine, le gouvernement a avancé \$33,000,000 pour l'électrification rurale. Ceci, toutefois, n'a pas de rapport avec ce qu'a coûté l'organisation de l'hydro provinciale. On paie l'électricité beaucoup moins cher en Ontario et c'est ce qui va se produire dans notre province après l'étatisation de la Montreal Power.

Le chef de l'opposition, rappelant que l'hydro en Ontario a été organisée il y a 38 ans, dit que la province de Québec est grandement en retard. Il est vrai que, dans bien des cas, l'électricité est vendue moins cher dans notre province que dans la province voisine, mais, dans d'autres cas, c'est le contraire qui se produit.

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose que l'article 22 soit amendé de façon à permettre aux municipalités d'acheter le réseau de distribution dans leur limite. La ville de Montréal et d'autres municipalités de l'île, dit-il, devraient suivre l'exemple d'Ontario. Les municipalités devraient avoir leur propre système et acheter l'électricité de la Commission. Si elles avaient le droit d'acheter leur propre réseau de l'hydro provinciale, cela occasionnerait la décentralisation et favoriserait l'emploi d'ingénieurs et de comptables canadiens-français. Pourquoi la ville de Montréal ne serait-elle pas propriétaire de son réseau comme celle de Toronto? Cela favoriserait son autonomie. En Ontario, c'est Toronto qui dirige son réseau électrique. Sans vouloir nécessairement copier tout ce qui se fait ailleurs, on doit pourtant imiter les autres provinces dans ce qui s'y fait de bon.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** À Montréal, on a l'expérience de l'aqueduc municipal. Les difficultés que Montréal a eues avec son système d'aqueduc devraient servir d'exemple. La ville a fourni l'eau aux municipalités environnantes et ce fut la source d'une foule de litiges.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Si le gouvernement payait \$200,000,000 pour les systèmes des compagnies d'électricité, ou même \$250,000,000, il faudrait que les taux soient basés sur ce montant et, même si l'on a exigé \$4,000,000 par année en trop, ce ne sera pas un facteur déterminant dans la fixation des taux. Le



gouvernement se lance dans une entreprise dont il ne sait d'avance ni le coût probable ni les revenus possibles. C'est étonnant que le gouvernement n'ait pas de chiffres certains pour prouver que cette entreprise est née viable.

**Des voix ministérielles protestent.**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je répondrai au député de Lotbinière (M. Chaloult) d'abord que, depuis un certain nombre d'années, plusieurs municipalités ont vendu à la Montreal Light, Heat & Power le réseau de distribution dont elles étaient propriétaires. C'est la preuve qu'elles ne sont pas intéressées à ce genre d'affaires. C'est donc qu'il peut y avoir des avantages à la centralisation administrative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est trop matérialiste. Il ne pense qu'à l'argent, au veau d'or, et non à l'initiative et au courage qui ont permis le succès de ce genre d'entreprise.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il ne serait pas pratique de diviser tout de suite le réseau, mais la loi favorise l'établissement de services municipaux et de services coopératifs. Si la ville de Montréal présente une requête en ce sens, elle sera étudiée au mérite, mais le risque est trop grand pour le moment. Pour l'instant, il n'est pas pratique de diviser le réseau en sections. Peut-être que plus tard il y aura moyen de considérer un tel problème.

Au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), je répondrai qu'il est très difficile d'évaluer le coût de l'entreprise à acquérir; c'est pour cette raison que je confie à des experts la tâche de l'évaluation. Le gouvernement a une notion quelconque du coût probable, mais aucune idée exacte. C'est la procédure ordinaire à suivre que de laisser les experts se prononcer. Le coût de l'acquisition sera déterminé par les experts et suivant la loi de l'électricité.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** insiste auprès du ministre pour savoir sur quoi il se base pour dire qu'il y aura une réduction des taux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Une étude de la situation financière de la compagnie couvrant les 25 dernières années démontre que peu d'argent a été réellement placé et qu'elle en a reçu beaucoup, ce qui nous laisse croire qu'il y aura une réduction des taux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une enquête a été menée auprès de la Régie des services publics et le gouvernement, représenté par John G. Ahern, c.r., a eu l'autorisation d'avoir une copie de tous les contrats effectués par cette compagnie avec d'autres compagnies, mais il ne semble pas s'être prévalu de ce droit, puisqu'il ne peut renseigner la Chambre au sujet de ces contrats.

Que l'on ait délibérément omis de déposer ces contrats avant l'enquête ou qu'il s'agisse d'un oubli, il est certain que l'on a fait preuve de négligence et l'on demande à la Chambre d'accepter la plus importante mesure financière de son histoire sans savoir dans quoi s'engage le gouvernement. Comment peut-on croire en la sincérité du gouvernement? Il ne sait pas qui sera nommé à la Commission, ce que l'expropriation coûtera, quels seront les taux d'électricité, et la Commission n'aura rien pour démarrer. Cela démontre encore davantage qu'il serait sage de la part du gouvernement de laisser tomber complètement cette mesure.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne veux diviser que la distribution comme à Westmount et à Outremont. Cela contribuerait à une meilleure gestion. Plusieurs municipalités, comme Westmount et Outremont, ont déjà leur propre réseau de distribution. Un réseau de distribution géré par les municipalités favoriserait l'émulation de celles-ci. Il serait préférable que les municipalités de l'île de Montréal soient autorisées à avoir leur propre réseau de distribution. En cela, je suis d'accord avec le chef de l'opposition et le conseiller municipal, M. J.-M. Savignac.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** n'est pas d'accord.

L'article 22 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 23 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"23. La Commission est tenue de fournir de l'énergie en gros à toute municipalité qui lui en fait la demande et se conforme aux dispositions de la Loi de la municipalisation de l'électricité (chapitre 213), à moins que cette municipalité ne soit dans un territoire que la Commission n'est pas alors en mesure de desservir économiquement.

"La Commission doit fournir à toute municipalité qui désire se prévaloir du présent article tous les renseignements requis pour l'étude du projet."

**M. Chaloult (Lotbinière)** suggère de nouveau que la ville de Montréal, par exemple, ait le pouvoir de posséder son réseau municipal de distribution de l'électricité comme la ville de Toronto possède le sien, ce réseau devant rester sous le contrôle de la Commission de l'hydro. Les autres municipalités devraient avoir aussi le privilège de posséder leur réseau de distribution électrique.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Cette division ne peut se faire immédiatement. Il promet que les tarifs seront diminués sans donner de précision sur le pourcentage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Courant électrique pour tâcher de défier le courant populaire. La Commission sera surtout une commission hydroélectorale.

L'article 23 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 24 et 25 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 26 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"26. Les décisions prises par la Commission en vertu de la présente section ne sont point soumises à révision par les tribunaux et nul ne peut invoquer les dispositions de la présente section à l'encontre d'un tarif établi par la Commission ou d'une obligation contractée envers elle."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les tribunaux sont le dernier rempart de la population et elle ne doit pas être privée de son droit d'y avoir recours. Le gouvernement évite constamment le recours aux tribunaux, leur faisant ainsi perdre de leur prestige.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je fais confiance aux tribunaux et je continuerais de leur faire confiance même si le chef de l'opposition entrain dans la magistrature.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas intéressé à la magistrature et le poste de chef de l'opposition me satisfait... pour le moment.

L'article 26 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 19 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"27. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut emprunter de l'argent et émettre des billets ou obligations portant intérêt au taux qu'elle fixe, payables à telle époque, à tel lieu et en telle manière qu'elle détermine, soit en monnaie courante du Canada soit en toute autre monnaie, au Canada ou hors du Canada."

**M. Chaloult (Lotbinière):** C'est un danger de laisser les commissaires fixer eux-mêmes le taux. Cela peut prêter à des abus. L'intérêt payé compte pour beaucoup dans la fixation des taux. Pourquoi ne pas limiter l'intérêt que pourra payer la Commission? Pourquoi laisser ainsi à la Commission le droit de fixer les taux des emprunts qu'elle contractera? C'est le gouvernement et non la Commission qui devrait fixer les taux d'intérêt sur ses débentures et obligations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** souscrit à cette opinion. Ce serait une précaution élémentaire. Rien n'empêche les commissaires, pour favoriser des amis, de fixer l'intérêt à 5 %, 6 % ou 7 %. On devrait dire que l'intérêt ne devra pas dépasser de plus de 0.5 % l'intérêt que paie la province sur débentures.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il ne serait pas avantageux, même dangereux, de restreindre à l'extrême les pouvoirs de la Commission, surtout au point de vue des emprunts.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Commission doit avoir toute liberté de fixer les taux, car les emprunts qu'elle peut avoir à contracter varieront très certainement. Ce sera à elle à apprécier les taux d'intérêt convenables. Il est bien difficile de déterminer exactement ce que paie le gouvernement. Tout dépend du montant de l'emprunt, de la date du remboursement et d'autres éléments. D'ailleurs, les commissions administrent aussi bien que le gouvernement lui-même.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est un important point de vue qui est présentement soulevé, mais il faut tout de même donner une certaine latitude à la Commission. D'ailleurs, on se base sur le système ontarien à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En Ontario, ce sont les municipalités qui opèrent le système, tandis que, dans la province, ça va être le gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il est peu vraisemblable que l'on abuse de cette latitude. Les autres commissions n'en ont pas abusé et il ne serait pas possible que les taux soient toujours semblables à ceux de cette province, parce que les emprunts ne sont pas tous de même durée. De plus, toute émission d'emprunt doit être ratifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 27 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 28 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 29 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"29. La Commission peut produire, acquérir, vendre, transporter et distribuer de l'énergie dans toute la province.

"La Commission peut, à cette fin, construire, acheter ou louer tous immeubles, constructions ou appareils requis.

"La Commission peut disposer de tout sous-produit provenant de ses opérations et le transformer; elle peut fabriquer tous appareils nécessaires pour ses fins ou pour l'utilisation d'énergie par elle-même ou par d'autres personnes et faire le commerce de tels appareils.

"La Commission peut acquérir ou louer tous immeubles requis pour y établir des usines, des bureaux, magasins ou entrepôts et elle peut louer, dans ses immeubles, l'espace qui n'est pas requis pour ses propres fins.

"La Commission peut acquérir, par transfert ou permis, des brevets d'invention et elle peut en disposer."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'hydro de Québec va pouvoir vendre n'importe quoi! Elle pourra exproprier l'hôtel de ville de Montréal si elle veut.

Cette clause, qui permet à la Commission de l'hydro d'acheter, de louer ou d'obtenir par d'autres moyens des pouvoirs d'eau, des terrains ou des droits réels dans une province voisine, est ridicule.

L'article 29 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 30 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"30. La Commission peut placer des poteaux, fils, conduits ou autres appareils sur, à travers, au-dessus, au-dessous ou le long de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau, aux conditions fixées par entente avec la municipalité concernée en vertu d'un règlement municipal, ou, à défaut de tel accord, par la Régie.

"Tout préposé de la Commission peut pénétrer sur tout immeuble pour installer les conduits, fils et autres appareils requis pour la fourniture d'énergie ou pour les réparer et faire tous travaux requis à cette fin, à charge de payer tous dommages qui pourraient être causés par sa faute."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un nouvel accroc à l'autonomie de Montréal. Cela veut dire que la Commission pourra s'emparer des rues de Montréal. C'est soumettre la ville de Montréal à une tutelle odieuse. La Commission des cinq, appelée l'hydro provinciale, sera sous la tutelle étroite du gouvernement et la loi donne à ladite Commission des pouvoirs exorbitants sur les rues, les poteaux, les conduites de la ville de Montréal, par exemple, diminuant ainsi l'autonomie que le gouvernement prétend avoir rendue à la métropole.

La Commission pouvant installer des poteaux où elle voudra, ça va être beau dans la métropole si elle se met dans l'idée d'en semer un peu partout.

L'article 30 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 31 et 32 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 33 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"33. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut acquérir, par voie d'expropriation:

"a. toutes forces hydrauliques non exploitées;

"b. tous immeubles, servitudes ou constructions requis pour l'exploitation des forces hydrauliques détenues par la Commission ou pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie;

"c. tous immeubles requis pour la construction de chemins destinés à donner accès aux usines de la Commission ou à remplacer des chemins rendus inutilisables par ses travaux.

"L'autorisation de la Législature est requise pour l'expropriation d'une force hydraulique aménagée de plus de deux cents chevaux et des

immeubles requis pour son exploitation et pour la production, la transmission ou la distribution de l'énergie en provenant."

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je n'aime pas la rédaction de l'article 33, qui dit que l'autorisation de la Législature sera requise pour l'expropriation d'une force hydraulique aménagée de plus de 200 chevaux-vapeur. Le droit est trop restreint et cela protège les compagnies concurrentes. Si l'on veut réellement abattre le trust, comme la Shawinigan, la Compagnie de Pouvoir du Bas-Saint-Laurent ou l'Aluminium Company, on devrait donner à la Commission des pouvoirs plus étendus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'estime qu'il est bon de laisser à la Législature le pouvoir de contrôler tout aménagement d'une force hydraulique. On doit laisser le contrôle de la Législature sur ces achats. Les représentants du peuple doivent conserver certains pouvoirs.

L'article 33 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 34 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 35 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"35. Les pouvoirs d'expropriation accordés à la Commission peuvent être exercés en vue de travaux projetés et avant que l'exécution de ces travaux ne soit autorisée."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un droit inique. Cela veut dire que la Commission pourra exproprier 15 ou 20 ans d'avance avant que le projet ne soit exécuté.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** On veut couvrir un cas particulier et ne pas permettre de spéculation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement encourage la spéculation sur les marchés boursiers depuis que le premier ministre a fait sa déclaration, en octobre dernier, au sujet de la Montreal Power. Sa déclaration a provoqué des remous considérables sur les marchés.

L'article 35 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 36 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 37 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"37. En ce qui concerne des travaux dans des rivières navigables, la Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire avec le gouvernement du Dominion du Canada, toute entente jugée opportune et accomplir toute formalité jugée nécessaire."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition veut savoir ce que le gouvernement a derrière la tête.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le gouvernement n'a rien de particulier derrière la tête, mais ce pouvoir pourrait être nécessaire. J'aimerais rappeler à la Chambre que, par ce bill, le pouvoir d'eau de Carillon situé sur la rivière des Outaouais relèvera de la Commission de l'hydro.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que l'on retire complètement ce bill parce qu'il sera la source de problèmes de toutes sortes.

L'article 37 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 38 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"38. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale autre que la loi 7 George VI, chapitre 20."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est clair, on veut exproprier l'hôtel de ville de Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On pourra peut-être faire une petite exception pour l'hôtel de ville.

**M. Chaloult (Lotbinière)** s'oppose à ce que l'on se serve de la loi générale sur l'expropriation parce que, d'après celle-ci, l'indemnité pourrait être plus élevée que l'investissement initial. Il veut que le système appliqué à la Montreal Power soit le même pour tous.

L'article 38 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 39 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"39. L'expropriation autorisée par la présente loi est faite en la manière prévue par la loi pour l'expropriation par le gouvernement de cette province, lorsqu'elle est requise pour les fins de la loi de la voirie (chapitre 141), la Commission agissant aux lieu et place du ministre et en exerçant les pouvoirs."

**M. Chaloult (Lotbinière)** demande encore une fois que l'expropriation soit basée sur le coût initial moins la dépréciation.

L'article 39 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 40 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"40. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter des actions ou autres valeurs de toute compagnie détenant des forces hydrauliques ou faisant le commerce d'énergie ou un autre commerce que la Commission est autorisée à faire."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela veut dire que la Commission peut spéculer comme l'a fait la Montreal Power, ainsi que l'a dit l'honorable trésorier (M. Mathewson).

**M. Chaloult (Lotbinière):** Cela signifie que la Commission pourrait acheter des actions "contaminées". Je suis d'accord pour donner à la Commission des pouvoirs d'expropriation, mais non pour lui donner l'autorisation d'acheter des actions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sera toujours la Régie des services publics de Québec qui expropriera. Ceux qui font toujours le même travail peuvent, même inconsciemment, causer du tort et s'asseoir sur leurs idées. C'est comme les avocats qui ont un penchant pour les compagnies. Ils sont susceptibles de faire des abus.

**M. Chaloult (Lotbinière)** est d'accord avec le chef de l'opposition. Les membres d'un conseil qui travaillent sans cesse dans le domaine des

expropriations, dit-il, ont généralement des préjugés favorables aux compagnies.

L'article 40 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 41 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"41. La Commission devra payer les taxes municipales et scolaires, comme un contribuable ordinaire, sur tout immeuble lui appartenant, servant comme magasin de détail, immeuble à bureaux ou manufacture d'appareils, et elle devra payer les taxes d'affaires et taxes locatives sur tout immeuble loué ou occupé par elle pour ces fins.

"Quant aux immeubles possédés ou occupés par la Commission pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie, elle sera tenue de payer les taxes municipales et scolaires sur l'évaluation de tout terrain possédé par elle et occupé pour ces fins d'après la valeur moyenne de semblable terrain dans la localité."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne doit pas seulement remettre les pouvoirs de taxation que la ville exerce, mais aussi les pouvoirs qu'elle a le droit d'exercer. Car elle ne taxe pas tout ce qu'elle a droit de taxer. Je n'aime pas cette restriction. Les municipalités doivent avoir des revenus.

**M. Chaloult (Lotbinière)** est opposé à toute taxe municipale ou scolaire sur l'hydro. Il n'aime pas cette clause non plus, mais pour une autre raison. Il s'oppose catégoriquement à l'imposition d'une taxe sur un réseau public d'électricité.

Si l'on veut favoriser la cause de l'électricité, déclare-t-il, il importe de montrer au peuple qu'on peut lui fournir de l'électricité à bon marché. Il est vrai que, si la Commission ne paie pas de taxes municipales, les contribuables seront davantage taxés, mais leur taux d'électricité sera plus bas. Je pense que cela encouragera la nationalisation et que nous en apprendrons davantage sur les principes qui la régissent. D'ailleurs, ce que les municipalités perdront du chef de ces taxes, elles le gagneront en réduction de taux.

Il me paraît essentiel, pour favoriser le principe de l'étatisation, que l'hydro ne paie pas de taxes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les municipalités ne peuvent vivre sans revenus.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je crois que le principe de permettre aux municipalités de taxer les immeubles de l'hydro est parfaitement juste. Il est souhaitable que la Commission paie une taxe municipale, puisque les propriétés que possédera la Commission ne seront pas toutes dans les municipalités où les services sont offerts.

Il est vrai que les édifices du Parlement ne paient pas de taxes à la ville de Québec, mais je crois que, lorsqu'on les utilise à des fins commerciales, ils doivent payer des taxes aux municipalités. C'est le cas de l'usine de sucre de betterave du gouvernement, à Saint-Hilaire, et du bâtiment de la Commission des liqueurs.

L'article 41 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 42 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 31 mars 1944**

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Projets de loi:**

##### **Hydro-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

#### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** discute de nouveau la question des taxes et se prononce en faveur du paiement des taxes par l'hydro, parce que les municipalités ont besoin de leur revenu. Il veut aussi que les cultivateurs aient un système d'aqueduc à leur disposition.

Le comité étudie l'article 43 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"43. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la Commission jusqu'à concurrence de dix millions de dollars à un taux d'intérêt de deux pour cent, amortissable sur une période n'excédant pas cinquante ans, pour la construction de lignes de distribution d'électricité pour le service de toute municipalité rurale.

"Le montant de ces avances est pris sur le fonds consolidé du revenu.

"Sur le rapport de la Commission attestant que la construction d'une ligne pour le service d'une municipalité rurale est nécessaire et que les conditions ne permettent pas de rencontrer, au début, le montant entier de l'intérêt et du fonds d'amortissement, le lieutenant-gouvernement en conseil peut dispenser du paiement total ou partie de l'intérêt et de l'amortissement sur toute avance requise pour la construction d'une telle ligne pour une période n'excédant pas cinq ans."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet d'électrification rurale est illusoire, ce n'est qu'un accessoire dans le bill afin de voler l'affaire de la Montreal Power. Le meilleur moyen de donner l'électrification rurale, c'est par l'entremise de coopératives de distribution, des coopératives de cultivateurs indépendantes de la politique et que le

gouvernement aiderait. Autrement dit, confier aux cultivateurs eux-mêmes la distribution de l'énergie électrique. Il faut que les cultivateurs ne paient que ce qu'ils ont les moyens de payer. À l'heure actuelle, ils n'ont généralement pas le moyen de payer l'électricité même au prix coûtant, car le courant coûte plus cher dans les campagnes à cause de l'extension qu'il faut donner aux lignes pour un nombre restreint de consommateurs.

Que le gouvernement subventionne les coopératives au départ, lorsqu'il s'agit de construire les lignes. Plus tard, on pourra établir un système sur une base d'affaires. L'électrification rurale est nécessaire. Elle est de nature à maintenir le cultivateur sur sa terre. Elle sera l'un des moyens de régler les problèmes de l'après-guerre. C'est une nécessité pressante comme aussi l'installation des systèmes d'aqueduc dans les campagnes. L'Union nationale a d'ailleurs contribué à l'électrification rurale par la construction de 1,000 milles d'installations électriques, en trois ans, mais rien n'a été continué dans ce sens depuis 1939.

**M. Bonvouloir (Iberville):** Les cultivateurs de mon comté sont très satisfaits de voir que le gouvernement accompagne son projet de nationalisation d'un grand plan d'électrification rurale. Ils sont prêts à payer leur part pour avoir l'électricité sur leur ferme, les cultivateurs des autres parties de la province aussi. Je suis surpris d'avoir entendu le député de Matane (M. Gagnon) proclamer, hier, qu'il est en faveur de l'électrification rurale et s'opposer en même temps au projet de loi qui donne le moyen d'y arriver. Les cultivateurs sont prêts à payer de \$3 à \$4 par mois pour ce service.

L'article 43 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 44 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 45 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"45. La Commission est autorisée à faire des conventions avec tout distributeur d'électricité pour la fourniture d'énergie électrique à des lignes construites en vertu de la présente section et pour l'entretien et l'exploitation de ces lignes.

"La Commission peut également faire de pareilles conventions avec des corporations municipales ou des syndicats coopératifs.

"Toute convention ainsi faite doit réserver aux parties le droit de la résilier en tout temps, sur avis d'au plus un an."

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je m'oppose à cet article de la loi qui permet à la Commission de faire des conventions avec tout distributeur d'électricité. Le gouvernement veut ainsi aider les trusts.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La production de la Montreal Power ne serait pas suffisante pour fournir de l'électricité aux régions rurales. Ainsi, on a donné à la Commission le pouvoir d'effectuer des contrats avec les compagnies déjà existantes pour qu'elles fournissent de l'énergie électrique.

**M. Chaloult (Lotbinière):** C'est une clause dangereuse. Les conditions peuvent être trop onéreuses. Les contrats peuvent être de trop longue durée et l'on peut aussi protéger et favoriser les autres compagnies comme la Shawinigan. Je n'aime pas cette idée que la Commission puisse faire des affaires avec les compagnies qui sont ses propres rivales.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne suis pas de cet avis, car toutes les ententes peuvent être résiliées au bout d'un an. Il est dit dans la clause: "Toute convention ainsi faite doit réserver aux parties le droit de la résilier en tout temps, sur avis d'au plus un an." L'électricité produite dans la région de Montréal sera laissée aux consommateurs qui vivent là. D'un autre côté, ce bill autorisera la Commission de l'hydro à acheter d'autres compagnies, la Gatineau Power, par exemple, la Shawinigan ou toute autre compagnie, de façon à servir diverses régions. Pour cette raison, une somme de \$10,000,000 est prévue dans ce bill, afin que la Commission de l'hydro puisse entreprendre des travaux d'électrification rurale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plus on en discute, plus ce bill m'apparaît stupide. On ne fait rien pour les cultivateurs. Le gouvernement prétend tout régénérer et il autorise l'hydro qu'il crée à faire des ententes avec les compagnies d'électricité. L'Aluminium Company est une grande distributrice d'électricité et le gouvernement a cédé à cette compagnie un riche pouvoir hydraulique au Lac-Saint-Jean. Il accorde encore des avantages additionnels à ce consortium. Le gouvernement veut combattre les trusts et néanmoins il est prêt à signer des conventions avec les trusts.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition est d'un illogisme déconcertant. Il veut que nous électrifiions les campagnes, mais comment pouvons-nous le faire à moins de passer des conventions avec les compagnies qui desservent différentes localités? Nous étatisons la Montreal Power et nous voulons électrifier les campagnes. Nous ne pouvons électrifier la Gaspésie, par exemple, avec l'électricité de la Montreal Power. C'est pourquoi nous autorisons la Commission hydroélectrique à faire des ententes avec la Shawinigan, la Gatineau Power, la Southern Canada Power, la Compagnie du Bas-Saint-Laurent, etc., pour acheter l'énergie électrique en gros et la revendre en détail aux particuliers, aux coopératives et aux municipalités dans toute la province.

Il faut nécessairement conclure des conventions avec d'autres compagnies pour électrifier les campagnes, pour fournir aux coopératives le courant nécessaire. Autrement, notre système d'électrification vaudrait zéro, tant que nous n'aurons pas étatisé toutes les compagnies d'électricité de la province; il faudrait dire adieu à l'électrification rurale. Et le gouvernement veut leur avancer \$10,000,000 pour leur venir en aide.

Quant à l'Aluminium Company, elle n'a pas exécuté de développements nouveaux. Elle n'a fait que travailler sur des permis anciens.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il est faux de prétendre que l'on a concédé un pouvoir à l'Aluminium Company. Celle-ci, au contraire, détenait depuis 1901 des lettres patentes sur le site où elle a fait des développements aux Passes Dangereuses. Elle n'a fait que régulariser un cours d'eau qui lui appartenait depuis au-delà de 40 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Aluminium est condamnée aux États-Unis et un peu partout, comme un trust international et dangereux. Et c'est le gouvernement qui a donné des pouvoirs exorbitants à cette compagnie. En 1941-1942, l'Aluminium Company a demandé et obtenu des pouvoirs pour développer 1,200,000 chevaux-vapeur additionnels. C'est ridicule pour le gouvernement de vouloir transformer la province avec les 915,000 chevaux-vapeur de la Montreal Light, Heat & Power, quand il avait un pouvoir d'eau de 1,200,000 chevaux-vapeur qu'il a concédé à l'Aluminium Company. Comment le gouvernement s'attend-il de régler le problème de l'électricité en nationalisant la Montreal Power? Pourquoi ne pas avoir laissé ce pouvoir aux cultivateurs? Le gouvernement tenait compte d'eux à ce moment-là.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition s'obstine à affirmer le contraire de la vérité. Le gouvernement n'a concédé ni pouvoir d'eau ni avantage à l'Aluminium Company. Tout ce que le gouvernement a permis, dans ce cas, c'est simplement la construction d'une digue de régularisation aux Passes Dangereuses. Nous n'avons donc rien concédé de nouveau à la compagnie d'aluminium, mais nous l'avons autorisée à augmenter la puissance de son barrage de régularisation au Lac-Saint-Jean, ce qui peut représenter 200,000 chevaux-vapeur. Cette autorisation était nécessaire pour les nations alliées qui ont besoin d'aluminium. En fait, la compagnie a fourni plus de 50 % des besoins nécessaires aux forces alliées. C'était pour sa production de guerre. Aucun pouvoir d'eau n'a été concédé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'Aluminium fasse un ouvrage nécessaire, j'en suis. Que l'on donne justice à l'Aluminium, j'en suis. Mais ce n'est pas le temps pour le gouvernement de se lancer dans la nationalisation en accordant à l'Aluminium le pouvoir de développer plus de chevaux-vapeur. Le gouvernement n'était pas obligé d'approuver les plans qui lui ont été soumis et, ainsi qu'on l'a déjà mentionné, le développement hydroélectrique du Lac-Saint-Jean aura des conséquences dangereuses pour le Canada après la guerre. Après la guerre, cette compagnie aura un surplus d'électricité et il y aura une crise dans la province. J'avertis le public et le gouvernement qu'il se produira une telle surproduction d'aluminium, après la guerre, que l'Aluminium Company pourrait fermer ses portes. Cela compliquera les choses après la guerre. Nous sommes en temps de guerre; ce n'est pas le temps de compliquer les choses.

Le gouvernement aurait pu imposer ses conditions à la compagnie avant de lui donner son autorisation et une partie de ce pouvoir aurait pu être utilisée à l'électrification rurale. L'électricité de la ville de Québec provient du district du Lac-Saint-Jean, les lignes traversant le parc national des Laurentides.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** De telles déclarations sont ridicules. La compagnie Aluminium a des plans pour mettre sur le marché des produits nouveaux. Elle a déjà commencé à décentraliser son industrie en établissant des filiales à Shawinigan, à Beauharnois et ailleurs.

La province de Québec est riche, mais pas assez pour se permettre de refuser à une compagnie



de venir payer des millions de salaires par année, chez nous. Il n'y a rien de dangereux là-dedans.

La compagnie dépense de \$15,000,000 à \$20,000,000 en salaires chaque année au profit de 15,000 à 20,000 ouvriers. Des milliers d'ouvriers canadiens-français travaillent pour l'Aluminium Company. Elle importe des matières premières et les transforme chez nous. Une grande partie de sa production est expédiée à l'extérieur de la province. C'est de ce genre d'investissement que le gouvernement a besoin, des investissements qui donneront du travail à la population, surtout après la guerre. Car, pendant que l'opposition critique, la compagnie prépare l'après-guerre pour le bénéfice de la population.

Au Lac-Saint-Jean, l'électricité se vend à un prix remarquablement raisonnable. Si une autre industrie comme l'Aluminium veut venir s'établir dans notre province, elle est la bienvenue. Le gouvernement favorise toute autre industrie qui sera dans l'intérêt du progrès de la province et du public. Que d'autres industries viennent chez nous et nous serons heureux de les accueillir du moment qu'elles se soumettront à nos lois. Je ne crois pas qu'il soit à l'avantage de la province de toujours attaquer les entreprises qui placent des capitaux chez nous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La compagnie d'Aluminium est assez puissante pour mener le gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est fini ce temps-là! Le gouvernement qui se laissait mener par les trusts, le peuple l'a chassé du pouvoir en 1939. Sans toucher à nos forêts, l'Aluminium a monté une grande industrie où elle utilise de la matière brute qu'elle importe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elle avait besoin de pouvoir d'eau?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il fallait donner à la compagnie la possibilité de régulariser le débit de l'eau. Qu'aurions-nous fait de nos pouvoirs d'eau s'ils n'avaient pas été aménagés? Je ne défends pas l'Aluminium, je défends la politique de mon gouvernement.

**M. Chalout (Lotbinière):** Pourquoi industrialiser davantage la province de Québec avant d'augmenter le nombre de nos cultivateurs? Il ne convient pas d'attirer trop d'industries dans la province parce que cela encourage les jeunes à désertir la campagne.

Depuis 1870, la population agricole de la province est passée de 70 à 30 % au bénéfice de la population urbaine. Vu la désertion constante des campagnes, est-il réellement opportun de chercher à industrialiser davantage la province?

Est-ce qu'il y a lieu d'attirer des industries lorsque c'est au détriment de la santé de nos gens, de leurs traditions? Il est bien plus important de développer des centres de colonisation et d'agriculture avant les centres industriels. Je m'adresse au premier ministre qui est un véritable ami de la classe agricole.

D'ailleurs, les capitaux investis dans nos industries viennent de l'étranger, ce sont généralement des capitaux anglo-saxons ou américains qui emploient des Anglo-saxons. On emploie notre main-d'œuvre canadienne-française seulement parce qu'on la sait soumise à la discipline religieuse et non portée vers les idées révolutionnaires.

L'industrialisation n'est pas dans l'intérêt des Canadiens français. Cela désaxe les cultivateurs qui sont attirés vers les travaux urbains ou de l'usine; il faudrait plutôt diriger nos gens vers la terre, coloniser. L'industrie, c'est bon, mais l'agriculture, c'est encore mieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre dénonce la Montreal Light, Heat & Power et fait l'éloge de l'Aluminium Company, un trust international, dénoncé aux États-Unis et qui est certainement plus important que la Montreal Power. Je n'ai personnellement rien contre les gens de la compagnie, mais ce trust est puissant. Le premier ministre a beau jouer avec les mots, il a donné 1,200,000 chevaux-vapeur supplémentaires à la compagnie, pour une période de 75 ans, et cela, au moment où le gouvernement prétend qu'il veut sans faute nationaliser.

Cette compagnie a des influences dans tous les pays du monde. C'est le trust le plus puissant au monde et le plus dangereux. Toutefois, l'Union nationale a refusé à ce trust ce que le gouvernement Godbout a concédé: 1,200,000 chevaux-vapeur additionnels en violation de la loi.

Le pouvoir que le gouvernement a accordé à l'Aluminium Company, sans y être obligé, lui permettra de produire 1,200,000 chevaux-vapeur, c'est incontestable.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition se trompe de 1,000,000 de chevaux-vapeur. C'est 200,000 chevaux-vapeur seulement que

la compagnie a développés. Et, encore une fois, le gouvernement n'a concédé aucun pouvoir qui ne soit pas dans l'intérêt de la province. Ma politique, c'est que nos ressources naturelles soient développées à l'avantage de la province.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est bien 1,200,000 chevaux-vapeur additionnels que l'Aluminium Company développe; les documents officiels du ministère des Terres et Forêts l'attestent. Le rapport du ministre des Terres et Forêts de 1943 parle de 1,020,000 chevaux-vapeur comme chiffre d'énergie de la centrale de Shipshaw. Si le gouvernement, au lieu de favoriser les trusts, avait développé lui-même le pouvoir hydraulique de Shipshaw, il aurait pu fournir de l'électricité dans la plus grande partie de la province. Le gouvernement a favorisé l'Aluminium, il a vendu la région à ce trust électro-métallurgique.

On peut facilement amener dans la région de Québec l'électricité produite au Lac-Saint-Jean. L'économie du nord de la province a été bouleversée par les développements de l'Alco. Le gouvernement aurait pu faire lui-même le barrage de régularisation que l'Aluminium a construit. C'est ce que l'Union nationale voulait faire. Le développement de l'Aluminium a créé des problèmes insolubles dans notre région. La compagnie a maintenant assez d'énergie pour en fournir au monde entier pour la reconstruction d'après-guerre.

En favorisant ainsi l'Aluminium, le gouvernement a encouragé l'immigration d'une population étrangère nombreuse à Arvida. Ce grand nombre d'ouvriers étrangers pourront devenir des chômeurs. La guerre terminée, beaucoup de gens se trouveront sans emploi, presque sans ressources et loin de leur foyer. Ils seront à la charge du public lorsque la surproduction en cours cessera. De plus, nombre de municipalités habitées par les ouvriers employés par l'Aluminium manquent de services municipaux adéquats.

À côté d'Arvida, une population s'est installée et elle n'a pas de service d'aqueduc et d'égout. Le gouvernement a bien accordé à cette compagnie d'aluminium le droit de développer 1,200,000 chevaux-vapeur, dont on ne saura apparemment pas quoi faire une fois la guerre terminée. Je demande au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) de s'intéresser à ce problème. Le gouvernement devrait y voir ou forcer la compagnie à agir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement donne plus aux étrangers qu'aux citoyens de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tout ce que le gouvernement a fait a été d'autoriser l'Aluminium Company à développer des pouvoirs d'eau à Arvida, où elle fournit du travail à des centaines de Canadiens français. Le peuple jugera lui-même de l'opportunité d'une industrie comme l'Aluminium Company à l'endroit où elle a été établie. Il jugera si nous avons bien fait de laisser l'Aluminium venir dans la province, à condition que cette industrie respecte nos lois. Je préfère, en thèse générale, de nombreuses petites industries à une grande.

Mais l'Aluminium a des industries à Arvida, à Shawinigan, à Beauharnois. Il est possible que l'expansion des usines de cette compagnie crée des problèmes, mais, en s'éparpillant dans toute la province, l'Aluminium prévoit ces problèmes. La compagnie créera de nouvelles industries pour utiliser son aluminium. Je suis pour le développement industriel, mais à condition qu'il soit bien fait.

Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a parlé de la diminution de la population rurale. Il ne doit pas se laisser influencer par les statistiques. La population rurale a diminué, c'est vrai, mais notre production agricole a augmenté parce que nos terres se sont développées davantage et que nos méthodes de production sont meilleures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trust de l'Aluminium Company, dénoncé aux États-Unis, a forcé les gouvernements canadien et américain à lui faire respectivement des exemptions de taxes à l'avance de \$68,000,000 et de \$138,000,000, et le gouvernement de Québec a lui concéder l'un de nos plus riches pouvoirs hydrauliques. C'est pour faire son développement dans la province de Québec que le gouvernement américain a avancé \$68,000,000 à l'Aluminium.

Le gouvernement canadien aussi et le gouvernement provincial ont accordé un privilège extraordinaire en autorisant le remplacement des conduites en cuivre qui valaient \$375,000 par des conduites en argent évaluées à \$20,000,000. C'est du servilisme à l'endroit du trust de l'aluminium.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Est-ce que d'autres gouvernements dans d'autres pays n'ont pas souhaité avoir le développement provoqué par l'expansion de l'industrie de l'aluminium pendant la guerre?

Le débat est ramené à l'article du bill.

L'article 45 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 46 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 47 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit ainsi:

"47. La Commission est autorisée à consentir des prêts soit directement, soit par l'intermédiaire de corporations municipales ou de syndicats coopératifs, pour les frais d'installation électrique sur toute ferme susceptible d'être desservie par une ligne construite en vertu de la présente section.

"Le montant du prêt consenti pour une même ferme, ne peut dépasser trois cents dollars et le total prêté en aucun temps ne doit pas excéder un million de dollars.

"La Commission fixe le taux d'intérêt et les conditions auxquelles ces prêts peuvent être accordés, le terme fixé pour le remboursement total ne devant pas excéder dix ans."

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ce million est insuffisant. Pourquoi limiter à \$1,000,000 le montant à prêter aux cultivateurs pour les frais de l'électrification rurale? Ces avances ne comportent pas de risque. Comme dans le cas du prêt agricole, les cultivateurs rembourseront leurs prêts à 95 % pour faire électrifier leur ferme. L'exemple du crédit agricole est là pour démontrer que les cultivateurs remboursent. Pourquoi pas \$1,000,000 par année?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** estime le million suffisant pour le moment. On s'est basé sur Ontario pour fixer ce montant. Nos calculs nous prouvent que, pour un prêt à 20 ans au moins, la somme de \$1,000,000 couvrira tous les besoins. C'est suffisant pour le moment, pour un certain temps du moins.

On s'est basé sur Ontario pour fixer ce montant. En Ontario, on a commencé avec \$1,000,000. Plus tard, on a porté le montant à \$2,000,000. Si le besoin s'en fait sentir, nous pourrions faire la même chose.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que la Commission entrera en fonction le 15 avril et qu'elle n'a pas un sou en banque. Il n'y a rien de prévu dans le budget pour elle. Rien n'est prévu dans ce bill pour l'électrification rurale parce qu'aucun

montant n'est prévu dans le budget de la province pour couvrir les dépenses que cela entraînerait. Le gouvernement n'a pas confiance en la Régie des services publics, puisque la Commission, créée par la présente loi, sera sous traitée de cette Régie.

L'article 47 du chapitre 98A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 48 à 50 du chapitre 98A introduits par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté

Le comité étudie l'article 2 du projet de loi qui se lit ainsi:

"2. À compter du 15 avril 1944, l'entreprise de production et de distribution, en cette province, de gaz et d'électricité de Montreal Light, Heat & Power Consolidated, corporation instituée par la loi 6 George V, chapitre 82, devient la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, corporation instituée par la présente loi, de la même manière que si toute cette entreprise était un immeuble exproprié par le gouvernement de cette province de la façon prescrite par la loi relative à l'expropriation (4 George VI, chapitre 71), et cela, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir aucun des actes ou formalités prévus dans ladite loi ou dans toute autre loi générale ou spéciale, les présentes tenant lieu de l'accomplissement desdits actes et formalités et constituant le titre de propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, à ladite entreprise et à tous les biens qu'elle comprend et ayant pour effet d'en mettre la Commission hydroélectrique de Québec en possession et ce, nonobstant toute disposition contraire."

**M. Chaloult (Lotbinière):** Encore une fois, pourquoi n'a-t-on pas exproprié la Montreal Coke, l'une des filiales de la Montreal Light, Heat & Power qui rapporte le plus de revenus? On prétend exproprier le gaz à Montréal, et on n'exproprie pas la Montreal Coke. Ceci est absolument illogique. La Montreal Coke a un bon commerce de sous-produits et ce qui paie la compagnie dans l'exploitation du gaz, c'est surtout les sous-produits du coke. C'est une entreprise très moderne et très payante.

Je m'oppose nettement à l'expropriation du gaz pour les raisons que j'ai données, mais, s'il faut en venir là, on devrait exproprier aussi la Montreal Coke, qui est productrice de gaz. L'expropriation du gaz est de nature à nuire à l'expropriation de l'électricité.

On recense 191,000 familles qui utilisent le gaz, à Montréal, et 274,000 l'électricité, parce que la compagnie n'a pas fait de propagande en faveur des poêles électriques. Avec la propagande que l'on fait maintenant en faveur de l'électricité, l'usage du gaz tend de plus en plus à disparaître, probablement d'ici à dix ans. Alors, le gouvernement restera avec cette usine de gaz sur les bras. D'ailleurs, l'intérêt de la compagnie, c'est de vendre son système de distribution de gaz.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Nous n'exproprions pas la Montreal Coke parce que cette compagnie n'appartient que dans une proportion de 50 % à la Montreal Light, Heat & Power. Puis elle n'exploite pas les produits naturels de la province.

Nos experts nous assurent, d'autre part, qu'au point de vue affaires l'expropriation du service du gaz est avantageuse. La Montreal Power a de nombreux abonnés à son service du gaz qui lui rapportent \$5,285,000. À Toronto, bien que l'électricité soit étagée depuis longtemps et que les taux soient bas, il y a encore 170,000 consommateurs de gaz. C'est donc une industrie productrice de gaz qui est encore prospère. Le gaz continuera à jouer un rôle important dans la vie domestique de la région de Montréal. Il ne serait pas économique de séparer les deux services.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi exproprier le gaz? J'avais le gaz dans ma maison. Je l'ai remplacé par l'électricité et mes comptes ont baissé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de la loi d'expropriation de 1940, le gouvernement devrait déposer un plan et faire une offre. Pourquoi le gouvernement a-t-il honte de faire une offre? Son refus laisse planer des soupçons sur tout son projet et ouvre alors la porte aux abus. Que le gouvernement fasse des offres, suivant la loi commune d'expropriation. Le gouvernement déroge à sa propre loi de 1940 quant aux moyens qu'il entend utiliser pour exproprier, au mépris de la population.

Avec cette nouvelle orientation, le gouvernement s'attire la méfiance. Selon la loi, si la couronne veut exproprier, comme elle entend le faire présentement, elle doit passer par les tribunaux pour faire une offre et, si elle veut prendre possession dans l'immédiat, elle doit déposer un certificat stipulant qu'elle a le double du montant offert de disponible.

Il s'agissait d'une nouvelle loi et ce gouvernement en a fait l'éloge lorsqu'elle a été

adoptée, en 1940. Si elle était dépassée, je comprendrais qu'on veuille la modifier, mais ce n'est pas le cas. L'opposition craint que le gouvernement ne suscite la méfiance. Certains diront que le gouvernement ne fait pas d'offre parce qu'il veut dire à la compagnie, très posément, bien sûr, de ne pas s'inquiéter et que, moyennant certaines conditions, tout ira pour le mieux pour celle-ci après les élections.

Il n'est pas juste que l'on rende la réputation de la province, et même celle du gouvernement, aussi suspecte. Le gouvernement a peut-être dans l'idée de ne pas tenir le même discours à la compagnie qu'aux gens qui ne sont pas favorables à cette compagnie, mais il sème le doute sur la valeur morale de son projet et les gens ont raison de se demander pourquoi il n'a pas respecté sa propre loi de 1940. Ils se souviennent, non sans raison, que le premier ministre dit depuis trois ans à son ami A. H. Paradis, un directeur de la compagnie, que le gouvernement a l'intention d'acheter cette compagnie.

Le premier ministre dit que les gens ont raison de croire que quelque chose ne va pas. Il n'est pas juste envers lui-même. Il ne veut pas que les gens croient qu'il agit mal, mais le gouvernement ne fait pas d'offre et cela nuit à sa réputation. Il est possible, cependant, que le trésorier provincial n'ait pas les moyens de déposer un certificat stipulant qu'il a le double du montant de l'offre de disponible. Il faudrait, bien sûr, que ce certificat soit valable.

Ce bill est mal conçu, mal rédigé et il pourrait être un indice que la situation financière de la province n'est pas aussi rose que le trésorier le laisse croire. Il faut que le gouvernement retire ce bill, dans l'intérêt de la province et dans son intérêt.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre peut être bien intentionné, mais je le mets en garde contre ses experts qui, tout en étant d'honnêtes hommes, sont souvent préjugés en faveur des compagnies.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous n'exproprions pas la Montreal Coke parce que notre intention première a toujours été d'exproprier uniquement l'électricité et pas le système du gaz de la Montreal Power. Mais, sur l'avis d'experts indépendants, nous nous sommes décidés à exproprier le gaz pour trois raisons. Tout d'abord, on nous a convaincus qu'il est avantageux pour la province d'exproprier le gaz parce qu'il y a un bénéfice à réaliser. En second lieu, on nous a représenté qu'il est plus avantageux pour la

population de distribuer à la fois le gaz et l'électricité produits par la même compagnie et que nous pouvons fournir plus économiquement. Enfin, si nous ne prenons que la partie du service qui rapporte le plus, soit l'électricité, le dommage ainsi causé à la compagnie sera évalué par un tribunal d'expropriation à un plus fort montant que si nous avions exproprié le gaz.

L'on ne pouvait logiquement prendre un des services et laisser l'autre de côté. Il en coûtera peut-être moins cher à la province de s'assurer les services du gaz que de laisser celui-ci de côté, un tribunal ne pouvant manquer de reconnaître qu'on a causé un tort grave à la compagnie en la divisant pour s'emparer de la partie faisant le plus de bénéfice, en mettant l'autre de côté. Il cite des exemples pour appuyer cette avance.

**M. Chaloult (Lotbinière)** dit qu'il y a quelque chose qui lui paraît louche. Même si la Montreal Coke n'appartient pas exclusivement à la Montreal Power, ce n'est pas une raison qui nous empêche de l'exproprier. On prend le gaz qui paiera de moins en moins et on laisse de côté ce qui paie. Cela donne l'impression qu'on cherche à protéger la compagnie. Est-ce que les experts qui conseillent le gouvernement n'ont pas de sympathie secrète pour le trust? Je ne veux pas remettre en cause la compétence et l'honnêteté des experts du gouvernement, mais j'ai bien l'impression que ces experts ne sont pas hostiles à la Montreal Power, qu'ils sont même des amis des trusts et qu'ils leur sont sympathiques. Cela m'inquiète et cela peut détruire la confiance des gens et les amener à ne plus croire aux avantages que représente la nationalisation.

**M. Gagnon (Matane):** Ce qui coûte cher, ce n'est pas l'électricité mais le gaz. Le gouvernement, comme le député de Lotbinière (M. Chaloult), ne devrait pas exproprier le gaz à Montréal. Il réclame des détails sur l'actif physique de toutes ces entreprises. Le premier ministre vient de se contredire, déclare-t-il. D'un côté, il dit que la Commission va vendre le gaz au prix coûtant et, aussitôt après, il affirme qu'il y a des profits à réaliser dans cette vente. Cela ne change rien que le réseau de gaz soit avantageux pour Montréal, puisque le produit devra être vendu au prix coûtant.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Des profits pour le consommateur, oui, car c'est pour le consommateur que nous travaillons. Nous

n'exproprians pas la Coke parce que ce qui nous intéresse, c'est l'électricité.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il faut répandre davantage la consommation de l'électricité. Il faudra faire une propagande en faveur des poêles électriques.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous n'aurions pas voulu du gaz qui est une industrie secondaire, mais nous l'exproprians parce qu'on nous a convaincus que c'était plus avantageux. Le gaz rapporte de gros bénéfices. Si nous exproprians l'électricité, c'est pour rendre service à la population et, comme celle-ci a besoin du gaz, nous avons cru ne pas l'obliger à faire affaire avec deux services. Si nous n'avions exproprié que l'électricité, il aurait fallu une autre administration pour le service du gaz. Qui aurait payé pour? Les consommateurs. Notre but est de rendre service à la population. Et il est préférable que le gaz et l'électricité soient distribués par le même organisme. C'est plus économique et plus avantageux pour le consommateur. On ne peut séparer en deux une compagnie.

Nous n'avons pas exproprié la Montreal Coke pour l'excellente raison que cette compagnie vend une quinzaine de produits et une vingtaine de produits chimiques différents. Nous laissons de côté la Montreal Coke parce que nous ne voulons pas entrer dans le commerce général. Ce n'est pas l'affaire du gouvernement d'entrer dans ce genre de commerce.

Il y a une autre raison et c'est que, si on laisse à la compagnie la section du gaz, le gouvernement s'expose à payer des dommages considérables. Si le gouvernement ne prend que les industries payantes pour laisser de côté celles qui ne paient pas, on l'obligera sans doute à verser un gros dédommagement, ce qui augmentera le coût de l'expropriation.

Il y a un chemin de fer dans le district de Niagara, en Ontario, qui n'a pas fait un sou et qui n'en fera probablement jamais. Il a été exproprié et le juge lui a accordé \$50,000 en première instance, mais le Conseil privé a décidé que la somme de \$1,000,000 serait plus appropriée. Je ne souhaite pas que cela se produise, mais c'est ce qui pourrait arriver si le gouvernement procédait au morcellement de la compagnie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement divise les affaires de la compagnie, puisqu'il ne prend pas à sa charge la Montreal Island Power Company

qui a le barrage de la rivière des Prairies. Cette compagnie a émis des obligations à 6 % que la Montreal Power a achetées et échangées pour des obligations à 3 %. À la lumière d'un tel arrangement, que se passera-t-il une fois ce bill adopté?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Puisqu'il s'agit d'une compagnie où il y a eu des bandits, suivant l'expression du premier ministre, on peut fixer dans le bill la base de l'évaluation, de façon à ne pas payer de dommages exagérés. Pourquoi aurions-nous de la considération pour la Montreal Power Company?

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre a dit que l'industrie du gaz était payante, mais, si on revend au prix coûtant comme c'est l'objet du bill, il ne peut être question de profit, contrairement à ce que dit le premier ministre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cela intéresse les clients, si ça n'intéresse pas le gouvernement. Le profit ira aux consommateurs. C'est là l'idée. C'est d'abord aux consommateurs qu'il faut penser. Si l'État ne prenait en charge que le volet électricité, cela signifie que les consommateurs auraient à payer les frais d'administration de deux entreprises, à défrayer le coût de deux releveurs de compteurs et de deux percepteurs de comptes, etc.

Je n'ai pas de sympathie pour cette compagnie. Ce que j'ai dit, c'est que le jugement sera rendu suivant les dispositions de la loi et le juge devra évaluer les dommages subis par la compagnie, à la suite de la prise en charge d'une partie de son entreprise. Il est possible que nous ayons à payer plus cher qu'il ne nous en coûterait pour prendre le réseau du gaz à notre charge.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le gouvernement fait les lois et les tribunaux ne peuvent que les interpréter.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** est d'accord, en principe, et il dit que le gouvernement a dû longuement réfléchir à la question. Il ne souhaite pas en dire davantage pour le moment.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Les jugements que le Conseil privé a rendus dans le cas de l'expropriation du chemin de fer étaient fondés sur la valeur de remplacement. Ce fut un mauvais jugement, malgré tout le respect que je dois à ces juges érudits. Dans ce cas-ci, le gouvernement pourrait définir les bases à partir desquelles les juges

pourraient se guider. Si l'on se basait sur le coût initial, moins la dépréciation, les tribunaux observeraient ce principe et le gouvernement pourrait toujours modifier ses lois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement a longuement réfléchi à la question. Il est vrai qu'il a adopté cette législation et qu'il a défini les bases que le juge devra observer, mais, en exerçant son droit d'interprétation, la question des dommages qu'entraîne le morcellement de l'entreprise pourra être prise en considération. Il n'y a pas de doute qu'une entreprise divisée subit des dommages. J'ai un très grand respect pour les juges, mais je me souviens de cette indemnisation de \$50,000 qui a été augmentée à \$1,000,000. Je ne voudrais pas me présenter devant les tribunaux et courir le risque de payer cher les dommages qu'entraînera le morcellement de l'entreprise.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'expropriation décrétée par l'article précédent ne portera pas préjudice aux droits résultant de l'acte de fiducie consenti par ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated en faveur de Montreal Trust Company comme fiduciaire, daté le 1<sup>er</sup> février 1936, y compris les actes supplémentaires, ni aux droits consentis par Provincial Light, Heat & Power Company par acte de fiducie en faveur de National Trust Company Limited comme fiduciaire, daté le 1<sup>er</sup> septembre 1906, et la Commission hydroélectrique de Québec sera tenue de satisfaire à toutes les obligations contractées par lesdites compagnies en vertu desdits actes, y compris l'intérêt payable à compter du 15 avril 1944 sur les obligations émises en vertu d'iceux, ladite Commission hydroélectrique de Québec étant, par l'effet de la présente loi, substituée auxdites compagnies pour toutes les fins desdits actes, à l'exception des droits se rattachant à des biens qui ne forment pas partie de l'entreprise visée à l'article précédent.

"La Commission hydroélectrique de Québec sera également tenue de payer avec l'intérêt à compter du 15 avril 1944, le montant des billets (3 Per Cent Convertible Note Certificates) en cours émis par ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated échéant le 1<sup>er</sup> juillet 1949.

"L'expropriation et la substitution décrétées par les présentes n'auront pas pour effet de rendre

exigibles les obligations émises en vertu des actes susmentionnés et ne constitueront point un acte de défaut."

**M. Chaloult (Lotbinière)** réclame une enquête sur les transactions qui ont donné lieu aux contrats dont parle le bill. Nous n'avons pas les renseignements nécessaires, dit-il. Il faut connaître les obligations dont l'hydro va se rendre responsable. Où sont les contrats de fiducie? C'est le temps de les produire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame de nouveau la production de certains contrats. Il fait un retour en arrière à propos d'événements politiques survenus en 1935 et 1936. En 1935, dit-il, après les élections, M. Paul Gouin voulait faire un compromis avec trois membres du cabinet Taschereau. Nous avons tenu une assemblée, M. Gouin et moi, à Québec, dans le mois de décembre. Peu après cette réunion, le 14 ou 15 décembre plus précisément, Paul Gouin m'a dit qu'il essayait de former une alliance, un gouvernement de coalition avec les libéraux, et qui serait composée de trois ministres du gouvernement Taschereau: le premier ministre d'aujourd'hui, alors ministre de l'Agriculture sous le gouvernement Taschereau, l'honorable J.-N. Francoeur, ministre des Travaux publics, récemment membre de la Cour d'appel et membre de la Commission des relations du travail, et feu l'honorable Honoré Mercier, ministre des Terres et Forêts et oncle de Paul Gouin<sup>2</sup>. Paul Gouin, à la suite de cette proposition, devait devenir le quatrième membre de ce gouvernement de coalition et devait recevoir deux portefeuilles, un pour lui-même et un pour M. Fred Monk, je crois, qui venait d'être élu dans Jacques-Cartier, et j'en aurais eu deux ou trois pour moi et mes amis. Mais je n'ai pas voulu entrer dans cette combine.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Je ne sais pas quelles étaient les intentions de M. Paul Gouin à cette époque, mais je n'ai certainement jamais été prévenu de ce projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le premier ministre avait fait un discours à l'eau de rose, à l'ouverture de la session de 1936, lorsque le projet était encore dans l'idée de M. Paul Gouin.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: J'ai prononcé un discours, en effet, mais c'est la seule fois que je me suis reproché d'avoir été violent.

**M. Chaloult (Lotbinière)**: Ne serait-ce pas plutôt une proposition qui avait été faite à M. Paul Gouin?

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Non, non. Après les élections, nous avons tenu cette assemblée à Québec et, après l'assemblée, M. Gouin m'a dit qu'il avait un moyen d'enlever le pouvoir tout de suite à M. Taschereau. Il m'a fait la suggestion de former un cabinet avec le premier ministre d'aujourd'hui, M. Francoeur et son oncle Mercier. J'ai dit, avec mépris, que je ne voulais pas, mais je lui ai conseillé de demander à nos amis de Québec ce qu'ils en pensaient. Ce projet a été exposé au ministre actuel des Affaires municipales et de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) qui a été chef de file de notre alliance et ensuite ministre sous mon gouvernement. Il a rejeté ce projet avec indignation<sup>3</sup>. J'inviterais le ministre (M. Drouin) à nous dire si cette déclaration est exacte.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** refuse de prendre part au débat.

**M. Chaloult (Lotbinière)**: M. Gouin voulait sans faute faire un compromis. M. Gouin a alors consulté M. Oscar Drouin et ce dernier a refusé. Il ne peut nier cela.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il n'a jamais entendu parler de cela et que personne ne lui a parlé de cet honneur que l'on s'était proposé de lui faire.

**M. Chaloult (Lotbinière)** dit qu'il en a entendu parler, mais il croit que "Chubby" Power a été l'instigateur de cette délicate opération. Dans ce temps-là, il n'y avait qu'un petit groupe qui voulait du premier ministre actuel et, aujourd'hui, personne ne veut de lui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait cette incursion dans l'histoire politique de 1935 et 1936 pour en venir à parler d'un contrat passé en 1936 et accordant des faveurs à la Montreal Power. Il demande copie de ce contrat passé par la Montreal Light, Heat & Power avant la session de 1936. Il s'agit d'un contrat de \$78,000,000, dit-il, bien que l'on ne fasse pas mention du montant dans la clause. Le premier ministre a fourni ces chiffres jeudi dernier, alors qu'il donnait des explications à propos de ce bill. La clause traite de l'émission d'obligations couvertes par un acte de fiducie en faveur de la

Montreal Trust Company, désignée fiduciaire le 1<sup>er</sup> février 1936, ainsi que de l'acte de fiducie en faveur de la National Trust Company, le 1<sup>er</sup> septembre 1936.

Le 1<sup>er</sup> février 1936, on sait ce qui s'est passé. Après les élections de novembre, en 1935, la province a connu une période de troubles politiques et le gouvernement Taschereau, sachant qu'il faudrait bientôt déclencher une autre élection, a fait certaines concessions à la Montreal Light, Heat & Power, afin qu'elle lui vienne en aide aux élections qui s'en venaient.

**M. Chaloult (Lotbinière)** réclame également la production des contrats. Cette clause ne fournit aucun renseignement sur le nombre d'obligations émises, affirme-t-il, et qui seront dorénavant sous la responsabilité du gouvernement.

**M. Gagnon (Matane)** insiste à son tour pour savoir quelles sont les obligations contractées par les diverses compagnies que l'on veut faire assumer par l'hydro provinciale.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il s'agit de \$78,000,000 et je pourrai donner des détails additionnels en soirée. J'aurai une copie des deux actes de fiducie pour la séance du soir.

La discussion sur l'article 3 est suspendue.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'indemnité payable par la Commission hydroélectrique de Québec à raison de l'expropriation décrétée par l'article 2 de la présente loi, sera la somme capitale sur laquelle un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de ladite entreprise, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99) ou de la loi des transports et communications (Statuts refondus, 1941, chapitre 143), selon le cas, avec en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui.

"Il sera déduit de ladite indemnité le montant capital des obligations et billets mis à la charge de la Commission hydroélectrique de Québec par l'article 3 de la présente loi; si le montant desdits billets et obligations excède le montant de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec aura droit de

recouvrer la différence et sera, pour cette réclamation, subrogée aux droits et privilèges du fiduciaire sur les biens ne formant pas partie de l'entreprise visée par l'article 2 de la présente loi."

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne m'oppose pas au second paragraphe, mais il est évident que l'on s'est opposé au principe d'évaluation énoncé dans le préambule du bill. La rédaction de cet article est obscure et dangereuse. Pur charabia; il semblerait rédigé par la Montreal Light, tant il prête à l'ambiguïté. Pourtant, c'est l'article fondamental car les juges vont se baser là-dessus pour fixer l'indemnité.

Le critère sur lequel le tribunal devra se prononcer stipule qu'il faudra tenir compte de la valeur réelle de l'entreprise et aussi, seulement, des capitaux réellement et utilement investis. Si quelqu'un peut y comprendre quelque chose, il est bien avisé, il n'y a rien de plus barbare et de plus obscur. Nos Statuts sont mal rédigés, mais on ne trouve rien de pire. On réfère à deux lois générales, deux lois longues, compliquées et obscures. Pourquoi n'avoir pas inséré simplement les textes sur lesquels on veut se baser?

Il n'y a pas une personne sur mille qui est capable de comprendre cela. La clause est équivoque et prête à toutes sortes d'interprétations. Il est pourtant si facile de s'exprimer clairement. Pourquoi pas dire "la valeur initiale moins la dépréciation"? On devrait clarifier cette clause essentielle et fondamentale. Dans sa forme actuelle, elle prête à équivoque.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette clause n'est pas aussi obscure que veut le faire croire le député de Lotbinière (M. Chaloult). Je l'ai déjà dit au député de Lotbinière et je vais le répéter. La base est la valeur réelle et aussi le capital réellement et utilement investi. Les deux facteurs sont limitants. Mon impression, c'est que le tribunal peut apprécier la valeur facilement. Si la valeur réelle dépasse le capital, c'est la valeur réelle qui sera limitée. Dans le cas contraire, le capital sera limité. Le tribunal appréciera donc la valeur réelle, moins, c'est sous entendu, la dépréciation. Il y a, dans le critère, deux parties limitatives. Si la valeur réelle dépasse le capital réellement investi, la valeur sera limitée: si, d'autre part, le capital réellement investi dépasse la valeur réelle, le capital sera limité.

Il fait référence à un jugement de la Cour suprême des États-Unis pour faire valoir son point de vue.



**M. Chalout (Lotbinière):** Comme il est 6 heures, je propose d'ajourner maintenant le débat. Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### **Société d'Entreprise du Canada**

**M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 concernant la Société d'Entreprise du Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

**M. Jodoin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Guibord (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

**M. Guibord (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Modification à la charte de la ville Mont-Royal**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville Mont-Royal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 31 mars 1944**

##### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 9 heures.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Projets de loi:**

##### **Hydro-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

**En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité poursuit l'étude de l'article 5.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Tel qu'il est rédigé, je ne puis accepter l'article de la loi qui définit les conditions de l'expropriation. Il faut de toute nécessité des textes plus clairs, étant donné que les juges ne partagent pas tous le même avis et que les commissaires, tout en étant honnêtes, peuvent avoir des préjugés. Je ne puis accepter ce critérium obscur. Je me demande si les commissaires eux-mêmes seraient capables de s'en contenter.

Il est important de fixer un autre critère d'évaluation de l'indemnité pour l'expropriation et je propose de changer la clause 5 en établissant un autre critère. La clause, une fois amendée, pourrait se lire comme suit: "coût réel, moins dépréciation". On devrait établir que la Commission paiera le coût initial, moins la dépréciation prise par la compagnie à même les bénéfices annuels. Qu'est-ce que l'on entend par dépréciation? Les opinions à ce sujet diffèrent et, ainsi, le mieux serait de s'en remettre à l'autorité la plus compétente en la matière, notamment à la compagnie elle-même qui, chaque année, inscrit les montants de la dépréciation.

On partirait du montant du début, en 1901, soit \$10,500,000, et on y ajouterait ce qui a été investi réellement par la suite, puis on enlèverait la dépréciation en prenant les chiffres de la compagnie dans son bilan au 15 avril 1944. Cette dépréciation représente environ \$66,000,000 pour les services du gaz et de l'électricité. On doit prendre la dépréciation déterminée par la compagnie elle-même. Si les chiffres sont soufflés, tant pis pour la compagnie. Ils ont fait leur lit; laissons-les s'y coucher.

C'est ainsi qu'en 1936 un montant de \$5,250,000 fut placé au compte de dépréciation et transporté quelque temps plus tard au compte capital. Par ailleurs, en 1934, un autre montant de \$6,000,000 a passé de même de la dépréciation au capital. Il n'y a pas de doute que les montants de la dépréciation sont exagérés. La commission Lapointe a condamné cette façon d'agir de la compagnie, ce qui ne l'a pas empêchée, après la publication du rapport de la commission Lapointe, d'augmenter de \$750,000 la dépréciation annuelle. On ne peut avoir de sympathie pour une compagnie qui se conduit de cette façon-là. Quand on a affaire à une compagnie de ce genre, qui n'est pas de bonne foi, il n'y a aucune raison de la traiter avec égard. Prenons la

dépréciation que la compagnie a elle-même donnée, et non la dépréciation considérée effective.

Lorsque l'on veut acheter une voiture usagée, on doit considérer le prix initial, moins la dépréciation annuelle, et on arrive à un prix raisonnable. Ce critère devrait être le même en ce qui concerne cette compagnie.

Il y a tant de mots superflus dans nos Statuts qu'on pourrait sans inconvénient ajouter que la dépréciation sera déduite même si, d'après le premier ministre, les tribunaux sont censés toujours tenir compte de la dépréciation. Je doute que, dans le cas du capital réellement investi, les tribunaux tiennent toujours un compte rigoureux de la dépréciation. Si l'on n'en tient pas compte, si nous laissons les tribunaux libres d'évaluer la dépréciation comme ils l'entendent, cela pourrait être très dangereux. Le premier ministre a dit que les tribunaux prendront la dépréciation en considération. C'est possible, mais pourquoi ne pas insérer une clause à cet effet dans le bill? De plus, je ne crois pas que les tribunaux prendront la dépréciation en considération, à moins qu'une loi ne le mentionne. Je ne crois pas que les tribunaux soient autorisés à faire cela.

Si on n'adopte pas ce critère, on paiera un prix trop élevé, plus élevé que ce que vaut la propriété, et les taux de l'électricité seront plus élevés, en définitive, que ce que désire le gouvernement. La seule façon d'en arriver à des taux raisonnables, qui correspondent aux taux de l'Ontario, c'est d'insérer une clause générale pour éviter que le prix à payer ne soit trop élevé. Et, si l'article est adopté tel qu'il est actuellement, je devrai combattre le bill et le gouvernement qui le présente. Je soumets que, dans ces conditions-là, il vaudrait mieux ne pas nationaliser, car on détruira à jamais l'idée de nationalisation dans la province.

**Des députés** tournent ces propos en dérision.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Oui, je suis d'avis qu'il vaudrait mieux ne pas nationaliser du tout parce que cela jettera le discrédit sur la nationalisation. Pourtant, j'aurais été heureux de voter avec le gouvernement. Qui pourrait douter du désir que j'éprouvais d'aider le gouvernement sur ce projet?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Moi, je n'en ai aucun doute.

**M. Chaloult (Lotbinière):** En principe, je suis très favorable à la nationalisation. Personne ne peut douter de mes principes. La nationalisation

m'intéresse plus que le Parti libéral. Mais, si on ne modifie pas la loi, je crains que la nationalisation en souffre. Je suis convaincu que nous ne pourrons jamais avoir des taux moins élevés si nous n'exproprions pas dans des conditions raisonnables. Je sais que cette question peut faire l'objet d'une élection.

Le gouvernement peut réduire considérablement les taux pour qu'ils soient comparables, ou même inférieurs, à ceux d'Ontario, et je suis certain que, le 15 avril, ils seront considérablement réduits. Mais, dans un an ou deux, qu'advient-il? On pourra baisser les taux le 15 avril, mais l'hydro deviendra déficitaire et il faudra revenir à des taux élevés. Les taux augmenteront à nouveau et ce ne sera pas bon pour le Parti libéral qui voudra se faire réélire pour une autre période de cinq ans. Si le Parti libéral adopte une telle loi pour baisser ensuite les taux jusqu'aux prochaines élections, j'affirme qu'il n'en tirera aucun avantage.

Quant à moi, je suis plus intéressé à la nationalisation que ne l'est le Parti libéral. Sans être socialiste, la nationalisation me tient à cœur profondément. Je suis pour l'initiative privée et je veux qu'on la maintienne dans certains cas, mais, dans d'autres cas, la nationalisation est la meilleure solution. J'en suis profondément convaincu et je ne veux pas que l'on discrédite la nationalisation à cause de cette clause. Je crois l'étatisation nécessaire dans certains cas. Je ne voudrais pas que, pour un article mal ordonné, ce principe même soit discrédité dans l'opinion publique.

Si le gouvernement est obligé de mobiliser un gros capital pour payer de gros intérêts, comment pourra-t-il baisser les taux? Et, après cet échec de la nationalisation de l'électricité, comment pourra-t-on songer à nationaliser autre chose? Il ne sera pas possible de baisser les taux; ils augmenteront et la population dira alors: "Voyez ce qui arrive avec la nationalisation!" Ce qui importe, c'est de protéger la nationalisation dans la province et de ne pas laisser la population perdre confiance en elle. C'est très bien de gagner les élections cette fois-ci, mais il faut aussi penser à l'avenir. Si cette loi est adoptée telle quelle, le Parti libéral devra en supporter le fardeau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certains ont parlé du rapport de la commission Lapointe. Ou ils ne l'ont pas lu, ou ils ne l'ont pas compris. Cette commission, nommée en 1934, a déposé son rapport en 1935<sup>4</sup>. Il y est clairement stipulé qu'un service public, de par sa nature, doit avoir le monopole et qu'il vaut mieux qu'il en soit ainsi. De plus, différents

intervenants cités dans ce rapport sont d'avis qu'il vaut mieux centraliser les travaux d'exploitation, de sorte que l'usage d'un important matériel d'exploitation soit rendu possible. Le rapport de la commission Lapointe ne recommande pas l'étatisation. Il se prononce contre l'étatisation de l'électricité et les monopoles d'État et préconise plutôt l'électricité surveillée par l'État ou par un organisme. L'industrie électrique doit garder le caractère d'un monopole, et la concurrence dans les services publics ne protège ni le producteur ni le consommateur.

En résumé, la commission Lapointe se prononce contre l'étatisation, contre le monopole d'État et en faveur de l'industrie privée contrôlée. Ce rapport critique la Régie des services publics et dénonce son incompétence. Il recommande la création d'un organisme qui s'occuperait uniquement de l'électricité. C'est ce que le gouvernement de l'Union nationale a fait. Un comité de surveillance a été créé par l'Union nationale en 1937. Malheureusement, cette loi a été sabotée par l'actuelle administration, qui a mis de côté les conclusions du rapport Lapointe, et il s'ensuivit que la commission, au lieu de se vouer entièrement à la surveillance du trust, a dû consacrer son temps à la gestion de tous les systèmes de transport de la province. L'actuelle Régie des services publics s'occupe de tout, excepté de l'électricité. Elle s'est occupée des camions, des autobus, des travaux hydrauliques, de tout, sauf de l'électricité.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les services de contrôle n'ont pu donner les résultats attendus. Il peut y avoir des considérations générales du rapport qui permettent une telle déclaration, mais, dans mon esprit, le rapport conduit à la nationalisation. Quant à la Régie des services publics, il me semble que le rapport qu'elle nous a présenté, en octobre dernier, prouve qu'elle fait du bon travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On vient de me soumettre une partie des documents que je réclame depuis mardi, c'est-à-dire les contrats passés par la Montreal Light, Heat & Power et la Beauharnois Power, y compris des contrats de la compagnie avec d'autres corporations. Pourquoi le gouvernement ne les a-t-il pas produits avant? Seule une partie m'a été remise, et à la dernière minute.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y a 260,000 contrats.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je rappelle à l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Hamel) que je ne parle pas des contrats avec les consommateurs, mais des contrats avec les corporations.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je trouve étrange la position du député de Lotbinière (M. Chaloult) de voter contre notre loi, lui qui a toujours été pour la nationalisation. Il a senti le besoin de faire une profession de foi en faveur de la nationalisation. Je ne doute pas de sa sincérité ni de ses bonnes intentions, mais je trouve drôle qu'après avoir réclamé ce que le gouvernement donne à la province aujourd'hui, il refuse tout cela pour des raisons particulières. Quand un homme a fait toute sa carrière politique en demandant la nationalisation, comment peut-il être contre cette loi? Comment peut-il combattre pareille mesure sur une question de forme? Il a certainement besoin de faire un plaidoyer en sa faveur.

Le député de Lotbinière ne s'intéresse pas aux partis, ou à un groupe d'hommes politiques, mais uniquement à l'avancement de sa province. Il n'est intéressé qu'au bien général, ne cesse-t-il de dire. Mais, quand nous apportons justement ce qui fera franchir un nouveau pas à la province, il se refuse. Le gouvernement présente une loi de nationalisation et le député de Lotbinière - qu'on me pardonne cette expression - y cherche la petite bête noire. Encore une fois, je ne doute pas de sa sincérité, mais je vais la mettre à l'épreuve. Le texte de la loi doit tenir compte de l'évaluation et de la dépréciation. Il n'est pas satisfait de notre texte? Eh bien, nous allons tenter de lui donner satisfaction en apportant à la clause 5 un amendement qui dira ce qui suit: "Dans la détermination de ladite somme capitale, une déduction appropriée sera faite pour toute dépréciation et désuétude."

Le député de Lotbinière (M. Chaloult) dit que le texte n'est pas clair. Je partage son opinion. Le texte de la loi n'est pas élégant, à cet article, mais il doit être ainsi rédigé. S'il pêche par la forme, cela ne veut pas dire qu'il est mauvais. Je ne m'attendais pas à ce que le chef de l'opposition l'accepte, mais je pensais que le député de Lotbinière l'accepterait. Nous voulions garder l'article tel qu'il est dans le bill parce que dans toute expropriation, la partie la plus dangereuse, c'est l'élément qui reste à l'appréciation des juges. Nous allons l'améliorer. Je puis assurer la Chambre que notre désir a été de fermer les mailles pour que le public ne paie pas plus que ce qu'il doit payer. Ce n'est pas notre argent que nous engageons. Nous dépensons l'argent du public et nous ne devons

pas lui faire payer plus que ce que la compagnie a investi d'argent.

L'article est rédigé de façon à prévenir l'excès dans l'appréciation de l'indemnité. Nous voulons payer sur la base du capital réellement investi. Nous ne voulons pas payer une valeur réelle qui comprendrait des millions de dollars que la compagnie n'a jamais payés. Nous ne voulons pas payer plus que ce qu'elle a réellement investi. Le public de cette province ne paiera pas ce qu'il ne doit pas. Les franchises ne peuvent donc pas entrer en ligne de compte.

Cependant, nous ne voulons pas non plus enlever aux actionnaires de la compagnie ce qui leur appartient. La base que nous avons choisie est établie dans une loi pour laquelle le député de Lotbinière a voté en deuxième et troisième lectures, en 1940. En 1940, le gouvernement a passé une loi pour fixer la base de la tarification. Cette loi fixe les taux d'après le revenu raisonnable sur le capital réellement investi. C'est une base analogue qui s'appliquera pour l'expropriation. Nous voulons par là que les juges ne tiennent pas compte des franchises ou de l'achalandage. La franchise à perpétuité de la Montreal Power, pour Montréal et 100 milles à la ronde, pourrait être évaluée à des sommes fantastiques. Si nous en tenions compte, comme le chef de l'opposition le voulait par sa loi, nous paierions peut-être un milliard. C'est pour cela que nous mettons de côté la loi générale d'expropriation et que nous en passons une autre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux que l'expropriation se fasse suivant la loi générale passée par le gouvernement en 1940.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous ne voulons pas exproprier suivant la loi générale parce que l'expropriation de cette entreprise particulière doit être faite sur la base d'un profit raisonnable sur le capital, et pas plus. Le député de Lotbinière croit que nous allons être trop généreux pour la compagnie. Le chef de l'opposition, lui, croit que nous ne serons pas assez généreux. Je ne m'attendais pas à une telle conduite de la part du député de Lotbinière. L'amendement que je propose, suivant moi, n'ajoute rien à la loi, mais il devrait satisfaire la conscience du député de Lotbinière.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai voté pour la loi dont le premier ministre a parlé, mais sans y porter beaucoup d'attention. Je sais gré au premier ministre de cet amendement. J'apprécie sa bonne

volonté et je lui suis reconnaissant. C'est certainement un progrès, mais ce n'est pas assez. Cet amendement n'est pas suffisant pour remédier au mal et il est présenté à l'improviste. Nous voulons que la dépréciation soit basée sur les chiffres de la compagnie, soit \$66,000,000. C'est la compagnie qui a dit que ses propriétés avaient été dépréciées pour ce montant.

Je ne peux prendre sur moi seul d'accepter l'amendement, car, en Chambre, je suis le mandataire de certaines personnes qui doivent être consultées. Je dois donc consulter mes amis. J'aurais aimé avoir une copie de ce document plus tôt, afin de le soumettre à mes amis qui sont des experts en la matière. Mais j'avoue, en définitive, que je ne peux accepter le projet de loi avec cet amendement-là. Avec l'amendement du premier ministre, la province paiera moins cher, mais je ne puis accepter ce texte<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous voulons payer tout ce que nous devons à la compagnie, mais pas un sou de plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet de loi peut avoir des conséquences désastreuses pour la province, pour le pays et pour les Canadiens français. Au point de vue national, il constitue un recul.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a toujours prétendu que le plus assassin des trusts, c'est le trust de l'électricité, et depuis quatre jours, il s'en est fait le défenseur.

Il arrive que les compagnies exagèrent, pour fins de comptabilité, le montant porté à la dépréciation. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) sait que la dépréciation dans les livres des compagnies n'est pas toujours exactement la dépréciation de leur propriété. Elle n'est basée sur rien de précis, de solide, de réglementaire. Cette base ne peut pas être mise dans un projet de loi parce que c'est une affaire de comptabilité qui ne représente pas réellement la valeur de la dépréciation. Aucun tribunal n'accepterait cette base. Il vaut mieux laisser au tribunal l'appréciation juste de tous ces facteurs.

La population veut secouer son joug et elle atteindra son but par la loi que le gouvernement demande à la Chambre d'adopter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai ici la revue *Public Utility*.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** C'est la revue qui défend les compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette revue dit que la Montreal Power a \$78,000,000 d'obligations et \$89,000,000 de dettes et que la Beauharnois a \$70,000,000 de dettes.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le chef de l'opposition approuve-t-il la partie de l'article dans laquelle la revue compare la Montreal Power à l'agneau et le gouvernement au loup de la fable?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Est-ce une revue sérieuse?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet peut avoir des conséquences désastreuses. J'aime mieux manger à la lampe à l'huile que de crever de faim à la lumière électrique. Je demande au gouvernement de ne pas insister avec son projet.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les chiffres de la revue des trusts que le chef de l'opposition a cités sont inexactes. J'ai donné à la revue le démenti qui convenait. C'est cette revue qui a lancé le cri que nous voulions nationaliser l'électricité par haine des Anglais. Quand notre province, d'année en année, perd son état de supériorité et s'en va au désastre, il est temps d'agir. Nous n'avons de haine contre personne. En 1936, le chef de l'opposition combattait tous les trusts, surtout celui que nous allons nationaliser. Il s'oppose maintenant à cette loi nécessaire.

L'avenir de la province ne l'intéresse plus. Il a besoin de se préparer à être très éloquent pour expliquer sa situation au peuple. La province de Québec veut secouer le joug et veut que le gouvernement rende aux citoyens leurs ressources naturelles. Nous ne paierons pas un sou de plus que ce qui est dû. Nous agissons suivant notre conscience comme des honnêtes gens.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** L'opposition ne peut pas approuver le bill parce qu'elle manque de renseignements. Ce projet de loi, c'est une aventure qui va obliger la province à payer de \$200,000,000 à \$250,000,000 pour l'entreprise, ce qui atteint presque la dette totale de la province estimée à \$312,000,000. Pas un homme d'affaires pratique ne saurait se prononcer en faveur d'une telle mesure, quand il n'en sait pas davantage le coût et la portée. Ne serait-il pas mieux d'abolir la taxe de vente de \$13,000,000 au lieu d'engager la province dans cette dépense?

Pourrons-nous concurrencer l'Ontario en n'expropriant qu'une seule compagnie? L'hydro d'Ontario achève de payer sa dette et l'hydro de Québec ne pourra amortir celle qu'elle assumera avant 40 ans. Et on ne pourra réussir à faire baisser les taux. Je crois qu'il est trop tard pour que Québec puisse faire concurrence à l'hydro d'Ontario. Québec commencera à exploiter l'énergie hydroélectrique avec une dette de \$200,000,000. Comment peut-il, en de telles circonstances, offrir des taux concurrentiels? L'industrie ne pourra pas être réorganisée sous de tels auspices, d'autant plus que l'électricité n'incite pas les industries à venir s'établir dans la région, comme on le prétend.

En effet, l'électricité n'est pas un facteur important dans le choix de l'emplacement des industries et je défie le gouvernement de prouver que le Québec a perdu des industries en raison des taux d'électricité. Donnez-nous un exemple d'une industrie qui aurait quitté Québec en raison des taux d'électricité. Ce n'est pas un facteur déterminant. On a clairement démontré que l'électricité ne représente pas plus de 1 % des coûts de production d'une entreprise.

Les chiffres démontrent également que la grande majorité des consommateurs de la région de Montréal ne débourse que \$4,000,000 par année sur un revenu de \$34,000,000 que fait la compagnie. Donc, même si l'électricité était gratuite pour l'ensemble de la population, cela ne représenterait une économie que de \$4,000,000 par année, alors que le gouvernement actuel arrache aux pauvres de la province par année \$13,000,000 avec sa taxe de vente. Ne serait-il pas préférable d'abolir cette taxe? Si ce bill passe, il faudra donc augmenter les taux d'électricité dans la province. Ils ne pourront certainement pas être réduits. N'oublions pas que les revenus de la Montreal Power Company sont gonflés par les activités industrielles nées de la guerre. Elles ont plus que doublé par rapport aux années normales. Les compagnies industrielles ne se plaignent pas des taux, et nous n'avons pas perdu une seule usine en raison des taux de l'électricité, parce que ce n'est pas un facteur déterminant.

Il s'agit ici d'une affaire de \$200,000,000 et on ne sait pas où prendre l'argent pour payer et même pour payer les salaires des employés. Ces derniers n'accepteront jamais la proposition du gouvernement au point de vue du fonds de pension, car, avec le bill actuel, on fait sauter le fonds de pension des employés de la Montreal Light, Heat & Power. Le gouvernement vole le fonds de pension qui avait été accumulé par la compagnie pour

remplacer les augmentations de salaires. Je ne puis approuver cette loi sans avoir plus de détails. Vous ne savez même pas ce que vous expropriez et combien il en coûtera.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est l'offre que fait le gouvernement pour la compagnie?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est l'hydro qui fera l'offre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien allez-vous payer pour la Beauharnois?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne le sais pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels seront les membres de l'hydro?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Pas décidé encore. Il propose que l'article soit modifié et qu'il se lise désormais comme suit:

"5. L'indemnité payable par la Commission hydroélectrique de Québec à raison de l'expropriation décrétée par l'article 2 de la présente loi, sera la somme capitale sur laquelle un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de ladite entreprise, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99) ou de la loi des transports et communications (Statuts refondus, 1941, chapitre 143), selon le cas, avec en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui.

"Dans la détermination de ladite somme capitale une déduction appropriée sera faite sur toute dépréciation et désuétude. Il sera déduit de ladite indemnité le montant capital des obligations et billets mis à la charge de la Commission hydroélectrique de Québec par l'article 3 de la présente loi; si le montant desdits billets et obligations excède le montant de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec aura droit de recouvrer la différence avec l'intérêt au taux légal depuis le 15 avril 1944 et sera, pour cette réclamation, subrogée aux droits et privilèges du fiduciaire sur les biens ne formant pas partie de l'entreprise visée par l'article 2 de la présente loi.

"Le montant net de l'indemnité portera intérêt au taux légal à compter du 15 avril 1944.

"Dans les six mois de la détermination finale de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec devra faire en sorte que les biens ne

formant pas partie de l'entreprise expropriée, soient libérés de la charge des actes de fiducie mentionnés à l'article 3, sur paiement, s'il y a lieu, de la réclamation prévue au second alinéa du présent article."

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'indemnité payable en raison de l'expropriation décrétée par l'article précédent sera la somme capitale sur laquelle un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de l'entreprise de ladite Beauharnois Light, Heat & Power Company, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99), déduction faite de toutes dettes et charges, avec en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, en conformité avec l'amendement apporté à l'article 5, que cet article soit également modifié en ajoutant après les mots "dix pour cent d'icelui" les mots suivants: "Dans la détermination de la dite somme capitale, une déduction appropriée sera faite pour toute dépréciation et désuétude."

L'amendement est adopté.

L'article 9, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. À compter du 15 avril 1944,

"a. le nombre des directeurs de Beauharnois Light, Heat & Power Company est réduit à trois;

"b. lesdits directeurs sont nommés par la Commission hydroélectrique de Québec durant son bon plaisir et il n'est pas nécessaire qu'ils soient actionnaires de ladite compagnie;

"c. l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil tient lieu de celle des actionnaires;

"d. la vérification des comptes de ladite compagnie est faite suivant les dispositions relatives à la vérification des comptes de la Commission hydroélectrique de Québec."

L'article est amendé pour que le nombre des directeurs de la Beauharnois soit réduit à cinq au lieu de trois.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Les cinq directeurs de la Beauharnois seront probablement les futurs membres de l'hydro.

L'amendement est adopté

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

L'article, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité adopte les articles 13 et 14.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)**

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)**

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)**

propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, aux conditions qu'il fixera, garantir le paiement en capital et intérêt de tous les emprunts effectués en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions par la Commission

hydroélectrique de Québec, établie en vertu de ladite loi; que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse également garantir l'exécution de toute obligation de ladite Commission pour le paiement de sommes d'argent; que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à avancer à ladite Commission tout montant jugé nécessaire pour ses opérations; ces avances portant intérêt au taux payé sur les emprunts contractés par la province à cette fin, selon que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, et que les fonds requis pour avances ou garanties en vertu de la présente résolution soient pris sur le fonds consolidé du revenu.

2. Que le ministre des Terres et Forêts puisse, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, concéder à la susdite Commission, aux conditions qu'il fixera, tous immeubles ou forces hydrauliques faisant partie du domaine public requis pour les fins de ladite Commission.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à faire des avances à la susdite Commission jusqu'à concurrence de dix millions de dollars à un taux d'intérêt de deux pour cent, amortissable sur une période n'exédant pas cinquante ans, pour la construction de lignes de distribution d'électricité pour le service de toute municipalité rurale; que le montant de ces avances soit pris sur le fonds consolidé du revenu, et que, sur le rapport de ladite Commission attestant que la construction d'une ligne pour le service d'une municipalité rurale est nécessaire et que les conditions ne permettent pas de rencontrer, au début, le montant entier de l'intérêt et du fonds d'amortissement, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse dispenser du paiement total ou partiel de l'intérêt et de l'amortissement sur toute avance requise pour la construction d'une telle ligne pour une période n'exédant pas cinq ans.

4. Que la section IX de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) comprenant les articles 78 à 85 soit abrogée de même que l'article 2 de la loi 4 George VI, chapitre 22, et que les biens dont l'administration était confiée à la Commission des eaux courantes de Québec, en vertu desdites dispositions abrogées, soient désormais administrés par la Commission hydroélectrique de Québec, tout en demeurant la propriété du gouvernement de cette province qui recevra les profits en provenant et paiera sur le fonds consolidé du revenu les dépenses s'y rapportant.

Les résolutions sont adoptées<sup>6</sup>.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que les résolutions soient maintenant lues.

Adopté après division. Les résolutions sont lues.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que lesdites résolutions soient maintenant agréées.

**M. Bégin (Dochester)** propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "maintenant" et en le remplaçant par les mots "dans quatre mois".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Car, dans quatre mois, nous serons au pouvoir.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Si le gouvernement ne veut pas amender le bill comme je l'entends, je vais voter contre ce bill et lutterai contre le gouvernement. Il a fait une concession, mais cela ne rejoint pas mes objectifs et, pour cette raison, je vais voter avec l'opposition.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Labbé, Langlais, Lorrain, Talbot, 10.

**Contre:** MM. Allard, Beulac, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Jodoin, Joyal, Lawn Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Rajotte, Robidoux, Rochette, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Les résolutions sont, en conséquence, agréées.



Les résolutions relatives au bill 17 sont agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

#### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

L'article 15 est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 17 après l'avoir amendé.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que le bill amendé soit maintenant lu.

Adopté après division.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division.

Le bill amendé est agréé.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réitère son opposition au projet en disant que le gouvernement s'aventure dans une affaire aux conséquences graves et que la mesure aura des conséquences dommageables pour les intérêts de la province.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après

"que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Le bill 17, intitulé: "Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec" soit renvoyé au comité plénier de la Chambre, avec instructions:

1. D'obtenir que le gouvernement de la province produise:

a. une copie des actes de fiducie mentionnés à l'article 3, page 11, dudit projet de loi;

b. une copie des contrats intervenus entre la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et toutes compagnies faisant affaire avec la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, au sujet soit de la production, soit de la distribution de l'énergie électrique;

c. une copie de tous les contrats intervenus entre la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et la Beauharnois Light, Heat & Power Company, relativement à la vente de l'énergie électrique devant être utilisée, soit dans la province d'Ontario, soit aux États-Unis;

2. D'obtenir que le gouvernement de la province fournisse à la Chambre des informations et les renseignements qui sont nécessaires afin de pouvoir apprécier toutes les conséquences dudit bill 17 et les dépenses qui seront occasionnées à la province à ce sujet.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Labbé, Langlais, Lorrain, Talbot, 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Dansereau, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Guerin, Jodoin, Joyal, Lawn Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Rajotte, Robidoux, Rochette, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée au mardi 11 avril 1944.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

---

### NOTES

1. Selon *La Patrie* du 31 mars 1944, à la page 3, l'étude du bill commence à 11 h 50.

2. Il s'agit d'Honoré Mercier fils.

3. D'après *Le Canada* du 1<sup>er</sup> avril 1944, à la page 3, cette anecdote a fait rire le premier ministre et la Chambre. "Cette histoire a été une note gaie dans la sérieuse discussion que la Chambre a entreprise de la loi Godbout-Hamel." Le premier ministre aurait déclaré "que, pour sa part, il n'avait jamais entendu parler de ce projet d'union, destiné probablement à rendre indissoluble le mariage Duplessis-Gouin du temps et à permettre aux deux conjoints de goûter plus vite aux "sweets of office".

4. Rapport de la Commission de l'électricité de la province de Québec au premier ministre de la province, 21 janvier 1935, Québec, 1935, 65 pages.

5. Selon *The Gazette* du 1<sup>er</sup> avril 1944, à la page 16, à ce moment, M. Chaloult a quitté la Chambre pendant quelques minutes.

6. Selon *L'Événement* du 1<sup>er</sup> avril 1944, à la page 3, les résolutions ont été adoptées après une brève discussion.